HISTOIRE DU JAPON

Des origines aux débuts du Japon moderne



Fayard

Histoire du Japon

(Des origines au début du Japon moderne)

Georges Sansom

Table Of Contents

Aki Ii	Iwaki D-2	Rikuoku D-i
Awa B-4, D-3	Iwami B-4	Rikuzcn D-2
Awaji C-4	Iwashiro D-2	Sagami D-3
Bingo B-4	lyo B-4	Sanuki B-4
Bitchü B-3/4	I zu D-3	Satsuma A-5
Bizcn B-4	Izumi C-4	Settsu C-3/4
Bungo A/B-4	Izumo B-3	Shimôsa D-3
Buren A-4	Kaga C-3	Shimouukc D-2/3
Chikugo A-4	Kai D-3	Shinano C/D-3
Chikuzen A-4	Kawachi C-4	Suruga D-3
Echigo D-2	Kazusa D-3	Suwö A/B-4
Echizen C-3	Kii C-4	Tajima B-3
Etchü C-3	Közuke D-3	Tamba C-3
Harima B/C-3/4	Mikawa C-3	Tango C-3
Hida C-i	Mimasaka B-3	Tow B-4
Higo A-4/5	Mino C-3	Tötömi C/D-3
Hitachi D-3/3	Musashi D-3	Ugo D-i
Hizcn A-4	Nagato A-4	Uzen D-2
Höki B-3	Noto C-2/3	Wakasa C-3
Hyuga A/B-5	Ömi C-3	Yamashiro C-3
Iga C-3/4	Osumi A"5	Yamato C-4
Inaba B-3	Owari C-3	
lie C-3/4	Rikuchü D-i	


RIKUOKU
UGO
RIKUCHU
RIKUZEN
UZEN
SADO
ECHIGO
IWASHIRO
IWAKI
HITACHI
KOZUKE
SHINANO
MUSASHI
SHIMOSA
KAZUSA
KAI
SURUGA
IZU
TOTOMI
MIKAWA
NOTO
ETCHU
KAGA
HIDA
ECHIZEN
MINO
OMI
TAJIMA
TAMBA
HARIMA
IZUMO
BIZEN
YAMATO
KII
SANUKI
AWA
IWAMI
AKI
NAGATO
SUWO
IYO
TOSA
SUSHIMA
IKI
BUZEN
BUNGO
HIZEN
HIGO
HYUGA
SATSUMA
OSUMI
N
1
2
3
4
5

Les provinces du Japon

CHAPITRE PREMIER

La terre

Il y a quelques millions d'années, des plus grandes profondeurs connues de l'océan, de puissantes convulsions volcaniques projetèrent au-dessus du niveau de la mer l'archipel japonais, qui s'étend aujourd'hui en un arc, bandé au large de l'Asie, entre 30 et 45 degrés de latitude nord. Les pics les plus élevés du Japon s'élèvent à plus de 3000 mètres ; la fosse de Tuscarora, sur le flanc oriental des îles, descend à 10535 mètres au-dessous du niveau de la mer. Selon les géologues, une différence d'altitude aussi considérable sur une distance latérale aussi courte crée de telles tensions que cette partie de l'écorce terrestre est une région très instable, aux nombreux volcans et aux fréquents tremblements de terre.

Telles sont les conditions qui ont déterminé la forme des îles japonaises, la composition de leur sol et le comportement de leurs habitants – ce que nous appelons de façon imprécise le caractère national – dans la mesure où le comportement est la réponse d'un peuple à son environnement. La nature de cette réponse est aussi importante que la nature du défi ; mais on ne peut comprendre pleinement le cours de l'histoire japonaise sans quelque connaissance des particularités physiques du pays. Celles-ci doivent être étudiées de manière assez détaillée, mais il convient d'abord de placer le Japon dans le contexte qui est le sien en tant que région de l'Asie, à laquelle, malgré sa situation isolée, il appartient nettement par la géographie aussi bien que par la culture. Il s'agit de la vaste zone de mousson qui s'étend de la province maritime de Sibérie au nord à l'Inde au sud-ouest, et comprend les grandes régions productrices de riz du sud de la Chine, de l'Indochine, de l'Indonésie, du Siam, de la Birmanie et des îles Philippines.

Un des traits caractéristiques de cette zone, trait qui lui donne une certaine unité organique, est la régularité des vents saisonniers. En été, ils soufflent du sud depuis les mers tropicales, et occasionnent de fortes chutes de pluie sur la terre surchauffée. En hiver, ils soufflent des régions septentrionales de la masse asiatique, apportant des températures basses et, d'ordinaire, un temps sec et ensoleillé.

La sujétion à ce rythme constant engendre un caractère uniforme dans la vie économique des habitants de l'est et du sud-est de l'Asie. Il est vrai que,

récemment, les relations avec les sociétés industrielles de l'Occident ont modifié les sociétés agricoles de l'Orient, mais fondamentalement celles-ci restent inchangées. Leur vie ne peut pas échapper à l'influence de ce régime climatique qui se répète année après année sur une immense échelle. L'alternance régulière des phases climatiques de la zone des moussons est particulièrement favorable à la culture du riz, et l'on trouve ainsi de grandes agglomérations de cultivateurs sédentaires dans ces régions où se combinent le sol alluvial le meilleur et l'alimentation en eau la plus sûre. Mais sauf dans des conditions très favorables, ils produisent à peine de quoi survivre. Ils sont les premiers producteurs. L'économie est essentiellement agraire, et il n'y a que peu d'industrie hormis ce que requiert la fabrication de vêtements, d'outils simples et d'objets usuels. L'économie étant à ce point agricole, la forme ordinaire de richesse est la terre, et la classe dirigeante vit des revenus du sol, sous forme de loyer ou d'impôts. Dans ces circonstances, les institutions politiques tendent au despotisme, car il est dans l'intérêt des dirigeants de prévenir le changement et de réprimer l'insubordination même dans ses formes les plus légères. Historiquement, la zone des moussons tout entière est donc conservatrice dans le domaine social et politique de même que sur le plan économique.

C'est peut-être en le comparant avec une région européenne typique, la Méditerranée, dont, à certains égards, la propre unité organique n'est pas différente de celle de la zone des moussons, que l'on parviendra le mieux à saisir cet aspect de la société asiatique. Le climat estival des pays méditerranéens est soumis au régime des vents du nord-est, qui, venus d'Eurasie, n'apportent que peu c humidité. En été, la chaleur est donc élevée, mais elle reste supportable à cause de la sécheresse de l'air. En hiver, les précipitations sont assez abondantes. Elles sont irrégulières, mais coupées de longues périodes de beau, en sorte que les Méditerranéens échappent généralement aux effets dépressifs du froid continu et de la chaleur humide. Par comparaison à la zone des moussons, la sécheresse est le grand trait distinc-tif du climat méditerranéen, et elle explique certaines différences importantes entre la vie dans les pays de mousson et la vie dans les régions sud de l'Europe.

Historiquement, dans le foyer de la civilisation européenne – l'archipel grec –, l'agriculture était strictement limitée par la configuration du pays et par la chaleur des étés sans pluie. Il n'y avait nulle possibilité d'accroître la

surface des terres cultivables, et, depuis des temps très reculés, les Grecs ont été contraints de recourir au commerce extérieur et à la colonisation pour compenser leur manque de grains. L'histoire de la Grèce ancienne est en grande partie une histoire de navigation, et la civilisation grecque est essentiellement le produit de villes et de cités de tradition maritime. Certes, les voyages en mer entre divers points de l'Asie des moussons remontent à des temps très anciens. Cependant, l'abondance du sol cultivable et de l'eau d'irrigation attachait à la terre la grande majorité de la population, et les peuples cultivateurs de riz ne considéraient pas comme vital un commerce maritime dont l'objet était des produits de luxe plutôt que de première nécessité.

En Grèce comme dans l'ensemble de la région méditerranéenne, il n'y avait pas une économie foncière dominante, mais une économie de transports marchands, qui consistait pour une bonne part à échanger du vin et de l'huile d'olive contre des céréales cultivées dans des régions bien irriguées éloignées des pays arides. Ceux qui pratiquaient ce commerce étaient des hommes sans terres, mais comme ils possédaient des ressources capitales sous forme d'expérience et de talent particuliers, les propriétaires fonciers n'avaient pas en territoire grec le quasi-monopole économique et politique qu'ils exerçaient généralement en tant que classe dans la zone des moussons.

Quoique le Japon soit situé à la frange de cette zone, il est clairement soumis à l'influence de la mousson, et, pour ce qui est du climat, il partage le caractère général des pays de l'Est et du Sud-Est asiatique. Les traits physiques de l'archipel japonais doivent donc être compris à la lumière de ce qui a été dit de l'ensemble de la zone.

Du fait que l'arc que dessinent ses îles s'étend de latitudes voisines de l'arctique jusqu'à des latitudes subtropicales, le Japon présente une grande variété climatique. Mais ses régions les plus peuplées et les plus riches jouissent d'un climat doux et généralement stimulant. Les étés y sont chauds et les hivers froids, mais sans extrêmes insupportables. Il y a abondance de soleil et de pluie. Le sol est revêtu d'une végétation luxuriante, décoré de beaux arbres et de fleurs délicates, animé de torrents rapides. Les montagnes, les plaines et la mer n'offrent nulle part au monde des paysages plus enchanteurs. C'est un pays fait pour nourrir une race vigoureuse d'hommes et de femmes heureux dans leur environnement. Mais

c’est une terre qui cache sa pauvreté derrière un visage souriant. Car les traits mêmes qui font la beauté naturelle dénoncent souvent une région stérile. Le terrain montagneux qui compose les trois quarts du pays ne se prête pas à la culture alimentaire, et quoique bien des pentes soient exploitées au prix d’un laborieux aménagement en terrasses, la surface des terres cultivées ne représente pas le sixième de l’ensemble. En outre, cette terre arable n’est pas toujours des plus fertiles, car (comme c’est ordinairement le cas dans les pays de mousson) l’abondance des pluies lui ôte les minéraux solubles indispensables, et oblige les cultivateurs à employer de grandes quantités de fertilisants. Enfin, tout à fait en dehors de ces inconvénients, les meilleures terres sont généralement pauvres en matière organique du fait que le Japon, comme d’autres pays de la zone, n’a pratiquement pas de prairies naturelles, où les racines enchevêtrées se décomposent en riche humus, et auxquelles les troupeaux en pâture peuvent fournir de l’engrais.

Les terres les plus riches du Japon sont toutes situées dans des plaines alluviales, qui ne sont pas très étendues. Les plus vastes de ces plaines se trouvent sur la côte est (Pacifique) de l’île principale de l’archipel Honshu. Elles sont au nombre de trois. La première, la plaine du Kantö, s’ouvre sur la baie de Tokyo ; la deuxième, sur la baie d’Ise ; et la troisième, la plaine de Kinai, sur la baie d’Osaka ; elles couvrent respectivement 8 000,1000 et 800 kilomètres carrés, et renferment à elles trois les principaux centres de population. Elles ont une importance prépondérante dans l’histoire du Japon, car le développement de ses institutions sociales et politiques et la nature globale de sa culture sont dans une large mesure le produit des rivalités auxquelles a donné lieu leur possession en tant que principales régions de production alimentaire et, partant, de sources principales de richesse et de puissance. Les premières migrations des tribus qui, du sud-ouest, ont gagné le centre et l’est du Japon répondaient sans doute à une quête de bonne terre. Les sièges du pouvoir politique se sont succédé dans les centres agricoles de ces régions fertiles. Dans la lointaine antiquité, la déesse de la nourriture habitait Ise ; la plaine du Kinai [1] comprend Osaka, le grand centre commercial, et Kyoto, l’ancienne capitale ; dans la plaine du Kantô se situe Edo (l’actuelle Tokyo), dont l’importance stratégique remonte loin dans le temps, et qui, depuis 1600, est le siège principal du pouvoir féodal.

Les guerres civiles récurrentes d’avant 1600 étaient toutes par essence des luttes pour la possession de bonnes terres à riz, et la société féodale se fondait essentiellement sur les conditions de tenure de ces terres. Quoique d’autres céréales (surtout non irriguées, comme l’orge, le blé et le millet), de même que des légumes, le mûrier et le thé, se cultivent en quantités considérables là où le sol ne se prête pas à la riziculture, le riz a toujours dominé l’économie agricole du Japon. Il s’agit en partie d’une question de tradition, car le riz a été de tout temps l’aliment préféré des Japonais. Ce goût depuis longtemps fixé suffit à expliquer pourquoi l’on cultivait le riz à l’exclusion de presque toute autre céréale ; cependant, il faut ajouter que, sauf dans les régions du Nord, les conditions physiques sont favorables à sa croissance, et, dans certains endroits, en permettent même une double récolte.

La chaleur subtropicale, les abondantes pluies estivales, l’irrigation facile et le soleil ardent à la période de la maturation continuent à faire du riz la céréale dont le rendement en grains est le plus élevé par rapport à l’espace occupé. Sa culture exige un travail intensif dans des champs minuscules, ce qui n’a pas manqué d’influencer le caractère de la vie paysanne. En même temps, sa position d’aliment de base, de céréale quasi unique, a rendu l’économie agraire extrêmement vulnérable aux conditions atmosphériques exceptionnelles. Tout au long de l’histoire du Japon, des variations démographiques sont mentionnées, qui ne sont pas faciles à expliquer, mais qui paraissent entretenir an rapport direct avec la perte de récoltes de riz. De telles pertes sont régulièrement signalées jusque récemment, où la variété des cultures et la possibilité d’importer ont supprimé le danger de famine.

La rareté des autres ressources naturelles du Japon ne fait qu’augmenter l’importance des produits agricoles. Car le pays est avare en matières premières, même dans le cadre de l’industrie préexistante à l’époque des machines. Dès avant l’ère industrielle, on exploitait de modestes mines de fer, de cuivre, d’or, d’argent et de mercure ; mais dans la construction et la fabrication d’ustensiles autres que des outils tranchants, le bois des hautes terres et le bambou universel remplissaient la plupart des emplois utilitaires et ornementaux.

Ainsi, depuis la haute antiquité, le peuple japonais était accoutumé à une vie simple et frugale dans un environnement agréable à l’œil. De ce fait, on se plaît à imaginer qu’il apprit à vivre sans de multiples possessions, et que

ces conditions ont engendré cet amour de la beauté naturelle et cette tradition esthétique profondément enracinée qui semblent être son héritage national.

Il a eu la chance de pouvoir cultiver les arts à l’abri des menaces d’invasion, car si le Japon partage de nombreuses caractéristiques avec les autres pays de mousson, sa situation le met à l’écart. 200 kilomètres le séparent de l’Asie en son point le plus proche, et la navigation en mer de Chine est fréquemment dangereuse pour les petites embarcations. En outre, l’approche du continent à partir du Japon est rendue difficile pour les voiliers du fait que les principaux courants océaniques – l’Oyashio, ou courant d’Okhotsk, froid, et le Kuroshio, ou courant Noir, chaud – se dirigent vers les rives du Japon, le premier en provenance du nord et le second du sud. Enfin, la mousson d’hiver souffle violemment du nord-est de l’Asie en direction de l’archipel, et la mousson d’été, lorsqu’elle est au plus fort, a tendance à souffler de sud-ouest en nord-est, décourageant ainsi les communications avec la Chine par les voies maritimes directes. Les communications par mer étaient évidemment possibles dans les deux sens, et à certaines époques elles ne présentaient même aucun danger ; mais en général, les conditions n’étaient pas faites pour stimuler des relations régulières et continues entre le Japon et les autres pays.

De ce point de vue, le contraste entre le Japon et la Grèce, par exemple, est très marqué étant donné qu’en Méditerranée la prédominance de vents réguliers, la clarté de l’air, l’abondance des ports et des points de repère encourageaient la navigation et créaient ainsi une certaine interdépendance, tant politique qu’économique, entre les pays méditerranéens. Cependant, même s’il a privé le Japon de certains avantages, son isolement géographique lui a valu un haut degré d’indépendance, et a donné à sa civilisation un caractère distinct, pour ne pas dire unique.

Certains traits physiques du Japon ne doivent par » être perdus de vue, car ils modifient les données générales concernant le climat et ses effets sur les conditions de vie. En premier lieu, il faut se rappeler que l’archipel couvre des latitudes très diverses, d’où découlent d’amples variations climatiques. Sur ce plan, la grande division se situe approximativement à 38°de latitude nord. Au-delà, l’hiver est froid et l’été généralement beau, mais non pas chaud ; en sorte que le nord du pays, échappant au régime des moussons, doit être considéré comme marginal en matière de riziculture. Au

sud, le climat est humide et subtropical, et les conditions sont ainsi favorables à la culture du riz.

Une autre division, d'ordre morphologique, n'a sur le climat qu'un effet indirect. Elle partage le Japon en deux zones, l'Extérieur et l'Intérieur, parallèles l'une à l'autre dans la direction de l'axe nord-est – sud-ouest de l'île principale. L'Extérieur donne sur le Pacifique ; l'Intérieur sur la mer du Japon et l'Asie du Nord-est. Les caractères géologiques de ces deux zones diffèrent à maints égards. Le sujet est trop compliqué pour que l'on en discute ici, mais, dans une perspective historique, il faut savoir que ces différences existent, et qu'elles expliquent celles que l'on observe en matière de coutumes, de vêtement, de langage, etc., surtout dans les communautés que la difficulté des communications isole. Les différences régionales et locales qui existent au Japon ne doivent pas être négligées, même si elles ne sont pas suffisamment profondes pour porter atteinte de façon sensible à l'homogénéité que présente le peuple depuis le vue siècle, où s'est formé l'État centralisé.

De manière générale, la population de l'Intérieur est séparée de celle de l'Extérieur par les montagnes qui constituent l'épine dorsale de l'île principale. Il n'existe qu'une seule route qui permette un passage facile de la côte asiatique à la côte pacifique : celle qui relie la baie de Wakasa, sur la mer du Japon, à la pointe orientale de la mer Intérieure. Par comparaison, le voyage par terre de l'extrémité occidentale de l'île principale à l'ancienne capitale, Kyoto, a toujours été facile ; et lorsqu'on le continuait vers les provinces de l'Est, on ne rencontrait d'autre obstacle important que des cours d'eau guéables et le col de Hakone, qui n'atteint pas 1000 mètres. On empruntait alors la célèbre route du Tökaidö, sur le littoral pacifique. La barrière de Hakone, ainsi qu'on l'appelait à l'époque, était le point stratégique clé qui commandait les communications entre la capitale et la région fertile de la baie de Tokyo.

De l'aspect montagneux du Japon résulte une familiarité avec les lieux élevés qui contraste fortement avec la crainte que les régions de montagnes inspirent en Europe jusqu'à la fin du xvine siècle[2]. Non seulement une familiarité, mais une véritable attirance pour ce qui est lointain, et, du point de vue de l'ermite tout comme du poète, pour ce qui est beau et intact. Dans les légendes japonaises, les montagnes sont les demeures des divinités et des saints, non des esprits malins. Au Japon comme en Chine, un pic, un col

étaient considérés comme le site idéal d’un édifice sacré, et le mot *san* (« montagne ») est souvent accolé au nom d’un établissement religieux, comme dans Koyasan et Hieisan, deux des plus célèbres monastères de l’histoire du Japon. L’habitude fut peut-être empruntée à la Chine, où maints établissements du genre, comme le Wutaishan, ont pris le nom même d’un sommet.

Vivre en ascète dans un lieu solitaire est une pratique courante dans la vie religieuse indienne, et les sages taoistes comme les confréries bouddhistes chinoises et japonaises avaient coutume de choisir un endroit élevé pour pratiquer leur culte. Au Japon, l’amour des paysages sauvages, des sommets et des cols, est extrêmement ancien et ne doit rien à l’étranger. Dans la haute antiquité, la province du Yamato était considérée comme une contrée particulièrement sainte habitée de grands dieux qui protégeaient ses pics et ses forêts.

Si ses montagnes lui procurent de la joie, le Japon souffre de la turbulence de ses cours d’eau, qui, dévalant des monts vers d’étroites plaines côtières, sont rapides et torrentueux. Seuls quelques fleuves sont vraiment navigables, et l’on peut dire de la plupart de ses rivières que, pour plaisantes qu’elles soient à l’œil du romantique, elles sont un obstacle au voyage bien plus qu’elles ne le facilitent. On trouve des noms de cours d’eau dans la poésie japonaise, mais ils ne jouent pas un rôle important dans la légende ni dans l’histoire. Ici, le contraste entre le Japon et les autres pays est très surprenant, car rien, dans son folklore, ne contribue à former le sentiment national au même titre que (disons) l’« aimable Tamise », le Don paisible ou le fleuve de la *Symphonie rhénane*, le Tibre, l’Euphrate et le Danube, pour ne rien dire du Gange, de l’Indus et du « tourment de la Chine », le puissant fleuve Jaune. Un exemple comme celui-ci montre bien que la topographie d’un pays ne joue pas seulement un rôle important dans son économie, mais aussi dans l’esprit de sa culture.

D’autres traits topographiques et familiers doivent de même être présents à l’esprit. Les tremblements de terre, bien sûr, et aussi les volcans, car la peinture et la littérature n’ont jamais célébré aucun mont plus que le mont Fuji, aujourd’hui éteint. Mais les éléments qui ont le plus contribué à forger

le tempérament national sont peut-être encore les eaux vives, partout abondantes, et la végétation, luxuriante en plaine comme en montagne et qui, pourtant, n'est jamais si sauvage qu'elle se transforme en jungle. La richesse des arbres, les premières fleurs sur le littoral sud ; le froid, les neiges du Nord ; les douces pluies et les âpres tempêtes ; tout cela crée une étonnante diversité de paysages et d'atmosphères. Une seule chose fait défaut : les vastes prairies qui, ailleurs, nourrissent des troupeaux. Sauf un occasionnel cheval de bât et quelques rares attelages de bœufs, la scène rurale est pratiquement vide d'animaux domestiques, si bien que la littérature japonaise manque de thèmes pastoraux et ignore les bergers joueurs de pipeau et les laitières aux mains habiles. Mais elle nous parle de filles de ferme repiquant le jeune riz, de montagnardes transportant sur leur tête de lourdes charges de bois, de femmes cueillant le thé ou débobinant la soie des cocons.

Le riz et la soie dominent la vie de la campagne, de même qu'en Europe le blé et la laine. Le manque de pierre comme l'abondance des arbres dictent l'architecture des habitations, des temples et des palais. La nature même de l'art, les techniques sculpturales et picturales sont conditionnées par les matières à disposition et par l'habileté que requiert leur emploi. La main qui taille une image du Bouddha doit son adresse à la dureté du bois, à la fibre exigeante du camphrier ou du cyprès qui poussent sur le flanc des montagnes.

CHAPITRE II

Le peuple – LES ORIGINES

Les origines du peuple japonais ne sont pas connues avec certitude, mais ceux qui étudient son histoire estiment pour la plupart qu'il est d'ascendance mixte, avec une forte proportion d'immigrants du nord de l'Asie et une proportion sans doute moindre des régions côtières du Sud-Est asiatique ou, moins vraisemblablement, d'Indonésie ou de Polynésie.

De nombreux témoins archéologiques nous permettent de nous faire une image remarquablement claire du Japon à la fin de l'âge de la pierre. Des tumuli, des tombes, des poteries et d'abondants autres vestiges attestent l'existence de deux types distincts de culture néolithique. Ils présentent des différences d'ordre spécifique et géographique, ce qui justifie l'hypothèse selon laquelle un type serait plus ancien que l'autre, qui finit par le supplanter. Ce qui signifie que la première culture (dont les vestiges les plus anciens sont mésolithiques plutôt que néolithiques) s'est étendue sur l'ensemble de l'archipel et a probablement atteint son apogée bien avant l'arrivée de la seconde, dont les traces les plus évidentes se trouvent dans l'ouest du pays.

Cette première culture – de chasseurs et de pêcheurs, non de cultivateurs – a probablement été développée par les descendants d'immigrants venus à diverses époques de différentes parties du continent. Selon des découvertes archéologiques récentes, certains d'entre eux ont atteint le nord du Japon à partir de la Sibérie orientale ; d'Ezo (Hokkaidö) et peut-être Sakhaline, leur culture s'est progressivement étendue jusqu'au centre de l'île principale (Honshù) et à la région du Kantô. Les anthropologues estiment qu'ils sont les lointains ancêtres des Aïnous, peuple caucasique dont on ne trouve plus aujourd'hui que de rares représentants dans l'île nord du Japon et à Sakhaline.

D'autres courants de culture mésolithique et néolithique sont supposés avoir atteint le Kyüshü et l'extrémité occidentale de l'île principale, en provenance d'une région côtière de la Chine du Sud, en passant par Formose et par l'archipel des Ryükyü.

Les explications touchant la première phase de la culture néolithique au Japon sont pour une bonne part faites de conjectures. Mais dès que l’on passe à la phase ultérieure, il n’y a guère de place pour le doute. Il ne s’agit plus alors d’une culture de chasseurs et de pêcheurs, mais essentiellement du produit d’une société sédentaire occupée d’abord à cultiver le riz dans des champs irrigués. Ces méthodes agricoles nous permettent de conclure que celle-ci est certainement d’origine méridionale, et qu’elle a probablement atteint le Kyüshü (et peut-être la Corée méridionale) à partir du sud de la Chine ou de l’Indochine avant de coloniser l’île principale. Toutefois, bien que les outils de pierre prédominent dans la majorité des sites de cette culture, les objets de bronze sont également nombreux, de sorte qu’il y a de bonnes raisons de croire que ce que nous appelons culture néolithique tardive est, ici, l’extension d’une culture énéolithique commune à la Mandchourie, à la province maritime de Sibérie et à la péninsule coréenne. Pour des raisons géographiques évidentes, les relations avec la Corée revêtent d’ailleurs tout au long de l’histoire du Japon une importance particulière. C’est principalement à partir de la Corée que la culture néolithique tardive a gagné l’archipel, apportée par des immigrés du Nord-Est asiatique, mais d’une autre origine que ceux de la première phase néolithique déjà installés au Japon. Ils appartenaient à un groupe ethnique, ou plus exactement à un groupe linguistique, qui comprend les Finnois, les Huns, les tribus tongousiques et les Mongols. On ne peut dire s’ils entrèrent au Japon en tant qu’envahisseurs ou comme simples colons ; néanmoins, il semble qu’il n’y eut pas de mouvements de masse, mais plutôt une série d’immigrations de petite envergure par des groupes et par des familles que ne satisfaisait pas leur vie en Corée. Rien ne prouve qu’ils essayèrent de supprimer ou de chasser les premiers occupants des régions où ils s’installèrent. Au contraire, il semble qu’il y ait eu un certain degré de fusion entre ce que nous pouvons appeler les aborigènes et les arrivants plus tardifs.

Mais une telle harmonie, si tant est qu’elle existât, ne dura pas longtemps. En effet, durant leur séjour en Corée, les immigrants entrèrent progressivement sous l’influence d’une culture nettement supérieure à la leur, la première culture chinoise du métal, qu’il nous est possible de dater avec une certaine précision. La culture du bronze de la Chine septentrionale (qui a quelques affinités scytho-sibériennes) se répandit en Mandchourie méridionale puis en Corée vers 300 avant Jésus-Christ, et influença peu à

peu la culture néolithique de la Corée. Des émigrants ou autres voyageurs, passant de la Corée sur les rivages occidentaux du Japon, commencèrent alors à introduire certains objets et procédés appartenant à une culture du métal, et modifièrent ainsi la vie de diverses communautés japonaises favorablement situées, notamment celles des colonies de la côte du Kyüshü où elle est le plus proche de la Corée du Sud.

L’influence de la culture chinoise du bronze atteignit sans doute le Japon vers 200 avant Jésus-Christ, voire avant, et elle ne tarda pas à transformer ou remplacer la civilisation néolithique qu’elle rencontra. Mais avant que cette culture du bronze ne puisse prendre racine, elle fut supplantée par la culture du fer qui se développa en Chine sous la dynastie Han, vers la même époque, et qui, passant par la Corée, gagna à son tour le Japon.

L’action de la culture chinoise sur la Corée, et donc sur le Japon, se trouva renforcée par la grande expansion que connut le pouvoir chinois sous les empereurs Han. En 108 avant Jésus-Christ, la conquête étendit ce pouvoir sur la moitié nord de la péninsule coréenne, où ne tardèrent pas à prospérer de nombreuses colonies chinoises. Impressionnés par la puissance et la richesse de la Chine et de sa civilisation, certains chefs tribaux de l’ouest du Japon commencèrent alors à envoyer des missions auprès du gouvernements colonial établi à proximité de l’actuelle ville de Pyongyang. Leur but consistait certainement à obtenir des objets et des informations utiles, car l’adoption de particularités matérielles provenant d’une civilisation supérieure devait leur conférer sur leurs rivaux un avantage certain. Ils surent aussitôt apprécier la valeur des armes et des outils de fer, qui les aidèrent à accroître leur puissance militaire et à améliorer leurs méthodes de culture, à gagner des terres en abattant des arbres et en creusant des canaux de drainage et d’irrigation, à construire des habitations de meilleure qualité. De tels travaux pouvaient être accomplis avec des outils de bronze, mais lentement et péniblement, tandis que les outils de fer, et en particulier les instruments tranchants, permettaient des progrès rapides et conféraient une place à part à ceux qui les utilisaient.

Quand, où et comment ces changements s’opérèrent peut se déduire avec une certaine précision de vestiges archéologiques tels que le contenu de tombes, mais aussi de documents écrits comme les premières chroniques chinoises. Il y a, par exemple, de bonnes raisons de croire que l’influence culturelle de la Chine, sous la forme d’objets à la fois de bronze et de fer

(comme des miroirs et des épées), a commencé à atteindre le Japon par l’intermédiaire de la colonie Han de Corée durant le premier siècle avant Jésus-Christ, et l’on peut conclure à coup sûr que les ambitieux chefs de clan japonais s’efforcèrent dès lors d’entrer en relation avec les autorités de la Chine et de commercer avec les marchands chinois et coréens. La première preuve écrite de tels rapports est le compte rendu de la visite d’un envoyé japonais auprès, non pas du gouvernement colonial, mais de la métropole chinoise. La chronique dynastique officielle où elle est mentionnée la place en l’année 57 de notre ère, et précise que l’envoyé reçut un sceau en or avec une inscription reconnaissant son maître comme roi de son pays, identifié depuis comme une localité aujourd’hui connue sous le nom de Hakata, sur la côte nord-ouest du Kyùshù*.

Cet événement, outre qu’il prouve que des relations régulières avec la Chine étaient déjà bien établies durant le premier siècle de notre ère, signale une caractéristique importante des rapports entre le Japon et le continent. Du côté japonais, ceux-ci étaient presque exclusivement le fait des tribus ou communautés pour qui la Corée était le plus facilement accessible. C’est ainsi que Hakata, que nous venons de mentionner, était un port d’où il était aisé d’atteindre la Corée méridionale après un voyage bref et presque direct, à l’abri des îles d’Iki et de Tsushima. Il s’agissait là de la traversée la plus courte, mais d’autres localités situées sur la côte nord du Kyushû et sur le littoral de l’île principale du Japon, face à la Corée et à la Mandchourie, avaient également l’avantage d’être à proximité du continent et de se trouver ainsi en étroit contact avec sa puissante culture.

(II faut noter que le sceau découvert à proximité de Hakata et supposé être le sceau en question n’a été trouvé qu’en 1784, et que certains savants le considèrent comme un faux. Cependant, le fait qu’il y eut relations en 57 ou environ après Jésus-Christ ne peut guère être contesté).

Il résulta naturellement de cette situation que le premier centre de pouvoir économique et politique important apparut dans l’ouest du Japon, et notamment sur l’île de Kyüshü. C’est là qu’il nous faut chercher l’origine de l’État japonais tel qu’il se développa à l’époque historique ; et il est intéressant de noter que, étant pauvre en ressources naturelles, l’île de Kyüshü n’avait guère d’autres avantages que sa position géographique. Cependant, les relations entre la Corée méridionale et le Japon occidental

demeurèrent très étroites et il n’y avait alors que peu de chose qui les distinguât l’une de l’autre.

Les chroniques chinoises nous donnent une vague idée de ce qu’étaient les Japonais au premier siècle de l’ère chrétienne, lorsque des voyageurs de la Chine Han leur rendaient visite. A l’époque, la population du Kyüshü était déjà ouverte depuis un certain temps à l’influence chinoise, de sorte que les tribus que rencontraient les voyageurs étaient déjà sorties de la vie néolithique et connaissaient une organisation sociale que signalaient des différences de rang et un certain degré de discipline. D’après les textes Han, il y avait au Japon plus de cent « communautés », dont le tiers entretenaient des relations avec la Chine depuis que celle-ci avait fondé des colonies en Corée. Des chroniques chinoises plus tardives indiquent que le nombre des « communautés » diminue, et il semble que les tribus ou clans aient eu tendance à fusionner ou à se fédérer dès le premier siècle. Cette tendance ressort clairement des textes Wei, les plus sûrs et les plus détaillés des témoignages chinois sur le Japon d’alors. Ils furent compilés en 292 déjà, et constituent une description presque contemporaine de la vie japonaise au me siècle. Durant la grande période de la dynastie Wei, qui atteignit son apogée dans le nord de la Chine entre 220 et 265, des ambassades furent envoyées du Japon au gouverneur chinois de la Corée, qui résidait aux environs de l’actuelle Séoul. Ces visites eurent lieu entre 238 et 247, et la Chine eut soin de les rendre. Les observations des visiteurs chinois furent consignées dans les registres Wei, et s’il est douteux qu’ils voyagèrent à l’intérieur du Kyüshü, ils paraissent avoir pris la peine de s’informer très sérieusement, et leurs témoignages peuvent être considérés comme exceptionnellement fidèles.

Selon leurs descriptions, le Japon comptait « trente pays » qui entretenaient avec la Chine une forme de relation de dépendance. Ces « pays » étaient de toute évidence les territoires des chefs tribaux, et ils sont décrits comme placés sous le gouvernement d’une reine. En fait, le Japon est présenté comme Pays de la Reine, et une liste énumère les pays sur lesquels elle reigne. L’identité de cette reine et l’emplacement de ces divers pays sont depuis de longues années matière à controverse parmi les savants japonais, et continuent d’alimenter les réflexions et les débats des historiens. La relation Wei situe le Pays de la Reine dans un district appelé Yamato ; or Yamato n’est pas un nom de lieu exceptionnel, et l’on s’en est

servi plus tard pour désigner la région du centre du Japon où la maison régnante s'est installée au ve siècle. Certains auteurs estiment que ces deux Yamato ne font qu'un, mais des recherches récentes semblent appuyer la thèse selon laquelle le Pays de la Reine se trouvait à l'ouest, et couvrait avec ses alliés l'essentiel de la moitié nord du Kyüshü (les futures provinces de Buzen, Bungo, Chikuzen, Chikugo, Hizen et Higo), une partie du Hyüga, et probablement aussi l'extrémité occidentale de l'île principale, face au détroit de Shimonoseki, qui correspondrait partiellement aux provinces de Suwo et de Nagato.

Une lecture attentive des textes Wei paraît indiquer que, vers le milieu du me siècle, bon nombre des tribus ou clans de Kyüshü avaient beaucoup avancé sur la voie de l'unification sous une conduite unique. On ignore quelles circonstances ont favorisé ce mouvement, mais il est très probable que les relations avec la Corée, qu'ils semblaient partager, leur aient servi de lien et conféré une certaine unité en les distinguant des autres tribus et en augmentant leur pouvoir de défense et d'attaque.

Après l'extinction de la dynastie Wei, en 265, le pouvoir chinois en Corée ne tarda pas à s'effondrer. Par la suite, les chroniques chinoises ne font plus mention du Japon pendant plus d'un siècle, mais nous savons que les dirigeants japonais continuèrent leurs relations avec la Corée, et, leur puissance s'affirmant, commencèrent à prendre part aux luttes qui mettaient aux prises les royaumes coréens. Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans le détail de ces campagnes. Il suffit de savoir qu'en 369, des armées japonaises luttaient avec succès pour la domination de la Corée du Sud, et qu'elles avaient fondé à Mimana, près de l'actuelle Pusan, une petite colonie ou base militaire permanente.

Une telle aventure ne pouvait avoir été entreprise par des tribus à peine liées entre elles ; il est donc clair que le processus d'unification commencé par le Pays de la Reine s'était poursuivi à une grande échelle et avait abouti à un résultat durable une génération ou plus avant l'invasion de la Corée de 369. En réalité, il est très vraisemblable qu'il ait été hâté par la crainte du royaume de Koguryö, dans le nord de la Corée, qui, aussitôt après que le pouvoir chinois eut disparu de la péninsule, commença de menacer ses voisins du sud et suscita ainsi l'inquiétude du Japon. C'est à partir de sa base militaire de Mimana qu'en 391 une puissante armée japonaise marcha

en direction du nord et s’avança jusqu’à Pyongyang dans une attaque contre le royaume de Koguryö.

Mais si, vers 350, l’unification du Japon, ou plus exactement d’une grande partie du Japon, sous l’autorité d’une dynastie reconnue était devenue une réalité, comment s’était-elle faite et qui en était l’instrument ? C’est là l’un des problèmes non résolus de l’histoire japonaise. Ce problème est lié à celui de la localisation du Yamato des chroniques Wei. Il fait l’objet de maintes discussions érudites dans lesquelles il n’est pas nécessaire d’entrer, mais dont il est bon de connaître les grands points litigieux.

Il ne fait pas de doute qu’en 400, une famille régnante exerçait depuis quelque temps du moins une souveraineté générale sur plusieurs clans puissants habitant alors le Japon central, non loin d’Osaka et de Nara, dans la province de Yamato. La question est de savoir quelle est l’origine de cette dynastie. Il paraît probable qu’elle venait du Kyüshü, et qu’elle devait sa position à la force supérieure et au prestige que s’étaient assurés ses fondateurs en adoptant certaines techniques chinoises et en entretenant des relations avec les fonctionnaires et les dirigeants de la Chine. Des liens de parenté, ou en tout cas d’étroits rapports, avec d’importants chefs de clan de la Corée méridionale peuvent également contribuer à expliquer leur influence. Que les souverains qui, du Japon central, gouvernaient le pays dit de Yamato fussent les descendants ou les successeurs des dirigeants du Pays de la Reine ne peut être prouvé ; mais il n’est pas déraisonnable d’imaginer que c’est effectivement la maison régnante matrilinéaire par laquelle, en 250 ou environ, les voyageurs Wei avaient été impressionnés qui développa plus tard son autorité au point de disposer d’importants effectifs militaires capables d’envahir la Corée en 369. Cependant, il n’est guère pensable qu’à cette époque le Japon connût deux grands centres de pouvoir, l’un prétendant gouverner l’ensemble du pays depuis le centre, et l’autre organisant avec succès une expédition contre la Corée. Il faut supposer que, tandis que la puissance et l’unité du Pays de la Reine se renforçaient, celui-ci commença à s’étendre en direction de l’est, et que, entre la chute des Wei (265) et l’invasion de la Corée (369), il finit par assimiler ou soumettre les populations du Japon occidental et central jusqu’au Yamato, où il installa une cour impériale.

Ce fut cette cour qui renoua les rapports politiques avec la Chine (interrompus depuis la chute des Wei) en envoyant des ambassades à la cour

de Nankin. L’arrivée de semblables missions est consignée dans les chroniques officielles des Song antérieures entre 421 et 479.

Alors que les circonstances dans lesquelles le pouvoir politique quitta ainsi le Kyüshü ne peuvent être que conjecturées, il n’est pas difficile de justifier une grande migration vers l’est. L’île de Kyüshü est essentiellement montagneuse ou vallonnée et ne possède que peu de terres que puissent cultiver des populations sédentaires. Dans l’ensemble, c’est un pays pauvre (notamment Hyüga), et il était naturel que les plus audacieux de ses habitants se missent en quête d’un sol plus riche. Il semble qu’un groupe se soit uni aux gens vivant de l’autre côté du détroit, ait longé la rive septentrionale de la principale île, et se soit fixé dans la région connue plus tard sous le nom d’Izumo. Mais la plupart choisirent de suivre le littoral nord de la mer Intérieure, qui ne présente aucun obstacle infranchissable. Avec la diffusion des techniques agricoles supérieures de la Chine, surtout dans le domaine de la riziculture, il se peut qu’il y eût recherche systématique de terres fertiles, terres qui, au Japon, sont généralement situées dans les plaines alluviales proches des côtes, et en particulier dans les deltas. On imagine fort bien que certains émigrants s’arrêtèrent le long du rivage pour occuper de petites parcelles cultivables. Cependant, le plus grand nombre continua jusqu’à la plaine qui s’étend à l’extrémité est de la mer Intérieure et constitue l’une des trois grandes plaines alluviales du Japon. Pendant des siècles, cette région restera le siège de la maison régnante et le foyer de la culture japonaise.

Si les textes mentionnés plus haut attestent le fait qu’il y eut une migration du Kyüshü vers l’est, des doutes subsistent quant à l’ampleur et à l’époque de ce mouvement, qui semble s’être achevé par l’installation d’un puissant groupe de tribus ou de clans au centre du Japon. Dans leur récit de l’histoire primitive, les chroniques indigènes compilées au vue siècle attribuent la fondation de l’empire à l’empereur Kamu-Yamato-Iwarebiko (mieux connu en chinois sous le nom posthume de Jimmu Tennô), dont il est dit qu’il quitta le Hyüga, dans l’île de Kyüshü, en 667 avant Jésus-Christ, et qu’il atteignit le Yamato quelques années plus tard. Telle quelle, la légende est inacceptable, même si elle fait écho à la tradition bien fondée d’une expédition vers l’est à partir du Japon occidental sous la conduite d’un chef élu appuyé par une force armée.

Elle raconte qu'après s'être embarqués, ses participants pénétrèrent par petites étapes dans la mer Intérieure. Après quoi, par terre ou par mer, ils continuèrent en direction de l'est jusqu'à un promontoire proche du site actuel d'Okayama, où ils restèrent trois ans à amasser des provisions (sans doute en semant et récoltant du riz) et à préparer leurs navires et leurs armes. Au printemps 663, selon la chronique, ils atteignirent Naniwa, à l'embouchure du Yodo, non loin de l'actuelle Osaka. Là, ils commencèrent à rencontrer une certaine résistance de la part des guerriers locaux, et ce n'est que trois ans plus tard qu'avec l'aide du ciel l'opposition fut finalement vaincue et l'empereur couronné dans un endroit appelé Kashiwabara.

D'autres versions de cette légende existent, mais elles ne présentent pas de différences sur les points essentiels. Elles parlent toutes d'une grande expédition qui rencontra parfois une résistance opiniâtre, et finit, par la force des armes, à installer au Yamato un centre de pouvoir et les fondements d'un gouvernement fixe. Rien n'indique la date exacte de ces événements, mais il est difficile d'imaginer qu'ils aient pu avoir lieu avant que les chefs du Kyüshü aient été suffisamment longtemps sous l'influence d'une culture du fer avancée pour être à même d'unir leurs clans et d'équiper des effectifs considérables d'armes de qualité. Cette migration vers l'est pourrait donc s'être déroulée vers 350 de notre ère, ou peut-être une génération plus tôt.

Le récit légendaire décrit le genre de résistance que rencontra l'expédition. La résistance demeura négligeable jusque dans la région centre du Japon ; mais dans la plaine d'Ôsaka, la plaine de Yamato et les collines de Yoshino, les chefs de clan locaux, dépeints comme des bandits, des brigands, des araignées de terre et des « emishi », manifestèrent une opposition acharnée. Le terme d'emishi, qui semble signifier barbare (au sens grec de gens qui baragouinent), est le nom que prirent ensuite les Aïnous, et l'on peut raisonnablement imaginer que ceux qui résistèrent aux hommes de Kyüshü étaient les ancêtres des Aïnu actuels, ou du moins un peuple aïnoïde d'un stade néolithique primaire disséminé à travers la majeure partie du Japon bien avant l'arrivée des émigrants du néolithique plus récent. Ce ne furent pas les seuls habitants] ue le peuple du Yamato dut pacifier ou absorber, car les chroniques de plusieurs règnes après celui de Jimmu Tennô parlent de guerres contre les « Kumaso ». Le douzième

empereur (Keikô) aurait conduit une expédition à Kyüshü pour réprimer une rébellion de ces tribus, qui occupaient la partie sud de l’île. Il s’agissait de toute évidence de vaillants guerriers, qui causèrent maints ennuis aux gouvernants du Yamato ; en effet, les chroniques nous apprennent que la cour s’installa au Kyüshü durant plusieurs années, et que trois souverains successifs y résidèrent pour mener contre ces Kumaso des opérations dont le succès ne fut d’ailleurs jamais complet.

On ne peut dire quelle était l’origine de ces gens. On a suggéré qu’ils venaient des mers du Sud, peut-être par Formose et les îles Ryukyü, et que le peuple du Yamato était de la même souche, mais avait l’avantage de la proximité de la Corée ; la population d’Izumo, d’origine chinoise, serait quant à elle venue directement du continent à Izumo. Ces théories sont certes plausibles, mais le fait est que les données nous manquent pour émettre un jugement valable sur les origines et la composition du peuple japonais. Nous savons que, quand la dynastie du Yamato fut fondée (disons vers 300 de notre ère), elle était loin d’exercer son pouvoir sur l’ensemble des îles, et que des campagnes contre les tribus et autres groupes rebelles se poursuivirent pendant cinq siècles encore.

Dans le Nord, il y eut de fréquents combats importants contre les aborigènes jusqu’après l’an 800, et si l’Ouest fut pacifié plus tôt, en 700 encore les

D’après certains savants, les formes parentes « ebisu, emisu, ezo », sont des variantes du mot « aïnu » signifiant « homme ».

historiens officiels jugent nécessaire de forger des documents ou de falsifier les registres pour justifier les droits de la maison régnante originaire de la lointaine île de Kyüshü. En fait, même dans l’étude la plus superficielle de l’histoire japonaise, on est impressionné par l’importance du rôle joué par les dieux et les hommes du Kyüshü. C’est sur le mont Takachiho que descendit Ninigi, le divin souverain du Japon. Ce sont les guerriers de Kyüshü que redoutèrent le plus les futurs dictateurs du Japon féodal. Ce sont les barons de Kyüshü qui menèrent le mouvement d’où sortit la restauration du pouvoir impérial, en 1867, et qui, par la suite, fournirent tant de chefs au pays.

Nous avons recherché aussi loin que possible l’origine des souverains Yamato, et nous nous sommes peut-être par trop appesantis sur l’opposition qu’ils ont rencontrée. Mais même si le processus de fusion ethnique et

culturelle fut rapide une fois le pouvoir central installé avec à sa disposition des ressources supérieures, le folklore japonais montre que la mémoire nationale garde le souvenir d'une longue période de désordres. Cela est parfaitement illustré par la légende de Yamate Taken, le Brave de Yamato, qui est l'authentique héros populaire, l'incarnation des idéaux de la nation. Il s'agit d'un prince, fils d'empereur, qui passa sa vie à soumettre les rebelles de l'Est et de l'Ouest. Garçon fort et beau, il fut à quinze ans envoyé au Kyüshü pour attaquer les Kumaso. Il parvint à ses fins en s'habillant en fille et en s'introduisant dans le camp du chef Kumaso, que lors d'une fête, s'enivra et devint amoureux, et fut ainsi facilement poignardé par son séduisant invité. Ayant perdu leur chef, les aborigènes indisciplinés furent aisément défaits.

Le territoire occidental étant désormais pacifié, Yamatotakeru reçut mission d'aller dans l'Est soumettre les Ebisu. Il se rendit d'abord au sanctuaire d'Ise pour y honorer les dieux ancestraux. Puis, ayant dit adieu à sa sœur aînée, la grande prêtresse Yamatohime (Princesse du Yamato), qui lui remit la fameuse épée Kusanagi, précieux héritage de la maison impériale dont elle avait la garde, il partit pour la province de Suruga, où, grâce à son adresse, il échappa aux pièges tendus par les rebelles et réussit bientôt à les exterminer. Il continua ensuite en direction de l'est, avec l'intention de gagner Kazusa par bateau ; mais la mer était déchaînée, et le navire allait sombrer lorsque sa maîtresse, la princesse Fleur d'Oranger, plongea dans les vagues et les apaisa en sacrifiant sa propre vie. Il réduisit les Ebisu au Shimosa puis décida de rentrer ; mais il apprit alors qu'il y avait encore de nombreux rebelles dans les provinces du Nord et se mit à leur recherche. Là, dans une contrée de hautes montagnes, il perdit son chemin à cause de la malveillance d'une divinité montagnarde, qui lui apparut sous la forme d'un cerf blanc ; mais il fut sauvé par un chien blanc qui vint à son secours. Il entreprit enfin de regagner le Yamato et s'arrêta en route pour se marier. Cependant, il apprit l'existence d'une autre divinité malveillante, et retourna dans les montagnes l'affronter à mains nues. Vaincu par la fatigue et par le froid glacial, il s'évanouit. Quoiqu'il se remît grâce à l'eau d'une source curative, il se trouvait atteint d'une maladie mortelle. Il tenta néanmoins de rentrer chez lui, mais dut finalement se coucher pour mourir sur une lande solitaire. Il y fut enterré dans un vaste tombeau sur l'ordre de l'empereur, mais, prenant la forme d'un oiseau blanc, il s'envola et monta jusqu'aux deux.

Cette légende présente un certain intérêt historique, car elle montre à quel point les régions de l’Est et de l’Ouest du Yamato étaient encore sauvages et insoumises en l’an 400 de notre ère. Mais elle est plus précieuse encore en tant que témoignage précoce du sentiment indigène, porteuse qu’elle est de l’accent authentique du roman japonais. On y trouve tous les éléments qui susciteront plus tard les émotions des Japonais : le beau jeune combattant, ennemi juré du mal, combinant la bravoure et la ruse ; les maîtresses loyales ; l’épée magique ; les divinités malignes sous les traits d’animaux ; la souffrance, le sacrifice de soi, et la pathétique mort précoce.

COUTUMES ET CROYANCES

C'est un exercice, sinon profitable, du moins intéressant, que d'essayer de découvrir quel style de vie menaient les gens habitant le Japon avant la fondation de l'État du Yamato – ou, disons, avant l'an 400, puisque vers cette époque nous pouvons présumer qu'il existait un haut degré de fusion ethnique parmi les tribus ou clans dominants, et une culture assez uniforme à travers les régions du Japon que la dynastie prétendait gouverner.

Les sources chinoises déjà citées nous donnent à ce propos certains renseignements, que confirment en partie les recherches des archéologues. Ceux-ci ont découvert et étudié un grand nombre d'objets, tels que des outils, des armes, des ornements et des figures d'argile, qui éclairent quelque peu les pratiques et croyances des gens influencés par la culture continentale.

Dans les chroniques Wei, qui sont les plus dignes de confiance, c'est l'organisation sociale qui intéresse les observateurs chinois, et ils ne font aucune mention directe des croyances religieuses. Ce qu'ils s'attachent à commenter, ce sont les questions de différences de rang, les signes de respect témoignés par les inférieurs à leurs supérieurs, la sévérité des châtiments, et, de façon générale, le maintien d'une stricte discipline. Même en tenant pleinement compte de la fragilité de tels témoignages (car les voyageurs chinois ne virent pas beaucoup de choses et ne comprirent peut-être pas tout ce qu'ils virent et entendirent), il est significatif que les particularités qui retinrent leur attention sont les mêmes qui, des siècles plus tard, impressionnèrent d'autres visiteurs du Japon, tel l'Anglais Will Adams, qui, en 1611, décrivait les habitants de ce pays comme « très soumis à leurs gouvernants et supérieurs ». Les Japonais ayant, dans toute leur histoire, cru en un gouvernement ferme et un ordre social rigide, il n'est peut-être pas trop extravagant d'en discerner les origines dans leurs anciennes coutumes tribales.

Parmi les autres particularités relevées par les Chinois figurent certains tabous et pratiques rituelles qui suggèrent des règles de type religieux. Mais nulle part il n'est fait allusion à un culte quelconque ; seul le nom de la reine, Pimiko, semble être une déformation phonétique soit de Pimiko, soit de Pimeko, qui, en japonais archaïque, signifiait « Enfant du Soleil » ou « Fille du Soleil ». On vénérait donc une divinité solaire que les chefs

tribaux réclamaient pour ancêtre. Ainsi que nous le verrons par la suite, la vénération de la déesse du Soleil est l'un des traits marquants du mythe japonais sur lequel s'appuie la dynastie régnante, de sorte que l'on peut sans grand risque supposer qu'un culte solaire était pratiqué au Japon avant, et peut-être longtemps, l'époque des visiteurs chinois. Mais il est très probable que ce culte ait été réservé aux dirigeants, et il se peut qu'il existât d'autres croyances et pratiques de nature religieuse, plus populaires, variant peut-être d'une tribu à l'autre.

On ne peut toutefois espérer construire un tableau complet de la première société japonaise. L'archéologie ne raconte pas l'histoire entière, et les documents littéraires disponibles, qui incarnent certainement une tradition très valable, ne sont eux-mêmes que des essais de reconstitution dans un but politique précis, qu'il faut par conséquent utiliser avec une grande prudence. On ne peut davantage présumer que les conditions observées par les voyageurs Wei aient été communes à l'ensemble du Kyüshü, et moins encore aux autres régions du Japon. Il est fort probable que le Kyüshü et la partie occidentale de l'île principale étaient peuplées de tribus de diverses origines. Il nous faut tenir compte de l'élément « méridional » de la culture japonaise, et nous pouvons peut-être supposer qu'au sud du Pays de la Reine une partie de la population venait du midi. Il est possible que les guerres mentionnées par les envoyés Wei entrent dans le cadre du processus d'unification, mais elles peuvent aussi être dues à un antagonisme entre groupes ethniques d'origine différente ou simplement entre aborigènes et nouveaux venus. Il se peut ainsi qu'il y ait eu toute une variété de coutumes et de croyances, même si les progrès de la culture chinoise au Japon devaient tendre à réduire les différences entre tribus et à créer une unité tangible. En outre, quoique chaque communauté tribale possédât certainement à l'origine son propre culte et son propre mythe ancestral, tout processus d'unification mené d'une main ferme devait avoir pour effet de favoriser une fusion des cultes.

Cette hypothèse semble confirmée par le contenu des grands tumuli que l'on trouve, sans irrégularité de distribution importante, du Kyüshü au Kinai, et dont le matériel funéraire ne présentent guère de différence selon les endroits. On estime que l'époque de ces tumuli débute au ne siècle et qu'elle atteint son apogée au commencement du ve. Contrairement aux tombes plus anciennes, celles-ci ne contiennent pas d'armes de bronze, mais

des armures et des épées de fer. Elles renferment également des objets de bronze, mais surtout des miroirs et des ornements, c'est-à-dire des objets de culte ayant une signification sacrée ou du moins rituelle. Leur présence et la régularité générale de leur distribution suggèrent une unité de culte d'un bout à l'autre de la période, et de même une certaine unité politique, vers 400 et peut-être beaucoup plus tôt.

Il est vrai que cette unité était incomplète, comme l'atteste la rupture entre les émigrants qui, du Kyüshü, gagnèrent le Yamato, et ceux qui suivirent la côte nord-ouest de l'île principale pour s'installer à Izumo. Les premières chroniques tentent, sans y parvenir tout à fait, de concilier les cycles légendaires de ces deux groupes ; pourtant, il ne semble pas qu'il y ait eu de différences fondamentales dans la nature de leurs croyances : ils prétendaient seulement descendre de souverains divins différents, ce qui traduit un certain désaccord politique. De façon générale, bien que chaque tribu ait sans doute eu ses divinités ancestrales, elles paraissent avoir partagé un fonds de croyances et de coutumes commun constituant une religion dans sa forme primitive.

Sur ce chapitre, les renseignements donnés par les Wei ne sont guère abondants, mais ils soulignent du moins un point important, à savoir l'observance d'un rituel de propreté consistant en des lustrations et autres pratiques similaires et en l'abstention de ce qui est impur. Mais il vaut la peine de citer ici le texte exact du récit Wei :

« Quand la mort survient, le deuil s'observe pendant plus de dix jours […]. Quand les obsèques sont terminées, tous les membres de toute la famille vont dans l'eau prendre un bain de purification […]. Quand ils s'embarquent pour un voyage en mer, ils choisissent toujours un homme qui ne peigne pas ses cheveux, qui ne chasse pas les mouches, qui laisse ses vêtements devenir sales, qui ne mange pas de viande et qui n'approche pas de femmes. Cet homme se conduit comme s'il était en deuil, et on l'appelle gardien de la fortune. »

On verra que les gens en deuil se baignent pour se débarrasser de la pollution de la mort, tandis que le « gardien de la fortune » prend sur lui les impuretés de la communauté et atteint en même temps une pureté positive en s'abstenant de tout acte polluant. Les allusions à la souillure et à la purification abondent de même dans les plus anciens mythes du Japon.

Nous voyons ici certains traits de la société japonaise primitive dans lesquels nous pouvons déceler l'origine de croyances religieuses et d'idées morales ultérieures. Ils semblent ne pas avoir subi l'influence de la Chine, mais ils doivent sans doute quelque chose à celle de la Corée et de la Mongolie. Au Japon comme ailleurs, les exigences rituelles de pureté sont le point de départ de préceptes éthiques, tant il est vrai qu'il n'y a qu'un pas à franchir entre l'obligation d'avoir un corps propre pour s'adresser aux puissances invisibles et celle d'avoir un esprit pur[3].

De ces sources, on n'apprend pas grand-chose de plus sur les coutumes des Japonais avant qu'ils ne subissent une très forte influence chinoise, c'est-à-dire avant 400. Les objets de bronze découverts dans les tombes suggèrent une forme de culte, mais les tombes sont celles de rois ou de chefs de clan, et le culte, s'il a existé, n'était peut-être guère plus qu'une expression de pieux respect envers 1 s morts, leur souvenir ou les biens qui symbolisaient leur puissance. Ces éléments n'éclairent pas forcément les croyances du peuple. Nous ne pouvons imaginer celles-ci que par analogie avec d'autres cultures, et par déduction de ce que nous savons des époques plus tardives.

Il y a pourtant une chose dont nous pouvons être certains : la situation des plus importants établissements. Celles-ci étaient presque sans exception situées dans des plaines alluviales de basse altitude, et il est clair que la vie se fondait sur l'agriculture sédentaire. Une carte des centres gouvernementaux connus après la fondation de l'État du Yamato montre que, bien que certains tabous voulussent que le palais du souverain changeât de lieu à la fin de chaque règne, les nouvelles capitales se situaient toutes dans un périmètre restreint de terres favorables à la culture du riz par irrigation[4].

Nous ne pouvons donc nous tromper lourdement en supposant que ces coutumes étaient d'un genre commun à la plupart des peuples agricoles sédentarisés, dont le culte concernait essentiellement la fécondité et la conservation des récoltes, et, partant, l'offrande propitiatoire aux puissances naturelles. Une telle supposition est amplement étayée par l'étude des croyances et pratiques indigènes qui ont survécu à l'introduction de fortes idées extérieures. Le seul fait qu'elles aient subsisté semble prouver qu'elles étaient anciennes, fortes et profondément enracinées, de sorte

qu’une description de la société japonaise primitive reposant en partie sur la déduction de conditions ultérieures devrait être valable sinon dans le détail, du moins dans ses grands traits, comme guide de l’histoire des idées et des institutions.

L’emploi du mot « shintô » (« la voie des dieux ») pour décrire les premières croyances japonaises peut prêter à confusion dans la mesure où il suggère une religion organisée. Parler d’une voie des dieux présuppose une doctrine positive et un panthéon bien défini. Mais les objets de la dévotion populaire n’étaient pas ces abstractions quelque peu politiques figurant les divinités ancestrales de la classe dirigeante. C’était ces influences plus humbles, mais non moins puissantes, qui déterminent le sort des hommes dans une société agricole, du cultivateur et de sa famille autant que du seigneur territorial. C’était les forces de la nature dans leur incarnation divine de dieux de la montagne et de la vallée, du champ et du torrent, du feu et de l’eau, de la pluie ou du vent.

Ces traits de culture païenne n’ont rien d’exceptionnel. On les trouve dans la plupart des sociétés au même stade de croissance, alors que le mythe ancestral des souverains, bien qu’il ne soit pas sans équivalents autre part, semble porteur de certaines idées politiques qui sont propres au Japon, et mérite de ce fait une attention particulière. Mais avant d’étudier la chronique de l’âge des Dieux, qui est un prélude au récit légendaire de la fondation de l’empire, mieux vaut examiner le culte populaire, car il nous donne accès aux premières idées japonaises sur la vie et la société, sur la vie familiale et sur la vie tribale, sur les rapports de l’homme et du monde qui l’entoure. Il paraît présenter les premiers éléments de l’esprit national, car, contrairement à de grandes religions comme le bouddhisme ou le christianisme, ce n’est pas quelque chose qui ajoute ou contribue à la vie nationale, mais plutôt une expression des sentiments les plus intimes et essentiels du peuple japonais. Dans ce sens, il ressemble aux cultes païens de la Grèce et de Rome dans leur phase primitive. Il ne s’agit pas d’une religion dont les principes sont manifestement le fruit d’événements historiques. Il ne s’agit pas du produit d’une révolution d’idées. Contrairement au bouddhisme, au christianisme ou à l’islam, il n’a pas de fondateur ni de livres inspirés, pas de maîtres, de martyrs ni de saints.

(il garde la trace de la distribution des parcelles « handen » telle qu’elle se présentait au VIe siècle, et il est vraisemblable que la topographie de

cette zone limitée ait été propice au système emprunté à la Chine, qui exigeait une division symétrique du terrain en rectangles. Il se peut même que ce soit pour de telles raisons que les Japonais s'obstinèrent si longtemps à appliquer ce système artificiel, qui ne lut jamais vraiment une réussite même dans son pays d'origine, et qui, à la longue, échoua lamentablement au Japon.)

Il peut se décrire comme une espèce de culte de la nature, fondé sur le sentiment que toute chose est vivante et participe à sa façon de l'existence sensible. Ainsi, les manifestations de la nature sont perçues et interprétées comme abritant une forme de présence divine, et vénérées en conséquence. Le mot « kami », que les langues occidentales traduisent généralement par « dieu » ou par « esprit », a été et reste la cause de maints malentendus touchant la pensée japonaise. En réalité, ce mot a le sens général de « supérieur » ou « plus élevé », et une chose ou une personne est dite *kami* si elle possède une qualité ou une puissance supérieures. Dans les pays polynésiens, la même idée est exprimée par le terme « mana » qui représente une influence ou un pouvoir particuliers possédés par certaines personnes, certains objets ou certains lieux, et qui dépasse leur qualité de tous les jours. Une idée similaire apparaît dans les croyances romaines, où cette qualité spéciale est appelée « numen ». Ce qui est doté de *mana*, ou *numen*, devient *kami* en japonais. C'est le cas des grands ancêtres et des grands héros. C'est le cas de certaines choses, comme les arbres et les rochers, les bosquets et les sources, de certains objets importants comme les outils, les armes et les bornes qui délimitent les champs. Cette qualité peut être le fait de la rareté, de la beauté, d'une forme ou d'une taille exceptionnelles, du passé historique, ou simplement du sentiment de ceux qui la vénèrent.

S'il y a une différence entre les idées des Grecs et des Romains et celles des Japonais, c'est peut-être dans la tendance des mythes classiques à donner une forme humaine aux lieux et aux objets exceptionnels définis comme d'essence supérieure. La mythologie du Japon n'a pas d'équivalents des nymphes, des dryades et des oréades, qui, dans nos pays classiques, incarnent l'esprit des cours d'eau, des bois et des collines. La coutume japonaise était d'honorer le *kami* de telles choses utiles ou belles, mais non de les imaginer sous la forme d nommes ou de femmes. Ainsi, dans les

campagnes où subsiste la tradition, ie voyageur trouve encore au sommet d'une montagne une pierre qui porte l'inscription gravée « Yama no Kami », Esprit de la Montagne, mais il ne verra d'ordinaire nulle représentation imaginaire de ce *kami* ni d'aucun de ceux que les campagnards du Japon persistent à vénérer.

Hors de cette différence, il y a de nombreux points de ressemblance entre les croyances japonaises et celles d'autres sociétés primitives, comme, par exemple, le souci qu'ont les Japonais de se concilier le *kami* des cuisines, qui est l'équivalent du respect des Romains pour leurs pénates, petits dieux du foyer. Ces analogies ne doivent pas être poussées trop loin, mais il est bon de les relever pour montrer que ce que nous appelons shintô primitif n'est en aucune façon un culte exceptionnel. Qu'il diffère d'autres cultes par sa pauvreté relative en fait d'imagination visuelle est d'autant plus intéressant que, par la suite, les arts plastiques occuperont une place essentielle dans l'histoire du Japon. Par comparaison avec la brillante imagination picturale des Grecs, la vision japonaise du monde des dieux et des esprits est généralement assez terne. Les figures du mythe japonais restent très vagues comparées aux vigoureux dieux et déesses, aux bouillonnants nymphes et satyres du folklore méditerranéen.

Par ailleurs, sans doute parce que leur vision du monde n'était pas anthropocentrique, les Japonais semblent avoir nourri un puissant sentiment de solidarité, presque d'identité, avec toute la nature ; et l'on pourrait dire que leur conception de la vie telle que l'exprimaient leurs coutumes païennes était peut-être plus profondément ressentie que celle des Grecs tout en étant plus pauvre du point de vue de la représentation poétique. Sous certains aspects, la vision des Romains, qui étaient plus réalistes, moins imaginatifs, organisateurs plutôt qu'inventeurs, est probablement plus proche de celle des Japonais.

On a déjà noté la place qu'occupait la pureté dans le culte japonais tel que les observateurs chinois l'ont décrit. Là encore, il y a des ressemblances avec le paganisme grec et romain, où les lustrations et la propreté rituelle étaient des usages essentiels. Éviter la souillure revêt une grande importance, et les premières coutumes consignées du Japon attestent l'existence, comme dans d'autres cultes tribaux, d'un « abstinent » dont le rôle consistait à jeûner, à observer certains tabous, et à préserver de diverses façons la pureté rituelle de la communauté. C'est le « gardien de la

fortune » des textes Wei, et l'histoire ultérieure du Japon nous parle d'une famille d'abstinents héréditaires, les *Imibe,* du mot « imi » signifiant abstention, et « be », corporation fermée.

Le premier culte japonais possède un caractère quasi universel. Sur le chapitre de ce qui est impur, il offre ainsi des points de ressemblance avec l'ancienne loi mosaïque, et dans l'ensemble, la mythologie populaire du shintô primitif est ce qu'on trouve chez la plupart des peuples au même niveau de développement. Mais présente-t-il des traits particuliers, quelque chose qu'on puisse voir comme exceptionnel et comme typiquement japonais ? C'est là une question difficile ; néanmoins, en raison peut-être du climat du Japon, de sa richesse en arbres, en fleurs, de la beauté de ses paysages, il semble que l'on puisse relever un élément particulier de joie et de reconnaissance dans les formes primitives de culte telles qu'elles nous sont connues et qu'elles furent pratiquées dans les régions fertiles où s'installèrent les premiers émigrants. Leurs rites visaient bien sûr à préserver leur approvisionnement et à détourner les calamités, mais il semble qu'ils se soient adressés aux puissances invisibles avec confiance plus qu'avec crainte, et à en juger d'après telles prières que la tradition nous a conservées, ces puissances n'étaient considérées ni comme des dieux jaloux ni comme des juges cruels infligeant à l'homme châtiments et souffrances.

Sans doute ce culte n'était-il pas uniforme dans l'ensemble du Japon ; cependant, il dut y avoir un fonds croissant de croyance commune à mesure que l'on approchait de l'unité politique. On distingue d'ailleurs les débuts du processus qui fit de simples coutumes familiales et individuelles une religion organisée. Ses origines remontent à l'importance de la famille dans une société agricole. Le culte, qui concerne d'abord le bien-être de la maisonnée, s'étend ensuite à la communauté locale, puis à la tribu ou au clan, et finalement à la nation en général. Tous ces changements s'opèrent dans le cadre du culte d'un ancêtre, d'un fondateur qui représente et qui assure la continuité de la famille, du clan, de la maison régnante. Les deux premières étapes sont ici des évolutions naturelles, car elles procèdent d'un sentiment universel du caractère sacré de la fertilité, instinctif chez l'homme. En ce sens, les dieux sont tous des dieux de la fertilité, puisque le rendement des récoltes, la vie de la famille, la perpétuation de la tribu, sont

toujours des questions de naissance et de développement ressenties comme indivisibles.

Il n'est pas possible de retracer le développement de l'idée de collaboration car elle provient aussi d'un instinct naturel de survie. Mais maigre la rareté des témoignages dont on dispose, quiconque étudie l'histoire primitive du Japon est frappé par la puissance du sentiment communautaire, dont le respect de l'ancêtre est à la lois cause et effet. Le sentiment de la famille exprimé dans le culte est très fort, et de même le sentiment d'appartenir au clan, le « uji », qui correspond à la « gens » des Romains, une société d'hommes libres partageant le même nom. Le chef du clan, *uji no kami,* est obéi et respecté en tant que tel, alors que l'objet que vénère l'ensemble de la communauté est le « ujigami » (*ujikami*), le dieu du clan, qui peut être un chef disparu, un ancêtre, une divinité tutélaire locale vénérée comme l'apothéose d'un lointain ancêtre. Étayé par le culte commun, l'effort de la famille et de la communauté développe nécessairement envers un groupe plus vaste comme envers un groupe plus petit un sentiment de loyauté que l'on peut qualifier de piété, au sens de la « pietas » latine signifiant un sens du devoir qui participe de l'émotion ou du sentiment religieux.

Un point de différence intéressant entre coutumes chinoises et japonaises réside dans l'attitude envers le deuil. En Chine, le deuil comprend des austérités prolongées et la soumission des parents survivants à une règle sévère, tandis qu'au Japon, sans négliger pour autant les rites de consolation et de respect envers le disparu, la famille paraît avoir eu de tout temps le souci de reprendre la vie normale aussi vite que possible.

Peut-être n'est-il guère indiqué de comparer les coutumes d'une société aussi développée que la Chine, société unie par le rituel, et le comportement plus primitif, ou moins réglementé, des Japonais. Mais la différence, quelle que soit sa valeur, nous fournit une clé du tempérament japonais et nous explique sa réaction à l'exemple ou à l'enseignement chinois dans le domaine social et politique.

Il est difficile de dire dans quelle mesure le culte indigène fut, en matière de règles familiales, influencé par le culte chinois des ancêtres. A n'en pas douter, ils revêtirent tous deux une même forme primitive, mais le culte ancestral ne devint jamais au Japon une institution aussi omniprésente qu'elle le fut en Chiîe, où, bien avant que les Japonais ne forment une

nation, il constituait une particularité essentielle, et parfaitement réglementée, du système social. Au Japon, les règles du culte familial et tribal étaient extrêmement simples, et la simplicité, voire l'austérité, devint en réalité l'un des traits marquants du shinto extrêmement élaboré des époques plus tardives. Elles consistaient à prononcer des mots ou accomplir des gestes d'invocation suivant un rituel élémentaire de purification, comme de lancer de l'eau en pluie (« misogi ») ou d'agiter des branches (« sakaki ») ou des baguettes (« nusa »). Ce cérémonial se déroulait à l'extérieur, et il n'y avait ni temple ni aucun édifice sacré permanent, mais uniquement un petit coin de terre purifié pour l'occasion ou jouissant d'une importance traditionnelle – par exemple le site d'une tombe ancestrale ou d'un arbre, d'une pierre, considérés comme possédant une qualité particulière de sainteté.

Il y a des traces de sacrifices humains dans les premiers mythes et légendes, et certaines figures d'argile trouvées dans les tombes sont censées remplacer les serviteurs qui devaient être enterrés avec leur maître, selon une coutume qui, d'après la chronique, fut abolie vers l'an 3 de notre ère, mais dont les registres chinois mentionnent encore la pratique au Japon en 247. Le sacrifice d'animaux (généralement des bœufs) est signalé dans les chroniques jusqu'au vue siècle, mais il semble qu'à l'époque, on y voyait déjà une pratique anormale ; d'ailleurs, elle était contraire à l'enseignement du bouddhisme. La pratique normale (et, semble-t-il, orthodoxe) voulait certainement qu'on choisît pour offrandes des céréales, des fruits et des légumes, mais parfois aussi des volailles et du poisson crus. Rien de ce qui pouvait répandre du sang n'était autorisé, car le sang était polluant, et sacrifier des animaux en leur tranchant la gorge était de ce fait incompatible avec le strict idéal de pureté shintoïste.

Les premières relations écrites donnent la description de cérémonies quasi nationales, telles que la prière du printemps pour de bonnes récoltes, l'action de grâce pour la moisson d'automne et les Grandes Purifications de l'été et de l'hiver. Elles comprenaient un rituel élaboré pratiqué au nom du souverain par des officiants qui étaient parvenus à la pureté par le jeûne et par d'autres formes d'abstinence. Ils récitaient alors des prières dans une langue prescrite pour chaque occasion. Sinon toutes, certaines du moins de ces fêtes devaient avoir pour origine le culte populaire, et celles qui avaient trait aux semailles et à la moisson descendaient sans doute des rites

élémentaires pratiqués par les paysans et par leurs familles ; mais leur liturgie telle que les chroniques plus tardives nous l’ont conservée est une version hautement élaborée des thèmes primitifs.

Cette remarque est également vraie pour les deux chroniques nationales qui retracent la genèse des îles du Japon, la vie des dieux, la fondation de la maison impériale et l’histoire de l’Empire jusqu’en l’an 701. Il s’agit du *Kojiki,* ou *Livre des événements anciens,* et du *Nihon shoki* (également connu sous le nom de *Nihongi),* ou *Annales du Japon.* Ils ont un côté littéraire nécessairement artificiel, car ils ont été modelés sur les chroniques chinoises, dont ils ont emprunté l’écriture même ainsi qu’une partie du vocabulaire. En outre, ils ont – partiellement du moins – été composés pour légitimer et glorifier la dynastie régnante. De ce fait, ils contiennent de nombreuses inventions et déformations en ce qui concerne à la fois le mythe et l’histoire, et ils fourmillent d’inconséquences, si bien qu’une lecture rapide donne l’impression qu’ils n’ont guère de valeur. Toutefois, on aurait tort de les éliminer sous prétexte qu’ils sont inexacts, car les éléments dont ils sont composés appartiennent souvent à la tradition authentique, et même là où ils sont visiblement confus ou contraires à la vérité, les expédients auxquels ils ont recours éclairent sinon la suite des événements, du moins les idées et desseins animant les compilateurs. Ces deux ouvrages constituent donc une précieuse mine de renseignements sur la nature de la société japonaise et le développement de sa pensée avant que le pays ne soit exposé de plein fouet à l’influence chinoise, soit en gros avant l’an 500.

En dépit des défauts qu’ils présentent tant comme œuvres littéraires que comme œuvres historiques, ce sont des monuments fort remarquables pour leur époque. Ils sont épisodiques plutôt qu’épiques, mais ils ne manquent pas d’un certain caractère « biblique ». A partir du vue siècle, le *Nihon shoki* devient assez crédible, car ses compilateurs (qui se sont mis à l’œuvre en 672) avaient à leur disposition des documents écrits remontant à une centaine d’années.

Analyser ces deux ouvrages en profondeur est une affaire de spécialistes, et il reste des points d’interprétation innombrables sur lesquels les savants japonais sont en désaccord. Cependant, la structure générale est claire, et le récit est d’un grand intérêt pour l’histoire des idées. Il raconte d’abord le début des choses, expliquant comment le Ciel et la Terre ont été tirés du chaos. Nul Créateur n’est mentionné, et les idées telles qu’elles sont

présentées semblent empruntées à la cosmologie chinoise. Puis vient le mythe de la naissance des dieux, qui paraît être l'expression, ou peut-être plutôt l'élaboration, d'une tradition indigène dont l'origine pourrait être polynésienne.

Les premières générations de dieux demeurent des abstractions sans noms, après quoi viennent le dieu Izanagi et la déesse Izanami, couple céleste parent des îles de l'archipel qu'Izanami a engendrées en même temps que la mer qui les entoure, les rivières, les montagnes, les rochers, l'herbe et les arbres. Ensuite, une version veut qu'elle ait donné le jour à la merveilleuse déesse du Soleil et au dieu de la Lune, envoyés dans le Ciel. Elle mit en outre au monde de nombreux autres dieux et déesses, jusqu'à son dernier fils, le feu ou dieu du Feu (Homusubi), qui la tua en la brûlant au sortir de son corps.

La partie qui suit est peut-être la plus remarquable de toute la légende, car Izanagi part alors en quête de sa femme au Pays des Ténèbres (Yomi no kuni), mais la trouve en putréfaction dans ce monde pollué.

Ce mythe de la recherche d'Izanami dans le monde souterrain est parfois comparable à l'histoire d'Orphée et Eurydice, mais elle s'apparente davantage à celle de Perséphone, condamnée à rester au royaume de Pluton pour y avoir mangé. Izanami dit à Izanagi qu'il est trop tard, car elle a mangé au chaudron de Yomi. Dans le mythe japonais, la tragédie d'Izanami est racontée de façon plutôt prosaïque. On est loin de la valeur poétique que donne au mythe grec le récit de Milton :

… pas ce beau champ D'Enée, où Proserpine cueillant des fleurs, Fleur très belle elle-même, par la triste Mort Fut cueillie, ce qui coûta à Cérès toute cette peine De l'aller chercher par le monde…

Il semblerait que l'impuissance des Japonais à développer la tragédie du mythe de Perséphone (ou d'Eurydice) témoigne d'une différence essentielle de vision. Pendant des siècles, ces thèmes classiques (et des thèmes similaires tirés de la Bible) ont en Europe nourri la tragédie. Mais l'imagination des Japonais ne paraît pas émue de la même manière, même par des histoires qui, comme celle-ci, appartiennent à leur tradition nationale.

Il y a pourtant une certaine ressemblance entre l'attitude des Japonais face à leurs légendes et celle des peuples d'Europe occidentale vis-à-vis des

leurs. La mythologie des Grecs et des Romains est parvenue en Occident par l’entremise du christianisme, comme sous-produit de la connaissance des langues classiques, et, parmi les gens cultivés, elle a relégué à l’arrière-plan les croyances plus simples et moins artificielles d’une époque plus ancienne. Au Japon, la puissante influence de la pensée confucéenne et de l’enseignement bouddhique a de même eu tendance à diminuer la portée du mythe des dieux locaux, ou du moins à l’astreindre à certains compromis avec les nouveaux souverains du savoir venus du continent. Il faut toutefois admettre que le parallèle est inexact ; en effet, non seulement les mythes grecs et romains ont été empruntés sous l’influence chrétienne, mais choisis et adaptés conformément au goût des sociétés chrétiennes ou aux idées de leurs dirigeants.

Izanagi revient au Japon – dans le sud-ouest du Japon, pour être précis –, où il se purifie en se baignant dans un ruisseau. Ce passage est important en ce qu’il donne une sorte d’autorité biblique à l’horreur de l’impur et à la pratique de la lustration, dont on a déjà vu qu’ils étaient au centre du culte shintô, et à la base de certaines conceptions éthiques. Le rôle joué par l’idée de pureté dans la légende comme dans le rituel a une portée essentielle. Elle est fondamentale dès les temps les plus reculés (comme l’attestent les voyageurs Wei), et elle a fait preuve jusqu’à l’époque moderne d’une exceptionnelle puissance de survie.

Les choses qui polluent sont diverses. Parmi elles, les plus importantes sont la malpropreté du corps ou des vêtements, la menstruation, les rapports sexuels, l’accouchement, la maladie, les blessures et la mort. Elles ne sont pas envisagées en termes de culpabilité, mais comme des impuretés dont il faut se débarrasser avant que l’homme ou la femme ne puissent reprendre une place complète dans la vie de la communauté. Des actions comme le meurtre, les coups, l’inceste ou la bestialité sont considérées comme des infractions qui engendrent l’impureté et polluent ceux qui les commettent ; elles doivent donc être expiées par une purification rituelle, qu’accompagnent parfois une amende ou une autre punition*.

Notons que le sang versé est polluant. Le mot « kega » est le mot original pour souillure, et dans le langage actuel les mots « kegare », « kegare-ru » et « kegasu » signifient « tache », « être taché » et « tacher ». Il y a une proche analogie avec les idées de pureté dans la Grèce antique, bien qu’à Athènes l’eau ne suffît pas toujours à laver le sang versé, et qu’il fallût

parfois utiliser le sang d’animaux sacrificiels. Selon la conception grecque telle qu’elle s’exprime dans *l’Orestie* d’Eschyle, seul le sang pouvait laver le sang. Il n’y a rien de comparable dans les idées du Japon primitif.

Pour en revenir au mythe divin, une autre version raconte que, quand Izanagi se baigna dans le ruisseau, il déposa ses vêtements sur la rive, et que, de chaque pièce d’habit et de chaque partie de son corps, naquit une divinité. De son œil gauche sortit la déesse du Soleil (Amaterasu ömikami), de son œil droit le dieu de la Lune et de son nez le dieu des Tempêtes (Susanoo). La déesse du Soleil et le dieu de la Lune se retirèrent au Ciel, alors que le dieu des Tempêtes demeura sur terre et se mit à voyager en se comportant avec une violence extrême. Il est intéressant de constater que Susanoo, le Destructeur, est le seul dieu du mythe entier auquel on prête un caractère bien défini. Les autres divinités ont bien leurs attributs, mais elles restent des créatures assez indistinctes, guère plus que des abstractions auxquelles on a donné un nom mais pas de personnalité. Les exploits prêtés à Susanoo ne sont pas tous faciles à expliquer, même si certains sont manifestement des versions symboliques de l’histoire ancienne. Sa querelle avec sa sœur, la déesse du Soleil, fait certainement écho aux disputes qui survinrent entre quelque souveraine d’une société matrilinéaire et l’un de ses frères ou autre parent mâle jaloux de son pouvoir. Dans le *Nihon-shoki,* lorsque la déesse du Soleil apprend que Susanoo vient au Ciel pour faire ses adieux, elle craint qu’il ne veuille lui voler son royaume. Elle s’arme, « réunit son courage viril », et pousse un formidable cri de défi. La discorde entre Amaterasu et Susanoo reflète de toute évidence un ancien événement historique, probablement le conflit auquel fait allusion, dans le *Weizhi,* la description du Pavs de la Reine, et cela éclaire maintes histoires de l’époque des dieux, qui sont destinées à montrer que leurs descendants, dans leurs actions et leurs usages, ne font que suivre l’exemple ou même les commandements divins.

Au cours de cette querelle, le Mâle Impétueux (car c’est la signification que donnent certains savants au nom de Susanoo), après avoir détruit les remblais des rizières de sa sœur et commis d’autres actes odieux pour une société agricole, s’introduit de force auprès d’elle tandis qu’elle tisse avec ses servantes, et, par sa conduite brutale et inconvenante, souille son palais céleste. Outragée, la déesse du Soleil se retire dans une grotte, et la lumière du monde s’éteint. Les huit cents autres dieux sont au désespoir et la

persuadent non sans peine de quitter sa cachette. Il faut rappeler ici que la vie future des hommes sur terre est considérée comme obéissant à l'exemple de la vie des dieux, ce qui explique peut-être le nombre énorme de personnages divins de moindre importance si souvent mentionnés dans le mythe. Ce sont, pourrait-on dire, les sujets du royaume céleste, dont les grands dieux comme Amaterasu-ômikami sont les souverains et les ministres.

Cette légende, ou plutôt le cycle entier auquel elle appartient, était sans doute censée démontrer que, bien que Susanoo fût un dieu ingénieux et puissant, les crimes qu'il a commis devaient finir par lui valoir un châtiment bien mérité. On nous dit que lui et ses descendants avaient reçu en partage le gouvernement de la Terre (c'est-à-dire du Japon et en particulier de la province d'Izumo), mais finalement, après des aventures et débordements de toutes sortes, il disparaît. Il revient plus tard sous les traits de l'« abominable et capricieuse divinité des Enfers », qui désigne pourtant l'un de ses descendants comme souverain du Japon.

Cette histoire confuse mais vivante, ici très abrégée, s'inspire évidemment d'un ancien conflit politique, au cours duquel les chefs de clan d'Izumo que nous avons vus conduire leurs gens sur la côte nord-ouest de l'île principale durent finalement abandonner leur prétention à gouverner l'ensemble du Japon. Manifestement, nous arrivons ici à l'endroit où le mythe des ancêtres divins commence à fusionner avec la légende des premiers souverains, ceux qui gouvernèrent d'abord (semble-t-il) au Kyüshü, puis ceux du Yamato.

L'histoire de la dispute pour la souveraineté du Japon (qui, à l'époque, s'étendait du Kyashü en direction de l'est jusqu'au Yamato) revêt tant d'importance dai s cette mythologie, et les actions de Susanoo sont si abondamment décrites, que nous pouvons sans risque en conclure que les chroniqueurs estimaient essentiel d'appuyer les droits des souverains du Yamato en en faisant le fruit de la volonté suprême de la déesse du Soleil, et en montrant par la même occasion que Susanoo n'était pas digne d'un semblable héritage. On raconte d'ailleurs que, son impureté lui ayant interdit de défendre ses propres droits, il regagna les régions inférieures. Il fut convaincu de se retirer par la promesse d'un sanctuaire où il pourrait être adoré, et c'est là l'origine du grand sanctuaire d'Izumo, à Kizuki, dédié à son descendant Ö kuni nushi (le Maître de la Grande Terre), et qui, par

l’importance, est le second lieu saint du Japon, le premier étant celui de la déesse du Soleil à Ise.

Il ressort assez clairement de cette légende que le processus d’unification commencé au Kyüshü par le Pays de la Reine rencontra de grandes difficultés, parmi lesquelles la puissante personnalité du chef de l’Izumo, dont l’équivalent mythique est le dieu des Tempêtes, ne fut certainement pas la moindre. Il est évident que les souverains du Yamato se sentirent obligés de partager avec l’Izumo le pouvoir sacré sinon séculier, et il est significatif que, dans la légende, le dieu de Miwa, assimilé au souverain déchu de l’Izumo, continue à réapparaître et doive être apaisé. La puissance matérielle de l’Izumo était limitée, car le pays est relativement pauvre en terres fertiles et peu favorisé par le climat, quoique les hautes régions de cendre volcanique comprennent des pâtures et produisent une certaine quantité d’argent, d’étain et de cuivre depuis les temps anciens. Il se peut que ceux qui s’y installèrent aient joui d’un prestige spécial du fait qu’ils étaient étroitement liés avec les souverains coréens, et, du point de vue culturel, plus avancés que leurs rivaux. D’après certaines versions de la légende, Susanoo visita la Corée et s’intéressa aux métaux et au bois de construction navale. Les relations traditionnelles de l’Izumo avec la Corée sont en outre attestées par les fermes, très proches de celles du sud coréen, qu’on trouve dans diverses parties de la région.

Tout cela, et bien d’autres choses, indique des rapports très étroits, et en fait un mélange, entre les habitants de la Corée du Sud et ceux de l’ouest du Japon. Toute une partie du folklore japonais est d’ailleurs manifestement d’origine coréenne. Par exemple, dans l’ouvrage intitulé *Izumo fudoki* (une étude topographique rédigée en 733), on trouve un récit légendaire des origines du peuple de l’Izumo. Il raconte que, remarquant qu’il y avait trop de terre dans le sud coréen, un dieu arracha une partie du pays de Silla et lui fit traverser la mer pour la rattacher à celui d’Izumo. C’est de toute évidence la version folklorique d’une migration, ce qui passa de l’autre côté des eaux n’étant pas un excédent de terre mais un trop-plein de gens. Ajoutons enfin que maints éléments du *Kojiki* et du *Nihon-shoki* sont sans aucun doute d’origine tungusique.

LE SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

Une étude générale des parties mythologiques des premières chroniques à la lumière de ce que nous savons aujourd’hui semble justifier une opinion plus favorable quant à leur valeur historique que celle des premiers traducteurs occidentaux de *Kojiki* et du *Nihongi*. Les grands pionniers (Chamberlain, Aston et Murdoch) ont eu tendance à insister sur les défauts évidents de ces ouvrages. Ils cherchaient des données exactes, des récits véridiques : les inconséquences et les dates erronées des compilateurs les ont évidemment déçus. Mais ces faiblesses elles-mêmes sont riches de sens du fait qu’elles sont révélatrices de la pensée japonaise du vue siècle. Les chroniques ont été composées à une époque (vers 700) où l’influence des idées étrangères (à la fois confucéennes et bouddhiques) s’étendait rapidement au lapon. Cependant, elles montrent que les croyances traditionnelles sont encore puissantes et que le culte indigène garde beaucoup de sa vitalité. Depuis lors, non seulement maintes légendes sont restées partie intégrante iu folklore, mais les principes monarchiques et la théorie gouvernementale} ue les deux œuvres étaient destinées à défendre pénètrent depuis des sièges la pensée politique en dépit des grands événements qui, logiquement, luraient dû en venir à bout. Cette persistance d’un ancien modèle face aux contradictions est un phénomène caractéristique ; régulièrement, une situa-ion politique nouvelle apparaît, mais on l’adapte tant bien que mal afin lu’elle cadre avec l’ancienne doctrine. Peut-être cela vient-il du manque de aractère réellement positif, constructeur, du culte national désigné sous le lom de shintô, car en réalité il ne s’agit pas d’une religion ou d’un système le pensée, mais d’une expression du tempérament national.

La raison pour laquelle cet ancien paganisme rituel a survécu sans remédier à ses manques évidents ne peut s’expliquer plus clairement que ne l’a lit Sir Charles Eliot dans son *Japanese Buddhism*, cité ici en pieux souvenir

« Il n’a pas de code moral ; ses prières et ses sacrifices visent à obtenir une prospérité temporelle et ne trahissent aucun désir de bienfaits moraux ou spirituels. Toutefois, ces curieuses lacunes sont un peu compensées par un esprit intensément patriotique. Pour lui, le Japon est le pays des dieux ; les plus grands président au destin de l’empire, les plus petits à celui des

villes ou des villages ; qu’ils soient nobles ou humbles, les morts ont tous la place qui leur est due dans le culte de l’État, de la cité ou de la famille. La pensée du shintô est à ce point primitive que l’on peut à peine dire que des phénomènes naturels ou des individus ont été déifiés. Ils sont simplement acceptés comme des faits importants de la vie nationale courante, et des discours, des invocations, leur sont adressés à propos de telles choses qui les concernent. Bien qu’il s’exprime dans un langage presque enfantin, ce sens de la communauté dans la vie nationale revient effectivement à dire que l’individu n’existe qu’en tant que membre de la famille, et la famille, en tant que membre de l’État : que le présent doit se sacrifier aux traditions du passé et aux besoins de l’avenir. Et l’héroïsme du Japon découle ainsi naturellement d’une religion qui, si on la considère froidement à la lumière de la raison pure, est aussi insensée qu’un conte de fées. »

Si l’on a peu de témoins directs et tangibles de la nature de l’État du Yamato tel qu’il s’est développé durant les premiers siècles après sa formation, on peut le reconstituer sans trop de peine sur la base des chroniques et des vestiges des premières institutions qui ont survécu aux réformes entreprises par la dynastie régnante pour consolider son pouvoir.

Le récit mythologique et les légendes des premiers souverains présentent les empereurs comme des monarques absolus, mais il est clair qu’ils décrivent des conditions idéales et non pas réelles, et que la fédération de clans qui conduisit à l’établissement d’un pouvoir central dans le Yamato n’était en aucune façon achevée ni stable même à la fin du vue siècle, lorsque les chroniques ont été composées. Pour des raisons qui ne sont pas encore tout à fait claires, le clan impérial était en mesure d’exercer une certaine autorité sur les autres grands clans, mais sans pouvoir leur enlever leur indépendance, de sorte qu’ils conservèrent pendant des siècles leur autorité sur leurs terres et leurs gens.

Les grands clans, descendants des tribus qui émigrèrent à l’est du Kyüshü, respectaient le chef du clan impérial essentiellement en tant qu’intermédiaire entre le peuple et ses dieux. Son pouvoir était religieux plus que politique, car là où il y a culte d’ancêtres divins, et par conséquent royauté divine, c’est la fonction du souverain reconnu que de célébrer les cérémonies dont on croit fermement que dépend le bonheur de la communauté entière, de tous ses clans et de leurs chefs. Il est grand prêtre et chef d’entre les chefs, mais les problèmes de l’administration ne le

concernent pas directement. L’ancien mot japonais généralement traduit par gouvernement est « matsurigoto », qui signifie littéralement les affaires du culte ou observances rituelles. C’est à ce titre que les premiers empereurs présidaient à l’État, et leur fonction sacrée leur conférait bien sûr un certain avantage politique ; mais autrement, l’autonomie des chefs des autres grands clans n’était en rien diminuée. Aussi faut-il rappeler qu’eux-mêmes se prétendaient issus de leurs propres dieux claniques, qui étaient d’un degré seulement moins sublimes que les ancêtres impériaux. Les cultes tribaux et la vie communautaire des clans étaient extrêmement vivaces et présentaient une forte résistance au changement.

Sans être les plus grands, les chefs de familles comme les Nakatomi et les Imibe comptaient parmi les grands officiers de l’État. Outre qu’ils étaient des propriétaires influents, ils avaient des fonctions sacerdotales, étant responsables à la cour de la célébration des cérémonies nationales. C’était les Nakatomi qui récitaient deux fois l’an la litanie de la Grande Purification (« O-harai »), où ils priaient les dieux de purifier le peuple de la souillure de ses offenses. C’était les Imibe qui célébraient ou dirigeaient les rites de l’abstinence, l’observance des tabous, au nom de la communauté, afin de garantir la pureté rituelle du culte. Ces deux familles de prêtres jouissaient d’un prestige à peine moindre que celui de la famille impériale, et possédaient une grande influence à la cour, au point même que, vers le milieu du VU siècle, bien que d’autres clans les eussent dépouillées de leur puissance matérielle, le chef des Nakatomi était l’homme le plus important du Japon. Mais jusque-là les Nakatomi étaient en butte aux ambitions d’autres familles, rivalisant de puissance et parfois même revendiquant le trône.

Ces rivaux étaient les descendants des chefs tribaux qui avaient participé à la fondation de l’empire avec le clan impérial. Ils tiraient également de l’importance de leurs fonctions héréditaires, et ils se distinguaient entre eux, du moins nominalement, par leurs occupations. Ainsi, les Otomo étaient les gardes du corps héréditaires de l’empereur, les Mononobe étaient responsables de la fourniture en armes, et d’autres clans ou familles de moindre importance avaient le monopole d’autres professions ou commerces. Dans ces cas-là, le travail nécessaire n’était pas accompli par les hommes libres du clan mais par des organisations d’ouvriers attachés ou soumis au clan. Il s’agissait des groupes professionnels connus sous le nom

de *be* ou « tomo », institution particulière dont on n'a pas absolument saisi toutes les subtilités, mais qu'on peut comparer à l'association héréditaire d'ouvriers, les « corporati », de l'empire romain tardif. L'appartenance aux corporations japonaises était héréditaire, le fils étant tenu de reprendre le travail de son père ; mais les membres de telle corporation n'étaient liés par aucun lien du sang, pas plus que les membres du clan ou autre groupe auquel la corporation était attachée.

Pour le clan, la famille ou la personne qui en était maître, une corporation constituait en réalité une forme importante de propriété et une source permanente de richesse, surtout quand elle s'occupait de fabriquer un produit de valeur ou que ses membres étaient spécialisés dans une profession essentielle. Les travailleurs agricoles formaient sans doute le type le plus courant de corporation, car sans hommes pour la travailler, la terre était une propriété inutile.

Les chefs des grands clans (les uji no kami) n'étaient pas les seuls maîtres ou patrons de corporations. Maints petits propriétaires fonciers dirigeaient les associations que formaient leurs propres travailleurs, et il y avait de même des corporations qui jouissaient d'une large autonomie sous la conduite de leurs propres chefs héréditaires, descendant bien souvent d'un homme nommé par un ancien souverain. La famille Mononobe, par exemple, constituait une corporation – comme son nom l'indique, la corporation des armes. Lorsqu'une corporation avait une fonction particulièrement importante, son maître en titre pouvait rivaliser de puissance avec les chefs des plus grands clans territoriaux. De ce fait, il existait certaines contradictions entre les systèmes social et économique, et le développement parallèle de l'économie du pays et de certains groupements agricoles et industriels eut des conséquences trop complexes pour que l'on en discute ici. Mais la liste suivante des corporations (*tomo* et *be)* peut donner une idée de l'ampleur de leurs ramifications. Notons que certaines d'entre elles, surtout celles exerçant leurs fonctions à la cour, avaient une portée nationale, tandis que d'autres n'étaient que des organisations locales. Ainsi, les Imbe (Imibe), les ritualistes de la cour, étaient établis au centre du gouvernement. S'il y avait des Imbe en province, ceux-ci n'étaient pas membres de cette famille, mais formaient des corps dépendants chargés de fournir des vêtements, de la nourriture et autres produits nécessaires aux ritualistes. En d'autres termes, il s'agissait

de domaines campagnards dont l'Imbe métropolitain était propriétaire et tirait des revenus. Les corporations locales d'ouvriers remplissant certaines charges pour le propriétaire foncier auquel ils étaient attachés étaient d'un type tout différent.

« Momoyaso no Tomo » donne une description générique de ces associations. Littéralement, l'expression veut dire « Cent quatre-vingts Corporations », mais il s'agit en fait d'un titre général englobant tous les groupes. Ceux-ci comprenaient notamment :

les Imibe ritualistes les Fubitobe scribes

(Imbe) (abstinents) les Osabe interprètes

les Mononobe armuriers les Urabe devins

les Kumebe soldats les Kataribe diseurs

les Tanabe (ou Tabe) cultivateurs de riz les Umakaibe palefreniers

les Amabe pêcheurs les Sakabe brasseurs (de vin de riz)

les Oribe tisserands les Yugebe fabricants d'arcs

les Ayabe fabricants de brocart les Kajibe forgerons

les Hasebe potiers les Kibe bûcherons

Il est clair que, ces occupations étant nécessaires à l'économie nationale, il devait y avoir une âpre compétition pour le contrôle des ressources les plus importantes. Les archives attestent que la maison impériale prenaient de vigoureuses mesures pour étendre son pouvoir en créant de nouvelles corporations de travailleurs agricoles et augmentant ainsi ses revenus, ou en nommant à la tête des corporations clés des hommes dont le soutien lui était acquis. Cependant, aussi disposés qu'ils le fussent à reconnaître la suprématie sacerdotale de l'empereur, les chefs de clan et autres grands propriétaires fonciers étaient les véritables maîtres de leurs domaines, dirigeaient leurs propres associations de travailleurs, et pouvaient compter sur la loyauté de tous les membres de leur clan, auxquels les unissait le lien du culte clanique.

Ces chefs indépendants constituaient ainsi un obstacle important à la formation d'un État centralisé, et l'histoire des Ve et VIe siècles est en grande partie celle des luttes entre le souverain et les grands seigneurs, *Omi* et *Muraji*, dont l'ascendance était aussi noble que la sienne, et qui entretenaient avec lui des rapports assez semblables à ceux des turbulents

barons et du roi d’Angleterre, qu’ils accompagnaient plutôt qu’ils ne le suivaient dans ses campagnes. Le Grand Omi était le chef de tous les Omi, ou Grands, en quelque sorte le chef des chefs de clan, tous de haute naissance. Le Grand Muraji était le chef de tous les Muraji, chefs de clan d’origine un peu moins remarquable, mais néanmoins puissants. Parmi eux entraient les familles des Nakatomi, des Otomo et des Mononobe, dont nous avons déjà noté qu’ils occupaient des charges importantes. S’ils le voulaient, ces grands nobles étaient en mesure de défier l’autorité du Trône, en vertu de leur richesse aussi bien que de leur naissance. Au-dessous d’eux se trouvait la noblesse campagnarde (« Kunitsuko » ou « Kuni no miyatsuko »), formée de propriétaires fonciers locaux de diverses origines, dont certains possédaient de vastes domaines, et d’autres rien de plus qu’une modeste étendue Je terre cultivable. Théoriquement, ils pouvaient être les tenanciers de terres appartenant à la Couronne, mais en fait, ils étaient les propriétaires du sol que leurs sujets cultivaient.

L’ensemble des possessions des grands propriétaires et de la noblesse provinciale, joint à l’autorité qu’ils exerçaient sur d’importantes corporations de travailleurs, risquait de compromettre la position de la maison impériale, la poussant à étendre ses propres domaines aussi rapidement que possible. Elle le fit en créant de nouvelles corporations et en amenant, par la contrainte ou la persuasion, les chefs des clans locaux à lui fournir une certaine main-d’œuvre. Ici, la création de corporations de travailleurs hautement spécialisés fut sans doute particulièrement efficace. On commença par recruter ces spécialistes parmi les Coréens que des bouleversements dynastiques poussèrent vers 400 à chercher refuge au Japon. Certains d’entre eux, anciens fonctionnaires, érudits et artistes, étaient des hommes bien nés et rendirent à la cour qui sut les accueillir d’inestimables services en tant que scribes, secrétaires ou comptables. Et les artisans de toutes sortes, maîtres de procédés dont les travailleurs japonais n’étaient pas encore familiers, ne furent pas moins utiles.

Si l’on en croit les chroniques indigènes, qui parlent de l’arrivée de centaines de familles d’« hommes de Qim » et d’« hommes de Han », ces émigrés pénétrèrent au Japon en grand nombre. Il s’agissait de Chinois, ou en tout cas de Coréens qui prétendaient descendre de familles chinoises bien connues. Une fois au Japon, où ils continuèrent d’affluer au ve et au vi^ siècle, ils s’installèrent généralement dans des régions placées sous

l’autorité de la Couronne, et constituèrent des corporations qu’ils dirigeaient eux-mêmes. Les fabricants de brocart devinrent ainsi les Ayabe, et le statut conféré à leur chef n’avait rien à envier à celui d’un noble indigène. D’autres groupes reçurent un traitement similaire, au point que les membres de l’ancienne aristocratie ne tardèrent pas à se montrer jaloux des privilèges dont ces étrangers jouissaient. Au vie siècle, ils étaient toutefois solidement installés et formaient certainement un élément très important, peut-être même le plus important, de la composition du peuple japonais si nous en excluons la grande masse des agriculteurs. Ils apportèrent au développement d’une vie civilisée une contribution indispensable, car en dépit des qualités que possédaient les Japonais, avant le ve siècle leurs chefs étaient très arriérés comparés aux tenants des grandes cultures du continent. Ils étaient courageux à la guerre, et, dans leur vie communautaire, ils manifestaient un grand sens de la loyauté ; mais les conditions que nous laissent entrevoir les premières chroniques ne sont rien moins que barbares.

Remarquons peut-être ici que, lorsqu’on étudie la première société japonaise, on est impressionné par son développement ultérieur. Nous sommes accoutumés à voir les cultures asiatiques comme remontant à une lointaine et lumineuse antiquité, mais ce n’est en aucune façon le cas du Japon. Comparée même à l’expérience d’un pays aussi ténébreux que l’ancienne Angleterre, située elle aussi au large d’un grand continent, celle du Japon accuse son isolement et son retard. La Grande-Bretagne était en relation avec Rome bien avant la conquête romaine, des commerçants parlant latin visitaient ses villes, et les importations de blé et de charbon anglais étaient choses courantes en Europe. Après la conquête jusqu’en 407, où les légions se retirèrent, une bonne partie, peut-être la moitié, de ce qui est aujourd’hui l’Angleterre jouit (sinon de façon permanente, du moins durant de longues périodes) des bienfaits de la civilisation de Rome et de la « beata tranquillitas » résultant de sa paix. Le christianisme gagnait alors rapidement du terrain, surtout sous le règne de Constantin, et des évêques anglais siégeaient aux conciles de l’Église chrétienne. A cette époque, le Japon venait seulement de commencer à s’imprégner de la culture chinoise et vivait encore à l’écart de l’influence bouddhique.

La culture japonaise n’est donc pas très ancienne, et le fait s’explique sans difficulté. L’archipel du Japon n’était pas aussi proche du continent que la Grande-Bretagne de l’Europe, et les communications en étaient d’autant

plus malaisées. Cet obstacle aurait pu être surmonté par un envahisseur déterminé, tout comme, après le départ des Romains, l’Angleterre fut maintes fois ravagée par des peuples marins de l’Europe septentrionale qui avaient à franchir des distances aussi grandes que celle séparant le Kyüshü de la côte chinoise. Mais, historiquement, les Chinois n’éprouvèrent jamais un réel besoin de s’étendre du côté de la mer, occupés qu’ils étaient à le faire vers l’intérieur, à défendre leurs frontières et à régler leurs immenses problèmes intérieurs. D’autre part, le Japon n’offrait pas de possibilités de commerce, d’avantages stratégiques ni de perspectives de butin comparables à ceux qui attirèrent les Romains et les conquérants ultérieurs vers les rivages de l’Angleterre. Ainsi, une fois colonisé par les émigrants du néolithique supérieur et de l’âge du bronze, qui semblent être arrivés par petits groupes et non en masse, le Japon se trouva en mesure d’accepter ou de refuser à son gré l’influence étrangère. Bien qu’il fût parfois alerté par l’expansion de la Chine en Corée au vu siècle, il ne courut jamais un véritable danger. Rien ne lui fut imposé de force, et il ne connut rien de comparable à l’expérience des peuples situés aux confins de l’Empire romain, qui, après avoir dû se soumettre à son influence, furent pillés et dévastés par les barbares.

Qu’un changement culturel se révèle à long terme plus ou moins bénéfique suivant qu’il fut pacifique ou violent est affaire d’opinion, mais il n’est guère douteux que les traits les plus caractéristiques de la civilisation japonaise sont imputables à son développement dans un isolement relatif, qui favorisa la permanence d’une tradition et la survie d’éléments primitifs de force, et peut-être aussi de faiblesse, dans la vie nationale.

CHAPITRE III

L’État du Yamato

LES PREMIERS SOUVERAINS ET GRANDS NOBLES

Le succès qui, au ive siècle, couronna les expéditions militaires en Corée fut bientôt suivi par un renforcement des relations entre les royaumes du sud coréen et le Japon, et par une absorption plus rapide de la culture continentale par les dirigeants japonais.

Après l'introduction d'armes et d'outils de fer, ce qui joua le rôle le plus déterminant fut l'adoption par le Japon de l'écriture chinoise, grâce à laquelle les Japonais, jusque-là illettrés au sens le plus complet du terme, auraient la possibilité de tenir des registres et des comptes, d'envoyer des ordres écrits, et, le moment venu, de lire des livres chinois.

Ce deuxième grand pas dans le développement de la civilisation japonaise fut franchi vers l'an 400, où, pour remercier les Japonais qui avaient sauvé son pays par leur expédition de 391 contre son ennemi le roi de Kokuryö, le roi de Paechke envoya au Japon une délégation de lettrés. Ceux-ci, dit-on, emmenèrent avec eux divers ouvrages savants (peut-être une copie des *Analectes)* et une espèce de manuel, le fameux *Classique des mille caractères.*

A partir de cette date, nous entrons dans l'histoire écrite, et nous pouvons faire un certain crédit aux chroniques nationales. Elles ne sont pas entièrement dignes de foi pour le premier siècle après 400, mais dans l'ensemble, en tenant compte des circonstances dans lesquelles elles furent rédigées, nous pouvons croire ce qu'elles nous disent des événements après 600. La description qui suit est essentiellement fondée sur ces sources.

Les noms des souverains des ivc et ve siècles et les dates approximatives de leurs règnes, tirées par conjecture des chroniques japonaises, sont les suivants :

Ojin [270-310 ?]

Nintoku 313-399

Richû 400-405

Hanshô 406-410

Ingyô 411-453

Ankô 453-456

Yûryaku 456-479

Seinei 480-484

Kensô 485-487

Ninken 488-498

Buretsu 498-506

Lorsqu'on compare ces dates [5] avec les allusions faites au Japon dans les chroniques chinoises, il en ressort plusieurs contradictions. Il y a ainsi de bonnes raisons de situer la mort d'öjin beaucoup plus tard qu'en 310, ce qui conduit à ajouter quelques décennies aux dates ultérieures, ou à réduire la durée de certains règnes. La chose n'a pas grande importance. On notera que, sauf en ce qui concerne Nintoku et Ingyô, les périodes de règne sont souvent très courtes ; il ne paraît donc pas douteux que cette chronologie, tout inexacte qu'elle soit, reflète une situation dynastique instable et certaines manipulations de la part des chroniqueurs.

Selon les chroniques, les seize souverains qui se succédèrent avant Nintoku vécurent entre 711 avant Jésus-Christ et 399 de notre ère, soit durant une période de 1110 ans. En plaçant si loin dans le temps le premier empereur, Jimmu, auquel on attribue l'expédition qui partit du Kyüshü pour fonder l'État du Yamato, les chroniqueurs ont été contraints de prêter à ces seize souverains une durée moyenne de vie de plus de cent ans. Cet expédient n'a rien d'unique dans l'historiographie ancienne, où tant de légendes doivent trouver leur place qu'il devient nécessaire soit d'allonger la vie, soit d'augmenter le nombre des personnages décrits. De toute évidence, non seulement la chronologie est inacceptable jusqu'en l'an 399, mais les faits relatés, tout en se rapportant à quelque chose qui s'est produit, appartiennent au domaine du mythe ou même de la fiction délibérée. Ainsi, cette partie du récit présente davantage d'intérêt pour l'histoire littéraire que pour l'histoire événementielle, et cette remarque est également valable, quoique à un degré moindre, pour a période suivante.

Il y a plusieurs raisons à ce manque d'authenticité. D'abord, les chroniqueurs ne disposaient que de rares documents, et ils devaient se référer aux traditions orales qui conservaient des fragments de souvenirs, de

légendes et de contes folkloriques provenant de sources diverses et fréquemment contradictoires. Ensuite, ces premiers essais en histoire nationale sont dus au pinceau enthousiaste mais novice de lettrés influencés par les classiques chinois et qui, par orgueil national, eurent soin de parer leur récit de maintes enjolivures. On ne saurait d'ailleurs les en blâmer, car leurs modèles chinois eux-mêmes étaient riches d'ornements et de franches inventions. En outre, ils n'avaient pas appris qu'un historien doit décrire l'événement comme il s'était réellement passé, « wie es eigentlich gewesen », disait Ranke, et ils se faisaient un devoir de ne pas simplement raconter les faits mais de les présenter de façon à magnifier la maison régnante et les institutions qui s'étaient développées sous son gouvernement.

Les textes chinois mentionnant l'arrivée d'envoyés japonais fournissent certaines indications qui correspondent à la chronologie donnée par le *Nihon-shoki*. On y apprend qu'en 478 le « roi du Japon » adressa à la cour des empereurs Wei septentrionaux un mémoire où il se décrit comme le Maître suprême des Affaires militaires du Japon et de la Corée[6]. L'empereur chinois lui reconnaît ce titre, et le récit précise que ses quatre prédécesseurs avaient fait une demande similaire. Or l'année 478 se situe presque certainement sous l'empereur Yüryaku, dont le quatrième prédécesseur commença à régner en 400, ou peut-être avant. Ces dates coïncident avec la position que nous savons être celle du Japon en Corée après l'établissement de la base de Mimana, antérieur à 400. A partir de là, la chronologie du *Nihon-shoki* paraît donc plus ou moins exacte, et nous pouvons considérer que nous quittons l'époque des souverains légendaires pour entrer dans l'histoire véritable. Cependant, les chroniques indigènes restent fantaisistes, comme l'atteste leur description du comportement de l'empereur aux environs de l'an 500. Elles nous le présentent en effet comme un débauché, prenant un ignoble plaisir à se montrer cruel, torturant ses sujets, ouvrant le ventre de femmes enceintes et commettant d'autres atrocités. Dans un ouvrage d'où la dignité impériale doit sortir rehaussée, la chose est très troublante, et l'on ne peut qu'imaginer qu'un problème de succession a surgi pendant ou peu après le règne de Yüryaku, et qu'il est ainsi devenu souhaitable de présenter ses descendants comme indignes du trône par manque de vertu. On ne peut guère douter que l'histoire de ces crimes soit une pure invention, car ils sont imputés à Buretsu, le 25^e^

empereur, collatéral probablement imaginaire de Yüryaku, et ils correspondent presque exactement à ceux que le *Livre de l'histoire* et d'autres ouvrages plus tardifs attribuent au tyran Zhou, de la dynastie Yin, qui régna sur la Chine vers 1200 avant notre ère. Ce roi Zhou présumait à tort que rien ne pourrait lui ôter sa divine royauté, et il se peut que les historiens japonais, influencés par les théories gouvernementales chinoises qui, vers l'an 700, étaient en vogue parmi leurs compatriotes érudits, aient cru bon d'emprunter sa légende pour justifier un changement dynastique.

Le problème de la légitimité n'a pas en soi grande importance, mais la façon dont les chroniqueurs ont traité l'épisode montre que, dans la pratique, les questions de succession étaient généralement soulevées et résolues par les grands nobles, dont les démêlés avec le pouvoir et les âpres rivalités occupent l'essentiel de la scène politique aux V« , vie et vue siècles. La dynastie régnante était réellement en danger, le principe même de légitimité était en cause, et l'unification du Japon sous une lignée de souverains héréditaires ne s'est visiblement pas déroulée de manière aussi paisible que les historiens officiels le prétendraient plus tard. Les grands chefs de clans, les 0-*omi* et les *ômuraji*, que nous avons déjà vus accroître leurs domaines et leur puissance économique en concurrence avec la famille impériale, occupaient à la cour la charge de grands ministres conseillers du Trône. Ce sont eux qui choisissaient le successeur, parfois contre le testament du souverain, et il arrivait que leurs héritiers légitimes se trouvent dans une position si dangereuse que maints d'entre eux s'enfuirent dans une lointaine province pour ne pas être assassinés. Ainsi, on nous apprend que lorsque, après la mort de Yüryaku, la lignée de l'empereur Ninken s'éteignit (apparemment à cause du meurtre des prétendants plausibles), les ômuraji Otomo no Kananuira envoyèrent chercher certain prince, qui, voyant approcher une escorte armée, prit aussitôt la fuite pour ne plus jamais reparaître. On trouva par la suite un autre prince, qui voulut bien courir le risque et accepta la proposition des ministres. Il s'agit de Keitai, 26e empereur, dont la chronologie officielle situe le règne entre 507 et 531.

On ne sait pas grand-chose de ses agissements, ni de ceux des cinq empereurs qui lui succédèrent :

Dates du *Nihon-shoki*

Ankan Senka

531-536 536-539 540-571 572-585 585-587

Kimmei

Bidatsu Yômei

Certains de leurs règnes sont curieusement brefs comparés à ceux des empereurs légendaires, mais ils semblent être morts de mort naturelle, et les grands ministres étaient désormais si puissants qu’ils pouvaient normalement arriver à leurs fins sans violence, notamment par des alliances matrimoniales avec la famille impériale. L’empereur Kimmei, par exemple, eut de nombreux enfants d’une fille du premier grand ministre de son temps, Soga no Iname, qui prétendait descendre d’un des empereurs légendaires et était le chef des Soga, l’un des grands clans du Yamato. Une de ses filles se maria avec l’empereur Bidatsu, puis devint l’impératrice Suikô, et l’empereur Yômei, son frère, épousa une fille de Kimmei par une autre Soga, de sorte qu’à sa mort, en 588, il y avait une forte proportion de sang Soga chez tous les successeurs possibles au trône.

Soga Iname (auquel succéda Soga Umako en 570) était devenu grand ministre en 536. Ce n’était pas le premier grand noble à tenter de régir la maison impériale. Avant son temps, nous avons l’exemple d’ötomo Kanamura, auquel il vient d’être fait allusion, qui, en 498, écrasa le soulèvement d’un autre potentat, Heguri no Matori. Mais ce fut sous le clan des Soga que la domination du Trône par la noblesse atteignit son point culminant. Ici encore, l’intérêt historique n’est pas dans le détail de l’intrigue et du sang versé, qu’on retrouve dans l’histoire de tous les États à un stade comparable de développement. Ce qui mérite notre attention, c’est la survie, la continuité de la dynastie fondatrice malgré son impuissance à mater l’ambition des grands clans. Découvrir le pourquoi de ce phénomène constitue l’un des problèmes clés de l’histoire politique du Japon, tant il est vrai que le sentiment de loyauté envers le Trône tint bon malgré d’innombrables tempêtes et vicissitudes.

Le clan impérial n’était pas sans certains avantages. Les chefs des autres clans visaient à obtenir le pouvoir réel, et pour y parvenir, il s’agissait pour eux non pas d’usurper le Trône mais plutôt d’en devenir protecteur. Soga no Iname en était conscient, et pour arriver à ses fins il décida que le plus facile serait de supprimer ou du moins d’affaiblir ses rivaux et d’exercer son influence sur le chef titulaire de l’État en tissant des liens familiaux par le mariage de femmes Soga à des princes impériaux.

En conséquence de quoi, après quelques luttes sanguinaires, son clan finit par apporter une aide précieuse au gouvernement impérial en tant qu'institution, en diminuant le pouvoir réel de l'empereur, mais aussi en renforçant et en perpétuant son droit à régner comme symbole d'unité nationale. Cette situation apparemment paradoxale n'est assurément pas exceptionnelle dans l'histoire de la monarchie. Au Japon comme ailleurs, elle fut le fait de puissants nobles, mais elle n'aurait pu se concrétiser sans une solide et ancienne tradition de respect à l'égard du souverain. Ce fut sans doute l'autorité de l'empereur, grand prêtre intercédant auprès des dieux en sa faveur, qui unit le peuple par un lien religieux plus durable que n'importe quels liens politiques. Il faudrait ajouter que le clan impérial possédait en outre certains avantages séculiers, comme sa richesse accumulée, la possession des insignes de la royauté, ses fonctions (même nominales) d'arbitre parmi les autres clans et sa position de représentant de l'ensemble du Yamato lors des campagnes contre les tribus rebelles et dans les tractations avec d'autres peuples et pays, notamment la Chine, où l'on donnait de l'importance aux titres dynastiques, ou du moins aux symboles de légitimité. Le pouvoir mystique du souverain était reconnu depuis les temps les plus anciens, ainsi qu'on peut le voir dans les textes Wei, qui prétendent que la reine Pimiko ensorcelait son peuple par des moyens magiques. Telle que la racontent les chroniques indigènes, l'histoire de l'Âge des Dieux ne se contente pas de parer le souverain d'une qualité divine, elle pose dès le départ qu'il est le descendant des dieux.

Les monarques de l'Europe pouvaient bien se dire rois « par la grâce de Dieu » ; au Japon, les empereurs se présentaient comme des « dieux manifestes », gouvernant le royaume terrestre. Il est important de comprendre que la divinité du souverain, telle que la conçoit toute l'histoire japonaise, n'est pas une qualité qu'on revendique mais une croyance de base, une conséquence historique de sources primitives. Elle n'est pas comme le « droit divin des rois », qui est une théorie politique, vaguement issue sans doute d'une très ancienne conception de la royauté mais dont l'époque moderne a tiré une doctrine cohérente à l'appui de l'absolutisme. En Europe, l'idée même de souveraineté nationale reste vague jusqu'au moment où lui donnent corps les luttes d'indépendance pour échapper à la suprématie du pape et de l'empereur. Les conditions qui ont présidé au développement de la doctrine européenne – les prétentions de la papauté en

particulier et le caractère théologique de la politique médiévale en général – n’ont au Japon aucun équivalent.

RELATIONS AVEC LES ROYAUMES CORÉENS

Aux ve et vie siècles, la politique intérieure du Japon était étroitement liée à sa position géographique dans la péninsule coréenne. A l'époque où les grands clans affirmaient leur autorité et où le chef des Otomo, Kanamura, avait mis sur le trône l'empereur Keitai (vers 507), l'enclave japonaise de Mimana se trouvait menacée par les souverains des royaumes coréens adjacents de Silla et de Paekche (en japonais, Shiragi et Kudara), ainsi que par le puissant État de Kokuryö, situé au nord. Des guerriers japonais ou demi-japonais de Corée et des chefs de clan du Kyüshü conspiraient avec ces royaumes, se laissant acheter et leur cédant certaines portions du Mimana. On soupçonnait Kanamura lui-même de se livrer à ce genre de trahison, et lorsque, en 527, un corps expéditionnaire partit régler la question en Corée, il fut retenu pendant plus d'un an par un chef de clan de Kyüshü dénommé Iwai, qui s'était allié au royaume de Silla. En 528-529, Iwai une fois défait, un nouveau résident fut envoyé au Mimana, mais, incapable de s'imposer, il tut bientôt rappelé. Un nouvel officier, membre du clan des Otomo, partit en 530 et réussit alors à conclure un accord avec le roi du Paekche. Le Paekche se trouvait en lutte avec le Silla, et, pour prévenir l'expansion de son ennemi, il était prêt à accepter que le Mimana fut rendu au Japon à condition de rentrer lui-même en possession des territoires que le Silla avait annexés.

Le Paekche était dans une posture dangereuse, car, menacé par le Silla, il l'était également par la puissance croissante du Kokuryö. Il s'adressa donc au Japon pour demander de l'aide, et les souverains du Yamato promirent de lui accorder leur soutien. Cependant, la trahison des Japonais du Mimana, qui, par sympathie sinon par naissance, étaient plus qu'à moitié coréens, entraîna de nombreux retards et difficultés. Des troupes furent envoyées en 552, mais, malgré les coups très durs qu'elles portèrent à l'armée du Silla, celui-ci défit le Paekche en 554. Une trêve fut signée l'année suivante, mais le Silla était maintenant en position de force, et, en 562, il occupa et annexa la colonie de Mimana. Malgré des efforts répétés, le Japon ne parvint pas à la récupérer et n'eut plus désormais aucune base sur le continent.

Cette aventure continentale nous apprend deux faits importants. D'abord, qu'à cette époque guerrière les Japonais étaient d'excellents combattants.

Ensuite, que leur politique échoua non par manque de compétence militaire, mais parce que le gouvernement central du Yamato ne pouvait compter sur l'obéissance des grands chefs de clan de l'Ouest, et surtout du Kyüshü, ni sur la loyauté de ses représentants en Corée, ni, en fait, sur l'intégrité des grands ministres de sa cour.

Alors qu'il était aux abois, le roi de Paekche adressa au Japon maints appels à l'aide accompagnés de cadeaux de toutes sortes. En 552, à bout de ressources contre ses ennemis, il envoya à la cour du Japon un Bouddha de bronze, des écrits bouddhiques et autres présents, le tout avec une lettre où il louait la foi nouvelle qui (disait-il) s'était propagée de son Inde natale en direction de l'est jusqu'à atteindre la Corée. On considère généralement cette circonstance comme celle de l'introduction du bouddhisme au Japon. Pourtant, il y a ici un doute chronologique, d'autant qu'il n'est jamais facile de dater de façon précise un phénomène diffus. On sait que le bouddhisme s'était répandu dans les régions tartares de la Chine septentrionale du ivc siècle, et qu'il atteignit la Corée vers la même époque. Les Japonais durent peu après en entendre parler par les érudits coréens, mais ce qui fut déterminant pour son rayonnement en Corée et, de là, au Japon, c'est la faveur dont il jouit au vie siècle sous les souverains Wei et Liang. Ainsi, ce n'est qu'après avoir atteint le centre de l'Asie et le sud de la Chine que son influence atteignit la Corée et le Japon. La situation excentrique et de l'une et de l'autre explique évidemment une partie de ce retard, mais la guerre endémique dont la Chine septentrionale fut le cadre durant le ive et l'essentiel du ve siècle freina elle aussi la propagation de la foi. Si le Paekche semble l'avoir adoptée beaucoup plus tôt (d'après certaines sources, en 384), ce n'est qu'en 515 que le roi de Silla en fit officiellement sa religion.

Les conséquences de l'introduction du bouddhisme au Japon furent d'une portée incalculable. Toute histoire de la civilisation japonaise se doit de les discuter en détail. Toutefois, il convient d'abord de s'arrêter brièvement aux effets immédiats des présents du roi coréen, car ils mettent en lumière la lutte entre grands clans et maison impériale qui, durant la seconde moitié du vie siècle, occupe au Japon le devant de la scène politique.

La religion nouvelle que le roi coréen vantait à la cour du Japon en termes chaleureux – il la présentait comme la plus parfaite de toutes les

doctrines – provoqua bien des dissensions. Elle rencontra naturellement l’opposition des chefs de clan dont les fonctions avaient trait aux pratiques du culte indigène. Les principaux d’entre eux étaient les membres de la famille Nakatomi, truchements sacerdotaux de l’empereur dans ses prières aux ancêtres divins. Mais la valeur de la doctrine nouvelle n’était pas le véritable sujet du conflit, qui se jouait plutôt entre les forces conservatrices et une volonté grandissante de réforme politique.

Ici encore, la situation intérieure du Japon était déterminée par ses relations avec la Corée. Parmi les chefs du Yamato, les plus sagaces étaient frappés par la puissance croissante des royaumes coréens, qu’ils expliquaient avec raison par une organisation supérieure. L’échec des armes japonaises et la menace pesant sur le Mimana les avaient amenés à considérer leur pays comme arriéré en tout sinon sur le plan de l’esprit combatif. Les rivalités entre clans, le manque d’unité, les intrigues, les brouilles, et la trahison même dont témoignait l’échec de la politique en Corée, étaient autant de sources de faiblesse, et même de danger, car il serait fort difficile de résister à une coalition du Kokuryö et du Silla contre le Japon. On éprouvait donc un besoin urgent de réforme, en adoptant tels traits de la civilisation chinoise qui paraissaient avoir permis aux États coréens de défendre leurs intérêts aux dépens de ceux du Japon.

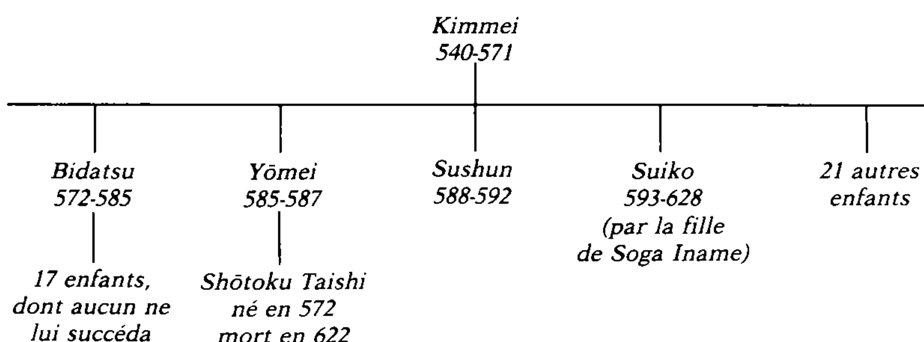
Il n’est donc pas surprenant que, lorsque la mission de Paekche suggéra à la Cour du Japon d’adopter une nouvelle croyance offrant des avantages spirituels et matériels, les partisans de la réforme défendirent le parti du bouddhisme tandis que les conservateurs criaient qu’il menaçait les bases mêmes de la vie du peuple japonais. Le conflit sous-jacent, inutile de le dire, était un conflit d’intérêts, même si d’authentiques sentiments religieux étaient également en jeu. Le clan Nakatomi tenait évidemment pour la foi indigène. Les Mononobe, clan militaire, prirent le parti de la résistance au bouddhisme, et même la dirigèrent, non pas tant pour des questions de religion que pour des raisons que nous décririons aujourd’hui comme nationalistes. Ils n’approuvaient pas les idées étrangères, et ils tenaient la force armée pour le meilleur outil de la politique. Face à cette école conservatrice, on trouvait le clan des Soga, dont le chef, le grand ministre Iname, était convaincu de la nécessité d’un nouveau système de gouvernement, apte à briser l’autonomie des clans et à consolider l’autorité de la Couronne et de ses ministres attitrés. C’était un parti que la famille

Soga pouvait se permettre de prendre, car (comme nous l’avons vu) elle avait déjà affermi sa position au moyen d’alliances matrimoniales avec la famille impériale.

La lutte entre les deux factions dura longtemps – en tout, une cinquantaine d’années. Soga prit la statue sacrée et lui fit un autel. Les Mononobe et les Nakatomi protestèrent qu’il allait déchaîner la colère des dieux. Ainsi, la cause du bouddhisme progressait quand ses avantages paraissaient crédibles, et reculait dès que des maux courants tels que la maladie et la sécheresse étaient imputés à son adoption. Dans une période de doute, la statue fut mutilée et jetée dans un canal. Peu après, une épidémie éclata, déclenchant une réaction en faveur du bouddhisme. Soga Umako, le fils d’Iname (le grand ministre auquel il succéda en 570), obtint de l’empereur l’autorisation de vénérer le Bouddha, et lui construisit une petite chapelle. Elle était destinée à ses dévotions personnelles ; mais à la mort de l’empereur Bidatsu (585) le conflit religieux dégénéra en de violentes querelles de succession où l’adoption de la foi bouddhique, tout en demeurant importante, devint une question subsidiaire. L’empereur Yômei, qui succéda à Bidatsu, mourut soudain en 587 après un très court règne, s’étant déclare en laveur de la nouvelle religion. Le chef des Mononobe, Moriya, et ses alliés essayèrent de placer sur le trône un prince de leur choix, mais Soga Umako défendit la cause d’un fils de l’empereur Kimmei et d’une mère Soga. Pour les Soga, la situation était maintenant cruciale, car l’opposition s’affirmait. Umako recruta de nombreux partisans parmi les clans hostiles à celui des Mononobe et attaqua Moriya dans une bataille décisive, au Shigisan, où la famille Mononobe fut anéantie. Le combat eut lieu en 587, et l’année suivante le prince choisi par Umako devint l’empereur Sushun. Le plus puissant adversaire du bouddhisme avait été détruit ; les Nakatomi ne présentaient aucun danger en tant que clan belligérant ; et les Otomo, famille militaire autrefois puissante, avaient perdu de leur importance, en raison (semble-t-il) de leurs échecs en Corée, mais aussi à cause de leur soumission volontaire au pouvoir politique des Soga, alors à son zénith.

Grâce à la protection du clan Soga, le bouddhisme fit ensuite de rapides progrès, et vers la fin du vie siècle, il était solidement implanté dans le Yamato, à la cour et dans de nombreuses familles nobles. On pourrait dès lors imaginer que les réformes politiques allaient suivre le mouvement,

portées par le courant du savoir à la fois religieux et laïc venu du continent. Mais il est évident que les conditions du Japon étaient encore beaucoup plus turbulentes et le gouvernement beaucoup moins développé que les chroniques voudraient nous le faire croire. La conduite politique de Soga no Umako ne correspond en rien à ses pieux efforts pour promouvoir la religion, car il entreprit de consolider son pouvoir par des actes d'une franche perfidie. Il fit assassiner l'empereur Sushun et plaça sur le trône l'impératrice Suiko, sa nièce, veuve de l'empereur Bidatsu. C'était une rupture flagrante avec la coutume, aucune impératrice n'ayant régné depuis l'époque matriarcale. Le tableau généalogique ci-dessous montre clairement que ce n'était pas faute d'héritiers mâles chez Bidatsu que cette dame – alors âgée de trente-neuf ans et mère de sept fils – fut choisie pour succéder à l'empereur assassiné. Mais Umako ne faisait que suivre l'exemple de son père, Iname, en plaçant sur le trône l'enfant d'une mère Soga.



L'impératrice Suiko une fois sur le trône, Umako nomma héritier et régent non l'un de ses enfants mais le deuxième fils de Yômei, le prince Umayado, connu dans l'histoire du Japon sous le nom de Shôtoku Taishi, le prince héritier Shôtoku. On ne sait pas avec certitude pourquoi Umako choisit ce jeune homme, mais ce fut sans doute parce qu'il reconnut ses grandes qualités et que, voyant l'ardeur de son bouddhisme, il estima prudent de l'avoir du côté Soga. Quoique loin d'être un saint, Umako était très sérieux dans son désir de propager la foi bouddhique, car il était suffisamment intelligent pour comprendre l'importance qu'avaient pour le Japon les connaissances nouvelles venues de Chine, qu'elles fussent religieuses ou profanes. En cela, il défendait d'ailleurs son point de vue personnel contre ses ennemis des clans conservateurs. Pour lui, il était évident que les moines, les lettrés, les artistes et les artisans qui maintenant

arrivaient au Japon en toujours plus grand nombre représentaient un type de civilisation beaucoup plus avancé que tout ce que le Japon connaissait jusque-là, et pourraient enseigner des principes de gouvernement dont tout homme d'État aspirant au pouvoir souverain tirerait grand profit. Sous la régence de Shôtoku Taishi, Umako semble s'être contenté de demeurer à l'arrière-plan pour se consacrer au nouveau savoir, apparaissant ici et là aux cérémonies de la cour comme le voulait son rôle de grand ministre, et combinant sans doute paisiblement le mariage des filles de son clan. Il se tenait toujours derrière le Trône, mais tant que les choses allaient à son gré, il n'éprouvait pas le besoin de s'en mêler. Lui et les siens voulaient voir un État bien organisé, unifié, et par là plus facile à gouverner qu'une vague association de chefs de clan indisciplinés.

Il est extrêmement révélateur de l'intérêt porté alors par les chefs japonais – comme ils l'ont toujours fait depuis – aux problèmes du gouvernement que le bouddhisme se soit imposé à la classe dirigeante en tant que système de croyance bénéfique à l'État. Il faut bien sur se souvenir que, dans l'esprit des Japonais, l'introduction dans leur pays des sciences et arts chinois était étroitement liée, pour ne pas dire assimilée, à l'œuvre évangélisatrice accomplie par les moines bouddhistes venus du continent. En 601, alors que la dynastie des Sui avait réussi à unir la Chine et s'était déclarée en faveur du bouddhisme, ce dernier exerçait un puissant attrait non seulement en tant que grande doctrine, mais en tant que facteur essentiel de civilisation.

PRÉLUDE A LA RÉFORME

Il n’est pas douteux que le prince héritier Shôtoku fut une figure très importante dans l’histoire de son temps. On lui attribue de nombreuses et grandes réussites dans le développement du bouddhisme, l’ouverture vers la Chine, la propagation du savoir et la mise en place d’une politique de réforme. D’après ce qu’en disent les chroniques (qui furent rédigées dans le siècle qui suivit sa mort), il est clair qu’il était admiré et aimé comme un homme grand et bon.

Pourtant, si l’on considère ce qu’était le Japon lorsqu’âgé de vingt et un an seulement, il accéda au pouvoir avec le titre de régent on a du mal à croire qu’il ait pu dans sa courte vie réaliser toutes les réformes politiques et sociales et accomplir toutes les études approfondies qu’on lui prête. D’après les chroniques, il publia en 604 un document connu comme la Constitution des dix-sept articles. Cet ouvrage célèbre n’est pas une constitution au sens strict du terme, mais un ensemble de principes moraux et politiques dont on prétend qu’il les considérait comme les conditions essentielles d’une réforme. C’est un document important, et d’un grand intérêt historique, mais en quoi les savants actuels du Japon ne s’accordent plus tous à reconnaître l’œuvre même de Shôtoku Taishi. Sans doute fut-il écrit comme un hommage posthume une génération ou plus après sa mort, alors que les réformes qu’il souhaitait étaient enfin devenues une réalité ; un tel acte de piété eût été naturel, puisqu’il joua incontestablement un rôle majeur dans l’importation d’idées et de produits chinois, ouvrant ainsi la voie à un enrichissement de la vie japonaise. Mais avant qu’une réforme véritable ne puisse être accomplie, il fallait vaincre l’opposition tenace des clans, et l’on ne pouvait consacrer toutes les énergies à cette tâche, car le Japon ne s’était pas encore remis de la perte du Mimana, et continuait à lutter pour reprendre pied en Corée. Des missions s’échangèrent avec les royaumes coréens, mais sans autre résultat pratique qu’un afflux de présents, sous forme de peintures, de statues et de livres, et de spécialistes de différents arts et métiers, notamment de l’État ami du Paekche.

En 602, on réunit des troupes en vue d’envahir le Silla, mais le projet fut abandonné avec la mort du prince Kume, le commandant en chef. Une nouvelle expédition contre le Silla fut envisagée en 622, mais cette fois encore le projet fit long feu. La situation évoluait de façon très défavorable

au Japon, car la Chine, désormais unie, cherchait à s’étendre dans la péninsule coréenne. En 612 déjà, l’empereur Sui avait envoyé une armée contre le Kokuryö, c’est-à-dire le royaume du Nord, mais ses troupes avaient été défaites. Durant un certain temps, les royaumes coréens ne cessèrent ensuite de se battre entre eux, et le Paekche se trouva bientôt dans une situation désespérée. Un accord avec la Chine, que gouvernaient maintenant les puissants Tang, mettait le Silla en position de force, tandis que le Japon, plongé dans des querelles de succession, ne pouvait pas tenter grand-chose à l’extérieur. Une grande armée Tang envahit le nord coréen en 646, et elle fut battue par le Kokuryo ; mais la pression chinoise sur la Corée continua. En 659, une nouvelle armée Tang attaqua par mer les côtes du Paekche, qui, envahi et occupé l’année suivante, devint une colonie chinoise en 663. Tout cela ne pouvait qu’alarmer les Japonais, qui tentèrent d’aider le Paekche à regagner sa liberté. Une expédition partit du Kyüshü en 662, mais la flotte qui transportait ses vingt-sept mille participants fut interceptée et presque totalement détruite par la marine chinoise. Dès lors, le Japon abandonna sa politique d’attaque et s’occupa de construire des ouvrages défensifs sur les îles d’Iki et de Tsushima, au Kyüshü, ainsi qu’à Yashima Sanuki et Shikoku. L’importance spéciale que revêt la base de défense du Kyüshü, à Dazaifu, remonte à cette période. Peut-être le danger immédiat fut-il exagéré, mais, la puissance de l’empire Tang se confirmant en même temps que son alliance avec le Silla, il y avait vraiment de quoi s’inquiéter ; et l’on comprend qu’aucun changement bien important dans le système des clans n’ait pu être entrepris aussi longtemps que la défense du pays exigeait qu’on disposât d’hommes et de matériel.

Il est curieux, compte tenu de la réputation posthume du prince Shôtoku, que nous ayons très peu d’informations exactes sur ses activités. Son plus grand intérêt semble avoir été pour l’étude de la littérature bouddhique et des classiques chinois. Sa valeur intellectuelle est décrite comme miraculeuse ; on nous dit qu’il savait parler dès le moment de sa naissance et que, devenu adulte, il était capable d’écouter les plaintes de dix hommes à la fois et de trancher sans commettre d’erreurs. Il est clair qu’il était exceptionnellement doué et vertueux, et qu’il fit beaucoup pour élever le niveau du savoir et de la piété dans son pays. Les premiers monastères des environs de Nara, notamment le Höryüji, et les trésors de son époque qu’ils renferment encore aujourd’hui, témoignent de ce qu’il accomplit sinon en tant qu’auteur réel, du moins par ses encouragements et son inspiration.

Mais de ses activités profanes dans le domaine des affaires intérieures il n’v a guère de traces. Si sa « Constitution » doit être écartée comme un pieux faux, sa seule contribution certaine à la réforme politique se résumerait à l’institution des « rangs de coiffures », c’est-à-dire des rangs assignés aux ministres et autres officiers, dont l’ordre de préséance était signalé par des coiffures à la couleur et au dessin prescrits. C’était sans doute le préliminaire au changement des titres de noblesse en grades officiels. Cette institution, inspirée d’une pratique chinoise de la cour des Sui, visait bien sûr à démontrer que les charges n’étaient pas occupées de droit mais par la volonté du souverain. Outre qu’elle est un premier pas vers la formation d’une bureaucratie chargée de l’exécution de la politique du gouvernement central, cette mesure a l’intérêt de souligner le goût traditionnel des Japonais pour les distinctions de rang, que les voyageurs Wei du me siècle avaient déjà noté.

Il n’est pas même certain que Shôtoku Taishi ait introduit ce système, bien que la chose paraisse probable. Là où il fut le plus actif, c’est en envoyant des missions en Chine, ce qui était effectivement essentiel à tout plan de réforme, car ce sont les connaissances acquises en Chine, connaissances de la théorie et de la pratique politiques chinoises, qui furent appliquées à l’organisation japonaise d’un gouvernement central et d’un système administratif bien défini. Le premier envoyé officiel à représenter le souverain d’un Japon uni fut Ono no Imoko, qui quitta l’archipel en 607 et revint l’année suivante avec un homologue chinois. En dehors des missions purement diplomatiques, des lettrés, seuls ou par groupes, étaient dépêchés en Chine pour y étudier, et des érudits religieux et laïcs venaient au Japon de Corée et de Chine, souvent pour échapper au désordre des régions envahies par des armées en lutte.

En 622, alors que ces études étaient en plein essor, le prince Shôtoku mourut, âgé de quarante-neuf ans. Soga Umako l’imita peu après, et fut remplacé à la tête de son clan et comme grand ministre par son fils Emishi. A la mort de l’impératrice Suiko, en 628, ce dernier s’arrogea le droit de lui choisir un successeur. Comme d’habitude, de violentes querelles éclatèrent, qui, après bien des intrigues et quelques meurtres, furent réglées par la nomination d’un petit-fils de Bidatsu en 629. Le prince Yamashiro no Oe, fils de Shôtoku, fut écarté malgré des droits bien établis. Lui aussi avait dans les veines beaucoup de sang Soga, et Emishi ne jugeait pas prudent de

le faire disparaître. Le nouvel empereur, Jomei, mourut en 641, et le clan Soga décida une fois de plus de la succession, choisissant une petite-fille de Bidatsu (qui, rappelons-le, avait épousé une fille Soga).

Soga Emishi prenait désormais des airs de souverain. Il se construisit une tombe d'une ampleur impériale, et il conféra de hauts titres à son fils Iruka et à ses autres enfants, usurpant ainsi la prérogative du Trône. Il était presque tout-puissant. Yamashiro no Oe jouissait d'une grande influence, et Emishi finit par décider de se débarrasser de lui. Il fut traîtreusement capturé par Iruka avec les membres de sa famille, et tous se suicidèrent ou furent mis à mort. Emishi et Iruka exerçaient un pouvoir tyrannique. Ils vivaient dans des palais fortifiés, rudoyaient les princes, maltraitaient la noblesse. Toute opposition semblait balayée, et une nombreuse garde du corps composée de rudes combattants protégeait les Soga. Ils avaient en outre le soutien de plusieurs groupes d'émigrés, coréens ou chinois, capables de leur fournir une aide précieuse, et ils semblent s'être rendus populaires parmi les Aïnous du Japon oriental. Il n'est guère douteux que, rejetant la prudence dont le grand Soga Iname avait su faire preuve en demeurant derrière le Trône, ils visaient à la destruction de la dynastie régnante. Iruka surtout était un homme violent et maladroit, car non seulement il offensait les nobles, mais encore il bafouait les intérêts et blessait l'orgueil des branches cadettes du clan Soga.

L'inévitable épreuve de force se produisit en 644, quand le chef de la famille Nakatomi (qui avait perdu son importance à cause du succès des Soga et de la montée du bouddhisme) se mit à conspirer avec le prince Naka no Œ et un représentant lésé du clan Soga la perte d'Emishi et d'Iruka. Par un stratagème déloyal non moins répréhensible que ceux auxquels les Soga recouraient d'ordinaire, après une empoignade avec des assassins suant d'effroi, Iruka fut tué à la cour devant l'impératrice qu'il avait placée sur le trône. Naka no Œ et les siens disparurent alors dans un monastère pour se préparer à la lutte. Cependant, les partisans d'Emishi se dispersèrent sans organiser leur défense, et maints d'entre eux furent bientôt mis à mort. L'impératrice Kôgyoku abdiqua le lendemain, et le prince impérial Karu devint l'empereur Kôtoku (645), Naka no öe lui-même étant désigné héritier présomptif. Kurayamada, le Soga qui avait rallié le complot contre Yemishi et Iruka, fut nommé grand ministre. Naka no Œ avait épousé la fille de ce dernier – le mariage entrait dans le complot –, en sorte qu'une

grande partie du clan Soga se trouvait désormais du côté du Trône. Il restait toutefois un récalcitrant en la personne du prince Furubito no Œ, ancien favori d'Iruka. Il prit la tête d'un soulèvement manqué en 646 et fut tué par les hommes de Naka no Œ, tandis que les femmes de sa famille se suicidaient pour éviter d'être mis en esclavage.

Ces cruels et sordides épisodes n'ont rien de particulièrement intéressant en tant qu'exemples du comportement humain. L'histoire de tout pays, oriental ou occidental, présente une abondance d'incidents tout aussi révoltants. Mais les faits rapportés ici ont un étroit rapport avec deux problèmes importants de l'histoire du Japon. Le premier concerne la survie de la maison impériale en dépit de sa faiblesse et de la puissance des grands clans ; le second, la nature de la société japonaise avant les réformes qui suivirent la mort des faiseurs de rois Soga.

La maison impériale semble avoir survécu à tant d'orages parce que les souverains régnaient mais ne gouvernaient pas, ce qui est une excellente recette de stabilité dynastique. Mais il est vrai aussi que malgré les excès d'Emishi et Iruka, les membres de la famille Soga servirent au bout du compte de protecteurs du Trône. Sa sauvegarde revêtait pour eux un intérêt particulier du fait que tant de sang Soga circulait dans les veines impériales.

Quant à la situation du Japon avant 645, il est clair qu'il n'était en aucune façon aussi organisé, aussi civilisé que le langage des historiens officiels pourrait le suggérer. Mais il faut se souvenir que les chroniqueurs étaient incapables d'écrire une seule ligne d'histoire sans connaître la langue et l'écriture chinoises. Ils commettaient ainsi d'inévitables anachronismes, car pour décrire même des choses purement japonaises, il leur fallait, par manque de vocabulaire adéquat, employer des termes chinois qui désignaient des choses chinoises. Le *Nihon-shoki* utilise par exemple l'expression « gouverneur provincial » à une époque où cette fonction n'existe pas encore, tout simplement parce que le japonais n'a pas de mot compréhensible pour désigner les grands seigneurs fonciers exerçant leur autorité sur leurs terres et leurs gens. L'influence chinoise est généralement perceptible d'un bout à l'autre des chroniques. Elle apparaît où on l'attend le moins, notamment dans des chants cités comme très anciens. Des lettrés japonais ont démontré que de nombreux poèmes du *Kojiki* comme du *Nihon-shoki*, bien qu'antérieurs aux récits dans lesquels ils sont intégrés, ont pour ainsi dire été polis et mis au goût du jour selon les

exigences de la prosodie chinoise. C’est là un témoignage intéressant quant au prestige de la culture chinoise au vue siècle, mais aussi un avertissement que rien dans les chroniques ne peut être jugé à coup sûr comme purement japonais. Le sentiment qu’exprime la poésie paraît néanmoins l’être, et qu’on la trouve abondamment citée dans de secs récits officiels témoigne du goût des Japonais pour l’expression en vers. De ce point de vue, peut-être qu’un des poèmes les plus intéressants que renferme le *Shoki* est un duo d’amour entre le prince Magari et sa fiancée, la princesse Kasuga. C’est une espèce d’épithalame. On nous raconte quels doux propos échange le couple par une nuit de lune, jusqu’au moment où l’aube arrive et les surprend. Soudain, la grâce de ces propos s’incarne dans le discours du prince, qui éclate en un chant décrivant les fiançailles et dit :

Bras au bras mêlé, bras confondus Nous sommes doucement assoupis. C’est l’oiseau de la cour, Le coq qui coquerique. C’est l’oiseau de la lande, Le faisan qui appelle. J’ai d’abord épanché Complètement mon âme, Et l’aube est là, ô bien-aimée.

Puis la princesse répond, avec une abondance de métaphores et autres images, que si elle montait au sommet de la colline pour y proclamer la triste nouvelle du jour trop tôt levé,

Les poissons mêmes

Qui passent sous l’eau

Viendraient à la surface pour pleurer

Il n’est d’homme, quel qu’il soit, Qui ne se lèverait pour pleurer.

Après quoi la chronique poursuit son récit prosaïque et nous apprend que, quelques mois plus tard, la fiancée de cette nuit extatique annonce qu’elle est stérile et réclame un domaine pour que son nom ne s’éteigne pas.

LE MOUVEMENT DE RÉFORME, 645-701 : PREMIÈRES ÉTAPES

Après la défaite des Soga et l’accession au trône de l’empereur Kôtoku, en 645, le souverain et ses conseillers furent à même de poursuivre leurs projets de réforme sans plus avoir à craindre d’autres querelles de succession, et, ce qui était tout aussi important, forts des connaissances qu’ils avaient de la théorie et de la pratique chinoises en matière de gouvernement. Ils passèrent aux actes sans tarder, introduisant certaines

mesures quelques jours à peine après le décès d’Iruka pour profiter de la grande autorité que leur conférait le succès.

Leur problème consistait à convaincre la grande et la petite noblesse terriennes (les *Omi,* les *Muraji*, les *Miyatsuko,* les *Kunitsuko* et autres propriétaires fonciers de moindre importance) de renoncer à leur autonomie pour devenir les serviteurs de la Couronne et les tenants, non les propriétaires, de leurs domaines. La formule nécessaire n’était pas difficile à trouver, car on pouvait citer de nombreux précédents chinois. Il était relativement aisé de proclamer qu’« un souverain ne peut tolérer deux gouvernements, ni un sujet servir deux maîtres ». Ce qui était difficile, c’était de persuader les grands propriétaires privés que, sous un nouveau gouvernement central, ils ne perdraient pas la substance de leur position héréditaire. C’était une question de terre et de main-d’œuvre, en sorte que, à moins de réduire de force les grands clans (solution dépassant les moyens du clan impérial), il fallait trouver une base d’allégeance que pût accepter la noblesse terrienne sans perdre possession de ses domaines ni autorité sur ses gens.

Ce problème avait été discuté et pesé par le prince impérial Naka no öe et son conseiller, le chef du clan Nakatomi, désormais dans l’ombre. Il s’agissait de Nakatomi Kamako, qui avait pris part aux événements d’où avait résulté la chute des Soga. Connu plus tard sous le nom de Fujiwara Kama-tari, il fut l’une des plus grandes figures de l’histoire du Japon, et le fondateur d’une famille, les Fujiwara, qui devait jouer pendant des siècles un rôle prépondérant et dépasser par sa puissance et sa richesse les Soga au faîte de leur gloire. C’est Kamatari qui, s’étant consacré aux études chinoises, élabora de concert avec le prince impérial une introduction progressive de mesures de réforme (n présentant celles-ci comme des questions de principe et en obtenant l’adhésion des clans à une solution pratique qui ne leur enlèverait pas leurs privilèges.

Au début de 645, après l’intronisation de l’empereur Kôtoku, les grands nobles furent appelés à la cour, où fut proclamée la doctrine de la monarchie absolue. Il s’ensuivit certaines mesures pratiques, telles que l’enregistrement des familles, le recensement des terres arables, la mise sous surveillance des moines et des nonnes, et un début de procédure pour régler les litiges. On ne sait pas grand-chose de ces préliminaires, qui semblent avoir été de nature expérimentale, et peut-être destinés d’abord à

sonder le sentiment des clans et à ouvrir la voie à des changements plus importants. Sans doute pour contribuer à créer l'atmosphère d'optimisme idoine, on donna à cette ère nouvelle, qu'inaugurait le règne de Kôtoku, le nom de « Taika », qui signifie la Grande Réforme ; et la deuxième année de la Taika (646) fut proclamé le célèbre Edit de Réforme (Kaishin no Chô). Il consistait en quatre articles, qui sont faciles à résumer. L'article I abolissait les titres de propriété sur la terre et les travailleurs résultant de la formation de domaines « homonymes » ou de « succession » et d'autres moyens d'appropriation. L'article II créait une région métropolitaine, dénommée Kinai ou provinces intérieures, avec une capitale où siégerait le gouvernement ; les communications avec les provinces extérieures seraient améliorées, et l'on nommerait des gouverneurs pour les provinces et districts du Kinai. L'article III ordonnait l'institution de registres de population, et prévoyait l'allocation de terres à riz aux cultivateurs sur une base équitable, ainsi que la nomination de chefs ruraux. L'article IV, enfin, supprimait les anciens impôts et contributions sous forme de corvées, et introduisait un nouveau système de taxation.

C'était un audacieux effort pour appliquer les systèmes de tenure, de gouvernement provincial et local, et de taxation qui étaient alors en vigueur en Chine, ou sinon pleinement en vigueur, du moins prescrits par les codes Tang.

Pour donner un exemple aux nobles, le prince impérial, ayant au préalable annoncé la nomination de gouverneurs et autres officiers dans les provinces de l'Est, abandonna ses propres terres au domaine public lors d'une assemblée qu'il convoqua le troisième mois de l'ère nouvelle. A çette même occasion, la construction de grands mausolées fut interdite, de nouveaux règlements funéraires furent promulgués, et les travailleurs des anciennes corporations furent libérés, devenant ainsi propriété publique et non plus privée. Enfin, un nouveau système administratif fut mis en place, ordonnant que les officiers seraient nommés par la Couronne selon une hiérarchie précise et avec des émoluments déterminés pour chaque échelon.

Mis ensemble, ces changements constituaient une réforme d'une très grande portée qui, eût-elle réussi, se serait en fait traduite par une révolution, car elle visait à la concentration de tout pouvoir administratif et fiscal dans les mains du souverain. Dans un pays dominé par une économie foncière caractéristique de la zone des moussons de l'Est asiatique, on ne

pouvait douter que, aussi paisiblement que se franchissent les premières étapes, propriétaires grands et petits ne céderaient pas ce qu'ils estimaient être leurs droits sans une lutte acharnée. Il était donc indispensable de se les concilier, ce qui n'était possible qu'en leur laissant l'essentiel de leurs privilèges. En conséquence de quoi, les réformateurs se limitèrent dans la pratique à nommer aux postes nouveaux des hommes qui, sous l'ancien système, eussent rempli des charges similaires. Ainsi, les grands propriétaires fonciers devinrent gouverneurs provinciaux et reçurent à la cour le rang approprié et les émoluments correspondants. La noblesse terrienne de moindre importance se partagea les postes de gouverneurs de districts, et, dans la mesure du possible, on se servit des gens du cru sachant lire, écrire et compter pour créer tout un personnel permanent de fonctionnaires mineurs, secrétaires, comptables et collecteurs d'impôts. Ces dispositions ne suscitèrent que peu d'opposition active, car les salaires et les rentes officielles compensaient chez les propriétaires la perte des revenus fiscaux directs dont ils jouissaient jusque-là. Ces diverses raisons expliquent que les premières étapes de la réforme ne rencontrèrent pas de très grands obstacles, et que les principes de pouvoir central et de propriété d'État furent apparemment acceptés sans trop de discussion.

Le gouvernement central n'était en aucun cas suffisamment puissant pour imposer ces nouvelles règles sans tenir compte des circonstances, et il est pratiquement certain que le degré de soumission à ses ordres varia d'une région à l'autre en fonction des conditions locales et du tempérament des notables régionaux. D'ailleurs, à part ceux des propriétaires qui pouvaient déplorer une perte d'indépendance, bien des gens devaient se trouver dans une situation meilleure, jouissant désormais d'un revenu régulier, d'un prestige accru et d'une autorité plus grande en tant qu'officiers du gouvernement. Et quant au commun des hommes libres vivant de la culture du sol, il devait recevoir une parcelle calculée en fonction des « bouches » que comptait sa maison, et verrait ainsi assurée la subsistance de sa famille ; de plus, théoriquement du moins, il payait maintenant une somme d'impôts déterminée au collecteur local et n'était plus soumis aux exigences arbitraires de dignitaires particuliers.

Telle était la situation en 646, et nous verrons maintenant ce que le nouveau système devint à l'usage. Mais il nous faut d'abord revenir aux événements liés à ce qui se passait en Corée, car il est important de

comprendre à quel point la politique du continent influençait les affaires intérieures du Japon.

Nous avons vu que la pression chinoise sur la Corée suscita l'inquiétude des Japonais dès le début du vue siècle. Quand l'expédition de secours au Paekche fut défaite par les forces Tang, le prince Naka no Öe (qui régna de facto de 655 à 662 puis devint l'empereur Tenchi) retira son armée de la péninsule coréenne. On était alors en 662, et l'Édit de Réforme était en vigueur depuis une quinzaine d'années. Le prince et ses conseillers avaient compris qu'ils ne pouvaient rivaliser avec l'immense puissance de l'empire Tang, et désormais, conformément aux intentions de Shôtoku Taishi, ils étaient décidés à abandonner toutes leurs ambitions en Corée et à consacrer leurs efforts à l'amélioration de leurs rapports avec la Chine, qui avait tant de choses à leur apprendre. Tout en prenant des mesures de défense préventives, ils cherchèrent donc à renouer des relations amicales avec le gouvernement Tang.

Des émissaires furent envoyés au vice-roi chinois de l'ancien État du Paekche, Liu Renyuan, qui, en 664, chargea un représentant d'apporter au Japon une lettre et des cadeaux, sans doute en échange de ceux que lui-même avait reçus, bien que la chronique n'en dise rien. L'année suivante, le même représentant retourna au Japon en compagnie d'un ambassadeur Tang ; après l'accueil chaleureux qu'elle reçut à la cour (où elle eut droit à une sorte de parade militaire), la mission regagna la Chine escortée par une ambassade japonaise. Tout cela en 665. Durant le règne de Suiko, une difficulté d'ordre diplomatique était survenue entre les deux cours à la suite d'une lettre où le souverain du Japon, s'intitulant lui-même souverain du Pays du Soleil Levant, s'adressait au souverain chinois (Yangdi, de la dynastie des Sui) comme à l'empereur du Pays du Soleil Couchant. Lorsque, en 607, l'ambassadeur japonais présenta ses lettres de créance à Chang'an, les Chinois, qui, dans leur superbe, tenaient leurs voisins orientaux pour des barbares gouvernés par des roitelets, prirent ombrage du fait que le monarque du Japon se considérait comme l'égal de l'empereur de Chine. La difficulté fut toutefois en partie surmontée, quand bien même les rapports entre les deux cours demeurèrent délicats pendant quelque temps. On jugea préférable d'éviter les échanges écrits, tout en maintenant les relations officielles sur un pied personnel. Des ambassadeurs japonais furent envoyés en Chine à intervalles irréguliers, et pour la période allant de

630 à 665, les registres de la cour Tang ne mentionnent en réalité que quatre missions, dont la dernière fut celle que dépêcha l’empereur Tenchi.

Mais pour les Japonais, les visites officieuses ou privées avaient beaucoup plus d’intérêt que les missions officielles. Les communications par mer étaient alors si importantes que la capitale, Asuka, fut transférée de l’intérieur à Toyosaki, à l’embouchure du Yodo, sous le règne de l’empereur Kôtoku, qui débuta la première année de la Grande Réforme. Ce fut le va-et-vient des étudiants, professeurs, moines, juristes, artistes et artisans entre le continent et le Japon qui fournit au parti des réformateurs les connaissances que nécessitaient ses projets. Non seulement ces voyageurs rapportaient de précieux ouvrages, mais encore ils pouvaient décrire les institutions d’un État hautement organisé et raconter ce qu’eux-mêmes avaient observé des méthodes administratives du gouvernement Tang, de sa bureaucratie minutieusement hiérarchisée et de l’étendue de son pouvoir. Ce n’étaient pas de simples voyageurs, mais des étudiants qui consacraient de longues périodes à approfondir leur sujet. Parmi ceux qui accompagnèrent Ono no Imoko lors de la traversée qu’il fit en 607, deux restèrent sur le continent pendant plus de trente ans : l’étudiant laïc Takamuko no Kuromaro et le prêtre bouddhiste Bin. En 645, à la veille de la Grande Réforme, ils reçurent le titre de *kunino-hakase,* ou lettrés nationaux, honneur qui montre bien quelle importance on attachait à leurs services.

Signalons également ici que, tandis que les réformes progressaient, si leurs dirigeants avaient affaire à une situation difficile en Corée, les conditions régnant à l’intérieur étaient loin de leur épargner tout souci. Un peu plus de vingt-cinq ans après la publication de l’Édit de Réforme, une grave révolte se produisit à la suite du décès de l’empereur Tenchi, en 671. Une violente querelle de succession éclata. Le fils qui avait succédé à Tenchi fut tué au cours d’une guerre civile qui dura plusieurs mois, et le prétendant rebelle victorieux, frère cadet de Tenchi, monta sur le trône en 672 et devint l’empereur Temmu. Cette lutte de factions fut certainement accueillie, sinon entretenue, comme un obstacle bienvenu au mouvement de réforme par ceux des nobles qui y demeuraient opposés.

LA MONTÉE DU BOUDDHISME

Puisque l’influence du bouddhisme sur la vie japonaise tient une place importante dans l’histoire du pays, peut-être vaut-il la peine de donner ici un bref aperçu de la doctrine bouddhique à l’intention de ceux qui ne sont pas familiers de ses éléments.

Sur la base des sermons du Bienheureux (dont le premier fut le sermon de Bénarès), le bouddhisme élabora avec le temps un vaste ensemble de règles et une métaphysique très complète, mais sa doctrine fondamentale est simple et assez facile à comprendre. Le Bouddha enseignait que tout attachement à la vie débouche sur la souffrance ; que la cause de celle-ci est l’envie insatiable de plaisir et de renaissance ; que la souffrance peut être supprimée du fait qu’on en connaît la cause et qu’on peut l’éviter ; et que le moyen de mettre un terme à la souffrance consiste à suivre l’Octuple Sentier. Ce sont là les Quatre Saintes Vérités.

L’Octuple Sentier comprend les idées justes, les buts justes, le discours juste, l’action juste, la vie juste, l’effort juste, l’attention juste et l’extase juste. Ces huit chemins ne semblent conduire qu’à une morale simple, mais pris ensemble ils sont davantage que cela ; ce sont les étapes nécessaires pour arriver à l’illumination complète, car le dernier chemin, celui de l’extase juste, est celui de la parfaite connaissance qui signifie la fin de l’envie de plaisir et de renaissance, et par là même la libération de la souffrance. A ces préceptes s’ajoute l’idée, que le Bouddha présentait comme l’essence de son enseignement, de la Chaîne de Causalité, la suite inévitable des événements. « Si cela est, cela vient à passer. Du fait de cet événement, cet événement survient. Si cela n’est pas, cela n’a pas à passer. »

L’élaboration métaphysique de cette loi est difficile à comprendre, mais les gens les plus simples pouvaient saisir l’idée que l’ensemble de l’univers est un processus de vie, de mort et de renaissance impliquant la souffrance, à laquelle on peut échapper en atteignant un but (appelé nirvana) qui n’est pas l’annihilation mais l’absence de toute cause de souffrance.

L’homme ne peut parvenir à ce but aussi longtemps qu’il pense en termes d’identité. Aussi longtemps qu’il croit avoir un soi, il doit passer par une suite interminable de réincarnations. En d’autres termes, il s’agit de la

doctrine du karma, dont l'essence veut qu'une vie, loin d'être complète en soi, soit à la fois une suite et un prélude, conditionnée par les vies antérieures et conditionnant les vies à venir. Cette chaîne peut comporter des existences de différentes espèces, animales, humaines et divines, en sorte que les actions de l'homme sont susceptibles de l'élever vers la délivrance ou de l'abaisser par une incarnation en un être humain malheureux, une bête, un oiseau, un insecte.

Il y a ici des points que l'on a de tout temps discutés, mais dans la plupart des pays asiatiques, la ligne générale de la doctrine pouvait être appréciée dans son ensemble par tout vrai converti soucieux d'apprendre. Lorsqu'ils entrèrent pour la première fois en contact avec la pensée indienne, les Chinois étaient déjà un peuple très cultivé, habitué aux réflexions philosophiques et féru de cosmologie, et cela bien avant d'avoir maîtrisé et traduit les grands textes. Les Japonais, eux, étaient moins avancés. Leur intérêt fut d'abord attiré par le pouvoir magique qu'ils percevaient dans la religion nouvelle et par son rituel impressionnant. Mais ils ne tardèrent pas à en comprendre les grands principes, et ce qui, par la suite, les frappa le plus fut sa compréhension du cœur humain, sa clémence et sa compassion.

En déclarant que tous les biens et les plaisirs terrestres sont illusoires et qu'il n'y a pas de vie sans souffrances, le bouddhisme n'émettait pas une vérité incompatible avec l'esprit des Japonais, car leur plus ancienne poésie semble indiquer qu'il. étaient souvent accablés par le sentiment de la nature transitoire des choses mêmes qu'ils admiraient le plus, la beauté, l'éclat, la puissance. L'idée bouddhique d'une interminable succession de changements fit ainsi une forte impression sur leurs esprits, tandis que la doctrine du karma fut peut-être l'influence étrangère la plus puissante et la plus durable de toutes celles que subit la vie japonaise.

A ses débuts, comme nous allons le voir, le bouddhisme ne fut jamais une religion populaire. Il fut parrainé et encouragé par la hiérarchie dirigeante et dans son intérêt, à la fois comme un véhicule de culture et un instrument de pouvoir, et la fourniture d'édifices et d'images sacrés était une prérogative de l'État. Mais le bouddhisme se propagea à travers la nation, et bien qu'il ne dominât jamais la vie du Japon comme on peut dire du christianisme qu'il domina celle de l'Europe, il marqua de son sceau de

nombreux aspects de la culture japonaise, notamment les arts, mais aussi les habitudes du peuple, sa langue, sa sagesse proverbiale.

Alors que, au vue siècle, ainsi que nous venons de le voir, l'évolution politique du Japon subissait l'influence des idées et pratiques chinoises, des coutumes indigènes encore profondément enracinées offraient une résistance tenace aux changements que les réformateurs brûlaient d'imposer à la vie japonaise. Si ces réformateurs parvinrent à mettre en place un nouvel appareil de gouvernement, celui-ci ne fonctionna jamais sans heurt et finit par tomber en panne, ou fut du moins soumis à tant de modifications et de réparations qu'il perdit l'essentiel de son caractère systématique original. En fait, l'histoire japonaise des vue, vine et ixe siècles pourrait se résumer à une description de l'élaboration d'institutions sur le modèle chinois, puis de leur déclin progressif tandis que viennent les remplacer ou les améliorer toute une floraison de méthodes indigènes. On peut dire que la réforme politique était prématurée et que ses responsables ont péché par excès de zèle et de hâte. La chose est sans doute vraie dans maints exemples particuliers, mais une perspective historique plus vaste fait apparaître l'impuissance des idées chinoises à prendre racine au Japon comme une illustration de ce que Vico appelle l'illusion de la succession scolastique. En d'autres termes, le Japon du vue siècle n'était pas mûr pour adopter un système complexe né de plusieurs siècles d'expérience chinoise. Il y avait des limites à la capacité japonaise d'absorber des idées nouvelles en matière politique, d'une part parce qu'elles ne s'étaient pas développées naturellement sur le sol japonais, mais aussi parce qu'une puissante minorité, satisfaite de sa condition, était fermement opposée au changement.

Quant aux idées religieuses, tel qu'il se présentait aux Japonais, le bouddhisme ne semblait pas constituer une menace pour les institutions auxquelles ils étaient attachés. Beaucoup d'entre eux y voyaient plutôt un enrichissement de la vie, ne serait-ce qu'à travers son imposant cérémonial, et quelques-uns y découvraient le chemin du savoir et de la dignité. A ses débuts, le bouddhisme rencontra au Japon une certaine résistance, mais ses ennemis ou ses rivaux ne disposaient d'aucune arme efficace pour lutter contre lui. Les anciens clans sacerdotaux, comme les Nakatomi et les Imbe, avaient perdu l'essentiel de leur influence au cours des conflits intérieurs de la première partie du siècle, et n'étaient plus assez puissants pour faire

pression contre la nouvelle religion qui trouvait toujours plus d'écoute en haut lieu et présentait certains avantages visibles et tangibles que le simple culte des dieux indigènes ne pouvait offrir. En outre, l'Église bouddhique – car en 650, patronné par l'empereur, le bouddhisme avait presque l'aspect d'une institution nationale – se montrait tolérante, et il n'était pas difficile, avec un peu de bonne volonté, de trouver entre les deux religions un compromis valable dont l'une et l'autre allaient tirer profit.

Le trait le plus frappant et le plus important du bouddhisme au Japon est qu'il se propagea si rapidement. Peut-être la raison en est-elle qu'il n'avait rien à redouter et rien à détruire. En Chine, il lui fallait lutter avec de puissantes écoles de philosophie et les droits acquis d'une classe de fonctionnaires qui devaient gouverner en accord avec les doctrines de l'une ou l'autre de ces écoles. Malgré son fort attrait, il lui arriva donc parfois d'être en butte à de strictes prohibitions et même à de sévères persécutions. Au Japon, rien de tel ne se produisit pour la bonne raison qu'il n'y avait pas de système de pensée indigène apte à contester une nouvelle religion, ni de code hautement développé engageant la classe dirigeante. Dans le domaine intellectuel, le Japon offrait table rase aux évangélistes du bouddhisme. En outre, tel qu'il se présenta d'abord aux plus grands esprits japonais, le bouddhisme était davantage qu'une nouvelle forme de culte ; c'était un système complet de croyances profondes et un somptueux rituel. C'était comme si un grand oiseau magique, doté d'ailes assez fortes pour franchir l'océan, avait apporté au Japon tous les éléments d'une vie nouvelle – une nouvelle moralité, des connaissances de toute espèce, littéraires, artistiques et professionnelles, et une métaphysique subtile sans équivalent dans la tradition indigène. En bref, le bouddhisme était le véhicule d'une culture avancée, et, de ce fait, il était doublement bienvenu dans un pays avide de progresser, comme un homme pauvre mais ambitieux travaille à faire son chemin dans le monde en étudiant pour développer ses talents naturels.

La première phase de l'expansion du bouddhisme au Japon débuta vers 550, ou une dizaine d'années plus tôt, avec les images et écrits offerts par le roi du Paekche, et continua pendant une génération environ à dépendre des maîtres de ce pays. Ces derniers furent traités avec beaucoup de considération, mais on ne peut pas dire qu'à l'époque le bouddhisme en tant que religion fit grande impression sur l'esprit même des Japonais, car il paraît n'avoir été considéré que comme l'une des nombreuses doctrines

importées de Chine, et on l'appréciait davantage pour ses avantages matériels que spirituels. Ce n'est qu'avec la fin momentanée des querelles dynastiques correspondant à l'intronisation de l'impératrice Suiko et à la régence du prince impérial Shôtoku (vers 600) que le bouddhisme commença réellement à faire des progrès rapides au Japon. Désormais, la doctrine n'arrivait plus depuis le Paekche mais depuis le royaume de Kokusyo, lequel vivait en étroit contact avec l'empire chinois des Sui, où le bouddhisme était très en faveur. Le maître de Shôtoku lui-même était un moine du Kokusyo, et il avait sans doute les qualités requises pour être d'un précieux conseil dans le domaine séculier aussi bien que spirituel. Notons que le prince avait aussi un précepteur confucéen, et que, sous cet aspect, il représentait en tant que régent l'ensemble du Japon, pour lequel débuta alors une longue période d'étude des sciences et des arts étrangers.

On rapporte que le prince Shôtoku étudia et interpréta plusieurs sùtras, et s'appliqua à promouvoir la foi nouvelle de bien d'autres façons. Outre de nombreux sanctuaires et chapelles privés, plusieurs importants monastères furent construits, à commencer par le Shitennôji (Sanctuaire des Quatre Devaraja ou Rois célestes) en 593, et le Hôkôji, qui fut terminé en 596. En 607 fut fondé le grand monastère et séminaire du Hôryûji, dans l'enceinte duquel le régent fit cc nstruire sa résidence et une chapelle pour ses méditations, la « Salle des Rêves » ou Yumedono. A la fin de 624 (trois ans après sa mort), le Japon comptait quarante-six monastères, 816 moines et 569 nonnes.

Il est difficile de décrire de façon précise l'avance que fit à cette époque l'enseignement bouddhique. Les grands monastères étaient des lieux de savoir plutôt que de culte public, et il est très probable que, si les études bouddhiques y florissaient, l'homme du commun ne savait pas grand-chose de la nouvelle foi. Rien ne prouve d'ailleurs qu'un effort missionnaire suivi ait été fait, que ce soit par les saints hommes de la Corée et de la Chine ou les moines japonais, pour propager leur évangile parmi le peuple. Mais si le peuple fut long à percevoir la supériorité spirituelle du bouddhisme, il ne pouvait manquer d'être frappé par la beauté matérielle qui l'accompagnait. Elle satisfaisait les besoins esthétiques auxquels sa religion originale, dont la simplicité allait jusqu'à l'austérité, n'avait pas su répondre. Les monastères, les trésors qu'ils contenaient et les cérémonies hautes en couleur dont leur enceinte était le cadre constituaient des œuvres d'art d'une

perfection jusque-là inconnue. Ce fait est amplement prouvé par ce qu'a laissé l'époque de Shôtoku Taishi, notamment les bâtiments du Hôryûji datant du vif siècle, des sculptures aussi superbes que la triade de Sakyamuni (623), et la Kannon du couvent de femmes du Chügüji. Ce sont des œuvres d'une qualité exceptionnelle qui prouvent que l'art japonais doit beaucoup au bouddhisme. Si l'on excepte diverses pièces préhistoriques et quelques objets de métal prébouddhiques, les premières réalisations artistiques du Japon en architecture, sculpture, peinture, broderie et calligraphie sont toutes issues directement ou indirectement de son introduction. En fait, la civilisation japonaise ne peut guère se concevoir hors de l'influence du bouddhisme, car sa qualité esthétique en est l'un des traits essentiels.

C'est un fait vraiment singulier que les Japonais doivent à ces belles choses plutôt qu'à des sermons ou des écrits leur première connaissance directe de la culture qu'ils allaient adopter. Devant les paisibles figures ornant leurs sanctuaires, les plus simples d'entre eux ont dû sentir qu'il s'agissait d'une vision du paradis. Aujourd'hui encore, considérant la beauté de la Kannon du Chügüji, même l'occidental sceptique ne peut que la trouver émouvante, tant est profonde et forte l'impression d'amour et de compréhension, de paix et de bonté qui s'en dégage. Songeant au passé, il ne peut s'empêcher de penser qu'un pauvre paysan, un « travailleur étique et mal lavé », découvrant par hasard une statue de ce genre, a dû saisir aussi dans ses traits pleins de grâce et de sagesse la possibilité d'une vie de l'esprit, d'une béatitude intérieure que, jusque-là, il n'avait pu imaginer.

L'influence qu'eut alors la pensée bouddhique sur l'éthique japonaise est plus difficile à saisir. Les premières épreuves surmontées, la cour adopta d'enthousiasme la nouvelle religion, ce qui aida sans doute dans une certaine mesure à la propagation de ses principes moraux. Le régent était un homme dévôt et vertueux, qui encouragea de son mieux le respect des Trois Trésors – le Bouddha, la Loi et l'Ordre des moines –, qu'il considérait comme le meilleur moyen d'atténuer le mal en l'homme, de remédier à sa perversité. Mais il serait très difficile à démontrer qu'au vue siècle, la reconnaissance officielle du bouddhisme se traduisit par un changement tangible dans le comportement ordinaire du peuple. En règle générale, même les croyants les plus enthousiastes de la cour ne laissèrent pas leur conversion porter atteinte à leur pratique de l'ancien culte. Il est vrai que

quelques empereurs montrèrent une certaine négligence dans l’accomplissement des cérémonies shintoïstes prescrites, et l’on a dit de Kôtoku qu’il « méprisait la Voie des Dieux » ; mais dans l’ensemble on peut dire que le culte des ancêtres impériaux et les rites usuels d’action de grâce et de purification furent dûment célébrés. Pour citer un exemple de la fin du vue siècle, l’impératrice Jitô (686-697) se montra impartiale dans ses dévotions et dota généreusement les établissements shintoïstes aussi bien que bouddhiques.

Peut-être le premier signe tangible d’une expansion du bouddhisme au-delà de la capitale fut-il un décret promulgué en 685, décret ordonnant à toutes les provinces que chaque maison fût pourvue d’un petit autel bouddhique avec une image du Bouddha et des textes sacrés placés à l’intérieur. La chose ne s’appliquait sans doute qu’aux maisons officielles, mais n’en témoigne pas moins d’un désir de faire de la célébration des rites bouddhiques une pratique régulière dans l’ensemble du pays. Le trait le plus frappant des débuts du bouddhisme japonais est l’enthousiasme avec lequel les membres de la classe dirigeante vouèrent leur énergie et leur argent à édifier des monastères et des chapelles, à les remplir d’objets précieux, et à montrer leur goût des cérémonies imposantes accomplies par de nombreux moines très richement vêtus. C’était une pratique courante parmi les chefs des grandes familles que de doter des sanctuaires au profit de leurs parents vivants ou morts, alors que les gens de moindre importance consacraient des images, ou faisaient des offrandes votives, avec des prières pour le bonheur des leurs dans cette vie et dans la suivante. Peut-être y avait-il ici un lien entre les idées anciennes et nouvelles, car le sentiment familial était un élément puissant dans la vie japonaise, et il n’était que naturel qu’on cultivât tout particulièrement les aspects du bouddhisme qui semblaient faire écho à cette forme de piété. Sur cette base, on comprenait aussi plus facilement la conception bouddhique de l’existence comme une continuité où chaque événement comporte des causes passées et des effets à venir.

Les actions pieuses mentionnées dans les premiers temps du bouddhisme au Japon, telles que les offrandes signalées ci-dessus, exprimaient pour la plupart des sentiments déjà vivants dans l’ancienne foi. Certaines pratiques venaient en outre de l’injonction bouddhique ordonnant de respecter la vie et de réduire la souffrance, ce qui contribua sans doute à adoucir les mœurs. Dans chaque province, des terres libres d’impôts formaient une sorte de

sanctuaire où l’on ne pouvait récolter de fourrage et où, à certaines occasions, on libérait des animaux et des oiseaux en cage dans le cadre d’une cérémonie religieuse.

Ce ne sont là que des spéculations sur les bases de la foi religieuse au Japon. On ne peut toutefois douter des progrès matériels du bouddhisme en tant qu’institution. En 692, les quarante-six monastères et sanctuaires de 624 étaient devenus 545, et l’étude de la doctrine bouddhique avait fait des pas de géant, grâce aux efforts des moines érudits venus de la Chine, mais aussi aux patientes recherches des savants japonais. Les grands monastères avaient la faveur de la cour et prospéraient sous l’abondance des dons, au point que le bouddhisme était près de devenir la religion d’État. En réalité, il n’obtint pas cette position, mais comme c’était la religion des plus puissantes familles, il jouissait d’une très grande influence politique et d’une puissance économique non moins considérable.

CHAPITRE IV

L’influence de la culture chinoise

LE NOUVEAU SYSTÈME ADMINISTRATIF

La première étape des réformes introduites en 646 par l’édit de Taika concernait essentiellement la mise en pratique de certains principes généraux visant à renforcer le pouvoir central, à supprimer la propriété privée de la terre et de la main-d’œuvre et à imposer le droit de la Couronne d’allouer des terres aux cultivateurs en échange d’un impôt. Dans une économie foncière, il était assurément essentiel que le gouvernement central eût toute autorité sur la source principale de richesse. Pour mettre en pratique les droits revendiqués en théorie, il fallait non seulement asseoir la puissance du Trône, mais édifier un système administratif efficace ; et ici, comme dans presque tous les domaines de la vie publique, les réformateurs prirent pour modèle le système en vigueur en Chine. La chose était inévitable, car l’histoire du Japon n’offrait aucun exemple à suivre, alors que le succès de l’unification chinoise sous les dynasties Sui et Tang était un puissant argument en faveur des méthodes de gouvernement qu’elles avaient appliquées.

Au Japon, le parti des réformateurs se laissa entièrement convaincre par les rapports qu’il reçut de ses émissaires, ce qui est d’autant plus normal qu’au vue siècle, et en particulier après la fondation de l’empire Tang, en 618, la Chine avait atteint une puissance et une splendeur sans égal, et était incontestablement l’État du monde le plus étendu et le plus fermement gouverné.

Par l’Édit de Réforme de 646, le système foncier et fiscal en vigueur en Chine fut adopté presque sans changements au Japon, et, dans les décennies suivantes, des mesures furent prises pour le faire fonctionner en renforçant la position des officiers de province et de district, en perfectionnant la collecte des impôts et, plus généralement, en effectuant les adaptations nécessaires aux conditions locales. Puis les réformateurs portèrent leur attention sur la structure même du gouvernement central, et un décret ordonnant la création de ministères et d’un certain nombre de bureaux officiels fut publié en 647. Cependant, sans doute parce que le gouvernement eut à s’occuper

des affaires de Corée jusqu’en 662 puis de la guerre de succession de 671-672, l’élaboration d’un système complètement nouveau fut remise à plus tard. On s’attaqua aux codes de loi en 662, puis on révisa ceux-ci entre

672 et 686, probablement parce que l'expérience montra qu'ils suivaient de trop près les codes Tang. En 689, les nouveaux codes (qui traitaient surtout des fonctions des ministres et des devoirs des fonctionnaires) furent distribués aux officiers du gouvernement, ce qui semble indiquer que la structure d'une administration centrale était déjà en place. Mais ce ne fut qu'au printemps 702 que s'acheva une nouvelle révision des codes et qu'une organisation complète de corps administratifs fut publiée dans le *Taihôryô* ou code de Taihô – Taihô, « Grand Trésor », étant le nom d'ère donné à l'époque pour introduire les mesures nouvelles sous de bons auspices.

Le nouveau système divisait le gouvernement central en deux corps, le département du Culte (*jingikan*) et le département de l'État *(dajôkan).* Le département du Culte passait avant celui de l'État. Il s'occupait de la célébration des grandes cérémonies religieuses (comme les rites d'intronisation et de purification nationale et les fêtes d'actions de grâce pour les prémices et les récoltes), de l'entretien des sanctuaires et de la discipline de leurs gardiens, de l'enregistrement et de l'application des oracles et divinations. Il présidait au culte des divinités nationales, et n'avait rien à faire avec le bouddhisme. Le département de l'état traitait de l'aspect séculier du gouvernement. Son organisation suivait le schéma ci-contre.

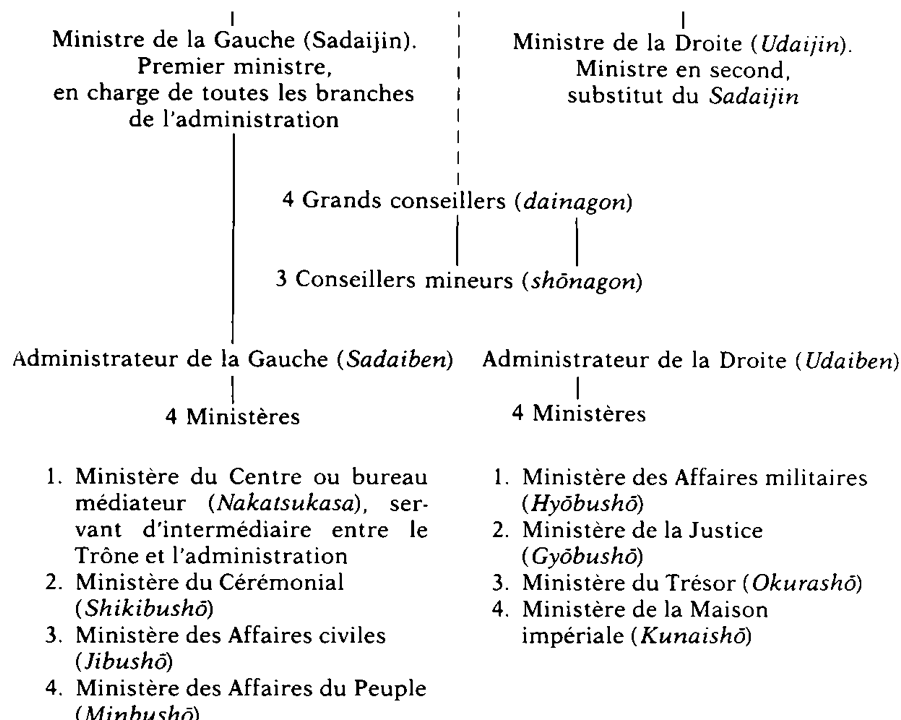
Le pays était divisé en provinces (*kuni*) administrées par des gouverneurs *(kami)* nommés par le pouvoir central, généralement issus de la classe dirigeante de la métropole. Les provinces étaient divisées en districts (*gun* ou *kôri),* placés sous l'autorité de gouverneurs de district (*gunshi*) choisis d'ordinaire localeme. t parmi la noblesse campagnarde. Le nombre des provinces augmenta avec le développement de territoires nouveaux. Au début du VIIIe siècle, il y en avait soixante-six, qui comprenaient 592 districts.

Le premier devoir des fonctionnaires de province et de district consistait à s'occuper de la collecte des impôts, du recrutement de la main-d'œuvre pour la corvée et du maintien de la paix. Ils étaient en outre responsables des registres de population et de distribution des terres. La plus petite unité de gouvernement était la « commune » de cinquante ménages, dont le chef était responsable devant le gouverneur de district.

Bien qu'il fût presque la copie fidèle de celui des Tang, le nouveau système en différait sur certains points, notamment la priorité accordée au département du Culte sur le conseil d'État. Cette reconnaissance particulière des fonctions sacerdotales du souverain montre que, malgré une adhésion par ailleurs quasi servile au modèle chinois, les réformateurs japonais tenaient à conserver leur tradition royale, qui fait théoriquement de l'empereur un personnage sacré et inviolable. Même lorsque l'influence qu'exerçait sur eux la pensée politique chinoise était à son comble, les Japonais ne pouvaient accepter une doctrine professant qu'un souverain sans vertu ne peut pas exercer le mandat du Ciel*, car dans leur tradition le droit au Trône est fondé sur la seule ascendance.

Toute théorie chinoise n'exige pas un mandat céleste. Mais Mencius, par exemple (V [2] lx), dit qu'un souverain coupable de grandes fautes doit être admonesté par ses ministres, qui, s'il continue de négliger leurs conseils, sont autorisés à le déposer.

Grand Conseil de l'État, présidé par le chancelier (*dajô-daijin),* qui contrôle les grands officiers de l'État



Sur un autre point, en pratique peut-être plus qu'en théorie, le système hiérarchique japonais différait de celui de la Chine, en ce sens que le rang dépendait de la naissance et non pas du talent. La société japonaise était

résolument aristocratique, et l'histoire du pays témoigne en permanence de la grande importance donnée à l'ascendance, au rang et au titre. La chose est clairement formulée dans un édit de 682, qui prescrit qu'un officier doit se choisir d'abord en fonction de sa naissance, puis de son caractère, et enfin de ses capacités.

Hormis ces exceptions – qui sont importantes –, une étude générale des codes montre que le Japon accepta la théorie chinoise de gouvernement et les principes éthiques sur lesquels on la disait fondée. Il s'agissait précisément des principes confucéens de la dynastie des Han, qui, contrairement à l'enseignement des *Entreliens,* ne constituent pas un système de règles et de recommandations positives, mais postulent un ordre naturel des choses – en fait, de l'univers – qui doit être respecté par le souverain et ses sujets. Ce concept de loi morale n'est pas facile à comprendre, bien qu'il ne soit pas sans équivalent dans l'histoire occidentale. C'est peut-être à travers certains de ses traits, d'origine manifestement confucéenne, que s'explique le mieux son influence sur la pensée du Japon.

Le premier ministère d'État était le Nakatsukasa, ou bureau médiateur, qui remplissait le rôle d'intermédiaire entre le souverain et les ministres. L'une de ses principales subdivisions s'occupait d'étudier les phénomènes naturels à des fins gouvernementales. C'était l'*imyôsho,* ou bureau du yin-yang, ces deux principes – négatif et positif, passif et actif, d'obscurité et de lumière – qui, selon la cosmologie chinoise, engendrent et dominent les événements par leur interaction. Il était composé de docteurs et de maîtres en divination, et de docteurs en astrologie, en chronologie et dans l'art du calendrier. Le directeur du bureau adressait à la cour un rapport scellé sur tout phénomène inhabituel pour la gouverne du souverain. Il était responsable de l'astrologie, de l'établissement du calendrier et de l'étude des nuages et de la pluie. Rappelons ici que les fonctions du chancelier de l'empire sont définies comme « ordonnant l'État et délibérant de la Voie (confucéenne) » et « harmonisant le yin et le yang ».

L'adoption de cette philosophie yin-yang est un exemple frappant du fonctionnement de l'influence culturelle chinoise, car pour les Japonais il était difficile, sinon impossible, d'adopter les institutions de la Chine sans admettre en même temps une partie des concepts qu'elles exprimaient. L'acceptation du yin-yang en est un exemple simple et assez clair, mais

toutes les institutions politiques de la Chine des Sui et des Tang s’appuient bien entendu sur l’imposant corps de doctrines qu’on appelle par commodité le confucianisme. Ce terme est un peu ambigu, car le confucianisme de l’époque Han dont le Japon fit connaissance au vue siècle contenait bien davantage que l’éthique sociale enseignée par Confucius et par ses disciples. Il s’était transformé, à la fois par opposition et fusion avec d’autres écoles de pensée – l’assimilation du yin-yang n’en étant qu’un exemple –, en un système philosophique complet, et quand les Japonais, pour des raisons un tant soit peu utilitaires, adoptèrent avec enthousiasme les pratiques chinoises astrologiques, divinatoires et autres, à des fins gouvernementales, il leur fut impossible de ne pas prendre du même coup certaines idées morales sur lesquelles se réglait la conduite des Chinois. Il faut se souvenir aussi que la littérature chinoise était la source, et la langue chinoise le moyen, de tout le savoir supérieur au Japon, où les études classiques développées à l’Université, depuis sa fondation en 702 jusque très récemment, se confondaient avec l’histoire et la philosophie chinoises.

Dans ces conditions, ni les dirigeants japonais ni personne ayant reçu une éducation même modeste ne pouvaient échapper à l’influence des idées confucéennes. Mais pour mesurer les effets de celles-ci sur la pensée des Japonais, il faut d’abord examiner d’un peu plus près la nature du confucianisme tel que le Japon le connut durant la période de réforme, disons vers l’an 700, alors que l’influence chinoise s’exerçait de façon très forte et directe. A ses débuts, le confucianisme est la formulation d’anciens usages et rites chinois, et notamment ceux que dictaient les règles de la piété filiale que maintes générations avaient senties comme bénéfiques, on pourrait dire instinctivement. A ce corps de croyances et de pratiques, les Chinois donnaient le nom de « li », terme difficile à définir, mais qui pourrait se traduire par convenance ou ordre moral naturel. En tous les cas, l’essentiel du *li* s’attache à formuler le comportement qu’il convient d’adopter dans des circonstances données. Le confucianisme Han, lui, a une portée un peu plus vaste ; et dans la mesure où il est spéculatif, c’est-à-dire qu’il ne se résume pas à un simple code d’éthique sociale, sa cosmologie se fonde sur l’hypothèse que l’univers est un tout harmonieux, dans lequel l’Homme et la Nature, ou le Ciel et la Terre, sont en interaction constante dans tous les domaines de la vie.

On notera qu’il ne s’agit pas d’une vision du monde anthropocentrique, comme ont tendance à l’être les philosophies occidentales courantes, mais de l’expression du sentiment qu’un ordre naturel d’échelle cosmique agit sur les affaires humaines. Ce profond intérêt pour les phénomènes en tant que guides donnant accès à la compréhension des événements n’est pas unique, puisque dans la conception grecque de la nature et du destin il y a de même la conviction d’une unité entre les ordres éthique et cosmique. Le simple mot « désastre » rappelle cette forme de philosophie dans la vie occidentale, ainsi que ce vers : « Une étoile dansait et sous elle je suis né. » Quant aux mots solennels de *Jules César,* « Lorsque les pauvres meurent, on ne signale aucune comète. Les cieux mêmes semblent s’embraser pour annoncer la mort des princes », ils témoignent de la croyance qu’un lien existe entre les événements terrestres et célestes. L’univers se compose d’éléments magiques dont la nature et la fonction diffèrent, comme les pierres et les étoiles, les arbres et les insectes, mais qui sont tous liés et associés.

Les Chinois (non seulement les confucianistes mais de même les professeurs des autres écoles de pensée) tendaient à croire que le comportement des hommes, et notamment des dirigeants, peut influencer l’ordre naturel, qui est sensible à la qualité bonne ou mauvaise (c’est-à-dire à l’éthique) de leurs actions. Ainsi, les anomalies, les ruptures d’avec le cours normal des choses – les tempêtes, les famines, mais aussi des phénomènes comme les éclipses et les comètes – pouvaient être en rapport direct avec le comportement des hommes. Pour prendre des exemples attestés, on pouvait imputer des pluies ou des crues excessives à l’injustice d’un gouvernant, une sécheresse prolongée à son incompétence, une chaleur intense à sa négligence.

Conformément à cette vision du monde, les méfaits des individus étaient considérés non comme des crimes contre la loi humaine mais comme de « dangereuses perturbations dans le réseau complexe de causes et d’effets par quoi l’humanité était de tous côtés liée à la nature environnante ». D’où il résultait qu’on ressentait comme mal le fait de s’écarter des principes naturels, des anciens usages et du sentiment traditionnel de ce qui était convenable et bienséant – en un mot, de ce que le *li* résumait –, et de juger du juste et de l’injuste selon des normes légales assorties de peines graduées. C’est ainsi que, dans les sociétés extrême-orientales, on trouve

une répugnance à s’engager dans une législation pénale détaillée, et une préférence pour l’arbitrage et le compromis. Dans le premier code japonais existant, qui suit le modèle Tang, un seul des trente chapitres est consacré à la pénalité, les autres traitant essentiellement des questions administratives et du rituel. La préface du code Tang lui-même résume d’ailleurs cette position en disant qu’il est dangereux d’« abandonner le *li* pour le domaine des punitions ». Cet éloignement volontaire des sanctions a pour conséquence que, tout comme on répugne à donner une définition légale stricte des devoirs de l’homme, aucune disposition n’est prise pour garantir ses droits. En réalité, le concept de droits individuels se rencontre rarement dans la pensée extrême-orientale, et jamais l’accent n’est mis sur les droits aux dépens des devoirs. La pensée chinoise voit « seulement des devoirs et des compromis réciproques régis par les idées d’ordre, de responsabilité, de hiérarchie et d’harmonie », rappelle Escarra dans son étude *le Droit chinois.*

Il est peu vraisemblable que les Japonais du vue siècle aient pleinement compris la nature de la société chinoise, n’ayant pas vécu l’expérience de la Chine ; mais lorsqu’ils adoptèrent le système de gouvernement Tang, force leur fut d’accepter (ne serait-ce que formellement) les principes directeurs sur lesquels il était fondé. Ceux-ci se résument à une combinaison des idées du yin-yang et de l’analyse hautement schématique des Cinq Éléments de l’univers familière à tous les étudiants de philosophie chinoise, et qui a profondément influencé la pensée extrême-orientale dans le sens où elle a fourni des catégories toutes faites qui ne sont pas difficiles à comprendre et forment une cosmologie plausible.

Elle conçoit l’univers en ces termes :

– Un principe premier à l’origine de l’existence ;

– Deux pôles, positif et négatif, mâle et femelle ;

– Trois manifestations, le Ciel, la Terre et l’Homme ;

– Quatre mouvements – dans l’espace les quatre points cardinaux, dans le temps les quatre saisons ;

– Cinq éléments – le bois, le feu, la terre, le métal, l’eau, qui régissent le rythme de la vie ;

– Six parentés – le souverain et le sujet, le père et l’enfant, le mari et la femme ;

et ainsi de suite sur une base schématique qui suppose que le cours de la nature et le cours des événements humains sont en corrélation. Concernant les Cinq Éléments (« wuxing, gokô », Sfr), il est important de noter qu'il ne s'agit pas d'« éléments » au plein sens du mot grec, mais de concepts dynamiques, comme en témoigne le caractère ff II s'agit ici du mouvement, du rythme de la vie, non pas de la composition de la matière.

Le même caractère schématique préside aux catégories qui, dans l'art de la divination, constituent la substance du *Yijing* ou *Livre des mutations* – les huit trigrammes et leurs combinaisons en soixante-quatre hexagrammes. Ces chiffres, imaginés pour reproduire les fentes des carapaces de tortue précédemment utilisées pour la divination, forment la base d'un symbolisme élaboré de l'ordre universel.

Ce fut la première forme d'enseignement organisé, systématique, touchant l'ordre de l'univers, que les Japonais apprirent à connaître. Il leur ouvrit un nouvel univers de pensée, car lorsqu'on étudie le *Kojiki* et le *Nihongi*, on s'étonne de leur confusion, de la quantité d'idées fragmentaires, naïves, inconsistantes, qu'ils présentent sur le monde. C'était bien sûr le résultat normal d'un effort pour synthétiser des légendes d'origines différentes ; et quand les Japonais prirent connaissance de la cosmologie chinoise, ils furent sans doute impressionnés par sa portée et par sa cohérence. Elle exerça sur leurs esprits une influence qui dure encore. Même aujourd'hui, déconcertés par des problèmes nouveaux, les Extrême-orientaux sont capables de revenir à cette ancienne théorie et de penser conformément à ses principes pour diriger leur vie. En étudiant l'histoire, on s'aperçoit d'ailleurs que la stabilité des grandes civilisations asiatiques dépend dans une large mesure de la prédominance d'une vision cohérente de l'univers. A ceux qui ne la partagent pas, une telle vision peut paraître erronée, voire absurde, mais tant qu'elle offre une description plausible de l'existence, l'homme qui l'adopte est délivré des tourments du doute et de l'incertitude. Il peut accepter avec équanimité ou résignation sa place dans l'ordre grandiose de la nature. La conception confucéenne du monde est l'un de ces systèmes, et elle contribua incontestablement à la puissance de la civilisation chinoise. On ne saurait donc s'étonner qu'elle ait séduit les Japonais, dont la propre théologie ne répondait pas à tous les besoins.

Le document communément appelé « Constitution de Shôtoku Taishi » (auquel on prête la date de 604 mais qui fut certainement écrit quelques

décennies plus tard) témoigne de l'effet des idées chinoises sur l'esprit japonais au cours du vue siècle. Il ne doit rien à la pensée indigène. Certains de ses dix-sept articles se réfèrent à l'enseignement bouddhique, d'autres à des écoles chinoises différentes, car l'auteur s'efforce de citer à chaque fois qu'il le peut une autorité étrangère à l'appui des principes qu'il défend. Dans son premier article, la constitution recommande ainsi l'Harmonie entre les différentes classes de la société, ce qui est typique de la morale confucéenne tirée des *Entretiens*. On y trouve l'idée de compromis, la volonté de parvenir à un accord comme l'enseigne le *li* (le principe d'ordre) dans tout cas litigieux. En fait, l'idéal d'harmonie est l'un des fondements de la pensée sociale chinoise. Le troisième article expose une théorie chinoise de la souveraineté, et contient une allusion à l'ordre cosmique dans les termes « le Ciel protège, la Terre soutient ». Autrement dit, de même que les processus naturels suivent le cours qui leur est assigné, de même dans le gouvernement l'ordre naturel doit être préservé. Il faut maintenir entre supérieur et inférieur les rapports adéquats, et tandis que les inférieurs doivent obéir, les supérieurs doivent suivre les commandements du *li*. Toute rupture de l'harmonie cosmique est moralement mauvaise, et, de ce fait, politiquement fausse.

Peut-être faut-il se demander ici s'il se trouve dans l'histoire de l'Occident une conception du monde qui puisse se comparer à cette vision « phénoménale ». S'il y en eut une à une période quelconque après Constantin, ce fut sans doute la conception chrétienne. A l'époque moderne (c'est-à-dire depuis la Renaissance), le problème, tel que l'ont vu des esprits modernes aussi typiques que Hobbes et Machiavel, est le problème « séculier », que Dieu ou l'homme soit le centre de l'univers. Cependant, la pensée médiévale occidentale touchant les « lois » de la nature est représentée par Hooker, pour qui : « De loi, il ne peut y en avoir aucune à moins de reconnaître que son siège est dans le sein de Dieu. Toutes choses au ciel et sur la terre lui rendent hommage… à la fois les anges et les hommes et les créatures de toute condition. » La pensée chinoise ne semble pas avoir conçu un ordre naturel déterminé, une loi de la nature que l'on puisse étudier et dont on puisse comprendre si elle est l'œuvre d'un législateur divin ou si sa source est inconnue et à jamais inconnaissable.

La formule de Hooker me paraît résumer la différence fondamentale entre les conceptions de la vie occidentale et extrême-orientale.

Theories de la souverainete

L'une des difficultés concernant l'histoire primitive du Japon consiste à définir dans quelle mesure les idées japonaises sur la souveraineté sont redevables à la théorie politique chinoise. A propos du Japon, on ne peut guère parler de théorie politique, car l'ascendance divine dont se réclamait la maison impériale faisait partie du culte indigène et venait de pratiques tribaies. Sur ce point, les seuls témoignages dont nous disposions sont fournis par les deux chroniques nationales, qui, comme nous l'avons vu, ont été écrites sur le modèle des ouvrages historiques chinois, de sorte qu'on ne peut prétendre ni de l'une ni de l'autre (surtout pas du *Nihon-shoki)* qu'elle décrit fidèlement les institutions indigènes.

Il existe toutefois certains documents du vue et du vine siècle qui semblent indiquer que c'est à l'exemple de ce qui se passait en Chine qu'on prêta au souverain du Japon une origine divine ainsi qu'un pouvoir absolu. Le premier édit d'après la réforme de 646 informe les gouverneurs provinciaux que, désormais, toutes les provinces seront gouvernées conformément aux commandements des dieux célestes, et ne fait allusion à l'empereur qu'en tant que souverain du peuple. Mais quand, peu après, des représentants du Kokuryö et du Paekche se rendirent au Japon, le message qui leur fut délivré parlait de l'empereur comme du « souverain céleste », qui, à titre de dieu, régnait sur la « terre sous le ciel ». Les caractères utilisés pour « souverain céleste » et « terre sous le ciel » sont ceux qu'on aurait employés en Chine, et il semble évident que le secrétaire qui rédigea l'édit – probablement un lettré chinois ou coréen –, décrivant un pays aussi limité que le Yamato comme de même étendue que le ciel, s'est inspiré de la terminologie sinon des idées chinoises sur la souveraineté. Dans les édits suivants, au cours du vin^e siècle, la même formule est employée, toujours avec l'accent sur la nature quasi divine de l'empereur, qui est un « dieu manifeste », une divinité visible remplissant sa tâche de maître de la terre à la suite légitime de ses divins prédécesseurs, eux-mêmes descendants de la déesse du Soleil.

Il convient ici d'examiner brièvement certains autres aspects de la souveraineté tels qu'ils apf araissent à travers les édits qui suivirent la réforme de Taika. Il se trouve pe r exemple un édit, prononcé en 697 lorsque l'empereur Mommu succéda au trône, où celui-ci déclare que c'est

sa divine intention que d'apporter paix et ordre au pays et de chérir et apaiser le peuple. Dans un autre édit (de 708), l'impératrice Gemmyô utilise un langage similaire, disant que le désir des souverains a toujours été de chérir et d'aimer leur peuple comme les parents élèvent et nourrissent leurs enfants. Dans les deux cas, les nobles et les fonctionnaires sont enjoints d'œuvrer avec des « cœurs lumineux, purs et sincères ». Il s'agit ici d'idées morales simples qui viennent d'une forme primitive de gouvernement par vénération, mais sont appliquées dans un contexte politique « moderne ». Elles portent la trace de l'influence chinoise, bien que celle-ci soit peu marquée. Toutefois, les édits suivants trahissent un changement notoire. Le préambule se fait plus court, il n'y a plus ou plus guère d'allusions aux aspects divins de la souveraineté, mais l'accent est mis sur les lois, et en particulier les lois de succession fixées par les empereurs précédents ; et bientôt, la chose devient la pratique coutumière. On décèle ici la recherche d'une base juridique à la royauté, et il semble qu'on puisse l'attribuer à l'influence chinoise. Les édits ultérieurs renferment des points de texte qui tendent à confirmer cette impression, notamment un édit de 724 qui mentionne des présages favorables pour justifier la succession au trône, une description du souverain comme un « sage » en 729, et en 743 une référence au rituel et à la musique comme indispensables au gouvernement serein du royaume. Ce sont là des reconnaissances directes de la philosophie politique chinoise.

En général, l'influence chinoise paraît avoir été très forte au cours de la première partie du vine siècle, quoique ce fût une époque où le bouddhisme avait atteint une position de choix. Les Japonais n'eurent guère de mal à concilier des idées apparemment contradictoires grâce à une ingénieuse méthode de sélection. La décennie 732-741, où maints tremblements de terre, tempêtes, inondations et sécheresses détruisirent biens et récoltes et où le pays connut la famine et la peste, offre un exemple intéressant de cette habitude. En 721, l'empereur avait publié un édit où il reconnaissait de tels désastres comme un châtiment de son propre manque de vertu, une manifestation du déplaisir du Ciel devant son mauvais gouvernement. C'était une attitude typique de la doctrine chinoise, et qui ne cadrait pas très bien avec le culte indigène.

Lorsque, en 732, le pays fut une nouvelle fois en proie au malheur, un autre édit fut publié où l'empereur déclarait que le peuple n'était pas

coupable, mais que lui-même n'était pas assez vertueux. Il ordonna que des prières soient dites dans chaque sanctuaire (shintoïste) provincial, dédiées aux « Dieux du Ciel et de la Terre, aux montagnes renommées et aux grandes rivières ». Des prières bouddhiques furent ordonnées parallèlement. A cette occasion, comme durant les mauvaises années qui suivirent, le peuple reçut quelque soulagement sous forme de dons, de prêts, de remise d'impôts et d'amnistie pénale. C'était là aussi un acte de Gouvernement Vertueux en accord avec les principes chinois, qui voulaient que le souverain se montrât bienveillant et secourable envers son peuple dans la détresse. L'influence des idées politiques chinoises est ici très marquée. Mais il est intéressant de voir que, en 741, quand une très bonne récolte eut apaisé l'inquiétude du gouvernement, on l'interpréta comme une réponse à la prière. Cette même année, on ordonna que fussent construits dans chaque province un monastère bouddhique de vingt moines, un couvent de dix nonnes et une pagode de sept étages, sans doute parce qu'on sentait que les prières locales s'étaient révélées efficaces, peut-être même plus efficaces que la déclaration impériale. Peu après, de riches présents, parmi lesquels des copies de textes bouddhiques, furent offerts au sanctuaire de Hachiman, dieu shintoïste des Batailles.

Ce mélange de doctrine bouddhique et confucéenne, combiné à une foi persistante dans les dieux indigènes, est caractéristique de cette époque, mais on retrouve en fait ce même esprit de tolérance ou de compromis tout au long de l'histoire religieuse du Japon. Une religion comme le bouddhisme permet, il est vrai, des compromis qui sont incompatibles avec une foi monothéiste.

Il est douteux que le vocabulaire moral utilisé dans les édits mentionnés plus haut doive quoi que ce soit à l'influence directe de la Chine. Il semble plutôt traduire une phase de l'évolution des idées éthiques à partir des anciennes notions de pureté rituelle. On y trouve une répétition constante d'épithètes comme « propre », « pur » et « lumineux » pour qualifier les bonnes pensées et les bonnes actions, et cette simplicité de description pourrait bien venir du bouddhisme plutôt que du sentiment confucéen. Mais lorsqu'on étudie les influences venues de l'étranger à cette période, on aurait tort d'imaginer qu'il y eut conflit entre les savoirs religieux et laïcs importés de Chine. Il n'y avait en fait aucune contradiction entre les deux philosophies, ou du moins aucune contradiction qui obligeât les Japonais à

faire un choix. Il leur fallait assimiler tout un monde d’idées neuves, et il n’était pas dans leur rôle d’opérer une discrimination rigoureuse alors que, d’une certaine façon, ils étaient encore à l’école.

Puissance du culte indigène

A certains égards, l'introduction d'idées et de méthodes étrangères contribua à renforcer plutôt qu'à affaiblir la tradition originelle, car l'emploi de l'écriture chinoise permit aux Japonais de raconter leur propre histoire et d'exprimer littérairement leurs idées ancestrales sur la vie et la société. C'est le savoir chinois et le penchant chinois pour l'histoire qui leur donnèrent la possibilité et le désir de composer les deux grandes chroniques nationales d'où nous vient ce que nous savons des premières coutumes japonaises. Bien qu'écrits sous l'influence des canons de la Chine et renfermant de nombreux artifices et anachronismes, le *Kojiki* et le *Nihon-shoki*, respectivement achevés en 710 et 720, sont de remarquables monuments littéraires qui s'appliquent non pas à détruire mais à perpétuer une ancienne tradition. Par la beauté et par la majesté, ils ne peuvent certes pas rivaliser avec des livres saints comme la Bible ou comme les Védas, ni avec des poèmes épiques comme le *Ramayana* et le *Mahabharata*, mais ils n'en appartiennent pas moins aux grandes œuvres nationales.

De même, l'introduction du bouddhisme et du confucianisme joua pour l'ancien culte le rôle de stimulant, et persuada ses adeptes de considérer ce qui avait été jusque-là un corps anonyme de pratiques religieuses comme un système comparable à ceux des deux grandes fois organisées. Ce n'est qu'à partir du moment où ils connurent le « Butsudô », la Voie des Bouddhas, que les Japonais se mirent à parler du « Shinto », la Voie des Dieux ; et si l'on étudie la littérature du vue et du vT ie siècle, pn découvre qu'elle comprend, outre les deux chroniques, d'abondantes descriptions des coutumes religieuses indigènes, qui sont de précieuses sources pour l'histoire des idées en Extrême-Orient.

On ne peut ici en faire une étude détaillée, mais il vaut la peine de jeter un coup d'œil aux édits dont nous avons déjà cité certains passages pour voir la persistance de la légende de l'origine divine de la dynastie régnante. C'est parce que l'écriture chinoise permet de les restituer telles qu'elles se formulaient en japonais que nous avons une certaine connaissance exacte d'opinions très anciennes concernant la nature de la souveraineté et les devoirs des souverains. En dépit de leur vêtement chinois, il est clair qu'elles ne sont pas fabriquées mais représentent, aussi imparfaitement que

ce soit, une tradition orale très ancienne qui, n’eût-elle été mise par écrit, aurait pu être submergée sous la pression de la pensée chinoise.

Il existe en outre des recueils d’anciennes liturgies qui éclairent les croyances entretenues et les rites pratiqués par le peuple japonais avant l’introduction d’idées religieuses et philosophiques étrangères. Elles aussi sont transcrites en écriture chinoise, mais elles se fondent très certainement sur une tradition fiable remontant à plusieurs générations. Comme c’est généralement le cas lorsqu’on passe de l’oral à l’écrit, les lettrés qui les ont rapportées leur ont sans doute donné un vernis littéraire, mais nous pouvons presque être sûrs qu’ils ont conservé les idées et la langue du vie siècle, sinon d’une époque nettement plus reculée, sous une forme transmise par les ritualistes des grandes familles sacerdotales, les Nakatomi et les Imibe, qui avaient pour mission de suivre les précédents les plus anciens – les Nakatomi en prononçant les mots, les Imibe en fournissant les instruments et en préparant les offrandes.

Sont importants parmi ces documents ceux qui perpétuent le langage de la Prière pour la Moisson et du service de la Grande Purification, car ces liturgies portent l’empreinte des plus vieilles idées religieuses du peuple japonais, et paraissent remonter à un stade primitif de vie tribale. Comme son nom l’indique, la première est imprégnée du puissant souci de la production vivrière, et révèle l’importance que la classe dirigeante accordait à l’agriculture relativement à l’État. La seconde exprime la valeur profonde donnée à la propreté rituelle. Elle insiste sur la nécessité d’éviter les actions entraînant la souillure, en premier lieu du corps, mais implicitement aussi de l’esprit.

La Prière pour la Moisson avait lieu dans la capitale, aux environs de l’équinoxe de printemps. A l’origine, les cérémonies se déroulaient dans le palais du souverain ou à proximité, mais après la mise en place d’appareils administratifs centraux, en 702, les ritualistes récitèrent la prière dans la cour du département du Culte, en présence des ministres d’État, des fonctionnaires dudit département et d’un grand nombre de prêtres et de prêtresses des sanctuaires dédiés aux dieux auxquels la prière était adressée. A la même époque, les gouverneurs célébraient un service similaire dans le cadre des provinces, où la prière s’adressait aux divinités vénérées dans les sanctuaires régionaux. Le premier compte rendu du rituel observé en de telles occasions date de l’année 871 ou environ, alors que le système de

gouvernement chinois était solidement établi et que l'influence de la Chine avait atteint son apogée. Aussi est-il intéressant de constater que cette ancienne cérémonie, totalement japonaise, se déroulait dans des lieux officiels sous la direction de fonctionnaires d'État dont les titres et les fonctions correspondaient à la pratique chinoise. Il est donc clair que l'influence de l'étranger n'avait pas réussi à affaiblir la position du souverain en tant qu'intermédiaire entre la nation et les dieux, ni à entamer les convictions religieuses du peuple. La célébration de ce grand rituel à la fois dans la capitale et dans les provinces était manifestement un acte de gouvernement en même temps que de vénération, et il est significatif que plus de trois mille sanctuaires disséminés dans l'ensemble du pays reçussent des offrandes à cette occasion. Le culte indigène n'avait rien perdu de sa vitalité.

Une étude exhaustive du texte de la Prière pour la Moisson est riche de détails passionnants pour quiconque s'intéresse à l'histoire religieuse ; mais il suffit de dire ici qu'elle ne s'adresse pas uniquement aux dieux de la moisson (qui ne sont pas identifiés), mais également à d'autres groupes de dieux, tels que les dieux de la croissance (« Musubi »), les dieux des puits, les dieux des portes, les dieux des îles, les dieux des fermes, des hautes terres et des cours d'eau, et enfin la grande-divinité-brillant-au-ciel, la déesse du Soleil vénérée à Ise, le lieu le plus saint du pays. Le langage employé s'accorde à la solennité de l'occasion. Il est puissant par son effet et, par son impressionnante énumération de personnes et de choses, il évoque un tableau vivant. Quand le ritualiste dit, au nom de l'empereur, qu'il rendra gloire aux dieux par de nombreuses offrandes « s'ils bénissent de gerbes abondantes et riches la dernière moisson mûrissante, qui naîtra de l'écume ruisselant des bras et de la boue pressée entre les cuisses », l'auditeur voit aussitôt dans son esprit des hommes et des femmes debout ou agenouillés dans la boue, qui repiquent le jeune riz dans les champs inondés ; il imagine la peine et la sueur des générations qui l'ont précédé, le travail sur lequel se fondent les civilisations de l'Asie des moussons.

Bien que les textes qui nous en restent soient du ixe siècle, la liturgie de la Grande Purification contient sans doute des éléments d'une haute antiquité. Le service avait lieu au palais impérial, en présence des princes, des nobles et de tous les ministres, secrétaires, employés et fonctionnaires métropolitains, civils et militaires. Elle avait pour but de purger la nation

entière des offenses passées et à venir, commises volontairement ou par inadvertance. La liste des offenses récitée au cours du service est d’un grand intérêt. Elles sont de deux catégories, céleste et terrestre. Les offenses célestes sont généralement celles attribuées au violent dieu Susanoo, qui, dans le mythe, représente une espèce de bouc émissaire. Ce sont des crimes particulièrement réprouvés dans une société agricole, soit qu’ils compromettent la récolte, comme d’endommager les fossés d’irrigation ou de semer de l’ivraie, soit qu’ils violent la pureté rituelle, comme de souiller un lieu d’habitation par des actes obscènes. Il semble qu’on les ait qualifiés de « célestes » parce qu’ils sont particulièrement exécrables aux dieux qui président au destin de la nation. Les offenses terrestres, elles, portent atteinte à l’ordre social, et sont odieuses parce qu’elles touchent au bonheur des membres d’une communauté. Elles comprennent le meurtre et les blessures, l’inceste, la bestialité, la sorcellerie et les maladies répugnantes, que l’on voit comme des causes de souillure plutôt que comme des infractions à une loi morale.

La langue de cette liturgie est d’une réelle beauté, peut-être parce qu’elle exprime des sentiments forts et intimes hérités de lointains ancêtres. Il ne fait aucun doute qu’un vif désir de propreté, une crainte de la souillure, est caractéristique de la vie japonaise depuis les temps les plus anciens, forgeant l’attitude nationale à l’égard des questions de morale et de goût.

Particulièrement saisissant est le langage qui dit comment, répondant aux prières, les dieux vont chasser les offenses mentionnées. Les dieux célestes, en entendant l’invocation, repousseront les nuages pour écouter, et les dieux terrestres monteront au sommet des monts et des collines et écarteront les brumes pour écouter.

« Puis, en réponse aux prières, nous croyons que toutes les offenses vont disparaître et qu’il n’en restera aucune, comme le souffle du dieu du Vent disperse les multiples nuages, comme la brise du matin et du soir dissipe l’épaisse brume du matin et l’épaisse brume du soir, comme les grands bateaux dans le port, leurs amarres de proue et leurs amarres de poupe détachées, sont poussés vers l’océan ; comme les pousses les plus denses tombent sous les coups de la tranchante faucille. »

Ensuite, les offenses sont emportées du haut des monts et des collines par des torrents rapides jusqu’à la mer, où elles sont englouties avec un

gargouillis dans le tourbillon que forment les courants saumâtres, puis complètement chassées vers les régions inférieures, et là, bannies à jamais.

Cette prière en particulier soulève la délicate question de la nature des idées morales au Japon avant que ne se fasse sentir l'influence des enseignements éthiques bouddhique et confucéen. Le mot traduit par « offenses » ou « péchés » est le mot japonais « tsumi », qui, étymologiquement, a le sens de couvert ou caché. Cela semble indiquer que ce qu'on réprouvait est ce qui était indésirable du point de vue social plutôt que mal du point de vue moral, un acte ou un état qui suscitaient des sentiments de honte, mais non de culpabilité. Peut-être est-ce un stade dans la vie d'un peuple comparable à celui de notre vie d'enfants, quand « nous ignorions la doctrine du mal, et n'imaginions pas que personne la connût ».

L'énumération des offenses, surtout celles qui ont trait à la souillure et rappellent ainsi le code mosaïque, semble avoir un but hygiénique. Mais peut-être est-ce un tort d'analyser selon les termes de la pensée moderne des notions primitives de comportement. Toutefois, il est bon de relever que les débuts d'une conscience morale peuvent se retrouver dans les premiers récits mythologiques, dans les mots représentés par les caractères chinois signifiant « bien » et « mal ». Les mots indigènes sont « yoki » et « ashiki », qui veulent dire « bien » et « mal » dans le sens d'agréable et désagréable. Mais, parallèlement au couple *yoki-ashiki*, on en trouve d'autres comme « urawashiki » et « kitanaki » (« propre » et « sale »), et *yoki* et *ashiki* sont eux-mêmes employés dans le sens de « heureux » et « malheureux ».

Plus intéressants et significatifs sont les groupes de mots employés pour décrire le naturel (« kokoro », le cœur) de l'homme. Un bon cœur est « akaki » (« lumineux ») ou « kiyoki » (« pur, propre »), et un mauvais cœur « kuraki » (« obscur ») ou « kitanaki » (« sale »). Certains érudits japonais soutiennent que les termes employés dans le mythe pour décrire les attributs des dieux expriment ce qui est ressenti comme le juste comportement de l'homme. Les dieux sont présentés comme aimables et aimants, et l'on dit de même des souverains divins qu'ils aiment et chérissent le peuple. Il se peut qu'il en soit ainsi, car c'est un trait marquant du mythe qu'il n'y a pas de dieux jaloux pour punir les hommes de leurs mauvaises actions. Même les prétendus mauvais dieux (Akugami) s'apaisent, étant plus malicieux que méchants. Le mythe ne contient en effet aucun esprit satanique du mal. Cette répugnance à reconnaître l'existence du mal semble avoir sa

contrepartie dans l’attitude des Japonais face à la loi. Le code pénal ne joue qu’un rôle mineur dans la législation de l’empire Tang et du Japon sous influence chinoise, car punir un individu ne remédie pas au trouble de l’ordre naturel.

Mais il faut se souvenir que si Zeus et Jéhovah blâment et punissent l’iniquité, c’est de leur attitude à l’égard du mal que naît l’abstraction de Justice. Il ne semble pas qu’il y ait en Chine ni au Japon de concept vraiment analogue.

développement d’un état organisé

Dans les pages qui précèdent, nous avons décrit de façon assez détaillée l’assimilation progressive de nouvelles idées, religieuses et profanes. Mais dans le domaine politique, le passage d’une société tribale à un État organisé peut paraître abrupt. A dire vrai, nous ne disposons pas de données sûres permettant une description exacte de l’évolution politique qui suivit l’adoption du bouddhisme. En réalité, il semblerait que ce soit le développement des grandes fondations bouddhiques tout autant que le travail des réformateurs politiques qui favorisa la croissance d’un État national et d’un gouvernement relativement stable. S’il nous est impossible de retracer chaque pas conduisant à ce but, nous pouvons du moins reconnaître qu’il en résulta une importante situation nouvelle lorsque la dynastie régnante installa un siège permanent dans la province du Yamato.

CHAPITRE V

La capitale, 710-774

Fondation de nara

Sous l’influence d’une vieille croyance selon laquelle un lieu d’habitation était pollué par la mort, lors du décès d’un souverain, son successeur avait coutume de s’établir dans un nouveau palais, de sorte que nous voyons le centre du gouverner se déplacer régulièrement d’un endroit à l’autre du Yamato et des provinces voisines dès les premiers règnes attestés jusqu’à l’époque où les réformes de Taika se furent en grande partie concrétisées. Puis, conformément à l’intention de fixer la capitale, formulée par l’édit de 646, la cour se transporta d’Asuka à Nara, mais en l’an 710 seulement.

Comme les autres sièges de la dynastie depuis son établissement au centre du Japon, Nara était située dans le bassin du Yamato, l’un des bassins de la plaine alluviale des provinces intérieures, dans un lieu convenant parfaitement à une société agricole. La raison de ce choix n’est pourtant pas tout à fait claire, car les rapports avec la Chine des Tang étaient alors en plein essor, et pour les communications par mer, le district côtier de Naniwa, une ancienne capitale, eût semblé mieux approprié. Mais sans doute choisit-on Nara à cause de sa proximité de plusieurs grands établissements bouddhiques, dont le Hôryûji, fondé en 607, et le Yakushiji, fondé en 680. D’autres considérations entraient aussi en ligne de compte, parmi lesquelles surtout la nécessité de choisir un lieu qui répondît aux exigences de la géomancie chinoise, que l’on tenait alors en haute estime. L’« air et eau » (ce que les Chinois appellent « fengshui ») de l’endroit était satisfaisant, la configuration des monts et des cours d’eau voisins favorable ; et, après quelques années de construction, la nouvelle ville devint en 710 la métropole, le centre de l’administration, le foyer des arts et le Saint-Siège du bouddhisme. Son environnement plein de charme et son architecture impressionnante lui conféraient un style et un parfum qu’elle conserva plus de mille ans, et qu’elle n’a pas entièrement perdus. Sa beauté et sa diversité sont un thème souvent exploité par la poésie japonaise. On les trouve parfaitement résumées dans une épigramme de Bashô, maître du XVIIIe siècle :

Nara la Septuple Sept bâtiments sacrés Fleurs de cerisier aux multiples (lit. octuples) pétales

Le poème rend de façon succincte l’impression de dualité, les palais ceints de plusieurs murs, les monastères composés chacun de sept édifices et la riche beauté naturelle que symbolise la double fleur de cerisier.

l’église, l’état et la terre

Cette nature double, siège du gouvernement et forteresse de la religion, reflète l’histoire de la période, car les deux traits saillants du vine siècle sont les efforts de l’État pour exercer une stricte autorité sur l’ensemble du pays et ceux de l’Église bouddhique pour étendre son propre pouvoir en concurrence avec le sien. On peut à juste titre résumer l’évolution politique de cette époque en disant que les mesures économiques dont la réforme dépendait ont échoué en raison du sentiment opiniâtrement aristocratique de la classe dirigeante et des immunités fiscales des grands établissements religieux. Il y eut assurément des facteurs accessoires, mais les privilèges de la noblesse et les ambitions du clergé constituèrent ensemble un obstacle au changement que le Trône fut incapable de surmonter.

On a beaucoup parlé de la ferveur religieuse et de la richesse artistique de la période durant laquelle la cour demeura à Nara, et l’on pourrait difficilement donner trop d’importance aux réalisations des moines lettrés, au fructueux travail des praticiens de tous les arts, au soudain épanouissement d’une culture opulente et variée, durant les décennies si pleines des années 710-790. Un pareil foisonnement, un développement du goût et du talent aussi proche du miracle, ont rarement été dépassés ou même égalés dans un autre pays.

Mais par comparaison à ces brillants succès, l’histoire économique de cette même période est curieusement mélancolique. La principale tâche des réformateurs, une fois installés dans une capitale permanente, fut de veiller à l’application de ce qui, dans les codes de Taihô, traitait du revenu foncier, car c’est du contrôle effectif de l’économie exclusivement agricole du pays que dépendait le nouveau système de gouvernement. Le pouvoir des grands clans ne pouvait pas être brisé à moins que leur domination sur la terre et la population de leurs anciens domaines ne leur soit enlevée de fait, et pas seulement en théorie. Le nouveau système foncier et fiscal visait à généraliser la propriété en distribuant des parcelles. Son but était d’allouer une juste part de terrain, assortie d’une véritable garantie de jouissance, au cultivateur ordinaire et à sa famille, et le partage devait se faire sur la base d’une quantité déterminée de terre à riz par bouche à nourrir, selon une échelle tenant compte du sexe, de l’âge et du statut, une différence étant observée entre hommes libres et esclaves ou serfs. Cette répartition devait

être revue tous les cinq ans, où un recensement permettrait d'apporter les changements nécessaires en fonction de l'augmentation ou de la diminution du nombre des membres de la famille.

Nara nanae Shichidô garan Yaezakura

La surface de terre à riz allouée par famille était de deux *tan* par mâle

de plus de cinq ans, les femmes n'ayant droit qu'aux deux tiers de cette superficie. Ainsi, une maisonnée de trois hommes et trois femmes avait droit à dix *tan,* soit environ un hectare et demi. Les parcelles n'étaient pas nécessairement ni même généralement d'un seul tenant, ni de taille égale. La moyenne était peut-être d'un demi-hectare, mais les plus petites pouvaient être dix fois moindres. Les esclaves avaient droit, selon leur sexe, aux deux tiers de la surface allouée aux hommes ou aux femmes libres. Les détenteurs d'une parcelle étaient soumis à un impôt, calculé d'après le rendement moyen de l'ensemble, qu'on peut considérer comme un revenu foncier. On payait en outre une taxe de production sur les autres produits que le riz, et enfin un impôt en travail. Ce dernier ne touchait que les hommes et n'avait rien à voir avec l'occupation du sol. La taxe de production était payable en produits locaux – soie, poisson, bois, etc. – et calculée en fonction de l'âge et des possibilités physiques du contribuable. L'impôt en travail se payait en services, qui pouvaient être convertis en espèces selon un barème déterminé.

L'impôt foncier n'était pas excessif, le taux moyen étant d'environ cinq gerbes de riz par demi-hectare, ou pas plus de cinq pour cent de la récolte une année normale. La taxe de production était assez lourde, mais ce qu'on redoutait le plus, c'était l'impôt en travail, la corvée, surtout lorsqu'il prenait la forme de service militaire, car il arrivait qu'il prive la famille de vigoureux jeunes gens pendant deux ou trois ans. La tentation d'éviter ces deux contributions était par conséquent très forte, et la ruine du système s'explique partiellement par la rigueur de la corvée, cause de fraudes de toutes sortes.

La charge fiscale, y compris la participation au service militaire et aux travaux publics, était s'lourde que les paysans manquaient parfois de quoi semer. Ils étaient aloi s contraints d'emprunter sur la future récolte à des taux d'intérêt ruineux. Ce système, connu sous le nom de « suiko », provoqua des dettes et des fuites de plus en plus nombreuses. Le

gouvernement prit certaines mesures palliatives en avançant du riz à un taux d'intérêt réduit, mais celui-ci n'en oscillait pas moins entre 30 et 50 %, alors que les taux privés pouvaient monter jusqu'à près de 100 %. Il en résulta un déclin progressif de l'économie rurale, car à mesure que se multipliaient les évasions fiscales et abandons du sol, le gouvernement devait prendre des mesures toujours plus draconiennes pour que les prêts de riz soient remboursés.

De toute évidence, ce système complexe de parcelles imposables ne pouvait fonctionner sans une soigneuse préparation sur la base de registres précis. Les fonctionnaires de la capitale mirent au point une procédure destinée à prévenir les abus, mais des difficultés surgirent dès le départ, en partie à cause des défauts inhérents au projet, en partie faute d'hommes capables et sûrs dans les provinces. Il est douteux que le système ait jamais été appliqué uniformément dans l'ensemble du pays. Il fonctionna tant bien que mal pendant un temps et dans certaines régions, notamment celles où l'autorité du gouvernement central était la plus forte, mais ce n'était en fin de compte qu'une copie du système fondé sur les codes Sui et Tang, qui, s'il était adapté aux conditions chinoises, ne pouvait répondre aux besoins japonais sans changements radicaux[7]. Il subit d'ailleurs de fréquentes révisions, mais il échoua à l'usage, peut-être autant en raison de ses défauts intrinsèques qu'à cause de l'incapacité du gouvernement à le faire appliquer. Car si le but déclaré des lois publiées à partir de 646 était d'intégrer toutes les terres et la population dans le domaine de la Couronne, des exceptions furent faites dans la pratique, qui, prises ensemble, compromirent le but poursuivi et finirent par ruiner le nouveau système.

Il serait fastidieux de décrire en détail les nombreux masques sous lesquels la propriété privée du sol fut autorisée à continuer. Il suffit de dire que des terres furent octroyées aux nobles et aux officiers en fonction de leur rang, de leur charge et de leurs mérites. Ces octrois s'accompagnaient d'immunités fiscales, et permettaient à leurs bénéficiaires de se comporter presque en propriétaires à l'égard de ceux qui travaillaient la terre. Bien que légalement autorisées, ces exceptions de taille au profit de la classe dirigeante étaient contraires à l'esprit de la loi foncière, même s'il était normal que l'on récompensât les ministres d'État et autres loyaux fonctionnaires dont les efforts soutenaient le Trône contre les grands propriétaires terriens.

Des précieuses terres ainsi soustraites au domaine public devaient résulter une perte importante de revenus en même temps qu'une diminution de l'autorité gouvernementale, car elles constituaient des zones d'immunité échappant à la juridiction de l'État. Le système avait en outre le grave inconvénient de favoriser les grandes familles dotées de nombreux esclaves, puisque l'étendue de la parcelle allouée dépendait du nombre de têtes. Le cultivateur sans esclaves, chef d'une petite famille, était fort mal loti, car il ressentait très durement le poids des impôts, et il avait souvent à craindre une attaque de la part de voisins plus puissants. Parmi ces pauvres, beaucoup jugeaient que les nouvelles mesures n'arrangeaient en rien leur situation, et certains trouvaient préférable de travailler pour quelque riche propriétaire privé plutôt que d'assumer les charges croissantes de l'État. Les registres officiels reflètent ces circonstances en ce sens qu'ils mentionnent des paysans en fuite dès 670,677 et 679, et qu'ils nous apprennent que, en 731, il y a des bandes de vagabonds si nombreuses que les autorités s'en inquiètent sérieusement. La détresse des cultivateurs ressort en outre d'un édit de 685 remettant leurs dettes et d'une allusion à un vaste plan d'émigration vers de nouvelles colonies.

Sans être encore catastrophiques, de telles contradictions et inconséquences dans le fonctionnement de la loi foncière commencèrent à susciter de l'inquiétude à l'époque où Nara était au faîte de sa prospérité. Les principaux administrateurs éprouvaient le besoin d'agir, et comme ils ne pouvaient pas espérer remédier aux défauts des lois, ils tentèrent d'augmenter la surface totale des rizières. A cette fin, ils inscrivirent le défrichement au programme de la politique nationale, et, en 722, ils ordonnèrent qu'un million et demi d'hectares de terres nouvelles soient mis en culture. Sur le plan agricole dans son ensemble, et en ce qui concerne l'augmentation de la capacité globale de production, ils obtinrent des succès remarquables. Cependant, ce résultat ne fut atteint – et ne pouvait l'être – qu'en excluant du système parcellaire les nouveaux terrains cultivés. En effet, personne n'aurait fait l'effort et les frais de les défricher s'il avait fallu les remettre à l'État, en sorte que, pour encourager les colons, le gouvernement décréta que les terres qu'ils mettraient en culture seraient propriété privée pendant une génération, période qu'il étendit ensuite à deux puis trois générations, et plus tard même dans certains cas à la perpétuité.

Le gouvernement semble avoir été incapable d'adopter une politique durable concernant l'ouverture des nouveaux territoires. Ses grands officiers avaient conscience que les trop lourdes charges imposées aux cultivateurs étaient responsables de la stagnation de l'agriculture, mais les allégements qu'ils y apportèrent n'aboutirent à aucune amélioration fondamentale. Les prêts de riz à semer (déjà mentionnés) et la création de « greniers de charité » (« gisô »), deux mesures prises pour empêcher les paysans de quitter la terre, échouèrent à cause de la mauvaise gestion et des actes illégaux des propriétaires régionaux. Le décret de 722 visait à pallier les méfaits de la propriété privée par une entreprise nationale. Mais l'année suivante, le soin de défricher les nouvelles terres passa à des particuliers, avec promesse qu'ils en seraient propriétaires pour trois générations. En même temps, la tendance à réclamer et à défendre la propriété immédiate et héréditaire se manifestait partout de plus en plus fort, et, en 743, lorsqu'il octroya à titre permanent des terres nouvellement ouvertes, le gouvernement ne faisait de toute évidence que reconnaître une situation qu'il ne pouvait pas empêcher.

Pour un grand propriétaire ou un établissement religieux, il était tentant d'accaparer les terres aussitôt propres à la culture, et, en 711 et 713, des ordonnances interdisent l'appropriation des « konden » (terres à riz défrichées) par les nobles et les monastères. Par ailleurs, le gouvernement affirma son droit de décider seul quelles terres devaient être défrichées, et par qui. Cependant, en 749, à l'occasion de la consécration du Grand Bouddha de Nara, le pieux empereur Shômu décréta que des *konden* seraient accordées aux divers établissements bouddhiques du pays, et, dans un édit suivant, il fixa l'étendue des terres que pourraient défricher les grands monastères de Nara et les temples provinciaux officiels qui avaient été fondés en l'an 741. Le Tôdaiji, qui était alors le principal établissement bouddhique de l'empire, obtint la plus belle part, quelque 6000 hectares, et liberté fut laissée aux gouvernements locaux de chacune des provinces de décider quelles terres devaient être occupées en vertu de cet octroi.

Il n'était pas dans l'intention de la loi que les nouvelles terres soient en permanence exemptées d'impôts. En principe, là où le défrichement était autorisé par les autorités locales, les impôts réguliers entraient en vigueur aussitôt que la terre donnait son plein rendement. Mais une importante exception fut faite en faveur de l'Église bouddhique, car bien que les impôts

fussent dûment collectés par les fonctionnaires chargés de cette tâche, on les remettait ensuite au monastère concerné. Cette exception restreinte devint bientôt une exemption presque totale, et il en résulta de tels profits que les monastères et autres institutions religieuses possédant en province de vastes domaines se mirent à installer sur place leurs propres représentants et à traiter avec le gouvernement de l'endroit. Il semble qu'alors les officiers locaux aient remis aux agents de l'Église le soin d'encaisser eux-mêmes les impôts, et l'exemption fiscale finit ainsi par être reconnue officiellement. Avant longtemps, les détenteurs laïcs de terres défrichées réclamèrent le même privilège. Toutefois, ces exemptions n'eurent pas pour unique résultat une perte de revenu pour l'État, car elles permirent à leurs bénéficiaires de réduire le taux des impôts afin d'attirer des paysans de l'extérieur ; ceux-ci virent leur avantage à donner ou à confier leurs biens au monastère ou à quelque seigneur laïc.

L'effet de ces mesures fut de renforcer la contradiction entre les principes et la pratique du système foncier dans le pays. Bientôt, même le petit cultivateur, à qui le défrichement était censé bénéficier, se découvrit une charge croissante, parce que la proportion de terre privée était toujours plus grande et qu'il fallait augmenter les impôts sur le domaine public. Parfois, un pauvre paysan prenait la fuite, laissant ses champs tomber en friche, ou bien hypothéquait ou vendait sa parcelle à un agriculteur plus riche ou à un monastère, devenant un homme sans terre, à peine mieux loti qu'un esclave, quoiqu'il conservât son statut d'homme libre. Des contrats ont été conservés qui nous montrent un homme libre, cherchant désespérément à garder son lopin, hypothéquer sa terre avec pour garantie les femmes de sa maison, qui, s'il était en défaut, seraient prises comme servantes. Il y a des traces de cette pratique peu après l'introduction du système parcellaire.

Ces pauvres n'étaient pas toujours en mesure d'améliorer leur condition en cultivant de nouvelles terres. La riziculture par irrigation exige la construction de barrages, de digues et de fossés, ce qui demande un certain art et beaucoup de travail, car le sol doit être soigneusement préparé et parfaitement égalisé. Les différences de niveau d'eau entre les champs doivent être calculées de façon précise, afin que des ajustements puissent être faits aux changements de saison et de temps ; et si la source alimentant le réseau est éloignée, de longs canaux doivent être construits. Défricher un terrain pour en faire des rizières requiert donc une direction experte, des

travailleurs organisés et de lourdes dépenses en outils et main-d’œuvre. Dans la pratique, l’essentiel du défrichement était exécuté par des familles nombreuses ou des institutions et personnes fortunées, de sorte qu’ici encore les riches propriétaires et les grands monastères et sanctuaires étaient avantagés par rapport aux petits propriétaires. Certains paysans pauvres s’efforçaient de vivre de terres impropres à la riziculture, mais là aussi ils étaient désavantagés, car de puissantes familles trouvaient leur intérêt à s’approprier par achat, par force ou par menace les hautes terres, forêts, deltas, lacs, étangs et marais, dont elles pouvaient tirer parti en tant que propriété privée sur laquelle elles payaient peu ou pas d’impôts.

Ainsi, la répartition des bonnes terres devint de plus en plus injuste. Cependant, il est probable que l’augmentation de la production répondait aux besoins d’une population croissante, et il se peut que les progrès rapides du défrichement, malgré la dureté des méthodes employées, ait en fin de compte été bénéfique au pays. Mais c’est au détriment de l’autorité du gouvernement central que s’obtenait un résultat économique valable, et peu à peu l’échec des lois foncières amena la ruine du système administratif, à la place duquel se développèrent les institutions féodales.

Il convient d’ajouter que de grands établissements religieux comme le monastère du Tôdaiji, à Nara, jouèrent un rôle important dans le travail de défrichement en avançant des fonds, en fournissant des outils, ou en accordant leur protection à de petits cultivateurs prêts à donner avec leur aide une parcelle de terre défrichée. A l’époque, la mise en valeur de vastes régions incultes n’était pas possible sans une forme rudimentaire de capitalisme. Il n’y avait pas d’économie monétaire à proprement parler, mais les grands monastères et les propriétaires terriens les plus puissants avaient à leur disposition non seulement de nombreux ouvriers, mais encore tout un stock d’outils de fer, indispensables au défrichement. A partir de 708, une petite quantité de pièces de cuivre se mit à circuler, mais la forme la plus importante de richesse mobile était la bêche ou houe de fer, sans quoi le travail de l’homme eût à peine produit davantage que sa consommation. Les registres de la fin du vue et du début du vine siècle signalent des dons de fer non façonné et de plusieurs milliers de bêches et houes de fer de la Couronne aux monastères et aux grands officiers, et il est clair qu’on n’eût pu autrement effectuer un défrichement à grande échelle,

ni armer comme il faut les nombreuses troupes requises par l’ouverture des territoires nouveaux.

Des registres fonciers des monastères et des nobles, il ressort que de nombreux domaines couvraient une surface de 500 à 5000 hectares, ce qui, pour la culture intensive du riz, représente une superficie très considérable. Et ce n’étaient pas là les seules sources de revenus des monastères, qui recevaient du Trône et des pieux nobles de la cour de fréquentes donations en terre ou en main-d’œuvre. Ainsi, les fondations bouddhiques de Nara finirent par disposer d’un pouvoir politique important, qui parut par moments menacer la maison impériale.

LA POLITIQUE DE NARA :

Problèmes dynastiques et combats de frontière

Dans l'histoire de L. monarchie japonaise, le vine siècle se distingue par le nombre de ses souverains femmes. L'impératrice Gemmyô, sœur d'une ancienne impératrice régnante, accéda au trône en 708, peu avant le départ pour Nara. Sa fille lui succéda en 715, et le souverain suivant, l'empereur Shômu, abdiqua en août 749, après un règne de vingt-quatre ans, au profit de sa fille non mariée, qui régna d'abord en tant qu'impératrice Kôken de 749 à 758, puis (ayant déposé l'empereur Junnin, en faveur de qui elle avait abdiqué) comme impératrice Shôtoku de 764 à 770.

C'est une période durant laquelle la puissance du bouddhisme augmentait rapidement, et il est très probable que les intrigues de prélats bouddhistes ambitieux aient largement contribué à la succession au trône de princesses dont on pouvait attendre de pieuses contributions au bonheur du clergé. L'histoire des faveurs accordées par la cour à l'Église bouddhique est parfaitement illustrée par celle du Tôdaiji, le grand monastère, qui fut fondé en 738 et devint en un bref laps de temps le plus riche et le plus influent de tous les établissements religieux du Japon. En 737 – à cause de quelque erreur commise par le souverain, dirait la théorie de gouvernement chinoise – une épidémie de variole ravagea le pays et emporta de nombreux personnages importants. On supplia les dieux et les bouddhas d'accorder leur aide au souverain et à son peuple ; par mesure de persuasion, on décida la construction d'un colossal bouddha de bronze ; et (ainsi le veut la légende), consultée par un messager envoyé à son grand sanctuaire d'Ise, la déesse du Soleil donna son accord au projet. Il ne fut pas réalisé avant quelques années, en partie faute de fonds, en partie par manque du savoir nécessaire, mais finalement, après bien des contrariétés, une statue de bronze assise, haute de seize mètres, fut achevée en 749. Entre-temps, on avait découvert de l'or dans la province reculée de Mutsu, qu'on avait envoyé à Nara pour dorer l'image. Il y eut alors une mémorable cérémonie religieuse, à laquelle assistaient l'empereur Shômu et tous les princes, princesses, nobles, dignitaires et officiers civils et militaires.

L'empereur se tenait dans la « Salle du Grand Bouddha » (*Daibutsuden),* face au nord, dans la position d'un sujet cherchant audience auprès de son souverain ; puis un grand ministre d'État s'avança pour parler au Bouddha au nom de son maître, déclarant humblement que lui, l'empereur, était le

serviteur des Trois Trésors « dont le nom doit être prononcé avec crainte », c’est-à-dire de la religion bouddhique. Dans cette proclamation, il n’était pas fait mention de l’origine divine de la maison impériale ; mais peu après, lors d’une cérémonie d’actions de grâce, un édit fut promulgué dans lequel le souverain se présentait comme dieu manifeste et poursuivait en disant : « De toutes les lois diverses, la grande parole du Bouddha est la plus parfaite pour protéger l’État. » Puis, par l’intermédiaire de l’officiant qui est son porte-parole, il remerciait pour l’or reçu et affirmait que « le grand signe de la parole » a été octroyé par la religion bouddhique, mais il ajoutait avec prudence que « c’est une chose manifestée par la gouverne et la grâce des dieux qui demeurent dans le ciel et des dieux qui demeurent sur la terre », par quoi il entendait toutes les divinités vénérées dans le culte indigène. Enfin, il fit don de terres à riz aux sanctuaires des dieux et donna aux monastères bouddhiques la permission de défricher des terres, tout en accordant des faveurs aux moines et aux nonnes.

On comprendra que, par cet acte, le bouddhisme était pratiquement adopté comme la religion de la cour, même si on ne reniait pas en tant que rite le culte des dieux nationaux. Dans ces conditions, le pouvoir des principaux ecclésiastiques bouddhistes était évidemment très grand, et c’est alors qu’on vit des prêtres sans scrupules s’efforcer d’exercer une influence indue sur les dames du palais. L’histoire du genre la plus célèbre est celle d’un vigoureux et beau moine appelé Dôkyô, qui fit tant d’impression sur l’ex-impératrice Kôken qu’il fut bientôt nommé chancelier du royaume, et parvint presque à se faire désigner comme successeur au trône.

De pareilles prétentions ne pouvaient qu’irriter les membres du gouvernement et autres personnages influents à la cour, à commencer par les représentants de la famille Fujiwara. Descendants du grand Kamatari qui avait été le principal auteur de la réforme de 645, ils s’étaient taillé une puissante position politique grâce à leur talent naturel et à leur habitude de marier leurs filles à des princes impériaux. Fubito, fils de Kamatari, était une importante figure de son époque (659-720), mais le clan avait été durement éprouvé par la mort de ses quatre fils, victimes de l’épidémie de variole de 737, si bien que pendant quelques années le moine Dôkyô n’eut guère à s’inquiéter du principal Fujiwara, Nakamaro, mieux connu sous son futur nom de ministre, Oshikatsu, en faveur auprès de l’empereur Junnin mais non de l’ex-impératrice. Lors des troubles intérieurs de 764-765,

Oshikatsu fut pris et tué, et le jeune empereur, déposé et exilé en 765, vraisemblablement étranglé. L’ex-impératrice remonta sur le trône sous le nom de Shôtoku, grâce à quoi Dôkyô fut tout-puissant jusqu’au moment où elle mourut, sans descendance, en 770. Puis la famille Fujiwara veilla à ce qu’il fût banni, et le trône échut à un aimable petit-fils de Tenchi, qui devint l’empereur Kônin (770-781). A sa mort, le Conseil des ministres refusa de laisser une femme prendre sa succession, créant ainsi un précédent qui fut régulièrement suivi jusqu’à l’époque moderne. Il porta son choix sur le fils aîné de Kônin, le prince Yamabe, qui régna sous le nom de Kammu et figure dans l’histoire parmi les souverains les plus capables de la longue lignée impériale. Ce fut durant son règne que le gouvernement quitta Nara, en partie – suppose-t-on d’ordinaire – pour échapper à l’influence de l’Église bouddhique.

Si la chronique de la période qui suit la concrétisation des réformes est déparée par les querelles de succession que nous avons signalées, il faut dire que celles-ci furent essentiellement l’œuvre de nobles mécontents, opposés aux nouvelles mesures, et que, face à de grandes difficultés, l’administration paraît avoir fait de son mieux pour mener une politique constructive dans bien des domaines.

Durant les règnes précédents, des efforts avaient été faits pour repousser la frontière plus au nord et à l’est, et pour pacifier ou soumettre les Aïnous, qui étaient une source de troubles permanents et un obstacle à l’ouverture de nouveaux territoires, devenue une nécessité avec l’augmentation de la population et l’insuffisance des rizières disponibles dans les provinces intérieures (la plaine du Yamato). Au cours des premières décennies du vine siècle, des soulèvements aïnous causèrent bien des ennuis au gouvernement central, qui était loin de contrôler les provinces extérieures. En 720, le désordre était tel qu’il fallut lever des troupes dans neuf provinces en vue d’une offensive contre eux, et ce n’est qu’après d’âpres combats qu’un poste frontière put être établi à Taga, près de l’actuelle Sendai, où l’on plaça une puissante garnison pour les tenir en échec. L’ambitieux Fujiwara Nakamaro, devenu Oshikatsu, nf resta pas inactif une fois au pouvoir. Il s’occupa tout particulièrement des affaires militaires, et lorsqu’il devint chancelier, il fit le projet de construire une ligne de forts dans les provinces septentrionales du Mutsu et du Dewa, afin qu’on eût des bases d’opération contre les aborigènes rebelles. Cependant, son plan ne réussit pas, car les

Ebisu étaient des combattants irréductibles, et pendant des années encore après l'époque d'Oshikatsu il y eut des rébellions et des coups de main continuels. En 776, la garnison de Taga fut décimée par des pillards, qui gardèrent l'offensive jusqu'en 790, infligeant parfois de lourdes pertes aux troupes japonaises postées sur la frontière. Oshikatsu ne fut pas plus heureux dans une autre entreprise, qui consistait à envoyer une importante expédition contre la Corée. Il organisa l'équipement de quelque cinq cents navires, qui devaient transporter une armée de quarante mille hommes sur le continent. A sa mort, en 765, quand le projet fut abandonné, il semble pourtant qu'on n'eût pas fait grand-chose, et sans doute l'échec de ces audacieuses entreprises contribua-t-il à sa chute.

Sous l'empereur Kônin (770-781) eut lieu un règlement de comptes. Le souverain se débarrassa des fortes têtes et des fonctionnaires inutiles, et inaugura une politique d'économie. Il (ou ses ministres) s'occupa très étroitement des questions d'administration locale et des communications avec les provinces extérieures, tandis que, dans presque toutes les provinces, les divisions militaires prévues par les codes furent dispersées, soulageant ainsi les cultivateurs d'un accablant fardeau. Le système de service militaire forcé, qui s'était révélé ruineux dès son introduction, fut alors remplacé par des troupes régulières, composées d'hommes entraînés au maniement des armes. Ce fut le début d'une distinction entre paysans et soldats, où l'on peut voir le germe de la classe des guerriers qui s'épanouit à l'époque féodale.

Progrès culturels

Quoique la vie politique de Nara, gâtée d'intrigues et de sang versé, n'offre pas un spectacle édifiant, il ne faut pas imaginer que tous les dirigeants étaient dévoyés et leurs efforts sans résultat. Dans ses limites de bureaucratie fonctionnant au nom d'une société aristocratique, le gouvernement essaya assez sérieusement de mener à bien la politique de réforme. Il s'intéressa de près à l'application des codes administratif et pénal, revus ici et là à la lumière de l'expérience. Achevée en 718, la révision du code de Taihô (701) représentait un travail appréciable, qui, à certains égards, tenait compte des conditions particulières nées des habitudes indigènes. Le respect du précédent chinois était parfois poussé jusqu'à l'absurde, mais, dans l'ensemble, on s'efforça d'adapter les lois aux exigences réelles, que ce soit en les amendant ou en créant certains organes pour en faciliter la mise en œuvre. Une législation détaillée et abondamment commentée se constitua ainsi peu à peu, et les juristes japonais de l'époque posèrent les bases d'un système qui survécut à bien des vicissitudes ultérieures et ne fut pas sans influence sur les lois féodales qui devaient finalement la remplacer.

En dehors du domaine gouvernemental, on fit en général de notables progrès dans le savoir de toute espèce. Le développement de la science bouddhique exige une étude à part, mais il faut signaler ici deux importantes réalisations littéraires. La première est la compilation des deux chroniques nationales que nous avons déjà décrites comme des œuvres remarquables, inspirées de l'exemple chinois, et auxquelles nous pouvons associer l'importante *Fudoki,* une étude des provinces et de leur production. Le deuxième monument littéraire est la grande anthologie de poésie connue sous le nom de *Manyöshü,* qui regroupe des vers des temps les plus anciens jusqu'en 760. Elle renferme quelque quatre mille poèmes, courts ou longs, et peut être considérée comme le reflet du sentiment japonais aux vue et vine siècles, avec, peut-être, les traces d'une vie plus primitive ou en tout cas plus simple dans les « Chants de l'Orient » ou « Azumauta ».

Toute histoire de la pensée japonaise qui négligerait le témoignage de cette œuvre classique resterait incomplète. Le seul fait que, en dehors des chroniques, la première réalisation littéraire importante soit un recueil de

vers indigènes dit assez la place essentielle qu'occupe la poésie dans la tradition nationale.

La voix qui parle ici est la voix authentique de la poésie japonaise. Elle porte certaines traces d'influence étrangère, mais pour l'essentiel (notamment les œuvres d'aussi grands poètes que Hitomaro) elle relève de l'inspiration spontanée de l'esprit national, sans doute stimulé par l'atmosphère vivifiante de la période de réforme qui suivit les édits de Taika. La poésie japonaise n'a jamais retrouvé la qualité de ces premiers chefs-d'œuvre.

Lorsqu'on passe en revue les sujets les plus souvent traités par les poètes, on s'aperçoit que le bouddhisme n'y tient que peu de place. Il y est parfois fait allusion, mais de façon générale on ne peut pas dire que les poèmes soient pénétrés du sentiment bouddhique ou de la vision bouddhique de la vie. Ce qui à première vue peut paraître un effet de l'influence bouddhique est une tendance chez les poètes à insister sur la vanité de l'existence humaine, l'évanescence de la beauté et du plaisir. Des symboles comme la fleur qui passe, la rosée qui se volatilise et la bulle qui éclate reviennent très fréquemment. En voici quelques exemples, pris presque au hasard :

Shôji no (Abhorrant les deux mers,

Futatsu no umi wo De la Vie et de la Mort,

Itowashimi Combien j'aspire aux hautes terres

Shiohi noyama wo Échappant aux marées.)

Shinobitsuru ka mo.

L'allusion faite au nirvana, au-delà de la vie et de la mort, atteste une connaissance des éléments de la doctrine bouddhique. On raconte en réalité que le poème a été écrit sur un instrument de musique découvert dans un monastère, et il se peut que son auteur soit un moine. Mais la tournure de la phrase, la vision de la vie, de la mort et de l'éternité en termes de paysage est peut-être typiquement japonaise.

Utsusemi wa (Cette vie mortelle

Kazunaki mi nari Est de courte durée.

Yamakawa no Que je cherche la Voie,

Sayakeki miîsutsu En contemplant la pureté

Michi wo tazune na. Des collines et des ruisseaux.)

On retrouve ici un parfum bouddhique, mais à nouveau le sentiment s'exprime à travers) ïs beautés de la nature.

Yo no naka wo (A quoi comparerai-je

Nani ni tatœn Cette vie ? Elle est comme

Asabiraki Un bateau que ses rames

Kogi-inishi fune no Emportent à l'aube

Ato naki gotoshi. Sans laisser de trace.)

L'évanescence est toujours là, traduite par un souvenir visuel, mais il ne s'agit pas d'un sentiment spécifiquement bouddhique.

Konoyo ni shi (Si je puis avoir du plaisir dans cette vie,

Tanoshiku araba alors qu'importe si dans la suivante je

Kon yo ni wa suis insecte ou bien oiseau !)

Mushi ni mo tori ni mo Ware wa narinan !

C'est une allusion directe à la doctrine du karma, mais manifestement pas très pieuse. L'auteur est Tabito, courtisan qui quitta cette vie en 731. On sent ici l'influence de la poésie chinoise, de l'école hédoniste des Sept Sages de la Forêt des Bambous.

Hormis ce genre d'exemples, qui ne dénotent aucun sentiment religieux très profond mais une mélancolie toute poétique, les poèmes d'amour sont les plus fréquents – parfois passionnés, mais généralement chaleureux et tendres, plutôt simples et naturels. Beaucoup parlent de séparation, d'amour contrarié, de la solitude des époux à qui la mort a enlevé leur conjoint. Peut-être la place accordée à l'amour conjugal constitue-t-elle un trait particulier. Mais il est de même fréquemment question de l'amour des parents et de la famille en général. Tous les sentiments humains naturels trouvent leur expression, mais avec un accent notable sur les liens familiaux, où les morts ont leur place aussi bien que les vivants.

La fidélité au souverain ou au chef de clan constitue un thème favori. La célèbre strophe (tirée d'un long poème de 749 sur la découverte de l'or pour le Grand Bouddha du Tôdaiji) qui fait allusion au clan Otomo, garde du

corps héréditaire, est un exemple classique des devoirs du guerrier tels que les formule le poète :

Umi yukaba mizuku kabane Yama yukaba kusamusu kabane O-Kimi no he ni koso shiname Kaerimi wa *seji.*

(En mer nos cadavres croupiront dans l'eau.

Sur les monts nos cadavres pourriront dans l'herbe.

Nous mourrons au côté de notre souverain,

Nous ne regarderons jamais en arrière.)

L'honneur du guerrier doit être sans tache ; il lui faut préserver « masurao no kiyoki sono na », le nom pur de l'homme de courage. Cependant, sauf lorsqu'il s'agit d'illustrer le devoir imposé par la loyauté, il est étonnamment peu question de batailles et d'ardeur militaire. La bravoure n'est jamais louée en tant que telle, mais uniquement comme un aspect de la fidélité.

Dans toute l'anthologie, indépendamment du sujet traité, passe un courant de joie face aux beautés de la nature. On y trouve déjà les sujets éternels de la poésie japonaise – fleurs de prunier et fleurs de cerisier, neige, clair de lune, nuages, collines et cours d'eau – que l'on ressent parfois déjà comme vaguement artificielle, mais qui témoigne d'une inclination naturellement esthétique. Il est difficile de mesurer ici l'influence des modèles chinois, mais elle n'éclipse certainement pas la part de ce qui est original dans les sentiments comme dans l'expression. Pourtant, il est sans doute vrai que la grande vogue de la poésie Tang (représentée par des maîtres comme Li Bo ou Du Fu) a encouragé l'esprit poétique du Japon. Dans ce contexte, il faut d'ailleurs noter que parmi les pièces citées dans le *Manyöshü,* vingt ou davantage (datant du vine siècle) sont reconnues comme des chefs-d'œuvre de la poésie chinoise, et il est significatif qu'avant celle-ci, une autre anthologie ait été publiée, le *Kaifüsö,* composée uniquement de poèmes écrits en chinois par des Japonais. Il était bien sûr impossible que la poésie japonaise échappe complètement à l'influence chinoise. Le *Manyöshü* doit son existence même à l'écriture chinoise, dont on se servait pour la transcription phonétique des mots japonais ; et, que ce soit à la cour ou dans un quelconque séminaire, aucun homme de goût ne pouvait se permettre d'ignorer l'œuvre des poètes chinois alors à la mode.

Mais quelle qu’ait pu être l’effet des idées étrangères, il est révélateur que le *Manyöshü* renferme de nombreux poèmes (écrits, c’est vrai, par des courtisans) qui rendent hommage aux divinités nationales. En fait, on y trouve des allusions à presque tous les aspects de l’ancien culte, et parfois même à un sentiment de la vie dans l’au-delà, où l’on peut discerner la base d’une croyance religieuse qui n’est pas de type bouddhique. Ainsi, cet intéressant poème composé à la mort du prince Yuge (vers 680) :

waga ôkimi Hi no miko amatsumiya ni ayani kashikomi

Yasumishishi Takahikaru Hisakata no Soko wo shimo

(Notre seigneur et prince

Enfant du Lumineux

Dieu d’en haut comme lui, a pris

Sa divine résidence dans le Palais Céleste

Très en haut. Nous, frappés de crainte

Gisons prostrés et pleurons

Jour après jour et nuit après nuit

Et à nos pleurs il n’y a pas de fin.

Notre seigneur et prince

Parce qu’il est dieu

Est allé demeurer invisible

Dans les cinq-centuples nuages du ciel.)

L’auteur est Okisome no Azumabito, et il existe des poèmes similaires pour la mort du prince Kusakabe, lui aussi fils de l’empereur Temmu. C’est un exemple de vénération d’un prince disparu, que l’on imagine demeurant dans un Palais céleste (*Amatsumiya)* au-delà d’une cinq-centuples couche de nuages. Très au-dessous, les affligés pleurent, mais ils ne peuvent jamais exprimer tout à fait leur tristesse. Une telle vision ne doit certainement rien au bouddhisme. Ur dieu qui demeure au-delà des nuages est plutôt un concept jupitérien, et semble appartenir à un credo païen.

D’autres poèmes présentent des touches de taoïsme incontestables. La chose n’a d’ailleurs rien de surprenant, car ce qu’il y a de magique et d’extravagant dans le taoïsme est bien fait pour plaire à un esprit épris de

poésie. Une pièce notamment mérite qu'on la cite en raison de l'influence qu'elle reflète, mais aussi à cause du charme surréaliste qu'elle revêt à nos yeux. Elle parle d'un voyageur qui tombe sur un groupe de jeunes filles occupées à pêcher dans un torrent de montagne. Elles lui disent qu'elles sont filles de pêcheur. « Leurs esprits s'élançaient au-dessus des nuages et leur grâce n'était pas de ce monde. »

« Vous engagerez-vous envers nous pour la vie ? » demandent-elles. A quoi il répond : « Oui, avec joie. » Et d'exprimer ses sentiments dans un gai dialogue poétique, parlant à la fois pour lui et pour elles :

LUI : Mais vous dites être

Les filles d'un pêcheur ? Pourtant vos allures révèlent Que vous êtes de noble naissance.

ELLES : Sur le fleuve Tamashima

Ici vers le haut de son cours se trouve notre maison.

Mais par timidité

Nous ne vous avons pas dit où.

LUI : Sur le fleuve de Matsura Vous êtes à pêcher l'*ayu*. Égayant les eaux peu profondes

hi no kotogoto yo no gotogoto

kami ni shi maseba io-e ga shi ta ni

Hi ru wa mo Yoru wa mo Fushi-i nagekedo Akitaranu ka mo Okimi wa Amagumo no Kakuretamainu.

Vos jupes sont trempées.

ELLES : Lorsque vient le printemps Par le gué de notre maison Le petit poisson surgira Impatient de vous voir.

Il ne s'agit évidemment pas de jeunes filles réelles, mais de créatures de contes de fées, nées de la transe poétique du Tabito déjà nommé, admirateur des hommes de lettres chinois compagnons de l'ivresse. Il était gouverneur du Kyüshü, alors considéré comme une province frontière de première importance. Remplir un tel emploi voulait qu'on fût privé des plaisirs de la bonne société, et le *Manyöshü* contient par ailleurs maints vers nostalgiques exprimant la solitude des officiers et des gardes-frontières en exil. Quand ces plaintes ont été composées, les provinces de l'Est, qui forment

aujourd'hui la région la plus populeuse du Japon, étaient encore incultes et éloignées du Yamato.

Voici l'un de ces poèmes – un dialogue :

Si je vous laisse derrière moi Vous me manquerez. Oh que n'êtes-vous La poignée de l'arc de bouleau Que j'emmène avec moi. Si je reste derrière vous Je souffrirai

Les douleurs de l'attente. Je voudrais bien mieux être l'arc Que vous portez le matin à la chasse.

Et voici le tableau d'un amour clandestin de village :

Viens à moi, mon doux cœur Écartant les rideaux de bambou ! Et si ma mère m'interroge Je dirai : c'était juste un coup de vent.

On en parle comme d'« un vieux poème », et il vient sans doute d'un recueil plus ancien.

Les études confucéennes, qui couvraient presque tout le programme de l'Université – un service gouvernemental du conseil des Rites –, jouèrent un rôle prépondérant dans le Japon du vine siècle. Vu le prestige de la culture chinoise, la chose était inévitable, car à part la poésie l'essentiel de la littérature classique chinoise que les Japonais apprirent à connaître avait plus ou moins trait à l'exposé ou à la réfutation de la doctrine confucéenne. Les doyens du conseil des Rites étaient des érudits confucéens de haut rang, dont les charges devinrent héréditaires dans certaines familles. Le directeur de l'Université était responsable de l'examen des étudiants et de la célébration des fêtes de Confucius et de ses principaux disciples.

Nous avons déjà vu le caractère général de la conception confucéenne du monde telle qu'elle influa sur la vie japonaise, et comment elle fournit une base théorique, ou plutôt conceptuelle, au système de gouvernement, tout en donnant un poids particulier à certaines pratiques de divination et de géomancie. Les idées chinoises de piété et de loyauté convenaient par ailleurs assez bien aux exigences courantes des dirigeants japonais ainsi qu'au sentiment traditionnel concernant la famille et le clan. Le culte des ancêtres pratiqué au Japon doit certainement beaucoup au précepte chinois tel qu'il est exposé dans le *Classique de la piété filiale.*

Mais il est douteux que la pensée confucéenne ait eu une grande influence créatrice en dehors du domaine institutionnel des environs de l'an

600 à la fin du moyen âge. Quelque mille ans plus tard, l’enseignement confucéen domina, il est vrai, la vie intellectuelle du Japon ; mais il s’agissait d’une forme nouvelle de confucianisme, repensé et reformulé par les philosophes Song avec un fort penchant métaphysique. A partir du vine siècle et pour un temps indéfini – peut-être même jusqu’en 1500 –, la principale influence étrangère que subit la pensée japonaise fut celle du bouddhisme – non les subtilités de sectes érudites, mais une atmosphère générale de vénération et de sainteté, de foi en de sublimes et puissantes essences, qui (combinée aux beautés de l’art religieux) était mieux faite pour plaire au tempérament japonais que l’agnosticisme conservateur du sage chinois. En réalité, il y a certaines raisons de croire que le taoïsme trouva un accueil plus favorable auprès des Japonais dotés d’une tournure d’esprit spéculative.

Voyant que le confucianisme est un système logique d’éthique sociale qui a fait preuve pendant des siècles d’une grande résistance et qui, jadis, a été accepté par l’ensemble de l’Asie orientale (Corée, Japon, Annam, Siam et même certaines régions de Birmanie), on est tenté d’expliquer sa puissance de survie par la force et la vérité de son enseignement moral. En un sens, cela doit être vrai, car la société chinoise doit sa stabilité à ses règles de conduite. Mais on pe[1] t arguer que, dans ses effets sur le Japon, ce qui distingue la morale confucéenne est le fait qu’il s’agit d’une morale sociale, qui contribue très peu aux jugements individuels sur le Bien et le Mal. Dans l’optique chinoise, semble-t-il, ce qui était conforme à l’ordre naturel – appelons-le *li* – était bon, et ce qui ne l’était pas était mauvais. Or cette vision néglige les problèmes éthiques de l’individu, ou du moins en fait une question non pas de conscience mais de convention. Peut-être est-ce là aller trop loin ; mais on peut affirmer qu’au Japon, la pensée chinoise contribua à l’organisation sociale plutôt qu’au développement spirituel de l’individu. En tout cas, c’est une conclusion plausible que de dire que l’impact du *li* sur l’esprit et le cœur japonais fut moins grand que celui de notions bouddhiques telles que le karma et la renaissance, qui ont une profondeur en même temps qu’une simplicité et un attrait émotionnel sans équivalent dans la conception rationnelle des maîtres chinois.

Il y a toutefois un trait marquant de la pensée confucéenne que l’esprit japonais, du moins dans la classe dirigeante, accueillit avec empressement : la suprématie des devoirs sur les droits. La pensée chinoise est hostile à

toute dérogation au *li*, c'est-à-dire au comportement prescrit ; elle ne conçoit que des devoirs, rituels et sociaux, et en cas de conflit elle insiste sur le besoin d'harmonie et de compromis. Pour les fondateurs de l'empire Han, l'adoption du confucianisme comme doctrine usuelle entrait dans le cadre d'une politique délibérée visant au conformisme. Chez les Japonais, il fallait donc s'attendre à ce qu'il encourageât le conservatisme dans la vie politique et dans la vie sociale.

Sous cet aspect, on pourrait dire que le confucianisme eut une influence malheureuse, car une fois qu'il eut assimilé les principaux éléments de la culture chinoise le Japon entra dans une phase d'expansion qui demandait des expériences, fussent-elles négatives, plutôt que l'adhésion à un système prescrit. Et de fait, au cours de la période suivante, la décadence des institutions empruntées devint l'un des traits distinctifs de l'histoire japonaise.

CHAPITRE VI

La nouvelle capitale, 794-894

Le départ de nara

A Nara, les monastères avaient abondamment contribué à l’étude de la doctrine bouddhique et posé de solides bases à de futures recherches, tant historiques que métaphysiques – pour ne pas parler des futures controverses. En tant que re’igion, le bouddhisme avait une influence favorable, car non seulement il développait le savoir et élargissait l’expérience esthétique du peuple japonais, mais il servait aussi d’instrument de progrès matériel en encourageant des métiers utiles, la construction de routes et de bâtiments, et le perfectionnement de l’agriculture. En tant qu’institution, il exerçait toutefois une influence à maints égards nuisible à l’État. Les faveurs accordées aux grands monastères par le Trône et les principales maisons nobles avaient à ce point augmenté la puissance de l’Église que (ainsi qu’on l’a vu d’après la carrière du moine Dôkyô) la maison impériale était, ou paraissait être, en danger. Peut-être cela suffit-il à expliquer la décision prise par l’empereur Kammu de déplacer la capitale ; et bien que d’autres raisons aient été évoquées, on peut conclure sans risque de l’histoire des précédentes décennies que le gouvernement civil sentit que des réformes comme celles qu’il méditait ne pourraient être menées à bien à moins d’un changement complet d’atmosphère. S’il en était besoin, l’éloignement de Nara par rapport à la mer fournissait une autre raison. Il était important que le siège du gouvernement se trouvât sur ou à proximité d’un cours d’eau navigable, et comme on s’occupait déjà de développer le port de Naniwa, il était naturel qu’on choisît un site proche du Yodo, dans le delta duquel se trouvait Naniwa.

La cour fut d’abord installée dans un endroit appelé Nagaoka, à quelque cinquante kilomètres de Nara, dans la province de Yamashiro. Le déplacement eut lieu en 784, mais au bout de dix ans les grandioses et coûteux travaux entrepris à Nagaoka furent brusquement interrompus, et un nouveau site fut choisi, distant seulement de quelques kilomètres. Les raisons de ce changement ne sont pas absolument claires ; mais comme la famille de l’empereur connut divers malheurs après que la cour eut déménagé à

Nagaoka, il est probable qu’on y vit l’effet de quelque mauvaise influence qui ne se dissiperait qu’une fois abandonnés les travaux entrepris.

La superstition joua certainement un grand rôle dans la décision de changer de site, et, après que les devins et géomanciens eurent été consultés et qu'on eut averti la déesse du Soleil, les ancêtres de l'empereur et les divinités tutéJaires de la localité, on s'attaqua à la construction d'une nouvelle capitale dès 793.

L'endroit choisi était le site de l'actuelle Kyoto, où la capitale impériale demeura jusqu'en 1868. L'empereur emménagea dans son nouveau palais en 794, mais la construction d'autres bâtiments se poursuivit pendant quelques années encore. La ville prit le nom de Heiankyô, « Capitale de la Paix et de la Tranquillité ». Son plan était celui de la capitale chinoise de Chang'an, construite par la dynastie Sui, qui avait également servi de modèle à Nara. Son emplacement répondait à toutes les exigences de la géomancie chinoise, car le ministre des Affaires intérieures, Wake no Kiyomaro, très loyal serviteur de la Couronne, s'était assuré qu'il était protégé du mal par les divinités gardiennes des quatre points cardinaux – qui, notons-le, portaient des noms chinois.

C'était une grande ville, un exemple de planification grandiose. Elle était construite de façon symétrique, avec de vastes avenues courant du nord au sud et de l'est à l'ouest, coupées de nombreuses rues et ruelles plus étroites. A l'intérieur, une enceinte fortifiée d'imposantes dimensions renfermait le palais, les bureaux du gouvernement et les salles et pavillons où se tenaient les assemblées et les cérémonies d'État. Tout était dans la forme et les règles. L'influence de la pensée laïque chinoise s'y faisait puissamment sentir, et le modèle cérémoniel et rituel chinois était scrupuleusement observé, sauf dans les occasions où le souverain entrait en communication avec les divinités nationales, comme lors de la Prière pour la Moisson et de la Grande Purification.

La nouvelle capitale était à moins de cinquante kilomètres de Nara, ce qui représentait pourtant une distance importante étant donné la difficulté des voyages. La topographie de la région était en outre beaucoup plus variée que celle du bassin de Nara, en sorte que l'ancienne capitale semblait plus éloignée qu'elle ne l'était vraiment. La différence d'esprit entre les deux endroits était nettement marquée : Nara représentait l'antiquité, Kyoto, ce qui était vivant et nouveau.

Maintenant qu'on avait laissé derrière soi les sept grands monastères de Nara, il semblait qu'on n'eût plus à craindre la puissance de l'Église

bouddhique ; de plus, peu après son intronisation, l’empereur Kammu avait publié un édit visant à limiter la construction de nouveaux édifices bouddhiques, à restreindre les entrées dans les ordres, et à empêcher la vente ou la donation de terres aux institutions religieuses. Si l’on avait pu l’appliquer, c’eût été une saine politique, car l’ironie voulait que l’Église bouddhique, qui avait donné tant de bonnes choses au Japon, menaçât la stabilité du gouvernement à cause des ambitions politiques de ses chefs et des immunités fiscales dont ils abusaient. L’absorption de terres publiques dans les domaines ecclésiastiques privait l’État de revenus dont il avait un besoin impératif pour développer l’ensemble du pays.

Cependant, la mauvaise conduite du clergé n’était que la cause immédiate des ennuis financiers du gouvernement, ennuis dont l’origine réelle résidait dans l’incapacité de la classe dirigeante dans son ensemble à saisir les problèmes soulevés par une économie agraire en expansion.

la scène politique, 794-891

EMPEREURS RÉGNANT À KYÖTO, 781-876

Kammu 781-806

Heijô 806-809

Saga 809-823

Junna 823-833

Nimmyô 833-850 Montoku 850-858 Seiwa 858-876

L’histoire dynastique du siècle qui suit le départ de Nara n’a ni un intérêt particulier ni une grande importance. Elle consiste, dans les mêmes proportions que d’habitude, en une succession de querelles et de rivalités d’influence, et peut, dans l’ensemble, être considérée comme une période où l’autorité impériale commença par se maintenir avant de se laisser grignoter par les chefs des grands clans, notamment les membres de la famille Fujiwara, qu’avait fondée Nakatomi au vue siècle.

L’empereur Kammu (qui monta sur le trône en 781) gouverna d’une main ferme, comptant essentiellement sur son propre jugement ; d’ailleurs, les historiens japonais s’accordent à dire que la puissance et le prestige du Trône ne furent jamais plus grands que sous son règne. Il mourut en 806, et ses successeurs immédiats se montrèrent moins capables de résister à l’influence des grands nobles. Suivant sa politique, la famille Fujiwara continuait à accroître son pouvoir politique en fournissant des épouses ou des concubines à l’empereur, en sorte que, grâce à leurs alliances avec le souverain, ses membres étaient à même d’occuper tous les postes de commandement gouvernementaux, de celui de chancelier ou de régent à des fonctions plus modestes mais toujours importantes dans les ministères et dans les bureaux. Durant un certain temps, les chefs du clan Fujiwara surent pourtant employer leur puissance avec discrétion, et s’avérèrent en général des administrateurs capables.

Entre 857 et 872, Fujiwara Yoshifusa remplit les fonctions de chancelier puis de régent. Fujiwara Mototsune lui succéda et occupa les charges les plus élevées de 873 à 891. Durant approximativement un siècle, tandis qu’un empereur après l’autre luttait contre la prédominance des Fujiwara dans les affaires d’État, une bonne partie du travail administratif s’effectua,

honnêtement sinon toujours efficacement, sous les ordres directs du Trône. Le clan Fujiwara, dont les diverses branches étaient en désaccord, ne pouvait d'ailleurs présenter à ses adversaires un front aussi uni qu'il le ferait plus tard, si bien que des hommes d'État d'autres familles étaient en mesure d'aider le souverain à défendre la prérogative impériale. Un effort pour briser la puissance des Fujiwara fut même tenté par l'empereur Daigo, qui voulait gouverner et pas seulement régner. Mais il ne réussit qu'à moitié, et à sa mort, en 930, c'est encore un Fujiwara qui fut nommé régent. Par la suite, jamais les souverains ne recouvrèrent une pleine autorité. Ils continuèrent d'être respectés, voire vénérés, en tant que chefs de la nation, mais sans plus exercer les pouvoirs politiques suprêmes. Tous d'ailleurs n'en étaient pas capables, et certains abdiquèrent sous la pression ou la menace à un âge précoce. D'autres se consacrèrent à l'exercice de la littérature, de la peinture ou de la calligraphie, et d'aucuns devinrent de fervents disciples du bouddhisme.

Durant ce siècle, les principaux problèmes politiques dont le gouvernement eut à s'occuper furent, d'abord, la poursuite des campagnes contre les aborigènes des provinces de l'Est et du Nord, qui s'opposaient au défrichement de nouvelles terres ; deuxièmement, la réforme des systèmes foncier et fiscal, dont l'échec ruinait l'autorité de l'administration centrale et des officiers provinciaux et compromettait la stabilité financière ; et enfin, la réorganisation de tout le système administratif emprunté à la Chine, qui se révélait inapplicable.

Pour donner une toile de fond à la description de la vie sociale et religieuse aux IXe et xe siècles, nous allons voir ces trois questions l'une après l'autre, en commençant par la colonisation des provinces de l'Est et du Nord.

Problèmes de colonisation et de frontière : Après la réforme de 645, la situation générale du pays s'était graduellement améliorée. Malgré de fréquentes querelles de succession et autres désordres sporadiques, des conditions de vie relativement sûres entraînèrent un certain accroissement de la population et un mouvement général d'expansion. La plaine du Kinai, toute fertile qu'elle fût, ne pouvait nourrir beaucoup plus de gens alors que le niveau de vie s'élevait ; des personnes entreprenantes commencèrent donc à émigrer vers l'est à la recherche de nouvelles terres cultivables. Elles s'avancèrent tout naturellement dans la direction générale de la plaine du

Kantö, la plus vaste région alluviale convenant à la culture du riz par irrigation. Dans les provinces situées à l'est de la barrière montagneuse de Hakone, il existait depuis longtemps des colonies disséminées, car la richesse du sol attirait depuis toujours les paysans les plus robustes et aventureux. Ils avaient conquis leurs domaines en repoussant les occupants aborigènes, les Ezo (ou Aïnous, comme on les appellerait plus tard), dont les ancêtres peuplaient la région du Kantö en grand nombre depuis l'époque néolithique. En 720, la frontière nord avait été repoussée jusqu'à Taga, à quelques kilomètres de l'actuelle Sendai. Cependant, quoique de nombreux Aïnous eussent été pacifiés et vécussent en bonne intelligence avec leurs voisins japonais, il restait – surtout dans les provinces septentrionales du Mutsu et du Dewa – une très vaste population insoumise, parmi laquelle des Japonais qui avaient lié leur sort à celui des Aïnous. Ces irréconciliables faisaient de fréquentes razzias contre les colonies situées au sud de leurs propres camps. C'étaient des combattants tenaces, et les troupes envoyées au secours des colons étaient incapables d'en venir à bout.

Cet échec s'expliquait par la complète insuffisance des dispositions militaires prises par le code de Taihô. Elles prévoyaient un service national dans lequel tous les hommes de vingt à soixante ans pouvaient être appelés à faire leur devoir militaire soit dans les troupes de province ou les régiments de gardes stationnés dans la capitale, soit dans les troupes frontalières mises sur pied contre les Ebisu (les « barbares ») ou contre des attaques venant du continent, attaques qui, à l'époque, ne paraissaient pas impossibles. Mais, chose étonnante chez un peuple de tradition aussi belligérante, au VIIe siècle, la classe dirigeante avait une conception essentiellement civile, et préférait le compromis à la violence, étant, sans doute sous l'influence bouddhique, ennemie du sang versé. En 701, on avait interdit la détention d'armes par des particuliers ; l'uniforme des officiers d'État ne comprenait pas d'instruments mortels pour symboliser leurs pouvoirs, et la profession de soldat n'était pas respectée. Cet état de fait était partiellement dïï aux idées chinoises ; il était inhérent à la structure administrative, qui n'accordait que peu d'importance aux dispositions militaires sauf lorsqu'il s'agissait de défilés et de parades. Mais sa cause immédiate était le mauvais fonctionnement du système de recrutement.

Le service militaire était un lourd fardeau pour les familles de petits paysans, et leurs jeunes gens faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour y

échapper, soit en prenant la fuite, soit en travaillant sur les terres de riches propriétaires ou fonctionnaires, parfois comme domestiques. Le système était très contraignant. Chaque conscrit devait fournir ses propres armes, provisions, chaussures, ustensiles de cuisine, etc. De plus, chaque groupe de dix hommes devait procurer et nourrir six chevaux, et apporter des bêches, des haches, des faucilles et autres outils. Les familles concernées étaient exemptées de certaines charges fiscales, mais non des impôts ordinaires sur le riz et autres produits. Le fardeau était si accablant que, selon un dicton populaire, lorsqu'un homme était appelé, sa famille était ruinée. La moyenne et la haute bourgeoisie se réclamaient de toutes sortes de droits et prétextes pour éviter le service militaire.

Au VIIIe siècle, le manque d'hommes instruits était tel que les troupes frontalières ne pouvaient contenir les Aïnous et que le gouvernement se vit obligé de prendre de nouvelles mesures militaires. En 792, sous l'empereur Kammu, le principe du service militaire universel (qui n'avait jamais été pleinement appliqué) fut abandonné, et le soin fut laissé au gouvernement de chaque province de constituer sa propre armée en enrôlant des jeunes gens valides tirés au sort non parmi les familles paysannes ordinaires, mais parmi celles des officiers de district et autres membres de la noblesse terrienne ayant obtenu dee la cour un ordre de mérite[8]. En d'autres termes, la responsabilité de la défense et du maintien de l'ordre fut confiée aux mains d'une classe de propriétaires fonciers opulents, localement puissants mais liés au gouvernement central, intéressés au premier chef par la protection de la propriété privée.

Mais ce système n'entra jamais réellement en vigueur, et il n'existait pas d'organisation responsable du maintien de la paix au nom de la Couronne. Vers l'an 800, les domaines privés (« shôen ») étaient en réalité devenus si vastes et le séparatisme local si développé que le gouvernement avait perdu presque tout pouvoir dans les provinces lointaines. Selon les récits de l'époque, le désordre, la violence, les déprédations commises par des bandes de pillards étaient tels que les paysans en étaient réduits à s'armer pour leur propre défense, et à s'attacher à de puissants propriétaires fonciers pour en obtenir protection. Parmi les magnats les plus riches, certains entretenaient leur propre troupe, dont ils n'hésitaient pas à faire usage pour attaquer leurs rivaux personnels, ou même pour envahir certains domaines publics.

C’est dans ces circonstances que commença à se former une classe de guerriers privés, qui, avec le temps, allait dominer le pays. Bien avant la période de réforme, il était courant qu’on recrutât pour des expéditions contre la Corée des hommes originaires de l’Est, qui, formés à la guerre dans leurs luttes contre les aborigènes, jouissaient de la plus haute réputation. On les connaissait sous le nom d’Azumabito (« Hommes de l’Est »), et la littérature la plus ancienne chante déjà leurs louanges. Les troupes gouvernementales régulières des provinces orientales, elles, n’étaient pas de cette trempe. Leurs capitaines étaient même de tels incapables qu’en 783 l’empereur leur reprocha publiquement leur couardise, et ordonna qu’une nouvelle campagne fût entreprise sous un commandement compétent.

Un « Général de l’Est » fut désigné, mais il mourut en 786 avant d’avoir pris l’offensive, et ce n’est que trois ans plus tard qu’une troupe bien équipée, placée sous les ordres d’un nouveau commandant, pénétra de Taga à l’intérieur de la province de Mutsu, où elle fut ignominieusement battue par les Aïnous à proximité de l’actuelle ville de Morioka. Courtisan plutôt que soldat, son général en chef fut rappelé, jugé et condamné à une peine légère, tandis qu’on s’occupait de mettre sur pied une nouvelle expédition, celle-ci mieux préparée. Enfin, un commandant fut nommé, en 791, à qui l’on conféra le titre de *Seitö Taishi,* c’est-à-dire « Envoyé pour la Pacification de l’Est » ; son second était Sakanoue Tamuramaro, dont l’histoire du Japon a fait un parangon des vertus militaires. Tamuramaro précéda son chef sur le front en 793, et, en 795, tous deux firent dans la capitale un retour triomphant. Mais pendant une décennie ou plus, il fallut maintenir la pression contre les Aïnous et encourager les cultivateurs à s’installer près de la frontière effective afin de fournir une défense permanente contre les razzias et incursions que les succès de Tamuramaro n’avaient pas totalement enrayées. Pour y mettre bon ordre, il reçut en 800 un nouveau commandement. Après une série de campagnes qui se prolongea jusqu’en 803, il atteignit enfin son but et parvint à repousser la frontière septentrionale jusqu’à Izavva et Shiba, où des forts furent construits et des garnisons installées. Sa mission revêtait pour la cour une si grande importance que le titre de *Sei-i Tai-Shôgun,* ou « Généralissime Dompteur des Barbares », qu’il fut le premier à porter, serait ensuite pendant un millénaire le titre le plus envié de l’armée de terre.

Les frais de ces campagnes furent très élevés. Le poids en retomba essentiellement sur le petit cultivateur. En outre, il fallait bien que le contribuable payât le matériel et la main-d’œuvre pour la construction de la nouvelle capitale. En 805, on vit les conseillers du Trône discuter la question d’un Acte de Grâce annulant les impôts et les dettes privées en suspens, et reconnaître que le peuple souffrait du coût de la guerre et de la construction publique. Ils avaient certainement raison, mais ce n’était pas là les seules causes de la misère agricole et de l’échec de l’autorité provinciale.

Malgré les succès retentissants de Tamuramaro, les Aïnous continuèrent leurs incursions, quoique à une moindre échelle, jusqu’en 811 sinon plus longtemps. Ainsi, ils résistèrent pendant plus de vingt ans après la première expédition d’envergure qu’on avait envoyée contre eux, et il y a tout lieu de penser que cette résistance ne fut pas due seulement à leur caractère obstiné, mais également à la neutralité, voire à l’aide active, de certains des premiers colons qui n’acceptaient pas l’intrusion du gouvernement central dans une région frontière où ils n’avaient pas d’impôts à payer, ni rien qui entravât leur liberté. Il y avait sans doute parmi eux des Aïnous ou des enfants de mariages mixtes, et c’est peut-être pourquoi le gouvernement transféra alors plusieurs milliers d’individus des provinces développées de l’Est dans les territoires du Nord récemment conquis. Ces nouveaux colons reçurent l’assurance que les terres qu’ils mettraient en culture seraient exonérées d’impôts, et fondèrent certaines des familles militaires les plus rudes et les plus intraitables de l’histoire du Japon, qui cultivaient par tradition le mépris des ordres de la capitale.

Il s’agit là de cas extrêmes, mais de façon générale, tandis que se poursuivait l’opération de défrichement lancée au vine siècle, un conflit surgit entre intérêts ruraux et métropolitains, qui, dans ses diverses manifestations, constitue le fond de l’histoire des trois siècles suivants. Au ixe siècle, les dépenses du gouvernement central augmentèrent rapidement du fait qu’il entreprit, en plus de ses réalisations militaires et architecturales, de construire des routes et des ponts. Plus il lui fallut lever d’impôts, plus les grands propriétaires mirent d’application à ne pas les payer ; et l’on peut presque dire que le résultat principal du conflit en question fut une lutte permanente entre l’administration et les notables provinciaux pour avoir la haute main sur les terres agricoles.

Échec des lois foncières : Moins spécifiquement, mais peut-être plus correctement, on peut dire que l’histoire politique de l’époque de la réforme de Taihô (701) se résume à celle de la ruine progressive du système de gouvernement élaboré, logique et symétrique emprunté à la Chine par de fervents admirateurs à qui manquait l’expérience nécessaire en matière d’administration civile. Ce système ne tarda pas à se révéler mal approprié au Japon, où les anciennes coutumes demeuraient fortes et où la méthode de culture du riz rendait inapplicables les prescriptions chinoises. Comme on l’a vu, le projet de distribution du sol par parcelles commença à sombrer dès le vine siècle, et malgré les nombreux efforts qu’il tenta dans ce sens, le gouvernement de Heian ne réussit pas à le renflouer. Les archives, assez abondantes, montrent que la procédure était extrêmement incommode, exigeant des études, inscriptions, contrôles, comptes et rapports si pénibles et si ennuyeux que même un administrateur moderne, parfaitement au point, aurait du mal à l’appliquer. On ne saurait donc s’étonner que les fonctionnaires provinciaux et locaux aient été incapables d’en suivre les règles, et bien souvent peu disposés à le faire. La terre était distribuée à intervalles irréguliers, et de façon arbitraire, et, quoique le système de répartition (han-den) ne fût jamais officiellement abandonné, il s’effondra graduellement, ainsi que l’atteste un édit de 902, qui le dit tombé depuis longtemps en désuétude et ordonne que l’on y revienne. Dans certaines régions du pays, il n’y avait plus eu de distribution depuis 850 ou même avant. Cependant, une dizaine d’années après cet effort de restauration, on vit le gouvernement s’inquiéter non de l’octroi de terres, mais des impôts ou tributs des parcelles délaissées par leurs détenteurs, que ceux-ci soient morts ou qu’ils soient allés travailler dans un domaine privé, parfois après avoir loué ou vendu leur lot de connivence avec les officiers locaux.

Les fugitifs étaient connus sous le nom d’« ukarebito » ou de « rônin », utilisé ensuite, à l’époque féodale, pour désigner ceux qui avaient quitté le service de leur seigneur. La situation n’était pas nouvelle, puisque (comme nous l’avons vu au chapitre v) les archives mentionnent des paysans en fuite dès 670. Selon une déclaration officielle, en 780, il y avait de si nombreux paysans absents dans la province d’Ise qu’il était impossible d’y entreprendre aucuns travaux publics. Les inspecteurs envoyés sur place découvrirent alors que ceux qui, dans les registres, étaient mentionnés comme « morts » ou « en fuite » étaient en fait réfugiés dans les domaines

voisins et ne pouvaient être contraints à la corvée parce que les autorités de la province n'osaient défier les grands propriétaires terriens.

La faillite du système était due avant tout au fait qu'il ne convenait pas au pays. Il ne convenait pas au cultivateur, qui était profondément attaché au coin de terre qu'il cultivait lui-même et qu'il considérait comme sien indépendamment de tout titre de propriété. Étant donné l'état des communications, son application ne pouvait pas être assurée par des fonctionnaires provinciaux qui plaçaient le sentiment local au-dessus des obligations juridiques. Et ses promoteurs n'avaient pas, quant à eux, prévu les conséquences du programme de défrichement et du poids des impôts, de la corvée et du service militaire, qui allaient amener les détenteurs de parcelles soit à vendre ou louer leurs terres avec la complicité des autorités locales, soit à les abandonner purement et simplement pour chercher ailleurs un moyen d'existence. Certains de ces abus au moins auraient pu être redressés si le gouvernement central avait été à même de surveiller ses représentants en province, mais le caractère hiérarchique du système administratif chinois avait été transplanté au Japon uniquement dans sa forme et non dans sa substance, en sorte que des personnages haut placés et des institutions puissantes refusaient de se plier aux ordres de la nouvelle bureaucratie. En outre, aucune bonne raison ne permet d'affirmer que le système chinois, tel que le définissent les codes Sui et Tang, fonctionnait de manière vraiment satisfaisante même dans son pays d'origine. Les documents dont on dispose tendent au contraire à démontrer qu'il fonctionnait de façon plutôt défectueuse, et que la survivance en Chine d'une puissante administration centrale fut la conséquence non de la sagesse des législateurs mais de certaines conditions économiques et topographiques, notamment le besoin d'une politique d'irrigation à grande échelle, qui favorisa et même exigea la concentration du pouvoir entre les mains de fonctionnaires hautement qualifiés.

Inadéquation des codes : L'insuccès du système administratif au Japon ne peut être imputé à une seule cause. En fait, on ne peut pas vraiment dire qu'il échoua puisque aucune des dispositions des codes ayant trait à la propriété et au revenu fonciers ne fut strictement observée dès leur promulgation. De façon générale, la chose peut s'expliquer en disant que le système chinois ne convenait pas au Japon, qu'il était prématuré d'imposer à une société en devenir un procédé qui ne pouvait marcher là où les

communications étaient médiocres et où il n’y avait pas assez de fonctionnaires locaux compétents et dignes de confiance pour faire appliquer la loi de manière impartiale. Mais la cause véritable ne se résumait pas à une simple carence administrative. Elle résidait dans la conduite égocentrique et insubordonnée des grands nobles de la capitale, qui, par leur influence, étaient en mesure de corrompre ou de braver les autorités provinciales, des collecteurs d’impôts aux gouverneurs eux-mêmes. En d’autres termes, c’était la puissance du principe héréditaire qui mettait en échec les dispositions de la loi. Une poignée de fonctionnaires combattaient cette pression, mais la plupart étaient de mèche soit avec les grands en personnes, soit avec leurs représentants locaux ; et il faut se rappeler qu’au-dessous du rang de gouverneur, la majorité d’entre eux étaient nommes sur place, et d’abord en fonction des avantages et intérêts locaux.

Il serait superflu de décrire en détail toutes les formes de malversation pratiquées par les fonctionnaires de province ; mais il vaut la peine de citer quelques-uns des abus auxquels la bureaucratie de la capitale s’efforça en vain de porter remède à coup d’arrêtés et de règlements, car c’est de l’irrespect de l’autorité centrale que naquirent ces magnats provinciaux indépendants dont les descendants seraient les fondateurs d’un État féodal.

L’un des abus les plus courants du pouvoir administratif était la falsification des registres fiscaux, qui permettait aux officiers de province de garder pour eux une partie des impôts (sous forme de riz ou d’autres produits) dus au gouvernement. Un autre délit regrettable était le détournement de l’intérêt que payaient (en espèces) les cultivateurs pour l’emprunt officiel de semences, ou l’appropriation de stocks de grain mis en réserve pour pallier une éventuelle pénurie. De façon générale, et sous des prétextes variés, le domaine public faisait l’objet de toutes sortes d’appropriations, et la corvée à laquelle les paysans étaient soumis bénéficiait souvent à des particuliers.

Les malversations en tout genre étaient si courantes que de grandes difficultés surgissaient quand un gouverneur nouvellement nommé arrivait à son poste. La loi exigeait qu’il donnât une décharge à son prédécesseur en sorte qu’aucune plainte ne pût être portée contre lui. Mais le nouveau venu, connaissant les actes illégaux susceptibles d’avoir été commis, se montrait toujours très prudent, et il se passait souvent plusieurs mois, ou même

plusieurs années, avant qu’un accord ne pût être conclu. La chancellerie dut finalement (vers 790) créer une commission spéciale chargée de déterminer les conditions de passation, et, en 802, un code de procédure fut rédigé, réglant la transmission de tous les postes. Après diverses révisions, il atteignit sa forme définitive en 867. Les commissaires à la décharge, ou *kageyushi,* formaient une sorte de cour des comptes, caractéristique des nombreux organismes extra-légaux qui se constituèrent à mesure que le système primitif révélait ses faiblesses en matière de gouvernement, à la fois sur le plan central et provincial.

De quelque façon qu’on choisisse d’expliquer l’impuissance du gouvernement central à faire appliquer son propre code administratif, il est parfaitement clair que la cause immédiate en fut la résistance tenace manifestée par les propriétaires locaux. Les intérêts ruraux étaient entre les mains de colons ruraux qui, en matière de tenure et d’impôts fonciers, pouvaient compter sur la protection des grands nobles résidant dans la capitale mais propriétaires de vastes domaines campagnards. C’était des hommes puissants, auxquels les gouverneurs de province les plus audacieux étaient seuls à oser tenir tête. En d’autres termes, bien qu’elles donnassent officiellement autorité sur la terre et la population au souverain et à ses ministres, les réformes de Taika n’avaient pas brisé la puissance des grands seigneurs terriens.

Le fait est que la terre était la source réelle du pouvoir au Japon, et que l’appareil gouvernemental de la capitale était une extension artificielle. Le flot d’édits et d’arrêtés en provenance de la métropole ne pouvait changer le caractère de la société. C’était la loi qu’il fallait adapter à la société, non la société à la loi, comme en témoigne le développement d’institutions extralégales que nous venons de relever. La première d’entre elles était l’espèce de propriété terrienne dite *shôen,* ou manoir, qui consistait en un domaine jouissant d’exemptions fiscales entièrement contraires à l’intention des lois foncières, mais acquises par l’usage au cours du vine et du ixe siècle, puis totalement admises quoique avec réticence. Son apparition est caractéristique du refus de la vie rurale de se conformer au modèle prescrit par la vie citadine.

Le *shôen* japonais a beaucoup en commun avec le manoir européen, dont le développement est toutefois plus ancien et l’origine quelque peu différente.

Le système manorial anglais était essentiellement le même que celui qui prédominait dans le nord de la France et l'ouest de l'Allemagne. Ce système lui-même était la continuation des conditions qui régnaient du temps des Romains. En Angleterre, avant la disparition des légions romaines (vers 360 de notre ère), des centaines de navires transportaient du blé britannique dans les villes du Rhin. Ce blé provenait des grands domaines privés entourant les villas et greniers des propriétaires de la terre. Ces domaines étaient cultivés non par des hommes libres, mais par des « colonie », des affranchis et des esclaves. Quoique officiellement libres, les travailleurs des deux premières catégories étaient en fait attachés à la terre. Ces conditions se poursuivirent jusqu'à la fin du vine siècle. Les documents de la période traitant de la cession d'une terre par vente ou donation parlent des « fermes avec les bâtiments, terres, bois et pâturages… et les esclaves y demeurant [9] ». Les octrois faits par la Couronne précisaient d'ordinaire qu'il s'agissait d'une terre de tant de familles, et des personnes et biens de tous ses habitants.

Des conditions semblables prévalaient au Japon durant la même période. Le shôen comprenait une villa (« shô »), des terres cultivées (« en »), des greniers et autres bâtiments, ainsi que des travailleurs libres (« ryômin »), des serfs (« semmin ») et leurs familles. Les *ryômin* étaient théoriquement libres, mais leur situation voulait souvent qu'ils n'aient pas de terre à eux, soit qu'ils aient quitté leur parcelle pour fuir les impôts, soit que leur bien ait été confisqué. Dans la pratique, ils étaient ainsi liés à la terre.

Les *semmin* étaient des serfs attachés à la glèbe. Leur nombre n'est pas connu, mais à en juger d'après les registres familiaux du vine siècle, ils constituaient moins de 5 % de la population agricole. Bède le Vénérable mentionne une donation faite à l'époque saxonne à un ecclésiastique (Wilfrid), qui nous fournit ici un parallèle intéressant. Avec la terre allaient les gens, qui composaient quatre-vingt-sept familles, possédant en tout deux cent cinquante esclaves. Wilfrid affranchit ces derniers pout des raisons religieuses. Il ne semble pas que les grands établissements bouddhiques du Japon aient libéré les *semmin* de leurs seigneuries, mais il est clair qu'avec les nouvelles terres mises en culture la demande de main-d'œuvre agricole augmenta et la façon de traiter les esclaves s'améliora, en sorte que la distinction entre hommes libres et non libres tendit à disparaître.

CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Du point de vue de l’histoire institutionnelle, les quelque cent ans qui suivirent le départ de Nara peuvent être décrits comme une période de réaction contre les codes tels qu’ils se présentaient vers l’an 800, alors que les révisions entreprises n’en avaient guère changé le caractère chinois. Cette réaction avait pour cause l’échec ou l’inadéquation pratiques de plusieurs des dispositions antérieures, et (pourrait-on ajouter) un désir naissant d’émancipation par rapport à l’influence chinoise. Les codes comprenaient deux parties : les « ryô », qui constituaient à la fois un code administratif et civil, et les « ritsu », qui, sans être à proprement parler un code pénal, consistaient en une série d’interdictions et de règlements disciplinaires à caractère pénal. Le code administratif précisait les noms, divisions, fonctions et rangs des départements de l’État et de leurs fonctionnaires ; le code civil fixait le statut des sujets, des nobles aux esclaves, leurs devoirs, obligations, récompenses et punitions, et réglementait des questions comme le mariage, la succession, l’imposition, l’administration, le service militaire, les arrestations, l’emprisonnement, le cérémonial, le costume, le deuil, les funérailles et les exercices religieux.

La loi réglait ainsi toute la vie de l’individu en même temps que le caractère de l’administration ; mais la société à laquelle elle devait s’appliquer connaissait un changement rapide, en sorte qu’il fallait constamment la revoir. Une révision permanente eut effectivement lieu, sous forme d’amendements, d’additions et de suppressions – les « kyaku » et les « shiki ». En fait, le ixe siècle peut être décrit dans l’histoire de la loi japonaise comme celui de la législation par décret administratif. Les *kyaku* étaient des règlements *ad hoc* publiés pour faire face aux changements, et modifiaient ou remplaçaient des lois ou des dispositions qui n’étaient plus appropriées. Les shiki étaient des règles et formules détaillées complétant les codes et nécessaires à leur application pratique. Au Japon, les *kyaku* et les *shiki* (entre lesquels la législation Tang établissait une distinction assez nette) avaient tendance à se confondre. La mise en vigueur d’ordonnances appartenant à l’une ou l’autre catégorie était fréquemment un moyen d’amender ou même de remplacer les articles des codes, si bien que, pour certains auteurs japonais, dans l’histoire juridique du Japon la période « kyakushiki » succède à la période « ritsuryô ».

Après quelques révisions mineures précédant l’an 800, il y eut trois importantes compilations de ces ordonnances et amendements : les *Kônin-*

kyaku et *Kônin-shiki* (820) ; les *Jôgan-kyaku* (869) et *Jôgan-shiki* (871) ; les *Engi-kyaku* (909) et *Engi-shiki* (967). Le *Kônin-kyakushiki* était une compilation des ordonnances, règlements et précédents des 119 années succédant à la publication du code de Taihô, en 720. Le *Jôgan-kyakushiki* le complétait, et tous deux avaient force de loi, au même titre que les codes primitifs qu'il leur arrivait de remplacer.

Le *Engi-kyaku* s'ajouta aux deux précédents recueils de kyaku, mais sans les remplacer. Le *Engi-shiki,* qui renfermait tous les shiki des recueils précédents, en prit par conséquent la place. Seuls quelques fragments des recueils de kyaku subsistent, mais le *Engi-shiki* a été conservé presque intact. C'est le recueil classique, source précieuse d'informations sur l'évolution des idées et pratiques judiciaires dans le Japon du ixe siècle. Il fixait la procédure et les principes administratifs d'une façon si définitive que, dans certaines familles, les fonctions qu'il créait devinrent héréditaires. Cependant, les institutions et formulaires *Engi* une fois promulgués, la loi, fossilisée, ne tarda pas à être négligée au profit des ordres arbitraires de la famille Fujiwara ou des décisions d'officiers dont la charge, extra-légale ou extra-constitution-nelle, était apparue parallèlement aux *kyaku* et aux *shiki,* et pour des raisons similaires.

Parmi ces officiers, nous avons déjà mentionné les kageyushi, ou commissaires à la décharge, dont le corps avait été créé en 790 pour pallier les défauts du système de nomination et de remplacement aux postes officiels. Mais des changements de fonctions et de titres dans l'administration ainsi que la création de nouveaux offices avaient débuté très rapidement après la promulgation du code de Taihô, en 702. Il ne s'agissait là que de révisions normales à la lumière de l'expérience pratique ; toutefois, pour ce qui est de la création pure et simple de charges nouvelles que le code n'avait jamais envisagées, et n'autorisait pas, elle constitue une question d'importance historique, qui mérite de retenir l'attention du fait qu'elle traduit la réaction pratique de l'esprit japonais face aux difficultés nées d'un traitement par trop logique et schématique des problèmes administratifs. Il s'agit en réalité d'un rejet de l'habitude chinoise d'établir des classifications et des catégories rigides dans le domaine des affaires humaines et célestes, d'une préférence donnée à la pratique, à l'empirisme, pour résoudre les difficultés.

Ces charges extra-légales étaient ordinairement créées pour des raisons pratiques, et l’on peut dire qu’en général elles eurent plus d’influence et d’efficacité que celles que prescrivaient les codes. Mais il n’en découle pas qu’elles eurent de meilleurs résultats, seulement qu’elles fonctionnaient plus facilement. Parmi elles, la plus importante fut peut-être la charge de *kampaku*, ou régent. Le régent d’un souverain mineur ou d’une femme s’appelait *sesshô*, et bien que ce titre ne figure pas dans les codes, l’office lui-même était traditionnellement accepté comme juste et nécessaire. Cependant, certains ministres d’État continuèrent à remplir les fonctions de régent même lorsque le souverain devint majeur, et ils prirent alors le titre de *kampaku*, grand officier qui occupait en théorie la charge de conseiller et porte-parole du Trône, mais qui, dans la pratique, était un dictateur. Cette charge irrégulière n’est d’ailleurs pas sans parallèles. En Europe, les maires du palais mérovingiens et en Asie les ranas du Népal ressemblent fort aux régents Fujiwara qui usurpèrent pratiquement la prérogative impériale[10].

Le premier cas de ce type d’usurpation est celui de l’homme d’État Fujiwara Mototsune, qui fut régent (*sesshô*) d’un empereur enfant (Yözei, 877-884) et prit le titre de *kampaku* en 880. Cette charge, avec tous ses pouvoirs dictatoriaux, devint bientôt héréditaire dans la famille et fut souvent détenue en plus des fonctions de chancelier, de Premier ministre et de grand conseiller.

L’effet d’offices aussi particuliers fut évidemment d’enlever le pouvoir aux ministères, départements et bureaux réguliers constitués selon le code de Taihô, et de permettre que des décisions soient prises arbitrairement par les plus puissants courtisans. Au-dessous du régent, mais à un niveau encore très influent échappant au contrôle des chefs de département et des conseillers, se trouvait une institution appelée *Kurando-dokoro*, qui fut d’abord une sorte de secrétariat du palais s’occupant des affaires et de la cassette personnelles de l’empereur. Le *kurando* (le mot signifie quelque chose comme « officiers du Trésor ») était à l’origine responsable des biens et des archives privés du souverain, mais sans aucun pouvoir dans le domaine administratif. Cependant, en 810, alors qu’un empereur abdicataire (Heijô) conspirait pour reprendre le trône, à des fins de secret et comme une mesure temporaire, le souverain régnant donna des ordres et prit certaines dispositions non pas par les canaux habituels mais par l’entremise d’amis sûrs, que, dans ce but, il nomma au secrétariat.

C’est à partir de là que le *Kurando-dokoro* devint peut-être l’organe particulier le plus important du gouvernement, remplissant la plupart des fonctions du *Nakatsukasa*, ou bureau médiateur, qui, selon le code de Taihô, était le premier des huit ministères de l’État, chargé notamment des relations entre le souverain et les services purement exécutifs. Les devoirs de son ministre comprenaient l’examen des rescrits et édits impériaux, et impliquaient une connaissance intime des idées et des intentions de l’empereur. Mais à la fin du ixe siècle, le *Kurando-dokoro* était devenu une institution permanente, très appréciée des dictateurs Fujiwara, qui pouvaient grâce à lui éviter la routine administrative et gouverner selon leur volonté. L’influence du nouvel organe était telle qu’il attirait les gens les plus doués, qui pouvaient être sûrs d’atteindre un poste élevé. Il en vint à être officiellement connu sous le nom de Jöryümon, ou Porte du Dragon ascendant.

Une autre création, tout aussi caractéristique, fut celle du *Kebiishi-chô*, branche spéciale de la police métropolitaine adjointe à l’état-major des Gardes (*Emon-fu*) aux environs de 810, alors que les troubles qui régnaient dans la capitale et a ^x alentours nécessitaient un travail de police particulier. Comme on l’a vu, c’était l’année où la conspiration de l’ex-empereur Heijô valut un surcroît de pouvoir au *Kurando-dokoro*. La nouvelle troupe de police se révéla efficace et devint alors une organisation indépendante plus vaste, chargée de dépister et d’arrêter les criminels. En 816, on commença de nommer officiellement des *kebiishi* (commissaires de police) à titre régulier, et par la suite, son action prompte et efficace conféra au nouvel organisme une importance croissante. Bientôt, il exécuta la plupart du travail policier que le ministère de la Justice et ses organes traditionnels n’avaient pas su effectuer de façon satisfaisante. Le chef du *Kebiishi-chô* était d’ordinaire un haut fonctionnaire, et des assistants spécialement qualifiés occupant d’autres postes, militaires et civils, étaient mis en disponibilité pour collaborer avec lui. Du point de vue du cercle intérieur du palais, leur travail était accompli avec tant d’efficacité que les opérations du *Kebiishi-chô* furent étendues à la province. Parallèlement, il commença à remplir des fonctions judiciaires, avec un personnel ayant une formation juridique. On raconte que, dans certaines provinces, les *kebiishi* exerçaient un pouvoir excessif, se moquaient des gouverneurs, empiétaient sur la compétence des autorités locales et opprimaient le peuple. Dans

maintes régions, le désordre semble avoir exigé des mesures draconiennes, et justifié ainsi une certaine extension de leurs fonctions originelles. Dans des provinces plus reculées, le banditisme et la piraterie causaient de tels ravages qu'il fallut recruter localement une espèce de gendarmerie pour assister la police régulière. Ses agents étaient censés être nommés à titre temporaire, mais dans les zones les plus troublées, leur fonction se perpétua. Ils étaient en étroit contact avec les *kebiishi*, grâce auxquels ils prirent une importance et une autorité qui n'avaient pas été prévues. Ici encore, nous voyons un organe extra-légal né de la nécessité engendrer d'importantes fonctions permanentes du fait de l'échec du système officiel. Les charges *d'ôryôshi* et de *tsuibushi* – appelons-les préfets et commissaires – se maintinrent durant la période féodale pour assurer l'ordre dans le pays, bien après que le ministère de la Justice fut devenu une vaine survivance.

Ces exemples auront suffi à montrer la nature des charges extra-légales et les circonstances qui les engendrèrent. Il y en eut bien d'autres, mais nous pouvons nous contenter de dire à leur propos que, dans l'ensemble, elles faillirent détruire, ou réduire à l'impuissance, le système administratif complexe du code de Taihô.

Un point intéressant ressort d'une étude générale de l'histoire juridique du Japon : le fait que la famille Fujiwara fut responsable de la plupart des changements importants que subit la législation durant cinq siècles à partir de l'Édit de Réforme de 645. L'essentiel de l'acte de Réforme fut l'œuvre de Kamatari, le fondateur du clan. Le code de Taihô fut rédigé en 701 par une commission dirigée par Fujiwara Fubito, et révisé par lui en 718. D'autres amendements, parmi lesquels les publications successives de *kyaku* et de *shiki,* se firent ensuite sous le contrôle de ministres appartenant à la famille, et en particulier Tokihira, tandis que des hommes d'État et fonctionnaires Fujiwara jouèrent un rôle prépondérant dans l'établissement de la plupart des organismes extra-légaux qui, aux IXe et Xe siècles, supplantèrent ou remplacèrent les dispositifs prévus par le code administratif. Cet intérêt chez les Fujiwara peut s'expliquer par le seul fait qu'ils exercèrent le pouvoir politique suprême de façon continue, mais leur rôle dans la législation n'en fut pas moins très positif, et ils ne se contentèrent pas de donner leur approbation à ce que proposaient leurs subordonnés.

Le développement, parallèle à la croissance des corps extra-légaux, d'une procédure officielle simplifiée qui, de manière nullement accidentelle, contribua au pouvoir effectif des régents Fujiwara, jette une lumière instructive sur l'évolution du système administratif. L'affaire est trop complexe pour qu'on en donne ici une description complète, mais elle mérite qu'on en retrace les étapes principales.

A l'origine, conformément aux codes et à l'autorité absolue du souverain, la pratique voulait que celui-ci fît connaître ses ordres par des édits et ordonnances revêtus de son sceau impérial. L'établissement et la promulgation de ces documents (qui, bien sûr, avaient force de lois) constituaient une procédure incommode et lente, à laquelle, avec le temps, on préféra naturellement des formules moins complexes. On en imagina et on en introduisit un nombre toujours plus grand, dont l'usage se généralisa graduellement. Il y avait notamment les avis publiés par le *Kurando-dokoro,* qui, rédigés d'ordinaire par les officiers du bureau, se limitaient à exposer la volonté royale. Puis, quand la famille Fujiwara eut assis sa puissance, ses chefs tirèrent de ce moyen législatif une façon fort commode de donner des ordres au nom du souverain sous la forme semi-officielle des *mikyôsho,* ou lettres d'instruction, prétendument approuvées sur le conseil de ses ministres. Après quoi, une nouvelle simplification fut bientôt entreprise, qui aboutit à la publication, non par le souverain mais par les fonctionnaires ministériels, d'ordres appelés « kudashi-bumi », qui étaient censés traduire la volonté des autorités supérieures. Ils remplaçaient souvent les directives normales du chancelier, les *dajôkanfu* ou *dajôkanchô,* et s'intitulaient simplement « notes de service » (« kansen »). Il va sans dire que de tels raccourcis devaient favoriser un système de gouvernement où le pouvoir souverain était délégué aux grands nobles et exercé à leur profit.

Vie métropolitaine : religion et savoir

Les premières manifestations évidentes de l'échec du système emprunté à la Chine apparurent dans les domaines où il était soumis à la plus rude épreuve, notamment dans le conflit d'intérêts et de buts que l'on vient de décrire, entre une classe de propriétaires fermement retranchée et le gouvernement central. Mais la faiblesse de l'administration se révélait aussi sur d'autres plans, dont l'étude nous permettra de comprendre les raisons pour lesquelles il finit par devoir céder à des formes de pressions autres que l'intransigeance des magnats provinciaux.

A cette fin, il convient de se faire une idée générale de la vie métropolitaine telle qu'elle évolua après le départ de Nara, car le fossé entre la capitale et la province, la cour et le peuple, ne cessa de se creuser à mesure que la société des aristocrates et des hauts fonctionnaires qui dominaient la capitale devenait plus raffinée et détachée des préoccupations communes. Ses intérêts tournaient essentiellement autour de questions de goût et de sentiment ; ses principaux modes d'expression se résumaient à l'étiquette, aux subtilités de comportement et aux élégances du style littéraire. En matière de littérature, l'époque connut une activité extraordinaire, et non seulement en publiar t le flot d'édits, d'ordres et de documents officiels dont nous avons déjà pané, mais en composant des ouvrages historiques et des recueils de poésie.

C'était une société artificielle, éloignée des dures réalités de la vie du commun des mortels, citadin ou campagnard ; mais dans l'ensemble, elle était pacifique, ennemie de la violence, et passionnée par tous les arts. Ce n'était pas une société intellectuelle, et elle n'avait guère d'intérêt pour la spéculation ; mais elle respectait le savoir, et elle était sensible à l'attrait du bouddhisme, surtout – sinon exclusivement – à travers son côté émotionnel et sensuel. Si les fidèles ne souffraient pas du désir insatiable de pénétrer les secrets de l'univers, ils connaissaient les paisibles plaisirs de la méditation.

En fait, le bouddhisme fut des siècles durant le véhicule de la culture continentale qui changea la vie japonaise, et aucune histoire du Japon ne mérite ce titre si elle néglige l'étude de l'influence bouddhique dans ses domaines les plus divers.

Le trait le plus frappant de la première période du nouveau régime est la transformation que subit le caractère du bouddhisme une fois libéré de l'influence des sectes de Nara. Ces sectes eurent une grande importance dans la vie intellectuelle du Japon, car ce fut à travers l'étude des penseurs indiens et chinois que les Japonais prirent conscience des problèmes philosophiques. Mais leur doctrine échappait à la compréhension du peuple, et leurs monastères ne tenaient guère de place dans la vie quotidienne. Lorsque leur vocation n'était pas d'enseigner, elles s'occupaient essentiellement de l'organisation et des biens de l'Église, ou d'accomplir les rites impressionnants qui se déroulaient lors des fêtes officielles. De façon générale, les rapports qu'elles entretenaient avec l'extérieur concernaient la cour et non une quelconque assemblée de fidèles. Il y avait certes des temples provinciaux, mais il n'y régnait pas moins un esprit officiel, si bien que, dans l'ensemble, ils n'avaient guère d'effet sur le campagnard ordinaire, qui persistait dans ses anciennes croyances.

Quoiqu'on eût construit une nouvelle capitale pour échapper à l'influence que l'Église exerçait à Nara, la cour n'était en aucune façon hostile au bouddhisme. Au contraire, elle le cultivait de bien des manières, les pratiques religieuses occupant une place importante non seulement dans les affaires gouvernementales mais aussi dans la vie, sinon spirituelle, du moins sociale, de l'aristocratie. Sauf au sens le plus strict du terme, le bouddhisme était devenu une religion d'État ; mais les sectes de Nara avaient accompli leur mission, et dans la nouvelle capitale régnait aussi un sentiment nouveau. On ressentait le besoin d'une forme de bouddhisme qui soit plus en accord avec le tempérament indigène, et ce besoin fut finalement comblé par deux chefs religieux tout à fait remarquables, Saichô (devenu après sa mort Dengyö Daishi) et Kûkai (devenu après sa mort Kôbô Daishi). Ils fondèrent deux sectes qui, bien qu'originaires de la Chine, prirent une fois transplantées un certain parfum japonais. A ce stade, l'histoire du bouddhisme japonais peut être racontée à travers leurs biographies.

Jeune homme, Saichô (767-822) avait étudié à Nara sous la direction de maîtres chinois, et, frappé par la décadence des principales communautés religieuses, il médita plus tard des plans de réforme. Sa réaction contre les règles rigides et conservatrices de son ordre (il appartenait à une secte spécialement attachée à la discipline de l'Église et à la succession

apostolique) l’amena à quitter Nara pour vivre en reclus dans une région de montagne proche de son lieu de naissance. Jusque-là, le bouddhisme japonais avait été presque exclusivement citadin ; aussi peut-on considérer Saichô comme l’initiateur d’une habitude consistant à rechercher la solitude dans les montagnes, où moines et laïcs pouvaient méditer et vivre une vie d’austérité seuls ou par petits groupes. Le développement de communautés montagnardes est un trait spécifique du bouddhisme japonais. Le reclus, bouddhiste ou taoïste, vivant dans une retraite montagnarde, est un personnage familier de l’art pictural de la Chine tout comme du Japon. La sainteté prêtée aux lieux élevés conduisit en outre à bâtir de petits sanctuaires ou de modestes temples sur des éminences éloignées des villes, et il s’ensuivit que la plupart des grands monastères du IXe siècle furent construits, sinon sur des hauteurs, du moins dans des lieux retirés, alors qu’à Nara ils occupaient le plus souvent un endroit plat situé dans l’enceinte de la ville. Cette différence géographique traduisait une vision des choses différente, car, bien que leur doctrine intérieure fût subtile et difficile, les nouvelles sectes exprimaient un esprit plus libre et plus hardi que les anciennes. Saichô croyait fermement en une formation rigoureuse et en une vie austère – une véritable discipline monastique par opposition au confort du bouddhisme citadin et à ses relations intimes avec la cour. Sa règle voulait que les postulants passent plusieurs années reclus dans les montagnes avant d’être admis dans l’ordre monastique.

Le petit sanctuaire que bâtit Saichô – en 788, avant le départ de Nagaoka – était situé sur le mont Hiei, une éminence dominant au nord-est la future capitale. Quand celle-ci fut construite, cette situation prit une importance particulière, car le nord-est était ce qu’on appelait la Kimon, ou Entrée du Démon, c’est-à-dire l’endroit d’où, selon la géomancie chinoise, les influences malignes pourraient s’abattre sur la nouvelle cité. En outre, le culte indigène voulant que tout lieu élevé du pays des dieux, et notamment de la province impériale du Yamato, fût sanctifié par la présence de divinités montagnardes, Saichô eut soin de rendre hommage au dieu – ou dieux – du Hiei, qu’il appelait Sannô, le Roi de la Montagne. Ainsi, grâce à la bienveillante collaboration du bouddhisme indien, du shintô indigène et de la géomancie chinoise, la protection de la ville se trouvait assurée.

C’est grâce à ces heureuses circonstances que Saichô attira l’attention de l’empereur Kammu, et, en 804, fut envoyé étudier en Chine. Là, il

s’intéressa tout particulièrement à la secte du Tiantai, qu’il avait appris à connaître par un moine lors de ses études à Nara. Il séjourna au mont Tiantai (notons qu’il s’agissait d’un monastère de montagne, et que son nom signifie « Céleste Plate-forme ») où il reçut l’enseignement de maîtres chinois et rassembla des textes à rapporter au Japon. De retour chez lui en 805, il obtint de la cour l’autorisation de fonder une « Secte du Lotus Tendai » (Tendai était la version japonaise du Tiantai). Son monastère du mont Hiei fut agrandi ; il augmenta régulièrement en dimensions et en puissance tout en demeurant en étroit contact avec le palais ; et l’école Tendai joua par la suite un rôle prépondérant dans le bouddhisme japonais, suivant la voie tracée par son parent de Chine qui s’appliquait à concilier toutes les formes de la doctrine bouddhique dans un grand exposé global de la vérité quintessenciée.

Ce n’est pas le lieu de discuter des principes Tendai ; mais il est intéressant de noter ici que, d’un point de vue purement historique, l’importance de l’école Tiantai réside dans le fait qu’elle n’était pas d’origine indienne, mais s’était dévelop >*ée* en Chine par réaction, et presque par opposition, aux prétentions des sectes plus anciennes, qui soulignaient chacune un aspect différent de la voie conduisant au salut. Le succès de l’école Tendai au Japon est dû à une attitude similaire, une sorte d’agacement face aux excès métaphysiques et aux difficultés scolastiques de la plupart des écoles de Nara, qui péchaient par la complexité de leur doctrine ou de leur rituel sans offrir la consolation au commun des mortels. Ainsi, le Tiantai et le Tendai peuvent tous deux être considérés comme présentant un certain caractère national et exprimant la réponse quelque peu prosaïque des esprits extrême-orientaux aux interminables débats des théologiens, qui (semblait-il) ne faisaient que semer des inextricables fourrés de leurs discussions la route des pauvres gens en quête du paradis. Après tout, il était absurde d’enseigner, comme le faisaient les écoles de Nara, que le paradis était inaccessible au profane ignorant. C’était une pensée inadmissible pour un peuple dont la vie terrestre trouvait sa cohérence dans les liens de l’affection familiale. Pourquoi, se demandait-on, nos pères, nos frères, nos femmes, nos fils et nos filles seraient-ils punis de ne pas comprendre ce qu’un moine met une vie à étudier ?

Cette attitude pratique était très proche des développements ultérieurs du bouddhisme au Japon, car si les Japonais ont toujours été très sensibles aux

impressions nouvelles, jamais dans leur histoire – aussi longtemps qu’ils ont été indépendants – ils n’ont abandonné la forteresse secrète de leur propre tradition.

L’école Tendai se développa jusqu’à atteindre une grande puissance et une grande prospérité. Elle dut son succès à son caractère tolérant, étant si libre dans sa vision que toutes les variantes ultérieures du bouddhisme japonais, aussi loin qu’elles remontent, tirent leur origine de l’Enryakuji, monastère qui, avec le temps, finit par compter quelque trois mille bâtiments construits sur les flancs et au sommet du mont Hiei. Il est vrai que la multiplication de ses doctrines semble avoir éloigné le Tendai de ses grands principes primitifs, mais il garda son influence et son caractère éclectique jusqu’au XVIe siècle, où, pour des raisons de politique plutôt que de religion, il fut abattu par le bras séculier.

L’homme qui, du point de vue chronologique, est le deuxième grand personnage ecclésiastique du ixe siècle, occupe dans l’histoire du Japon une place plus élevée que Saichô ou que tout autre chef religieux. Il s’agit du moine Kùkai, devenu après sa mort Kôbô Daishi. Comme Saichô, il alla étudier en Chine, et il passa plus de deux ans (804-806) à Chang’an, où, dit-on, il apprit le sanscrit avec un maître indien et fut séduit par une forme de bouddhisme alors très populaire en Chine. Contrairement au Tendai ramené par Saichô, il ne s’agissait pas d’une doctrine d’origine chinoise, mais d’une forme tardive de bouddhisme indien dite mantrayana ou tantrique, connue en Chine sous le nom de *Zhenyan* et au Japon sous celui de Shingon (« la vraie Parole »). Quoique son système doctrinal fût extrêmement complexe et hautement ésotérique, le Shingon avait un aspect moins philosophique et plus prosaïque, plus populaire, qui avait trait aux charmes et aux formules magiques (« mantra ») en général.

En Chine à une certaine époque, mais aussi au Tibet et également en Inde, ce côté superstitieux du bouddhisme fut poussé à l’extrême et aboutit à une phase de religion dégénérée, portée à des pratiques extravagantes et parfois immorales. Au Japon toutefois, bien que la plupart des fidèles aient été séduits par les charmes et incantations du Shingon, la pureté de goût inhérente au peuple rejeta – ou plutôt n’autorisa pas – les excès qui, dans d’autres régions de l’Asie, avaient défiguré le mantrayana. Ainsi, tout comme le Tendai, le Shingon a un intérêt historique général en ce sens qu’il montre la réaction des Japonais face à ce qui est monstrueux ou

extravagant. D’un point de vue global, l’importance du bouddhisme Shingon dans l’évolution de la civilisation japonaise réside peut-être dans sa remarquable faculté d’inspirer les beaux-arts. Sa doctrine se composait de hautes idées, mais aussi de mystères profonds, qui étaient difficiles à exprimer dans un langage simple, et qui l’amenèrent à recourir au symbolisme et à l’expression picturale. Son influence sur la peinture religieuse du Japon fut extrêmement puissante et bénéfique, et apporta une précieuse contribution à l’art en général. Mais il faut dire aussi que ses principes philosophiques trouvèrent une résonance dans l’esprit japonais et des applications dans le domaine pratique. Il ne fait aucun doute que le caractère du Shingon tel qu’il se développa au Japon dut beaucoup à l’esprit tolérant et créateur de Kôbô Daishi lui-même.

La doctrine complète du Shingon, avec toutes ses complexités, n’est pas facile à expliquer, mais son principe fondamental est assez simple à formuler, sinon à saisir. Il considère l’ensemble de l’univers comme une manifestation du Bouddha Suprême Vairocana. Le Bouddha Suprême est présent partout et en tout, dans chaque pensée, chaque acte, chaque parole, en sorte que tous les bouddhas et bodhisattvas font partie de lui. Dans cette optique, on pouvait concevoir sans peine que les divinités shintoïste étaient, elles aussi, des manifestations du Bouddha Suprême.

Le caractère compréhensif et hospitalier du Shingon avait ainsi le grand avantage de donner une haute autorité doctrinale à l’idée d’assimiler les divinités shintoïstes aux bouddhas et bodhisattvas. Ainsi qu’on l’a vu, leur identification demeurait jusqu’ici incomplète, car (comme l’atteste un édit de 765) la coutume voulait que l’on considérât lçs dieux du shintô comme les protecteurs des bouddhas et du bouddhisme ! Mais sous l’influence des deux nouvelles sectes (car Saichô et Kükai eurent tous deux soin de ne pas s’en prendre au shintô) le processus d’identification se trouva favorisé, et donna pour finir, mais pas avant la fin du xe siècle, ce qu’on appela le *ryôbu shintô,* ou shintô double, une forme achevée de syncrétisme. Le culte indigène avait tout intérêt à encourager une telle assimilation, qui lui permettait de partager les avantages dont bénéficiait le bouddhisme en tant que religion des gens les plus puissants et les plus éclairés du pays. Cette harmonie entre bouddhisme et shintoïsme contraste de façon significative avec la mésentente entre bouddhisme et confucianisme ou bouddhisme et

taoïsme en Chine, et, de ce point de vue, avec la lutte opposant en Europe le paganisme au christianisme.

Au Japon, bien que le bouddhisme ait apporté quelques changements dans les pratiques shintô, la foi indigène ne succomba pas à son influence, mais garda une puissance certaine dans une sphère restreinte. Pour la bonne raison qu'au ixe et au xe siècle, le bouddhisme n'était pas encore une religion populaire. C'était un véhicule de haut savoir, et la foi professée par la cour et l'aristocratie, puisqu'il y avait une chapelle Shingon au palais et que les courtisans assistaient régulièrement aux services célébrés dans les principaux monastères des environs de la ville. Mais dans son cœur, la population des campagnes demeurait païenne, chérissait les anciennes croyances et vénérait les dieux accoutumés. Bien que de sympathies et d'intérêts universels, Kôbô Daishi lui-nême n'était pas d'abord un évangéliste brûlant du désir de répandre sa foi. On dit d'ailleurs du Shingon que, tout universel qu'il soit, il n'a pas su pourvoir au salut universel.

Dans une société dominée par la cour et les membres dirigeants de la hiérarchie bureaucratique, le but de ce grand maître était d'obtenir pour sa cause l'appui de la caste régnante. Il n'aimait pas la controverse, car toute sa conception le portait à la tolérance et à la conciliation, l'objectif de sa vie étant de construire un système global qui pût s'accommoder de tous les panthéons et de tous les credo. C'est pour cette raison-là que la cosmologie Shingon accueillit les dieux du vieux Japon dans son sein généreux. Mais Kôbô Daishi ne s'occupait en fin de compte pas du mouvement de façon très active. Son génie se manifesta non seulement dans la construction d'un puissant système théologique, mais aussi dans le savoir séculier, les beaux-arts, la littérature et la linguistique, les travaux publics et la charité, et notablement dans le détail des cérémonies mystiques de sa secte. On peut le considérer comme l'interprète suprême de cet approche éclectique de la philosophie qui paraît être caractéristique de la pensée japonaise.

Rien n'indique que Kôbô Daishi eût des ambitions politiques. Il était en bons termes avec la cour sans être un favori de l'empereur Kammu. Il avait une grande influence sur l'aristocratie, parce que le rituel riche et raffiné du Shingon était l'un des traits dominants de la vie de la noblesse, à laquelle il offrait des satisfactions sociales et des joies esthétiques. Mais il n'essaya pas d'utiliser sa position à des fins séculières ; il était au-dessus de l'intrigue.

En 816, une fois de retour de Chine, il fonda un monastère sur le mont Kôya, dans un site solitaire et beau, à quatre-vingts kilomètres de la capitale et d'accès peu facile. C'est là que, au terme d'une vie active essentiellement passée en ville, il fut enterré en 835. Et c'est là que, pour ses disciples, il repose non pas mort mais dans l'attente paisible de la venue du Bouddha de l'avenir. Il connaissait les pentes et les torrents du Kôya depuis sa prime jeunesse, où il avait été heureux dans ce merveilleux paysage ; et l'on raconte qu'il choisit ce lieu pour sa sépulture dès le jour où, venant du Yoshino et se dirigeant vers l'est, il découvrit cette conjonction parfaite de paix et d'enchantement.

Tout à fait en dehors de leur importance religieuse, le Tendai et le Shingon influèrent tous deux sur l'histoire des idées séculières au Japon, en ce sens que les écrits de Saichô et de Kùkai encouragèrent l'habitude d'une pensée systématique. Les bases philosophiques des premières sectes de Nara avaient été profondes, mais elles ne transmettaient la pensée indienne ou chinoise qu'à l'intérieur d'un cercle étroit de professionnels, tandis que ces deux maîtres visaient un public plus vaste. Kùkai en particulier écrivit des traités originaux exposant l'enseignement Shingon d'une façon schématique et bien articulée qui influença certainement les études théologiques ultérieures au Japon.

Selon certains érudits japonais, Kùkai cherchait par son système à concilier le bouddhisme mahayana et la cosmologie chinoise *yin-yang* et des Cinq Éléments. Même s'il est douteux qu'il fît de grands efforts pour en arriver à un compromis aussi spécifique, il y a certaines raisons de croire qu'il était parfaitement conscient de la différence entre le système chinois et sa propre description du corps du Suprême Bouddha (c'est-à-dire de l'ultime vérité) comme étant composé de six éléments, soit les cinq éléments de la cosmologie chinoise plus la conscience, ajoutant ainsi un élément spirituel au monde phénoménal qui entre seul dans l'analyse confucéenne. De ce point de vue, il existe entre le bouddhisme et le confucianisme un conflit que Kùkai essaya peut-être de résoudre.

La question est d'un grand intérêt pour l'histoire de la pensée japonaise, car elle porte sur les moyens grâce auxquels tant d'éléments apparemment disparates se fondirent dans l'éthos national. Mais c'est une question très difficile, qui touche à la racine de ce que l'on appelle caractère national, et peut-être vaut-il mieux dire que, le Tendai et le Shingon étant deux sectes

compréhensives visant à une espèce d'universalité, dans leur attitude vis-à-vis de la pensée confucéenne, elles préférèrent mettre l'accent sur les ressemblances plutôt que sur les différences. Pour ne prendre aucun risque, disons qu'on peut imaginer que le bouddhisme ne rencontra pas une forte résistance de la part du confucianisme au Japon parce que le confucianisme ne s'y trouvait pas fermement établi et n'était pas une expression du sentiment indigène japonais.

Dans son premier ouvrage, *Sankyô chiki,* un traité sur les Trois Doctrines, Kùkai parle du bouddhisme, du taoïsme et du confucianisme, et de son désir de les réunir. Dans son exposé, il dit notamment que le taoïsme mieux que le confucianisme, et le bouddhisme mieux que le taoïsme, convient aux grands principes de loyauté et de piété filiale. Les termes dans lesquels il pense sont évidemment ceux des principes japonais de comportement, et il paraît clair que, pour lui, le confucianisme n'offrait pas à l'individu une ligne de conduite morale suffisante. En tant que bouddhiste, quoique tolérant, il ne pouvait admettre que le mal est un trouble temporaire de l'ordre naturel. Il ne pouvait que croire que l'homme peut se libérer des chaînes du monde phénoménal et devenir un bouddha par sa propre volonté.

Quelques discussions que ces différentes écoles de pensée aient pu soulever dans les cercles lettrés, l'oisive société aristocratique de la capitale céda à l'influence de la littérature chinoise, et, sous le patronage impérial, les études chinoises prospérèrent parmi les nobles et les hauts fonctionnaires de la cour. Cette tendance fut favorisée par l'histoire de la première partie du ixe siècle, qui fut suffisamment paisible et pauvre en événements pour encourager les arts de la paix.

Le tableau dynastique de la période est le suivant :

Saga 809-823 abdiqua en faveur d'un jeune frère Junna 823-833 abdiqua à quarante-huit ans Nimmyô 833-850 mourut en 850 Montoku 850-858 mourut en 858

Seiwa 858 monta sur le trône à l'âge de neuf ans ; le ministre Fujiwara Yoshifusa gouverna au titre de régent *(sesshô),* bien qu'il ne fût officiellement nommé qu'en 866

Avec l'intronisation de l'empereur Saga et l'échec de la conspiration malavisée dirigée contre lui en 810, les querelles dynastiques connurent une accalmie, et, pendant les prochaines deux ou trois décennies, le souverain

put gouverner hors de la contrainte de grands nobles comme les Fujiwara, qui se contentèrent d'une place relativement modeste de conseillers.

Quelques mesures de réforme furent tentées, qui visaient essentiellement à soulager les contribuables de leurs charges excessives et à redresser les abus du gouvernement local. Elles n'eurent qu'un succès modéré, car le courant allait violemment à l'encontre d'une intervention administrative dans les affaires des magnats régionaux ; et, quoiqu'elle attestât un esprit de réforme et traduisît le progrès des études juridiques, on ne peut dire que la prudente révision de la loi que représentaient les *kyaku* et *shiki* entraîna des changements réellement bénéfiques dans la situation agraire.

Peut-être, plus encore que par l'ordre donné en 811 par l'empereur Saga de réduire le taux d'intérêt des emprunts de riz, la note dominante de l'histoire politique de cette période est-elle fournie par sa déclaration de 813, selon laquelle la qualité d'un gouvernement dépendait de la littérature et le progrès dépendait du savoir. C'est en vertu de ces principes, tous deux originaires de Chine, que l'atmosphère de la société de Heian devint de plus en plus chinoise.

A ce point de l'évolution de la vie japonaise apparaît un contraste intéressant entre la tendance de la société courtisane, toujours plus encline à suivre les exemples chinois en matière de comportement et de goût littéraire, et celle de la pratique politique, qui visait de plus en plus à modifier et même à rejeter les modèles administratifs exposés dans le code des Tang. Il nous faudra examiner les raisons de cette apparente contradiction ; mais, pour l'instant, nous pouvons nous limiter à l'étude de la scène métropolitaine telle qu'elle apparaît au commencement du ixe siècle, une génération après le départ de Nara.

Les études chinoises jouissaient d'un prestige immense. La chose était d'ailleurs assez naturelle étant donné que le Japon n'avait pratiquement pas de littérature à lui, hormis les remarquables poèmes du *Manyöshü*, laborieusement traduits en caractères chinois employés comme symboles phonétiques, et quelques autres bribes de folklore en vers ou en prose. On a déjà noté l'importance des études classiques, c'est-à-dire des études chinoises, dans le système d'éducation prescrit par le code de 702 ; et on a vu comment la classe dirigeante adopta les idées politiques et philosophiques de la Chine qu'exprimaient la doctrine confucéenne et l'interprétation *yin-yang* des phénomènes. Dans le Japon du ix^ siècle,

l’érudition pure progressa à pas de géant, et les noms de maints grands hommes de lettres figurent dans les chroniques d’alors, parmi lesquels des personnages aussi fameux que Miyoshi Kiyotsura, imprégné de culture classique, ou que Shigeno Sadanushi, juriste et encyclopédiste – pour ne rien dire des abbés et des moines lettrés comme Saichô et Kûkai, aussi familiers de la littérature profane chinoise que des versions chinoises des écrits bouddhiques. Entre autres ouvrages célèbres, Kûkai écrivit un traité intitulé *Bunkyô hifuron*, qui est une étude de la prosodie chinoise ancienne (pré-Tang) basée sur les opinions de critiques chinois.

En 890, un catalogue fut dressé sous le titre de *Nihon gensaisho moku-roku, Liste des livres à présent au Japon.* Il mentionne 1579 titres et 16790 volumes. En 875, un incendie avait ravagé le palais et détruit de nombreux ouvrages, si bien que le nombre total des livres importés de Chine au cours du ixe siècle devait atteindre un chiffre impressionnant.

Les études confucéennes, qui, au vine siècle déjà, venaient en tête du programme officiel, occupaient donc toujours la première place, tandis que les nouvelles sectes du bouddhisme encourageaient de leur côté l’érudition profane aussi bien que sacrée. Dans divers domaines, le travail effectué par des experts comme les juristes qui commentaient les codes ou les fonctionnaires qui rédigeaient les textes gouvernementaux atteignit un haut niveau professionnel, qui fut maintenu par devoir officiel mais aussi par orgueil familial. Ainsi, les noms de familles des lettrés du ixe siècle tendent à revenir dans les chroniques des générations ultérieures.

Dans une ambiance aussi studieuse, l’élégante société de la cour était portée à suivre, fût-ce à distance respectueuse, la voie tracée par les lettrés les plus sérieux, et à fixer des normes au goût et au comportement des oisifs des deux sexes, dont on attendait désormais qu’ils eussent une certaine connaissance historique de la Chine et pussent ici et là citer à bon escient les chefs-d’œuvre chinois.

Il est clair qu’il y avait dans la capitale une classe de brillants érudits, consacrant à l’étude le meilleur de leur temps. Toutefois, même si l’on prend en compte ses réalisations les plus élevées, on peut difficilement décrire cette société comme intellectuelle au sens le plus strict du terme, car elle paraît avoir manqué de curiosité spéculative. Ainsi, tout méticuleux qu’ils soient dans leur façon de traiter les problèmes juridiques, les juristes

ne mêlent pas à leurs commentaires la moindre discussion sur la nature de la justice, et, de manière générale, il est rare que s'expriment une pensée originale, un esprit critique ou un désir de formuler des théories et des principes. Il se peut que le poids des réalisations intellectuelles chinoises ait été écrasant, mais, quelle qu'en soit la raison, les lettrés japonais du ix^ et du x« -* siècle semblent avoir consacré leur activité cérébrale à l'étude de la littérature chinoise sous tous ses aspects ou à l'interprétation des textes bouddhiques, et non à une œuvre créative. Il est possible de voir une exception dans le développement des deux sectes bouddhiques, mais on peut également le considérer comme un travail d'adaptation plutôt que comme la découverte de principes religieux ou métaphysiques nouveaux. A ce stade, la civilisation japonaise ne montre certainement rien de l'originalité, de la stupéfiante invention de la vie chinoise. La différence est très marquée ; elle est aussi nette que la distinction entre le talent et le génie.

Tenter d'en rendre compte est une question à la fois délicate et irritante. Peut-être faut-il chercher un élément de réponse dans la nature même de la langue japonaise, impropre à exprimer des idées abstraites et, de ce fait, tributaire du chinois, auquel la pensée était contrainte de s'adapter. Pour ce qui est de modeler et de diriger le travail de l'esprit, il paraît évident que la terminologie confucéenne et bouddhique joua un rôle déterminant.

Quoi qu'il en soit, s'il est un trait typique de la culture métropolitaine japonaise au IXe siècle, c'est l'attitude du Trône à l'égard du savoir telle qu'elle ressort de l'édit mentionné plus haut. Car lorsqu'il fait l'éloge de la littérature, l'empereur Saga veut dire littérature chinoise, et lorsqu'il prône la culture, c'est de culture chinoise qu'il s'agit. A la cour, l'histoire du Japon n'était considérée ni comme importante ni comme intéressante. L'homme d'État et l'homme de loi devaient connaître les méthodes de gouvernement chinoises, passées et présentes. L'homme de goût et l'homme bien né devait connaître les chefs-d'œuvre chinois, en prose et en vers. Son intérêt pour la poésie chinoise, qui faisait partie de son intérêt pour la littérature de tous les genres, est un autre trait remarquable de la société dirigeante. Il est particulièrement évident sous les empereurs Saga et Junna, car il faut comprendre que toutes les activités littéraires importantes dépendaient de l'approbation et de l'encouragement du souverain ou de son porte-parole. Dans l'histoire dynastique du Japon, si l'empereur fut souvent

dépouillé de son pouvoir, le Trône resta au cours des siècles l'arbitre de l'élégance en matière de littérature et de comportement. C'est pour de telles raisons que la compilation d'histoires nationales aussi bien que de codes de lois était considérée comme une tâche gouvernementale essentielle, accomplie sur l'ordre du souverain.

Alors qu'il n'y a pas d'anthologies de vers chinois d'auteurs japonais commandées avant l'empereur Saga, trois recueils célèbres se succèdent alors – le *Ryôunshû* (815), le *Bunka shüreishü* (vers 818) et le *Keikokushü* (827) –, qui sont aussi les derniers écrits en chinois sur commande impériale. Ils sont suivis en 922 par le grand *Kokinshü,* une anthologie de vers japonais ; le plus important de tous les recueils de poésie indigène, le *Manyöshü,* ayant été achevé après 750, il semble que le goût de la poésie chinoise ait pendant un siècle dominé la scène littéraire, et cela sans doute sous l'influence des empereurs Saga et Junna. Le *Ryôunshû* fut composé à la demande de Saga par un groupe de lettrés et de connaisseurs, qui soumirent leur choix à son approbation. En Chine, les empereurs commandaient ce genre de recueils depuis fort longtemps, et Saga imita certainement leur exemple. Le mot *ryôun* signifie « touchant les nuages » et traduit l'idée d'excellence. Dans cet ouvrage, les pièces sont classées selon le rang de l'auteur. Plusieurs sont de l'empereur Heijô, ainsi que de Saga et de son jeune frère Junna. Ensuite viennent des poèmes du chef de la famille Fujiwara et d'une vingtaine d'autres nobles.

Les deux recueils suivants sont du même type. La liste de leurs sujets donne une certaine idée du registre et de la nature du sentiment poétique :

Banquets Histoire

Musique

Religion (idées bouddhistes)

Séparations

Vues

Chagrin

Regrets Amour

Réception et envoi de cadeaux

Cette classification est pratiquement la même que celle de la grande anthologie chinoise *Le Wenxuan (Monzen* en japonais) qui était bien connue

au Japon au viie siècle et joua un rôle important dans la formation du goût national. Les trois recueils de vers chinois d'auteurs japonais classés par rang social sont très symboliques de l'esprit qui régnait alors dans la classe dirigeante, petit groupe suivant les modèles littéraires et philosophiques de la Chine, mais obstinément attaché à sa conception aristocratique.

Des signes de luxe et de prodigalité se manifestent dès le début du ixe siècle en dépit des principes de rigueur défendus par les moralistes confucéens qui, en règle générale, n'étaient pas suffisamment puissants pour imposer leur pureté de conduite à une classe supérieure désœuvrée amoureuse du plaisir. Cependant, le savoir était tenu en haute estime, comme il l'a toujours été depuis lors. En plus des talents poétiques mentionnés plus haut, l'empereur Saga était un grand calligraphe, Junna excellait en écriture cursive, et le prince héritier Tsunesada, non content de les imiter, était un lecteur inlassable. Par ailleurs, ces monarques étaient musiciens. Ils tenaient à ce que leurs fils aient une éducation soignée, ainsi qu'en témoignent les études du prince héritier, qui comprenaient l'histoire, le bouddhisme (à la fois courant et ésotérique), la littérature chinoise, la calligraphie et la musique, le tout avec les plus grands professeurs. Nous savons même de quelle façon il écrivait : son pinceau avait « l'ossature » de Saga et la « chair » de Junna.

Sans doute les historiens exagèrent-ils, mais il n'en reste pas moins que les courtisans suivirent l'exemple donné par les souverains, voyant le fin du fin dans l'étude du bouddhisme ou du confucianisme, voire un peu des deux, considérant que l'écriture et la musique étaient des grâces indispensables. Leur enthousiasme était en bonne partie affaire de mode, mais à part la contrainte de la rivalité sociale, il y avait dans l'air un goût réel pour le savoir, et pour le savoir tel que le prônaient les maîtres de la société Tang. Le système d'éducation défini par les codes prévoyait un collège central (« daigaku »), qu'on peut qualifier d'université, dans la capitale, avec un maximum de quatre cents étudiants, et un collège provincial (« kokugaku ») dans chacune des provinces, avec entre vingt et cinquante étudiants. Les étudiants devaient être des garçons brillants âgés de treize à seize ans, issus des familles des princes et des nobles du cinquième rang et au-dessus, et un certain nombre de places étaient également allouées aux membres des familles de lettrés qui avaient

traditionnellement servi l'État. Dans les provinces, l'entrée était réservée aux parents des gouverneurs de district (« gunshi »).

Il n'y avait donc pas de possibilités d'études pour les fils des classes inférieures, et quoique des efforts aient été tentés (par Kûkai et autres maîtres bouddhistes) pour fonder des écoles privées, ceux-ci n'eurent que peu de succès. En réalité, malgré bien des encouragements, il n'y avait pas suffisamment de gens capables pour enseigner dans les provinces, et l'on vit certains *kuni no hakase* (directeurs de collèges provinciaux) qui, à trente ans, n'avaient pas le moindre diplôme, et d'autres qui étaient nommés sur un simple examen de lecture. Enfin, certains enseignants provinciaux ne remplissaient pas leurs fonctions, préférant encaisser leur salaire et rester chez eux.

Mais dans la capitale, l'enthousiasme était général. Les grands clans Ion-dèrent des collèges à l'intention de leurs garçons, qui y résidaient tout en allant à l'université. Ainsi, les Fujiwara (Fuyutsugu) construisirent le Kan-gaku-in, qu'ils fournirent en livres et dotèrent largement. Dans l'ensemble, le traitement des lettrés s'améliora, et l'on reconnut leur importance. On dit qu'un grand ministre (Fujiwara Otsugu) démissionna parce qu'il ne connaissait pas le *yin-yang* de façon suffisante pour remplir convenablement sa charge. On raconte même qu'un autre ministre Fujiwara descendait de cheval lorsqu'il croisait des étudiants. Ce genre d'anecdotes montrent du moins que le savoir était respecté, et (quoiqu'on puisse dire qu'une bonne partie de la doctrine confucéenne n'était pas du goût japonais) il ne fait pas de doute que certains membres de la classe dirigeante se laissèrent convaincre que le gouvernement devait suivre les principes confucéens et que, dans la vie privée, la loi de la piété filiale devait être considérée comme le fondement de toute morale. Cette dernière croyance était si puissante que l'empereur Nimmyô se prosternait chaque jour devant sa mère, face au nord, comme un sujet devant le trône.

La compilation et la révision des lois, la rédaction de commentaires, et même la composition de vers et de prose, étaient des tâches d'inspiration confucéenne. Parmi les grands noms de l'époque (outre les poètes déjà mentionnés) figurent ceux de juristes tels que Kiyowara Natsuno, auteur du *Grand Commentaire sur les codes (Ryô no gige),* mais aussi du lettré-homme d'État Miyoshi Kiyotsura (847-918), qui était féru de culture chinoise et ennemi du bouddhisme. On lui doit un mémoire célèbre attirant

l’attention de l’empereur sur les abus courants, qu’il impute souvent à la cupidité du clergé bouddhiste, mais sans épargner pour autant les officiers de la cour et les prêtres shintoïste’. C’est l’un de ces confucianistes d’esprit élevé et rigoureux qu’on retrouve tout au long de l’histoire du Japon, appelant en prose chinoise une réforme politique et sociale.

Lorsqu’on évalue l’importance du savoir chinois au Japon, il ne faut pas oublier qu’il ouvrait les portes de la fonction publique. Dans le chapitre traitant des nominations et des promotions, le code administratif (de Yôrô, en vigueur à partir de 757) recommande comme sujets d’examen d’attitude certaines parties d’ouvrages classiques comme le *Zhouli,* le *Zuochuan,* le *Shi-jing,* les *Entretiens* et le *Classique de la piété filiale.* Cela, au niveau le plus élevé. Quant aux examens ordinaires (« shinshi »), ils exigeaient une parfaite connaissance du *Wenxuan,* le candidat devant réciter et analyser des extraits de divers chapitres. Ces règles étaient les mêmes que celles des codes chinois, et il est intéressant de relever l’importance accordée à la poésie chinoise. Il semble que, dans les deux pays, l’accent mis sur le *Wenxuan* était tel qu’un étudiant qui en connaissait bien le contenu était considéré comme ayant à moitié réussi ses examens.

Bien qu’à l’époque du *Keikokushû* (la dernière des trois anthologies officielles de poèmes en chinois) le genre poétique du *Wenxvan* ne fût plus en faveur et que les Japonais commençassent d’imiter le style des poètes chinois contemporains – les grands de l’époque Tang –, l’influence du *Wenxuan* persistait. Ses ornements conventionnels et son modèle antithétique continuaient d’être admirés par les hommes de lettres les moins aventureux, et l’on en retrouvait le parfum jusque dans la prose officielle.

CHAPITRE VII

Réaction contre l'influence chinoise

LITTÉRATURE

Une certaine réaction contre l'influence des idées et méthodes chinoises se manifeste dans les révisions des codes administratifs, ainsi que dans le développement d'organes parallèles qui – comme nous l'avons vu[11] – se produisit à la lumière de l'expérience pratique. Il était naturel que, en matière de gouvernement, les Japonais voulussent résoudre leurs propres problèmes selon des méthodes qui étaient les leurs, et sans mettre à trop rude épreuve les habitudes sociales traditionnelles qui ne pouvaient être changées par proclamation ou décret. Ils ne se coupèrent pas volontairement de l'influence chinoise, mais un sentiment d'indépendance se développa tandis qu'ils digéraient et assimilaient les connaissances que leurs échanges avec le continent leur avaient apportées. Cette tendance se manifeste clairement à travers l'histoire des missions officielles en Chine. La première eut lieu sous la conduite d'Ono no Imoko, qui se rendit sur le continent (dans la capitale de l'empereur Sui) en 607. Elles se poursuivirent assez régulièrement jusqu'en 838, où un fonctionnaire (Ono Takamura) refusa de prendre la tête de la mission qui devait partir. On aimait de moins en moins ces traversées, qui étaient toujours difficiles et souvent dangereuses, au point que les poèmes du *Manyöshü* contiennent maintes allusions aux périls que les envoyés devaient affronter, et maintes prières pour leur heureux retour. Il est clair qu'en 838, on avait commencé à mettre en question la nécessité de ces échanges officiels. La mission de cette année-là revint l'année suivante, et Takamura, qu'on avait exilé pour le punir, fut autorisé à revenir dans la capitale. A partir de cette date, les missions cessèrent jusqu'en 894, où le nouvel ambassadeur choisi (Sugawara Michizane, homme de lettres célèbre comptant parmi les grands ministres) demanda à être excusé parce que les conditions qui régnaient en Chine étaient très perturbées. En effet, la dynastie Tang était sur le déclin, et son effondrement se produisit en 907.

Il y avait ainsi de bonnes raisons politiques d'interrompre les relations officielles, d'autant que les échanges de visites privées, de moines, de

lettrés et de marchands, se poursuivaient. Mais les motifs d’ordre politique n’étaient pas les seuls pour lesquels les Japonais souhaitaient se libérer de l’emprise chinoise en matière de savoir, de pensée et de goût. Leur propre culture – grâce, bien sûr, à l’exemple chinois – prenait désormais forme et gagnait en substance. Elle tirait son caractère propre d’éléments d’emprunt combinés à des éléments indigènes. C’est peut-être la littérature qui offre la meilleure illustration de ce processus. Les études chinoises ne perdaient rien de leur importance, car le chinois restait la clé de tous les trésors du savoir laïc et sacré. Mais la mode littéraire changeait, et peu après la parution des trois anthologies poétiques en chinois patronnées par l’empereur, la haute société se mit à apprécier la poésie écrite en japonais.

Il y avait à cette évolution des raisons pratiques aussi bien qu’artistiques. Représenter les sons japonais par des caractères chinois étaient très incommode, car il fallait souvent un caractère de plusieurs traits pour transcrire une seule syllabe. Grâce à une heureuse invention – simple, comme tant de précieuses formules –, les Japonais mirent au point un syllabaire facile et pratique en abrégeant les caractères chinois choisis pour représenter les sons japonais. Ce syllabaire, dont la forme cursive est connue sous le nom de « hiragana », offrait la possibilité d’écrire le japonais d’une main rapide dans une écriture qui était à la fois intelligible et plaisante à l’œil. La littérature japonaise y trouva un stimulant tout à fait remarquable. Ceux qui n’avaient pas une grande connaissance du chinois, et notamment les femmes, dont l’éducation n’était pas censée comprendre les classiques, étaient désormais en mesure d’écrire des histoires, des poèmes et des lettres intimes dans un style proche de la langue quotidienne. C’est à ces circonstances que l’on doit des œuvres aussi importantes que le *Taketori monoga-tari,* une sorte de conte de fées qui parut peu après l’interruption des missions en Chine, et le *Kokinshü,* ou *Recueil d’hier et d’aujourd’hui,* la grande anthologie de poésie indigène composée après le *Manyöshü.*

Ce serait une erreur que de chercher à ce nouveau mouvement des causes très définies. Il était naturel qu’il y eût avec le temps des signes de réaction contre la supériorité chinoise. Le nouveau syllabaire ne créa pas une tendance nouvelle, mais il rendit possible, et de fait inévitable, une littérature indigène en donnant un moyen d’expression nécessaire. Toutefois, il ne faut pas imaginer que la littérature chinoise passa de mode pour autant. Il n’y eut certes plus d’anthologies de poèmes écrits en chinois

par des Japonais, mais la poésie chinoise demeura populaire, et Bai Juyi en particulier connut au Japon un très vif succès grâce à son style aisé, coulant et naturel. La littérature japonaise fait souvent allusion à un recueil de ses œuvres connu sous le titre de *Hakushi monjü.* Dans le classique qu'est *le Roman de Genji,* lorsque Genji part en exil, c'est, parmi les quelques livres qu'il choisit d'emporter, celui qu'il juge indispensable. C'était l'ouvrage en vers le plus admiré des personnes de goût, mais aussi, il faut bien le dire, des gens à la mode. Bai Juyi fut largement imité, et un écrivain japonais de l'époque laisse entendre que, dans leur engouement pour les maîtres chinois, ses compatriotes ont copié leurs faiblesses sans leurs mérites, et qu'on trouve ainsi dans leurs œuvres la « légèreté » de Yuan Zhen et la « banalité » de Bai Juyi, mais sans le talent de l'un ni de l'autre.

Cette accusation n'est pas sans fondement, mais il ne fait aucun doute que les grands poètes de la Chine, et notamment ceux de l'époque Tang, eurent sur la littérature japonaise un effet bénéfique d'une portée considérable, lui donnant plus de variété et de profondeur qu'elle n'en avait auparavant. On retrouve dans maints vers japonais l'écho des grands maîtres chinois, et la plupart des critiques s'entendent à reconnaître que, pour ce qui est du sentiment et de la manière, la prose japonaise est redevable elle aussi aux écrivains chinois connus au Japon au ixe et au xe siècle. Parfois, la langue du grand roman qu'est *le Roman de Genji* semble inspirée de certains poèmes de Bai Juyi, notamment le célèbre *Éternelle douleur*, auquel il est fait allusion dans le premier chapitre. On dit même que l'épisode entier du chagrin de l'empereur à la mort de Kiritsubo, sa maîtresse bien-aimée, est basé sur l'œuvre de Bai Juyi, qui traite de la mort de la belle Yang « guifei », maîtresse de l'empereur de Chine. En tous les cas, l'auteur du *Genji* aime à montrer qu'elle connaît la littérature chinoise, bien qu'il lui arrive de parler – et qui pouvait le faire mieux qu'elle ? – en faveur du style indigène, et de se moquer de ce qui est prétentieux et « chinoisant ».

Le passage suivant donnera une idée de son style :

« Kono goro ake-kure goranzuru Chô-gonka no on-ye, Teiji-in no kakashita-maite Ise, Tsurayuki no yomasetamaeru Yamato kotonoha wo mo Morokoshi-uta wo mo tada sono suji wo zo makuragoto ni nasasetamau. »

A cette époque, c'était le désir de Sa Majesté d'étudier matin et soir une image de *l'Éternelle douleur,* le texte écrit par Teiji no In avec des poèmes d'Ise et de Tsurayuki, à la fois dans la langue du Yamato et dans celle des hommes d'outre-mer ; et l'histoire de ce poète était le sujet ordinaire de ses propos.

D'après la traduction d'Arthur Waley.

On notera que, à part deux noms propres, ce passage ne renferme aucun mot chinois.

Quant à des récits comme le *Taketori monogatari* et *Vise monogatari,* on trouve sans peine des ouvrages chinois auxquels ils ressemblent, et dont il se peut qu'ils soient inspirés. Les historiens de la littérature s'efforcent de découvrir des sources, et il ne devrait pas leur être difficile de prouver que toute œuvre en prose japonaise doit quelque chose à un modèle chinois. Mais ce qui importe ici, c'est qu'une littérature nationale commence clairement à apparaître vers la fin du ixe siècle, puis accomplit de rapides progrès. Les auteurs classiques de la Chine gardent leur immense prestige, et tout homme de goût, tout homme bien élevé, se doit d'avoir au moins une connaissance superficielle de leurs œuvres ; mais dans ces petites pièces et dans le *Kokinshü,* la « langue du Yamato » commence déjà à s'affirmer entre des mains habiles comme un instrument délicat et sensible, apte à traduire la tournure d'esprit indigène.

Quitte à anticiper, il convient de relever ici que vers l'an mille, quand Murasaki écrivait ses chefs-d'œuvre, le style de la prose japonaise avait atteint une maturité classique. C'était un style qui se prêtait bien au roman, aux lettres et au journal intime, car c'était une forme raffinée de la langue orale contemporaine, qui avait fait siens les termes d'origine chinoise. Mais il ne convenait pas aux affaires pratiques d'une certaine gravité, et le chinois devait être utilisé pour les lois, les règlements et les documents officiels, ainsi que pour les ouvrages traitant de religion et de philosophie. Passer d'une page du *Genji* à des documents historiques de la même époque – tels qu'inventaires, contrats et registres monastiques – correspond à entrer dans un autre monde linguistique, rigide, formel, intelligible seulement à l'œil et non à l'oreille – quelque chose de très « chinoisant », comme aurait dit Murasaki.

Ainsi, la langue indigène dut lutter contre un puissant ennemi ou rival, et ses succès témoignent de la force d'une réaction contre l'érudition chinoise, ou plutôt contre ses prétentions – réaction qui s'affirma au cours du ixe siècle, au terme duquel elle atteignit son apogée. C'est dans le domaine des belles-lettres que la « langue du Yamato » sut le mieux révéler ses qualités. Le chinois, ou un mélange de japonais et de chinois où ce dernier prédominait, continua d'être employé à des fins savantes, marquant ainsi de façon très profonde la vie intellectuelle du Japon. Que, dans l'ensemble, son effet ait été ou non bénéfique est une question discutable, mais il est clair qu'il eut tendance à confiner le flot de l'activité intellectuelle japonaise dans un canal plutôt étroit.

Relations politiques et commerciales

D’un certain point de vue, l’évolution des formes politiques au cours des IXe, X^{e} et XIe siècles peut être considérée comme un éloignement progressif des modèles chinois, et l’on peut résumer l’histoire politique de cette longue période en disant que, pratiquement, tous les traits dominants du système de gouvernement er emprunté à la Chine tombèrent peu à peu en désuétude pour être remplacés par de nouvelles méthodes destinées à répondre à de nouvelles conditions, et ne subsistèrent à la longue que comme des formes vides dans une société féodale qui, dans toutes ses caractéristiques fondamentales, différait du projet irréalisable de monarchie centralisée.

Il serait inexact de dire que ce processus de changement institutionnel résulta d’une réaction consciente et voulue contre l’influence chinoise. Ce fut plutôt une réaffirmation naturelle et inévitable des habitudes traditionnelles japonaises de pensée et de sentiment, qui devint de plus en plus forte à mesure que les dirigeants du Japon prenaient conscience de leur capacité de diriger leurs propres affaires avec l’aide des connaissances nouvelles et des avantages matériels que leur avaient valus leurs relations avec la Chine. Ce qui était nouveau, c’était leur attitude à son égard, qui, de déférente, devint respectueuse et parfois même critique. Dans la littérature de cette période, on trouve de fréquentes allusions à la différence entre « Karajie » et « Yamato-damashii », ou (pourrait-on dire) savoir chinois et sentiment japonais, ce dernier étant l’équivalent extrême-oriental de l’esprit gaulois. Il y a en outre un manuscrit célèbre qui retrace les aventures en Chine de l’un des premiers envoyés du Japon, le grand Kibi no Makibi ou Mabi. Le rouleau date du XIIIe siècle, mais le récit repose à l’évidence sur une tradition bien fondée, car il raconte comment, grâce à son bon sens, à son courage et à sa vivacité d’esprit, le Japonais déjoue les ruses des fonctionnaires chinois qui tentent jour après jour de l’humilier. Il sort vainqueur de cette épreuve, ayant dans toutes les occasions fait triompher la dignité de son pays.

Il ne faut toutefois pas imaginer que les relations avec la Chine cessèrent ou perdirent de leur importance. Elles continuèrent et se multiplièrent, mais dans un esprit quelque peu différent ; et les échanges officiels et privés entre

voyageurs japonais et marchands, lettrés, moines et fonctionnaires Tang constituent un trait particulier de l'histoire du Japon.

Une étude rapide des relations diplomatiques avec la Chine et des rapports privés des négociants et des lettrés permettra de comprendre le changement de nature que subit l'influence chinoise sur la vie japonaise depuis l'époque lointaine où les dirigeants du Japon se tenaient aux pieds des maîtres chinois et apprenaient avec plus d'enthousiasme que de discernement.

Laissons de côté les ambassades préliminaires d'hommes comme Ono no Imoko (607), et commençons par la première mission d'après la réforme de Taihô, en 702. Il s'agissait d'une approche officielle de l'empereur Tang, et l'expérience fut ensuite renouvelée sous chaque règne jusqu'à l'avènement de Kammu, en 781. Cette année-là, l'ambassade précédente, qui était partie en 779, rentra au Japon. L'envoi d'une nouvelle mission fut ensuite suspendu plus de vingt ans en raison des problèmes que posait au gouvernement le départ de Nara ; mais les missions reprirent en 803, quand Fujiwara Kadonomaro devint ambassadeur. Il eut droit à un banquet d'adieu au palais, où l'empereur (Kammu) porta un toast et récita des vers de sa composition, dans lesquels il était question de :

Tairaka ni Kaerikimase to iwaitaru sake.

Le vin que nous buvons À votre heureux retour.

L'envoyé et ses compagnons avaient bien besoin de ce genre de bons vœux, car leur traversée débuta par des catastrophes. Ils embarquèrent en mai ; des tempêtes dans lesquelles leurs quatre bateaux furent gravement endommagés et où périrent quelques passagers les contraignirent à rebrousser chemin. Les dégâts une fois réparés, les bateaux prirent un nouveau départ en 804, emmenant les deux grands religieux Saichô et Kûkai. La petite flotte fut alors détournée de sa route, et deux vaisseaux l'abandonnèrent. Les deux autres atteignirent la Chine, mais séparément. Le premier, celui de l'envoyé, rejoignit la côte du Fujian et non l'estuaire du Yangzi, comme il avait été prévu. Après divers ennuis, ses passagers furent enfin conduits à Chang'an, la capitale, où un ambassadeur chinois les accueillit au commencement de 805.

C'était la dernière année de l'empereur Tang Dezong, qui mourut peu après avoir reçu Kadonomaro. En raison du deuil de la cour, la mission

japonaise se retira et prit aussitôt le chemin du retour. Le navire de Kadonomaro atteignit Tsushima sans encombre, tandis que l'autre sombra après avoir gagné Matsuura, au Kyüshü. De Tsushima, Kadonomaro envoya un rapport sur les conditions qui régnaient en Chine, où la dynastie Tang donnait certains signes de faiblesse face au soulèvement de populations limitrophes et à l'insubordination des hauts officiers de l'armée. L'année même du retour de Kadonomaro, une mission spéciale fut dépêchée à la cour du nouvel empereur, avec l'ordre de rentrer sans délai.

Les années suivantes – les règnes de Heijô, Saga et Junna – lurent une époque d'amitié pour la Chine et d'engouement pour la littérature chinoise ; mais il n'y eut plus de missions, sans doute parce que les voyageurs d'alors parlaient d'insurrections contre les souverains Tang et que leurs rapports étaient amplement confirmés par les réfugiés qui, passant par le Silla, arrivaient au Japon.

Après l'avènement de Nimmyô, en 833, un nouvel envoyé fut désigné en la personne de Fujiwara Tsunetsugu, avec pour adjoint Ono Takamura. Vingt-neuf ans séparaient cette mission de la précédente, et il semble qu'elle n'ait pas eu pour but de promouvoir l'amitié mais d'acquérir des livres, des images et des articles de luxe comme des parfums, car le nouvel empereur avait le goût des belles choses, et ses prédécesseurs directs étaient toujours en vie, jouissant d'une retraite élégante. Mais ils furent certainement déçus, car malgré des préparatifs soigneux l'ambassade joua de malchance.

Outre l'ambassadeur, son adjoint, les secrétaires, interprètes et réparateurs de bateaux, une mission comprenait d'ordinaire un certain nombre de Chinois (généralement des moines) rentrant chez eux, et également des Japonais qui se rendaient en Chine pour y étudier la médecine, la divination, l'écriture, la musique, l'astronomie, l'établissement des calendriers et autres matières analogues. Elle pouvait ainsi – comme en cette occasion – compter jusqu'à six cents participants. L'expédition ne fut prête à partir qu'en 836, avant quoi la cour ordonna que des prières à toutes les divinités nationales fussent dites au sanctuaire de Kitano. Une promotion, annoncée sur leurs tombes, fut en outre accordée aux fonctionnaires qui avaient perdu la vie au cours des missions précédentes, afin de détourner leurs esprits de toute idée de vengeance.

Mais cette ambassade subit elle aussi de graves pertes, et il lui fallut revenir au Japon pour rééquiper ceux des navires qui lui restaient. Puis on déploya maints efforts pour convaincre ses chefs de reprendre la mer, mais leur manque d’empressement joint à leur esprit querelleur retarda leur départ jusqu’en été 838, soit cinq ans après ia nomination de Tsunetsugu. En Chine, pour laquelle e dernier partit du Kyüshü, régnait alors l’empereur Wenzong. Ono Takamura, l’adjoint de l’ambassadeur, refusa d’embarquer sous prétexte qu’il l’avait maltraité, et se mit à écrire un poème satyrique sur les missions en Chine. Furieux, l’empereur ordonna qu’il fût étranglé pour insoumission, mais se contenta finalement de le faire exiler. De son côté, Tsunetsugu eut bien du mal à revenir de Chine. Il passa par la Corée, où il affréta des navires coréens qu’il jugeait plus sûrs que ceux construits par ses compatriotes, sans doute avec raison car les Coréens semblent avoir été de tout temps plus habiles que les Japonais en matière de navigation. De retour au Japon en 839, il mourut une année plus tard.

Ces calamités rendirent les missions si impopulaires qu’il n’y eut guère d’opposition lorsqu’on décida d’y renoncer et que Takamura fut pardonné et put réintégrer la capitale. Entre 630 et 838, il y avait eu dix-neuf nominations au poste d’envoyé en Chine, mais seules douze ambassades accomplirent leur mission durant cette même période.

Le principal moteur de ces expéditions en Chine était la soif de connaissances philosophiques, religieuses et, à un moindre degré, techniques. La demande de produits chinois était limitée. Certains d’entre eux intéressaient beaucoup la cour, qui, en 874-875, mit sur pied une mission commerciale pour acheter de l’encens, des parfums et des médicaments. Le gouvernement s’efforçait d’exercer un certain contrôle sur les articles importés de Chine. Les navires marchands revenant du continent s’arrêtaient souvent au Kyüshü d’abord. Ils n’étaient pas autorisés à vendre leur cargaison au premier venu, les codes – dans la partie traitant des marchés et barrières (octroi) – ordonnant sous peine de fortes amendes que les fonctionnaires pussent choisir avant les acheteurs privés. Dans la pratique, ces règles

n’étaient toutefois pas respectées. Dès que la capitale apprenait l’arrivée d’un navire dans le port d’entrée du Kyüshü, les nobles et autres riches particuliers y envoyaient des émissaires pour acheter ce qu’ils désiraient aux enchères avant que les fonctionnaires gouvernementaux ne fissent leur

apparition, et le goût des produits et curiosités chinois était tel que ces derniers n'y pouvaient rien. Les principaux objets de commerce étaient les rouleaux (de sütras ou de classiques chinois), les sculptures et peintures bouddhiques, le mobilier sacré, les livres de poésie et de prose, les médicaments, l'encens et le parfum.

Il s'agissait essentiellement d'un commerce de luxe, stimulé par la mode de tout ce qui était chinois. Il impliquait des relations étroites avec les marchands du Silla, alors même que les Japonais répugnaient à nouer des rapports diplomatiques avec ce pays. Ils le soupçonnaient de sinistres desseins, et ils savaient que les défenses du Kyüshü étaient faibles en raison du complet échec du système de service militaire. L'insouciance dont la cour faisait ici la preuve est d'ailleurs difficile à comprendre, car même si le Silla (alors sur le point de s'effondrer en tant qu'État) n'avait probablement aucune intention d'envahir le Japon, les côtes étaient l'objet d'incessantes attaques de pirates, et les mesures prises pour s'en défendre étaient ridiculement inadéquates. Lorsqu'on étudie les archives de l'époque, on s'étonne constamment de voir à quel point la classe dirigeante de la métropole était devenue molle et pacifique. En 870, par exemple, on trouve une proclamation qui dit que le Japon est le pays des Dieux, et que, si ses défenses sont pauvres, des prières empêcheront les pirates d'approcher des côtes. Une proposition visant à exclure du Japon tous les Coréens est elle-même repoussée, parce que l'« attitude royale » veut qu'on traite avec compassion les réfugiés et naufragés.

En 894, lorsqu'il fut question de reprendre les relations diplomatiques avec la Chine et d'y envoyer Sugawara Michizane et Ki Haseo, le projet fut abandonné à cause des troubles qui s'y manifestaient alors. Les deux hommes avaient d'autres raisons, d'ordre personnel, pour ne pas vouloir quitter le Japon à ce moment-là, mais il est vrai que la dynastie Tang était sur le déclin et qu'il y avait réellement lieu de s'inquiéter, car en dépit de son éloignement et des rapports assez ténus qu'il entretenait avec le continent, le Japon s'était de tout temps ressenti des vicissitudes politiques de la Chine.

La dynastie Tang avait déjà commencé à montrer des signes de faiblesse vers le milieu du VIIIe siècle, devant la pression exercée par certains peuples frontaliers (comme les Uighurs et les Qidan) et la déloyauté régnant à l'intérieur ; mais ces difficultés furent surmontées, et la grande structure

demeura stable et imposante pendant encore un siècle ou davantage. Ce n’est que vers 900 qu’elle s’effondra, et il fallut alors attendre une cinquantaine d’années pour que la Chine soit à nouveau unie, cette fois sous la dynastie des Song. Dans l’intervalle, le désordre s’empara des États voisins – la Mandchourie et la Corée au nord – et le pouvoir chinois recula. Quand le calme revint, des ouvertures furent faites par les Chinois, et des envoyés du Zhejiang arrivèrent au Japon en 945 ; loin d’être bien accueillis, ils furent reçus en importuns. Et par la suite, même quand la dynastie des Song fut bien établie et fit des avances au Japon, la cour, toujours méfiante, n’y répondit qu’à contre-cœur.

Manifestement, la Chine avait perdu de son prestige, et le Japon gagné de l’assurance ; si bien que, sans que les relations entre les deux pays se raréfient ni que l’influence chinoise en matière de savoir et de religion diminue, à la fin du ix« siècle, les dirigeants japonais manifestaient dans leur attitude face à la culture continentale un esprit critique jusque-là inconnu.

Il est d’ailleurs significatif que la reprise des relations diplomatiques se soit faite sur l’initiative des Chinois. Et dans le domaine commercial aussi, ce sont les Chinois qui approchèrent le Japon. Il y avait un intense va-et-vient de bâtiments Song, et certains capitaines prétendaient que des vents violents les avaient poussés vers les côtes japonaises. Les sujets du Japon avaient l’interdiction de quitter le pays, mais une exception était faite pour les moines que l’on envoyait étudier en Chine.

C’est ainsi que Chônen, un moine Fujiwara du Kôfukuji, reçut de l’or de la cour, et de l’empereur retiré Uda, pour aller en Chine étudier à Wutaishan puis faire un pèlerinage en Inde sur les traces du Bouddha. En 984, il eut une audience avec l’empereur Sorig Taizong, à qui il offrit des livres précieux, parmi lesquels une généalogie de la famille impériale du Japon. Selon les chroniques chinoises, l’empereur fut très impressionné par la stabilité du gouvernement japonais, et dit tout le bien qu’il pensait du principe héréditaire – ce qui, chez l’un des fondateurs d’une dynastie, n’a rien de surprenant.

Les moines chinois en visite au Japon étaient également bien traités par la cour japonaise, et l’on peut dire qu’en général les échanges culturels entre les deux pays se poursuivirent régulièrement en dépit des difficultés des rapports politiques. Ainsi, bien qu’aucun représentant officiel ne fût

envoyé à la cour de Chine après 838, de nombreux marchands et moines japonais se rendirent sur le continent, et de nombreux Chinois, laïcs et religieux – notamment des représentants de la secte Tendai –, se rendirent au Japon. En 848, par exemple, un bateau y emmena un voyageur dénommé Zhang Yuxin et trente autres Chinois. Dans l'ensemble, les allées et venues étaient désormais plus nombreuses, car les conditions dans lesquelles s'effectuait la traversée s'étaient beaucoup améliorées depuis le milieu du ixe siècle, et des navires marchands en provenance de Chine faisaient maintenant de fréquents voyages au Japon[12]. Les bateaux construits en Chine étaient de meilleure qualité. La navigation était devenue plus sûre, en partie parce qu'on avait appris à connaître les vents saisonniers, mais aussi parce que les rapports avec le Silla permettaient à présent aux Japonais de bénéficier des navires coréens, qui étaient mieux construits et mieux gouvernés que les leurs et se rendaient régulièrement en Chine au profit des marchands du Silla installés là-bas. Les Japonais reconnaissaient la supériorité de la construction navale coréenne, ainsi que nous l'apprennent le choix de Tsunetsugu et les ordres, envoyés par la cour au Kyüshü en 839, de construire un « bateau de Silla » qui pût résister aux tempêtes.

Il est clair que les Japonais accusaient un certain retard dans le domaine de la science maritime. Les navigateurs expérimentés s'accordent à reconnaître qu'il n'y a pas de régularité dans la direction des vents qui soufflent au large du Japon, et cela pourrait expliquer que, incapables de compter sur des vents « dominants » connus, les bateaux qui traversaient directement du Kyùshû vers la Chine centrale touchaient terre dans des endroits très différents, entre l'estuaire du Yangzi et la côte du Fujian ou même les environs de Canton. Mais outre ces difficultés, il y avait un manque évident de technique dans la construction, le gréement et le pilotage des voiliers, ce qu'explique peut-être l'éloignement du gouvernement central par rapport à la mer. Enfin, le commerce extérieur n'avait qu'un intérêt secondaire dans une société agricole qui se préoccupait d'abord de mettre en valeur son propre sol, et les débuts de la construction navale au Japon semblent avoir répondu aux besoins d'un trafic côtier dans des eaux relativement abritées et des incursions de pirates plutôt que d'un commerce régulier.

Il est peut-être significatif que notre connaissance des conditions dans lesquelles se déroulaient au ixe siècle les voyages en Chine dépende en

grande partie de l’œuvre d’un célèbre moine bouddhiste, Ennin (connu plus tard sous le nom de Jikaku Daishi), dont le *Nittö gubö junreiki (Récit d’un pèlerinage en Chine à la recherche de la Sainte Loi*) fourmille de détails passionnants sur ses aventures, à partir de 838, année où il quitta le Japon avec l’ambassade de Tsunetsugu, jusqu’en 847, où il rentra chez lui après maintes pérégrinations et difficultés sur mer et sur terre.

CHAPITRE VIII

Les régents Fujiwara

Rivalités politiques – le trône et les clans, 794-967

Le développement d'une forme de gouvernement où le pouvoir souverain est exercé sur une base quasi héréditaire par les membres d'une grande famille agissant à titre de régent est caractéristique de l'évolution politique du Japon au cours des trois siècles en question. Il mérite donc de retenir notre attention en tant qu'aspect de l'histoire générale des institutions, et présente aussi beaucoup d'intérêt à cause de la nature de la société qui prit corps sous la domination des chefs successifs du clan Fujiwara.

Leur ascension fut progressive. Quoique les membres de la famille Fujiwara aient joui d'une influence certaine dès la construction de la nouvelle capitale, en 794, ils n'atteignirent une position vraiment prédominante au sein de l'État qu'une fois réglés les différends qui divisaient leur propre clan (qui comptait plusieurs branches), et après s'être débarrassés des rivaux en puissance que représentaient les chefs d'autres familles importantes, notamment les Kiyowara, les Tachibana, les Ki et les Miyoshi, qui pouvaient elles aussi se réclamer d'ancêtres éminents, et parfois même de liens avec l'empereur.

Le clan Fujiwara se divisait en quatre branches, fondées par les quatre fils de Fubito (659-720), issu du grand ministre Kamatari qui avait reçu le nom de Fujiwara en 669, l'année de sa mort. Au milieu du ixe siècle, la branche nord (Hokke) avait pris l'avantage sur les autres tant sur le plan de la richesse qu'en matière de pouvoir politique. Les membres des autres clans s'installèrent alors en province, où ils devinrent guerriers, ou restèrent dans la capitale, occupant des postes mineurs. L'habitude de marier des filles Fujiwara dans la famille impériale remontait à l'époque de Nara. Dans l'Antiquité, l'impératrice était censée être de sang royal, mais l'empereur Shômu fut marié à la troisième fille de Fubito, qui, par la suite, devint elle-même l'impératrice Kômyô.

En règle générale, les Fujiwara arrivèrent à leurs fins non par la violence, mais en recourant constamment aux pressions politiques qu'ils étaient en

mesure d’exercer grâce à leurs liens matrimoniaux avec le Trône, ou à leur grande richesse et à l’influence qui en découlait en province, où leurs propriétés se multiplièrent rapidement. Ils étaient très conscients de l’importance que revêtait la terre comme source de pouvoir, et ils agrandirent leurs domaines grâce à la protection qu’ils pouvaient offrir aux petits propriétaires disposés à placer leurs champs sous leur « garde ». Presque toujours, la terre est la clé de l’histoire politique du Japon.

Yoshifusa, qui épousa une fille de l’empereur Saga, fut le premier Fuii-wara à devenir régent. Il dirigea les affaires de l’État en tant que *sesshô* (régent pour un mineur) de 858 à 872, le souverain étant alors Seiwa, qui monta sur le trône à l’âge de neuf ans.

Il convient de relever que Seiwa fut le premier empereur enfant, et le premier souverain mâle placé sous la tutelle d’un régent. De son côté, Yoshifusa fut le premier régent à ne pas être de sang impérial.

Il fut suivi par son neveu Mototsune, qui fut régent durant la minorité de Yôzei puis devint *kampaku,* ou dictateur civil, et le resta jusqu’à sa mort, en 891. C’était une charge qui, contrairement à la véritable régence (la charge de *sesshô),* ne se limitait pas aux périodes de minorité ou d’incapacité. C’était une réelle dictature, le *kampaku* donnant des ordres comme s’il était l’empereur, dont il était censé être le porte-parole. Mototsune était un homme de beaucoup de talent et de force de caractère – en réalité, le premier des grands autocrates Fujiwara. Son ascension fut rapide. Il est intéressant de noter qu’il était secrétaire du *Kurando-dokoro* quand le jeune empereur Seiwa fut intronisé, en 858, car ce poste conférait à son titulaire un grand avantage politique. En 877, lors de l’avènement de Yôzei, mineur, l’empereur Seiwa, abdicataire, ordonna que Mototsune demeurât régent [13].

Mototsune eut des difficultés avec Yôzei, qui était fou et criminel. Il quitta ses fonctions pour protester mais les reprit bientôt et s’efforça de purger la cour de certains de ses éléments les plus indésirables. Yôzei fut contraint d’abdiquer en 884, alors qu’il avait dix-sept ans, et le vieux monarque qui lui succéda abandonna à Mototsune le soin de gouverner. L’empereur mourut en 887, et, faute d’autre prétendant, il fut, très exceptionnellement, remplacé par un prince qui n’était pas de mère Fujiwara. Il régna sous le nom d’Uda entre 887 et 897. Il n’aimait pas le comportement autoritaire de Mototsune. Celui-ci était devenu *kampaku* en

880, et, tout en « ordonnant » qu’il continuât d’assumer cette fonction, Uda s’offusquait de sa dictature et tenta contre lui des manœuvres de toutes sortes. Mais le régent était un maître de la stratégie politique et sociale, et le souverain dut s’incliner, laissant à Mototsune son titre et son pouvoir de *kampaku* jusqu’à sa mort, en 891. Cette épreuve de force était nécessaire au prestige de la maison Fujiwara, car l’empereur avait obtenu le soutien de certaines familles qui souffraient de la position dominante du clan du régent. Parmi les mécontents se trouvaient un Tachibana, un Minamoto, et le célèbre Sugawara Michizane, dont la chute devint une nécessité pour les Fujiwara.

Après le décès de Mototsune, dont le fils Tokihira avait alors vingt ans, personne ne fut nommé au poste de *kampaku*, et l’on put croire pendant quelques années que la famille impériale s’était débarrassée des dictateurs.

Règnes des empereurs en titre durant la période des régents Fujiwara, de Yoshifusa à Michinaga (858-1016)

Seiwa 858-876 Murakami 946-967

Yözei 877-884 Reizei 967-969

Kökö 884-887 Enyü 969-984

Uda 887-897 Kazan 984-986

Daigo 897-930 Ichijö 986-1011

Shujaku 930-946 Sanjö 1011-1016

Liste des régents Fujiwara (858-1184)

Yoshifusa (804-872) Mototsune (836-891) Tadahira (880-949) Saneyori (900-970) Koretada (924-972) Kanemichi (925-977) Yoritada (924-989) Kaneie (929-990) Michitaka (957-995) Michikane (961-995) Michinaga (966-1027) Yorimichi (992-1074) Noriirrchi (996-1075) Morozdne (1042-1101)

Moromichi (1062-1099) Tadazane (1078-1162)

Tadamichi (1097-1164)

Motozane (1143-1166) Motofusa (1144-1230) Motomichi (1160-1233)

Moroie (1172-1238)

Sesshô	Kampaku
857-872	–

873-880	880-891
930-941	941-949
969-970	967-969
970-972	–
–	972-977
–	977-986
986-990	990
990-993	993-995
–	995
1016-1017	996-1017[14]
1017-1019	1019-1068
–	1068-1075
1086-1090	1075-1086
	1090-1094
–	1094-1099
1107-1113	1105-1107
	1113-1121
1123-1129	1121-1123
1141-1150	1129-1141
	1150-1158
1165-1166	1158-1165
1166-1172	1172-1179
1180-1183	1179-1180
1184-1186	
1183-1184	–

Le jeune empereur, conseillé par des hommes comme Miyoshi et Sugawara, réussit à gouverner seul. Il abdiqua en 897, âgé de trente et un ans, en faveur de son fils de treize ans, l’empereur Daigo, qui parvint également à gouverner pendant un certain temps sans nommer de régent ni de *kam-paku*, avec l’appui de Michizane et autres. Mais ces derniers n’étaient pas assez forts, ou pas assez capables, pour tenir les Fujiwara à l’écart des postes clés du gouvernement. En 899, Fujiwara Tokihira fut nommé ministre de la Gauche *(Sadaijin)*, et Michizane dut se contenter du poste inférieur de ministre de la Droite *(Udaijin)*. Avant longtemps, il fut exilé à Kyüshü, où l’on dit qu’il mourut le cœur brisé en 903. Ki Haseo reçut une sinécure au

monastère du Tôdaiji, à Nara, et Miyoshi, renonçant à la politique pour se consacrer à l'étude, donna des cours d'histoire chinoise.

Tokihira ne prit pas le titre de régent, mais il gouverna le pays. Dès lors, les Fujiwara se trouvèrent fermement établis, et ceux qui se succédèrent comme dictateurs, ordinairement les chefs du clan *(uji no chôja),* seraient les véritables maîtres du Japon jusque vers 1068, où leur pouvoir se mit à décliner. Certains d'entre eux furent des hommes très doués, et tous purent compter sur le solide appui de la plus puissante famille de l'empire.

Après la mort de Mototsune, en 891, il n'y eut plus de régent ou dictateur jusqu'en 930, où Tadahira, frère de Tokihira, succéda à ce dernier et fut d'abord *sesshô* puis *kampaku* jusqu'en 949. Il y eut un bref moment au cours duquel aucune des deux charges ne fut occupée, mais sans que la domination des Fujiwara n'en soit interrompue. De 850 à l'effondrement final de l'autorité politique du clan, en 1167, toutes les fonctions importantes de l'État furent remplies par des porteurs du nom de Fujiwara, et dans la liste des ministres et des fonctionnaires de la cour, ce n'est qu'exceptionnellement que l'on rencontre ici et là le nom de Minamoto ou quelque autre patronyme historique.

Il n'est pas facile d'expliquer pleinement le succès de cette famille. Il est vrai qu'elle occupait une position très privilégiée du fait que ses filles se mariaient régulièrement dans le clan impérial, et la plupart du temps le régent était l'oncle, le beau-père ou le grand-père de l'occupant du trône, ou alors le père de la deuxième épouse ou de la favorite du souverain. Cependant, les Fujiwara (ou du moins nombre d'entre eux) ne semblent pas avoir été guidés seulement par une vaine ambition personnelle, mais avoir sincèrement voulu guider la monarchie dans l'intérêt de l'État. Leur sentiment de solidarité était puissant (en dépit de quelques querelles intestines), et l'orgueil familial leur fournissait un bouclier et une arme non moins puissants pour traiter avec une opposition divisée et inexpérimentée. Enfin, on peut ajouter que, par sélection naturelle ou artificielle, ils semblent avoir généralement produit le type d'homme capable que réclamait l'époque. La tradition politique observée, pour ne pas dire créée, par les régents Fujiwara – loyauté du clan, patronage, attachement aux personnes plutôt qu'aux principes – joua un rôle de poids dans l'histoire ultérieure, et c'est pourquoi, bien que leur puissance et leur richesse aient décliné avec le temps jusqu'à être réduites en poussière, leurs succès et

leurs échecs paraissent mériter une étude un peu approfondie. La pensée politique japonaise s’est faite par l’habitude plutôt que par le raisonnement, et peut-être vaut-il la peine de voir de plus près ce qu’était le sentiment de la classe dirigeante.

Il existe un document intéressant, connu sous le nom de *Testament de Kampyô (Kampyô Goyuikai),* qui fut composé à l’époque de Kampvô (889-898) par l’empereur Uda. Il s’agit d’une série de conseils qu’il adresse à son successeur, en faveur duquel il abdiqua. Il y donne une appréciation des talents d’hommes d’État comme Fujiwara Tokihira, Sugawara Michizane, Ki Haseo et Miyoshi Kiyotsura, dont les noms reviennent fréquemment dans l’histoire de son règne. Il explique ce qui ne joua pas dans sa politique et exprime une certaine rancœur face à la dureté de Mototsune ; mais, quoiqu’il

souhaitât manifestement promouvoir Michizane pour contrebalancer l’influence des Fujiwara, il fait, peut-être un peu à contrecœur, l’éloge de Tokihira, qu’il recommande au jeune empereur Daigo comme un conseiller très sagace. Parallèlement, il loue la loyauté de Michizane, l’érudition de Ki et les vertus des autres défenseurs de la maison impériale.

Dans un exposé général des problèmes auxquels devra faire face son successeur, il consacre beaucoup d’attention au choix des officiers de la cour et du gouvernement ; aux récompenses et promotions qu’il convient de leur accorder ; à la collecte des impôts ; au mode de vie des vestales d’Ise et de Kamo, les deux grands sanctuaires shintoïstes les plus étroitement liés à la maison régnante ; à la propreté du palais ; et à certaines questions touchant le rituel et la façon de diriger les affaires du palais, y compris le grade et la préséance des officiers des gardes.

L’essentiel de ce qu’il dit concerne les affaires privées du souverain. Il enjoint à son successeur de se montrer prudent dans ses apparitions publiques, de ne laisser voir sur son visage ni plaisir ni colère, et, plus généralement, de conformer sa conduite personnelle à de rigoureux principes. Concernant les problèmes gouvernementaux, rien n’est envisagé d’un point de vue national ; et c’est pourquoi il n’est pas surprenant que les chefs des grands clans comme les Fujiwara aient trouvé normal d’intervenir massivement dans les affaires publiques, et en soient venus à confondre leur intérêt privé avec l’intérêt de l’État.

Il ressort néanmoins du document dans son ensemble un sens aigu de l'importance du comportement juste et des devoirs moraux du prince. En général, il conseille la simplicité, un mode de vie modeste, une stricte attention aux affaires de'État et le recours à des ministres loyaux et capables. A son tour, l'empereui Daigo, à qui s'adressaient ces recommandations, laissa certaines règles de conduite qui témoignent de l'élévation de ses propres normes de comportement. Il donne notamment ces conseils.

– Ne buvez pas trop de vin.

– Dans la conversation, n'en dites pas plus que ce qui est nécessaire à votre propos.

– Dans votre maison, ne discutez pas devant autrui d'affaires privées, de ce qui est bien ou mal, de questions d'argent, etc.

– Dominez votre humeur.

– Évitez la mauvaise compagnie ; ne vous liez pas d'amitié avec des gens bruyants et turbulents.

– En toutes choses, de vos vêtements à votre voiture et à vos chevaux, recherchez ce qui a une valeur pratique et non ce qui est ornemental.

Les documents de ce genre n'ont rien d'exceptionnel, car la coutume voulait que les testataires lèguent des conseils.

Dans l'ensemble, les chroniques et journaux intimes de l'époque ne confirment pas l'impression de frivolité que peut laisser une étude exclusive de la littérature romanesque des Xe et XIe siècles. Il y avait sans doute beaucoup de joyeux jeunes courtisans collectionneurs d'aventures amoureuses ; mais il semble qu'il n'y avait pas moins de fonctionnaires graves et industrieux, soucieux d'accomplir leur devoir, rédigeant des mémoires, griffonnant des dépêches, distribuant des ordres, pris tout entiers dans la routine de leurs fonctions. Quant aux grands ministres qui dirigeaient l'État, c'étaient généralement des travailleurs. Le Premier ministre *(sadaijin)* Fujiwara Otsugu, qui mourut en 843, à soixante-dix ans, après une longue carrière officielle, est représentatif de ce type d'hommes. Il occupa longtemps le poste ardu d'inspecteur des provinces du Nord et, à ce titre, il prit des mesures énergiques pour accroître la production et réduire les dépenses.

Dans la littérature historique populaire, Tokihira est représenté comme un dictateur sans merci, qui contraignit son rival Michizane à l'exil et à la misère. Mais en réalité, c'était un administrateur doué d'un vigoureux esprit pratique, très conscient du besoin de réformer le gouvernement provincial, ce qui constituait sans aucun doute la tâche la plus urgente de son époque *. Ce n'était pas un homme doué pour la littérature, mais un homme d'État énergique qui tirait les ficelles et se fit des ennemis à la fois à la cour, où il essaya d'imposer un mode de vie plus simple, et en province, où il tenta de limiter le pouvoir des grands propriétaires terriens. Lorsque, de 897 à 909, il remplit sous Daigo les premières fonctions gouvernementales, il était extrêmement bien informé des conditions locales. Il fut à l'origine d'une série d'édits qui, les eût-on appliqués, auraient porté un coup fatal aux grands nobles et aux grands monastères en tant que seigneurs de domaines exemptés d'impôts. Ils prouvent qu'il comprenait clairement la nature des difficultés qui érodaient le pouvoir du gouvernement central et ruinaient sa puissance financière. De façon générale, ses efforts restèrent infructueux, mais on trouve la trace de ses réformes dans certaines améliorations temporaires, telles qu'un retour partiel au système de distribution des terres et une diminution sensible de la mainmise par des particuliers sur le domaine public.

Les successeurs de Tokihira, ses frères Tadahira (comme régent) et Naka-hira (comme Premier ministre) n'eurent pas sa force de caractère. Ils ne surent prévenir les désastres qui semblaient menacer de toutes parts. D'ailleurs, il se peut que l'homme d'État le plus résolu eût été incapable de trouver remède aux maux de l'époque. Le pays connaissait les pires troubles, la rébellion grondait dans les provinces et le banditisme sévissait partout. La capitale elle-même était dans un piteux état, les pillards pénétrant jusque dans le palais impérial et les gardes étant obligés de patrouiller la nuit dans la ville entière.

Le principal rebelle était Masakado, chef du clan des Taira, propriétaire de vastes domaines dans les provinces orientales de Shimôsa et Hitachi. Avide de terre et de puissance, il entra en lutte avec ses parents dès 935 ; mais il avait de plus grandes ambitions, et, en 940, il alla jusqu'à se proclamer empereur dans une lettre au Premier ministre Tokihira. Pendant un certain temps, il fut pratiquement maître de huit provinces de l'Est ; mais, après une lutte qui dura environ huit ans, il fut battu aux frontières du

Shimôsa en 940, où ses alliés (dont les troupes, dit-on, comptaient huit mille hommes) manquèrent à son appel.

Vers la même époque, Sumitomo, chef de clans guerriers de l'ouest du Japon, réunit une flotte de mille petites embarcations ou davantage et se mil à piller les côtes de la mer Intérieure, notamment dans la province d'Ivo, dont il avait été le gouverneur et où, son mandat terminé, il avait décidé de se fixer plutôt que de rentrer dans la capitale. Il porta ses méfaits jusqu'au Sanuki, au Suwo et au nord du Kyüshü. On notera ici que toutes les provinces, et surtout celles dont les gouverneurs étaient faibles et incapables de régler les disputes auxquelles la propriété donnait lieu, connaissaient alors des troubles régionaux.

En 941, Sumitomo fut enfin défait. Vers cette date, il y avait également des troubles dans la province de Dewa, au nord, où un soulèvement d'Ebisu « pacifiés » causa quelques dommages aux biens des colons japonais. Toutes ces calamités plongeaient le gouvernement dans une grande affliction, et quand Sumitomo fut finalement réduit à l'impuissance, l'empereur lui-même alla rendre grâce au sanctuaire de Kamo. Des prières pour les morts, des troupes rebelles aussi bien que loyales, furent également dites au monastère de l'Enryakuji, qui s'étendait maintenant sur les flancs du mont Hiei, au-dessus de la capitale. Le texte de quelques-unes de ces prières a été conservé. L'une dit que les guerriers, loyaux et rebelles, sont les sujets de Sa Majesté, qui souhaite que tous les sentiments de haine soient oubliés dans un désir commun de bonheur pour les victimes.

L'empereur avait raison de prier pour l'harmonie de son peuple, porté à la violence et à l'insubordination. Mais ni lui ni ses conseillers Fujiwara ne pouvaient prévoir que les loyaux guerriers qui étaient venus à bout de rebelles comme Masakado et Sumitomo deviendraient un jour, en tant que gardiens de la paix, une force militaire qui pourrait menacer le pouvoir civil. Ce sont les plus grands chefs de ces clans guerriers qui, tandis que le pouvoir civil s'affaiblissait, allaient sauver le pays de l'anarchie en fondant une puissante dynastie féodale décidée à assurer la stabilité du gouvernement et à supprimer le désordre. Cela ne se concrétiserait qu'au terme d'un long processus, qui verrait l'ascension et la chute de la famille Fujiwara, et les clans des guerriers se battre entre eux pour s'en partager la richesse et l'autorité politique. Pendant un siècle ou plus après l'élimination de Masakado, les Fujiwara conserveraient leur position suprême, les

guerriers se contentant pour lors d’être les « becs et ongles » des autocrates civils, sous l’autorité et le patronage desquels s’épanouiraient les beaux-arts, la vie religieuse et la culture du XIIe et d’une partie du XIIe siècle.

On peut se demander comment des hommes aussi capables que ces dictateurs Fujiwara ont pu se satisfaire de dominer une petite société de cour alors que les affaires de la nation entière réclamaient si manifestement les efforts d’hommes d’État expérimentés et déterminés. Comme on l’a vu, les premiers Fujiwara étaient des travailleurs ; mais une fois que le clan eut brisé la puissance de ses grands rivaux, ses chefs trouvèrent évidemment que dominer des empereurs, manipuler et contraindre une aristocratie jalouse, afin de promouvoir leurs intérêts particuliers, était plus intéressant, plus captivant et plus profitable que la banale routine des affaires gouvernementales.

Leur intention et leur but général étaient d’accroître la richesse de leur famille. A cela, ils auraient pu parvenir par la compétence administrative ; mais le raffinement de l’intrigue, le calcul des motifs, l’adaptation au caractère, l’interaction constante des personnalités, bref, le jeu d’adresse avec des pièces vivantes représente pour un type de tempérament un exercice plus fascinant que de faire passer des lois et de surveiller un troupeau de fonctionnaires. Il exige une délicatesse de perception, une sensibilité aux nuances de comportement et une assurance qui, employées à des fins précises, peuvent être une source de plaisir esthétique, de jouissance épicurienne. En fait, c’est peut-être dans ce goût pour les détails les plus subtils des relations humaines que réside la clé de cette société unique dont nous trouvons un aperçu dans les journaux intimes et les romans de la première partie du xie siècle, notamment le *Makura no sôshi* et *le Roman de Genji*. C’était une société gouvernée moins par une règle de conduite que par une règle de goût.

De tous les phénomènes de l’histoire sociale du Japon, c’est peut-être celui qui mérite le plus d’attention, car il n’a pas d’équivalent très proche en d’autres temps ou d’autres lieux.

Un tableau général du climat politique peut nous aider à situer cette société dans son cadre véritable. A lire des descriptions de la vie dans la capitale, on pourrait supposer qu’avec la suppression de rébellions comme celles de Masakado et de Sumitomo le pays était entré dans une période de paix. Et il est vrai que les chroniques ultérieures présentent les périodes

d'Engi et de Tenryaku – en gros, de 900 à 950 – comme une espèce d'âge d'or. Mais elles ne l'étaient que par comparaison avec la société plus dégradée et délinquante de la deuxième partie du siècle.

Nous en avons pour preuve le grand nombre d'édits qui, réitérés à de brefs intervalles, attestent que le gouvernement luttait en vain pour remédier aux maux évidents de l'époque. Il existe par ailleurs deux documents célèbres, conservés comme des chefs-d'œuvre de style et comme des monuments d'échec, dans lesquels deux hommes d'État supplient le Trône de réformer certains abus courants, décrits dans un style noble. Le premier, de 914, est la Requête ou Déclaration d'opinion (« Iken Fùji ») d'un éminent lettré confucéen, Miyoshi Kiyotsura[15], qui, après une carrière de professeur de littérature, de gouverneur de province, de recteur de l'Université puis de conseiller d'État, mourut toujours en place à soixante et onze ans, en 919. C'était évidemment un homme de caractère et d'envergure, qui avait des opinions très fortes et n'hésitait pas à les exprimer. Sa requête est un exposé, assez long et détaillé, de la détérioration progressive des finances publiques et de la décadence morale de la classe dirigeante qui, prétend-il, se poursuit depuis l'introduction du bouddhisme. Il déplore l'expansion du luxe et l'extravagance des dépenses, et, dans une prose pondérée, décrit la pauvreté croissante de la nation dans son ensemble, due, selon lui, au goût des superfluités. « Chaque jour apporte un changement dans le costume, chaque mois un changement dans la mode. Les chambres à coucher et les vêtements de nuit sont plus beaux, les banquets et les bals plus fréquents, que jamais auparavant. De cette façon, la moitié du revenu total a été dépensée. Et ainsi le trésor s'est vidé et les impôts ont augmenté. »

Sans doute cette sorte de condamnation générale ignore-t-elle une partie du tableau. Elle ne décrit pas la vie des citoyens actifs et vertueux, et Kiyotsura admet d'ailleurs lui-même qu'il est comme qui regarde un léopard à travers un tuyau et ne peut voir qu'une tache et non la bête entière. Mais il y a amplement de quoi justifier le tableau qu'il peint, et son mépris confucéen pour la vie corrompue et oiseuse des prêtres bouddhistes, des fonctionnaires shintoïstes et de certains officiers de la cour ne manque pas d'intérêt. Dans ses recommandations, il implore le souverain de réglementer la tenue en fonction du rang et d'ordonner à la police métropolitaine de veiller à ce que ses décrets soient appliqués. Il a aussi des

choses intéressantes à dire à propos de l'éducation. Il explique que l'université, privée de ses terres à riz, a perdu ses revenus, et démontre que le niveau du savoir est très bas. Les étudiants moyens sont sans avenir, et l'on peut voir dans les campagnes « des étudiants aux cheveux de neige mourir d'inanition sur les rives verdoyantes d'un cours d'eau », en sorte que l'université est désormais considérée comme un lieu de désillusion, le berceau de la faim et de la pauvreté. Les parents ne veulent plus que leurs fils s'y inscrivent, les cours sont envahies de mauvaises herbes, les salles sont silencieuses. Les professeurs ne prennent pas la peine de lire les épreuves des candidats, et font des recommandations sur un simple coup d'œil à une liste d'étudiants.

La seconde de ces requêtes au Trône, de Sugawara Fumitoki, est nettement plus courte. Elle date de 954, mais elle s'en prend aux mêmes abus que ceux que dénonçaient Kiyotsura quarante ans plus tôt. Son auteur reproche aux représentants des basses classes comme des classes supérieures de perdre leur argent à construire des palais et des monastères, ou à acheter des tenues extravagantes et des objets de luxe rares et coûteux. Il voudrait que les gens de haut rang montrent l'exemple de la simplicité. Il déplore la vente des charges et autres types de conduite malhonnête. Contrairement à Kiyotsura, il ne fait pas de suggestions précises pour corriger le mauvais comportement dont il se plaint, mais il voit dans l'encouragement du savoir en général le moyen de répandre les idées vertueuses. Le gouvernement prit certaines mesures positives, comme de promulguer diverses lois somptuaires que la police reçut l'ordre de faire respecter. Ainsi, quand Kiyotsura demanda à la cour de veiller à ce que ses ordonnances sur le modèle et la couleur des vêtements fussent appliquées, un édit limitant l'emploi de certaines teintures – notamment le « beni » écarlate, une couleur végétale très coûteuse – fut promptement publié ; mais personne ne prit garde à cette restriction.

L'intérêt de ces documents ne réside pas tellement dans les renseignements qu'ils donnent sur la situation économique – des registres plus neutres nous informent de façon précise sur les contributions, les prix, les revenus fonciers, l'argent, etc. – mais dans le conflit qu'ils traduisent entre deux visions de la vie : la vision aimable de la société courtisane, adepte du plaisir, et la vision sévère des graves docteurs confucéens, tournés vers le savoir et la frugalité.

En outre, il est intéressant de noter que, à mesure que le gouvernement central est moins capable de maintenir l'ordre, le titulaire du trône, tout en demeurant la source de l'honneur, est de moins en moins le champion de la loi et la source de l'autorité armée. Il est considéré comme le protecteur du savoir, le gardien d'une tradition rituelle qui va s'amenuisant. Au cours du xe siècle, les souverains s'occupèrent avant tout de patronner de grandes entreprises littéraires, dont des compilations de lois et précédents (telles que les *kyaku* et *shiki* déjà mentionnés), des compilations historiques (notamment le *Sandai jitsuroku,* dernière des six chroniques nationales) et des anthologies, dont la plus célèbre est le *Kokin wakashü,* ou *Recueil de poésies anciennes et nouvelles,* deuxième des grands trésors du genre. Monument littéraire parmi les plus importants du Japon, il fut compilé à la demande du Trône par une commission comprenant Ki Tsurayuki, lui-même écrivain distingué, qui contribua à la traduction japonaise d'une préface (de Yakamochi) en chinois sur la nature de la poésie et le style de différents poètes. La version japonaise est aujourd'hui encore tenue pour un chef-d'œuvre.

C'est en fait une période où la ville impériale connaît une intense vie culturelle ainsi qu'en témoigne une série de requêtes adressées au Trône par un lettré nommé Oe Masahira (952-1012). Issu d'une famille d'érudits distingués, ce fut le confucianiste le plus savant de son époque, et un poète d'un rare bonheur. Enfant prodige, après de brillantes études à l'université il passa les plus hauts examens et obtint un modeste emploi dans l'administration. Il donna à l'empereur des cours sur les classiques chinois et devint précepteur de l'héritier présomptif. Il fut tour à tour nommé chambellan (1010) et vice-gouverneur de plusieurs provinces. A sa mort, il avait atteint le grade le plus élevé du quatrième rang inférieur, honneur remarquable pour un homme de sa classe. En fait, il connut une carrière exceptionnelle pour un lettré qui n'était pas Fujiwara. Mais il n'était pas satisfait, comme en témoigne un des poèmes qu'il a laissés :

Kawafune ni Dans le bateau sur la rivière

Norite kokoro no Je me promène

Yuku toki wa L'esprit tranquille.

Shizumeru mi to mo Qui penserait de moi

Omœnu ka na ? Que mes espérances ont sombré ?

Ses fréquentes requêtes éclairent les déceptions et les ambitions contrariées auxquelles ces vers font allusion. Il y cite des exemples d'érudits japonais et chinois promus à de hautes fonctions officielles et dépeint son obscurité comme une insulte au savoir chinois et aux principes confucéens. « Notre actuel gouvernement se conforme à tous les égards aux anciens usages de la période Engi, écrit-il. Les lettres fleurissent, les récompenses et les sanctions sont judicieuses, et ses sujets admirent joyeusement le souverain. Mais Masahira, qui a fait de la littérature sa vocation, est pauvre et vieux, alors que les fonctions qu'il a remplies lui vaudraient d'être nommé gouverneur », et ainsi de suite, comme le veut l'habitude des fonctionnaires blessés.

Son impuissance à accéder à une charge plus élevée fut peut-être due au manque d'appui des ministres Fujiwara. Cependant, il semble avoir eu un curieux caractère, grincheux et solitaire. Une lueur est jetée sur son comportement par un incident relaté dans un journal intime contemporain en date de janvier 985, où l'on nous dit qu'il eut un doigt coupé par un ennemi qui l'attaqua avec une épée. On découvrit que l'agresseur était un officier de la garde du palais, un Fujiwara nommé Nariaki. On ne sait rien de l'affaire, sauf qu'on raconte que Nariaki fut arrêté et mis à mort quelques semaines après l'événement. Aucune explication de cette attaque n'a été proposée, mais on a suggéré que la galanterie pouvait y être pour quelque chose, les poèmes de Masahira comprenant de nombreux couplets adressés à des dames. Cela ne serait pas incompatible avec les manières sociales de l'époque, car la vie de bien des membres de la classe cultivée semble s'être également partagée entre la littérature et l'amour.

L'intérêt historique de l'anecdote réside dans le châtiment de Nariaki. Il semble avoir été exécuté non pas pour avoir attaqué un respectable fonctionnaire, mais, plus généralement, parce que les dirigeants Fujiwara étaient fermement opposés aux effusions de sang, quelles qu'elles soient. Ils ne croyaient pas aux solutions violentes. L'organisation et la persuasion devaient seules leur permettre d'arriver à leurs fins, ce en quoi ils faisaient preuve de prudence autant que de modération, car s'ils avaient admis l'argument de la force leur propre suprématie eût été ébranlée. Ils encourageaient les vertus civiles et admiraient l'érudition tant que les érudits n'avaient pas d'ambitions politiques.

Il va presque sans dire que les deux plus grandes œuvres classiques de toute l'histoire de la littérature japonaise appartiennent à cette période, à cette fin de siècle où les arts étaient en plein essor tandis que le gouvernement déclinait ; car Murasaki Shikibu rassemblait alors les matériaux de son *Roman de Genji*, et sa contemporaine Sei Shönagon observait elle aussi la vie du point de vue d'une dame d'honneur de la cour impériale, et s'apprêtait à faire des réflexions mordantes sur ceux qui l'entouraient et sur leurs agissements.

Le déclin de l’autorité impériale

Jusqu’ici, nous n’avons pas examiné les aspects économiques ou, plus particulièrement, fiscaux du déclin de l’autorité du Trône, qui constitue l’un des traits les plus caractéristiques de l’histoire politique du Japon médiéval – en gros, de 900 à 1200, où le pouvoir gouvernemental effectif fut usurpé et exercé par des dictateurs militaires. Pour comprendre ces trois siècles difficiles et riches en événements, il est nécessaire d’étudier cette question de façon assez détaillée. Pour l’instant, nous nous contenterons toutefois de décrire dans les grandes lignes le processus par lequel, au cours du XIe siècle, la Couronne perdit ses revenus, et par conséquent son pouvoir, au profit des grandes familles de propriétaires terriens qui dominaient la vie de la province par opposition à la vie métropolitaine.

On peut évidemment prétendre que l’incapacité de la Couronne à mettre sur pied une armée permanente efficace fut l’une des causes premières de son déclin. Mais, historiquement, le souverain dépendit toujours de l’appui militaire de l’un ou l’autre clan, et les systèmes de conscription ne semblent jamais avoir marché. Cet état de choses ne peut guère être attribué à un manque de revenus, car il existait déjà au début de la période de Heian, alors qu’il n’y avait aucun problème financier grave.

Le fait est que, après le déclin du Silla et le commencement de rapports amicaux avec l’empire Tang, le Japon entra dans une période de paix et de tranquillité, à l’abri des menaces d’invasions et de soulèvements. Il est vrai qu’au vin[e] et au début du ixe siècle, il y eut des luttes contre les Ebisu dans le Nord, mais celles-ci n’affectèrent la vie que sur la frontière, très éloignée des provinces intérieures. Dans la partie occidentale du Japon, il n’y avait plus de réel danger d’attaque en provenance du continent, et l’on apprend que les troupes de défense du Kyùshû, jadis formées de robustes combattants des provinces orientales, se composaient alors d’indolents gardes-côtes qui passaient leur temps à pêcher et dormir, qu’on allait renvoyer chez eux.

Il ne paraissait pas utile de garder sur pied une armée régulière, puisque tout allait bien au-dehors comme à l’intérieur. On défrichait beaucoup de nouvelles terres, la production était en hausse, la vie citadine somptueuse, l’Église bouddhique prospère, et le nouveau système administratif semblait

bien fonctionner, tandis que les échanges avec la Chine se révélaient profitables sur le plan matériel aussi bien que spirituel. En bref, la capitale paraissait mériter son nom de Cité de la Paix, où les officiers militaires se résumaient aux membres de la garde du corps, dont les fonctions étaient cérémonielles et la raison d'être essentiellement décorative. Compte tenu de l'histoire ultérieure du Japon, il est intéressant de constater qu'il faut attendre la fin du ixe siècle pour qu'apparaissent les premiers signes annonçant la naissance d'un esprit militaire. Quoique illégitime et vorace, l'autorité civile continua à l'emporter pendant une centaine d'années, puis réussit à maintenir sa position sans effusion de sang, mais avec des difficultés croissantes, pendant encore un siècle.

On peut considérer la répression des révoltes de Masakado et de Sumitomo comme la preuve qu'au milieu du Xe siècle le Trône avait encore suffisamment de prestige pour pouvoir compter sur l'appui des magnats provinciaux. Mais leur influence dans la capitale s'en trouva renforcée, car la situation avait été sauvée grâce à leur puissance militaire et non pas grâce aux forces armées recrutées par le gouvernement central, qui étaient peu nombreuses et désespérément inefficaces.

A partir de cette époque, on assiste à un déclin régulier du pouvoir politique du souverain. Les chroniques rapportent de fascinantes histoires d'intrigues, de conspirations de palais et de disputes. successorales, mais du point de vue du pouvoir politique, les règles d'après Uda (887-897) accusent le passage de l'autorité du Trône aux grandes familles, qui représentent la richesse, la puissance militaire ou les deux à la fois, à une époque où les revenus de la Couronne diminuent constamment. L'ouvrage intitulé *Gukanshô* (vers 1223), qui est la première étude historique japonaise à tenter une interprétation raisonnée du passé, exprime l'avis que l'ancien régime, le véritable gouvernement impérial, prend fin avec la période de Kampyô, en 898, et que commence alors le « moyen » âge, qui dure jusque vers 950, durant lequel le Trône continue de prospérer en tant que siège du savoir et de la littérature, mais se trouve dans une position toujours plus incertaine. Le passage complet du pouvoir entre les mains des régents Fujiwara peut être situé en 967, où Saneyori devint régent (*kampaku*) de l'empereur Reizei.

On ne peut guère douter que l'une des principales causes immédiates du déclin de l'autorité de la Couronne fut la faillite de ses revenus, elle-même

née de l'incapacité du gouvernement central à s'imposer aux propriétaires fonciers des provinces. Les mesures économiques que le gouvernement tenta d'introduire restèrent sans résultats. En 902, l'empereur Daigo, qui réussit un certain temps à échapper à la domination Fujiwara, essaya de résoudre le problème foncier par des décrets visant à arrêter le processus de confiscation et de manquement qui tarissait les sources de revenus. Mais les seigneurs terriens – les propriétaires et les exploitants des *shôen*, domaines qui jouissaient de divers degrés d'exemptions – ne purent être contraints à renoncer à leurs privilèges, car d'ordinaire les gouverneurs locaux n'avaient pas la puissance nécessaire pour imposer leur autorité aux propriétaires, qui, s'ils ne l'étaient eux-mêmes, avaient l'appui de nobles puissants à la cour. En fait, le revenu de la plupart des grands courtisans provenait de domaines campagnards bénéficiant d'importantes exemptions. Lorsque le prince Genji part en exil, il prend diverses mesures pour assurer ses biens, et confie à un ami sûr les actes concernant ses « miso », « mimaki > » et « mikuramachi », c'est-à-dire ses terres à riz, pâtures, greniers et autres entrepôts.

L'un des derniers efforts de la Couronne pour affirmer ses droits d'expropriant fut tenté en 985, où fut publiée une ordonnance impériale disant que les domaines devaient être « rajustés ». Dans l'esprit de cette ordonnance, le gouverneur de la province de Bizen tenta de saisir un domaine qui appartenait aux Fujiwara et dont le revenu était réservé au monastère du Kôfukuji et au sanctuaire de Kasuga, dévoués tous deux aux intérêts de la famille. L'intendant du domaine en appela au régent *(kampaku)* Yoritada, alors chef du clan, qui dépêcha un fonctionnaire pour étudier l'affaire sur place. Le gouverneur – selon l'histoire telle que la rapporte l'intendant – se plaignit secrètement dans la capitale du comportement dudit fonctionnaire, à qui la cour retira ensuite son emploi tandis que le gouverneur recevait l'ordre d'arrêter l'intendant. Fort de cet ordre, et avec l'appui de plusieurs centaines de soldats, le gouverneur envahit le domaine, força les entrepôts et prit quelques milliers de boisseaux de riz provenant des contributions, saisit les biens des autres habitants du domaine, et arrêta enfin l'officier inspecteur en même temps que l'intendant.

L'abbé du Kôfukuji se plaignit alors directement au régent, et la cour envoya d'autres officiers sur place examiner les faits. Mais ceux-ci étaient

partisans des Fujiwara, et le gouverneur rapporta que, loin d'enquêter, ils voulurent profiter de leur mission pour maltraiter les paysans et confisquer d'importantes quantités de riz sous prétexte qu'il était dû au fisc. L'enquête se poursuivit ensuite dans le bureau du chancelier, dans la capitale, et l'affaire s'éternisa. Les documents qui s'y rapportent ne permettent pas de prendre parti, mais il est clair que l'intendant et ses collègues s'efforcèrent de défier l'autorité du gouverneur de la province et de s'abriter derrière le régent. On sait que ce fut le régent qui eut le dernier mot, car il dit au gouverneur (qui était u k Fujiwara) qu'il était une disgrâce pour son clan, un ver dans le bois, et qu il devrait être chassé pour avoir osé pénétrer de force dans un domaine Fujiwara. Cette anecdote révèle parmi bien d'autres l'attitude des Fujiwara à l'égard des lois et des édit6 de la Couronne. Si l'intérêt du clan était en jeu, on pouvait les enfreindre. On racontait du grand régent Michinaga (995-1017) qu'il possédait des terres exonérées d'un bout à l'autre du pays, et un parent alors en place disait à ce propos : « Le sol de l'empire tout entier appartient à la Première Famille [" Ichi no le " – la maison supérieure – signifie ici la branche Michinaga du clan], et il n'est pas une tête d'épingle où elle ne soit propriétaire. Dans quelle triste époque vivons-nous ! » Il est symbolique de la position dominante du clan que son monastère, le Kôfukuji, ait été momentanément si puissant qu'aucun gouverneur n'était nommé dans la province du Yamato, parce qu'il en aurait résulté une atteinte au pouvoir quasi absolu de son abbé.

D'autres efforts pour arrêter le processus de décadence des lois foncières furent tentés en 1032 par l'empereur Go-Ichijô, qui, pour s'opposer aux prétentions Fujiwara, prit secrètement contact avec un ministre, lequel lui conseilla de « parler au régent » ; et encore en 1140, par l'empereur Shujaku, qui n'obtint d'autre résultat que de découvrir que les ordres de la cour n'étaient plus respectés par les autorités locales.

En 1056, abandonnant l'espoir d'annuler les droits d'exemption en vigueur, la cour tenta modestement d'empêcher la constitution de nouveaux *shôen,* mais sans beaucoup d'effets, car si la puissance des Fujiwara était alors sur le déclin, d'autres clans, non moins avides de terres, prenaient progressivement leur place. Enfin, l'empereur Go-Sanjô (1068-1072) fit un dernier effort désespéré pour réformer l'ensemble du système en créant un Bureau des Archives (*Kirokujo)* et en soumettant à un étroit contrôle les titres de propriété et d'exonération. Cette initiative suscita l'inquiétude du

clan Fujiwara et de certains grands monastères, qui déclarèrent que l'enquête pouvait avoir lieu mais que, pour leur part, ils n'avaient à produire aucun document. Le résultat le plus marquant de toute l'affaire fut d'amener les grands propriétaires fonciers à se procurer un quelconque papier pour justifier des exemptions qu'ils obtinrent ou revendiquèrent par la suite.

Ainsi, quoique l'exonération de nombreux domaines se trouvât menacée, le gouvernement central fut généralement obligé de reconnaître celles qui existaient de facto, même lorsqu'elles reposaient sur des actes insuffisants ou sur une simple prescription. En fait, l'un des traits les plus remarquables que ces enquêtes révélèrent concernant le système des *shôen* est que presque aucun des domaines reconnus comme exonérés n'était en mesure de produire un document valable, émanant de la cour ou d'un ministre d'État, pour justifier son privilège. Au mieux, ils pouvaient présenter un papier scellé par les autorités locales, lequel était le plus souvent émis par un gouverneur ou vice-gouverneur à la requête, équivalant d'un ordre, des Fujiwara ou autre puissante famille concernée. Malgré tous les efforts, le nombre des domaines exemptés ne fit ainsi que croître au cours du xie siècle. En outre, l'impuissance du Trône ne se manifestait pas uniquement dans le secteur foncier, mais dans toutes les sphères du gouvernement hormis celle des célébrations rituelles.

Après son abdication, l'empereur Shirakawa (1072-1086) tenta enfin de restaurer l'autorité de la maison impériale en créant le remarquable système de *l'Insei*, c'est-à-dire des empereurs cloîtrés qui, ayant abdiqué, continuèrent à exercer le pouvoir souverain et, en ignorant les grands officiers de l'État (régent et chancelier), contribuèrent au déclin des Fujiwara. Dans cette lutte, Shirakawa aliéna toutefois une partie importante du domaine public pour réunir les fonds dont il avait besoin, en sorte que ses efforts, multipliant le nombre des domaines privés exemptés d'impôts, allèrent finalement à l'encontre de l'objectif visé par les édits de Go-Sanjô[16].

Dictateurs héréditaires

Pour comprendre le rôle joué par les régents Fujiwara, il serait superflu d'énumérer dans l'ordre et le détail les agissements de ceux qui succédèrent à Tadahira. Leurs succès et échecs personnels en matière de gouvernement n'ont pas grande importance, et l'intérêt de leurs carrières réside essentiellement dans le fait qu'elles illustrent l'ascension rapide de leur clan. En bref, il y eut Saneyori, fils de Tadahira ; Koretada, fils de Morosuke, frère de Saneyori ; Kanemichi, Yoritada et Kaneie, fils de Koretada ; et Michitaka, Michikane et Michinaga, fils de Kaneie. Avec Michinaga, la famille Fujiwara, étant parvenue à la domination complète de la maison régnante, atteignit le sommet de sa puissance et de sa renommée.

On ne sait pas très bien quel genre d'hommes ils étaient du fait que les chroniqueurs de l'époque avaient coutume de les flatter et que, pour la plupart, ils n'avaient à leur actif aucune réalisation d'intérêt public constructive, s'étant tout entiers consacrés à la mise en valeur des intérêts privés de leur clan. On pourrait d'ailleurs dire à juste titre que l'histoire des régents Fujiwara n'appartient pas à l'histoire de la pensée politique, mais se résume au développement, et à l'application dans le domaine politique, de ce principe héréditaire qui était déjà si solidement implanté dans la vie japonaise, si communément approuvé dans la société du pays.

La véritable base du pouvoir des Fujiwara ne résidait pas dans le rang ou le talent des hommes, mais dans le succès matrimonial des femmes. Les Fujiwara qui obtinrent les plus hauts offices n'étaient pas forcément les membres les plus capables et les plus éminents du clan, mais ceux que leur mariage rendait le plus proche du souverain ou de son héritier : beaux-pères, beaux-frères ou grands-pères maternels. Ainsi, le ministre d'État Fujiwara Morosuke avait une fille, Yasuko, qui épousa l'empereur Murakami, et cette parenté lui valut comme à ses descendants un prestige tout particulier. Et lorsque Yasuko donna le jour à un héritier présomptif, qui en 967 devint l'empereur Reizei, sa position de grand-père maternel du souverain conféra à Morosuke une a itorité presque illimitée, ce qui ne l'amena pas pour autant à quitter les fonctions relativement modestes qui étaient les siennes au gouvernement.

A la mort du régent Koretada, en 972, son troisième fils, Kaneie, qui était un homme ambitieux et impitoyable, s'efforça de reprendre sa place.

Mais son aîné, Kanemichi, avait eu soin d'obtenir de l'impératrice Yasuko une promesse écrite, à laquelle, bien qu'il n'aimât pas Kanemichi, son fils – devenu l'empereur régnant – n'osa pas se soustraire, car sa mère avait déclaré : « La succession à la charge de *kampaku* doit se faire par rang d'âge. Il ne doit y avoir d'exception à cette règle sous aucun prétexte. »

En l'occurrence, ce ne sont donc pas les désirs de l'empereur régnant mais ceux d'une impératrice douairière Fujiwara qui déterminent la succession à la haute charge de régent et dictateur, car cette nomination n'est pas considérée comme une affaire d'État mais comme une affaire de famille des Fujiwara. On pourrait citer bien d'autres exemples du même ordre, où les vœux de l'empereur sont ignorés et le choix du régent réglé, à l'amiable ou non, entre les prétendants Fujiwara.

En 977, alors qu'il était sur le point de mourir, Kanemichi désavoua Kaneie et désigna pour *kampaku* son frère aîné Yoritada. Ici encore, on ne tint pas compte du désir de l'empereur, et tout ce que put faire Sa Majesté, qui avait soutenu la candidature de Kaneie, fut de lui citer un poème de consolation. Les deux frères offrirent alors chacun une fille au souverain, mais celle de Yoritada se révéla stérile, en sorte qu'il ne put exercer la régence quand, en 984, l'empereur Kazan (Hanayama) succéda au trône.

Il ne suffisait pas d'avoir une haute charge et un haut rang pour exercer le pouvoir suprême, et un Fujiwara, même s'il était régent, ne pouvait prendre de décisions définitives au nom du souverain que s'il entretenait en outre avec lui des liens de parenté déterminés. C'était le parent maternel le plus proche qui avait le dernier mot dans toutes les affaires de l'État.

Un exemple particulièrement intéressant illustre cette règle sous le règne de l'empereur Kazan. Kaneie, qui était alors le principal ministre Fujiwara, souhaitait devenir régent lors de l'avènement du nouveau souverain, mais il admit ne pas avoir droit à cette charge du fait qu'il n'était « ni beau-père, ni grand-père » de l'empereur (« gauso shüto ni mo arazu »). En conséquence de quoi aucun régent ne fut nommé jusqu'à l'accession au trône de l'empereur Ichijô, en 986 : Kaneie devint *sesshô*, étant le grand-père maternel du souverain. Yoritada, qui était devenu régent en 977, donna alors sa démission. Il n'avait exercé aucun pouvoir particulier sous l'empereur Kazan, mais il déclara ne plus pouvoir occuper sa charge car il n'était « pas de la famille », mais *yôsôbitô*, c'est-à-dire étranger.

Ayant obtenu la régence (après avoir amené par ruse Kazan à abdiquer), Kaneie se trouva dans une position très puissante. Il suivit son inclination, et ne prit pas la peine de montrer le moindre respect à l’égard du Trône. Il se présentait à la cour vêtu de façon indécente, ne gardant par temps chaud que ses sous-vêtements. Il était chef du clan ; il avait trois fils pour lui succéder et trois filles fécondes bien mariées au palais. De lui peut-être plus que d’aucun autre régent, on peut dire qu’il consolida le pouvoir de la famille Fujiwara, car ce sont ses descendants, génération après génération, qui se succédèrent au rang le plus élevé et à la position la plus puissante en tant que *sesshô* ou que *kampaku.*

Ses trois fils lui succédèrent à tour de rôle, le troisième étant le grand Michinaga. Le chancelier *{dajô daijin)* n’avait plus désormais d’autorité réelle, bien que, selon les codes, sa charge fût d’une telle importance qu’il fallait la laisser vacante plutôt que d’y nommer quelqu’un qui ne fût pas supérieurement capable. Lorsque, en 1017, Yorimichi devint régent à la place de Michinaga, il avait le grade inférieur de *naidaijin,* le moins élevé des ministres d’État ; mais il obtint la préférence sur ses confrères en vertu d’un édit qui le fit *ichi no hito* (premier sujet), avec, à la cour, une place à côté du trône.

La politique matrimoniale menée par les Fujiwara était à ce point indispensable à leur grandeur que, quand une de leurs filles mariées au palais demeurait sans enfant, ses parents, frères et sœurs, s’estimaient déshonorés et sans avenir. Nobuko, la fille de Yoritada qui avait épousé l’empereur Enyû, devint pour tout le monde l’Épouse stérile, et c’est à cause d’elle que, se sentant « étranger », son père renonça à la charge de régent.

Deux conséquences très importantes découlent de cette régence en tant qu’institution. D’abord, les chefs de la famille Fujiwara avaient tout intérêt à préserver la Maison impériale et à soutenir le Trône. Ensuite, comme ils avaient l’intelligence de le reconnaître, le prestige et le pouvoir de leur clan ne provenaient pas seulement de leurs talents mais aussi des liens de parenté qu’ils entretenaient avec le Trône. Et ces deux facteurs contribuèrent au maintien de la monarchie en dépit de son impuissance politique.

Michigana, le plus grand des régents, disait : « Grands sont notre pouvoir et notre prestige, mais ils n’en sont pas moins ceux du souverain, car nous les tenons de la majesté du Trône. »

A ses heures de cynisme, sans doute Michinaga pensait-il autrement, mais c'était un homme plein d'intelligence, qui peut fort bien avoir été sensible aux vertus mystiques de la royauté ; et si bien des régents traitèrent le souverain sans beaucoup de respect, et parfois même avec une franche insolence, ils avaient naturellement soin de ne pas nuire de façon durable à la tradition de sublime ascendance dont eux-mêmes profitaient. Car s'ils désiraient rang et titre, il fallait bien qu'il y eût une source d'honneur incontestée, et c'est ce qui, pour eux, constituait la raison d'être et la fonction suprêmes de la Maison royale. Ce qu'un homme d'Etat ne peut faire en son propre nom, il peut souvent le faire au nom de son souverain.

Ce curieux monopole du pouvoir chez les parents maternels du souverain est important pour la compréhension des idées politiques japonaises, notamment en ce qui concerne la contradiction entre la légende de l'origine divine de la Maison impériale et l'histoire du traitement que lui réservèrent les grands nobles.

Les demeures des membres dirigeants du clan Fujiwara étaient plus somptueuses que le palais des empereurs, qui, du fait de fréquents incendies comme en raison du manque de soins, semble être devenu plus petit et moins imposant à mesure que les maisons de la noblesse devenaient plus grandes et prétentieuses. L'empereur régnant et son épouse passaient de longues périodes dans les demeures du chef de clan Fujiwara. Les impératrices et princesses enceintes avaient coutume de retourner chez leurs parents pour accoucher, et il était fréquent qu'elles y laissent leurs rejetons pour qu'on les y élève. La succession au trône était essentiellement une affaire de famille – de la famille Fujiwara s'entend –, et l'on disait que les affaires d'État en général étaient discutées et réglées par le « mandokoro » du clan, sorte de bureau de gestion où les affaires des grandes familles étaient confiées aux soins de régisseurs, de juristes, de comptables et de secrétaires.

Il est intéressant de noter que, dans l'histoire ultérieure du Japon, le pouvoir impérial fut à maintes reprises usurpé par des dictateurs qui, de leur *mandokoro*, gouvernèrent l'ensemble du pays dans l'intérêt de leur propre clan, comme s'il s'agissait d'un immense domaine familial. En fait, on pourrait aisément soutenir que ce qui, à la longue, ruina le gouvernement central ne fut pas, sauf comme cause immédiate, l'échec de la politique fiscale de la Couronne ou son manque d'armée permanente pour faire

respecter son autorité, mais l’absence de tout vrai sentiment national assez fort pour résister à l’esprit de clan et l’existence d’une foi à toute épreuve dans le principe d’hérédité.

Comme on peut s’y attendre d’une famille aussi riche, aussi puissante, aussi fière et aussi prolifique, les chroniques des Fujiwara renferment maints sujets de scandale, et c’est là un aspect de la vie de la classe dirigeante aux Xe et XI[e] siècles qui, sans qu’il faille lui donner trop d’importance, ne doit pas être négligé.

Quelques-unes des anecdotes les moins édifiantes ont trait à la conduite de Kaneie, dont on a déjà noté les efforts pour s’emparer du poste de régent. Lorsqu’il voulut se débarrasser de l’empereur Kazan (auquel il n’était pas apparenté), il dit à cet infortuné jeune homme qu’il ferait mieux d’entrer en religion, voyant que les insignes impériaux étaient déjà aux mains de l’hériter présomptif, un enfant de sept ans issu de sa fille Akiko, qui fut bientôt élevé au trône et devint l’empereur Ichijô.

Kazan prit donc malgré lui la route du Ganjôji en compagnie de Michikane, deuxième fils de Kaneie, qui devait lui aussi entrer dans les ordres.

Mais arrivé au monastère, Michikane dit souhaiter que ses parents le voient pour une dernière fois en laïc, s’excusa et rentra chez lui, d’où, n’ayant jamais eu l’intention de se faire religieux, il ne revint jamais. Cet épisode eut lieu en 986. Comme on le verra, Kazan ne put s’habituer à la vie monacale. Il avait irrémédiablement perdu sa couronne, mais il n’abandonna pas les plaisirs terrestres.

De sa femme principale, Kaneie eut deux filles et trois fils : Akiko et Yukiko, Michitaka (957-995), Michikane (961-995) et Michinaga (966-1027). Ses fils devinrent tous trois régents, et Michinaga fut, sinon le plus grand, du moins le plus célèbre des dictateurs Fujiwara. Parmi les nombreuses dames de rang divers avec qui Kaneie eut des relations intimes, son épouse secondaire lui donna en 955 un garçon nommé Michitsuna, qu’il reconnut pour fils mais non comme successeur à la régence. S’il occupe dans l’histoire une modeste place, c’est uniquement parce que son nom apparaît dans un ouvrage intitulé *Kagerô nikki, Journal d’une éphémère*, où sa mère raconta sa vie avec Kaneie.

Ce journal, qui est l'une des œuvres littéraires les plus importantes de l'époque et du genre, est non seulement un document touchant, porteur d'une émotion profonde et volontiers mélancolique, mais un document qui jette une abondante lumière sur les coutumes et la moralité du temps. L'auteur, dont le nom nous reste inconnu, était la fille de Fujiwara Tomoyasu, gouverneur de la lointaine province de Mutsu. Elle fut, dit-on, l'une des beautés de son époque. Elle raconte la cour que lui fit Kaneie, citant maints des poèmes qu'ils échangèrent. Elle dit la naissance de son fils, un an après qu'ils se sont rencontrés, puis la froideur de son amant et la peine qu'elle ressent en apprenant ses nombreuses liaisons. Entre eux, la rupture n'est jamais complète, mais s'il lui rend d'occasionnelles visites, Kaneie est trop rarement affectueux, trop souvent négligent, et toujours absorbé par sa propre ambition. C'est un extraverti tonitruant et euphorique. Elle, de son côté, entretient sa douleur et se réjouit de le voir s'élever dans le monde. Elle vit à côté du palais, guettant matin et soir la toux par laquelle il signale son passage lorsqu'il prend ou quitte ses fonctions. Elle est sentimentale et larmoyante ; il est pratique, robuste et plein d'entrain. Elle menace de se suicider ; il jouit de la vie.

La liberté de sa conduite amoureuse, qui était en accord avec les normes contemporaines de comportement dans les classes supérieures, ne faisait évidemment l'objet d'aucune réprobation morale, et aucun stigmate d'illégitimité ne gâchait la vie des enfants issus de ce genre de liaisons. A cet égard comme à bien d'autres, le *Journal d'une éphémère* est une précieuse source de renseignements sur la société aristocratique du Xe siècle. Il paraît vibrant de sincérité, contrairement à la plupart des anciens romans qui, comme la mémorialiste elle-même en fait la remarque, étaient des inventions prétendant décrire d'après une connaissance intime un style de vie dont les auteurs n'avaient en fait pas la moindre expérience. Ce qu'elle-même écrivait était manifestement vrai, et ce qu'elle observait était perçu avec une acuité d'autant plus vive que la jalousie la rendait plus intense.

Le journal s'achève en 974, alors que Kaneie n'est pas loin d'occuper la charge la plus haute du pays. Sa fille Akiko (également connue sous le nom de Senshi), alors âgée de douze ans, était la concubine de l'empereur Enyü, et dès qu'elle fut nubile elle engendra un fils, qui monta sur le trône à sept

ans, en 986. C’est à ce moment-là que Kaneie devint régent *(sesshô)* et qu’Akiko reçut le titre de *Kôtaigô,* autrement dit d’impératrice douairière.

Sa vie est peut-être la meilleure illustration de la puissance des femmes à l’époque des régents Fujiwara. Elle avait une telle influence que c’est elle qui tranchait dans les affaires de succession, et la façon dont elle traitait l’opposition était impitoyable. Lorsque Michitaka mourut (995), il désigna son fils Korechika pour prendre sa place de *kampaku.* Frère favori de l’impératrice Sadako, très apprécié de l’empereur Ichijô lui-même, Korechika était un jeune homme très aimé, d’un tempérament plein de feu. Mais Akiko, qui ne l’aimait pas, parvint malgré tous ces atouts à forcer l’empereur à donner à Michinaga le titre de *nairan,* qu’il prit en 995[17]. Elle avait un immense prestige, et un caractère redoutable. En 991, elle s’était retirée de la cour, et, comme le dit la formule bouddhique, elle « avait quitté sa parure » (« rakushoku ») pour entrer en religion. Elle obtint le titre sans précédent de Higashi Sanjô no In, « in » étant jusque-là un titre réservé aux empereurs cloîtrés. Toutefois, elle ne laissa pas ses devoirs religieux prendre le pas sur sa participation aux affaires de l’État, mais s’installa dans la maison même de Michinaga, au cœur de la vie politique, où se tramaient toutes les intrigues.

Son nom apparaît dans une fameuse « chronique scandaleuse », à côté de celui de Korechika, son personnage central, dont elle était déterminée à contrarier les ambitions. Comme d’autres histoires du même genre, elle vaut la peine d’être rapportée de façon assez détaillée, car elle donne des intrigues de la cour une description qui, conjointement aux aspects qu’en dépeint le *Journal d’une éphémère,* nous offre une bonne image de la haute société sous son jour le moins reluisant.

Michitaka, père de Korechika, a laissé le souvenir d’un grand buveur, et l’on dit de lui (comme sans doute de bien d’autres ivrognes) que sur son lit de mort, pressé de prier Amida pour être admis au paradis, il demanda s’il pouvait être sûr d’y retrouver ses anciens compagnons de beuverie. Il ne fut régent que quelques années (990-995), laissant la place à son frère Michikane, qui ne l’occupa qu’une semaine avant de mourir à son tour, et devint dans l’histoire *Nanuka Kampaku,* ou le « Dictateur de Sept Jours ».

Il s’ensuivit une lutte pour la primauté entre Michinaga et son neveu Korechika, fils favori de Michitaka. En 995, Korechika avait vingt et un

ans ; à dix-huit ans, il avait été fait *sangi* (conseiller d'État), et à vingt et un, *nai-daijin.* Son oncle Michinaga, vigoureux prétendant, avait alors trente ans, mais Korechika était l'enfant chéri de la cour, où il avait des amis influents. A dix-huit ans, lorsque son père était encore en vie, il avait fait grande impression sur Sei Shônagon, dame d'honneur de sa sœur, l'impératrice Sadako. Il récitait des vers avec une grande aisance, et son charme était tel qu'un jour, quand il s'approcha d'elle pour lui parler, elle manqua de s'évanouir. Il fournissait des thèmes pour les concours de poésie auxquels participaient les dames du palais, et dans ses *Notes de chevet* Sei fait maintes fois allusion à la splendeur de son costume, à la grâce de ses manières, à sa science, à son goût littéraire. Elle raconte notamment qu'un soir, il vint au palais et parla de littérature à l'empereur presque jusqu'à l'aube. Tous les courtisans s'éclipsèrent, sauf elle, et Sa Majesté s'endormit, la tête contre un pilier, pour être brusquement réveillée par les cris d'un coq pourchassé par un chien sur la galerie extérieure de l'appartement. Dans cette scène intime, un curieux contraste s'établit entre la vie simple, désordonnée et inconfortable du palais, et l'élégance courtoise du comportement de Korechika, qui cite alors fort à propos ce vers chinois tiré du *Rôyeishu :* « Sa voix surprit le monarque éclairé plongé dans le sommeil. »

Mais tous ses talents ne suffiraient pas à protéger le glorieux jeune homme des desseins de l'impératrice douairière Akiko et de son frère Michinaga. Si le souverain et ses intimes menaient dans les profondeurs du palais une vie protégée, la capitale traversait une période de désordre et de malheur. Il y avait de violentes querelles à la cour entre familles rivales, et des combats de rue entre factions, comme entre Montaigu et Capulet. Les incendies étaient fréquents ; les vols étaient monnaie courante ; les épidémies sévissaient. Il y avait des complots et des conspirations, et bien sûr des intrigues amoureuses clandestines dans lesquelles se trouvaient impliqués des personnages du plus haut rang. Sur le chapitre de la galanterie, Korechika n'était jamais en reste. Comme le voulait la mode parmi les jeunes nobles, il avait coutume, tard dans la soirée, de rendre secrètement (un secret de Polichinelle) visite à une jeune dame. Celle-ci vivait avec ses sœurs au palais d'Ichijô, qui comptait parmi les résidences des Fujiwara. Le bruit courait que l'empereur Kazan – qui s'était retiré contre son gré pour prendre la tonsure – fréquentait cette même maison aux petites heures, et Korechika, croyant qu'il allait retrouver sa propre

maîtresse, se cacha une nuit dans le jardin avec un complice (son frère Takaie) et tira sur lui aussitôt qu'il le vit apparaître. Une flèche effleura la manche impériale ; il en résulta, bien sûr, une grande agitation, car c'était un crime grave que de faire violence à un moine, et l'incident avait mis l'ex-empereur dans une situation ignominieuse. Profitant de l'affaire (qu'ils avaient probablement montée eux-mêmes), les partisans de Michinaga accusèrent les deux jeunes gens de lèse-majesté. On était alors en 996.

L'affaire fut soumise aux plus éminents juristes (« myôbô hakase ») du moment, qui décidèrent que la faute revenait non aux protagonistes, mais à leurs serviteurs. Cependant, Michinaga lança d'autres accusations, et Korechika fut nommé vice-gouverneur du Kyüshü, et son frère, attaché au gouvernement provincial d'Izumo[18]. C'était là des sentences d'exil déguisées, auxquelles les deux coupables tentèrent de se soustraire. A l'époque, la situation de l'impératrice Sadako, sœur de Korechika, devenait difficile en raison des intrigues d'alcôves des autres épouses de l'empereur et de leurs partisans respectifs. Au printemps 996, elle quitta le palais impérial pour la résidence de Nijô, où, à la fin de l'année, elle accoucha de la princesse Osako. En son absence, la princesse Yoshiko et autres favorites de l'empereur avaient consolidé leur position, en sorte qu'elle se trouvait pratiquement seule. L'impératrice douairière ne l'aimait pas, elle avait perdu ses plus proches parents, et Michinaga veillait à ce qu'aucun courtisan ne prît son parti.

L'empereur ne la négligea pas. Il lui rendait visite dans sa retraite, et, le moment venu, elle rentra au palais avec son bébé. En 999, elle eut un autre enfant, un garçon cette fois, et au début de l'année suivante, elle fut élevée à la vraie position d'impératrice (*kôgô*), le titre d'épouse (*chùgù*) qui avait été le sien jusque-là n'étant pas à strictement parler de rang impérial. C'est à cette époque (999) que la fille de Michinaga, Akiko [19], alors dans sa douzième année, entra au palais comme concubine éventuelle *(nyôgo),* et future favorite de l'empereur.

Ce fut le début du déclin de Sadako. Désormais, personne ne la vit plus hors du Koichijôin, où elle vivait avec l'empereur, et grâce aux « précautions » de Michinaga, aucun personnage important ne la reçut plus qu'en intruse dans la résidence de Narimasa.

La pauvre femme mourut en couches, à peine âgée de vingt-cinq ans. A voir ce que dit d'elle, dans ses *Notes de chevet*, sa dame d'honneur Sei Shôna-gon (qui avait plutôt la dent dure), elle devait être douce et enjouée, très aimée de son entourage. Sei s'éprit manifestement de l'épouse enfant dès son arrivée à la cour. Elle décrit un tableau charmant, où Sadako, qui n'avait alors que quinze ans tandis qu'elle-même en comptait vingt-cinq, lui montre des images dans l'espoir de la mettre à l'aise : « Il faisait froid, et c'est à peine si je voyais sa main dépasser de sa manche. Elle était d'un joli rose pâle et je la trouvai très belle. J'étais tout yeux pour sa personne, et je me demandais avec stupeur, arrivant à peine de province, comment des êtres aussi adorables pouvaient exister en ce monde. »

Des petits croquis de Sei Shônagon ressort une vision vraiment délicieuse de la vie telle qu'elle se déroulait dans les appartements privés de la souveraine. On y parlait de livres et de peintures, et les jeux innocents auxquels on se livrait étaient à peine teintés d'espièglerie. Le portrait que, touche après touche, brosse Sei de l'impératrice est celui d'une femme intelligente, sensible, ravissante et douce. Elle savait rire des plaisanteries inoffensives dont ses dames ou les gentilshommes de l'empereur faisaient parfois l'objet, mais elle était prompte à réprimander lorsqu'elle sentait dans un geste ou dans un propos une intention méchante. Même ses reproches étaient plaisants, à en croire Sei Shônagon ; elle détestait la cruauté sous toutes ses formes, et elle avait les plus délicates attentions Dour ceux qui l'entouraient. Elle était cultivée, et son esprit valait son cœur. Elle était pieuse et modeste. Quand quelqu'un parlait du régent avec un respect obséquieux, elle disait qu'il était plus glorieux de suivre les traces du Bouddha que d'atteindre au pinacle de l'ambition terrestre.

Alors qu'il y avait beaucoup de cruauté et de vaine parade dans la société que la famille Fujiwara tenait sous son empire, il ne fait aucun doute qu'elle engendra bien des femmes remarquables, et créa une tradition de beauté, de grâce et de dévotion dont le pays peut être fier.

Si Michinaga devint le plus puissant régent Fujiwara, sa naissance et son rang à la cour ne faisaient pas de lui un candidat particulièrement bien placé pour obtenir la charge la plus élevée. Il fut heureux pour lui que ses frères mourussent jeunes, et qu'il eût plusieurs sœurs intelligentes et belles. Mais par ailleurs, c'était un homme d'État d'une grande habileté, qui savait comment traiter avec ses ennemis aussi bien qu'avec ses amis. Conscient

des changements qui s’opéraient dans le pays, il prévit l’ascension des familles militaires qui commençaient à dominer la vie provinciale, et, tôt dans sa carrière, il décida de s’allier les principaux guerriers, qui, en échange de ce qu’il avait à offrir, pourraient l’aider en cas de besoin. Il choisit certains membres du clan Minamoto, dont les capacités l’impressionnaient, et ce fut leur présence à l’arrière-plan qui lui permit, au début de sa montée au pouvoir, de battre ou d’intimider ses rivaux. Il n’y avait alors pas d’autre force armée qu’il pût utiliser, et personne qu’il eût à redouter, car la garde impériale était incompétente, étant constituée de paysans que la paresse avait conduits à quitter la campagne et ses durs travaux pour la capitale, et commandée par des jeunes gens décoratifs qui n’avaient aucune intention de pratiquer les arts militaires.

Quant à son titre, il reçut la suprême dignité de *nairan,* mais son office était en fait celui d’*udaijin,* ou ministre de la Droite, fonction relativement modeste. Il ne prit jamais le titre de *kampaku,* ni ne devint même *dajô daijin,* c’est-à-dire chancelier du royaume, qui était la charge la plus haute dans la hiérarchie purement officielle. Le rang ne l’intéressait guère, car il savait pouvoir compter sur sa propre force de caractère et sur ses liens de parenté extrêmement étroits avec le Trône.

Lorsqu’il devint *nairan,* en 995, rien ne lui permettait de prétendre à la régence en tant que « parent maternel », et il entreprit de remédier à cette situation. Sa fille Akiko n’était alors qu’une enfant de sept ans, mais en 999, bien que trop jeune pour le mariage, elle devint dame impériale (*nyögo*) et, l’année suivante, elle fut promue *chügü,* ou deuxième épouse de l’empereur Ichijô (qui régna de 986 à 1011). Elle est fréquemment mentionnée dans l’histoire de l’époque, surtout sous le nom de Jôtômon-In, qu’elle porta après le décès de l’empereur. Elle fut l’impératrice au service de laquelle une favorite et dame d’honneur, la romancière Murasaki Shikibu, acquit cette connaissance intime de la cour si bien utilisée dans sa grande œuvre, *le Roman de Genji.*

Michinaga donna le ton de ses relations avec la maison impériale en organisant une fête gigantesque pour célébrer l’entrée d’Akiko dans le palais intérieur. Ses appartements furent meublés de façon somptueuse, et ornés de peintures par de grands artistes (tels que Kose Hirotaka) ; et elle eut quarante dames d’honneur, choisies parmi les plus intelligentes et les plus belles des nombreuses candidates de l’aristocratie. Elle fut bientôt la

favorite de l’empereur Ichijô, et lorsqu’elle lui donna un fils, il le nomma héritier présomptif, car sa position impériale dépendait du soutien d’un homme aussi puissant que Michinaga. En fait, il plaida auprès de ce dernier en faveur du fils qu’il avait eu de sa première épouse, promettant que, le moment venu, l’enfant d’Akiko monterait sur le trône. Mais Michinaga ne voulut rien entendre. Cela se passait en 1008, et le fils d’Akiko devint plus tard l’empereur Go-Ichijô. Ichijô, son père, était si malade, et si inquiet de la faiblesse de sa position, qu’il abdiqua en 1011 et mourut quelques semaines plus tard, âgé de trente et un ans seulement, alors qu’il régnait depuis l’âge de cinq ans. Il fut remplacé par l’empereur Sanjô (1011-1016), fils de l’empereur Reizei, auquel succédèrent deux fils d’Akiko, Go-Ichijô (1016-1036) et Go-Suzaku (1036-1045), né en 1009. La pression exercée sur les souverains pour qu’ils prennent pour femmes les Fujiwara que le clan choisissait pour eux était si puissante que Sanjô épousa la deuxième fille de Michinaga, Go-Ichijô la troisième (qui était sa tante), son frère Go-Suzaku la quatrième (également sa tante), et que la cinquième et dernière fut donnée au fils de Sanjô, héritier présomptif et déjà marié*.

* Le tableau suivant devrait rendre plus clair les liens complexes qui unissaient Michinaga au Trône par l’intermédiaire de ses filles :

Filles de Michinaga

1	2	3	4	5
(Akiko) femme d’ Ichijō	femme de Sanjō	femme de Go-Ichijō (fils d’ Akiko)	femme de Go-Suzaku (fils d’ Akiko)	femme du fils de Sanjō par la deuxième fille

Le préfixe « go » signifie, bien sûr, « deuxième du nom ».

Il faut admettre que la politique de Michinaga visant à établir des liens matrimoniaux avec la maison impériale fut menée de façon consciencieuse. C’était d’ailleurs un homme qui pensait grand et agissait de même. Il est dommage que nous ne connaissions pas vraiment sa personnalité, car quoi qu’on pense de lui du point de vue moral, on doit reconnaître que c’était un homme de talent, l’homme d’État le plus important de son temps, et l’une des plus grandes figures de l’histoire du Japon. Qu’il fut un homme exceptionnellement puissant et doué ressort clairement du simple fait qu’à une époque où l’autorité impériale était faible et où le pouvoir des seigneurs guerriers provinciaux augmentait rapidement, il réussit non seulement à tenir en échec les forces subversives, mais à porter le clan Fujiwara au faîte de la puissance et de la gloire par pure virtuosité politique.

Quoique les témoignages sur son caractère soient contradictoires, il ne fait aucun doute qu’il possédait la forme de jugement et la connaissance de la nature humaine dont a besoin un meneur d’hommes. La plupart des documents s’accordent à reconnaître qu’il était courageux, et très maître de lui. C’était un habile archer et un bon cavalier, et ses amis prisaient fort sa poésie. Il savait d’ailleurs employer ses amis comme il savait conquérir ses ennemis, car il avait, affirme l’un de ses chroniqueurs, une profonde compréhension du cœur humain. Il savait ce qui se passait dans l’esprit des gens de toutes sortes, du plus haut au plus bas. Il aimait faire les choses en grand, et n’éprouvait aucun scrupule à travailler dans l’intérêt de sa famille et de son clan. Il avait très bonne opinion de lui, se disant sans défaut, comme la pleine lune chevauchant les cieux. Il est vraiment dommage qu’on n’en sache pas plus sur sa vie intérieure. Il adorait l’ostentation, le luxe et, bien sûr, l’exercice du pouvoir, mais durant ses dernières années il consacra beaucoup de temps à la prière et à de pieuses entreprises. On ignore toutefois si son sentiment religieux était ou non profond.

On sait qu’il prodigua d’importantes sommes à la construction de sanctuaires et de temples, ainsi qu’à des cérémonies bouddhiques auxquelles des milliers de moines prenaient part. Il vénérait, dit-on, le sûtra du Lotus, qu’il recopia en lettres d’or ; et il semble avoir invoqué le Bouddha Amida sur son lit de mort pour être admis au paradis. On rapporte en outre qu’il reprochait aux fonctionnaires de négliger les rites shintoïstes, et, comme chef de son clan, il développa le rituel du Kasuga et d’autres sanctuaires shintoïstes. Mais l’observance cache souvent un manque de ferveur religieuse, et il se pourrait que, comme nombre de ses contemporains, Michinaga fût superstitieux plutôt que dévot.

La puissance et la gloire

L’ascension des régents Fujiwara fut conduite à son point culminant par Michinaga. Son époque est dépeinte dans un ouvrage intitulé *Eiga monogatari,* qu’on pourrait, en forçant un peu, traduire par « Récits de la puissance et de la gloire ». Il est favorable au clan Fujiwara, mais il existe également une chronique, *O-Kagami,* ou le *Grand Miroir,* qui est plus critique à l’égard de Michinaga. Outre ces ouvrages majeurs, on trouve enfin un ensemble important de journaux intimes et autres carnets de notes écrits du temps de la suprématie Fujiwara. En tant que sources d’information sur les événements, on peut les écarter, car ils traitent de ce qui semble à première vue la vie de la cour dans ce qu’elle a de plus superficiel, c’est-à-dire de subtilités d’étiquette et de détails de rituels. Mais leur existence même témoigne d’un aspect significatif de la vie métropolitaine sous le règne des Fujiwara, en sorte qu’une brève description de leur contenu peut à juste titre servir d’introduction à l’étude de la société japonaise, ou plus exactement de la société des classes dirigeantes, à l’époque de la domination Fujiwara, soit entre 950 et 1150, bien qu’à la fin de cette période le clan fût déjà nettement sur le déclin.

Les principaux journaux du genre et de l’époque sont :

Le *Shöyüki,* journal de Fujiwara Sanesuke, ministre de la Droite (*udaijin),* homme dont Murasaki Shikibu parle favorablement. Il couvre la période 957-1023.

Le *Gonki,* journal de Fujiwara Yukinari, grand conseiller (*dainagon*), couvrant la période 991-1017.

Le *Sakeiki,* journal de Minamoto Tsuneyori, administrateur de la Gauche *(sadaiben*), couvrant la période 1016-1035.

Le *Shunki,* journal de Fujiwara Sukefusa, membre du Conseil (*sangi),* ouvrage fragmentaire couvrant la période 1028-1042.

Le *Chüyüki,* journal de Fujiwara Munetada, ministre de la Droite (*udaijin*), couvrant la période 1087-1131.

Le *Sankaiki,* journal de Fujiwara Tadachika, ministre d’État qui mourut en 1195 âgé de soixante-cinq ans. Il couvre la période 1151-1194.

Le *Gyokuyô* (ou *Gyokkai),* journal très détaillé tenu par le régent Fujiwara Kanezane. Celui-ci entra à la cour en 1158, soit après la suprématie incontestée des Fujiwara. Mais il atteignit un rang et des fonctions élevés et assista régulièrement à toutes les discussions du palais. Il n'était pas dans les bonnes grâces du puissant empereur cloîtré Go-Shirakawa In, et ne faisait donc pas partie de ses conseillers intimes, pas plus évidemment que de ceux des chefs du clan Taira, qui dominèrent la scène politique de 1156 à leur chute, en 1185. C'était toutefois un excellent observateur, très franc dans ses propos. Son journal est probablement la plus précieuse source de renseignements uniques touchant la politique du xne siècle. Il est écrit avec beaucoup de soin et de détails, et dans son édition courante, il compte 2139 pages. L'auteur prend toujours soin de distinguer les faits des on-dit, en sorte que son ouvrage permet de vérifier le sérieux des chroniques et des romans contemporains, souvent de parti pris et hautement fantaisistes. Il assista aux événements marquants de 1163 à 1200, et il relate d'intéressantes conversations avec ses collègues et amis, ainsi que ses transactions avec Yoritomo après la chute des Taira.

Le *Taiki*, autre journal volumineux, tenu par l'infortuné Yorinaga, qui perdit la vie dans la rébellion, ou plutôt le coup d'État manqué, de 1156. Il couvre essentiellement les années 1142-1155, mais d'importantes parties en ont été perdues. Il donne une image extrêmement détaillée et intéressante de la vie d'un homme remarquable en position d'autorité, et éclaire les normes du savoir et des convictions religieuses.

Il existe d'autres ouvrages de cette espèce, mais ceux qu'on vient de citer donnent une bonne idée de ce genre littéraire peut-être unique, et sont révélateurs d'un phénomène social intéressant. Il s'agit presque sans exception de chroniques minutieuses tenues au jour le jour par des fonctionnaires de haut rang, qui traitent essentiellement des affaires de la cour, qu'elles soient d'ordre administratif, social ou rituel. Une lecture hâtive donne l'impression qu'elles accordent par trop d'importance aux questions de cérémonial. Dans le *Shöyüki* se trouvent décrits une rencontre de lutte, un concours de poésie, les prières pour les récoltes et la façon correcte de rédiger un document. Le *Gonki* s'occupe largement de l'étiquette et des cérémonies. Le *Chüyüki* traite des règles concernant les vêtements de cour, le déroulement des courses de chevaux dans le cadre des fêtes religieuses, la préséance en matière de fonctions officielles, et autres

questions similaires. Le *Sakeiki* relate enfin certaines cérémonies religieuses. Mais, en les examinant de plus près, on constate que ces œuvres contiennent maints renseignements historiques de valeur. Leurs auteurs n'ont certes pas le sens de l'histoire. Ils racontent les choses avec soin, mais sans aucune espèce de principe directeur, en sorte que toute information prend la même importance. Ils rapportent néanmoins des conversations et des discussions d'actualité dont ils ont eux-mêmes été les témoins ou que des amis leur ont racontées. Les idées générales sont laissées de côté, et les actes administratifs ou les événements politiques sont généralement relatés sans aucun commentaire.

Au premier abord, on s'étonne de ce manque d'intérêt apparent pour la haute politique, mais il faut se souvenir que la doctrine confucéenne considère les cérémonies et les rites comme une part essentielle du gouvernement. Ce qui, en l'occurrence, présente un intérêt particulier sur le plan historique, c'est le fait (amplement attesté par ces journaux intimes) que, si la tendance générale de la vie japonaise va sous certains rapports à l'encontre de l'influence chinoise au xe siècle déjà, la théorie gouvernementale et les principes cosmologiques chinois continuent d'avoir un grand poids et de déterminer les formes sinon l'esprit des affaires officielles aux plus hauts niveaux. Dès lors q'e l'harmonie cosmique était maintenue grâce à un comportement rituel idoine, ou du moins n'était pas perturbée par des fautes de conduite, le souverain et ses grands ministres avaient accompli leur devoir. Les détails administratifs pouvaient être confiés à des fonctionnaires subalternes de la capitale ou de la province, mais pour ce qui est des questions importantes, le laisser-faire était de règle.

A notre époque, il paraît ridicule que des hauts fonctionnaires se soucient davantage des formes que des ordres à distribuer. Nous avons tendance à croire que plus nous sommes gouvernés, mieux nous nous comportons, alors qu'il serait sans doute plus exact de dire que mieux nous nous comportons, moins nous avons besoin d'être gouvernés, et que les arguments ne manquent pas en faveur d'une anarchie philosophique idéale, où l'État n'essaie pas de réglementer la conduite par des lois, mais compte sur les bienfaits de l'ordre naturel et sur la vertu du souverain. La question ne réside pas ici dans la justesse ou la fausseté de la vision confucéenne. Ce qui compte, lorsqu'on étudie l'histoire de l'Asie, c'est de ne pas imaginer que nos propres conceptions de la vie et de la société ont une quelconque

valeur universelle. A propos du Japon sous les Fujiwara, il faut en outre se rappeler que les véritables décisions administratives étaient prises par des hommes qui ne se souciaient guère de suivre la filière prescrite.

Ces précautions prises, examinons certains passages de ces journaux. L'un, tiré du *Shöyüki* et qui compte peut-être parmi les plus intéressants, décrit une cérémonie annuelle où la cour entendait lecture des rapports officiels concernant les mauvaises récoltes et les parcelles tombées en friche, et où le chancelier décidait d'accorder ou non une remise d'impôts. Comme le raconte le chroniqueur, il est clair que l'auditoire ne s'intéressait guère au contenu des rapports, à la région, à la situation et à la nature des terres en question. Ce qui comptait, c'était la forme dans laquelle ils étaient rédigés, le langage employé, l'emplacement choisi pour les signatures et les sceaux, voire le maintien des fonctionnaires. Il semble en outre que, au désespoir des courtisans, les officiers de province auteurs de ces rapports n'avaient pas le respect des formes. Ainsi Sanesuke écrit-il :

« J'ai alors défait le cordon pour examiner les rapports concernant la surface des terres en culture dans chacune des provinces. Pour cinq ou six provinces, les rapports donnaient les noms des commissaires inspecteurs mais sans mentionner la région […]. J'ai signalé à l'administration (*daiben*) que les rapports de maintes provinces ne donnaient pas le nom des commissaires. Ainsi, bien que la province d'Omi prenne deux pages, le nom du commissaire n'est pas mentionné […]. En outre, ai-je dit, le rapport de Bizen ne porte pas la signature du gouverneur de la province, ni son sceau. Il faut le renvoyer. »

Il ressort clairement de tels documents que les décisions prises lors de conseils de cette nature n'avaient qu'un lointain rapport avec les questions pratiques qui se posaient ; et l'on peut présumer sans risque qu'en général, les problèmes urgents étaient réglés sur les ordres directs d'un adjoint du régent ou sur l'initiative des fonctionnaires provinciaux mêmes. Jamais très grande ni très bien définie, l'autorité de la cour allait décroissant tandis qu'augmentait son attachement aux rites. Pour illustrer le triomphe de la forme sur le fond, des règles sur les faits, on peut citer un exemple datant de 1019. Cette année-là, des pirates (« jurchen ? ») de la Corée du Nord attaquèrent la province de Chikuzen, et la cour offrit une récompense aux soldats des provinces voisines s'ils parvenaient à chasser les envahisseurs. Avant que la nouvelle de cette proposition n'atteignît les commandants

locaux (aux ordres de Takaie, que haïssait Michinaga), ceux-ci avaient déjà défait les jurchen ; mais la cour refusa de payer la récompense parce que la victoire avait précédé sa promesse. Dans une occasion similaire, alors que se posait une question militaire urgente, la cour perdit dix jours en discussions avant de définir le moment favorable à l'action. En 1028, lorsqu'il fallut envoyer une expédition pour réprimer le soulèvement de Taira Tadatsune, on attendit quarante jours durant le moment propice au départ de ses commandants. Selon Yorimichi, les voyages courts n'avaient pas d'importance, mais les entreprises difficiles exigeaient toutes les précautions.

C'est de cet accent mis sur les devoirs rituels que naquit l'habitude de baser les nominations sur la naissance et non sur le talent, car la capacité d'un fonctionnaire était moins importante que sa lignée et que sa connaissance de l'étiquette. En conséquence de quoi nous constatons qu'à partir de l'an mille environ, alors que le pouvoir exécutif réel s'exerçait dans le *mandokoro* Fujiwara, les postes ministériels commencèrent à perdre de l'importance tout en conservant leur prestige dans les milieux de la cour, et à être occupés par les membres d'une famille ou d'un groupe se prévalant de droits héréditaires. Le monopole de la fonction de chef (« haku ») du ministère de la Religion (« Jingikan ») par la famille Shirakawa compte parmi les exemples les plus frappant de cette pratique. De même, certains emplois de secrétaire furent occupés pendant des siècles par les membres des clans Nakawara, Kiyowara et Oe.

Ce qui comptait désormais dans les nominations officielles, c'était les liens de parenté. Dans une certaine mesure, la chose avait de tout temps été vraie, mais elle devint de règle sous les Fujiwara, où le mérite ne conférait plus à lui seul un quelconque avantage. Le résultat de ce système fut un déclin moral chez les candidats ordinaires à une charge, car même pour les fonctions qui n'étaient pas héréditaires ils devaient trouver un patron, et la quête d'un emploi ou d'une sinécure conduisit ainsi à toutes sortes d'intrigues et de manœuvres indignes, où la flatterie et l'obséquiosité jouaient un rôle actif. Les membres de la Maison impériale, y compris les impératrices et les princes héritiers, se trouvaient eux-mêmes dans une position très fâcheuse s'ils n'avaient pas la protection du chef du clan Fujiwara. En fait, la situation de l'empereur et de sa cour était souvent fort humiliante. Privés d'autorité réelle, les souverains souffraient de

l’incompétence de ceux qui composaient leur entourage, et qui avaient été nommés à leur poste pour les motifs les plus divers mais jamais pour leur aptitude. La sûreté du palais lui-même, et de toute la ville impériale, était mise en danger par l’irresponsabilité de ceux qui étaient chargés d’y veiller. Le commandant (« bettô ») du service de police métropolitain *(kebiishi-chô)*, qui avait pour mission de débusquer et d’arrêter les criminels, était choisi en fonction de son ascendance. En 1025, un jeune homme de dix-sept ans fut nommé à ce poste clé ; et peu après son avènement, en 1107, l’empereur Toba définit comme suit les qualités requises pour cette nomination : bonne famille, bon sens, connaissance des précédents, bonne présentation, haut rang à la cour et fortune.

Il n’y a donc pas à s’étonner que les conditions qui régnaient dans la capitale fussent extrêmement dangereuses. Les incendies, accompagnés de vols, étaient des plus fréquents. Entre 990 et 1010, les chroniques signalent presque chaque année u i grave incendie dans la ville même ou à proximité, souvent avec vol ou destruction par le feu de biens de valeur et de livres précieux. Ce sont les palais et les riches monastères qui semblent avoir le plus souffert, et l’on ne peut douter que les incendies volontaires étaient monnaie courante.

L’incapacité de la police métropolitaine à maintenir l’ordre peut paraître une question sans grande importance historique. Mais en réalité l’effondrement du *kebiishi* était celui de la seule force qui eût pu préserver l’autorité de la Couronne, laquelle n’avait pas pour la soutenir une armée permanente. Par ailleurs, les régents, qui comptaient sur l’adresse politique et répugnaient à utiliser la violence, voyaient la nécessité d’un appui militaire sur quoi ils pussent compter en cas d’urgence, et ils favorisèrent par conséquent certains guerriers des clans Minamoto ou Taira disposés à défendre leur cause, augmentant ainsi leur influence à la cour comme dans les provinces, où leurs familles étaient propriétaires de domaines importants. En grande partie grâce à leur aide, Michinaga parvint à rétablir un semblant d’ordre dans la capitale, mais en province, les puissants clans guerriers ne se soumettaient à sa volonté que lorsqu’ils y voyaient leur intérêt.

En dehors du caractère unique de la régence Fujiwara en tant qu’institution, les aspects sociaux de la scène métropolitaine sur laquelle régnaient les chefs du grand clan présentent un intérêt particulier en ce sens

qu’ils dictaient la mode et le goût aussi bien que le comportement politique. Il n’est pas facile de décrire en termes précis la nature de la petite société – au plus quelques milliers d’individus – de grands officiers, de nobles de cour, de hauts fonctionnaires et parfois d’hommes d’Église qui constituaient la classe dirigeante, et dont l’existence quotidienne était si différente de celle du commun des mortels que nous voyons une dame de la période (début du XI[e] siècle) décrire les campagnards qu’elle a rencontrés à l’occasion d’un pèlerinage comme « un paquet de gens vulgaires, désagréables à regarder, un grouillement de chenilles ». Et au sein même de ce groupe privilégié, si éloigné du peuple, régnaient les plus inflexibles distinctions de classe et de rang. Les journaux intimes déjà mentionnés témoignent de l’intérêt des dames et des gentilshommes de l’époque pour les questions de protocole et de préséance, les règles de la conduite, de l’habillement et du langage, et les canons du goût. Dès avant que l’influence chinoise ne se manifeste avec force, le sens hiérarchique joue un rôle dominant et presque tyrannique dans l’histoire du peuple japonais ; et comme on l’a noté, l’un des premiers emprunts faits à la Chine fut un système où des coiffures de différentes couleurs indiquaient le rang occupé à la cour.

Plus tard, des lois très précises, fondées sur la pratique chinoise mais adaptées à la tradition sociale indigène, définirent une échelle détaillée des grades de cour et de fonction, avec les privilèges et les devoirs correspondants. Ces questions ont toujours occupé une place considérable dans la vie des membres de la classe dirigeante, suscitant l’ambition et l’intrigue ; mais sous la régence des Fujiwara, tandis que le pouvoir politique du souverain déclinait, ses fonctions purement rituelles gagnèrent en importance, de sorte que la vie non seulement des courtisans mais aussi de nombreux fonctionnaires en vint à être dominée par des problèmes de rang et de titre, et par le souci de s’acquitter correctement des rites qu’impliquait leur devoir.

Une certaine connaissance des traits marquants de ce système est donc indispensable à la compréhension de la société de Heian ; et pour y parvenir, le mieux est de commencer par les grades de cour, définis avec précision dans les premiers codes juridiques et restés en vigueur sans changement notoire jusqu’aux réformes de 1868, où certaines parties du système furent abolies ou tombèrent en désuétude.

A l’époque de Heian, il existait neuf grades de cour, dont chacun était divisé en deux catégories, supérieure et inférieure. Le premier grade supérieur était le plus élevé, et le neuvième grade inférieur le plus bas. Chacun des six grades inférieurs était à son tour divisé en une classe supérieure et une classe inférieure, en sorte qu’une description complète du grade d’un courtisan était du type : quatrième grade supérieur, classe supérieure, ou huitième grade inférieur, classe inférieure, etc.

Le grade suprême, le premier supérieur (« shô ichi-i »), n’était que rarement octroyé, même aux sujets les plus puissants, sauf à titre posthume ; le grade inférieur correspondant était généralement donné au titulaire de la charge la plus haute parmi les officiers de la Couronne, le *dajô daijin* ou chancelier, et le deuxième grade supérieur était lui aussi réservé à des hommes de très haute naissance ou de très haute distinction. Conformément à la coutume chinoise, il arrivait que l’on confère un grade à une divinité que l’on estimait devoir honorer ou remercier de quelque laveur, ou bien à un esprit vengeur que l’on espérait ainsi apaiser. A chaque grade correspondaient certains émoluments, généralement sous forme de terre à ri/ et de travailleurs pour la cultiver. A la cour, la différence importante entre toutes était celle séparant les « denjô bito », c’est-à-dire ceux qui étaient admis au niveau de l’empereur dans sa salle d’audience, et les « chige », qui restaient au niveau inférieur et qui, en quelque sorte, composaient le parterre.

A côté de ces grades de cour, il y avait les grades de fonction, définis dans les codes administratifs. Étant donné que les régents Fujiwara occupèrent souvent des fonctions qui ne correspondaient pas davantage à leur véritable importance politique qu’au grade qu’ils avaient à la cour, il vaut la peine de signaler ici les principaux emplois. D’ailleurs, la chose est essentielle, car la littérature de l’époque de Heian, comme d’ailleurs de n’importe quelle époque de l’histoire japonaise, fait si souvent mention des grades, des fonctions et des titres qu’on la comprend à peine si l’on ignore la terminologie qui se rapporte au rang et à la préséance. Enfin, il est d’autant plus nécessaire d’en avoir une certaine connaissance que c’était une pratique courante que de parler des gens non pas en se référant à leur nom, mais à leur emploi ou à leur lieu de résidence. Ainsi, Michigana était connu comme le *kampaku* du Midô (nom de son palais) ou le régent du Hôjôji (le monastère de la famille) ; et lorsqu’elle fut entrée en religion, on

appela l’impératrice Akiko Jôtômon-In, ce qui signifie « Nonne impériale de la Haute Porte d l’Est ». La tendance générale voulait qu’on évitât l’emploi direct du nom de famille et du nom personnel et qu’on leur préférât des désignations comme Conseiller de la Troisième Avenue, Ministre du Chemin de la Fortune (*Tomi no kôji no Sadaijin),* ou Maîtresse de la Garde-Robe (*Mikushige-dono,* titre donné par Sei Shônagon à une fille Fujiwara chargée de veiller à la coiffure de l’impératrice Sadako). L’importance qu’attachait la cour au tabou du nom était certainement due à l’influence chinoise.

A partir de la fin du règne de Murakami (976), les empereurs ne furent plus désignés par leur nom personnel (ou posthume) mais par celui d’un endroit ou d’un bâtiment auxquels ils étaient associés. Ainsi Reizei était-il le nom d’un appartenu at du palais ; Ichijô, d’une rue ; et Tsuchimikado, d’une porte. Cette pratique était le résultat de l’ascension des Fujiwara et de la politique des régents visant à supprimer le prestige personnel des souverains.

Le gouvernement – on l’a vu était partagé en deux départements : celui du Culte (*Jingikan)* et celui de l’État (*Dajôkan*). Le premier, bien que très important en tant que responsable de la célébration des cérémonies nationales et de l’entretien des sanctuaires, était relativement petit, et son prestige était plus grand que son pouvoir. Le département de l’État était le service ou conseil qui dirigeait et surveillait l’ensemble de l’appareil administratif. C’était plutôt un conseil d’État qu’un cabinet ministériel, car les chefs des huit ministères n’en étaient pas membres, mais relevaient de lui. Il comprenait le président ou chancelier (*dajô daijin)* le ministre de la Gauche (*sadaijin)* le ministre de la Droite *(udaijin)* le ministre du Centre *(naidaijin),* et, au-dessous de ces quatre grands officiers de la Couronne, par ordre de préséance, trois grands conseillers *(dainagon)* trois conseillers intermédiaires *(chünagon)* trois conseillers mineurs (*shônagon)* huit membres du Conseil (*sangi)* un administrateur de la Gauche *(sadaiben)* un administrateur de la Droite *(udaiben)* Les huit départements exécutifs étaient placés sous l’autorité des ministres (kyö) et de leurs adjoints. Chaque département ou ministère consistait en un certain nombre de bureaux, à la tête desquels se trouvaient des chefs et des sous-chefs, respectivement appelés *kami* et *suke.* Du point de vue hiérarchique et

politique, les ministres étaient moins importants que les membres du conseil d’État.

A côté des charges administratives, la garde du corps impériale jouait un rôle important dans la vie de la capitale, bien que ses fonctions fussent cérémonielles et décoratives plutôt que militaires. Les officiers des divers régiments des gardes étaient généralement issus de familles nobles, et de position sociale très élevée. Les lecteurs du *Roman de Genji* se souviendront que Tô no Chûjô (le capitaine), qui figure un jeune aristocrate très élégant et fort bien accueilli dans les milieux les plus fermés de la ville, est le fils d’une sœur de l’empereur. S’il a des devoirs militaires, il n’en est jamais fait mention.

Dans la capitale, les grades étaient tous d’un degré supérieur à leur équivalent dans les provinces. Le premier personnage de chaque province était le gouverneur *(kami),* et le grade de cour des gouverneurs variait selon l’importance des territoires placés sous leur autorité, les plus riches et les plus voisins de la capitale ayant bien sûr priorité sur les plus pauvres et les plus éloignés. L’attitude des courtisans à l’égard des fonctionnaires en poste en province est fort bien illustrée par un bref aparté du *Roman de Genji,* où l’on dit d’une dame de haute naissance qu’elle a « déchu dans le monde et épousé un gouverneur adjoint [" zuryô "] [20] ».

Les fonctions ministérielles perdirent de l’importance à mesure qu’augmentait la puissance des régents Fujiwara, qui préféraient l’action directe à la procédure administrative, ou, au mieux, se servaient des organes extralégaux qui avaient remplacé certains des services ordinaires. C’est ainsi que, comme on l’a vu, les emplois de ministre et de haut fonctionnaire prirent un caractère de plus en plus formel, et que bien des fonctions devinrent purement honorifiques. Même la charge la plus haute dans la hiérarchie officielle, c’est-à-dire celle de chancelier, ne conférait plus à son titulaire aucun pouvoir réel à moins qu’il ne fût un régent Fujiwara ou un personnage agréé par le clan : si bien qu’il arrivait que le poste demeurât vacant, ou que le régent se contentât de celui de ministre de la Gauche *(Sadaijin),* deuxième par l’importance, et fort commode pour faire passer des ordres ayant force de lois. Ainsi, en 949, lorsqu’il mourut, le régent Tadahira occupait la charge de chancelier ; son fils aîné, Saneyori, était ministre de la Gauche ; et son cadet, Morosuke, ministre de la Droite. Après sa mort, personne ne fut nommé régent (pas plus *sesshô* que *kampaku)* ni

chancelier jusqu’en 967 ; mais le gouvernement était entre les mains de Saneyori et de Morosuke, qui conservèrent leurs postes ministériels relativement modestes. Morosuke mourut en 960, et Saneyori ne monta en grade qu’après être devenu *kampaku,* en 967. Il fut nommé chancelier le premier mois de 968 et c’est à partir de cette date qu’on peut vraiment parler d’autocratie des Fujiwara. A l’époque de Michinaga, le pouvoir des régents était si solidement établi qu’ils ne se souciaient guère d’avoir une autre charge. Michinaga occupa les fonctions de ministre de la Gauche de 996 à 1017, et ne fut jamais nommé *kampaku.* Il reçut le titre de *nairan,* essentiellement honorifique, qui lui donnait théoriquement accès à tous les documents confidentiels du palais. Il fut régent *(sesshô*) durant un peu plus d’une année à compter de 1016, et il accepta d’être promu chancelier juste avant de démissionner en faveur de Yoromichi, qui devint *sesshô* en 1017 et *kampaku* en 1019.

Dans ces conditions-là, il fallait s’attendre à ce que maints hauts officiers et nobles de la cour consacrassent leur vie au plaisir plutôt qu’à remplir des fonctions administratives qui avaient perdu l’essentiel de leur sens et de leur effet ; et c’est des habitudes sociales de l’aristocratie, de ses passe-temps et de ses cérémonies, de ses livres et de ses peintures, de ses sentiments et de ses croyances, qu’il faut maintenant nous occuper. Nous allons voir que si, à en juger d’après la littérature romanesque, la recherche du plaisir amena bien des jeunes galants et certains de leurs aînés à se conduire de façon légère, pour ne pas dire licencieuse, l’atmosphère qui régnait à la cour était généralement sérieuse, et que, au niveau le plus élevé de la société de Heian, le comportement était régi par des règles strictes, ou du moins, lorsqu’on négligeait les principes moraux, par un vigoureux sens du goût.

Même l’extravagance de Michinaga, si éloigné de la simplicité de ses premiers prédécesseurs, ne le porta pas à commettre des fautes de goût vraiment répréhensibles. Il aspira à la magnificence, mais sans outrepasser les normes de ce qu’il estimait convenable, et il encouragea les arts par tout l’argent qu’il dépensa à la décoration de monastères et de palais. Considérant que le premier but du gouvernement tel que les régents Fujiwara l’entendait consistait à maintenir leur domination sur le Trône, on ne saurait s’étonner qu’ils aient voulu afficher leur splendeur et pourvoir à celle de leur clan. L’une des grandes entreprises que Michinaga consacra à ces fins fut la construction du monastère du Höjöji, qu’il voua au repos de

son âme lorsqu’il se retira pour prendre la tonsure. Mais ce ne fut pas la fin de sa carrière, car bien que son fils Yorimichi devînt régent en 1017, il garda le pouvoir en main, s’occupant de la succession au trône et se vantant (comme on l’a vu), dans un poème que du moins on lui attribue, d’être le maître du monde, comme la pleine lune sans défaut chevauchant les cieux.

L’Eiga monogatari donne une description assez détaillée de la consécration du Pavillon d’Or du Höjöji. La version suivante, résumée, d’une partie du texte pourra contribuer à donner une idée de la pompe et de la splendeur dont, à l’heure de sa retraite, l’homme d’État entendit entourer son entrée dans la vie religieuse :

Les rondins destinés aux bâtiments du Höjöji descendaient le courant, couvrant toute la surface de la rivière Kamo ; les dons des gouverneurs de province avaient de beaucoup dépassé les espoirs. Michinaga choisit le quatorzième jour du septième mois de la deuxième année de Chian (1022) pour la consécration du Pavillon d’Or.

Comme l’empereur devait assister au service, on voua aux préparatifs un soin exceptionnel. La pensée la plus attentive fut apportée jusqu’aux indemnités des courtisans et aux vêtements de cérémonie à donner aux prêtres. Pris par l’excitation, les moines eux-mêmes, jeunes et vieux, s’agitaient en tous sens, arrangeant leurs costumes, et les répétitions de danse se poursuivirent pendant deux ou trois jours, attirant une foule de spectateurs qui ne pouvaient pas espérer être présents à la cérémonie de dédicace.

Les nobles invités commencèrent d’arriver le soir du 13. Les filles impériales de Michinage, son fils le régent Yorimichi, et tous les autres membres importants du cercle de la cour furent logés dans les différents bâtiments du monastère.

La journée du lendemain fut belle. Derrière des rideaux de tissus choisis ornés de dessins d’or et d’argent, les dames revêtirent des robes d’une splendeur éblouissante. « Combien c’était de bon augure ! Les parures des êtres célestes sont certainement ainsi. » L’empereur fit son entrée dans une grande explosion de musique. « Lorsque l’Altesse Suprême alla s’incliner devant le Bouddha, Son Eminence le Novice [Michinaga] se mit à pleurer sans réserve. »> Bientôt, l’héritier présomptif arriva lui aussi.

« Le sable du jardin brillait comme du cristal, et sur l’eau claire et fraîche de l’étang ondoyaient d’innombrables lotus. Chacun d’eux portait un Bouddha, dont la silhouette se mirait à la surface de l’eau. Les bâtiments de l’est, de l’ouest, du sud et du nord se réfléchissaient, jusqu’à la Bibliothèque et au Campanile, offrant l’image d’un monde bouddhique. Des filets ornés de joyaux pendaient aux branches des plantes bordant l’étang […] Des bateaux décorés de pierreries paressaient à l’ombre des arbres, et sur l’île du milieu se pavanaient des paons […]. Les tuiles luisantes du Pavillon d’Or reflétaient le ciel. Ses piliers reposaient sur des supports de maçonnerie façonnés comme d’énormes éléphants, le bord du toit était d’or et d’argent, la porte était de couleur dorée, et les fondations étaient de cristal de roche. Le pavillon était magnifiquement orné de joyaux de toutes sortes. » A l’intérieur, des tableaux racontaient la vie du Bouddha et l’accomplissement des vœux des bodhisattvas. Le Vairocana, principale statue, ainsi que les autres sculptures et aménagements étaient tous d’une exécution très élaborée, et abondamment rehaussés d’or et de pierres précieuses. L’or, l’argent, le lapis-lazuli, étaient répandus jusque sur le sol.

Les moines officiants, qui étaient les dignitaires bouddhistes les plus éminents du Japon, furent portés dans des palanquins en une procession solennelle, que suivaient à pied les hauts fonctionnaires, comme ils le faisaient à la cour lors des cérémonies bouddhiques. Les vêtements des moines avaient été spécialement importés de Chine pour la circonstance. De précieux encens parfumaient la cour, et le talent des musiciens et des danseurs donnait à croire qu’on se trouvait au paradis. Et quand le supérieur tendai récita les prières, le spectacle devint bouleversant.

A l’issue de la cérémonie, les membres de la famille impériales distribuèrent à tous les participants des cadeaux extrêmement généreux.

Les filles de Michinaga passèrent la nuit au Höjöji. Le lendemain, tous les courtisans revinrent, beaucoup plus séduisants dans leurs tenues habituelles que dans les vêtements de cérémonie qu’ils portaient la veille. On servit des fruits et du vin, et les hôtes, bientôt ivres, récitèrent des poèmes chinois. Ce fut beaucoup plus agréable que les formalités de la consécration.

Ayant hérité du goût de Michinaga, son fils, le régent Yorimichi, donna une fête somptueuse le vingtième jour de janvier de l’an 1025, et celle-ci excita à tel point la jalousie de sa sœur, l’impératrice douairière Yoshiko,

qu’elle décida incontinent d’éclipser son frère en organisant le vingt-troisième jour du même mois une grande célébration du nouvel an. La manifestation fut jugée digne d’être décrite par les chroniqueurs, dont voici une version abrégée du récit enthousiaste :

La nuit du 22, impatients d’assister à la fête, les jeunes gens s’agitaient à choisir les couleurs et les parfums qui leur permettraient d’y faire bonne figure. Le remue-ménage des préparatifs emplissait les appartements du palais, où les dames, deux par deux, s’occupaient à coudre, à lisser leurs cheveux, à noircir leurs dents. Certaines, estimant que les éventails fournis par Yoshiko pourraient n’être pas assez bons, en avaient commandé pour l’occasion et craignaient qu’ils ne fussent pas peints à temps. « Celles qu’on avait autorisées à porter des couleurs [interdites] affichaient des airs satisfaits et des manières condescendantes ; les autres étaient déçues. » Lorsque l’aube arriva, elles redoublèrent d’activité, transportant de gros baluchons, mettant la dernière touche à leur coiffure et à leur maquillage, etc. « On en voyait aussi porter à deux sur les couvercles de grandes caisses des piles ahurissantes de choses pliées. Et ceux qui les apercevaient riaient, disant : " Combien de vêtements une seule personne peut-elle mettre ? " Au lever du soleil, leurs servantes les pressèrent de manger pour qu’elles soient assez fortes pour supporter le poids de leurs habits, mais elles étaient trop excitées pour les entendre. A huit heures, Yoshiko leur ordonna de venir sur-le-champ, mais elles s’attardèrent dans leurs chambres, incapables de s’arracher à leur miroir. Enfin, quand l’ordre eut été répété, elles se décidèrent à bouger, emmenant avec elles des servantes pour les aider à soutenir leurs jupes. « Ne pouvant lever ne fût-ce qu’un éventail à cause de la grande épaisseur de leurs soies, elles manquaient totalement de grâce. »

Au début de l’après-midi, Yorimichi et les autres nobles hôtes arrivèrent, vêtus de couleurs éclatantes, parfumés comme le voulait la mode, et entourés de suites impressionnantes. Tout en prenant place selon les règles de la préséance, ils admirèrent les toilettes des dames, mais d’aucuns échangèrent certains commenta res sur l’inconvenance de tant de jupes.

« Tandis que les seigneurs se divertissaient de la façon la plus agréable, la nuit approchait […]. Quand quelque chose qui pouvait être soit une fleur soit un flocon de neige tomba dans sa coupe, le Maître de la Maison de l’Impératrice récita :

Des fleurs de pruniers mélangées de neige Descendent sur le luth ; La couleur du saule à travers la fumée Se reflète dans le vin. »

Quand les invités s'en allèrent enfin, les dames, épuisées, s'effondrèrent au premier endroit qui leur parut se prêter au sommeil.

Le lendemain, Michigana convoqua Yorimichi et le questionna en détail sur les festivités. Lorsqu'il apprit que Yoshiko avait enfreint son règlement selon lequel les dames du palais ne devaient pas porter plus de six jupes à la fois, il reprocha vivement à Yorimichi de ne pas l'avoir réprimandée.

On comprendra à ce genre de récits combien la vie de ces personnes royales et nobles était faite de parade, et quelle importance elles pouvaient attacher aux détails du maintien et de l'habillement. Précisons encore que la plupart de leurs divertissements comprenaient un élément religieux qui, du fait de la beauté des vêtements de cérémonies comme de la solennité du rite célébré, y ajoutait une touche impressionnante. Les sources historiques de l'époque s'entendent toutes à montrer que les exercices religieux avaient généralement un double but, la dévotion pieuse combinée au plaisir esthétique. Il y avait des moines à succès, connus pour leur belle mine aussi bien que pour leurs sermons, et il y avait des hommes d'Église en vogue bien reçus à la cour.

Si, dans les palais et sanctuaires royaux, le cérémonial était plutôt simple, les grandes propriétés des nobles Fujiwara – leurs palais, résidences, villas, sanctuaires et chapelles tutélaires – étaient très belles et très coûteuses, et des festivités comme celles qui viennent d'être décrites, les nombreuses célébrations religieuses et contributions à l'Église, devaient représenter des frais énormes. Mais ces dépenses étaient nécessaires au maintien de leur pouvoir, grâce auquel ils étaient à même de tirer des ressources importantes un peu partout dans le pays en acquérant des droits seigneuriaux sur les terres « confiées » à leur protection. Seuls les fonctionnaires provinciaux particulièrement courageux osaient mettre en question l'immunité fiscale à laquelle prétendaient les tenanciers d'un propriétaire foncier noble aussi puissant que pouvait l'être un Fujiwara soutenu par l'ensemble de son clan.

Il y avait donc un étroit rapport entre les dépenses des régents Fujiwara et la faillite des lois foncières. Ce n'était pas un rapport de cause à effet, car les deux phénomènes traduisaient l'échec du système fiscal adopté des siècles plut tôt. Les régents, ou du moins les plus capables d'entre eux, et

Michinaga en particulier, s’efforcèrent d’assurer à la capitale ordre et sécurité, et, dans ce domaine, obtinrent quelque succès. Mais dans les provinces, ils étaient voués à l’échec, car leurs intérêts personnels étaient incompatibles avec une juste administration des affaires campagnardes. Ainsi, la noblesse provinciale ayant une conscience toujours plus aiguë de sa propre force, la puissance des Fujiwara se mit à décliner dans une sorte de splendeur automnale. Cependant, la métropole voyait fleurir une société vouée à l’élégance, heureusement isolée des heurts de la vie ordinaire.

Malgré tous ses défauts, c’était une société vouée à la poursuite de la beauté, et, du fait qu’elle est sans équivalent véritable dans les autres civilisations, elle mérite qu’on lui consacre un chapitre à part.

CHAPITRE IX

La règle du goût

Le trait le plus frappant de la société aristocratique de Heian est sa qualité esthétique. Il est vrai qu’elle se composait d’un petit nombre de gens particulièrement favorisés, mais il est d’autant plus remarquable que, même dans ses folies les plus vaines, elle ait suivi des considérations de raffinement et obéi à une règle du goût. C’est à la période des régents Fujiwara que se formèrent parmi les hommes et les femmes de la classe supérieure jouissant d’une situation privilégiée certaines normes de comportement personnel et certains canons de jugement esthétique qui sont la source, ou peut-être vaut-il mieux dire le fondement, de la vie sociale japonaise telle qu’elle évolua durant les siècles suivants. On peut sans exagération suggérer qu’on retrouve certaines traces des manières de l’époque de Heian bien après l’effondrement de ses institutions politiques, et jusque dans divers domaines de la vie actuelle. Si l’on veut découvrir les origines de ce comportement, ce qu’étaient les traits distinctifs de. a classe dirigeante dans le Japon du Moyen Age, il vaut donc la peine d’examiner ses agissements, ses sentiments et ses pensées à la lumière de la documentation disponible. Quelle est cette documentation ?

Du point de vue quantitatif, elle est assez copieuse, car il reste d’abondants vestiges littéraires sous forme de chroniques, de journaux intimes, de romans et de poèmes, qui, sans nous être toujours parvenus sous leur forme originale, sont de précieuses sources de renseignements lorsqu’on les utilise avec circonspection. Parmi eux, le plus important est *le Roman de Genji*. Il s’agit d’un roman, d’un chef-d’œuvre de fiction, mais basé sur l’expérience de son auteur, et vibrant de sa sensibilité, en sorte qu’il constitue une étude des plus pénétrantes de la société aulique. Mais il est plus que cela, car comme tant de grandes œuvres d’art, il révèle bien des choses inexprimées ailleurs : les forces inconscientes, les idées tacites, les mobiles secrets de l’époque. On peut en dire autant des autres arts que la littérature, tant il est vrai que pour traduire l’esprit impalpable d’une période la représentation picturale est souvent la meilleure ressource, et à n’en pas douter, les peintures et sculptures de l’époque des Fujiwara en expriment très clairement le caractère.

Si ces arts plastiques ont, pour la plupart, une origine ou un but religieux, nous pouvons en tirer une indication sur le rôle joué par le bouddhisme ou du moins par ses observances, dans la vie de la cour et d'autres grands protecteurs. Chercher à définir l'importance de la religion, de l'autorité et de l'influence de l'Église, doit bien sûr faire partie intégrante de toute étude de l'histoire d'une nation à quelque période que ce soit. Mais c'est essentiellement par ses traits extérieurs que le bouddhisme de l'époque de Heian est révélateur de la nature de la société métropolitaine, et son ampleur même nous enjoint de traiter ce sujet à part. Ce qu'il y a de particulièrement intéressant dans les aspects pseudo-philosophiques de la vie de Heian, c'est la faculté de concilier des croyances apparemment aussi incompatibles que celles du bouddhisme, du confucianisme et du shintoïsme indigène. La chose s'explique sans peine, et fournit à elle seule une précieuse indication sur la société dont nous nous occupons ici, car si nous admettons que les courtisans et les fonctionnaires de la capitale formaient une élite où l'on sacrifiait largement aux principes du goût, il faut aussi admettre que, de toute évidence, les besoins spirituels et intellectuels ne les travaillaient guère. Il semble que l'on puisse dire à juste titre que l'humeur dominante était à la sentimentalité, ou au mieux à la sensibilité, et non aux spéculations angoissées sur le bien et le mal, et la nature de l'être.

Ces opinions sont peut-être trop hardies, mais elles reposent sur les conclusions que l'on est en droit de tirer des romans de l'époque, notamment *le Roman de Genji,* ou de recueils comme les *Notes de chevet* de Sei Shônagon, qui parlent sans doute plus complètement des mœurs de la période que la littérature contemporaine d'aucun autre pays. Bien sûr, il ne faut pas voir dans ce genre d'ouvrages un exposé exact et réaliste de ce qu'il convenait de faire dans la capitale et dans ses faubourgs, car eux-mêmes se veulent littéraires, romanesques et sentimentaux. Mais il n'est pas besoin d'écarter pour autant leur témoignage comme sujet à caution, car il n'est pas meilleure histoire sociale qu'une œuvre de génie. Brillantes observatrices, les auteurs de ces deux ouvrages brossent l'une et l'autre le tableau très crédible d'une petite coterie aristocratique adonnée au plaisir mais guidée par certains sentiments de convenance et par une règle bien définie du goût.

Il est vrai que la plupart des épisodes racontés dans *le Roman de Genji* ont trait à la galanterie. Cour, séduction et toutes les conséquences qui

peuvent en découler en constituent le thème central, et l’on est en droit de penser qu’il s’agissait là du premier intérêt et de la principale occupation des hommes et femmes bien nés qui vivaient dans la ville impériale ou à proximité. Mais en fait, ce long roman est étonnamment dépourvu de passages érotiques. La romancière se plie aux conventions du jour, qui autorisent une certaine liberté sexuelle ; mais c’est une dame de haute naissance et de bonne éducation, qui allie à un goût délicat une profonde compréhension des mouvements du cœur. Elle s’intéresse non aux détails des conquêtes de son héros, mais aux plus subtils raffinements des rapports humains ; non aux étreintes des amants, mais à leur quête et à leurs regrets. Mieux vaut d’ailleurs apprécier cette qualité du roman de Murasaki, comme du reste de la plupart de ceux dont son époque fut si prodigue, car il faut bien dire que, s’ils ont tous pour sujet les relations entre les sexes, la façon dont ils en parlent est dépourvue de crudité ou même de sensualité. Tout n’est que raffinement, un raffinement parfois voisin de l’ascétisme, et teinté de mélancolie.

Cette tendance ascétique, l’amour de la simplicité, de la pureté, de la sobriété, est typique du goût de Heian, tout comme l’est, à l’extrême opposé, l’amour des couleurs et des formes que traduisent le costume et le cérémonial. Elle fait partie de la grande tradition esthétique, qui, peut-être, plonge ses racines dans la vieille conception de pureté rituelle. A n’en pas douter, il s’agit d’un aspect de l’idéal social japonais sur lequel on ne saurait passer, aussi quitterons-nous le monde douillet des aventures galantes pour celui, plus frileux, des moralistes austères et des hommes d’État bien pensants. Leurs conceptions en matière de convenances sont exposées dans maints journaux intimes et injonctions à là postérité, notamment du Xxe siècle, parmi lesquels certains ont déjà été mentionnés. Il est significatif qu’un des plus importants parmi ces documents soit les *Kujôden no goyuikai*, ou *Admonestations testamentaires de Kujôden*, qui n’était autre que le grand dirigeant Fujiwara Morosuke, mort en 960, ministre de la Droite. Il est trop long pour qu’on le cite intégralement, mais les extraits suivants devraient donner une juste idée de son esprit. Il faut y voir un exposé de la règle de vie à laquelle obéit Morosuke, et qu’il recommande à ses héritiers :

« En vous levant, commencez par répéter sept fois à voix basse le nom de l’étoile de l’année. [Il y en a sept : les sept étoiles de la Grande Ourse.]

Prenez un miroir et regardez votre visage, pour scruter vos changements d’aspect. Puis regardez le calendrier et voyez si le jour est de bon ou de mauvais augure. Ensuite, servez-vous de votre brosse à dents puis, face à l’ouest [c’est-à-dire tourné dans la direction du Paradis], lavez-vous les mains. Psalmodiez le nom du Bouddha et invoquez ces dieux et divinités qu’il nous faut toujours vénérer et adorer. Ensuite, notez les événements de la veille. [D’un bout à l’autre, le document insiste sur l’emploi régulier du calendrier pour noter les obligations, et sur l’enregistrement scrupuleux des affaires du jour aussitôt que possible après l’événement.]

« Maintenant, rompez votre jeûne avec du gruau de riz. Peignez-vous une fois tous les trois jours, pas chaque jour. Coupez-vous les ongles des mains le jour du Bœuf, et ceux des pieds le jour du Tigre. Si le jour est propice, c’est l’heure de vous baigner, mais seulement une fois chaque trois jours. Il y a des jours favorables et défavorables pour le bain.

« Maintenant, si quelque affaire vous oblige à sortir, habillez-vous et coiffez-vous. Ne tardez pas à vous occuper de vos obligations.

« Lorsque vous rencontrez des gens, ne parlez pas beaucoup. Et ne discutez pas de vos affaires privées. Faites part de votre avis, et dites ce qui est nécessaire, mais ne répétez pas ce que d’autres ont dit. Les malheurs de l’homme viennent de la bouche. Méfiez-vous, soyez sur vos gardes. [Notons que la plupart des œuvres du genre insistent sur l’importance de la réserve, de la prudence dans les propos et dans les gestes.]

« Aux repas du matin et du soir, ne prenez pas l’habitude de manger et de boire à l’excès. Et ne mangez pas non plus hors des heures qui s’y prêtent. [A l’appui de cette règle se trouve une citation un peu confuse tirée *du livre des Odes.]* « Une organisation soigneuse peut assurer l’avenir. En général, quand vous avancez en âge et devenez familiers des affaires, prenez soin de lire les classiques le matin, puis d’exercer votre écriture, et après seulement livrez-vous au jeu et au sport. Mais un trop grand penchant pour la chasse au faucon et pour la chasse en général est indéniablement mauvais.

« Après avoir reçu vos vêtements d’homme [allusion à la " genbuku ", cérémonie équivalente à la remise de la toge virile] et avant d’entamer une carrière officielle, conduisez-vous de cette manière : tôt dans la vie, choisissez une divinité comme objet de votre dévotion, et psalmodiez son nom après vous être purifié les mains dans une cuvette d’eau. On peut juger

combien un homme est proche de son salut à la fréquence à laquelle il récite les mantras [invocations et formules magiques des sectes mystiques].

« Maints exemples, à portée de la main, de désastre et de calamité s'abattant sur nos confrères irréligieux doivent nous servir d'avertissement. Ainsi, le troisième régent, le seigneur Tadahira [père de Morosuke], nous a dit : " La huitième année d'Enchô [930], quand la foudre est tombée sur le Pavillon de la Pure Fraîcheur, les courtisans en ont blêmi. Moi, m'étant réfugié dans les Trois Trésors [la foi bouddhique], je n'ai rien trouvé d'effrayant à cet événement. Mais le grand conseiller Kiyoyuki et le vice-administrateur Mareyo, qui n'avaient jamais rendu hommage à la Loi du Bouddha – ces deux-là furent frappés à mort. " De cela, nous pouvons tirer la leçon que la grâce qui nous est accordée du fait de notre foi dans les mantras nous sauvera du malheur. Du reste, maints représentants du clergé, hommes de foi, de pureté et de sagesse, peuvent témoigner de semblables événements conformément à leur pouvoir spirituel. Mais la foi n'est pas une aide dans cette vie uniquement, puisque en effet elle nous assurera la vie à venir.

« Si vous désirez apprendre quelque chose en littérature, que votre attention se consacre en particulier aux histoires et chroniques de notre pays natal. « En toutes choses, faites toujours preuve de la plus parfaite loyauté et du plus honnête dévouement envers notre seigneur. Montrez toujours le plus haut degré de piété filiale envers vos parents. Que votre respect pour votre frère aîné soit comme celui que vous vouez à votre père, et votre amour pour votre frère cadet comme celui que vous avez pour votre enfant ; de sorte qu'en toutes choses, grandes ou petites, tous vos cœurs ne fassent qu'un, et que les aspirations de tous [les membres de la famille] soient à ce point unies qu'elles ne diffèrent pas de la largeur d'un cheveu.

« Chérissez vos sœurs sans défense de toute votre attention. « Quoi que vous voyiez et entendiez, dites-le à votre parent lors de votre entrevue du matin ou du soir avec lui. S'il devait se trouver une quelconque personne qui, vous étant agréable, déplaise à votre parent, abandonnez aussitôt sa compagnie.

« Même si une personne vous traite avec désinvolture, tant qu'elle est courtoise envers votre parent, agissez envers elle de façon aimable. « En général, aussi longtemps que vous n'êtes pas malade, il vous faut en tout temps présenter chaque jour vos respects à votre père. S'il devait y avoir

quelque obstacle, faites-le savoir et demandez s’il conviendrait que vous passiez dans la soirée. Le fils et héritier du roi Wen sera un excellent modèle de comportement filial. [Il s’agit du célèbre duc de Zhou, considéré par Confucius comme le parangon de toutes les vertus.]

« Il convient qu’un homme montre toujours le plus grand respect envers les autres, et évite de faire preuve d’outrecuidance. Quand vous vous trouvez en société, que ce soit votre attitude. Si quelqu’un dit en votre présence quelque chose qui soit offensant sans être juridiquement scandaleux, quittez toujours l’endroit immédiatement. Si vous ne pouvez pas partir, surveillez votre langue, et prenez garde à ne pas vous laisser entraîner dans le désaccord. Il ne faut pas parler des autres, même pour louer leurs bonnes actions. Comment pourrions-nous alors parler d’eux en mal ? C’est ce qu’entendaient les anciens en disant : " Que votre bouche soit comme votre nez " [autrement dit taisez-vous]. « Si ce n’est pour une raison publique, ou pour quelque inévitable aflaire privée, ne fréquentez pas la maison d’autrui. Les rapports sociaux, sinon sur un pied strictement officiel, doivent être tenus pour dangereux, source de jalousie, de querelles et de calomnie. Il faut vous garder pour vous-même et préserver ainsi votre dignité.

« Réfléchissez trois fois avant de dire quelque chose à quelqu’un. Ne laites jamais rien à la légère. Prenez soin de vous, passez vos journées comme il convient, et n’oubliez pas vos erreurs passées. Gardez toujours présents à l’esprit les agissements des sages, et ne faites rien qui soit sans précédent. « Ne discourez jamais sur votre pauvreté ni sur vos richesses. En général, les questions personnelles et domestiques doivent être strictement évitées comme sujets de conversation.

« De vos vêtements et de vos coiffures jusqu’à vos voitures, ne faites usage de rien que la nécessité n’exige, et ne recherchez ni la beauté ni la parade. « N’empruntez jamais ce qui appartient à autrui. Il ne peut y avoir d’exception que dans le cas des affaires publiques, et alors la chose empruntée doit être promptement retournée à la date promise.

« Quand les actions d’hommes de valeur viennent à votre connaissance, prenez la résolution de chercher à les égaler, aussi difficile que ce soit. « Quiconque a une position officielle devrait stimuler ceux qui sont sous sa direction, s’acquitter en toute occasion de ses moindres responsabilités, suscitant ainsi l’approbation de ses collègues.

« Quand vous procédez à des nominations, souvenez-vous que, eût-elle du talent, une personne ne vaut la préférence que si elle a aussi du zèle ; alors qu'un homme qui n'est pas véritablement un sage mais se montre empressé et travailleur mérite d'être promu.

« A la cour, il est souhaitable que vous cultiviez la gravité et la solennité. En privé, vous devez vous montrer détendu, avec humanité et amour. Ne vous offensez jamais de petites choses. Si quelqu'un a commis une faute, même en réglant rigoureusement l'affaire, montrez-vous patient. Ne cédez jamais à une grande colère.

« Qu'il n'y ait pas d'excès dans votre joie ni dans votre colère. Que les actions de tous les jours soient telles qu'elles constituent pendant mille ans un exemple édifiant.

« Ne touchez pas au revenu de votre maison avant de l'avoir divisé en dix parts, et consacrez-en une aux aumônes.

« Prenez par avi nce toutes les dispositions pour la conduite de vos affaires après votre mort. […] En ne le faisant pas, vous créez toute espèce d'ennuis à votre femme, à vos enfants et à vos serviteurs, qui doivent ensuite demander des faveurs à ceux dont ils ne devraient rien attendre, ou perdent celles qu'ils devraient conserver, provoquant ainsi la ruine de votre maison et la critique des autres.

« Mettez toujours de côté une portion de votre revenu pour les Sept Messes de Requiem, pour le repos de votre esprit, et d'abord pour les frais mêmes de vos obsèques.

« Vous qui venez après moi, considérez ces choses avec ferveur, et consacrez-vous toujours aux affaires publiques et privées avec la plus grande diligence. »

Ces froides injonctions à la postérité ne ressemblent pas aux sentiments d'un grand noble régnant sur une aristocratie prodigue et dissolue. Elles évoquent plutôt les paroles d'un prophète déplorant les maux de son temps. Mais plus que de principes moraux, il s'agit de règles permettant d'atteindre au succès grâce à une parfaite maîtrise de soi, et à l'observation d'un code de comportement très strict inspiré de la foi bouddhique et de la piété confucéenne. Leur trait le plus marquant est peut-être la grande importance donnée à la piété filiale, jointe à la désapprobation de tous rapports sociaux hors de l'accomplissement des seuls devoirs publics. La famille constitue

l’unité, le moyen et le but de la vie. Elle est autonome et indépendante, voire hostile aux autres familles. En public, les qualités recommandées sont la gravité et la solennité. Ce n’est qu’au sein de la famille qu’on peut abandonner un peu de la réserve qui fait l’homme bien élevé, et se détendre dans une atmosphère d’humanité et d’amour.

Ce qui, à première vue. peut sembler surprenant, c’est l’accent mis sur la sobriété et la simplicité. Une partie de ce trait est bien sûr d’origine confucéenne, car le sage doit toujours éviter l’excès quel qu’il soit. Mais il vient également d’une disposition persistante du tempérament japonais qu’on trouve dans le premier rituel shintoïste et dont témoigne toute l’histoire sociale du pays. Il est intéressant de noter que le passage qui recommande la simplicité de tenue et condamne la parade est cité par la suite comme une maxime classique sur la sobriété. L’un des exemples les plus connus en est donné par un recueil du XIVe siècle, le *Tsurezure gusa*, où l’auteur, soulignant l’importance d’une vie simple et sobre, déclare : « Dans les admonestations de Kujôden à ses descendants, il est écrit qu’ils ne doivent rechercher ni l’élégance ni la magnificence. »

Le goût de ce qui est simple et pur se manifeste dans maintes formes d’expression artistique, et dans des endroits parfois surprenants. *Le Roman de Genji* n’est pas à première vue une source où l’historien des mœurs devrait trouver la description d’austères plaisirs et de sobres habitudes, puisqu’il traite avant tout des amours d’un jeune prince et de leurs multiples conséquences. Mais il est riche en commentaires sagaces sur les affaires humaines en général, et contient différents passages qui mettent en lumière les questions de style, de chic, telles qu’on les voyait à l’époque de Heian. L’un d’eux, le « Shina-sadame » (« Jugement de qualité >), relate une discussion entre les amis de Genji sur leur idéal féminin. Le débat se déroule entre quatre jeunes nobles, dans les quartiers qu’ils occupent au palais royal en tant qu’officiers de la garde. S’ils admettent qu’il y a trois catégories de femmes, supérieure, moyenne et inférieure, ils ont du mal à décider si leur qualité essentielle réside dans la naissance, la beauté ou le caractère. Uma no Kami, officier de la garde montée décrit comme « grand amant et beau parleur », conclut qu’il en est des femmes comme du travail des artisans, dont certains s’appliquent à suivre la mode, tandis que d’autres, en artistes discrets, s’efforcent de rendre beaux des objets usuels sans s’éloigner des formes que dicte la tradition.

Il est typique de la tournure d'esprit contemporaine de considérer les problèmes humains par analogie avec les beaux-arts. Uma no Kami parle de peintres consommés qui cherchent à étonner le spectateur par leur habileté et leur imagination tape à l'œil : « Cependant, poursuit-il, les montagnes et cours d'eau familiers simplement comme ils sont, les maisons qu'on peut voir n'importe où dans toute leur authentique beauté et toute l'harmonie de leurs formes – ne dessiner que des scènes de ce genre […] et avec tout le soin requis de composition et de proportion –, de telles œuvres exigent le talent suprême d'un grand maître. »

Ces propos ne sont pas de ceux qu'on attend de la part de soldats, fussent-ils officiers, et ils montrent bien que (dans l'idée du moins de Murasaki) les jeunes gens à la mode se piquaient d'éviter ce qui est manifeste et grossier, et de rechercher ce qui est raffiné et délicat. Pas seulement d'ailleurs en matière de peinture et de calligraphie, car Uma no Kami continue :

« Ainsi en va-t-il dans ces domaines sans importance. El lorsqu'il s'agit de juger le cœur humain, combien plus encore faut-il se méfier des airs et des grâces à la mode, des artifices et de toute l'élégance apprise dans le seul but de plaire aux yeux d'autrui… Laissez-moi vous raconter une histoire. »

Et le volubile gentilhomme de se rapprocher de ses amis. Le prince Genji s'était assoupi. « Vêtu de soie blanche, un grossier manteau négligemment jeté sur les épaules […] dans la lumière de la lampe il était si charmant qu'on eût pu désirer que ce fût une fille. To no Chûjô [capitaine de la garde et beau-frère de Genji] était assis la joue contre sa main. Genji se réveilla. Ce soir-là, le discours d'Uma no Kami ressemblait fort au sermon d'un prédicateur sur les manières du monde, et il était un peu absurde. " Elle s'est passée quand j'étais jeune, poursuivit-il. J'étais amoureux d'une jeune fille… " »

Et la conversation continue ainsi toute la nuit. Il s'agit là d'une scène intime, révélée comme en un éclair, évoquée et illuminée par la vision de Murasaki. C'est une scène imaginaire, mais qui aide à comprendre la nature de la vie de Heian, du moins dans le milieu aristocratique et dans le domaine qui intéresse l'histoire du goût.

Ce qui, dans ces souvenirs, est particulièrement intéressant, c'est que, loin de se vanter de leurs conquêtes, les jeunes galants qui les évoquent font plutôt le triste récit de leurs échecs et de leurs déceptions. Ils ont perdu leurs

illusions, mais dans leur recherche d’une maîtresse idéale ils semblent infatigables. Le lendemain, raconte Murasaki, Genji rentra chez lui pour voir sa femme, la princesse Aoi, à laquelle il n’avait pas rendu visite durant sa longue période de service au palais. Il fut accablé par la perfection de sa beauté et de sa nature, sa hautaine dignité qui semblait rendre toute intimité impossible.

Le reste de ce long roman est consacré aux amours de Genji jeune homme, puis à ses relations avec ses épouses, ses maîtresses et ses enfants, et enfin aux vies de ses descendants après sa mort. Lui-même incarne la perfection virile. Il est de naissance noble, très riche, exceptionnellement beau, sage et spirituel, aimable et généreux, enjoué et prévenant. Il est quasi irrésistible, et connaît de^ ennuis permanents. Peut-être est-il significatif que la seule qualité qu’on ne relève pas chez lui soit le courage. La plupart des romans d’alors restent muets sur cet aspect du caractère de leurs héros, sans doute parce qu’un gentilhomme Fujiwara considère les exploits guerriers comme l’affaire des professionnels.

D’abord, Genji semble être un sybarite impénitent, et ses audacieuses aventures ont parfois de tragiques conséquences. Il brise le cœur de la femme d’un gouverneur de province que son haut rang a éblouie. La belle Yùgao meurt en pleine nuit, ensorcelée ou possédée par un démon. Une intrigue avec la dame Fujitsubo, épouse de l’empereur, le conduit à deux doigts de la ruine lorsqu’on découvre que son enfant ressemble à Genji et non pas à l’empereur.

Mais à mesure que le récit progresse et que Genji avance en âge – il a dix-sept ans au début du roman –, sa conduite devient moins scandaleuse. Il se montre plus sage et plus compatissant, plus sincère dans ses attachements. En fait, derrière la légèreté de sa conduite apparaît une tendresse réelle, en sorte que cette grande œuvre, qui commence comme une morne épopée de la séduction, laisse peu à peu percer une note de tristesse et se transforme en une passionnante étude des rapports humains, une chronique de la mélancolie rehaussée par un sens aigu du beau. Les larmes coulent volontiers. L’amant irrésistible est profondément pessimiste, accablé par le sentiment du malheur, par le poids d’un karma fatal. A trente ans, on le voit hanté par la précarité des choses terrestres, sur le point d’entrer dans la vie monacale.

Les extraits suivants du *Roman de Genji* sont présentés à titre documentaire, l'ouvrage entier étant une source inépuisable de renseignements sur l'histoire sociale. Certains historiens, japonais aussi bien qu'étrangers, ont tendance à traiter très durement la classe dirigeante de Heian, qualifiant notamment les courtisans et fonctionnaires d'engeance pullulante de dilettantes cupides, vains et frivoles, d'une licence souvent scandaleuse, complètement émasculés, incapables de rien de valables. C'était certes une société polygame, et qui cultivait le plaisir ; mais on ne peut guère la condamner comme avilie. Elle était élégante et artiste, portée aux exercices pieux, et, comme en témoignent les admonestations de Kujôden, elle avait un côté puritain. Même la licence admise, ou si l'on veut encouragée, devait rester dans les limites de la modération, comme l'atteste cette réprimande que le vieil empereur (son père) fait à Genji : « A l'avenir, ayez soin d'éviter les comportements indiscrets. Si vous donnez libre cours à vos moindres penchants amoureux, vous vous trouverez en butte à des critiques hostiles. Dans une aventure amoureuse, la femme, quelle qu'elle soit, doit être bien traitée et non mise dans une position humiliante. Prenez garde à lui épargner toute cause d'amer ressentiment. »

Genji écoute la leçon en silence. Il a conscience de mener une vie dissipée. Pourtant – et c'est là une des clés de la vie émotionnelle de ceux qu'il représente –, il se dit en lui-même : « Je sais que même en ce moment, la vue de quelque chose de très beau, ne s'agirait-il que d'une fleur ou d'un arbre, pourrait redonner à la vie tout son sens et sa réalité. » L'histoire entière, même dans ses plus sombres épisodes, témoigne de cette jouissance esthétique. Le discours amoureux est ponctué de considérations sur les couleurs, les formes et les parfums, et d'un continuel échange de messages poétiques. La calligraphie est source d'émotions presque autant que la voix. Quand Murasaki, la jeune femme de Genji, voit la seule adresse d'une lettre qu'une autre femme lui a écrite, elle reconnaît qu'il s'agit d'« une écriture parfaite, que la plus grande dame du pays n'aurait nulle raison de désavouer ». Dès lors, elle sait à quoi elle doit s'attendre. Cette fois-ci, il ne peut pas s'agir que d'une flamme passagère ! L'écriture, telle qu'on la comprenait alors, révélait (ou plutôt exprimait) le caractère, l'éducation, la distinction et autres qualités plus clairement encore que la parole, et constituait un art parmi les plus élevés.

Bien que la vie du palais puisse apparaître comme une vaine succession de cérémonies et de divertissements, il serait injuste de qualifier la cour de corrompue et dissolue. Il serait plus exact de dire que la noblesse menait une vie raffinée, mais loin d'être luxueuse, dans un cadre négligé et inconfortable. En fait, les souverains et leurs courtisans consacraient l'essentiel de leurs loisirs à des passe-temps très simples et innocents. C'est le cas du charmant concert décrit par un autre écrivain de talent, la dame d'honneur Sei Shônagon, et qui, selon la narratrice, eut lieu un jour de printemps de l'an mille. « Le soleil brillait splendidement dans un ciel calme et pur. L'empereur jouait de la flûte dans une pièce proche de la Galerie occidentale. Le gouverneur adjoint du Kyüshü, Fujiwara Takatô, qui était un flûtiste habile, était à son côté. Ils jouèrent plusieurs fois l'air de *Kakasago,* et leur musique avait un charme que de simples mots ne peuvent exprimer. Takatô, posant au professeur de flûte, montrait à Sa Majesté comment elle devait jouer. Les autres dames d'honneur et moi nous pressions en foule contre le rideau, et tandis que nous les regardions, il me semblait que je n'avais jamais cueilli de persil [que je n'avais jamais eu d'ennuis]. Tous mes soucis s'étaient évanouis. »

Elle poursuit en parlant d'un certain Suketada, chambellan arriviste que les dames de la cour n'aimaient pas et surnommaient « Le Violent Crocodile ». On fit à son sujet une chanson plutôt méchante, et l'empereur joua l'air sur sa flûte, mais très, très doucement, de manière que Suketada ne puisse pas entendre. Puis Sa Majesté sortit pour consulter l'impératrice, et revint en disant : « Tout va bien. Il n'est pas là. » Et de reprendre sa flûte. « Que tout cela était beau ! »

Si les loisirs des dames de l'impératrice Sadako se passaient en frivolités et plaisirs enfantins, dans les appartements de l'impératrice Akiko, le service était une affaire sérieuse. La vie de ses dames était loin d'être dissipée, car elle avait sur le comportement des opinions très strictes, et estimait que le savoir était plus important que les fanfreluches et la coquetterie. Ses dames d'honneur étaient mal fagotées, et sans la moindre disposition à la folâtrerie. Sans doute les plus jeunes avaient-elles leurs moments de gaieté, mais de façon générale, leur éducation préparait les filles à vivre dans une société sévère, où il était indispensable de connaître la calligraphie, la musique et la poésie. A lire la littérature de l'époque, on a l'impression qu'à la cour on parlait plus souvent de la beauté des hommes

que de celle des femmes ; mais peut-être cela tient-il au fait qu'on a essentiellement affaire à des ouvrages de femmes, auteurs de romans et de journaux intimes.

Cependant, même dans les journaux plus sérieux tenus par des hommes, on trouve des descriptions de cérémonies, de courses de chevaux, de tournois de tir et même de services religieux où la belle mine des hommes est soigneusement relevée, comme s'il s'agissait d'une question de première importance. Dans les descriptions de femmes, on ne dit pas grand-chose de leurs traits, peut-être parce que les dames de la cour étaient censées être cachées au regard d's hommes par des paravents ou par des rideaux, et ne rien laisser voir de leur visage hormis les sourcils et les yeux au hasard d'un regard par-dessus l'éventail. Les femmes étaient pourtant très fières de leurs cheveux, qui devaient être d'un noir luisant, droits et très longs, comme on les voit sur les rouleaux d'alors. D'ordinaire, elles ne les coupaient pas et les portaient simplement séparés par une raie ; chez une belle femme, il était normal qu'ils tombassent jusqu'à terre.

Si l'on aimait les dents noircies, il fallait que le teint fût pâle, l'idéal étant pour une jeune fille d'avoir la peau « blanche comme le duvet sur le ventre d'un oison sauvage », et de plus, suavement parfumée. Que cette blancheur de teint fût nuancée de rose était très apprécié, et l'on se maquillait en conséquence. Les hommes aussi usaient de cosmétiques, et même les soldats de la garde se poudraient le visage ; la poudre, qui parfois s'en allait lors des marches, laissait alors voir leur peau sombre « comme le sol où la neige a fondu ». Concernant les critères de beauté féminine, la chose peut-être la plus surprenante est que les dames de la cour étaient horrifiées par la nudité, que l'art japonais ne représente d'ailleurs que rarement. La poésie elle-même n'a pas grand-chose à dire des charmes féminins, qu'il s'agisse du visage ou du corps, et même dans les passages les plus tendres du *Roman de Genji*, il est rare de trouver rien de plus suggestif qu'une expression du genre « utilisant ses membres avec une grâce subtile ».

Si certains passages du *Roman de Genji* témoignent de telles particularités de la société de l'époque, l'œuvre dans son ensemble est un superbe exemple du goût contemporain. Ce n'est certes pas le lieu d'une critique littéraire, mais il n'est pas étranger à notre sujet – la qualité

esthétique de la vie de Heian – de signaler certaines de ses beautés particulières.

Dans le chapitre intitulé « Hotaru » (« la luciole ») se trouve un passage bien connu où l'auteur place ses opinions sur le roman dans la bouche de Genji, qui déclare : « Des livres d'histoire tels que les *Chroniques du Japon* ne montrent qu'un petit coin de la vie, alors que ces journaux intimes et romans contiennent, j'en suis sûr, l'information la plus précise sur les affaires privées de toutes sortes de gens […] Mais j'ai une théorie de mon cru sur cet art du roman et la façon dont il est apparu. D'abord, il ne réside pas simplement dans le récit que fait l'auteur des aventures de quelque autre personne. Au contraire, il naît parce que l'expérience, bonne ou mauvaise, qu'a le narrateur des hommes et des choses – pas seulement ce par quoi lui-même est passé mais également ce dont il n'a été que le témoin ou même qu'on lui a rapporté – suscite en lui une émotion si passionnée qu'il ne peut la garder plus longtemps enfermée dans son cœur […]. Ne décrire que ce qui est bon et beau n'appartient manifestement pas à l'art du conteur. Il arrive que la vertu soit son sujet, mais il peut tout aussi bien avoir été frappé par les nombreux exemples de vice et de folie qu'il voit autour de lui, et il éprouve à leur propos tout à fait les mêmes sentiments qu'à propos des meilleures actions auxquelles il assiste. Ils sont importants et doivent être engrangés. »

Tout cela confirme l'impression que la plupart des incidents relatés par Murasaki ont une solide base de vérité, et il est certain qu'elle voyait son œuvre comme une forme de fiction sérieuse, une version travaillée de son expérience, non une invention légère et frivole. Maints de ses personnages sont des personnages historiques qu'elle a connus durant ses longues années de service à la cour. Parmi eux, les empereurs Shujaku et Ryôzen (Reizei), les princesses vestales, les nobles Fujiwara (elle-même faisait partie du clan), les grands officiers de l'État, et des courtisans de moindre importance. On considère que le moine Yogawa, décrit dans le chapitre intitulé « Tenarai », fut inspiré par le grand maître bouddhiste Eshin, qui fut l'un des chefs du culte d'Amida et écrivit les *Règles du salut (Öjö yöshüje*n 985. Korechika d'abord, mais également Michinaga, servirent enfin de modèles à Genji lui-même. Les descriptions qui animent la première partie du roman suggèrent une vie de cour pleine de gaieté, alors qu'à travers le désenchantement des derniers chapitres s'exprime le désir d'échapper au

monde des apparences. Ce changement d'atmosphère reflète assurément la réalité de l'époque, car bien des documents attestent que la vie de Heian se teinta peu à peu de pessimisme. Les personnages de cette partie-là du récit, qui appartiennent à la génération d'après Genji, paraissent névrosés et complexes comparés aux joyeux compagnons de sa jeunesse.

Voilà pour le sujet de l'ouvrage de Murasaki. Quant au style, elle-même ne dit pas grand-chose de ce qu'elle en pense, mais chacune de ses pages témoigne de l'importance qu'elle attachait à l'expression. Ses défaillances sont rarissimes. La beauté du langage perd beaucoup même dans la traduction la plus fidèle, qui permet néanmoins au lecteur de discerner, comme à travers un voile, son art consommé de l'évocation, sa faculté d'obtenir un effet grâce à de petites touches d'une apparente simplicité. Voici l'un des nombreux passages choisis à sa louange par un romancier japonais moderne[21], lui-même écrivain de talent et amateur de prose ornementale.

Chez elle, dans la forêt où elle vit solitaire, une dame délaissée reçoit une des trop rares visites de son amant : « Dans sa vie étriquée c'était comme si la lumière d'une étoile dans les vastes cieux se reflétait par aventure dans une vasque d'eau. »

Et dans la description d'arbres en fleurs au printemps se trouve cette phrase non moins charmante : « Parmi eux c'était les pruniers qui donnaient la plus sûre promesse car déjà leurs fleurs s'épanouissaient comme un léger sourire entrouvrant les lèvres. »

La plupart des œuvres littéraires de l'époque de Heian, en vers comme en prose, jettent une certaine lumière sur la question du goût. Dans ce domaine, le guide du sentiment le plus précieux est peut-être les *Notes de chevet* de Sei Shônagon, qui fut dame d'honneur de l'impératrice Sadako durant les dix dernières années du xe siècle. Ce n'est pas à strictement parler un ouvrage d'imagination, mais un recueil de souvenirs et d'idées, d'un style souvent spirituel et assez piquant. Ses descriptions sont plus directes, mais non moins pénétrantes, que celles de Murasaki, car Sei Shônagon est douée d'un regard poétique, d'un esprit réceptif et d'un sens raffiné du beau, en sorte qu'on ne saurait trouver meilleur témoignage que le sien sur le goût de son temps. Elle semble avoir eu de nombreuses aventures amoureuses ; et elle en fait mention avec la plus parfaite franchise

et sans le moindre sentiment de culpabilité ni même d'indiscrétion. La chose importe peu, sinon dans la mesure où elle reflète les conventions du jour ; mais elle pourrait bien indiquer que dans la société d'alors, les questions de goût n'étaient pas régies par des principes éthiques. Or c'est un point qu'on ne peut ignorer lorsqu'on base une quelconque théorie de l'esthétique sur les descriptions de la société de Hei in.

Comme on l'a vu, Sei Shônagon aimait beaucoup l'impératrice, qui le lui rendait bien. C'est ce qui lui permit d'avoir une connaissance très intime de la cour, qu'elle dépeint avec une délicatesse de compréhension qui n'a d'égal que la vivacité de son humour. Elle déplore la laideur et condamne la bêtise, mais jamais elle ne porte de jugements moraux. La vie qu'elle décrit ne se résume pas à une succession de cérémonies et de pratiques religieuses, mais comprend aussi bien les heures de loisirs consacrées à des riens. Ici comme ailleurs, la poésie joue un rôle primordial, de même que la correspondance, qui appartient comme elle à l'art des relations sociales. La calligraphie, hors de sa valeur dans les lettres d'amour, a une importance telle que les dames de la cour rient de Noritsune, secrétaire adjoint au conseil des Rites, parce qu'il écrit d'une main atrocement maladroite. Tout comme un homme ne peut guère espérer voir sa cour aboutir s'il ne sait bien tourner les vers, une jeune femme risque fort de perdre son prétendant si elle est incapable de lui répondre sur le mode poétique. La correction de la tenue est non moins essentielle, non seulement parce qu'elle souligne le rang et l'importance, mais aussi comme signe de bon goût. Les vêtements des hommes comme des femmes font l'objet d'un examen extrêmement critique. Des couleurs tristes ou mal assorties, une fausse note dans le choix d'une teinte ou d'un tissu, sont tout aussi pénibles à l'œil qu'une dissonance à l'oreille d'un musicien. Les arbitres de l'élégance se doivent de les dénoncer avec toute la rigueur qu'exige un grave impair.

Le même esprit critique s'exerce à l'égard des mouvements rituels et de la conduite du cérémonial. Les grands services bouddhiques sont davantage considérés comme des parades de riches vêtements, de beaux uniformes et de postures correctes que comme l'accomplissement d'exercices pieux. Il y a dans ce domaine des connaisseurs prompts à discuter les mérites esthétiques de ceux dont ils entendent les prêches et la lecture des textes saints. Sei Shônagon elle-même dit qu'un prédicateur doit être d'un aspect agréable, car s'il est laid les yeux s'égarent et l'esprit vagabonde, tandis que

s'il est beau on tient le regard fixé sur son visage, et l'on peut ainsi ressentir la sainteté de la vérité qu'il expose. Dans ce monde des sens, les mots « bon » et « beau » sont presque interchangeables.

Comme la plupart des dames de la cour, Sei Shônagon appréciait ces spectacles et les suivait avec un intérêt quasi passionné, mais sans perdre la tête. Elle décrit l'un d'eux en ces termes :

« Il y eut une superbe cérémonie dans la demeure du commandant de la garde du corps, qui vit sur la petite place de la Cinquième Avenue, où furent lus les Huit Sermons sous les auspices des grands officiers. Tout le monde vint entendre ces sermons, et comme nous avions été avertis que les voitures arrivant tard ne pourraient approcher, nous nous levâmes très tôt avec la rosée du matin […] C'était le milieu de l'été et la chaleur était exceptionnelle, et seuls ceux d'entre nous qui pouvaient voir les fleurs de lotus dans l'étang pouvaient sentir que nous jouissions d'un peu de fraîcheur. Tous étaient présents, sauf les ministres de la Gauche et de la Droite. Tous portaient des *sashinuki* [sorte de jupes-culottes], et des manteaux de cour violets qui ne cachaient pas leun ; sous-vêtements jaune vif. Les plus jeunes d'entre eux, de simples jeunes gens, avaient des *sashinuki* gris-bleu ou des pantalons blancs évoquant la fraîcheur. Le conseiller d'État Yasuchika lui-même était là, vêtu comme un jeune homme, ce qui ne convenait guère au caractère sacré de la cérémonie. Quel curieux spectacle ! On avait levé haut les stores, et les grands dignitaires étaient assis en longues rangées à travers la salle. Au-dessous d'eux, sous la véranda extérieure, les courtisans et jeunes seigneurs, très élégants dans leurs uniformes de chasse ou leurs manteaux de cour, n'avaient pas encore pris leur place, mais se promenaient, parlant et plaisantant. C'était un spectacle charmant […]. Tandis que le soleil approchait du zénith, le capitaine du Troisième Grade arriva – celui qu'on appelait alors le régent [il s'agit de Michitaka, le père de l'impératrice Sadako]. Il entra, portant une tunique d'été de teinte claire, un manteau violet, un *sashinuki* de la même couleur sur un pantalon de dessous rouge foncé, et par-dessus l'ensemble, un vêtement raide et non doublé d'une blancheur éclatante. On pouvait le trouver trop chaudement vêtu, mais il n'en était pas moins d'une merveilleuse élégance. […] Tous les gentilshommes portaient des éventails, dont les fines branches étaient laquées de couleurs différentes, mais dont le

papier était du même rouge éclatant. On eût dit un parterre d’œillets superbement épanouis. »

En conclusion, Sei écrit que la grande et subtile variété des couleurs, qui chacune rehaussait les autres, offrait un tableau magnifique, merveilleusement plaisant ; et tout au long de la description qu’elle fait de telles scènes, elle insiste avec amour sur le détail des teintes. Elle appartient à une société où la jouissance visuelle confine à la passion. En lisant ce genre de récits, on a parfois le sentiment que les émotions les plus fortes éprouvées par ces connaisseurs proviennent non pas de leurs affaires de cœur qui semblent se dérouler selon la règle avec une sorte d’amabilité de bon ton, mais d’un choix parfait de couleurs, d’une calligraphie sans défaut, d’un heureux maniement des mots.

Voici un autre passage révélateur de l’intérêt que suscite le vêtement masculin :

« Le seigneur vice-chambellan […] s’avança, somptueux dans son manteau de cour d’une superbe couleur cerise, avec une doublure dont la teinte et le lustre avaient un charme inexprimable. Sa jupe-culotte avait la nuance du raisin, très sombre, et elle était brodée de branches de glycine, plus grandes que nature. La couleur et l’éclat de son sous-vêtement écarlate était magnifique, et dessous, il portait encore l’un sur l’autre d’autres vêtements, blancs et mauve pâle. […] Il ressemblait en vérité à l’un de ces personnages que représentent les peintres ou que célèbrent les romanciers. »

Dans le journal de Murasaki (document passionnant sur sa vie et ses opinions) se trouve un passage bien connu sur la couleur. A la cour, une dame d’honneur se présenta dans une toilette somptueuse, mais qui, au poignet, où dépassait le bord des manches de ses multiples sous-vêtements, accusait une légère faute de goût dans le choix des couleurs. Cette faute fut relevée par les nobles présents, et troubla fort l’amie de Murasaki, la dame Saisho, qui déclara pourtant : « Ce n’était pas vraiment terrible – une seule couleur était un peu trop pâle. » C’est là, je crois, le résumé même du goût japonais, et pas uniquement en matière de couleurs.

Jusque dans les histoires d’amour, il semble que le vêtement joue un rôle essentiel, et chez l’homme aussi bien que chez la femme. Sei rappelle ou imagine une scène où un amant qu’elle n’attend pas apparaît à côté de son lit, alors que l’aube revêt encore le paysage d’une brume épaisse. Elle ne parle pas de son visage, mais note qu’il porte un pantalon violet, une veste

de chasse gorge-de-pigeon si pâle qu'on remarque à peine qu'elle est teinte, et une tunique non doublée de soie blanche empesée par-dessus un manteau d'un rouge éclatant.

A côté de ce qu'elles nous apprennent du goût des Japonais en fait de couleurs et de formes, les œuvres d'auteurs femmes comme Murasaki et Sei Shônagon éclairent l'histoire linguistique du pays. L'heureuse invention d'une écriture syllabique se prêtant parfaitement à la notation du japonais oral permit à ces dames de talent d'écrire leurs chefs-d'œuvre dans leur propre langue, et d'échapper ainsi à la domination des classiques chinois, qui faillit empêcher le développement d'un style proprement indigène. Les débuts d'une littérature purement japonaise datent du *Manyöshü* et des liturgies shintoïstes, dont la transcription maladroite a néanmoins gardé un peu de leur accent original. On peut ainsi faire remonter les premiers écrits japonais aux environs de l'an 800, ce qui est fort tôt comparé à l'apparition d'une véritable littérature française ou anglaise. En France, la poésie vernaculaire ne commença à concurrencer le latin qu'avec Ronsard et les poètes de la Pléiade, dont certains continuaient à se servir exclusivement du grec ou du latin. Même *le Paradis perdu* fut peut-être écrit en latin, et sur le continent, ce n'est pas comme maître de l'anglais mais comme auteur latin qu'on connaissait Milton. Le latin était bien sûr la langue internationale de l'Europe, et sa culture en bénéficia largement. Quant au grec, son étude restait très importante du fait que c'était la langue des premiers textes chrétiens. Ce n'est qu'après l'édition grecque publiée par Érasme en 1516 que le Nouveau Testament fut traduit en anglais.

Le parallèle est sans doute quelque peu forcé, la situation de l'Orient n'étant pas vraiment comparable à celle de l'Occident, et le besoin d'une version japonaise des textes bouddhiques n'ayant pas hâté le développement d'une littérature indigène. Mais même si l'on place ses débuts à l'époque du *Taketori monogatari* et de la préface de Tsurayuki au *Kokinshû*, soit aux alentours de 900, l'écart reste supérieur à cinq cents ans. Tout bien considéré, il est remarquable que le prestige des classiques chinois aient moins contribué que les œuvres grecques et latines à retarder l'apparition d'une littérature indigène, ou, pour formuler la chose en d'autres termes, qu'une langue aussi peu évoluée que le japonais ait résisté aussi efficacement à la colossale puissance du chinois. Il est certain que des

génies comme Sei Shônagon et Murasaki, dont la passion de s’exprimer ne saurait être mise en doute, y contribuèrent largement.

Mais une autre question se pose : celle de savoir si, en fait, le chinois aurait jamais pu refléter le tempérament japonais. On imagine mal l’esprit japonais authentique – s’il est permis d’utiliser des termes aussi controversés – s’exprimant à travers la sécheresse d’une langue monosyllabique. Il semble juste de supposer, quelque usage pratique qu’on ait fait ensuite du chinois, que l’idiome du pays était plus apte à rendre l’essence de sa culture, et que la saveur et le rythme du parler indigène aidèrent à l’épanouissement du goût japonais. Il ne fait aucun doute que c’est essentiellement dans la pratique des arts visuels que se forma la tradition esthétique japonaise, mais la contribution qu’y apporta la littérature nationale ne peut être ignorée.

Peut-être n’est-il pas déplacé de spéculer ici sur le rôle que joua le bref poème qu’est le « waka » dans le développement de la langue japonaise en tant qu’instrument servant à l’expression du sentiment plutôt qu’à la formulation de faits. Je crois qu’il est incontestable que la difficulté de s’exprimer au moyen d’un nombre limité de sons (cinquante syllabes ouvertes pour être exact) a contraint le poète japonais à recourir à des cadences énigmatiques, à des harmonies raffinées et presque imperceptibles, qui confèrent à la poésie, et à certaines formes de prose, une saveur subtile que l’Occidental a du mal à saisir. Le jeu de mots que constitue la paronomase, qui offense le goût de quiconque a été élevé dans le mépris du calembour, devient ici une figure de style conventionnelle, dont la fonction n’est pas sans rapport avec celle de la rime.

Une tentative, comme celle faite dans les pages précédentes, visant à décrire en mots une société esthétique, est vouée à donner une fausse impression, ou mieux une impression inadéquate, car un organisme aussi vivant, irrationnel, original et différencié ne se plie pas à une simple définition. A certains égards, le comportement des élégants de Heian atteignait des sommets de stupidité, et la vanité de leurs sentiments est parfois difficile à croire. Toutefois, ce n’est pas une moindre réussite que d’être parvenu à développer un mode d’existence consacré à la perception aiguë du beau, et d’avoir poussé le raffinement des rapports personnels à un point tel que les idées, les sentiments, pouvaient être transmis par la seule ombre d’une allusion.

Il est un aspect de l'amour du beau qu'on omet d'ordinaire de prendre en considération, et c'est son influence sur l'histoire intellectuelle des Japonais jusqu'à la fin du Moyen Age. Peut-on dire d'eux qu'ils furent avant toute chose amoureux de la beauté ? On l'a fréquemment dit des Grecs, et pourtant, sans mettre en question la force avec laquelle les Grecs ont développé et illustré une conception de la beauté qui leur est propre, H. J. Garrod, érudit classique distingué, soutient que cette conception a beaucoup moins influencé le monde moderne qu'on le prétend, et que c'est ailleurs que réside notre véritable dette à l'égard de la Grèce. Il pense que ce qui fait des Grecs une race à part, c'est la logique et l'honnêteté de leur esprit. « Ils aiment ce qui est rationnel, ils aiment aller au fond des choses. Il est beaucoup plus facile d'aimer le beau que le vrai, le sensé. Les Grecs aimaient les deux. »

On ne peut guère en dire autant des Japonais en tant que peuple avant l'époque moderne. Tout, dans leur histoire ancienne, parle de l'amour du beau,. rien, ou peu de chose, d'une logique ou d'une honnêteté exceptionnelles. Cependant, dans leur amour de la beauté, il semble qu'il y ait une chaleur et une profondeur qui font d'eux une race à part, ou du moins les distinguent des Grecs, comme les traits d'un Bouddha exprimant amour et pitié diffèrent de l'attitude marmoréenne d'un Apollon ou d'une Artémis.

Il faut bien sûr se rappeler que, lorsqu'on parle des critères du goût dans la première moitié du XIe siècle, nos conclusions se fondent uniquement sur la vie d'une élite telle qu'elle se dépeint dans ses livres et dans ses tableaux. On sait très peu de chose des petits employés, des boutiquiers, des paysans et des valets, hors de l'image que nous en donnent les dessins de l'époque. Les manières et les idées que la littérature nous a transmises se résument à celles de la classe supérieure, nobles de cour, hauts fonctionnaires et dirigeants ecclésiastiques. Les artistes et les artisans demeurent pour la plupart muets et anonymes, même si c'est grâce à eux que nous connaissons certains détails extérieurs de la vie que menait l'aristocratie de la capitale.

Cette aristocratie devait être numériquement très restreinte, déjà sur le déclin au tournant du siècle, et appelée à perdre dès l'an 1100 son caractère exclusif du fait de l'admission en son sein d'hommes nouveaux, d'une naissance et d'une éducation moins relevées. En tant que société, son importance réside non dans le nombre mais dans la qualité, et elle doit sans

doute une partie essentiel de son caractère distinctif à son éloignement des tristes réalités d’alors, car au XIe siècle un pressentiment de malheur, qui n’avait pas encore franchi les neuf enceintes protégeant la cour, emplissait l’air que respirait le commun des mortels. Il est curieux que la ville impériale, construite à une échelle grandiose, montrât déjà des signes de décadence bien avant que la régence Fujiwara n’atteignît l’apogée de son ostentation. Son plan, très ambitieux, prévoyait certainement une forte augmentation de la population. Mais à la fin du xe siècle, soit deux cents ans après sa fondation, cette augmentation ne s’était pas réalisée. Dans l’intervalle, une émigration régulière des campagnes vers la capitale avait dû se produire, mais aussi de la capitale vers les régions rurales, où les conditions de vie étaient plus prometteuses.

A l’origine, la ville couvrait quelque quinze kilomètres carrés, mais au temps de Michinaga, faute d’habitants, la moitié occidentale (Nishi no Kyô) était pratiquement tombée en ruines. Les murs, les remblais s’étaient effondrés, les toits avaient perdu leurs tuiles, et il ne restait plus que quelques immeubles et petites maisons délaissés au milieu de terrains en friche. Dans la partie orientale, la plupart des grandes salles et bureaux gouvernementaux, ravagés par le feu ou tout simplement négligés, se trouvaient dès 850 dans un état de délabrement désespéré. En 900, la chancellerie était infestée de guêpes et de scolopendres, et au début du xie siècle, Michinaga se servait dans les ruines d’autres bâtiments pour construire son monastère du Höjöji. Après 850, certains édifices gouvernementaux furent reconstruits, mais les incendies et les épidémies continuèrent, ravageant des quartiers entiers. Ainsi, il semble que, si la population de la capitale augmenta, elle le fit très lentement, car en plus de ces calamités, les gens entreprenants avaient tendance à émigrer vers les provinces de l’Est, où la terre était plus abondante et les perspectives d’avenir plus souriantes. Selon toute vraisemblance, à l’époque de Michinaga, la société aristocratique et ses protégés immédiats ne devait guère compter plus de deux à trois mille personnes, ce chiffre pouvant être porté à cinq mille si l’on inclut les courtisans de rang inférieur, les fonctionnaires mineurs et un petit nombre de dirigeants ecclésiastiques. En lisant les comptes rendus dont on dispose sur la vie de Heian, on est frappé de constater que presque tous ces gens étaient apparentés.

Le lecteur du *Roman de Genji* est tenté d’y voir une description exacte de la société de Heian. Ce qu’elle n’est sûrement pas, car c’est un récit romanesque et non une étude historique ; mais elle révèle l’essence de la vie de la cour de façon convaincante. Il s’agit en fait d’une version idéalisée par un brillant témoin de ce que faisaient et disaient vers l’an mille les gens de Kyoto. En se servant comme correctif des *Notes de chevet* de Sei Shônagon, on ne peut être très éloigné de la vérité.

Si cette culture métropolitaine est un élément important de l’histoire du Japon, il faut se rappeler que seul un petit pourcentage de la population était directement touché par la vie citadine. Vers 900, la population des campagnes commençait déjà à supplanter l’aristocratie de la capitale en fait de pouvoir réel, et ce non seulement à cause de sa masse, mais aussi de sa capacité de production et de sa puissance militaire. On trouvera au chapitre XII une étude du développement de la société rurale ; pour l’instant, souvenons-nous seulement que la force et l’indépendance des familles dirigeantes de province s’affirmaient toujours davantage, de même que l’importance des grandes maisons guerrières. Au cours du xe siècle, elles continuèrent d’être subordonnées aux dirigeants nobles de la capitale, surtout aussi longtemps que les régents Fujiwara furent en mesure de choisir le souverain et de manipuler la cour. On peut dire que les beaux jours de la société esthétique coïncidèrent avec la suprématie des Fujiwara, qui prit fin vers 1150.

Il n’est pas facile de trouver un parallèle à la société aristocratique de Heian. Il existe certaines analogies dans la Perse islamique, mais c’est peut-être la cour d’Akbar, telle qu’elle est décrite dans les pseudo-*Mémoires d’Akbar*, ou *Akbar Namah*[22], qui présente la plus grande ressemblance.

CHAPITRE X

Le gouvernement des empereurs cloîtrés

Comme on l'a vu, les régents Fujiwara sont parfois décrits comme le pendant extrême-oriental des maires du palais francs du vine siècle. La comparaison est utile, mais elle est inexacte, puisque certains maires du palais prirent le titre de roi, alors que les régents Fujiwara ne revendiquèrent jamais la prérogative impériale même lorsqu'ils exerçaient de fait le pouvoir souverain. Peu après la mort de Michinaga, en 1027, ce pouvoir allait d'ailleurs leur échapper.

Le successeur de Michinaga fut Yorimichi, qui occupa la charge de *kampaku* durant un demi-siècle, sous les règnes de Go-Ichijö (1016-1036), de Go-Suzaku (1036-1045) et de Go-Reizei (1045-1068). Ces souverains continuèrent de subir l'influence de leurs parents Fujiwara, de sorte que, pendant leurs règnes, le déclin du pouvoir des régents ne fut pas évident. Mais il déclina bel et bien, en partie parce que, depuis Michinaga, la conduite des affaires avait été impitoyable et égoïste, mais aussi parce que certains clans rivaux commençaient à prendre conscience de leur force. A ce stade, alors que (en sentiment sinon en action) une opposition se formait contre les Fujiwara, Go-Sanjô succéda à Go-Reizei, mort en 1068. Il s'agit d'une date importante (mais non pas cruciale) dans l'histoire du Japon, car si la chute des Fujiwara était sans cloute inévitable, elle fut probablement accélérée par le caractère du nouvel empereur.

Ce monarque était le deuxième fils de Go-Suzaku, et sa mère était la princesse Yomeimon-In, de sorte qu'il n'avait aucun lien de parenté direct avec le clan Fujiwara ni aucune dette de piété ou de gratitude à l'égard de ses membres. Il était décidé à gouverner lui-même, et cette résolution, comme l'aversion qu'il éprouvait pour les Fujiwara, était sans doute d'autant plus forte que, bien que son père l'eût désigné comme successeur de Go-Reizei (son demi-frère aîné), le régent Yorimichi lui était hostile. De la mort de son père à son propre avènement, c'est-à-dire pendant plus de vingt ans, il fut constamment menacé et calomnié. On l'accusa, par exemple, d'avoir tenté de provoquer la mort de Go-Reizei par des maléfices, et lui-même eut à craindre qu'on attente à ses jours. On ne saurait donc s'étonner qu'une fois sur le

EMPEREUR	NAISSANCE	AVÈNEMENT	ABDICATION	MORT
Kammu	737	781		806
Heizei	774	806	809	824
Saga	786	809	823	842
Junna	786	823	833	840
Nimmyô	810	833	_	850
Montoku	827	850	_	858
Seiwa	850	858	876	880
Yôzei	868	877	884	949
Kôkô	830	884	–	887
Uda	867	887	897	937
Daigo	885	897	–	930
Suzaku	923	930	946	952
Shuzaku				
Murakami	926	946	_	967
Reizei	950	967	969	1011
Enyù	959	969	984	991
Kazan	968	984	986	1008
Ichijô	980	986	–	1011
Sanjô	976	1011	1016	1017
Go-Ichijô	1008	1016	–	1036
Go-Suzaku	1009	1036	_	1045
Shuzaku				
Go-Reizei	1025	1045	–	1068
Go-Sanjô	1034	1068	1072	1073
Shirakawa	1053	1072	1086	1129
Horikawa	1079	1086	–	1107
Toba	1103	1107	1123	1156
Sutoku	1119	1123	1141	1164
Konœ	1139	1141	_	1155
Go-Shirakawa	1127	1155	1158	1192
Nijô	1143	1158	–	1165
Rokujô	1164	1165	1168	1176
Takakura	1161	1168	1180	1181
Antoku	1178	1180	(déposé)	1185
Go-Toba	1180	1184	1198	1239

trône il voulût régner à son gré, et se lançât aussitôt dans une politique très défavorable aux Fujiwara. Avant longtemps, les régents commencèrent à perdre du terrain, et en 1069, lorsque le jeune frère de Yorimichi fut nommé régent, Go-Sanjô déclara, dit-on, qu'il s'agissait d'un titre purement honorifique. Encouragé et appuyé par de bons conseillers, il entreprit ensuite de restaurer le pouvoir administratif de la Couronne, que les Fujiwara avaient soit usurpé soit bafoué. L'un de ses premiers grands actes politiques fut la création d'un registre foncier *(kirokujo),* dont nous avons déjà parlé[23]. C'était un effort méritoire pour régler la question des très nombreux domaines *(shôen)* quasi indépendants dont les prétentions à l'immunité fiscale et judiciaire ruinaient le système administratif central.

L'empereur Go-Sanjô mourut malheureusement en 1073, âgé de trente-neuf ans, après seulement quatre ans de règne. Maints problèmes difficiles restaient sans solution, mais l'emprise des Fujiwara était enfin brisée. Leur autorité fut alors remplacée non pas, comme on pourrait l'imaginer, par celle des monarques régnants, mais par le curieux système de *l'Insei,* que l'on peut traduire par « gouvernement du cloître ». Ce système voulait que le souverain en titre abdiquât de lui-même, nommât comme successeur un héritier docile, généralement mineur, et (d'ordinaire après avoir pris la tonsure) continuât à diriger les affaires de l'État depuis l'endroit qu'il avait choisi pour retraite. Du fait de la vie religieuse qui était désormais la sienne, cet endroit était connu comme son « in », suffixe habituel accolé au nom d'un logement monacal. Selon une pratique très courante au Japon, le résident prenait le nom de la résidence, de sorte que, une fois que Go-Sanjô eut abdiqué en faveur de son fils (ce qu'il fit en 1072, peu avant sa mort) et se fut retiré dans son in, ou cloître, on le désigna sous le titre de Go-Sanjô In. Il avait l'intention de gouverner par l'intermédiaire de son fils, l'empereur Shirakawa, qui, après avoir occupé le trône de 1072 à 1086, abdiqua, entra dans les ordres et continua d'exercer le pouvoir en tant qu'empereur cloîtré jusqu'à sa mort, en 1129. Durant ces vingt-trois ans, trois souverains en titre se succédèrent, mais sans avoir aucune autorité réelle.

Si, à proprement parler, la pratique du gouvernement de cloître commença en 1086 avec l'abdication de l'empereur Shirakawa, elle naquit tout naturellement de certaines habitudes de la vie japonaise. Le poids des devoirs rituels et familiaux n'était pas l'apanage du souverain, mais le

partage de presque tous les hommes de rang. Et il était si accablant que, pour y échapper, il était contrant que le chef d'une grande institution ou d'une grande maison prenne une retraite précoce, selon une coutume, l'« inkyo » (qui signifie vie protégée ou passive), qui d'ailleurs n'a pas complètement disparu même à l'époque moderne. Dans l'histoire dynastique du Japon, la fréquence des abdications est notoire, ainsi qu'il ressort du tableau des empereurs de Heian, qui montre que, sur trente-trois souverains, treize moururent sur le trône, un fut déposé, et dix-neuf abdiquèrent. S'il y eut sans doute aussi quelques abdications forcées, il est clair que certains des empereurs les plus capables choisirent cette solution pour échapper à la charge des devoirs rituels ou au danger des conspirations de palais, et pour consacrer leur talent au soin et au plaisir d'exercer le pouvoir.

La plupart « entrèrent en religion » et reçurent le titre de « hô-ô », ou souverain sacré. Il ne s'agissait pas d'un trait fondamental du gouvernement de cloître, mais il était courant parmi les hommes qui désiraient la liberté d'action de « prendre la tonsure » et quelque saint office qui leur assurait une certaine protection contre les dangers séculiers.

Le tableau suivant donne une idée de la situation confuse qui résulta de ces pratiques :

PRINCIPAL EMPEREUR CLOÎTRÉ

AUTRE EMPEREUR RETIRÉ

EMPEREUR EN TITRE

DATE

Go-Sanjô –

Shirakawa Go-Sanjô

Shirakawa _

1067-1072

1072-1073

1073-1086

DATE	EMPEREUR EN TITRE	PRINCIPAL EMPEREUR CLOÎTRÉ	AUTRE EMPEREUR RETIRÉ
1086-1107	Horikawa	Shirakawa	—
1107-1123	Toba	Shirakawa	—
1123-1129	Sutoku	Shirakawa	Toba
1129-1141	Sutoku	Toba	—
1141-1155	Konoe	Toba	Sutoku
1155-1156	Go-Shirakawa	Toba	Sutoku
1156-1158	Go-Shirakawa	—	Sutoku
1158-1165	Nijō	Go-Shirakawa	—
1165-1168	Rokujō	Go-Shirakawa	—
1168-1180	Takakura	Go-Shirakawa	Rokujō (jusqu'en 1176)
1180-1185	Antoku	Go-Shirakawa	Takakura (jusqu'en 1181)
1184-1192	Go-Toba	Go-Shirakawa	—
1192-1198	Go-Toba	—	—

Les anomalies du système de *l'Insei*, ou la négation même de tout système, sont ici clairement illustrées, car Toba lui-même abdiqua et devint empereur cloîtré en 1123, de sorte qu'il y eut pendant un certain temps deux empereurs retirés et un empereur en titre (Sutoku). On imagine quelles querelles dynastiques et juridictionnelles engendra cet état de choses. Lorsque Shirakawa mourut (en 1129), son petit-fils Toba lui succéda, et, désormais seul empereur cloîtré, gouverna le pays jusqu'en 1156. Le système de l'*Insei* dura sous cette forme pendant soixante-dix ans, de 1086 à 1156, jusqu'à la mort de Toba. Il lui survécut ensuite pendant quelque temps, mais sans plus de portée réelle, les clans guerriers ayant arraché aux empereurs cloîtrés aussi bien qu'aux souverains en titre jusqu'aux derniers lambeaux de pouvoir.

Dans leur lutte pour la suprématie, ces clans se servirent à leur tour de l'empereur Go-Shirakawa. Chacun prétendit être le protecteur du Trône, et Go-Shirakawa devint le symbole du pouvoir souverain qu'il ne pouvait pas exercer. Après son abdication, en 1158, il survécut jusqu'en 1192 grâce au prestige de la Maison impériale et à son inquiétante habileté personnelle à dresser les factions les unes contre les autres. Mais durant le règne qui fut ainsi le sien, il ne gouverna pas.

L'apparition et la disparition d'un dispositif politique aussi exceptionnel exigent certaines explications. Bien que son développement eût quelque chose d'accidentel, son but premier était sans aucun doute de rompre avec les régents Fujiwara et de restaurer la Maison impériale en créant une source d'autorité indépendante des parents maternels de l'occupant du trône. Sous le nouveau système, l'accent se déplaça en réalité du parent maternel au parent paternel : tandis que, jusque-là, le régent pouvait

influencer l’empereur régnant parce que l’impératrice était une fille Fujiwara, désormais, l’empereur abdicataire fut en mesure de gouverner parce que l’empereur régnant était son propre fils. Il est vrai qu’un tel moyen aurait pu ne pas réussir si les Fujiwara étaient demeurés solidaires ; mais l’injustice inhérente à leur dictature était vouée à devenir à la longue une source de faiblesse, et le fait que leur mandokoro fût transféré dans la salle du conseil de l’empereur retiré suffit à expliquer le nouveau système. La chance favorisa en outre les ennemis du clan, car après l’époque de Michinaga, soit les femmes Fujiwara moururent jeunes soit elles n’eurent qu’une fille ou pas d’enfant du tout. La source féminine du pouvoir sembla s’être tarie. Enfin, il y eut des rivalités à l’intérieur du clan, ou plus exactement au sein de la branche nord, dont les régents étaient issus, et cette faiblesse acheva de les ruiner, car lorsque Go-Sanjô revendiqua le trône parce que l’impératrice, femme de son frère, était stérile, il bénéficia du puissant appui d’un noble Fujiwara (Yoshinobu), qui prit parti contre le régent Yorimichi bien qu’il fût son parent.

Ces détails dynastiques sont fastidieux et n’ont guère d’importance historique sinon dans la mesure où ils expliquent la mise en place d’un système politique exceptionnel. En raison même de son caractère anormal, ce système était appelé à disparaître pour faire place à un nouveau type de gouvernement, administré par une classe nouvelle, fondée non pas sur la naissance ou la réputation, mais sur la puissance militaire. Toute l’histoire politique d’après la réforme de 645 peut être interprétée comme une série de tentatives pour prolonger, par un moyen ou par un autre, un système complexe d’administration centralisée sans réel pouvoir à l’appui, système qui semblait fonctionner dans la métropole mais était très mal adapté aux conditions de la province comme à l’esprit de ses magnats. Et ce sont ces derniers, les chefs des familles guerrières provinciales, qui présideront ensuite pendant des siècles au destin du Japon.

Mais pour parvenir à cette position, il ne leur suffit pas d’attendre l’effondrement de la régence. Il leur fallut d’abord régler entre eux des questions de suprématie par une longue série de conflits intérieurs. Cependant, la formule politique remplaçant la régence – le système anormal, à la fois double et unilatéral, du go ivernement de cloître – survécut et dans une certaine mesure prospéra pendant quelques décennies tandis que la maison Fujiwara perdait tout d’abord le pouvoir puis sa

grandeur elle-même. Durant un certain temps, les membres du clan continuèrent à remplir les fonctions de régent, de chancelier ou de ministre, mais ils ne servaient plus que le souverain en titre, alors que l’empereur cloîtré – le *hö-ö,* ou souverain sacré – entretenait sa propre cour et gouvernait par l’entremise de ses propres officiers. Hommes d’État, conseillers ou fonctionnaires, ceux-ci étaient pour la plupart des hommes nouveaux, d’une position sociale inférieure à celle des favorits Fujiwara dont ils prenaient la place.

Parmi eux se trouvaient certains érudits, et notamment les membres de la famille Œ, lettrés confucéens héréditaires qui occupaient sous les régents des postes d’importance secondaire. Oe Masafusa, connu pour sa science politique et la valeur de ses conseils, est un bon représentant de cette classe de loyaux serviteurs du Trône dont l’avancement était dû au talent plutôt qu’à la naissance. Il portait le titre modeste de *gonchûnagon,* vice-conseiller intermédiaire. Érudit célèbre, il fut le précepteur des empereurs Shirakawa, Horikawa et Toba. La postérité le connaît avant tout en tant qu’auteur du *Kôke shidai,* l’une des plus précieuses sources d’information sur le cérémonial d’État et les fonctions publiques au xie siècle. Cet ouvrage est particulièrement important en tant qu’il relate les changements qui eurent lieu du vivant de son auteur et se sert de chroniques plus anciennes pour dresser des comparaisons. Masafusa mourut en 1111, dans sa soixante et onzième année.

Dans la mesure où ils étaient dignes de confiance, les membres du clan Fujiwara continuaient à obtenir des postes importants, mais ceux du clan Minamoto (de la branche issue de l’empereur Murakami et connue de ce fait sous le nom de Murakami Genji) commençaient à leur faire sérieusement concurrence. En 1027, sur vingt-quatre parmi les plus hauts emplois, vingt-deux étaient occupés par des nobles Fujiwara, mais vers 1100, soit quelque cinquante ans après la mort de Go-Sanjô, plus de la moitié d’entre eux, dont ceux de chancelier et de ministre de la Gauche, étaient aux mains de la famille Minamoto. De façon générale, les Fujiwara étaient remplacés par une classe nouvelle, faite en partie de courtisans proches de l’empereur abdicataire (l’*in)* et nullement redevables au clan des régents, mais aussi de riches propriétaires fonciers d’un moindre rang social. L’influence croissante de ces derniers est attestée par le fait que le *kampaku* Yorimichi donna son fils à l’un d’eux dans l’intention qu’il épouse

une sœur adoptive. Le déclin financier des Fujiwara était tel que certains membres de la famille du régent devaient avoir recours à l'aide d'amis plus fortunés ; par ailleurs, on apprend qu'en 1150, le ministre de la Gauche Fujiwara Yorinaga se plaint de ne jamais avoir reçu de domaine ou fief en dépit des services qu'il a rendus à la Couronne.

Mais les Fujiwara s'accrochaient toujours à leurs charges traditionnelles, qui leur valaient du moins une haute position sociale et leur donnaient en outre la possibilité de conspirer contre les empereurs cloîtrés. Certains documents de l'époque rapportent que ceux qui renoncèrent à comploter pour la restauration de la régence abandonnèrent du même coup les manières de leur classe pour mener une vie dissolue ou excentrique, hâtant ainsi la désintégration de cette culture aristocratique qui avait été jusque-là l'ornement de la capitale.

L'*Imakagami* raconte comment, ignoré lors d'une promotion alors qu'il avait vingt-trois ans, Fujiwara Koremichi (qui fut chancelier de 1160 à 1165) prit l'insulte en si mauvaise part qu'il brûla sa voiture officielle devant sa maison, sauta sur son cheval, et, tout de rouge et de bleu vêtu, galopa jusque chez une célèbre courtisane. Koremichi (1097-1165) était le beau-père de l'empereur Konœ, durant le règne duquel (1141-1155) il y avait deux empereurs. On comprend qu'il se soit offusqué d'un « système » qui permettait aux souverains cloîtrés de gouverner et obligeait l'empereur en titre à se contenter de régner. Dans ces circonstances, la qualité des régents et des ministres Fujiwara commença bien sûr à baisser parallèlement à leur autorité, au point qu'en 1180 un chroniqueur rapporte que le régent d'alors ignorait tout de la littérature et de l'histoire japonaise et chinoise, ce qui devait être considéré comme parfaitement impardonnable chez un homme d'État de la cour de Heian, oû le savoir avait toujours été considéré comme une qualité essentielle.

Si le développement du système de gouvernement du cloître enleva ses privilèges au clan Fujiwara, une influence croissante était à l'œuvre, qui, échappant au contrôle des régents comme des empereurs abdicataires, aurait bientôt raison et des uns et des autres. Pour comprendre l'origine de cette tendance subversive – subversive du point de vue du ou des gouvernements en place –, il sera nécessaire de retracer le développement des forces, des hommes et des idées qui vont dominer la scène politique à partir de 1100 environ. Mais d'abord, il nous faut suivre le cours de la politique du palais,

qui présente à la fois un intérêt en soi et en tant qu’étude du comportement humain, et explique l’apparition d’une société militaire dont la dictature sera plus puissante, plus efficace et beaucoup plus durable que la régence Fujiwara à son zénith.

Lorsqu’on étudie les changements qui se produisirent à l’époque, il ne faut pas sous-estimer l’influence individuelle des représentants de l’ancien régime qui souffrirent de la politique irréfléchie et égoïste des derniers régents Fujiwara. Ainsi, la politique agricole de l’empereur Go-Sanjô, dont les spécialistes de l’histoire juridique et économique ont amplement traité, eut aussi des effets sur la vie personnelle de bien des courtisans, qui ne vivaient pas de pensions officielles mais de droit seigneuriaux ou même de l’appui financier de familles de propriétaires, dont certaines étaient également des familles de guerriers. L’aspect « national » du problème des domaines *(shôen)* exemptés d’impôts ressort clairement de registres tels que le *Zoku hôkanshû*, où l’on voit qu’ils représentaient les huit ou neuf dixièmes des terres cultivables de la province de Kii, où les propriétés de la Couronne (c’est-à-dire le domaine public) étaient pratiquement inexistantes sauf dans un seul district. D’autres provinces étaient évidemment dans le même cas, mais l’exemple de celle du Kii montre assez l’ampleur des intérêts acquis qui devaient s’opposer à toute réforme du système seigneurial.

Si l’on en juge d’après certains journaux intimes et autres documents sur la vie quotidienne, les fonctionnaires qui n’avaient pas de revenus fonciers étaient d’ordinaire dans la gêne. Ainsi peut-on lire dès l’année 1039 dans un cahier de notes connu sous le titre de *Shunki* : « Kaga no kami, Mikawa no kami et autres sont passés aujourd’hui à midi. Ils étaient tous bien disposés. Je leur ai dit que je n’arrivais pas à nouer les deux bouts parce que je n’avais ni traitement ni un seul champ de riz à cultiver. »

On ignore si l’empereur Go-Sanjô considérait que le gouvernement de cloître dût devenir un système permanent, mais il semble bien qu’il en fut l’inventeur. En effet d’après un ouvrage historique sérieux, il jugeait indigne d’un empereur de finir comme un simple sujet, dans l’élégance et l’oisiveté, « aux frontières de l’inconnu ». Or, comme il devint *in* la dernière année de sa vie tout en continuant à gouverner de façon active, on peut conclure qu’il imagina le système, même si l’on ne sait pas au juste ce qu’il en attendait. Quoi qu’il en soit, c’était une nouveauté qui exigeait un

nouveau type de conseillers, qui devaient supplanter les partisans du clan Fujiwara tout comme l'autorité de *Vin* devait supplanter celle du souverain régnant.

L'apparition de ces personnages nouveaux sur la scène politique n'est pas le résultat direct de la création du gouvernement de cloître, car une classe de riches d'origine familiale modeste avait commencé à se former à une date antérieure, avec l'augmentation des bénéfices provenant des domaines fonciers. Certains historiens japonais modernes y voient ce qu'ils appellent une bourgeoisie, d'autres, une classe essentiellement composée de « zuryô », c'est-à-dire d'anciens gouverneurs ou vice-gouverneurs qui, ayant fait fortune, recherchaient à la cour un nouvel emploi. Le développement du gouvernement de cloître, surtout sous Go-Sanjô et Shirakawa, rendit leurs services particulièrement utiles et bienvenus. Les souverains cloîtrés manquaient de fonds pour soutenir leur rang. Ils n'avaient aucun droit reconnu sur le Trésor, et dépendaient (du moins en théorie) des revenus de leurs propres domaines. Ils étaient donc généralement ravis de trouver des partisans, surtout lorsque, comme Shirakawa, ils avaient des goûts dispendieux. Les candidats nantis à des emplois de cour n'auraient pu espérer des conditions plus favorables, et leur ascension est le symptôme du changement social général qui s'opéra à la fin du xie siècle, du relâchement progressif que subit alors la stricte loi hiérarchique qui régissait précédemment la distribution des honneurs et des charges.

Parmi ces favoris de cour, on trouve des hommes comme Fujiwara Akisue (1055-1123), devenu *Rokujô no shuri tayû*, ou commissaire aux Travaux de la Sixième Avenue. Il posait au poète, bien qu'il fût ignorant, mais son argent et son bon sens le faisaient apprécier de Shirakawa In, son patron. Le même Shirakawa appréciait plus encore Minamoto Toshiaki (1044-1114), qui se fit remarquer par sa présence d'esprit dans les situations dangereuses, et remplit des emplois d'une importance considérable, dominant presque l'empereur cloîtré, et redouté par le régent Fujiwara d'alors. Mais le favori entre tous était Fujiwara Akitaka (1079-1129), qui gagna l'estime de Shirakawa In après avoir été un petit conseiller auprès de Horikawa, Toba et Sutoku. Il avait des rapports si familiers avec l'empereur cloîtré que ses conseils étaient généralement suivis, et il était

perpétuellement de service la nuit tant l'*in* aimait sa compagnie. C'est ainsi que la capitale lui donna le titre de *yoru kampaku,* ou « régent de nuit ».

Abstraction faite de leurs qualités personnelles, ces hommes avaient une importance sans rapport avec leur rang ou leurs fonctions. Leur richesse était bien sûr un avantage, car elle leur permettait de pourvoir aux goûts luxueux de leurs maîtres, mais l'aide qu'ils apportaient au souverain, surtout lorsqu'il était cloîtré, dans sa lutte contre les régents Fujiwara et, plus tard, contre les dictateurs Taira, était peut-être encore plus importante. Ne dépendant ni d'un titre ni d'émoluments officiels, ils pouvaient se permettre une liberté qui n'eût pas été tolérée chez un courtisan ordinaire.

Le portrait de ces favoris resterait incomplet si l'on omettait de parler du fameux Fujiwara Ienari. Celui-ci était issu d'une famille qui, sans être de très haut rang, avait quelque importance, et fournissait généralement des vice-gouverneurs à la province d'Omi ; sa rapide ascension devait en outre être favorisée grâce aux relations qu'ils avaient à la cour, et notamment son oncle, qui était ministre intermédiaire *(chünagon).* En 1145, on voit le puissant Yorinaga se plaindre de son arrogance, mais il garda sa position parce qu'il était riche (ou plutôt sa famille) et qu'il contribuait au plaisir de l'empereur Toba, auquel il faisait parfois des présents somptueux. Il dépensait beaucoup d'argent à la construction d'édifices sacrés et à l'organisation de fastueuses fêtes et cérémonies bouddhiques, qui enchantaient son maître. Il n'était pas de ces favoris ignorants comme Akisue et Akitaka, car il appartenait à la classe dirigeante traditionnelle et traitait sur un pied d'égalité avec des hommes d'État tels que Yorinaga, qui le haïssait et considérait que ses collègues et lui conduisaient le pays à la ruine. Mais ce n'en était pas moins un « homme nouveau », dont la place au palais s'expliquait par l'argent, et dont l'ostentation vulgaire horrifiait ses contemporains.

Quoiqu'il y eût sans doute des exceptions, le gouvernement de cloître semble avant tout avoir été servi par des hommes dont la compétence et l'intégrité laissaient à désirer. Mais il est encore plus symptomatique de l'ambiance politique d'alors que, comparés aux nobles Fujiwara, la plupart des hommes nouveaux fussent d'une classe inférieure. Dans le domaine de l'efficacité, pour ne pas parler de bonté, en matière de gouvernement, il n'y a peut-être pas grand-chose à dire en faveur des régents et de leurs méthodes. Mais ils obéissaient à certaines règles de goût, sinon de morale,

et ils protégeaient et encourageaient le savoir. Quelque estimation que l'on fasse des mérites et des fautes propres à la dictature Fujiwara, c'est quelque chose qu'il faut porter à son crédit, et peut-être convient-il ici de parler de l'importance, dans la vie d'une nation, de la culture telle qu'elle s'exprime à travers les normes de la classe dirigeante.

Même lorsque le gouvernement organisé était sur le déclin et que les normes traditionnelles n'étaient plus respectées, on continua de reconnaître la nécessité du savoir. L'empereur cloîtré Shirakawa ne promouvait pas même ses plus puissants favoris s'ils manquaient de culture. Akisue, à qui l'on demanda pourquoi il n'avait pas été nommé Premier ministre, s'en informa auprès de l'empereur, qui lui répondit sans ambages qu'une charge aussi importante exigeait que l'on sût écrire (c'est-à-dire rédiger des textes officiels). Quelque proches que tous deux fussent du Trône, ni Akisue ni Akitaka n'obtinrent de fonctions très élevées en raison de leur inculture.

Lorsqu'on étudie la littérature japonaise des Xe, XIe et XIIe siècles, on ne peut qu'être frappé par l'importance accordée au savoir même dans les cercles les plus sélects et les plus à la mode, où l'on pourrait s'attendre à ce qu'on le considérât avec une politesse indifférente. Dans l'Europe de la même époque, le savoir était avant tout l'affaire du clergé, et un lettré laïc, c'est-à-dire un laïc possédant dans quelque domaine des connaissances plus étendues que la moyenne, passait pour une curiosité. Mais au Japon tout comme en Chine (quoique peut-être à un moindre degré), hors de la religion, le savoir est l'affaire de l'aristocratie et de ses protégés. Quiconque prétend occuper une certaine position sociale ou politique doit être cultivé, ou tout au moins donner le change, et l'un des traits les plus marquants qui distinguent la culture de l'Orient de celle de l'Occident est peut-être le respect qu'ont pour l'érudition même les gens les plus simples. En Chine et au Japon surtout, le rapport du maître et de l'élève est presque aussi sacré que le plus étroit des liens familiaux.

Conséquemment, l'une des caractéristiques du déclin gouvernemental de l'époque qui nous intéresse réside dans l'opposition qui se manifesta alors entre la tradition *de* savoir et les exigences d'une société nouvelle, opposition qu'illustre de façon particulièrement évidente le caractère des membres les plus actifs du parti hostile à l'ascension des hommes nouveaux. On trouve parmi eux certains nobles Fujiwara, comme Go-Nijô Moromichi et Fujiwara Yorinaga, mais aussi des représentants du clan

Minamoto. Avant de parler d’eux, il nous faut toutefois revenir quelque peu en arrière, afin de les placer dans le contexte historique auquel ils appartiennent.

Comme on l’a vu, l’empereur Go-Sanjô obtint de modestes succès dans ses réformes agraires, et peut-être aurait-il fait mieux s’il avait vécu plus longtemps. Tout volontaire et passionné qu’il fût, Shirakawa manquait de sagesse véritable, et les réformes ne l’intéressaient guère. C’est à peine s’il se montrait courtois à l’égard de l’empereur titulaire (son fils Horikawa), et les relations entre les deux cours se firent de plus en plus froides et distantes. Mais la légèreté avec laquelle il usa de ses revenus fut peut-être plus grave encore que cet éloignement, et en tous cas plus préjudiciable au bonheur matériel du souverain régnant. Tandis que Go-Sanjô s’était efforcé de freiner l’expansion des terres échappant aux impôts, Shirakawa aliéna de vastes secteurs du domaine public pour subvenir aux dépenses que lui occasionnaient la construction et la décoration de monastères, mais aussi des extravagances moins vénielles. On dit qu’il fit sculpter plus de cent grands bouddhas et réalisa bien d’autres folies sous prétexte d’exprimer sa piété. Mais chaque hectare de terre à riz dont l’exonération servait à payer ses dépenses diminuait d’autant les revenus de la Couronne, et aggravait ainsi la situation de l’empereur titulaire. En recourant à des moyens comme la vente de charges publiques, il contribua par ailleurs au déclin de l’honnêteté fiscale et hâta la ruine du système administratif dont les régents Fujiwara avaient jusque-là préservé l’efficacité dans leur propre intérêt.

Une anecdote (rapportée dans le *Kojidan)* illustre l’attitude résolument civile de l’empereur Shirakawa et de sa cour à une époque où la puissance des familles militaires montait inexorablement. Alors qu’il avait abdiqué et menait, sous des dehors pieux, une vie de plaisir raffiné, il fit venir dans son palais un vieux guerrier infirme pour qu’il lui raconte ses campagnes. « Un jour, commença le soldat, alors que Yoshiie avait quitté le quartier général de défense pour la forteresse d’Akita, il neigeait légèrement et les hommes… – Arrêtez, l’interrompit Sa Majesté, l’image est des plus élégantes et des plus remarquables. Inutile de rien ajouter. » Et, satisfait du tableau qu’avait évoqué le vieillard, l’empereur le renvoya avec un beau cadeau – il ne voulait connaître aucun détail de la vie militaire, et surtout rien de ses difficultés.

Ainsi, une fois détruit le pouvoir des régents, le régime des empereurs cloîtrés se révéla encore plus nuisible à l'État. Il ouvrit de larges fissures dans la classe dirigeante, et invita à la révolte ceux dont il mettait en danger le bien-être, et parfois la subsistance même.

L'empereur Toba, né en 1103, succéda à Horikawa, son père, alors qu'il était âgé de quatre ans, et abdiqua en 1123 en faveur de son fils Sutoku. En 1129, à la mort de Shirakawa, il reprit le pouvoir, cette fois en tant qu'empereur cloîtré. Il ne s'était jamais bien entendu avec son fils, et le fossé qui les séparait ne fit que s'élargir. Il y avait en outre des disputes entre Sutoku et le régent Fujiwara Tadazane, disputes qui, semble-t-il, portaient essentiellement sur le choix et le traitement des concubines. Ces sordides affaires ne méritent pas qu'on s'y arrête, et n'ont d'autre intérêt que de démontrer l'indigence du système dont elles étaient le fruit. C'est à ce moment-là que commença à se manifester l'opposition entre les « hommes nouveaux » et les défenseurs de la tradition qui, comme Moromichi et Yorinaga, représentaient une classe d'hommes d'État qui n'était certes pas sans défaut, mais où l'on défendait encore certains critères de compétence et de dignité.

On ne sait pas grand-chose de Moromichi, sauf qu'il était résolument et activement hostile à tout ce que représentait le gouvernement de cloître. Lorsqu'on lit les chroniques de cette passionnante époque de l'histoire du Japon, on est déçu de ne pas trouver de portrait très détaillé de ses grands personnages. Dans les journaux intimes et autres documents du genre, certains passages nous disent quelle opinion on avait d'eux, mais de façon généralement succincte et insipide. La littérature japonaise n'aime guère l'étude de caractère ; elle préfère une description lapidaire qui suggère la personnalité et éveille la curiosité sans la satisfaire, de sorte que l'histoire telle que les Japonais la narrent semble manquer d'intérêt humain. Ce défaut vient peut-être de la concision du style chinois dans lequel il était de bon ton d'écrire, mais il paraît aussi trahir un manque réel de goût pour l'étude de la nature humaine. Ainsi, tout ce que nous dit de Moromichi un ouvrage historique comme le *Honchô seiki* est qu'il devint *kampaku* et chef du clan Fujiwara en 1094 ; qu'il avait l'étoffe et la force de caractère d'un gouvernant ; qu'il était bon et bienveillant ; que, de 1069 à 1099, alors qu'il était dans la vie publique, le pays était en paix ; qu'il consacrait ses heures de loisirs à l'étude, et qu'il n'y avait pas de grand livre qu'il n'eût lu.

On peut en conclure que cet aristocrate avait un sens élevé du devoir, une haute idée de sa famille, et une horreur profonde du gouvernement de cloitre. Il rehaussa le prestige des Fujiwara en des temps difficiles, et c'est peut-être ces temps qui font du récit de sa mort le passage le plus intéressant de son histoire telle que les historiens l'ont racontée. La maladie dont il mourut est imputée à la vengeance des moines contre qui il fut le premier à agir, lorsque, rompant la paix au nom de leurs divinités et espérant ainsi terroriser la cour, ils descendirent en bandes armées de leurs sanctuaires montagnards dans la capitale. Personne n'eut le courage de s'occuper de cette meute jusqu'au jour où, par sa fermeté, Moromichi alarma ses chefs. Dans un effort pour le décourager, les émeutiers entraînèrent un ritualiste shintoïste dans l'oratoire du Hachiôji pour qu'il y prononce une malédiction solennelle « à l'audition de laquelle les cheveux se dressaient sur la tête ». Par la suite, éveillé ou en rêve, le régent ressentit avec un tel effroi l'envoûtement des dieux montagnards que son corps se couvrit de furoncles. Ceux-ci ne guérissaient que pour réapparaître, et il ne tarda pas à en mourir, le sixième mois de 1099. On dit qu'après sa mort, on entendit durant les nuits de pluie des gémissements sortir de dessous une pierre située à mi-chemin entre les sanctuaires de Hachiôji et de Sannomiya. Cette sombre histoire ne nous renseigne guère sur Moromichi, mais elle montre combien les fonctionnaires étaient devenus incapables de maintenir l'ordre dans la capitale, et à quel point l'aide des familles guerrières leur était désormais nécessaire.

Fujiwara Yorinaga, qui eut une carrière plus longue et plus riche d'événements, était un personnage plus important, et dont nous connaissons mieux la carrière grâce aux mémoires qu'il a laissés, et d'où il ressort comme un homme d'exception.

Jeune, il était dissolu et turbulent. Comme il l'écrit lui-même : « Dans mes premières années, j'ignorais les conseils de mes précepteurs et passais mon temps un faucon au poing et un fouet à la main, à courir à cheval les champs et les collines. Je risquais ma vie, mais j'étais protégé par les dieux et par les bouddhas. Mon corps en réchappa, quoiqu'il en porte encore les cicatrices. » Malgré ces excès de jeunesse, il se rangea et se mit à l'étude. Il lut les classiques chinois avec enthousiasme, mais ne s'intéressa jamais beaucoup à la littérature indigène. Pour certains historiens japonais, son échec en tant qu'homme d'État s'explique par son ignorance du véritable

sentiment japonais, qui, du moins dans la région de la capitale, était fait de douceur, de tolérance et de fatalisme. Cette hypothèse paraît fondée, car la société cultivée, facile et un peu fatiguée dont nous étudions la lente décadence manquait de combativité. Seuls des hommes aussi exceptionnels que Yorinaga, qui a laissé le souvenir d'une conduite téméraire, manifestaient une résistance ferme et active. Selon le *Gukanshô* : « C'était l'érudit le plus fin du Japon, et il était abondamment pourvu de bon sens japonais comme de sagesse chinoise. Mais il était d'un tempérament emporté et enclin en toutes choses à prendre des risques. » Sa particularité la plus remarquable est peut-être qu'il n'écrivit jamais de vers en japonais.

Il était le fils favori de Fujiwara Tadazane, qui, après avoir rempli les fonctions de régent de 1105 à 1121, se retira en faveur de son fils aîné, Tadamichi. Yorinaga naquit en 1120. Il s'éleva rapidement dans la hiérarchie officielle, devenant *naidaijin* à dix-sept ans et ministre de la Gauche en 1150, comme le voulait la tradition Fujiwara, il maria sa fille à l'empereur Konœ, alors âgé de onze ans. Son ambition, tout comme celle de Moromichi, était de restaurer et de réformer la régence, mais il était bien davantage qu'un traditionaliste. Ses mémoires (l'un des documents les plus importants et intéressants de l'époque) témoignent de l'étendue de ses intérêts ; non seulement il avait une connaissance approfondie du confucianisme classique, mais encore il étudia la logique indienne avec un moine lettré, et dans ses actions de politicien, il fit toujours preuve d'un courage remarquable.

Une fois ministre de la Gauche, il s'attacha à restaurer certaines pratiques et observances qui étaient tombées en désuétude, et dont il jugeait l'abandon responsable d'un dangereux relâchement dans la discipline officielle. C'était évidemment un genre d'homme à se faire des ennemis, et il n'avait ni la faveur du jeune empereur Konœ ni celle de l'empereur cloîtré Toba. Il était si fort et si déterminé dans ses actions qu'on le connaissait sous le titre d'« Aku Safu », ou Méchant Ministre de la Gauche, surnom qui lui fut certainement donné par ses ennemis, effrayés par sa volonté de réforme. En 1155, la mort de l'empereur Konœ souleva une âpre querelle de succession, qui scella le destin de Yorinaga et l'avenir politique du Japon.

A un certain moment de la dispute successorale, Bifukumon In, la mère de Konœ, défendit les droits de l'une de ses filles, mais sans succès, car il y

avait longtemps que le Japon ne voulait plus d'impératrice régnante. La querelle élargit le fossé qui séparait déjà Yorinaga de son frère Tadamichi ; mais le parti de ce dernier finit par l'emporter, et le fils favori du vieil empereur Toba succéda au trône sous le nom de Go-Shirakawa. Yorinaga demanda alors qu'on le fît tuteur de l'héritier présomptif, poste pour lequel il paraissait tout désigné mais qu'on lui refusa. Après cet affront, il se rangea du côté de l'empereur cloîtré Sutoku, que Go-Shirakawa et sa cour traitaient avec le plus profond mépris. Il leva des troupes dans les provinces environnantes pour marcher sur la capitale, où il s'installa avec Sutoku dans un palais dont il fortifia les défenses.

Dans l'histoire japonaise du XIIe siècle, ce soulèvement a une importance capitale. Connu comme l'Insurrection de Högen *(Hägen no Ran)*, d'après le nom de la période (Högen, 1156-1158), il constitua un tournant dans l'évolution politique du Japon, car il ouvrit la voie à l'établissement d'un État féodal. Mais pour l'instant nous ne nous occupons que du destin de Yorinaga, qu'on peut considérer comme le défenseur le plus éminent et le plus obstiné de l'ancien régime des empereurs soumis et des régents autocratiques. Par le nombre des troupes engagées, la lutte fut toutefois limitée. Yorinaga ne put réunir que quelques centaines de guerriers, alors que Go-Shirakawa avait l'appui des plus grands capitaines des deux clans militaires, les Minamoto et les Taira, et bien que ceux-ci eussent pris parti non pour défendre des principes mais pour des raisons personnelles, la balance pencha en faveur de la cour contre les insurgés. L'affrontement se produisit de nuit ; la position qu'occupaient Sutoku et ses partisans fut attaquée et détruite par le feu après une lutte acharnée. Il est inutile d'entrer dans les détails de cette bataille, mais il faut se souvenir qu'elle marqua la fin du pouvoir politique direct de la Maison impériale, et le début d'un long combat pour la suprématie entre les deux grands clans guerriers des Taira et des Minamoto. Ainsi, loin d'aboutir à la restauration à laquelle elle visait, la dernière tentative des Fujiwara acheva de ruiner cette autocratie dépassée dont Yorinaga s'était fait le champion, et lui-même fut l'agent du destin en même temps que le courageux défenseur d'une cause perdue. Peut-être à cause de son échec, les histoires du Japon les plus conventionnelles ne le présentent pas comme un personnage important, mais il n'en fut pas moins un homme exceptionnel, dont le souvenir doit être conservé.

CHAPITRE XI

La société de Heian et ses croyances

divination et exorcisme

La défaite du mouvement conservateur dirigé par Yorinaga marqua un tournant dans l'histoire politique du Japon. Elle eut pour effet de mettre fin au gouvernement de la Maison impériale, qu'il fût exercé par ses membres ou par le clan Fujivara, et de le remplacer par un nouveau système dans lequel le pouvoir effectif passa entre les mains d'une classe militaire. La puissance de celle-ci avait inexorablement grandi au cours du XIe siècle, et vers le milieu du XIIe, elle était devenue l'élément dominant de la vie politique.

Notre prochaine tâche consistera donc à retracer son développement dans la société médiévale ; mais avant de nous pencher sur cet intéressant problème, il nous faut étudier l'ensemble de la scène, et observer les principaux courants de la vie nationale telle qu'elle évolua après que la cour eut quitté Nara, lorsque les Japonais éprouvèrent le besoin d'assimiler et d'adapter les innombrables connaissances qu'ils avaient empruntées à la Chine. Nous avons déjà relevé l'absence de relations officielles avec l'Empire chinois qui suivit le retour de l'ambassade envoyée en 838 à la cour des Tang. Cette date peut servir de point de repère, mais en fait, ce défaut de rapports diplomatiques ne changea pas grand-chose à l'influence chinoise sur la vie religieuse et intellectuelle du Japon, car dans ce domaine les échanges ne connurent pas d'interruption et continuèrent pratiquement comme par le passé. S'il se produisit un changement, ce fut dans l'attitude des dirigeants japonais, qui, à partir de 900 environ, tout en continuant à respecter la tradition intellectuelle de la Chine, se détachèrent de son exemple. Ce changement répondait à une nécessité pratique plutôt qu'à un principe ou à une politique délibérée, car les conditions intérieures du Japon avaient évolué de telle façon que la situation exigeait désormais un ajustement des idées importées. Cependant, quoique l'époque des emprunts aveugles fût maintenant révolue, certains traits de la vie japonaise, bien qu'originaires de la Chine, s'étaient incorporés de façon permanente à la structure sociale.

Peut-être l'exemple le plus frappant de cette emprise de la pensée chinoise sur l'esprit japonais est-il la croyance presque universelle de la classe dirigeante dans la cosmologie *yin-yang*. Il n'était guère de décisions qu'un noble Fujiwara pût prendre dans sa vie publique ou privée sans

consulter les astrologues, géomanciens, nécromanciens et autres praticiens de l’art divinatoire et prophétique. Les *Admonestations* de Kujô-den, abondamment citées au chapitre IX, fournissent des exemples éclairants des règles qui dictaient la conduite quotidienne d’un noble du Xe siècle. Il devait adopter un comportement bien précis et choisir le moment propice pour toutes ses actions, de sa toilette aux plus hautes affaires de l’État. Il lui fallait s’organiser de façon à ne jamais devoir se rendre à un endroit par un chemin défavorable, ni entreprendre un jour néfaste une tâche importante.

Cette dernière exigence des règles de la divination est si courante qu’elle en devient presque un cliché dans la littérature d’alors. Dans *le Roman de Genji*, on trouve de constantes allusions aux conditions géomantiques ou astrologiques qui limitent la liberté de mouvement du héros, ou dont il prend prétexte pour choisir ou éviter telle direction dans ses vagabondages nocturnes. Ainsi, un jour qu’il songe à retourner de la maison de sa femme au palais, on lui dit qu’en raison de la position de Saturne il ferait mieux d’y renoncer. Il change donc de programme et se rend chez quelqu’un de sa suite, sachant que sa femme peut croire qu’il trouve dans les étoiles l’excuse qu’il cherche pour la quitter.

Ce genre de considération jouait un rôle d’une surprenante importance dans la vie quotidienne des hommes et des femmes des classes moyenne et supérieure de la société de Heian. A la période tardive surtout, la croyance en des influences maléfiques et le besoin de se les rendre favorables ou de les conjurer contribuèrent sans doute à l’inquiétude qui semble avoir été l’un des traits marquants de l’époque. Une description complète des superstitions dominantes dépasse le cadre de cette étude, et du reste il serait impossible de trouver une quelconque logique ou de discerner un quelconque ordre dans la masse d’interdits et de tabous qui réglaient la conduite des gens même les plus raffinés d’alors. Il faudra donc se contenter de mentionner ici quelques-unes des méthodes par lesquelles ils s’efforçaient de déjouer les influences néfastes qui semblaient guetter l’homme en permanence.

On regroupait sous le terme « monoimi », qui signifie en gros le fait d’éviter ou de s’abstenir, l’ensemble des précautions à prendre contre le malheur. Une forme très simple d’abstention consistait à rester chez soi, à ne rien faire, à ne recevoir aucune visite, à n’entrer dans aucune discussion. Cette façon de se tenir à l’écart des influences néfastes était relativement

rationnelle étant donné la cosmologie de l'époque, et elle avait en outre l'avantage d'offrir aux hommes d'État trop occupés et aux sybarites fatigués une excellente excuse pour se retrouver seuls.

Pour ceux qui ne pouvaient se retirer du monde et rester à l'abri de leur chambre à coucher, éviter de prendre une mauvaise direction était beaucoup plus délicat. Ici intervenaient diverses considérations importantes, résumées sous le terme de « katatagae », qu'on peut traduire par « changement de direction ». Il fallait à certains moments se prémunir contre la catastrophe qui pouvait résulter du fait de traverser la route qu'empruntaient certains dieux ou esprits dont les déplacements étaient réguliers et pouvaient être prédits avec exactitude par les maîtres de l'astrologie et autres sciences du genre. Ainsi, le dieu Hitohimeguri prenait chaque jour l'une des huit directions, et il était défavorable (« nefas ») pour un homme ou une femme de se déplacer dans ce sens et de gêner ainsi le mouvement normal du dieu en question.

D'autres divinités occupaient à certains moments certains points de l'espace, qu'il fallait de même soigneusement éviter. Parmi toutes ces puissances, la plus dangereuse était peut-être celle dont on devait se protéger tous les soixante jours du calendrier, notamment le jour du Singe du cycle sexagésimal. On ne pouvait le faire qu'en veillant toute la nuit hors de chez soi, sans aller dans aucune direction et en prenant soin de rester dans un endroit « neutre[24] ». On trouve un exemple particulièrement bien choisi de cette forme de superstition dans le journal intime d'un courtisan en date du 3 mars 1104.

« Ce soir-là, écrit-il, Sa Majesté [l'empereur cloîtré Shirakawa] devait observer un changement de direction [katatagae]. Elle se rendit donc dans le voisinage de la porte de Gojô, pour y rester dans sa voiture jusqu'au chant du coq, avant de rentrer au palais. […] C'est pour cette raison que, le lendemain matin, elle dut aller faire ses dévotions dans la direction de Hitohimeguri. »

On voit donc que l'empereur, malgré son origine divine, était contraint de se soumettre à des divinités mineures, issues d'une chimérique théogonie chinoise.

Le choix du moment propice aux cérémonies, comme aussi à des actes plus simples et plus quotidiens, était une question de première importance,

qui requérait l’avis de spécialistes. Le Nakatsukasa, principal ministère de l’État, comprenait un dép*ar*tement spécial, *l’ommyô-ryô* ou bureau du *yin-yang*, avec un personnel choisi de maîtres et de docteurs en divination et en astrologie, dont l’usage était réservé à la cour. Pour fixer la date d’un voyage, pour organiser un mariage ou quelque autre entreprise, les particuliers consultaient quant à eux des praticiens privés des arts occultes. Des édits très anciens mettent la population en garde contre les abus que leur pseudo-pou-voir magique entraîne ces derniers à commettre, et il est évident que le poids de ces superstitions pèse comme un lourd nuage sur la vie médiévale.

A côté des mesures préventives que l’on vient de décrire, il était très courant de recourir aux exorcistes pour guérir le malade. Il s’agissait en général, mais pas nécessairement, de moines bouddhistes d’une secte tantrique, et l’exorcisme revêtait d’ordinaire une forme religieuse. Mais cette pratique appartenait à une tradition de magie et de sorcellerie qui remontait à un lointain passé, bien avant que l’influence bouddhique n’eût touché le Japon, et si elle avait quelque chose de chinois, ce n’était qu’en vertu de certains éléments venus s’ajouter par la suite. A la base, elle était indigène, ou peut-être serait-il plus juste de dire chamaniste, et elle avait selon les circonstances pris une tournure confucéenne, bouddhique ou shintoïste. Mais elle était extrêmement ancienne et très profondément enracinée, puisque les premiers récits chinois concernant la vie au Japon parlent des pouvoirs magiques de la « reine du Wa », qui était une grande enchanteresse.

Les aristocrates de Heian restaient très attachés à la croyance selon laquelle la maladie était causée par des esprits malins, et à moins qu’ils ne fussent des confucianistes très stricts, il était fréquent qu’ils recourussent à des incantations et à des prières, voire à de longues retraites durant lesquelles ils récitaient des textes sacrés, dans l’espoir de guérir leurs maux ou d’améliorer leur bien-être. Il existe un récit très intéressant des habitudes d’un noble Fujiwara, un certain Sanesuke, ministre de la Droite, dont Murasaki Shikibu fait l’éloge dans son journal en disant qu’il était « hors de l’ordinaire ». Dans ses carnets intimes, il décrit comment, se sentant mal dans son corps et perturbé dans son esprit, il fait venir comme exorcistes plusieurs « ajari » (dérivé du sanscrit « acarya », saint homme) pour qu’ils prient toute la nuit à côté de son lit. Lui-même jeûne, et le lendemain les

ajari reviennent prier à son chevet. Après quelques jours de ce traitement, il se sent mieux et consulte un devin. Celui-ci explique que sa maladie lui vient d'un esprit affamé, qu'il s'agit d'apaiser par un exorcisme. Le jour suivant, deux moines s'en vont chacun battre gongs et tambours dans cinquante monastères. A une autre occasion, troublé par des cauchemars, Sanesuke paie des enfants dix jours durant pour qu'ils battent chaque jour les gongs de dix monastères.

Quoique ces pratiques paraissent fortement teintées de bouddhisme et relèvent dans ce sens de l'influence chinoise qui amena le bouddhisme au Japon, elles font partie d'un mélange de croyances de sources diverses. Le mythe des dieux tel que le racontent les chroniques témoigne d'une croyance bien ancrée selon laquelle certaines divinités ainsi que les esprits des morts peuvent jeter un sort aux vivants, et des documents attestent l'existence de grands rituels d'exorcisme destinés à débarrasser la communauté de la peste et autres fléaux. L'idée de possession par des esprits vengeurs, très courante à l'époque de Heian, semble ainsi d'origine indigène ; mais la science et l'exemple chinois ne firent certainement rien pour la changer ou pour l'atténuer. Il semblerait plutôt que le puissant ensemble de formules magiques plus élaborées contribuât à renforcer les simples incantations de l'ancien temps. Ainsi, on consacrait ici et là de grandes cérémonies bouddhiques à l'apaisement des esprits qu'on croyait responsables de telles calamités, comme dans le cas bien connu de Sugawara Michizane, qui tomba en disgrâce et fut banni par ses rivaux Fujiwara. Peu après qu'il mourut en exil (903), la grande salle d'audience (Shishin-den) du palais fut frappée par la foudre, et pendant des semaines la capitale connut des pluies et des orages terribles. D'autres désastres suivirent, parmi lesquels la mort violente d'hommes éminents et de multiples incendies. Ces catastrophes se succédèrent sur une si longue période qu'on ne put les attribuer qu'à l'esprit vengeur de Michizane. On le rétablit donc dans les fonctions et dans le grade qu'il avait eus de son vivant, et tous les documents ayant trait à son bannissement furent détruits. Mais les calamités continuèrent, et, dans leur inquiétude, des membres de la famille Fujiwara firent célébrer des services dans l'espoir de lever la malédiction. Enfin, un oracle annonça en 942 qu'un sanctuaire devait être construit où Michizane fût vénéré à l'égal d'une divinité, c'est ainsi qu'on édifia pour lui le Kitano Temmangû, qui ne tarda pas à levenir populaire et où maintes générations de fidèles vinrent lui adresser leurs prières en tant

que *tenjin* (divinité céleste), titre que lui conféra un décret royal de 986. Bientôt on vit en lui le dieu du savoir, et en particulier le la calligraphie.

Si la croyance en des formes de magie particulières avait diminué avec le temps, en général les membres de la société de Heian à ses plus hauts niveaux continuaient à recourir à des pratiques occultes d'invocation et d'incantation pour vaincre les forces du mal, supposées extrêmement actives. Ces pratiques étaient encouragées à la fois par la cosmologie du *yin-yang* et par l'enseignement de certaines formes tantriques du bouddhisme comme celles de la secte Shingon, puissante à l'époque de Heian. Il n'y a d'ailleurs là rien de bien surprenant, car on se rappellera que c'est par les pouvoirs magiques qu'elles étaient censées offrir aux croyants que la philosophie chinoise., confucéenne ou taoïste, et la religion bouddhique avaient l'une et l'autre séduit les Japonais.

Les devins et les exorcistes, qu'ils pratiquent le yin-yang ou soient adeptes du bouddhisme, comme les ajari, prétendaient guérir les maux psychiques et somatiques en chassant les mauvais esprits. Leur méthode consistait à réciter des formules spéciales et à asperger le malade d'eau froide. Les formules provenaient du « Livre des mutations », en sorte qu'on a ici un exemple très clair de l'influence chinoise sur le culte indigène. Cette influence ressort à l'évidence de l'application de la théorie yin-yang des jours favorables et défavorables (fas et nefas). Les jours néfastes, il fallait s'abstenir de tout sauf des actions et des fonctions tout à fait essentielles. Aucune affaire ne devait alors être traitée, aucune lettre écrite, aucune visite reçue. On appelait cette condition « imi », ou abstinence. Il s'agissait à l'origine de l'état de pureté rituelle exigé dans des buts sacrés par la religion japonaise primitive, mais on en vint à l'appliquer dans le sens des Chinois. Un homme qui faisait retraite dans sa propre maison mettait un panneau de bois (l'« imifuda ») sur sa porte, et s'il devait absolument sortir il affichait un même avertissement à son chapeau, afin que personne ne l'approche ni ne lui demande un service. Il y a d'autres exemples de la pénétration du culte indigène par les idées chinoises, mais on se contentera de celui-ci, car il n'est que normal que les concepts fondamentaux de la magie soient à peu près les mêmes dans l'ensemble de l'Asie orientale.

Concernant la méthode pratiquée au Japon pour chasser le démon dont un malade est possédé, un passage classique du *Roman de Genji* raconte la mort de la princesse Aoi, victime de l'esprit jaloux de sa rivale, la princesse

Rokujô. Les rituels d’exorcisme et de divination furent dûment accomplis par les plus grands adeptes, et le supérieur du Tendai et autres éminents ecclésiastiques prièrent avec ferveur à son chevet, mais en vain : on ne réussit ni à chasser ni à identifier l’« esprit vivant » qui la possédait.

Murasaki Shikibu décrit certains aspects de la méthode en racontant dans son journal l’un des accouchements (celui de 1025) de l’impératrice Akiko. On crut cette dernière en danger parce que la délivrance tardait à venir, et plusieurs exorcistes furent appelés à son chevet alors qu’elle souffrait cruellement. Il s’agissait pour eux de convaincre à force de cris et d’objurgations les esprits malins d’entrer dans le corps de certaines des dames de la cour auxquelles ils ne pouvaient faire aucun mal :

« Lorsqu’ils criaient, écrit-elle, leurs voix étaient effrayantes à entendre. L’*ajari* Shinyö prit la dame Gen, l’*ajari* Sôso prit la dame Hyœ, le *risshi* du Höjöji prit la dame Ukon, et la dame Miya no Naishi fut confiée au soin de *Vajari* Chisô. Mais ce dernier exorciste fut vaincu par l’esprit malin, et il s’évanouit. Il était dans un triste état, mais on fit venir l’*ajari* Nengaku pour le remplacer. Ce n’est pas que son exorcisme était faible, mais l’esprit malin possesseur [de Sa Majesté] était très puissant. L’esprit de la dame Saishô [qui tenait lieu de substitut à l’impératrice] était conjuré par le moine Eikö, qui cria toute la nuit jusqu’à être complètement enroué. Les dames qu’on avait appelées pour recevoir l’esprit malin n’en furent pas affectées, mais elles étaient très agitées. Cependant, vers midi, le ciel était clair, et c’était comme si le soleil s’était enfin levé […]. Sa Majesté était tranquille et tout allait bien. C’était un beau garçon. »

Vint ensuite le bain solennel de l’enfant, que le régent tenait dans ses bras tandis que les dames de la cour, magnifiquement vêtues, veillaient aux ablutions. Il fallait prendre grand soin de tenir à l’écart toute influence néfaste. Vingt archers de la garde du corps faisaient vigoureusement vibrer la corde de leurs arcs pour effrayer les mauvais esprits, et des docteurs en littérature lisaient à haute voix des passages édifiants des classiques chinois. Il est typique des manières de l’époque que Murasaki décrive avec amour les vêtements portés par les dames lors des diverses cérémonies et fêtes liées à la naissance. Leurs costumes étaient somptueux, et leur comportement d’une perfection à défier toute critique.

Ces citations auront donné une vague idée de la croyance en les esprits et la magie qui avait alors une si forte emprise sur la noblesse et sur le peuple.

Elle était toutefois tempérée par le goût des cérémonies, la jouissance des formes et des couleurs. Ce mélange de plaisir esthétique et de superstition est très bien illustré par un passage des *Notes de chevet* de Sei Shônagon où l'auteur décrit certains services bouddhiques auxquels assistent des ministres d'État qui portent à leur chapeau un billet de tabou (imifuda). Ils auraient en fait dû rester chez eux, mais ils sont venus pour jouir du spectacle et de la société sans prêter aucune attention au sermon. La sainteté de l'endroit (prétendent-ils) justifie leur présence, et le billet décourage la critique des étrangers.

La foi bouddhique

Nous avons déjà brièvement examiné la formation des écoles Tendai et Shingon durant les premières années de l'époque de Heian. Par la suite, l'histoire du bouddhisme au Japon est essentiellement celle du développement de ces deux systèmes et de certaines sectes dissidentes qui en sont plus ou moins directement issues. La secte, ou plutôt l'école, Tendai était moins exclusive, plus ouverte que celle du Shingon, et c'est elle qui donna naissance à presque toutes les versions ou sectes du bouddhisme qui se développèrent par la suite au Japon. Cependant, du fait surtout de son aspect mystique, de son fréquent recours aux charmes et aux formules magiques, le Shingon avait un grand succès dans les milieux de la cour, car il se prêtait à merveille aux rites et aux cérémonies dont le caractère impressionnant et volontiers ostentatoire flattait l'orgueil des nobles Fujiwara.

Quoique trop obscur pour pouvoir être qualifié de populaire, l'enseignement Tendai gagna une influence considérable grâce à ses nombreux monastères, temples et séminaires du mont Hiei, au-dessus de la capitale. Il tira grand profit de l'énergie et du savoir de certains de ses professeurs, et à la fin du XIe siècle, ses prêtres les plus ambitieux allaient jusqu'à s'immiscer dans la politique et à utiliser la force armée contre le gouvernement.

Il n'est pas nécessaire ici d'étudier les doctrines de ces deux écoles, mais il convient de relever que l'Église bouddhique connaissait alors une activité très intense, peut-être parce qu'elle attirait des hommes d'un grand savoir et d'une grande force de caractère qui n'avaient aucune chance de réussir dans une autre carrière aussi longtemps que la famille Fujiwara dominait le gouvernement. Après que la cour eut quitté Nara, le bouddhisme devint ce que l'on appelle le « bouddhisme priant » pour le distinguer du « bouddhisme enseignant » des premières sectes et confréries. Dès lors, il se répandit largement à travers le pays. La taille de ses établissements tout comme l'importance de son clergé augmentèrent rapidement, et, vers 900, soit une centaine d'années après la fondation de la capitale de Heian, le bouddhisme jouait un rôle très important dans presque tous les domaines de la vie nationale. Il ne rencontrait aucune opposition parmi les dirigeants,

rien de comparable à l’hostilité, à la proscription et même à la persécution qu’il connaissait en Chine.

Ce que nous avons déjà vu de la société aristocratique sous les régents Fujiwara aura montré que l’empereur et les nobles étaient les patrons de l’Église. Ils dépensaient sans compter pour l’entretien et la décoration des temples et sanctuaires ; ils assistaient aux fréquents services religieux célébrant les grands événements ou organisés pour prier en période de détresse. Il n’était pas de bonne éducation sans une certaine connaissance des textes sacrés, et de nombreux termes bouddhiques étaient employés dans le langage quotidien. A première vue, il semble qu’aux beaux jours des Fujiwara le bouddhisme était avant toute une force sociale ; mais à y regarder de plus près, on s’aperçoit qu’il fut aussi une force spirituelle, notamment au début de l’époque de Heian. Dans sa période la plus heureuse, non seulement il inspira beaucoup des r lus grands chefs-d’œuvre artistiques, mais il encouragea la pratique de vertus comme la tempérance et la charité, et mit un semblant de piété dans les observances régulières. Il y avait des croyants menant une vie dévote, et d’autres qui ne l’étaient que par mode ; quant aux prélats, aux moines et aux nonnes, les chroniques rapportent leurs saintes œuvres avec force détails. Mais en tant que croyance, on ne peut pas dire que le bouddhisme jouât un rôle tangible parmi le peuple, qui vivait d’ordinaire dans des conditions misérables, et à qui sa doctrine abstruse échappait. Il est difficile de savoir dans quelle mesure il contribua à élever le niveau de la vie rurale, mais dans l’ensemble il eut sans doute une heureuse influence même là où l’existence était particulièrement pénible et la charité rare, ne serait-ce qu’en révélant la possibilité d’un monde meilleur. Concernant les classes supérieures, il faut dire que les Fujiwara étaient parfois très outranciers dans leur comportement, en sorte que la discipline de l’Église et la crainte d’un châtiment divin constituèrent un frein indispensable à leurs excès les plus flagrants.

Quelque influence qu’ait eu le prestige de l’Église sur la moralité, il est évident que, parmi les laïcs, on ne comprenait pas grand-chose aux vérités fondamentales de l’enseignement bouddhique, à l’importance qu’il donne au désintéressement, à l’insistance avec laquelle il dénonce la poursuite des plaisirs et le désir de renaissance. Ce qui touchait le plus profondément le sentiment religieux, c’était la doctrine du *karma*.

A l’époque de Heian, rares étaient les Japonais qui ne croyaient pas que leur vie était un maillon entre des vies passées et à venir, et que, dans la chaîne des causes et des effets, chaque maillon, chaque vie, était conditionné par les actes accomplis dans une existence antérieure. Les premiers ouvrages japonais où il soit vaguement question des croyances de l’époque, notamment les poèmes du *Manyôshû,* ne semblent pas témoigner d’un intérêt particulier pour l’idée de réincarnation. Elle est certes reconnue, mais sans jamais qu’on s’y appesantisse. Pourtant, il est clair qu’après le vine siècle, elle gagna rapidement du terrain, et qu’au Xe sinon plus tôt, l’idée du *karma,* des conséquences inéluctables des actions humaines, bonnes ou mauvaises, était devenue partie intégrante de la foi japonaise. La littérature du Xe siècle est semée d’allusions au « sukuse », adaptation courante du terme technique sino-japonais « shukuse », par lequel on désigne une existence passée d’où découle le caractère de la vie actuelle. Il n’y a guère de roman ou de poème qui ne déplorent le *sukuse,* le destin, cause de telle maladie ou de telle peine de cœur. Un autre mot passé dans le langage courant est celui d’« inga », qui signifie littéralement « cause-et-effet ». « A quel *inga* dois-je cette souffrance ? » s’exclame un malheureux. En d’autres termes, à quel crime, à quelle erreur passés doit-il imputer sa peine actuelle ? Il faut noter ici qu’il ne s’agit pas d’une question de péché et de châtiment, mais seulement de l’inévitable enchaînement des causes et des effets, dont la victime mérite la sympathie et non le blâme.

Si l’on peut discuter du rôle joué par le bouddhisme dans la vie japonaise, il ne fait aucun doute que l’adoption de cette seule idée, qui est totalement étrangère et n’a pas d’équivalent indigène, amena un changement véritablement révolutionnaire dans l’attitude morale des Japonais. Mais ce fut peut-être une adjonction plutôt qu’un changement, car le culte indigène et le credo éthique confucéen ne disaient mot d’existences passées ou à venir, ni des besoins spirituels de l’individu ou de sa vision du destin humain.

Cependant, malgré cette importante contribution à la culture nationale, le bouddhisme des deux grandes écoles de Heian ne pouvait satisfaire aux besoins religieux du commun des mortels. Le Tendai, tout comme le Shingon, étaient destinés à la classe cultivée, et même les érudits avaient du mal à comprendre leurs doctrines. La nécessité d’une religion plus simple, qui soit facile à expliquer, facile à pratiquer, et qui offre quelque réconfort

dans les périodes de troubles, se faisait donc d'autant plus puissamment sentir que, même à cette époque où le pays était en paix et où la vie des riches semblait particulièrement brillante et prospère, les troubles ne manquaient pas. A la fin du xe siècle déjà apparaissent dans la capitale des signes de misère et de désordre, des abus auxquels le gouvernement est incapable de remédier. Aux fruits de la faillibilité humaine s'ajoutaient de constantes épidémies qui, comme la peste dans la plupart des sociétés médiévales, échappaient complètement au contrôle du pouvoir civil. Les chroniques et journaux intimes de l'époque relatent de multiples occasions où des services d'intercession furent célébrés, et des amnisties accordées, dans l'espoir de détourner ou d'apaiser des désastres naturels. Les moines batailleurs du mont Hiei ne disaient pas grand-chose pour encourager la pratique de ces qualités de bonté et de tolérance que prescrivait leur religion ; au contraire, leur arrogance paraissait sans limite : comme les membres d'autres sectes, ils armaient leurs propres troupes et s'efforçaient, souvent avec succès, de plier la cour à leur volonté par des démonstrations de force dans les rues de la capitale, et, plus généralement, en misant sur la crainte de leurs lidcles superstitieux. L'immense monastère de l'Enryakuji, sur le mont Hiei, était en mesure de lever plusieurs milliers d'hommes, et d'autres établissements disposaient d'effectifs similaires. On raconte ainsi qu'en 1113, le Kôfukuji, célébré monastère de Nara, envoya une armée de 20000 hommes contre l'Enryakuji.

Ces activités belliqueuses peuvent sembler n'avoir qu'un lointain rapport avec l'histoire de la foi religieuse, mais les circonstances qui les amenèrent constituent un commentaire extrêmement intéressant à la fois sur l'incapacité du gouvernement central à faire respecter son autorité et sur le caractère de l'ancien bouddhisme de Heian, ou disons des Fujiwara, et les causes de sa décadence. Une étude de ce processus, au cours duquel la montée d'une puissance matérielle s'accompagna de son déclin moral, explique en bonne partie le succès des évangiles plus populaires qui commencèrent à se répandre aux environs de l'an mille.

Après qu'en 806 le grand innovateur Saichô eut fondé le quartier général du Tendai, une série d'abbés lui succédèrent, qui portaient le fier titre de *Tendai zazu* (chef abbé). En partie à cause de sa proximité de la capitale et en partie à cause de l'esprit de ses dirigeants, le tendai dépassa le shingon en influence, et devint en 827 un siège d'ordination *(kaidan)* de la même

importance que le Tôdaiji de Nara. Le célèbre Ennin, dont nous avons déjà raconté le pèlerinage en Chine, et Enchin, son successeur, en furent les abbés les plus éminents. Ennin resta vingt ans *zazu* du mont Hiei, et pendant cette période, il fonda le monastère d'Onjôji (plus connu sous le nom de Miidera) au pied de ce même mont, sur le rivage du lac Biwa. Enchin en fut nommé abbé en 873, à une époque où Ennin était très en faveur à la cour et jouissait de l'appui du clan Fujiwara. Le prestige du Tendai était donc immense. Mais avec le temps, des divergences de vues apparurent entre les disciples d'Ennin et ceux d'Enchin, et celles-ci aboutirent à un schisme, qui divisa la secte en deux : le Sammon, ou ordre de la Montagne, à l'Enryakuji, et le Jimon, ou ordre de l'Église, à Miidera. Ces noms, purement topographiques, ne traduisent aucune divergence religieuse. D'ailleurs, il ne semble pas qu'il y ait eu de vrai ; division sur un point de doctrine, mais seulement une sordide affaire de jalousie, exacerbée peut-être par un conflit portant sur l'importance à donner à l'aspect mystique du bouddhisme, qu'Ennin envisageait d'introduire dans l'enseignement et dans la pratique du Tendai. Quoi qu'il en fût, après la mort d'Enchin, en 891, le désaccord aboutit à une franche rupture entre les deux ordres, ainsi qu'à d'occasionnels recours à la force. C'est alors que les grands monastères se mirent à employer régulièrement des gardes ou hommes de main connus sous le nom *d'akusô*, ou mauvais moines, qui constituèrent peu à peu de véritables armées.

L'intérêt particulier de ce phénomène réside dans l'intensité d'une rivalité ecclésiastique qui déboucha sur une guerre ouverte parmi les grandes fondations monastiques. Ceux qui s'intéressent à l'histoire du Japon sont généralement frappés par l'attitude de tolérance des Japonais en matière religieuse. En tant que peuple, leur goût du compromis paraît leur avoir épargné l'amertume des luttes fanatiques. Leur histoire offre assurément peu d'exemples de ce sectarisme cruel dont nos chroniques occidentales sont assombries, et rien de comparable aux grandes guerres de religion non seulement entre chrétiens et païens, mais entre chrétiens et chrétiens. Si elle fut provoquée par un âpre désaccord sur un point de doctrine, la division entre les deux branches du Tendai, le Sammon et le Jimon, indique que le Japon n'échappa pas aux hostilités purement religieuses. Mais l'affaire reste obscure, et constitue au plus une exception par rapport à la tolérance habituelle.

C’est vers 970 qu’un établissement religieux recruta pour la première fois des mercenaires pour assurer sa protection. L’initiative en fut prise par Ryô-gen (Jie Daishi), le *zazu Tendai* de l’époque, qui jugea nécessaire d’employer la force dans une querelle avec le sanctuaire de Gion, un important établissement shintoïste de la capitale, et mit alors sur pied une troupe permanente. Cette pratique se répandit au cours du XIe siècle, et aux alentours de 1100 tous les grands monastères Tendai et quelques-uns des plus importants sanctuaires shintoïstes, dont le Gion, le Kumano, le Kitano et le Hiyoshi, disposaient d’une nombreuse armée permanente. En 1081, le Kôfukuji de Nara (« ujidera > » ou église familiale des Fujiwara) s’allia avec un autre monastère pour attaquer parallèlement le mont Hiei et Miidera, incendiant ce dernier et repartant avec un important butin.

Quoique au début ces bandes armées fussent essentiellement employées dans les luttes entre monastères, elles ne tardèrent pas à descendre sur la capitale dans des démonstrations de force destinées à influencer la cour ou le gouvernement. Le plus terrible était le monastère Tendai du mont Hiei, dont les troupes, qui comptaient plusieurs milliers d’hommes, envahirent maintes fois la capitale entre 981 et 1185 pour y défendre des droits souvent inacceptables. La cour, généralement impuissante, cédait par désespoir et destituait au besoin de hauts officiers de l’État pour complaire aux moines. Un jour, l’empereur déclara dans un édit : « Parce que notre foi est fervente, nous avons enfin exaucé cette requête, rendant juste l’injuste. »

Même si ces tristes épisodes trouvaient leur origine dans quelque querelle doctrinale, il est clair que les luttes qui suivirent répondaient à un appétit de pouvoir et de possession. Elles n’avaient aucun caractère religieux si ce n’est les noms des parties en cause. Souvent, les affrontements naissaient à propos d’un titre de propriété, sans même qu’on prétendît mettre en jeu aucune question sacrée. On ne saurait donc s’étonner que ces abus patents de la part du pouvoir ecclésiastique suscitassent un mouvement dissident qui exerçait sur l’ensemble des fidèles un attrait beaucoup plus puissant que l’enseignement abstrus et la prétention des sectes plus anciennes. La secte Shingon, retirée sur le mont Kôya, resta à l’écart de la lutte, à l’exception d’une branche, établie à Negoro, dans la province de Kii, qui levait des impôts comme les troupes du Tendai, et dont la richesse et la puissance devinrent une menace pour le pouvoir civil, lequel finit par la détruire impitoyablement (comme d’autres établissements

similaires). Mais il fallut pour en arriver là attendre le XVIe siècle, où le pouvoir civil était entre des mains très compétentes et décidées, ce qui semble indiquer que la cause principale de l'arrogance ecclésiastique au xie siècle était bien la faiblesse de l'État. C'était un autre exemple de l'incapacité du gouvernement central à réprimer les mouvements subversifs. Il ne pouvait le faire parce qu'il n'avait pas d'armée à lui, et dépendait pour sa survie même de chefs militaires qui, en échange de leur appui, pouvaient exiger n'importe quel prix. Mais la faiblesse du gouvernement n'excuse pas les abus de l'Église, et toute étude impartiale du bouddhisme au temps de la régence Fujiwara doit reconnaître qu'en tant qu'institution il fut parfaitement incapable de fournir la lorcc morale que demandait l'époque, car dans l'ensemble, l'influence des sectes les plus puissantes et les plus responsables du Japon médiéval fut une influence négative, cause de désordres, de corruption et d'effusions de sang. Il faut évidemment considérer à part l'œuvre des bons moines lettres qui, dans la solitude de leurs séminaires ou de lointains temples de campagne, travaillèrent au maintien d'une tradition de piété et d'érudition. Mais l'extraordinaire succès des sectes dissidentes à partir de l'an mille et durant les siècles suivants constitue en soi un puissant témoignage touchant l'échec des vieilles écoles à la fois sur le plan des préceptes et sur celui de l'exemple.

Il est évident que l'époque demandait une foi simple et réconfortante qui offrît à l'homme du commun quelque espoir de salut, comme allait le faire le culte du compatissant Bouddha Amida prêché par de nouveaux chefs religieux en un évangile facile à comprendre, et qui apportait une consolation aux misères de ce monde en même temps qu'une perspective de bonheur dans le suivant. Les misères en question étaient loin d'être imaginaires, car comme on l'a vu les calamités naturelles étaient fréquentes, la vie précaire, la situation politique instable. Le désordre intérieur que connaissait déjà le XIe siècle ne fit qu'empirer au XIIe, où il culmina avec la révolte dite insurrection de Hôgen. S'il est inutile d'entrer dans le détail des causes les plus répandues de mécontentement, il faut souligner que la turbulence et l'avidité des grandes sectes bouddhiques suffisaient à plonger le commun des fidèles dans le doute et la désolation. Les livres contemporains témoignent abondamment de l'esprit pessimiste qui régnait dans tous les domaines. Sauf chez les membres de la classe militaire alors en progression, on pourrait dire que l'inquiétude était le trait dominant de

l’époque. La plupart des études concernant la période de Heian expliquent ce sentiment par certaines prophéties touchant le déclin du bouddhisme dans ce qu’on appelait le « Dernier Jour de la Sainte Loi » *(MappôJ ;* mais cette explication paraît forcée et superflue à propos d’une période de regret du passé et de crainte de l’avenir telle que toutes les sociétés en connaissent dans des phases de changement et de croissance. Il est toutefois possible que des prédicateurs aient cru vivre une certaine décadence, car selon le Bouddha Sâkya, durant la période de déclin de’a Loi, la Sainte Voie que lui-même enseignait ne pourrait plus être suivie. Mais ce n’est pas nécessairement les raisons des maîtres qui inspirent les disciples.

La nature de cette nouvelle forme de bouddhisme, hors de son importance dans l’étude des religions, revêt un intérêt particulier en ce sens qu’elle éclaire le tempérament japonais. Reconnu et adopté par la plupart des anciennes sectes, le culte bouddhique d’Amida avait déjà une longue histoire en Chine et au Japon, quand, vers la fin du xie siècle, il prit une nouvelle importance. Son enseignement, qui mettait l’accent sur la renaissance dans le paradis d’Amida, fut répandu par un moine érudit dénommé Gen-shin (connu plus tard sous le nom d’Eshin), auteur du célèbre *Öjöyüshü,* ou « Vertus essentielles au salut », qui contribua grandement à encourager la pratique du *nembutsu,* ou « invocation du Bouddha ». En proférant simplement le nom du Bouddha, le *nembutsu* entend exprimer une foi totale en Amida, qui, dans son infinie compassion, peut sauver celui qui l’invoque. Il suffit de répéter la formule « Namu Amida Butsu ». Désormais, il est superflu de comprendre les subtilités des grandes sectes, de participer à leur rituel compliqué, ou de pratiquer aucune de leurs austérités. La confiance en le Bouddha est tout ce qui est nécessaire.

Cette foi très simple évolua selon différentes lignes à différentes époques, donnant naissance à plusieurs versions de l’enseignement de la « Terre pure », nom donné au paradis d’Amida. Mais les divisions ou sectes qui en résultèrent n’étaient pas hostiles et restaient toutes fidèles au point central de la doctrine, à savoir l’efficacité de l’invocation du nom du Bouddha et la prédominance de la foi sur les œuvres. Rien, on le verra, ne pouvait être plus éloigné de la complexité du Tendai et du Shingon et de la magnificence de leurs institutions. Il n’est pas étonnant que l’invocation d’Amida se répandît à travers le pays comme un courant irrésistible.

L’enseignement de la Terre pure avait évidemment un attrait tout particulier pour les pauvres et les malheureux, mais il convenait non moins évidemment au tempérament indigène, car il fut adopté avec empressement par nombre de riches et de puissants. Parmi eux, Michinaga, qui s’en remit à Amida sur son lit de mort, et, plus tard, le brillant et infortuné Yorinaga, qui, dans le journal que nous avons déjà cité, écrivait : « A partir de ce soir, je commence un million d’invocations d’Amida. »

En ce milieu du xne siècle, il y avait longtemps déjà que l’enseignement du *nembutsu* avait fait de rapides progrès au sein des écoles qui se développaient dans les établissements Tendai et Shingon. D’abord, elles ne suscitèrent pas d’antagonisme chez leurs sectes parentes, mais plus tard (ainsi qu’on le verra) elles s’en séparèrent, croissant et prospérant jusqu’à constituer des organisations extrêmement puissantes par le nombre de leurs adhérents, qui, aujourd’hui encore, sont plus nombreux que les membres de toute autre secte du Japon.

Ainsi, il est évident que, dans la doctrine de la Terre pure, quelque chose répondait aux besoins émotionnels du peuple non seulement à l’époque troublée où elle commença à se développer, mais aussi dans les périodes de calme relatif qui suivirent, alors qu’avaient eu lieu les grands changements politiques et sociaux. L’explication d’un pareil phénomène est des plus délicates ; néanmoins, il paraît clair qu’il tient à l’absence d’intérêt des Japonais pour les débats métaphysiques et les finesses théologiques, et à leur préférence pour une approche émotionnelle plutôt que systématique des questions religieuses. Il est vrai que, dans les grands séminaires, certains moines s’occupaient d’étudier et de commenter les textes sacrés et la littérature exégétique dont le bouddhisme est si prodigue. Mais c’étaient là des exceptions, des érudits et des penseurs par vocation, dont les études échappaient au profane. D’ailleurs, toute leur science ne contribua guère à éclairer le peuple sur les subtilités de la doctrine bouddhique.

Les grands hommes d’Église japonais furent ceux qui prirent un trait essentiel du bouddhisme tel qu’il s’était propagé de l’Inde ou de la Chine, et le façonnèrent de telle sorte qu’il plût à l’esprit populaire. Ainsi, deux des plus grandes figures de l’histoire religieuse du Japon, Saichô et Kùkai, n’apportèrent aucune contribution originale à la doctrine, mais, grâce à leur génie et à leurs talents politiques plus qu’à leur puissance intellectuelle, réussirent à adapter des systèmes empruntés aux conditions de leur pays et

de leur temps. Cette fonction fut évidemment d'une extrême importance puisqu'elle ouvrit la voie à la propagation du bouddhisme au Japon. Mais la nature du bouddhisme japonais tel qu'il évolua ensuite fut l'œuvre de prédicateurs dont l'enseignement n'avait de remarquable que ses divergences par rapport à la tradition. S'il convient de le relever, ce n'est pas pour diminuer leur mérite, mais pour souligner que leur originalité résidait dans le caractère indigène qu'ils surent donner à leur version des vérités bouddhiques. L'évolution de la doctrine de la Terre pure est un très bon exemple de cette tendance, puisque, à partir des débuts que l'on vient d'évoquer, elle aboutit grâce au génie de deux grands hommes d'Église, Hônen et Shinran, à une religion populaire qui, dans sa forme ultime, était à peine reconnaissable comme appartenant au bouddhisme tant elle avait pris de distance par rapport aux dogmes primitifs. Et le fait est que tous les deux (de même que Nichiren, qui appartient à une époque plus tardive) durent leur succès à leur compréhension de la psychologie populaire plus qu'à leur profondeur et à leur force de caractère.

Quoiqu'il soit audacieux d'émettre des jugements catégoriques sur la psychologie d'un peuple, on peut dire sans risque que l'esprit japonais s'oppose (ou s'opposait à la période dont nous parlons) aux exercices analytiques ou spéculatifs. Il préfère se fier au témoignage des sens. S'il fallait se risquer à juger, on pourrait se sentir autorisé à conclure, d'après la poésie et la littérature romanesque de l'époque, qu'il était globalement sentimental, voire émotif, et enclin au pessimisme. La plupart des poètes comme des héros et des héroïnes de roman (qu'on peut considérer comme représentatifs des idéaux contemporains) insistent sur la fugacité de l'existence humaine et le caractère illusoire des plaisirs terrestres. L'atmosphère de l'époque, si l'on peut se permettre d'employer ce langage, est loin de l'esprit frais et innocent dont est empreinte l'ancienne poésie de Nara. Dès la fin du Xe siècle, elle tend à la mélancolie. Les poètes ne chantent plus les joies de l'amour, mais déplorent plutôt l'inconstance des amants ou la cruauté du destin. Les fleurs printanières et la lune automnale n'éveillent que des pensées mélancoliques sur le « mono no aware » ou la « pitié des choses », et cette expression quelque peu forcée peut presque être considérée comme la note dominante de l'époque.

Ceux qui savent écrire, et notamment ceux qui tiennent un journal intime, aiment à exprimer le dégoût du monde. Ils nous disent devoir

renoncer à la vaine recherche du plaisir et se retirer dans un monastère ou dans une retraite montagnarde où ils puissent mener une sainte existence et s'occuper de leur salut. Toutefois, ils ne sont pas très convaincants, et les vrais dévots se méfient de ce gei re d'aveux et remarquent aigrement que ce qui les inspire n'est pas la foi mais le désir d'être à la mode[25]. Ce qu'ils veulent réellement, ce sont les plaisirs dans ce monde et la béatitude dans le prochain ; et le sentiment dominant étant celui-là, il n'y a pas lieu de s'étonner que la doctrine de la Terre pure ait trouvé un accueil aussi chaleureux. Elle promettait un paradis sans exercices spirituels ardus, disant à ses adeptes qu'ils n'avaient pas besoin de trop s'inquiéter du péché, car la miséricorde du Bouddha Amida était infinie. Il n'était pas question ici d'un « Grand Interdiseur, en sécurité au milieu de tous ses espions ». Ce qui comptait, c'était la foi et non les œuvres. Et ce nouveau culte d'Amida non seulement promettait le salut, mais encore faisait miroiter le bonheur dans cette vie. Il ne pouvait donc que séduire le Japonais moyen d'alors, superstitieux, sentimental, prompt à réagir à l'espoir aussi bien qu'à la peur.

Les développements ultérieurs des sectes amidistes sont assez étroitement liés aux changements politiques, et nous y reviendrons en temps et lieu. Pour l'instant, il nous suffira d'ajouter que le raisonnement théologique sur lequel se fondait la doctrine du *nembutsu* n'est en aucune façon aussi simple et direct que la formule sous laquelle il était présenté au commun des fidèles en puissance. Il était au contraire subtil et émouvant, et soulevait des questions complexes en matière de foi et de grâce. Les vieilles sectes l'attaquaient comme encourageant les méchants, mais il est clair que la doctrine de la Terre pure était parfaitement adaptée à son temps, où la plupart des gens avaient grand besoin des consolations de la religion.

Quant à ses effets sur la société de la cour, on devrait pouvoir en juger d'après un passage du journal de Murasaki Shikibu, où sont décrits les sentiments religieux d'une femme intelligente et qui connaît la vie. Le texte original est tant soit peu obscur, et les spécialistes ne s'entendent pas sur son sens précis ; mais son intention est suffisamment claire :

« En tout cas, je vais abandonner mon ancienne confiance en les prières et l'abstinence. Je réciterai seulement avec ferveur l'invocation à Amida Bouddha. Je ne ressens plus le moindre attachement pour aucune odieuse chose terrestre, quoique je sois sans doute encore promise à vaciller jusqu'au jour où je gagnerai les nuages. Ainsi j'hésite. J'approche l'âge de

prononcer les vœux, et si je deviens très âgée, il n'y aura rien d'exceptionnel à ce que je ne lise pas les textes sacrés. Mon esprit aussi va probablement devenir de plus en plus vivant. Maintenant, bien que je paraisse imiter une personne très dévote, le fait est que je ne pense vraiment à rien qu'à mes dévotions. En outre, il n'est pas du tout certain qu'une personne comme moi, qui a gravement péché dans la première partie de sa vie, puisse réussir à devenir nonne. Maintenant que je suis avertie de mes méfaits dans une vie précédente, je suis pleine de tristesse. »

Elle veut dire qu'elle se sent encore trop vivante pour entrer dans les ordres, mais qu'elle est si consciente de ses péchés que seule la miséricorde d'Amida peut la libérer du malheur auquel ils la condamnent. La grâce d'Amida l'aidera à échapper à son sukuse, le destin qui l'habite, son *karma*. Ce texte fut écrit vers l'an mille, du vivant du célèbre Eshin, précurseur des grands prédicateurs de la Terre pure qui allaient jouer un rôle si marquant dans l'histoire religieuse du Japon. Déjà, il avait fait bien des adeptes dans la haute société. Un ouvrage de 980 environ, contemporain du livre d'Eshin, raconte la renaissance dans le paradis d'Amida de diverses personnalités, du prince Shôtoku à des fonctionnaires de la cour en passant par des moines distingués. Une œuvre plus tardive, compilée par le grand lettré ôe Masa-fusa vers 1085, renferme les biographies de plusieurs convertis à Amida, parmi lesquels les empereurs Ichijô et Go-Sanjô, des ministres et des courtisans, et le grand guerrier Minamoto Yoriyoshi, qui (il faut le relever) fonda le sanctuaire de Hachiman, le dieu de la Guerre, en 1073 près de Kamakura.

Telles étaient les croyances et pratiques religieuses dans la haute société durant le xie siècle. Avec la doctrine amidiste coexistait une croyance, un peu moins importante, en le paradis de Maitreya, le ciel Tushita du bouddhisme indien. Elle n'avait l'appui d'aucun grand homme d'Église, mais certains moines payaient des hommes pour battre tambour dans les rues en réclamant l'entrée dans le paradis du sauveur Maitreya, où de belles nymphes devaient accueillir et servir les fidèles. Cette forme de bouddhisme assez populaire insistait sur le repentir plutôt que sur la foi, et l'expansion de la foi amidiste marqua le début de son déclin.

La croyance en un paradis, fondamentale dans des doctrines comme l'amidisme, donna naissance à de curieuses superstitions. A l'époque de Heian, et surtout dans la phase pessimiste de la fin, nombre de gens avaient

le sentiment qu’ils ne pourraient renaître immédiatement au paradis. Ils priaient donc pour que, dans leur existence ultérieure, ils deviennent dragon ou serpent, car ces deux créatures étaient censées vivre longtemps, et ils espéraient qu’une vie prolongée leur donnerait l’occasion de gagner leur salut. De telles croyances naquirent sans doute sous l’influence d’un ancien culte n’ayant rien à voir avec le bouddhisme, et peut-être d’origine chinoise ; mais le désir du pécheur de repousser le jour où sa conduite sera jugée est universel.

Le culte païen

L’un des aspects les plus intéressants de l’histoire religieuse du Japon est la parenté qui se développa entre le bouddhisme et l’ancienne religion, le culte des dieux du vieux Japon. On trouva sans grande difficulté un certain compromis, voire une forme d’alliance, entre ces deux credo si disparates – d’une part, un système grandiose et complet, de l’autre, une élémentaire foi païenne s’exprimant dans un rituel un peu austère.

On pourrait supposer qu’un aussi superbe édifice intellectuel que le bouddhisme *mahayana* hautement élaboré de l’époque de Heian ne trouverait aucune place pour ces croyances rudimentaires qui composaient la Voie des Dieux. Mais le bouddhisme avait bien des demeures, et du seul fait de sa taille et de son hospitalité il put loger sans mal tout le panthéon shintoïste sans que la doctrine même en fût dénaturée. Il y eut une brève période d’hostilité lorsque le bouddhisme pénétra au Japon, mais celle-ci était politique plutôt que religieuse, et les dieux indigènes ne tardèrent pas à être reconnus comme des avatars ou des manifestations des bouddhas et bodhi-sattvas. Même le puissant Vairocana cosmique, régnant sur le monde lumineux du Bouddha, pbuvait s’identifier à Amaterasu, la déesse japonaise du Soleil ancêtre de la Maison impériale. Les sanctuaires shintoïstes furent fréquemment confiés a JX soins de moines bouddhistes, et des emblèmes bouddhiques trouvèrent souvent leur place dans des temples shintoïstes. La chose ne suscitait aucun conflit, car le shintô ignorait les images sacrées et son appareil était des plus simples. Il n’offrit donc pas de véritable résistance, et pour sa part, le bouddhisme ne semble pas l’avoir considéré comme un obstacle.

Les détails de ce processus de fusion concernent les spécialistes de l’histoire religieuse, mais ses grands traits méritent ici quelque attention dans la mesure où ils mettent en lumière les idées religieuses du peuple japonais. Le fait exceptionnel est la survie d’un culte primitif et apparemment faible. Étant donné que le bouddhisme était une grande puissance, matérielle aussi bien que spirituelle, il paraît naturel d’attribuer la survie des idées et des institutions élémentaires du shintô à une tolérance et à une magnanimité particulières de la part du bouddhisme. Mais on pourrait également dire que grâce aux Japonais, dont la pensée religieuse était portée au compromis, le bouddhisme parvint sans grande difficulté à

s’entendre avec le shintô. Les chefs religieux du Japon cherchaient plus volontiers les points d’entente que les motifs de désaccord. On peut d’ailleurs y voir une expression d’indifférence plus que de tolérance, et il est vrai qu’en général les questions religieuses semblent n’avoir suscité que peu d’antagonisme parmi les Japonais. Mais le désir de trouver un terrain commun, la tendance à considérer des points de vue différents comme autant d’aspects d’une unique vérité, est un trait positif qu’on ne peut écarter comme un simple manque d’intérêt.

Quelles qu’en soient les raisons, le fait est que le shintô montra une faculté de conservation remarquable. Il ne résista pas activement au bouddhisme. mais, en restant passivement fidèle à lui-même, il évita d’être balayé par le bouddhisme. En réalité, ce fut le shintô qui, à certains égards, imposa des changements, pas très grands mais pourtant significatifs, au bouddhisme tel qu’il évolua dans le cadre japonais. Il ne fait aucun doute que des préconceptions shintoïstes furent adoptées par les bouddhistes, notamment en ce qui concerne la vénération des ancêtres, qui occupait une place si importante dans le culte shintoïste que le bouddhisme japonais fut obligé de le prendre en considération.

Une fois admis que les dieux indigènes étaient les « protecteurs » du bouddhisme, on finit par en arriver à un accord parfait entre les deux religions. Le processus prit plusieurs siècles, durant lesquels le shintô même continua de jouer un rôle important dans la vie nationale. Malgré l’influence du bouddhisme, il resta religion d’État. Les rites traditionnels étaient régulièrement accomplis à la cour, et des princesses vestales étaient au service des grands sanctuaires d’Ise et de Kamo. Quoiqu’ils fussent presque fanatiques dans leurs pratiques bouddhiques, les régents Fujiwara ne négligeaient pas leurs sanctuaires familiaux de Kasuga, Yoshida et Ôharano, les fêtes de Kamo, Iwashimizu et autres hauts lieux du shintô, étaient célébrées avec beaucoup d’éclat, et il arrivait que l’empereur y assiste en grande pompe. En fait, les cérémonies religieuses étaient parfois d’une telle extravagance que le gouvernement tenta d’en contenir les excès en ordonnant au *kebiishi-chô* d’intervenir. Mais celui-ci ne prit aucune mesure tant il répugnait à se mêler des questions religieuses.

Il serait pourtant faux d’imaginer que le shintô prospéra tout au long de l’époque de Heian, car il eut ses hauts et ses bas, et dut faire d’importantes concessions au bouddhisme. Parmi les membres les plus raffinés de la

société citadine, la foi accusa un déclin au profit de la philosophie chinoise et de la pratique du *yin-yang*. Certains gouverneurs de province négligeaient les rites, et au milieu du Xe siècle, les courtisans se cherchaient des excuses pour ne pas assister aux cérémonies shintoïstes. Parmi les documents contemporains, on trouve des édits menaçant de réduire les émoluments de ceux qui se rendent coupables de pareilles négligences, et par ailleurs, un ouvrage nous apprend que Michinaga réprimanda maint fonctionnaire pour des fautes de ce genre. Mais le témoignage peut-être le plus surprenant est un passage du journal de Sarashina (vers 1060), où l'auteur prétend ne pas savoir qui est Amaterasu Omikami – la déesse du Soleil ! Une explication à ce genre d'attitude nous est fournie par un propos attribué à l'une des filles de l'empereur Murakami (946-967), qui, bien que princesse vestale au sanctuaire de Kamo, formula le regret que sa situation l'empêchât d'invoquer le nom d'un bouddha. C'était une adoratrice d'Amida, et il semble que la foi croissante en la doctrine de la Terre pure contribua à affaiblir toute autre forme de croyance dans l'ensemble du pays.

Il est clair que cette réaction était naturelle. Elle était analogue à celle des gens instruits ou particulièrement pieux face au paganisme en Europe lorsque le christianisme eut été adopté. C'était l'effet qu'il fallait attendre d'une doctrine aussi populaire que celle de la Terre pure, qui, sans être hostile, était essentiellement défavorable aux autres religions.

Le degré de collaboration entre le clergé bouddhiste et shintoïste est attesté par l'habitude, en périodes de calamité, d'envoyer des moines bouddhistes réciter des passages tirés de leurs écritures dans les grands sanctuaires shintoïstes proches de la capitale. Cependant, en dépit de ces signes de faiblesse et bien qu'il se colorât de bouddhisme et copiât même certaines de ses pratiques, le shintoïsme ne perdit rien de sa vigueur en tant qu'institution ; et quand, beaucoup plus tard, le bouddhisme institutionnel tomba en défaveur, il retrouva l'appui de puissants dirigeants politiques, et servit occasionnellement de soutien à l'autorité, de force conservatrice contre le danger des idées étrangères.

Même quand la puissance du bouddhisme était à son faîte, en cas de danger national, le Japon faisait appel à ses dieux ; et si, dans les périodes de calme, il arrivait qu'on négligeât les divinités mineures et leurs sanctuaires, le culte de la déesse du Soleil ne fut jamais délaissé. Son

sanctuaire d'Ise était l'endroit le plus saint du pays, un endroit inviolable et soigneusement gardé contre toute influence bouddhique.

En tant qu'institution, le shintô ne pouvait rien contre la richesse, la puissance, ni la profondeur de pensée du bouddhisme. La simplicité même de ses rites et de ses croyances l'empêchait d'apparaître comme un rival, et le bouddhisme ne voyait pour sa part aucun inconvénient à accueillir les dieux shintoïstes dans son panthéon. Ces deux circonstances protégèrent le culte indigène contre les tentatives qui, autrement, auraient pu être faites pour le contrôler ou même le supprimer. Le bouddhisme était vaste et tolérant, et le shintô était accommodant dans la mesure où il était à même de garder son identité et sa fonction de religion d'État à des fins rituelles. Ainsi, jusqu'à la fin du xvie siècle, l'histoire des relations entre eux est essentiellement une histoire de conciliation ; et quoique le shintô dût faire des concessions, comme d'admettre dans ses sanctuaires des emblèmes bouddhiques, le bouddhisme japonais n'hésita pas à se conformer à certaines croyances et coutumes indigènes

Un exemple suffira à montrer que les bouddhistes étaient capables de faire le premier pas en matière de conciliation. En 887, deux moines de l'Enryakuji furent nommés pour servir les grands dieux du mont Hiei à la suite des représentations adressées au Trône par l'éminent Enchin, qui, dans sa requête, écrivait : « Pour une nation, être une nation dépend d'abord de l'interprétation du *li* [ce qui est convenable]. Pour un homme, être un homme dépend aussi de la pratique du *li*. C'est pourquoi le Livre dit : " Si les hommes respectent le *li*, la sécurité règne. S'ils ne respectent pas le li, il y a danger ". »

Après ce coup de chapeau à la doctrine confucéenne, Enshin poursuivait : « … la raison de l'estime de la Cour de l'Ouest pour notre pays fut que le Japon était considéré comme la demeure du *li* et du *yi* [ce qui est juste]. Quand Dengyô Daishi fonda l'Enryakuji, il s'en remit aux principaux dieux du Hieizan. S'il ne l'avait pas fait, il n'aurait pas pu assurer pendant si longtemps la sécurité nationale. Aujourd'hui toutefois, bien qu'il y ait des moines pour assurer la sécurité dans l'Est et l'Ouest ainsi qu'à Kamo et à Kasuga, l'on n'a pas fourni des moines remplissant cet office aux principales divinités de la montagne. C'est là assurément un manque de respect du *li*. Il devrait y avoir deux moines pour le culte des deux dieux. »

Outre qu’il illustre l’attitude du bouddhisme japonais à l’égard de la religion indigène, ce document révèle très clairement la nature éclectique de la pensée japonaise. Enchin demande qu’on rende hommage aux divinités indigènes pour des raisons éthiques, puisqu’il invoque les principes moraux d’un code de comportement qui n’a aucune des caractéristiques d’une religion révélée. L’ensemble de ce passage est l’illustration même du désir de conciliation entre toutes les formes d’enseignement valables exprimé par Kûkai, pour qui le bouddhisme, le confucianisme et le taoïsme étaient les trois pieds d’un tripode philosophique : pour sa stabilité, chacun avait besoin des autres.

Ces faits témoignent de l’ouverture d’esprit des Japonais en matière de croyance religieuse. Ni au Japon et ni en Chine, où l’on estimait que toutes les doctrines expriment une vérité unique, on ne jugeait mal le fait de croire en plusieurs religions. Seules les doctrines politiquement subversives étaient interdites. Concernant l’attitude générale du bouddhisme à l’égard des autres religions, il faut se souvenir que ses premiers textes reconnaissent les devas hindous, et considèrent qu’il faut les honorer du fait qu’ils protègent les fidèles. A l’égard des croyances traditionnelles du Japon, cette attitude était la sagesse même, car, aussi faible que fût le shintô en tant qu’institution, le sentiment païen sur lequel il était fondé était profondément enraciné, et aussi tenace qu’il était ancien. Ce n’était pas un ajout à la vie japonaise, c’était cette vie elle-même. Ce n’était pas une foi bien définie, mais plutôt l’expression de sentiments profonds sur l’homme et sur la société communs à tous les membres de la nation. L’amour du pays et le sens de la continuité comptaient parmi ces sentiments, et s’exprimaient à travers la vénération des ancêtres, l’affection familiale et le culte des forces de la nature.

Le sentiment de parenté ou de communauté avec la nature était très puissant, de même que sa faculté de survie. Il est à l’origine de cette jouissance des beautés naturelles qui est l’un des traits les plus séduisants de la vie japonaise. Le culte élémentaire de la nature du Japon primitif souffrit sans doute de la prédominance des idées bouddhiques et confucéennes. Mais il se défendit contre ces intrus, et dans cette lutte, il fut probablement aidé par la tradition poétique nationale, qui est étroitement liée au paganisme. Dans les pays de tradition païenne, aussi profondément que celle-ci soit enfouie, elle ne disparaît jamais complètement, car elle exprime

les sentiments d'un peuple les plus intimes et les plus durables. Si les mots « Les nymphes et les bergers ne dansent plus ! » sonnent comme le glas d'une joyeuse vie païenne, même dans l'esprit moderne, ils évoquent une certaine résistance. Et la perte qu'ils traduisent est merveilleusement exprimée par les célèbres vers de Coleridge (adaptant Schiller) :

Les formes intelligibles des anciens poètes,

Les belles humanités de la vieille religion,

La force, la beauté et la majesté

Qui demeuraient dans les vallons, les montagnes

Ou les forêts de pins, au bord d'un lent ruisseau, des galets d'une source,

Des gouffres ou des profondeurs aquatiques.

Tout cela a disparu

Et ne vit plus dans la croyance de la raison,

Mais le cœur a toujours besoin d'un langage. Toujours

L'instinct rappelle les anciens noms.

Ces vers auraient presque pu être écrits à propos du Japon, alors que s'exerçait la pression des philosophies étrangères. Le vrai shintô, tel que je le comprends, n'est pas une religion au sens où l'entend Matthew Arnold, de morale transcendée par l'émotion, mais plutôt l'émotion poétique transcendée par le rituel.

Depuis que des Occidentaux l'on réduit à une simple invention de propagande nationaliste, le « shintô » fait l'objet d'une certaine confusion. On en a sans doute mal usé, comme de toute autre religion, mais les « belles humanités » de la vieille religion n'ont Das entièrement disparu. D'un point de vue historique, on pourrait considérer le shintô comme révélateur du penchant naturel de l'esprit japonais, du moins jusque récemment : simple, ni métaphysique ni résolument rationnel ; admettant ce qui est illogique ; et en aucune façon monothéiste, même dans ses croyances animistes les plus populaires.

CHAPITRE XII

Formation d’une classe guerrière

BASE ÉCONOMIQUE

Nous avons vu que l’effondrement graduel du pouvoir civil qui suivit le déclin des dictateurs Fujiwara s’accompagna d’un accroissement de l’influence des clans guerriers. Du moment qu’un empereur cloîtré avait dû s’en remettre à ces clans pour qu’ils assurent sa protection, comme ce fut le cas lors des troubles de Högen, en 1156, il était inévitable que le contrôle effectif du gouvernement, hors des affaires purement cérémoniales, aboutît aux mains des chefs militaires. Cependant, comme ces derniers n’étaient pas unis mais séparés par des questions de rivalité et de jalousie, la domination de la classe militaire ne fut complète que quand les grands militaires eux-mêmes eurent réglé leurs différends.

Ainsi, après 1156, l’histoire politique du Japon fut dominée pendant des décennies par les luttes opposant les deux plus grands clans militaires : les Taira et les Minamoto. Tour à tour, les hasards de la guerre et de l’intrigue les favorisèrent l’un et l’autre, mais pour finir celui des Minamoto l’emporta (1185). Le clan Taira fut alors détruit, et ses terres confisquées. Le chef des Minamoto établit son autorité sur l’ensemble du pays, puis fonda une dynastie féodale plus puissante et plus stable qu’aucune des précédentes classes dirigeantes.

Pour comprendre les événements qui conduisirent au féodalisme japonais, il faut revenir loin en arrière pour étudier les origines de la classe guerrière, composant principal de la société féodale, et notamment sa base économique, car comme tous les grands phénomènes de l’histoire du Japon, celui-ci est étroitement lié à la possession de la terre et à la production du riz. Le déclin du gouvernement de l’aristocratie métropolitaine commença par des dérogations au système foncier fondé sur le nombre de bouches de chaque maisonnée. La survie du gouvernement dépendait de ce système, puisqu’il avait pour but de procurer à la Couronne des revenus et des troupes, tout en limitant la puissance de ces clans qui rivalisaient avec la Maison impériale en prestige et en ambition.

Cette division égalitaire des moyens de production se détériora (pour des raisons expliquées dans les chapitres V et VI) et fut peu à peu remplacée par un système de type seigneurial, dans lequel des domaines de dimension considérable étaient aux mains de grands propriétaires fonciers, qu'il s'agit d'individus ou d'institutions, jouissant d'exemptions fiscales et juridictionnelles plus ou moins importantes. En réalité, même si théoriquement ce n'était pas le cas, ces propriétaires exerçaient sous des couverts variés des droits qui, légalement, étaient la seule prérogative de la Couronne.

Ces empiétements sur le domaine public demeurèrent limités jusqu'au moment où le besoin de nourriture augmenta avec la population des provinces centrales, et où il fallut étendre le domaine cultivé. En 722, le gouvernement répondit à cette situation par un acte ordonnant qu'un million et demi d'hectares de nouvelles terres à riz fussent mises en culture, dont le défrichement serait encouragé par de substantielles réductions fiscales. Le « défrichement » tel que la nouvelle loi le définissait s'entendait dans un sens très large. Il ne comprenait pas seulement des champs convenant à la riziculture, mais de hautes terres, des forêts, des marais, des rivières et des étangs déjà partiellement exploités par des paysans pauvres. Ces terres étant en partie ou même totalement exemptées d'impôts, leur valeur monta en flèche, car les charges fiscales du domaine qui les comprenait s'en trouvaient très nettement allégées.

Par ailleurs, les cultivateurs pauvres entourés de voisins rapaces furent amenés à « donner » ou « confier » leurs propres parcelles à des propriétaires susceptibles d'assurer leur protection, et qui, en échange de celle-ci, prélevaient une partie du revenu des parcelles qu'ils avaient pu ainsi incorporer à leurs doma nés et que leurs anciens occupants cultivaient comme par le passé.

En conséquence de ces pratiques, certains personnages influents réussirent à mettre la main sur des étendues de terre très considérables. Mais il n'en résulta pas toujours qu'ils occupaient de grands domaines. Certes, les droits de propriété ainsi enlevés (légalement ou non) à la Couronne dans l'ensemble du pays représentaient de vastes terres, mais en même temps, le droit de possession du cultivateur véritable était bien établi. La raison pour laquelle de petits paysans, pratiquement sans défense, purent conserver ce droit s'explique par le fait que, avec l'accroissement du

domaine cultivable, les grands propriétaires se trouvèrent dans l'impossibilité de se procurer une main-d'œuvre servile pour exploiter leurs nouvelles fermes, et en furent donc réduits à compter sur les services d'hommes libres, dont beaucoup étaient déjà en possession de lopins personnels. En outre – et ce fait contribua largement à façonner le caractère et le statut du paysannat japonais des générations ultérieures –, l'entreprise individuelle était la mieux adaptée à la culture intensive du riz dans de petits champs irrigués, de sorte que l'attachement à sa propre parcelle et le sens de la continuité en fait d'occupation du sol étaient très développés chez le cultivateur. Ce sentiment, qui joua un rôle essentiel dans le développement de l'agriculture et l'évolution du système foncier traditionnel, doit être sans cesse présent à l'esprit lorsqu'on étudie l'économie agricole du pays et la nature de ses institutions.

Il existait en outre un autre type de tenure, qui résultait principalement de l'occupation de terres défrichées échappant au contrôle des grands propriétaires fonciers comme des officiers de la Couronne. Cette forme de jouissance se développa graduellement, et, vers l'an mille, elle était devenue si voisine de la propriété que les terres ainsi occupées étaient communément appelées « champs titulaires » (« myôden »), parce que le nom du premier occupant, le « myôshu » ou « nanushi », ce qui signifie « maître titulaire », servait de titre de propriété[26]. De tels domaines étaient généralement de taille assez modeste, étant cultivés par les membres de la famille propriétaire, avec peu ou pas de main-d'œuvre extérieure. Ils pouvaient compter de moins d'un demi à une douzaine d'hectares, mais leur dimension moyenne devait être d'environ cinq hectares, surface idoine en matière de riziculture intensive.

Il peut sembler que ces détails techniques n'ont pas grand-chose à voir avec la formation d'une classe de guerriers privés ; mais ce fut le besoin de protection ressenti par les paysans qui les amena à chercher des moyens de défense dans les conditions incertaines des régions frontières. C'était généralement des hommes hardis qui avaient l'habitude des armes, mais leur effort individuel ne suffisait pas, et ils ne tardèrent pas à s'allier entre eux, ou, au besoin, à demander l'appui d'un propriétaire plus puissant, de préférence un magnat local plutôt qu'un noble ne résidant pas sur ses terres. Les descendants de ces hommes hardis formeraient plus tard l'essentiel de la classe guerrière. Ils étaient indépendants, mais quand leurs titres de

propriété étaient douteux, les fonctionnaires gouvernementaux pouvaient venir chez eux exiger des impôts et leur faire toutes sortes d'ennuis. En pareil cas, même un propriétaire aisé avait donc intérêt à placer son domaine sous la protection d'un personnage assez puissant pour n'avoir rien à redouter de la part des autorités civiles.

Les premiers signes évidents de la formation d'une classe militaire distincte apparaissent aux environs de l'an 900 : il s'agit là d'une date cruciale dans le développement des shôen, c'est-à-dire des domaines exemptés (que, par commodité, nous appellerons manoirs malgré les différences de caractère et d'origine). A la fin du ixe siècle, ces manoirs étaient devenus si vastes et puissants que, dans la plupart des provinces, le gouvernement central avait pratiquement perdu toute autorité. C'était un état de choses dont les Fujiwara, détenteurs de droits seigneuriaux plus étendus qu'aucune autre famille ou institution, étaient largement responsables. Étant donné que leur pouvoir politique dans la capitale dépendait essentiellement de leur richesse en province, ils étaient en fait les principaux agents de la destruction du pouvoir central qu'ils avaient usurpé. Si les guerriers prirent une telle importance, ce fut évidemment du fait de l'incapacité du gouvernement à assurer l'ordre. La confusion et la violence dont témoignent les documents contemporains étaient si répandues que les particuliers étaient contraints de s'armer et de chercher l'appui de gens plus puissants pour défendre à la fois leur personne et leurs biens. Parmi les plus riches notables de province, certains entretenaient une armée personnelle, en partie pour se protéger mais souvent contre leurs rivaux ou même pour envahir des terres appartenant au domaine public.

Dans ces conditions, les gouverneurs provinciaux, qui étaient des fonctionnaires civils, se virent contraints d'assumer des fonctions militaires – ce qui était tout à fait contraire à la tradition – et d'organiser une police. Ce genre d'institution n'était pas prévu dans les codes (premières lois administratives), et le gouvernement central n'ayant aucune autorité réelle en matière policière, il fallut nommer dans chaque province un homme capable de commander sa police. Ces fonctionnaires portaient le titre de « tsui-bushi » (connétable) et d'« ôryôshi » (haut officier de justice autorisé à se saisir de la personne et des biens d'un contrevenant). Ces mesures eurent pour conséquence de transférer le maintien de l'ordre des mains des fonctionnaires du gouvernement central entre celles de magnats locaux qui

étaient eux-mêmes des propriétaires importants. Dans la capitale, la police était d’une faiblesse notoire, et son préfet dut recruter dans les provinces des hommes que commandaient des chefs appartenant aux clans guerriers. Des nobles firent également venir en ville des hommes recrutés sur leurs terres pour défendre leur propriété contre les pillards. Et c’est ainsi que nous voyons des membres de la classe militaire montante occuper dans la capitale des fonctions semi-officielles, et commencer à empiéter de maintes façons sur le domaine de l’autorité civile.

La chronologie de l’ascension de cette classe nouvelle, avec tous les changements sociaux qu’elle entraîna, n’est pas des plus claires. La plupart des historiens tendent à mesurer ses progrès par rapport au déclin du système (ou, si l’on veut, de la constitution) défini dans les codes, les *ryô* et *ritsu* du vine siècle. La chose se comprend car les échecs sont consignés alors que les succès ne laissent pas forcément de traces écrites. En gros, on sait que la puissance de la noblesse terrienne provinciale et locale s’accrut avec le défrichement de nouvelles terres, puisque c’est par ce processus qu’elle s’enrichit et put ainsi défendre par la force ses propriétés et ses privilèges. Mais ce processus prit du temps, et il faut attendre la fin du ixe siècle et les nombreux décrets et interdictio s publiés par le gouvernement durant la période de Kampyô, entre 889 et 897, et restés lettres mortes, pour avoir une preuve bien précise de l’ampleur de son développement.

Ces documents signalent que des gens de tous grades (on notera l’importance attachée à la hiérarchie) prennent possession de terres, oppriment les paysans les plus démunis, s’opposent aux fonctionnaires de la Couronne, et, de façon générale, font obstacle à l’administration. Comme le veulent les principes confucéens, ils insistent sur l’aspect éthique du problème, et déplorent la corruption de la morale publique qu’entraîne un tel comportement. Mais ce qu’ils condamnent réellement, c’est la montée de la classe militaire, qui exerce un pouvoir effectif depuis que les gouverneurs provinciaux, une fois leur mandat terminé, ont pris l’habitude de rester en province parmi les grands propriétaires qui, à mesure que leur famille s’accroît, s’efforcent d’étendre toujours davantage leurs domaines. Au milieu de l’époque de Heian (vers 950), la cour se trouvait dans l’impossibilité de maintenir la paix dans la capitale, et les propriétaires, nobles ou ecclésiastiques, vivant loin de leurs terres, n’étaient plus en mesure de défendre leurs biens sans l’aide des bandes armées entretenues

par les magnats locaux, qui ne manquaient pas de faire payer leurs services. Telle était la situation peu après la période d'Engi (901-922), qui donna son nom à un ensemble de lois impressionnant, mais que le gouvernement était de moins en moins capable de faire respecter.

L'importance prise par la classe guerrière était plus que partout ailleurs visible dans la région dite du Kantö ou « Est de la Barrière », du nom du poste militaire gardant le passage qu'empruntaient à travers les montagnes de Hakone les voyageurs qui, du Japon de l'Ouest ou du Centre, se rendaient dans la plaine alluviale la plus vaste et la plus fertile de toutes les provinces. Elle était éloignée de la capitale, et elle avait été colonisée bien plus tard que le Yamato (bien qu'au néolithique ce fût le plus grand centre de population). A l'est et au nord de celle-ci s'étendaient des territoires encore incultes, où la vie était dure et exigeait du courage et de l'endurance.

les clans rivaux. leur histoire familiale

Il était normal qu’en ces temps difficiles de combats de frontière, les guerriers privés constituent des bandes ou des ligues d’attaque ou de défense. De nom, beaucoup d’entre eux étaient soumis à l’autorité d’un grand noble ou d’un important monastère dans le manoir (shôen) duquel leur terre se trouvait prise, notamment lorsqu’ils en étaient intendants. Parfois, lorsque la terre n’était pas totalement exemptée, ils avaient également certains devoirs envers le gouverneur de la province. Mais à mesure qu’ils devenaient plus influents, en vertu d’intérêts communs ou pour d’autres raisons, ils rejetèrent l’autorité des seigneurs absents et des fonctionnaires provinciaux et locaux, en sorte que, vers 950, on voit des ordres émanant du pouvoir central et de ses représentants en province ignorés par de puissants propriétaires établis loin de la capitale. Les révoltes de Masakado et de Sumitomo (étudiées dans le chapitre VIII) illustrent parfaitement cette tendance. C’était de l’insoumission déclarée, mais par ailleurs elle n’était pas exceptionnelle car dans le pays tout entier la classe guerrière dans son ensemble cherchait à se libérer des restrictions des lois foncières et du contrôle des officiers de la Couronne. L’une des façons d’y parvenir consistait à s’allier contre les représentants du gouvernement, et l’apparition de ligues créées à cette fin marqua une étape importante dans le développement de la classe militaire. Des factions ou partis de ce genre, comme le « Bandô Hachi Heishi » (les Huit Groupes Taira de l’Est) ou le « Musashi Shichitô » (les Sept Partis de Musashi), commencèrent d’apparaître dans les provinces de l’Est, formant une classe plus ou moins homogène de guerriers, au centre ou à la tête de laquelle se trouvaient les chefs des grands clans, les Taira et les Minamoto. Et c’est la rivalité entre ces deux clans pour la direction des guerriers qui aboutit à la formation d’une société militaire puissante et unie.

Il ne faut toutefois pas y voir le résultat d’une lutte de classe des cultivateurs pauvres en révolte contre les riches propriétaires de l’aristocratie. Les deux clans étaient dirigés par des hommes d’origine aristocratique – en réalité, de sang royal – et quoique tous deux eussent leur base en province, l’un et l’autre comptaient des parents dans la capitale. Qu’ils fussent Taira ou Minamoto, la plupart des magnats locaux avaient à un moment donné fait partie de l’ordre établi en tant que gouverneurs ou

vice-gouverneurs, ou simplement en tant que propriétaires terriens, et c’est en gagnant l’appui de petits colons que les deux clans avaient favorisé la formation d’une classe guerrière. Par ailleurs, surtout dans les provinces éloignées de la capitale, presque tous les cultivateurs étaient également des guerriers.

A l’origine, les deux clans étaient au service des Fujiwara, dont la position politique était sans équivalent dans la capitale mais très puissante aussi dans les provinces grâce à l’influence des administrateurs et régisseurs de leurs riches manoirs. Mais avec le temps, les familles guerrières parvinrent a exercer certaines pressions sur les Fujiwara, et, devenant elles-mêmes propriétaires de domaines importants, à jouer un rôle politique de plus en plus considérable. En ce sens, leur histoire est celle de tous les barons féodaux. Mais ce qui, dans leur cas, est peut-être exceptionnel, c’est que, malgré leur réelle puissance politique, elles ne renièrent pas l’autorité de la Maison impériale, mais se servirent plutôt de la qualité divine du souverain comme prétexte à exercer l’autorité politique suprême en tant que ses représentants. C’est là le caractère particulier des rapports mutuels entre un système féodal en formation et une ancienne constitution monarchique définie dans des codes écrits.

Les Minamoto descendaient de l’empereur Seiwa (858-876) et devaient leur nom au code de Taihô, qui, prévoyant la prolifération de la descendance impériale, décrétait qu’après six générations les rejetons d’un ancêtre impérial perdraient leur rang et leur titre de princes, et recevraient un nom et un titre ordinaires. Les effets de cette loi commencèrent à se faire sentir à la fin du ixe siècle. Les revenus de la Couronne, déjà amoindris par l’exemption fiscale des manoirs, ne suffisaient plus à l’entretien de tous les membres de la famille impériale, et la plupart des princes se trouvèrent dans l’obligation de chercher un emploi payé. Le nombre des charges que pouvaient briguer les personnes de haut rang était limité par la loi, en sorte que, pour ces jeunes gens, mieux valait faire oublier ses privilèges et entrer dans l’administration en prenant n’importe quel poste, ou se mettre à l’agriculture. Parmi ces anciens princes, les plus nombreux portaient le nom de Taira ou de Minamoto.

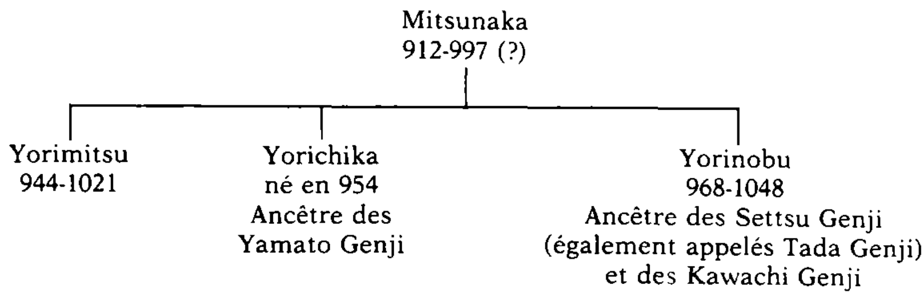
Au xe siècle, la famille Minamoto comptait des descendants de l’empereur Saga (mort en 842) à l’empereur Kôkô (mort en 887). Ses membres se divisaient en plusieurs [1] ranches, dont les Saga Genji (Genji

signifie « famille Minamoto[27] »), les Seiwa Genji et une douzaine d'autres ; mais la branche Seiwa était la plus puissante. Toutes ne fondèrent pas des maisons militaires, car plusieurs, attirées par les plaisirs de la vie citadine, préférèrent s'attacher au service de l'empereur. Dépassant tous les autres en puissance et en renommée, les vrais chefs de la caste militaire furent les Seiwa Minamoto et les Kammu Taira. Leur ascension est exemplaire de celle de la classe des guerriers.

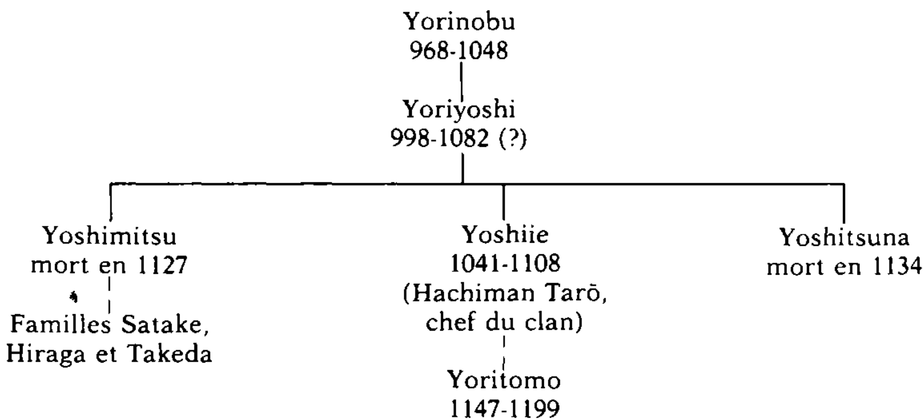
Les Seiwa Genji étaient issus d'un petit-fils de l'empereur Seiwa, un certain Tsunemoto, le gouverneur adjoint de Musashi *(Musashi no suke)*, qui, en 940, s'opposa à la rébellion de Taira Masakado. Il fit la carrière normale d'un noble qui, après avoir occupé divers postes officiels, fut gouverneur de plusieurs importantes provinces. Ses fils furent tous officiers militaires à la cour, et leurs descendants prospérèrent. Mitsunaka, le plus brillant d'entre eux, fut gouverneur de différentes provinces de l'Est et du Nord. Il avait toute la confiance des régents, et ce fut en fait le clan Fujiwara qui fit la fortune des Minamoto.

Vers le milieu du xe siècle, les Minamoto et leurs maîtres Fujiwara étaient déjà étroitement associés. La tradition veut qu'en l'an 968 Minamoto Mitsunaka dénonçât son parent Takaaki, auteur de la conspiration d'Anna (du nom de la période dans le calendrier japonais), qu'il permit ainsi d'étouffer. En province, la famille de Mitsunaka était très importante. Elle possédait de vastes manoirs non loin de la capitale, notamment dans les provinces de Settsu, Vamato et Mino, et était ainsi à la fois riche et influente. Les grands noms associés à l'ascension du clan Minamoto aux xie et xne siècles sont ceux des descendants de Mitsunaka, ainsi qu'il ressort des tableaux suivants :

1. *Les Seiwa Genji*



2. *Les Kawachi Genji*



En raison de ses dons et de la faveur des Fujiwara, Mitsunaka lui-même jouissait d’une grande popularité à la cour. Il s’y sentait chez lui, et c’était un poète de marque. Parmi les premiers grands Minamoto, plusieurs étaient d’ailleurs d’éminents hommes de lettres en même temps que les parents d’éminents chefs de guerre. Le grand Michinaga était très conscient qu’il ne pouvait mener à bien ses projets dynastiques sans l’appui de l’un ou l’autre des principaux clans militaires dont les chefs avaient des relations étroites avec la cour. Les Seiwa Genji étaient ceux qui répondaient le mieux à ce besoin, et leur position dans la capitale s’en trouva renforcée pour le grand avantage de leurs parents de province. Michinaga laissa aux deux fils de Mitsunaka, Yorimitsu et Yorinobu, le soin de prendre les mesures brutales que les Fujiwara eux-mêmes étaient trop délicats pour adopter, et cette situation leur valut de devenir pour leurs ennemis les « chiens courants » de la famille Fujiwara. Cependant, c’étaient de bons soldats doublés de courtisans. On raconte que Yorinobu disait que, si son maître lui demandait

de tuer le régent, il se précipiterait chez lui avec sa lance et son épée, « et alors qui pourrait l'arrêter ? »

Il convient de noter ici, tandis que nous évoquons la naissance de l'esprit militaire, que les civils responsables de l'administration des codes avaient horreur du sang. Selon la théorie chinoise, loin d'être essentielle au gouvernement, la législation pénale était quelque chose à quoi recourir quand tout le reste avait échoué. C'est ainsi qu'à l'époque de Heian, qui, malgré tous ses défauts, était civilisée et encline à la paix, les lois étaient administrées avec douceur, et que l'on répugnait à infliger la peine de mort ou tout châtiment grave. Les amnisties étaient courantes, et c'est peut-être ce qui explique que le crime l'était également. Si l'on hésitait à tuer, ou même à blesser, c'était sans doute partiellement en réponse au sentiment bouddhique, et peut-être par crainte des esprits vengeurs. Mais les Minamoto et les Taira (à leurs débuts du moins) n'avaient pas ce genre de scrupules, et ils étaient tout prêts à donner la mort pour préserver l'ordre ou pour favoriser leurs propres intérêts.

Des hommes comme Yorimitsu et Yorinobu étaient donc particulièrement bien placés pour jouir des faveurs des Fujiwara et obtenir des postes enviables dans la capitale et dans les provinces. Yorimitsu fut tour à tour gouverneur de l'Izu, du Kf zuke et d'autres provinces, et il commandait l'un des régiments de la garce en même temps qu'il était secrétaire au ministère de la Guerre. Sa fille épousa un Fujiwara de haut grade. Dans l'ensemble, les Genji de la première moitié du XIe siècle renforcèrent leur position dans les provinces centrales, et les Taira du côté de l'Est. Yorimitsu succéda à la tête des domaines que possédait son père dans le Settsu, alors que Yorinobu réussit à créer un manoir dans le Kawachi. Au début du XIe siècles (1017), vingt-quatre Fujiwara occupaient d'importantes fonctions officielles dans la capitale contre seulement quatre Minamoto. Mais vers la fin du siècle, alors que la suprématie des Fujiwara était terminée, les charges de ministre de la Droite et de la Gauche étaient toutes les deux aux mains des Minamoto, ainsi que la plupart des postes militaires importants de la cour. Ces fonctions ne donnaient certes aucune autorité réelle, mais elles conféraient à leurs détenteurs un rang et un prestige considérables.

L'origine des Taira était comparable à celle des Minamoto, leur ancêtre étant un dénommé Takamochi, petit-fils de l'empereur Kammu. Il perdit

son titre et son rang de prince en 824, et reçut alors le nom de Taira. Gouverneur de la province de Kazusa, il eut cinq fils, qui, tous, s'installèrent dans l'Est. Le troisième d'entre eux, Taira Yoshimochi, eut lui-même douze fils, dont le Masakado auteur de la rébellion de 935. Mais les membres du clan, qui servaient volontiers dans la garde du corps du souverain ou dans celle des Fujiwara, n'en étaient pas moins présents à la cour. En 930, Masakado lui-même vint y chercher fortune. Il ambitionnait de devenir chef de la police, et ce fut après que (mais non parce que), déçu, il eut regagné l'Est, qu'il se souleva contre le Trône, et revendiqua même le titre d'empereur. Les fils et petits-fils de Takamochi et leurs descendants avaient tous des propriétés, et généralement des fonctions officielles, dans les provinces de l'Est. Maints d'entre eux commandèrent des troupes contre les *ebisu* (les aborigènes) dans le Nord, et l'on vit bientôt la plupart des grandes familles de l'Est se prétendre membres du clan des Taira et s'enorgueillir des mérites de leurs nobles ancêtres sur les champs de bataille.

Il y avait encore d'autres importantes maisons guerrières, qui, sans être aussi glorieuses que celle des Taira, étaient d'origine aristocratique. Parmi elles se trouvaient les descendants des premiers colons, qui étaient ainsi d'origine plus récente et moins noble, mais chez qui l'orgueil familial contribua de même à forger un esprit belliqueux et une tradition de loyauté. Il est d'ailleurs douteux que des paysans ordinaires, armés pour se défendre contre leurs rivaux ou contre des tribus ennemies, eussent pu donner naissance à une société militaire unifiée sans les dirigeants aristocratiques. Sans la discipline du danger et l'épreuve de campagnes très rudes, ils n'eussent certainement pas non plus acquis une réelle vaillance militaire. Sur ce point, il est intéressant de constater que les clans des Taira et des Minamoto connurent tous deux des difficultés intestines du fait que leurs capitaines étaient des hommes passionnés et turbulents, très chatouilleux dans leur orgueil, et qu'ils n'apprirent la valeur de l'obéissance et de la bonne foi qu'après quelques très pénibles expériences au cours de combats contre une tierce famille guerrière.

Le partage des terres entre les deux clans n'était pas partout en rapport avec leur puissance militaire. Par le nombre de leurs partisans, les Taira dépassaient les Minamoto dans l'est du Japon et les provinces du Nord[28]. Pourtant, c'est dans l'ouest du Japon que les Taira parvinrent à s'imposer

grâce à leurs fonctions officielles et à leurs succès militaires. D’autres part, bien que les Minamoto eussent d’importantes propriétés foncières dans les provinces centrales, leurs partisans les plus sûrs se trouvaient dans le Nord, où ils ne possédaient pas de grandes seigneuries mais avaient acquis au combat contre de rudes ennemis une ténacité et une expérience qui se révéleraient plus précieuses.

Les véritables fondateurs de la réputation guerrière des Minamoto furent Yoriyoshi, fils de Yorinobu et favori du grand Michinaga, et son propre fils Yoshiie. Yorinobu avait écrasé une rébellion dirigée par Tadatsune, vice-gouverneur de la province de Kazusa, et posé du même coup les bases de l’influence dont son clan jouirait dans l’Est. Yoriyoshi, qui l’accompagnait, gagna dans cette campagne une expérience utile et une solide réputation. Il se fit de nombreux partisans parmi les propriétaires des régions de l’Est, et plus encore après les succès qu’il remporta sur la frontière nord entre 1050 et 1089 au cours de deux guerres successives dites de Neuf Ans et de Trois Ans.

Quelques détails concernant ces campagnes illustreront ce qu’était la guerre à l’époque, et expliqueront comment, tout en consolidant la position du clan Minamoto dans les provinces orientales et septentrionales, elle contribua à forger une puissante tradition de courage militaire, fondée sur la confiance mutuelle des chefs et de leurs hommes.

	Minamoto	*Taira*
Provinces centrales	24	9
Est	136	161
Ouest	64	65

chefs de clan rebelles

Après l'installation du gouvernement à Kyoto, le soulèvement de Taira Masakado, entre 935 et 940, fut la première révolte d'un chef de clan guerrier contre l'autorité de la Couronne. Nous en avons déjà parlé (au chapitre VIII), mais il mérite un peu plus d'attention à cause de la lumière qu'il jette sur les rapports entre le gouvernement central et les grands propriétaires fonciers de province. Il révèle en outre certains aspects intéressants de l'apparition du génie militaire particulier qui va colorer l'histoire du Japon durant les siècles à venir.

La source la plus intéressante en la matière est un ouvrage intitulé *Masakado-ki,* dont on estime que la première compilation date de 940, c'est-à-dire de quelques mois à peine après la défaite et la mort de Masakado. La version dont nous disposons aujourd'hui est écrite dans un style ampoulé, avec de fréquentes allusions à l'histoire de la Chine, ou même à la légende bouddhique, et autres enjolivures. On considère pourtant que le récit, fondé sur d'authentiques documents de l'époque, est essentiellement véridique.

D'après cette relation, il est clair que, dès la première partie du xc siècle, les Grands provinciaux étaient solidement établis dans leur propre sphère d'influence et qu'ils exerçaient des pouvoirs qui leur conféraient une quasi-souveraineté régionale. Ils étaient théoriquement soumis aux ordres du gouvernement central, étais pratiquement indépendants, et obéis et respectés de la plupart des maisons guerrières installées sur leur territoire. A certains égards, leur indépendance était reconnue par la Couronne, car ils étaient généralement nommés vice-gouverneur (suke) de la province où leurs fiefs se trouvaient, et dans les premières familles qui l'avaient occupée, cette charge tendait à être héréditaire. Elle était très enviée, car elle donnait toute autorité à son titulaire en matière d'administration locale, le gouverneur lui-même résidant d'ordinaire dans la capitale. Ainsi, dans les provinces périphériques, l'essentiel des luttes se résumaient à des querelles entre les chefs des clans guerriers, souvent membres de la même famille, à propos de la succession aux biens et aux fonctions du gouvernement provincial. Il s'agit là d'un fait important dans l'histoire de la formation d'une caste guerrière au Japon.

La brève et violente carrière de Masakado commença au début de 930 par des attaques contre ses oncles et autres membres du clan Taira,

descendants comme lui du prince royal qui avait fondé la seigneurie des Taira dans la province de Hitachi. Au cours de ces luttes intestines, plusieurs chefs importants trouvèrent la mort en voulant repousser les assauts de Masakado, dont certains étaient ses proches parents soit par le sang soit par alliance. Parmi eux, Taira Kunika, père de Taira Sadamori, qui ne tarderait pas à prendre de l'importance, et Minamoto Mamoru, qui perdit ses trois fils dans le même combat. Cependant, ils ne purent tenir tête à Masakado, qui, en 935, attaqua Minamoto Mamoru dans sa propre province de Hitachi ; et, après des défaites répétées, Mamoru décida de se rendre à Kyoto pour accuser Masakado de rébellion.

Masakado fut convoqué dans la capitale, où son cas fut examiné ; mais, heureusement pour lui, une amnistie fut proclamée le jour de l'an 937, où l'empereur Suzaku atteignit sa majorité, et Masakado put rentrer chez lui. Dans un manifeste qu'il publia plus tard, il déclara avoir oublié toute idée de guerre et mener une vie paisible lorsqu'il fut attaqué par son oncle Yoshikane, à la tête de plusieurs milliers d'hommes. Il semble que cette déclaration fasse allusion à une bataille qu'il livra pour le compte d'un grand propriétaire, Fujiwara Haruaki, qui vivait dans le Hitachi et s'était fait connaître comme rebelle et oppresseur du peuple, dont il conservait pour lui les impôts et volait les récoltes. A en croire les archives officielles, « il se conduisait plus mal que les barbares ou que les animaux ».

Les autorités provinciales engagèrent des poursuites contre Haruaki, mais celui-ci s'enfuit avec sa famille dans le Shimosa (la province voisine), pillant sur son passage les greniers de l'État. Les autorités de Shimosa, que Masakado dirigeait à titre de tsuibushi (connétable), reçurent alors l'ordre de l'arrêter. Mais elles prétendirent qu'il s'était échappé et n'entreprirent rien contre lui, alors qu'il se vantait avec ses partisans d'avoir volé le gouvernement et le peuple. Lorsqu'Haruaki lui demanda son aide, Masakado eut l'imprudence d'accepter de s'allier avec lui sous prétexte qu'il était de son devoir chevaleresque d'aider le faible contre le fort. Le gouvernement envoya alors une armée de trois mille hommes contre Masakado, mais celle-ci fut vaincue par ses troupes, qui étaient pourtant trois fois moins nombreuses. Les officiers du gouvernement se rendirent, et Masakado et Haruaki se partagèrent un riche butin.

Devant ce succès, le prince Okiyo pressa Masakado d'étendre ses conquêtes à toutes les provinces orientales, disant qu'il ne risquait pas

davantage à être condamné pour rébellion dans huit provinces que dans une seule. Notons au passage que ledit prince Okiyo était de descendance royale et remplissait alors les fonctions de gouverneur dans le Musashi. Masakado se mit d'accord avec lui et déclara que, étant le descendant à la troisième génération de l'empereur Kammu, il avait un droit évident au trône, et qu'il entendait prendre les huit provinces avant de gouverner le pays tout entier. Sur quoi il entreprit d'attaquer la province de Shimotsuke, et, pour reprendre le langage sublime du *Masakado-ki*, ses cavaliers, « montant des destriers semblables à des dragons, suivis de nuées de partisans, fouet levé et piquant des deux, s'avancèrent comme pour franchir dix mille lieues de montagne, chaque homme le cœur en feu et plein d'entrain, prêts à vaincre cent mille ennemis ».

Les dirigeants de la province, désespérant de pouvoir résister, s'inclinèrent devant lui et lui remirent les sceaux de leurs charges. Puis, confiant en un oracle fort opportun, Masakado se proclama empereur et entreprit de former un gouvernement. Pour justifier son acte, il écrivit une longue lettre au régent, Fujiwara Tadahira, au service duquel il était entré à Kyoto durant sa jeunesse. C'est là un curieux document, rédigé dans une langue pleine de respect, et qui semble indiquer que Tadahira demeurait en contact avec lui. La lettre est datée de janvier 940. Masakado était alors assez sûr de sa force pour nommer un gouverneur dans chacune des huit provinces de l'Est.

C'était plus que la cour, pourtant très patiente, n'en pouvait supporter. Un édit fut publié qui désignait de nouveaux gouverneurs ou vice-gouverneurs à la tête de quatre de ces provinces, et le chancelier donna l'ordre de poursuivre et de capturer Masakado. Cet ordre fut envoyé à tous les gouverneurs des provinces orientales, promettant de grandes récompenses sous forme d'avancement et de terres, et disant qu'on n'avait jamais vu pareille révolte depuis la fondation de l'empire. C'était alors le mois de février, et les courtisans comme les fonctionnaires de la capitale vivaient dans la terreur et la consternation car les nouvelles en provenance du front n'étaient pas du tout rassurantes. Depuis le début de l'année, la cour ordonnait des prières et des services élaborés dans les principaux sanctuaires du pays, et les adeptes des sectes mystiques se livraient partout à des rites de commination dans l'espoir d'anéantir Masakado par des pratiques magiques.

Cependant, les commandants des troupes déjà engagées luttaient contre Masakado et Okiyo sans beaucoup de succès. La cour, qui craignait peut-être de les voir passer du côté des rebelles, crut bon de leur prodiguer des encouragements. En avril 940, elle accorda une promotion à Minamoto Tsunemoto, vice-gouverneur du Musashi, à Taira Sadamori, gouverneur du Hitachi, et à Fujiwara Hidesato, connétable du Shimotsuke. La confiance qu'elle leur avait ainsi manifestée ne tarda pas à être récompensée. En effet, Masakado et Okiyo furent tous deux défaits et tués peu après, sans même que le généralissime qui devait prendre la tête de nouvelles troupes eût le temps d'intervenir. Masakado mourut le 25 mars, et Okiyo quelques jours plus tard. Mais il fallut attendre un mois avant que la nouvelle de la victoire atteignît la cour, de sorte que Hidesato et Sadamori furent informés de leur promotion après avoir accompli les exploits qu'elle était supposée encourager. La tête de Masakado fut ramenée dans la capitale, et exposée en juin 940 comme avertissement aux rebelles. Celle d'Okiyo suivit peu après.

Si Masakado fut le plus grand rebelle, et celui qui causa le plus d'inquiétude à la cour, il fau se souvenir que la violence et l'indiscipline étaient fort répandues dans l'ensemble des provinces de l'Est ainsi que dans bien des régions situées à l'ouest des provinces centrales. En 940 et 941, les troupes provinciales vinrent à bout des révoltes de Masakado puis de Sumitomo, montrant que le gouvernement central pouvait encore compter sur la loyauté de bon nombre de chefs militaires eux-mêmes propriétaires terriens et généralement membres des familles Taira ou Minamoto. En 1028, soit moins d'un siècle plus tard, un nouveau et important soulèvement eut lieu, qu'écrasèrent des généraux Minamoto. Il s'agissait de la révolte de Tadatsune, chef de clan Taira d'une branche issue du prince Takamochi. Sa carrière mérite qu'on s'y arrête un peu, car elle aide à comprendre la situation des provinces dans la première partie du xie siècle, alors que, parallèlement au déclin du pouvoir des régents Fujiwara, se développait le double gouvernement d'un empereur en titre et d'un souverain abdicataire entré dans les ordres. Ces conditions se prêtaient mal à une action rapide et décisive de la part du pouvoir central en période de danger, et tout signe de déloyauté devenait donc une menace.

Les familles Taira issues du prince Takamochi avaient le quasi-monopole des gouvernorats du Kazusa et du Shimosa, où elles étaient fixées depuis longtemps. Depuis longtemps aussi, elles s'étaient étendues à partir de

Chiba (que certaines avaient pris pour nom de famille), et une branche s'était peu à peu taillé un fief important dans une localité appelée Soma, près du confluent du Tonegawa et du Kogaigawa. Ce précieux domaine fut confié à la protection du grand sanctuaire d'Ise, et, par la suite, il fut toujours administré en son nom par un membre du clan Taira de la branche de Chiba. En son temps, cette charge revint à Tadatsune, qui, en pratique sinon légalement, était vice-gouverneur héréditaire du Shimosa et par moment du Kazusa. Ses terres couvraient une étendue considérable, et il jouissait d'une grande influence jusque dans les provinces voisines de la sienne. Désireux d'étendre son territoire, il abandonna ses fonctions de vice-gouverneur du Kazusa, et, en 1028, il leva des troupes dans sa province de Shimosa et attaqua le siège gouvernemental de Kazusa et de la province méridionale d'Awa, à l'extrémité de la péninsule qui, à l'est, ferme la baie de Tökyö.

Quand la cour en fut informée, elle nomma Minamoto Yorinobu, ex-gouverneur d'Ise et jouissant déjà d'une haute réputation, à la tête d'une expédition contre lui. Des raisons personnelles l'empêchèrent d'accepter, et la cour dut dépêcher sur place deux préfets de police (Taira Naokata et Nakahara Narimichi) pour prendre le commandement de troupes des circonscriptions orientales, et envoya parallèlement des ordres dans les provinces du Nord pour qu'une armée y fût levée. Manifestement, le gouvernement prenait les manœuvres de Tadatsune au sérieux, et ses craintes furent bientôt confirmées, puisque, au printemps 1030, le gouverneur de l'Awa abandonna ses sceaux et quitta la province pour se réfugier à Kyoto. Incapables de rien faire, Naokata et ses collègues ne tardèrent pas à être rappelés.

Le gouvernement fit alors une nouvelle fois appel à Yorinobu, qu'il nomma gouverneur de la province de Kai et chargea d'attaquer Tadatsune de concert avec les gouverneurs d'autres provinces de l'Est. Il gagna son poste en 1031 et se prépara aussitôt à l'attaque. Cependant, impressionné par son immense prestige et sans doute aussi par la détermination de la cour, Tadatsune, loin de résister, alla immédiatement se rendre à l'état-major de Yorinobu. Il mourut de maladie tandis qu'on le conduisait dans la capitale, où sa tête fut alors envoyée pour qu'on pût l'exposer.

La brusque fin du soulèvement de Tadatsune atteste la grande réputation dont Yorinobu et autres chefs Minamoto jouissaient désormais. Dans son

rapport au sanctuaire d’Iwashimizu où les Minamoto vénéraient le dieu de la Guerre Hachiman, Yorinobu lui-même déclarait : « Nous avons remporté une victoire sans battre de tambours ni brandir de bannières, sans tirer une flèche ni même tendre la corde de nos arcs. » On ne saurait mieux faire comprendre la puissance que représentait le clan des Minamoto, ni combien la maison régnante dépendait de ses chefs.

Les causes du soulèvement de Tadatsune sont assez bien connues. Dès 797, des édits furent publiés dans le but d’empêcher les hauts officiers provinciaux de se fixer à la campagne une fois leur mandat terminé et d’y créer des fiefs, toujours plus étendus à mesure que proliféraient leurs familles, où ils prenaient bientôt des airs de dictateurs, « menaçant et brusquant les fonctionnaires locaux, opprimant les cultivateurs, entravant les récoltes », se conduisant enfin comme les souverains de leur région. Comme le voulait la tradition de la famille, Tadatsune travaillait à étendre l’autorité de sa maison. Dans son rapport au Trône de 1031, Yorinobu affirmait que Tadatsune régnait sur les trois provinces orientales de Kazusa, Shimosa et Awa depuis quelque temps avant 1028 ; en 1031, lorsqu’il se rendit, il y avait donc plus de quatre ans que ces provinces subissaient son joug. Les dommages qu’il y provoqua furent à n’en pas douter plus importants que ceux que causa la révolte de Masakado près de cent ans auparavant.

Dans son journal intime, un secrétaire d’État rapporta l’entretien qu’il eut en 1034 avec le gouverneur du Kazusa. Après la reddition de Tadatsune, écrivait-il, la situation s’était améliorée dans la région et les officiers du gouvernement central n’étaient plus méprisés. La province qui avait le plus cruellement souffert des déprédations de Tadatsune était celle de Kazusa, c’est-à-dire la sienne. Ses réquisitions continuelles l’avaient complètement épuisée. En examinant les registres, le gouverneur nommé après sa reddition avait découvert que, sur plus de 30 000 hectares de terre à riz que comptait la province, on n’en cultivait plus que 75. C’était une catastrophe sans équivalent. Masakado avait laissé en friche de vastes régions, mais Tadatsune avait fait encore pis.

Un autre écrit contemporain rapporte qu’en 1032 la famine menaçait les provinces envahies par Tadatsune, qui offraient « un spectacle lamentable pour les gens de la ville ». Dans le Kazusa, des femmes et des enfants mouraient faute de nourriture et d’abri. Les trois provinces étaient des

régions mortes ; les faire revivre nécessiterait un gros effort. On apprend heureusement qu'à la fin de l'année suivante les paysans qui s'étaient enfuis commencent à revenir, et qu'on laboure à nouveau des terres plus étendues.

Il est intéressant de noter que Tadatsune et sa famille furent pardonnés. Sans doute grâce aux bons offices de Yorinobu, ses fils purent conserver le nom, et leurs descendants deviendraient par la suite d'importants magnats féodaux.

La victoire pacifique de Yorinobu lui valut ainsi qu'à son clan un surcroît d'estime, et son fils Yoriyoshi, qui avait appris l'art de la guerre en le suivant dans ses campagnes, profita largement de sa renommée. C'est grâce à eux que le nom des Minamoto devint celui des dirigeants de la classe militaire dont dépendait la protection du Trône. Ils furent les deux héros d'une campagne longtemps retardée contre les chefs de clan rebelles du Japon septentrional, campagne qri débuta en 1051 et dura (avec des interruptions) une douzaine d'années, bans les comptes rendus historiques ultérieurs, on lui donna le nom quelque peu trompeur de « première guerre de Neuf Ans », et, après un intervalle de plus de vingt ans, elle fut suivie de la « nouvelle guerre de Trois Ans ». Toutes deux méritent certaines explications.

Guerres dans le nord

Première guerre de Neuf Ans : Outre un gouverneur, la province de Mutsu avait un commandant militaire responsable de la sécurité du territoire et de la surveillance des aborigènes, soit des Aïnous « pacifiés ». Cette charge datait du ixe siècle, époque à laquelle les Aïnous avaient été soumis et vivaient plus ou moins pacifiquement sous autorité japonaise ; elle était traditionnellement occupée par un membre de la famille Abe. En 1050, son détenteur était un guerrier nommé Abe Yoritoki, qui ne prêtait aucune attention aux ordres du gouverneur et levait des impôts ou confisquait des biens selon son bon plaisir. Le gouverneur, incapable de faire respecter son autorité, en avisa la capitale, et Yoriyoshi fut alors nommé à la fois gouverneur et commandant de la province avec mission d’éliminer Abe.

La campagne contre le clan Abe se prolongea durant douze ans, dont il faut retrancher trois ans de pauses. Minamoto Yoriyoshi et son fils Yoshiie, alors âgé de quinze ans, déclenchèrent une première attaque, mais Yoritoki, profitant d’une amnistie, choisit de faire la paix. Par la suite, Yoriyoshi reprit néanmoins l’offensive. Le combat fut très dur, en raison de la nature du terrain et du climat mais aussi de la férocité des hommes d’Abe. En 1057,

Yoritoki fut tué, mais son fils Sadatô continua de résister. A la fin de cette même année, Yoriyoshi l’attaqua dans une position retranchée avec une petite troupe d’élite. Son assaut échoua, et il fallut battre en retraite au milieu d’une tempête de neige aveuglante. Poursuivie par Sadatô, l’armée des Minamoto fut taillée en pièces ; seuls une poignée de cavaliers et d’officiers montés, dont Yoriyoshi et son fils, parvinrent à s’échapper. Pendant une longue période, les troupes gouvernementales demeurèrent impuissantes, victimes des conditions atmosphériques et de toutes sortes de difficultés de transport et d’approvisionnement. Le mandat de Yoriyoshi fut pourtant renouvelé, et il put lever une nouvelle armée. Avec celle-ci, il attaqua la palanque et les ouvrages de terre derrière lesquels Sadatô s’était retranché sur les rives du Kuriyagawa à l’approche de plusieurs milliers d’hommes venus de la province voisine de Dewa sous la conduite de son gouverneur, un membre du clan Kiyowara. La résistance de Sadatô fut opiniâtre ; les femmes et les enfants eux-mêmes prenaient une part active à la défense. Enfin, ayant réussi à couper les arrivées d’eau, Yoshiie parvint à

incendier la palissade, et, après deux jours d'un combat meurtrier, Sadatô fut contraint de capituler. On était en 1062.

Dans les plus anciens comptes rendus de cette campagne, le jeune Yoshiie est présenté comme un brillant guerrier, doué d'« une vaillance militaire divine ». Les barbares tremblaient à son nom, et on l'appelait Hachiman Tarô, premier-né du dieu de la Guerre. Il fut donc l'un des fondateurs de la tradition guerrière de son clan, et vénéré presque à l'égal d'un ancêtre divin.

Au début de 1063, il arriva dans la capitale avec les têtes de Sadato et autres ennemis, présentées par deux officiers à cheval escortés de vingt fantassins armés de pied en cap. L'année suivante (1064), il revint triomphalement à Kyoto avec ses captifs, dont les fils de Yoritoki, qu'il traitait en fidèles serviteurs.

Nouvelle guerre de Trois Ans : Plus de vingt ans plus tard, après que les chefs de la famille Kiyowara, qui avait aidé Yoriyoshi dans sa dernière campagne, eurent accumulé les preuves de leur mauvais gouvernement dans la province de Mutsu, il devint nécessaire de les soumettre, ou du moins les Minamoto en jugèrent-ils ainsi. La tâche en incomba à Yoshiie, qui réduisit ce clan très ramifié lors d'une campagne que les chroniqueurs japonais appelèrent par la suite « nouvelle guerre de Trois Ans ». Ce nom prête lui aussi à confusion, car la lutte dura en fait de 1083 à 1087, et ce n'est qu'en en déduisant les trêves qu'on arrive au total de trois ans.

Cette guerre naquit d'une vieille querelle entre les branches de la maison Kiyowara dont les intérêts s'opposaient, en partie à cause de leurs alliances matrimoniales avec d'autres clans. Il est inutile d'entrer dans le détail de ces luttes intérieures, mais leur accumulation finit par rendre une intervention nécessaire. Yoshiie fut nommé gouverneur du Mutsu en 1083. La cour ne lui avait pas demandé de monter une expédition contre les Kiyowara, mais une partie de sa mission consistait à maintenir l'ordre dans les provinces du Nord. C'est donc en usant de moyens pacifiques qu'il tenta d'abord de mettre fin au conflit opposant (dans le Dewa aussi bien que le Mutsu) les chefs Kiyowara Masahira, Iehira et Narihira. En dépit de certains résultats, ses efforts ne parvinrent pas à supprimer toutes les violences, et il lui lallut finalement intervenir avec ses troupes. Au cours de l'hiver 1086, il attaqua la palanque de Numa, où Iehira était retranché. Le siège se prolongea durant des mois, mais l'ennemi occupait une position trop bien fortifiée pour qu'il

pût en venir à bout, et le froid et la faim tuèrent nombre de ses hommes avant qu'il ne se décide enfin à se retirer.

A ce moment-là, Takahira, oncle d'Iehira, entra en jeu avec de nombreuses troupes et gagna avec son neveu la palanque de Kanazawa, où ils restèrent comme une menace pour Yoshiie, rendu furieux par leur alliance et conscient que seul un gros effort pourrait redresser la situation. Après maints contretemps et de longues périodes d'inaction, Yoshiie rassembla une puissante armée et, avec l'aide de son jeune frère Yoshimitsu, venu de Kyoto avec des renforts, il mit le siège devant Kanazawa. Fujiwara Kiyohira, qui, plus tard, deviendrait tout-puissant dans les provinces de Mutsu et de Dewa, lui prêta lui aussi main forte. Au bout de quatre mois – d'août à novembre 1087 –, les Kiyowara furent enfin défaits. Iehira et Takahira furent tous deux tués alors qu'ils tentaient de fuir la palanque, à laquelle ils avaient mis le feu. Des deux côtés, les pertes furent effroyables, et Yoshiie eut bien du mal à soutenir le moral de ses troupes. C'est grâce à ses grandes qualités de chef que la discipline fut maintenue.

Les chefs Minamoto : C'est dans ces combats acharnés, menés dans des régions sauvages et inhospitalières contre un ennemi impitoyable, qu'au cours de près d'un demi-siècle les Minamoto acquirent le meilleur de leur expérience. Et ce sont ces mêmes luttes qui permirent à leurs combattants d'assimiler l'âpre leçon de la discipline et de l'obéissance. Pendant ces épuisantes campagnes, alors que la vie de chacun dépendait de la vigilance de ses camarades et que tous partageaient également les difficultés et les risques, un lien puissant de confiance mutuelle se créa tout naturellement entre les chefs et leu s hommes. C'est là que se forgea le code de conduite du guerrier, car quoique Yoriyoshi commandât les meilleurs et les mieux entraînés des *Kandô bushi*, les guerriers de l'Est, aucune de ses victoires ne fut facile. Les Minamoto payèrent chèrement la science qu'ils acquirent ainsi, car ce furent leurs revers qui la leur enseignèrent ; mais le prix en valait la peine.

Les récits de la guerre de Trois Ans aident à mieux comprendre les relations d'un grand guerrier d'alors avec ses partisans. Bien qu'une tradition de fidélité fût déjà solidement établie à l'époque des combats dans le Nord, il est clair que ceux qui y prirent part attendaient une récompense. Selon les historiens qui relatèrent ensuite l'épisode en question, Minamoto

Yoshiie se plaignit que, la cour n'ayant pas songé à le faire, il dût récompenser lui-même ceux qui l'avaient suivi. Mais il s'agit là d'un malentendu touchant la position de Yoshiie. La cour, sans doute pour des raisons tout égoïstes, ne considéra pas que l'élimination de la famille Kiyowara concernait l'État, mais que c'était plutôt l'affaire privée des Minamoto. Les Kiyowara étaient désordonnés, mais ce n'étaient pas des rebelles. D'ailleurs, il ne semble pas que Yoshiie attendît une aide du Trésor. Avec les revenus de ses manoirs, il avait largement de quoi récompenser ses combattants. Tout grand guerrier de l'époque était tenu de dédommager ceux qui avaient risqué leur vie à son service, ce qui annonce les institutions féodales. Et ce sera à l'un des descendants de Yoshiie de perfectionner cette formule, lorsque, à la fin du XIIe siècle, une société féodale hautement développée dominera la scène politique.

La relation classique des campagnes de Yoriyoshi dans le Nord est le *Mutsu waki,* qui fut à l'origine compilé sur la base de rapports provinciaux et de récits oraux peu après les événements qu'il narre. Sous sa forme actuelle, l'ouvrage semble avoir été écrit dans une perspective littéraire par un érudit beaucoup plus tardif ; pour ce qui est des faits, les critiques les plus avisés estiment pourtant qu'il est digne de foi.

L'auteur cite abondamment les classiques chinois et vante les prouesses des Minamoto comme surpassant tout ce qui s'est fait dans l'antiquité. Son récit est intéressant parce qu'il fixe un modèle aux romans militaires plutôt que par les batailles et les escarmouches qu'il relate, car son langage est très ornemental et les faits d'armes qu'il rapporte ne sont guère crédibles. Mais il doit avoir contribué à inculquer certains idéaux qui, par la suite, devaient influencer, sinon dicter, la conduite des membres de la caste militaire. Parmi les actions qu'il signale comme particulièrement dignes d'éloges, on trouve ainsi des exemples d'autosacrifice par amour du chef, de mépris de la mort par fidélité. On peut notamment lire : « Le chef rentra et fit le tour du camp pour réconforter les blessés. Tous lui dirent : " Nous donnerons notre corps pour payer notre dette. Nous ferons peu de cas de notre vie et mourrons sans regret pour notre chef. " » On trouve là un écho du chant des guerriers de l'époque du Yamato : « Nos corps pourrons croupir dans l'eau ou blanchir sur le sol. » Tout cela est essentiellement littéraire.

Certains des Minamoto qui servirent à la cour étaient des hommes de goût, et ceux dont la carrière fut plus littéraire que guerrière jouèrent peut-

être un rôle dans la rédaction des premiers romans militaires (« gunki »), en aidant par exemple à formuler le code du guerrier. Car s’il fut façonné sur le champ de bataille, on sent très bien que des hommes de lettres s’occupèrent de l’endimancher.

On pourrait supposer qu’après ces dures campagnes, les Minamoto devinrent la première famille du Nord. Mais malgré la haute réputation qu’ils s’y étaient effectivement taillée, un autre puissant clan dominait les provinces de Mutsu et de Dewa. Lorsque, en 1087, Yoshiie avait soumis les Kiyowara, il avait bénéficié de l’aide d’un Fujiwara nommé Kiyohira, que la famille Kiyowara avait adopté. Cette famille était entrée en possession des domaines que possédait le clan Abe dans le Mutsu, et Kiyohira était devenu *öryöshi* (officier de justice) et commandant en chef du Mutsu et du Dewa. A sa mort, en 1128, il était parvenu à un degré d’indépendance tout à fait remarquable, régnant en souverain quasi autonome sur le domaine le plus vaste du Japon. En 1095, il construisit une forteresse à Hiraizumi, avec un monastère et des maisons d’habitation, dans l’espoir de fonder une ville qui, sur le plan culturel, pourrait rivaliser avec Kyoto. Du point de vue défensif sinon offensif, il n’avait rien à envier aux Taira ni aux Minamoto, et à certains égards, n’ayant pas à souffrir des querelles qui les divisaient, il était même plus puissant qu’eux en raison de sa position stratégique pratiquement inattaquable. Mais du fait même de son éloignement, il lui était presque impossible de jouer un rôle important dans la politique nationale.

Quoique la richesse des Minamoto ne fût pas en rapport avec leur prestige militaire, dans bien des régions du pays, des propriétaires confièrent leurs terres à Yoshiie en échange de sa protection. Ainsi, des guerriers toujours plus nombreux devinrent en quelque sorte les vassaux du clan Minamoto, dont les domaines ne cessaient de s’étendre. Souvent, des combattants d’autres familles qui avaient servi sous les ordres de l’un ou l’autre de ses capitaines remettaient leurs biens à leur ancien chef par fidélité ou par gratitude. Cette tendance alarma la cour, et, en 1091, un édit fut public qui interdisait aux cultivateurs de confier leurs terres à Yoshiie, et à ses partisans d’entrer dans la capitale avec lui. L’éclatante victoire qu’il avait remportée dans la guerre de Trois Ans était encore récente, et il semble que la cour était jalouse de ses succès. Pas plus qu’il n’en obtint de récompense, il n’avait reçu de la Couronne d’aide ni d’encouragement alors

qu’il se battait dans le Nord. Le pouvoir était alors aux mains de l’empereur cloîtré Shirakawa. Il était ennemi de la violence, fanatiquement dévot, et sans doute méfiant à l’égard des Minamoto. Mais une fois de retour à Kyoto, Yoshiie et ses camarades reprirent leurs fonctions à la tête des gardes du palais et de l’empereur. Par ailleurs, ils contribuèrent efficacement à lutter contre les abus des moines armés qui infestaient la ville (voir le chapitre IX). Ces derniers avaient beau crier au sacrilège lorsqu’ils s’en prenaient à leur personne sacrée, ils ne se laissaient pas impressionner et n’éprouvaient aucun scrupule à tirer l’épée. En 1095, ils tuèrent plusieurs chefs de ces bandes de moines, et une dizaine d’années plus tard, ils mirent en fuite quelques milliers d’entre eux. C’est dans les comptes rendus de ces conflits qu’apparaissent pour la première fois les noms d’autres Minamoto, tels que Mitsukuni, Yoshichika et Tameyoshi, qui reviendront souvent dans la chronique des guerres.

Avec leur prestige grandissant, les Minamoto éclipsaient quelque peu les Taira. Mais la position de ceux-ci commençait également à s’améliorer, peut-être parce qu’ils étaient politiquement plus habiles. Outre qu’ils possédaient de vastes domaines dans les provinces occidentales, ils occupaient de nombreuses fonctions officielles, en particulier dans l’Iga, le Hyôgo et le Sanuki, dans les régions situées au sud et à l’ouest de la capitale et sur les rives de la mer Intérieure. Si les Minamoto étaient spécialisés dans les combats de cavalerie, les Taira l’étaient dans les combats navals, de sorte qu’ils jouissaient d’une plus grande influence dans les zones maritimes. En outre, ils bénéficièrent des erreurs commises par certains chefs Minamoto. Ainsi, la mauvaise conduite de Yoshichika, fils aîné de Yoshiie, joua en leur faveur. Yoshichika avait été banni dans la province de Sanuki pour crime contre la cour, mais il s’enfuit dans l’Izumo et y fomenta une révolte, que réprima en 1108 le général Masamori, du clan des Taira. Le prestige du clan en fut accru dans la capitale. Masamori, fils de Tadamori, fut le principal artisan de la fortune des Taira. Sa tactique était assez simple : chaque fois qu’il était question des Minamoto, dont la gloire déplaisait à l’empereur abdicataire Shirakawa, il prenait systématiquement le parti de la cour. En 1129, il réussit en outre à rétablir l’ordre dans la région de la mer Intérieure, en proie à la révolte et à la piraterie. Il eut pour successeur Taira Kiyomori, l’une des figures les plus marquantes de l’histoire du Japon, qui, pendant vingt ans, gouverna pratiquement le pays, avec des pouvoirs comparables à ceux que les grands régents Fujiwara

avaient usurpés. A cette époque, l’influence des Taira dépassait bien sûr celle des Minamoto.

LA SUPRÉMATIE DES TAIRA

S’il est commode de décrire les événements des années qui suivent l’insurrection manquée de Högen, en 1156, comme un conflit entre les deux grandes maisons militaires, il ne faut pas imaginer que telle était la dimension vraie de l’affrontement. Ce qui se produisit au cours de la deuxième moitié du xne siècle, ce fut un passage du pouvoir de la cour et de la noblesse aux classes possédantes, société nouvelle résidant en province dont les revendications se basaient sur la possession de la terre et le contrôle des forces armées. Durant ce processus, les deux clans se trouvaient dans des camps différents en ce qui concerne l’allégeance aux souverains, mais leurs intérêts eussent pratiquement été les mêmes s’ils étaient parvenus à un accord touchant le partage de la terre et de la main-d’œuvre, ce qui ne devait pas être, car la modération n’était pas dans l’esprit du temps tel qu’il s’exprimait à travers la classe des guerriers. Il y a certes beaucoup à dire concernant le courage et la loyauté de ceux-ci, mais quelque éloge que fassent d’eux les chroniques, il est indubitable que leur accession au pouvoir s’accompagna d’actions dictées non par l’esprit mais par les passions : jalousie, colère, orgueil, rapacité et cruauté.

Après la défaite du parti de Yorinaga, en 1156, les châtiments infligés aux rebelles furent impitoyables. Tameyoshi, chef du clan des Minamoto, fut condamné à mort, et son fils Yoshitomo reçut l’ordre de l’exécuter. Sur son refus, un officier Minamoto se chargea de cette triste tâche, jugeant que ce serait un déshonneur pour un membre de son clan d’être tué par un Taira. Tameyoshi se laissa faire, et, lorsqu’il l’eut mis à mort, l’officier en question se suicida. Une cinquantaine parmi les partisans de l’empereur Sutoku furent tués de sang-froid. Depuis près de trois cent cinquante ans, aucune peine capitale n’avait été prononcée à l’encontre de courtisans ou de fonctionnaires, bien que, selon les codes, la trahison et autres crimes du genre fussent passibles de mort. Le responsable de ces exécutions fut un certain Shinzei, Fujiwara rusé et sans scrupules qui était entré dans les ordres mais occupait la charge de conseiller d’État. Chef du parti qui alors dominait la cour, il persuada l’empereur de prendre une série de mesures administratives destinées à restaurer l’autorité de la Couronne.

Shinzei (de son nom laïc Fujiwara Michinori) était en très bons termes avec Kiyomori, lequel jugeait flatteur et profitable d’avoir l’amitié d’un

noble d'une pareille distinction. Tous deux avaient en commun certains goûts, et s'intéressaient notamment aux affaires et au commerce chinois. Il y avait toutefois une opposition, dont les membres détestaient Shinzei et voulaient eux-mêmes diriger l'empereur. Leur parti avait à sa tête un autre Fujiwara, dénommé Nobuyori, homme jeune mais pas vraiment capable, auquel Yoshitomo s'allia par insatisfaction et par haine de Shinzei. Kiyomori, désormais chef du clan des Taira, avait été promu en grade et jouissait d'une grande influence au palais, où ses fils étaient reçus en familiers. L'empereur régnant (Nijô) suivait les conseils de Shinzei, l'empereur abdicataire (Go-Shirakawa) ceux de Nobuyori : la scène était prête pour l'action.

Au début de 1160, Kiyomori entreprit avec sa famille un pèlerinage privé à Kumano, ce dont Yoshitomo et Nobuyori profitèrent pour lever une armée et tenter un changement de gouvernement. Mais ils s'y prirent trop tard et ne surent pas tirer pleinement parti de l'absence de Kiyomori, dont certains historiens estiment même qu'il ne quitta la capitale que pour leur tendre un piège. Quoi qu'il en fût, les événements des jours suivants constituent l'un des chapitres les plus palpitants de l'histoire du Japon, riche en mouvements et en couleurs, en intrigues et en contre-intrigues, en laits d'armes, incendies volontaires, meurtres, suicides et autres morts violentes. Il s'agit du soulèvement de Heiji (du nom de l'époque Heiji, qui signifie les Temps de Paix), de 1159, immortalisé et par le roman militaire et par un superbe rouleau peint (« emakimono »), le *Heiji monogatari*.

D'abord, tout alla bien pour les conspirateurs qui, ayant rapidement mis sur pied une troupe de quelque cinq cents hommes d'élite, attaquèrent le 19 janvier 1160 la résidence de l'ex-empereur, s'emparèrent de lui, tuèrent une partie de ses gens, mirent le feu au bâtiment et emmenèrent le souverain dans l'une des bibliothèques du Grand Palais, tandis que l'empereur Nijô était enlevé de ses appartements et enfermé dans la salle du Kurôdo. Ils s'en prirent ensuite à la maison de Shinzei, l'incendièrent, massacrèrent tous ses occupants sauf le moine-conseiller lui-même, qui ne réussit à s'enfuir que pour être capturé et décapité quelques jours plus tard. Puis Nobuyori s'occupa du gouvernement. Il se fit nommer chancelier par l'empereur, qu'il contraignit à approuver diverses autres mesures. Son coup d'État paraissait avoir réussi, mais il avait encore de nombreux ennemis à la cour, et ceux-ci pressaient l'empereur de résister et d'envisager avec eux un plan d'évasion.

Cependant, les préparatifs militaires des Minamoto n'étaient pas aussi minutieux qu'ils auraient dû l'être, et après que Kiyomori fut revenu dans la capitale, ils se révélèrent incapables de prendre des mesures décisives. Il semble qu'ils aient sous-estimé la force des guerriers Taira, car bien que Yoshihira (le fils aîné de Yoshitomo) eût ramené des troupes de Kamakura, Nobuyori jugea inutile d'attaquer Kiyomori, qui eut ainsi le temps de se retourner. Pour sa part, il s'inquiétait de la puissance armée des Minamoto et fit à Nobuyori des propositions pacifiques. En rentrant dans la capitale avec une troupe très peu nombreuse, son fils Shigemori et lui se retranchèrent dans le quartier du Rokuhara, fief de leur famille, où les rejoignirent des guerriers Taira et un grand nombre de courtisans et fonctionnaires hostiles à Nobuyori.

Le 29 janvier, l'empereur reprit courage devant l'attitude d'un Fujiwara qui osa s'opposer à Nobuyori en plein conseil et devant tous ses partisans. Quelques jours après, déguisé en dame d'honneur, il quittait secrètement le palais avec l'impératrice pour se réfugier au Rokuhara. Au même moment, aidé bien sûr des Taira, l'ex-empereur s'échappait de l'endroit où Nobuyori l'avait emprisonné. Le lendemain matin, soit le 5 février, tandis que Nobuyori s'affolait, Yoshitomo s'apprêta à défendre le palais intérieur contre les Taira. Quand ceux-ci attaquèrent, la défense tint bon jusqu'au moment où, par une feinte retraite, ils réussirent à attirer hors du palais une partie des guerriers Minamoto, ce dont le reste de leurs troupes profitèrent pour s'engouffrer à l'intérieur et se rendre maître de la place. Les Minamoto furent alors contraints d'attaquer le Rokuhara, mais tous leurs efforts échouèrent devant la résistance que leur opposèrent les moines armés du mont Hiei, qu'ils avaient jadis si rudement traités. Yoshitomo ordonna à ses hommes de se disperser, ne voyant aucune chance d'arriver à rien avant d'avoir levé de nouvelles troupes.

L'un des épisodes les plus dramatiques de cette campagne, que les chroniqueurs adorent raconter, est la lutte de Yoshitomo et de ses fils Yoshihira, Tomonaga et Yoritomo, pour se frayer une route à travers la campagne hostile et la neige déchaînée, cependant qu'ils fonçaient vers l'est pour rassembler une autre armée. Agé de quinze ans, Tomonaga, le fils cadet, avait été blessé lors du combat du mont Hiei. Ses deux frères marchaient en tête, et lui ne pouvait suivre. A sa demande, son père le tua afin qu'il ne tombe pas aux mains de l'ennemi. Peu après, Yoshitomo lui-

même fut abattu par un traître de sa suite. Yoshihira, apprenant la mort de son père, retourna dans la capitale pour se venger en assassinant un des chefs Taira ; mais il fut trahi à son tour, et, après un combat acharné contre des troupes très supérieures en nombre, il fut pris et livré à ses ennemis, qui, grave insulte, le firent décapiter en place publique.

Ainsi s'acheva, quoique pour une brève période seulement, le conflit entre les deux grands clans, après quelque trente jours de courage et de lâcheté, de complots et de guet-apens, de meurtres, de trahisons et de barbaries – de tous les atroces ingrédients du roman militaire. Cependant, ni dans son essence ni dans son objet, le conflit n'était une lutte des clans pour la suprématie. En réalité, les clans étaient l'instrument d'une révolution politique, et l'on aura relevé que, pas plus dans le soulèvement de 1156 que dans celui de 1160, de nombreuses troupes n'étaient engagées. L'affaire de Högen fut liquidée en quelques jours, et quelques milliers d'hommes seulement participèrent à celle de Heiji, qui resta strictement locale et consista presque uniquement en combats de rues et en attaques contre des bâtiments.

Par ailleurs, cette révolution politique ne correspondait pas à ce qu'avaient voulu les principaux acteurs. Nobuyori et Shinzei, les adversaires Fujiwara qui l'avaient déclenchée, se battaient pour avoir le contrôle politique du souverain ; ils n'envisageaient en aucune façon de faire passer le pouvoir d'une aristocratie civile au chef de clan d'une maison militaire. Ce transfert du pouvoir, tel qu'il se produisit, rendit inévitable l'affrontement entre les deux clans ; toutefois, il ne résulta pas d'une politique réfléchie adoptée dans un but révolutionnaire précis, mais plutôt de l'esprit de rivalité et de revanche que la guerre engendre. Depuis longtemps, la tendance de l'époque s'opposait à la bureaucratie administrée depuis la capitale, et, vers 1100 déjà, elle inclinait vers un déplacement de l'autorité de la ville à la campagne, où se trouvaient les bases réelles de la richesse et de la force. Les soulèvements de Högen et de Heiji ne furent que des accidents qui accélérèrent cette tendance par des moyens violents. Ils ne la créèrent pas.

La rivalité entre les deux clans n'en joua pas moins un rôle important dans l'histoire du Japon, car c'est durant leurs affrontements que la nouvelle société militaire développa ses structures économiques et son style de comportement. Le moment est donc venu d'examiner d'un peu plus près

l'ascension du clan Taira comme exemple du passage des chefs militaires d'une position de subordination à la domination complète du pouvoir civil.

Il ne faut pas imaginer les clans guerriers comme étant homogènes, composés chacun d'hommes partageant le même esprit et le même objectif. On ne peut pas dire que les Minamoto défendaient un principe et que les Taira en défendaient un autre ; d'ailleurs, les propriétaires Taira et Minamoto des provinces de l'Est vivaient côte à côte en toute amitié, et leur premier souci était de préserver leurs biens et non de les risquer en prenant parti pour leur clan dans ses luttes politiques. L'expansion de la classe guerrière en nombre et en terre rendait difficile le maintien de l'ancienne unité à l'intérieur des clans et même des grandes familles. Il n'y avait plus de communauté d'intérêts véritable entre les branches d'un clan habitant des légions différentes ou les membres d'une famille plus ou moins bien nantis du lait des lois successorales. En un sens pourtant, tous les représentants de la classe militaire avaient une ambition commune, souhaitant conserver leurs terres, éviter les impôts, et supplanter sinon détruire l'autorité civile qui désirait utiliser mais aussi limiter leur puissance militaire. La classe dans son ensemble aurait peut-être plus facilement atteint à la prospérité si les deux grands clans avaient uni leurs forces. Mais ils ne le firent pas, car il aurait fallu qu'ils partagent les terres existantes, et ni l'un ni l'autre n'auraient pu s'y résoudre quand bien même il y en aurait eu pour tout le monde.

Lorsque, en 1153, Taira Kiyomori devint chef de son clan, c'était un homme robuste de trente-cinq ans. Grâce à Tadamori, son père, sa famille jouissait désormais d'un prestige immense, en sorte qu'il se trouvait sur un pied d'égalité avec les plus grands nobles de la cour. Il eut bientôt l'oreille de l'ex-empereur Go-Shirakawa, qui avait besoin d'aide pour remplacer celle de ses favoris Fujiwara, morts ou disparus au cours des récentes convulsions. En outre, Kiyomori eut soin de se faire un ami de Minamoto Yorimasa, soldat et érudit de marque, qui n'avait pas pris le parti de son parent Yoshitomo lors de la défense du palais.

Par comparaison, la position du clan Minamoto, les Seiwa Genji, semblait extrêmement faible. Lors des soulèvements de 1156 et 1160, ses grands capitaines avaient été tués au combat ou exécutés, et, de la famille de Yoshitomo, son défunt chef, il ne restait plus que trois jeunes garçons (Yoritomo, Noriyori et Yoshitsune), dont Kiyomori épargna

mystérieusement la vie. En réalité, vers 1160, ces enfants, vivant dans l'obscurité, ne représentaient aucun danger, alors que, sous la conduite de Kiyomori, le clan Taira était tout-puissant. Sa toute-puissance demande d'ailleurs certaines explications. En effet, il n'y a pas bien longtemps, les Minamoto l'emportaient encore sur les Taira. On a déjà noté que cet état de choses changea en 1108, quand Taira Masamori écrasa la révolte de Minamoto Yoshichika. Ce succès fut peut-être à l'origine de sa faveur auprès du Trône, car après son retour triomphal dans la capitale, il fut promu en grade. Des récits de l'époque racontent son entrée dans la ville

« Aujourd'hui, Tamba no Kami Masamori a rapporté la tête de Minamoto Yoshichika dans la capitale ! […] elle était plantée sur une pique et portée par cinq serviteurs. A droite et à gauche de ceux-ci marchaient quarante ou cinquante fantassins armés de pied en cap. Ils étaient suivis par Masamori et une centaine de ses gens, dont les lances et les épées flamboyaient au soleil, entre les colonnes d'archers et de cavaliers postés le long de la route. […] Des foules de spectateurs de tous rangs sont venus, avec leurs voitures et chevaux. Toute la population de la ville, hommes et femmes, semblait emplir les rues, et tous étaient dans un état d'extrême excitation. »

Les Japonais adorant le spectacle, cet événement rehaussa certainement le prestige du clan Taira et de la classe militaire dans son ensemble.

Quelques années plus tard, Masamori fit une autre entrée triomphale dans la capitale. Cette fois, il marchait à la tête d'une centaine de guerriers de son clan, célèbres sur les côtes occidentales et méridionales du Japon, qui escortaient une troupe portant la tête des criminels qu'ils avaient capturés. Il s'agissait de pirates et de bandits qui avaient causés de gros ennuis aux autorités provinciales, et le souverain récompensa Masamori en lui accordant une nouvelle promotion et de nouveaux éloges, lors d'une cérémonie qui « stupéfia les yeux et les oreilles du peuple ».

Pour un officier militaire, ce genre de promotion était exceptionnelle. Pourtant, le succès de son fils Tadamori fut plus remarquable encore que celui de Masamori. En fait, on peut dire que ses triomphes parachevèrent l'ascension du clan Taira en tant que puissance militaire et politique, et préparèrent ainsi la voie au grand Kiyomori, qui n'eut à faire aucun effort particulier pour parvenir à la plus haute autorité.

Tadamori était un grand soldat qui, outre ses succès contre le brigandage (alors fort répandu), mit rapidement fin aux excès des moines guerriers du Tendai et des autres sectes. Son caractère et ses exploits donnent une très bonne idée du genre d’homme auquel ces temps troublés, où le régime bureaucratique ne cessait de se dégrader, permirent d’atteindre une position de haute influence. Quitte à nous répéter, il vaut donc la peine de décrire quelques-unes de ses réussites et de ses méthodes.

Sur le plan militaire, il remporta d’éclatants succès contre les pirates de la mer Intérieure. Par l’entremise des partisans et associés qu’il avait dans la région, il entretenait des rapports amicaux avec certains d’entre les pirates et, quoiqu’il fût prêt à les attaquer lorsqu’il le jugeait bon, il lui arrivait de couvrir leurs déprédations pour son plus grand profit. Entre autres charges, il avait, par faveur, obtenu celle de régisseur des terres occidentales de l’empereur cloîtré. Une histoire rapporte comment, à ce titre, il se rendit à Hizen pour inspecter les domaines impériaux, et visita alors le port de Hataka, dans le Chikuzen, où il fit d’excellentes affaires avec des négociants chinois.

Ce n’est pas par hasard que Tadamori devint l’agent de la suppression de la piraterie sous l’empereur Sutoku. Dans l’Ouest, l’intérêt des Taira s’était de tout temps concentré sur les régions côtières, et en fait, les pirates n’étaient autres que les représentants de la noblesse locale dont les fiefs s’étendaient sur les côtes. Une fois que, de gré ou de force, ils s’étaient soumis aux officiers de la Couronne, ceux d’entre eux qui n’étaient pas déjà des parents ou alliés du clan en devenaient les vassaux dans une relation quasi féodale. C’est à cause de ses succès dans ce domaine que Tadamori fut nommé gouverneur de différentes provinces occidentales (Bizen, Mimasaka, Harima, etc.) et étendit ainsi l’influence des Taira sur tout le pourtour de la mer Intérieure. Il avait vraiment la confiance de la cour, comme l’atteste maint journal intime de l’époque, où (par exemple) il est présenté comme le favori de l’ex-empereur Shirakawa, dont il était devenu le conseiller et garde du corps personnel au lendemain de ses premiers exploits guerriers.

En dehors de ses qualités de chef militaire, c’était un politique habile et clairvoyant qui savait beaucoup mieux se débrouiller que ses rivaux Minamoto. Lorsque ses intérêts privés étaient en jeu, il ne dédaignait pas d’user de fourberie. C’est ainsi qu’en 1136 il impressionna fort la capitale

en faisant défiler dans les rues quelque soixante-dix prisonniers décrits comme des pirates. Ce fut un beau spectacle, mais il s'agissait en fait de personnalités des provinces de l'Ouest qui refusaient de se plier à sa volonté. Une fois au moins, il se servit de faux ordres impériaux pour couvrir ses méfaits.

Le témoignage attestant ce délit ne manque pas d'intérêt, car il illustre l'attitude des fonctionnaires de l'ancien régime face aux parvenus de la classe militaire. On le trouve dans le journal intime d'un courtisan haut placé[29], qui raconte avoir reçu une lettre d'un conseiller *(Sochichûnagon) d*u gouvernement militaire du Kyüshü (Chinzei-fu) lui demandant de venir le voir en secret. Le conseiller rapporte que, lors de l'arrivée d'un bateau chinois, des fonctionnaires locaux examinaient sa cargaison quand Tadamori, gouverneur de Bizen, leur présenta un papier qui, dit-il, était un ordre de l'empereur cloîtré, selon lequel les bateaux chinois entrant dans les ports du Kyüshü ne devaient pas subir d'inspection officielle mais dépendaient de la juridiction du manoir de Kanzaki, dans la province de Bizen, c'est-à-dire de sa propre juridiction. Pour les deux fonctionnaires, Tadamori avait commis une malhonnêteté extrêmement grave, dont l'empereur cloîtré devait être averti. Ce genre de conduite était inqualifiable et menait tout droit le Japon à la ruine. Les gens qui étaient au service de Sa Majesté semblaient se comporter comme des singes et des chiens !

C'est probablement en dehors de la sphère militaire que se situe l'exploit le plus remarquable de Tadamori, qui réussit à s'imposer à la noblesse de cour non seulement comme soldat, mais comme un érudit parfaitement à l'aise dans la haute société. De son point de vue, c'était un élément essentiel de la politique par laquelle il comptait augmenter le prestige et le pouvoir de son clan, car il faut se rappeler que, dans les cercles intérieurs de la cour, les grands nobles étroitement apparentés à la maison impériale n'étaient pas disposés à traiter en égaux même les plus brillants militaires, qu'ils estimaient manquer de raffinement et de sensibilité. Ce n'est que lorsqu'ils désiraient obtenir d'eux quelque faveur qu'ils consentaient à rencontrer les chefs des clans guerriers sur un pied d'égalité. Et même des généraux de l'envergure de Minamoto Yorinobu et Yorimitsu étaient traités avec dédain par les nobles Fujiwara, qui avaient pourtant besoin de leur aide et de leur protection.

Il semble qu'au XIe siècle, les guerriers n'étaient pas encore tout à fait conscients de leur puissance. Ils étaient éblouis par le prestige du Trône, et, malgré ses bases immatérielles, prêts à se soumettre à l'ascendant moral dont jouissaient la noblesse de cour et les hauts officiers de l'État. Leur infériorité s'expliquait, en partie du moins, par une éducation insuffisante, et en particulier par leur ignorance du savoir classique et des règles du goût, ignorance qui les tenait à l'écart des cercles les plus fermés et des fonctions civiles les plus en vue. Certains guerriers finirent toutefois par prendre conscience de ce manque, et, pour des raisons d'orgueil aussi bien que de politique, s'efforcèrent de rivaliser avec les familles nobles sur le plan du goût et du comportement. Ce fut notamment le cas des Ise Heishi, membres de cette branche du clan Taira qui, fixés dans les provinces du Centre, entretenaient d'étroits rapports avec la capitale. Précurseurs de Kiyomori, ils furent les premiers à suivre la voie de la distinction sociale en cultivant les arts ; et il est caractéristique du sentiment traditionnel de leur pays qu'ils dussent leur succès dans cette entreprise à l'approbation de leurs supérieurs sociaux devant leurs efforts littéraires et leur application à observer les règles de l'étiquette. En remédiant ainsi aux défauts de leur classe, non seulement les Taira améliorèrent leur position sociale, mais ils augmentèrent leur influence politique.

L'habile Tadamori fut remarquablement heureux dans sa vie politique. Ses relations en province lui permirent d'amasser une fortune, qui lui valut elle-même la faveur des grands. Il était généreux dans ses dépenses et aidait volontiers les bonnes causes. Il contribuait sans compter aux entreprises pieuses soutenues par le Trône, prenait part à des concours de poésie et participait même aux danses rituelles de certains sanctuaires, ce qui ne cadrait guère avec son rôle de chef de clan guerrier mais rendit sympathique l'ensemble de sa classe. C'était enfin un maître courtisan. Il savait comment se rendre agréable et utile, et obtint ainsi la faveur d'un empereur après l'autre. Ajoutons encore qu'il avait soin de cultiver l'amitié des dames influentes de la cour et que les mémoires de l'époque contiennent de fréquentes allusions à sa popularité auprès d'elles.

CHAPITRE XIII

Kiyomori, SON CARACTÈRE ET SES MÉTHODES

Tadamori mourut en 1153, âgé de cinquante-huit ans. Il fut remplacé par Kiyomori, dont nous avons déjà raconté comment il battit les Minamoto lors de la révolte de Heiji en 1160.

Ni sa date de naissance ni le nom de sa mère ne nous sont connus de façon précise, mais on pense qu'il naquit en 1118, d'une jeune sœur de la dame Gion (Gion no Nyôgo). Cette dame (qui vivait près du sanctuaire de Gion) occupait une position importante à la cour de l'empereur abdicataire Shirakawa, dont elle fut la maîtresse favorite pendant des années. Son nom revient souvent dans les mémoires datant des environs de l'an 1100, notamment pour rappeler les sommes considérables qu'elle consacra à des œuvres pieuses et des services bouddhiques. Que les liaisons qu'on lui prête avec tel ou tel notable aient ou non existé, il est probable que Tadamori et le jeune Kiyomori durent beaucoup à son influence et à celle de sa sœur cadette.

La rumeur voulait que Kiyomori eût du sang royal par son père. On ignore qui fut véritablement son père, mais on le connaissait comme un parent de Tadamori, et il bénéficia de la faveur dont ce dernier jouissait à la cour. Il monta rapidement en grade et, en 1146, il devint gouverneur de l'Aki. C'est dans cette province que se trouvait le célèbre sanctuaire d'Itsukushima (sur l'île de Miyajima), lié au destin du clan Taira. Kiyomori avait une foi remarquable dans le culte d'Itsukushima, mais il paraît probable que son intérêt n'était pas purement religieux. Ses fréquents pèlerinages à ce grand sanctuaire de famille lui donnaient l'occasion de s'occuper de diverses entreprises sur les rives de la mer Intérieure, notamment de certaines transactions avec des commerçants chinois dont Tadamori avait déjà tiré grand bénéfice. Il pouvait alors cultiver ses relations avec les familles dirigeantes de l'ouest du Japon et avec ces pirates et amis que Tadamori avait utilisés et protégés. Kiyomori était plus modéré que Tadamori, mais l'influence que le clan Taira avait dans cette région lui permettait d'y faire d'excellentes affaires. Quoi qu'on puisse penser de sa

politique, on doit lui reconnaître un certain travail constructif. Comme Tadamori, il comprit l'importance du commerce maritime ; il construisit un port à Hyôgo, à l'abri du cap de Wada Misaki, et développa la navigation dans l'ensemble de la mer Intérieure, draguant les chenaux, améliorant les mouillages, facilitant transport et commerce. Sans doute était-il guidé par son propre intérêt, mais sa vision ne manquait pas d'ampleur.

Les opinions des historiens japonais quant au caractère de Kiyomori présentent des divergences, ce qui n'a rien d'inattendu, les hommes exceptionnels manifestant toujours dans leur comportement des inconséquences qu'un simple jugement ne peut expliquer. De tous les témoignages ressort pourtant assez clairement l'image d'un être volontaire, opiniâtre, irritable, qui pouvait maîtriser sa colère lorsqu'il le désirait, et qui, en société, se montrait d'ordinaire plein de tact, de considération et même de gentillesse. De telles contradictions n'ont rien d'anormal, et peut-être ses accès de colère s'expliquent-ils par sa mauvaise santé, car on sait qu'il souffrit de maladies graves. L'ex-empereur Go-Shirakawa le décrivit comme incapable d'être gardien du Trône du fait qu'il était emporté et manquait de patience pour penser comme il eût fallu aux problèmes qu'on lui soumettait. Sans doute la chose est-elle vraie, mais il faut ajouter que la force de caractère, l'esprit de décision et la détermination sans pitié n'étaient pas des qualités faites pour plaire aux nobles de la cour de Heian, qui préféraient les discours et les compromis.

Il se peut que, dans les jugements portés sur lui par les courtisans de son temps, Kiyomori soit victime de certains préjugés en tant que membre de la classe guerrière. Homme de goût et homme bien élevé, il se conformait pourtant aux règles sociales de la cour, où il était généralement considéré comme doué de talents exceptionnels. Des personnages aussi distingués que Fujiwara Michinori (l'infortuné Shinzei du soulèvement de Heiji) le fréquentaient avec plaisir et trouvaient sans doute certains avantages matériels à son amitié. Mais peut-être lui-même fut-il dévoyé par les fastes de la société courtisane, dans laquelle il entra bien qu'il fût le fils d'un soldat, ce qui fit de lui un conservateur plutôt que le bâtisseur ou l'initiateur d'une époque nouvelle que ses dons remarquables lui eussent permis de devenir. On a suggéré qu'en 1168 une grave maladie le contraignit à se coucher, provoquant une modification de son caractère et un amoindrissement de ses facultés. On ne peut donc pas le considérer comme

l’un des plus grands hommes de l’histoire du Japon, mais il fut certainement un personnage très important dans une phase cruciale de l’évolution politique.

Quoique des hommes comme Kiyomori et Michinaga eussent une connaissance très intime de la cour et fussent parfaitement conscients des défauts tout humains des empereurs qu’ils servaient et manipulaient, ils n’en étaient pas moins profondément influencés par les propriétés mystiques de l’occupant du trône, ce « pouvoir » que la tradition prête aux souverains héréditaires. Ils ne pouvaient sans crainte adopter une politique absolument contraire aux intérêts de la Maison impériale, même s’il leur arrivait d’en maltraiter les membres. En réalité, il est vraisemblable que Kiyomori souhaitait supprimer le système de gouvernement de cloître et restaurer le pouvoir limité du souverain régnant, car il aurait alors pu rétablir une dictature comme celle des régents Fujiwara. Cette dictature, il l’aurait peut-être modifiée avec l’assentiment de l’empereur, et, chef d’un clan militaire jouissant d’une très grande influence en province, il aurait pu, devenu grand ministre, réaliser une quelconque réforme agraire. Mais après sa maladie il est probable qu’il ne voulut pas entreprendre une tâche aussi accablante, ni affronter l’hostilité qu’elle aurait suscitée, et il resta plongé dans le train-train de l’ancien régime avec tous ses plaisirs et privilèges. Ainsi, bien que chef d’un nouveau parti avec une nouvelle cause, il devint aussi réactionnaire que Yorinaga et autres dirigeants qui, lors du soulèvement de 1156, tentèrent de rétablir la dictature Fujiwara. Une fois libéré de la crainte que les Minamoto vaincus se lancent dans une guerre de représailles, son grand souci fut de prévenir toute menace de la part des Fujiwara.

Les relations entre Fujiwara et Taira telles qu’elles évoluèrent sous la conduite de Kiyomori sont révélatrices de l’humeur de l’époque. Quoique leur force militaire leur eût permis de prendre et de garder la plupart des charges importantes du gouvernement, les Taira commencèrent par user prudemment de leur puissance. Plutôt que d’entrer en conflit avec les Fujiwara, Kiyomori préféra adopter la politique matrimoniale qui leur réussissait si bien, et maria ses filles à des jeunes gens promis aux plus hautes charges. Ainsi, Fujiwara Motozane épousa l’une des filles de Kiyomori alors même qu’il était régent (1158-1166), et les Taira menèrent en général une politique d’enveloppement et de retenue, laissant aux

Fujiwara les hautes fonctions devenues héréditaires dans leur famille tout en se réservant le droit ultime de décision.

Bien que les grands nobles fussent contraints d'accepter la situation, ils continuaient à considérer les Taira comme des parvenus et refusaient de s'avouer que les temps mêmes avaient changé et amené une redistribution du pouvoir. D'aucuns résistaient passivement aux ouvertures des Taira, trouvant des excuses po r ne pas leur donner leurs filles, et, plus généralement, se tenant à distance de gens qu'ils considéraient comme des inférieurs. Parfois, mais rarement, la fierté des Fujiwara suscitait une résistance encore plus active à l'arrogance des Taira.

Peut-être le meilleur exemple en est-il l'histoire bien connue du conflit entre Motofusa et Shigemori, le fils de Kiyomori. Motofusa avait succédé comme régent à son frère Motozane en 1166. C'était un jeune homme capable, que Kiyomori détestait et auquel il réussit à enlever son autorité de chef du clan Fujiwara, et, de ce fait, de gardien d'un bien que lui-même convoitait. On peut imaginer que Motofusa haïssait tous les Taira, et non sans raison, bien qu'il lui fallût d'ordinaire cacher ses sentiments. Cependant, un jour de l'été 1170, un heurt se produisit entre la suite de Motofusa, qui se rendait au Hôjôji à un service auquel l'empereur cloîtré devait assister, et un petit-fils de Kiyomori, qui rentrait en ville dans une voiture légère après une leçon de musique. Il refusa de céder le passage au régent, dont la suite démolit sa voiture et l'humilia.

De retour à son palais, le régent envoya un officier accompagné d'adjoints expliquer l'incident à Shigemori, le père du garçon, qui refusa de le recevoir. Un mois plus tard, les Taira projetèrent des représailles, décidant d'attaquer le régent alors qu'il se rendrait à un service donné au Hôjôji pour l'âme du grand Michinaga. Mais le projet fut éventé, et le régent évita l'affrontement. Cependant, les Taira n'oubliaient pas l'affaire. Plus de trois mois après, une bande de partisans de Shigemori attaquèrent le régent et sa suite en route pour la cour, où devait avoir lieu une cérémonie solennelle. Motofusa ne fut pas blessé, mais des cavaliers de son escorte furent jetés à bas de leurs montures, battus et humiliés. C'est par ce genre de conduite, dictée par l'arrogance, que les Taira se mirent la capitale à dos. Par ailleurs, cet incident et d'autres eurent pour effet de rapprocher le régent et l'empereur cloîtré Go-Shirakawa et conduisirent à l'affaire Shishigatani

et aux conspirations et révoltes subséquentes contre le gouvernement de Kiyomori, qu’il nous faut maintenant raconter.

Avec ses troupes, Kiyomori avait toutefois réponse à toutes les plaintes, aussi longtemps du moins qu’aucune force armée ne serait réunie contre lui ; et depuis qu’il avait adopté la politique matrimoniale des Fujiwara, son emprise sur la monarchie ne cessait de croître. Il eut quelques ennuis avec l’empereur Go-Shirakawa, qui avait abdiqué en 1158 mais dominait toujours son successeur, le jeune empereur Nijô, auquel son fils Rokujô succéda en 1165, après quelques années de règne, alors qu’il était encore presque au berceau. Cet enfant fut bientôt déposé par son grand-père, qui plaça sur le trône son propre fils favori, l’empereur Takakura, alors âgé de huit ans. La situation de Kiyomori, dont la belle-sœur était la mère de Takakura, en fut améliorée d’autant, et Go-Shirakawa cessa de se montrer hostile à son égard. D’ailleurs, si Kiyomori avait eu besoin d’une excuse pour exercer le pouvoir souverain, il aurait pu prétendre que l’empereur Go-Shirakawa était incapable. Shinzei le décrit en effet comme « un sombre [c’est-à-dire non éclairé] souverain, sans équivalent dans l’histoire de la Chine et du Japon », et un autre contemporain dit de lui qu’il « ne discernait pas le noir du blanc ».

Dès lors, l’ascension de Kiyomori fut des plus rapides. En 1167, il devint chancelier du royaume et fut promu à l’échelon inférieur du grade suprême, au-dessus duquel aucun sujet ne pouvait s’élever de son vivant. Le fait que de pareils honneurs, quasi sans précédent, aient été conférés à un militaire d’origine modeste (selon les critères de la cour) est donc très significatif. Et son intérêt n’est pas purement généalogique, étant donné que, quand Kiyomori démissionna de ses fonctions de chancelier, qu’il avait occupées quelques mois seulement comme symbole de son pouvoir, il reçut des manoirs très étendus dans les provinces occidentales. Peu après, en 1168, il tomba malade, et, craignant une vie future malheureuse, il prit la tonsure. L’ex-empereur Go-Shirakawa suivit son exemple, mais pas pour la même raison. Il préféra se retirer parce qu’il ne pouvait pas dominer Kiyomori, qui gouverna pendant les douze années suivantes par l’intermédiaire de l’empereur Takakura.

En 1178, quand l’impératrice mit au monde un garçon, la situation était exactement la même qu’à l’apogée de la régence Fujiwara. L’héritier du trône était un nourrisson, et le petit-fils de Kiyomori, chef réel de l’État.

Devenu l’empereur Antoku, cet enfant périrait bientôt, entraîné dans la chute de la maison Taira.

L’affaire shishigatani

Du fait de sa maladie ou de son orgueil anormal, Kiyomori adopta un comportement qui dressa contre lui presque tous les partis et factions de l’État. Il avait offensé l’empereur abdicataire Go-Shirakawa, irrité et humilié les Fujiwara et allumé la haine de maints officiers et hauts fonctionnaires en distribuant à ses fils des postes importants. Comme il fallait s’y attendre, les intrigues et complots contre lui étaient fréquents, et l’animosité qu’il suscitait s’étendit peu à peu à l’ensemble du clan Taira. La plus connue de ces intrigues est l’affaire Shishigatani, qui tire son nom de la maison de campagne isolée où les conspirateurs avaient coutume de se réunir. Leurs chefs étaient des hommes sans importance et leur conspiration n’était pas du genre à réussir contre les forces dont disposait Kiyomori ; pourtant, Go-Shirakawa était au courant. Kiyomori lui-même fut informé de ce qui se tramait par un espion. Aussitôt, il punit les conspirateurs, tança vertement Go-Shirakawa, saisit un certain nombre de manoirs Fujiwara dans l’Ouest, et démit de leurs fonctions le régent Fujiwara du moment et quelques douzaines de fonctionnaires, qu’il remplaça pour la plupart par des gens de sa famille, qui était très nombreuse : il avait quatre frères, onze fils et huit filles. Comme on l’a vu, les filles firent des mariages éminemment utiles. Les fils cadets reçurent quant à eux des postes en province, où ils purent travailler à étendre l’influence du clan Taira.

Pour diverses raisons, en particulier de prudence, Kiyomori avait changé de lieu de résidence après son triomphe dans les troubles de Heiji, en 1160, et s’était installé dans la ville côtière de Fukuwara, où se trouve l’actuelle Hyôgo. Comme on l’a déjà dit, il s’intéressait au développement de la navigation dans la mer Intérieure, et, en même temps qu’il s’y faisait construire un beau palais, il apporta des améliorations au port de Fukuwara. Après avoir abandonné la charge de chancelier, il resta délibérément à l’écart de la capitale et de ses obligations rituelles et sociales, n’allant plus que rarement dans son palais du quartier du Rokuhara. Mais il avait un service de renseignements spécial, ainsi qu’un espion fort utile dans le camp ennemi en la personne de Tada Yukitsuna, un fonctionnaire Minamoto relativement modeste qui s’était attaché à Kiyomori dans l’espoir qu’il ferait sa fortune. Et ce fut en grande p irtie grâce à lui que ce dernier fut averti du complot de Shishigatani.

La vengeance de Kiyomori à l’encontre de ceux qui étaient impliqués dans le complot Fujiwara fut impitoyable. L’un des conspirateurs, un moine dénommé Saikô, avoua sous la torture et fut exécuté. Cette infraction à la sainte loi fit une impression très désagréable et suscita (notamment dans les cercles monacaux) une animosité croissante contre la maison Taira, au point qu’en 1179 la mort de certains fonctionnaires fut imputée à l’esprit vengeur de Saikô. Une autre source d’hostilité à l’égard du clan Taira résidait dans le comportement scandaleux de ses membres au conseil des Promotions et Renvois, où ils se servaient de leur voix pour se débarrasser des concurrents d’autres familles.

Au début de leur ascension, les chefs Taira s’étaient montrés prudents. Ils semblent avoir désiré contrôler plutôt que détruire les institutions existantes. Ainsi, ils ne firent aucun effort pour éliminer les Fujiwara du pouvoir, supprimer la régence ou le système de gouvernement du cloître. Appuyés par la force, et sans opposition groupée dans une société ennemie de la violence, ils n’avaient guère à s’inquiéter de leurs rivaux, qui n’étaient pas bien dangereux. Mais à l’époque de Kiyomori, l’ambition l’avait emporté sur la discrétion, et dans sa maladie, lui-même perdit le bon sens qui l’avait guidé jusque-là. Il hésita et commis des erreurs qui, si elles ne la provoquèrent pas, hâtèrent la chute de son clan. Ce qu’il lui fallait craindre, ce n’était pourtant pas les ennemis qu’il avait à la cour, car l’ancienne noblesse n’était plus ni puissante ni déterminée, et la plupart des hommes nouveaux qui servaient l’empereur ou les souverains abdicataires manquaient d’expérience et de capacités. Pour le clan Taira, les vrais dangers étaient la puissance militaire des monastères bouddhiques et, à l’arrière-plan mais toujours bien vivante, la détermination des Minamoto à venger leur défaite.

LES ARMEES MONASTIQUES

En temps normal (s'il en existe), Kiyomori n'aurait eu aucun scrupule à régler leur compte aux monastères bouddhiques, car leur force militaire n'était pas de taille à faire hésiter un chef résolu. Dans l'ensemble, telle qu'elle était représentée par ses membres militants, l'Église bouddhique était mal disposée à l'égard des Taira, comme elle l'eût été à l'égard de toute autorité laïque déterminée. Les relations de Kiyomori avec les grands monastères ont donc un certain intérêt historique.

Le développement des armées monastiques est un trait marquant de la vie médiévale au Japon. Ainsi qu'on l'a vu au chapitre XI, la conduite des moines armés n'avait rien de louable. C'était toutefois un facteur de grande importance dans la situation politique confuse qui régnait dans la capitale, en particulier à l'époque des empereurs cloîtrés, entre 1080 et 1180 environ. Les menaces et les démonstrations de force auxquelles les monastères avaient parfois recours embarrassaient fort les chefs Taira, qui se trouvaient souvent partagés entre le désir de les réduire par les armes et la crainte des pouvoirs spirituels dont cette racaille impie prétendait être l'instrument. Les superstitions et croyances religieuses occupaient alors dans la ville impériale une place considérable, et la faculté qu'avaient les moines armés de susciter la peur et la tension dans les esprits des hommes d'État était tout à fait hors de proportion avec leur importance réelle.

Pour comprendre la situation politique telle qu'elle évolua au XIIe siècle, il faut savoir quelle influence exerçaient alors les grandes fondations religieuses. Il est donc nécessaire que nous interrompions maintenant le récit des événements qui eurent lieu sous la dictature de Kiyomori pour décrire de façon assez détaillée les activités de l'Église bouddhique.

Les origines de ces corps d'hommes armés ne sont pas claires, mais il paraît probable que les principaux établissements religieux recrutèrent très tôt des gardes pour protéger leurs terres contre les guerriers locaux. Ces hommes, sans doute choisis pour leur force et pour leur courage, n'étaient pas forcément des moines, mais avaient une position comparable à celle des serviteurs et frères laïcs dans les ordres chrétiens. Tandis que s'étendait leur influence, les monastères recrutèrent de tels hommes en toujours plus grand nombre pour remplir toutes sortes de besognes séculières, et c'est ainsi que se formèrent avec le temps des bandes régulières d'hommes armés chargés

d'assurer la défense. On les appelait « sôhei », c'est-à-dire moines-soldats. Et ce sont ces bandes qui, échappant au contrôle de leurs supérieurs, provoquèrent une part importante des désordres dont la capitale lut la proie durant les dernières décennies du x« siècle. On signale la présence d'un vaste corps de moines armés au Kôfukuji dès 968, mais il n'y eut pas d'importantes manifestations dans la ville avant 981, où les soldats de l'Enryakuji défilèrent dans les rues pour appuyer leurs requêtes à la cour.

Par la suite, les moines prirent l'habitude d'emmener lors de leurs visites un chariot sacré, censé abriter une présence divine, ou quelque emblème de même nature, afin que toute attaque ou résistance contre eux de la part des autorités séculières pussent être condamnées comme sacrilèges. Cotte forme de pression mettait l'empereur cloîtré, cible habituelle de leurs revendications, dans une position délicate, car, ayant pris les ordres, il leur devait sympathie et soutien. C'était une arme puissante aux mains de moines peu scrupuleux, et elle était souvent utilisée. Parfois, quand la cour tardait à leur donner satisfaction, les moines s'en retournaient dans leurs cellules ou leurs dortoirs en laissant dans la rue l'emblème sacré sans protection. Il ne s'agissait pas d'une retraite, mais d'une forme de chantage, car cela signifiait que la divinité furieuse resterait là, au péril de la cour, jusqu'à ce que ses gardiens daignent venir la chercher. C'est en 1082 que l'on rapporte la première visite de ce type, faite par des moines du sanctuaire de Kumano, lieu de pèlerinage très apprécié et vénéré par la noblesse. Jusqu'en 1180, les monastères jouèrent ensuite un rôle important, quoique destructeur, dans les affaires nationales. Le plus redoutable était l'Enryakuji, qui était de grande dimension et possédait une nombreuse armée. Il occupait une position dominante dans tous les sens du terme. Il surplombait la capitale, c'était le siège de la puissante secte Tendai, et on lui prêtait traditionnellement le pouvoir de protéger la ville impériale des mauvaises influences.

Des moines-soldats très nombreux prenaient part aux conflits ecclésiastiques, qui s'achevaient souvent par un bain de sang et un incendie, car l'une des méthodes de guerre favorite consistait à brûler les édifices sacrés de son ennemi. La description d'un conflit entre l'Enryakuji et l'Onjôji pourra donner une idée du caractère général de ces troubles monastiques. Il naquit d'une querelle touchant la direction de la secte

Tendai, chaque monastère estimant que son supérieur devait être nommé *zasu*.

Quand l'empereur Go-Suzaku se fut prononcé en faveur du candidat de l'Onjôji, l'Enryakuji protesta en envoyant quelque trois mille hommes à la résidence du régent ujiwara Yorimichi, où ils se mirent à faire un vacarme qu'on ne put apaiser. Le régent donna à ses guerriers l'ordre de mettre fin à l'émeute, mais il ne parvint pas à obtenir le consentement de l'Enryakuji à la nomination projetée, et la cour dut finalement changer son choix. Sur quoi les moines de l'Onjôji se séparèrent de l'Enryakuji, ce qui créa un nouveau problème, car le droit d'ordination appartenait par tradition à l'Enryakuji et ne pouvait être partagé avec aucun autre corps religieux. On pressa la cour d'accorder ce même droit à l'Onjôji, mais l'Enryakuji protesta de façon très violente, et, pour finir, l'Onjôji dut s'en remettre au Tôdaiji de Nara pour l'ordination de son clergé.

Entre les deux monastères Tendai, les relations étaient donc très mauvaises, et elles continuèrent à se dégrader jusqu'au jour de mai 1081 où la guerre éclata. Elle fut déclenchée par un incident anodin. Les troupes de l'Onjôji avaient malmené un messager impérial alors qu'il s'en allait représenter le Trône à une cérémonie donnée dans l'un des sanctuaires placés sous la protection de l'Enryakuji. Les « moines montagnards » (ainsi qu'on les appelait à cause de la situation de leur monastère au sommet du mont Hiei) décidèrent alors d'attaquer ceux de l'Onjôji. Quelques milliers d'entre eux participèrent à l'offensive, qui s'acheva par la destruction de l'Onjôji dans un gigantesque incendie. La perte était terrible. Une vingtaine de milliers de rouleaux de saintes écritures furent brûlés, et les quelques trésors sauvés des flammes furent pour la plupart volés par les moines-soldats de l'Enryakuji.

On notera qu'au début de cette querelle, le gouvernement intervint en employant ses propres troupes, mais sans beaucoup d'effet. Dans une occasion ultérieure, en 1113, lors d'une dispute entre un monastère septentrional (Kyoto), le Kiyomizu-dera, et un monastère méridional (Nara), le Kôfukuji, la cour fut une fois encore mise en cause, le motif du mécontentement étant la nomination au Kiyomizu d'un abbé qui était entré dans les ordres à l'Enryakuji. Le Kiyomizu était par tradition une branche ou maison fille *(betsu-in)* du Kôfukuji, le temple familial des Fujiwara. Une délégation de cinquante moines et gardiens du sanctuaire se rendit donc en

hâte au collège Fujiwara de la capitale et protesta vigoureusement, disant qu'elle ne quitterait pas les lieux tant que ses demandes ne seraient pas satisfaites. Après trois jours, l'empereur cloîtré Shirakawa fut contraint de céder. Les moines de l'Enryakuji, furieux, allèrent alors en force attaquer le Kiyomizu et détruire tous les lieux d'habitation compris dans son enceinte. Par la suite, les relations entre les deux institutions restèrent très explosives, et un peu plus tard dans l'année, un grand rassemblement de moines montagnards unis à des prêtres armés du sanctuaire de Hiyoshi – en tout, quelque deux mille hommes – fondirent sur la ville, emmenant avec eux le chariot sacré du Gion. Ils se massèrent devant le palais de l'empereur cloîtré, où ils demandèrent à ce que Jikkaku, supérieur des moines du Kôfukuji, fût exilé.

Les causes de cette émeute étaient des plus banales et ne méritent pas qu'on s'y arrête ; mais il faut noter que, quoique Shirakawa In donnât l'ordre au régent de chasser les manifestants, ceux-ci ne lui accordèrent aucune attention. Ils poussèrent même jusqu'à la porte principale du palais, qu'il fallut placer sous la protection d'une garde nombreuse, commandée par des officiers Taira et Minamoto parmi lesquels Mitsukuni, Tameyoshi et Tadamori, jouissant d'une haute réputation militaire. Ces guerriers n'auraient eu aucun mal à mettre les moines armés en fuite, mais la cour et les ministres craignaient de recourir à la force. Les superstitions étaient telles qu'on finit par céder au chantage des émeutiers de l'Enryakuji et par exiler le malheureux Jikkaku. Pour les nobles de la cour, effrayés par la foule, la meilleure politique était de donner satisfaction aux moines. Dans ce genre de querelles, il n'était jamais possible de satisfaire les deux parties. Et quand les moines du Kôfukuji apprirent ce qui s'était passé, ils se mirent en fureur, et le conflit entre les deux monastères reprit de plus belle.

Pour finir, la cour dut toutefois se résoudre à prendre des mesures pour empêcher une nouvelle explosion de violence. Cependant, elle y parvint pratiquement sans recours à la force, les moines étant (comme on pouvait s'y attendre) prêts à céder à la première menace sérieuse de châtiment. Il suffit donc d'envoyer une petite troupe commandée par des officiers Taira et Minamoto dans la direction de Nara pour tenir en échec les moines du Kôfukuji et leurs partisans. Cependant, l'empereur et la cour étaient très inquiets, croyant qu'une gigantesque armée marchait sur le palais avec ses chars et ses emblèmes sacrés. Les courtisans s'étaient rassemblés autour de

Sa Majesté pour la protéger, et le palais intérieur était étroitement gardé. Mais ces précautions étaient inutiles. En effet, on apprit bientôt qu’avec quelques douzaines de cavaliers Minamoto, Tameyoshi, guerrier de dix-neuf ans, avait mis la foule en déroute, et que celle-ci s’était enfuie jusqu’à Uji, où, poursuivie par les soldats Minamoto et Taira, elle avait abandonné ses emblèmes sacrés sur le bord de la route pour rejoindre plus vite ses divers repaires de Nara.

Il est clair que la capacité militaire de ces armées monastiques n’était pas bien grande. Elles comptaient quelques chefs expérimentés et une poignée de combattants tout à fait redoutables, armée de la terrible « naginata », sorte de longue hallebarde à lame courbe qui, habilement maniée, pouvait tenir une épée à distance. Mais en réalité la plupart de ces moines-soldats n’étaient ni moines ni soldats, et ils devaient tout leur succès à la crainte qu’éprouvait la cour. Militairement, on se fût sans peine débarrassé d’eux, mais leur caractère religieux empêchait que l’on prît contre eux des mesures draconiennes, de sorte que, alors même qu’ils n’étaient pas vraiment dangereux, ils représentaient un véritable fléau pour l’ordre établi.

En apparence du moins, il ne semble pas qu’il y ait d’analogies entre ces troupes monastiques et les armées commandées par des princes de l’Église en armure dans les guerres de religion européennes. Apparemment, les *sôhei* étaient mus par une sorte d’émotion de masse, et non pas d’ordinaire par des directives émanant des autorités supérieures de leurs sectes. En réalité, ils agissaient parfois par impulsion et contre la volonté de leurs évêques ou abbés. Du fait que, dans les documents japonais de l’époque, on les désigne généralement par un mot qui signifie masse, ou, plus poliment, rassemblement, on peut imaginer qu’ils étaient guidés par un esprit de foule et – trop souvent – le désir de butin.

Concernant le pouvoir de l’Enryakuji, il faut se rappeler que les relations entre la secte Tendai et la cour remontaient au tout début de l’époque de Heian, le grand maître Saichô ayant fondé le premier temple du mont Hiei sous le règne de Kammu. Face à une si longue tradition, il était difficile à l’empereur ou à ses ministres de prendre position contre l’Enryakuji, et sans doute se trouva-t-il des occasions où ses ambitieux prélats ne s’opposèrent que faiblement à l’initiative prise par leurs disciples armés, et ne firent rien pour les empêcher’"‘agir. Pour le gouvernement, ces manifestations constituaient certainement un problème délicat, car la croyance selon

laquelle les dieux pouvaient s’offusquer de voir punir leurs adorateurs était partagée par la plupart des nobles de la cour et par certains – peut-être la majorité – des chefs de clan guerriers et de leurs hommes. Et c’est ici que l’attitude de Kiyomori envers les monastères revêt quelque importance. Il n’était pas du genre à se soumettre passivement à l’opposition, mais il semble avoir pris soin d’éviter d’offenser l’Enryakuji, et certains signes laissent même penser qu’il essaya d’utiliser à son profit quelques-uns des membres de son haut clergé.

Un incident fameux, révélateur des manières de l’époque, illustre l’attitude de Kiyomori face aux monastères. En 1147, une vingtaine de ses soldats accompagnèrent au monastère du Gion une troupe de danseurs qui devaient y donner une représentation comme offrande de sa part. Arrivés à destination, ils se virent brutalement refuser l’entrée sous prétexte qu’ils étaient armés. On échangea des mots, puis des coups, et l’un des gardes du sanctuaire fut malencontreusement blessé. Comme le Gion dépendait des monastères du Hieizan, la « Montagne » se plaignit aussitôt à la cour, accusant de crime Kiyomori et son père Tadamori. Ceux-ci furent déclarés coupables, ravalèrent leur orgueil et payèrent une petite amende, bien que les moines eussent demandé leur bannissement. Kiyomori semble avoir décidé de cultiver l’amitié du *zasu* Tendai Myôun, qui, à une certaine époque, avait fait son instruction religieuse. Il était d’ailleurs très dévot, très pratiquant, et très généreux dans ses dons à l’Église.

Quelques années plus tard, en 1177, furieux du comportement scandaleux des moines Tendai, l’empereur cloîtré Go-Shirakawa fit un jour arrêter

Myôun et décréta son bannissement. Mais les moines attaquèrent les officiers qui le conduisaient en exil, et, les ayant dispersés, enlevèrent le prisonnier et le ramenèrent au Hieizan. Hors de lui, l’empereur voulut envoyer une expédition punitive contre le monastère, mais il en fut dissuadé, cette fois non par les courtisans, craintifs, mais par les chefs militaires, dont Kiyomori. Apparemment, Myôun avait réussi à convaincre celui-ci que menacer le grand monastère serait une erreur politique. En dépit des provocations, sans doute les Taira s’abstinrent-ils ainsi plus d’une fois de prendre position contre l’Enryakuji.

En 1178, quand Kiyomori refusa une fois de plus d’intervenir au nom de l’empereur contre la conduite des moines plus agressive encore qu’à

l’ordinaire, il devait s’inquiéter de la situation des Taira et ne pas vouloir que ses guerriers soient accaparés par des combats religieux alors qu’il pouvait avoir besoin d’eux pour écraser des révoltes comme celle que les conspirateurs de Shishigatani avaient projetée en 1177. Il avait besoin de ses troupes pour des objectifs politiques majeurs, comme lorsqu’il les fit parader dans la capitale à la fin de 1179. Les moines empoisonnaient son existence, mais ils ne représentaient aucune menace politique grave ; et si jamais ils paraissaient dangereux, ses troupes auraient tôt fait de les rappeler à l’ordre. Cependant, mieux valait se montrer prudent et rester en bons termes avec l’Enryakuji, qui, contrairement aux monastères du Sud, se montrait favorable aux Taira quand les Minamoto recherchaient son appui. Quant à la puissance militaire réelle des monastères, il suffit de dire qu’en 1180, quand les moines du Kôfukuji et du Tôdaiji furent soupçonnés d’aider le parti des Minamoto, les guerriers de Kiyomori n’eurent aucun mal à les mettre en déroute et à brûler leurs bâtiments de fond en comble. Mais comme nous le verrons, ce fut sans doute là une erreur, car les troupes qu’il utilisa à cette fin ne purent être employées dans l’Est contre les soulèvements des Minamoto.

KIYOMORI ET SES ENNEMIS

En 1177, l’affaire Shishigatani s’était achevée par la déconfiture de Go-Shi-rakawa et le triomphe de Kiyomori, mais sans que prenne fin pour autant leur animosité. Ils étaient tous deux des hommes difficiles, et ni l’un ni l’autre ne semblent avoir envisagé la possibilité de régler les différends à leur avantage mutuel. Ils eurent un nouvel affrontement fin 1179, quand pour la deuxième fois, appuyé par de nombreuses troupes, Kiyomori fit échec aux desseins de l’empereur cloîtré et porta ainsi un coup sérieux, sinon fatal, au système de double souveraineté auquel Go-Shirakawa devait sa haute position.

A la mi-décembre 1179, Kiyomori marcha à la tête de plusieurs milliers d’hommes de Fukuwara dans la capitale, à la consternation du peuple et à l’inquiétude des nobles de la cour. Cette démonstration avait des causes diverses, mais c’était avant tout un désaveu de l’audacieuse initiative qu’avait prise Go-Shirakawa en confisquant (avec un semblant de légalité) une propriété laissée par le fils et la fille de Kiyomori, Shigemori et Moriko, morts tous deux au début de l’année. Les représailles de Kiyomori lurent sans pitié. Il fit enfermer l’empereur cloîtré dans un palais à part et ordonna qu’un grand nombre de hauts officiers de l’État fussent bannis, cassés, ou démis des fonctions dans lesquelles ils avaient travaillé contre les intérêts des Taira.

Le jeune Takakura, alerté peut-être par le traitement infligé à son père, abdiqua au début de 1180 en faveur de son fils Antoku, qui n’avait alors que deux ans, et en qui Kiyomori plaça tous ses espoirs et sa confiance. Malgré sa toute-puissance, Kiyomori semble avoir senti que la chance tournait contre lui. Il vivait une époque difficile, pleine de malheurs et de mauvais présages. Certains journaux intimes de la période – les derniers jours de 1179 – sont pleins de réflexions mélancoliques et de sombres pressentiments. Bientôt frappé par les tourments d’une maladie mortelle, Kiyomori lui-même ne trouvait de réconfort à l’approche de la nuit que dans l’idée que son petit-fils devait monter sur le trône et perpétuer la grandeur des Taira. Le journal d’un Fujiwara qui servait alors à la cour contient un étonnant passage qui raconte la visite faite par l’enfant au palais de Kiyomori un jour de décembre 1179, alors qu’il n’était encore que prince héritier. Son grand-père l’avait cajolé toute la journée durant, mais l’enfant

devenait grincheux. Pour l'amuser, le vieillard humecta son doigt et en creva le papier d'un paravent (« shôji »). Aussitôt, l'enfant l'imita, mouillant son doigt pour faire un trou. Ce geste enchanta Kiyomori, qui fondit en larmes et ordonna que le paravent devenu soudain si précieux fût soigneusement conservé dans une chambre forte. A côté de ce conte de nourrice, la description de l'aller-retour du petit prince entre son palais et celui de Kiyomori permet de se faire une idée des dangers qui l'entouraient. Les carrefours étaient étroitement surveillés, les entrés interdites, les stores baissés, et des gardes armés jusqu'aux dents postés des deux côtés de la route. En tout, six cents hommes à cheval et « des nuées de serviteurs » avaient été mobilisés pour la sécurité du prince, sans parler de son escorte royale de cavaliers.

La veille, Kiyomori avait présenté à la cour l'édition Song complète de la célèbre *Taihei gyoran (Taiping Yulan),* encyclopédie chinoise en plus de trois cents volumes, qu'il avait obtenue grâce à ses relations avec des négociants chinois, étant passionné, ainsi qu'on l'a vu, par le commerce avec le continent. Depuis qu'il était « entré en religion », il s'intéressait particulièrement aux écrits sacrés et à l'art religieux en général, et il avait fait de nombreux cadeaux à divers monastères, dont le Kôfukuji, auquel il avait offert un Tri-pitaka complet, également de Chine, que Shigemori avait, dit-on, acquis à un prix très élevé. Le commerce des Taira avec la Chine eut entre autres résultats d'accroître l'importance des villes portuaires de l'Ouest. Les améliorations apportées à son port sur la demande de Kiyomori donnèrent notamment à Hiroshima un essor remarquable.

Lors de ses voyages officiels dans la mer Intérieure, Kiyomori aimait pardessus tout s'arrêter à Miyajima, non loin de Hiroshima, car cette ravissante île abritait le sanctuaire d'Itsukushima jinja, consacré au culte de déesses auxquelles il se sentait particulièrement redevables. C'était à l'origine un sanctuaire shintoïste très « pur », dont toutes les influences bouddhiques étaient théoriquement éliminées (plus tard, on ajouta pourtant les observances bouddhiques au rituel shintoïste) et qu'on préservait soigneusement des souillures de la naissance et de la mort. Son trésor comprend les fameux *Heike Nökyö,* ou « Sütras de la maison des Taira », qui consistent en trente-deux rouleaux sur lesquels, à raison d'un rouleau chacun, Kiyomori, ses fils et d'autres membres de la famille ont copié différents sütras dont ceux du Lotus. Le tout est somptueusement illustré et

orné, et les montures mêmes des rouleaux sont des chefs-d'œuvre du genre. Cette riche offrande fut faite au sanctuaire en guise de prière pour le succès des Taira dans cette vie et dans la suivante.

Kiyomori dépensait sans compter pour Itsukushima, où il aimait emmener ses amis et collègues, ou même des personnages de la famille impériale, quoique la chose offensât les grands monastères. Après l'intronisation d'Antoku, quand les moines apprirent qu'il avait l'intention d'emmener en pèlerinage l'empereur abdicataire Takakura pour vénérer ses propres dieux tutélaires, leur fureur ne connut plus de bornes.

Provoquer l'hostilité de si puissantes institutions à un moment pareil était une grave erreur, car les Taira perdaient déjà des amis et des partisans dans d'autres secteurs. La baisse de leur prestige ni les sombres nuages qui semblaient s'amonceler sur la malheureuse capitale ne pouvaient échapper à Kiyomori, qui en vint à considérer que l'avenir des Taira dépendait du frêle Antoku puisque l'autorité du clan provenait de ses liens avec le souverain régnant. Cependant, au dire du moins de leurs ennemis, les auspices étaient des plus défavorables, car le jour de son avènement s'étaient produits de fâcheux incidents, notamment l'irruption d'un fou dans la salle où le nouveau souverain prenait un repas symbolique avec ses défunts prédécesseurs. Des événements de ce genre ne pouvaient qu'exacerber les craintes superstitieuses, déprimer les alliés et encourager les ennemis des Taira.

Parmi ces ennemis, les plus dangereux étaient assurément les grands guerriers Minamoto, qui travaillaient dans l'ombre avec leurs partisans à restaurer la puissance de leur clan et à venger la honte que Kiyomori leur avait infligée. Leur cause attirait de nombreuses sympathies, surtout depuis l'odieux traitement réservé à Yoshitomo, le chef du clan, dont la tête avait été exposée dans une geôle Taira après qu'on l'eut exécuté comme « traître et voleur ». Il y avait à la cour quelques membres du clan Minamoto de haut rang qui jouissaient de la confiance des Taira parce qu'il s'agissait d'hommes de lettres connus et appréciés pour leurs talents de société et non pour leurs exploits guerriers. Par ailleurs, le clan était représenté au palais par diverses dames et demoiselles d'honneur de grands personnages, et celles-ci informaient leurs parents de ce qui se passait dans la capitale.

Le plus important des Minamoto à avoir la confiance de Kiyomori était Yorimasa, poète non dépourvu de talent qui, depuis la fin de sa vie militaire

active, avait réussi à se tenir à l’écart de la politique en occupant des postes qui ne l’obligeaient pas à prendre parti. Il jouissait depuis longtemps de la faveur de Kiyomori et était parvenu à un grade officiel élevé (troisième classe) lorsque, en 1179, ayant atteint soixante-quinze ans, il décida de se retirer et d’entrer en religion. Il s’était battu au côté de Yoshitomo en 1156, quand Kiyomori, alors gouverneur de l’Aki, avait pris part à l’assaut nocturne qui avait mis fin à la révolte de Yorinaga. En 1160, quand Kiyomori avait battu les Minamoto durant la guerre de Heiji, il était resté à l’écart, penchant apparemment pour les Taira, et leur assurant ainsi une victoire. Il n’y avait donc pas à s’étonner que Kiyomori lui accordât toute sa confiance et le considérât comme un des piliers du pouvoir Taira.

Cependant, quelque taciturne et discret qu’il parût, c’était un guerrier en habits de cour, et il semble certain qu’en 1179 il espérait depuis longtemps provoquer la chute de la famille qui avait traîné ses propres ancêtres dans la poussière. Kiyomori savait que son clan suscitait un puissant courant d’envie et de haine, et il entretenait toute une armée de mouchards et d’espions. Mais il semble qu’il ne soupçonna jamais Yorimasa, car lorsqu’il appuya sa promotion au troisième grade, en 1178, il déclara que, si les Minamoto étaient pour la plupart des rebelles et des traîtres, Yorimasa était quant à lui honnête et intègre. Au mois de mai 1180, Yorimasa envoya pourtant aux chefs Minamoto de l’Est et du Nord, ainsi qu’aux monastères que Kiyomori avait offensés, un appel les invitant à s’unir dans un grand soulèvement contre les Taira.

Kiyomori finit par être informé du complot, mais sans apprendre qui en étaient les chefs. Avec sa promptitude habituelle, il amena plusieurs milliers d’hommes dans la capitale, enferma encore plus étroitement Go-Shirakawa, et donna l’ordre d’arrêter le prince Mochihito, l’un des fils de ce dernier, que Yorimasa avait choisi comme candidat au trône, et au nom duquel l’appel aux armes avait été lancé. Il s’ensuivit l’un des épisodes les plus dramatiques de l’histoire du Japon. Mochihito se réfugia à Miidera, un monastère splendidement situé près d’Otsu sur le lac Biwa. Mais du fait de querelles entre sectes, les moines armés du Miidera ne pouvaient compter sur l’appui d’autres troupes monastiques, et Mochihito dut poursuivre sa route. Accompagné de Yorimasa et protégé par quelques centaines d’hommes, il quitta Miidera pour Uji, petite ville située sur le fleuve du même nom, enjambé à cette hauteur par un pont célèbre. Là, ils s’arrêtèrent

pour prendre un peu de repos, non loin de la villa Fujiwara du Byôdô-in, transformée en monastère et utilisée par la confrérie du Miidera. Ils comptaient se rendre à Nara et devaient pour ce faire traverser le pont, que, par précaution, Yorimasa avait commencé à détruire, lorsque l'avant-garde d'une nombreuse troupe Taira fit son apparition, mais de l'autre côté du fleuve. Après que bien des cavaliers se furent noyés, quelques guerriers Taira parv irent à franchir le cours d'eau et à gagner l'espace situé entre la rive et le Byodô-in, où s'engagea une terrible bataille. Cependant, des hommes toujours plus nombreux réussissaient à traverser le fleuve, et Yorimasa, inquiet pour la sécurité du prince, essaya de s'échapper avec lui. Mais il fut frappé par une flèche, et, presque paralysé, il pressa le prince de continuer seul. Sachant quel destin l'attendait s'il était pris vivant, il fit *seppuku* dans l'enceinte de la résidence dont les Fujiwara avaient été si fiers. On aurait difficilement pu concevoir contraste plus tragique que celui qu'offrait cette scène sanglante et le décor dans lequel elle se déroulait, notamment le pavillon du Phénix, d'une structure si aérienne qu'il paraît s'élever pour échapper aux tourments de ce monde. Le prince fut bientôt capturé et tué.

On imagine sans peine l'effet stupéfiant que ces nouvelles firent dans la capitale, où toutes sortes de rumeurs se mirent à courir et où la crainte saisit tous les partis. Il existe de ces événements un compte rendu au jour le jour dans le journal du régent Kanezane, et un extrait abrégé de sa relation déjà laconique donnera un aperçu des conditions pénibles où vivait la noblesse alors que les dirigeants Taira tentaient de repousser la vague qui menaçait de déferler sur eux. Les dates se rapportent au moins de juin 1180, « neuvième » signifiant le 4 :

« *Neuvième*. Beau temps. J'ai été au palais de Sa Majesté, rentrant de nuit en compagnie du seigneur Kanefusa. Il m'a dit que, la nuit dernière, Tomomori [le fils favori de Kiyomori depuis la mort de Shigemori] était très gravement malade, et paraissait fou à lier.

« *Dixième*. Ce matin, le Premier ministre [Kiyomori] est arrivé en ville, laquelle grouille de soldats à la grande inquiétude de la populace.

« *Onzième*. Beau temps. Dans l'après-midi, Butsugon [un abbé bouddhiste] m'a rendu visite. Le soir, je suis allé au palais et suis rentré tard. « *Douzième*. Beau temps, mais le ciel est devenu très sombre après

l’heure du singe (16 heures), sans toutefois qu’il pleuve. Tomomori se rétablit. Hier, le Premier ministre a quitté la ville.

« *Treizième.* Le bruit court que l’empereur cloîtré [Go-Shirakawa] vient résider en ville.

« *Quatorzième.* Pluie et temps incertain. J’ai été convoqué au Palais par Sa Majesté, et j’en suis revenu tout de suite, vers 10 heures du matin. Le cloîtré Toba s’est rendu à la résidence du gardien de la Trésorerie du Palais. Il se déplaçait dans une voiture d’État, avec une escorte de trois cents guerriers à cheval.

« Depuis quelque temps, je souffre d’un refroidissement, et ma toux empire. Je me sens très peu bien.

« *Quinzième.* Beau temps. Sa Majesté le nouvel *in* [c’est-à-dire l’empereur abdicataire Takakura[30]] a visité son écurie et choisi un cheval qu’il a fait envoyer au régent par un de ses serviteurs. Vers le soir, toute la ville était agitée. On disait que les moines armés des monastères du Hieizan s’apprêtaient à venir. C’était faux. Ce soir, le bruit courait que le prince Takakura [c’est-à-dire le prince Mochihito, deuxième fils de l’empereur cloîtré] devait être exilé. « A part ça, toutes sortes de rumeurs se répandent, venant d’ici et là, dont la plupart ne doivent pas être crues.

« Depuis le début de la soirée, ma toux ne fait qu’empirer et je suis fiévreux. » *Seizième.* Sanjö In a prononcé la sentence d’exil suivante : Minamoto Mochimitsu [nom original de Mochihito] est privé de son titre et condamné à un lointain exil. Il quittera sur-le-champ les provinces centrales… « On raconte que, hier soir, quand les commissaires de police sont arrivés chez lui, le prince s’était enfui au Miidera, où les moines pourront le protéger, et on l’on s’attend à ce qu’ils s’allient avec les moines Tendai pour déclencher un soulèvement. Quand la nouvelle de la fuite du prince a atteint les autorités [c’est-à-dire les dirigeants Taira], la maison de sa mère a été encerclée par des guerriers et fouillée. […] Quelle conduite stupide ! La sécurité de notre pays est désormais entre les mains des grands dieux d’Ise, Hachiman et Kasuga. »

A partir du dix-septième jour, le journal relate la poursuite de Mochihito et de Yorimasa au fur et à mesure que la capitale en est informée. Il s’en dégage un tableau fort intéressant de la vie d’un grand noble, remplissant des fonctions importantes, et qui, pour son information touchant les

agissements des Taira, dépend essentiellement des bruits qui courent. Il n’apprend que de troisième main qu’un empereur va quitter son palais et qu’un prince du sang doit être exilé. Ici et là, il parle des militaires en termes peu flatteurs, observant par exemple : « En général, les mots manquent pour décrire la bassesse des guerriers. »

Pendant plusieurs jours après la disparition du prince Mochihito, la cour est le cadre d’incessantes allées et venues. Les rumeurs se succèdent jusqu’à ce que, le vingt et unième jour (16 juin 1180), Kanezane annonce que l’on sait avec certitude que le prince se trouve au monastère du Miidera (Onjôji), où deux jours plus tôt, il a chassé les officiers chargés de la ramener dans la capitale. Pour Kanezane, cette période est une période d’abstention (« mono-imi », ou tabou), en sorte qu’il ne peut pas vaquer à ses occupations ; mais ses amis viennent le voir pour l’informer des dernières nouvelles et discuter de ce que vont faire les moines ou les dirigeants Taira. Il apprend que des troupes se préparent à partir, et que le général Taira Munemori et ses guerriers craignent un soulèvement massif des moines armés et s’apprêtent à quitter la ville avec leurs biens. Selon une rumeur plus récente, l’empereur et l’empereur retiré (Antoku et Takakura) vont être emmenés par Kiyomori à Fukuwara pratiquement comme des prisonniers.

Kanezane déplore les calamités et dangers de l’époque, mais, le vingt-quatrième jour, il note avec soulagement dans son journal que son épousé a fait un rêve de bon augure, qu’un moine lettré a interprété comme un gage de succès pour lui.

Le vingt-sixième jour, un messager vient tôt le matin lui annoncer que le prince et Yorimasa ont été poursuivis et attaqués. Au palais, où il se rend avant midi, *Vin* (Takakura) l’interroge et lui semble davantage préoccupé par des questions d’argent que par le destin de Mochihito. Sa Majesté estime que, les moines du Miidera et du Kôfukuji étant en rébellion, leurs domaines doivent être confisqués. Kanezane répond que l’affaire doit être soigneusement pesée, et suggère que l’on fasse venir le ministre de la Gauche. Dans la soirée, un messager de Munemori vient annoncer à *Vin* que les rebelles ont été exterminés au Byôdô-in après un combat acharné.

Cette victoire, Kanezane l’attribue à la vertu impériale, ainsi qu’au bon karma du grand chef Kiyomori. Plus tard dans la journée, le ministre de la Gauche se présente au palais, suivi de Taira Shigehira et Koremori, qui arrivent tout droit du combat. Bien qu’il soit en armure, Shigehira est

autorisé à entrer, et il fait le récit de la bataille. La mort de Mochihito est confirmée, mais il semble subsister certains doutes, car on n'a retrouvé qu'un corps décapité, qui n'a dore pas pu être correctement identifié[31].

Quelques heures après, *Vīn* revient à la question des domaines monacaux. Pour Kanezane, il ne faut pas les confisquer, car ce serait injuste de punir tout un monastère à cause de quelques mauvais moines. *Vīn* annonce qu'on tranchera l'affaire le lendemain, et demande à Kanezane d'assister au conseil. A l'heure dite, ce dernier se présente au palais dans ses vêtements de tous les jours. Or tout le monde est en grande tenue parce qu'une cérémonie spéciale doit avoir lieu. Kanezane explique qu'il n'a pas été informé, et demande s'il doit rentrer chez lui pour changer de tenue. Mais *Vīn* l'excuse et lui dit de rester.

Suit une longue discussion sur une question de procédure, Kanezane répugnant à s'asseoir sans que Sa Majesté lui en donne l'ordre. Il s'est mis à l'écart, de sorte qu'il ne sait pas au juste ce qui se passe. Mais le ministre de la Gauche l'informe qu'il a soumis le problème à tous ceux qui sont là, et que tous doivent donner leur avis avant qu'une décision soit prise touchant les monastères fautifs. Comme le veut la coutume, ce sont les fonctionnaires mineurs qui s'expriment les premiers. Les opinions émises sont grossièrement les suivantes : Le conseiller Michitaka commence par condamner à la fois le Miidera et le Kôfukuji. Il préconise d'envoyer des troupes gouvernementales attaquer le Kôfukuji et en confisquer les terres et dépendances. Les meneurs du Miidera devront être démasqués et conduits dans la capitale. Le conseiller Fujiwara Sanemune est d'accord avec ce que son collègue propose concernant le Miidera ; mais pour ce qui est du Kôfukuji, il estime qu'il faut interroger les chefs avant de prendre une quelconque décision : condamner toute la secte serait une erreur.

A ces propositions, huit officiers de grade moyen donnent leur approbation ; mais Fujiwara Takasue, grand conseiller adjoint et noble influent, pense comme Michitaka que des mesures sévères doivent être prises aussi à l'encontre du Kôfukuji. Ce monastère a humilié un messager du chef du clan Fujiwara *(Uji no chôja)*, son fondateur, et s'est généralement montré insultant et rebelle. Ses moines sont coupables de crimes graves. Les commissaires de police sont d'accord que des ordres doivent être donnés pour y remédier. Il faut sans tarder envoyer une armée punitive contre le monastère, qui n'est pas un saint lieu mais une place

militaire. Pour Takasue, mieux vaut agir vite avec imprudence que lentement avec sagesse.

Kanezane admet que ces conseils sont judicieux et que les crimes des moines rebelles appellent la pendaison ou la décollation. Mais, ajoute-t-il, il faut tout d'abord que ces faits soient attestés par un décret de Sa Sainte Majesté *(Yin).* « Car si nous envoyons des troupes, les sanctuaires et monastères seront réduits en cendres, ce qui peut signifier la disparition de la secte tout entière. » Cette remarque laisse d'ailleurs supposer que la piété de Kanezane est réelle, qu'il tient à protéger l'Église bouddhique et notamment le Kôfukuji.

La cour créerait un précédent souhaitable en s'informant sur la situation réelle avant de lancer une attaque armée, poursuit-il. En agissant ainsi, Sa Majesté donnerait la preuve qu'elle n'a pas agi en ennemi de la religion. Qu'au moins la cour soit assez raisonnable pour vérifier si oui ou non le monastère abritait le rebelle.

« Il est certain, continue Kanezane, que le soulèvement n'a pas l'appui de tout le clergé, et en tout cas, il serait prudent de dépêcher immédiatement un messager qui puisse être de retour dès demain matin dans la capitale avec un rapport exact. Sa Majesté pourra alors décider en toute connaissance de cause si elle doit ou non donner l'ordre de châtier le monastère. »

Le ministre de la Gauche est d'accord avec Kanezane, et dans la discussion qui suit, rien d'important n'est ajouté. Après une pause, Takasue, qui agit au nom du grand conseiller *(gon-dainagon),* dit que Sa Majesté souhaite qu'une décision soit prise quant aux termes précis de l'ordre de châtiment qui pourrait devoir être publié. « Des membres du clergé nous assurent que les moines militants sont déchaînés. Ce serait donc de la folie d'envoyer un messager. Qui enverrions-nous ? Comment parviendrait-il là-bas ? »

D'une nouvelle discussion, il ressort que les moines rebelles sont désormais tranquilles. Ils ne bloquent plus les routes ni ne refusent de recevoir des émissaires de la capitale. Mais Takasue répète qu'ils se sont rebellés, et qu'il ne peut pas y avoir deux opinions sur la façon de traiter les rebelles. Lorsque Kanezane objecte que les faits doivent être vérifiés avant qu'aucune décision ne soit prise contre le monastère, Takasue cherche à

tenir Sa Majesté (qui se trouve derrière un paravent à l'extrémité de la salle du conseil) dans l'ignorance de cette opinion.

Kanezane commence alors à s'énerver, car c'est un homme de haut niveau qui tient Takasue pour un fonctionnaire imprudent et incompétent. Il lui dit d'un ton ferme : « Même s'il est certain que le prince est vivant et se cache dans le monastère de Nara, il conviendrait que Sa Majesté ordonne une enquête détaillée. Donner l'ordre d'arrêter le prince sans savoir s'il est là ou non serait le comble de la folie. Et supposez que nous liquidions la secte Hossô, quel bien en résulterait-il [32] ? »

Le ministre de la Gauche est pleinement d'accord avec Kanezane, et Taka-sue n'a plus qu'à se taire. Yukitaka, un officier du cabinet privé (kurando), se rend alors auprès du Trône pour rapporter les délibérations. Puis il revient auprès des conseillers et leur dit : « Attendons tous ici quelques instants. Le chef de clan des Fujiwara vient d'apprendre de Nara que le prince a été tué. Certains points restent à éclaircir, et l'on s'y emploie. »

A ce moment-là, le ministre de la Gauche regarde Kanezane et se met à rire, songeant à quel point toute la discussion précédente a été inutile. Takasue ne dit mot, et Yukitaka retourne auprès de l'empereur cependant que les autres attendent. Il ne revient qu'au bout de quelques heures et rapporte comme suit la décision du Trône :

« Concernant l'Onjôji [Miidera], l'ordre sera officiellement donné d'interroger les mauvais moines qui sont maintenant en détention, de façon à identifier les meneurs.

« Quant au Kôfukuji, le conseil des deux ministres [le ministre de la Gauche et Kanezane] est accepté. Nous enverrons un émissaire recueillir des informations détaillées sur la révolte et enquêter à propos de Mochimitsu [le prince Mochihito]. Si les circonstances l'exigent, des troupes seront également envoyées. »>

Dans la suite de sc n journal, Kanezane dit sa satisfaction concernant cette décision et se réjouit du triomphe de la Loi, par quoi il entend la religion bouddhique. Mais quelques jours plus tard, il note que les dirigeants Taira ont l'intention d'escorter l'empereur et l'*in* à Fukuwara. C'est cela qu'il décrit comme l'œuvre des démons, et il ajoute que c'est un

destin malheureux (son karma) que d'être né à une époque où de telles choses peuvent se passer.

Ces extraits jettent une vive lumière sur les conditions politiques du moment. En 1180, l'empereur en titre est un enfant, et l'empereur cloîtré un homme malade qui règne mais ne gouverne pas. Pour prendre et faire exécuter une décision, les fonctionnaires de la cour doivent se prêter à tout un rituel, et le principal souci du souverain, à ce moment crucial, est le sort de telles terres susceptibles d'être confisquées. Cependant, les dirigeants Taira ne prennent pas la peine d'informer la cour de ce qui se passe. Ils continuent d'agir selon leur bon plaisir. Mais ils se sont fait de nombreux ennemis, et ils devront bientôt payer le prix de leur tyrannie.

MORT DE KIYOMORI. REPLI DES TAIRA

Peu après que Kiyomori eut écrasé la révolte de Yorimasa, qu'il voyait comme l'expression d'une animosité largement répandue contre lui et son clan, son espion et confident Kunitsuna annonça que, le troisième jour du prochain mois lunaire (juin 1180), la résidence de l'empereur serait transférée à Fukuwara. Les fonctionnaires de la capitale, qui seraient obligés de déménager eux aussi, trouvaient ce projet « détestable » ; mais il n'en fut pas moins exécuté – le deuxième au lieu du troisième jour. On ignore si Kiyomori avait l'intention de changer définitivement de capitale, mais des mesures furent prises en vue de transférer certains bureaux gouvernementaux de Kyoto à Fukuwara, où de nombreuses villas avaient été construites pour les notables Taira. Dans l'immédiat, son objectif semble avoir été de prendre la famille impériale sous sa responsabilité directe, pour éviter tout risque de voir l'un ou l'autre de ses membres capturés par un parti hostile, que ce soit les Minamoto, qui refaisaient surface, ou les troupes monastiques, dont il commençait à avoir grand-peur.

Le convoi partit comme prévu. Kiyomori lui-même ouvrait la marche dans un palanquin, suivi des dames de sa maison et de trois voitures, avec leurs escortes, transportant l'empereur régnant, le premier et le second empereur cloîtré. Puis venaient le régent Fujiwara, Munemori, le fils de Kiyomori, et les autres notables. Ils étaient encadrés par deux rangs de guerriers montés, éperon contre éperon, au nombre de plusieurs milliers. Arrivées à Fukuwara, Leurs Majestés furent logées dans les résidences Taira préparées à leur intention en attendant que la construction du nouveau palais fût achevée. Il semblait bel et bien que la famille royale dût se fixer dans cet endroit. Certains de ses membres y étaient déjà venus quelques années plus tôt rendre visite à Kiyomori, qui leur avait offert des divertissements colossaux à l'occasion desquels (à en croire l'un des assistants) « les invités burent d'innombrables verres de vin, et l'on dansa follement, et les épouses et les princesses revêtirent des parures d'une indescriptible beauté ».

Mais Fukuwara n'était pas toujours gai. Son climat maritime était trop incertain, trop froid et trop humide pour la fragile constitution de l'aristocratie, qui jugeait exotique et dangereux tout endroit situé à plus d'une ou deux lieues de la capitale. En outre, le jeune empereur Takakura

était maladif, et ce fut sa piètre santé qui, jointe à d’autres motifs, décida du retour de la cour à Kyoto après six mois d’absence. Quelle qu’en fût la raison réelle, le plan de Kiyomori avait échoué, et force lui fut de réintégrer son quartier général du Rokuhara pour pouvoir suivre les événements de près. Il rentra de très mauvaise grâce, si du moins l’on en croit un témoignage selon lequel la décision de partir de Fukuwara ne fut prise qu’après une querelle entre ses fils et lui. Pour leur part, les courtisans étaient évidemment enchantés de rentrer, et c’est avec des larmes de joie qu’ils retrouvèrent la capitale. L’heureux événement a été chanté par le grand poète Teika, qui, dans son *Meigetsuki*, raconte qu’en l’absence de la cour les palais et autres bâtiments de Kyoto s’étaient délabrés et offraient un tableau mélancolique.

Il y avait longtemps que Kiyomori nourrissait le projet de changer de capitale. Après l’incident des domaines confisqués, où Go-Shirakawa avait agi sans le consulter, il avait envoyé à la cour son fils Shigehira dire de sa part :

« Ce pauvre moine [Kiyomori] a été mis de côté, et maintenant, il ne peut s’empêcher de s’inquiéter de l’état actuel du gouvernement. […] Il sent que ses services ne sont plus nécessaires, et c’est pourquoi il demande que l’on autorise son absence, afin qu’il puisse se retirer dans un endroit éloigné et mener une vie de solitude.

« Il désire emmener avec lui Leurs Altesses l’épouse et le prince héritier. > »

Cet épisode eut lieu à la fin de 1179. L’épouse était sa fille Tokuko, et le prince héritier le fils de celle-ci, le futur empereur Antoku.

Cette fausse humilité jointe à une demande aussi arrogante irrita non seulement les Fujiwara proches du Trône et bien des fonctionnaires de moindre rang, mais aussi les éléments les plus turbulents des grands monastères. Ceux-ci commencèrent à manifester leur mécontentement, et, comme on l’a vu, le troisième mois de 1180 (peu après l’abdication de Takakura) les moines du Miidera se soulevèrent. Le bruit courut qu’ils complotaient avec les confréries Tendai du mont Hiei et les monastères de Nara de s’emparer des deux souverains cloîtrés pour les soustraire à Kiyomori. Et ce fut pour prévenir une telle tentative que Kiyomori retira lui-même Go-Shirakawa du Toba-den et le fit étroitement garder. De là à

vouloir toute la cour sous les yeux, et dans un endroit d’accès malaisé comme Fukuwara, il ne restait qu’un pas qu’il eut bientôt franchi.

Les dernières années du xne siècle, et en particulier la décennie 1175-1185, sont souvent décrites par les contemporains comme une période d’épreuve, de trouble et d’inquiétude face à l’avenir. Les difficultés, il n’était pas rare d’en rendre les souverains du pays responsables, et l’on en vint à reprocher aux Taira les souffrances du pays. A n’en pas douter, cette fâcheuse réputation contribua à la chute des hautains seigneurs de la guerre, chute qui fut consommée en 1185. Des présages célestes, notés dans les journaux intimes d’alors, paraissaient confirmer les prédictions des devins et des astrologues, et dans le spectacle qu’offrait aux yeux mêmes du peuple une ville ravagée par le feu, la peste et la négligence, il y avait amplement de quoi nourrir le pessimisme et la défiance. Mais que ce fût la faute des Taira ou qu’il s’agît, comme il semble probable, de l’effondrement inévitable d’un système de gouvernement périmé, la question reste ouverte.

Quoique les malheurs de la fin de la période de Heian aient une origine plus lointaine que l’ascension du clan Taira, les dernières années de leur puissance virent une effroyable accumulation de désastres. Quelle qu’en fût la cause, l’échec du régime était amplement attesté par la fréquence des vols, des incendies volontaires et des meurtres au cœur même de la ville impériale, contre lesquels les forces armées des Taira ne pouvaient rien. Le gouvernement avait recours à des mesures sévères, arrêtant et punissant les criminels avec férocité, mais sans obtenir de bons résultats. La situation de la ville était lamentable. On en trouve la description dans un ouvrage célèbre, le *Höjöki,* qui est le bloc-notes d’un ermite pas très détaché du monde habitant une petite cabane en banlieue : Kamo Chômei. Son livre renferme, outre une description de Fukuwara qui, de toute évidence, est de première main, un exposé saisissant des conditions matérielles de la capitale entre 1177 et 1182. C’est un épouvantable récit de tempêtes, de tremblements de terre, d’incendies, d’épidémies, de famine et de froid, où des nourrissons s’accrochent au sein de leur mère morte, où des hommes grelottants volent des bouddhas de bois pour faire du feu, où des cadavres restent sans sépultures. Dans la ville proprement dite, c’est-à-dire sans compter les faubourgs, on dénombra plus de quarante-deux mille cadavres gisant dans la rue en l’espace de deux mois. C’était un monde de pollution, où la faim sévissait non seulement dans la capitale mais également dans les

provinces environnantes et dans l'Ouest, où se trouvait le siège du pouvoir Taira.

Ces sinistres événements, rappelons-le, ne constituaient qu'une phase culminante d'une succession de calamités qui avait commencé longtemps auparavant. En dehors des dommages résultant des combats du soulèvement de Heiji, en 1160, la capitale était le cadre de fréquents désastres, en partie dus à l'homme et en partie à la nature. Le *Höjöki* contient, par exemple, la description du grand incendie de 1177 :

« Le feu gagnait au gré du vent changeant, d'abord dans une direction puis dans une autre. Les maisons qui étaient à l'écart de la conflagration étaient enveloppées de fumée, tandis que la région voisine était une mer de flammes. […] Les cendres volaient haut dans le ciel […] et les flammes semblaient sauter deux ou trois rues d'un coup. […] Seize hôtels appartenant à la noblesse furent incendiés, sans parler d'innombrables autres maisons. En tout, près du tiers de la capitale fut détruit. Plusieurs milliers d'hommes et de femmes perdirent la vie, de même qu'un nombre incalculable de chevaux et de bœufs […]. »

A la lumière de ces inquiétants événements, la chute des Taira paraît avoir été un élément de fatalité tragique – en partie, peut-être, parce que la plupart des récits que nous possédons de la lutte entre les clans ont été écrits par des hommes qui vivaient dans la capitale et jouaient un certain rôle dans la vie publique, de sorte qu'ils voyaient très clairement les erreurs et les malheurs des Taira, alors que, du côté des Minamoto, ils n'entendaient parler que de succès. Toutefois, telle qu'on la raconte de génération en génération, l'histoire des derniers jours des Taira est la véritable épopée japonaise, et il est significatif que la note dominante en soit la nature passagère de la gloire.

La tragédie personnelle de l'orgueilleux Kiyomori est une sorte de version abrégée de l'histoire de la société dans laquelle il vécut, passant d'une jeunesse prometteuse à une maturité brillante, puis à la crise, la maladie, la perte de jugement et une mort douloureuse.

Peu après le retour des courtisans de Fukuwara dans la capitale – où, malgré le plaisir de se retrouver dans leur environnement habituel, ils prirent bientôt conscience de la misère et du délabrement croissants –, Kiyomori contracta une maladie mortelle. Mais pas avant d'avoir commis peut-être la pire erreur de sa carrière en attaquant et incendiant les

monastères (le Tôdaiji et le Kôfukuji) dont il redoutait les soldats, ajoutant ainsi à la foule de ses adversaires déclarés une multitude d'ennemis qu'il aurait pu avoir de son côté ou qui du moins n'auraient pas pris parti pour les Minamoto. C'est au début du printemps 1181 qu'il s'alita. Le 13 mars, le journal intime le plus sûr de l'époque rapporte que le *zemmon* (Kiyomori) souffre d'une forte fièvre, et tous les comptes rendus contemporains s'accordent à le décrire souffrant mille peines, le visage cramoisi, et « brûlant comme le feu ». Mais son état semble s'être amélioré peu avant sa mort, car on rapporte que le 21 mars, jour où il mourut, il vit Go-Shirakawa dans la matinée et lui exposa très vigoureusement son point de vue. Il lui décrivit le moine Enjitsu comme un rebelle et la cause de tous les maux de la nation, demandant qu'après son décès « toute chose soit faite en consultation avec mon Iiis Munemori ». L'empereur cloîtré répondit de façon évasive, ce dont Kiyomori se montra furieux. Puis, il fit venir son confident Yukitaka et lui dit : « Après ma mort, que tout soit réglé dans l'empire comme l'a exposé le défunt dictateur [lui-même]. Il ne doit y avoir aucune discussion. »

Après avoir fait le récit de ces événements, l'auteur ajoute : « Hélas, les vrais sentiments de l'empereur cloîtré sont hostiles à Munemori, et ce sera en fait la ruine de l'État. »

Quelques mois après la mort de Kiyomori, Munemori aurait révélé d'autres derniers désirs émis par son père. Selon ses dires, Kiyomori mourant se serait levé pour adjurer ses fils et petits-fils de ne jamais permettre que le corps de Yoshitomo reçût une sépulture mais de veiller à ce que ses os blanchissent à jamais sur le sol. Il aurait également ordonné que sa propre dépouille fût ensevelie dans un monastère de la province de Harima, et non pas dans la capitale, où seraient dites des prières simples et peu fréquentes. Enfin, ses descendants ne devaient pas rester dans les provinces centrales, mais retourner dans l'Est et y demeurer pour de bon.

Shigemori, le fils favori de Kiyomori, étant mort – d'aucuns dirent que c'était d'affliction devant la maladresse dont son père fit preuve à l'égard de ses adversaires –, les affaires de l'État furent laissées aux mains de Munemori, le moins doué de ses enfants, qui se révéla incapable de tenir tête à l'habile Go-Shirakawa. Mais même le talent le plus grand n'eût pu sauver le clan Taira du désastre. Sa cause était déjà perdue, et la mort de Kiyomori ne suscita guère de chagrin ni de regret.

Les opinions diffèrent quant aux capacités de Kiyomori, que certains historiens jugent tout bonnement stupide et incompétent. Mais c’était manifestement un homme exceptionnel, doué d’un très fort caractère, impitoyable et obstiné. Son jugement politique peut certes être mis en question, car il ne montra pas la moindre habileté dans sa façon de traiter Go-Shirakawa In, et se fit en général plus d’ennemis que d’amis. Il venait d’une maison guerrière, et sa formation l’avait préparé à l’administration pratique plutôt qu’aux intrigues de cour. Dans sa conduite des affaires après son élévation aux plus hautes fonctions, sa réponse à toute objection était une menace de force, et son succès de dictât ur s’explique par les milliers d’hommes armés prêts à répondre à son appel plutôt qu’à une sagesse ou même une ruse exceptionnelles. Le fait est qu’il se trouva à la tête de son clan à un moment propice pour lui de l’histoire du Japon, alors que des mesures de force étaient seules à pouvoir résoudre les problèmes qui se posaient à lui.

Il dut affronter une situation extrêmement difficile à la cour, avec des ecclésiastiques ambitieux et des moines turbulents, une aristocratie généralement indifférente sinon hostile, et une population mécontente dans la capitale. Par comparaison, la situation en province était plutôt prospère, ou du moins prometteuse pour la noblesse terrienne dont la puissance se confirmait, notamment dans l’Est, où le clan des Minamoto se remettait de sa défaite.

Il n’est pas facile de dire ce que ses contemporains pensaient de Kiyomori à l’époque de sa mort, mais il semble qu’il était franchement détesté dans bien des secteurs, et le bruit courut que, pendant ses funérailles, on entendait dans une maison voisine des gens célébrer l’événement par des chants et des danses. L’anecdote n’est peut-être pas vraie, mais un court poème de l’époque ironise par ailleurs sur la tristesse des courtisans, disant que leurs manches devaient être trempées, sinon de larmes, du moins de la pluie printanière qui tomba sans interruption le soir des obsèques *.

Du point de vue de l’histoire politique, le trait le plus intéressant de la vie de Kiyomori est peut-être le fait que, malgré sa force armée, il lui fallait en tout le consentement de l’empereur. Il est vrai que, pour l’obtenir, il utilisait

Voici le poème en question : *Harusame mo / Otsuru namida mo / Hima makute To ni mo kaku ni mo / Nururu sode ka na !*

d’ordinaire la pression plutôt que la persuasion, mais le fait n’en reste pas moins que, grâce à une longue tradition, l’occupant du trône, aussi faible qu’il fût, se trouvait dans une position dominante, que partageaient les souverains abdicataires. Ne serait-ce qu’en apparence, la prérogative impériale continuait d’être maintenue.

CHAPITRE XIV

La guerre de Gempei

Tandis que, quelles qu'en soient les raisons ou les causes, la fortune des Taira était sur le déclin, les Minamoto retrouvaient dans l'Est leur puissance et leur cohésion, et projetaient de venger l'humiliation que leurs chefs avaient subie des mains de Kiyomori. Ils étaient guidés par l'intérêt et par un désir légitime de recouvrer les biens qui leur avaient été enlevés. Mais certains d'entre eux quoique pas tous, étaient également animés par un sentiment puissant de fidélité à l'égard de Yoritomo, qui avait été épargné alors qu'il était enfant par Kiyomori, et qui, désormais, était le chef reconnu de leur clan à la place de Yoshitomo, son père.

Kiyomori vécut assez longtemps pour voir ses troupes reculer devant celles de Yoritomo, et, après sa mort, la position des Taira empira rapidement. En septembre 1180, Yoritomo, marchant à la tête d'une petite bande armée, franchit le col de Hakone en provenance d'Izu, où il vivait en exilé avec un gardien nommé par Kiyomori. La capitale en fut informée par un rapport daté du 24 septembre, selon lequel : « Le fils de feu Yoshitomo, le *Hyöe no suke* [capitaine des gardes] Yoritomo, a levé une troupe de volontaires et met à sac la province d'Izu. Les provinces orientales sont en proie à l'agitation. » Dès le lendemain, un édit fut publié nommant un commandant en chef contre « le rebelle Yoritomo et ses partisans », et ordonnant que tous les hommes de l'Est en état de porter les armes se joignissent à l'attaque.

Parallèlement, des efforts furent faits pour améliorer les défenses de la capitale, mais sans aucun succès. La garnison, si on peut l'appeler ainsi, était composée des guerriers Taira au service de Kiyomori et de leurs partisans, et devait être renforcée par des hommes que les nobles recruteraient sur leurs terres. En ville, cet ordre de mobilisation fut très mal accueilli dans toutes les classes, où l'on avait déjà trop vu de sang versé et de destructions de toutes sortes. En dehors des guerriers expérimentés des chefs Taira, les troupes disponibles dans la capitale étaient de piètre qualité. Au début, elles avaient toutefois l'avantage du nombre, et, lors de sa première tentative pour passer à l'Ouest, elles repoussèrent Yoritomo et sa poignée d'hommes, qui se réfugièrent pendant quelque temps dans les

montagnes de Hakone. Ce combat, la bataille d'Ishibashiyama, mené le 14 septembre 1180 alors que Kiyomori était encore en vie, n'était guère plus qu'une escarmouche, mais il est demeuré célèbre dans l'histoire du Japon pour symboliser l'esprit combatif et hardi du guerrier de l'Est.

Dates importantes de la guerre de Gempei *
(Calendrier lunaire)

1180

9 avril	Le prince Mochihito donne l'ordre d'éliminer les Taira.
17 août	Yoritomo défait Taira no Kanetaka.
23 août	Yoritomo perd la bataille d'Ishibashiyama.
7 septembre	Yoshinaka lève des troupes.
20 octobre	Les Taira se retirent à Fujikawa.
7 novembre	Nouvelle armée Taira envoyée dans l'Est.

1181

20 janvier	Yukiie battu par les Taira dans la province de Mino.
4 février	Mort de Kiyomori.
15 février	Taira no Shigehira part soumettre l'Est.
10 mars	Yukiie battu par les Taira à Sunomatagawa.
14 août	Ordre de pacification du Hokurikudō.
4 septembre	Yoshinaka défait les Taira dans la province d'Echizen.

1182

Famine. Armistice virtuel.

1183

Mars	Yoshinaka et Yoritomo parviennent à un accord.
11 mai	Yoshinaka défait les Taira à Tonamiyama.
21 juillet	Yoshinaka menace Kyōto.
25 juillet	Les Taira s'enfuient à l'ouest.
Novembre	Yoshinaka battu par les Taira à Mizushima.

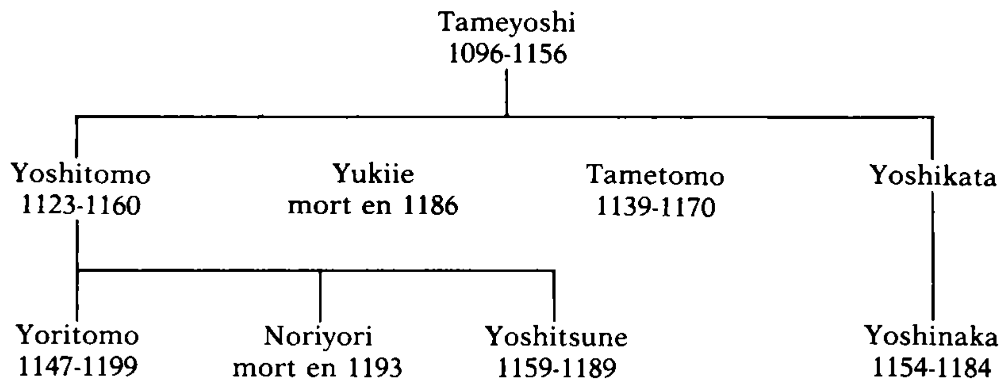
1184

20 janvier	Yoshinaka tué à Awazu dans la province d'Ōmi.
7 février	Ichinotani.
8 août	Noriyori quitte Kamakura.

1185

19 février	Yashima.
24 mars	Dan-no-ura. Victoire des Minamoto.

Le schéma ci-dessous montre les relations des membres du clan Minamoto qui jouèrent un rôle important dans les campagnes qui suivirent la première attaque de Yoritomo à Ishibashiyama. Il en ressort clairement que Yukiie était un oncle et Yoshinaka un cousin des trois frères, Yoritomo, Noriyori et Yoshitsune :



Bien que les édits publiés dans la capitale définissent les Minamoto comme des bandits et des rebelles, ou peut-être pour cette même raison, Yoritomo prétendit avoir reçu du prince Mochihito l'ordre de châtier les Taira. Il était sans doute vrai que quand Yorimasa envoya un appel aux chefs Minamoto dans l'Est, en mai 1180, il s'adressait à eux au nom du prince, qui – rappelons-le – était le fils de l'empereur Go-Shirakawa. En tout cas, il est clair que Yoritomo et ses partisans tenaient à être considérés comme les loyaux soutiens du Trône et non comme des révolutionnaires. Lorsque Yoritomo se rendit dans les montagnes de Hakone pour rassembler ses quelques centaines d'hommes à Ishibashiyama, il eut soin de donner à son expédition un air de légitimité en fixant à son étendard un papier censé être un ordre du prince de punir les ennemis de l'État. On verra plus tard que, même au faîte du succès, Yoritomo continua de prétendre agir au nom de Sa Majesté impériale.

Cette escarmouche préliminaire à la grande lutte qui allait suivre se termina par la retraite et la fuite de Yoritomo, et, comme il passa les six mois suivants à lever des troupes, les Taira y virent un succès personnel. Cependant, les nouvelles n'étaient pas très encourageantes. En novembre, Yoritomo avait rassemblé une armée très considérable, et il avait pénétré dans la province de Suruga, où il campait sur la rive gauche du Fujikawa. Le 10, les troupes Taira, hâtivement envoyées contre lui, avaient pris position sur la rive droite du fleuve, où elles furent surprises et mises en

désordre par une attaque de nuit. Leurs commandants décidèrent de battre en retraite, et Yoritomo préféra ne pas les poursuivre mais renforcer sa base en vue de nouveaux mouvements offensifs. Ce fut la dernière bataille de l'année 1180, car l'hiver était arrivé. En mars suivant, Kiyomori mourut, et le combat ne reprit qu'en mai. Cependant, peu après sa mort, des rapports arrivèrent dans la capitale, disant que les troupes envoyées contre Yoritomo, après avoir tenu Yukiie en échec au début de l'année, mouraient de faim dans la province de Mino, à l'est de laquelle l'armée rebelle des Minamoto voyait ses effectifs « multipliés par mille jour après jour ».

Un conseil de hauts fonctionnaires se réunit le 22 mars 1181 au palais de Go-Shirakawa pour décider de ce qu'il convenait de faire. Une douzaine de personnes y participaient, qui écoutèrent Munemori exposer la situation à Sa Sainteté l'empereur cloîtré. Le malheureux héritier de Kiyomori ne pouvait que donner raison à son père pour avoir décrété que les Minamoto devaient être combattus jusqu'au dernier, mais comment faire avec des troupes indifférentes et qui manquaient de vivres ? De la nourriture devrait être apportée du Nord et de l'Ouest, mais comment faire en période de famine ? Il demanda qu'une décision fût prise, et l'on convint de résister. Un nouveau commandant en chef fut nommé en la personne de Taira Shigehira, qui, dit-on, avait treize mille hommes sous ses ordres. Un rapport arriva, annonçant qu'il avait battu Minamoto Yukiie sur les bords du Sunomata, dans l'Owan ; mais il n'y avait guère de quoi se réjouir de cette nouvelle car les Taira n'étaient pas en mesure d'exploiter leur victoire. On était le 2 mai 1181, et les combats ne reprendraient pas avant longtemps. D'après tous les renseignements en provenance de l'Est, les Minamoto levaient de nouvelles troupes et gagnaient de nouveaux partisans, parmi lesquels des familles Taira installées dans la plaine du Kantö.

On proposa alors que l'armée Taira au complet se retirât dans les provinces occidentales avec l'empereur et les souverains cloîtrés ainsi que leurs cours et tous leurs officiers. Momentanément abandonnée, l'idée fut reprise en 1183, après que les dirigeants Taira eurent subi de très lourdes épreuves. En 1182, une grande famine sévit, surtout dans les provinces occidentales, et le moral des habitants de la capitale, où la peste menaçait en même temps que la faim, s'en ressentit durement. La cour, tout comme le peuple, vivait dans l'affolement, ainsi qu'en témoignent les mémoires et journaux intimes de l'époque, où abondent les remarques du genre : « Le

moment de la destruction du royaume est arrivé ! » et : « Ce sont là des événements qu'on ne saurait certes assez déplorer. » En outre, la situation militaire allait s'aggravant, surtout à cause de la difficulté de trouver des vivres et de les transporter. En 1181, le gouvernement publia un écrit ordonnant la pacification des provinces du Nord (le Hokurikudô, ou circuit septentrional), où les Minamoto gagnaient rapidement du terrain ; mais en automne, une armée Taira qui avait été dépêchée dans la province d'Echizen fut défaite par Minamoto Yoshinaka, un cousin de Yoritomo jouissant d'une grande renommée militaire, qui avait envahi la province d'Echigo durant l'été et conclu un accord avec les magnats régionaux qui disposaient de combattants.

La famine, que des épidémies aggravaient et qui atteignit son point culminant en 1181, suffit à expliquer une interruption des combats jusqu'au début de 1183, où Yoritomo reprit l'offensive – chose curieuse, contre son cousin Yoshinaka, dont la puissance et les succès commençaient à l'inquiéter. Yoshinaka parvint à l'apaiser, et consacra son attention à une vigoureuse campagne contre les Taira, qui faisaient dans le Nord un dernier grand effort. En avril et en mai 1183, Taira Koremori envahit la province d'Echizen, où il prit Hiuchiyama et plusieurs autres places fortes de Yoshinaka, et se fit même quelques partisans. Mais son succès ne dura guère. Bientôt, Yoshinaka l'attaqua dans la province d'Etchû, et, après un engagement majeur, la grande armée des Taira fut mise en fuite sur les pentes du Tonamiyama, qui a donné son nom à la bataille – parfois aussi appelée bataille du col du Kurikara – telle que la racontent les romans et annales militaires.

Pour les Taira, cette défaite était d'autant plus grave que, selon tous les témoignages, ils jouissaient d'une très nette supériorité numérique, certains auteurs leur prêtant une armée de quarante mille hommes contre cinq mille du côté des Minamoto. Yoshinaka l'emporta grâce à une habile stratégie : profitant de l'obscurité, à la nuit tombante ses troupes encerclèrent celles de l'ennemi, les démoralisèrent par une série d'attaques surprises, et réussirent à transformer en une complète déroute le désordre ainsi semé dans leurs rangs. Des milliers de soldats Taira furent tués ou blessés – une source généralement digne de confiance dit plus de la moitié des quarante mille –, et les autres prirent la fuite, jetant leurs armes et leurs armures. Yoshinaka avait désormais la voie libre. Un mois plus tard, il menaçait la capitale

depuis le Nord tandis que Yukiie approchait de l’Est. Au milieu de l’été, la position des Taira était désespérée. « Au Rokuhara, dit le chroniqueur, ce n’était que lamentations. » Pour un historien japonais moderne, tout ce qui s’écrivit à cette époque « se lit comme le journal intime d’un homme atteint de maladie mortelle ».

A la fin de l’été, l’empereur cloîtré Go-Shirakawa, qui était secrètement en rapport avec Yoritomo depuis la mort de Kiyomori, se rendit en pèlerinage au Hieizan, où des moines armés se chargèrent de le protéger. Le lendemain, le jeune empereur et ses épouses, accompagnés de quelques serviteurs, quittèrent eux aussi la ville. Un journal intime connu sous le titre de *Kichiki* – écrit par un noble de la cour entre 1171 et 1185 – donne de leurs déplacements au cours des jours suivants un compte rendu mélancolique. En date du 15 août 1183, il relate un pèlerinage aux sanctuaires de Kumano, Hiyoshi et Kurama, où l’empereur et les siens vénérèrent leurs divinités protectrices, puis dans un monastère bouddhique des faubourgs de Kyoto, où ils devaient passer la nuit. Il s’agissait pour eux d’un véritable pèlerinage, alors que la visite de Go-Shirakawa aux moines du Hieizan ne répondait pas à un but religieux. En réalité, il fuyait l’asservissement dans lequel l’avaient placé les Taira, et qu’il ressentait très vivement depuis que Kiyomori lui avait supprimé toute liberté. Yoshinaka était déjà dans la province voisine d’Ömi, à quelques heures de marche du Hieizan, où il campait alors. Yukiie était également à proximité, car il était entré dans la province du Yamato. Les deux armées convergeaient sur la capitale, ayant vaincu toute résistance de la part des Taira.

Munemori et les autres capitaines Taira avaient maintenant compris qu’ils devaient disparaître rapidement. Les Minamoto étaient de toute évidence les plus forts, et la défection de Go-Shirakawa donnait à leur cause un avantage moral ainsi qu’un aspect légitime. Il n’y avait plus rien que les Taira pussent faire, sinon incendier les bâtiments du Rokuhara qui servaient de base à leur dictature depuis une génération et partir en hâte vers l’ouest en emmenant le jeune empereur. De son côté, Go-Shirakawa prit plaisir à donner à Yoshinaka (qui l’avait ramené dans la capitale avec une escorte de plusieurs milliers d’hommes) l’ordre de rejoindre Yukiie et d’annihiler avec lui Munemori et son armée.

Il convient ici de nous arrêter un instant pour examiner la nature de la résistance offerte par les Taira à la puissance croissante des Minamoto, car

en dehors de son intérêt militaire et de sa place dans la légende et dans les romans japonais, la guerre de Gempei eut une grande importance politique. Ses résultats déterminèrent dans maints domaines le cours ultérieur de la vie nationale. Il suffit d'ailleurs d'imaginer ce qui aurait eu lieu si les Taira avaient été vainqueurs pour voir que la victoire des familles guerrières orientales et de leurs partisans donna un caractère particulier aux institutions du Japon médiéval, et déplaça le centre politique loin de l'ancienne capitale et de ses anciennes traditions.

Les récits des combats qui se déroulèrent dans le nord et l'est du Japon entre 1180 et 1183 donnent l'impression que, en fait de bravoure et d'adresse, les Taira étaient de beaucoup inférieurs aux Minamoto. Cette vision est sans doute faussée par la connaissance du résultat final, et par l'habitude naturelle d'expliquer le succès des vainqueurs par la sagesse plutôt que par la chance. Compte tenu des obstacles que les Taira eurent à surmonter – manque de vivres, longues distances, terrain difficile –, leurs troupes montrèrent plus de courage et d'endurance qu'on ne leur en accorde généralement. Elles donnèrent une excellente image d'elles-mêmes à Hiuchiyama, et se firent bien des partisans parmi les guerriers d'Echizen. Elles infligèrent une fois, sinon deux, une franche défaite à Yukiie, et l'on peut dire que leur première retraite, à Fujikawa, n'était pas une erreur mais un ajustement indispensable à une situation nouvelle, des troupes qu'elles croyaient leurs alliées les ayant attaquées par-derrière. Leur retraite subséquente fut certes un désastre, mais dans la capitale, les chefs ne renoncèrent pas. Ils envoyèrent de nouvelles troupes dans l'Est et enregistrèrent plusieurs succès en 1181, n'hésitant pas à prendre l'offensive dans les lointaines provinces du Hokurikudö. Mais ce qui est remarquable, c'est avant tout la taille des armées qu'ils étaient capables de lever. Il est vrai que les chiffres que donnent les romans militaires sont beaucoup grossis par l'enthousiasme de leurs auteurs comme lorsqu'on leur prête cent mille combattants à Tonamiyama, où des sources plus dignes de confiance ne leur en accordent même pas la moitié ; mais même le chiffre plus vraisemblable de quarante mille hommes est considérable.

Le leitmotiv des romans militaires, et surtout du *Heike monogatari*, est l'effondrement de l'orgueil. Les Taira sont présentés comme poursuivis par un destin inéluctable. Ils sont voués à la défaite et à la honte en raison de leur arrogance passée, tout comme, dans d'autres chroniques militaires, on

prétend qu’un orgueil excessif a des conséquences malheureuses. Les canons littéraires exigent que l’on insiste sur les qualités du vainqueur et sur les défauts du perdant. Mais comme on peut s’y attendre, une étude générale de la campagne ne justifie pas ce contraste, car elle révèle maints changements d’allégeance qui signifient des trahisons des deux côtés. Cet aspect alors caractéristique de la guerre est illustré de façon particulièrement déplaisante par les relations entre Yoshinaka et Yukiie.

Après avoir installé Go-Shirakawa dans la capitale, Yoshinaka se trouvait dans une position de force, car il commandait la seule armée de quelque importance dans les provinces centrales. Vers la fin de 1183, il commença à préparer en secret une attaque contre Yoritomo, qu’il redoutait et haïssait tout à la fois. Mais sous la pression de l’empereur cloître, il se mil en devoir d’écraser la puissante armée Taira qui se dirigeait vers l’ouest en suivant la rive de la mer Intérieure.

Cependant, la petite bande placée sous la conduite de Munemori, soit l’empereur enfant Antoku, sa mère et quelques partisans, avait atteint le Kyüshü au début de septembre et temporairement installé la cour dans l’ancien quartier général de défense de Dazaifu. Mais des révoltes locales, fomentées par Go-Shirakawa, les obligèrent bientôt à quitter le Kyüshü et à se réfugier au Shikoku, dans un endroit appelé Yashima – l’actuelle Takamatsu –, où ils se trouvaient dans un entourage favorable aux Taira. Tout en envoyant ses commandants harceler l’armée qui progressait en direction de l’ouest sous les ordres de Taira Shigehira, Yoshinaka, sans perdre de vue ce qui se passait dans la capitale, se préparait à fondre sur le Shikoku et à prendre Yashima. La troupe qu’il avait envoyée à la poursuite de Shigehira subit une grave défaite à Mizushima, sur la frontière entre les provinces de Bizen et de Bitchü, à quelque deux cent cinquante kilomètres à l’ouest de Kyoto. Au lieu de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cet échec, Yoshinaka retourna en hâte dans la capitale pour y devancer l’arrivée d’une armée que l’on disait venir de Kamakura sous le commandement de Yoshitsune, le jeune frère de Yoritomo. Là, il complota avec Yukiie d’enlever l’empereur cloîtré et de constituer un gouvernement dans leurs provinces du Nord. Il alla même jusqu’à négocier avec certains des grands chefs Taira, espérant les persuader d’attaquer Yoritomo, et suggéra au puissant Fujiwara Hidehira de s’allier avec lui contre ce dernier.

Mais Yukiie révéla ces plans à Go-Shirakawa. Craignant pour sa sécurité, Sa Majesté elle-même en informa Yoritomo, qui ordonna immédiatement à ses frères Yoshitsune et Noriyori d'attaquer et d'anéantir Yoshinaka avec une grande armée de « myriades d'hommes ». On fit courir le bruit que celle-ci escortait les impôts annuels (sous forme de riz et autres produits) des provinces orientales. La défection de Yukiie mettait Yoshinaka en fort mauvaise posture. Il prit le contrôle de la capitale (décembre 1183), qu'il laissa piller par ses montagnards. Yukiie lui-même partit avec ses troupes pour attaquer les Taira dans la province de Harima, où il fut une fois de plus battu et contraint de se réfugier dans une autre province. Au début de 1184, Yoshinaka attaqua le Höjöji, palais de Go-Shirakawa, mit le feu aux bâtiments, en massacra les défenseurs et s'empara de l'empereur cloîtré. Il apprit alors que Yukiie s'était installé dans le fort d'Ishikawa, relativement proche de la capitale, et constituait ainsi une menace qu'il ne pouvait pas ignorer. Il venait d'envoyer des troupes neutraliser cette forteresse, affaiblissant d'autant la garnison de la capitale, lorsqu'il fut informé que Noriyori et Yoshitsune marchaient tous deux sur lui. Après avoir en vain tenté d'enlever l'empereur cloîtré, il dut se risquer à fuir avec une poignée de partisans. Il parvint jusqu'à Awazu, dans la province d'Ômi, où il tomba sur l'avant-garde de Noriyori et mourut les armes à la main au début de mars 1184. Une bonne partie de ce qui fut son dernier combat se déroula à proximité du Long Pont de Seta et du pont d'Uji, qui sont tous deux la scène de plusieurs épisodes célèbres de la légende romanesque. Les efforts désespérés de Yoshinaka pour retenir les attaquants en coupant ces ponts, et l'espoir dérisoire de son frère adoptif Imai cherchant à contenir avec une poignée d'hommes les milliers de soldats de Noriyori, comptent parmi les plus fameux faits d'armes de toutes les chroniques guerrières du Japon.

On notera que, jusqu'ici, le cours des événements n'était pas tout à fait en faveur des Minamoto. Les Taira avaient fait bonne figure contre les troupes de Yoshinaka à Mizushima, et leur avaient causé de lourdes pertes ; par ailleurs, ils n'avaient éprouvé aucune difficulté à repousser Yukiie. Les intrigues et les jalousies des capitaines Minamoto et les préoccupations de Yoritomo dans l'Est, elles-mêmes signes de mésentente, ou pour le mieux de désunion, au sein du clan Minamoto et de ses partisans, avaient donné aux Taira le temps de se remettre de l'état de panique dans lequel ils avaient fui la capitale. Lorsque, après un triste voyage en mer, la petite cour chassée du Kyüshü avait fini par arriver dans le port accueillant de Yashima, les plus

décidés parmi les Taira commencèrent à prendre l'offensive. Après tout, il y avait une centaine d'années qu'ils étaient les maîtres de la mer Intérieure, et ils en contrôlaient l'essentiel du trafic. De Yashima, il leur fut donc facile d'envoyer des hommes sur la rive opposée, dans la province de Bizen, où ils débarquèrent dans la région de la baie de Kojima. Cette manœuvre leur donna le contrôle stratégique des accès à la mer Intérieure à partir de l'Est et sema l'inquiétude dans la capitale, où l'on crut qu'allait arriver une puissante armée Taira.

Inquiet de cette menace, Go-Shirakawa envoya alors plusieurs messages aux chefs Taira leur ordonnant de ramener le jeune empereur avec les insignes impériaux. Il leur fit comprendre que, s'ils obtempéraient avant le septième jour du deuxième mois, une trêve pourrait être conclue, les troupes Minamoto ayant pour instruction de ne rien faire avant le huitième jour. Mais ce n'était là qu'une ruse, car il avait déjà donné l'ordre d'attaquer à Noriyori et à Yoshitsune. Il espérait ainsi récupérer les insignes impériaux et, par la même occasion, mettre en confiance les Taira.

Les commandants Minamoto partirent donc le 12 mars (1184) à la poursuite de l'armée Taira, dont ils ne connaissaient pas la position avec exactitude. Il semble qu'elle ait quitté Yashima par bateau à peu près en même temps que Noriyori et Yoshitsune quittaient la capitale, de sorte que, la distance en ligne directe de Yashima à Fukuwara étant d'une centaine de kilomètres, elle débarqua sans doute deux jours plus tard, soit le 14 mars.

Elle débarqua dans le Settsu, entre Fukuwara et Ichi-no-tani, où elle entreprit de construire des ouvrages de défense après avoir laissé l'empereur Antoku en mer, près de Wada Misaki, avec ses gardes et ses serviteurs. Les Taira étaient à nouveau pleins d'espoir. Ils s'étaient remis de leurs précédentes défaites, et, encouragés peut-être par le message de Go-Shirakawa, ils se préparaient à rentrer dans la capitale. Leur rétablissement leur avait valu de nouveaux partisans ; ils avaient une nouvelle armée et une nombreuse flotte qui leur assurait la maîtrise de la mer. Ils étaient de retour chez eux, et les défenses qu'ils jetaient rapidement le long du rivage pourraient plus tard être renforcées et servir de base protégée à de futures opérations.

Cependant, avant que ces travaux ne fussent achevés, Yoshitsune mit une troupe Taira en déroute lors d'une rencontre préliminaire dans la soirée du 18 mars. Ensuite, il partagea son armée en deux en vue de l'engagement

décisif que Noriyori et lui avaient projeté, et les deux corps d'armée exécutèrent alors un mouvement en tenailles, l'un menaçant à Ichi-no-tani le flanc ouest des Taira, qu'il attaqua le 20 à l'aube, l'autre frappant l'ennemi sur son liane oriental à partir d'Ikuta.

Ichi-no-tani est une étroite bande de terrain prise entre la montagne au nord et la mer au sud. Par place, elle n'a guère plus de quarante mètres de large, et, se prêtant fort mal à toute forme de manœuvres, elle devait être considérée comme imprenable. Mais par un coup d'audace que les chroniques guerrières ne se sont pas privées de célébrer, Yoshitsune tourna cette position à l'avantage des armes Minamoto. Durant la nuit précédant la bataille, il conduisit une petite troupe de soldais d'élite – moins d'une centaine – avec leurs chevaux au sommet de la crête dominant le camp Taira. Cachés dans les fourrés, ils attendirent là que l'armée de Noriyori attaquât l'ennemi du côté d'Ikut, puis, choisissant leur moment, ils dévalèrent la pente, fondirent sur les hommes garnissant les défenses et mirent le feu au camp.

Les soldats Taira, surpris par cette charge imprévue, ne purent ni se déployer ni battre en retraite, étant attaqués sur deux flancs et coincés par la mer. Tadamori, qui commandait à Ichi-no-tani, fut tué, et Shigehira, général à Ikuta, fut fait prisonnier. Ceux qui purent s'échapper s'enfuirent par bateau à Yashima.

La taille des armées engagées dans cette bataille est incertaine. Un journal contemporain dit que les Taira étaient vingt mille, ce qui semble des plus improbables puisque trois mille survivants seulement atteignirent Yashima, et *YAzuma kagami* estime à un millier le nombre des morts et prisonniers.

Selon toute vraisemblance, l'ensemble des troupes Taira ne dépassait guère cinq mille hommes. L'armée Minamoto, elle, devait être encore plus petite et ne compter que quelque trois mille hommes. Si l'on en croit les bruits qui couraient alors dans la capitale, les effectifs Minamoto étaient si restreints que la population vivait dans la panique, craignant une grande attaque des Taira. Le grossissement des chiffres est un trait caractéristique des romans militaires ; le *Heike monogatari*, par exemple, prête à cette occasion soixante-dix mille combattants aux Minamoto, chiffre tout à fait invraisemblable, et qui correspondrait à une armée pratiquement impossible à manœuvrer.

Peu après la défaite Taira d'Ichi-no-tani, Go-Shirakawa somma Shigehira, alors prisonnier de guerre à Kyoto, de donner à Munemori l'ordre de ramener dans la capitale l'« ex-empereur » Antoku et les insignes impériaux. Go-Shirakawa avait auparavant réussi à convaincre les chefs Taira de relâcher leur effort militaire. Après la victoire des Minamoto, cette nouvelle tentative témoigne de l'importance attachée aux insignes impériaux.

La retraite des Taira par mer posait aux Minamoto un nouveau problème, car ils n'étaient pas équipés pour lancer une opération contre l'île de Shikoku. Ainsi, les hostilités connurent une interruption de quelque six mois, dont les Taira profitèrent pour remédier aux pertes qu'ils avaient subies en hommes et en matériel grâce aux ressources de leurs domaines des provinces centrales et occidentales. Ce n'est qu'en septembre 1184 que Noriyori quitta Kamakura avec pour mission d'éliminer les Taira. Yoritomo était alors occupé par des décisions stratégiques majeures et le souci d'entretenir de bonnes relations avec les chefs des autres clans guerriers. Pour ce faire, il avait fixé son quartier général à Kamakura, dont la situation était commode et sûre. Installé dans l'Est, il ne négligeait pas pour autant les affaires de l'Ouest, où ses partisans du Shikoku et du Kyüshü recevaient des requêtes et des ordres publiés en son nom. Cependant, soit par jalousie, soit par peur, il tardait à confier une nouvelle mission à son frère Yoshitsune.

Noriyori quitta Kamakura avec quelques centaines de combattants triés sur le volet, y compris quelques-uns dont le nom de famille devait orner plus tard les annales de la guerre, comme Hôjô, Chiba et Ashikaga. Il atteignit la capitale le 7 octobre 1184, et continua à travers les provinces centrales vers celles de Suô et de Nagato, à l'extrémité occidentale de l'île principale. Il avait ainsi une partie de l'armée Taira derrière lui, car Munemori, le malheureux fils de Kiyomori, était resté à Yashima avec Antoku, frêle gage offert à la fortune par le clan Taira, un enfant maladif chargé d'un lourd destin.

Noriyori se trouva bientôt dans une position difficile. S'il continuait, il laissait derrière lui les troupes basées à Yashima, alors que, devant lui, s'ouvrait la route de la mer Intérieure vers le détroit de Shimonoseki, où, sur l'île de Hikoshima, le reste de l'armée Taira était placé sous le commandement de Tomomori. Il ne pouvait ni avancer ni reculer. De plus,

les Taira étant traditionnellement tout-puissants de Fukuwara à Shimonoseki, il était clair que la plupart de leurs partisans ou sympathisants refuseraient d'approvisionner une armée d'invasion. Noriyori était donc dans une situation de plus en plus dangereuse, sans nourriture pour ses soldats ni bateaux pour les transporter. Il pria instamment Yoritomo de lui envoyer des conseils et de l'aide, mais sans grand succès ; Yoritomo, qui n'était pas lui-même un grand général, voulut bien le conseiller, mais ne put lui offrir d'appui matériel. Finalement, c'est un Grand bien disposé de la province de Suô qui fournit du riz à Noriyori, et une famille locale se décida alors à mettre à sa disposition quelques douzaines de jonques de guerre – il s'agissait probablement de bateaux pirates – qui lui permirent de transporter ses troupes à travers le détroit à Bungo, où il débarqua malgré une certaine résistance locale.

Mais il manquait toujours de vivres, et ses capitaines commençaient à perdre courage, certains insistant pour battre en retraite. Ainsi, il ne se sentit pas de taille à attaquer Tomomori, qui comptait évidemment sur place de nombreux partisans ; et peut-être y renonça-t-il à cause du courant rapide qui franchit le détroit, et, rendant difficile la maîtrise des bateaux au moment du passage, donne aux défenseurs un avantage certain. Yoritomo paraît d'ailleurs avoir compris les difficultés de sa situation, et traita ses plaintes avec sympathie.

Le jour du nouvel an 1185, Yoritomo reçut à Kamakura une lettre de Noriyori (le courrier prenait environ six semaines pour aller de l'extrémité occidentale de l'île principale à Kamakura). La version de cette lettre, comme d'autres, donnée dans *YAzuma kagami* semble être parfaitement authentique. Elle jette un jour intéressant non seulement sur la situation militaire, mais sur le caractère de Yoritomo. Dans sa missive, Noriyori demande qu'on lui envoie d'urgence des bateaux, des vivres, des chevaux et autres fournitures, et insiste sur la difficulté qu'il a à garder ses commandants satisfaits et loyaux. Yoritomo répond de façon amicale, disant qu'il se prépare à lui faire parvenir tout ce qu'il demande, mais insiste sur le fait que les Taira veillent au grain, et qu'il faut prendre des précautions. S'ils venaient à être informés de la date et de l'itinéraire prévus pour cet envoi, les Minamoto pourraient être à jamais déshonorés par la perte de leurs munitions de guerre. Noriyori doit donc être patient. Cependant, il lui faut s'appliquer à redonner courage et bonne humeur à ses capitaines

mécontents ainsi qu’à leurs hommes, et prendre soin, lorsqu’il traite avec les magnats régionaux, de ne se mettre à dos aucun allié ou partisan possibles. Enfin, il rappelle à Noriyori que son cousin Yoshinaka a mal fini pour avoir projeté d’user de violence à l’encontre de personnes sacrées, et l’enjoint d’avoir constamment soin de la sécurité de l’empereur Antoku et des Trois Trésors – les insignes impériaux.

Le ton de cette lettre et des autres témoigne d’une bonne compréhension de la situation de l’ouest du Japon. Tout en poussant son frère à passer fermement à l’action le moment venu, Yoritomo insiste sur la nécessite de se montrer calme et prudent, car il comprend l’art de la diplomatie. Il se peut fort bien qu’il ait été flatté que Noriyori n’agisse pas sans le consulter, et contrarié par l’audace et l’indépendance de Yoshitsune. Pour finir, vers mars 1185, alors que la campagne de Noriyori durait depuis six mois sans guère de résultats, Yoritomo surmonta néanmoins ses sentiments de jalousie, et donna à Yoshitsune mission de marcher contre les Taira.

Même en faisant la part de l’enthousiasme des chroniqueurs Minamoto, il est clair que Yoshitsune était un génie de la guerre offensive. Il en avait donné la preuve à Ichi-no-tani, et il comprit alors que, dans la situation telle qu’elle se présentait, seule une action rapide et décisive pouvait réussir. Attendre et hésiter, c’était faciliter les choses aux Taira, leur donner l’avantage militaire. Le 20 mars, il atteignit un point donné de Naniwa, dans le Settsu, et, avec son énergie habituelle, il décida de s’embarquer pour Yashima ce même jour à la nuit tombante. L’empereur cloîtré, qui craignait de rester seul sans protection dans la capitale, tenta de le retenir, mais Yoshitsune persista dans son plan. Il fut quelque peu retardé par une tempête qui détruisit plusieurs des bateaux prévus pour transporter ses troupes, mais cette malchance n’entama pas sa détermination ; et le lendemain matin bien avant l’aube il s’embarqua avec seulement une centaine d’hommes dans quelques petites embarcations, et, fonçant devant la tempête, il gagna l’autre rive en quatre heures alors que les bacs réguliers mettaient deux ou trois jours. Une fois à Katsura, dans la province d’Awa, sur l’île de Shikoku, sa petite troupe chevaucha jusqu’au lever du jour, où elle atteignit un endroit situé en face du palais provisoire de Yashima. Apparemment, les Taira ne s’étaient préparés qu’à une attaque par mer. Lorsqu’ils virent brûler derrière eux des feux allumés à dessein par Yoritomo, ils crurent qu’une vaste armée approchait par terre. Sans prendre

la peine de vérifier, ils abandonnèrent le pseudo-palais pour rejoindre précipitamment leurs bateaux avec l'empereur Antoku. Poursuivis jusqu'au rivage par Yoshitsune, ils s'arrêtèrent un moment pour repousser les assaillants, mais sans grande conviction, et s'enfuirent bientôt vers l'ouest et le détroit de Shimonoseki, distant de quelque trois cents kilomètres.

Yoshitsune ne tenta pas de les poursuivre avec sa petite troupe, mais s'attacha à renforcer sa position à l'intérieur et autour de Yashima. Il fut bientôt rejoint par quelques partisans locaux, et, mieux encore, un éminent guerrier de l'Est nommé Kajiwara Kagetoki lui fournit un grand nombre (140 ?) de bateaux. Mais Yoshitsune avait toujours à résoudre un problème difficile : il lui fallait parcourir trois cents kilomètres pour rejoindre les Taira, qui se trouvaient désormais à Dan-no-ura, sur le détroit de Shimonoseki. Il laissa un mois s'écouler sans rien faire, après quoi il eut la chance de trouver un très précieux allié en la personne d'un fonctionnaire du Suô qui connaissait bien la navigation et put lui procurer plusieurs navires. Enfin, Yoshitsune s'embarqua à destination de la province de Suô. Là, il fut rejoint par Yoshizumi, membre du clan Miura, familier des courants du détroit.

Les Taira étaient maintenant établis à Hikoshima, où Munemori et Tomomori avaient regroupé leurs armées. La mer était leur élément, et ils s'en allèrent hardiment à la rencontre des Minamoto, qui arrivaient d'Otsu, un ancrage situé au large de la ville de Chôfu – d'autant plus hardiment que leur retraite était coupée par Noriyori, et qu'ils n'avaient plus d'autre solution que de se battre. Après un sursis de vingt-quatre heures (pour des raisons que l'on ignore), les deux flottes s'affrontèrent le 25 avril 1185. Le résultat fut la complète défaite des Taira.

Au premier abord, il est difficile de comprendre qu'une bataille navale ait été perdue par le camp qui avait de loin la plus grande expérience maritime. Mais les Taira avaient déjà perdu de nombreux bateaux dans l'action ou dans la tempête, et plusieurs parmi les chefs de clan de l'Ouest sur l'aide desquels ils avaient compté étaient passés du côté des Minamoto, à la disposition desquels ils avaient mis leurs navires et leurs équipages. Ainsi, la flotte des Minamoto n'était guère plus petite, ni inférieure en qualité, que celle des Taira, et bien que Yoshitsune n'eût aucune connaissance de la guerre navale, il avait l'avantage d'un instinct stratégique aigu et d'un regard prompt à saisir les chances tactiques. En

outre, la flotte Taira comprenait, selon certains témoignages, un groupe de vaisseaux commandés par un guerrier du Shikoku (un certain Taguchi), qui, au milieu de la bataille, baissa pavillon et changea de camp. Pendant l'action, les Minamoto pouvaient donc disposer de trois cents bateaux, et les Taira de quatre à cinq cents. Mais ces chiffres ne sont que des conjectures et n'ont pas une grande importance, puisque le résultat de la bataille ne fut pas dû à une quelconque disparité des effectifs, mais à une erreur de jugement de la part de Tomo-mori, le commandant des Taira.

Pour une raison inexplicable, Tomomori choisit de se battre au milieu du détroit, où les courants sont rapides et traîtres, au point que les bateaux modernes eux-mêmes y doivent faire preuve de la plus grande prudence. En profitant de la marée du matin, il espérait peut-être avoir l'avantage du vent et être poussé vers l'ennemi, qui aurait beaucoup de peine à l'arrêter. Mais malgré de louables efforts, il ne réussit pas à l'emporter avant midi, où la marée changea, tournant à son désavantage. En peu de temps, le désordre s'empara de sa flotte, qui fut battue à plate couture. Le jeune empereur périt, de même que la plupart des nobles Taira, y compris la veuve de Kiyomori. Ce fut la fin de la résistance Taira, et le début de la suprématie du clan Minamoto.

Les causes de cet échec ne font guère de doutes. Ce sont les causes habituelles, c'est-à-dire l'irrésolution et l'incompétence. En premier lieu, les Taira n'avaient pas de chef digne de ce nom depuis la mort de Kiyomori. Parmi ses fils, Shigemori, qui était mort avant lui, manquait de détermination ; Tomomori avait du courage, mais des facultés limitées ; Munemori était faible et incompétent ; Shigehira était un bon soldat, mais doué de peu de bon sens. Aucun d'eux n'inspirait le dévouement ni la fidélité, et comme même leurs partisans les plus résolus n'avaient pas pleine confiance en leur capacité de chefs et de conquérants, il n'y a pas lieu de s'étonner que bien des hésitants fussent, soit restés neutres, soit passés dans le camp des Minamoto pour des raisons de prudence. Le plus grave revers essuyé par les Taira à cause de ce manque de confiance était que l'empereur cloîtré Go-Shirakawa eût refusé de prendre parti pour eux. C'est un curieux et précieux témoignage de l'importance des souverains abdicataires et cloîtrés que, bien qu'ils eussent la responsabilité du jeune empereur Antoku et, avec lui, des insignes impériaux, symboles mêmes de la légitimité, les Taira n'aient pu prétendre avoir toute autorité en matière politique et

militaire du fait qu'ils n'avaient pas l'assentiment de l'empereur cloîtré. Ce furent en fait des généraux Minamoto (Yoshinaka et Yukiie) qui reçurent de Go-Shirakawa l'ordre de punir les Taira, obtenant ainsi pour leurs campagnes un certificat de légitimité qui, aussi étrange que cela puisse paraître, était important aux yeux des guerriers même les plus indisciplinés.

De cette distribution du soutien politique, il résulta que beaucoup de guerriers provinciaux, obligés de prendre parti, se décidèrent en faveur du pouvoir installé dans la capitale et approuvé par l'empereur cloîtré. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1183, quand la cour partit dans l'Ouest après la défaite de leurs armées dans l'Est, les Taira découvrirent que leur influence au Kyüshü (et ailleurs) n'était pas aussi étendue qu'ils l'imaginaient, et que l'indifférence ou même l'opposition active qu'ils rencontrèrent les amenèrent à entreprendre un mélancolique pèlerinage d'un endroit à l'autre, jusqu'au moment où ils revinrent chercher refuge à Yashima, à quelques dizaines de kilomètres seulement de l'ancienne forteresse Taira de Fukuwara. Quant aux Taira de l'est du Japon, ils étaient loin d'être uniformément loyaux à leur clan ancestral. Nombre d'entre eux jugèrent prudent de rallier le parti des Minamoto. Ce sont là des faits qu'il faut avoir en tête lorsqu'on étudie les conséquences de la défaite des armées Taira. Elle ne signifia pas la fin de la famille, mais seulement celle de sa domination dans la capitale, et, bien sûr, la saisie des domaines de ceux qui avaient pris les armes contre les vainqueurs.

La dépêche de Yoshitsune annonçant sa victoire a la concision qui convient :

« Le 24e jour du mois dernier, plus de 840 de nos vaisseaux de guerre sont entrés dans le canal d'Akamagaseki, dans la province de Nagato. Ils y ont rencontré plus de 500 vaisseaux[33] appartenant aux Taira. Dans l'après-midi, la bataille s'est terminée par la défaite des rebelles. « L'ex-empereur a sombré au fond de la mer.

« Les suivants ont été noyés : [suit une courte liste des célébrités Taira, dont la veuve de Kiyom ri, Nii no Ama].

« La dame Kenreimon In et le jeune prince [la mère et le frère cadet d'Antoku] ont été sauvés.

« Prisonniers : [suit une courte liste d'environ vingt chefs Taira, hommes et femmes, dont Munemori].

« En outre, d’autres prisonniers ont été faits, hommes et femmes, dont une liste sera donnée plus tard.

« Quant au Sceau sacré, il a été trouvé. Mais l’Épée est perdue, et des recherches sont effectuées. »

Il n’est pas surprenant que le grand roman du *Heike monogatari* commence et se termine par le tintement d’une cloche, car son thème est la chute des puissants.

CHAPITRE XV

Les guerriers de l’Est

YORITOMO ET SES PARTISANS

Jusqu’ici, nous avons étudié l’histoire du xne siècle essentiellement à la lumière des événements tels qu’ils apparaissaient à la société aristocratique des cours des empereurs régnants et des souverains cloîtrés, sans guère accorder d’attention à la vie difficile que menaient les colons de l’Est et qui favorisa le développement de leur esprit guerrier. L’histoire de la retraite progressive et de la destruction finale des armées Taira donne peut-être l’impression que leurs adversaires, sous la direction de Yoritomo, constituaient une communauté puissante et unie, qui, à la longue, était appelée à l’emporter. Cela est vrai, mais seulement dans le sens où les Taira étaient sur le déclin alors que les Minamoto étaient en plein essor. A l’époque des premières escarmouches entre les deux clans, lorsque Yoritomo fut contraint de se retirer d’Ishibashiyama (août 1180), on pouvait à peine dire que les Minamoto existaient en tant que corps organisé capable d’imaginer et de mener une politique ou de gagner une guerre. Avant que les Taira pussent être renversés ou anéantis, il fallut que Yoritomo, devenu chef de clan à la suite de son père, établît son autorité sur un vaste territoire et créât une force militaire à partir d’éléments fournis par des familles guerrières qui devaient une certaine loyauté aux Minamoto ou se laissèrent convaincre, pour des raisons d’intérêt personnel, de s’atteler avec lui à la destruction du pouvoir des chefs Taira. En d’autres termes, du point de vue de la politique nationale, le clan Minamoto était une idée et non pas un fait. Et il demeura une idée jusqu’au jour où Yoritomo lui donna une existence réelle en le dotant d’une puissance militaire organisée qui pouvait s’exercer sur son ordre.

Il fallut détruire non seulement le pouvoir mais également l’orgueil des Taira. Or cet orgueil était sans bornes : pour l’un des fils de Kiyomori, quiconque, homme ou femme, moine ou nonne, n’appartenait pas à son clan n’était rien. Yoritomo aussi avait un puissant orgueil familial, qui contribua sans doute à le pousser à l’action ; car il venait d’une maison noble – les Seiwa Genji –, et son père avait, ainsi que ses deux frères aînés, été condamné à une mort humiliante par Kiyomori. Mais tout cet orgueil ne

l’empêchait pas d’être d’abord et avant tout un homme ambitieux, doué d’un appétit de puissance exceptionnel. Il ne fait aucun doute qu’il projeta dès le début de son âge d’homme de restaurer la fortune des Minamoto, et de régner sur l’ensemble des guerriers de l’Est. Mais dans l’immédiat, il était certainement prêt à oublier le passé et à conclure un accord avec les Taira, ainsi qu’en témoigne son mémoire de 1181 à Go-Shirakawa.

Au début de 1180, lorsque le prince Mochihito adressa un appel à tous les guerriers Minamoto de l’Est, sa position n’était nullement puissante. Il vivait depuis vingt ans en exil, en faisant des projets d’avenir mais en ayant soin de ne pas éveiller de soupçons dans la capitale. Dans les provinces d’Izu, où vivait sa famille, et de Sagami, il avait noué d’étroites relations avec certains des propriétaires et guerriers les plus importants. Il devait se montrer prudent, car il n’y avait pas encore de séparation franche entre les intérêts Taira et Minamoto dans l’Est, et un faux pas, une confiance mal placée, pouvaient révéler ses intentions à Kiyomori. Parmi ses alliés de l’époque, beaucoup étaient guidés par l’intérêt autant que par la loyauté envers le clan, et voulaient agrandir leurs propres domaines et étendre leur propre influence. Ainsi trouve-t-on parmi eux les noms de Hôjô, Miura, Chiba et Doi, qui sont des familles d’ascendance Taira et non Minamoto. Chiba, par exemple, descendait de Chiba no Suke, fils du rebelle Taira Tadatsune, dont nous avons déjà relaté la poursuite, en 1031, par Minamoto Yorinobu (chapitre XIII).

Ces hommes et leurs fils étaient une aide indispensable pour Yoritomo, qui pouvait également compter sur certains des notables de souche Minamoto de l’Izu et des provinces voisines. Parmi ces partisans Minamoto se trouvait Sasaki Hideyoshi, qui avait appuyé Yoshitomo à l’époque de la révolte de Heiji, puis, ayant déplu aux Taira, avait perdu son domaine familial d’Omi. Il quitta sa maison avec l’intention d’en appeler à son oncle, le puissant Fujiwara Hidehira, dans la forteresse septentrionale de Hiraizumi, mais s’arrêta en route dans la province de Sagami, où il attira l’attention de Shibuya Shigekuni, propriétaire local intendant d’un vaste manoir. Il se fixa sur place et épousa sa fille, et ses fils devenus grands entrèrent au service de Yoritomo.

C’est à la suite de pareilles circonstances que maintes familles de l’Est entrèrent peu à peu dans l’orbite de Yoritomo et vinrent ainsi grossir le nombre des partisans actifs du clan Minamoto. Mais le prestige des Taira

demeurait puissant, et certains parmi les voisins et les connaissances de Yoritomo prêchaient la prudence. Quand des rumeurs touchant le soulèvement du prince Mochihito atteignirent les provinces orientales, un important propriétaire installé dans le Sagami, 6ba Kagechika, alla chez Shigekuni l'avertir que les fils de Sasaki devaient faire attention à ne pas être mêlés aux projets de Yoritomo.

Depuis quelque temps, tout en vivant paisiblement sous la surveillance de son gardien officiel Hôjô Tokimasa, Yoritomo recevait d'un certain Miyoshi Yasunobu, neveu de sa vieille nourrice et, à l'époque, employé dans la maison de l'impératrice Tokuko, des rapports secrets réguliers sur les événements politiques de la capitale. Il avait déjà eu vent des injonctions du prince Mochihito par son oncle Yukiie, qui, au début de juin 1180, lui remit une copie de l'ordre écrit (daté de trois semaines plus tôt), expliquant qu'il devait d'abord être lu par Yoritomo en personne puis communiqué aux autres membres importants du clan Minamoto. La scène est décrite dans les premières pages de *YAzuma kagami*. Yoritomo portait pour l'occasion une tenue de cérémonie, et, après s'être incliné dans la direction du sanctuaire de Hachiman[34], il ouvrit et lut respectueusement la lettre.

Peu après, il reçut des nouvelles du soulèvement avorté de Kyoto et de la mort de Mochihito et de Yorimasa. A l'annonce que les Taira avaient l'intention d'écraser tout mouvement lancé en réponse aux injonctions du prince, Miyoshi et autres amis conseillèrent à Yoritomo de se cacher pendant quelque temps. Hôjô Tokimasa, son fidèle conseiller, lui recommanda lui aussi de ne rien précipiter. On était toujours en 1180, époque où la position de Kiyomori pouvait fort bien être considérée comme inattaquable, mais Yoritomo sentit que le moment était venu d'agir. Il s'occupa de renforcer la position des Minamoto dans l'Est, adressant un appel aux armes à tous les membres du clan qu'il estimait dignes de confiance. La réponse fut encourageante, car dans nombre de maisons guerrières, les anciennes relations claniques entre seigneur et vassal, entre maître et homme, continuaient à exister, bien que souvent en secret. En août 1180, leur chef décida donc de mettre à l'épreuve sa puissance et la fidélité de ses partisans dans un combat préliminaire, et choisit de s'en prendre à un fonctionnaire Taira de la province d'Izu que sa conduite arbitraire avait fait détester.

Le combat d’essai se révéla un succès, et Yoritomo, y voyant un augure favorable, fut encouragé à continuer. Quelques jours plus tard, il passait la frontière et pénétrait dans les montagnes de Hakone avec une petite troupe de quelque deux cents hommes, prenait position dans un endroit appelé Ishibashiyama, et, comme on l’a vu, essuyait un grave revers grâce à l’intervention d’öba Kagechika, qui, peu avant, avait mis en garde les fils de Sasaki.

Par ce coup d’audace, Yoritomo avait espéré convaincre d’éventuels alliés de se joindre à lui, mais il fut déçu et eut tout juste la vie sauve. Ses partisans se dispersèrent – en pleurant, selon la chronique –, le laissant s’enfuir seul pour ne pas attirer l’attention. Il atteignit la province d’Awa environ une semaine plus tard, et fut alors rejoint par ceux de ses camarades qui avaient échappé à la poursuite, parmi lesquels Hôjô Tokimasa et Miura Yoshizumi, dont le sort était désormais lié au sien. Mais ni l’Awa ni le Shimosa ne pouvaient constituer une base adéquate, et Yoritomo décida de changer d’endroit. Il s’adressa à différents propriétaires bien disposés pour leur demander de lui fournir des hommes armés et partit les rejoindre. Il réussit par ce moyen à rassembler quelques centaines de guerriers d’élite, dont les fils de Chiba Tsunetane. Le lieu exact du rendez-vous est inconnu, mais il s’agissait probablement de la ville de Chiba. De là, il continua vers le fleuve Sumida, où vint le retrouver Hirotsune, un guerrier Taira de la province de Kazusa commandant une nombreuse troupe. Il y avait certains doutes quant à l’attitude de ce chef de clan, mais il apporta son appui et rendit plus tard de précieux services. Yoritomo ne lui donna pourtant jamais toute sa confiance, et, par la suite, il le fit assassiner à Kamakura.

Cet épisode, révélateur de ce que le personnage de Yoritomo avait d’impitoyable, montre qu’il étendit graduellement son autorité sur des guerriers de toutes ou presque toutes les provinces orientales. Il montre aussi que ses ambitieux projets auraient échoué s’il n’avait dépendu que d’alliés Minamoto. Car ses parents étaient peu sûrs, et s’il vint à bout d’adversaires tels que l’éminent Satake Hideyoshi, Minamoto indépendant, ce ne fut qu’avec l’aide de Taira Hirotsune, qui lui apporta quelque vingt mille hommes à un moment crucial de sa carrière, alors qu’il n’avait avec lui que quelques centaines de partisans.

On était alors en automne 1180. Avec une confiance toujours plus affirmée, il envoya Hôjô Tokimasa dans la province de Kai informer la

puissante famille Takeda qu’il avait à présent sous son drapeau les meilleurs guerriers de l’Est, et qu’il s’apprêtait à entrer avec eux dans la province de Suruga pour y attendre l’armée des Taira. Les Taira et autres familles du Kai devaient le rejoindre avec leurs partisans. Vers le 22 octobre, il traversa le Sumida et entra dans le Musashi. A ce moment-là (selon *YAzuma kagamï),* il disposait de plus de trente mille hommes, comprenant des contingents de la plupart des grandes familles guerrières de l’Est. Vers la fin du mois, il passa dans le Sagami, où il s’arrêta au sanctuaire de Hachiman, le dieu de la Guerre que ses ancêtres vénéraient ; puis, après une courte halte à Kamakura, où il laissa des ordres en vue de la construction de son quartier général, il partit vers l’ouest au-devant de l’armée Taira qu’il savait approcher. Ses troupes franchirent le col d’Ashigara pour aller prendre position sur la rive gauche du Fujikawa, fleuve torrentueux qui se jette dans la mer à Iwabuchi, dans le Suruga, et constitue une frontière stratégique entre le Japon de l’Est et du Centre. Elles y furent rejointes par des contingents importants des provinces montagneuses de Kai et de Kôzuke, situées au nord de celle de Suruga, dont ils avaient éliminé toute opposition.

La situation militaire, et aussi politique, de Yoritomo s’était beaucoup améliorée depuis sa défaite d’Ishibashiyama. Un temps, il avait conservé des doutes quant aux intentions de certains seigneurs de la guerre, comme Takeda du Kai et Nitta du Kôzuke. Leur refus de s’engager, voire leur hésitation à le faire, aurait modifié l’attitude de bien des chefs de clan de moindre importance ; mais Yoritomo fut du bon côté dès que ces deux grands chefs, persuadés par Hôjô Tokimasa, eurent décidé de s’en remettre aux ordres des Minamoto et de marcher avec eux contre les Taira. Ce fut en fait l’arrivée des troupes, ou d’une partie des troupes, de Takeda derrière les Taira qui valut la victoire aux Minamoto lors de la bataille du 10 novembre 1180. Par la suite, l’armée Minamoto connut quelques défaites, et, comme nous l’avons vu, la confiance et la loyauté régnant à l’intérieur du clan n’étaient que partielles ; mais la majorité des guerriers des provinces orientales acceptaient la direction de Yoritomo, et composaient entre eux un organisme militaire d’une grande envergure et d’une grande puissance.

Après la bataille de Fujikawa, Yoritomo était prêt à partir dans l’Ouest à la poursuite des Taira, qui fuirent si vite que leur armée avait rejoint la capitale une douzaine de jours après ; mais il en fut dissuadé par ses généraux, pour qui il lui fallait d’abord assurer sa base en pacifiant ou

détruisant certaines familles qui lui étaient hostiles ou du moins voulaient conserver leur indépendance et ne pas prendre parti. Parmi elles, celle de Satake Hideyoshi, un guerrier d'ascendance Minamoto établi dans le Hitachi, qui, sans être activement pour les Taira, entretenait des relations avec eux. Yoritomo attaqua et défit ce hardi chef de clan, mais il ne réussit jamais à le soumettre complètement.

La famille Satake descendait d'un frère de Yoshiie, ancêtre direct de Yoritomo, et était ainsi d'aussi bonne origine que lui. Il existait une autre maison Minamoto qui lui était hostile, la famille Shida, de l'Hitachi, dont le chef était l'un de ses oncles, Yoshihiro, qui avait projeté de l'attaquer à Kamakura. L'importante famille Ashikaga était elle aussi de souche Minamoto et hostile à Yoritomo. Bien que de tels antagonismes fussent rares, il comprit qu'il devait s'établir solidement dans les huit provinces orientales avant de s'attacher à l'anéantissement des Taira. En peu de temps, il amena à compositions les rivaux ou ennemis qu'il comptait dans ces diverses provinces, notamment les Nitta et les Satomi, et il fut bientôt véritablement maître en sa maison, sauf en ce qui concerne la désobéissance de Yoshinaka, son cousin jaloux. Il ne lui restait plus qu'à vaincre les Taira pour être l'homme le plus puissant de tout le pays, prêt à changer son triomphe militaire en domination politique.

Avec le recul, la guerre entre les deux clans apparaît moins, en fait, comme une suite de sanglantes batailles et autres épisodes romanesques que comme un prélude à des changements sociaux et politiques de grande portée. Car les Minamoto ne se contentèrent pas de transférer à la classe victorieuse des guerriers le pouvoir qui, jadis, appartenait de droit aux plus grandes maisons nobles ; ils façonnèrent cette classe en une société indépendante hautement organisée, avec ses propres lois et ses propres normes de comportement. Ils ne furent plus les serviteurs d'hommes d'État aristocratiques : ils devinrent leurs maîtres.

Pour comprendre la nature de cette transformation, il est nécessaire de revenir un peu en arrière et de retracer les principales lignes de l'évolution (déjà esquissée au chapitre XII) des « büke », les familles guerrières, en tant que classe sociale. Leurs membres, un temps considérés avec mépris, avaient graduellement amélioré leur position sociale depuis l'époque où ils n'étaient guère plus que des cultivateurs armés pour leur propre défense ou des mercenaires employés par la noblesse. Le respect qu'on leur portait

augmenta bien sûr tandis que leurs services devenaient plus importants – et parfois même indispensables – pour les autorités civiles qu'ils protégeaient et auxquelles ils obéissaient. Peut-être le tournant de cette évolution d'un état de subordination à la suprématie peut-il être fixé à l'époque des troubles de Hôgen, en 1156, où les armes réglèrent un problème dynastique. Il est possible que la question n'eût pas réellement d'importance, mais elle suscita un antagonisme violent entre deux partis, et l'incident démontra très clairement aux hommes d'État concernés que l'exécution de leur politique dépendait de l'appui des hommes d'armes dont disposaient les chefs des clans guerriers.

Ce fait fut perçu par le premier des grands historiens japonais, le moine Jien, qui (dans son *Gukanshö,* écrit en 1220) observa que, après l'affaire de Hôgen, le pouvoir des guerriers était devenu une chose acquise, les ai mes, dont l'usage se limitait jadis aux troubles provinciaux, étant désormais employées dans la capitale pour régler des querelles entre des partis qui s'efforçaient de dominer le gouvernement central.

Il va sans dire que les vieilles maisons nobles ne renoncèrent pas pour autant à leur attitude supérieure. Au contraire, elles décrétèrent que le comportement guerrier était barbare, juste bon pour les animaux. Elles découvrirent avec stupeur qu'une chose aussi dégoûtante que le sang pouvait souiller le foyer du savoir et des exploits civiques. Ainsi, quoique la dispute de Högen fût tranchée par les armes, les guerriers eux-mêmes n'en sortirent pas vainqueurs. Leur renommée guerrière s'en trouva renforcée, mais ils ne furent pas en mesure d'édifier une société nouvelle ni de changer la forme ou le but du gouvernement. En tant que classe, rien ne prouve d'ailleurs qu'ils eussent de pareilles intentions. La tradition de la suprématie civile continua, et les grandes familles conservèrent presque intact leur orgueil social, au point que, quand le bruit se répandit que le régent Motofusa, un Fujiwara de haut rang, s'apprêtait à épouser une dame Taira, la mésalliance parut si effroyable aux grands aristocrates que l'un d'entre eux dit : « C'est un monde fou. Il n'y a pas de mot pour cela. »

Mais un tel ascendant moral (si on peut l'appeler ainsi) des civils de haute naissance sur des soldats représentant une grande puissance ne pouvait survivre à la prise de conscience des guerriers qu'aucun gouvernement n'était sûr s'il n'avait leur appui. Ils comprirent alors que leur heure allait bientôt sonner. Mais aussi longtemps que deux clans

militaires seraient à couteaux tirés, la classe guerrière, étant désunie, ne pourrait montrer toute sa force. Il faudrait donc attendre que les Minamoto aient écrasé les Taira pour que prenne forme une nouvelle société et que soient posées les bases d'un gouvernement militaire.

LA PREMIÈRE PÉRIODE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE

Durant les premières phases de son édification du pouvoir, Yoritomo n’apparaît pas comme un innovateur, et moins encore comme un révolutionnaire. Il respecta, o du moins professa respecter, la tradition. Pendant quelques années après la fuite des Taira de la capitale, en août 1183, quoique le succès des armes Minamoto semblât assuré, il sentit qu’il lui fallait agir avec circonspection. Il était nécessaire, ou en tout cas prudent pour lui, tout en affirmant son autorité dans tout ce qui était purement militaire, d’obtenir l’approbation du Trône pour toutes les mesures qu’il jugeait bon de prendre dans d’autres domaines.

La situation était délicate. Yoshinaka était arrivé dans la capitale à la fin de l’été 1183, et les excès de ses soldats n’avaient pas tardé à causer beaucoup d’inquiétudes parmi les citoyens, cependant que les nobles – et l’empereur cloîtré Go-Shirakawa lui-même – étaient outragés par la confiscation de leurs domaines. L’opinion publique était donc pour qu’on fît venir Yoritomo restaurer l’ordre, et Go-Shirakawa lui envoya un message à Kamakura lui demandant de se montrer dans la capitale. L’invitation fut expédiée en août 1183, et le messager revint quelque six semaines plus tard avec la réponse du destinataire. Dans celle-ci, il n’était pas question de l’invitation (bien que Yoritomo expliquât par la suite qu’il jugeait peu sage de quitter les provinces de l’Est alors qu’il s’y trouvait encore des ennemis dont il lui fallait s’occuper) ; mais l’ensemble était rédigé dans un langage plein de respect et semble avoir impressionné la cour par sa modération. Yoritomo suggérait que les biens confisqués par les Taira aux institutions religieuses, aux membres de la famille royale ou aux grands officiers de l’État fussent rendus à leurs légitimes propriétaires. En outre, il proposait que la peine de mort fût épargnée aux membres du parti Taira passés du côté des Minamoto, décrit comme loyaliste. Lui-même, disait-il, savait ce que signifiait être un réfugié du camp des perdants.

En réalité, la lettre de Yoritomo était un document assez faux et déplaisant, mais elle encouragea Go-Shirakawa à solliciter plus avant son auteur ; et, après des appels répétés, Yoritomo envoya une armée commandée par Yoshitsune et Noriyori attaquer Yoshinaka, qui fut battu et tué en janvier 1184. Quelques jours plus tôt seulement, il avait été fait

shogun (généralissime) par l’empereur, et, selon le récit dramatique que donne de sa mort le *Heike monogatari*, il s’élança dans ce qui allait être son ultime bataille en se proclamant « Maître de la cavalerie, seigneur d’Iyo et général du soleil levant, Yoshinaka des Minamoto ».

Parvenu à ce point de ses revirements politiques, *Vin* commença à s’inquiéter et sentit qu’il devait à tout prix se rapprocher de Yoritomo, qu’il avait peu avant donné l’ordre de châtier comme rebelle à la demande de Yoshinaka. Sa Majesté alla jusqu’à déclarer que, si Yoritomo refusait de venir à Kyoto, elle irait elle-même à Kamakura. Cette idée était tellement extravagante que les hauts officiers de son gouvernement l’ont qualifiée de folie. Mais Go-Shirakawa n’était pas fou, il était seulement tout à fait dénué de sagesse ; et il adorait les intrigues, les complots, dans lesquels il voyait d’ingénieuses combinaisons, si bien qu’il était sans cesse occupé à essayer de se sortir des ennuis où lui-même s’était mis.

Après la victoire d’Ichi-no-tani, Yoshitsune rentra triomphalement à Kyoto, où Go-Shirakawa aurait bien pu se satisfaire de sa présence comme garantie de tranquillité. Mais, ayant souffert de Yoshinaka, il se méfiait des généraux vainqueurs, et c’est peut-être ce qui explique son idée de se rendre lui-même à Kamakura. Cependant, Yoshitsune jouissait à la cour d’une très haute réputation, et Yoritomo informa *Vin* toujours hésitant qu’il désirait qu’on lui confiât par mandat impérial le soin de réduire une fois pour toutes les rebelles Taira. Entre-temps, il semble que *Vin* ait changé d’avis à propos de Yoshitsune, car il répugnait désormais à s’en séparer. Il déclara que, s’il s’en allait, la capitale serait sans protection, et il lui accorda certains titres et honneurs, dont le droit d’accès auprès de sa personne.

Cette attitude déplut à Yoritomo, qui avait déjà annoncé que c’était à lui, en tant que chef de la caste militaire, de récompenser les services rendus. En ce qui le concernait, Sa Majesté ferait bien sûr selon son bon plaisir, mais il ne désirait nullement une somptueuse récompense – cela en réponse à une allusion à de grands honneurs à venir, que Go-Shirakawa s’était senti tenu de faire pour excuser son mandat à Yoshinaka, qu’il prétendait maintenant lui avoir été extorqué.

Yoritomo s’irritait de la popularité de Yoshitsune dans la capitale. Il le soupçonnait, ou prétendait le soupçonner de trahison, voyant qu’il se laissait séduire par la faveur impériale et les intrigues de cour alors qu’il devait obéir à Kamakura. Une telle conduite allait à l’encontre de l’unité de la

caste guerrière, et c’est pourquoi elle inquiétait Yoritomo, dont le souci le plus urgent consistait à consolider sa propre autorité. D’ailleurs, ce n’était pas seulement par crainte de voir certains barons se soulever qu’il déclinait les invitations de Go-Shirakawa à venir dans la capitale. Il restait à dessein au centre du pouvoir militaire, les provinces de l’Est, où il s’occupait de monter pièce par pièce un système administratif qui lui permît de guider et de contrôler les guerriers. Il envoyait des expéditions dans l’Ouest à la poursuite des Taira, donnant le commandement supreme à Noriyori, mais lui-même songeait à l’avenir, au moment où, les Taira éliminés, il serait de lait le souverain du pays tout entier.

Cependant, la lente pression de Noriyori et la tactique brillante de Yoshitsune aboutirent à la victoire de Yashima, suivie avec une rapidité imprévue par l’ultime défaite de l’ennemi, à Dan-no-ura, en avril 1185. La nouvelle de cette dernière bataille parvint à Yoritomo le 12 mai, et la surprise, dit-on, le laissa sans voix. Le lendemain, il s’attaqua au plan d’action qu’il lui faudrait suivre aussitôt après la fin des combats. Il envoya Noriyori quelque temps au Kyùshù, où il devrait saisir tous les manoirs des Taira – ordre qui montrait que Yoritomo pensait déjà aux récompenses dont il gratifierait ses fidèles vassaux, sachant que la propriété serait la base de son pouvoir. A Yoshitsune, il ordonna de retrouver les insignes impériaux manquants, et de les ramener dans la capitale avec les plus importants prisonniers. En même temps, tous les vassaux de Kamakura reçurent l’ordre d’éviter les rapports avec la cour. Désormais, tout guerrier du Kantô qui acceptait du Trône une nomination ou un cadeau n’était plus tenu pour loyal. Il pouvait demeurer où il était et servir la cour, mais s’il passait à l’est du Kuromata, dans l’Owari, ses domaines seraient saisis et lui serait exécuté.

Il ressort clairement de ces actes que Yoritomo avait fait une loi fondamentale de la société sur laquelle il prétendait gouverner que ses membres ne devaient obéir à personne d’autre que lui. Ainsi, le 27 mai, quand Yoshitsune arriva à Kyoto avec ses prisonniers et que Go-Shirakawa déclara que Munemori devait être mis à mort, Yoritomo s’y opposa et pria Sa Majesté de lui envoyer à Kamakura Yoshitsune et tous ses prisonniers.

Yoshitsune quitta Kyoto au début de juin, et il aurait pu arriver à Kamakura à la fin du mois s’il n’avait été arrêté (au relais de Sakamori) par Hôjô Tokimasa, qui prit en charge les prisonniers tandis que lui-même restait à Koshigœ, un petit vi läge situé aux abords de Kamakura, où il reçut

l’interdiction d’entrer. Il envoya une lettre à Ôe Hiromoto pour protester de sa loyauté, mais Yoritomo refusa de le voir. Après avoir été interrogés par ce dernier, Munemori et les autres furent rendus à Yoshitsune avec ordre de les reconduire à Kyoto. Mais lorsqu’ils arrivèrent à Shinowara, dans la province d’ömi, à plusieurs jours de marche de Kamakura, ils furent rattrapés par des émissaires de Yoritomo qui tranchèrent la tête de Munemori et de son fils. La raison de cet acte n’est pas claire, mais, après avoir imposé sa loi, il se peut que Yoritomo ait jugé opportun de s’en remettre au désir initial de Go-Shirakawa. Les têtes furent publiquement exposées à Kyoto, à l’endroit des exécutions. Tokitada et les autres prisonniers furent exilés, à l’exception de Shigehira, qui fut livré à leur demande aux moines du Tôdaiji et tué par eux pour avoir incendié leurs monastères en janvier 1181, – presque tous les bâtiments du Tôdaiji et du Kôfukuji avaient été détruits par ses troupes Taira en représailles de l’aide qu’ils avaient apportée à la révolte de Mochihito. Et la vengeance des Minamoto ne s’arrêta pas là. A la fin de l’année (1185), Hôjô Tokimasa, qui représentait alors le shogun à Kyoto, reçut l’ordre de rechercher tous les réfugiés Taira. Les enfants de Shigemori et de Munemori furent ainsi capturés. Selon une version du *Heike monogatari*, les plus jeunes d’entre eux furent noyés ou brûlés vifs, et les aînés décapités. Telles étaient les cruautés qu’autorisait le code des guerriers. Kenreimon In, la mère d’Antoku, fut épargnée et passa le reste de sa vie dans un couvent pauvre d’Ohara, non loin de la capitale.

Cependant, les relations entre Yoshitsune et Yoritomo se détérioraient toujours davantage. Les honneurs que Yoshitsune avaient reçus de Go-Shira-kawa et le plaisir qu’il prenait à la vie de la cour, dûment rapportés à Kamakura par Oe Hiromoto, n’avaient servi qu’à renforcer les soupçons de Yoritomo et sa détermination d’exercer sur les faits et gestes de son frère un étroit contrôle. Il aurait bien voulu lui retirer son commandement, mais il eut l’intelligence de ne pas se priver des services d’un génie militaire pour de simples raisons de rancœur personnelle. Il alla toutefois jusqu’à introduire un espion dans ses troupes en la personne de Kajiwara Kagetoki, un minable vassal juste bon à de telles besognes, que Yoshitsune méprisait. Les rapports de Kagetoki à Kamakura encouragèrent Yoritomo à croire que son frère préparait un coup contre lui, et c’est essentiellement pour ce motif qu’il lui interdit l’entrée à Kamakura. Il reprit même certains des manoirs Taira qu’il avait donnés à Yoshitsune.

Yoshitsune avait des sympathies un peu partout, sans guère en avoir d'avantages[35]. Dans la capitale, tout le monde le savait maltraité, mais il ne se trouva personne d'important pour prendre sa défense. L'infortuné Yukiie comptait au nombre de ses amis, ce qui ne jouait nullement en sa faveur car il n'inspirait d'ordinaire ni confiance ni respect. Après avoir passé d'une province à l'autre pour échapper à ses poursuivants, Yukiie s'était risqué à faire une discrète apparition à la cour de Go-Shirakawa, où il eut l'occasion de discuter avec Yoshitsune. La chose fut rapportée à Kamakura, et probablement montée en épingle. Que Yoritomo en fût sincèrement alarmé est impossible à dire, mais le fait est qu'il ordonna promptement (au début de septembre 1185) à un de ses partisans de la province d'Ômi, un certain Sasaki Sadatsuna, d'attaquer Yukiie, qui, en soi, n'était certainement pas dangereux. Mais il est probable que Yoritomo se servait de lui comme appât pour Yoshitsune, dont, comme il fallait s'y attendre, Yukiie sollicita la protection. Jouant de ses sentiments blessés, il suggéra que la meilleure façon de régler leur situation consistait à devancer Yoritomo et à prendre l'offensive.

Certains des favoris de Go-Shirakawa (dont le ministre Takashina et un commissaire de police nommé Taira Tomoyasu), pas très bien vus à Kamakura, se rangèrent alors du côté de Yoshitsune. Avant longtemps, le bruit se répandit que Yoshitsune projetait une révolte avec Yukiie. Yoritomo y vit un excellent prétexte pour agir. Il dépêcha des envoyés dans la capitale pour informer ses représentants qu'il leur fallait presser la cour de hâter le départ des captifs Taira condamnés à l'exil, et, en même temps, pour donner à Yoshitsune l'ordre d'attaquer Yukiie. Quand les émissaires de Yoritomo arrivèrent à Kyoto et se présentèrent chez Yoshitsune, celui-ci leur fit dire qu'il était malade et ne pouvait les recevoir. Ils revinrent le lendemain, où Yoshitsune leur apparut, l'air souffrant. Il leur expliqua qu'il ne pouvait rien faire tant qu'il n'avait pas recouvré la santé, exhibant les marques des moxas qu'il avait eu soin de se faire poser à des places bien visibles, et les pria de transmettre sa réponse à Yoritomo.

Celui-ci discuta de ce qu'il convenait de faire avec ses conseillers, et il fut décidé que le mieux serait de prendre Yoshitsune par surprise et de le tuer. Mais qui choisir pour cette mission ? Personne ne semblait prêt à risquer une rencontre avec un tel champion. Pour finir, comme aucun guerrier ne voulait s'engager, un moine renégat nommé Tosabô Shôshun

offrit de se charger de cette tâche. Il quitta Kamakura au début de septembre (1185) avec une troupe d'un peu plus de cent cavaliers, et il arriva à Kyoto deux semaines plus tard. Il attaqua Yoshitsune de nuit dans sa résidence de Hori-kawa, où il eut affaire à forte partie. Sa bande de spadassins fut repoussée avec de nombreuses pertes, et lui-même fut pris alors qu'il s'enfuyait et tué dans le lit du Rokujô, lieu d'exécution particulièrement apprécié.

Le matin même, une discussion avait eu lieu à la cour de Go-Shirakawa pour savoir s'il convenait de publier un ordre de sanction à l'encontre de Yoritomo. Le lendemain, Yoshitsune et Yukiie recevaient un mandat dans ce sens. On ne sait s'il s'agissait d'un ordre sérieux ou d'un simple geste destiné à plaire à Yoshitsune ; mais la cour devait bien savoir que ni lui ni Yukiie ne disposaient d'un important parti. Tous deux durent faire un gros effort pour rassembler des partisans dans les provinces du Centre et de l'Ouest, et la plupart des guerriers auxquels ils s'adressèrent émirent des doutes quant aux intentions de Go-Shirakawa et de ses conseillers. Surveillés comme ils l'étaient par les agents de Kamakura, ils n'avaient guère envie de répondre à l'appel de Yoshitsune. Même ses propres soldats montraient des velléité de désertion, et quand l'empereur cloîtré se rendit compte du peu de chances qu'avait de réussir un soulèvement contre Kamakura, il commença à s'inquiéter et à envisager un quelconque moyen de se rapprocher de Yoritomo. Mais il montait le tigre et il n'en pouvait pas descendre. Yoshitsune et Yukiie lui dirent qu'ils devaient aller dans l'Ouest lever de nouvelles troupes et lui demandèrent les moyens de le faire. Go-Shirakawa leur donna alors des charges lucratives au Kyüshü et au Shikoku, ainsi que des ordres écrits (« kudashibumi ») enjoignant aux colons de ces régions de leur obéir.

A la fin de novembre (1185), les deux généraux quittèrent Kyoto avec quelque deux cents cavaliers. Après avoir repoussé en route différentes attaques, ils atteignirent la mer à Daimotsu, dans la province de Settsu, où ils embarquèrent pour le Shikoku. Une violente tempête causa le naufrage de la plupart de leurs bateaux, mais eux-mêmes parvinrent à rallier la province d'Izumi, où ils furent séparés. A en croire la légende, Yoshitsune, sa maîtresse Shizuka, son écuyer Benkei et deux autres fidèles se rendirent dans le proche monastère du Tennôji, puis ils disparurent. Yukiie lui aussi se volatilisa, et jamais les deux alliés ne se retrouvèrent.

Un jour ou deux après qu'ils eurent quitté la capitale, Yoritomo avait conduit une importante armée dans la province de Suruga, où il s'arrêta en apprenant le départ de Yoshitsune. Son avant-garde, placée sous le commandement d'Oyama Tomomasa et de Yüki Tomomitsu, avait déjà atteint Kyoto, et il leur fut facile de convaincre Go-Shirakawa, terrifié, de revenir sur ses ordres et de donner à Yoritomo celui de punir les deux fugitifs. Ayant bien montré sa colère à l'empereur cloîtré, Yoritomo retourna à Kamakura pour y terminer ses projets touchant la fondation d'une société militaire qui, sous sa direction, dominerait le pays.

Il n'aimait pas Yoshitsune et même le haïssait ; mais après l'échec qu'avaient essuyé les deux généraux dans la recherche de partisans, il est peu vraisemblable qu'il le craignît vraiment. Cependant, il avait intérêt à prétendre que Yoshitsune était un dangereux rebelle, car il avait ainsi une bonne excuse pour prendre certaines mesures politiques et économiques nécessaires à ses fins. En décembre 1185, ayant consulté öe Hiromoto et autres experts, il proclama la levée d'une contribution en riz, un impôt dit « de vivres » (« hyôrômai »), qui devait prétendument pourvoir aux frais des campagnes contre Yoshitsune, ennemi de l'État que Yoritomo avait le devoir de protéger. Cette contribution fut fixée à cinq mesures de riz par *tan* de terre à riz, soit environ à 2 % de la production moyenne.

En général, Yoritomo avait soin d'observer les formules de respect et d'obéissance convenables dans ses rapports avec le Trône. Ainsi, dans un mémoire à Go-Shirakawa daté de décembre 1185, il écrit : « Je me permets humblement de soumettre à Votre Majesté un exposé de mes vues sur la situation présente, avec mes recommandations. Je propose qu'un conseil de dix éminents gentilshommes soit nommé pour étudier ce plan. » Quelques mois plus tard, il adressa une lettre à ce conseil, exprimant l'espoir que, dans leurs délibérations, ses membres seraient guidés par un esprit de justice et de droiture. Par la suite, il continua encore quelque temps à demander qu'on approuve ses projets militaires.

Il est significatif qu'il éprouvât le besoin de se conformer à l'étiquette même après que Yoshitsune eut obtenu le mandat qui l'avait rendu si furieux. L'*in*, craignant la vengeance de Yoshitsune, fit aussitôt savoir à Kamakura qu'il avait cédé à la force. Dans sa réponse, Yoritomo balaya cette explication : il s'efforçait de rétablir l'ordre et la paix dans le pays alors que Sa Majesté inventait des excuses insensées – déclarant, par

exemple, que les actes de Yoshitsune étaient l'œuvre de démons. Tant que Yoshitsune et Yukiie seraient en liberté, le pays serait en danger, disait-il ; et il laissait entendre que le véritable démon (« tengu ») était l'empereur sacré lui-même, avec ses ruses et ses mensonges. C'est à ce moment que Yoritomo décida que, sans sortir des formes, il lui fallait prendre une initiative tangible et positive. Après en avoir longuement discuté avec Hôjô Tokimasa et ôe Hiro-moto, son conseiller, il envoya le premier avec un millier d'hommes d'élite dans la capitale pour appuyer ses requêtes au Trône. Cette troupe arriva à Kyoto à la mi-décembre 1185. Quelques jours plus tard, sur l'insistance de Tokimasa, la cour donna en rechignant à Yoritomo licence de lever l'impôt de vivres dont on vient de parler sur tous les domaines, privés ou publics, et de nommer des intendants (« jitô ») et des commissaires (« shugo ») dans toutes les provinces. Pour Yoritomo, ces changements, qui faisaient presque époque, étaient justifiés par la nécessité de lancer des opérations militaires contre les rebelles (notamment Yoshitsune et Yukiie). Il fallait (disait-il) des fournitures pour l'expédition punitive qu'avait ordonnée I'm ; et l'on avait besoin des intendants et commissaires pour maintenir l'ordre et la paix dans les autres provinces que celles de l'Est, qui étaient sous le contrôle de Kamakura.

Cet appel au Trône déplut fort à Go-Shirakawa, que la crainte amena pourtant à céder. Se sachant impuissant, il donna son consentement le lendemain du jour où Tokimasa avait présenté la requête. Par là, il abandonnait en réalité la prérogative impériale dans tous les domaines concernant l'utilisation et le commandement de forces armées, car il remettait au chef de la classe militaire la juridiction effective en matière de tenure et de revenus fonciers, particularités vitales d'une économie agricole.

RELATIONS DE YORITOMO AVEC LA COUR

Nous reviendrons plus tard sur la vraie signification des mesures prises par Yoritomo et sur leurs conséquences économiques ; pour l'instant, il faut nous arrêter aux relations purement politiques entre Yoritomo et la cour. De la description qui précède, on aura retenu que Yoritomo traitait l'empereur retiré et cloîtré Go-Shirakawa comme le souverain dont le consentement aux mesures proposées par Kamakura devait être obtenu. C'était une affaire de bon sens. De même qu'à l'époque des Fujiwara les Taira ne laissaient pas longtemps l'empereur titulaire sur le trône mais l'amenaient à abdiquer à un âge précoce en faveur d'un enfant, en 1184 les Minamoto firent remplacer le petit Antoku par le jeune Go-Toba, alors âgé de quatre ans. Quand il en eut dix-huit, Go-Toba abdiqua à son tour, et il resta souverain cloîtré jusqu'au moment de son bannissement, en 1221. Ensuite, l'autorité de la maison régnante se trouva à ce point diminuée que les questions de succession n'eurent plus guère d'importance. Mais jusqu'au moment où Yoritomo se sentit solidement établi, les particularités de Go-Shirakawa et les préjugés des nobles de la cour restèrent pour lui intéressants, et il ne manqua pas d'en tenir compte dans l'élaboration de sa stratégie politique. Il savait que beaucoup d'entre eux, peut-être la majorité, n'avaient au fond pas de sympathie pour lui et lui étaient même carrément hostiles. Ils le considéraient comme un parvenu, une espèce d'officier de police monté en grade, et quoique à l'usage ils se révélassent impuissants, leurs intrigues pouvaient être ennuyeuses. Il voyait que la promotion des hauts officiers dépendait des lubies de Go-Shirakawa ou des goûts des dames de la cour, dont la plus redoutable était Tango no Tsubone, la maîtresse favorite de Sa Sainte Majesté. Il décida donc que, dans son intérêt personnel, il devait purger l'entourage impérial d'adversaires potentiels en haut lieu en faisant pression pour qu'ils soient révoqués et que soient nommés des hommes dont il puisse être sûr, sinon qu'ils lui fournissent une aide active, du moins qu'ils ne lui mettent pas de bâto s dans les roues.

A l'époque, le ministre de la Droite, Fujiwara Kanezane (l'auteur du journal que nous avons abondamment cité au chapitre XIII), était généralement considéré comme un homme judicieux et expérimenté, ayant une grande connaissance des précédents et un sens marqué du devoir. Yoritomo, qui n'ignorait rien de sa réputation, estima que le mieux pour lui

serait qu'un homme aussi intègre que Kanezane fût nommé aux plus hautes fonctions. Au printemps 1184 – c'est-à-dire peu après la bataille d'Ichi-no-tani –, il informa donc l'*in* qu'il jugeait souhaitable que Kanezane devînt chef du clan Fujiwara et régent de l'empereur en titre. Ces fonctions, auxquelles sa naissance et sa formation destinaient en effet Kanezane, étaient alors occupées par un jeune homme, Fujiwara Motomichi, favori de Go-Shirakawa et fort apprécié de Tango no Tsubone. Pour Go-Shirakawa, un régent puissant pouvait être un frein.

Rien ne fut fait pour satisfaire aux désirs de Yoritomo, qui ne pressa pas l'empereur cloîtré de lui donner une réponse, bien que Kanezane fût informé qu'il n'avait pas abandonné son plan. Fin mai 1185, soit peu de temps après, Yoritomo arriva dans la capitale avec les importants captifs pris à Dan-no-ura. La ruine complète des Taira avait évidemment rendu sa position beaucoup plus forte, et la cour commença aussitôt à se demander comment il convenait de le récompenser. Cette question est discutée dans le journal de Kanezane, qui fournit de précieux détails touchant les rapports entre Yoritomo et la cour et raconte l'échec de Yoshitsune et sa fuite devant les agents de son frère.

Le récit qui suit est fondé sur celui de Kanezane. Il se peut qu'il contienne des erreurs de détail, car la capitale était alors pleine de rumeurs et de conjectures. Mais il a le mérite d'être un compte rendu de première main de ce que fut la réaction de la société aristocratique de la ville impériale à la pression des chefs militaires.

Les relations entre Yoritomo et Yoshitsune sont une longue tragédie, qui débute par les éblouissants succès de Yoshitsune et s'achève par le triomphe macabre de Yoritomo apprenant que la tête de son frère va être envoyée à Kamakura[36]. Dans la longue histoire de la formation d'une caste militaire dominante et d'un code de l'honneur guerrier, ces épisodes dramatiques n'ont peut-être pas une grande importance. Cependant, ils font partie de la légende nationale, et, à ce titre, ils doivent être rappelés ici, ne serait-ce que comme une chronique des cruautés et infidélités d'une société censée être fondée sur la loyauté autant que le courage, mais qui fut également construite sur de sordides complots et trahisons. De plus, outre leur caractère privé, les relations malheureuses entre ces deux hommes prirent une dimension politique, en ce sens que Yoritomo en fit la raison apparente de plusieurs de ses actes les plus importants. Il convient donc de décrire la

façon dont il traita Yoshitsune dans le cadre de ses premières initiatives pour prendre le pouvoir.

Après la chute des Taira, le premier souci de la cour fut de veiller à ce que les chefs captifs fussent mis à mort. Go-Shirakawa manifesta en l'occurrence une hâte de mauvais aloi. Comme on l'a vu, les prisonniers furent exécutés après avoir quitté Kamakura, dans la province d'ömi, et l'on dit que Sa Majesté passa elle-même leurs têtes en revue. Elle avait peu avant publié un ordre *(insen)* disant : « L'ancien ministre Munemori, son fils Kiyomune et le général Shigehira sont en route pour la capitale avec Yoshitsune. Il serait mal de les laisser entrer vivants dans la ville. Leurs têtes devront être exposées dans la province d'ômi. Reste à savoir ce qu'il faudra en faire ensuite : les remettre à la commission de police ou les jeter. Yoshitsune dit que Yoritomo a donné l'ordre qu'on s'en remette aux décisions de l'*in.* »

Telles étaient les questions qui occupaient le saint empereur face à une tyrannie tout aussi redoutable que celle des Taira vaincus.

Après son retour de Kamakura dans la capitale, Yoshitsune vit sa position devenir de plus en plus faible sous la pression exercée par Yoritomo. De la part de *Vin,* la remise d'un mandat de sanction à Yoshitsune était une vraie folie, car ce dernier devait sa puissance militaire à sa qualité de lieutenant de Yoritomo. Il n'avait qu'une poignée de partisans personnels, et la majorité des guerriers des provinces centrales ne croyaient pas suffisamment à son avenir pour prendre son parti contre son frère. Yoshitsune et Yukiie avaient tous deux de bonnes raisons de se méfier de *Vin* et de sa cour, et en fait leur expédition dans l'Ouest était une fuite. Pour sa part, Kanezane se rendait compte que confier un mandat à Yoshitsune était une erreur, mais il laissa faire, estimant que le plus important était que les deux « rebelles » quittent la capitale avant d'y devenir la cause de nouveaux désastres. Dans son journal, après avoir raconté le naufrage et la fuite des deux généraux, Kanezane fait l'éloge de Yoshitsune, mais ajoute pieusement que ses malheurs lui ont peut-être été infligés par le ciel en punition de sa rébellion.

Quelques jours après que la nouvelle de la disparition de Yoshitsune cul atteint la ville, le comportement des guerriers de l'Est qui arrivaient alors suscita à la cour une grande appréhension, et Go-Shirakawa commença à être très inquiet. Il avait de bonnes raisons de craindre la colère de

Yoritomo, car il avait appris au début de décembre (1185) que tous ses fiefs de la province de Harima avaient été confisqués par Kajiwara. Il envoya donc l'une de ses dames chez le régent Motomichi pour lui suggérer de démissionner en faveur de Kanezane, candidat de Yoritomo.

Peu après cette initiative de Go-Shirakawa (qui commençait à envisager de régner lui-même), Kanezane, parlant de la contribution en riz (hyörö-mai), notait dans son journal qu'il ne s'agissait pas seulement d'un moyen d'approvisionner l'armée mais d'une complète prise de contrôle du sol. Il trouvait la chose effrayante, tout en sachant que le Trône ne pourrait pas s'y opposer, et il sentait que s'il acceptait la charge de régent, il devrait être à même de tempérer la politique de Kamakura. Il était certainement encouragé dans cette opinion par la suggestion de Yoritomo que dix nobles fussent nommés conseillers du régent, car il voyait dans cette proposition la preuve qu'il voulait éviter une rupture déclarée avec la cour.

Le journal de Kanezane offre un très précieux témoignage touchant les desseins de Yoritomo et son caractère d'homme d'État. Il renferme le texte intégral d'une lettre que Yoritomo envoya à Kanezane à la fin de 1185 et qui lui parvint au début de l'année suivante. Officiellement, c'est une missive adressée à un fonctionnaire (l'Uchüben Mitsunaga) à l'intention de Kanezane. Voici son passage le plus important :

« Voici pour votre information. Il serait certes trop long d'entrer dans les détails des récents développements de ia situation. Le clan Taira, en se rebellant contre le s uverain […] n'a cherché qu'à créer des troubles […]. Vivant en exil dans la province d'Izu, j'ai immédiatement conçu le projet de châtier les ennemis du Trône, sans me soucier du fait que je n'en avais pas reçu l'ordre. Heureusement, mes efforts ne sont pas restés sans succès. La paix a été restaurée, l'ennemi vaincu, et le royaume rendu au souverain. Mon but était atteint. En conséquence de quoi il y a eu des réjouissances publiques et privées. Au début, sans attendre l'anéantissement du clan Taira, j'ai envoyé deux commissaires sauvegarder la paix en réprimant l'agitation des guerriers dans les onze provinces entourant la capitale. De plus, comme je ne croyais pas bien de donner des ordres à titre privé, j'ai obtenu pour chacun de mes actes un ordre *[insen]* de la cour indiquant ce qu'il fallait faire. Après que les troubles eurent été calmés dans lesdites provinces, j'ai, sur requête impériale, envoyé lesdits commissaires au Kyüshü et au

Shikoku. Ce n’est que lorsque j’en ai reçu l’autorisation que je leur ai donné l’ordre de partir.

« Les terres de Harada no Tanenao, Kikuchi no Takanao, Sakai no Tanetô et Yamaga no Hidetô sont celles de personnes dépossédées de leur charge. J’ai donc pensé que des charges d’intendant devaient être créées conformément à l’usage passé. Bien que j’en aie déjà parlé, on n’a pris aucune décision dans ces cas ni dans d’autres qui restent sans solution. Par exemple, j’ai dit plusieurs fois qu’il fallait des *insen* pour assurer la surveillance des provinces voisines et mettre fin aux désordres, mais la situation ne s’est pas éclaircie. « Les nominations de Yoshitsune comme intendant du Kyüshü et de Yukiie comme intendant du Shikoku étaient tout à fait contraires à mes désirs. Ces hommes, comptant l’un sur l’autre, ont fait des plans au-dessus de leur condition. Lorsqu’ils sont partis, aucun ennemi ne les a attaqués, mais la condamnation du ciel est difficile à éviter. Lorsqu’ils sont montés à bord de leurs bateaux et qu’ils ont largué les amarres, ils n’ont pris la mer et vogué sur les flots que pour la destruction de leurs parents et de leurs partisans. Cela dépassait à coup sûr les possibilités humaines et traduisait la volonté des dieux.

« Ces deux hommes ont disparu. Ils fuient furtivement. En faisant bande à part et en œuvrant à leur profit, ils ne manqueront pas de susciter des troubles dans chaque province, manoir, famille et temple. Une fois qu’ils seront pris, nous aurons la paix. Mais pour l’instant, il faut placer des intendants [jitö] dans les manoirs de toutes les provinces. Le but d’une telle action n’est nullement de donner des avantages personnels. Certains, abritant de folles pensées, feront bon accueil aux rebelles ; d’autres, s’associant aux guerriers voisins, attaqueront à gauche et à droite et provoqueront de nouveaux troubles. Si des mesures ne sont pas prises pour l’éviter, il faut s’attendre à des désordres. Aussi, cette question d’intendants doit être réglée, qu’il s’agisse de domaines publics ou privés, et même dans la province d’Iyo [que Kanezane devait gouverner], […] Rien ne pourra empêcher le blâme de ceux qui sont réfractaires ou négligents. Ils exerceront leur autorité en accord avec la loi […]. »

Dans les dernières lignes de cette lettre, Yoritomo dit à Mitsunaga : « Il y a une autre question dont je voudrais que vous vous occupiez. J’ai respectueusement exposé mes vues dans une seconde lettre […]. C’est une époque où sont posées les bases de la nation. Des mesures doivent être

prises après examen des principes. […] » Et Kanezane de rappeler le contenu de cette autre missive, qui traite précisément du Conseil des Nobles.

Dans ce deuxième document, Yoritomo propose le renvoi, et dans certains cas le bannissement, des hauts fonctionnaires coupables de sympathiser avec « les rebelles Yoshitsune et Yukiie » ; et il suggère avec respect le nom des personnes à nommer à leur place. Il dit que Kanezane devrait être aussitôt nommé au poste de *nairan* (équivalent de la régence), tout en laissant le titre de chef du clan Fujiwara à son actuel détenteur, Motomichi, favori de l'empereur cloîtré. La lettre continue par une liste de gouvernorats provinciaux qui devraient être confiés à Kanezane et aux autres membres du nouveau conseil comme sources de revenus.

En notant ces propositions, Kanezane rappelle que, ce même soir, quand son collègue Tsunefusa est passé le voir, il lui a dit qu'il était résolu à ne pas accepter la nomination. Depuis quelque temps, a-t-il expliqué, toutes les demandes des militaires ont été obéies indépendamment de leurs mérites. Par ailleurs, il n'aime pas l'idée de deux grands officiers exerçant côte à côte les plus hautes fonctions : une telle situation ne peut qu'amener la discorde. Tsunefusa a répliqué que les propositions de Yoritomo, quoique certainement contraires aux désirs de Sa Majesté, ne pouvaient pas se refuser. Pour Kanezane, tous les précédents s'opposent à l'adoption de semblables mesures ; mais quand l'*in* a été consulté, il s'est contenté de déclarer que le précédent n'entrait pas en ligne de compte. Tout devait être fait selon les vœux de Kamakura. Le lendemain matin, Kanezane s'est rendu à la cour dans l'intention de protester, mais il n'a pas pu obtenir audience. Ensuite, il a demandé à voir la dame Tango no Tsubone, alors consultée sur toutes les affaires de l'État, qui s'est débarrassée de lui avec une excuse, sans doute (imagine Kanezane) à la demande de Go-Shirakawa, qui a manifestement peur de refuser quoi que ce soit à Yoritomo.

Ce jour-là, Kanezane écrit dans son journal que « le pouvoir militaire a régulièrement usurpé l'autorité du Trône depuis 1179 » ; que grands et petits redoutent ce pouvoir ; et que lui, Kanezane, est le seul qui refuse de flat ter les usurpateurs et de négliger les désirs du souverain. Quelque dix jours plus tard, il accepta pourtant la charge de *nairan* et le titre de chef de clan. On était alors au début d'avril 1186, et personne ne pouvait plus avoir de doute sur la puissance et la résolution des militaires ; et c'est pourquoi il

semble que, même si l’ambition y trouva son compte, Kanezane crut sincèrement que, s’il pouvait garder la confiance de Yoritomo, il serait à même de sauver un peu de la prérogative impériale et du prestige de la noblesse.

Apparemment satisfait d’avoir noué avec la cour des relations qui étaient, sinon carrément amicales, du moins raisonnablement harmonieuses, Yoritomo affermit peu à peu sa position de conseiller ayant le droit d’intervenir dans les questions d’ordre politique. Une semaine après la nomination de Kanezane, il suspendit la levée de la contribution en riz, et il envoya comme représentant *(daikan) k* Kyoto son beau-frère Fujiwara Yoshiyasu au lieu de son beau-père Höjö Tokimasa. Ses rapports avec Kanezane se resserrèrent du fait du mariage du fils de ce dernier avec la fille de Yoshiyasu.

A l’égard de la cour, l’attitude de Yoritomo restait respectueuse mais ferme. En mai 1186, il adressa une lettre au Conseil des Nobles, disant que, s’il en avait recommandé la création, c’est qu’il pensait que le meilleur type de gouvernement était celui qui se ferait avec un conseil de ce genre. Il ajoutait que ledit conseil devait étudier toutes les propositions, y compris les siennes, dans l’optique des plus hauts intérêts du pays. Il était très généreux de ces pieuses observations, mais il est peu probable qu’il eût été ravi de voir sa politique examinée d’un œil critique. Son but était plutôt de prendre position contre les méthodes de gouvernement arbitraires de Go-Shirakawa, et il souhaitait très probablement débarrasser la cour des favoris indésirables qui servaient l’*in* depuis longtemps.

Tout en s’intéressant de près à ces négociations avec la cour, Yoritomo ne négligeait pas la poursuite de ses objectifs militaires. Il était toujours à l’affût des rivalités t des insubordinations possibles. Le malheureux Yukiie fut traqué et fait prisonnier, puis tué au début de juin 1186. Peu après, certains compagnons de Yoshitsune furent capturés, dont Shizuka, sa loyale maîtresse, qui, malgré les mauvais traitements qu’on lui fit subir, ne révéla rien sur son amant, dont elle était enceinte, et qui était maintenant en fuite depuis plus d’une année. A la demande de Yoritomo, furieux de l’insuccès de ses espions, la cour réitéra alors son ordre d’arrêter et de punir Yoshitsune et ses partisans.

Vers la même époque, pour répondre aux plaintes des propriétaires nobles, Yoritomo opéra certains changements dans le système des

administrateurs ou intendants *(jitôj* qu'il avait obligé le gouvernement à accepter au début de l'année. En l'occurrence, la concession était moins réelle qu'apparente, et il est clair qu'elle visait avant tout à donner l'impression qu'il était modéré dans sa politique et ne voulait pas porter ombrage aux grands de la cour. Cependant, le bruit courait que Yoshitsune se cachait dans une région sauvage de la province de Yoshino, ou dans le monastère du Ninnaji, ou encore dans quelque recoin du Hieizan. Yoritomo soupçonnait les moines belliqueux de Hieizan de connaître sa cachette, et menaçait de les attaquer s'ils ne la lui révélaient pas. Les dignitaires de la cour s'en alarmèrent, et, toujours inquiets de plaire à Yoritomo, donnèrent l'ordre aux monastères et sanctuaires de prier pour que Yoshitsune se montre. Il continua d'échapper à ses poursuivants pendant quelques mois, allant même jusqu'à se risquer dans la capitale si l'on en croit les récits légendaires. Au début du printemps 1187, il quitta son repaire secret déguisé en moine errant de la confrérie de Yamabushi, avec sa femme et tous les siens vêtus comme des enfants. Il traversa les provinces d'Ise et de Mino pour gagner la mer du Japon, puis, continuant en direction du nord, il s'en alla chercher asile et protection auprès de Fujiwara Hidehira, le puissant seigneur du Mutsu, qui était désormais le seul rival dangereux de Yoritomo.

Hidehira était le descendant de ces chefs Fujiwara qui, à la suite de Kiyohira, avaient constitué un grand royaume virtuellement indépendant dans les provinces du Nord au cours du xie siècle, alors que Minamoto Yoshiie faisait la guerre aux clans rebelles des Abe et des Kiyowara. Ni les Minamoto ni les Taira n'avaient pu les soumettre car ils étaient disciplinés et âpres au combat, et occupaient dans une lointaine région montagneuse et sauvage une position stratégique pratiquement imprenable. En 1126, année de sa mort, Kiyohira, qui avait été en 1090 gouverneur des provinces de Mutsu et de Dewa, était devenu un grand seigneur féodal que personne ne pouvait défier, le maître de vastes territoires et de nombreux vassaux. C'était son fils, Hidehira, qui, en 1174, avait reçu Yoshitsune, lors que, âgé de quinze ans, il avait fui la surveillance exercée sur lui dans l'Ouest (à Kuramadera). Il considérait presque Hidehira comme un père, et sa confiance ne fut pas déçue quand il se réfugia dans le Mutsu en 1187, car le vieux guerrier, qui, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans, approchait alors de sa fin, chargea tous ses fils de le protéger et de l'aider à devenir un grand commandant, si possible le plus grand du royaume.

Yoritomo apprit bientôt que Yoshitsune avait été bien accueilli par le vieux seigneur du Mutsu, et, au printemps 1188, il envoya des messagers demander à Yasuhira (le successeur de Hidehira) de mettre le fugitif à mort. Aucune suite ne fut donnée à cette requête, mais Yoritomo était décidé. Il tenait un motif et une occasion de satisfaire ses plus pressants désirs. Il voulait se venger de Yoshitsune pour des raisons privées de jalousie, et il voulait détruire le pouvoir des seigneurs du Mutsu pour des raisons publiques de politique, car il ne pouvait pas mener à bien son projet de gouvernement du pays tant que la grande forteresse des belliqueux Fujiwara dominerait les marches du nord. Là-bas, à Hiraizumi, ils avaient bâti un monastère rivalisant par sa décoration et par la profusion de l'or utilisé avec les plus riches édifices de la capitale. C'était le Chüsonji, symbole de l'orgueil de Kiyohira et de ses descendants[37].

Lorsque Yoshitsune atteignit cette forteresse, c'était un tragique errant pourchassé ne cherchant rien d'autre que la paix et la sécurité. Dans la légende admise telle que la perpétuent les pièces et les romans, il apparaît toutefois toujours sous les traits d'un héros bien-aimé, contrastant avec le tyrannique Yoritomo. Les scènes dans lesquelles intervient Benkei, son fidèle écuyer, comptent parmi les morceaux historiques les plus applaudis du théâtre populaire comme du nô classique. Ce que l'homme de la rue connaît de l'histoire de Yoshitsune, c'est la bravoure et la loyauté de ses compagnons d'infortune, le destin malheureux qui le poursuit, ses miraculeuses fuites, et, enfin, sa mort tragique. Une bonne partie de cela appartient sans doute à l'imaginaire plutôt qu'à l'histoire – nous retrouvons ici le traditionnel penchant japonais pour les récits d'échecs tragiques succédant à d'éclatants succès. L'histoire de Yoshitsune, sous la forme où elle est parvenue jusqu'à nous, n'est pas sans rappeler l'ancienne légende du prince Yamatotakeru, le Brave du Yamato, dont ies exploits grandioses ne conduisent qu'à une fin misérable.

Ayant par deux fois obligé la cour, en mars 1188, à donner à Yasuhira l'ordre d'arrêter Yoshitsune, Yoritomo hésita pendant quelques mois avant de réclamer un troisième ordre, apparemment parce qu'il pensait que cette période, durant laquelle il s'occupait de construire un stupa à la mémoire de sa mère, était défavorable. Ce n'est donc qu'en novembre que l'ordre fut réitéré, et Yasuhira céda alors à la pression et attaqua Yoshitsune, qui, à la

fin du quatrième mois intercalaire (15 juin) de 1189, après avoir tué sa femme et ses enfants, se suicida plutôt que de se rendre.

Lorsque Yasuhira fit savoir qu'il allait envoyer la tête pour vérification, on lui dit d'attendre jusqu'à ce que Yoritomo ait accompli une certaine cérémonie au sanctuaire de Hachiman. Il s'agissait de la dédicace du stupa de sa mère. A cause de ce scrupule filial ou religieux, le trophée ne fut pas amené à Kamakura avant la fin juillet, où il fut examiné aux abords de la ville par deux des plus hauts officiers de Yoritomo. La tête, conservée dans de l'alcool, était placée dans un récipient de laque noire. Yoritomo ne la vit pas lui-même, mais il examina plus tard celle de Yasuhira, apportée par un traître.

Une dizaine de semaines après la mort de Yoshitsune, Yoritomo partit attaquer le chef Fujiwara du Nord. Il avait réussi à persuader *Yïn* de lancer un ordre de sanction à l'encontre de Yoshitsune, mais lorsqu'elle apprit la mort de ce dernier la cour décida que cet ordre n'était plus nécessaire. L'hésitation à le donner était en partie due à l'opposition de quelques puissants nobles qui avaient de la sympathie pour Yoshitsune et détestaient Yoritomo. Troublé par la réticence de la cour à approuver ses intentions mais décidé à continuer ses préparatifs, Yoritomo décréta que ses soldats devaient obéir à ses ordres sans attendre pour sa campagne la bénédiction impériale. Fort de cette doctrine, il se contenta d'avertir l'empereur de ses intentions et se mit en route avec ses troupes contre Yasuhira. Le fait qu'il se montra ferme dans sa décision d'envahir les provinces du Nord même après la mort de Yoshitsune prouve (s'il en est besoin) que son objectif principal avait toujours été l'anéantissement d'un rival puissant et non pas la poursuite de son malheureux frère.

C'est ainsi que, pendant l'été 1189, trois grandes armées convergèrent sur les vastes provinces de Mutsu et de Dewa. La première, en provenance du nord, aborda le Dewa par la mer du Japon, tandis que les deux autres envahirent le Mutsu à partir du sud, l'une en longeant la côte du Pacifique, l'autre, placée sous le commandement de Yoritomo lui-même, en passant à travers la province de Shimotsuke, place forte Minamoto. Elles se rencontrèrent en un point situé au centre du Mutsu, où elles attaquèrent les vassaux des Fujiwara avec un tel avantage numérique que Yasuhira ne put rien espérer sinon tenir le coup derrière ses ouvrages de défense. Au bout de quelques semaines, durant lesquelles Yoritomo lui enleva position après

position, il devint évident que Yasuhira allait devoir se rendre. Le nombre total des hommes levés contre lui était très important : sans doute les comptes rendus qui mentionnent plus d'un quart de million sont-ils exagérés, mais il est probable qu'ils étaient nettement plus de cent mille. Yasuhira demanda donc à négocier sa capitulation, ce qui lui fut refusé. Sachant que Yoritomo voulait sa destruction, il s'enfuit alors de l'autre côté du détroit, sur l'île d'Ezo, où il fut tué par un traître. Tout son immense domaine tomba aux mains de Yoritomo, de même que les richesses, dont quantité d'or et d'argent, qu'avaient amassées les chefs de clan Fujiwara durant le siècle et plus qu avait duré leur suprématie dans le Nord.

Yoritomo ne s'était pas attendu à une victoire aussi facile. Au cours d'une discussion sur la campagne qu'il eut avec Yuri Hachirô, l'un des lieutenants de Yasuhira qu'on lui amena prisonnier, il lui demanda comment ce dernier s'était laissé aussi aisément vaincre. Il pensait quant à lui que le combat serait rude et long, mais nombre des vassaux de Yasuhira s'avérèrent déloyaux, de sorte que, bien qu'il disposât de 170000 hommes, il n'avait même pas résisté vingt jours, et son clan entier avait été détruit. A cela, Yuri rétorqua que Yasuhira avait eu beaucoup de partisans fidèles et courageux, mais que ses commandants avaient adopté une mauvaise stratégie. Toute sa puissance n'avait servi à rien parce que ses meilleures troupes avaient été placées à divers endroits stratégiques des montagnes, tandis que lui-même et les vieux combattants devaient assurer la défense du château. En outre, Yasuhira n'était pas aussi fort que ses ancêtres l'avaient été. Avant le soulèvement de Heiji (1159), le seigneur du Mutsu était le gouverneur de quinze provinces, qu'il avait toutes perdues sauf le Mutsu et le Dewa. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'il n'ait pas pu résister à la grande armée de Yoritomo.

A la demande même de Yoritomo, la cour lui confia l'administration des territoires conquis, et il nomma dans chaque province des officiers qui devaient gouverner selon les principes définis par Yuri Hachirô, dirigeant très capable. Ils devaient s'efforcer de se concilier les familles guerrières qui, par leur reddition, étaient devenues vassales de Kamakura. Par ces mesures, Yoritomo entendait se faire d'un dangereux rival un précieux partisan, car s'il réussissait à contenter les maisons dirigeantes du Mutsu et du Dewa, elles pourraient lui fournir d'importants renforts dans de futures campagnes. Il n'avait plus à redouter une attaque par derrière s'il devait

déplacer ses troupes dans les régions occidentales, et il se trouvait ainsi libre de s'occuper des affaires de la capitale, dans laquelle il pouvait désormais se rendre sans crainte. Ses relations d'alors avec la cour sont particulièrement intéressantes en tant que révélatrices de son attitude à l'égard du gouvernement impérial.

Il avait quitté Kamakura avec ses troupes le 2 septembre 1189, et, moins de deux mois plus tard (dans une lettre datée du 19 octobre), il informait la cour de façon détaillée de l'heureux résultat de sa campagne. Le lendemain, un messager de Yoshiyasu, son représentant à Kyoto, lui apportait un mandat de sanction impérial à l'encontre de Yasuhira. Celui-ci portait la date du 2 septembre, soit du jour où Yoritomo avait quitté Kamakura, et cette date elle-même était fausse, l'ordre ayant été rédigé une semaine plus tard. En le recevant, tout victorieux qu'il fût, Yoritomo envoya dans la capitale un mot signalant, ou peut-être seulement prétendant, qu'il craignait d'avoir suscité le courroux de l'*in* en faisant la guerre sans mandat impérial. Il continuait à informer scrupuleusement la cour de toutes ses actions, et il l'avisa en bonne et due forme de son retour à Kamakura au début de décembre 1189. Loin de se montrer mécontente, la cour le loua de la rapidité avec laquelle il avait pacifié les provinces du Nord. C'était une louange hypocrite, car Yasuhira n'avait jamais désiré autre chose que la paix. Mais *Vin* et ses conseillers savaient qu'ils n'auraient aucun avantage à faire des reproches à Yoritomo, et ils tenaient à le convaincre qu'ils attendaient impatiemment sa visite à Kyoto, qu'il avait remise à dessein.

On ne peut douter que, bien qu'il respectât sincèrement le Trône et ne souhaitât nullement détruire la monarchie en tant qu'institution, il était décidé à traiter avec la cour sur un pied d'égalité pour toutes les questions concernant l'administration du pays. Son intention était de mettre fin aux intrigues de palais, ou du moins d'exiger la nomination aux charges importantes d'hommes responsables qui ne toléreraient pas les favoris et les bouffons qui avaient flatté et influencé Go-Shirakawa. Avant même la révolte de Yoshitsune, il avait insisté pour que Kanezane remplaçât le régent Motomi-chi, et il est certain que, malgré l'affection que *Vin* portait à ce dernier, la position de Kanezane était déjà solidement établie avant le triomphe remporté dans le Mutsu. Au début de 1189, dans la grande tradition Fujiwara, la fille de Kanezane était devenue la première épouse *(chügü)* de l'empereur régnant, qui était encore un enfant.

Après son retour à Kamakura à la fin de 1189, Yoritomo passa toute une année à affermir sa position. Il prit diverses mesures pour récompenser ses vassaux et pour s'assurer leur fidélité, et il mit un soin tout particulier à développer certains organes administratifs et juridiques qui devaient assurer son empire sur la classe militaire dans son ensemble. Enfin, lorsqu'il sentit sa position ir attaquable, il partit pour la capitale, où il arriva la première semaine de décembre 1190, et s'installa dans la résidence restaurée du Rokuhara, qui avait été le quartier général des guerriers Taira. Son arrivée suscita bien sûr le plus vif intérêt. D'après le journal de Kanezane, une foule de citadins se déplacèrent pour assister à son entrée. *Vin* lui-même, dit-on, était parmi les spectateurs. Deux jours plus tard, Kanezane se rendit au palais pour avoir les dernières nouvelles. Ce jour-là, rapporte-t-il, Yoritomo avait fait ses premières visites, allant d'abord chez *Vin* puis au palais de l'empereur Go-Toba, alors âgé de dix ans. Kanezane lui-même le verrait le lendemain, et il relate ainsi leur entrevue :

« J'ai parlé au ministre Yoritomo dans l'Oni no Ma [l'un des appartements du palais]. […] Ce soir, il recevait la charge de grand conseiller *[dainagon]*. Pendant mon entrevue avec lui, le ministre Yoritomo a dit : " Un oracle de Hachiman m'a dit de servir le souverain de tout mon cœur et de veiller sur les cent princes. […] Il faut donc que je serve le souverain actuel avec tout mon cœur. Toutefois, comme le *hö-ö* [l'empereur cloîtré] dirige aujourd'hui le gouvernement du royaume, c'est à lui d'abord que va mon allégeance. Le Fils du Ciel [l'empereur en titre] est comme un prince héritier. Après que le laps de vie de l'empereur cloîtré sera terminé, mon allégeance devra aller à l'empereur. […] L'empereur est un enfant, et vous aussi avez de nombreuses années devant vous. Si j'ai de la chance, pourquoi le gouvernement ne serait-il pas simple et honnête ? Pour l'instant, puisque l'empereur cloîtré doit être servi sans réserve, rien ne peut être fait. " Les sentiments qu'il a montrés sont extrêmement profonds. »

Cette explication touchant l'attitude de Yoritomo à l'égard de la monarchie et la raison de son allégeance à Go-Shirakawa est particulièrement intéressante. A cette date, Kanezane ne semble pas encore avoir décidé de collaborer pleinement avec Yoritomo. Il avait conscience qu'à Kyoto le gouvernement était en bonne partie entre les mains d'hommes incompétents et immoraux, et que des remèdes énergiques étaient nécessaires. Mais il ne pouvait croire qu'une classe militaire

dominante dirigée par Yoritomo fût capable de guérir les maux de l’État. Ses opinions sont exposées dans un mémoire qu’il présenta à Go-Shirakawa au début de 1192. Ce document contient le passage suivant :

« La paix et le désordre dans l’État sont comme la maladie. Une soudaine maladie, rapidement guérie, peut n’avoir aucune suite, tandis qu’une maladie qui dure des années, affaiblissant imperceptiblement le malade, peut être hors de portée des prières pour la guérison. Il en va de même du gouvernement du royaume. Si des pillards pénètrent dans le pays et l’emplissent de violence, avec le temps des efforts punitifs diligents peuvent les chasser et les choses revenir à la normale. Cela, les yeux et les oreilles des grands et des petits l’ont vu et entendu au cours de cette génération. Les révoltes de la famille Taira et de Kurô [Yoshitsune], les désordres créés par Yoshinaka et Yukiie, tout cela était pareil. Du fait que la valeur de Yoritomo est telle qu’on ne peut résister à ses armes, tout est paisible. Mais, peu à peu, le pays s’est affaibli et les hommes sont devenus perfides. Il en résulte que la multitude se trouve sans ressources ; à cause de cela, les Quatre Mers sont détruites. La décadence des rites annuels et particuliers shintoïstes et bouddhiques progresse jour après jour ; la dévastation des provinces et des manoirs des provinces extérieures et centrales empire année après année. Pendant les six ou sept ans qui se sont écoulés depuis que je suis au pouvoir, la déchéance des fonctions publiques et le déclin des provinces ont été comme si le ciel avait été remplacé par la terre. Dans de telles circonstances, la ruine complète de l’État est à portée de la main. Les esprits des ancêtres impériaux s’en lamentent. Quoique nous y aspirions, la simplicité et l’honnêteté sont hors de notre atteinte. […] Qu’est-ce qui peut rétablir le royaume mourant sinon la vertu bienfaisante de notre souverain ? Qu’est-ce qui peut mouiller les terres desséchées à l’intérieur de mers sinon l’auguste destinée de notre empereur ? »

Quelques jours après que ce mémoire lui fut parvenu, Go-Shirakawa, alors cloué au lit et incapable de s’occuper de ses affaires, se mit à éprouver des douleurs croissantes, et sa maladie empira jusqu’au moment où il mourut, âgé de soixante-six ans, au printemps 1192. Lorsqu’il parle de sa mort dans son journal, Kanezane dit de lui qu’il gouverna pendant trente ans avec clémence, qu’il avait une nature magnanime, et que sa dévotion au Bouddha était des plus élevées. Après quoi il ajoute : « La seule chose qui soit à regretter, c’est que Sa Majesté ait oublié les anciens usages des

époques d'Engi et de Tenryaku. » Il entend par là que l'empereur défunt avait rompu avec la tradition des premiers règnes, où la simplicité et la frugalité étaient respectées, et la loi obéie. Son gouvernement, riche en revirements et en expédients, n'avait pas été sage, et malgré sa ferveur religieuse et ses dons à l'Église, lui-même manquait de rigueur morale. Il n'en était pas moins un personnage intéressant, comme en témoigne son célèbre portrait du Myôhô-in, à Kyoto[38]. Peut-être d'ailleurs ne peut-on lui reprocher son comportement capricieux, car il avait affaire à des chefs militaires, et la ruse était la seule arme qu'il pouvait opposer à la force.

Après la mort de *Yin,* ses favoris perdirent leur influence au profit de celle de Kanezane, qui devint presque tout-puissant à la cour. Dans son cœur, il ne pouvait pas se réjouir des grands changements qu'avait apportés l'ascension de Yoritomo, mais il eut le bon sens de transiger plutôt que d'essayer de résister. Du vivant de Go-Shirakawa, Yoritomo n'avait pu obtenir le titre de *sei-i tai shogun* (généralissime), qu'il désirait avoir autant pour le prestige que pour les avantages pratiques qu'il donnait à un chef militaire. Mais une fois Go-Shirakawa disparu, Kanezane s'employa auprès de Go-Toba pour qu'il le lui décerne, ce qu'il fit sans retard. Kanezane envoya alors à Kamakura des messagers spéciaux avec la bonne nouvelle et un certificat de nomination, qu'ils remirent au représentant de Yoritomo en août 1192 au cours d'une cérémonie solennelle.

Ainsi, par le rang comme par la fonction, Yoritomo avait atteint le sommet de son ambition. Désormais, sa puissance était telle que Kanezane ne pouvait guère faire autre chose qu'atténuer l'impact des ordres du shogun sur la vie de l'ancienne aristocratie. Le centre du pouvoir réel s'était déplacé de Kyoto à Kamakura, où se préparait un nouveau système de gouvernement. La capitale demeurait la source des honneurs et le siège des cérémonies et des rites nationaux, alors qu'un État féodal s'organisait à Kamakura sous la direction de Yoritomo et de ses conseillers.

L'organe administratif qu'avait créé Yoritomo se fit connaître sous le nom de *bakufu*, terme qui, à strictement parler, désigne le camp volant d'un général en temps de guerre. Cette description restait d'ailleurs appropriée au gouvernement de Yoritomo, car sa première fonction était de promouvoir le bien public et d'assurer l'obéissance de la classe guerrière.

Une fois que Yoritomo eut reçu sa nomination de shogun, les relations entre la cour et le bakafu devinrent presque harmonieuses. Il y avait dans la capitale une opposition souterraine, mais grâce à l'influence de Kanezane et à l'immaturité de l'empereur, il n'y eut aucun conflit grave, et la politique de Kamakura ne connut pas d'opposition réelle. Kanezane avait ses ennemis à la cour, mais après la mort de Go-Shirakawa, il réussit à s'en débarrasser. Avec l'aide de Yoritomo, il avait atteint lui aussi le sommet de son ambition. C'était le plus puissant fonctionnaire du royaume. Sa fortune ne cessait de croître, et ses parents et connaissances étaient nommés à des postes importants et rémunérateurs, où il savait qu'ils travaillaient à promouvoir les plans qu'il avait conçus avec Yoritomo. Les deux hommes étaient satisfaits. En 1193, le grand service de consécration de Kanezane au Kôfukuji, le monastère Fujiwara, où des prières furent dites pour le bonheur du clan dont il était le chef, resta dans sa carrière une date mémorable.

De son côté, Yoritomo pouvait désormais se permettre de relâcher ses précautions contre la mutinerie, et jouir de la chasse, de la nature et des divertissements que lui procuraient ses vassaux, sans pourtant négliger ses exercices pieux. Ainsi, le calme et la paix régnaient à Kyoto et à Kamakura.

Mais Yoritomo était un homme inquiet, soupçonneux et impitoyable. En 1193, il fit tuer son demi-frère Noriyori sous l'accusation fabriquée de conspiration. En 1194, il ordonna ou accepta l'exécution de tous les membres mâles de la famille de Yasuda Yoshisada, qui avait été l'un des plus braves et des plus loyaux partisans des Minamoto. Ce cruel châtiment, comme tant d'autres, était le fruit des fausses accusations du lamentable

Kagetoki, dont Yoritomo était toujours prêt à croire les dénonciations. Responsable de pareils méfaits, le shogun n'en faisait pas moins de grandes professions de foi religieuse. Il avait dépensé sans compter pour la reconstruction du Tôdaiji (détruit par le feu lors des guerres civiles), et, depuis sa création, le bakufu consacrait des sommes qu'il pouvait tout juste se permettre à l'édification et à la décoration de temples et de sanctuaires, et cela, bien plus que pour des raisons de piété, pour gagner le cœur des croyants et, si possible, leur soutien politique[39].

C'est essentiellement dans cette perspective que, quand le nouveau Tôdaiji fut près d'être achevé, Yoritomo annonça qu'il serait présent lors du grand service de consécration qui devait avoir lieu en 1195. Il quitta Kamakura en mars de cette année et se rendit d'abord à Kyoto, où il

séjourna dans la résidence maintenant agrandie du Rokuhara. Cette deuxième visite dans la capitale ne ressemblait pas à l'entrée triomphale de 1190. Il s'agissait cette fois d'une visite de courtoisie rendue au souverain par un dictateur reconnu, et dans une intention diplomatique. Yoritomo avait emmené sa femme, Masako, son fils Yoriie, et une modeste quoique rutilante escorte de guerriers. Des foules s'attroupèrent autour des bâtiments du Rokuhara, et il était clair que le peuple et l'aristocratie étaient impressionnés par la puissance du shogun et brûlaient de l'apercevoir.

La grande cérémonie du Tôdaiji eut lieu à Nara une semaine plus tard. Ce fut une occasion de splendeur solennelle, à laquelle assistèrent l'empereur et tous les grands nobles et hauts officiers de l'État. Le shogun, entouré de ses gens, n'était plus un obscur représentant des populations de l'Est, mais un personnage bien réel, dont les ordres devaient être respectés, sinon scrupuleusement obéis. Peut-être cette cérémonie marqua-t-elle un tournant dans l'évolution des institutions politiques du Japon.

De retour dans la capitale, Yoritomo passa plusieurs semaines dans sa résidence du Rokuhara. Il en profita pour voir tout ce qu'il y avait à voir, rencontra des gens de toutes sortes, et dépensa des trésors d'amabilité pour faire bonne impression sur la société de Kyoto. Il alla même jusqu'à présenter ses respects à des dames aussi redoutables que Senyômon In et Tango no Tsubone, connues toutes deux pour avoir intrigué contre lui. Durant son séjour, il eut de fréquentes audiences au palais, dont certaines se prolongèrent jusque tard dans la nuit. Les discussions étaient variées, mais l'on sait d'après une bonne source de l'époque que la distribution des manoirs et la nomination ou la destitution des intendants y tinrent une place considérable, le revenu de ses domaines et de ceux de sa famille et de ses favoris étant l'une des dernières questions laissées à l'appréciation de l'empereur.

Mais le beau temps ne dura guère. Dans la capitale, un courant souterrain s'opposait toujours aux seigneurs de la guerre et à ce que les aristocrates de la cour considéraient comme l'usurpation du pouvoir impérial. En général, les conseillers du Trône manquaient de compétence, mais dans les années qui suivirent la défaite des Taira, il se trouva qu'un homme d'État excessivement habile et décidé, Minamoto Michichika, élevé dans la haine des Fujiwara, et notamment de la branche de Kujô, donna bien du souci à Kanezane à cause de ses intrigues et de son influence à la cour. Il n'est pas

nécessaire d'entrer dans le détail de ses plans et de ses méthodes. Il suffit de savoir qu'à la fin 1196, un an après le voyage de Yoritomo dans la capitale, une révolution de palais se produisit sous la direction de Michichika, qui destitua Kanezane et ses partisans et les remplaça par des hommes de son choix. Ce coup d'État visait évidemment à réduire l'influence que le bakufu avait à la cour, et à donner un puissant élan au mouvement de restauration. Le succès de Michichika sonna la fin de la suprématie des Fujiwara de la maison de Kujô, et Kanezane disparut alors de la vie publique. Il mourut en 1207.

La nouvelle du mouvement de Michichika mit longtemps avant de parvenir jusqu'à Kamakura en raison de la mort, en 1197, du beau-frère de Yoritomo, Fujiwara Yoshiyasu, qui était depuis des années son observateur à Kyoto. En 1198, sans aucunement en référer au bakufu, Michichika prit des dispositions pour que le frère cadet de l'empereur Go-Toba soit nommé héritier présomptif, et cette démonstration d'indépendance causa quelque anxiété à Yoritomo. Il ne fit rien dans l'immédiat, se contentant de déclarer qu'il rendrait très bientôt une nouvelle visite à la cour. Mais il mourut en 1199, et le désordre politique où fut plongée Kamakura profita largement au mouvement de restauration de la capitale, où Michichika pouvait désormais exercer ses talents sans avoir à craindre une action décisive du bakufu, maintenant privé de chef. Ainsi réussit-il en contrariant, ou plutôt en ignorant, les désirs de Kamakura. Sans doute ses partisans et lui crurent-ils parfois brillante leur idée de restaurer le pouvoir du Trône. Mais leur mouvement de restauration ni aucun autre n'avaient de véritables chances de succès, car ils n'étaient pas inspiré par une loyauté authentique mais par l'hostilité à l'égard de familles rivales, alors que, grâce à son bon sens plus qu'à sa vertu, l'autocratie féodale elle-même fut sauvée de la ruine du fait de son acceptation de la discipline féodale.

Le caractère de yoritomo

Du point de vue quantitatif, les documents ne manquent pas qui permettent de se faire une idée sur le caractère de Yoritomo, mais il est difficile de parvenir à une vision critique de détail, car la meilleure source, *l'Azuma kagami,* accuse un certain penchant pour la famille Hôjô, et il n'existe pas d'ouvrage qui y fasse contrepoids.

Toutefois, il est certain que Yoritomo était un authentique grand homme, l'un des plus grands de l'histoire du Japon, et peut-être le plus grand de tous si l'on considère la difficulté de sa tâche et l'ampleur de ses réalisations. Comme tous les grands hommes, il montrait des changements de conduite surprenants, de sorte qu'on a du mal à dire avec certitude qu'il avait telles et telles qualités et tels et tels défauts. A n'en pas douter, telle qu'elle est présentée dans *l'Azuma kagami,* sa personnalité est déplaisante, mais la constance de son dessein et le soin avec lequel il le mit en œuvre forcent l'admiration. Si l'on en juge d'après les résultats auxquels il arriva, on peut assurément le définir comme le fondateur d'un système féodal qui, malgré des guerres civiles et autres obstacles, dura des siècles sans changements essentiels.

Ce n'était pas un simple chef de guerre cherchant à imposer sa loi à des clans rivaux. C'était, au vrai sens du terme, un révolutionnaire décidé à changer la constitution de l'État. En faisant la guerre à Kiyomori, il ne s'attaquait pas seulement à un rival, mais il cherchait à lui enlever l'autorité que la famille Taira, à la suite des Fujiwara, exerçait avec tant d'âpreté sur la maison impériale. On ne peut dire jusqu'où il voyait, mais il est évident que, jeune homme en exil, il réfléchit longuement et soigneusement à son avenir et à celui du clan Minamoto. Lorsqu'il leva l'étendard de la révolte à Ishiba-shiyama, en 1180, il avait déjà certains objectifs, mais dans la situation précaire où il se trouva après avoir perdu cette première escarmouche, il ne put guère faire pour l'avenir que des plans tout à fait généraux. Il lui restait à constituer une armée, mais il acquit bientôt une position de chef, non pas tant grâce à sa qualité de chef du clan Minamoto qu'à la reconnaissance de ses talents, notamment sa détermination et son esprit de décision dans les circonstances difficiles, par d'importants guerriers. Il avait du courage et de l'audace quand il le fallait, mais il se

prenait et prenait sa tâche extrêmement au sérieux, et, d’ordinaire, il ne faisait rien sans préméditation.

En rassemblant des partisans au cours de la seconde moitié de 1180, il vit la nécessité non seulement d’organiser avec soin ses effectifs croissants, mais également de définir sa position de chef face aux chefs de clan qui s’étaient déclarés pour lui. Il fonda à Kamakura une base qui était administrative plus que stratégique, et qui devint son quartier général et sa résidence permanente. A ce moment-là, il s’était déjà remis de sa défaite d’Ishi-bashiyama, et il développa par la suite un système administratif qui (à commencer par le *samurai-dokoro,* chargé de la protection et de la discipline de ses combattants) devint progressivement une organisation complexe valable en temps de paix comme en temps de guerre.

Sa prévoyance était exceptionnelle, mais également le sens pratique dont il fit preuve en imaginant l’appareil qui lui permettrait d’exercer son pouvoir croissant. A la fin de 1184, alors que les armées des Taira étaient en fuite et que les troupes des Minamoto, placées sous le commandement de Noriyori, se trouvaient dans l’incapacité de les rattraper faute de vivres et de moyens de transport, il garda suffisamment confiance en lui pour ne pas s’énerver et pour donner à Noriyori de bons conseils. Il fit montre de sagesse et de retenue alors qu’il aurait pu céder à la fureur, car nous savons de sources sûres qu’il avait parfois des accès de colère. D’ordinaire, il était toutefois très maître de lui, étant persuadé que toute difficulté pouvait être résolue et toute dispute réglée par une action bien calculée. Il avait une confiance presque inhumaine dans les principes et dans les règles. Premier chef de clan guerrier du Japon, il montra ce trait propre aux habitudes politiques japonaises d’avant et d’après son temps, une foi totale en l’efficacité de la loi et de l’ordre dans un régime rigoureusement organisé.

Quoiqu’il résultât de ses actions accumulées des changements révolutionnaires dans la nature du gouvernement japonais, et bien qu’il lût en lait le fondateur d’une autocratie militaire à laquelle la Couronne était soumise, Yoritomo n’était pas du tout révolutionnaire par tempérament. Au contraire, il était conservateur dans ses goûts et ses sentiments, et se référait sans cesse à l’usage et au précédent. Il n’avait aucun zèle rclormateur, seulement un intérêt tout pragmatique pour l’art de gouverner, un bon gouvernement étant pour lui un gouvernement ferme. Il n’essaya jamais de dépouiller la Maison impériale de son prestige ni de ses pouvoirs

traditionnels. En réalité, par prudence et par précaution, il travailla beaucoup à protéger la cour contre ses vassaux les plus turbulents, et il chercha à la purger de ses éléments corrompus. Si l'on devait se prononcer sur la situation des nobles de la cour et des hauts officiers de la Couronne, il faudrait reconnaître qu'ils étaient mieux lotis que sous le tyrannique Kiyomori. Ils avaient gagné en sécurité ce qu'ils avaient perdu en pouvoir théorique.

En ce qui concerne ses relations avec la cour, il faut se rappeler que, jusqu'au moment où il commença sa révolte, à l'âge de trente-trois ans, Yoritomo n'avait pas mené la vie d'un guerrier ordinaire. Il avait passé sa petite enfance dans la capitale ou à proximité, et les grands capitaines Minamoto qui servaient la Couronne étaient ses ascendants directs. Avec des ancêtres comme Yoshiie (1041-1108), Yoshichika (mort en 1117), Tameyoshi (1096-1156) et Yoshitomo (1123-1160), il pouvait être fier de son arbre généalogique. Cependant, en dépit de leurs occupations guerrières, les Minamoto de cette branche étaient familiers de la vie de la cour, et le père même de Yoritomo avait pris le parti de l'empereur Go-Shirakawa dans le soulèvement de Hôgen, en 1156. Il entrait ainsi dans l'éducation de Yoritomo certains éléments aristocratiques qui contribuent à expliquer son attitude envers la cour, qui était ferme mais respectueuse. Il semble avoir eu pour les formes et les précédents un goût qui le différenciait de la noblesse terrienne dont faisait partie l'essentiel de la société guerrière.

Bien que, pour des raisons de cet ordre, il n'aimât pas revenir sur les pratiques traditionnelles, jamais il n'hésita à les adapter à ses fins. Peut-être la plus sage décision qu'il prit fut-elle d'employer les talents des officiers du gouvernement impérial occupant des charges importantes. Il montra la confiance qu'il avait en une administration efficace en nommant à Kamakura des hommes comme Ôe Hiromoto à de hautes fonctions. D'eux, il apprit beaucoup sur l'art de gouverner, et c'est probablement sur leur conseil qu'il s'attacha à mettre en place des tribunaux voués à rendre une justice impartiale. En fin de compte, quoiqu'il n'eût peut-être aucun plan défini lors de ses premières années à Kamakura, il avait déjà en tête les principes d'administration qu'il développa et appliqua consciencieusement durant le reste de sa vie.

L'édifice du pouvoir qu'il construisit au cours de sa brève existence – il mourut à quarante-deux ans, soit moins de quinze ans après la fin de la

guerre civile – était véritablement remarquable. Il était solide et durable, et son autorité s'étendait sur l'ensemble du pays. Dans l'Est, il était tout-puissant ; ailleurs, il était limité, mais assez fort pour empêcher l'apparition d'un rival effectif.

En tant que gouvernant, Yoritomo ne manquait pas d'originalité. Il se donnait du mal, et il réussit dans presque toutes ses entreprises. Il est vrai qu'il avait une bonne base sur laquelle bâtir, puisque la plupart des guerriers de l'Est étaient opposés au gouvernement de Kyoto à cause de son incompétence et de sa soumission à la tyrannie de Kiyomori, et qu'ils étaient tout prêts à suivre un chef digne de ce nom. Des trois grands dirigeants militaires du Japon, Yoritomo fut celui dont les réalisations furent les plus remarquables. Il construisit sur des terrains nouveaux et prépara la voie au régime féodal achevé sur lequel débouchèrent, des siècles plus tard, les travaux de Hideyoshi et d'Ieyasu.

Ses principes de chef étaient stricts, et il était prompt à punir la déloyauté ou l'insoumission. L'une de ses réussites les plus importantes fut de parvenir à changer la simple loyauté des hommes de clan en un système de comportement fixe réglant les relations entre les membres de la classe guerrière, leurs devoirs et leurs privilèges. Il fit preuve d'une grande sagesse quand, au lieu de se venger de ses ennemis vaincus (comme le voulait l'habitude de l'époque, à laquelle il se conformait fréquemment), il décida d'accepter comme vassaux ceux d'entre eux dont il était persuadé qu'ils étaient hommes d'honneur. Il se considérait comme chef du clan Minamoto, mais il avait aussi de lui une conception plus large, car au moment où il devint shogun (sinon avant), il se voyait comme le suzerain non seulement des provinces de l'Est mais de tout le pays. Il était ainsi dans son intérêt de se concilier autant de guerriers que possible d'autres maisons que la sienne.

Il avait un grand sens du devoir et aimait trouver à ses actes une justification morale, car sa réputation de justice s'en trouvait renforcée. Mais dans d'autres domaines, ses critères moraux n'avaient rien d'admirable.

Il était religieux pour autant qu'il jugeât nécessaire d'adorer les puissances invisibles. Il était plus que généreux dans ses cadeaux aux sanctuaires et monastères, et il encourageait les rites et les cérémonies bouddhiques, mais sans négliger pour autant les observances shintoïstes.

Son attitude à l'égard des institutions religieuses lui était manifestement dictée par le désir d'obtenir leur appui politique, mais apparemment, il était très dévot, portant constamment sur lui un rosaire et assistant souvent à de longs services solennels auxquels ses vassaux étaient contraints de participer. Il ne semble pas avoir appartenu à aucune secte particulière, quoi qu'il professât plus d'une fois croire en le sùtra du Lotus. Comme beaucoup de membres de sa classe et beaucoup de ses contemporains en général, il était peut-être plus superstitieux que pieux.

Sa morale personnelle n'était pas en accord avec la foi qu'il professait. Il n'avait que peu de respect pour la vie humaine et menait une vie sexuelle débridée. Mais en cela, il n'avait rien d'exceptionnel, car tous les membres de sa classe devaient enfreindre au nom de la loyauté le commandement bouddhique de ne pas tuer, et la plupart d'entre eux se conformaient à la croyance qu'exprimait un dicton célèbre : « Le héros s'adonne aux plaisirs charnels » (« Eiyü iro wo konomu »).

D'une vision globale de Yoritomo, il ressort que ses qualités les plus admirables étaient ses qualités d'homme d'État. A son meilleur, il faisait preuve de clairvoyance, de calme et de patience. Il était capable de sacrifier le présent à l'avenir. Quoique ce fût à maints égards un réformateur, il ne changeait rien pour le seul plaisir de changer, et dans sa politique, il se montrait conservateur. La plupart des changements qu'il introduisit en matière de gouvernement étaient des reprises ou des adaptations d'anciennes pratiques. Il était naturellement doué d'un rare sens politique, nourri sans doute des réflexions qu'il fit au cours de ses années d'exil. Ce n'était pas un génie militaire, bien qu'il levât et commandât de grandes armées. C'était un homme de pensée plutôt qu'un homme de sentiment. On peut difficilement le décrire comme un homme d'action, bien qu'il sût diriger les autres et tirer le meilleur de ses subordonnés, qu'il s'agit de ses plus importants vassaux, les grands barons, ou des simples guerriers.

Il était d'un naturel dur. Comme le montre la façon dont il traita son demi-frère Yoshitsune et les nombreuses condamnations à mort qu'il prononça contre des hommes de son sang et des guerriers qu'il estimait gênants, il était impitoyable et cruel. L'histoire de sa montée au pouvoir renferme maints récits de meurtres écœurants. En tant que dirigeant, il possédait une grande maîtrise de soi. Comme soldat, il était assez brave, et il passait pour être un bon archer. Mais ce n'était pas un homme doué d'un

courage élevé, car il redoutait ses rivaux. Peut-être est-il injuste de citer ses rapports avec sa femme comme preuve d’une certaine couardise, mais il est intéressant de rappeler qu’à un moment donné, lorsque l’intrépide Masako fut informée de ses rencontres secrètes avec une maîtresse, Yoritomo jugea prudent de rester quelque temps loin de Kamakura plutôt que d’affronter sa colère. Il faut d’ailleurs admettre que ladite Masako était redoutable. Un jour, elle obligea Yoritomo à faire exécuter l’homme qui avait tué son beau-frère sur son ordre.

Quoique Yoritomo soit sans conteste l’un des plus grands hommes de l’histoire du Japon, son personnage n’a rien de séduisant. Il n’y a chez lui rien de noble, rien d’héroïque sauf son insatiable appétit de pouvoir. Le célèbre portrait du Jingôji paraît dépeindre son caractère avec fidélité, car il le montre puissant et décidé, satisfait, renfermé. Un personnage impressionnant, mais sombre et sans humour.

CHAPITRE XVI

L’État féodal

les origines du féodalisme au japon

Le terme de féodalisme a été fort mal employé au cours de ces dernières années, où il en est venu à désigner, outre une forme de gouvernement qui s'est épanouie à l'époque médiévale, presque toutes les sortes d'habitudes sociales et de pratiques économiques que son utilisateur désapprouve. A strictement parler, le féodalisme n'est pas un système de gouvernement, mais un type de tenure et de distribution foncière d'où découle (surtout dans un pays presque exclusivement agricole) une structure sociale particulière. Ce n'est pas non plus une création délibérée des dirigeants du pays dans lequel il prend corps, car en réalité il ne résulte pas d'une volonté constructive, mais plutôt de mesures prises pour maintenir l'ordre et pour protéger la propriété là où le système courant de gouvernement cesse de fonctionner. Les barons du roi Jean ni les seigneurs guerriers de Go-Shirakawa ne se savaient les tenants du féodalisme. Tout ce qu'ils savaient, c'est qu'il leur fallait trouver un système d'obligations mutuelles pour sauver de la ruine une société existante. Ils avaient certes à cœur leurs propres intérêts, mais dans la mesure où leur politique défendait l'ordre et prévenait le désordre, il s'agit d'une étape dans l'évolution vers des formes politiques plus avancées.

Dans la mesure où il répond à ce modèle, le féodalisme japonais n'est pas fondamentalement différent de celui de l'Europe. A première vue, les ressemblances qu'ils offrent sont plus évidentes que les différences. En terminologie surtout les similitudes sont frappantes, car le japonais a des mots qui correspondent très étroitement au vocabulaire du féodalisme européen, comme « villa » et « mansus », « mancipii », « beneficium », « honores » et « commendatio ». Il existe en outre des analogies dans les processus selon lesquels se sont développées les institutions féodales en Europe et au Japon.

Sous un aspect pourtant le féodalisme japonais est particulier. En Gaule, en Germanie et en Bretagne, l'évolution de la société à partir des éléments indigènes a été à la fois interrompue et altérée par l'intrusion d'un puissant

élément étranger, à savoir la civilisation de Rome, en sorte que le féodalisme européen doit beaucoup aux idées romaines. La civilisation chinoise a eu de même un prodigieux effet sur la vie japonaise, mais la ressemblance s'arrête là, car il ne s'agit pas du type d'effet – la

romanisation presque complète du peuple – qu'eut en Gaule la conquête romaine. Le féodalisme japonais semble ne rien devoir à l'influence chinoise. On pourrait au contraire y voir à maints égards une réaction contre l'étranger, en ce sens qu'il naquit de l'échec des institutions empruntées. En d'autres termes, alors que la réforme de Taika avait voulu imposer au Japon un gouvernement uniforme et strictement réglementé, le système féodal se développa naturellement et en vase clos, sans pression extérieure et sans chercher à imiter un modèle étranger. On peut du reste s'étonner que des résultats aussi proches soient apparus dans des environnements si différents. Mais dans l'ensemble, le système japonais exprime le tempérament national, et ses formes extérieures tout comme son caractère interne présentent ainsi certaines différences importantes. Comme l'observe un auteur japonais, Itö Tasaburô, dans son *Nihon hökenseido-shi* : « Sous le féodalisme, la vie nationale était une sorte de réaction contre la culture étrangère et une affirmation des idées et des habitudes indigènes. Au Japon, le système peut paraître irrationnel et primitif comparé au développement européen du pouvoir souverain, du parlement et du capitalisme, mais il doit être vu globalement comme une phase de croissance logique et bénéfique. »

Le fondement de tout système féodal est la propriété ou possession du sol, et le féodalisme japonais est issu d'un type de propriété privée particulier, le *shô* ou *shôen* (décrit aux chapitres VI et VIII). Celui-ci ressemble au manoir européen dans la r esure où ils jouissent tous deux de certains droits et immunités qui appartenaient en principe au souverain en tant que chef de l'État. Comme le manoir européen, il date d'avant le féodalisme. A l'origine (au vue siècle sinon plus tôt), le mot *shô* désignait la terre, généralement la terre à riz, que possédait un noble ou un établissement religieux ; comme le manoir, il compte parmi les plus anciennes institutions sociales, et remonte bien plus loin que le système féodal qui y a rajouté l'idée de domaine du vassal, les « honores » pour lesquels un propriétaire rendait hommage à la Couronne. Il faut ainsi comprendre que le féodalisme japonais dans sa maturité ne provient pas de la croissance du *shô* mais de sa dégénérescence par la transformation d'un ensemble de droits et d'immunités en pleine propriété du sol. Pour l'auteur japonais que l'on vient de citer, le *shô* est le père du féodalisme, mais la naissance de ce dernier implique la mort de ses parents.

On a déjà décrit le processus selon lequel le développement du *shô*, en soi illégal, conduisit à un déplacement de l'autorité du gouvernement central à la noblesse terrienne de province. Il suffit de rappeler ici qu'à l'époque où les grandes familles militaires, les Minamoto et les Taira, commencèrent à jouir d'une réelle influence politique – mettons à partir de 1160, alors que Kiyomori était au faîte de sa puissance –, la classe des propriétaires provinciaux et locaux se confondait pour ainsi dire avec l'élément dominant de la classe des guerriers. Non seulement les membres du clan Taira occupaient alors dans toutes les provinces des manoirs de valeur, mais ils nommaient des intendants dans d'autres pour étendre toujours davantage leur zone d'influence. Ils nommaient également des commissaires *(bugyô)* dans les provinces de l'Est et de l'Ouest afin de contrôler ceux des membres de la classe guerrière qui refusaient de se soumettre à leur autorité. Selon le

Heike monogatari, trente provinces sur soixante-six étaient sous la domination de gouverneurs et propriétaires Taira, et les notables du clan étaient les seigneurs de cinq cents manoirs.

Dans ces cas, les droits seigneuriaux exercés tendaient à la propriété complète, et c'est ce processus de conversion, organisé à grande échelle et de manière déterminée par Yoritomo et ses conseillers, qui transforma le Japon du XIIIe siècle en État féodal.

Politique foncière de yoritomo

On se souviendra qu'en 1185, aussitôt conscient de sa force, Yoritomo amena le gouvernement à lui donner bien malgré lui le droit de nommer dans toutes les provinces des intendants *(jitöj et* des commissaires *(shugo).* Ici comme ailleurs, notons-le, il n'innovait pas véritablement. Il préférait reprendre des formules et des systèmes en place et les adapter à ses fins, étant soucieux de ne pas rompre trop brutalement avec le passé. Ainsi, l'intendance des manoirs était une charge dont s'était servi Kiyomori pour étendre son influence à travers le pays. Les chefs Taira ne s'attaquèrent pas aux plus hauts des droits seigneuriaux, qui pouvaient appartenir aux grands nobles ou même à la Couronne ; mais l'administration effective de chaque manoir était entre leurs mains, et ils disposaient à leur gré de sa production. C'est un peu ce que Yoshitsune avait en tête, lorsque, en 1185, il demanda à Go-Shirakawa de lui donner ainsi qu'à Yukiie les intendances du Shikoku et du Kyüshü afin qu'ils aient des revenus pour lever des troupes dans l'Ouest. Les intendants occupaient des emplois lucratifs et jouissaient d'une influence considérable dans la région entourant les domaines qu'ils administraient.

La nomination des commissaires n'est pas directement liée à la politique foncière de Yoritomo, mais il convient d'en faire mention ici, car leur tâche consistait à maintenir l'ordre dans les provinces et à surveiller le comportement des guerriers résidant sur leurs terres loin de Kamakura. Yoritomo avait nommé des commissaires dans les provinces d'Omi et de Suruga en 1180 déjà, et il avait placé ailleurs des partisans à ce même emploi avant la défaite des Taira. Leurs fonctions, dont la mobilisation de forces locales de défense, n'étaient pas sans rappeler celles des *kebiishi,* soit des commissaires de police nommés par la Couronne. Après la défaite Taira, Yoritomo s'abstint de faire de telles nominations afin de créer une impression de modération, mais il trouva un bon prétexte pour demander l'autorisation de recommencer en 1185, quand la cour le chargea de punir Yoshitsune. Kamakura plaça alors des commissaires de son choix dans vingt-six provinces, les six provinces de l'Est en restant dépourvues parce qu'elles étaient directement sous l'autorité de Yoritomo. Cette différence montre bien que les commissaires étaient appelés à représenter la puissance militaire de Yoritomo. Il s'ensuivait évidemment que, lors d'importants

conflits fonciers, ils étaient susceptibles d'intervenir au nom des intendants nommés par Kamakura, la plupart du temps sans se soucier des intérêts de celui qui, en dernière analyse, était le seigneur du manoir, et qui pouvait être un grand noble ou un établissement religieux.

Cette requête de Yoritomo, la cour n'y accéda qu'avec la plus grande répugnance. Car ce qu'il demandait, c'était bien davantage que le pouvoir sur les terres domaniales dont avait disposé Kiyomori comme membre du gouvernement. Son but n'était rien moins que d'obtenir l'autorisation impériale de nommer ses propres partisans aux postes d'agent du fisc (intendant) et de commissaire de police (commissaire), non comme représentants du gouvernement central mais comme vassaux du seigneur de Kamakura, qui leur accordait ces importantes charges en récompense de leurs services. Ces vassaux devaient, et savaient devoir, les avantages de ces charges à Yoritomo, de qui ils les tenaient comme un fief d'un suzerain. C'est ici que se trouve l'origine institutionnelle du système féodal du Japon, car en acceptant ces nominations, la Couronne délégua aux partisans de Yoritomo les fonctions publiques les plus importantes, celles qui concernaient la mise en vigueur de la loi et la collecte des impôts.

Il faut comprendre que quand Yoritomo demanda à la cour l'autorisation de nommer ses propres vassaux commissaires et intendants dans l'ensemble du pays, il considérait sur le même plan la propriété publique et privée. Dans sa requête, il emploie l'expression *shökö wo ronsezu,* qui signifie « qu'il s'agisse de fiefs privés *[shö]* ou de domaines publics *[kö]* ». Il est curieux que cette demande, présentée à la cour le 22 décembre 1185, ait été satisfaite dès le lendemain. L'empereur cloîtré et ses nobles, qui en avaient rejeté bien d'autres, firent cette concession sans protester bien qu'ils renonçassent avec elle aux prérogatives essentielles de la Couronne, et pour près de sept siècles. A n'en pas douter, Go-Shirakawa était terrifié. Il avait déjà été menacé par Yoshinaka et d'autres militaires, et maintenant les armées de Yoritomo étaient en route tandis que, dans la capitale, l'avant-garde de Tokimasa était prête à agir.

Dans la pratique, Yoritomo n'appliqua pas son pouvoir de nomination dans tous les domaines publics et privés. La Couronne garda dans certaines régions un éventail de compétences considérables, et même dans les régions où les vassaux de Yoritomo avaient été nommés, les droits du gouvernement central en matière fiscale et autres continuèrent d'être respectés, du moins

pendant un certain temps. Il est difficile de donner des chiffres précis, mais il semble que Kamakura s'abstint de placer des intendants dans les fiefs appartenant à la famille régnante et aux grands nobles de cour dans pas moins de la moitié des provinces, et que, dans les autres, les intendants ne prélevèrent sur ces domaines que des impôts restreints. Ainsi, le coup porté à la cour fut peut-être adouci par la modération de Yoritomo ; et comme nous l'avons vu, la brusque initiative qu'il prit en exerçant ces droits n'était pas sans précédent. Non seulement Kiyomori avait en son temps eu recours à de tels procédés, mais lorsqu'il était encore réfugié, Yoritomo lui-même n'avait pas hésité à s'arroger des droits appartenant à la Couronne. En 1180, quand il prit pour la première fois les armes contre les Taira, il donna des ordres aux résidents d'un domaine sur lequel il n'avait aucun titre de propriété, et, par la suite, il émit plusieurs fois de Kamakura des chartes qui accordaient ou confirmaient la jouissance de terres publiques aussi bien que privées. De façon générale, il prit et exerça dans les provinces de l'Est le pouvoir de vice-roi, distribuant des ordres aux fonctionnaires et réglant en suzerain les affaires de ses parents et de ses partisans, qu'il traitait comme des vassaux ayant des devoirs et méritant des récompenses.

Tous les actes de ce genre représentaient des empiétements sur les prérogatives du Trône, de même que, bien souvent, sur les droits de seigneurs privés ; mais dans la mesure où ses usurpations se limitaient aux provinces de

l'Est, Yoritomo pouvait prétendre qu'il ne faisait que poursuivre l'œuvre de ses ancêtres qui, des générations durant, avaient été dans ces régions gouverneurs militaires, administrateurs publics et régisseurs de vastes domaines. Pendant un certain temps, alors que la cour pouvait compter dans l'Est sur la loyauté des troupes Taira, il fut possible de contenir les irrégularités de Yoritomo ; mais en 1181, avec le recul des armées Taira, l'ensemble de l'Est (sauf quelques exceptions mineures) tomba sous l'autorité de vassaux des Minamoto. Dès lors, la cour ne put plus rien contre Yoritomo, qu'elle chercha plutôt à se concilier.

Par la suite, elle renonça à essayer de l'empêcher d'exercer dans l'Est les droits de souveraineté. Et c'est là que Yoritomo s'attela à sa tâche principale, la consolidation de son pouvoir, en s'assujettissant les guerriers qui voulaient bien devenir ses vassaux, en faisant appel à leur loyauté envers la maison des Minamoto, et en leur octroyant ou confirmant la

jouissance de terres et autres droits et privilèges. C’était un domaine où il excellait, car même au début de sa rébellion, après septembre 1180, il obtint l’adhésion de guerriers qui amenaient avec eux des milliers d’hommes. Au cours de l’armistice tacite qui suivit la retraite des Taira, au printemps 1181, il devint le véritable maître des provinces orientales grâce à sa puissance militaire et à son contrôle sur la terre, qu’il obtenait parfois de manière illégale, par exemple en confisquant les domaines des seigneurs résidant dans la capitale. C’est ainsi qu’à la fin de l’année 1185, lorsqu’il demanda l’autorisation de nommer des commissaires et des intendants dans l’ensemble du royaume, il était déjà solidement établi dans l’Est, et dans le reste du pays sa puissance militaire était telle que la cour ne pouvait rien lui refuser. La cour avait peur ; toutefois, elle éprouvait aussi une certaine gratitude, ou du moins un certain soulagement, à être libérée des soins ruineux des Taira et des exactions de généraux tels que Yoshinaka et Yoshitsune. Ce sont là des éléments qu’il ne faut pas oublier lorsqu’on cherche à comprendre le succès de Yoritomo.

Si ce succès doit être décrit en termes matériels, il ne fait aucun doute que le contrôle des droits fonciers dans l’ensemble du royaume constituait la source réelle de son pouvoir. Il eût pu dominer la cour, remplir les hautes fonctions qu’avaient exercées Michinaga et Kiyomori. Mais la vie de la cour ne le tentait pas. Il se considérait comme un chef de clan guerrier, non pas comme un ministre de la Couronne. Il savait que son pouvoir reposait non sur la faveur du souverain mais sur le contentement de vassaux, leur satisfaction par rapport à la terre dont ils étaient les détenteurs. Il n’est donc pas surprenant que Yoritomo ait tenu la cour à distance, et soit resté loin de son influence, chez lui, à Kamakura, siège rêvé d’un gouvernement féodal, où son ancêtre Yoriyoshi avait fondé le sanctuaire du dieu de la Guerre, et où sa première tâche consistait désormais à organiser ses vassaux. Il est certain que leur loyauté se fondait à ses yeux sur la tradition, mais c’était grâce aux avantages de la propriété qu’elle demeurait vivante. Son organisation visait essentiellement à un juste mélange de discipline et de protection des guerriers qui le reconnaissaient comme leur suzerain. Il est donc naturel que l’une de ses particularités les plus importantes ait été l’appareil juridique servant à régler les querelles foncières – non plus seulement dans l’Est, mais dans le pays tout entier. Les titres et actes de vente ou location étaient examinés avec la plus scrupuleuse attention, et les tribunaux du bakulu s’efforçaient de trancher entre les parties de manière

impartiale, sans distinction de rang. Dans l'ensemble, ils parvinrent à gagner la confiance des vassaux.

Peut-être vaut-il la peine de mentionner ici les droits et les devoirs généralement en cause lors des procès relatifs à la terre. Nous avons vu que le manoir japonais *(shô)* était une étendue de terre cultivable (surtout de terre à riz), propriété d'un noble ou d'un établissement religieux, partiellement ou totalement exemptée d'impôts. D'ordinaire, ceux qui y vivaient échappaient également dans une certaine mesure à la juridiction publique (ils ne figuraient pas dans les registres du gouvernement provincial ou local), et tous ces manoirs avaient tendance à s'agrandir au détriment du domaine public.

Avec l'extension de la zone cultivée se produisit naturellement un accroissement du nombre des tenanciers qui, pour la plupart, appartenaient à cette classe des guerriers cultivateurs qui était apparue en grande partie parce que le gouvernement de la capitale était incapable de maintenir l'ordre dans les provinces.

Ces guerriers, qui pouvaient aussi bien appartenir à une petite famille cultivant la terre qu'à une grande maison employant de nombreux ouvriers, tendaient à se grouper autour de chefs qui avaient fait la preuve de leur courage et de leur compétence, et c'est ainsi que naquit le rapport entre seigneur et vassal. De fil en aiguille, de petits groupes qui s'étaient associés à des fins défensives ou offensives fusionnèrent en des corps plus vastes et hiérarchiquement plus complexes, dont la société guerrière qui devait allégeance à Yoritomo en tant que chef du clan Minamoto est le meilleur exemple.

Quel que soit leur rang, tous les membres de cette société dépendaient de la terre, car il n'y avait pas d'autre richesse. Mais pour des raisons historiques, ils en étaient rarement propriétaires à part entière. Ils avaient sur elle des droits de divers types, ou ils avaient des droits sur certaines charges dans le gouvernement local ou la maison d'un grand seigneur. Du fait de ces circonstances particulières, le guerrier japonais typique était non seulement le vassal d'un chef militaire, mais aussi l'employé d'un propriétaire public ou privé, auquel il devait tel service ou tel pourcent du produit de la terre dont il disposait.

Dans une société de cette nature, sur laquelle le gouvernement central n'avait qu'un pouvoir limité, de pareils moyens d'existence nécessitaient la

protection de quelque grand personnage. Si les droits d'un guerrier portaient sur un manoir appartenant à un noble influent à la cour, il n'avait pas à craindre que l'administration ou d'autres propriétaires ne s'en emparent. Mais pour se protéger contre une attaque armée, il lui fallait l'appui d'un guerrier plus puissant, appui qu'il pouvait obtenir en devenant le vassal d'un chef de clan, qui, en échange d'un serment d'allégeance, confirmait les droits du vassal, et même, s'il y trouvait quelque avantage, lui en conférait d'autres. L'un de ces droits était l'administration d'un manoir, la charge d'intendant *(jitö-shiki)*, qui pouvait être très lucrative. De même, on pouvait avoir droit au produit de telle surface de terre, ou à une part de celui-ci, ou à une part déterminée de la récolte de tel ou tel champ.

Du fait que, dans un pareil système, les droits et les obligations pouvaient se combiner d'innombrables façons, il était inévitable qu'il y eût de fréquents conflits d'intérêts et donc des différends entre les parties intéressées. De ceux-ci, le gouvernement féodal devait s'occuper avec soin, et il n'est pas exagéré de dire que sa plus importante et délicate fonction consistait à administrer sa politique foncière avec fermeté et justice.

Organisation du gouvernement féodal

Dans la première phase de son effort pour mobiliser ses hommes de clan, alors qu’il était encore un rebelle, Yoritomo fit des saisies et des octrois de terres qui étaient arbitraires et illégaux. La plupart de ces transactions étaient enregistrées par écrit, car depuis longtemps la coutume le voulait ainsi, et dans les documents par lesquels il octroie, confirme ou modifie des droits sur la terre, il suit autant que possible les formules usuelles. Mais durant ces années, de 1180 à 1183, ces actes ne portent aucune trace d’un quelconque souci d’obéir à des règles ou à des principes fixes dans la manière de traiter les guerriers et leurs fiefs. Il agissait alors selon les besoins du moment dans le but de réaliser sa grande entreprise, l’établissement d’une société de guerriers puissante et docile.

Après 1183, favorisé par les hasards de la guerre, il mit davantage de soin à s’organiser, ayant l’intention de tirer une loi féodale valable des multiples précédents qu’il avait créés par son ingérence dans la loi nationale basée sur la Constitution de 645. Cette ingérence devait continuer, mais désormais selon des règles ; et bien que dans la pratique elle impliquât une érosion très considérable des pouvoirs du Trône, en principe, le chef de clan féodal ne demandait jamais l’indépendance par rapport à l’autorité impériale. Indépendamment de ses conséquences dans d’autres domaines, le but de Yoritomo consistait à créer un système de vassalité qu’il administrerait, et ses successeurs après lui, dans un strict esprit de justice. Le chef du clan Minamoto devait être le souverain des provinces de l’Est, le chef de tous les guerriers et, en même temps, le gardien du Trône et le protecteur de l’État. Dans ce but, Yoritomo eut soin de limiter ses rapports avec la cour à des échanges officiels. Il se montra ferme dans sa décision de faire de Kamakura le siège permanent du gouvernement féodal. Il interdit à ses vassaux de participer à la vie de la cour et d’accepter une quelconque charge de la Couronne sans son approbation ; et, mis à part les grades militaires, lui-même n’accepta jamais aucune nomination ni aucun titre sinon celui de commandant en chef *(sei-i tai-shögun).* Il autorisa ses vassaux à se laisser nommer gouverneurs provinciaux, mais uniquement dans les provinces de l’Est sur lesquelles s’étendait son autorité. Pour sa part, il accepta les gouvernorats d’Izu et de Sagami, mais il s’agissait de provinces qui lui étaient déjà soumises.

Comme on l'a vu, l'organisation de Yoritomo à Kamakura prit le nom de bakufu, terme chinois qui, à l'origine, désignait le quartier général du commandant de la garde impériale. On ne peut pas dire avec certitude la date exacte où cette appellation lui fut appliquée pour la première fois – peut-être en 1190, quand Yoritomo fut nommé commandant de la division droite de la garde. Cependant, en 1180 déjà, il existait un service qui, quoique rudi-mentaire, s'occupait des affaires militaires. Ce service, mis sur pied par Yoritomo lorsqu'il se fixa à Kamakura, portait le nom de *samurai-dokoro*, ou salle de service. Ce terme, qui désignait primitivement une pièce de la résidence d'un grand noble où ses serviteurs attendaient ses ordres, prit peu à peu le sens de salle de garde puis de bureau où se traitaient toutes les affaires qui concernaient les militaires : leurs privilèges, leurs obligations, leurs biens, leurs grades et leur traitement en général.

Un trait particulier de la société féodale japonaise, qui n'a pas de proche parallèle en Europe, est l'étroite surveillance qu'exerçait le suzerain sur la vie privée du vassal et des membres de sa famille, sur les détails de leur conduite, leurs mariages et leurs amitiés, leurs passe-temps et leurs dépenses. Le but de cette surveillance était de garantir qu'aucun lien de devoir ou de sentiment ne fasse obstacle aux sacrifices que le suzerain pouvait exiger. L'organisation de cette sorte de contrôle sur la vie de la noblesse féodale entrait dans les fonctions du *samurai-dokoro.*

Le *samurai-dokoro* de Kamakura prit de l'importance dès 1181, quand Yoritomo, apprenant que les Taira avaient l'intention d'attaquer les provinces orientales et septentrionales, ordonna à son directeur (« bettô »), Wada Yoshimori, d'appeler tous les vassaux aux armes. En temps de guerre, le *samurai-dokoro* était une sorte d'état-major, à la différence que ses membres allaient au front avec les troupes. Ils étaient censés encourager et récompenser les soldats et conseiller leurs commandants, mais leur première fonction était sans doute de surveiller les généraux trop ambitieux. Rappelons que Wada était, tout comme Noriyori et Kajiwara, avec Yoshitsune dans la dernière campagne contre les Taira, et qu'il joua en tant que chef un rôle déterminant à Dan-no-ura.

Dans la situation où Yoritomo se trouvait lorsqu'éclata la guerre civile, le *samurai-dokoro* était de toute évidence une institution d'une nécessité et d'une importance primordiales, car Yoritomo avait pour objectif de réunir une grande armée constituée de chefs guerriers avec leurs partisans,

d’hommes qui lui fassent confiance et soient entièrement sous ses ordres, auxquels il puisse imposer la même discipline afin de renforcer leur unité de classe. En outre, our régler les nombreux problèmes qui surgirent à mesure que se développait le gouvernement militaire, il lui fallut trouver des spécialistes de l’administration. Il fit donc venir de la capitale deux hommes d’expérience, issus de familles de lettrés et d’administrateurs, Nakawara (Œ) Hiromoto et Miyoshi Yoshinobu, qu’il installa comme conseillers à Kamakura.

Le service que ces hommes présidaient, fondé en novembre 1184, s’appelait le *kumonjo,* terme correspondant à secrétariat. C’était le plus haut organe administratif de Yoritomo. A la même époque, sans doute sur le conseil des experts de Kyoto, fut créé un appareil judiciaire, le *monchüjo,* chargé d’instruire les différends entre vassaux, et remplissant les fonctions des anciens officiers de justice de la Couronne et des cours seigneuriales privées qui étaient apparues du fait de la complexité croissante des obligations et des droits relatifs aux manoirs. Plus tard, lorsque Yoritomo eut affermi sa position, de retour de la capitale où (comme on l’a noté) on le traita avec déférence et lui offrit de hauts titres militaires, il changea le nom de *kumonjo* en *mandokoro,* qui désignait ordinairement le secrétariat d’un grand noble, où se traitaient ses affaires privées et parfois publiques. Ici se situe une petite anecdote historique qui, pour banale qu’elle puisse paraître, n’en est pas moins révélatrice de la façon dont Yoritomo voyait ses fonctions. En décembre 1190, quand il accepta puis refusa la charge *d’ukonæ taishô,* il en garda le titre, se considérant comme le chef de la maison du commandant de la division droite de la garde *(udaishô-ke)* sous prétexte que ses ancêtres avaient occupé cet emploi. Il était ainsi autorisé à fonder un *mandokoro* comme celui, par exemple, du chef du clan Fujiwara. C’est ce qu’il fit en janvier 1191, et il porta longtemps le titre d’*udaishöke.* En remplaçant le nom de *kumonjo* par celui de *mandokoro,* il entendait sans doute souligner le caractère personnel de ses relations avec ses vassaux, et distinguer son secrétariat des services gouvernementaux de la capitale en le rendant indépendant.

En fin 1190, quand Yoritomo rentra de sa visite à Kyoto, il avait décidé de quelle façon organiser le bakufu et quelles personnes nommer à ses plus importantes fonctions. Le *kumonjo* avait été placé sous la responsabilité d’Œ Hiromoto, qui portait le titre de *shikken,* ou directeur, et dirigeait un

groupe de conseillers ; l'année suivante, quand le *mandokoro* le remplaça, Hirotomo garda son poste. Hôjô Tokimasa. lui succéda en 1203, après quoi la charge de *shikken* fut occupée par les membres de la famille Hôjô, qui devinrent ainsi les chefs effectifs du gouvernement féodal.

Le *samurai-dokoro*, le *mandokoro* et le *monchüjo* formaient à eux trois l'organe exécutif du gouvernement militaire, et une fois faites les nominations nécessaires, le bakufu fut prêt à fonctionner. Malgré la connotation militaire du terme bakufu, l'administration de Yoritomo était de type civil plutôt que militaire, et suivait généralement l'usage des ministères de la capitale. En fait, quand bien même son pouvoir s'accrut et s'étendit à l'ensemble du pays, le bakufu ne s'éloigna guère dans sa forme ni dans sa fonction des méthodes administratives traditionnellement employées par les particuliers à la tête de vastes domaines et de nombreuses gens. Pour ce qui est de ses caractéristiques principales, le bakufu n'était pas différent du *mandokoro* des Fujiwara.

Ce point demande certaines explications, car il aide à comprendre la nature du gouvernement féodal au Japon. C'est à Kamakura que la tradition féodale fut fondée. Le gouvernement de Kamakura partageait les traits essentiels du service administratif d'un grand noble. Il s'agissait en fait d'une copie plus ou moins voulue de ce dispositif, qui était d'origine vénérable, puisque les règles selon lesquelles fonctionnait ce genre de service étaient définies dans le code de Taihô, sous le titre de « Loi des Maisons ». La gestion de la maison du chef d'un clan comme celui des Fujiwara exigeait une organisation à grande échelle puisque sa richesse dépassait celle de la famille royale. Ainsi, le *mandokoro* des Fujiwara devint comparable à la chancellerie *(dajôkan)* du gouvernement central, qu'il remplaça graduellement de fait sinon de nom.

Le *mandokoro* Fujiwara comptait un nombreux personnel, qui était placé sous les ordres d'un directeur, et comprenait des officiers ayant un haut grade à la cour. Il fonctionnait selon une procédure officielle stricte. Son organisation était très proche de celle du gouvernement de la Couronne. Il y avait même un *kurando-dokoro,* correspondant à l'appareil extra-légal du même nom qui exerçait un grand pouvoir au palais royal.

Lorsqu'ils se mirent à prendre une part active au gouvernement, les empereurs abdicataires aussi recoururent à ces méthodes privées en créant un bureau comparable au *mandokoro* d'un noble, le bureau de *Vin (inshi*, ou

in no tsukasa), qui avait d'ordinaire une grande autorité, et dont les décisions annulaient parfois celles du gouvernement central. Son personnel, qui n'était pas nommé officiellement mais à titre privé, se composait des lavoris de l'empereur cloîtré, ses intendants et chambellans, et occasionnellement de serviteurs de moindre rang. C'était une affaire de famille, non une administration gouvernementale bien disciplinée, mais il avait un grand pouvoir.

Ainsi, vers la fin de la période de Heian, des organes privés s'occupaient de presque toutes les fonctions administratives importantes, exerçant le pouvoir réel tandis que les organes constitutionnels créés par les codes étaient sur le déclin. Avant longtemps, les choses en arrivèrent au point que la plupart des fonctions publiques étaient remplies par des organes qui, à l'origine, étaient privés. Cette tendance semble caractéristique de l'évolution institutionnelle du Japon, où l'esprit tribal refuse la réglementation. C'est un trait de l'histoire japonaise que ceux qui étudient les idées et pratiques politiques ne doivent pas négliger.

En résumé, il ne s'agissait pas d'une théorie politique rigoureusement conçue, mais plutôt d'une série de réflexions politiques après coup. Des dispositions étaient prises sur des bases toutes pratiques, selon les conditions de l'époque et du lieu, afin de contrôler et de guider les vassaux des Minamoto. Tout le reste était accessoire. C'est dans la nature et le traitement des vassaux que nous trouvons le véritable caractère de l'administration féodale.

L'autorité du bakufu dépendait de l'obéissance des vassaux du shogun et de ce qu'il leur octroyait en récompense de leurs services. Telles étaient les conditions de base de la société féodale. Dans ses premières phases au Japon, la relation entre seigneur et vassal avait un caractère fortement personnel. Quand un guerrier demandait le statut de vassal direct du shogun, il était cérémonieusement reçu par Yoritomo, qui l'acceptait comme membre de son clan en échange d'un serment d'allégeance. Mais avec le temps, le nombre des vassaux augmentant, ses représentants dans diverses régions du pays, comme le *daikan* à Kyoto et les gardiens des provinces éloignées, étaient autorisés à adresser après enquête des recommandations écrites à Kamakura. Mais personne ne pouvait jamais, quels que fussent ses mérites, obtenir le statut de vassal direct s'il n'avait rang de samurai.

Étant l'essence même du système féodal, le lien entre le shogun et ses vassaux directs ne pouvait aisément être défait. Ce n'était qu'en cas de crime grave que le bakufu cessait de protéger la vie et les biens d'un vassal ; et pour la même raison, il s'efforçait de prévenir toute violation des droits d'un vassal par des tiers.

Dans le vocabulaire du féodalisme japonais, l'équivalent du mot vassal est « kenin », ce qui signifie homme de la maison, maison étant pris dans le sens de famille. Ainsi, au début de l'époque de Kamakura, un vassal était un membre de la famille Minamoto, qui, à ce titre, devait être loyal envers le chef du clan et lui apporter son appui militaire. Être un *kenin* était un privilège des plus enviables, très parcimonieusement octroyé et très jalousement préservé. Quoiqu'il fût d'abord réservé à ceux qui étaient réellement apparentés à Yoritomo, quand celui-ci eut assis son autorité, il jugea opportun de convier ceux qui avaient été ses alliés, et même certains de ses anciens ennemis, à devenir ses vassaux. Dans ces cas-là, bien que la relation seigneur-vassal fût contractuelle, elle tendait, surtout aux niveaux supérieurs, à prendre une certaine valeur de parenté, en particulier après qu'une prudente politique matrimoniale eut créé des liens familiaux véritables. Avec le temps, il y eut au moins autant de vassaux d'origine Taira que d'ascendance Minamoto.

On peut se faire une bonne impression de ce qu'était le statut de *kenin* d'après des documents du xiie siècle. Dans les anciens codes, le mot *kenin* ne désignait guère plus que les serviteurs d'une maison, tandis que le terme honorifique de *go-kenin* qualifiait les membres d'une caste exclusive. La politique de Yoritomo et de ses successeurs consista à renforcer cette classe relativement limitée de guerriers en accordant une attention particulière à leurs intérêts économiques, et, parallèlement, en enlevant le statut de *kenin* à ceux dont ils jugeaient le comportement subversif par rapport à la discipline féodale. Les chroniques du début de la période de Kamakura mentionnent de nombreux cas de guerriers qui, s'étant dévoués pour le bakufu, demandèrent le titre de *kenin* mais sans l'obtenir. Quand bien même ils étaient loyaux et possédaient des biens considérables, les serviteurs immédiats d'un *kenin* ne pouvaient pas le devenir eux-mêmes. En d'autres termes, les *kenin* formaient une aristocratie féodale, ou une noblesse mineure, dont l'accès était strictement limité.

De même, le statut de combattant, ou samurai, était rigoureusement défini, et difficile à obtenir. Un combattant appartenant à un *kenin* ne pouvait pas devenir samurai sans la permission officielle du shogun, quels que soient ses exploits guerriers. *L'Azuma kagami* cite le cas d'un important *kenin,* membre de la famille Hôjô, qui souhaitait promouvoir l'un de ses fidèles au rang de samurai, mais auquel le shogun refusa cette possibilité en disant : « Si tu fais samurai cet homme qui ne l'est pas, un jour il oubliera son origine et voudra devenir *kenin.* » On verra qu'au début de l'époque féodale, le mot samurai désignait non un combattant mais un rang défini, au-dessous duquel on trouvait divers grades de partisans et serviteurs (« zusa »). Ceux-ci étaient généralement des fantassins portant une armure plus légère que les samurai, qui étaient montés et arboraient des pennons ou autres insignes héraldiques.

Des classes inférieures à celle du samurai et de ses gens à l'époque de Kamakura, on sait très peu de choses. La classe la plus basse de la population était, comme c'est encore le cas, celle des ouvriers agricoles et de certains corps de métier sans qualification professionnelle. Les rigides distinctions de classe traditionnellement observées et généralement reconnues par la législation de Taihô n'étaient pas formellement abolies mais tendaient à devenir plus souples, et même, dans certains cas, à disparaître. Les corps de métier n'étaient pas strictement maintenus, et les ouvriers agricoles de certains domaines obtinrent avec le temps des droits qui, sans avoir en soi une grande importance, améliorèrent quelque peu leur statut, et cela du fait que, dans l'agriculture, il y avait d'ordinaire pénurie de main-d'œuvre. Nous assistons ici à l'apparition d'une classe paysanne faite de petits cultivateurs ayant sur la terre qu'ils travaillent des droits consacrés par l'usage équivalant à la propriété.

Moins nombreuse que celle des paysans, la classe des travailleurs spécialisés, forgerons, charpentiers, maçons, tisserands et ferronniers de toute espèce, n'en était pas moins d'une grande importance. On ne sait pas grand-chose du niveau de vie de ses membres, mais tout porte à croire qu'il y eut au xn^{e} siècle une rapide amélioration dans le domaine de la métallurgie et autres techniques industrielles, favorisée sans doute par l'accroissement de la production alimentaire et par le développement du commerce avec la Chine.

Grâce à la paix qui suivit la guerre de Gempei, la demande intérieure augmenta également. Les opulents vassaux de Kamakura et les riches nobles de Kyoto encouragèrent la construction de nouvelles maisons et de nouveaux édifices sacrés, qui étaient d'ordinaire coûteusement décorés. A partir de 1185, des architectes, des peintres et des sculpteurs s'installèrent à Kamakura, enrichissant ainsi la composition de la société féodale. Socialement, les artistes n'occupaient pas un rang élevé, mais ils étaient traités avec respect, et de même les gens de lettres et les chefs religieux.

La position du clergé bouddhique est peut-être le phénomène le plus intéressant de la vie sociale médiévale. Pour quelqu'un d'origine modeste, devenir moine était presque la seule façon de s'élever dans l'échelle sociale. Celui qui choisissait cette voie recevait une bonne éducation ; sa vocation sacrée le mettait à l'abri des dangers matériels ; et, s'il était promu dans la hiérarchie ecclésiastique, il pouvait traiter sur un pied d'égalité avec des personnes haut placées.

Tous les gens mentionnés jusqu'ici appartenaient à la catégorie des « bonnes gens » (ryômin), c'est-à-dire des gens libres, par opposition à celle des « basses gens » (semmin). Ces basses gens comprenaient les domestiques, les esclaves et certains travailleurs occupant des emplois méprisés, tels que les bouchers, les travailleurs du cuir et tous ceux qui, ayant affaire à des animaux abattus, péchaient contre la loi bouddhique interdisant d'enlever la vie.

Au xie siècle, la distinction entre gens libres et non libres commença de disparaître, en partie du fait des mariages contractés entre membres des deux classes. Les termes d'« esclave » et « domestique » ne furent pas complètement abandonnés, mais bien qu'ils fussent légalement la propriété de leurs maîtres, les *semmin* accédèrent *de facto* à une certaine indépendance, notamment au début de la période de Kamakura, où la croissance économique leur donna une valeur nouvelle. Dès lors, ils ne furent plus traités comme des biens meubles, mais comme des gens ayant avec leur maître une relation contractuelle. Même si leur situation matérielle n'en fut guère améliorée, c'était un pa vers l'émancipation.

Cette lente amélioration de la vie des *semmin* ne doit pourtant pas être considérée comme une grande réforme de l'époque de Kamakura. Les classes inférieures continuaient d'être opprimées, et un homme libre gardait la possibilité de vendre ou de mettre en gage ses esclaves. Mais cette forme

de transaction était découragée, sinon carrément interdite, dans les endroits placés sous la juridiction directe du bakufu ou de ses vassaux, en particulier lorsqu'il s'agissait d'un membre d'une maison « libre ». On peut juger de l'attitude des autorités féodales aux mesures qu'elles prirent durant l'hiver 1232-1233, où, pour atténuer les effets de plusieurs années de famine et de peste, elles autorisèrent la vente et l'achat des êtres humains (pas seulement les esclaves) pour donner aux familles les plus déshéritées un moyen de se procurer de quoi survivre. Elles ne s'y résolurent toutefois qu'avec réticence, et dès que la situation s'améliora, elles publièrent un édit (1239) qui supprimait cette autorisation et ordonnait la libération des personnes vendues.

Pour en revenir aux échelons supérieurs de la société féodale, on aura compris à ce qu'on vient de dire du *kenin* et du samurai que le contrôle des vassaux par le suzerain Minamoto était d'essence privée et n'avait rien à voir avec le Trône. Yoritomo prétendit toujours que loyauté envers lui-même signifiait loyauté envers le Trône, avec lequel il ne tolérait pas que ses vassaux aient des rapports directs sur le plan du service. Cet aspect de la direction de la classe guerrière trouve dans les circonstances de la campagne de Yoritomo contre Fujiwara Yasuhira une bonne illustration. Quand Yoritomo avisa la cour de son intention de châtier Yasuhira pour protéger Yoshitsune, on lui dit qu'en période difficile il fallait éviter de se battre. Cette consigne n'était pas de son goût, et il demanda son avis à l'un de ses vassaux, qui lui déclara que, quand le pays était en guerre, il n'était pas besoin d'avoir la sanction du souverain pour aucune action militaire de détail. Cette réponse ne valait pas grand-chose, car Yoritomo n'avait pas encore été fait shogun. Cependant, il trouva un autre argument, selon lequel, les membres de la famille de Yasuhira ayant été pendant des générations les vassaux des Minamoto, il était en droit de les punir pour désobéissance sans demander l'assentiment de la cour. Après coup, un ordre impérial approuva ce point de vue, et de ce fait, quand Yasuhira fut tué, sa tête ne fut pas envoyée dans la capitale pour être soumise à l'examen de l'empereur, car il s'agissait d'un ennemi privé et non d'un rebelle contre la Couronne. Si le souverain avait considéré Yasuhira comme un rebelle, il aurait donné à Yoritomo un mandat de général avec une épée de fonction *(settô)*, qui lui aurait été rendue une fois la mission terminée. Mais quand Yoritomo devint *sei-i tai-shôgun* en 1192, ce titre lui fut donné à vie, et, par la suite, le chef

des guerriers le reçut automatiquement, mais pas toujours immédiatement : le successeur de Yoritomo dut attendre trois ans.

Les historiens japonais discutent toujours pour savoir si Yoritomo aurait pu avoir toute autorité sur la classe guerrière sans devenir généralissime. La question ne semble pas avoir grande importance, car on sait de sources sûres que Yoritomo désirait ardemment la charge de *sei-i tai-shôgun,* et qu'il fut déçu par le refus de Go-Shirakawa de la lui accorder. A son grand dépit, les pressantes requêtes qu'il adressa à Kanezane pour que celui-ci l'aide à obtenir les plus hautes fonctions militaires ne lui valurent que de vains titres, et il dut attendre la mort de Go-Shirakawa pour recevoir enfin la charge convoitée, et cela non pas grâce à la faveur impériale mais à l'influence de Kanezane, qui contribua largement au développement institutionnel du féodalisme au Japon.

Du point de vue formel, les ordres écrits émanant du *mandokoro* de Kamakura ressemblaient aux « kudashibumi » que les grands nobles de Kyoto adressaient à leurs inférieurs. Mais le fond différait, car au début du moins le gouvernement de Kamakura ne s'embarrassait pas des détours et des complexités bureaucratiques qui étouffaient le gouvernement central. Kamakura aspirait alors à diriger les affaires de la classe guerrière selon des méthodes simples et pratiques – avec ce qu'on pourrait appeler une simplicité militaire. Mais cette phase ne dura pas longtemps, car les problèmes que les dirigeants féodaux avaient à traiter augmentèrent en nombre et en difficulté tandis qu'à l'entente qui avait résulté de la guerre succédaient dissensions et rivalités. La plupart des disputes entre vassaux avaient trait soit à la propriété soit au rang, bien que les relations avec la cour donnassent également lieu à des divergences d'opinions au sein du bakufu. Malgré les mécontents, les changements furent toutefois lents à se produire, de sorte qu'une description du système gouvernemental qui se développa peu après que Yoritomo fut devenu shôgun, en août 1192, reste valable quelques décennies.

La première mesure fut la conversion du *mandokoro* en *shôgun-ke mandokoro,* ou bureau de la maison du généralissime. Par ce changement, le *mandokoro* perdit son caractère privé et devint la cour ou le ministère du shôgun, qui, en tant que chef de la classe guerrière de tout le Japon, traitait pratiquement sur pied d'égalité avec la cour ou le ministère de Kyoto pour toutes les questions concernant les devoirs et les droits de cette classe.

Le langage employé par l'autorité féodale dans ses ordres et ses actes reflétait cette évolution. Ainsi, dans ses ordres de 1185, Yoritomo se définit par son nom propre ou par le simple titre de seigneur de Kamakura ; mais après 1192, ses ordres commencent par la formule « Le mandokoro de la maison du shogun décrète… », et sont signés non pas par lui mais par un ou deux de ses hauts fonctionnaires.

Des formules plus simples étaient utilisées dans des documents de moindre importance. Étant plus faciles à dresser et à publier, ceux-ci tendirent à devenir plus fréquents tandis que le travail administratif augmentait de volume. Il n'est pas nécessaire d'en donner ici une description détaillée, mais il vaut la peine de noter que, dans leur nombre et leur variété, on peut discerner le début de cette multiplication des écrits caractéristique du régime féodal. L'autorité de l'épée semble avoir été fortement appuyée par l'autorité du pinceau. Ce phénomène s'explique sans doute partiellement du fait de la présence à Kamakura de nombreux fonctionnaires formés dans la capitale et férus de formules et de précédents ; mais dans les pays extrême-orientaux, le respect des lettres est traditionnel parmi toutes les classes. Il faut également se rappeler que, les déplacements par route étant bien souvent lents et difficiles, il était important pour le gouvernement de Kamakura d'envoyer aux provinces des instructions écrites précises, et cela en particulier au début de la période, alors que son autorité n'était pas encore fermement établie dans les régions lointaines.

En règle générale, les ordres du bakufu étaient tout d'abord adressés aux commissaires, car ceux-ci étaient gouverneurs militaires de leur juridiction. Ensuite, si la chose était nécessaire, ils étaient transmis aux intendants nommés par Kamakura aussi bien dans le domaine public que dans les manoirs. Le gouvernement féodal entendait par là exercer son autorité sur tout le pays ; mais au début du bakufu, l'organisation locale laissait à désirer et certains guerriers n'avaient pas encore pleinement accepté la domination des Minamoto, de sorte que ni les commissaires ni les intendants ne pouvaient faire valoir leur autorité comme l'aurait souhaité Kamakura. Ce n'est que quelques décennies après la création du gouvernement du shogun que sa représentation en province devint efficace et relativement uniforme.

Peut-être vaut-il la peine de récapituler ici les fonctions des commissaires et des intendants ? La charge de commissaire tirait son origine de la nomination, dans le cadre des mesures militaires prises par Yoritomo contre les Taira, de chefs guerriers chargés de le représenter dans certaines provinces septentrionales. Avec l'accord réticent de la cour, ce système devint permanent dans près de la moitié des provinces, et Yoritomo lui-même prit le titre de commissaire général *(shô-tsuibushi)*. La principale fonction des commissaires était d'arrêter les rebelles et les criminels, ainsi que les commissaires de police (*tsuibushi* ou *kebiishi)* le faisaient jusque-là. Ils pouvaient également demander aux vassaux tels services militaires, et ils prirent encore par la suite certaines autres fonctions.

Lorsque, en 1185, Yoritomo obtint l'autorisation de nommer des commissaires, il n'était pas encore assez puissant pour étendre ce droit à l'ensemble des provinces. Il pouvait gouverner l'Est directement, mais dans l'Ouest, et momentanément aussi dans le Nord, il dut faire des concessions au particularisme local. Avant la campagne contre Fujiwara Hidehira, il n'était évidemment pas en mesure d'envoyer des officiers dans le Mutsu et le Dewa, tandis que dans les provinces centrales, pour ne pas porter atteinte à la dignité impériale, il laissait au représentant du bakufu dans la capitale le soin de surveiller ses vassaux et l'ensemble de la classe guerrière, sans aucune commission spéciale.

Outre le délégué du shogun qui habitait dans le quartier du Rokuhara – résidence traditionnelle des chefs des clans guerriers en poste à Kyoto –, il y avait un officier spécialement responsable du quartier général de Défense du Kyüshü (Chinzei), qui portait le titre de *Chinzei shugo* ou *Chinzei bugyö*, ou, plus tard, de *Chinzei tandai*[40]. Le premier à occuper cette charge fut Amano, envoyé au Kyüshü en 1186 avec mission de supprimer les derniers partisans de Yoshitsune. L'année suivante, le bakufu confia à Nakawara Nobufusa le soin d'annihiler toute résistance dans le nord de l'île (notamment à Kikaijima, où grondait la révolte). Il devint alors haut commissaire du Kyüshü et installa son quartier général à Dazaifu, ancien siège du gouvernement militaire de l'île. Tous les ordres du bakufu passaient par Dazaifu, sans doute parce que l'on sentait que les guerriers indépendants du Kyüshü ne se soumettraient pas aux commissaires nommés dans les provinces ordinaires.

Il y avait un autre commissaire spécial dans le Nagato, province la plus occidentale de l'île principale, considérée comme particulièrement importante sur le plan stratégique. Dans le Nord, Yasuhira une fois évincé, Yoritomo nomma des commissaires dans le Mutsu et le Dewa, avec pour principal devoir de maintenir l'ordre et de veiller aux intérêts des vassaux des Minamoto. Les anciens vassaux des Fujiwara, que Yoritomo souhaitait se concilier, furent invités à se soumettre à Kamakura, en échange de quoi leurs fiefs leur seraient confirmés. Nombre d'entre eux acceptèrent cette offre.

Tandis que son organisation progressait, le gouvernement de Kamakura délégua une bonne partie de son autorité à ses représentants dans l'Ouest, où ils portaient généralement le titre de *tandai*. Tout comme ceux de la capitale (il y en avait deux), le *tandai* du Kyüshü dirigeait des institutions comparables à celles du gouvernement de Kamakura, avec son propre *samurai-dokoro*, etc. Ces administrations pouvaient publier des ordres de leur propre chef, sans citer l'autorité du shogun. Ces ordres revêtaient une forme précise et portaient le nom de *tokuhara mikyosho* et de *Chinzei mikyosho*, *mikyosho* signifiant ordre écrit d'une haute autorité.

L'origine de la charge d'intendant *(jitô)* est obscure, mais des documents des années 1130 la mentionnent comme une charge de rapport, et elle existait certainement bien avant cette date. L'intendant avait pour fonction l'administration et la surveillance d'un vaste domaine ; il devait maintenir l'ordre parmi ses habitants et s'occuper de prélever la portion convenue des produits du sol afin de la remettre (après déduction de sa propre part) au propriétaire seigneurial. Un manoir *(shô)* normal comprenait des parcelles de terre de différents types, notamment des terres appartenant au seigneur du manoir, d'ordinaire un grand noble ; des terres appartenant à un établissement religieux ; des terres héritées, dites « champs titulaires » *(myôden)*, généralement cultivées par leurs possesseurs ; des terres données au seigneur du manoir en échange de sa protection, mais occupées et cultivées par leurs possesseurs, généralement le paysan à qui la parcelle a été allouée ou qui l'a défrichée ; des terres autres qu'à riz, telles que pâtures, landes, marais et forêts.

La différence entre propriété et possession pouvait varier. Dans certains cas, le propriétaire ne faisait qu'un avec le possesseur ; dans d'autres, la possession lui échappait. Beaucoup dépendait du rang et de l'influence du

propriétaire suprême (le *honke* ou « maison d'origine »), que représentait sur place son agent, l'intendant. Parfois, l'intendant était envoyé dans le fief par le propriétaire ; plus fréquemment, c'était un homme du cru, engagé à cause de sa connaissance de l'endroit et de l'influence dont il y jouissait. Il s'agissait d'ordinaire de guerriers, qui pouvaient exercer un contrôle complet sur les travailleurs du *shô* et, au besoin, défendre leurs droits par les armes contre toute personne ou autorité susceptible de les défier. Ainsi, le manoir était à proprement parler une création illégale, mais qui s'était si bien développée et qui servait les intérêts de tant de puissants personnages que l'État fut contraint de la reconnaître, d'autant que presque tous les nobles et hauts fonctionnaires de la capitale, comme presque tous les grands sanctuaires et monastères, vivaient de revenus provenant de droits manoriaux. C'est pourquoi le système illégal et le système légal coexistaient sans grands conflits. Il y avait bien sûr des querelles entre les représentants du gouvernement et les administrateurs des manoirs, notamment à propos des pouvoirs fiscal et judiciaire, qu'ils se disputaient. Mais, de façon générale, le manoir prospéra tandis que l'autorité civile déclinait, et la puissance relative des officiers seigneuriaux s'en trouva accrue. Qu'ils occupassent leur charge depuis longtemps ou qu'ils fussent nommés de fraîche date, ces officiers ne tardèrent pas à s'arroger des droits qui appartenaient au seigneur du manoir ou à ses tenanciers ; ce processus tourna bientôt à la confiscation, et, pour toutes sortes de raisons pratiques, la charge d'intendant devint héréditaire. En tant que vassaux des Minamoto, ils se virent confirmer les droits douteux qu'ils avaient sur la terre qu'ils administraient, en sorte qu'on peut à juste titre dire que le féodalisme japonais se fonda sur la ruine du système manorial.

Il serait toutefois faux d'imaginer que Yoritomo se fit le champion de la confiscation en tant que politique. Usurper des droits sur les fiefs qu'ils administraient était une vieille pratique parmi les intendants, et il n'était nullement besoin de l'encourager. Durant les six ans qui s'étaient écoulés entre son insurrection de 1180 et l'époque où il demanda à la cour l'autorisation de nommer des intendants, Yoritomo avait beaucoup appris et s'était entouré d'experts. C'est certainement sur le conseil d'hommes comme öe Hiromoto qu'il profita d'une situation irrégulière, et, comprenant l'importance de la charge d'intendant, joua de son prestige de général vainqueur pour contraindre le gouvernement de Kyoto à lui accorder ce qu'il demandait. L'initiative était habile, car elle lui permettait, sans toucher

au système manorial, de créer une liaison directe entre le bakufu et cette partie du système qui s'occupait de l'administration des domaines. Les fonctions des intendants qu'il nomma ou qu'il confirma dans leur charge restaient ce qu'elles étaient par le passé, mais lesdits intendants ne pouvaient désormais être révoqués, transférés ni commandés en aucune façon sans l'assentiment de Kamakura, même s'ils avaient commis des actes illicites, et c'est ainsi que leur charge devint héréditaire.

Une fois les commissaires et intendants installés et les organes administratifs de Kamakura bien établis, Yoritomo se trouva mieux placé que le souverain pour gouverner l'ensemble du pays, car les dirigeants administratifs de la capitale ne pouvaient compter sur l'obéissance des provinces à leurs directives. Yoritomo, lui, pouvait compter sur cette obéissance, étant à même de faire appliquer des sanctions draconiennes par ses officiers provinciaux et locaux.

Il avait en outre l'avantage d'être servi par certains administrateurs comptant parmi les plus talentueux et les plus expérimentés du pays, des hommes issus de familles de fonctionnaires et de juristes héréditaires qui trouvèrent à Kamakura des emplois dignes de leurs capacités et un respect qu'on ne leur accordait pas dans la capitale, où l'on appréciait la naissance davantage que l'intelligence. Le principal d'entre eux était öe Hiromoto, mais il y en avait d'autres, comme Miyoshi et Nakahara, dont les noms figurent dans toutes les chroniques.

Avec le développement des institutions que dirigeaient ces hommes d'expérience se forma une nouvelle administration, composée en partie de fonctionnaires venus de Kyoto et en partie d'hommes issus de la classe guerrière mais attirés par le secrétariat. La nature de la société féodale s'en trouva fortement modifiée, en particulier à Kamakura, ville paisible qui avait d'ordinaire l'air d'un centre administratif plutôt que d'une capitale militaire.

Enfin, Yoritomo pouvait compter sur la loyauté de ses hommes de clan et des nombreux vassaux d'autres familles qui l'avaient librement accepté comme suzerain. Au commencement de cette période du moins, le sens de l'engagement et du devoir était très développé. Par opposition aux manières faciles de la société civile, les vertus primitives fleurissaient encore parmi les guerriers, dont le code exigeait que le vassal fût prêt pour son seigneur au dernier sacrifice. Quiconque, même le plus cynique, étudie le code des

guerriers japonais tel que l’expose et l’enjolive la littérature romanesque est forcé d’admettre qu’il existait une authentique tradition de loyauté, un respect de l’honneur et un idéal de conduite chevaleresque qui contribuèrent par la suite à la formation d’une éthique nationale distincte. L’habitude forgée sous la tension de la guerre influença à des degrés divers la morale des autres classes que celle des combattants.

Le code des guerriers

Nos sources de connaissance quant au développement du code de comportement auquel l'époque moderne a donné le nom de *Bushidô*, ou « Voie du guerrier », sont essentiellement les chroniques et romans militaires, à commencer par le *Masakado-ki*, le *Mutsu waki* et autres documents du genre. Les auteurs en étaient des moines ou des lettrés laïcs dont le but était de raconter des histoires édifiantes louant les exploits courageux ; et il est extrêmement probable qu'en rappelant des exemples de bravoure, ils contribuèrent à créer une légende et à fonder une tradition.

En 1180, quand Yoritomo fit appel aux guerriers Minamoto, il comptait sur une tradition de loyauté déjà existante, et sa confiance était fondée. Ses droits à diriger le clan furent reconnus par ses ennemis aussi bien que par ses parents. Il est vrai qu'il s'agissait d'un fait généalogique qu'on ne pouvait guère discuter, et personne ne songea à mettre en cause sa position. Tous les guerriers reconnaissaient le lien historique entre le seigneur et ses gens, et c'est pour souligner la continuité de cette relation que Yoritomo choisit pour quartier général la petite ville de Kamakura, où Yoriyoshi avait résidé en tant que gouverneur du Sagami, où son père avait vécu, et où l'on adorait le dieu clanique. Par la suite, il fut, comme on l'a vu, très attentif à développer la solidarité de son clan.

Son ambition étant incontestablement de devenir le chef de tous les guerriers, on peut dire de façon tout à fait générale à propos de sa politique telle qu'elle se définit à partir de 1180 qu'elle visait à unifier la classe guerrière sans insister sur la naissance. Bien qu'il fût guidé par un impitoyable appétit de puissance, comme sa carrière le prouve abondamment, la nature et l'ampleur de ses succès montrent clairement que l'unité qu'il recherchait était mieux en accord avec les anciennes traditions du Japon, mieux adaptée à l'époque et aux circonstances, que le système aristocratique sur le déclin qu'il plia à ses fins. Quelque incomplet qu'il apparaisse à des yeux exigeants, le système qu'il organisa correspondait à quelque chose de plus durable qu'une simple association momentanée d'adversaires du régime en place, et nous sommes ici devant un aspect de l'histoire japonaise qui est peut-être unique, car il n'est guère douteux que l'union à laquelle aboutirent les efforts de Yoritomo ne pouvait se réaliser que là où le sentiment traditionnel donnait une extrême importance à la

loyauté. Il est vrai que certains historiens japonais semblent avoir accordé une importance exagérée au rôle joué dans la vie japonaise par le lien entre seigneur et vassal, chef et partisan, maître et homme. Mais on ne peut douter que la loyauté personnelle eût une importance primordiale dans le système d'obligations mutuelles qui, au cours du xme siècle, permit à une société féodale de s'épanouir.

Notre principale source concernant le code de comportement des guerriers à l'époque même de Yoritomo est *l'Azuma kagami,* ou *Miroir de l'Est*, un remarquable ouvrage traitant des événements qui présidèrent à la formation de la classe guerrière et du code de conduite qui allait colorer, sinon dominer, la morale japonaise au cours des siècles à venir. Il débute par une description de la levée des premières troupes du clan par Yoritomo, à la fin du printemps 1180, et s'achève avec les événements de l'année 1266, juste avant la menace mongole d'envahir le Japon. La première partie de l'ouvrage fut compilée vers 1270, en grande partie d'après les mémoires et journaux intimes de nobles de l'ancien régime, et traite d'un large éventail de sujets ; la seconde est basée sur les registres officiels du gouvernement de Kamakura et fournit de précieuses données pour l'étude de l'histoire sociale et économique du Japon. Comme on peut s'y attendre, le récit du développement de la nouvelle société militaire à partir de 1180, et en particulier de la lutte entre les Minamoto et les Taira, comprend de nombreuses descriptions louangeuses du code de conduite du guerrier en tant qu'individu. Toutes ces histoires de chevalerie ne sont pas la version fidèle d'événements et d'idées. Néanmoins, le *Miroir de l'Est* reflète une image de la vérité, peut-être déformée mais réelle et tangible dans son essence, car les idéaux d'une société font partie de son caractère même s'ils sont rarement atteints.

Ces conditions en tête, on peut tirer de *l'Azuma kagami* et autres sources des exemples de conduite héroïque loués comme étant conformes au devoir du vassal envers son suzerain.

D'abord, concernant la nature du rapport entre seigneur et vassal au début de l'époque de Kamakura, une anecdote illustre la puissance de l'élément moral par rapport à l'élément contractuel dans le contrat féodal. Hatakeyama Shigetada, un ancien partisan des Taira, s'était soumis à Yoritomo et était devenu son vassal. Accusé par un ennemi de comploter une trahison, il fut interrogé par un envoyé de Kamakura qui lui demanda

de proclamer son innocence sous la foi du serment. Mais Hatakeyama refusa, disant que Yoritomo n’avait pas le droit de le soupçonner. Il était guerrier et avait donné sa parole, c’était suffisant.

Le guerrier ne demande pas de faveurs à son seigneur. Il cherche un chef, un protecteur, mais il ne négocie pas ses services. La relation entre les deux parties est basée sur la seule loyauté. Le guerrier ne met pas en question les ordres du seigneur ; il les exécute sans se soucier de sa vie, de sa famille, ni de ses intérêts privés. Dans la défaite, se souvenant des faveurs passées, il doit être prêt à mourir pour la cause de son seigneur, ou pour la cause de la famille ou du clan dont il fait partie. Il s’ensuit que la vie d’un guerrier appartient à son seigneur, et qu’il ne peut en disposer dans son propre intérêt ni pour protéger sa réputation. Ainsi, lorsqu’il est attaqué par un bandit, un brave guerrier, un *sadatoki,* s’enfuit-il d’une façon qui peut paraître lâche parce qu’il sent qu’il ne doit pas risquer sa vie pour satisfaire son orgueil, et encore moins pour sauver son bien, mais qu’il lui faut la préserver pour le service de son seigneur.

L’une des premières fois que l’on trouve formulée la règle selon laquelle le premier devoir du guerrier est de mourir pour son seigneur réside dans la réponse des soldats blessés à la compassion de Yoriyoshi telle que la rappelle le *Mutsu waki :* « Nous donnerons nos corps pour payer notre dette. Pour le salut de notre chef, nous mourrons sans regret. » Il est peu vraisemblable que des blessés tiennent ces propos, mais il est probable que cet esprit régnait parmi les partisans des chefs de clan Minamoto dans leurs rudes campagnes dans le Nord[41].

La fin de Saeki Tsunenori, qui, croyant à tort que Yoriyoshi avait été tué dans la bataille, chercha la mort en plongeant dans les rangs de l’ennemi, offre un autre exemple du même genre. Il fut imité par plusieurs de ses hommes, qui (selon la légende) se jetèrent dans la mêlée en disant : « Quelque humbles serviteurs que nous soyons, c’est notre devoir de mourir. »

A propos d’autres courageux combattants qui « affrontèrent mille morts sans songer une seule fois à la vie » et furent tous tués au combat pour leur chef, le chroniqueur emploie une curieuse expression : « Ils atteignirent le pouvoir de mort du guerrier », ce qui semble vouloir dire qu’ils triomphèrent de la mort en ayant la force de mourir. Il s’agit peut-être de ce

que les psychologues modernes appellent le désir de mort. L'historien doit se limiter à rapporter ce que les chroniqueurs japonais disent, en observant seulement que leurs descriptions de la société féodale abondent en morts violentes, et qu'ils se délectent à narrer des suicides par l'épée. Dans la littérature sinon dans la vie, le sang coule à flots, et quelque chose comme un culte de la mort accompagne le culte de l'épée en tant que symbole de l'honneur guerrier.

Toutefois, le code guerrier n'est pas exempt d'inconséquences. L'un des traits les plus étonnants de l'éthique féodale est la flagrante contradiction entre la règle selon laquelle un guerrier ne devait pas servir deux maîtres et la pratique voulant qu'on acceptât de prendre pour vassal un ennemi qui s'était rendu. Il y a manifestement ici un conflit entre l'idéal et les intérêts matériels. En homme pratique, Yoritomo était d'ordinaire prêt à bien traiter un ennemi puissant s'il pouvait s'en faire un allié. Il défendait la doctrine de la loyauté parce qu'il en dépendait. Un jour, il montra très clairement son attitude. Un guerrier nommé Ashikaga Toshitsuna s'étant allié aux Taira, il envoya une armée contre lui. Durant le combat, un des hommes de Toshitsuna, un certain Kawada Jirô, le prit par surprise et le tua, après quoi il apporta sa tête à Kamakura, où il demanda à être accepté comme vassal. Mais Yoritomo le fit exécuter, disant qu'il ne voulait pas pour vassal d'un homme capable d'assassiner son propre seigneur. Il réserva le même traitement à un capitaine de l'armée de Fujiwara Yasuhira, son grand ennemi. Cet homme, qui devait beaucoup à Yasuhira, tua ce dernier en usant d'une ruse révoltante et remit sa tête à Yoritomo, lequel n'hésita pas à le condamner à mort pour trahison.

Il est clair que les chefs guerriers trouvaient leur avantage à défendre un code d'obéissance et de sacrifice rigoureux, et cela explique sans doute une grande partie de l'éloge d'actes qui, froidement considérés, peuvent sembler un gaspillage délibéré de précieuses vies. Cependant, il est incontestable qu'un code rigoureux profite à toutes les sociétés, et certains mérites de la culture japonaise peuvent assurément être attribués aux principes qui gouvernaient la classe guerrière et dont s'inspira toute la société.

L'un des buts importants de l'éducation d'un samurai consistait à lui inculquer une grande fierté de sa naissance, une disposition à se sacrifier pour le nom de sa f imille. On en trouvera l'illustration dans une anecdote

qui mérite d'être rapportée avec certains détails du fait de la lumière qu'elle jette sur la chevalerie orientale[42].

Durant la campagne de Yoritomo contre Yasuhira dans le Nord, en 1189, l'un des partisans du second, le samurai Yuri Hachirô, fut blessé et capturé par Usami Sanemasa, qui le conduisit au quartier général de Yoritomo. Cependant, un autre guerrier, Amano Norikage, se prétendit l'auteur de la capture et revendiqua à ce titre la récompense généralement accordée à qui faisait un prisonnier de marque. Yoritomo ordonna donc à Kajiwara Kagetoki d'interroger Yuri afin de savoir ce qui s'était passé. « Allez, mon vieux, répondez-moi clairement et sincèrement, commença-t-il. Quelle était la couleur de l'armure du guerrier qui vous a pris ? » Cette absence de façons mit Yuri en colère.

« Qui êtes-vous ? rétorqua-t-il. Un vassal de Yoritomo ? Quelle est cette manière de parler ? Comment osez-vous vous adresser à moi sur ce ton ! Mon défunt seigneur descendait en droite ligne du shogun Hidehira par trois générations de commandants en chef assurant la défense de la frontière. Votre maître lui-même n'a pas le droit de me parler en ces termes ! Quant à vous, je suis en tout point votre égal. Les hasards de la guerre peuvent faire d'un guerrier un captif, mais il n'y a pas d'excuse à votre comportement en tant que membre de la maison du seigneur de Kamakura. Et je ne vous répondrai pas. »

Vexé, Kajiwara rapporta à Yoritomo que le captif ne dirait rien que des injures, et suggéra qu'on le torture. Mais Yoritomo répondit qu'il avait sans doute été offensé par de mauvaises manières et que son refus de parler était justifié. Là-dessus, un autre guerrier, le Hatakeyama déjà mentionné, se rendit auprès de Yuri et le traita avec sympathie et courtoisie, disant qu'il n'y avait aucune honte pour un brave à être fait prisonnier, et expliquant que c'était en raison de sa renommée que les officiers de Yoritomo se disputaient l'honneur de l'avoir capturé. Yuri déclara alors qu'il était tout prêt à parler à un homme comme Hatakeyama, qui connaissait les règles de la courtoisie. Puis il décrivit les couleurs du casque et du cheval du responsable de sa capture, couleurs qui correspondaient à celles d'Usami. Quand Yoritomo en fut informé, il décréta que Yuri était un bon soldat et qu'il désirait lui parler. Et après s'être entretenu avec lui des raisons de la défaite de Yasuhira, il donna des ordres pour qu'il fût bien traité.

La fierté du nom est intense. Que ce soit pour justifier ses agissements ou pour impressionner un adversaire, le guerrier est toujours prêt à réciter sa généalogie. Un incident que relate le *Högen monogatari* servira d'exemple. Alors qu'il suivait la route conduisant de la capitale dans la province du Yamato, Taira Motomori, un jeune officier, rencontra un détachement de l'ennemi qui se rendait dans la capitale. Il dit au commandant qu'il ne pouvait passer à moins d'être accompagné par un messager portant un ordre de la cour impériale. Puis il se nomma : « Moi qui dis cela suis un descendant de l'empereur Kammu de la dixième génération, petit-fils du ministre de la Justice Tadamori, deuxième fils du gouverneur de l'Aki, Kiyomori. Je m'appelle Motomori et j'ai dix-sept ans. »

Alors sort des rangs de l'ennemi un homme qui semblait être général. « Bien que je ne sois pas un personnage très important, dit-il, je ne suis pas sans noble ascendance. » Et de déclarer qu'il descend de l'empereur Seiwa par neuf générations de princes, et de nommer parmi ses ancêtres Yorinobu, gouverneur du Yamato (le fameux ancêtre des guerriers Minamoto de l'époque), son grand-père et son père, pour enfin s'annoncer en ces termes ronflants : « Uno Shichirö Minamoto Chikaharu, vivant depuis longtemps dans la province du Yamato, et, n'ayant pas perdu ma réputation de guerrier, je suis envoyé par le ministre de la Gauche au service du nouvel empereur cloîtré. Comme un Minamoto ne peut servir deux maîtres, même avec un ordre de la cour je ne puis entrer au palais. » Sur quoi il continue en direction de la capitale avec sa compagnie de guerriers.

Le jeune officier Taira ne croit pas possible d'arrêter l'officier Minamoto, qui, manifestement, accomplit son devoir en obéissant à l'ordre d'un ministre et n'est en aucune façon mêlé aux intrigues du palais. L'incident montre que le devoir d'un guerrier envers son clan venait avant sa loyauté à l'égard du souverain.

Parfois, un guerrier annonçait non seulement sa généalogie, mais aussi les hauts faits pour lesquels ses ancêtres étaient renommés. Les romans militaires traitant des guerres du xn^ siècle rapportent de nombreux cas de ce genre sur le champ de bataille. Quoiqu'ils soient sans doute fort enjolivés, on peut considérer qu'ils illustrent le panache des combattants d'alors. Un exemple suffira. Durant le soulèvement de Högen, Oba Kageyoshi et son troisième fils, Kagechika, s'avancèrent contre Tametomo, le grand champion Minamoto, et Kagechika le défia en ces termes :

« Seigneur Hachiman ! Au cours de la guerre de Trois Ans, lors de l’attaque contre la palanque de Kanazawa, Kamakura Gongorô Kagemasa, qui n’avait alors que seize ans, alla au front de la bataille, et lorsqu’une flèche, traversant sa visière, lui eut crevé l’œil gauche, il riposta en décochant un trait qui emporta son adversaire. Je suis le plus jeune descendant de ce Gongorô, Oba Saburô Kagechika, fils de Heita Kageyoshi. Venez vous battre ! »

Disséminés à travers les chroniques du xne et du xine siècles, période durant laquelle se forma et s’épanouit la société féodale de Kamakura, de nombreux passages traitent des idéaux qui devaient animer le guerrier. Ils méritent d’être étudiés de près, car ils ont d’ordinaire une simplicité qui les différencie des témoignages ultérieurs plus élaborés concernant l’éthique féodale.

L’un de ces passages relativement anciens les plus intéressants se trouve dans l’histoire, longtemps parmi les favorites de la littérature romanesque du Japon, du célèbre guerrier Kumagae Naozane. Lors de la bataille d’Ichinotani, ce dernier abattit un adversaire au cours d’un combat singulier, et, lorsqu’il leva son casque pour voir son rang, il s’aperçut qu’il s’agissait d’un beau jeune homme, presque encore un enfant. Se souvenant de la perte de son propre fils, tué dans la bataille, il fut ému de compassion ; mais quand l’adolescent déclara être Atsumori, un noble Taira, Kumagae comprit que, s’il lui laissait la vie, le malheureux serait achevé par un guerrier moins pitoyable soucieux de toucher une récompense. Après lui avoir exposé ses raisons, il coupa donc la tête d’Atsumori, jurant qu’il réparerait ses torts en entrant en religion et passerait le restant de ses jours à prier pour l’âme du jeune défunt.

Tel est le récit po ulaire. Mais une autre version révèle un point de vue divergent concernant le devoir du guerrier, et ne fait pas de Kumagae un héros tragique. Lorsqu’il annonce son intention de renoncer au monde à un moine de sa connaissance, celui-ci lui répond par une lettre dans laquelle il le réprimande en ces termes : « Un homme né dans une maison de guerriers et élevé pour porter les armes ne doit pas éprouver de peine à prendre la vie. Il est du devoir d’un guerrier de garder toujours à l’esprit le fait de la mort. » Cette opinion quelque peu surprenante de la part d’un bouddhiste s’explique par l’argument selon lequel un guerrier ne devrait pas revenir sur

ses vœux en cherchant la paix de l'esprit dans les exercices religieux. Il doit en se tuant accomplir jusqu'au bout le devoir auquel il a consacré sa vie.

Concernant le devoir du guerrier d'accepter la mort, on rapporte une autre anecdote à propos de Yoshitomo, père de Yoritomo. Étant dans une situation désespérée durant le soulèvement de Heiji, en 1159, il souhaitait mourir au combat alors qu'un de ses braves, Kamada Masajirô, le pressait de quitter le champ de bataille. Mais Yoshitomo lui dit : « Si un homme qui porte les armes s'enfuit d'un endroit où il devrait mourir en combattant, il s'expose à la pire des hontes. »

La mort est donc préférable à la fuite, et de même à la reddition. Ainsi, quand le prince Mochihito était en révolte (en 1180), le voyant en danger d'être pris, le guerrier Hasebe le supplia de s'échapper, disant que son devoir voulait qu'il lui donnât sa vie puisque c'était pour lui la seule façon de garder sa réputation de soldat. Et il se laissa prendre pour retarder les poursuivants. Puis, lorsque des hommes de moindre rang tentèrent de l'attacher, il s'écria : « Arrêtez ! Comment osez-vous mettre une corde sur un samu-rai ? » Soumis à la torture, il refusa de révéler la direction prise par le prince, disant : « Croyez-vous qu'on puisse forcer un samurai à dire ce qu'il a juré de ne pas dire ? » On se souviendra que, ce même jour, Minamoto Yorimasa avait pressé le prince de s'échapper et s'était suicidé près du Byôdôin, à Uji.

Mais peut-être la meilleure formule concernant le mépris de la mort propre à un bon guerrier est-elle celle qu'on prête à Yoshitsune répondant à un camarade qui, avant une attaque, suggérait de prévoir une retraite : « Comment peut-on gagner quand on est prêt à fuir ? »

Il faut comprendre que le code de conduite connu sous le nom de *Bu-shïdô,* ou « Voie du guerrier », est un ensemble de préceptes formulés et organisés à une époque relativement récente par des érudits samurai comme l'écrivain Yamaga Sokô, dont le *Shidô* est un des nombreux ouvrages dans lesquels il expose les principes éthiques de sa classe. Ses écrits peuvent être considérés comme le point culminant d'une longue suite d'efforts pour réunir en une doctrine cohérente les idées et les sentiments qui avaient inspiré les guerriers durant la période féodale. Yamaga écrivait vers 1650, et les plus anciennes tentatives d'approche systématique comparables à la sienne datent du XIVe siècle. Elles sont intéressantes pour l'histoire de la pensée japonaise, mais elles ont un côté didactique et même artificiel. Elles

ne portent pas cette empreinte de réalité caractérisant les croyances plus anciennes et plus simples des combattants qui, loin de toute théorie, fondèrent la société féodale de Kamakura.

L'exposé de ces croyances le plus intéressant se trouve dans les « Instructions familiales » *(Kakun)* de Hôjô Shigetoki, écrites pour la gouverne de son fils Nagatoki, qui, en 1247, à l'âge de dix-huit ans, fut nommé à la charge importante de *tandai* du Rokuhara, le représentant du shogun à Kyoto. Il ne s'agit pas ici d'un exposé littéraire de principes abstraits, mais d'un ensemble de règles pratiques pour la discipline des hommes placés sous les ordres de Nagatoki, règles dont on peut déduire quelles étaient les vues d'un des chefs de la société féodale sur les devoirs de la classe des guerriers. Le contraste entre ce document et le dogme élaboré d'interprètes plus tardifs est si marqué que celui qui s'y intéresse ne peut s'empêcher de se demander comment la conduite de soldats a jamais pu être influencée par un code aussi précis et spécialisé que le *Bushidô,* qui fut d'ailleurs formulé bien après que les guerres féodales eurent pris fin, alors que le pays était en paix et, comme dit le proverbe japonais, que « les vagues à l'intérieur des quatre mers étaient tranquilles ». Il est évident que, entre toutes les vertus, les vertus militaires ne peuvent pas fleurir sur un champ de bataille de papier.

Excepté le premier article, qui est un résumé du devoir du guerrier, les instructions de Shigetoki contiennent peu de principes généraux. Il s'agit avant tout de conseils portant sur les questions pratiques qui peuvent se poser à un jeune officier, d'un guide professionnel plutôt que d'un enseignement moral.

Le premier article recommande la crainte *(osore)* des dieux et des bouddhas, et une obéissance aveugle au seigneur et au père. Un homme doit être pleinement conscient de la relation de cause à effet (le karma ou, en japonais, l'*inga),* et voir toujours le résultat de ses actions dans les générations futures. Il doit être prudent dans ses rapports avec les autres, notamment éviter la compagnie des inutiles. En toutes choses, il lui faut montrer un esprit généreux, et mériter l'éloge d'autrui. Il doit être résolu cl ne jamais laisser voir un signe de lâcheté. Il doit être assidu dans la pratique des arts martiaux. Il doit être honnête envers les autres, quels qu'ils soient, et montrer de la sympathie à l'égard du pauvre et du faible. Cette règle concerne la moralité religieuse tout autant que l'éthique de la caste

guerrière. Aucun accent particulier n'est mis, ici ni plus loin, sur le devoir envers le supérieur féodal, les parents ayant la même autorité qu'un maître dans le domaine séculier. Il se peut que ce langage apparaisse tout naturellement du fait que l'auteur est lui-même l'un des deux plus hauts dignitaires féodaux, et que son propos est donc d'enseigner à son fils à se conduire en cfyef, pas en client. Tout au long des quelque quarante brefs articles qui constituent les *Instructions,* Shigetoki insiste sur les façons dont un jeune chef peut faire bonne impression sur ses collègues et ses subordonnés.

Il accorde beaucoup d'attention aux questions d'étiquette dans les rapports sociaux, sans doute parce que Nagatoki est appelé à fréquenter des représentants de la noblesse de cour, très exigeante en la matière. Les problèmes du courage, de la loyauté et de l'obéissance sont trop évidents pour être abordés. En fait, ce sont les manières plutôt que l'éthique qui sont traitées de façon détaillée.

Entre autres conseils, le premier article donne les règles selon lesquelles il convient qu'un guerrier de haut rang traite ses inférieurs. Du fait que le Rokuhara constituait un bakufu en miniature, il était important pour le *tandai* de maintenir l'ordre parmi les jeunes guerriers, que leur fougue rendait difficiles à manier. Sur ce chapitre, ayant occupé des postes militaires durant de longues années, Shigetoki pouvait parler avec autorité. Quelques-unes de ses recommandations méritent d'être reproduites ici sous une forme légèrement abrégée :

– Les hommes passés sous vos ordres, qu'ils soient samurai, *zöshiki* ou *chügen*, doivent être soigneusement choisis pour votre service. Ne prenez pas de garçons « difficiles ». Si vos subordonnés, aussi loyaux soient-ils, manquent d'intelligence, ne leur confiez rien d'important, mais remettez-vous-en plutôt à l'expérience d'hommes plus âgés. Si vous êtes dans le doute, consultez-moi, Shigetoki.

– Vis-à-vis de subordonnés, ne faites pas de distinction marquée entre bien et pas bien. Employez le même langage, accordez à tous le même traitement, et vous obtiendrez ainsi le meilleur du pire. Mais vous-mêmes ne devez pas perdre de vue la différence entre bon et mauvais caractère, entre capable et incapable. Vous devez être impartial, mais dans la pratique il ne vous faut pas oublier la différence entre hommes utiles et inutiles. Souvenez-vous que la clé de la discipline est un traitement juste dans les

récompenses et dans les punitions. Mais ne tenez pas compte des fautes mineures des soldats jeunes et autres si leur conduite est généralement bonne.

– Ne soyez pas inattentif ou négligent en présence de subordonnés, surtout s'il s'agit d'hommes mûrs. Ainsi, ne crachez pas, ne reniflez pas, ne vous prélassez pas sur un coffre avec les jambes pendantes. Les hommes penseraient que vous ne vous souciez pas qu'ils aient bonne opinion de vous. Gardez votre dignité. Si vous vous conduisez grossièrement, ils le diront à leur famille et l'on bavardera. Il vous faut traiter tous les serviteurs avec la considération et la générosité qui conviennent, et non seulement les vôtres, mais aussi ceux de vos parents et d'autres supérieurs. Si vous ne le faites pas, ils vous mépriseront et diront entre eux : « Il se croit très important, mais il ne vaut pas grand-chose. »

– Souvenez-vous pourtant qu'il y a des moments où un commandant doit exercer son pouvoir de décision sur des questions de vie ou de mort. Dans de telles circonstances, la vie humaine étant en jeu, vous devez peser vos actes avec le plus grand soin. Ne tuez ni ne blessez jamais personne sous l'effet de la colère, quelle que soit la provocation. Confiez plutôt à quelqu'un d'autre le soin d'administrer la sanction qui convient. Les décisions prises hâtivement avant que les sentiments ne soient apaisés ne peuvent causer que des remords. Fermez les yeux et réfléchissez attentivement lorsque vous avez à prendre une décision difficile.

– Lorsque des accusations vous sont rapportées, souvenez-vous qu'il doit toujours y avoir à la question un autre côté. Ne vous laissez pas aller à la colère. Prendre de bonnes décisions est la chose la plus importante non seulement lorsque l'on commande des soldats mais aussi lorsque l'on gouverne un pays.

A ces passages sur l'attitude que doit avoir un officier à l'égard de ses hommes succède une intéressante description des différents grades des guerriers des rangs inférieurs. D'abord viennent les *wakatô,* qu'on pourrait qualifier de subalternes. C'était de jeunes samurai de la même classe sociale que le chef, et, de ce fait, difficiles à manier. Leur commandant pouvait autoriser une certaine familiarité et comprendre leur point de vue, mais ne devait évidemment montrer aucune faiblesse à leur égard. Quand un officier sort à cheval, il faut qu'il soit accompagné d'hommes de rang inférieur, *ch-gen* ou *zôshiki,* à pied. Mais quand il sort de nuit ou dans d'autres

circonstances où la prudence s'impose, il faut qu'il soit accompagné par un jeune samurai, porteur d'une épée, car un homme du grade de *chügen* n'est pas autorisé à employer cette arme. On accordait beaucoup de prix aux guerriers expérimentés assagis par l'âge. Dans la société féodale en général, on donnait une valeur spéciale aux services des hommes mûrs, et l'on demandait fréquemment l'avis des « anciens ». Un conseil des aînés est souvent adjoint aux institutions administratives, grandes et petites.

Les *Instructions* de Shigetoki ne sont pas logiquement classées par sujet, mais les paragraphes précédents renferment les règles les plus importantes touchant le devoir d'un guerrier. Aucun accent particulier n'est mis sur le devoir d'un seigneur féodal, probablement parce que le but de l'ouvrage est d'éclairer un haut dignitaire féodal sur ses obligations de chef. Mais il y a des allusions intéressantes au comportement qu'il convient d'adopter dans les rapports avec les supérieurs sociaux en général. Ainsi, lorsqu'une personne de haut rang vous envoie un cheval en cadeau. Il ne faut pas seulement appeler un palefrenier et lui dire d'emmener l'animal. Il faut soi-même le prendre par la bride pour le confier au serviteur chargé de s'en occuper. Si le donateur n'est pas un personnage spécialement important et qu'on n'a pas à son égard d'obligations particulières, il n'est pas nécessaire de montrer autant de respect, et l'on peut se contenter de donner à un jeune samurai de bonne famille l'ordre de venir chercher le cheval pour le conduire à l'écurie.

On trouve encore d'autres conseils de même nature, concernant notamment le placement à table et la conversation. Mais la clé de toutes ces recommandations est fournie par une règle simple : « Un guerrier doit toujours garder à l'esprit son devoir moral. Un cœur bon et la loi d'un guerrier sont comme les deux roues d'une voiture. » Cette foi, appelée *giri,* à laquelle se résume le devoir moral du guerrier, est décrite comme « s'attachant au bien sans céder à la force même au prix de votre vie et de votre famille » ; « cette foi profonde est ce qui fait le guerrier ».

En dehors de ces grands principes, la plupart des conseils que Shigetoki dispense à ses fils dans les *Instructions* sont des règles de conduite pratiques pour un gentilhomme. Elles comprennent le devoir envers ses parents, ses supérieurs, ses inférieurs, sa femme et ses enfants. Mais prises dans leur ensemble, avec leurs brèves observations sur le devoir moral, elles semblent refléter fidèlement l'esprit d'un membre dirigeant de l'élite féodale.

Certaines différences entre les normes de conduite du samurai japonais et du chevalier européen s'expliquent par des différences dans les relations entre seigneur et vassal. En Europe, le vassal n'était pas forcément chevalier, mais au Japon, presque tous les vassaux étaient samurai ; et il n'y avait pas d'allégeances multiples comme c'était quelquefois le cas en Occident.

Les attributs de la chevalerie et *yumiya no michi* (litt. « la Voie de l'arc et des flèches ») ne sont pas tous les mêmes. Les deux sociétés féodales ont évidemment bien des choses en commun puisqu'elles partageaient la même origine et répondaient aux mêmes besoins. Ainsi, le seigneur féodal européen ne promettait pas protection à ses vassaux à moins de pouvoir compter sur leur loyauté en toute certitude, en sorte que le système entier était centré sur l'honneur du guerrier. Le samurai et le chevalier devaient tous deux obéissance à leur suzerain, et tous deux accordaient la même importance aux principes de fidélité (« fides »). Mais il y avait une différence dans la nature du lien entre seigneur et vassal. En Europe, il était d'essence contractuelle. Au Japon, le samurai avait un devoir absolu et inconditionnel envers son seigneur, sans assurance de récompense pour prix de ses services ou de sa vie.

L'idée que le vassal ne devait attendre aucune récompense n'est pas une invention du féodalisme japonais. Dans son *Taiki* (1153), Yorinaga donne à ses fils le conseil suivant : « N'attendez pas de récompense de votre seigneur en reconnaissance de vos services. » Yorinaga était un noble Fujiwara, et n'appartenait à aucune maison militaire. De toute évidence, cette conception de la condition de vassal était traditionnelle, et les guerriers la trouvaient bonne et naturelle. De son suzerain, le vassal attendait qu'il protège son fief. Mais son devoir envers lui passait avant toutes ses obligations envers sa famille, ses amis ou toute autre personne ou institution, même le Trône et l'Église.

Telle était la nature, ou plutôt l'idéal, du code de conduite du guerrier. A certains égards, il ressemble à l'idéal de la chevalerie occidentale, mais il exige des sacrifices plus grands de la part du guerrier que du chevalier. Par ailleurs, les principes éthiques du guerrier n'incluent aucun devoir particulier envers les femmes. Les vertus militaires comprennent la pitié et la compassion, mais ces sentiments ne sont pas spécialement recommandés à l'égard des femmes, sans doute parce qu'il n'y avait pas au Japon de culte

religieux de la féminité comparable à celui qui, en Europe, jouait un si grand rôle dans les croyances païennes aussi bien que chrétiennes.

Il convient ici de dire quelques mots sur la façon de traiter les prisonniers de guerre. Selon l'idéal de la caste guerrière, il ne fallait jamais se rendre, mais mourir au combat. Strictement appliquée, cette conception signifiait qu'un prisonnier ne méritait aucun égard, puisqu'il aurait dû être mort. Mais il y avait de nombreuses circonstances où un brave pouvait être pris. Il pouvait s'être évanoui sous le coup d'une blessure, ou tomber dans un piège et être capturé avant d'avoir pu s'enlever la vie. Dans la pratique, la question se posait donc de savoir comment traiter un prisonnier de guerre. Lors des combats contre les Mongols, en 1274 et 1281, tous les captifs étaient tués sans distinction. Lors des nombreux conflits civils du XIIe et du XIIIe siècle, il semble qu'aucune règle de clémence n'ait été appliquée envers les prisonniers, et les romans militaires contiennent maintes histoires de blessés achevés par leurs camarades afin qu'ils ne tombent pas vivants entre les mains de l'ennemi.

L'Azuma kagami renferme une anecdote intéressante qui éclaire quelque peu la question. En 1180, Yoritomo attaqua et défit la famille Satake, saisit ses terres et les partagea entre ses vassaux. Yoritomo haïssait ces rivaux, qui étaient de bonne souche Minamoto, et il ne dédaignait pas d'user de traîtrise. Il soudoya un parent mécontent du clan et eut ainsi accès à la forteresse des Satake. A l'issue du combat, un certain nombre de prisonniers lui furent amenés, qu'il semblait décidé à mettre à mort. Mais parmi eux, un jeune homme lui fit remarquer qu'il commettrait une grave erreur en tuant des représentants de son propre clan alors qu'il avait besoin d'aide. Les captifs avaient été loyaux envers leur propre seigneur. Fallait-il les exécuter quand ils pouvaient combattre les Taira ?

Yoritomo finit par épargner les prisonniers. Cependant, l'anecdote montre qu'il aurait pu les tuer sans commettre une faute morale. Cette attitude paraît très différente de celle qui régnait alors dans les pays occidentaux. Dans l'Europe médiévale, les prisonniers ne jouissaient certes d'aucune protection positive, mais des règlements juridiques spécifiant dans quel cas ils pouvaient être exécutés leur assuraient une certaine protection négative. Ainsi, lors de l'attaque d'une forteresse, tous les défenseurs pouvaient être passés au fil de l'épée parce qu'il n'y avait pas d'endroit où les enfermer ni d'hommes pour les garder. De même, les prisonniers faits

sur le champ de bataille pouvaient être tués s'ils entravaient l'action des troupes. A Preston, lors de la deuxième guerre civile d'Angleterre, par exemple, Cromwell donna au général l'ordre d'exécuter ses captifs (qui étaient aussi nombreux que sa propre armée) au cas où l'ennemi attaquerait, et Henri V ordonna la même chose à Azincourt.

Ces exemples suggèrent que l'exécution des prisonniers était au Japon une chose habituelle alors qu'en Europe, elle était soumise à des règles. Au Japon, la rançon ne se pratiquait pas, mais il était normal de récompenser un guerrier qui avait capturé un ennemi de haut rang ou de grande renommée. Cette habitude aide à comprendre la décapitation des prisonniers, car il était facile de présenter une tête tranchée pour preuve qu'on méritait une récompense.

Régents Hōjō au XIIIe siècle

	Durée des fonctions
Tokimasa	1203-1205
Yoshitoki	1205-1224
Yasutoki	1224-1242
Tsunetoki	1242-1246
Tokiyori	1246-1256
Nagatoki	1256-1264
Masamura	1264-1268
Tokimune	1268-1284
Sadatoki	1284-1301

La famille Hôjô, d'origine Kammu Taira, descendait d'un vice-gouverneur de l'Izu, dont la famille s'installa à Hôjô, dans cette même province. La cour s'adressait toujours à Tokimasa comme à Taira no Tokimasa, et à sa fille comme à Taira Masako.

Empereurs titulaires et empereurs cloîtrés après la mort de Go-Shirakawa, en 1192

Titulaires Cloîtrés

	Avènement	Abdication	
Go-Toba	1184	1198	
Tsuchimikado	1198	1210	Go-Toba
Juntoku	1210	1221	Go-Toba
Chükyö (Kanenari) *	1221	1221	Go-Toba
Go-Horikawa	1221	1232	Go-Takakura, 1221-1223
Shijô	1232	1242	Go-Horikawa, 1232-1234

Go-Saga	1242	1246	
Go-Fukakusa	1246	1259	Go-Saga
Kameyama	1259	1274	Go-Saga (jusqu’en 1272)
Go-Uda	1274	1287	Kameyama

CHAPITRE XVII

Les régents Hôjô

MORT DE YORITOMO

Yoritomo mourut en 1199, âgé de cinquante-deux ans, après avoir été jeté à bas de sa monture alors qu'il rentrait d'une cérémonie officielle en grand apparat. Il avait toujours accordé beaucoup d'importance à la correction et à l'étiquette, et sa mort, survenue dans l'accomplissement d'un devoir public, acquiert une certaine dimension symbolique.

Il ne fut question d'aucun grand changement politique. On considéra comme allant de soi que le bakufu devait subsister. Et c'est après sa mort que le système administratif qu'avait fondé Yoritomo prouva toute sa valeur. Les organes qui le composaient avaient mûri du fait de l'expérience. Étant pratiques et efficaces, ils étaient du genre à assurer la continuité. Alors âgé de dix-sept ans, Yoriie, le fils aîné de Yoritomo, succéda à son père comme commissaire-général et intendant-général, mais il ne fut pas tout de suite nommé shôgun parce que le Trône (ou plus précisément l'empereur cloîtré) retarda délibérément le moment de lui donner le titre afin de souligner la prérogative de la maison impériale. Kamakura ne désapprouva pas ce retard, car ni Masako, la mère de Yoriie, ni les membres dirigeants du bakufu n'avaient confiance en le caractère du garçon ni en son aptitude à gouverner. Tout le monde était inquiet de ne rien risquer qui pût détériorer la structure existante de la société guerrière ou ses relations avec l'ancienne noblesse.

Un gouvernement provisoire fut donc rapidement mis sur pied, sous la forme d'un conseil présidé par l'ancien protecteur et conseiller de Yoritomo, Hôjô Tokimasa, le père de Masako. Ses membres étaient les principaux parmi les chefs des clans guerriers, pour la plupart des anciens généraux de Yoritomo comme Miura et Wada, et trois éminents juristes de Kyoto, Œ Hiromoto, Miyoshi Yoshinobu et Nakahara Chikayoshi, qui avaient quitte la cour pour mettre leurs talents au service des grands féodaux. C'était là un nouvel élément important dans la classe dirigeante de Kamakura, où l'on aurait pu s'attendre à ce que des clercs et des hommes de loi ne soient pas tenus en aussi haute estime.

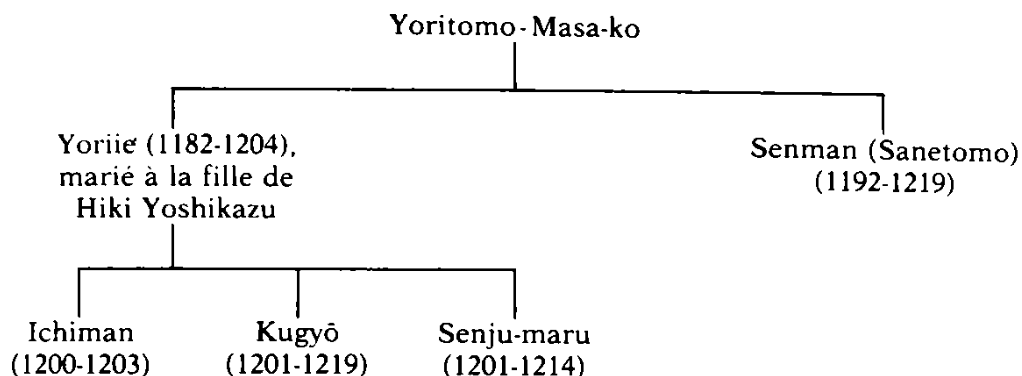
Le nouveau conseil était loin d'être un corps unanime. Les militaires se disputaient si fréquemment que les civils devaient consacrer beaucoup de temps et d'efforts à préserver un semblant d'harmonie. L'un des barons récalcitrants était Kajiwara Kagetoki, déjà connu pour sa cupidité et sa traîtrise. Il devint si insupportable qu'il fut tué par ses collègues, ce qui ne rendit pas moins tendue l'atmosphère du conseil. Tokimasa avait le plus grand mal à l'empêcher de se désagréger. L'une des raisons de cet état de choses était le caractère de Yoriie, dont les prouesses physiques étaient tout à fait remarquables, mais que son tempérament violent et impatient rendait impropre à diriger une administration que son père avait soigneusement édifiée sur une base de droit et de justice. Au conseil, les bouillants barons aussi bien que les prudents juristes se demandaient avec inquiétude ce qui se passerait si Yoriie était autorisé à gouverner vraiment une fois investi des pouvoirs de shogun, comme il devait l'être en août 1202 au cours d'une cérémonie qui aurait lieu à Kamakura sous la présidence d'envoyés impériaux. Le fait que la cour envoyât des représentants à Kamakura plutôt que de faire venir Yoriie à Kyoto donne d'ailleurs une idée de l'équilibre des forces entre le Trône et le bakufu[43].

L'incapacité de Yoriie à gouverner de façon éclairée était évidente aux yeux de Hôjô Tokimasa, qui était dans une position extrêmement incommode, étant en butte non seulement à l'opposition des chefs de clan mais aussi à celle de sa fille Masako, qui pensait à sa famille plutôt qu'à la nation. Dans cette situation pénible, mais non exceptionnelle, une brusque maladie grave chez Yoriie souleva de nouvelles questions. Comme successeur, ou du moins successeur putatif, il y avait le choix entre le fils aîné de Yoriie, un enfant de trois an. [f], et son jeune frère Sanetomo, âgé de onze ans. Un partage de l'autorité iut ainsi proposé, Sanetomo devant devenir le chef des guerriers des trente-huit provinces situées à l'ouest de la barrière (à Osaka, dans la province d'Ômi), et Ichiman, le fils de Yoriie, le chef du clan Minamoto et des guerriers des vingt-huit provinces de l'Est et du Nord.

Cet arrangement trouva l'approbation de certains grands vassaux, parmi lesquels Hiki Yoshikazu, un fidèle compagnon de Yoritomo. Ayant pour fille la mère d'Ichiman, il prévoyait la possibilité de devenir le grand-père et tuteur d'un potentat en herbe, position qu'avaient convoitée des générations de Fujiwara mais dont aucun Minamoto n'avait encore joui.

Selon cet arrangement, alors qu’Ichiman, en tant que chef du clan Minamoto, deviendrait le vrai dirigeant des guerriers et shogun en puissance, son pouvoir serait néanmoins limité par l’autorité qu’exercerait Sanetomo sur les provinces occidentales. (Il faut savoir que Sanetomo était le nom donné par la cour au deuxième fils de Yoritomo, Senman, quand la famille Hôjô le proposa pour successeur de Yoriie, dont elle avait prématurément annoncé la mort.) Yoriie fut assassiné en 1204, alors qu’il s’était retiré à quelque distance de Kamakura, par des hommes de main à la solde, dit-on, de Tokimasa. Le tableau de la page 323 rendra claires ces relations quelque peu compliquées.

Selon la légende, contrarié par la proposition d’accorder certains droits à Sanetomo, Hiki pressa Yoriie, alors cloué au lit par la maladie, de faire exécuter Sanetomo. Dans un pays où les paravents sont aussi courants, on



pourrait penser que les conspirateurs avaient l’idée de vérifier que ceux-ci ne cachent personne avant de s’ouvrir de leurs projets. Mais, poursuit l’histoire, Masako était dissimulée derrière l’un d’eux, et elle fut horrifiée par l’intention que nourrissait Hiki de supprimer son fils. L’imprudent lui-même fut assassiné peu après par des amis de Tokimasa, qui liquidèrent ensuite son fils et d’autres membres de la famille Hiki, dont Yoshitoki, Yasu-toki et Wada Yoshimori, qui périrent dans les flammes lors d’une attaque contre le palais d’Ichiman.

Cette ingérence dans ses affaires rendit Yoriie si furieux qu’il donna à deux éminents guerriers (Wada Yoshimori et Nitta Tadatsune) l’ordre de tuer Tokimasa. Le premier ne voulut pas et le second ne put pas exécuter cet ordre, et Yoriie, malade et humilié, fut contraint d’abdiquer. Sanetomo lui succéda alors comme chef du clan Minamoto, et il devint shogun avant la fin de 1203. Comme il était mineur, il fallait un régent, et Tokimasa fut

nommé au poste nouvellement créé de *shikken,* titre qui traduit l'idée d'un administrateur exerçant des pouvoirs délégués.

Tokimasa était un homme d'État consciencieux et sage, satisfait de rester, en coulisse. Mais il ne put pas empêcher des vassaux ambitieux de voir dans la minorité du nouveau shogun une bonne occasion de révolte, ni mettre un frein aux activités politiques de deux femmes redoutables, sa fille Masako et sa deuxième épouse, Makiko, qui avaient chacune leurs idées touchant la succession. Masako voulait s'assurer que son fils Sanetomo ne serait pas évincé, alors que Makiko souhaitait voir à sa place un guerrier très capable, Hiraga Tomomasa.

Cette pénible situation venait d'un puissant sentiment familial, Hiraga, Minamoto de bonne souche et combattant hors pair, étant le gendre de Makiko. Il s'était signalé par la rapidité de son action lorsque, en février 1204, haut commissaire député du shogun à Kyoto, il avait écrasé un soulèvement des Taira de la branche d'Ise. Ce soulèvement éclaire d'ailleurs d'un jour intéressant le conflit entre les grands clans. La version romanesque de la lutte entre les Taira et les Minamoto donne l'impression que les premiers lurent complètement anéantis. Tel n'était pas le cas. D'importantes familles d'origine Taira continuaient à prospérer dans l'Est[44], et dans l'Ouest il restait quelques membres des Ise Heishi, élément le plus puissant du clan, qui virent dans le manque d'unité de Kamakura une occasion de révolte. Deux chefs Taira estimés prirent donc la tête d'un soulèvement contre le pouvoir des Minamoto, et, prenant les troupes gouvernementales par surprise, parvinrent à s'emparer de la majeure partie des provinces d'Ise et d'Iga. Kyoto s'en effraya, et s'en réjouit en secret. Mais Hiraga n'était pas un lambin. Il réunit promptement une armée suffisante pour écraser les troupes d'Ise. C'était une action de modeste envergure, un petit nombre de combattants seulement s'y trouvant engagé ; cependant, elle fit voir que l'autorité de Kamakura ne se limitait pas aux provinces de l'Est.

Comme Yoritomo, Hiraga descendait de Yoriyoshi, fondateur de ce rameau de la maison Minamoto dit des Kawachi Genji. Yoritomo faisait partie de la branche aînée, issue de Yoshiie, le fameux Hachiman Tarô. Hiraga, lui, descendait de Yoshimitsu, frère cadet de Yoriyoshi, et partageait cette origine avec l'illustre famille des Satake. Il pouvait donc prétendre devenir chef du clan dans la mesure où ceux de ses représentants qui

descendaient en ligne directe de Yoritomo étaient indignes de lui succéder. Hôjô Tokimasa ne semble avoir eu aucune ambition personnelle, ni pour lui ni pour ses petits-fils. Son intérêt profond était de préserver les organes administratifs et judiciaires qu'il avait créés avec Yoritomo, et il les eût volontiers vus tomber entre les mains d'un homme aussi doué et bien né que Hiraga. Mais il pensait que la sécurité consistait à perpétuer l'autorité de la famille Hôjô, que ses représentants fussent conseillers intimes ou régents attitrés.

Avec l'assentiment, sinon la connivence, de Tokimasa, Yoriie fut assassiné alors qu'il était en exil dans la province d'Izu, en été 1204, et d'autres obstacles furent encore supprimés par des mesures tout aussi draconiennes. Cependant, le compl >t capota juste au moment où des agents de Tokimasa, ou de son épouse Makiko, allaient mettre la main sur Sanetomo et l'exécuter. C'était en août 1205, alors que Sanetomo se trouvait en visite dans la résidence officielle du régent son grand-père. Le complot eût-il réussi, toute l'histoire de la société féodale du Japon médiéval eût peut-être suivi un cours très différent. Mais la détermination de Masako, qui vola au secours de son fils et leva aussitôt des troupes dont elle confia le commandement à son frère Hôjô Yoshitoki, sauva la vie de Sanetomo.

Le conseil du régent fut promptement convoqué. La volonté de trahison était si évidente que Tokimasa dut démissionner, prendre la tonsure et se retirer dans sa maison de campagne de la province d'Izu, où il vécut paisiblement sous surveillance jusqu'à sa mort, en 1215. Quant à Hiraga, il fut tué par les troupes envoyées l'attaquer dans sa résidence de Kyoto.

On voit que la société féodale à son plus haut niveau demeura agitée pendant quelques années après la mort de Yoritomo, en 1199. Mais vers la fin de 1205, toute opposition dangereuse était écartée, et les dirigeants de Kamakura purent commencer à gouverner à peu près tranquillement. Hôjô Yoshitoki, le nouveau régent, vivait en bonne intelligence avec sa sœur Masako, tandis que les différents organes administratifs et judiciaires du bakufu s'occupaient de garder satisfaits la plupart des vassaux. Ces conditions duraient depuis bientôt dix ans lorsque, en 1213, on découvrit une conspiration contre Sanetomo, qu'une centaine de chefs de clans guerriers complotaient de déposer et de remplacer par un fils de Yoriie. Pour éviter d'entrer dans les détails, nous dirons seulement que leur

mécontentement ne résultait pas de la façon dont ils étaient traités en tant que vassaux, mais plutôt de la crainte que des luttes de factions pussent mettre en danger l'existence même du bakufu.

L'affaire fut confiée au *samurai-dokoro,* bureau qui se chargeait de la discipline de la classe militaire ; son président était Wada Yoshimori, l'un des amis intimes de Yoritomo. Pendant l'enquête, un différend surgit entre Wada et Hôjô Yoshitoki, qui furent bientôt en guerre ouverte. Le 24 mai 1213, Wada tenta de s'emparer des résidences de Sanetomo et de Yoshitoki, mais le lendemain à la nuit tombante des troupes des régions voisines arrivèrent à Kamakura et tuèrent Wada avec la plupart de ses partisans.

Le résultat de ces troubles fut de renforcer la position de Yoshitoki. Il était déjà devenu régent à la suite de son père, et il prit alors la place de Wada à la tête du *samurai-dokoro,* ce qui représentait une position clé. Il était ainsi l'homme le plus puissant de la hiérarchie féodale, et Sanetomo ne pouvait s'affirmer que sur des questions sans importance pratique. En tant que shôgun et chef du clan Minamoto, c'était une figure de proue nécessaire, et il avait à accomplir des devoirs rituels. Et c'est en tant que chef de clan qu'en 1219 il se rendit au sanctuaire de Hachiman pour remercier le dieu de ses ancêtres des faveurs qu'il avait accordées à sa famille. Alors qu'il venait de quitter l'autel et descendait les marches de pierre conduisant à l'entrée où l'attendait son palanquin, un personnage surgit de l'ombre, brandissant une épée, et lui coupa la tête. Comment son escorte laissa-t-elle commettre un tel crime, la chose n'est guère compréhensible. Il n'est pas vraisemblable que les rudes soldats de Kamakura aient été assez négligents ou stupides pour ne pas pouvoir retenir ou poursuivre l'assassin. D'après certains récits, la silhouette que l'on vit s'enfuir était celle d'une femme. Quoi qu'il en fût, le but réel de cette attaque est évident. C'était un attentat du deuxième fils de Yoriie, Kugyô, un jeune homme entré dans les ordres, pour se venger d'avoir été dépossédé du droit qu'il estimait avoir à la charge de shôgun.

Le jeune homme fut bientôt liquidé par des hommes du régent Yoshitoki, dont la position s'en trouva encore renforcée. Les grands chefs féodaux n'hésitaient jamais à assassiner ceux de leurs parents qui paraissaient leur faire obstacle. Tout comme Yoritomo avait traîtreusement tué son frère Yoshitsune, de même les héritiers du pouvoir de Yoritomo veillèrent à ce que tous leurs rivaux possibles fussent anéantis, sans tenir compte ni des

liens familiaux ni de la loyauté des intentions. Si le bakufu devait être jugé d’après la conduite de ses dirigeants dans les premières années du xmc siècle, son dossier serait plutôt lourd. Mais en réalité ce ne furent pas ses dirigeants mais ses institutions qui sauvegardèrent le régime féodal au milieu de ces désordres.

Au cours de la première moitié du XIIIe siècle, le vassal ordinaire, content de résider sur ses terres et de s’occuper de ses affaires, pouvait compter sur l’impartialité de la justice dispensée par les cours du shôgun. S’il avait à se plaindre, il savait que sa plainte serait entendue, et il n’avait rien à craindre pourvu qu’il ne fût pas suspect d’avoir partie liée avec les ennemis du régent. Ainsi, malgré toutes les intrigues et toutes les trahisons des ambitieux de Kamakura, le bakufu inspirait confiance et respect à la plupart des guerriers provinciaux de l’Est les *gokenin,* et la société étant dans l’ensemble gouvernée de façon compétente, la régence paraissait promise au succès aussi longtemps qu’elle ne s’écartait pas des principes définis par Yoritomo et par ceux qui l’aidèrent à fonder un nouveau régime.

Le problème le plus difficile que rencontra le bakufu après la mort de Yoritomo consistait à trouver un shôgun valable au nom duquel le régent pût gouverner. C’était là une faiblesse, et le Trône ne manqua pas d’en profiter.

Relations entre la cour et le bakufu

La nomination du shogun étant une prérogative, et même la prérogative la plus importante, du Trône, le bien-être de la société féodale tout entière, malgré la force armée de ses guerriers, dépendait de la bonne volonté du souverain régnant à Kyoto, ou de l'empereur cloîtré si c'était un homme de talent. Nous avons vu de quelle façon Go-Shirakawa put ainsi manipuler des années durant les affaires de l'État grâce à son habileté et à des prodiges d'équilibre. Go-Toba, qui lui succéda comme empereur cloîtré, savait de même utiliser cette position particulière, position qui lui offrait certaines possibilités politiques sans lui assurer de pouvoir réel.

Pour Sa Majesté, tout désaccord sérieux au sein du bakufu était le bienvenu, car c'est à des moments critiques comme la mort de Sanetomo qu'elle pouvait profiter de son droit de nomination en jouant une faction contre l'autre à son propre avantage. Go-Toba avait accédé au trône en 1184 alors qu'il était âgé de quatre ans, et lorsque Go-Shirakawa mourut, en 1192, il était encore trop jeune pour abdiquer et prendre la place d'empereur cloîtré. A l'époque, la peur de Yoritomo était telle qu'un respectueux conseil de sa part à l'empereur en titre était pris comme un ordre. Go-Toba comprit bientôt que s'il voulait jouir d'un minimum d'indépendance il devait abdiquer le plus vite possible. C'est ce qu'il fit à dix-huit ans, en 1198, où il laissa le trône à son fils Tsuchimik ido, qui fut choisi comme héritier sans qu'on en réfère à Kamakura. Yoritomo n'apprécia pas cette manifestation de souveraineté, mais il mourut avant de pouvoir aller à Kyoto reprocher à la cour son audace.

Sans doute encouragé par ce succès, Go-Toba continua à résister à l'influence du bakufu, sans épreuve de force mais à force d'adresse. Il était en bons termes avec Sanetomo, qui était en âge de faire un ami et partageait son goût des divertissements athlétiques et de la poésie. Ainsi, quand il prenait une initiative à laquelle les dirigeants de Kamakura trouvaient à redire, il arrivait que Sanetomo intervienne et annule leurs ordres.

Les questions sur lesquelles la cour et le bakufu n'étaient pas d'accord étaient souvent sans importance, et elles ne mériteraient pas qu'on en parle si elles n'aidaient à mieux comprendre les curieuses relations qu'entretenaient les deux sièges du pouvoir. Bien que conscient de son écrasante supériorité matérielle, le bakufu ne se risqua jamais à défier la

suprématie de la maison impériale. D’une façon ou d’une autre, il fallait trouver une solution qui, ne fût-ce que formellement, reconnût les droits du Trône. Le prestige de la cour, dispensatrice d’honneur, avait une si grande importance traditionnelle que les dirigeants de la société guerrière ne songeaient pas à le mettre en question ; de nombreux vassaux de Yoritomo convoitaient d’ailleurs des grades et des titres que le Trône était seul à pouvoir conférer. Cependant, Yoritomo avait strictement interdit aux représentants de la classe militaire d’entretenir des relations directes avec la cour et d’accepter aucune faveur du souverain ni de ses officiers. Sur ce chapitre, lui-même avait donné l’exemple en refusant toutes les marques de faveur impériale que Go-Shirakawa le pressait d’accepter. Mais dans la capitale, certains nobles prenaient plaisir à persuader les guerriers d’enfreindre ces règles, surtout dans les premières années qui suivirent la mort de Yoritomo, alors que Kamakura était occupée à régler ses propres problèmes, et que les officiers de la Couronne se sentaient assez forts pour arrêter des représentants du bakufu, que ce soit dans la capitale ou dans les provinces.

Cet état de choses ne dura pas longtemps, car vers 1213 Hôjô Yoshitoki, le nouveau régent, avait repris Kamakura en main, aidé de l’indomptable Masako. Il est vrai que Sanetomo était capricieux et entretenait de trop bons rapports avec Go-Toba, dont il recevait les honneurs qu’il ambitionnait. Du reste, la cour manquant de fonds, il y eut tout un trafic de titres durant la courte vie de Sanetomo. Mais en 1219, après qu’il eut été assassiné, le bakufu refusa de fermer les yeux plus longtemps sur les petites intrigues de Go-Toba. Un temps, il avait su très habilement jouer avec les guerriers, mais il alla trop loin en demandant des faveurs impossibles, ce qui fut une erreur fatale.

Il suggéra que certains manoirs appartenant à des *kenin* de Kamakura pourraient être donnés à l’une de ses maîtresses. Ce mépris des droits du vassal en matière de propriété était une attaque directe contre la structure féodale, et, partant, quelque chose que le bakufu ne pouvait tolérer. Go-Toba essuya donc un prompt refus de la part de Kamakura, et, l’ayant accepté, il parut s’amender. Mais il n’arrêta pas pour autant d’essayer de miner l’autorité du bakufu en cultivant l’amitié de certains officiers militaires en poste dans la capitale, et il eut sur ce plan un succès remarquable. Il savait charmer, et il semble avoir pris grand plaisir à

opposer sa vive intelligence à la solide sagesse des conseillers de la régence. Il était toujours prêt à défendre et étendre la prérogative impériale, que le bakufu espérait peu à peu réduire. Ainsi, lorsque Sanetomo mourut, le régent Yoshitoki lui proposa de nommer un de ses fils à la charge de shogun. Mais Go-Toba ne s’y laissa pas prendre, et refusa qu’un prince du sang eût rien à faire à Kamakura, comprenant qu’il donnerait ainsi un dangereux avantage au bakufu lors d’une future dispute touchant la succession au trône.

Le bakufu (sur le conseil de Miura Yoshimura) proposa ensuite d’utiliser le prestige de la famille Fujiwara. Yoritsune, le tout jeune fils de Fujiwara Michiie (alors ministre de la Gauche et bientôt chef du clan) fut envoyé à Kamakura, où il fut placé dans la maison de Masako. Mais Go-Toba ne voulait pas qu’on nommât shogun un enfant de deux ans, et la charge demeura vacante pendant plusieurs années. L’empereur cloîtré n’aimait pas l’idée d’un lien familial, ni même d’étroites relations amicales, entre la maison impériale et la famille du shogun, mais surtout il jugeait préférable que la cour se tînt à distance du bakufu. En fait, il choisit même de prendre une position franchement antagoniste, allant jusqu’à participer à un complot dirigé contre un des hauts officiers du shogun en place à Kyoto, Minamoto Yorinari, le gouverneur de son palais. L’affaire était risquée, car c’était un défi à des forces nettement supérieures, mais Go-Toba savait alors jusqu’où il pouvait aller sans susciter de représailles. C’était évidemment un homme d’État doué, car en prenant des risques dans ses rapports avec le bakufu, il gagnait adroitement l’admiration et le soutien de nombreux guerriers en service dans la capitale, campagnards naïfs impressionnés par la généalogie et par les manières des aristocrates de la cour.

Mais là où Go-Toba montra peut-être le plus d’adresse et de courage, c’est à l’égard des institutions bouddhiques militantes auxquelles Yoritomo avait imposé l’ordre par la menace, mais qui, après sa mort, avaient recommencé à s’agiter pendant les années où les luttes de factions de Kamakura avaient affaibli l’autorité du bakufu, en particulier dans les provinces centrales et dans l’ensemble du Japon occidental. En 1219, les anciennes querelles entre le Hieizan et Miidera avaient repris, le Kôfukuji était à nouveau militant, et les « moines montagnards » de l’Enryakuji étaient réapparus dans la capitale pour faire chanter la cour. Mais contrairement à ses prédécesseurs, Go-Toba n’était pas homme à se laisser

impressionner par l’aura religieuse de ces agitateurs. Il fit ce que Go-Shirakawa n’avait pas osé faire. Il lança contre eux une poignée de ses gardes, qui les eurent bientôt mis en fuite. Puis, au lieu d’exploiter son triomphe, il fut assez adroit pour gagner l’amitié des monastères, qu’il réussit même à convaincre de suspendre leurs querelles et de s’allier au Trône pour résister aux tyrans féodaux qui les avaient jadis si brutalement traités.

Les choses avaient changé depuis l’époque où le gouvernement de Kyoto craignait de soulever la colère divine s’il s’attaquait aux saints hommes. Les Minamoto étaient prêts à anéantir toute puissance, temporelle ou spirituelle, menaçant leur suprématie, et les sectes militantes de Kyoto et de Nara avaient une raison supplémentaire de vouloir s’opposer aux guerriers de l’Est. Au cours des premières années du XIIIe siècle, de nouvelles sectes bouddhiques étaient apparues au Japon, dont les doux amidistes et les rudes adhérents de l’école Zen, qui avaient remis en question l’enseignement des anciennes sectes et trouvé de nombreux adeptes et sympathisants à tous les niveaux de la société militaire. Il sembla donc à Go-Toba que, s’il réussissait à amener les troupes monastiques à s’allier avec certains chefs de clan du Japon occidental, il pourrait prendre le bakufu par surprise et réaffirmer le pouvoir de la maison impériale.

Une partie de ses conseillers le mirent en garde contre une entreprise aussi hasardeuse, mais il avait l’appui de la plupart des principaux nobles de la cour, d’importants dignitaires bouddhistes et des gardiens des grands sanctuaires shintoïstes. A côté des préparatifs militaires qu’il était en mesure de faire, il se lança en outre dans une série de pèlerinages et de services religieux qui devaient lui valoir l’assistance divine[45]. Mais les forces militaires sur lesquelles il comptait n’étaient pas très sûres, et il avait sous-estimé le bakufu.

Il y avait, c’est vrai, un certain nombre de chefs de clan de l’Ouest qui n’avaient pas de raisons d’aimer les Minamoto. Il y avait des guerriers déçus, des propriétaires maltraités, d’amers survivants Taira, qui étaient susceptibles de prendre les armes. Le plan était risqué, mais si les dirigeants de Kamakura n’étaient pas unis, il pouvait réussir. Go-Toba prit le risque. En mai 1221, il avait tranché certaines questions successorales sans consulter Kamakura. Début juin, il invita à une grande fête tous les guerriers de l’Est, parmi lesquels il jouissait d’une telle popularité que

presque tous acceptèrent. Mais un important officier s'abstint d'y aller et révéla par son absence sa loyauté envers le bakufu. Il fut attaqué et tué, et Saionji Kintsune, grand-père de l'enfant choisi comme shogun et proche du bakufu, fut arrêté parce qu'il savait ce qui devait se passer. Le 6 juin, la cour dénonça Hôjô Yoshitoki comme hors-la-loi, et le 9 tout l'est du Japon fut solennellement déclaré en état de rébellion.

Cependant, Saionji était parvenu à avertir Kamakura par un relais de messagers rapides, en sorte que, le 9 juin, Yoshitoki apprit ce qui se préparait. Il savait par une autre source (Miura Yoshimura) que Go-Toba espérait suborner certains des grands vassaux Minamoto, et notamment Miura lui-même. Mais ce dernier resta fidèle. Et comme il était le seul chef de clan de l'Est capable de défier la puissance militaire Hôjô, Yoshitoki sentit qu'il n'avait rien à craindre sur son territoire, et ses collègues se déclarèrent prêts à rester avec lui pour défendre le bakufu. Le conseil de guerre fit d'abord le projet de fermer les cols d'Ashigara et de Hakone pour empêcher l'ennemi de passer de l'Est à l'Ouest. Mais ce n'était manifestement pas un plan digne du chef de la classe des guerriers, et il fut bientôt décidé que tous les combattants disponibles dans l'Est et le Nord seraient mobilisés et envoyés contre les armées impériales.

Il est intéressant de noter que ce fut un civil, ôe Hiromoto, qui, avec l'appui de Masako, insista pour que le bakufu ne demeurât pas sur la défensive, mais qu'il attaquât sans retard et en force.

Comme lors de la campagne de 1184, trois armées partirent à l'attaque, la première à travers les provinces montagneuses du Centre, la deuxième du nord par les cols de l'Echizen, et la troisième, une puissante troupe de cavalerie, en suivant la route côtière du Tôkaidô. Cette dernière était commandée par Yasutoki, fils aîné de Yoshitoki, qui quitta Kamakura le 13 juin.

Les récits de cette campagne décrivent des épisodes qui eurent lieu à des points stratégiques familiers de l'histoire militaire du Japon, comme Tonamiyama, scène d'une des grandes batailles de la guerre de Gempei, le fleuve Uji et le pont de Seta, où Yoshinaka n'avait pas réussi à soutenir l'assaut venant de Kamakura. A ce dernier endroit, les défenseurs devaient une fois encore être repoussés et la rivière franchie, après quoi les hommes de Yasutoki se déverseraient dans la capitale comme l'avait fait trente ans plus tôt la cavalerie de Yoshitsune.

Les troupes impériales manquaient généralement d’expérience et d’esprit combatif. Dans les provinces d’Omi et de Mino, de nombreux combattants quittèrent leurs positions sans la moindre tentative de résistance devant l’avance rapide des troupes du bakufu. Pris de court, certains des commandants de Go-Toba s’enfuirent ou se rendirent avant même l’arrivée de l’armée qui devait venir depuis l’Echizen, mais avait été retardée par la forte résistance des guerriers des provinces du Nord encore opposés aux Minamoto, et qui, du reste, furent les seuls combattants à donner du fil à retordre aux troupes du bakufu.

Fin juin, quand la nouvelle de la défaite précoce de son armée atteignit Go-Toba, il quitta Kyoto et se rendit au Hieizan, où il pria le chef abbé de la secte Tendai de lui accorder le soutien de ses troupes. Mais cette aide lui fut refusée sous prétexte de faiblesse, et Go-Toba regagna la capitale. Quoique malade et abattu, il décida de faire une dernière tentative à Uji et Seta avec toutes les forces qu’il pourrait réunir. C’était alors le 3 juillet, et, le 5, l’ensemble des troupes du bakufu aux ordres de Yasutoki lancèrent une attaque frontale parallèle au fleuve de Seta à Uji. Cette fois, l’armée impériale résista vaillamment. Elle occupait d’ailleurs une position de force, l’Uji étant un obstacle difficile à franchir, et elle parvint à s’opposer pendant des heures à l’avance de l’ennemi. Mais pour finir, grâce à un gros effort et à de lourdes pertes, toute l’armée de Yasutoki put passer le fleuve. Après avoir anéanti ou disséminé les troupes impériales, elle prit Seta et en tua les défenseurs, ouvrant ainsi la route de Kyoto.

Les éclaireurs de Yasutoki gagnèrent immédiatement la ville, mais l’entrée officielle des vainqueurs fut fixée au lendemain. Le nombre des hommes à la disposition directe de Yasutoki était probablement de cinquante mille, sa cavalerie elle-même en comptant moins de dix mille. Quand la nouvelle de la prise d’Uji et de Seta parvint à Go-Toba, la panique saisit son palais. Il avait envoyé sa famille se réfugier dans la banlieue ouest de la capitale, mais lui-même demeurait sur place. Il dépêcha à Yasutoki un messager avec un écrit *(insen)* déclarant qu’il n’était pas responsable de la situation présente, due aux menées de sujets rebelles. L’édit demandant le châtiment du régent Yoshitoki devait être annulé, et l’on ferait à ce sujet la déclaration que le bakufu jugerait bon. En échange, le commandant du bakufu était prié de veiller à la bonne discipline de ses troupes lorsqu’elles entreraient dans la ville.

L’entrée officielle de Yasutoki eut donc lieu le 6 juillet. La capitale était dans une situation désespérée. Au moment de se retirer, les troupes avaient mis le feu à de nombreux bâtiments, en sorte que l’endroit était « comme un chaudron ». Le messager de Go-Toba alla à la rencontre de Yasutoki et s’acquitta de sa mission. Yasutoki descendit de sa monture et écouta avec respect la lecture du document, puis donna l’ordre de placer sous bonne garde le palais impérial et d’arrêter les soldats qui fuyaient la ville. Le lendemain, il s’installa au Rokuhara avec son oncle Tokifusa, et comme il y avait à régler énormément d’affaires urgentes, ils formèrent deux états-majors, nord et sud, pour la direction du gouvernement militaire. Les troupes du bakufu entourèrent le palais, et la cour fut contrainte d’ordonner l’arrestation des officiers de l’armée impériale qui s’étaient enfuis. De rigoureuses mesures furent prises pour restaurer l’ordre, dont des sanctions impitoyables contre les maraudeurs des deux armées. Quelques jours après la reddition, les troupes venant de l’Echizen arrivèrent, de sorte que la ville impériale se trouva occupée ou menacée par quelque cent mille combattants. Désormais, la cour était à la merci du bakufu.

Ainsi s’acheva ce que les historiens appellent *Jökyü no hen,* ou Troubles de Jökyü, du nom de l’époque de Jökyü, 1219-1221. Contrairement à l’attente de certains de ses chefs, le bakufu remporta une victoire facile, et ce seul résultat semble indiquer que Go-Toba s’était lancé dans une entreprise vouée à l’échec. Mais dans différentes régions du pays, il y avait envers le bakufu une hostilité qui, dans des circonstances plus heureuses, aurait pu être utilisée pour convaincre Kamakura de faire des concessions. Bien que, dans l’ensemble, les vassaux des Minamoto fussent loyaux, il y avait des familles guerrières qui étaient mécontentes de la direction de Kamakura, des querelles qui laissaient vacants certains postes importants et de l’éviction graduelle des vieux chefs responsables. Si Go-Toba avait été plus sage, il aurait pu convaincre de tels personnes ou groupes de personnes de prendre part à un mouvement de réforme du bakufu et de chasser certains de ses dirigeants. Miura eût-il décidé de prendre le parti de Go-Toba, l’histoire des relations entre le Trône et le bakufu eût certainement suivi une direction très différente, et peut-être abouti à une restauration valable du pouvoir impérial.

Assurément, ce sont là des spéculations. Mais le seul fait qu’il y eût une possibilité de contrarier le bakufu montre que la faiblesse des souverains et

la force des guerriers n’avaient pas eu raison de la fidélité à la cause impériale. Après cet essai de révolte, le bakufu dut reconsidérer sa politique. Il lui fallut régler deux problèmes extrêmement importants, ses relations avec la cour et sa façon de traiter ses vassaux, à propos desquels jusque-là il ne s’était guère posé de questions.

Le premier ne présentait pas de difficultés, car il suffisait de traiter le parti impérial justement mais avec rigueur, sans montrer aucun signe de faiblesse. Lé second était (en principe du moins) un problème facile, car il se résumait à traiter les vassaux de façon généreuse en matière de terres afin de conserver leur loyauté.

Quand Yasutoki, en tant que commandant en chef des forces du bakufu, eut reçu la soumission de l’ex-empereur, on commença par ne prendre aucune mesure grave en fait de punitions, mais, après avoir soigneusement débattu la question à Kamakura, on décida de bannir Go-Toba et Juntoku. De plus, bien qu’ils n’eussent rien à voir avec le soulèvement, l’ex-empereur Tsuchimikado et l’empereur enfant Kanenari furent déplacés, mais non pas confinés, dans de lointaines provinces. Cette façon de traiter la maison impériale était sans doute sévère, mais sans excès selon les critères de l’époque. Bien plus que de réprimander ou d’humilier les princes régnants, il importait de donner une leçon à leurs conseillers. Yasutoki reçut donc l’ordre d’arrêter et d’exécuter les quatre généraux qui avaient pris les armes contre lui, et de mettre à mort les membres de la noblesse qui avaient dirigé le complot contre le bakufu. Ceux-ci furent conduits à Kamakura sous escorte, mais la plupart d’entre eux furent tués en route.

Ces mises à mort à la sauvette n’étaient pas ce qu’avait demandé le bakufu, mais Yasutoki estima qu’elles auraient l’avantage de ne pas exciter les mêmes sentiments partisans que des exécutions publiques dans la capitale. De façon générale, le régent et ses collaborateurs ne s’acharnèrent pas après leurs anciens adversaires une fois débarrassés de la demi-douzaine de conspirateurs qui leur avaient servi de chefs. Pour des raisons de prudence, ils traitèrent la plupart d’entre eux avec indulgence, sachant qu’à punir par vengeance ils compromettraient leur réputation dans l’Ouest, où ils désiraient au contraire gagner des partisans.

Confisquer leurs domaines était plus important pour eux que de liquider leurs ennemis. Pour les chefs de la classe militaire, c’était une aubaine particulièrement opportune, car c’était par des dons de terres que le shogun

pouvait le mieux récompenser ses loyaux vassaux, et, plus pressant encore, gagner à son service les familles influentes des régions du pays où le bakufu manquait d'appuis. Les fiefs confisqués étaient d'une grande valeur, car il y en avait quelque trois mille et la plupart d'entre eux étaient très étendus, ayant appartenu aux nobles les plus riches de la cour. Cette confiscation avait donc le double avantage d'accroître la puissance des partisans du bakufu et de réduire ou de détruire en les appauvrissant l'importance politique des familles nobles.

Il n'était pas besoin d'une grande sagesse de la part du régent et de son conseil pour prévoir que, les combats terminés, il y aurait de nombreux vassaux assoiffés de terres. C'était en fait un axiome du régime féodal que sa stabilité dépendît du bien-être de tous les représentants de la classe guerrière. Et c'est pour cette raison que les hauts officiers du bakufu s'occupaient avec soin de toutes les questions de tenure. En l'occurrence, ils distribuèrent prudemment les domaines confisqués aux vassaux qui méritaient d'être récompensés ou qu'il fallait se concilier. Plutôt que les propriétaires, ceux-ci devinrent en général les intendants des manoirs qui leur furent octroyés ; mais l'intendance comportait désormais des droits équivalant à la propriété, et considérés comme héréditaires.

Les grands manoirs du Japon central et occidental une fois aux mains des vassaux du shôgun, le risque de soulèvements comparables à celui de Go-Toba avait pratiquement disparu. Les dirigeants de la société féodale étaient désormais libres de se consacrer à étayer leur position, et il faut dire en leur faveur qu'ils travaillèrent à la stabilité de leur administration en ayant soin qu'elle soit à la fois efficace et impartiale. Sous leur direction, pour la première fois depuis des siècles – et l'on pourrait même dire pour la première fois de l'histoire –, le Japon se trouva gouverné selon la loi. Ce n'était certes pas une loi douce, car le but du gouvernement était d'assurer le bien-être d'une classe restreinte – la société des guerriers acceptant le shôgun pour suzerain – en échange de sa loyauté. Mais au sein de cette classe, les grands propriétaires et les petits fermiers étaient soumis à la même justice. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les premiers régents Hôjô menaient, en tant qu'individus, une vie simple et modeste. Dans l'ensemble, le pays connaissait la paix. Des précautions strictes furent prises à Kyoto pour prévenir tout mouvement hostile à la cour, et lorsque le régent Hôjô Yoshitoki mourut, en 1224, il y eut certains troubles dans l'Est.

Mais nulle part ne se manifesta une opposition vraiment dangereuse au bakufu. Il y eut des complots locaux et des soulèvements mineurs, mais qui ne faisaient pas partie d'un mouvement concerté et purent être réprimés sans grandes difficultés, en bonne partie parce que le Trône ne servait plus de point de ralliement, et parce que les détenteurs des grands fiefs de l'Ouest savaient que toute révolte mettrait en danger leur position privilégiée.

On peut donc dire qu'à partir de 1225 (année de la mort de Masako, où de petites conspirations furent découvertes et écrasées), le Japon fut un État uni placé sous l'autorité d'un gouvernement compétent et honnête. Cette heureuse conjoncture dura presque un siècle, ce qui représente une très longue période dans l'histoire de n'importe quel pays.

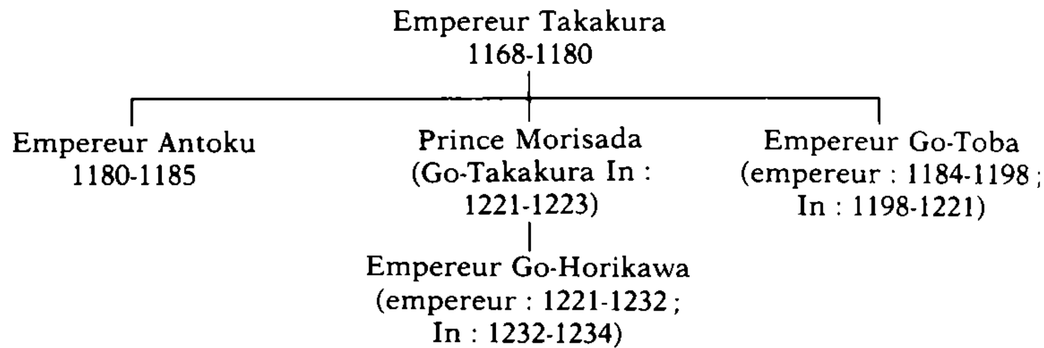
l’apogée du pouvoir féodal

Après le départ de Go-Toba, l’empereur cloîtré qui avait harcelé le bakufu pendant tant d’années, les relations entre Kamakura et la capitale devinrent presque amicales – non pas parce que la cour avait accepté sa défaite, mais simplement parce qu’elle était trop faible pour résister aux exigences des représentants du shôgun et prenait son mal en patience.

De son côté, le bakufu s’efforça de mettre fin à la corruption qui déshonnorait la vie de la cour. Il ne toléra plus que la Couronne vendît des titres ni des charges, mais laissa la maison impériale disposer de ses revenus légitimes, sans toutefois que sa conception de la légitimité correspondît toujours à celle du souverain et de ses nobles.

L’un des aspects les plus intéressants des relations du bakufu et de la cour après la déposition de Go-Toba, en 1221, fut la politique adoptée par le bakufu à l’égard de l’institution de l’*insei*, c’est-à-dire du gouvernement du cloître. A première vue, son choix peut d’ailleurs paraître surprenant, car il pourrait sembler que la puissance de l’autocratie féodale était si écrasante, et la faiblesse du Trône si indéniable, que l’occasion était rêvée de supprimer une situation anormale. Mais loin d’abolir le régime du cloître, Kamakura résolut au contraire de le perpétuer. La question fut longuement débattue au conseil du régent, et l’on décida en effet que le bakufu devait maintenant désigner un nouvel empereur cloîtré.

Après d’abondantes discussions, son choix se fixa sur un prince proche de la lignée impériale, soit sur le deuxième fils de l’empereur Takakura, Mori-sada Shinnô. Il vivait alors dans un monastère, étant sans doute entré en religion afin d’échapper aux dangers qui guettaient les enfants royaux. Ses trois fils avaient été envoyés vivre auprès de prélats bouddhistes, et il se trouvait donc coupé de toute préoccupation séculière. Mais son ascendance, sa situation et son caractère répondaient à ce que recherchait le bakufu, qui le nomma empereur cloîtré sous le titre de Go-Takakura In le 28 juillet 1221. On comprendra mieux la situation grâce au tableau suivant, où les dates correspondent aux règnes :



Jusqu’ici, la coutume avait voulu que l’*in* fût un empereur abdicataire entré en religion. Mais le bakufu annula cette règle en s’arrogeant le droit de nommer empereur cloîtré un prince qui n’avait jamais occupé le trône, ce qui équivalait à s’arroger le droit de désigner l’empereur en titre, la tradition voulant que celui-ci fut un fils de l’empereur cloîtré. Ainsi, le prince Shigahito, troisième fils de Go-Takakura In, fut nommé successeur de l’empereur Go-Horikawa à la fin de l’année 1221.

Cette histoire constitutionnelle quelque peu compliquée peut être simplifiée en disant que, sans toucher aux formes de respect traditionnellement observées envers la maison impériale, Kamakura donnait désormais des ordres à la cour même sur des sujets touchant de très près la famille impériale. Et la cour obéissait.

Non content du droit de déterminer la succession au trône, le bakufu insista alors pour être consulté sur le choix du régent *(sesshô)* et fit clairement comprendre qu’il ne donnerait pas son approbation à des personnes ayant des opinions défavorables à propos du régime féodal.

Ainsi, il ne restait plus à la cour que fort peu de pouvoir réel. La suprématie des régents Hôjô s’étendait sur tout le pays. En plus de leur pouvoir politique, ils avaient une arme puissante grâce à leur autorité sur la terre, qu’ils exerçaient par l’entremise de leurs commissaires et intendants. Ils avaient respecté jusqu’ici les droits de propriété de la famille impériale, mais tous les biens de Go-Toba furent confisqués lors de son départ en exil. Il s’agissait de nombreux et vastes manoirs, que le bakufu donna alors au nouvel *in,* Go-Takakura, en lui laissant toutefois entendre qu’il les lui retirerait en cas de besoin.

CHAPITRE XVIII

Réformes administratives et relations avec la cour

DISTRIBUTION DES TERRES, 1221-1223

Après l’occupation de la capitale par un corps expéditionnaire, la première tâche de Yasutoki et Tokifusa fut de renvoyer les troupes dans l’Est et le Nord pour être licenciées, ne gardant avec eux que ce qu’il fallait d’hommes pour maintenir l’ordre parmi les habitants maintenant calmés. Les effectifs des trois armées ont été estimés à cent quatre-vingt-dix mille hommes ; et quoique ce chiffre paraisse exagéré, il est clair qu’ils étaient très nombreux. Ils commencèrent à quitter Kyoto vers la fin juillet et atteignirent leurs diverses destinations quelque quatre semaines plus tard.

L’entretien de tant d’hommes avait été coûteux. Une partie de la dépense avait été prise en charge par les vassaux qui avaient fourni les hommes et les vivres, mais en dernier ressort la responsabilité incombait au gouvernement de Kamakura, à l’appel duquel ils avaient répondu. Maintenant, la première et la plus importante des tâches du bakufu consistait à récompenser les vassaux de leurs services. Dans certains cas, notamment pour Tokifusa et pour ses commandants, qui avaient essuyé l’essentiel des combats, les octrois furent effectués sur les ressources du bakufu ; par ailleurs, des terres furent offertes aux grands sanctuaires d’Ise et de Hachiman en reconnaissance de l’aide divine. Mais la distribution de récompenses aux autres prétendants ne fut ni simple ni rapide. Le bakufu avait à partager entre les vassaux les trois mille domaines que Yasutoki avait confisqués aux généraux et aux nobles qu’il avait vaincus. Cependant, on n’avait fait aucun relevé précis de ces propriétés, et l’on n’avait pas enquêté avec soin sur les droits des vassaux. Il s’ensuivit de nombreuses et interminables disputes touchant ces droits et l’équité des récompenses, et beaucoup de temps fut consacré à l’enquête minutieuse que le bakufu jugea bon d’ordonner.

Ce n’est qu’au milieu de 1223 que la plupart des affaires pendantes furent enfin réglées. L’impartialité des tribunaux du bakufu fut généralement reconnue, et, dans l’ensemble, les vassaux se déclarèrent satisfaits. Beaucoup d’entre eux avaient d’ailleurs toutes les raisons de l’être, car les recom

penses du bakufu étaient généreuses. Comme on l’a vu, les intendants avaient sur la terre des droits équivalant à la propriété héréditaire. Leurs revenus étaient beaucoup plus élevés que ceux des intendants nommés avant 1223, en partie parce que les manoirs confisqués dont les droits leur étaient donnés en guise de récompense avaient appartenu à de riches et éminents nobles ou à des établissements religieux. Or le bakufu les considérait comme des propriétés ennemies, et bien souvent les droits du seigneur original du manoir (« ryôke ») furent complètement ignorés, quoique Yasutoki eût annoncé qu’on n’y toucherait pas mais qu’on prendrait seulement cette partie du revenu total due aux intendants et autres employés.

Ici encore, le bakufu semble avoir fait preuve d’une certaine impartialité, car quand des propriétaires nobles ou religieux déposèrent plaintes devant les tribunaux de Kamakura, ceux-ci tranchèrent souvent en leur faveur contre les intendants. En 1223, par exemple, les fonctionnaires du shogun des provinces centrales et occidentales furent chargés d’enquêter sur les abus des intendants nouvellement nommés et d’y mettre bon ordre. La même année, un décret fixa la portion de récolte à laquelle avait droit l’intendant au produit d’une acre sur onze de terre cultivable, et des règlements similaires furent bientôt appliqués au revenu des forêts et des prés.

Quoique ces mesures valussent une certaine protection aux détenteurs originaux des droits seigneuriaux, les revenus des « nouveaux intendants » demeuraient plus élevés que ceux de leurs prédécesseurs*. Du fait que les nouveaux intendants avaient été nommés dans des manoirs dont les droits absolus appartenaient au bakufu comme butin de guerre, les plaintes étaient évidemment fréquentes. Pour couvrir les frais de la campagne, le bakufu avait décrété un in pôt sur le riz (« hyörö-mai »), impôt que les intendants avaient collecté en employant la force et de façon illégale. Les tribunaux reçurent alors un flot de protestations, et Kamakura ne put faire autrement que de réagir. Peu après, des ordres draconiens furent lancés contre ces pratiques, et, le septième mois de 1223, le gouvernement de Kyoto publia, avec l’approbation du bakufu, un édit qui interdisait les actes oppressifs de la part des guerriers dans les domaines des monastères et sanctuaires. Ces mesures s’avérèrent efficaces, et les abus des intendants, sans être

totalement supprimés, se trouvèrent réduits dans des proportions appréciables.

La littérature de l'époque fait largement écho à la mauvaise réputation des intendants, ainsi qu'on pourra en juger à ces vers satiriques attribués à Mongaku Shônin, éminent dignitaire bouddhiste célèbre pour son franc-parler :

Yo no naka ni Jitô nusubito Nakariseba Hito no kokoro wa Nodokekaramashi.

Si dans ce monde Les intendants et les voleurs N'existaient pas Le cœur des hommes Serait en paix.

Un dicton courant de l'époque disait par ailleurs : « Naku ko to jitô ni wa katenu », ce qui signifie qu'on ne peut faire façon d'un enfant qui pleure ni d'un intendant.

Complétant cet effort pour améliorer le comportement des intendants, le bakufu envoya de nouveaux ordres aux commissaires, qui définissaient leurs

L'expression « nouveaux intendants » (shinpo jitô) était officiellement utilisée.

fonctions de façon plus précise que par le passé. Il y avait eu de nombreux abus de pouvoir de la part des vassaux nommés à cette charge importante, et l'on y remédia en délimitant strictement leur juridiction. Il leur fut interdit d'entrer dans le domaine public pour arrêter les délinquants, et ordonné de ne pas procéder à des arrestations dans les domaines privés *(shôen)* sans en avoir prévenu les intendants.

Dans ces circonstances, on comprendra que les délégués du shôgun dans la capitale eussent bien des problèmes à régler. Les responsables du Rokuhara eurent tout d'abord d'importants devoirs militaires à remplir, mais lorsque les troupes furent parties, il leur resta à maintenir l'ordre dans les provinces centrales, et, tout en traitant l'empereur avec toutes les formes de respect, à faire bien comprendre à la cour le rôle et le pouvoir du bakufu. Ils ne souhaitaient pas recourir à la force, mais il leur fallait être fermes. Ils ne pouvaient pas se permettre le risque qui avait été pris en 1221, où le

commissaire qui représentait Kamakura à la cour s’était montré à ce point amical qu’il avait fini par conspirer avec le parti de l’empereur.

Kamakura décida donc que le shôgun, ou plutôt le régent, serait représenté dans la capitale par un haut officier militaire jouissant de pouvoirs étendus, qui fût à même d’impressionner la cour par son autorité, de guetter le moindre signe de complot et d’agir avec promptitude en cas de subversion. En dehors des considérations politiques générales qui motivaient cette décision, il y avait une raison pratique urgente pour avoir à Kyoto une forte organisation, presque une garnison, représentant le bakufu. Depuis sa reddition, la capitale vivait en effet dans un état d’inquiétude permanente à cause des maraudeurs provenant de l’armée vaincue et autres perturbateurs de l’ordre, voleurs, assassins et incendiaires. Ce sont ces conditions qui décidèrent le bakufu à entretenir à Kyoto une délégation permanente, chargée non seulement de surveiller la cour, mais également de maintenir l’ordre dans la région. Le Rokuhara avait de ce fait des pouvoirs quasi absolus, et le choix de ses commandants constituait pour les dirigeants de Kamakura une préoccupation de première importance. En fait, cette nomination était l’un des plus grands honneurs que le bakufu pouvait décerner, et l’on ne saurait s’étonner qu’après que ce poste – à l’origine double – eut été occupé par Hôjô Yasutoki et Hôjô Tokifusa, il soit devenu le monopole de la famille Hôjô. Dès lors, l’habitude, sinon la règle, voulut qu’on choisît pour régent un membre de la famille Hôjô ayant servi en tant qu’officier responsable du Rokuhara. La juridiction de cet officier – qui prit par la suite le titre de *tan-dai,* ou inspecteur – était loin de se limiter à la capitale et à sa région ; elle s’étendait sur toutes les provinces situées à l’ouest, y compris celle de Mikawa. C’était comme si l’on avait dédoublé le bakufu, donnant tout pouvoir au *tandai* sauf sur les questions de la plus haute importance nationale, au sujet desquelles il était entendu que le bakufu devait être consulté. Au sein de sa juridiction, les ordres de Kamakura n’étaient pas adressés directement aux personnes ou institutions concernées, mais communiqués d’abord au *tandai,* qui les transmettait en son nom.

On aura compris que l’organisation du bakufu couvrait désormais le pays tout entier. Sa compétence n’était certes pas universelle, et, en principe, elle se limitait aux vassaux. Mais elle était à une tout autre échelle que le

système élémentaire qu’avait imaginé Yoritomo pour administrer la société guerrière dont il était le chef.

La politique foncière du bakufu illustre la façon dont il étendit son autorité après les désordres de Jôkyù. La propriété de la terre avait alors subi de si grands changements que, pour pouvoir exercer comme il faut son pouvoir administratif, il lui fallut un relevé clair et précis de la situation telle qu’elle se présentait d’un bout à l’autre du pays. Ainsi, au cours des années 1222 et 1223, une étude foncière fut entreprise dans toutes les provinces, signalant la surface de terre cultivable, les noms des tenanciers, de l’intendant et du propriétaire de chaque domaine, et les titres attestant leurs droits. On ne sait au juste si cette étude fut jamais terminée, mais elle paraît avoir été menée avec soin et exactitude, si bien que le bakufu disposa bientôt de registres fonciers sûrs comme base de contrôle de l’économie agricole dont son existence dépendait.

la régence de hojo yasutoki, 1224-1242

Sous la régence de Hôjô Yoshitoki, ayant résolu les principaux problèmes directement issus du complot de Go-Toba, le gouvernement de Kamakura put consacrer son attention à de vastes projets. Leur réalisation était en bonne voie lorsque, au début de 1224, Yoshitoki tomba soudain malade ; il mourut à soixante-deux ans le 2 juillet de cette année. C'était un homme dur et impopulaire, mais il avait les qualités requises pour diriger le bakufu au cours d'une période difficile, et son pouvoir de décision s'était plus d'une fois révélé précieux.

Son fils Yasutoki, qui était resté au Rokuhara depuis la fin des combats, fut aussitôt appelé à Kamakura, où il arriva environ deux semaines plus tard, bientôt suivi le Tokifusa. Tous deux furent rapidement nommés co-régents sur le conseil de Masako et d'Ôe Hiromoto, désormais les seuls survivants influents de l'époque de la fondation du gouvernement de Kamakura, en 1185. Dans la pratique, ce double arrangement ne fut toutefois pas respecté, Tokifusa préférant prendre la deuxième place. Il était l'oncle de Yasutoki, mais il appartenait à une branche cadette de la famille. Tous deux collaborèrent sans heurts, d'autant que Tokifusa se contentait généralement de contresigner les ordres de son neveu.

Pour remplacer les deux hommes au Rokuhara, on nomma *tandai* Tokiuji et Tokimori, respectivement fils de Yasutoki et de Tokifusa, en août 1224. L'autorité du bakufu s'était à ce point étendue et accrue sous le gouvernement de Yoshitoki que sa mort laissa un vide inattendu, et l'on craignit que des forces hostiles ne crussent le moment favorable à un brusque soulèvement. L'étroite surveillance exercée dans la capitale ne révéla aucun signe suspect. Mais à Kamakura, il y eut un mouvement subversif dirigé par un membre de la famille Iga qui espérait succéder à Yoshitoki pour des raisons de parenté. Il n'en sortit rien, et la position de Yasutoki était en fait si forte que l'incident ne vaudrait guère la peine d'être signalé sinon à cause de l'intérêt que lui donne la situation d'Iga, qui savait n'avoir aucune chance de succès sans l'aide de la puissante famille Miura. Il approcha Yoshimura, le chef de cette maison, comme l'avaient fait quelques années plus tôt les émissaires de Go-Toba. Yasutoki eut soin de ne rien précipiter, se contentant de surveiller Iga. Mais Masako, qui avait horreur des méthodes indirectes, se rendit sans escorte chez Yoshimura pour

voir ce qu’il avait en tête, et le somma de dire s’il était du parti des rebelles ou pour la paix de Kamakura.

Le lendemain, Yoshimura alla trouver Yasutoki pour l’assurer que les Miura étaient les amis des Hôjô. La conspiration s’effondra aussitôt, et ses membres furent punis. Comme ils n’avaient commis aucun véritable acte de rébellion, il n’y eut pas de condamnations à mort, et les peines prononcées se limitèrent (en partie sans doute à cause des liens de parenté) à des destitutions, confiscations de biens et bannissements. Les Hôjô n’étaient pas aussi impitoyables envers leurs ennemis que Yoritomo avait parfois choisi de l’être. La position de Yasutoki se trouva ainsi d’autant plus solidement établie, et il put à loisir se consacrer à la direction et à l’amélioration de l’administration de l’État féodal, tout en consolidant la position des régents Hôjô.

Il était maintenant l’homme le plus puissant du pays, et pourtant (selon certaines chroniques), il subit l’influence de l’indomptable Masako jusqu’au jour où celle-ci mourut, en août 1225, âgée de soixante-neuf ans. Son vieux complice, öe Hiromoto, était mort un mois plus tôt dans sa soixante-dix-hui-tième année. Il est intéressant de constater que les deux personnages qui contribuèrent le plus à achever l’édifice du régime militaire furent une femme au fort caractère et un lettré civil. La force de Masako résidait dans son inébranlable volonté et dans sa détermination à préserver l’héritage de Yoritomo. Connu pour son savoir, öe Hiromoto possédait tant de connaissances et une mémoire si vaste que les guerriers voyaient en lui une encyclopédie vivante. Son jugement, qu’ils savaient froid et impartial, était respecté de ses collègues. Comme Masako, il ignorait sans doute les tendres émotions, et ils passaient tous deux pour ne jamais avoir versé une larme.

Sur le tard, leur influence tendait à être conservatrice. Ils étaient hardis en cas de danger, mais répugnaient à apporter des modifications au système qui s’était développé sous leur gouverne. Eux morts, Yasutoki se trouva libre d’introduire des réformes. La machine simple des derniers jours du xiie siècle ne correspondait plus à la situation telle qu’elle évolua après la révolte de Jôkyû. Le pouvoir du bakufu s’étendait à l’ensemble du pays, et, d’une façon ou d’une autre, il touchait la vie de chacun. Les institutions que requérait la gestion des affaires du clan Minamoto ne pouvaient suffire à celles d’un gouvernement national. Au lieu du système qui s’était créé presque par hasard en réponse aux nécessités du moment, il fallait – du

moins à l’idée de Yasutoki – une administration soigneusement conçue et bien articulée.

Il commença par annoncer son intention de procéder à des réformes en remplaçant la plupart des hauts fonctionnaires du bakufu par des hommes nouveaux aux fonctions nouvelles. Avec tout le sérieux d’un esprit impartial, il pardonna à ses récents ennemis et se fit un devoir de consulter des personnes ayant des points de vue différents en matière de gouvernement. En même temps, il convoqua tous les agents exécutifs *(bugyöj* de l’administration à une assemblée où il leur expliqua que lui, le régent, avait le contrôle absolu de leurs fonctions. Il les obligea à jurer qu’ils seraient loyaux dans l’accomplissement de leurs devoirs, et il fit ainsi savoir aux vassaux qu’il était prêt à protéger leurs intérêts en contrepartie de leur obéissance. Pour signaler de façon symbolique la réforme intérieure du bakulu, il déménagea celui-ci dans de nouveaux locaux. A la fin de l’année 1225 (ou plus exactement le 20 janvier 1226), il y installa le jeune garçon qui devait être le prochain shogun, et il annonça la création d’un Conseil d’État. C’était là une initiative importante, qui présageait l’évolution à venir du système léodal.

Après la mort de Yoritomo, quand Yoriie devint shogun, la famille Hôjô (dont Tokimasa était alors le principal représentant) comprit que le gouvernement personnel des descendants de Yoritomo n’était pas une chose assurée, et décida en conséquence qu’il fallait réduire les pouvoirs du shogun et que le bakufu devait désormais être dirigé par un comité ou conseil des anciens. Ce changement entraîna ou favorisa une inévitable concentration du pouvoir entre les mains de la famille Hôjô, c’est-à-dire de Tokimasa et de ses descendants. Le prestige de Masako, elle-même née Höjö, et le succès des efforts de Yoshitoki et de Yasutoki pour réduire le Trône à une impuissance relative affermirent la confiance qu’avait la classe guerrière dans la direction de la famille Hôjô. De son côté, celle-ci travailla à se faire apprécier en traitant ses ennemis de manière conciliante. Ainsi, à l’époque de la succession de Yasutoki à la charge de régent, la réputation des siens était telle qu’on ne songeait guère à mettre en cause leur droit à diriger le gouvernement du shogun, et par la suite, les régents Hôjô, dont la plupart furent des administrateurs remarquables, furent les véritables suzerains féodaux jusqu’à la fin du xnie siècle.

Mais Yasutoki lui-même eut le bon sens de ne pas prendre les pouvoirs dictatoriaux. Il continua à consulter des hommes d'expérience et constitua un corps consultatif pour prendre connaissance de toutes les affaires importantes et se tenir derrière le régent, qui devait être le principal agent exécutif du gouvernement féodal. Ce corps était le *Hyöjöshü,* mot qu'on peut traduire par Conseil d'État. C'était théoriquement une assemblée délibérante chargée de conseiller le souverain, mais en fait il s'agissait d'un organe gouvernemental car le régent ne pouvait ignorer ses décisions. Ses premiers membres comprenaient des grands feudataires comme Miura, des représentants des familles guerrières les plus importantes et des administrateurs expérimentés comme Nakah ? : Ils étaient onze, et leur première réunion eut lieu en janvier 1226.

Les changements entraînés par la formation de cette nouvelle assemblée étaient importants. Ce n'était pas une simple adjonction aux institutions existantes, puisqu'elle remplacerait bientôt celles qu'avaient créées öe Hiro-moto et Miyoshi Yasunobu – le *mandokoro* et le *monchûjo* – ou les réduirait du moins à de vulgaires bureaux exécutifs. L'introduction de cette nouvelle méthode de prise de décisions témoigne de beaucoup de sagesse de la part de Yasutoki, car elle limitait son propre pouvoir en même temps que celui du shogun. C'était pour son temps une mesure très avancée.

Alors même qu'elle visait à enlever au shogun toutes ses fonctions cérémo-nielles, il fallait que cette charge garde son prestige intact, car c'était au shogun que le Trône avait délégué ses pouvoirs, et c'était en son nom qu'agissait le régent. Mitora, le shogun présomptif, avait été amené à Kamakura alors qu'il n'avait que deux ans. Il en avait désormais huit, et, parallèlement à la réorganisation du bakufu, on jugea opportun de définir sa position, lui-même n'ayant pas encore été officiellement investi par le Trône. Lors de sa première réunion, le Conseil d'État décida donc la création d'un certain nombre de « ban », ou gardes, censées remplir différentes fonctions au profit du shogun. L'Ô-Ban, ou Grande Garde, que composaient les troupes (dont la plupart étaient originaires de l'Est) du bakufu en service dans la capitale pour la protection de la cour, existait déjà depuis assez longtemps. L'Ô-Ban alors mise sur pied à Kamakura était le pendant de celle de Kyoto, ses membres étant recrutés dans quinze provinces occidentales pour la garde du shogun. Elle soulignait en outre l'égalité qui présidait aux relations entre la cour et le bakufu.

Le jeune Mitora prit ses vêtements d’homme à l’âge de huit ans, en janvier 1226. La cour fut avertie de l’événement, et, un mois plus tard, après qu’on lui eut conféré les grades et titres de noblesse nécessaires, il fut proclamé shôgun sous le nom de Yoritsune. Puis, pour faire croire que les Minamoto dirigeaient toujours les guerriers, le bakufu décida qu’il épouserait une fille de leur clan. C’est ainsi qu’en 1230, âgé de treize ans, il prit pour femme une fille de Yoriie, qui était dans sa vingt-huitième année. Il était devenu la marionnette des régents Hôjô.

Cependant, c’était une alliance matrimoniale entre les Minamoto et les Fujiwara, non entre les Minamoto et le clan impérial. Les relations avec la cour restaient tendues, en partie parce que Kyoto était agitée, mais aussi parce qu’il y avait différents mouvements clandestins hostiles au bakufu dont la cour était informée. Les nouveaux dirigeants du Rokuhara venaient à peine de prendre leurs fonctions, et ils découvraient que la capitale ne s’était pas remise de l’anarchie où elle était tombée après les combats de Jökyü. Le banditisme, la violence et les incendies criminels étaient monnaie courante, et le palais ni même les édifices les plus sacrés n’étaient à l’abri des voleurs. Les efforts du Rokuhara pour venir à bout de ces crimes ne connaissaient que des succès partiels, car leurs auteurs n’étaient pas tous des délinquants du genre habituel. Les malfaiteurs les plus dangereux et les plus difficiles à éliminer étaient les établissements religieux du Hieizan et de Nara. En 1226, ils fomentèrent plusieurs soulèvements politiques, qui furent réprimés sans grandes difficultés. Le bakufu n’y accorda guère d’importance, et il est probable que les moines responsables eussent été punis et l’ordre bientôt rétabli sans la série de catastrophes dont le pays fut la victime plusieurs années durant à partir de 1225.

Une fois encore, comme cinquante ans plus tôt, la sécheresse fut suivie de la famine, la famine de la petite vérole, et les maladies de tempêtes, d’inondations, de tremblements de terre et de temps si rudes et hors de saison qu’il gela en été et neigea jusque dans des régions habituées au brûlant soleil. Pour calmer les puissances responsables de ce genre de désastres climatiques, les professeurs de l’école *yin-yang* conseillaient de changer le nom de l’époque. Entre 1221 et 1232, on ne le fit pas moins de cinq fois, et l’année 1229, qui reçut le nom encourageant de Kangi, ou « Toute-Réjouissante », fut la plus désastreuse de toutes.

Ces malheurs eurent pourtant l'heureux effet d'impressionner le régent Yasutoki, qui porta aux problèmes économiques une attention nouvelle. En juillet 1230, il annonça un Acte de Grâce, c'est-à-dire une sorte de moratoire qui suspendait le paiement des dettes et autres obligations. Peu après, le prix du riz fut fixé par décret impérial, et des édits restreignant les dépenses furent publiés au début de l'année suivante, tandis que l'on distribuait aux pauvres le riz prélevé comme impôt. Mais 1231 fut une effroyable année de disette et de maladie. Dans la capitale et dans ses faubourgs, les vols avec violence étaient si fréquents que le bakufu ordonna au Rokuhara de prendre des mesures plus sévères pour rétablir l'ordre et atténuer la détresse. Les commissaires et intendants de tout le pays reçurent des instructions allant dans le même sens. Les impôts furent remis et d'autres efforts furent tentés pour calmer la détresse, mais qui restèrent insuffisants devant les calamités naturelles dont le peuple était accablé.

A partir de 1232, la situation commença à s'améliorer, mais les conséquences de la famine et de la peste restèrent longtemps visibles. Ceux qui eurent le plus à souffrir furent bien sûr les paysans et les citadins pauvres. Cependant, le bakufu notait déjà un certain mécontentement parmi les vassaux, qui commençaient à avoir du mal à maintenir le niveau de vie auquel ils s'étaient habitués durant les années de paix. Certains d'entre eux s'étaient endettés, et beaucoup estimaient que les revenus de leur terre, réduits par la pauvreté des récoltes, ne suffisaient pas à l'entretien de leurs maisonnées toujours plus nombreuses.

Ces difficultés n'étaient pas très aiguës, mais suffisamment graves pour amener le bakufu à prêter une grande attention à la classe des propriétaires lorsqu'il étudia la nouvelle législation proposée en 1232. Il croyait fermement à la justice entre les membres de cette classe, et tenait à ce que, dans les périodes de crise, les vassaux qui avaient sujet de se plaindre sentent qu'ils pouvaient compter être entendus d'une oreille impartiale.

la législation féodale. formulaire de jœi, 1232

L’année 1232 reçut le nom de Jôei, et, par la suite, le projet de code qui fut soumis le 27 août de cette année au Conseil d’État, lequel l’accepta, prit le nom de *Jôei Shikimoku,* ou « Formulaire de Jôei ». Ce n’était pas à proprement parler un code, mais plutôt un précis, un recueil de règles à l’intention des juges. Au Japon, promulguer des lois que les gens pouvaient étudier n’entrait pas dans les habitudes. On estimait que les principes généraux étaient connus, et que les contrevenants les transgressaient à leur propre risque. Ce qu’il fallait, c’était donc un recueil de règles et de définitions rédigées dans un langag ; simple à l’usage de la cour du shogun (monchùjo) et des commissaires et magistrats de province chargés de surveiller la conduite des vassaux. A l’origine, ce document fut intitulé « Go seibai shikimoku », ou « Formulaire pour les jugements du shogun ».

Le Formulaire est écrit dans une langue assez claire, bien qu’on y sente parfois la touche des juristes héréditaires qui participèrent à sa compilation. De sa conclusion (qui constitue ce qui serait chez nous un préambule), il ressort clairement que le bakufu voulait que les vassaux tiennent pour acquis que les magistrats du shogun rendaient une justice impartiale. Cette volonté se traduit sous la forme d’un serment par lequel les membres du Conseil jurent :

« Qu’ils ne se laisseront pas influencer par des rapports ni par des haines ou des préjugés personnels, mais rendront justice sans crainte ni faveur conformément à la raison.

« Que leurs décisions seront celles du Conseil dans son ensemble, sans qu’un membre individuel ait la responsabilité ou le crédit de ses conclusions, qui seront anonymes. »

Ce serment est fait au nom des divinités bouddhiques et shintoïstes selon la formule : « Si, sur le plus petit détail, nous nous écartons de ces principes, alors que […] tous les dieux des soixante provinces et plus du Japon, et en particulier les dieux d’Izu, Hakone et Mishima, les grands bodhisattvas Hachiman, Temmangù et Jizai-Tenjin, nous punissent tous et nos familles des châtiments des dieux et des bouddhas. »

Ce serment ronflant est signé par Hôjô Yasutoki, Hôjô Tokifusa et les onze membres du Conseil.

Le texte du Formulaire est bref. Il comprend cinquante et un articles, tous de longueur moyenne, dont les points principaux peuvent être résumés comme suit :

– 1. Les deux premiers articles traitent de l'entretien des sanctuaires et monastères et des rites religieux.

– 2. Les quatre articles suivants traitent des fonctions des commissaires et intendants. Ils insistent sur l'importance de ces officiers en tant que gardiens de la paix, présentés comme les représentants du pouvoir militaire du shogun. En même temps, ils précisent que les officiers du shogun ne doivent pas empiéter sur les droits des autres, qu'il s'agisse de vassaux, de propriétaires ou de fonctionnaires, dont les droits viennent de l'ancien système. Les nouveaux commissaires sont instamment priés de ne pas se mêler de ce qui n'entre pas dans leurs fonctions précises. Les gouverneurs de province et les propriétaires seigneuriaux *(ryôke)* qui tiennent leurs terres de la Couronne échappent à la juridiction des autorités du Kantô, et de même les droits et immunités des établissements religieux dans la mesure où ils ont été octroyés par la Couronne.

– 3. Les deux articles qui suivent concernent la tenure des fiefs par les vassaux, les questions de succession et tout ce qui s'y rapporte. Ici encore, il faut en principe éviter d'empiéter sur les droits des personnes qui n'appartiennent pas à la classe militaire. Mais il y a une importante exception. Dans certains cas, une règle de prescription est invoquée. Lorsqu'ils sont exercés depuis vingt ans, les droits sur la terre restent la propriété de leur détenteur quand bien même les titres de ce dernier ne sont pas conformes. Cette règle signifie, par exemple, que quelqu'un dont la terre est le fruit d'une confiscation en reste le détenteur s'il en jouit depuis vingt ans. Comme le Formulaire entra en vigueur en 1232, la date critique était 1212, en sorte que tous les droits obtenus entre 1186 (où Yoritomo nomma les premiers intendants) et 1212 étaient définitivement acquis. Cette clause est particulièrement intéressante et importante étant donné que, bien souvent, Yoritomo n'octroyait pas à ses vassaux de nouveaux domaines, mais confirmait seulement leurs droits sur ceux dont ils étaient alors les détenteurs.

– 4. D'autres articles importants traitent des délits punissables. Pour la plupart, ils ne concernent que les membres de la classe guerrière. Il n'existe pas de législation pour les gens du peuple qui, sauf de rares exceptions, sont

jugés soit par les commissaires et intendants soit par les propriétaires seigneuriaux, ou, s'ils habitent des domaines publics, par les gouverneurs de province ou de district nommés par la Couronne.

Les principaux délits dont il est question sont la trahison, le meurtre et la mutilation, le banditisme, la piraterie, la fabrication de faux, l'insulte et l'agression. Ces deux derniers, quoiqu'ils paraissent sans gravité, sont tenus pour graves par les dirigeants féodaux du fait qu'ils peuvent entraîner des vengeances et autres graves violations de la paix. Ils sont donc punis de façon très sévère, et dans les cas extrêmes par la perte du statut de vassal, ce qui témoigne une fois de plus de la volonté du bakufu de maintenir la discipline féodale – de contrôler aussi bien que de protéger les vassaux. Une attention particulière est accordée aux fausses accusations, aux calomnies et aux pressions sur la personne des juges. Ces clauses attestent elles aussi l'importance attachée par le bakufu au maintien de l'ordre et à l'administration impartiale de la justice. Des règles sont également données touchant la détermination de la responsabilité commune ou individuelle entre mari et femme et entre parents et entants.

– 5. Peut-être les articles les plus intéressants, d'un point de vue historique plutôt que juridique, sont ceux qui se rapportent au traitement des personnes qui ont combattu les Minamoto lors de la révolte de Jökyü, en 1221. Dans l'ensemble, ils ne manquent pas de générosité, à condition toutefois qu'il puisse être prouvé que l'ennemi n'est pas un renégat. Ils se montrent indulgents face aux exigences de la loyauté et du devoir filial. Même ceux qui ont pris les armes contre le shogun après en avoir reçu quelque chose sont traités sans rigueur s'ils n'ont pas été punis à l'époque, et seule une partie de leurs biens est confisquée, « parce que le temps de la sévérité est passé ».

On notera que les dispositions mentionnées traduisent une attitude clémente à l'égard des droits de ceux qui ne sont pas les vassaux directs du shogun. Cet esprit indulgent indique un changement de point de vue de la part du bakufu. Les éléments les plus coriaces de la classe guerrière sont les *Kantô bushi*, c'est-à-dire les guerriers de l'Est. C'était le noyau des combattants dont dépendait Yoritomo. Mais après la mort de Yoritomo, quand les régents Höjö eurent pris en main la politique du bakufu, il devint important d'étendre ses faveurs, et partant son autorité, au-delà des étroites limites du clan Minamoto, et de faire entrer parmi les vassaux du shogun

tous les guerriers du pays sur l’obéissance desquels le bakufu pouvait compter, et même parfois des membres de la noblesse de cour qui, sans être guerriers, étaient prêts à jurer fidélité. Ainsi, les régents Höjö semblent beaucoup moins rigides, beaucoup plus conciliants, que Yoritomo, bien qu’il acceptât lui aussi des guerriers « extérieurs » comme vassaux et se montrât libéral dans son attitude à l’égard du droit des femmes à la propriété.

Les articles ne sont pas classés de façon systématique. En plus des dispositions déjà mentic inées, ils renferment des règles diverses concernant la procédure légale, la succession et le devenir des fiefs qui, par héritage ou par mariage, tombent aux mains de nobles ou d’autres personnes n’étant pas sujettes à la même juridiction que les vassaux.

Outre l’intérêt qu’il présente du point de vue juridique, le Formulaire apporte un précieux témoignage sur l’attitude des nouveaux dirigeants féodaux à l’égard des problèmes du gouvernement. Une petite phrase, introduisant le corps du texte, est pleine d’enseignement sur leur état d’esprit : « En ce qui concerne les affaires qui ont déjà été jugées, il n’y aura aucune révision des verdicts rendus, bons ou mauvais. » Autrement dit, le gouvernement féodal ne va pas se laisser ennuyer par des subtilités de droit ni des disputes touchant la théorie ou le principe. Il administrera une justice simple, rapide et pratique, créant ses propres précédents. D’autres documents de l’époque font fréquemment usage du mot *dôri,* qui (comme l’indique clairement le contexte) signifie ce qui est raisonnable, rationnel, sensé. Le *dôri* qu’encouragent les nouveaux dirigeants n’est pas celui des philosophes, qualifiant le principe abstrait qu’ils professent. C’est le sens commun de l’homme de la rue.

L’esprit et le dessein du Formulaire sont éclairés par les explications dont Yasutoki accompagna les exemplaires destinés au *tandai* du Rokuhara (alors Shigetoki). Le document, qui traite de « différentes questions sur lesquelles les cours sont appelées à rendre leur jugement » (« seibai subeki jöjö no koto »), n’est pas un code de lois mais plutôt une liste, explique-t-il. Lorsqu’il fut rédigé, ses auteurs voulaient lui donner un titre imposant ; mais on a jugé la chose excessive, et, pour finir, on l’a tout simplement intitulé « formulaire » (« shikimoku »). On peut le critiquer en se demandant sur quelles idées il est fondé ; mais il n’a pas de base particulière sauf qu’il a été compilé en accord avec la raison (dôri). A moins d’adopter

un critère de ce genre, les jugements risquent d'être rendus non pas selon ce qui est juste ou faux, honnête ou malhonnête, mais selon la force ou la faiblesse des parties en cause. « Ainsi, en choisissant la procédure à adopter, nous avons été guidés par le désir de jugements impartiaux sans distinction entre haut et bas. »

Cette remarquable lettre, exprimant dans une langue aussi simple des idées aussi fortes, continue en remarquant que, bien que les anciens codes et règlements (les *ritsuryö* et *kyakushiki* ; cf. chapitre VI) incarnent le droit national, il ne se trouve pas un homme sur mille qui les connaisse. Punir des gens selon des lois qu'ils ne connaissent pas est source de bien des maux ; c'est pourquoi « nous avons écrit ce Formulaire de telle façon que les plus illettrés eux-mêmes puissent en comprendre le sens. Les anciennes lois sont semblables à des caractères chinois compliqués ; les nouvelles sont comme le simple syllabaire [kana]. »

Dans une lettre plus ancienne, écrite alors que le projet était près d'être achevé et soumis au Conseil d'État, Yasutoki dit que, au temps de Yoritomo, les délits se jugeaient et les différends se réglaient non pas selon les lois et règlements écrits, mais selon les principes moraux. La façon naturelle d'obtenir la paix et la sécurité, poursuit-il, est « pour l'homme d'être loyal envers son maître, pour l'enfant d'observer la piété filiale, pour la femme d'obéir à son mari, et pour tous de chasser de leur cœur ce qui est tortueux pour suivre ce qui est droit. C'est avec ces choses-là en tête que le Formulaire a été rédigé. Dans la capitale, certains en riront comme de l'œuvre de barbares orientaux. Mais ce sont les principes que nous voulons que vous suiviez. »

Ces lettres de Yasutoki confirment les conclusions que suggère l'étude du texte du Formulaire. Il est clair que les dirigeants féodaux considéraient les anciens codes comme dépassés, ou en tout cas inaptes à répondre aux besoins de la société féodale. Il y a ici rejet complet de l'influence chinoise qui inspira la législation de l'époque de Taihô et ses adjonctions successives. Ainsi, les articles du Formulaire concernant la tenure envisagent la question sous un jour tout à fait nouveau, et maints d'entre eux sont en flagrante contradiction avec les principes définis dans les codes. Un trait intéressant de la loi féodale se trouve dans les dispositions qui autorisent une femme à détenir un fief ou une partie de fief, et même, après

divorce, à garder la terre ou les droits qui étaient les siens avant son mariage.

On a parfois donné au Formulaire le titre de Coutumier. Le terme est bien choisi dans la mesure où il oppose les coutumes de la société féodale aux principes généraux des codes de Taihô. Cependant, le Formulaire va à certains égards à l'encontre des anciennes pratiques féodales. Par la suite, les articles de Jôei seront souvent décrits comme ayant apporté la lumière après l'obscurité des anciennes lois. Cette vertu fut même louée dans un poème (beaucoup plus tard, c'est vrai) du grand Bashô, qui compare les cinquante et un articles à un éclatant clair de lune après les ténèbres[46].

De nombreux additifs furent faits au Formulaire durant la période de Kamakura. Parmi eux, le plus important est le *Shimpen tsuika*, ou « Nouveau Supplément », qui est deux fois plus long que le Formulaire et renferme les adjonctions qui y furent apportées jusqu'en 1243. Autre ouvrage de valeur, le *Samurai-dokoro sata-hen* contient les jugements du *samurai-dokoro* sur les affaires qui lui furent soumises, et constitue ainsi un manuel sur la façon d'appliquer les règles définies dans le Formulaire et dans ses suppléments jusqu'en 1286. Il est indispensable à la connaissance de l'attitude du bakufu face au samurai et du comportement de la classe militaire en général.

Après la chute des régents Hôjô, le Formulaire de Jôei resta la principale source du droit féodal, et fut, avec des amendements et additifs, utilisé, sinon toujours mis en pratique, par les dirigeants féodaux ultérieurs jusqu'au xixe siècle.

le bakufu et le clergé militant

Après les années catastrophiques qui suivirent les troubles de Jökyü, comme la situation de la capitale s'améliorait, il sembla que les relations entre le bakufu et la cour se poursuivaient sans heurts et qu'il n'y avait rien à craindre de l'avenir. Mais les monastères du Hieizan et de Nara commencèrent à créer d'importants désordres dès le printemps 1235, étouffant dans l'œuf l'espoir d'une vie paisible dans la ville déjà tant éprouvée.

Nous avons déjà entrevu ce que furent les débuts des armées monacales, et il n'est pas besoin d'y revenir ; mais il n'est pas sans intérêt d'examiner ce que devinrent les r dations des guerriers et des moines après les succès remportés par le bakufu en 1221. Les Taira à leur déclin avaient traité sans ménagements les grands monastères, alors que les Minamoto avaient généralement pris soin de ne pas les offenser. Yoritomo avait fait l'impossible pour gagner la faveur du Tôdaiji de Nara, et tandis que l'influence du bakufu s'affermissait et s'étendait, la plupart des grands établissements bouddhiques et shintoïstes avaient évité de provoquer les chefs féodaux. Durant les désordres de Jökyü, les principaux monastères avaient reçu du parti de la cour des appels à l'aide, mais ils étaient demeurés neutres et ne s'étaient donc exposés à aucun risque de représailles de la part du bakufu. Après Jökyü, l'équilibre des forces avait changé. Les dirigeants féodaux avaient désormais une supériorité absolue et ne se sentaient plus tenus de mettre des gants dans leurs rapports avec les monastères. Ils pouvaient ne pas se sentir obligés d'intervenir dans les disputes entre les établissements religieux et la Couronne, sinon lorsqu'il s'agissait de maintenir l'ordre dans la région de la capitale ; mais ils ne pouvaient rien tolérer qui empiétât sur les droits de leurs vassaux ou les mît en danger. Ce changement d'attitude échappa aux moines, qui ne tardèrent pas à faire les frais de leur incompréhension.

Les problèmes commencèrent avec une erreur de jugement commise par les parties en cause lors d'une dispute entre deux institutions religieuses concernant les droits manoriaux. Avec le recul historique, la question semble insignifiante, mais elle mérite quelque attention dans la mesure où elle reflète la politique rurale d'alors et l'impuissance qui était celle de la cour.

Au début de l’été 1235, le supérieur du grand sanctuaire d’Ivvashimizu Hachiman (qui se trouve à quelque vingt-cinq kilomètres au sud-ouest de Kyoto) se plaignit au bakufu de certains empiétements sur les droits manoriaux que possédait son établissement dans la province de Yamashiro. Le culte de Hachiman, le dieu de la Guerre, avait une importance particulière pour les dirigeants féodaux, et le supérieur pressait le bakufu de nommer dans la région un commissaire qui fût à même de protéger les intérêts de lTwashimizu. Il expliqua qu’il y avait un litige entre les manoirs du sanctuaire et un manoir voisin du Kôfukuji, qui était très puissant et pouvait lever une nombreuse troupe de moines armés. Le bakufu enregistra sa plainte et nomma un officier pour protéger les droits du sanctuaire. Mais avant que la nomination ne fût faite, un conflit éclata entre les deux parties à propos de droits de captation d’eau. La cour pria le Rokuhara d’envoyer des responsables examiner l’affaire, mais avant que ceux-ci ne se missent en route les prêtres de l’lvvashimizu avaient déjà affronté les moines armés du Kôfukuji, qui avaient incendié les bâtiments du manoir appartenant au sanctuaire et tué quelques prêtres. A la demande de la cour, le Rokuhara envoya alors une troupe aux ordres de deux officiers supérieurs (Takeda et Utsuno-miya) protéger les biens de lTwashimizu et arrêter les régisseurs fautifs du domaine voisin du Kôfukuji. Celui-ci protesta violemment, mais la cour lanterna et n’envoya qu’au bout d’un certain temps un émissaire à l’Iwazhimizu pour étudier l’affaire. Furieux, les prêtres du sanctuaire chassèrent ce dernier et se préparèrent à se rendre en masse dans la capitale avec leurs emblèmes sacrés *(shimboku)*, qui étaient tenus pour inviolables et devaient ainsi les protéger contre tout recours à la force. Cette initiative alarma la cour plus que les menaces du Kôfukuji. Un messager de l’empereur fut envoyé en hâte apaiser lTwashimizu, à qui furent offerts un manoir dans la province d’Iga, et, quelques jours plus tard, des droits manoriaux dans celle d’Inaba.

Ce soutien de la cour au sanctuaire d’Iwashimizu suscita un vif mécontentement parmi les moines-soldats du Kôfukuji. Cependant, les sectes de la Montagne (Hieizan) se soulevèrent, plongeant la capitale dans l’inquiétude. La cause de ces désordres était la conduite de Sasaki Takanobu, fils de Sasaki Nobutsuna, un guerrier de haut rang alors commissaire dans la province d’ômi. En l’absence de son père, Takanobu, qui était intendant d’un manoir de cette province, enrôla d’office certains prêtres pour les soumettre à la corvée. Il entra ainsi en conflit avec les

prêtres du Hiyoshi, l'un des plus importants sanctuaires shintoïste du pays, dont l'un fut tué par un de ses hommes. En juillet 1235, les moines du Hieizan se plaignirent de lui à la cour. La cour répondit aussi vaguement qu'à l'ordinaire, et les moines, escortant le chariot sacré du sanctuaire de Hiyoshi, se mirent à marcher sur Kyoto. A cette nouvelle, la cour ordonna en hâte aux autorités du Rokuhara d'empêcher le chariot d'entrer dans la ville. Le Rokuhara envoya une troupe arrêter le cortège, et lors de l'affrontement qui s'ensuivit des hommes des deux camps furent tués et blessés. Les moines comprirent qu'ils étaient en mauvaise posture et battirent en retraite, laissant le véhicule sacré dans l'enceinte du sanctuaire de Gion. Puis ils s'adressèrent à la cour pour réclamer des sanctions contre ceux qui avaient commis le grave crime de tuer ou blesser des moines et autres religieux.

La cour avait toujours eu peur des sectes de la Montagne, et sa réponse fut aussi faible et évasive que de coutume. Cédant à tout ce qu'on lui demandait, elle ordonna aux capitaines du bakufu de punir Takanobu et les assaillants qui avaient porté la main sur les prêtres du sanctuaire. En septembre.

elle publia un ordre de bannissement à l'encontre de Takanobu, et, en même temps, elle envoya un dignitaire bouddhiste à l'Enryakuji afin d'en apaiser les moines. Quelques semaines plus tard, le chariot sacré fut reconduit du sanctuaire de Gion à celui de Hiyoshi. Les désordres semblaient terminés.

Mais le bakufu n'était pas satisfait. Un vassal de quelque importance avait été puni pour avoir rempli son devoir de guerrier. Il y avait tout lieu de croire que les moines du Hieizan n'étaient pas innocents. Aussi, tout en se pliant aux requêtes de la cour, le bakufu chargea le Rokuhara de donner des ordres stricts aux sectes de la Montagne pour qu'elles dénoncent les moines coupables et livrent les meneurs qui, en sortant le chariot sacré, avaient déclenché les hostilités. En réponse à cette provocation, le chef abbé du Ten-dai (qui était un prince du sang) prit sur lui toute la responsabilité de l'affaire et se démit de ses fonctions à la fin de l'année. La situation devenait tendue. L'Enryakuji resta sans plus rien faire, et le bakufu patienta un moment. En mars suivant (1236), il réitéra son ordre de livrer les meneurs, mais sans résultat. Il recommença quelques mois plus tard, mais toujours en vain. Puis il exerça de fortes pressions sur le chef abbé, et la

situation devint si explosive que la cour intervint, mais sans succès, pour rétablir la paix.

Le 7 septembre 1236, le Rokuhara proposa de soumettre à la question le moine qu'il considérait comme le grand responsable des troubles. Une équipe de guerriers gagnèrent Sakamoto, au pied de la montagne, où ils furent arrêtés par une foule en colère barrant l'accès aux bâtiments du monastère, dont on avait à nouveau sorti le chariot sacré. La cour, qui voyait maintenant que la dispute allait se terminer en une violente répression des moines par les gue riers, était consternée. Elle proposa de faire grâce aux moines s'ils rentraient dans l'ordre, mais lorsqu'elle avertit le bakufu de cette initiative, celui-ci refusa.

Entre-temps, l'affaire du Köfukuji avait atteint un point crucial. En décembre 1235, pour intimider les prêtres de l'Iwashimizu, les moines s'étaient mis en marche vers la capitale avec leur emblème sacré pour réclamer la punition des employés des domaines de l'Inaba donnés au sanctuaire par la Couronne. La cour s'affola de nouveau, et ordonna au Rokuhara de démanteler le pont d'Uji pour empêcher les moines de franchir le fleuve et de continuer sur Kyoto. Le palais envoya des messagers pour apaiser les émeutiers, mais sans résultat. Ils furent arrêtés à Uji par une puissante troupe envoyée contre eux, et, contraints de battre en retraite, ils abandonnèrent leur emblème sacré au Byödö-in. Comme le Köfukuji était le monastère familial de leur clan, les nobles Fujiwara, à commencer par le *kampaku* Michiie, étaient dans une situation embarrassante. Ils s'enfermèrent chez eux, et lorsque vint le nouvel an (1236), on ne put ainsi célébrer au palais les cérémonies usuelles. La capitale resta déserte et silencieuse.

Cependant qu'il tenait le pont d'Uji, le commandement du Rokuhara envoya un message urgent au bakufu, soulignant les dangers de la situation. Le bakufu adressa alors une longue lettre au Köfukuji pour ordonner aux moines de retourner l'emblème sacré là où était sa place. Mais cet ordre resta sans effet, et le bakufu, qui avait montré jusque-là une patience remarquable, durcit enfin son attitude. Il soumit le monastère à diverses pressions et tenta en outre d'acheter et d'espionner les moines du Hieizan pour affaiblir leur résistance. Pour finir, le Conseil d'État envoya Gotö Mototsune, l'un de ses principaux généraux, pour parlementer. Le 22 mars 1236, celui-ci s'avança au bord du Kizu, où, après avoir fait une

démonstration de force, il tança et menaça si bien les moines qu'ils se retirèrent avec l'emblème sacré.

Cependant, les moines du Kôfukuji n'avaient pas vraiment renoncé. Les dirigeants du bakufu s'en rendirent compte et prirent leurs précautions. Ils nommèrent un commissaire pour surveiller de près les domaines de l'Iwa-shimizu, puis attendirent un mouvement des moines, qui ne tardèrent pas à montrer des signes de résistance. A la fin du mois d'août, ils préparèrent l'emblème sacré pour une procession, rassemblèrent des armes, réparèrent leurs murs extérieurs et se mirent sur la défensive.

Une fois encore, le bakufu envoya Goto à Kyoto, où, en septembre 1236, il mobilisa les vassaux de la Grande Garde et marcha sur le Kôfukuji. Arrivé à proximité, il lança un avertissement auquel les moines ne prirent pas la peine de répondre. Ensuite, le bakufu confisqua les manoirs du Kôfukuji et y nomma de nouveaux intendants tout en cernant le monastère et en coupant ses voies d'accès. Un commissaire fut par ailleurs nommé dans la province du Yamato pour maintenir une pression permànente. C'était une initiative d'importance, car jusqu'ici, en raison du prestige et de la richesse du Kôfukuji, la coutume voulait que le Yamato n'eût ni gouverneur ni hauts officiers de police.

Les moines étaient enfin réduits à l'impuissance. Le 16 novembre, ils firent une brèche dans les murailles, sortirent et se disséminèrent ; à la fin de décembre, ils avaient remis à sa place l'emblème sacré et fait leur soumission au bakufu. Peu après ces événements, le Conseil d'État de Kamakura décida qu'on pouvait retirer du Yamato le commissaire et les nouveaux intendants qu'on y avait nommés. La fermeté dont il avait fait preuve avait porté ses fruits ; par la suite, les établissements religieux qui depuis si longtemps maltraitaient et intimidaient la cour ne se risquèrent plus à fâcher les dirigeants féodaux.

L'une des conséquences de l'attitude des moines avait été de retarder la visite officielle du nouveau shogun à Kyoto. A la fin de 1237, tout était rentré dans l'ordre. Grâce à la façon dont il avait traité les moines et assisté la cour dans ses ennuis, le bakufu avait meilleure réputation que jamais, si bien que, quand on proposa que Yoritsune se rendît dans la capitale au début de 1238, il était certain qu'il y recevrait bon accueil.

De grands préparatifs furent faits. On construisit de nouveaux bâtiments pour loger le shogun et sa nombreuse suite, dont le régent Yasutoki. Pour

payer les somptueux divertissements prévus, le bakufu soumit à un impôt les vassaux de toutes les provinces. D'importantes précautions furent prises afin d'assurer la sécurité du shogun et des notables qui devaient prendre part aux fastueuses fêtes et cérémonies qui s'étaleraient sur plusieurs semaines. On jugeait ces mesures nécessaires car les rues restaient infestées de voleurs et de mendiants, sans parler des fils délinquants de la noblesse qui prenaient plaisir à jouer les voyous.

Le Trône honora le shogun des grades et titres traditionnels de grand conseiller, directeur de la Commission de Police et commandant des gardes de la Division de Droite. De nombreuses rencontres eurent lieu entre le iregent Yasutoki et les membres dirigeants de la cour, rencontres à l'occa-îsion desquelles on parla politique. Au début de décembre 1238, au terme jd'un séjour d'environ neuf mois, le shogun rentra à Kamakura après une'. cérémonie d'adieu à laquelle participaient tous les grands nobles de la capitale et que présidaient Saionji et Kujô, tous deux si proches du bakulu qu'on pouvait les considérer comme les agents de sa politique.

L'un des traits les plus intéressants et les plus étonnants de l'histoire politique du Japon est la grande importance qu'attache le bakufu à ses relations avec la cour impériale. Une fois que le coup d'État de Go-Toba eut échoué et que l'autorité des chefs féodaux eut été largement reconnue par les ministres de Kyoto, il semblerait à première vue que le bakufu eût pu se contenter d'entretenir avec la cour des relations correctes, sans tenir compte ni des nominations ni des édits provenant du Palais, qui ne pouvaient entrer en vigueur sans l'approbation du régent de Kamakura et de ses représentants provinciaux, dont le puissant *tandai* du Rokuhara. Mais en fait l'attitude du bakufu resta pleine de respect face à la prérogative impériale, et les régents, quelque conscients qu'ils fussent de leur force supérieure, ne cessèrent jamais d'observer les formes extérieures du respect et de l'obéissance, tout en suivant attentivement les fluctuations du sentiment politique des notables de la cour et des monastères avec lesquels elle était en rapport étroit.

Cette apparente anomalie demande certaines explications. Elle découlait sans doute de la longue tradition de supériorité morale qui constituait la source réelle d'autorité de la maison impériale. Le souverain était un symbole de puissance, mais d'un caractère si sacré que toutes les fonctions matérielles étaient normalement déléguées* aux serviteurs de la Couronne,

qu’il s’agisse des ministres, des régents Fujiwara ou, plus tard, des chefs de clans guerriers. C’est à cette espèce de délégation que le bakufu de Kamakura devait sa légitimité ; et le fait que Yoritomo et ses successeurs aient considéré la légitimité comme essentielle est peut-être un des aspects les plus remarquables du nouveau régime féodal. Même dans l’ivresse de la victoire, Yoritomo ne se risqua certainement pas à se considérer comme indépendant ; et il sem’le que le bakufu de Kamakura n’atteignit jamais un état de complète assurance touchant son aptitude à gouverner l’ensemble du pays. On peut dire qu’il progressa pas à pas dans cette direction ; mais le Formulaire de Jôei contient plusieurs articles qui montrent – ce qui est confirmé par ailleurs – que, au milieu du xine siècle, il y avait d’importants secteurs des domaines juridique et économique où les officiers du shôgun n’avaient aucune autorité. Comme on l’a vu, les commandants du Rokuhara étaient en outre contraints dans certaines circonstances d’obéir aux ordres d’une cour timide et irrésolue pour laquelle ils ne pouvaient avoir aucune véritable respect. Ce cas est parfaitement illustré par les mesures policières et militaires prises par les troupes du bakufu à la demande de la cour contre les moines insurgés du Kôfukuji.

Lorsqu’il parle des événements d’après les troubles de Jökyü, l’*Azuma kagami* donne l’impression que Kamakura était très puissante, et Kyoto très faible. Mais il se peut que ces annales brossent un tableau trop favorable de la stabilité du gouvernement féodal. Ses dirigeants avaient de bonnes raisons de craindre des tensions et des dissenssions au sein du régime féodal, et ils étaient bien sûr tout à fait conscients d’un certain antagonisme, parfois à peine voilé, parmi les grands vassaux. Dans l’ensemble, Yoritomo, Tokimasa et Yoshitoki étaient des hommes prudents, et il se peut qu’ils aient jugé possible qu’une révolte de Kyoto avec les vassaux mécontents de l’Est comme de l’Ouest soit, sinon victorieuse, du moins créatrice de grands troubles. Avoir dans la capitale une garnison placée sous le commandement d’un représentant du shogun doté de pouvoirs très étendus était une précaution normale, et qui n’avait rien de nouveau. Mais le bakufu allait beaucoup plus loin. Il s’intéressait aux affaires du palais jusque dans les moindres détails, et tenait à avoir le dernier mot touchant le choix des candidats à toutes les positions élevées, tout en revendiquant et exerçant le droit d’être consulté à propos de l’abdication et de la succession des empereurs, ou plus exactement d’en décider.

(Cinq siècles plus tard, dans leurs rapports au Trône, les shôgun Tokugavva utilisent l'expression « Go inin ni makase », qui veut dire « conformément aux pouvoirs délégués ».)

Malgré leur position de force, ses membres ressentaient le besoin d'avoir des amis à la cour. Après son triomphe de 1185, Yoritomo avait profité du conseil et de l'appui de Kujô Kanezane*, et après l'affaire de Jökyü, Yasutoki surveilla étroitement le choix des candidats aux fonctions de *sesshô*, de *kampaku* et de chancelier. Alors que les empereurs cloîtrés Go-Toba et Jun-toku avaient été exilés dans les plus mélancoliques conditions, que les princes et les nobles qui avaient pris part à la conspiration de Go-Toba avaient été contraints de quitter la capitale, et que les troupes du bakufu occupaient celle-ci, insister pour que les candidats du bakufu soient nommés aux postes importants du gouvernement impérial pouvait passer pour un excès de prudence. Quiconque occupait un emploi était forcé d'exécuter les ordres du bakufu, fût-ce à contrecœur ; cependant, la nomination avouée de personnages connus pour être des agents du bakufu était susceptible de causer jalousie et opposition à Kyoto.

Mais le Conseil d'État ne voyait pas les choses ainsi. Ses membres tenaient avant tout à récompenser Saionji Kintsune de ses services. Il avait été leurs yeux et leurs oreilles dans la capitale à l'époque du coup d'État de Jökyü, et il était devenu chancelier en 1222. A ce titre et en vertu de ses relations avec le bakufu, il était tout-puissant à la cour. Il faisait la loi au Bureau des Nominations qui se réunissait périodiquement, et pouvait ainsi s'assurer que les personnes choisies pour les postes clés auraient l'approbation de Kamakura. Une conduite aussi irrégulière faisait enrager bien des nobles, mais sans qu'ils puissent rien faire. L'influence de Kintsune, fortement appuyé par le Rokuhara, augmenta si vite qu'en 1225 presque tous les emplois importants à la cour étaient occupés par des membres de la famille Saionji. En plus de sa haute charge ministérielle, Kintsune obtint pour lui-même le poste enviable de premier secrétaire *(bettô)* du cabinet de l'empereur cloîtré, poste à la fois influent et rémunérateur puisqu'il comprenait l'administration des grands domaines de *Vin* avec des appointements tirés de leurs revenus.

Kanezane était le chef des Fujiwara de la branche de Kujô.

Empereurs titulaires et cloîtrés, 1198-1242

Cloîtrés (Insei)		*Titulaires*	
Go-Toba	1198-1221	Tsuchimikado	1198-1210
Go-Takakura	1221-1223	Juntoku	1210-1221
Go-Horikawa	1232-1234	Chūkyō	1221 (3 mois)
		Go-Horikawa	1221-1232
		Shijō	1232-1242

Régents de la Couronne, 1206-1242

Sesshō		*Kampaku*	
Konoe Iezane	1206-1207	Konoe Iezane	1207-1221
Konoe Iezane	1221-1223	Kujō Michiie	1221
Kujō Yorimichi	1232-1235	Konoe Iezane	1223-1228
Kujō Michiie	1235-1237	Kujō Michiie	1228-1231
Konoe Kanetsune	1237-1242	Kujō Yorizane	1231-1232
		Konoe Kanetsune	1242 (3 mois)

Couvert d'honneurs et de richesses, Kintsune dépensait de grandes sommes en divertissements extravagants et en villas et jardins coûteux. On dit qu'il se considérait comme un homme d'État ayant mieux réussi et dépensant plus largement que le grand Michinaga lui-même, qui avait une très haute opinion de ses propres mérites. Il l'emportait donc en pouvoir et en renommée sur son confrère Kujô Michiie, qui avait été *kampaku* en 1221 mais qui fut relevé de sa charge après les troubles de Jökyü. Cependant, Michiie n'était considéré comme dangereux en aucune façon, et comme il était le père du shogun Yoritsune et parent par alliance de Kintsune, avec qui il était en bons termes, il ne se passa pas longtemps avant qu'il retrouvât ses fonctions de *kampaku* (1228-1231) et son ancienne splendeur. Les deux grandes familles en vinrent donc à dominer la scène politique de Kyoto, les Saionji étant plus actifs et les Kujô (du fait qu'ils comptaient parmi les Sekke, c'est-à-dire les familles susceptibles de fournir un régent) plus distingués. Michiie suivit l'exemple des Fujiv/ara et arrangea un mariage entre l'empereur (Go-Ho ikawa) et sa fille, qui devint épouse *(chügü)* en 1230. Il espérait ainsi créei entre sa famille et le Trône un lien permanent. En 1231, un fils naquit et devint héritier présomptif. Michiie avait atteint son objectif, et quoiqu'il jugeât bienséant de quitter sa charge de régent, il continua d'être le noble le plus puissant et le plus éclatant de la cour. En 1232, sous prétexte que la santé de l'empereur laissait à désirer et qu'il ne pouvait surmonter les tensions dues aux calamités des années précédentes (les famines et les épidémies des années 1225-1231), on jugea bon qu'il abdiquât. Il le fit à la fin de l'année, devenant alors empereur cloîtré et

laissant le trône à son fils de deux ans, le petit-fils de Michiie, qui régna de 1232 à 1242 sous le nom de Shijô.

La puissance de la famille Kujô semblait avoir atteint une hauteur vertigineuse, car ses membres étaient en mesure de dire qui devait occuper le trône, qui devait gouverner du cloître et qui devait remplir les hautes charges de l’État. Mais en fait, le moindre mouvement des Kujô comme des Saionji devait avoir l’approbation du Conseil d’État de Kamakura. Ils n’étaient guère plus que les glorieux pantins des régents Hôjô ; et, avant longtemps, eux et leurs familles tombèrent victimes de maladies mortelles et autres malheurs, que les superstitieux eurent tôt fait d’imputer aux sentiments vengeurs des souverains déposés Go-Toba et Juntoku, languissant alors en exil.

Il est évident que, d’un point de vue purement pratique, le bakufu aurait pu se passer sans risque de l’assistance d’hommes comme les Saionji et les Kujô, car dans toutes les situations critiques, la cour se montrait faible et sans ressources. Même pour venir à bout des désordres suscités par les moines, les grands ministres de la Couronne devaient faire appel aux guerriers ; et après la chute de Go-Toba, il était peu vraisemblable qu’un complot quelconque put échapper à la vigilance des espions du Rokuhara, et plus encore qu’une quelconque opposition pût résister aux troupes que le bakufu était en mesure de mobiliser dans l’Ouest.

Cependant, il est clair que le bakufu ne considérait pas ses relations avec la cour d’un œil exclusivement pratique. Son attitude était guidée par certaines considérations qui, prises ensemble, expliquaient la prudence dont les dirigeants féodaux faisaient preuve en traitant le Trône avec respect et, si possible, en recourant à la persuasion plutôt qu’à la force pour atteindre leurs objectifs. Il est possible que la raison la plus puissante de cette politique fût la répugnance des dirigeants féodaux à se lancer dans de nouvelles aventures militaires. Ils étaient profondément intéressés par l’organisation du nouveau régime féodal, dont ils travaillaient à perfectionner l’administration et à faire respecter les lois. Ils ne voulaient pas interrompre cette tâche en mobilisant des vassaux qui attendraient de larges récompenses que le bakufu n’était pas en mesure de donner. Ils jugeaient plus simple et plus sûr de conclure une alliance avec les représentants de l’ancienne noblesse étroitement liés à la maison impériale,

qui étaient prêts à appliquer la politique du bakufu pour peu que celui-ci les aidât à réaliser leurs propres ambitions.

Toutefois, ces raisons matérielles ne peuvent suffire à expliquer l'intérêt permanent du bakufu à l'égard des affaires de la cour. Il ne fait aucun doute que les chefs militaires, de Yoritomo aux régents Hôjô, tout comme la classe guerrière en général, croyaient à la suprématie de la famille régnante et étaient fortement influencés par le prestige et le pouvoir mystique du Trône. Cette attitude n'était pas incompatible avec la façon plutôt rude de traiter les souverains et les princes qui entravaient la politique du bakufu, car c'était dans sa position et non dans son action ou sa capacité que résidait le pouvoir de l'empereur. De presque tous les souverains du Japon, on pouvait dire – avec un glissement de sens, c'est vrai – « capax imperii nisi imperas-set ». Ce fut ceux qui tentèrent de gouverner qui rencontrèrent les difficultés les plus grandes.

Lorsque l'empereur Shijô mourut soudainement en février 1242, une grave dispute s'éleva. La lignée de Go-Horikawa était éteinte, et la succession semblait devoir aller au prince Kunihito, un fils de Tsuchimikado, le fils aîné de Go-Toba. Mais il avait un sérieux rival en la personne d'un fils de Juntoku, frère cadet de Tsuchimikado. Ce jeune homme, nommé Tadanari, avait l'appui de Kujô Michiie (qui était son grand-père maternel) et de Saionji Kintsune. Mais ces deux importants personnages étaient les obligés du bakufu et n'osaient rien faire sans le consentement de Yasutoki. Les deux partis envoyèrent des messagers à Kamakura demander le soutien du bakufu, mais avant qu'ils n'arrivent à destination, deux membres du Conseil d'État s'étaient mis en route pour la capitale, avec ordre d'appuyer les droits du fils de Tsuchimikado. Yasutoki leur avait confié que, s'il arrivait que Tadanari fût placé sur le trône, il serait déposé.

Si la position de Yasutoki était aussi tranchée, c'était essentiellement parce que le père de Tadanari, l'exilé Juntoku, était connu pour être hostile à Kamakura. La situation était curieuse, car nous voyons ici la cour non seulement accepter les ordres du bakufu, mais encore demander sa décision dans un domaine touchant aux droits souverains. Le prince Kunihito monta donc sur le trône en avril 1242 sous le nom de Go-Saga. Il ne régna que peu de temps, car il abdiqua en 1246 ; mais il conserva le pouvoir réel jusqu'au jour de sa mort, en 1272. Ses relations avec le bakufu furent caractérisées

par une rare confiance mutuelle. Il semble que la cour et le bakufu aient alors fini par arriver à une division satisfaisante des fonctions. Les officiers du bakufu n'empiétaient pas sur les compétences de la Couronne dans les domaines publics, ni sur les droits encore très étendus des propriétaires particuliers qui ne faisaient pas partie des vassaux. Comme la famille royale, les grands nobles possédaient de vastes domaines, notamment dans le Centre et l'Ouest. Les décisions concernant les affaires militaires, la prévention des désordres civils et l'administration des terres qui étaient aux mains des vassaux étaient du ressort exclusif des dirigeants féodaux. Sur les questions d'importance nationale, la coutume voulait que le bakufu consultât officiellement le Trône, et, au besoin, demandât au gouvernement de Kyoto de publier les ordres appropriés. Le souverain connaissait une situation comparable à celle d'un monarque constitutionnel moderne en ce sens qu'il ne prenait aucune mesure sans l'approbation de ses conseillers politiques – en l'occurrence, le régent et le Conseil d'État de Kamakura.

Ce double système de gouvernement était à proprement parler irrégulier et anormal. Mais il fonctionna parfaitement de 1221 (où Go-Toba fut déposé) jusqu'à la fin du xine siècle, et le mérite de ce succès revient principalement à la prudence et au bon sens des régents Hôjô, et en particulier de Yasutoki (1224-1242), Tokiyori (1246-1256), Tokimune (1268-1284) et Sadatoki (1284-1301). C'est une démonstration intéressante de la tradition nationale de rigueur en matière de gouvernement qu'une société de guerriers batailleurs ait pu produire une succession d'administrateurs extrêmement capables qui alliaient un sens aigu de la justice à l'art de faire régner la discipline.

Les régents Höjö, 1242-1284

PROBLÈMES INTERNES DU BAKUFU. 1242-1252

Si, après l'accession de Go-Saga, les relations du bakufu avec la cour furent harmonieuses et même amicales, la régence Hôjô n'allait pas sans difficultés internes. Yasutoki mourut en 1242, et son successeur, Tsunetoki (son petit-fils) se trouva face à deux problèmes nécessitant une solution rapide.

Le premier consistait à trouver un successeur possible pour le shogun Yoritsune, que le bakufu voulait déposer ; le second, à assurer la stabilité de

la régence à une époque où elle pouvait être défiée parce qu’elle était entre les mains d’un membre de la famille Höjö encore inexpérimenté.

Le problème du choix d’un successeur à Yoritsune n’était pas difficile. Comme solution momentanée en tout cas, la décision qui s’imposait était de demander au Trône de désigner Yoritsugu, son tout jeune fils, pour le remplacer. C’est ce que l’on fit assez brusquement, avant qu’une quelconque opposition ait pu se développer, en envoyant un messager spécial dans la capitale. Il quitta Kamakura le 29 mai 1244 et revint avec l’édit voulu daté du) juin, nommant Yoritsugu à la place de son père, traité comme ayant abdiqué. Le messager n’avait que sept jours pour couvrir la distance Kamakura-Xyôto (pas loin de 500 kilomètres) et le même délai pour le retour, ce qui, à |i’époque, devait représenter le voyage le plus rapide possible.

Yoritsugu fut promptement fiancé à une sœur cadette de Tsunetoki. Yoritsune demeura à Kamakura, vivant retiré après être entré dans les ordres pour « ontrer qu’il n’avait plus d’ambitions séculières. En avril 1246, Tsunetoki ttrapa une maladie mortelle et fut remplacé par son jeune frère Tokiyori. La lituation dans laquelle se trouvait le nouveau régent était menaçante. Yori-liune avait été shôgun pendant près de vingt ans, et il s’était fait de nombreux rmis à Kamakura, dont certains étaient de jeunes nobles de Kyoto, mais dont i plupart étaient issus des meilleures familles féodales et avaient travaillé our lui ou fréquenté sa cour. Ces gens en voulait au régent Höjö de sa décision rbitraire, et quand Tokiyori entra en fonction, la situation était tendue.

Les raisons expliquant la démission de Yoritsune ne sont pas claires.

L’Azuma kagami explique qu’elle fut demandée par des présages célestes. La chose n’est pas impossible, mais il paraît plus vraisemblable que le bakufu n’ait pas aimé les amis de Yoritsune et n’ait pas eu confiance en sa famille, car son père Michiie, le *kampaku,* jouissait d’une immense influence à la cour et était dévoré d’ambition. Il est probable que, pour des raisons de haute politique, le bakufu souhaitait installer un shogun d’âge tendre, ouvert à l’influence du régent, et sans partisans ni amis intimes à Kamakura. Il y avait dans les provinces de l’Est un groupe restreint mais influent de vassaux hostiles au régent Hôjô, parmi lesquels les frères Nagoshi, qui étaient eux-mêmes membres du clan Hôjô. Ils étaient en rapport étroit avec Yoritsune, et, sans s’opposer activement au régent, ils

nourrissaient des sentiments quelque peu déloyaux, que partageaient, ou du moins toléraient, certains membres du Conseil d'État fort en vue, comme Gotö Mototsuna, Chiba Hidetane et Miyoshi Yasumochi, le président du *monchüjo*. Pour les Hôjô, la franche hostilité de la puissante famille Miura, qui depuis quelque temps se montrait envieuse et méfiante à l'égard des régents, était néanmoins plus dangeureuse.

Tokiyori n'ignorait évidemment rien de tout cela, et son grand souci était d'éviter que les problèmes internes du bakufu ne deviennent un sujet de discussion politique à la cour, où le père de Yoritsune était susceptible de créer des difficultés. Il ordonna donc au Rokuhara de renforcer sa surveillance, de guetter le moindre signe de conspiration, et de se préparer à toute éventualité. Cependant, il n'était pas besoin d'aller si loin pour voir des signes d'agitation. En effet, au printemps 1246, des vassaux et leurs gens venus des campagnes commencèrent à se montrer à Kamakura et à prendre parti dans des discussions et des rixes entre les fidèles de Yoritsune et les loyaux partisans de Tokiyori.

Tokiyori prit de mesures préventives en postant de puissants détachements de guerriers dans les rues de la ville, avec ordre de tenir en respect les amis déclarés de Yoritsune, et d'étouffer ainsi tout mouvement subversif avant qu'il ne devienne dangereux. Le 10 juillet, une échauffourée mena à la découverte d'un complot d'assassinat contre la personne du régent, dans lequel son oncle Mitsutoki lui-même se trouvait impliqué. Tokiyori se retira dans son hôtel, qui était défendu par la fleur des guerriers de Kamakura, et s'y tint prêt à tout. Sur quoi Yoritsune lui adressa un messager chargé d'excuses et de paroles de conciliation. Mais Tokiyori n'était pas disposé à perdre cette première occasion de montrer sa fermeté en traitant avec des conspirateurs déclarés. Il renvoya le messager à Yoritsune et fit venir son oncle Hôjô Mitsutoki, qui se rasa la tête et avoua son crime.

Régents de Tokimasa à Tokimune

	Naissance-mort	Durée de la régence
Tokimasa	1138-1205	1203-1205
Yoshitoki	1163-1224	1205-1224
Yasutoki	1183-1242	1224-1242
Tsunetoki	1214-1246	1242-1246
Tokiyori	1227-1263	1246-1256
Nagatoki	1229-1264	1256-1264
Masamura	1205-1273	1264-1268
Tokimune	1251-1284	1268-1284

Chaque régent (*shikken)* avait un confrère ou représentant, le « rensho »> ou cosignataire, qui était théoriquement son égal, mais qui, dans la prati-

que, ne faisait d'ordinaire guère plus que de contresigner les papiers officiels et expédier les affaires courantes.

Peu de temps après, Tokiyori fut secrètement informé d'une action des Miura qui ne laissait aucun doute sur leur attitude. Redoublant de prudence, il organisa aussitôt une rencontre avec les membres les plus importants de la famille dans l'espoir de les contraindre à un accord. Il exclut Goto, Chiba et d'autres du Conseil d'État, et fit grâce à Mitsutoki, qu'il démit de toutes ses fonctions et envoya dans la province d'Izu vivre paisiblement sur ses terres sous la surveillance de Kamakura.

Quant au shogun Yoritsune, bien qu'il ne fût peut-être qu'une marionnette dont ces ambitieux tiraient les ficelles, on ne pouvait fermer les yeux sur sa conduite. Tokiyori ne parvint pas à faire la preuve de sa complicité, mais on décida de le renvoyer à Kyoto. Tokiyori le fêta avant son départ, qui eut lieu en grande pompe et sous une imposante escorte. Il rejoignit la capitale en septembre 1246 et fut installé au Rokuhara par le *tandai* Shigetoki.

Tokiyori s'était débarrassé de lui avec adresse et promptitude, mais il fallait maintenant empêcher ses amis de reprendre leurs activités, et c'est pourquoi le bakufu décida de retirer son appui à Michiie et plus généralement à la famille Kujô. La chose se passa sans difficulté, car les maisons rivales accueillirent sa chute avec satisfaction. Cependant, il était plus urgent encore de trouver un arrangement avec la famille Miura, qui, jadis amicale, était depuis quelques années mal disposée à l'égard de la famille Hôjô.

Pour une description générale de la politique de Tokiyori, il suffirait de dire qu’il trouva le moyen de détruire ce puissant rival ; mais l’histoire vaut la peine d’être racontée de manière un peu détaillée car elle éclaire certains aspects de la scène féodale sous la régence Hôjô, et contient tous les ingrédients d’une sanglante tragédie.

Tokiyori n’avait aucune preuve convaincante que les Miura projetaient de l’attaquer. En outre, la famille Hôjô avait à leur égard une dette de gratitude depuis l’aide qu’ils avaient apportée durant les troubles de Jökyü. Entre les deux maisons régnait ainsi une paix difficile. Tokiyori hésitait à prendre l’offensive, d’une part parce qu’il espérait trouver une façon élégante de mettre fin à la discorde, et d’autre part parce que le clan Miura avait de beaucoup plus grands fiefs et par là plus de partisans directs que la famille Hôjô, dont les chefs s’étaient délibérément abstenus de prendre des terres confisquées à la suite de l’affaire de Jökyü.

Yasumura, le chef de la famille Miura, comptait parmi les membres du Conseil d’État et les signataires du Formulaire de Jôei. Il avait rendu de nombreux services et donné de précieux conseils. Mais – malheureusement pour l’unité et pour l’anonymat que ses fondateurs avaient juré de préserver – de profondes divergences d’opinion au sein du Conseil avaient fait naître une franche hostilité entre Yasumura et les membres du clan Adachi, qui, étant parents par alliance des dirigeants Hôjô, prirent toujours plus d’influence tandis que Yasumura en perdait. Depuis l’époque de Yoritomo, ils s’étaient souvent vus confier des missions importantes[47], ce qui, s’ajoutant à d’autres circonstances du même ordre, provoqua entre les deux clans des tensions qu’allait exacerber la fureur de Mitsumura, frère cadet de Yasumura, quand Yoritsune fut expédié à Kyoto, en 1246. Mitsumura avait été longtemps l’ami du jeune shôgun, et on le soupçonnait ainsi tout naturellement d’avoir participé aux complots contre le régent.

Il faut se souvenir que, du point de vue des Miura, qui étaient aussi puissants par le nombre et d’aussi bonne naissance que les Hôjô, ces derniers n’étaient pas mieux placés qu’eux pour gouverner les vassaux. S’ils avaient des pouvoirs spéciaux, c’était parce que Masako, la veuve du chef de clan des Minamoto, avait fourni à Tokimasa une aide indispensable par amour pour les fils que lui avait donnés Yoritomo. Entre les deux familles, le fossé était donc difficile à combler, et les problèmes de Tokiyori pouvaient être une chance pour les Miura. Dans ces circonstances délicates,

Tokiyori resta sur le qui-vive mais sans prendre d’initiative. Il semble avoir attendu que les Miura fassent un geste qui justifie des représailles à grande échelle. Cependant, Yasumura continuait d’assister aux séances du Conseil sans donner à Tokiyori le prétexte qu’il espérait.

En surface, les relations se déroulaient sans heurts. Mais en mai 1247 arriva soudain à Kamakura un vieux moine, portant le nom de Kakuchi, qui se rendit chez Tokiyori. Il s’agissait en fait d’un ancien guerrier, Adachi Kagemori, qui, depuis vingt ans, vivait retiré sur le mont Kôya. C’était le grand-père paternel de Tokiyori, et ses méditations avaient été troublées par les nouvelles de ce qui se passait à Kamakura, où il était venu discuter avec son petit-fils de la meilleure façon de traiter les Miura.

Entre-temps, les relations entre les deux maisons étaient devenues quasi amicales. Tokiyori *s*’< tait même arrangé pour adopter le deuxième fils de Yasumura, et, le 1er juillet, [\ s’était rendu chez les Miura en raison d’un deuil familial. Mais il y avait aperçu des signes de préparatifs militaires, et, après être rentré précipitamment chez lui, il avait envoyé une grave réprimande à Yasumura, qui s’était aussitôt excusé. Cependant, des espions signalèrent le lendemain qu’on apportait chez les Miura des armes de leurs fiefs des provinces voisines, et Kamakura fut dès lors plongée dans l’agitation. Tokiyori ordonna à Yasumura de renvoyer chez eux ses hommes avec leur équipement, et des tiers intervinrent pour rétablir la paix. Yasumura laissa voir des signes de faiblesse et jura qu’il n’avait aucun mauvais dessein contre la famille Hôjô.

Adachi Kagemori protesta alors qu’une réconciliation ne pouvait être permanente ; il fallait qu’un côté ou l’autre fût détruit, dit-il, et c’est pourquoi les Hôjô devaient frapper immédiatement et faire confiance au Ciel. Le 8 juillet, il ordonna à son fils Yoshikage et à d’autres guerriers Adachi d’attaquer la forteresse des Miura. L’assaut fut donné selon un plan préparé d’avance, et les Miura furent complètement défaits. Yasumura et les principaux guerriers de son clan se retirèrent au Hokkedô, monastère fondé par Yoritomo, où ils résistèrent quelque temps puis, incapables de repousser plus longtemps les continuels assauts des Hôjô, se donnèrent la mort. Cinq cents guerriers se suicidant ensemble dans cette enceinte sacrée constituent une scène impossible à décrire, et difficilement imaginable ; mais ce sacrifice s’inscrivait dans la tradition de leur classe.

La famille Hôjô était désormais sans rivaux dans l’Est, et les régents n’avaient plus rien à craindre. Kagemori retourna dans son monastère et reprit sa vie religieuse, sans doute en toute bonne conscience, jusqu’au jour de sa mort, qui survint environ une année plus tard.

En supprimant la seule menace réelle pour leur suprématie, les Hôjô avaient amené leur régence et leur capacité de gouverner à un haut degré de puissance. En même temps qu’il leur annonça ses succès, Tokiyori ordonna aux représentants du Rokuhara de traquer ce qui restait des troupes ennemies dans les provinces centrales, et l’on prit dans l’Est des mesures similaires contre les partisans des Miura qui demeuraient en liberté. Les terres du clan furent confisquées, et une partie de leurs biens offerts à des établissements religieux en remerciement de la victoire qu’avaient remportée les hommes du régent. On fit venir à Kamakura le *tandai* Shigetoki pour aider le régent, qui, libéré de toute inquiétude, put désormais se consacrer à fond à perfectionner l’administration du bakufu. En 1249, il forma un comité spécial chargé d’étudier les requêtes et les plaintes soumises au jugement du Conseil d’État, et cette institution, le *hikitsukeshû*[48] s’avéra si utile qu’elle devint partie intégrante du système féodal.

ATTITUDE DE TOKIYORI A L’ÉGARD DE LA COUR

Il est caractéristique des régents Höjö de s’être constamment occupés de perfectionner l’administration civile du bakufu sans rien négliger de ses fonctions militaires. La plupart d’entre eux semblent avoir hérité un sens aigu de la politique, et chez Tokiyori cette qualité était particulièrement développée. La chose ressort clairement de l’habileté dont il fit preuve dans ses relations avec la cour, qui, après le renvoi du shogun Yoritsune, devait être traitée à la fois avec fermeté et délicatesse.

Il ne fut pas bien difficile de réduire l’influence de Michiie, le père de Yoritsune, car ses succès lui avaient valu des ennemis. En conséquence d’insinuations vigoureuses faites à Go-Toba par le *tandai* Shigetoki au cours de l’été 1246, et après quelques allées et venues entre le Rokuhara et le secrétariat de *Vin*, Michiie se retira ; et sur la suggestion de Kamakura, Go-Saga accepta d’agréer un membre de la famille Saionji comme agent de liaison ou porte-parole du bakufu *(Kantö môshitsuguj.* Ainsi, l’harmonie des échanges entre la cour et le bakufu ne dépendait plus de la famille Kujô. Cet arrangement eut d’ailleurs une curieuse conséquence : à la demande du bakufu, la cour constitua au sein du cabinet de *Vin* un tribunal spécial chargé de régler des cas divers, sur le modèle des tribunaux semblables existant à Kamakura. Ce tribunal siégeait régulièrement, et son bon fonctionnement eut pour résultat de créer un nouvel esprit de coopération entre les éléments civils et militaires de la vie politique.

Cette réussite fut dans une large mesure due au caractère de l’empereur cloîtré Go-Saga, dont le sincère désir de bonne entente avec le bakufu répondait aux vœux de Tokiyori. Le déclin de l’influence des Kujô et l’ascension de la maison de Konœ grâce à l’appui du bakufu se combinèrent pour éliminer le danger d’un antagonisme sérieux dans les hautes sphères de la cour, d’autant que le parti féodal pouvait aussi compter sur le soutien de l’importante famille Saionji dans toute discussion politique.

En 1247, à l’issue d’un débat tenu rigoureusement secret, le Conseil d’État de Kamakura se déclara pour une attitude de respect spécial à l’égard du Trône et vota en faveur d’une politique généreuse en matière financière. Les émissaires envoyés porter ces nouvelles à Kyoto furent reçus en

audience par Go-Saga lui-même, auquel ils annoncèrent que le bakufu avait l'intention d'annuler certaines dettes par des actes de grâce et souhaitait offrir à Sa Majesté plusieurs riches domaines. Go-Saga accepta ces propositions, et, en échange, il s'engagea à faire certains changements dans l'organisation du gouvernement de cloître.

Maintenant que Tokiyori avait la satisfaction de voir qu'à Kyoto régnait une ambiance tout à fait amicale, il consacra son attention à la question cruciale qui se posait au bakufu : le choix d'un nouveau shogun non parmi les grandes familles nobles, mais dans la famille impériale elle-même. Le 2 mars 1251, il écrivit à Yoshizane, l'ancien *kampaku*, qui se trouvait en mauvais termes avec Michiie, pour lui expliquer que la situation du jeune shogun Yoritsugu était très peu sûre. A la fin de l'année, le bruit courut à Kamakura qu'on avait découvert un complot contre le bakufu. Le bakufu réagit promptement, arrêtant un moine avec ses complices. Selon un témoignage, ceux-ci révélèrent que l'auteur du complot était Yoritsune, le shogun retiré. Les soupçons tombèrent naturellement sur Michiie, son père, et la famille Kujô reçut du Trône une sévère mise en garde. Que ces accusations fussent ou non exactes – elles étaient loin d'être prouvées –, le régent Hôjô y vit un prétexte pour révoquer le jeune shogun Yoritsugu, ainsi qu'il l'avait suggéré à Yoshizane.

Tokiyori proposa ensuite que le nouveau shogun fût un prince impérial, et le bakufu supplia Go-Saga d'autoriser son fils, le prince Munetaka, à venir à Kamakura ssumer cette fonction. Les envoyés du bakufu chargés de présenter cette requête arrivèrent à Kyoto fin mars. Après quinze jours de délibérations, l'*in* et son conseil décidèrent d'accepter que le prince se rendît à Kamakura. Après un bref séjour au quartier général du Rokuhara, ce dernier partit donc dans l'Est avec une puissante escorte militaire et de nombreux nobles et guerriers de haut rang. Il fut proclamé shogun le jour même de son arrivée (le 23 avril 1252), et on lui fournit une nouvelle résidence.

Il y avait un certain temps que les arguments pour ou contre la nomination d'un prince impérial à la charge de shogun avaient été discutés par le bakufu. En 1221, il avait déjà proposé (à la demande de Masako) à Go-Toba d'envoyer l'un de ses fils à Kamakura ; mais Go-Toba, méfiant, avait refusé. Pour ceux qui défendaient le projet, il aurait l'avantage d'améliorer de façon permanente les relations entre la cour et le bakufu. Ses

détracteurs, eux, avaient peur que le bakufu ne songeât à amalgamer peu à peu Kyoto et Kamakura, en revendiquant par exemple le trône impérial pour un fils de shogun, ou en mélangeant dans l'État les éléments civils et militaires. Parmi l'aristocratie féodale, certains craignaient même que, une dynastie de shogun princier une fois mise en place, la maison impériale n'écrasât la société féodale du fait de son prestige, qui la mettrait au-dessus de ces querelles sanglantes, de ces perfides complots contre les dirigeants féodaux qui troublaient le pays depuis la disparition de Yoritomo. Une telle fin au pouvoir du bakufu devait avoir été souvent envisagée et espérée par les grands nobles de Kyoto, les membres des Cinq Maisons *(Go-Sekkel* qui étaient des dictateurs et des régents quasi héréditaires ; et quoiqu'elle fût encore cachée dans un lointain avenir, la fin de l'autocratie féodale devait effectivement être provoquée par la réunion des pouvoirs militaires et civils sous l'autorité de la Couronne*.

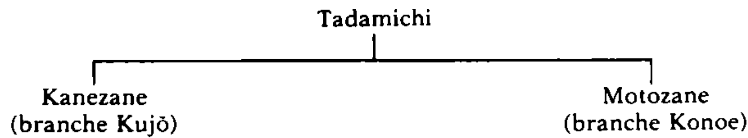
Mais en 1250, quand Tokiyori eut provoqué la ruine de la famille Kujô et brisé le monopole des Cinq Maisons, l'initiative dans le domaine des affaires de l'État appartenait en permanence au bakufu et non pas aux grands nobles qui entouraient le Trône, et moins encore aux dissidents du système féodal. Ainsi, la nomination d'un prince impérial à la charge de shôgun fut alors un triomphe pour le bakufu. Par la suite, ses effets furent toutefois moins heureux que ce que Tokiyori et ses collègues avaient espéré. Bien qu'il eût sans conteste remporté une victoire politique, il n'avait pas prévu l'extraordinaire influence sociale que devait exercer la tradition aristocratique de la vie de Kyoto transplantée à Kamakura.

RÉGENTS ULTÉRIEURS, 1256-1284

Les relations entre la cour et le bakufu continuèrent d’être amicales tandis qu’à l’empereur Go-Saga, qui avait abdiqué, succédaient Go-Fukasa en 1246 et Kameyama en 1259. Bien qu’il eût abdiqué, Go-Saga resta au pouvoir jusqu’à sa mort, en 1272, et décida lui-même qui hériterait de la couronne selon une règle dont il était l’auteur et qui fut cause de bien des différends dans l’histoire ultérieure du Japon. Mais ce n’est pas ici le lieu d’en discuter, car ces problèmes étaient encore à venir.

Les quelque dix années qui suivirent la nomination du prince Munetaka comme shôgun (en 1252) furent celles de l’apogée des régents Hôjô. Le shogun était le chef théorique du bakufu tout comme l’empereur en titre était le chef théorique du gouvernement ; mais le régent Hôjô était le véritable souverain de Kamakura tout comme l’empereur cloîtré était le véritable souverain de Kyoto.

* Les *Go-Sekke* ou Cinq Maisons de la Régence étaient les cinq familles auxquelles appartenaient par tradition les charges de régent *(sesshô)* ou de dictateur *(kampaku)*. Les chefs du clan Fujiwara avaient occupé ces fonctions de l’époque de Yoshifusa (858-872) à celle de Tadamichi (1141-1150). A la mort de Tadamichi, ses fils Motozane et Motofusa lui avaient succédé tour à tour comme régent, ce qui fut refusé à leur jeune frère Kanezane. C’était pourtant un homme capable et un allié précieux pour Yoritomo, qui réprouvait le monopole d’une clique Fujiwara et qui fit pression sur la cour pour obtenir la nomination de Kanezane (1185). Les prétendants à la charge de *sesshô* donnèrent ainsi naissance à deux branches familiales distinctes à partir de Tadamichi :



Branches qui se subdivisèrent par la suite en :



donnant ainsi cinq maisons aptes à fournir un *sesshō* ou un *kampaku*.

Ces changements furent essentiellement dus au bakufu, qui souhaitait réduire le pouvoir d'une maison unique. La famille Saionji, bien que n'ayant jamais fait partie des Sekke, avait l'appui de Tokiyori, qui entendait ainsi faire contrepoids à la puissance de ces dernières.

Cependant, le système de délégation de pouvoir connaissait à Kamakura un stade supplémentaire, car le régent en vint avec le temps à demander un délégué chargé des tâches pratiques de l'administration. A l'origine, bien qu'il eût le même rang que lui, ce délégué ne faisait guère que contresigner les ordres du *shikken.* Tokiyori avait ainsi l'aide de Shigetoki, et lorsque ce dernier se retira, en 1256, sa place de délégué alla à son jeune demi-frère Masamura. Cette même année, Tokiyori se retira lui aussi pour des raisons de santé et entra en religion au monastère de Saimyôji, laissant sa charge à son fils Tokimune. Mais Tokimune n'était alors qu'un enfant, et Nagatoki, fils de Shigetoki et membre du Conseil d'État, devint son tuteur et régent jusqu'en 1264, où il fut remplacé par Masamura puis, quatre ans plus tard, par Tokimune, l'héritier direct de Tokiyori. Malgré tous ces changements, entre 1256 et sa mort, en 1263, Tokiyori ne cessa d'exercer les pleins pouvoirs en matière politique tout en vivant au monastère du Saimyôji, de même qu'à Kyoto les souverains cloîtrés régnaient depuis leur retraite monacale.

En dépit de leurs plus éclatants succès, les régents Hôjô semblent n'avoir jamais eu une confiance absolue en leur capacité de dominer la cour. Ils redoutaient toujours la puissance intangible des ancêtres impériaux et l'orgueil de l'ancienne noblesse. Ils cherchèrent donc à renforcer encore le lien qui unissait le shôgun au bakufu. Jusqu'ici, ils s'étaient contentés de veiller à ce qu'il épousât la fille de l'un des dirigeants Hôjô. Mais la situation changeât lorsqu'un prince impérial fut nommé shôgun. Il lui fallut alors prendre pour femr. e la fille d'une des grandes familles proches du Trône, et c'est ainsi qu'en 1260 une fille de Konœ Kanetsune fut amenée à

Kamakura pour épouser le shôgun Munetaka. Il y avait déjà quelques années que Tokiyori s'était retiré, mais ce fut lui qui arrangea le mariage.

Comme pour punir l'orgueil des seigneurs de Kamakura, à partir de 1256, où Tokiyori se retira, l'est du Japon connut catastrophe après catastrophe. En 1257, des seismes se succédèrent un mois durant, provoquant de grands dommages. L'année suivante, de violentes tempêtes et inondations furent à l'origine d'une disette. En 1259, il y eut une épidémie de peste. Ces désastres furent un grand fardeau pour le bakufu, qui commença à se rendre compte que les problèmes économiques étaient encore plus difficiles à résoudre que les questions dynastiques qui l'avaient occupé pendant si longtemps. C'était à de nouveaux dirigeants de s'occuper de cette nouvelle difficulté, car Shigetoki mourut en 1261 et Tokiyori en 1263. Tous deux avaient bien mérité de leurs concitoyens, et les chroniques contemporaines attestent que leur disparition causa un grand chagrin parmi les vassaux, dont certains cherchèrent une consolation dans la religion et entrèrent dans un monastère, ce qui était interdit aux *kenin* sans l'autorisation du chef de clan.

La famille Hôjô était prolifique, et ses membres étaient d'ordinaire intellectuellement et physiquement bien partagés. Tokimasa atteignit un bel âge, et de même sa fille et bien d'autres parents. Mais Tokiyori semble avoir hérité d'une faible constitution, car il mourut dans sa trente-septième année, et son fils aîné, Tokimune, dans sa trente-troisième. Après le succès de sa lutte contre la famille Miura, en 1247, Tokiyori ne put s'occuper seul de toutes les affaires qui lui incombaient comme régent et fut contraint de faire venir Shigetoki, alors *tandai* à Kyoto, qui lui apporta un soutien sans prix.

On avait prévu une visite du shogun à Kyoto, mais les calamités des années 1257 à 1259 avaient obligé le gouvernement de Kamakura à consacrer toute son attention à leur porter remède, et il avait fallu remettre le voyage. Les morts de Tokiyori et de Shigetoki eurent donc lieu dans des circonstances peu favorables, qu'aggrava encore la retraite de Nagatoki en 1264, peu après la mort de Tokiyori. Il y avait alors treize ans que le shogun vivait à Kamakura sans être retourné à Kyoto rendre visite à ses parents, ainsi que l'exigeait la piété filiale. Les dirigeants Höjö s'aperçurent qu'il était mécontent, et, pour des raisons qui restent obscures, commencèrent à le soupçonner de comploter comme l'avait fait Yoritsune dans une situation semblable. En 1266, il tomba malade et fut soigné par un prélat bouddhiste

nommé Ryôki, dont la présence paraît avoir détérioré ses relations avec le bakufu. Ledit prélat passait pour être l'intime de l'épouse du shogun, et l'on prétendait par ailleurs qu'il était en rapport étroit avec Go-Saga à Kyoto. Ces faits ou ces rumeurs semblent avoir alerté le bakufu, en sorte que, le 15 juillet, une réunion secrète du Conseil d'État eut lieu chez Tokimune sous la présidence de Masamura, le septième régent, à laquelle assistaient en outre d'autres membres de la famille Höjö, dont Adachi Yasumori.

On fit la preuve que le shogun trempait dans un complot contre le régent. Lorsqu'on voulut mettre la main sur Ryôki, il avait disparu. Le 19, estimant qu'il y avait risque de coup d'État, Tokimune décida soudain que la femme du shogun devait s'installer chez un vassal et que lui-même assumerait la garde de son enfant. De puissants détachements furent postés dans la ville, et toutes les personnes au service du shogun reçurent l'ordre de se tenir à l'écart de son palais. Tokimune interdit ensuite tout déplacement privé de guerriers dans la ville et aux environs, et s'empara hâtivement du shogun pour le renvoyer à Kyoto quelques jours plus tard.

A ce moment-là, la nouvelle des desseins prêtés au shogun atteignit Kyoto. Très agité, Go-Saga envoya des représentants au Rokuhara et à Kamakura en même temps que le bakufu envoyait Nikaido Yukitaka et autres délégués demander à la cour de nommer le prince impérial Koreyasu shogun à la place de Munetaka. La nomination eut lieu le 19 août. C'est tout ce que l'on sait, car il n'existe aucun récit complet de l'épisode. *L'Azuma kagami* s'achève juste avant la nomination de prince Koreyasu à la charge de shogun.

On ignore les raisons qui motivèrent l'action du bakufu, mais ses membres ne croyaient probablement pas qu'il y eût un dangereux complot. Ce fut la crainte d'une conspiration plutôt que la preuve de la perfidie de Munetaka qui les poussa à le destituer. Ils paraissent d'ailleurs avoir éprouvé un certain sentiment de regret, car un mois ou deux plus tard ils le relâchèrent du Rokuhara et ils envoyèrent à Kyoto des membres du Conseil d'État pour lui offrir des terres. En outre, ils demandèrent à Go-Saga de le reprendre au sein de sa famille.

Le fait que Go-Saga eût été obligé de désavouer un fils pour ne pas mécontenter les autocrates féodaux donne une idée de l'autorité du bakufu sur la maison impériale.

Ces événements eurent lieu en 1266, qu’on peut considérer comme le point culminant du pouvoir politique atteint par les régents Höjö.

Sur le plan de la politique intérieure, rien d’important ne se produisit les années suivantes. Masamura transmit la régence à Tokimune en 1268. Cette même année, Khubilai, le grand khân des Mongols devenu empereur à

Pékin, envoya un représentant proposer au Japon de devenir son vassal. Cette offre était formulée dans un langage menaçant et constituait en fait un ultimatum.

Les conséquences de cette menace nécessitent un récit détaillé, car elles comprennent une invasion du Japon. Mais il convient de terminer d’abord notre tableau des conditions intérieures du pays, puis d’étudier les échanges entre la Chine et le Japon durant la période de Kamakura, avant l’invasion des Mongols.

LA VIE SOCIALE DE KAMAKURA

Le prince Munetaka n’avait que dix ans lorsqu’il devint dixième shogun, en 1252. Comme il était le frère aîné de l’empereur titulaire d’alors, son illustre origine conférait à sa charge un très grand prestige. Le régent Hôjô ne craignait nullement que le jeune prince exerçât une quelconque influence à Kamakura. En cela, il ne se trompait pas, car même si, en 1266, Munetaka tenta vaguement d’affirmer son indépendance, la question fut facilement réglée par le bakufu, qui eût tôt fait de le déposer et de le renvoyer à Kyoto, où il passa quelque temps enfermé au Rokuhara.

Cependant, si les régents Hôjô pouvaient nommer et congédier selon leur bon plaisir les shogun princiers – ils firent de même avec le septième shogun, fils de Munetaka, qui vint à Kamakura tout enfant et fut renvoyé aussitôt parvenu à l’âge d’homme –, l’influence sociale de Kyoto sur les dirigeants de la société féodale était quelque chose que Tokiyori et ses successeurs n’avaient pas ^révu et ne purent empêcher. La grande époque des rudes combats et de la vie primitive commença à reculer dans le passé tandis que les régents Hôjô avaient raison de leurs rivaux, sympathisaient avec la cour et se consacraient aux affaires civiles plutôt que militaires. De paisible, la vie de Kamakura devint facile, apportant des tentations auxquelles il était dur de résister. Les membres les plus jeunes des familles féodales dirigeantes étaient impressionnés par les manières et les talents des nobles de Kyoto qui venaient à Kamakura au service du shogun ou rendre visite à des amis. Ils se mirent à suivre l’exemple de l’aristocratie en matière de goût et de mode, à s’intéresser au savoir, et, plus généralement, à se soumettre aux normes de Kyoto, à préférer le raffinement à la simplicité, à négliger les principes d’austérité et de frugalité qui avaient guidé les fondateurs de l’ordre féodal.

La crainte des séductions de la société aristocratique, d’autant plus insidieuse qu’elle était exclusive, avait amené Yoritomo à interdire les contacts sociaux entre les guerriers en service à Kyoto et les nobles de la cour. Il estimait non sans raison que les chefs Taira s’étaient affaiblis du fait de leurs ambitions sociales, et peut-être se souvenait-il que Yoshitomo avait essuyé une rebuffade lorsqu’il avait suggéré que sa fille pourrait épouser un dirigeant Fujiwara. Il voulait empêcher ses vassaux de tomber dans les mêmes erreurs.

Les premiers régents Hôjô avaient eu conscience de l'éloignement général à l'égard de la tradition. La plupart d'entre eux, et en particulier Tokiyori, avaient donné l'exemple d'une vie simple consacrée d'abord au travail. Cependant, dès 1210, soit une douzaine d'années après la mort de Yoritomo, les favoris de Sanetomo n'étaient plus de graves soldats mais de jeunes courtisans intéressés par l'élégance davantage que par les vertus plus austères. Malgré la règle établie par Yoritomo selon laquelle ses guerriers ne devaient avoir avec la cour que des échanges purement officiels, Sanetomo avait des rapports amicaux avec l'empereur cloîtré Go-Toba, à l'approbation de qui il soumettait ses vers. Go-Toba, qui aimait faire enrager le bakufu, entretint cette amitié jusqu'à la mort de Sanetomo, en 1219. Après son humiliation de 1221, les dirigeants de Kamakura ne furent pas d'humeur à encourager les avances des aristocrates de Kyoto, mais des relations amicales recommencèrent à se nouer dès l'arrivée du prince Munetaka, en 1252.

La diffusion de l'influence sociale de la capitale s'explique en partie par le nombre des mariages entre les membres de la noblesse et ceux des hauts rangs de la société féodale. Ces mariages avaient souvent des raisons politiques, mais ils n'en conduisirent pas moins à un rapprochement des deux classes. Le bakufu éprouvait une certaine méfiance à l'égard de ces rapprochements familiaux, comme l'indiquent divers passages des clauses du Formulaire de Jôei qui définissent les conditions qu'il faut remplir pour que le bakufu puisse autoriser un vassal ou son héritier à prendre pour femme une fille de Kyoto. L'un des résultats des mariages de ce genre que le bakufu voulait éviter était la transmission des biens d'un vassal à quelqu'un n'appartenant pas à l'ordre féodal et la perte de revenu qui en résultait.

Mais une fusion considérable entre les élites des deux classes ne pouvait manquer de se produire à partir du moment où un prince impérial était nommé shôgun. Sa cour offrait des emplois séduisants, et de nombreux jeunes, hommes et femmes, quittèrent la capitale pour venir à Kamakura remplir une quelconque fonction dans sa maison ou son secrétariat. Ainsi, le nombre des gens de Kyoto qui vivaient à Kamakura augmenta beaucoup en quelques années, marquant les aspects matériels de la vie – meubles, vêtements, passe-temps –, mais aussi ses critères de goûts et ses modes de divertissement. Selon *YAzuma kagami*, à l'occasion d'une fête donnée par le

shôgun en 1254, Hôjô Tokiyori invita les jeunes samurai à montrer leurs talents virils, disant qu'ils avaient oublié la tradition de leurs familles pour développer des qualités étrangères à leur vocation. Conviés à prendre part à un tournoi de lutte et de tir à l'arc, certains s'éclipsèrent et d'autres refusèrent platement.

Des anecdotes pareilles ne suffisent certes pas à prouver que l'esprit martial était sur le déclin. Du reste, il est facile d'exagérer les différences entre les deux sociétés, et d'opposer à une capitale cultivée et élégante l'ignorance et la grossièreté de Kamakura. La vie de Kamakura n'était évidemment pas aussi barbare que le prétendaient les dandys de Kyôto. Des savants et des moines lettrés y vivaient et y travaillaient, de même que d'excellents artistes et artisans, dont beaucoup avaient été formés dans les provinces centrales, mais s'étaient laissé attirer par les possibilités que leur offrait la vigoureuse croissance de Kamakura. Yoritomo avait veillé à faire venir dans les provinces de l'Est des savants susceptibles de l'aider à mettre sur pied son bakufu, et, peu après, tout laissant augurer une période de paix, des artistes et des hommes de lettres trouvèrent de riches patrons parmi les notables féodaux et dans les monastères et sanctuaires que l'on s'occupait alors de construire, d'agrandir ou d'embellir en fonction de nouvelles exigences. Ainsi, l'Eifukuji, le Shôchôjùin et d'autres monastères fondés à cette période firent venir de Nara et Kyoto des peintres et des sculpteurs, parmi lesquels Jôchô, le plus grand de l'époque. Ce mouvement débuta en 1185, et, quelques années plus tard, des peintres Fujiwara venus de la capitale travaillaient à orner les murs de ces bâtiments.

Une autre façon dont Kamakura se trouvait exposée à l'influence culturelle de Kyoto résidait dans les échanges entre les courtisans et les guerriers qui composaient la garnison de la capitale, cette Grande Garde qui entrait parmi les fonctions les plus importantes des hommes du shôgun. Cette intimité eut pour résultat de donner à la vie de Kamakura une teinte toujours plus métropolitaine, bien que, dans maints domaines, la culture des provinces orientales gardât son caractère distinct.

Cependant, il ne faudrait pas croire que la vie de Kyoto demeurait inchangée. On était loin du temps des dictateurs Fujiwara. Non seulement la ville s'était développée en fonction du cours naturel des événements, mais le pouvoir croissant des guerriers n'avait cessé de miner l'assurance des nobles de la cour depuis l'époque de la défaite des Taira et de l'ascension

des Minamoto. En réalité, Kyoto changeait presque autant que Kamakura, et l'on aurait tort de faire une distinction trop nette entre les modèles militaire et civil. En plus des lointaines conséquences des troubles de Jôkyû (1221), qui aboutirent à un mélange de classes et d'habitudes, bien des choses travaillaient à changer l'ensemble de la vie nationale, influant sur les deux sociétés de façon très semblable.

A cause de sa situation géographique, ceux qui étudient l'histoire du Japon ont tendance à la voir se dérouler dans l'isolement, peu touchée par les influences étrangères. Mais il est important de se rappeler qu'en Chine, la dynastie méridionale des Song régna de 1127 à 1276, c'est-à-dire à une époque qui correspondait à la montée de la classe militaire au Japon et à la période la plus p ospère du shôgunat de Kamakura ". Durant cette période, il y eut des échanges commerciaux très actifs entre les deux pays, et la pensée chinoise contemporaine exerça au Japon une influence considérable, notamment dans le domaine de la philosophie. Ces courants s'exercèrent sur l'ensemble du pays, touchant Kyoto tout comme Kamakura, et tendant à réduire les différences entre régions. L'étude des effets d'un commerce extérieur toujours plus développé mérite une place à part, mais ses conséquences sur la vie intellectuelle, et en particulier sur la pensée religieuse, du Japon à l'époque où l'autocratie féodale arrivait à maturité concernent directement notre sujet : la nature de la société japonaise durant la régence des Hôjô.

RAPPORTS AVEC LA CHINE

C’est un caractère intéressant de l’influence de la culture chinoise sur la vie japonaise qu’elle ait été favorisée, ou du moins transmise, par les relations commerciales entre les deux pays. Rappelons que le commerce avec la Chine existait et prospérait avant la fondation du bakufu. A strictement parler, il n’y eut pas de rapports officiels entre les deux gouvernements pendant plusieurs centaines d’années après 894, mais au milieu du *xu*c siècle, Taira

" Le *Xin Yuan shi* dit qu’en 1277, le Japon envoya des marchands échanger de l’or contre des pièces de fer et de cuivre. C’est à cette occasion que les Japonais entendirent parler pour la première fois de la chute des Song – ou plus exactement de celle de Hangzhou, où l’empereur Song fut capture.

Kiyomori envoyait un « tribut » à la cour Song et recevait des « cadeaux » en échange, alors que la cour du Japon envoyait des lettres « privées » à la cour Song, et en recevait des réponses « privées ».

Après 1192, lorsque le shogun se trouva installé à Kamakura, ses officiers et les grands propriétaires, surtout du Japon de l’Ouest, continuèrent à commercer avec le continent, les principaux articles du vigoureux échange de marchandises entre les deux pays étant :

Importations de Chine	*Exportations en Chine*
soie	or
brocarts	mercure
parfums	éventails
encens	laques
bois de santal	paravents
porcelaine	épées
pièces de cuivre	bois

Une grande partie de ces marchandises étaient transportées par des vaisseaux chinois, car la construction navale était moins avancée au Japon que dans la Chine des Song. Mais en général l’accroissement du commerce maritime encouragea le développement de ports dans l’ouest du Japon,

notamment à Munakata, dans la province de Chikuzen, et à Bônotsu, dans celle de Satsuma. Les navires chinois prenaient souvent comme passagers des moines Zen invités à enseigner au Japon, et ils transportaient des marchandises rares comme du thé, de l'encens, de la porcelaine fine. Le thé s'était fait connaître au Japon aux environs de l'an 800, mais son adoption véritable eut lieu quatre siècles plus tard, après qu'il eut été importé et recommandé par le célèbre moine Zen japonais Eisai, en 1191. Le shôgun Sanetomo prenait, dit-on, du thé pour combattre les effets de l'alcool.

Joint à la demande indigène croissante de produits de luxe encouragée par la paix relative qui succéda à la grande guerre civile, ce commerce étranger aboutit à une expansion générale des échanges intérieurs et à un enrichissement de la vie dans la société féodale. Les dirigeants féodaux, qui commençaient à subir l'influence de la cour en matière de mode, se mirent à acheter de coûteux vêtements de cérémonie, armures, épées, meubles et ornements, si bien que, dans certains secteurs de l'économie nationale, l'argent et le crédit tendirent à remplacer le troc et le système compliqué de transfert de droits sur la terre en vigueur jusque-là. Le besoin croissant de petite monnaie explique d'ailleurs l'exportation de pièces de cuivre de la Chine au Japon.

La facilité relative avec laquelle pouvaient s'effectuer les transactions monétaires et la simplicité des arrangements de crédit exprimés en termes d'argent contribuèrent à l'accroissement rapide du commerce intérieur, de même qu'à l'endettement des samurai imprudents.

La nature des objets vendus, notamment des articles de luxe, témoigne du progrès croissant des méthodes industrielles japonaises. Les épées fabriquées au Japon étaient très appréciées en Chine, tout comme les paravents, les éventails, les coffres laqués et autres produits d'un artisanat rafline. Il est clair que le travail du fer avait atteint un haut degré de perfection, et l'on peut déduire des exportations d'or et de mercure une avance notoire dans les processus miniers. En d'autres termes, quoique le shôgunat eût été édifié sur la base de prouesses guerrières, entre 1185 et la fin du régime de Kamakura, les arts de la paix connurent un épanouissement constant. La peinture et la sculpture exprimaient le caractère de l'époque à travers un traitement réaliste et une haute habileté technique. La littérature également tendait à s'éloigner des normes traditionnelles pour adopter un ton quelque peu prosaïque et didactique, se

complaisant toutefois aux aspects romantiques de la guerre tout en soulignant la nature transitoire de la gloire conformément au credo bouddhique.

De telles généralisations à propos des tendances artistiques sont peut-être trompeuses, car elles sont tributaires des accidents du goût. Mais il est incontestable que, dans l'histoire de la civilisation du Moyen Age japonais, le trait le plus intéressant est l'apparition, au début du xine siècle, de nouvelles sectes religieuses rejetant les doctrines subtiles et ambitieuses des anciennes écoles pour se concentrer sur ce qui est simple et direct. On peut distinguer ici une réaction contre la culture métropolitaine, dans laquelle les éléments d'emprunt étaient prédominants, et un pas vers le développement d'une culture réellement nationale. Ce mouvement fut favorisé par les changements politiques qui accompagnèrent la montée de la classe guerrière. Ce qui ne signifie pas que l'influence intellectuelle de la Chine fut rejetée. Elle était au contraire recherchée, mais avec un discernement jusque-là inconnu.

Le changement se voit à la substitution graduelle du droit féodal aux codes qui avaient été en vigueur, mais avec toujours moins d'autorité, pendant les cinq siècles séparant les réformes de Taika et le Formulaire de Jôei. Comme nous allons le voir, l'histoire des nouvelles sectes bouddhiques japonaises qui, tout en d jvant leurs formes originales aux grandes écoles Tendai et Shingon, étaient moins directement inspirée du bouddhisme chinois et plus conforme au tempérament indigène, est à la fois plus compliquée et plus frappante.

ORIENTATIONS RELIGIEUSES

La tendance religieuse la plus remarquable du début de l'époque féodale au Japon fut la propagation de croyances populaires, que nous avons déjà brièvement évoquée (chapitre XI). Issue du culte d'Amida, la secte de la Terre pure (Jôdo), bien qu'elle eût son pendant en Chine, se développa selon des orientations typiquement japonaises et fit de nombreux adeptes dans toutes les classes et toutes les professions. Son enseignement simple plut à la société aristocratique de la capitale, ainsi qu'en témoignent des exemples comme ceux de Murasaki Shikibu, l'auteur du *Roman de Genji*, et de Fujiwara Yorinaga, fin lettré et grand personnage de la scène politique de son temps.

A première vue, il paraît surprenant qu'une foi douce et sensible comme celle des sectes de la Terre pure ait pu séduire les fortes têtes de la classe militaire. Mais il faut se souvenir que l'enseignement de la Terre pure existait au Japon depuis déjà assez longtemps. Il avait mûri à une époque de luttes et de calamités, alors que les anciennes formes du bouddhisme perdaient l'estime du peuple, en partie à cause de l'inconduite notoire des moines des vieux établissements de Nara et Kyoto, en partie parce que l'esprit du temps demandait une foi simple qui triomphât du pessimisme général. Le credo des premiers prédicateurs, Eshin (942-1017) et surtout Hônen (1173-1212), avait paru clair et réconfortant aux habitants de la capitale et s'était ainsi propagé rapidement dans les provinces voisines. Son évolution ultérieure fut marquée par une simplicité encore plus grande, réduisant la doctrine à son essence même, la toute-puissance du seul acte de foi. Toutes les complications et tous les doutes se trouvaient balayés, et il ne restait plus qu'une confiance absolue en le Bouddha Amida, confiance qui n'était pas sans rappeler celle du vassal en son suzerain. Autrement dit, la formulation simple et directe de la vérité religieuse avait de fortes chances de convenir au tempérament simple et direct du militaire moyen.

En outre, les nouvelles sectes ne se fondant ni sur un rituel élaboré ni sur une ornementation coûteuse, elles avaient un caractère populaire en accord avec la tendance de l'époque à forcer les barrières qui séparaient les castes. Eshin, qu'on peut considérer comme le fondateur du bouddhisme de la Terre pure au Japon, disait clairement qu'il voulait que son enseignement fût compris par les représentants de toutes les classes, et par les laïcs aussi

bien que par les moines. Hônen allait plus loin encore ; en effet, lorsqu'il fut exilé pour hétérodoxie à la demande des anciennes sectes, il déclara qu'il avait toujours eu pour objectif de se rendre dans des lieux isolés pour exhorter les travailleurs des champs à adopter sa foi. Cependant, si la doctrine de la Terre pure gagna quelques fidèles parmi les guerriers de l'Est [49], au départ, elle ne plaisait guère à ceux qui s'enorgueillissaient de leur indépendance et de leur courage. Les provinces directement placées sous l'autorité de Kamakura étaient bien gouvernées et généralement prospères. Les conditions de vie n'étaient pas assez difficiles pour engendrer cet état de désespoir qui, dans l'Ouest, avait tout de suite fait des convertis. Ce n'est qu'après les troubles de Jôkyù que les guerriers commencèrent d'écouter les prêches de Shin-ran (1173-1262), brillant évangéliste qui fonda ce qu'il appelait le « vrai jôdo » *(Jödo shinshü).* Sa doctrine était si simple et si directe, son autorité s'exerçait de manière si ferme, qu'il eut bientôt de nombreux disciples parmi les vassaux de moindre importance et leurs gens. Cependant, ce n'était pas une doctrine susceptible d'attirer la fleur de la classe dirigeante, les esprits positifs ayant certaines prétentions intellectuelles. Ceux-là donnaient leur préférence à l'école Zen, qu'on ne peut pas décrire comme populaire ni facile à comprendre.

Les formes du bouddhisme japonais dont l'influence se répandit au Moyen Age étaient des réactions à l'enseignement difficile des vieilles sectes. On peut donc dire à juste titre qu'elles avaient un esprit protestant. Née de l'amidisme, la doctrine de la Terre pure se développa selon des lignes extrêmement simples, réduisant la religion à la foi et à la répétition d'une formule. Elle avait de ce fait un attrait populaire qui manquait au Tendai et au Shingon. La secte Zen, c'est vrai, n'était pas populaire, car elle donne une grande importance à l'effort intellectuel ainsi qu'à la méditation ; mais elle s'opposait aux textes sacrés et au rituel et dans ce sens était simple et directe, en sorte qu'on peut dire qu'elle était populaire parmi une certaine variété de guerriers, surtout dans les provinces de l'Est. Ces deux doctrines n'étaient pas davantage hétérodoxes, car elles étaient issues d'un bouddhisme plus ancien qui avait longtemps fleuri au Japon.

Cela n'est pas tout à fait vrai de la secte dite du Lotus (Hokke), qui, bien que basée sur les textes canoniques, était d'origine vraiment japonaise. Son fondateur était un maître japonais, et elle s'opposait à toutes les autres formes de bouddhisme. Elle était militante et intolérante, et de ce fait

exceptionnelle dans un pays où la tolérance de la tradition religieuse commune confinait à l’indifférence. Elle ne pouvait être apparue que dans le Japon du xm^{e} siècle et dans les provinces orientales, où l’élite féodale avait presque atteint le sommet de sa puissance et où le peuple était prêt à entendre un nouvel évangile.

L’apôtre du Hokke, Nichiren, un homme tout à fait remarquable, s’élevait contre toutes les autres formes du bouddhisme au Japon, soutenait qu’on ne pouvait trouver la vérité que dans le sùtra du Lotus, et demandait à ses fidèles d’affermir leur foi en répétant la formule « Namu-myöhö-rengekyö », ce qui signifie « hommage à la loi merveilleuse du sùtra du Lotus ». La doctrine de Nichiren présente sous une forme hautement dogmatique un trait commun aux nouvelles formules de bouddhisme qui se sont développées au XIIE et au xm^{e} siècle, et qui, à des degrés divers, avaient toutes un certain caractère messianique. A certains égards, leurs croyances ressemblaient à des croyances courantes dans les pays occidentaux, où l’on imaginait que les derniers jours de la religion chrétienne étaient venus et que les hommes devaient attendre l’arrivée d’un Sauveur. L’idée de *Mappô,* ou Fin de la Sainte Loi (déjà mentionnée au chapitre X), colorait les sentiments religieux au Japon depuis le xie siècle, et il n’est pas douteux qu’elle était en rapport avec l’apparition des nouvelles sectes. Certains historiens décrivent le pessimisme qui régnait alors, et tendent à expliquer leur développement par la propagation du cor ^ept d’époque dégénérée. Rien ne le prouve. Il est vrai que, en conséquence de la mauvaise administration et des épidémies, il y avait beaucoup de misère dans la capitale. Mais cela n’avait rien d’exceptionnel, et dans le reste du pays, notamment dans les provinces de l’Est, où les clans guerriers devenaient plus forts de jour en jour, l’humeur était à la confiance et les dirigeants faisaient preuve d’un esprit remarquablement créatif.

Il semblerait donc faux d’attacher par trop d’importance à la prophétie d’une dernière phase dégénérée de religion. Plutôt qu’une cause, c’était un symptôme du besoin de croyances nouvelles et réconfortantes, et leur apparition à ce stade de l’histoire du Japon est particulièrement intéressante. Il y a une curieuse ressemblance entre les sentiments exprimés par des gens comme Hônen – que l’époque était dégénérée et qu’une nouvelle foi devait remplacer l’ancienne – et la vision apocalyptique de saint Jean, selon

laquelle une période de terrible misère prendrait fin avec la venue d’un messie. Le parallèle n’est pas exact, car l’idée d’un messie n’a pas dans le bouddhisme la place centrale qu’il occupe dans le christianisme. Mais le bouddhisme primitif parle d’un Bouddha à venir, dont l’arrivée mettra fin à l’âge des ténèbres et rétablira la vraie foi. Ce Bouddha est Maitreya, qui doit venir comme un sauveur.

C’est son caractère apocalyptique qui distingue l’enseignement de Nichiren, fondateur de la plus originale des sectes populaires, le Hokke ou Lotus. La doctrine de Nichiren, ou plutôt son trait essentiel, veut que le sùtra du Lotus soit le moyen par lequel la période de la fin de la Loi doit faire place à une nouvelle époque de foi. Nichiren lui-même était un bodhiaattva revenu prêcher la vérité, dont la venue était clairement prédite dans les chapitres XII et XIII du livre qui donnait son nom à la secte – hokke signifiant fleur de lotus, et *Hokkekyô* étant le titre sous lequel le Japon connaissait le sütra[50].

La vie de Nichiren et le développement de la secte Hokke sont des traits importants de l’histoire du Japon, ne serait-ce que parce qu’ils introduisent dans le domaine de la religion un esprit d’intolérance et de chauvinisme tout à fait’nouveau. Contrairement à la plupart des grands chefs religieux du pays, Nichiren, le fils d’un pêcheur, était né dans l’Est, dans la province d’Awa. Sa contribution à la vie nationale n’était pas seulement fortement teintée de patriotisme, mais témoignait aussi d’un tempérament très indépendant, et pour ainsi dire agressif, évoquant l’esprit des guerriers de l’Est.

Sur le fond, la part purement spirituelle de son enseignement reste fidèle au bouddhisme traditionnel. Sa particularité réside dans l’insistance sur la perfection du Lotus, véhicule par lequel le bouddhisme doit être unifié et la paix obtenue. Mais bien qu’il prêchât énergiquement la paix, Nichiren était un saint des plus batailleurs, qui se disait lui-même l’homme le moins docile du Japon et condamnait en termes virulents les dirigeants des autres sectes. Son langage polémique abondait en expressions telles que menteur, diable et démon. Il n’économisait pas davantage les invectives lorsqu’il critiquait le gouvernement de Kamakura. D’ailleurs, quand il commença à prêcher (vers 1260), il suscita une telle hostilité qu’il fallut le bannir durant un certain temps ; mais lorsque, en 1263, il fut autorisé à revenir, il reprit la lutte avec la même indomptable énergie. Les amidistes, qu’il avait

violemment attaqués, conspiraient contre lui ; et quand il irrita les hauts officiers de la régence en disant qu'ils avaient raté leur réponse à la menace mongole, ils ne furent pas longs à se venger. Il les avait accusés de manquer de prévoyance et de courage. Ils ripostèrent en l'arrêtant et l'accusant de trahison. Il fut condamné à mort, mais il échappa à l'exécution par un coup de chance inexpliqué, qu'il présenta bien sûr comme un miracle. Il fut exilé au cours de l'hiver 1271 dans l'île inhospitalière de Sado. Il y passa trois ans à étudier et méditer, complétant son système et atteignant la conviction que lui-même était le sauveur prédestiné.

Libéré en 1274, il revint à Kamakura, où il comptait parmi les combattants des amis qui admiraient son courage. On était à la veille de la première invasion mongole. Le bakufu lui fit des propositions conciliantes, mais il ne voulut rien entendre. Jusqu'au jour de sa mort, en 1282, il répéta que le gouvernement devait condamner toutes les hérésies et unifier le Japon sous son Église.

Nichiren est le personnage le plus remarquable de l'histoire religieuse du Japon, et il compte certainement parmi ses douze plus grands hommes. Dans son caractère combatif, il y avait quelque chose qui attirait les guerriers même contre leur volonté, alors que le côté gentil de sa nature, qui se manifeste dans ses relations avec ses disciples les plus humbles, explique le nombre de convertis qu'il fit parmi le peuple.

Tout excentrique qu'il fût, c'était un érudit. Il écrivit ses traités et ses opuscules dans une belle prose vigoureuse que l'on a toujours grand plaisir à lire aujourd'hui à cause de sa perfection littéraire.

Les historiens occidentaux récents sont enclins à considérer la croissance du nationalisme comme un phénomène occidental. Mais il y a des raisons de penser que le germe du nationalisme japonais peut se trouver dans des écrits de Nichiren tels que le *Risshô ankoku ron, De l'établissement de la vertu et du salut du pays.* Cet ouvrage, tout en attirant l'attention sur le péril national, prétendait que seule la doctrine de son auteur pouvait sauver l'État. Mais Nichiren ne pensait pas seulement en termes nationaux ; son universalisme, jusque-là inconnu au Japon, constitue un trait particulièrement intéressant de sa pensée. Il croyait que la Vérité devait être propagée dans le monde entier, et avait la vision d'une Église universelle dont le siège – dernière touche de nationalisme – se trouverait au Japon.

Le nouvel amidisme, le Zen, la doctrine du Lotus prêchée par Nichiren, tout cela nous montre le bouddhisme japonais dans sa phase la plus originale et la plus créative. De toute évidence, ces mouvements sont les expressions naturelles d'un sentiment nouveau, que traduisent également de nouveaux systèmes gouvernementaux, une structure sociale en transformation et une réaction générale aux aspects formels de la vie métropolitaine. Ce n'est pas un hasard si tous les trois, malgré leurs différences, ont été favorablement accueillis dans les provinces de l'Est.

C'est une particularité intéressante de l'histoire religieuse du Japon que la majorité des dirigea ts du bakufu, et en particulier les régents Höjö, aient pris grand intérêt à la religion et recherché la compagnie de prélats distingués. Tokiyori, notamment, témoigna un profond respect à Myôe et Eizon, deux grands ecclésiastiques qui ne désiraient en aucune façon vivre dans une atmosphère mondaine et n'acceptèrent que sous la pression de passer quelque temps à Kamakura.

En dehors de l'admiration qu'ils avaient pour les maîtres Zen, les guerriers étaient attirés par la doctrine elle-même. Elle avait un puissant attrait parce qu'elle ne se fondait pas sur quelque raisonnement complexe, mais sur l'illumination intérieure et la conviction. Dans sa forme primitive, elle était le contraire d'une institution. Elle n'avait pas de textes, pas de bâtiments sacrés, ni de rituel, seulement une sévère autodiscipline et la pratique de la méditation. Un guerrier qui pensait, et dont la vie était toujours si voisine de la mort, trouvait un charme irrésistible à l'idée que la vérité arrive comme l'éclair d'une épée tranchant le problème de l'existence. Toute ligne de pensée religieuse qui aidait un homme à comprendre la nature de l'être sans études littéraires ardues était susceptible d'attirer les guerriers pour qui les plus grands moments de la vie sont ceux où la mort est toute proche.

Le fait que les moines Zen occupaient à Kamakura une position spéciale est attesté de façon intéressante par un article (numéro 40) du Formulaire de Jôei. Cet article prévoit de punir quelque chose comme la simonie. Les membres du clergé bouddhiste ou shintoïste ayant un bénéfice au sein de l'« évêché » de Kamakura ont l'interdiction, sous peine d'exclusion, de demander une faveur quelconque à la cour impériale de Kyoto ; toutefois, une clause prévoit que si un moine Zen commet ce genre d'erreur, il suffira qu'il soit admonesté par un membre plus âgé de son ordre.

Le patriarche Zen Dôgen et ses successeurs, qui prêchèrent les classes dirigeantes du Japon durant le xine siècle, firent une forte impression sur les régents Hôjô par leur caractère noble et leur sagesse. Dôgen, qui avait été le disciple du maître chinois Rujing, revint au Japon en 1227, et sur le conseil de son maître, il vécut alors loin des princes et des nobles. Il s'installa dans une lointaine province montagneuse et y fonda un petit temple, qui allait devenir un splendide monastère, l'Eiheiji. Pressé par Tokiyori de venir à Kamakura, il accepta à contrecœur en 1247. Mais il refusa de rester, bien que Tokiyori lui offrît des terres pour couvrir l'entretien d'un établissement monacal. Il retourna dans ses montagnes, jurant que même un édit du Trône ne le déciderait plus à les quitter, et y mourut en 1253. Il est connu comme le fondateur au Japon de la secte Zen Sôtô (caotang), et bien qu'il ne fût pas un évangéliste et préférât la retraite et l'auto-discipline, il inspira de nombreux néophytes et fut l'un des vrais patriarches du bouddhisme Zen au Japon.

Eizon (1201-1290) fut lui aussi un moine qui fit grande impression sur Tokiyori et autres membres de la famille Hôjô. Séjournant à Kamakura en 1263, il prêcha devant de grandes foules et convertit des milliers de personnes. Devant lui, Tokiyori se montrait humble, et il tenta en vain de le garder à Kamakura.

Il est incontestable que les maîtres Zen exercèrent sur les dirigeants de la société féodale une très grande influence. Des hommes comme Yasutoki et Tokiyori devinrent d'ardents disciples, et leur exemple fut imité par plusieurs guerriers de haut rang. On peut d'ailleurs dire que le Zen devint à la mode à Kamakura et perdit ainsi un peu de sa pureté. Mais les principaux prédicateurs du bouddhisme Zen furent dans l'ensemble des hommes de grand talent. Leur force de caractère, leur indépendance d'esprit et leur langage direct plaisaient fort à l'élite féodale. Il n'est certes pas facile de dire dans quelle mesure ils influencèrent des gens comme Tokiyori en matière politique, mais il est clair que d'éminents moines Zen furent parfois consultés par les régents et leurs ministres à propos de questions gouvernementales et sur les relations avec la Chine.

Ici, nous rencontrons un phénomène social intéressant, car la plupart des moines qui parvinrent alors à une haute position étaient d'origine relativement humble. Dôgen, c'est vrai, était de naissance aristocratique. Myôe, moine Zen qu'admirait Hôjô Yasutoki, venait d'une famille de

samurai, mais de rang inférieur. Le grand Hônen était d'origine similaire. On a dit que le caractère populaire du bouddhisme de la fin de la période de Heian et de celle de Kamakura était dû au niveau social modeste de ses prédicateurs. Mais comme toutes les variétés nouvelles d'enseignement bouddhique qui fleurirent au xn^e siècle et par la suite étaient des formes de protestation ou de réaction contre les écoles plus anciennes, ou prêchaient un retour aux sources, il était naturel qu'elles fussent proposées non pas par des prêtres haut placés mais par des hommes doués d'un esprit de réforme s'adressant au public le plus large possible. C'est ce qui explique qu'elles avaient, ou acquirent, un caractère plus populaire que les anciennes sectes, qui étaient très proches de la cour ou dépendaient en grande partie de protecteurs nobles.

Tokiyori joua un rôle non négligeable dans l'histoire du bouddhisme Zen au Japon, car son intérêt commença avec l'arrivée d'un moine chinois nommé Dôryû (Daolong), qui passa au Japon en 1246 et se rendit peu après à Kyôto et de là à Kamakura. En 1253, celui-ci fut invité à devenir l'abbé du monastère que Tokiyori avait construit, le Kenchôji, qui deviendrait plus tard l'un des plus célèbres du pays [51]. Kotsuan (Wuan), qui se réfugia de Chine au Japon en 1260 et que le régent pressa de quitter Kyoto pour venir s'installer au Kenchôji, entretint avec ce dernier des rapports plus intimes encore. Tokiyori s'asseyait à ses pieds, et ce fut grâce à son enseignement qu'il obtint, dit-on, la soudaine illumination qu'il recherchait depuis vingt ans. Il était officiellement entré en religion en 1256, et lorsqu'il mourut, en 1263, il portait l'étole (« kesa ») et se trouvait agenouillé dans la posture de méditation dite *zazen.*

Son fils Tokimune reçut tout jeune l'enseignement de Dôryù, et fut, dit-on, initié par Daikyù (1215-1289), qui, à l'époque de la première invasion mongole, lui soumit le fameux problème du « Joshu's Mu », qu'il parvint à résoudre – libérant ainsi son esprit pour traiter calmement des graves questions de la guerre et de la paix[52]. Les mérites de Tokiyori étaient bien connus des moines Zen de la Chine. Le maître Mugaku (Wuxue) en avait entendu parler, et il était en route pour le Japon quand il fut capturé par des soldats mongols. Selon la légende, ceux-ci s'apprêtaient à le mettre à mort, mais il les impressionna tant par le calme avec lequel il continuait à réciter des versets sacrés qu'ils le libérèrent. Il arriva au Japon après la mort de

Dôryù, et il devint abbé du Kenchôji, poste d'une haute dignité qui lui fut proposé par Tokimune.

Il ne fait aucun doute que la famille Hôjô avait de puissants sentiments religieux, ainsi qu'en témoigne, dans le domaine public comme dans le privé, une conduite empreinte d'une rare intégrité et d'une dévotion évidente. Elle inspira très certainement les idéaux de bon gouvernement qui, bien que parfois négligés, entrèrent ensuite dans le devoir traditionnel du dirigeant japonais.

On se souvient que Hôjô Shigetoki*, qui avait été le représentant du shogun à Kyoto de 1230 à 1247, où il retourna à Kamakura, écrivit vers cette date à son fils une lettre à propos des devoirs d'un guerrier occupant une charge importante. C'était un bref traité pratique, un précis de savoir-vivre à l'usage d'un gentilhomme plutôt qu'un recueil de préceptes moraux. Mais il existe un autre document, écrit par Shigetoki vers la fin de sa vie, entre 1256 et 1261, alors qu'il vivait retiré au Gokurakuji, dans l'enceinte duquel il s'était fait construire une petite maison. La lettre du Gokuraku-ji *(Gokurakuji dono no on-shôsoku),* ainsi qu'on l'appelle, n'est pas un recueil de sagesse populaire (comme il en existait beaucoup) mais une sorte de testament où, à la lumière de sa propre expérience religieuse, Shigetoki expose ses vues sur les devoirs de l'homme au profit de ses descendants.

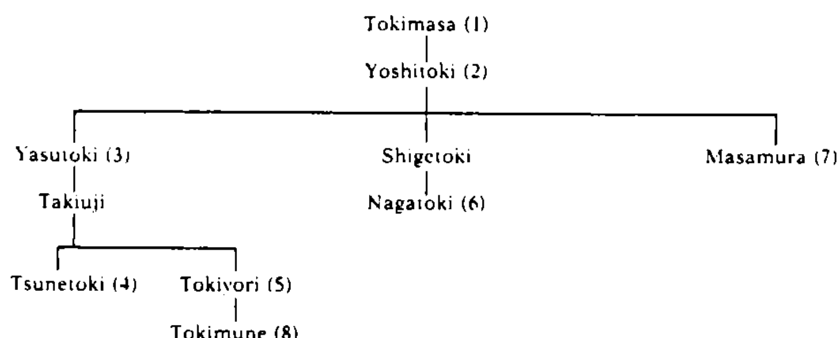
C'est un document d'un extrême intérêt, composé d'une centaine de paragraphes assez courts, traitant chacun d'un sujet particulier. Il est spécialement intéressant en tant que témoignage sur les sentiments religieux d'un membre de la classe dirigeante de Kamakura approchant de la fin d'une vie pleine d'activités séculières. On peut le décrire comme un exposé de morale en termes de principes religieux, et dans ce sens, il ne s'agit pas à proprement parler de directives à l'usage des guerriers. Mais il constitue certainement un tableau fidèle des idéaux de conduite auxquels désiraient se conformer les dirigeants de la société féodale.

La lettre commence par une courte préface, dans laquelle Shigetoki dit qu'il peut paraître une folie de laisser des conseils à ses descendants, mais que le lien entre parents et enfants est quelque chose de très important, faisant partie d'une suite de relations à travers le passé, le présent et l'avenir qu'on ne peut ignorer. Il discute ensuite de la nature évanescente de la vie humaine, comme un rêve à l'intérieur d'un rêve, comme l'aube talonnée par la nuit, comme les fleurs qui se fanent en s'ouvrant à la brise. Comment les

jeunes doivent-ils faire face aux périls de ce monde changeant ? C’est dans l’espoir de les aider qu’il rédige ses pensées, qu’il les presse d’étudier pour être plus à même d’étudier les problèmes de la vie.

Il exprime ici une vision de la vie commune aux gens de son espèce, car tout en soulignant l’évanescence des peines et des plaisirs, il insiste sur la continuité de la famille. Il ne fait pas seulement état de l’importance de la famille en tant qu’institution sociale, mais exprime le sentiment profondément enraciné de continuité, dans la vie familiale et nationale, dont témoigne si abondamment l’histoire du Japon.

Il recommande d’abord de vénérer matin et soir les dieux et les bouddhas, * Le tableau suivant montre les liens de Shigetoki avec les régents. Les chiffres entre parenthèses indiquent l’ordre de nomination à la charge de régent.



disant que le culte des hommes accroît le pouvoir des dieux, et que la bénédiction (« megumi ») des dieux forge le destin des hommes. Lorsque l’homme prie, il lui faut demander aux dieux et aux bouddhas un cœur intègre (« shôjiki no kokoro ») dans cette vie, car s’il est aimé dans cette vie par ses frères humains, alors il entrera sûrement dans le Paradis de l’Ouest.

A travers tout ce document, Shigetoki emploie abondamment l’expression « les dieux et les bouddhas », mais hormis cette mention respectueuse des divinités indigènes, la tendance générale de son propos est fondamentalement bouddhique. C’est à peine si l’on sent un soupçon d’influence confucia-niste, et, à part une citation de Laozi, tout est le résultat d’une méditation personnelle. Shigetoki atteste l’influence de l’enseignement amidiste – probablement celui de Hönen Shönin – et sa vision de la vie humaine est fortement marquée par la doctrine du karma, ainsi d’ailleurs que toute la pensée religieuse populaire de son temps et des siècles suivants.

Les injonctions particulières qui suivent ce préambule n’obéissent à aucun ordre logique, tout en s’occupant des problèmes de conduite tels qu’ils étaient susceptibles de se présenter à ses descendants au cours de leur carrière. Il commence par le devoir envers les supérieurs, qu’il s’agisse des dirigeants féodaux, des parents ou des représentants ecclésiastiques. Il donne ici à la loyauté un fondement religieux. Ses termes exacts méritent d’être cités : « Vous ne devez pas penser au bien des autres. Vous ne devez penser qu’à votre seigneur, sans vous soucier de votre vie ni de rien qui est à vous. Rappelez-vous que si votre seigneur est négligent et ne pense pas à vous, vous obtiendrez pourtant la protection des dieux et des bouddhas. » Autrement dit, la lovauté est un devoir religieux.

Il faut respecter is saints hommes et les textes bouddhiques. « Profaner les écritures, c’est désobéir aux mystérieux désirs profonds du Seigneur Bouddha*. Assurez-vous que ni vous ni les vôtres, y compris les petits enfants, vous n’êtes coupables d’irrévérence. »

La lettre insiste sur la piété filiale comme devoir lié à la loyauté : « Quand vos parents parlent, écoutez attentivement et l’esprit calme. […] Leur esprit est dans le passé, ils ne comprennent pas ce qu’on dit, ils n’apprécient pas ce qui est bon, ils aiment ce qui est désagréable. Mais les gens âgés sont comme ça, et quand vos parents parlent vous devez écouter avec compassion et non avec ennui. Leur passé est long ; leur avenir est court. Rappelez-vous qu’ils seront bientôt silencieux, et faites ce qu’ils disent. Sinon, lorsqu’ils seront partis, vous regretterez votre négligence et souhaiterez maintes fois avoir fait ce qu’ils désiraient. »

Toutes les vieilles personnes ont droit au même respect que celui qui est dû aux parents. « Comportez-vous envers les jeunes comme s’ils étaient vos frères, et traitez les enfants comme s’ils étaient les jeunes membres de votre famille. Quand ils commettent des fautes, soyez indulgent, non pas dur. »

A travers ses conseils, Shigetoki brosse le portrait d’un homme bien élevé de haut rang. Il doit se montrer tolérant et compréhensif, sûr de lui mais non présomptueux, toujours conscient de la nature transitoire des joies et des chagrins terrestres, digne mais modeste dans ses relations avec ses pairs, compatissant et généreux dans ses rapports avec des inférieurs.

C’est quelque chose comme le blasphème, quelque chose que même les amidistes tiennent pour impardonnable. Shigetoki était un amidiste fervent, et un adversaire acharné de la secte du Lotus de Nichiren.

A première vue, ce modèle de comportement est un peu surprenant, car il ne correspond pas à l’image qu’on a traditionnellement du guerrier, brave et fort, mais orgueilleux et sans merci. Avec les ans, sans doute Shigetoki est-il devenu plus pieux et plus doux que dans sa jeunesse, mais ce qu’il définit, c’est un idéal que ses descendants puissent atteindre. Ses propos ont donc un intérêt particulier en ce sens qu’ils reflètent les critères moraux et sociaux alors en vigueur dans la société dirigeante de Kamakura. Les extraits suivants illustrent les opinions d’un représentant distingué de l’élite féodale sur la vie et la société au xine siècle, alors que, selon toute vraisemblance, le gouvernement des régents Hôjô était prospère et stable.

Il y a un intéressant petit essai sur la tolérance.

« Souvenez-vous qu’il peut y avoir du faux dans le juste et du juste dans le faux. Comme exemple de faux dans le juste, imaginez que vous ayez raison dans un domaine où votre vie n’est pas en danger tandis qu’un autre a tort et que sa vie est en danger. Si vous persistez dans votre opinion, votre insistance peut être une erreur dans le juste. De même, il peut y avoir du juste dans le faux. Ainsi, bien qu’un homme puisse avoir fait mille fautes pour lesquelles il mérite de perdre la vie, il peut être juste de votre part de le sauver en gardant le silence. Ce serait un exemple de juste dans le faux. Si vous prenez cela à cœur et épargnez les autres, ceux qui voient et entendent ce que vous faites seront impressionnés, et ceux que vous sauvez se réjouiront. Et s’ils ne vous approuvaient pas, vos actes généreux n’en auraient pas moins plu aux dieux et aux bouddhas, et vous auriez gagné du mérite dans ce monde et dans le prochain. »

La modestie et la modération font l’objet de quelques sages remarques. Un homme devrait toujours être disposé à suivre les conseils d’autrui. Les recommandations des sages surtout sont précieuses. Même si vous ne pouvez pas lire les écritures et les classiques, vous devriez vous les faire exposer par des hommes de savoir. Sans cette connaissance, vous serez ignorant et étroit d’esprit. Toute parade doit être évitée. Vos vêtements doivent toujours être propres et convenables, mais jamais fastueux. Votre cheval doit être de taille moyenne, et votre épée d’une longueur qui ne soit pas excessive. Tout doit être en accord avec votre position : votre maison, vos biens, votre comportement. Les excès de toute sorte sont désagréables à autrui, et pour finir ils jouent en votre défaveur, car ils seront contre vous

dans votre prochaine vie. (C’est une allusion au karma, une erreur dans cette vie devant être expiée dans la suivante.)

Quant aux relations avec les autres, une partie importante de la vie d’un homme occupant une haute position réside dans ses rapports avec des personnes d’un niveau inférieur. Shigetoki part d’un système de classe rigide, à l’intérieur duquel il préconise la gentillesse et les prévenances. « Quand vous êtes en colère, ne punissez pas vos serviteurs. Attendez d’être calme, et pensez à leurs services passés aussi bien qu’à leur erreur présente. Si vous agissez sur un mouvement de colère, vous pourriez avoir à vous en repentir. » Dans plusieurs circonstances, ce que nous appellerions un esprit de pardon chrétien est vivement conseillé. « Il est bon de répondre à l’hostilité par la gentillesse, et de rendre le bien pour le mal » (« On wo motte ada wo hôzuru »).

Sur un plan moral un peu moins élevé, il faut garder en tète certains conseils pratiques touchant les échanges quotidiens. « Quand vous parlez des autres, soyez circonspect. N’oubliez pas que le ciel a des yeux et les murs des oreilles. Si vous passez par une maison où il y a eu un deuil, soyez très attentif à ne pas rire tout haut. Tous les hommes ont les mêmes motifs de chagrin, et nous devons nous affliger ensemble. » Nul n’est une île.

Traiter avec égards les subordonnés et les inférieurs est une question de principe. « Quand vous êtes à cheval, avertissez les gens qui sont sur le bord de la route, aussi humbles soient-ils. Faire du mal à des inférieurs est particulièrement répréhensible. »

Tout ce qui vit mérite la considération. « N’ôtez pas sans raison la vie d’une créature qui vous semble inutile. Il vous faut savoir que l’insecte le plus vil tient à la vie tout aussi fortement qu’un homme. Vous ne devez pas prendre la vie, mais la sauver, fût-ce au prix de la vôtre. » Ce souci de la vie est évidemment d’essence bouddhique, de même que la version suivante de la règle d’or :

« Il est faux d’être gentil envers qui vous traite bien et méchant envers qui vous traite mal. Les animaux comme les chiens remuent la queue quand on les flatte et aboient quand on les maltraite. Mais il ne vaut pas la peine d’être un homme si, de même que vous êtes bon envers ceux qui sont bons, vous êtes méchant envers ceux qui le sont. Si vous êtes bon pour les méchants, ils peuvent alors se réformer. Et même s’ils ne le font pas, les dieux et les bouddhas se réjouiront de votre bonne action et vous

récompenseront dans votre prochaine existence. Essayez toujours d'améliorer votre karma en rendant le bien pour le mal. »

De façon générale, Shigetoki s'efforce d'inculquer une vision de la vie et une morale bouddhiques. Voici quelques-unes de ses opinions concernant la religion :

« Dans la poitn. ie de l'homme, il y a une fleur de lotus sur laquelle un bouddha est assis. » [Autrement dit, il y a en chaque homme une nature de bouddha qui peut s'épanouir comme fleurit un lotus s'il vit comme il convient.] « Lorsque vous vous levez, en même temps que vos ablutions corporelles, il vous faut purifier votre esprit par une prière au Bouddha. Vous devez jeûner et observer les jours réguliers d'abstention, où les dieux descendent du ciel pour enregistrer les bonnes et les mauvaises actions. Un homme qui révère la loi du Bouddha et garde un cœur juste, non seulement mène une bonne vie dans le présent, mais encore va au Ciel. Et quand un parent est bon, l'enfant également est récompensé, par la grâce des dieux et des bouddhas. » « Certains sütras disent qu'une femme ne peut devenir un bouddha, mais cela n'est pas vrai. Les femmes ont des sentiments profonds, et lorsqu'elles ont proclamé leur foi en le Bouddha [Amida] et demandé à renaître, il ne fait aucun doute qu'elles peuvent entrer au Paradis. »

« Toutes les relations avec les autres viennent d'un acte passé, aussi banal, soit-il. Boire à la même source qu'un autre, toucher avec sa manche la manche d'un autre, même des actes pareils sont déterminés par quelque rapport dans une autre vie. » [« Sode no furiawase dani mo tashô no en » – aphorisme courant.]

Le thème du karma se retrouve d'un bout à l'autre du document. Il est considéré comme la clé de tous les problèmes de la vie, de ses joies et de ses tourments.

Certains points de devoir civil (par opposition à religieux) méritent d'être cités séparément, car ils semblent illustrer une attitude typique des dirigeants Hôjô à l'égard de leur tâche gouvernementale. Leur croyance en une justice impartiale est clairement démontrée par ce que dit Shigetoki des poursuites judicaires :

« Les plaintes et les causes soumises à votre jugement doivent être instruites et tranchées avec le plus grand soin.

« Souvenez-vous que l’accusé est dans une situation difficile [parce qu’il est facile d’accuser et difficile de se disculper], et écoutez toujours attentivement sa défense.

« N’accordez pas un traitement de faveur aux personnes de haut rang. Si un personnage haut placé est dans son tort, alors il a enfreint la loi, et votre verdict doit être contre lui.

« Dans une cour de justice, ne considérez pas que les faibles doivent être impressionnés ou effrayés par votre puissance. Assurez-vous qu’ils n’ont pas peur, écoutez tout ce qu’ils ont à dire, et rendez un jugement équitable. »

Lorsqu’il traite des délits, il montre clairement que punir n’est pas l’objectif essentiel d’un jugement. Il dit même que, dans bien des cas, la punition des malfaiteurs doit être laissée aux dieux et aux bouddhas. Ainsi : « Quand quelque chose vous a été volé et que ce n’est rien d’indispensable, ne parlez pas de votre perte, car elle pourrait amener le voleur à perdre la vie. Souve-nez-vous qu’il sera puni dans l’existence suivante. Il ne peut pas échapper. Le méchant criminel se détruit lui-même. »

Le conseil de mener une vie simple, d’éviter la parade et d’être modéré en toute chose revient fréquemment à travers la lettre. La sobriété était un trait Ces grands régents Höjö, de même qu’un sens élevé du devoir. Dans l’ensemble, les normes de conduite en vigueur sous leur règne parmi les dirigeants ce la classe militaire évoquent la « gravitas » romaine.

Qu’il y eût une forte tendance innée au talent dans la famille Höjö est parfaitement clair. D’ailleurs, la plupart des fondateurs de l’État féodal, les compagnons de Yoritomo, étaient des hommes doués, et les mariages entre les membres de leurs familles contribuèrent incontestablement à maintenir leurs qualités. Seuls les descendants directs de Yoritomo échouèrent.

CHAPITRE XX

Relations avec le continent

LA MONTÉE DU POUVOIR MONGOL

Tandis que le Japon se développait harmonieusement sous un gouvernement puissant et compétent, les conditions politiques des régions orientales du continent asiatique se détérioraient rapidement. Sous la dynastie Song, de 960 à 1120, la CI ine était un empire uni, le foyer d'une grande civilisation où s'épanouirent les talents artistiques et intellectuels et où se déroula une importante renaissance philosophique. Mais elle était politiquement faible car elle était soumise à de constantes attaques d'envahisseurs barbares venus du nord : les Tartares d'abord et ensuite les Mongols, que les Chinois essayèrent d'acheter sans succès. En 1120, les Tartares de la Horde d'or s'étaient avancés au-delà des marches septentrionales et occupaient le territoire chinois jusqu'au Yangzi. Ils finirent toutefois par être dominés et remplacés par les Mongols, qui installèrent leur propre dynastie dans le nord de la Chine vers 1230 et fixèrent leur capitale dans la ville connue plus tard sous le nom de Pékin en 1264. Par la suite, la dynastie Song ne gouverna plus que la partie sud de la Chine. C'était avec les provinces Song que le Japon continuait d'entretenir des relations qui, sans être officielles, étaient assez étroites et amicales et permettaient d'importants échanges culturels et commerciaux.

Les voyageurs et les marchandises qui passaient d'un pays à l'autre étaient d'ordinaire transportés dans des bateaux chinois, car les Japonais étaient de piètres constructeurs de navires et navigateurs. Les gouvernements du Japon paraissent avoir eu peur de se laisser entraîner dans des relations trop étroites avec la Chine. Tout comme, d'ailleurs, avec leurs autres voisins : ainsi, bien que des pirates japonais descendissent parfois jusque sur la côte coréenne, la cour du Japon hésitait à répondre aux ouvertures faites par le royaume de Koryö, qui comprenait depuis le xie siècle l'ensemble de la péninsule coréenne et une partie de la Mand-chourie.

Il était typique du bon sens des régents Hôjô que lorsque, en 1227, le gouvernement de la Corée[53] envoya un représentant au Japon protester contre les incursions des pirates, le régent Yasutoki jugeât la plainte fondée

et fît aussitôt arrêter et exécuter les pirates. Le gouvernement de Kamakura, de même que la cour de Kyoto, était trop occupé à régler des questions intérieures – la domination des vassaux et le développement du pays – pour risquer des hostilités avec la Corée pour une affaire relativement insignifiante. Le royaume de Corée était lui-même dans une situation peu commode ; il était harcelé au nord par des envahisseurs, les Tartares d'abord, qui avaient déferlé sur la péninsule de Liaodong et le sud de la Mandchourie peu après 1200, les Mongols ensuite, qui avaient poursuivi les Tartares et franchi le Yalu en grand nombre en 1231 et 1238.

En 1259, Khubilai, le grand khan des Mongols, était devenu empereur de Chine, et en 1264 (ainsi qu'on l'a noté) il avait installé sa capitale à Pékin. Le royaume de Corée, incapable de maintenir plus longtemps son indépendance, fut obligé de se soumettre à la suzeraineté mongole. C'était maintenant un État faible et malheureux, ruiné par une résistance désespérée. Sa faiblesse elle-même était un danger, car toute grande puissance établie en Chine tendait à envahir la Mandchourie et la Corée, et à menacer ainsi le Japon. Tout au long de son histoire, la péninsule avait eu une grande importance stratégique. Son occupation par une armée mongole était une menace évidente pour les îles japonaises, dont une centaine de milles seulement séparaient la plus proche de la pointe sud de la Corée. Cette étendue d'eau avait par bonheur suffi pendant des siècles à protéger le Japon d'une domination étrangère, et maintenant, ignorant des choses de la mer, les Mongols ne pouvaient l'envahir qu'en utilisant des bateaux et marins coréens. Épuisés par leur longue lutte contre les Mongols, les Coréens n'étaient guère disposés à collaborer avec eux, mais s'ils y étaient obligés, il n'y avait pas grand-chose non plus qu'ils pussent faire pour s'y opposer.

Le bakufu se rendait très bien compte que la situation était pleine de danger. Il avait des espions en Corée, et certains Coréens qui ne se trouvaient pas placés directement sous les ordres des Mongols se sentaient assez solidaires pour envoyer ici et là de précieux renseignements. En 1266 déjà, Khubilai avait dépêché deux envoyés aux Japonais avec une lettre leur ordonnant de se soumettre sous peine d'être envahis. Les envoyés mongols étaient accompagnés par des officiers coréens, mais ils ne s'éloignèrent guère du rivage. Une tempête menaçant, les Coréens, ravis de trouver une excuse pour abandonner la mission, les pressèrent vivement de rentrer.

Khubilai fut furieux de ce contretemps, et envoya une autre expédition qui parvint à Dazaifu au début de 1268, porteuse du même message.

Celui-ci causa grand effroi à la cour. Cependant, tout en sachant fort bien que la situation était grave, le bakufu décida d'ignorer la menace et de renvoyer l'émissaire les mains vides. Ses dirigeants avaient désormais une connaissance générale assez bonne de ce qui se passait sur le continent et des ambitions de Khubilai. Ils savaient que les Coréens étaient dans une situation encore beaucoup moins confortable que la leur, et pour tout dire désespérée. Les Japonais avaient la protection de leur insularité et l'avantage d'une classe de guerriers hautement entraînés, dont l'orgueil ferait des ennemis redoutables même pour les plus féroces soldats barbares.

L'attitude qu'adopta le Japon face à cette situation difficile fournit un commentaire intéressant touchant les relations entre la cour et le bakufu. Les envoyés mongols remirent les lettres du khan (adressées au « roi du Japon ») au représentant du bakufu à Dazaifu, qui portait le titre de *Chinzei bugyô,* ou commissaire à la défense de l'Ouest. On le pria de les transmettre au gouvernement du Japon, et il les expédia en toute hâte à Kamakura, où le bakufu les examina puis les envoya à la cour de Kyoto. Il savait que celle-ci n'était pas compétente pour prendre une décision, mais l'étiquette voulait que l'empereur ou l'in fussent consultés.

A Kyoto, le langage menaçant des lettres mongoles suscita une réaction proche de la panique, et la cour fut très vexée du mépris avec lequel on parlait de l'empereur comme du « roi d'un petit pays ». On abandonna sur-le-champ les projets concernant le jubilée de l'empereur abdicataire Go-Saga[54]. Des messagers furent envoyés dans les grands sanctuaires pour porter la nouvelle aux divinités nationales, et des conseils se réunirent jour après jour au palais ou à la cour de *Vin* pour discuter de ce qu'il convenait de faire. Mais rien ne fut décidé, sinon l'envoi d'une lettre au grand khân, dont le projet fut soumis à l'approbation du bakufu.

C'était un piètre document. Tout en repoussant les exigences mongoles, il laissait la voie ouverte à quelque compromis, et il avertissait, ou du moins informait, Khubilai du grand âge et du caractère sacré de la dynastie régnant sur le Pays des Dieux. Le bakufu écarta cette réponse comme étant superflue, et renvoya les émissaires mongols sans même un mot reconnaissant qu'ils s'étaient acquittés de leur mission. Le régent et ses

55

collaborateurs étaient bien sûr parfaitement conscients de la gravité de la situation, mais ils ne s’en alarm lient pas. Il ne pouvait être question de négociations, et moins encore de reddition, pour les dirigeants d’une société guerrière dont la fonction héréditaire était de protéger l’État contre ses ennemis. Ils se préparèrent donc à repousser une attaque à laquelle toutes leurs informations leur disaient qu’il fallait s’attendre, et peut-être même dans seulement quelques mois. Ils consolidèrent les forces de défense côtière et donnèrent aux vassaux de l’Ouest qui vivaient alors à Kamakura l’ordre de regagner leurs fiefs.

A Kamakura, le 18 avril 1268, le régent Masamura fut remplacé par Tokimune, héritier direct de Tokiyori. Agé de dix-huit ans, il était vigoureux et considéré comme ayant atteint l’âge d’homme. Sa naissance et son caractère le qualifiaient pour représenter et pour diriger la classe des guerriers. Masamura, âgé de soixante ans, remplaça Tokimune comme cosignataire *(tenshô)* et consacra ses grands talents à mettre au point la stratégie de défense, comme chef d’état-major du bakufu.

Dès l’instant où l’idée leur était venue d’envahir le Japon, les Mongols avaient fait le projet d’employer des soldats et des navires coréens. Comme on l’a vu, les Coréens étaient réduits à l’impuissance, brisés par les armées mongoles qui, désormais, occupaient leur pays. Des historiens de la période soutiennent que, dans l’idée qu’il pourrait s’attirer ainsi la faveur du grand khan, le gouvernement coréen lui suggéra lui-même d’envahir le Japon. La chose paraît peu vraisemblable. Il y avait sans doute en Corée une faction qui voyait l’intérêt de collaborer avec les vainqueurs, mais dans l’ensemble les Coréens devaient ardemment souhaiter la paix qui leur permettrait de se rétablir, et non pas prolonger la guerre. Ils n’avaient aucune sympathie particulière pour le Japon, mais depuis quelques années, grâce à la sagesse avec laquelle le bakufu avait réagi à leurs plaintes contre les pirates, leurs relations avec le gouvernement japonais s’étaient un peu améliorées. Les patriotes coréens savaient que de participer à une campagne contre le Japon ne leur apporterait aucun avantage, mais pourrait au contraire leur causer de grandes pertes. Il n’était pas dans leur intérêt que l’invasion eût lieu. Le mieux qu’ils pussent faire était d’avertir les Japonais de l’attaque qui se préparait, et c’est ce qu’ils firent quand, sur l’ordre des Mongols, ils leur transmirent un troisième message de la part de Khubilai en septembre 1271 [55].

Selon sa procédure habituelle, le bakufu en avisa le Trône, et, en même temps, adressa aux vassaux les ordres arrêtés par Tokimune. En 1272, tous les commissaires et les intendants de la région de défense Ouest (chinzei) du Kyüshü furent enjoints de renforcer les défenses. Les vassaux du Kyüshü résidant alors à Kamakura reçurent tous l'ordre de regagner leurs fiefs. Tous les *kenin* des provinces occidentales et centrales reçurent de même pour instruction de se déplacer progressivement vers l'ouest pour participer à la protection du Kyüshü. Cependant, la cour se consacrait à de continuels exercices religieux, priant pour la sauvegarde du royaume à l'occasion d'un grand service Ninnô[56] et invoquant de maintes façons le secours des puissances divines.

Après la mission coréenne de 1271, un ambassadeur mongol débarqua en octobre 1272 à Imazu dans la province de Chikuzen et se mit à presser le quartier général de défense de Dazaifu d'arranger une audience avec le souverain japonais où il lui présenterait ses lettres. Sa demande resta sans effet. Il exigea alors qu'une copie de son message fût envoyée à la cour, fixant pour recevoir une réponse un délai de deux mois. C'était en fait un ultimatum. Il fut communiqué au bakufu, qui le transmit à la cour. Celle-ci préconisa un compromis sous la forme d'une réponse suggérant des négociations, ainsi qu'elle l'avait déjà fait, mais le bakufu refusa et donna l'ordre d'expulser l'ambassadeur mongol. C'était l'équivalent d'une déclaration de guerre. L'empereur retiré Go-Saga avait déjà accompli un pèlerinage au sanctuaire d'Iwashimizu pour prier les grandes divinités nationales. Maintenant, toujours plus abattu, il tomba malade. Il mourut le 18 mars 1272, ayant été le souverain de fait depuis son abdication, en 1246, et le fidèle ami du bakufu.

la première invasion mongole, 1274

Les missions répétées envoyées au Japon par les Mongols ou en leur nom visaient à amener les Japonais à se soumettre sans résistance ; mais Khubilai était déterminé à envahir le Japon depuis qu'il avait appris l'échec de la mission de 1268. Il avait ordonné au roi de Corée de construire des bateaux de guerre et de rassembler une grande armée. Mais les Coréens manquaient à ce point d'hommes et de vivres qu'ils ne purent obéir, et lorsque, en 1273, quelques milliers de soldats mongols firent leur apparition en avant-garde de l'invasion, ils s'aperçurent qu'ils ne pouvaient pas vivre sur le pays et durent rentrer en Chine pour s'approvisionner. Au bout d'un an, durant lequel on augmenta la production de riz en cultivant de nouveaux champs, les Mongols purent prendre la mer. C'était en novembre 1274. Leur armée n'était pas très nombreuse. Elle comptait, en plus de l'avant-garde susmentionnée, quinze mille hommes de troupe mongols et chinois et huit mille soldats coréens de piètre qualité. Environ sept mille marins coréens et matelots chinois formaient les équipages de la flotte d'invasion, que composaient quelque trois cents grands navires et quatre à cinq cents petites embarcations[57].

Les îles de Tsushima et Iki furent prises sans grande difficulté, et leurs garnisons japonaises, courageuses mais petites, massacrées après une âpre résistance. La flotte se dirigea ensuite vers la côte du Kyüshü, détachant des navires pour aller attaquer Hirado et d'autres endroits tandis que le corps principal pénétrait dans la baie de Hakozaki et y jetait l'ancre le 18 novembre. Le lendemain, les troupes débarquèrent à Hakata, le port situé au fond de la baie, à l'abri de la pointe de Shiga. Elles prirent en outre plusieurs petites villes et villages côtiers. Un peu à l'intérieur se trouvait Dazaifu, ancienne capitale administrative du Kyüshü et quartier général du commissaire à la défense occidentale, qui représentait le bakufu et commandait l'armée régulière de défense.

La nouvelle de la prise de Tsushima atteignit bientôt Dazaifu, d'où elle fut immédiatement tra ismise au Rokuhara, cependant qu'on mettait en état d'alerte tous les guerriers dépendant du commandement de Dazaifu, c'est-à-dire de toutes les provinces du Kyüshü. Le jour de l'arrivée des Mongols au large de Hakata, les appels aux armes avaient atteint la plupart des districts du Kyüshü, et les guerriers s'empressaient d'y répondre. Le principal

obstacle sur la route du Kyüshü était alors le Chikugo, sur lequel des pontons furent aussitôt jetés en sorte que les troupes venant des provinces Sud (Sat-suma, ösumi et Hyüga) pussent gagner Hakata sans retard. A l'époque, le *dazai*[58] Shôni Tsunetsugu commandait l'ensemble de la région, et la défense de Hakozaki était confiée au guerrier Satsuma Shimazu Hisatsune.

Le 19 novembre, une troupe ennemie débarqua à Imazu et, le lendemain à l'aube, attaqua avec l'aide des bateaux la ville de Hakata. Placée sous le commandement de Tsunetsugu, l'armée du Kyüshü tout entière s'élança pour repousser l'attaque. L'avantage était du côté des Mongols aguerris, formés à se battre en étroite formation, tandis que les Japonais étaient habitués à se battre en combat singulier avec un adversaire du même grade qu'eux. La dernière bataille importante qui avait eu lieu au Japon remontait à 1221, soit à plus de cinquante ans, à l'époque du soulèvement des partisans de Go-Toba, où les guerriers bien entraînés de Kamakura avaient écrasé le parti de la cour. Au moment de l'attaque mongole, il n'y avait donc pas de général japonais accoutumé à commander une grande armée dans la bataille. Les Mongols avaient en outre l'avantage d'armes efficaces à longue portée, notamment de puissantes arbalètes et des engins capables de lancer des projectiles lourds et des matériaux enflammés.

Contre de tels avantages, la résistance des Japonais se révéla inefficace, et leur courage seul leur permit de tenir jusqu'au soir, où ils se retirèrent derrière d'anciens ouvrages de terre à Mizuki, à quelques kilomètres à l'intérieur. Les perspectives du lendemain étaient sombres. Il semblait que l'armée du Kyüshü entière aurait à se battre jusqu'à son anéantissement, de manière à donner le temps d'arriver aux renforts qui approchaient alors, en provenance des provinces du Centre et de l'Est. Malgré l'échec de Hakata, les Japonais étaient toutefois loin d'être battus, puisque, le temps aidant, ils auraient l'avantage du nombre sur les Mongols. Cependant, il ne fut pas besoin de sacrifices supplémentaires, car par chance pour les hommes du Kyüshü, alors qu'ils reposaient dans leurs fossés, épuisés et trempés, une grande tempête se préparait, et les sages pilotes coréens pressèrent les généraux mongols de réembarquer leur armée, sous peine de voir leurs navires s'écraser contre les rochers et de se retrouver isolés à terre, sans aucune possibilité de retraite.

Par ailleurs, profitant du vent et de la pluie, les Japonais avaient alors la possibilité de lancer une attaque nocturne sur un sol qu’ils connaissaient bien et dans des circonstances où le corps à corps serait particulièrement redoutable. Les chefs mongols virent ce danger supplémentaire, et décidèrent un rembarquement général. Quant à savoir si le commandant japonais caressait réellement l’idée d’une attaque nocturne, la chose ne nous est pas connue, mais paraît peu probable, car quand les Mongols couvrirent leur retraite en mettant le feu à Hakata et aux villages du littoral, il ne tenta pas de quitter son retranchement de Mizuki pour bloquer l’arrière-garde de l’envahisseur. Les hommes de Shôni étaient épuisés, et sans doute guère en état de livrer un combat de nuit au milieu d’une tempête de pluie et de vent. Heureusement pour eux, quand le jour se leva, ils virent les derniers bateaux de la flotte ennemie quitter la baie. Un navire au moins s’échoua sur la pointe de Shiga, et bien d’autres sombrèrent en haute mer au cours de la tempête – selon certains récits, quelque deux cents bateaux furent détruits. Les chroniques coréennes rapportent que l’armée de l’envahisseur perdit treize mille hommes dans l’expédition, dont peut-être la majorité se noyèrent. L’invasion avait échoué, et ce qui restait de l’armée mongole rejoignit la Corée dans le désordre et l’abattement.

La nouvelle du débarquement du 19 novembre atteignit Kyoto puis Kamakura vers la fin du mois. Le bakufu avait naturellement été très inquiet, car il craignait que les vassaux du Kyüshü fussent écrasés par la supériorité numérique des Mongols. Le V décembre, il envoya des appels urgents au Kyüshü, mobilisant tous les guerriers de l’île et promettant de ne faire aucune distinction entre les vassaux des Minamoto et les autres lorsqu’il s’agirait de récompenser leurs services. Tous les propriétaires fonciers de la région furent donc mobilisés pour des opérations de défense.

On veilla en outre à améliorer les défenses de la partie occidentale de l’île principale, et des efforts furent faits pour renforcer toutes les garnisons, mais sous forme de mesures d’urgence uniquement, car le temps était court, les distances étaient longues, et les guerriers n’étaient pas tous prêts au service actif.

La cour ne put pas faire grand-chose sinon prier les dieux pour la victoire, envoyer des messagers sur les tombes des ancêtres impériaux et suspendre toutes les fêtes ordinaires. La nouvelle de la défaite de l’ennemi

fut accueillie par de grandes réjouissances et une reconnaissance profonde et tonitruante pour l’appui divin qui l’avait permise.

Ainsi, le Japon paraissait sauvé. Mais Khubilai croyait que l’échec de ses généraux était dû à la tempête seule – opinion dont ses généraux se gardèrent bien de le détromper –, et il envoya aussitôt une nouvelle mission ordonnant au « roi du Japon » de venir rendre hommage à Pékin. L’insulte irrita fort le bakufu, qui s’attendit à une nouvelle attaque et se prépara en conséquence.

la seconde invasion mongole, 1281

Se préparant à u e nouvelle attaque, le bakufu fit des plans de défense à longue portée. En 1275, il ordonna que les trois provinces de Suwo, Aki et Bingo (qui bordent la mer Intérieure à l'extrémité occidentale de l'île principale) fussent responsables de la défense du détroit de Nagato et des eaux adjacentes conjointement avec la province de Nagato. Au Kyüshü, de nouveaux postes de défense furent créés à des points stratégiques, et notamment à Hakata, le port contre lequel les Mongols avaient livré leur principal assaut en 1274. Une liste des vassaux qui devaient assurer la garnison de ces divers postes fut dressée, et des mesures furent prises pour les empêcher de se soustraire à cette responsabilité. Lors de la première invasion, certains avaient trouvé un prétexte ou un autre pour ne pas répondre à l'appel. Désormais, omettre de donner une réponse loyale serait considéré comme un crime et sévèrement puni.

Au début de 1275, l'empereur Kameyama se rendit en grande pompe de Kyoto au sanctuaire d'Iwashimizu, où il pria pour la sauvegarde du pays. Des messagers furent en outre envoyés dans les autres grands sanctuaires pour implorer les dieux de repousser et disperser l'ennemi étranger. D'un bout à l'autre du Japon, des appels furent lancés aux divinités nationales et locales, et des ordres spéciaux furent adressés au bakufu afin qu'il veille à reconstruire le sanctuaire de Hakozaki, détruit par les envahisseurs. De façon générale, cette période de danger national, où l'on était reconnaissant de la protection accordée dans le passé et où l'on espérait une future aide divine, fut pour la foi shintoïste une période d'épanouissement. Les grands établissements bouddhiques n'étaient certes pas en reste en matière de prières, mais on note alors un incontestable regain de ferveur populaire pour l'ancien culte.

Si les Mongols étaient déterminés à revenir à l'attaque, il leur fallait se préparer, ce qui donnait aux Japonais le temps de respirer. Ils savaient que Khubilai employait une immense armée à la soumission des souverains Song en Chine méridionale, et ils étaient certainement au courant de la situation de la Corée, où la mobilisation d'une partie de la population à des fins guerrières serait très difficile, sinon impossible, avant que le peuple ne se fût remis des effets de la défaite de 1274. Il se trouvait alors au bord de la famine, car les réserves des années précédentes avaient toutes été

consommées, et la récolte de l’année en cours s’annonçait misérable. Quelques champs seulement avaient été mis en culture par les vieillards et les enfants alors que les adultes valides avaient été utilisés à la construction de navires ou comme combattants et que plusieurs milliers d’entre eux avaient péri dans la campagne. Dans ces circonstances, le roi de Corée fit appel au grand khân, le suppliant de renoncer à son projet de conquête du Japon. Mais il fut impossible d’amener Khubilai à changer d’avis. Il renouvela ses exigences, qu’il chargea des envoyés de transmettre au Japon en mai 1275. Ces derniers débarquèrent à Murotsu, dans la province de Nagato, et furent alors conduits à Kamakura, où ils furent mis à mort en octobre sur l’ordre des chefs guerriers décidés à ne laisser voir aucune trace de faiblesse.

Ce geste montrait leur détermination d’opposer à l’attaque des Mongols une résistance puissante et bien organisée. Le bakufu consacra donc tous ses efforts à améliorer les défenses de l’Ouest. Les vassaux qui en étaient responsables furent dispensés de la Grande Garde, c’est-à-dire de leurs obligations régulières dans les provinces du Centre. Un régime d’économie personnelle fut adopté à la fois par les nobles de la cour et les dirigeants féodaux, de manière que l’on pût diriger la richesse nationale dans des canaux servant à augmenter les ressources militaires. Les hommes dont les services avaient été particulièrement appréciés en 1274 furent encouragés par de généreuses récompenses. On nomma à des avant-postes stratégiques des officiers de haut rang afin de stimuler l’ardeur guerrière des vassaux les plus reculés, des membres de la famille Höjö étant envoyés comme commissaires spéciaux aux affaires militaires au Kyüshü et dans le Nagato. Toutes ces nominations avaient pour premier objectif de superviser le mouvement des troupes, et, en même temps, d’inspirer confiance aux guerriers, qui sentiraient ainsi sur eux l’œil de Kamakura.

Alors qu’ils examinaient la situation durant la période de répit que leur valurent les préoccupations guerrières que Khubilai avait ailleurs, les dirigeants du bakufu songèrent même à prendre l’offensive. S’ils envoyèrent de hauts officiers de Kamakura dans les provinces maritimes de l’Ouest, ce fut entre autres pour étudier la possibilité d’une attaque navale contre les bases et les bateaux de l’ennemi. A la fin de 1275, ils ordonnèrent d’ailleurs à ces provinces de construire et d’appareiller des vaisseaux de guerre, et de former pour eux des équipages. Au début de l’année suivante,

le commissaire à la défense du Kyüshü reçut pour instruction de rassembler à Hakata tous ceux qui accepteraient de participer à une expédition outre-mer. Les volontaires se présentèrent en masse, s'offrant à servir leur pays avec leur famille et leurs biens. Mais après réflexion le bakufu convint que les ressources nationales ne pouvaient financer à la fois une stratégie d'attaque et de défense, et le projet d'expédition contre les ports coréens fut abandonné. Désormais, les préparatifs navals se limitèrent à la construction et à l'armement de petits bateaux de guerre faciles à manier, dont l'équipage serait essentiellement constitué d'hommes ayant navigué comme pirates. Ces bateaux attaqueraient les navires de l'envahisseur dans les eaux côtières du Japon et tenteraient de les incendier. A l'usage, ces petites embarcations devaient se révéler extrêmement utiles, surtout contre les grands navires cherchant à se sortir d'une situation difficile.

En dehors de cette forme d'attaque, on décida de consacrer toutes les ressources militaires de la nation à l'édification d'un puissant système de défense, dont le trait matériel le plus important fut la construction d'un mur de pierres de l'est de la pointe de Shiga le long du rivage de la baie de Hakozaki jusqu'après Imazu. Le but de cette muraille était d'entraver, sinon d'empêcher, le débarquement d'une armée ennemie, et, celle-ci une fois à terre, de rendre difficile une prise de position en formation compacte.

Ce plan présentait toutefois un inconvénient. Les envahisseurs ne pouvaient manquer d'en avoir connaissance, et ils chercheraient d'autres lieux de débarquement le long de la côte de manière à pouvoir contourner les positions japonaises et passer derrière la muraille. Il fallait donc que le commandant japonais eût à sa disposition des réserves à lancer contre les troupes ennemies susceptibles de pénétrer dans le pays par-delà les extrémités du mur. En d'autres termes, la ligne de défense devait être prolongée dans les deux directions, ce qui nécessiterait la mobilisation d'une puissante armée. En hommes tout comme en matériel, il faudrait donc que le Japon emploie toutes ses ressources.

Ce serait pour le bakufu une lourde tâche, une rude épreuve non seulement quant à ses capacités mais aussi quant à son autorité sur la classe guerrière. Par chance pour le Japon, l'attaque mongole fut repoussée jusqu'en 1281, ce qi lui laissa le temps de finir le mur – sa construction représenta cinq ans de travail obligatoire – et de former des garnisons dignes de confiance. Cependant, les Coréens étaient dans une triste

situation, obligés qu'ils étaient de préparer une nouvelle grande expédition contre les Japonais. En 1279, leur souverain impuissant reçut de Khubilai l'ordre de construire une flotte de mille navires, de leur trouver des équipages, et de réunir une armée terrestre de vingt mille hommes. Une armée mongole de cinquante mille hommes se dirigeait alors vers la côte est de la Corée pour attendre l'embarquement, et bien sûr terroriser les gens du cru et vivre à leurs dépens. Les troupes mobilisées étaient donc deux fois plus nombreuses qu'en 1274, mais Khubilai avait des projets encore plus grandioses. Il créa un « service pour le châtiment du Japon », chargé de superviser l'ensemble de l'entreprise et d'en harmoniser les divers éléments. En soumettant les souverains Song de la Chine méridionale, il était devenu le maître de tous leurs bateaux, qu'il comptait employer pour réduire le Japon. C'était une flotte imposante d'embarcations grandes et petites, qui devait transporter une armée de cent mille hommes, en majorité des Chinois provenant de ce qui restait des troupes Song.

Cependant, le roi de Corée, espérant obtenir un meilleur traitement en s'offrant à collaborer, avait réuni son courage pour aller à Changan-nor proposer au khân que la Corée participe massivement à l'invasion en fournissant neuf cents bateaux, quinze mille marins, pilotes, etc., dix mille combattants, et de grandes quantités de vivres, de matériel et d'armes. Il souhaitait prendre lui-même le commandement suprême, ou diriger le service de châtiment. Les quinze mille marins armeraient trois cents navires, les autres devant être équipés par les soins des Mongols, qui pourraient dans ce but employer des Chinois.

Le roi parla ouvertement à Khubilai, et mit à sa proposition certaines conditions, notamment qu'un Coréen, l'amiral Kim, serait nommé à la tête de la flotte d'invasion. Il semble que Khubilai ne fut pas mécontent, mais dit qu'une armée beaucoup plus nombreuse devait être employée. Selon les registres mongols de 1281 : « En août, le roi de Corée est venu à Changan-nor, où le grand khân l'a reçu en audience. Le plan d'attaque a été décidé en accord avec le roi et les généraux. Des navires transportant 40000 Mongols, Coréens et Chinois du Nord étaient au rendez-vous au large de l'île d'Iki avec une flotte[59] transportant cent mille Chinois du Sud, et devant ensuite aller écraser le Japon.

L'ordre d'attaquer fut donné par Khubilai le quatrième jour de la nouvelle année 1281.

La flotte coréenne se trouva prête à prendre la mer au printemps 1281, mais la lourde armada chinoise fut, semble-t-il, retardée par les difficultés que représentaient l'armement et l'approvisionnement de si nombreux bateaux. Sans doute sous la pression mongole, les commandants coréens essayèrent leur force en attaquant Tsushima. L'île était beaucoup mieux préparée qu'en 1274, et l'armée mongole fut si rudement traitée qu'elle se retira et regagna sa base de Masampo, où une épidémie empêcha toute nouvelle tentative. Les bateaux ne reprirent pas la mer avant le début de l'été, où les éclaireurs de la flotte chinoise annoncèrent que des escadres avancées approchaient l'île d'Iki par le sud. Le 10 juin, refusant d'attendre plus longtemps les Chinois, les Coréens prirent Iki puis se dirigèrent sur la côte du Chikuzen, où ils débarquèrent le 23 en divers endroits situés entre Munakata et la baie de Hakozaki, s'emparant en particulier de la pointe stratégique-ment importante de Shiga, que les Japonais furent contraints de maintenir sous un assaut constant afin que leur flanc droit ne soit pas débordé.

A l'autre extrémité du mur, près de la ville d'Imazu, les Japonais risquaient de même d'être contournés par les troupes susceptibles de débarquer dans le nord de la province de Hizen. Les Mongols étaient évidemment informés de cette faiblesse, et la flotte chinoise venant du sud eut tôt fait de prendre Hirado et autres endroits, où de nombreux soldats furent débarqués. Aucune description de ces mouvements n'a été conservée, mais il est certain que, tout le long du mur et parfois même aux deux extrémités (c'est-à-dire d'Imazu vers l'ouest et le long de la pointe de Shiga vers le nord-est), la défense japonaise fut si efficace que les guerriers du Kyüshü purent en divers points passer de la défensive à la contre-attaque, maintenant une constante pression contre l'ennemi, et notamment contre les troupes qui tenaient la pointe de Shiga. Les petits bateaux construits pour l'attaque se révélèrent alors extrêmement précieux en ce sens qu'ils mirent hors de combat maints lourds navires de guerre et de transport ennemis. Les opérations auxquelles ils participaient étaient dirigées par les descendants des capitaines qui, un siècle plus tôt, avaient aidé Yoshitsune dans ses combats navals.

On ne peut dire combien de temps les Japonais auraient pu poursuivre cette lutte opiniâtre et désespérée, mais il est clair que pendant sept semaines, du 23 juin au 14 août, ils réussirent à tenir la longue ligne allant

de Munakata bien à l’intérieur de la province de Hizen. S’il y eut des brèches occasionnelles, elles furent rapidement réparées, et jamais les envahisseurs ne prirent l’avantage au combat. D’ailleurs, les Chinois n’avaient certainement pas le cœur à se battre, car ils n’avaient aucune raison d’être loyaux envers leurs maîtres, ces Mongols qui étaient leurs ennemis avant qu’ils ne quittent la côte du Fujian. Mais même s’ils avaient été pleins d’entrain martial, il est douteux qu’ils fussent venus à bout de l’élite des guerriers japonais, pour qui le courage était une religion.

Toutefois, ce furent les éléments et non les qualités guerrières qui eurent le dernier mot. Le mois d’août apporte d’ordinaire des typhons dans les eaux japonaises, et notamment au sud-ouest. En 1281, comme les envahisseurs auraient pu s’y attendre, un ouragan se déchaîna pendant deux jours, les 15 et 16 août, sur les côtes du Kyüshü. Les annales japonaises lui ont donné le nom de « vent divin », ou « kamikaze », car il causa la perte de la flotte ennemie.

On ne sait pas au juste quelles furent les pertes de l’ennemi. Les comptes rendus rapportent généralement que les capitaines coréens, sentant le danger, parvinrent à éloigner la plupart des vaisseaux de la côte avant que la tempête n’atteignît son point culminant, mais que, même ainsi, ils perdirent dans leur fuite plus d’un tiers des soldats dont ils assuraient le transport. Quant à la flotte méridionale de Chine, dont la plus grande partie opérait dans le golfe d’Imari, elle essuya toute la puissance d’un ouragan venant du large. Parmi les bateaux qui, en désespoir de cause, tentèrent de gagner la haute mer, beaucoup furent pris par la marée et jetés pêle-mêle les uns contre les autres au moment de franchir le détroit. Quant à ceux qui passèrent, la moitié et peut-être plus sombrerent dans la tempête. Le nombre total des victimes ut certainement énorme. Les navires chinois pouvaient transporter quelque cent mille hommes, dont beaucoup plus de la moitié sans doute se noyèrent ou furent massacrés avant de pouvoir embarquer. Le gros de cette armada chinoise était entré dans le golfe d’Imari peu après être arrivé en vue de la terre. Elle avait débarqué des troupes importantes en divers endroits de la province de Hizen, tandis qu’un nombreux contingent occupait l’île de Takashima, à l’entrée du golfe. La majorité de ces hommes ne purent pas rejoindre leurs navires, et des milliers d’entre eux furent tués ou faits prisonniers par les guerriers du Kyüshü qui attaquèrent là et ailleurs avant que la tempête ne fût calmée".

La victoire était complète. Khubilai voulut faire une troisième tentative, mais ses guerriers mongols s’y refusèrent, et quant aux Coréens, ils étaient épuisés. En 1286, il avait tant à faire sur le continent que, du moins dans l’immédiat, le Japon n’était plus en danger. Le bakufu put ainsi s’occuper de ses problèmes intérieurs, qui étaient multiples et graves.

CHAPITRE XXI

Le Japon après les invasions mongoles

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

La nouvelle du deuxième échec des Mongols atteignit la cour le 23 septembre 1281 et fut aussitôt transmise à Kamakura. L’empereur retiré Kameyama se rendit en grande pompe au sanctuaire d’Iwashimizu, où la victoire fut célébrée par la lecture de divers passages du canon bouddhique.

Le succès des armes japonaises dépassait les plus grands espoirs, et quoique la cour et le bakufu fussent tout prêts à se joindre au clergé pour remercier les dieux d’avoir sauvé le pays, il était clair que la cause immédiate de la victoire résidait dans le courage et la discipline de la classe militaire qu’avaient formée Yoritomo et ses successeurs. Plus tard, de fervents loyalistes reprocheraient aux guerriers les malheurs dont la dynastie régnante fut victime, mais on peut affirmer que si Go-Toba en 1221 – ou n’importe lequel des souverains au xii« et au xnie siècle – était parvenu à rendre le pouvoir au Trône, il n’y aurait plus eu de dynastie à protéger après 1281, car l’armée n’eût pas été assez nombreuse et combative pour repousser les attaques des Mongols. La formation d’un État féodal bien organisé se produisit donc à point nommé pour le Japon, et il faut en féliciter les dirigeants qui en furent responsables, de Yoritomo aux régents Hôjô, et en particulier Tokiyori et Tokimune.

Mais le bakufu de Kamakura paya cher le sauvetage du Japon. La mobilisation et l’entretien d’une grande armée grevèrent les ressources du pays, et accablèrent les dirigeants militaires d’un lourd fardeau de responsabilités. Le refoulement de l’envahisseur ne marqua pas la fin de la responsabilité du bakufu, car ses membres se sentirent obligés de maintenir l’état d’urgence pendant plusieurs années. En 1281, peu après avoir reçu la nouvelle de la victoire, ils envoyèrent un officier de haut rang surveiller de nouveaux travaux de défense dans la province de Harima, à l’entrée orientale de la mer Intérieure. Les guerriers du Circuit de l’ouest (Sanyôdô) furent placés sous son : ommandement, tandis qu’au Kyüshü Shôni et les autres commissaires à la défense reçurent l’ordre d’empêcher les vassaux de l’île de quitter leurs fiefs, et de veiller à ce que tous les intendants et autres fonctionnaires demeurent sur le pied de guerre. Tous les bateaux prenant la

mer étaient soumis à un examen minutieux, et de façon générale des mesures strictes furent prises pour empêcher l’évasion des prisonniers de guerre. Ainsi, le Kyüshü resta sur le qui-vive, comme si l’état de guerre continuait.

De la part du bakufu, c’était une attitude très raisonnable. Aussi longtemps qu’une menace d’invasion subsistait, aucun commandant militaire ne devait relâcher ses précautions. Pendant quelques années, le risque d’une troisième attaque de la part des Mongols resta suffisamment réel pour que le bakufu jugeât prudent sinon indispensable de consolider les ouvrages de défense et de garder les vassaux mobilisés. Les Coréens furent avertis de ces nouvelles précautions. Ils étaient déjà alarmés par les descentes faites sur leurs côtes par des chefs de clan japonais encouragés par leurs récents succès, et, craignant un vaste débarquement, ils demandèrent aux Mongols d’envoyer des troupes renforcer leurs défenses. Le roi de Corée alla même jusqu’à presser les Mongols d’attaquer une fois de plus le Japon, et il proposa de construire dans ce but cent cinquante vaisseaux de guerre. D’accord avec son offre, les Mongols mirent eux-mêmes en chantier de nouveaux bateaux, utilisant à cet effet du bois de la région du Yalu.

Le Japon eut bientôt connaissance de ces activités, ce qui encouragea le bakufu à rester prêt à tout. En 1282, Hôjô Tokisada fut envoyé dans la province de Chikuzen renforcer la ligne de défense, et il installa son quartier général près de Hakata. Cependant, les Mongols faisaient des préparatifs. Ils formèrent un état-major d’invasion et ordonnèrent à la Corée de préparer une base d’approvisionnement et d’importantes réserves. On décida de tenter une nouvelle in asion en automne 1283. Les Japonais eurent vent de ce projet en juin de cette année, et un émissaire spécial fut envoyé à Harima afin de s’occuper des défenses côtières des provinces centrales, où une attaque ennemie pouvait mettre en danger la capitale et la cour impériale. A Hakata, Tokisada donna l’alerte à tous les guerriers du Kyüshü, et tous les hommes valides furent appelés à prendre du service.

Vers la fin de l’année, on s’attendait à ce que l’attaque se produisît d’un jour à l’autre. Mais elle n’eut pas lieu pour des raisons que les Japonais ignoraient. Ils recevaient des renseignements de Corée, mais ils ne savaient rien de ce qui se passait dans le reste de l’Empire mongol, qui s’étendait à travers toute l’Asie et une grande partie de l’Europe, et ne pouvaient prévoir

que la stratégie de ses dirigeants laisserait désormais le Japon intact. Ainsi, le bakufu continua de prendre ses précautions, et de nombreux vassaux restèrent mobilisés pour la défense jusqu'en 1294, où Khubilai mourut et où son successeur, Timour, jugea prudent de limiter les engagements de son empire au nord. En 1286 déjà, Khubilai avait dit aux Coréens d'arrêter de construire des navires, mais il semble que les Japonais n'en aient pas été informés ; et même après la mort de Khubilai, quand des moines bouddhistes arrivèrent de Chine et décrivirent la situation qui régnait là-bas, le bakufu n'osa pas prendre le risque d'une démobilisation complète, et il continua de prendre des précautions pendant une dizaine d'années, bien qu'à une échelle de plus en plus restreinte.

A l'époque, une rixe ayant fait arrêter une bande de soldats à Kyoto, le bakufu demanda aux autorités civiles de les relâcher sous prétexte qu'on ne pouvait se passer d aucun homme valide.

Le Japon resta donc en état d'urgence pendant plus de vingt ans. Les dépenses qu'il en résulta, jointes à la nécessité de récompenser les guerriers de leurs bons offices, épuisèrent les ressources du bakufu, ce qui ne manqua pas de susciter des plaintes et de créer un mouvement d'hostilité contre les dirigeants Höjö. Ces derniers étaient par ailleurs épuisés par les responsabilités qu'ils assumaient depuis si longtemps. Masamura, demi-frère de Yasutoki, avait été le loyal soutien des régents Höjö qui s'étaient succédé depuis 1224, et avait fait de l'excellent travail comme chef d'état-major sous les ordres de Tokimune. Il mourut en 1272 et fut remplacé par Yoshimasa, qui se retira pour entrer en religion en 1276. Des dirigeants expérimentés manquaient, et le régent Tokimune se retrouva seul à Kamakura pour veiller à la fois aux affaires civiles et militaires dans une période critique. Un cosignataire fut nommé en 1283, mais le travail incombant au régent demeurait excessif. L'année suivante (1284), lorsque Tokimune tomba malade et mourut âgé de trente-quatre ans, le pays subit une très grave perte, car durant sa régence Tokimune avait fait face avec courage et bon sens à tous les problèmes quasi insolubles posés par la menace mongole. C'est, dit-on, sous l'influence de son maître Zen Magaku Sogen [60] qu'il développa sa remarquable faculté de décision.

Quand la nouvelle de la mort de Tokimune parvint à Kyoto, la cour fut très attristée et inquiète pour l'avenir, car il n'y avait pas d'homme digne de lui succéder. La charge de régent échut à son fils Sadatoki, qui n'avait que

quatorze ans. C’était une époque où il aurait fallu quelqu’un ayant beaucoup de poigne pour contrôler, ou disons pour guider, la classe guerrière. Le clan Höjö dans son ensemble perdait sa solidarité, car à Kamakura et dans les provinces reculées, il y avait des cousins Höjö qui, depuis quelque temps, étaient prêts à conspirer contre Tokimune lui-même. Maintenant qu’un adolescent occupait la régence, ils représentaient un réel danger, et ils n’eurent guère de peine à trouver à Kamakura des hommes importants, chefs de grandes maisons féodales, qui rêvaient de prendre le pouvoir.

Tant que le danger d’invasion était imminent, les vassaux demeurèrent loyaux en action sinon en esprit. Mais il y avait une importante question qui touchait non seulement leur ambition mais aussi leur fortune. Durant les deux périodes de danger national, en 1274 et 1281, les chefs des clans guerriers en général et les loyaux vassaux, les *go-kenin,* en particulier, avaient dépensé leurs biens sans compter. Ils avaient entretenu de nombreuses troupes pendant des années, et maints d’entre eux étaient maintenant dans l’ambarras. Ils sentaient que le pays leur était redevable et ils attendaient que le bakufu les recompensât.

De son côté, le bakufu avait dû consacrer presque toutes ses ressources à la cause nationale, en sorte qu’il ne lui restait pas grand-chose pour dédommager les vassaux. Les sentiments blessés de nombreux vassaux importants dont certains étaient dans une réelle misère, se transformèrent bientôt en animosité contre le bakufu. Ainsi, les bases mêmes du système féodal se trouvaient affaiblies, car le succès, et l’existence du bakufu elle-même, dépendaient de la loyauté des vassaux.

Les chefs des clans guerriers, notons-le, désiraient non seulement être dédommagés, mais récompensés. Car ils avaient le sentiment d’avoir sauvé le pays. Et ils n’étaient pas seuls à réclamer des récompenses. Les grands sanctuaires et monastères qui avaient prié pour la victoire lors des deux campagnes n’hésitaient pas à affirmer que c’était leurs efforts qui avaient convaincu les puissances divines, les dieux et les bouddhas, de détruire l’ennemi.

Le bakufu se trouvait dans une situation très délicate. Par l’intermédiaire du régent, le shôgun pouvait, au nom de la discipline féodale, obliger les vassaux – notamment les *go-kenin* – à attendre patiemment d’être récompensés. Mais certains d’entre eux étaient dans un très grand besoin, et les suzerains féodaux pouvaient difficilement refuser de les aider. Plus

pressantes encore, sans être toujours mieux fondées, étaient les réclamations des guerriers qui ne devaient pas allégeance à la maison Minamoto mais avaient participé à la campagne par devoir patriotique. Ceux-là ne pouvaient pas être réduits au silence par les ordres de Kamakura.

Du point de vue du bakufu, les plus urgentes de ces réclamations étaient celles des établissements religieux. Ils ne devaient nullement obéissance aux chefs des clans guerriers, mais ils jouissaient d'une grande influence à la cour et dans l'ensemble du pays, et les régents Hôjô eux-mêmes étaient de fervents bouddhistes et adorateurs des divinités nationales. Depuis Yoritomo, les dirigeants de la société féodale s'étaient du reste montrés généralement très généreux dans leurs dons aux églises. En outre, le peuple appuierait les revendications du clergé, dont on pensait en général que c'était grâce à son intercession que le pays avait été sauvé.

Ainsi, le bakufu [1] e pouvait pas ne pas reconnaître les droits des institutions religieuses, et il se sentait obligé de leur donner la préférence. Mais Sadatoki, le nouveau régent qui succéda à Tokimune en 1284, se trouvait dans une situation embarrassante, n'ayant presque rien à distribuer. La source des récompenses s'était tarie ; depuis dix ans ou davantage, le pays consommait plus qu'il ne produisait. Jusque-là, après les guerres civiles ou les émeutes, il avait été facile aux vainqueurs de récompenser leurs partisans, car ils avaient la possibilité de partager entre eux et selon leurs mérites les domaines des vaincus. Mais les invasions mongoles n'avaient laissé aucun butin à distribuer, et aucune ressource nouvelle n'était apparue qui permît de dédommager les vassaux. En 1284, des droits seigneuriaux de valeur furent donnés à certains sanctuaires, mais ils étaient très rares et quelques revendications seulement purent être satisfaites.

La pression exercée sur le bakufu était forte et continuelle. On lui doit d'ailleurs l'une des plus précieuses sources de renseignements concernant la bataille qui eut lieu lors de la première attaque des Mongols. Il s'agit du texte du célèbre rouleau peint (le *Möko shürai emakimono)*, écrit par un guerrier nommé Takazaki qui illustre, à l'appui de ses revendications sa participation au combat. Sa conduite comme bien d'autre méritait une généreuse récompense, mais il ne restait rien au bakufu hors de quelques champs nouvellement défrichés et fiefs confisqués de peu de valeur. Comme ce n'était manifestement pas assez, il eut recours à des moyens désespérés, comme de diviser une intendance *(jitô-shiki)* et d'en distribuer

les parts à plusieurs requérants, ou de les obliger à tirer au sort le lot qui devait les dédommager. Il chercha même des défauts dans les titres de propriété afin de pouvoir confisquer celles-ci au profit des revendicateurs les plus acharnés. Dans des cas extrêmes, des domaines furent enlevés aux nobles de la cour, et même à la Couronne, généralement sous prétexte que le titre de propriété renfermait quelque vice de forme.

Lorsqu'on eut épuisé ce genre d'expédients, les tribunaux de Kamakura reçurent l'ordre de refuser toute nouvelle plainte. Des requérants du Kyüshü – parmi les guerriers de la zone de défense de l'Ouest qui avaient soutenu le plus fort des combats – se virent prier de s'adresser aux commissaires en chef, Shôni, Otomo, Shimazu et Shibuya, qui représentaient le shogun au même titre que les délégués du Rokuhara. Ce moyen n'eut évidemment d'autre effet que de décharger le bakufu. Enfin, il fut interdit aux vassaux de s'adresser personnellement à Kamakura ou aux cours d'enquête du Rokuhara. On était alors en août 1286, soit environ cinq ans après la seconde invasion, et les cas non réglés demeurèrent en suspens pendant encore plusieurs années avec des chances d'aboutir toujours plus réduites.

En 1292, ayant réexaminé la situation et conclu que c'était la seule façon de mettre fin aux intolérables disputes, le bakufu prit une décision désespérée. Comptant que son prestige sauvegarderait son autorité, il décréta qu'aucune récompense ne serait plus accordée en remerciement des services rendus au cours des campagnes de 1274 et 1281. Annoncer le rejet de toute affaire présentée devant les cours du shogun touchant des événements antérieurs à avril 1284 était une action qui, par sa soudaineté et son caractère arbitraire, ne pouvait manquer de surprendre et de blesser les vassaux concernés. La réputation d'équité dont jouissaient les dirigeants Hôjô les avait amenés à faire confiance à la justice du bakufu, qui, soudain, leur semblait les abandonner. Ils étaient vexés et furieux, et cependant ils ne se rebellèrent pas. Qu'ils ne se soient pas aussitôt soulevés contre les régents Hôjô en dit long sur la discipline de leur classe. Mais les grands propriétaires du Kyüshü continuèrent à remplir leur devoir comme si le pays était en état de guerre, réparant les ouvrages de défense et maintenant des troupes armées aux endroits stratégiques – ce qui se traduisait sans doute pour les paysans pauvres par des impôts plus lourds.

Ce n'est qu'en 1294, après la mort de Khubilai, que le gouvernement japonais sentit qu'il n'y avait plus à redouter d'invasion. En 1293 encore, le

bakufu avait envoyé dans les provinces occidentales un commissaire spécial pour veiller à l'application des mesures de défense prises en vue d'une attaque attendue cette année. Et en 1299, quand les Mongols (sachant dans quelle estime les Japonais tenaient les moines Zen) chargèrent un éminent ecclésiastique chinois de lui faire des ouvertures amicales, le bakufu demeura sur la défensive. Envoyé à Izu, l'émissaire y fut bien traité mais détenu – grâce à quoi il fit une nouvelle carrière au Japon. Au Kyüshü, l'état d'alerte se prolongea pendant plusieurs années encore.

Il serait faux d'attribuer le déclin des régents Hôjô au seul mécontentement des vassaux restés sans récompense. Bien avant les invasions mongoles, d'autres causes, moins directes, minaient l'autorité du bakufu. En 1232 déjà, quand le Formulaire de Jôei fut publié, le système de vasselage des Minamoto commençait à montrer des signes de fatigue auxquels on espérait remédier par cette législation. Certains de ses articles visaient à arrêter le processus qui risquait de rendre le bakufu dangereux pour l'ordre féodal, et notamment le transfert de fiefs appartenant à des vassaux à des personnes ou à des institutions n'entrant pas tout à fait dans le cadre juridictionnel du gouvernement féodal.

De nombreux vassaux avaient été contraints d'hypothéquer ou de vendre leurs biens pour trouver de l'argent, ce qui, bien sûr, affaiblissait le lien entre le suzerain et les guerriers, les droits qui étaient attachés au fief pouvant être exercés par des représentants d'une autre classe, comme des marchands et des prêteurs sur gage. Toutefois, ces problèmes ne signifiaient pas que l'économie en général était en difficulté. Au contraire, depuis la fin de la guerre de Gempei, elle n'avait cessé de se développer grâce à la paix dont jouissait l'ensemble du pays depuis la victoire de Yoritomo. En fait, on pourrait dire à juste titre qu'une bonne partie des lois faites au xme siècle avaient pour but de protéger les vassaux contre la pression d'un commerce intérieur en rapide expansion et le développement d'une classe marchande dont les intérêts différaient de ceux des guerriers vivant des revenus de leurs propriétés foncières.

Cette expansion économique avait de nombreuses raisons. La demande croissante chez les riches vassaux de produits de toutes sortes stimulait la production dans l'ensemble du pays en même temps que le développement du commerce avec la Chine augmentait la masse des biens d'exportation et de consommation intérieure. Bien que ce commerce étranger fût en partie

un effet naturel des relations amicales entre le Japon et la Chine du Sud (que les moines Zen des deux pays firent tout pour développer), c'était d'abord la conséquence des grands progrès qu'avaient connus la construction navale et la navigation sous la dynastie Song au xme siècle avant l'arrivée des Mongols. Ces circonstances coïncidèrent avec, ou contribuèrent à produire, un développement rapide des connaissances techniques et de l'organisation marchande au Japon. Il y avait en Chine une demande constante de prodi its japonais, alors que le Japon importait de Chine de grandes quantités de pièces de cuivre, en partie pour les besoins de l'industrie, mais surtout (comme on l'a vu) comme monnaie pour faciliter les échanges intérieurs. Il arriva en outre que, vers la fin du xne siècle, de riches gisements d'or furent découverts dans le nord du Japon, et une partie de cette richesse était employée à acheter des produits chinois.

Cette évolution, qui profita sans doute à certains clans guerriers dont les fiefs étaient bien situés dans les provinces côtières, fut cependant défavorable à l'ensemble des vassaux, qui vivaient de revenus fixes basés sur la vente du riz et autres produits agricoles, en sorte que l'expansion générale du commerce les mettait dans une position désavantageuse. Comme il fallait s'y attendre, la moyenne des prix s'éleva plus rapidement que le prix des produits agricoles. Certains guerriers parvinrent à adapter leur niveau de vie aux nouvelles conditions ; les autres s'endettèrent auprès de la nouvelle classe marchande, la plupart du temps auprès de courtiers et de prêteurs faisant payer cher leurs services.

Il s'ensuivit que nombre de guerriers se trouvaient dans des embarras financiers croissants et ne voyaient pas d'autre solution que d'engager leur terre. C'est pour les protéger – les guerriers en tant que classe – qu'à partir de 1232 le bakufu publia à plusieurs reprises des édits appelés *tokusei* (actes de grâce), qui fixaient le taux maximal d'intérêt ou annulaient partiellement les dettes. Durant deux ou trois décennies avant les invasions mongoles, ces mesures étaient très courantes, en sorte que les difficultés que connaissaient alors les guerriers ne provenaient pas de leur contribution à la défense. Il n'en est pas moins vrai qu'à partir d'environ 1274, l'effort de guerre eut pour effet de bloquer le développement économique en général pendant près de vingt ans. A la fin du xin« siècle, la société féodale était réellement en danger du fait de la misère où tant de vassaux étaient tombés. Leur

situation est bien illustrée par l'acte de grâce de 1297, destiné à leur éviter la ruine financière.

Ses dispositions étaient draconiennes. Il renouvelait et renforçait les ordres précédents limitant le transfert des fiefs à des personnes qui n'entraient pas dans la juridiction du bakufu. Non seulement il interdisait toutes les ventes, mais il ordonnait que les fiefs déjà vendus fussent rendus à leurs propriétaires originaux à moins que la vente eût été officiellement approuvée. Il annulait en outre les emprunts personnels, à part dans certains cas, quand le prêteur détenait des gages. Ces nouveautés alarmèrent bien sûr les commerçants et les prêteurs, suscitant une foule de procès et de fraudes. Avant longtemps, le gouvernement lui-même vit que ces nouveautés étaient inapplicables et admit que, dans l'intérêt de la société féodale, il valait mieux améliorer que d'attaquer le système de crédit. Des changements furent donc faits moins d'un an après la publication de l'acte de grâce de 1297, dans l'espoir de rendre plus commode la situation des prêteurs. Mais rien ne put vraiment améliorer celle des guerriers, dont les revenus étaient fixes alors que leurs familles s'agrandissaient et que leurs dépenses augmentaient d'autant. En fait, l'endettement, sinon l'insolvabilité, devint chez les guerriers un état endémique.

Malgré l'échec des actes de grâce au xine siècle, on y eut fréquemment recours au siècle suivant, mais surtout en désespoir de cause, et sans plus de succès. Ceux que le bakufu publia n'apportèrent aucun avantage au samurai insolvable, et comme de telles mesures favorisaient les débiteurs au détriment des créanciers, elles suscitèrent le mécontentement de nombreux membres de la classe guerrière qui avaient prêté de l'argent à d'autres. En résumé, les actes de grâce ne furent que des constats d'échec du gouvernement de Kamakura, et cet échec fut le prélude d'une détérioration des normes de probité qui avaient distingué les grands régents, et fini par amener la ruine du bakufu.

Ce serait sans doute une erreur d'attribuer le déclin des régents Höjö à des raisons économiques ; pourtant, l'effondrement final de leur autorité est en un sens clairement lié à l'insolvabilité du gouvernement de Kamakura. Leur échec ne peut être imputé à une mauvaise conduite des affaires nationales, car leurs difficultés financières commencèrent sous l'austère régime d'hommes comme Tokiyori, qui étaient honnêtes et capables. On ne peut pas dire non plus que leur politique fut préjudiciable à l'économie du

pays puisque (comme nous l'avons vu) il y eut un accroissement marqué du montant total des marchandises produites et des biens échangés dans l'ensemble du Japon jusque vers la fin du xni« siècle.

La nation dans son ensemble n'avait donc pas de raison de désirer le renversement du gouvernement de Kamakura. Au contraire, en augmentant, la prospérité touchait une classe toujours plus nombreuse de marchands, de banquiers, de propriétaires cultivant leurs terres avec profit, de petits commerçants et de toute une foule d'employés. Ces gens s'opposaient aux efforts déployés par le bakufu pour protéger les vassaux contre leurs créanciers, mais ils ne souhaitaient rien changer à l'ordre établi.

La situation du gouvernement de Kamakura à la fin du xin* siècle offre ainsi un exemple intéressant de ce qui paraît être une règle générale, c'est-à-dire que le gouvernement même le plus efficace et digne de confiance est en danger s'il s'appauvrit. Chaque mesure prise afin d'équilibrer les revenus et les dépenses mécontente plus de membres de la classe prospère qu'elle n'en satisfait, et suscite une opposition qui peut tourner à la révolte. On ne peut dire que la gêne financière fut une cause de la maladie qui attaqua le bakufu après la seconde invasion mongole, mais elle en fut certainement un symptôme. Elle fournit aux adversaires et aux rivaux de la famille Hôjô une excuse plausible pour encourager l'opposition aux régents. Attiser un mécontentement est un moyen facile d'enflammer les sentiments contre un gouvernement en place.

La seule mesure qui aurait pu permettre au bakufu de retrouver son autorité eût été d'augmenter les impôts de manière à répartir plus équitablement la charge des dépenses militaires. Mais les derniers régents Hôjô n'eurent pas le courage de s'y essayer, même si l'idée leur en est venue.

le déclin des régents hojo

On ne sait pas grand-chose de ce qui se passa à Kamakura durant la décennie qui suivit la retraite mongole de 1284 ; mais après la mort de Tokimune, il semble que la qualité des chefs du clan Hôjô baissa. Le choix de son jeune fils Sadatoki pour lui succéder dans cette période difficile fut plutôt malheureux. Bien que les commentaires le concernant soient rares, il est clair que ni lui ni aucun de ses conseillers n'étaient de taille à s'imposer aux guerriers les plus ambitieux. Il y avait de vieilles rivalités à l'intérieur du clan Hôjô, et un manque de loyauté à l'égard des régents même parmi les plus hauts officiers. Dix ans aprè.'les invasions, la régence entamait ce qui se révélerait plus tard être un déclin rapide.

Qu'il y eût une forte opposition latente aux Hôjô se voit dans les chroniques datant d'une génération ou plus avant les attaques mongoles. La famille Miura, jalouse du pouvoir de la famille Adachi, avait projeté une révolte en 1246, et pris part à une conspiration visant le meurtre du régent Tokiyori. Il est vrai que sa révolte fut promptement étouffée grâce à l'incontestable autorité dont les Hôjô jouissaient encore ; mais tandis que le gouvernement suivait un cours apparemment paisible, des rivalités et des jalousies souterraines minaient la classe guerrière. A mesure que l'autorité des régents s'étendait plus avant sur le pays, leurs représentants dans la capitale et dans les lointaines provinces de l'Ouest en vinrent à exercer des pouvoirs toujours plus importants et à supporter moins bien le contrôle de Kamakura. Dans certains cas, il leur arrivait même de conspirer contre le régent du moment. En 1272 déjà, un des représentants *(tandai)* du Rokuhara avait été exécuté pour avoir comploté contre Tokimune, et peu après la seconde attaque des Mongols un autre *tandai*, Tokikuni, fut mis à mort pour un crime similaire.

Même les décisions jadis anonymes et unanimes de la haute cour de Kamakura donnèrent sujet à des disputes lorsque la direction Hôjô se détériora. A l'époque de Sadatoki, il ne restait plus rien de la fermeté exemplaire des premiers régents. Sadatoki lui-même était assez capable, mais il n'avait pas hérité du haut sens du devoir que possédait son père, Tokimune, ni du sérieux de son talentueux grand-père, Tokiyori. Apparemment, il était prêt à confier les tâches gouvernementales les plus

fatigantes à ses conseillers, qui étaient des hommes robustes mais non pas vertueux.

Il n’avait que quatorze ans lorsqu’il devint régent (1284), et pendant les dix ans critiques qui suivirent, il subit l’influence de deux conseillers particulièrement égoïstes, Yasumori, chef de la famille Adachi, et Yoritsuna, un Taira occupant des fonctions administratives importantes. C’était d’âpres rivaux, et tous deux eurent une fin violente. Accusé par Yoritsuna de comploter pour devenir shôgun en raison de sa parenté avec le chef du clan Minamoto, Yasumori fut tué avec de nombreux membres de sa famille en 1285, subissant ainsi le même sort que les Miura qui avaient été anéantis en 1247 à la requête d’un Adachi. Ayant provoqué la ruine des Adachi par sa dénonciation, Yoritsuna fut à son tour tué avec les principaux de ses partisans en 1293. Il avait été accusé de comploter la destitution du régent, et le seul soupçon d’une pareille trahison suffit à le faire condamner à mort par les dirigeants Hôjô.

Sadatoki, qui avait maintenant vingt-quatre ans, décida alors d’exercer lui-même les fonctions de régent, qu’il assuma jusqu’en 1301, où il entra en religion. Son jeune cousin Morotoki devint régent en titre, mais il semble que Sadatoki continua à décider lui-même des choses importantes jusqu’au jour de sa mort, en 1311. Son fils Takatoki (né en 1303) était formé pour reprendre sa place par des tuteurs en qui Sadatoki avait confiance, de sorte que, au cours de ses années d’enfance, la régence se trouva aux mains de vils intrigants. Le prestige des Hôjô avait lamentablement décliné, la charge de régent était avilie par ses occupants temporaires, et quand Takatoki fut officiellement installé en 1316 il était clair que les grands jours de Kamakura étaient terminés. Les grands vassaux n’éprouvaient plus de loyauté ni de respect pour la régence Hôjô. Tous ne se plaignaient pas que leurs services contre les Mongols n’eussent pas été récompensés, ce grief concernant avant tout les guerriers du Kyüshü. Mais de toutes parts l’hostilité envers les dirigeants Hôjô se renforçait, principalement parce qu’il était manifeste que le bakufu avait perdu ses compétences et son intégrité. Il ne fait aucun doute que parmi les causes du mécontentement entrait l’incapacité des cours du shôgun à rendre une justice impartiale.

Des complots contre les régents furent régulièrement découverts durant les deux premières décennies du xive siècle, mais la famille Hôjô se maintint pourtant au pouvoir, la force de l’habitude restant plus forte qu’une

opposition concertée. C’est l’une des ironies familières de l’histoire que sa chute ait été provoquée non par le soulèvement d’un grand féodal mécontent, mais par une dispute de la cour touchant la succession au trône – dispute qui, en outre, résulta du testament de l’empereur retiré Go-Saga, qui avait toujours été l’ami et le partisan des régents de son temps.

Go-Saga régna de 1242 à 1246 et exerça le pouvoir jusqu’à sa mort, en 1272, sa vie couvrant ainsi les années durant lesquelles Yasutoki, Tokiyori et Tokimune dirigèrent le bakufu. Il fut le plus précieux ami des dirigeants Hôjô au temps de leur prospérité, alors que les relations entre Kyoto et Kamakura étaient exceptionnellement harmonieuses. Cependant, il leur porta malgré lui un coup qui, bien des années plus tard, se révélerait mortel. Après un très bref règne, il avait abdiqué en faveur de son fils Go-Fukakusa, qui régna de 1246 à 1259 puis abdiqua en faveur de son frère cadet, Kameyama. Ce dernier fut souverain en titre de 1259 à 1274. L’amitié apparente des deux Irères cachait une profonde animosité, mais aussi longtemps que Go-Saga vécut, son autorité était telle qu’il ne pouvait y avoir de discussion ouverte à propos de la succession. En fait, son fils favori était Kameyama, et c’est pour lui laisser la place que Go-Fukakusa avait dû abdiquer et qu’il était ainsi devenu empereur cloîtré en second, c’est-à-dire impuissant.

La succession était donc momentanément décidée, et le choix avait l’approbation du bakufu. La succession, rappelons-le, ne répondait à aucune règle fixe de primogéniture, mais d’abord, sinon entièrement, au choix du principal empereur abdicataire. Cependant, la coutume désignait normalement l’aîné et ses descendants. Ainsi Go-Fukakusa était-il furieux, tout comme les nombreux partisans qu’il comptait à la cour. Aucune querelle n’étant possible du vivant de Go-Saga, la dispute qui éclata à sa mort fut d’autant plus violente. Il avait laissé un testament qui devait être ouvert après la première période de deuil, le quarante-neuvième jour à compter de sa mort. Son contenu était aussi alarmant pour un camp que réjouissant pour l’autre.

la question de la légitimité

Quels qu'aient été les véritables sentiments de Go-Saga à propos de la succession, son testament exposait très clairement ses désirs touchant les biens qu'il avait hérités et augmentés en tant qu'empereur retiré. C'était une affaire d'importance politique car la richessse accumulée par les empereurs retirés successifs constituait depuis longtemps le principal enjeu des rivalités dynastiques. On ne peut d'ailleurs pas comprendre les conflits de succession de la période sans avoir une certaine connaissance de leurs véritables motifs.

La charge impéri ; le, c'est-à-dire la position d'empereur en titre, était une vaine dignité qu'aucun prince ambitieux ne convoitait. Le souverain régnant n'avait ni pouvoir ni richesse, et n'était que le prisonnier du rituel. Ce n'est que parce qu'il fallait avoir passé sur le trône pour pouvoir devenir empereur retiré ou cloîtré que la position de souverain en titre faisait l'objet de luttes[61]. L'empereur retiré disposait de vastes domaines, et les revenus qu'il en tirait le mettaient non seulement dans une situation plus favorable que l'empereur régnant, mais attiraient à son service les fonctionnaires et nobles les plus actifs. C'est pour cette raison que les luttes de factions étaient si violentes. En termes d'avantages politiques, les enjeux étaient importants.

La valeur des biens qui changeaient de mains au décès de l'empereur retiré est difficile à estimer de façon précise, mais on peut affirmer que les domaines échéant à un premier souverain cloîtré étaient toujours très étendus et source d'un abondant revenu, qui comprenait parfois une bonne partie du rapport fiscal d'une province entière. L'histoire du célèbre domaine du Chöködö donne une idée de l'importance de ces propriétés. Il s'agissait de la dotation d'un temple (le Chöködö) fondé par Go-Shirakawa, qui, sur le point de mourir, le légua à son épouse favorite. A son tour, celle-ci le laissa à l'empereur cloîtré Go-Saga, qu'elle chargea de le transmettre à son fils Go-Fukakusa. Dans son testament, Go-Saga laissait la plus grande partie de ses biens à son fils cadet, Kameyama, mais sans négliger Go-Fukakusa, qui reçut un bel héritage, outre le domaine du Chöködö.

Dans les disputes de succession suivant la mort de Go-Saga, en 1272, les partisans de Kameyama prétendirent que c'était en compensation pour

n’être pas choisi comme chef de la lignée successorale que Go-Fukakusa héritait du domaine du Chöködö. La chose n’était pas vraie, car Go-Saga n’avait pas le choix. Mais le fait que la possession de ce domaine pût être évoquée comme l’équivalent d’un trône donne une idée de la valeur des biens de l’*in.*

La nature du testament de Go-Saga est parfois mal comprise par les spécialistes de l’histoire du Japon, qui considèrent que Go-Saga y définit une règle selon laquelle la succession devait alterner entre les lignées de ses deux fils, Kameyama et Go-Fukakusa. Or ce n’est pas exact, car si le testament contient des instructions précises touchant ce qu’il convient de faire des biens de l’in (l’empereur cloîtré agissant), il ne dit mot de la brûlante question de la succession au trône. Il n’y a donc rien d’étonnant à ce qu’une dispute, ou plutôt une série de disputes, ait surgi, où chaque camp prétendait connaître les intentions du défunt Go-Saga.

Si rien ici n’est évident, il semble pourtant que l’on puisse affirmer que l’empereur n’exprimait pas un choix, même implicitement. Il est vrai qu’il montrait une affection particulière pour Kameyama, mais il avait garde de prendre position sur la question de succession. Son testament contenait un codicille disant que les légataires devaient obéir à ses instructions et ne pas se quereller à propos des legs qu’il faisait. Dans un rescrit spécial à l’intention du bakufu, il confiait par ailleurs le soin de choisir l’empereur et l’empereur retiré à Kamakura, en partie par reconnaissance pour sa propre nomination de 1242 et en partie parce qu’il savait qu’en cas de dispute grave le bakufu aurait le dernier mot.

Cette tâche embarrassa le bakufu, qui demanda si Go-Saga avait exprimé quelque préférence. Il lui fut répondu par Omiyain, épouse de Go-Saga et fille du puissant Saionji Saneuji[62], selon laquelle Sa Majesté était pour la lignée de Kameyama, son fils cadet. Mais aucune pièce écrite ne corroborait cette affirmation, et le parti de Fukakusa ne voulut pas admettre les arguments du parti de Kameyama. Il niait que Go-Saga eût montré de la préférence pour ce dernier, et soulignait que son héritage comprenait certains documents concernant la poésie, dont Kameyama était désigné comme le légataire, alors que tous les papiers politiques sérieux étaient laissés à Go-Fukakusa.

Accablé de problèmes plus pressants, le bakufu ne voulait pas prendre parti. Mais il lui fut en fait impossible de demeurer neutre étant donné l'ampleur de l'opposition du parti de Go-Fukakusa au choix de Kameyama. Car l'enjeu dépassait de loin la question de la loyauté. Les partisans de Go-Fukakusa s'étaient réjouis de partager le pouvoir et tous ses avantages. Leur déception était intense, et ils ne pouvaient accepter la défaite sans se battre. Et quoiqu'il ne s'en plaignît pas ouvertement, lui-même était furieux du choix de son père. Cependant, après avoir commencé par assumer avec enthousiasme ses fonctions de souverain régnant, Kameyama tomba soudain dans un état de mélancolie, et, en 1274, âgé de vingt-quatre ans, il abdiqua soudain et laissa le trône à son fils, qui devint l'empereur Go-Uda. Or Go-Fukakusa avait imaginé que ce serait son fils, et non pas celui de Kameyama, qui serait choisi.

Ainsi débuta entre les deux lignées un conflit qui influencerait le cours de l'histoire pendant un siècle ou davantage. Ces manœuvres et intrigues dynastiques peuvent paraître extérieures au courant principal des événements historiques, mais en fait elles ne peuvent être négligées. Les détails de la lutte entre les deux factions constituent d'ailleurs un récit fascinant, plein d'éléments étranges et surprenants. En outre, ils sont d'un intérêt considérable du point de vue psychologique tout autant qu'historique, car ils illustrent certains aspects particuliers de la tradition de souveraineté japonaise. Mais nous ne pouvons en donner ici qu'un bref résumé, pour expliquer la division entre les deux partis.

Le conflit enflamma les passions, divisant le pays entier. C'est en vain que le bakufu essaya de maintenir un équilibre entre les deux factions, et la société féodale s'engagea elle aussi profondément dans la dispute, bien des vassaux étant ravis, pour des questions d'orgueil ou d'intérêt, de prendre parti dans un vaste conflit que le bakufu eût préféré résoudre par des moyens diplomatiques. Quand, en 1275, après avoir remis le trône à son fils Go-Uda, Kameyama assuma la fonction d'empereur retiré et se mit à en exercer pleinement les pouvoirs, le pauvre Go-Fukakusa, dans un état de profond pessimisme, se démit de tous ses titres, rangs et privilèges, et voulut que ses partisans entrent avec lui en religion. Désespéré, Kameyama demanda conseil au bakufu, et Go-Fukakusa soumit de même son cas au jugement de Kamakura.

Le bakufu fut loin d’être ravi de recevoir ces appels. Tout ce que demandaient ses dirigeants, c’était de n’avoir aucun problème du côté de la cour, car les invasions menaçaient et leur donnaient bien assez d’inquiétude. Mais ils furent touchés par la difficulté de la situation telle qu’on la leur présenta, et, après en avoir amplement discuté en conseil, ils se déclarèrent en faveur de Go-Fukakusa, disant que sa lignée était celle de la succession et déplorant qu’il ne pût devenir le principal souverain retiré. Ils proposèrent enfin un compromis qui, par le détour d’une adoption et d’une abdication, permit à Go-Uda de se retirer au profit d’un fils de Go-Fukakusa appelé Fushimi, qui devint empereur en titre en 1288 – date où le bakufu craignait encore une troisième invasion.

Il y eut donc désormais deux lignes de succession au trône, qui descendaient respectivement de Go-Fukakusa et de Kameyama[63]. Il n’y avait pas de règle de succession précise : dans une large mesure, le choix du prince héri-tier dépendait des sentiments de l’empereur puis de l’accord du bakufu. Il fallait donc s’attendre à ce qu’un arrangement selon lequel la succession devait alterner entre deux lignées conduisît à de perpétuels conflits, et de fait, lorsque Fushimi abdiqua en 1298, une série de disputes commença, qui, quelque trente ans plus tard, se termina en guerre civile[64].

En 1318, après rien moins que cinq avènements controversés en une trentaine d’années suivant l’abdication de Kameyama, vint le tour de la ligne cadette, et le trône échut à l’empereur Go-Daigo. La chose coïncidait peut-être avec les vœux de Go-Saga, mais il se produisit alors une nouvelle circonstance d’une grande importance. Contrairement à ses cinq prédécesseurs, Go-Daigo n’était pas un jeune garçon, mais un homme de plus de trente ans. Il n’avait nullement l’intention d’abdiquer comme un empereur enfant, et il avait en cela le soutien de son père, Go-Uda, qui jouissait de sa lucrative retraite et se serait vivement opposé à un quelconque projet visant à rendre le trône à un membre de la ligne aînée de Go-Fukakusa.

Ce fut l’élément décisif dans l’évolution d’un conflit dynastique où le bakufu eut le malheur de se laisser entraîner. Car quand Go-Daigo, pressé par le régent Hôjô, refusa d’abdiquer et nomma son propre fils héritier présomptif en 1326, le conflit éclata, et Kamakura voulut imposer un fils de Go-Fushimi. Le bakufu fit ici une erreur fatale, que n’auraient sans doute

pas commise des hommes comme Tokiyori ou Tokimune. Ce qu'il suggérait, c'était une continuation du système de gouvernement de cloître, que Go-Daigo avait en fait désavoué par son refus d'abdiquer et sa volonté de gouverner. Il était clair non seulement pour les amis et les partisans de Go-Daigo, mais pour tout homme d'État digne de ce nom, que la pratique, ou plutôt une vague approbation, de l'alternance entre les deux lignées devait être abandonnée. Déjà la cour comptait deux partis violemment hostiles, qui semblaient menacer de se diviser en factions. Pour prévenir une situation aussi ridicule, il était évident qu'il fallait mettre fin au système d'alternance entre les deux lignes. La question de la légitimité devait être réglée une fois pour toutes, ce qui signifiait que le bakufu devait être évincé, ou du moins dépouillé de son pouvoir sur le Trône. S'il ne s'était agi que d'une affaire de cour, d'une intrigue de palais, Kamakura aurait pu s'en accommoder pour un temps. Mais le bakufu était alors aux mains de gens de piètre caractère, et son chef au nom du shôgun, le régent Takatoki, était tout juste sain d'esprit. Il manquait du bon sens le plus élémentaire, et sa conduite était un sujet de scandale. Par ses excès dans la débauche, il s'était mis à dos plusieurs parmi les plus importants des vassaux. Il s'était retiré en 1326, remettant alors ses fonctions à des représentants indignes de confiance. A Kyôto, la cour était ravie d'apprendre cette déchéance du gouvernement féodal, et les partisans de Go-Daigo y virent un encouragement à tenter une révolte.

Dans le centre et l'ouest du Japon, il y avait de nombreux propriétaires fonciers importants que rien ne liait à Kamakura, et bien des membres des familles aristocratiques de Kyoto – dont des descendants du clan Taira – étaient prêts à prendre des risques pour Go-Daigo. Dans l'Est, il y avait en outre des vassaux qui en étaient venus à jalouser, et même à mépriser, les régents Hôjô.

Ces hommes-là étaient à l'affût d'une cause qu'ils puissent défendre contre les dirigeants Hôjô. Pour eux, la querelle de succession était une très bonne occasion, car le bakufu devait prendre parti. Go-Daigo eut vent d'un complot contre le bakufu dès 1324 ; en 1326, il était à couteaux tirés avec les représentants militaires ; et, les années suivantes, il fut dans le secret d'autres conspirations, même s'il n'y fut pas directement mêlé.

En mai 1331, l'un de ses confidents révéla ses desseins à Kamakura, et c'est alors que Takatoki s'inquiéta. Il envoya l'ordre d'arrêter ceux des

conspirateurs qu'on connaissait, et les fit venir à Kamakura pour qu'ils y soient interrogés. Parallèlement, il fallait mettre un frein aux activités de Go-Daigo, et l'on envoya à cette fin 3000 hommes à Kyoto sous le commandement d'un officier de confiance (Nikaidô). Go-Daigo tergiversa, mais lorsqu'il apprit que le bakufu voulait le contraindre à abdiquer au profit d'un prince de la lignée de Go-Fukakusa, il comprit que le moment était venu de se décider. Il savait que, s'il s'obstinait, le commandement du Rokuhara emploierait la force contre lui, et il résolut de fuir et d'installer sa cour loin de la capitale, hors d'atteinte des hommes de Nikaidô.

En septembre 1331, il quitta secrètement le palais de nuit, emmenant avec lui le sceau, l'un des trois trésors sacrés des insignes impériaux, et se réfugia dans un monastère du mont Kasagi, qui avait été fortifié et que gardait une petite garnison. De précieux alliés vinrent à son secours, parmi lesquels un guerrier nommé Kusunoki Masashige, qui ne devait pas allégeance au bakufu. Mais les troupes que le Rokuhara envoya contre le Kasagi étaient trop nombreuses pour être repoussées, et la garnison fut anéantie après quelques semaines d'une résistance opiniâtre. Go-Daigo fut pris et exilé sur l'île d'Oki en 1332. Le bakufu mit sur le trône un prince appartenant à la ligne aînée, ce qui donna naissance à une lutte dynastique dans laquelle les parties en cause recoururent à la force armée, soi-disant pour régler la question de la légitimité, mais en fait pour décider quel groupe ou ligue de chefs de clans guerriers devait assumer le pouvoir à la place des régents Hôjô.

Go-Daigo parvint à s'échapper d'Oki au printemps 1333. Il avait des partisans dans l'ouest du Japon, et, après des succès temporaires, il parvint à regagner Kyoto en juin, grâce à la défection d'Ashikaga Takauji, le chef d'un puissant clan guerrier descendant des Minamoto (Seiwa Genji). Takauji avait été envoyé par Kamakura contre Go-Daigo à la tête d'une grande armée, mais il avait brusquement changé d'objectif et, plutôt que d'aller vers l'ouest et la province de Hôki, où Go-Daigo s'occupait de rassembler des partisans, il fit demi-tour et attaqua Kyoto. Là, il vint à bout sans peine de la petite garnison Hôjô établie au Rokuhara.

Les dirigeants Hôjô furent dès lors dans une position difficile, et dans toutes les provinces de l'Est il y eut des soulèvements contre eux sous la conduite de guerriers mécontents. Une armée levée par Nitta Yoshisada, fervent loyaliste, traita si rudement les réserves hâtivement rassemblées par

les Hôjô que Kamakura fut prise sans grande difficulté. Au début de juillet, la ville était en flammes.

Il semblait désormais que Go-Daigo fût solidement installé sur le trône. Mais il fut victime de son propre manque de sagesse politique et des ambitions de la famille Ashikaga. Au début de l'année 1334, il annonça ses intentions. Il décréta que l'époque changerait de nom, ce qui signifiait un changement dans le style de gouvernement du pays. La nouvelle époque s'appellerait Kemmu, et elle aurait pour tâche de restaurer le gouvernement impérial direct. Mais au commencement de l'année 1336, la restauration de Kemmu avait échoué, et Go-Daigo avait quitté la capitale pour échapper aux attaques de Takauji, qui avait à nouveau changé de camp et soutenait maintenant un empereur de son choix. C'est ainsi qu'il y eut deux lignées et deux cours, dont la rivalité conduisit à une guerre civile de plus de trente ans.

L'échec du mouvement de restauration et la guerre de succession qui suivit peuvent être considérés comme le début d'une phase nouvelle de l'histoire du Japon.

CHAPITRE XXII

Le règne de Go-Daigo

LES DYNASTIES RIVALES. AVÈNEMENT DE GO-DAIGO, 1318

La longue dispute de succession entre les branches aînée et cadette à partir de l’empereur Go-Saga commença – nous l’avons vu – après la mort de Go-Saga, en 1272, et se poursuivit jusqu’à l’avènement de Go-Daigo, en 1318, où elle ne fut temj orairement résolue que pour reprendre en 1331 et durer alors plus de cinquante ans, durant lesquels le pays tout entier fut la proie d’une guerre civile incessante. Pendant la période 1272-1318 la rivalité entre les deux lignées fut si intense et permanente que le bakufu de Kamakura, qui pourtant répugnait à prendre parti, se sentit obligé d’intervenir et de donner son appui à l’un ou l’autre candidat afin d’empêcher des disputes sans fin et de maintenir la paix. Le choix d’aucun souverain ni d’aucun héritier présomptif n’était valable à moins d’avoir l’approbation du bakufu, et dans cette affaire délicate celui-ci montra une attitude neutre, élaborant un plan selon lequel la succession alternait entre les deux lignes. Son objectif était de plaire aux deux partis, mais, comme on aurait pu s’y attendre, il ne les satisfit ni l’un ni l’autre. Cependant, il fallait accepter les décisions de Kamakura, car la cour gardait un vivant souvenir du destin de l’empereur Go-Toba, dont l’opposition au bakufu avait déclenché une expédition punitive dans la capitale en 1221 et conduit à son bannissement.

Malgré leur position de force, les dirigeants de Kamakura firent preuve d’une patience surprenante envers les candidats au trône. Contrairement à Yoshitoki, le régent qui avait châtié Go-Toba pour son insubordination, deux ou trois générations plus tard, les représentants du shogun à Kamakura semblent avoir manqué de confiance dans leur capacité à dominer la classe guerrière dans les provinces et à diriger la conduite des princes et des nobles dans la capitale. Ils avaient certainement conscience de l’antagonisme toujours plus marqué qu’ils suscitaient dans la société féodale aussi bien qu’à la cour, mais ils étaient tout à fait incapables d’y trouver un remède.

Il est vrai que leur position s’était affaiblie – et pas par leur faute – du fait de la terrible épreuve qu’avait représentée la défense du pays contre les

invasions durant une période de près d’un demi-siècle. Leurs finances étaient dangereusement compromises, et la loyauté des vassaux s’était relâchée. Mais ces faits à eux seuls n’expliquent pas leur déclin, qui correspondait à une détérioration qualitative en même temps qu’à une perte de puissance et d’argent. Il n’est guère douteux que la faiblesse du bakufu depuis la fin du xme siècle fût due dans une large mesure au manque d’envergure des régents Höjö après la mort de Tokimune, en 1284. Sadatoki (1284-1301) était un homme capable mais indolent. Takatoki (1316-1326) était dissolu, et une chronique (hostile, il est vrai) le décrit comme un être vil et d’une impudence éhontée ; de plus, il devint régent alors qu’il n’était encore qu’un garçon, un jeune homme faible aux mains de conseillers corrompus. Ce fut la façon dont ces hommes dirigèrent les affaires du bakufu qui fit naître parmi les vassaux blessés et envieux l’idée d’évincer la famille Höjö, et enhardit le parti de la cour qui souhaitait restaurer la puissance impériale.

Dans la capitale, ce désir était certainement général. Pourtant, la cour n’était pas unie en faveur d’un seul candidat, et sa position était ainsi moins forte qu’elle eût pu l’être si les deux lignes étaient parvenues momentanément à s’entendre. Leurs chamailleries étaient parfaitement inconvenantes, ainsi que le nota l’un des concurrents même. Il s’agissait de l’empereur Hanazono, observateur très perspicace et remarquablement objectif qui, en 1318, fut contraint d’abdiquer pour laisser la place à Go-Daigo. Dans son journal, en date de janvier 1325, il raconte comment, pour défendre leurs droits respectifs, des messagers et des députations s’étaient rendus en toute hâte à Kamakura dans ce que les gens appelaient par dérision une « course de chevaux ». Les candidats rivalisaient en outre de prières et d’incantations dans les grands monastères et sanctuaires, chacun condamnant l’autre, à la grande confusion sans doute des divinités invoquées.

En 1318, après une longue suite de conflits dynastiques, Go-Daigo accéda au trône, et à la surprise – ou du moins au déplaisir – du bakufu, il se montra déterminé à rompre avec l’habitude d’avènement et d’abdication précoce à laquelle on se conformait depuis la mort de Go-Saga. Il fit clairement savoir qu’il n’avait aucune intention d’abdiquer en faveur d’un enfant, ni d’ailleurs de n’importe qui. Lui-même avait trente ans, et il entendait gouverner le pays tant qu’il vivrait. Il avait des projets de réforme

qu’il était décidé à réaliser, et il commença à organiser son gouvernement selon de nouvelles lignes.

Tout au début de son règne, une expérience avait renforcé son ressentiment contre le bakufu. Il avait été intronisé en avril 1318, et il avait repris le gouvernement sous la direction de son père, l’empereur cloîtré Go-Uda. Vers la fin de l’année se tint l’assemblée ordinaire décidant des retraites et des promotions, et, peu après, le *kampaku* se retira et fut remplacé par Ichijö Uchitsune. Apparemment, le bakufu n’approuva pas ce changement, qui avait été arrangé par Go-Daigo. Aussi, à l’approche de l’installation du nouveau *kampaku*, il se révéla qu’aucun des nobles de la cour ne voulait y assister par crainte de déplaire au bakufu. L’empereur en informa Go-Uda et lui demanda conseil. Outré, celui-ci griffonna sur la lettre : « C’est scandaleux » (« motte no hoka ni sörö »), et donna le nom d’un haut fonctionnaire susceptible d’être convoqué ; mais il ne sortit rien de sa proposition. L’installation eut lieu peu après, sans l’assistance habituelle. Sans doute la volonté de Go-Daigo de résister au bakufu fut-elle renforcée par cette expérience et par d’autres exemples d’empiétement de Kamakura sur la prérogative impériale.

Il serait superflu de décrire ici en détail les moyens mis en œuvre par Go-Daigo pour réaliser la réforme qu’il avait projetée, puisqu’il fut exilé quelques années plus tard. Toutefois, il convient de donner un bref aperçu de ses premières mesures, car certaines d’entre elles furent reprises à partir de 1333, quand Go-Daigo retrouva le trône. Sa première action importante consista à abolir la pratique de l’*insei* (gouvernement de cloître), source de nombreux troubles politiques depuis l’époque de Shirakawa, son premier grand adepte, qui, bien qu’abdicataire, avait été le souverain de fait de 1086 à 1129. Go-Daigo prit cette importante mesure en 1321 [65] avec l’assentiment de son père, Go-Uda In, qui abandonna ses fonctions en signe d’approbation. Le bakufu fut informé de ce geste et l’accepta, bien qu’il dût lui être évident qu’un changement vraiment crucial s’était produit à l’avantage du souverain régnant.

Dès lors, il devint nécessaire de procéder à différents changements dans l’organisation du gouvernement. Les fonctions de l’*in* furent confiées à de nouveaux officiers sous la direction du souverain lui-même. Des conseils chargés de prendre de véritables décisions furent institués, et l’ancien bureau des Registres retrouva ses fonctions et se développa jusqu’à devenir

une cour de justice chargée de régler non seulement les conflits fonciers mais les plaintes ayant trait aux affaires publiques en général. Un arrangement de cette nature était désormais essentiel car, au cours de la longue période de gouvernement de cloître, d'importantes affaires officielles tendaient à être traitées (parfois très sommairement) par le secrétariat de *Y in (in no fudono).*

Des écrits de l'époque vantent les réformes de Go-Daigo, dont ils louent la sagesse et le dévoue rient au devoir royal ; mais ses nouvelles dispositions ne furent pas soumises à l'épreuve du temps, car durant les dix ans séparant l'abolition du gouvernement de cloître de la rupture d'avec le bakufu, c'est-à-dire de 1321 à 1331, ses conseillers et lui durent consacrer une grande partie, voire l'essentiel, de leurs efforts à la tâche astreignante consistant à organiser un soulèvement contre la puissance militaire suprême. Il savait que, pour mener à bien son projet, il devrait s'opposer au bakufu, et comme il ne pouvait pas espérer l'amener autrement à modifier sa politique, il était obligé d'envisager le recours à la force. Ses pensées paraissent d'ailleurs avoir suivi cette ligne avant même son intronisation, et il ne tarda pas à comploter le renversement du shôgunat, encouragé en cela par les signes de faiblesse que laissait voir Kamakura. Le récit des complots et des risques stu péfiants qui s'y rattachent constitue un chapitre d'histoire passionnant et éclaire la nature de la vie de Kyoto et ses plus attachantes folies. Son aspect le plus surprenant réside dans l'incapacité du bakufu à voir ce qui aurait dû lui sauter aux yeux. Un exemple suffira à illustrer la témérité des conspirateurs et l'aveuglement des guerriers, de même que la règle, apparemment universelle, qui veut que les conspirateurs de n'importe quel pays soient si fiers de leur entreprise qu'ils ne peuvent supporter de la garder tout à fait secrète.

* On notera qu'en 1321 l'époque prend le nom de Genkô, ce qui signifie le début d'un nouveau régime. Il s'agissait de la cinquante-huitième année du cycle sexagésimal courant, et la pratique voulait qu'on fît alors un changement depuis 901, où l'on entama l'époque dite d'Engi pour inaugurer une période de bon gouvernement et de lois avisées. Les époques qui se succédèrent jusqu'alors étaient les suivantes :

Engi 901	Eiji 1141
Owa 961	Kennin 1201

Jian 1021 Kôchô 1261

Eihô 1081 Genkô 1321

Ces changements n'excluaient pas de nouveaux noms d'époques pour les années intermédiaires. C'était là une question de choix. On remarquera par ailleurs que les titres impériaux Go-Uda et Go-Daigo furent choisis pour traduire le désir d'en revenir aux idéaux d'Uda et de Daigo, qui régnèrent durant les années fastes de Kampyô (889-898) et d'Engi (901-922).

En 1324, les principaux conspirateurs de Kyoto formèrent une société secrète, la « Libre-et-Naturelle » (Bureikô ou Hareikô, par quoi l'on entendait une assemblée où les règles de l'étiquette étaient suspendues). Ses membres étaient de rangs divers, et ils avaient coutume de se retrouver lors de soirées où, c'est le moins qu'on puisse dire, tout cérémonial était aboli, ce qui permettait à des gens de statut social différent de parler entre eux sans réserve ni circonspection. Ils s'asseyaient et buvaient en tenue légère, sans chapeau et les cheveux défaits, les moines enlevant leurs robes et ne gardant que leurs longues chemises. Ils étaient servis par quelque vingt belles filles d'environ dix-sept ans, en vêtements diaphanes, qui leur présentaient toutes espèces de délicatesses et leur servaient du vin à volonté. Tous ceux qui étaient là se plaisaient à danser et chanter. Mais au milieu de ces bruyants plaisirs, on ne discutait que d'une chose : comment venir à bout des « sauvages de l'Est », les guerriers de Kamakura.

Cette anecdote est tirée du *Taiheiki*, grand roman historique que rien n'empêche de croire. On peut imaginer que de telles réunions ne pouvaient échapper à l'attention des noctambules, et il est évident que l'ex-empereur Hanazono en entendit parler. Dans son journal, il décrit la Burei-kô telle qu'on la lui a présentée. Il raconte que ses membres, qui boivent à demi nus, invitent des lettrés ignorant leur dessein pour donner à leurs réunions l'air de solennité qui convient à la discussion de sujets savants. Il estime que les gens de Kyoto doivent se rendre compte qu'il ne s'agit pas de banquets ordinaires. Cependant, rien n'indique qu'on en eût eu vent au quartier général du Rokuhara, siège du bakufu à Kyoto.

Le bakufu paraît avoir perdu son sens habituel des proportions, sa sagesse pragmatique ; car ses officiers, négligeant leur travail d'agents de renseignements, se mêlaient à Kyoto d'affaires sans importance et faisaient ainsi enrager la cour.

Mais quelle que fût la vérité quant aux conspirateurs de la Bureikô, en 1324, les agents du bakufu à Kyoto découvrirent bel et bien une conspiration contre Kamakura dans laquelle étaient impliqués certains membres de la Burei-kô. Aussitôt, ils firent arrêter les meneurs, mais, quoiqu'ils fussent sans doute plus ou moins convaincus de sa complicité, ils acceptèrent les protestations de Go-Daigo et de son émissaire Fujiwara Nobufusa selon lesquelles l'empereur ignorait tout de ce complot. Ils soumirent certainement à la torture quelques-uns des suspects pour en obtenir des aveux, mais ils ne punirent qu'un ou deux de ceux qu'ils avaient arrêtés, et même ceux-là ne furent pas sévèrement traités. Une telle modération n'est pas facile à expliquer. Il se peut que, tout en redoublant de précautions à Kyoto, le bakufu jugeât prudent de ne pas monter la conspiration en épingle mais bien plutôt de la minimiser, selon le principe de sagesse politique qui veut que l'on évite de faire d'une petite dispute une grande querelle. Toutefois, il est plus vraisemblable que sa décision lut due non pas tant à un bon jugement qu'à un manque de résolution.

Quoi qu'il en fût, l'empereur, bien qu'un temps assez effrayé, ne désespéra pas d'évincer le bakufu, et il résista fermement à toutes les tentatives de la ligne aînée pour l'amener à abdiquer. Il continua de chercher de l'aide pour mener à bien ses projets, comptant essentiellement sur les grands établissements religieux pour lui fournir un appui non seulement spirituel mais aussi militaire. Il ne pouvait s'attendre à ce qu'une puissante famille guerrière se déclarât en sa faveur, mais il lui était permis d'espérer qu'après certains succès, même légers, il réussirait à convaincre un important vassal au moins de prendre part à un mouvement dirigé contre la famille Hôjô. Il se trouvait sans doute maints chefs de clan pour qui une part du butin résultant d'une guerre civile viendrait heureusement restaurer la fortune. Les grands domaines sur lesquels régnaient les dirigeants Höjö, qu'ils ne respectaient plus, constituaient pour eux une puissante tentation.

C'est ainsi que Go-Daigo continua à travailler à ses projets jusqu'au printemps 1331, où ils furent traîtreusement révélés par Fujiwara Sadafusa, l'un des trois conseillers en qui il avait toute confiance. Peu après, le bakufu envoya des représentants à Kyoto, où ils firent arrêter plusieurs personnages importants, notamment des moines. On les envoya à Kamakura pour être interrogés, et la nature de la conspiration fut éclaircie. Go-Daigo chercha à réunir en hâte une armée assez forte pour prendre et tenir le quartier général

du Rokuhara, mais avant qu'il ait rien pu faire, une troupe placée sous les ordres de commandants envoyés de Kamakura arrêta quelques-uns de ses principaux partisans, parmi lesquels Hino Toshimoto, l'un des deux courtisans portant le nom de Hino arrêtés en 1324 pour complicité dans la conspiration de la Bureikö[66].

On était alors au, nois de juin, mais le bakufu s'abstint encore de prendre des mesures décisives, du fait peut-être d'un désaccord entre Takatoki et son principal conseiller, un fonctionnaire dénué de scrupules nommé Nagasaki. Il semble avoir sous-estimé l'ampleur de la révolte, et il se peut qu'il ait considéré les suspects Hino comme sans importance, pensant que la haute trahison était l'apanage des personnes de haut rang. Il y eut sans doute une division interne qui l'empêcha d'adopter une politique précise et unanime à l'égard de Kyoto, et Go-Daigo fit certainement ce qui était en son pouvoir pour aggraver la mésentente.

Finalement, le bakufu se décida à faire valoir sa force en envoyant dans l'Ouest une puissante expédition. Go-Daigo fut informé de ce projet par son fils aîné, le prince Daitô (mieux connu sous le nom de Morinaga), qui était devenu abbé au Hieizan à des fins militaires plutôt qu'ecclésiastiques. Il avait heureusement prévu que, dans un affrontement avec les seigneurs féodaux, il serait essentiel d'avoir de son côté les établissements religieux les plus importants. En attendant, l'Enryakuji avait l'avantage de constituer un centre de renseignements fort appréciable. Les principaux prélats avaient leur entrée en haut lieu, et ils étaient généralement bien informés de ce qui se tramait.

Les rapports de Go-Daigo avec les institutions bouddhiques et leurs dignitaires ne sont pas dépourvus d'intérêt. Au cours de cette période, l'influence des grands maîtres Zen en matière politique ne cessa de s'étendre. Parmi eux, le plus capable fut peut-être Musô Soseki (1275-1351), qui se fit connaître sous le titre de Musô Kokushi (Maître national), que l'État lui avait conféré. C'est sur son conseil qu'une délégation officielle fut envoyée en Chine en 1325, la première depuis près de cinq cents ans. Ses étroites relations avec l'empereur contribuèrent dans une large mesure à établir la puissante position que les maîtres Zen devaient par la suite occuper à la cour.

résistance et exil de go-daigo

Vers la fin de septembre 1331, l'empereur comprit qu'il n'y avait pas d'espoir de tenir le palais contre la garnison du bakufu. Il s'enfuit précipitamment avec les insignes impériaux et chercha tout d'abord refuge au Tôdaiji, à Nara[67]. De là, il continua jusqu'à Kasagi, éminence de quelque deux cents mètres dominant le beau Kizugawa. Il fut bien reçu par les moi-nes-soldats du monastère situé au sommet, qui se hâtèrent de renforcer leur position. Le monastère fut attaqué par les troupes que le bakufu avait envoyées, et un assaut rondement mené l'emporta malgré une vigoureuse résistance. Go-Daigo parvint à s'échapper, mais il fut bientôt pris et conduit au Rokuhara.

Kamakura avait alors envoyé l'ordre d'introniser le prince Kazuhito (fils de Go-Fushimi), et son avènement fut célébré quelque quinze jours plus tard [68]. On tenta de persuader Go-Daigo d'entrer dans les ordres puis d'abdiquer, mais il refusa. Cela signifiait que la ligne cadette avait perdu l'appui du gouvernement de Kamakura. En fait, Go-Daigo avait été déposé. Son avenir semblait sombre, mais il avait trouvé des alliés utiles, surtout parmi la noblesse campagnarde des provinces centrales qui ne devait pas allégeance aux régents Hôjô. Le principal d'entre eux était Kusunoki Masashige, guerrier du Kawachi de condition modeste, que l'histoire du Japon a rendu célèbre comme lettré, comme soldat et comme modèle de loyauté. Mais les hommes de cette trempe étaient rares, et la plupart de ceux qui offrirent leurs services à ce moment-là ne disposaient que d'un nombre restreint de combattants.

Kusunoki, que le bakufu reconnut bientôt comme un dangereux ennemi, conduisit la défense de sa propre forteresse, Akasaka, dans la province de Kawachi, qui tomba le 20 novembre 1331 après moins d'une semaine de combats acharnés. Il réussit à s'échapper avec une poignée de compagnons pour réunir de nouvelles troupes. Jusque-là, le prince Morinaga était avec lui, mais il partit alors séparément et se réfugia dans un monastère de Nara, où, dit-on, il se cacha dans un grand coffre réservé aux textes bouddhiques. Plus tard, il parvint à rejoindre Yoshino sans encombre. Go-Daigo s'était déjà fait capturer et conduire au Rokuhara, où on le traitait sans cérémonie mais sans brutalité [69]. Il était détenu dans une annexe délabrée, mais les

meilleures pièces étaient déjà occupées par des hôtes de marque, notamment les ex-empereurs de la ligne aînée Go-Fushimi et Hanazono, et le prince Kazuhito, futur empereur Kôgon. Hanazono avait un sens aigu de l'observation, et son journal donne de précieuses informations sur les conditions qui régnaient alors dans la capitale.

En avril de l'année suivante (1332), Go-Daigo fut exilé dans l'île d'Oki avec une poignée de ses partisans. La situation dans laquelle se trouvait la ligne cadette n'était pas brillante, mais certaines perspectives restaient pourtant encourageantes. Kusunoki pouvait avoir recours à des tactiques de guérilla dans une contrée sauvage qu'il connaissait bien, et il était en relation constante avec le prince Morinaga, fils de Go-Daigo, qui avait abandonné sa prélature du Hieizan et se consacrait désormais à la politique et au recrutement de partisans pour la cause loyaliste. Alors que les raids de Kusunoki créaient beaucoup d'ennuis aux commandants Hôjô, Morinaga tirait avantage du méconter ement des nombreux guerriers qui étaient hostiles aux dirigeants Hôjô. De sa base protégée des montagnes du Yoshino, il lançait des appels retentissants aux guerriers et aux établissements religieux, les appelant à se révolter contre Kamakura. Il réussit à obtenir des promesses d'aide de certains chefs de clans guerriers, et à la fin de 1332, bien qu'ils n'eussent aucune troupe offensive permanente, Kusunoki et lui causaient tant d'inquiétude aux dirigeants Hôjô que le bakufu se sentit contraint d'employer contre eux presque tout ce qui lui restait de force.

En soi, le vaillant effort de Kusunoki et Morinaga ne pouvait constituer une réponse durable aux troupes supérieures en nombre susceptibles d'être envoyées contre eux. Cependant, il eut un effet qu'ils n'avaient peut-être pas prévu. Pour s'occuper du soulèvement des loyalistes dans les provinces du Centre, le bakufu avait dû retirer les troupes de provinces extérieures comme le Harima. Enhardi par leur départ, Norimura, le chef de clan des Akamatsu (de souche Murakami Genji), s'empara de la province et envahit celle de Settsu, proche du Yamashiro, où se trouve la capitale. Après avoir tenté un coup de main contre celle-ci, il fut repoussé ; mais le seul fait qu'un quelconque chef de clan pût défier la ville impériale était un alarmant signe des temps. Et lorsque les régions les plus reculées du pays furent informées que le gouvernement de Kamakura pouvait être attaqué, et même

mis en échec, d’autres chefs de clan se dressèrent contre les Hôjô, parmi lesquels Kikuchi, au Kyüshü, et Yùki, dans la partie nord du Mutsu.

Ces indices du déclin de la puissance Hôjô ne pouvaient bien sûr que réjouir les partisans de Go-Daigo. Ils ne prouvaient évidemment pas que le pays souhaitait la restauration du régime impérial direct, mais traduisaient plutôt l’animosité ou l’envie que suscitait la domination Hôjô sur la société féodale. Ils suffirent néanmoins à encourager le parti de la cour à projeter l’évasion de Go-Daigo hors de son lieu d’exil. Le moment n’était pas encore mûr pour une telle tentative, car il fallait d’abord être sûr que, si l’ex-empereur quittait son île, les loyalistes pourraient compter sur des troupes suffisantes pour l’emmener dans la capitale et le protéger. Mais grâce au succès croissant des appels aux armes de Morinaga, la situation ne cessait de s’améliorer, et les commandants du Rokuhara s’inquiétaient. Dans la ville, l’atmosphère était des plus sombres.

Lorsque, en automne 1331, l’empereur s’était réfugié à Kasagi, les représentants du bakufu à Kyoto (Nakatoki et Tokimasu, les *tandai* du Nord et du Sud) avaient cru bon de donner la preuve de leur fermeté en interrogeant et en punissant ceux qu’ils suspectaient de conspirer contre le bakufu. Des hommes armés envahirent les maisons des proches de Sa Majesté et appréhendèrent de nombreux fonctionnaires et moines, et des personnalités aussi éminentes que Made-nokôji Nobufusa. La plupart d’entre eux furent ensuite relâchés, mais les conspirateurs les plus importants furent sévèrement punis. Le malheureux Hino Toshi-moto perdit la vie, on tortura des moines, et un certain nombre de notables rurent bannis. En traitant aussi durement l’empereur et ses partisans, le bakufu entendait sans doute montrer au pays que ce qui s’était passé en 1221 avec l’affaire Jökyü pouvait se répéter. Cependant, le prestige des régents Hôjô était déjà bien entamé, et de nombreux guerriers de l’Est dont les ancêtres avaient répondu avec empressement à l’appel d’hommes comme Tokimasa et Yoshitoki n’avaient plus confiance en leurs successeurs.

Avec la capture de Go-Daigo, le bakufu avait momentanément rétabli son autorité politique à Kyoto, mais il n’avait pas ramené la paix dans la ville. Les rues pullulaient de voleurs et de coupe-jarrets, et l’on avait décrété l’état de siège, non seulement dans le but de maintenir l’ordre, mais parce que le Rokuhara craignait de brusques coups de main pour libérer l’empereur. Lorsque ce dernier eut été exilé, l’atmosphère de la capitale

devint moins tendue, mais l’inquiétude se répandit dans les campagnes environnantes, où l’on savait que les émissaires de Kusunoki et Morinaga travaillaient plus activement que jamais à persuader les guerriers de rejoindre les troupes impériales.

A la fin de l’année 1332, la garnison de Kyoto donnait des signes d’agitation. Dans son journal, l’empereur abdicataire Hanazono, placé sous surveillance, écrit fin novembre que Kusunoki s’est remis de ses pertes et s’apprête à prendre l’offensive avec l’aide de Morinaga ; que les gardes des portes ont soudain été renforcées ; et que les guerriers sont en tenues de combat. Des troupes de l’Est étaient sur le point d’arriver, mais en attendant, la situation était alarmante.

Au mois de décembre, Morinaga resta dans son quartier général du Yoshi-no, alors que Kusunoki s’activait dans le Kawachi. Dans la capitale, l’agitation redoubla lorsqu’on apprit qu’il avançait vers la province de Yamashiro, avec, bien sûr, des desseins sur la ville. En janvier 1333, il était maître du Kawachi, où la petite noblesse lui était favorable, et où il réussit à atteindre le Tennôji, bien avant sur la route de Kyoto. Devant la menace, les commandants du Rokuhara rassemblèrent une armée de 5000 hommes et l’envoyèrent au-devant de lui. Une bataille s’ensuivit, qui fit rage du matin à la torn-bée du jour. Kusunoki avait amené par ruse l’armée du bakufu à franchir le Yodo à sa poursuite puis s’était retourné contre elle. Surprise, celle-ci n’avait pas tardé à battre en retraite, mais lui, satisfait d’avoir démontré que les combattants des Höjö étaient vulnérables, n’avait pas cherché à pousser plus avant et était retourné se reposer avec ses troupes dans le Kawachi.

Au début de 1333, il y eut abondance de réponses aux appels[70] de Morinaga dans la plupart des provinces occidentales de l’île principale, et les sympathisants du Kyüshü reçurent l’ordre d’attaquer leur *tandai* et autres délégués du bakufu. Si l’on ne sait au juste quel succès connurent ces efforts pour lever une armée, il est certain qu’ils eurent suffisamment d’effet pour alarmer le bakufu. Un conseil réuni à Kamakura décida qu’il fallait porter une attaque irrésistible contre les troupes toujours plus nombreuses du parti impérial.

A la fin de janvier 1333, Nikaidô, émissaire fréquent à la cour et serviteur fidèle du bakufu, arriva dans la capitale à la tête de l’avant-garde

d'une grande armée levée par ce dernier. Celle-ci (sans compter les renforts destinés à la garnison du Rokuhara) était composée de trois divisions, qui devaient attaquer l'armée loyaliste du Sud dans trois directions différentes. Elles étaient placées aux ordres de vigoureux représentants de la famille Höjö, Aso, Osaragi et Nagoshi[71], qui commandaient chacun un corps d'hommes d'élite originaires de l'Est auxquels devaient se joindre des guerriers locaux devant fidélité au bakufu.

La première division, commandée par Aso, devait reprendre des contingents de la province de Kawachi et de ses voisines, et attaquer le long de la route du Kawachi dans la direction du mont Kongo.

La deuxième division, aux ordres d'Osaragi, devait être renforcée par des troupes fournies \ ar les vassaux des provinces de Yamato, Iga, Tamba et autres. Elle devait également regrouper les hommes composant l'öban, ou Grande Garde, c'est-à-dire les guerriers chargés de la protection des provinces du Centre et de la sauvegarde du Trône. Cette division devait marcher sur le Yoshino en direction du sud à travers la province du Yamato.

Enfin, la troisième division, que commandait Nagoshi, devait réunir les contingents de onze provinces, dont celles d'Owari et d'Echizen, et porter son attaque en suivant la route du Kii.

Le bakufu avait donné l'ordre à ces trois divisions de coordonner leurs mouvements, et promis à tous d'abondantes récompenses en cas de succès. Quiconque, de quelque rang qu'il soit, pourrait prouver avoir tué Kusunoki recevrait un vaste domaine. C'était là une triste dérogation à la tradition, car à ses débuts le bakufu eût répugné à acheter si ouvertement ses guerriers ; et annoncer une récompense pour le meurtre d'un prince impérial, comme il le faisait par la même occasion, était un crime contre la tradition qui lui eût jadis paru inconcevable.

La première action militaire qu'entreprit cette armée fut le siège d'Akasaka par la division d'Aso au début de mars 1333. L'assaut fut rude et coûta cher aux assaillants, mais le château tomba au cours du mois. Vers la même époque, le contingent de Nikaidô, qui faisait partie de la division d'Osaragi, lança une attaque contre les positions de Morinaga, à Yoshino, et vint à bout de la résistance opiniâtre des défenseurs qu'il avait rassemblés, parmi lesquels se trouvaient des moines des monastères voisins. Le prince s'enfuit

au Kôyasan, où il resta caché. La division de Nagoshi ne rencontra pour sa part aucune résistance le long de la route du Kii.

C’est ainsi que les trois divisions remplirent la première partie de leur mission. Ensuite, elles consacrèrent leur attention à la forteresse Chihaya, sur le mont Kongo, qui avait jusqu’ici résisté à toutes les attaques. Elle tint bon là encore et ne fut en fait jamais réduite[72].

Ce succès remarquable des armées loyalistes s’explique par l’habileté et le courage de Kusunoki Masahige. Après la chute d’Akasaka, il avait réuni et entraîné une petite troupe de combattants hors pair, dont il avait fait un usage si adroit pour la défense de Chihaya qu’il avait réussi à repousser les assauts répétés de l’armée d’Osaragi puis de celles d’Aso et de Nagoshi. Il avait d’ailleurs su choisir une position favorable à un combat de défense. Le mont Kongo s’élève à 1112 mètres au-dessus des plaines du Kawachi et du Yamato. A son sommet ou à proximité subsistent les vestiges et les traces de plusieurs anciennes forteresses. La plupart d’entre elles ne peuvent être ni identifiées ni datées, mais il est clair que Kusunoki centra ses principalesdé-fenses à Chihaya, et que les ouvrages subsidiaires qu’il établit en d’autres endroits n’avaient pour objectif que de retarder les assaillants et de les empêcher d’attaquer de front.

La victoire de Kusunoki encouragea les loyalistes et valut à leur cause de nouveaux renforts.

le retour de go-daigo

Des historiens prétendent que Kusunoki attira délibérément l'armée du bakufu à Chihaya de manière à ce que d'autres régions du pays pussent être occupées par les volontaires loyalistes. Ce point de vue peut être exagéré, mais il est vrai que le bakufu éprouva des difficultés croissantes à tenir Kyoto devant le succès montant des loyalistes, et que les effectifs prélevés dans les provinces centrales par ses trois généraux laissèrent une grande liberté de mouvement aux partisans de Go-Daigo.

Ainsi l'empereur banni, à qui des nouvelles étaient régulièrement envoyées par un bateau de pêche, commença-t-il à entrevoir une possibilité de victoire, et reçut-il au cours du printemps 1333 des messages de Morinaga et de Kusunoki qui l'amenèrent à prendre le risque de quitter son île. Avec la complicité d'un ou de plusieurs de ses gardiens, il s'enfuit dans une petite embarcation sans que les hommes que son geôlier envoya après lui ne pussent le rattraper. Il atteignit sans mal la province d'Izumo puis gagna celle de Hôki, où Nawa Nagatoshi, un guerrier dévoué à sa cause, lui fournit une escorte et le logea dans un monastère situé à proximité de chez lui. Il y installa une cour pr visoire en attendant des nouvelles de Morinaga ou de Kusunoki, et il reçut bientôt des réponses favorables à l'appel qu'il avait lancé peu après son débarquement dans l'espoir de trouver de nouveaux appuis. Les partisans de la cause impériale commençaient maintenant à dominer la partie occidentale du Japon, et, dans la capitale, la garnison même du Rokuhara fut mise à rude épreuve. Elle réussit à repousser plusieurs attaques, mais elle fut obligée de demander dans l'Est de puissants renforts. Le bakufu lui envoya alors deux divisions, placées respectivement sous le commandement de Nagoshi Takaie et d'Ashikaga Takauji.

Ces généraux étaient tous deux issus de grandes maisons féodales. Nagoshi appartenait au clan Hôjô, et Takauji était le chef des Ashikaga, famille parente des Seiwa Minamoto qui avait pris le parti de Yoritomo lors de son soulèvement de 1180 et comptait alors parmi les familles les plus riches et les plus respectées de l'Est. Le régent Takatoki avait grande confiance en Takauji, qui avait déjà été envoyé dans l'Est en 1331 et avait pris part à l'attaque contre Kasagi. Les deux divisions se mirent en campagne au début de juin 1333. Nagoshi fut bientôt tué au combat, laissant

à Takauji le commandement de toutes les troupes dont disposait le bakufu dans l'ouest du Japon Takauji ne tarda pas à les utiliser contre le bakufu[73].

Takauji avait dirigé sa puissante armée sur la province de Hôki avec l'intention déclarée d'attaquer et de capturer Go-Daigo et ses partisans toujours plus nombreux. Mais tout de suite après avoir quitté la province de Yamashiro, il s'arrêta, fit volte-face et se déclara en faveur de la cause impériale. Il attaqua alors la garnison Hôjô de Kyoto et la chassa de la ville. Sa décision de changer de camp n'était pas soudaine : elle avait été prise avant qu'il n'arrive de l'Est à Kyoto et, semble-t-il, communiquée peu de temps après à Go-Daigo. Il dépêcha des envoyés à Hôki pour demander un ordre l'autorisant à attaquer le bakufu, ordre qui lui parvint alors qu'il se trouvait encore dans la province d'Omi. Puis (toujours en juin 1333) il avisa secrètement les alliés potentiels que lui offrait le pays, d'ôshû au Kyüshü, par de minuscules bouts de papier cachés dans le chignon de messagers ou les coutures de leurs vêtements.

Ne craignant plus d'être repris, Go-Daigo retourna à Kyoto avec les courtisans qui l'avaient rejoint, et il s'installa au palais vers la fin de juillet 1333. Il rentra dans la capitale comme s'il revenait d'un voyage. Il avait avec lui le sceau impérial, et toute cérémonie d'accession était inutile. Il traita très généreusement le jeune Kazuhito (que les Hôjô considéraient comme l'empereur Kôgon), lui accordant les privilèges d'un ex-empereur et lui donnant ainsi qu'à d'autres personnages royaux de la ligne aînée une part appréciable des terres laissées par Go-Saga, y compris le magnifique domaine du Chöködö. Puis il s'attaqua à la lourde tâche de gouverner, selon des principes attestant les meilleures intentions et les pires aptitudes – une ignorance complète des réalités politiques. Le chapitre suivant traite de ses efforts de réforme. Avant, il convient toutefois de comprendre quels résultats eut l'action de Takauji dans le reste du Japon, c'est-à-dire les conditions réelles auxquelles dut faire face l'empereur restauré.

Mais il nous faut d'abord dire quelques mots de la situation de Kyoto après que les intentions de Takauji furent devenues claires. Quoiqu'il fût impensable que la garnison du Rokuhara résistât longtemps à sa vaste armée, la chute de l'état-major féodal qui dominait la capitale depuis plus d'un siècle présente un certain intérêt tragique.

Le 19 juin, ayant rassemblé une grande armée dans le Tamba, Takauji commença de marcher sur Kyôto. Tard ce jour-là, son avant-garde arriva

dans la capitale et se mit à l'envahir selon sept axes convergeant sur le Rokuhara. Des combats de rues éclatèrent peu après le lever du jour, et les défenseurs furent contraints de se replier. Akamatsu et d'autres chefs de clan de l'Est arrivèrent alors de Yamazaki et de Yamata, mettant le feu aux bâtiments tandis qu'ils entraient dans la ville. Le *Masukagami* décrit la scène comme suit : « L'après-midi, le ciel était plein de fumée s'élevant de Yahata, Yamazaki, Takeda, Uji et Seta ainsi que des environs du Hôjôji. La lumière du jour avait disparu. C'était comme si la scène s'était recouverte d'encre. » Dans cet environnement sinistre, les deux délégués *(tandai)* des Hôjô décidèrent que, d'une façon ou d'une autre, ils devaient libérer les deux ex-empereurs et le jeune Kôgon. Ils réussirent à s'échapper sous le couvert de la nuit, comptant rejoindre de la province d'Omi l'une des armées du bakufu qui se battait encore. Cependant, ils furent attaqués en chemin et l'un d'eux (Tokimasu) fut tué. Se dirigeant vers l'est, ils furent arrêtés par des soldats loyalistes et subirent de lourdes pertes. Les survivants se regroupèrent, mais le lendemain matin, ils virent leur route bloquée par un prince royal entré dans les ordres qui avait rassemblé des troupes près d'Ibu-kiyama. Il s'agissait d'Itsutsuji Hyöbukyö Shinnö, qui sans doute s'était mis en rapport avec Go-Daigo. Des loyalistes approchaient également en provenance du Mino, et Nakatoki, le second *tandai*, comprit qu'il n'y avait pas d'espoir de rejoindre le Tôkaidô. Ses hommes et lui se rendirent dans un temple voisin pour s'y suicider. Le monastère du Rengeji a conservé jusqu'à ce jour une liste de morts comptant plus de quatre cents noms. Les fugitifs furent capturés et conduits en sûreté.

Telle fut la fin du grand établissement du bakufu de Kamakura dans l'Ouest. Il avait dominé la capitale et les provinces voisines, dicté sa loi à l'empereur et aux nobles, et tenu sous sa surveillance les vassaux des provinces occidentales pendant plus d'un siècle depuis la nomination des deux premiers *tandai* du Rokuhara, Yasutoki et Tokifusa, en 1221. Maintenant, il n'en restait plus rien, et le pouvoir Hôjô ne pouvait espérer renaître. Quand la nouvelle de l'effondrement des troupes du Rokuhara parvint à l'armée que retenait encore le siège de Chihaya, ses commandants levèrent le camp et disparurent. Ils se dirigèrent vers le sud, comptant que la situation allait se retourner. Cependant, ils comprirent bientôt qu'elle était sans espoir, et ils se rendirent à Takauji. Certains d'entre eux furent exécutés sur son ordre.

L’une des conséquences immédiates de la chute du bakufu fut la fin de la lignée des shogun de Kamakura. Elle avait commencé avec Yoritomo, auquel avaient succédé deux shogun de souche Minamoto. Le bakufu avait ensuite choisi deux shogun successifs dans la famille Fujiwara, puis quatre princes de sang royal. Le dernier de ceux-ci, le prince Morikuni, nommé en 1308, avait occupé ses fonctions plus longtemps qu’aucun de ses prédécesseurs royaux lorsqu’y mirent fin les événements que nous venons de relater. Une nouvelle lignée de shogun débuterait cinq ans plus tard (1338) avec Ashikaga Takauji.

Lorsqu’on se penche sur le succès du mouvement loyaliste qui aboutit à la restauration de Go-Daigo, on est frappé par l’importance du rôle joué par le prince Morinaga. Son habileté, son courage et son prestige se conjuguèrent pour susciter une réponse tout à fait remarquable aux appels à l’aide qu’il lança aux guerriers et aux monastères. En Kusunoki, il avait un partenaire parfait, à la fois brave, plein de ressources et d’une inébranlable loyauté.

A première vue, il paraît surprenant que Go-Daigo ait trouvé un pareil soutien auprès de guerriers qui n’éprouvaient pas de loyauté particulière à l’égard du souverain. Des hommes tels que Kusunoki appartenaient à des familles qui étaient depuis des générations les fidèles occupants des terres de la Couronne et avaient de ce fait souffert des exactions du bakufu. Mais il y avait également des familles que rien ne liait spécialement au Trône et qui étaient hostiles au bakufu parce qu’il avait confisqué ou réduit leurs domaines après le soulèvement manqué de Go-Toba en 1221. Enfin, un troisième élément très important de la résistance loyaliste provenait de l’animo-sité des puissants rivaux des Ashikaga, notamment les Nitta et les Aka-matsu.

Si le conflit a une importance historique, ce n’est pas tellement en tant que querelle dynastique que comme témoin de l’émergence d’une nouvelle société féodale où des familles jusque-là relativement modestes jouent un rôle dominant. On verra dans les chapitres suivants que la guerre entre les cours n’était pas le seul fait des candidats possibles au trône, mais qu’il s’agissait d’une guerre nationale entre les grandes maisons du pays. Si ce n’avait été qu’un conflit entre princes, il n’eût certes pas duré cinquante ans.

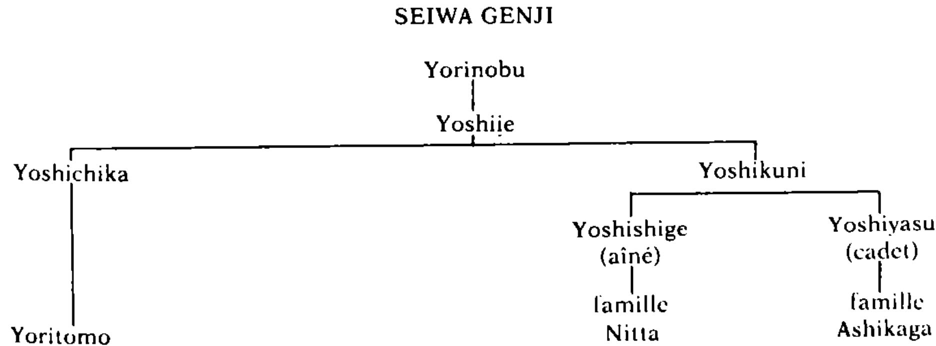
chute de kamakura

Tandis que le bakufu perdait rapidement du terrain dans l'ouest du Japon, la situation de Kamakura devenait désespérée. Maints puissants chefs de clan étaient prêts à s'allier pour détruire la famille Höjö. Outre Ashikaga Takauji, dont le changement de camp avait sapé leur position dans la capitale et les provinces voisines, les Hôjô avait dans l'Est un dangereux ennemi. C'était un guerrier nommé Nitta Yoshisada, qui ne tarderait pas à leur porter un coup mortel.

Nitta n'avait sans doute besoin d'aucune excuse pour s'en prendre aux Hôjô, mais il avait certaines raisons pour ne pas les aimer. Sa famille était de la même origine que les Ashikaga mais de moindre importance, bien qu'issue d'un fils aîné*. Elle était longtemps demeurée dans la province de Kôzuke, ne jouant qu'un rôle secondaire à Kamakura, parce qu'à l'époque du soulèvement de Yoritomo son ancêtre était resté sourd à l'appel des Minamoto. Incapables d'atteindre le faîte de la société féodale, ses membres avaient donc tendance à vivre à l'écart et à ressasser leurs griefs. Ils avaient essaimé dans l'Echigo et dans d'autres régions du Nord, où ils avaient acquis une certaine puissance et (dit-on) attendaient le moment de restaurer leur fortune familiale en abattant les dirigeants Höjö.

L'occasion ne s'en présenta qu'après que l'épreuve de force se fut engagée à Kyoto en 1331. A titre de vassal, Nitta reçut du bakufu l'ordre de rejoindre l'armée qui assiégeait la forteresse de Chihaya. Cette mission n'était pas de son goût, et un appel (ryöji) du prince Morinaga lui fournit une excuse pour regagner son fief. Étant sans doute entré secrètement en contact avec les agents de Morinaga, il reçut en outre un ordre (« rinji ») de Go-Daigo l'invitant à participer à la destruction des Höjö. Il en avisa d'autres vassaux Minamoto des provinces d'Echigo, Kai et Shinano, et vers la mi-juin 1333 il planta sa bannière devant le sanctuaire d'Ikushima, dans son fief d'origine, où il fut bientôt rejoint par les chefs de clan auxquels il avait fait appel et par d'autres guerriers désireux de voir la chute du gouvernement des Höjö.

* Leur généalogie résumée se présente ainsi :



Il n'y avait pas de règle absolue de primogéniture. Si la famille Ashikaga occupait un rang plus élevé que la famille Nitta, c'était sans doute en partie à cause de ses liens matrimoniaux avec la famille Hōjō.

Ces alliés entrèrent dans le Kôzuke, chassèrent Nagasaki, le commissaire de la province, et pénétrèrent dans le Musashi avec Nitta et ceux de son clan après avoir franchi le Tonegawa. Arrivés au Tamagawa, ils se heurtèrent à une armée envoyée contre eux par Hôjô Takatoki. Le combat commença dans le bassin du fleuve à Bubai-Kawara et sur la pente de Sekido, deux endroits qui, depuis l'époque de Yoritomo, étaient considérés comme des points de défense stratégiques aussi importants pour Kamakura que l'était à l'ouest le col de Hakone. Là, ayant tout d'abord repoussé les envahisseurs, l'armée Hôjô se laissa surprendre, et, mise en déroute, fut vigoureusement pourchassée par Nitta en direction du sud et de Kamakura.

Après s'être arrêté pour regrouper ses troupes, Nitta les divisa en trois – droite, gauche et centre – et marcha sur la ville. A Kamakura, la garnison fut organisée en trois corps chargés d'assurer la défense des principales voies d'accès. Le soir du 1er juillet, l'attaque atteignit les faubourgs. Le combat fut rude. Essayant d'entrer dans la ville par les tranchées et les tunnels par où l'on y accède à l'est et à l'ouest, les troupes furent retenues par les défenseurs et éprouvèrent de grandes difficultés. L'un des commandants se retira et conduisit ses hommes par une voie détournée jusque dans les collines, d'où elles fondirent sur l'arrière-garde des défenseurs derrière le monastère du Gokurakuji. A la tête de l'aile droite, Odate avait atteint au sud les abords de la ville, mais il s'était fait repousser à Koshigœ, là où jadis Yoshitsune s'était vu refuser le droit d'entrer par son frère Yoritomo. Il regroupa ses hommes et tenta une nouvelle attaque, mais cette fois son armée fut exterminée. Apprenant la nouvelle, Nitta conduisit le centre par Katase et Koshigœ jusqu'à Inamuragasaki, où, profitant du fait

que la marée était très bas ; e, il entra dans la baie et attaqua la ville à partir du sud[74].

En dépit d'une résistance opiniâtre, la défense de Kamakura finit par céder, après quoi le combat se poursuivit dans les rues. Selon une hyperbole habituelle, la chronique raconte que « les cris des guerriers, le sifflement des flèches, le bruit des pieds des hommes d'arme et des sabots des destriers n'arrêtèrent pas durant cinq jours ». A la fin de Ces cinq jours (le 5 juillet), Takatoki mit le feu aux bâtiments du bakufu et se retira avec plusieurs centaines d'hommes dans un monastère, le Tôshôji, où tous se suicidèrent.

Si Nitta Yoshisada fut l'organisateur et l'auteur de la défaite des Hôjô dans l'Est, et si, en fait, il fut responsable de leur destruction, il n'y a pas de doute qu'il jouit de l'appui moral et des encouragements d'Ashikaga Takauji. Du reste, il est douteux qu'il se fût risqué à agir contre la volonté de ce dernier. Dans sa marche sur Kamakura l'accompagnaient des capitaines dont les noms occupent une place de choix dans l'histoire féodale ultérieure : Yamana, Satomi, Horiguchi, Odate, Iwamatsu et Momonoi.

Pour consommer la ruine du régime Hôjô, il fallait encore s'occuper de leurs représentants au Kyüshü et au Nagato. Le *tandai* du Kyüshü, Hôjô Hidetoki, fut pris et tué après avoir défendu quelque temps son quartier général proche de Hakata. Son homologue de Nagato, n'étant pas membre de la famille Hôjô, fut épargné. Ainsi, à la fin de 1333, le bakufu de Kamakura et tous ses organes étaient anéantis, la famille Hôjô était balayée, et une grande partie de la ville qu'avait fondée Yoritomo était réduite en cendres. Toutefois, ainsi qu'un chroniqueur l'a observé, si des centaines de descendants de Hôjô Tokimasa avaient perdu la vie, les lois créées par leur famille demeuraient inchangées. Le système féodal avait survécu, mais il allait subir de grandes vicissitudes.

CHAPITRE XXIII

La restauration de Kemmu

POLITIQUE DE GO-DAIGO

Lorsque, en 1318, Go-Daigo fut monté sur le trône, tout en respectant les vues de son père Go-Uda, il fit clairement savoir qu'il n'envisageait pas d'abdiquer et qu'il entendait gouverner sans ingérence de la part de Kamakura. Il avait une p jlitique bien définie, centrée sur le sol et sur la tenure. Il redonna vie au bureau des Registres *(kirokujo)*, fondé par un de ses prédécesseurs en 1069 pour étudier les droits des grands propriétaires quant à l'immunité de leurs domaines. Cette administration n'avait jamais bien fonctionné, et ses fonctions avaient été reprises après quelques années seulement par le secrétariat de I'm. Quand Go-Daigo décida d'en faire une cour de justice pour le règlement des querelles foncières, elle était tombée en désuétude. L'élargissement de son champ d'action était pourtant tout naturel, car la plupart des procès et des plaintes concernaient la question très controversée de la propriété des droits sur la terre et sur ses produits.

Dans les discussions qu'ils eurent avec lui, les conseillers de Go-Daigo lui firent comprendre que la multiplication des domaines exemptés avait semé le désordre dans le pays, et qu'il fallait y remédier avant de songer à mettre sur pied un bon gouvernement. Mais durant les années qui s'écoulèrent entre son avènement et sa fuite à Kasagi, en 1331, il n'eut ni le temps ni l'autorité qu'il lui aurait fallu pour gouverner, ayant d'abord à assurer sa position contre le bakufu. Durant son exil (1332-1333), il ne put rien faire d'autre que réfléchir aux devoirs d'un monarque, et lorsqu'il se fut échappé de l'île d'Oki, il dut pour commencer se consacrer au renversement de ses ennemis, les régents Hôjô de Kamakura. De retour à Kyoto après son évasion, il put toutefois se consacrer durant une brève période aux affaires du gouvernement et à l'introduction de certaines mesures de réforme dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle Renaissance ou Restauration de Kemmu, Kemmu étant le nom de la période 1334-1336.

A ce que dit et fit alors Go-Daigo, il semble qu'il crut vraiment possible d'en revenir aux idéaux de l'âge d'or. Il écrivit même un traité (le *Kemmu*

nenchû gyôji) dans l'intention de remettre en vigueur certaines cérémonies de la cour qui étaient tombées en désuétude, et il espéra de façon générale qu'il pourrait faire revivre un passé disparu. Ses conseillers et lui étaient victimes d'un bien étrange aveuglement, car pour tout observateur impartial il devait être clair que les anciennes coutumes n'offraient plus désormais qu'un intérêt presque exclusivement historique. Il était vain de considérer les précédents maintenant que les guerres civiles, les incendies et autres catastrophes avaient irrémédiablement changé le prestige du Trône et le cérémonial de la vie de cour. Le grand incendie de 1177 – que les habitants baptisèrent Tarô, ou Grand Frère, pour le distinguer de son successeur, Jirô, ou Petit Frère – avait à lui seul détruit la plupart des bâtiments publics de Kyoto, y compris les collèges, et causé la perte de dizaines ou même de centaines de milliers de livres et de manuscrits. Ces désastres mirent la dernière touche au déciin de l'ancienne culture métropolitaine, et une fois que le centre du pouvoir réel se fut déplacé à Kamakura, inquiet comme il l'était d'éviter de nouvelles humiliations, le Trône n'eut plus guère le loisir de s'occuper de questions d'élégance et de décorum.

Dans l'esprit de Go-Daigo et de ses conseillers, le principal article de la réforme était évidemment la restauration de l'autorité impériale que le bakufu avait usurpée. Mais il était inévitable que l'on s'intéressât à la propriété foncière, car c'était là la base de l'économie nationale. Kitabatake Chi-kafusa, gentilhomme campagnard doué d'une forte personnalité et appelé à devenir le premier conseiller de Go-Daigo, traita dans ses écrits touchant la succession du problème des domaines exemptés. Selon lui, le développement des manoirs *(shô)* avait au « moyen » âge plongé l'ensemble du pays dans le désordre (« rankoku ni mari »). Ensuite, il montrait comment la nomination des commissaires *(shugojet* des intendants *(jitö) ä* partir de 1190 environ avait changé la forme traditionnelle des choses (« inishie no sugata »), ce qui avait eu pour conséquence la perte de l'art de gouverner[75].

Il était vrai que les exemptions fiscales dont jouissaient les grands propriétaires appauvrissaient le gouvernement central en privant la Couronne de revenus et diminuait son pouvoir en créant au sein de l'État de vastes régions autonomes. Pourtant, Chikafusa admettait que ni les familles militaires ni la noblesse de cour n'avaient jamais rêvé d'abolir ces

immunités, en sorte que l’avenir de la prétendue Renaissance de Kemmu était dès l’abord compromis. Dans son esprit, l’objet de la réforme était de supprimer le système agraire tel qu’il avait évolué sous le régime féodal, et la chose demandait l’abolition des intendants et des commissaires – comme, en fait, de tout l’appareil foncier et fiscal dont le bakufu avait dépendu.

Ce qui devait le remplacer n’est pas clair, mais il semble que Chikafusa projetait un retour à l’administration rurale préféodale par des gouverneurs de province et de district telle que la préconisaient les codes de Taihô (702) et les lois ultérieures. Il n’envisageait certainement aucun partage du pouvoir entre le Trône et les chefs de la classe militaire : il avait horreur des guerriers, qu’il considérait comme les ennemis traditionnels de la Couronne (« südai no chôteki »). Il est évident que Chikafusa avait un courage extraordinaire et un idéal très élevé, même s’il manquait de réalisme. En prêchant un retour aux époques d’Engi et d’Enchô (901-930), dont on vantait la sage législation et le gouvernement éclairé, il supposait qu’une renaissance ou une restauration sont l’équivalent d’une réforme, et en général que ce qui est ancien est bel et bon. Mais la vérité est que l’ancien système, que l’on peut trouver beau en raison de sa symétrie, avait mal marché dès son introduction, et que par conséquent ses avocats de 1334 se rendaient coupables de non-sens ou de sophisme.

Rien ne prouve que Go-Daigo avait l’intention de revenir à la politique de cette époque. Son but était de restaurer le pouvoir personnel du souverain, et son principal souci politique, de limiter le pouvoir du bakufu. Il devait s’occuper de problèmes immédiats, et des projets élaborés de renaissance ne l’intéressaient pas. D’ailleurs, la plupart de ses nobles se moquaient du mouvement de « Retour à l’Engi ». Les seules mesures prises par Go-Daigo que l’on puisse inscrire dans ce cadre sont son refus catégorique de nommer un shogun doté des pleins pouvoirs que Yoritomo avait obtenus et l’abolition de la charge de *kampaku*.

Il ne fait aucun doute que les commissaires et les intendants abusaient lamentablement de leur pouvoir ; mais dans le programme de réforme élaboré par Go-Daigo et par ses conseillers, il n’y avait aucun effort sérieux pour réglementer, et moins encore pour supprimer, les manoirs. On tentait de contrôler les agissements des commissaires et intendants dans des cas bien précis, mais non en général comme une question de principe. Toucher au *shô* – désormais un système très complexe de droits et d’obligations –

correspondait du reste dans la plupart des cr s à priver de loyaux fonctionnaires ou guerriers de récompenses tout à fait meritées, et les tentatives dans ce sens provoquaient d'ordinaire un ressentiment tel que la stabilité du Trône s'en trouvait ébranlée. Malgré leur haine du bakufu, Go-Daigo et Chikafusa, tout comme Kusunoki et le prince Morinaga, ne pouvaient oublier qu'ils devaient leur succès contre ses troupes à des guerriers provenant de manoirs des provinces orientales.

Du fait que la période durant laquelle Go-Daigo put gouverner paisiblement fut brève, elle ne porta que peu de fruits, et sa politique ne demande pas à être étudiée en détail. Mais il vaut la peine de relever certaines de ses initiatives dans le domaine de la propriété foncière, car les échecs aussi sont instructifs. Lorsqu'il revint d'exil, il commença par séjourner brièvement au Tôji, un ancien et puissant monastère Shingon situé au sud de la ville. Ensuite, il s'installa dans une demeure dite palais Tominokôji à cause de sa situation à l'intersection de la Nijô (Deuxième Avenue) et de la Tominokôji (route de la Fortune), où des travaux de restauration et d'agrandissements avaient été faits à son intention. Aussitôt là, il consacra son attention aux biens de la ligne aînée, lesquels comprenaient les domaines de Go-Fushimi, de Hanazono et de Fushimi. Il décida de s'en occuper personnellement ainsi que d'autres manoirs, entendant par là veiller à leur juste distribution. Ainsi, il donna le revenu fiscal de la province de Harima à son rival Kôgon In, et il confirma dans leurs possessions des monastères comme le Tôji et le Daitokuji, par piété d'une part, mais également pour s'assurer l'appui de puissants hommes d'Église. Il avait adopté cette politique depuis son avènement, croyant que l'influence de l'Église contrebalancerait la force du bakufu ; et durant son année d'exil, le soutien accordé aux grands monastères s'était en effet révélé fort utile à Morinaga et à Kusunoki.

Bien que la politique foncière de Go-Daigo jouît peut-être d'une certaine faveur parmi les grands propriétaires, elle fit très mauvaise impression chez les fermiers de moindre importance et les travailleurs agricoles. Le nouveau régime ne supprima aucun des abus dont ils étaient victimes, et les registres tenus par les moines du Tôji démontrent que l'Église n'était pas un propriétaire moins cupide que le plus avare des laïcs. Le monastère recevait un flot de plaintes touchant la façon dont les intendants et autres traitaient les fermiers et les travailleurs. Les archives du Tôji renferment un document

intéressant daté de juillet 1334. Il s’agit d’une plainte des fermiers d’un certain manoir (le Tarashô), où, disent-ils, quand le domaine revint au monastère, ils espéraient mener une vie paisible, mais où, pour leur malheur, ils s’étaient aperçus que, loin de réduire leurs charges, le Tôji levait des impôts plus lourds que ceux du temps des Hôjô et se rendait généralement coupable d’une cruelle oppression. Bien d’autres doléances allaient dans le même sens, déplorant que la situation eût été meilleure lorsque le bakufu était en place. Ainsi, dans un document de septembre 1334, on se plaint que, dans un manoir dont le Tôji est le premier propriétaire, plus de six cents hommes aient été enlevés aux champs et mis à travailler sur les terres mêmes de l’intendant. Il est peu vraisemblable qu’un tel abus de pouvoir de la part d’un vassal eût été toléré par le bakufu ou par le régent.

De plus, les moines se révélaient très durs, et les plaintes émanant de fermiers du Tôji ou d’autres établissements du genre recevaient rarement un accueil favorable. C’est ainsi qu’en 1346, soit plus de dix ans après le retour de Go-Daigo au pouvoir, quarante-quatre fermiers signèrent une plainte contre le Tôji, demandant l’expulsion de deux moines particulièrement malhonnêtes. On acquiesça à leur requête, mais les moines revinrent peu après sans rien changer à leur conduite. En fait, la discipline féodale avait été remplacée par l’anarchie. Quand, en 1333, Go-Daigo concéda un certain manoir au Tôji, des hommes furent envoyés pour en prendre possession. Mais ils furent chassés par l’ancien intendant, qui s’opposa avec ses sbires aux émissaires mêmes de la cour. Et ce n’est qu’en 1335 que le commissaire de la province parvint à rendre le domaine au monastère.

On aura compris que la population agricole n’avait aucune confiance dans les réformes. Les petits fermiers ne pouvaient compter sur la protection du gouvernement de Kyoto, et les paysans ne voyaient aucune amélioration, au contraire, dans leur situation. Parfois, ils montraient des signes de révolte, et il arrivait que le désespoir les pousse à s’enfuir comme leurs ancêtres du vue siècle. Ils n’avaient nulle confiance en la justice de leurs propriétaires, comme l’attestent ces mots tirés d’une requête de l’époque de Kemmu : « Quand bien même Votre Seigneurie ne nous considérerait pas comme des êtres humains… » (« hito to oboshi-mesare sôrawazu to mo »). Et les propriétaires grands et petits eux-mêmes ne désiraient nullement une redistribution des droits fonciers, à laquelle ils ne

donnaient même pas leur approbation théorique. La plupart d'entre eux réclamaient davantage de terres et de droits en récompense de l'aide qu'ils avaient apportée à la cause loyaliste, qui (c'est vrai) n'aurait pu triompher sans eux.

Il n'est pas certain que Go-Daigo ni Chikafusa aient pleinement compris les sentiments de la classe militaire et tout ce que le pays lui devait, même si l'empereur semble avoir cru possible de persuader les guerriers et la noblesse de cour de collaborer. En fait, le personnage de Go-Daigo a quelque chose de mystérieux car ses actions ne cadrent pas avec sa réputation de savoir et de sagesse. Chikafusa disait de lui : « Il se lève tôt et se retire tard. Il écoute les doléances du peuple et tout le monde le respecte. » De même, l'empereur abdicataire Hanazono (qui eût pu se montrer rancunier) loue son art de mener les affaires en période difficile, et va même jusqu'à dire qu'il a rétabli la pureté du gouvernement. Mais peu de chose justifie cet éloge dans l'histoire de son règne après son retour d'Oki, car ce ne fut qu'une suite de folies et d'erreurs nourries de bons sentiments. Il mérite sans doute sa réputation de lettré, et il est certain qu'il montra beaucoup d'intérêt pour la nouvelle philosophie confucéenne des maîtres Song, que les jeunes nobles de la cour étudiaient alors avec enthousiasme.

Il se peut que ses études l'aient qualifié pour parler théorie politique, mais sa connaissance de la philosophie ne semble pas lui avoir appris à résoudre les problèmes pratiques auxquels il était confronté. Le premier d'entre eux résidait dans les récompenses auxquelles ceux qui l'avaient aidé prétendaient avoir droit et qu'ils réclamaient devant les tribunaux. Les régents Hôjô n'avaient pas pu récompenser leurs partisans parce qu'ils manquaient de terres à cet effet, mais Go-Daigo avait à sa disposition tous les biens de la famille Hôjô, qu'il avait confisqués lors de sa défaite. De cette abondance matérielle, il ne fit pourtant qu'un très piètre usage. Le favoritisme était endémique, la corruption courante, et les plus riches domaines échurent à ceux qui ne méritaient rien, tandis que les services de ceux qui s'étaient dévoués sans compter à sa cause restèrent sans récompense.

L'histoire de ces récompenses mérite d'ailleurs qu'on s'y arrête, car elle est essentielle à la compréhension de la politique compliquée des décennies suivantes. Après une première distribution dont bénéficièrent certains

établissements religieux en a< ût 1333, on entreprit de partager les domaines Hôjô, et, dès que la chose fut connue, les guerriers arrivèrent en masse à Kyoto pour faire valoir leurs droits – chacun marchant sur les talons de celui qui le précédait, s'il faut en croire les chroniqueurs. Vers la mi-septembre, on annonça de quelle façon seraient récompensés ceux qui avaient mené le combat. Les nominations effectuées alors, et dont certaines s'accompagnaient de revenus substantiels et d'autres de précieuses prérogatives, furent les suivantes :

Kitabatake Akiie, gouverneur du Mutsu

Ashikaga Takauji, gouverneur du Musashi et commissaire d'autres provinces orientales

Nitta Yoshisada, gouverneur de l'Echigo et vice-gouverneur du Kôzuke et du Harima

Kusonoki Masashige, gouverneur du Settsu et du Kawachi

Nawa Nagatoshi, gouverneur du Hôki

Shôni Sadatsune, commissaire du Chikuzen et du Chikugo

Shimazu Sadahisa, commissaire de l'ösumi

On voit à ces nominations que ce furent les guerriers, et non les officiers civils, qui obtinrent les positions les plus puissantes, y compris celle de gouverneur, traditionnellement réservée aux civils. Ils étaient les dirigeants quasi indépendants de vastes régions, équivalant parfois à trois provinces. (Chigusa Tadaaki reçut trois grandes provinces et de nombreux fiefs plus petits ; mais il ne vécut pas assez longtemps pour en jouir.) Ainsi, la première mesure de réforme prise par Go-Daigo allait à l'encontre d'un quelconque projet de retour des provinces au pouvoir civil. Il faut toutefois dire que, dans certaines provinces, il nomma côte à côte un gouverneur et un commissaire, sans favoriser dans son choix les candidats civils ou militaires.

Il fallut ensuite s'occuper de récompenser les guerriers de moindre importance ayant apporté leur soutien à la cause loyaliste, ce qui revêtait la plus grande urgence si la cour tenait à garder leur appui. Et c'est là que Go-Daigo et ses conseillers commirent une faute irréparable en laissant les choses traîner en longueur, d'une part parce que les tribunaux chargés de ce

travail étaient composés de gens sans expérience, et d'autre part parce que leur tâche était difficile, sinon impossible.

Un mois après son retour de Hôki dans la capitale, l'empereur créa un bureau chargé de déterminer les récompenses pour les services rendus à la Couronne. On lui donna le nom d'Onshogata (bureau des Récompenses), et il commença ses fonctions après que l'empereur eut lui-même décidé avec son conseil de la façon dont il convenait de récompenser les grands généraux, soit au commencement de septembre 1333. Aussitôt, les requérants affluèrent dans la ville, assaillant le bureau. Outre une foule de guerriers, il y avait parmi eux des délégués de monastères et sanctuaires qui prétendaient avoir contribué au succès de la cause loyaliste en priant et en fournissant des soldats et des vivres. Il ne fait aucun doute qu'ils avaient rendu ce genre de services et que le parti de la cour avait fait des promesses qu'il ne pouvait tenir.

La confusion qui régnait dans la ville nous est décrite dans un recueil divertissant (le *Kemmu nenkan kï),* qui comprend des railleries prétendument écrites sur les murs par des habitants à l'esprit satirique. « Qu'est-ce qui est à la mode aujourd'hui dans la ville ? » demande la première d'entre elles. Réponse : « Les agressions nocturnes, le vol et les faux titres. » D'autres se moquent des guerriers qui singent les vêtements et les manières de la noblesse, ou des efforts des requérants pour obtenir que les tribunaux les entendent. D'autres enfin déplorent la fin de la bonne éducation au profit de la vulgarité, disant par exemple : « Pas de distinction entre haut et bas dans un monde de licence et de désordre. »

Le bureau des Récompenses et autres institutions avaient affaire à des revendications soigneusement étudiées. Leur description écrite demeure impressionnante. Mais le personnel employé manquait essentiellement d'expérience, et se composait d'hommes nommés grâce à leurs relations qui gagnaient des salaires qu'ils ne méritaient pas, car il faut se souvenir que, dans la capitale, les bureaux administratifs n'exerçaient plus depuis longtemps d'autorité réelle, alors que le gouvernement de Kamakura avait formé une administration civile hautement efficace[76]. L'appareil qui rendait les jugements était de ce fait incommode et coûteux, cependant que les domaines dont disposait le gouvernement pouvaient à peine répondre à toutes les requêtes raisonnables. On ne saurait donc s'étonner que les requérants les plus sûrs de leur fait n'aient pas accepté les erreurs qu'il en

résulta, et aient perdu le sentiment de loyauté qu’ils pouvaient avoir éprouvé à l’égard du gouvernement.

L’incompétence de l’administration fut en outre aggravée par une stupéfiante imprudence de la part de Go-Daigo. Peu après son retour à Kyoto, il projeta la construction d’un nouveau palais qui exprimât la majesté du Trône. Il y avait un besoin réel de nouveaux bâtiments. L’enceinte du palais intérieur, détruite par l’incendie de 1227, n’avait pas été reconstruite, en sorte que depuis plus d’un siècle le souverain vivait soit dans un palais provisoire, soit dans la demeure d’un noble, soit encore dans un monastère. Cependant, le moment n’était pas venu de se montrer prodigue, et un empereur plus sage eût remis à plus tard l’extravagance projetée. Mais Go-Daigo s’entêta. Le trésor impérial étant vide, il ordonna aux vassaux et aux intendants de tous les domaines de verser à la Couronne un vingtième de leur revenu foncier, et exigea en outre des paiements en nature. Le revenu fiscal entier de deux provinces fut réservé à la même fin, et l’on frappa de nouvelles pièces de cuivre[77]. Dans le même temps, les cours d’enquêtes n’accordèrent que de rares récompenses à ceux qui en sollicitaient.

Ainsi, tandis que les requérants se plaignaient à juste titre qu’on les fît si longtemps patienter, la nouvelle se répandit dans le pays que les guerriers devaient non seulement attendre ce qui leur était dû, mais qu’il leur faudrait par ailleurs payer de luxueuses constructions dans la capitale. Un décret impérial publié le n ême mois et interdisant toute extravagance en matière de vêtement confère à la situation une saveur ironique.

C’est là l’un des nombreux cas où l’empereur et ses conseillers firent preuve d’une totale incompréhension à l’égard du pays. La cour croyait encore que les guerriers s’étaient soulevés pour détruire les régents Hôjô par loyauté envers le Trône plutôt que dans l’espoir de se partager le butin d’une guerre civile – auquel beaucoup estimaient d’ailleurs avoir droit par avance, eux-mêmes ou leurs pères n’ayant pas obtenu de Kamakura la récompense qu’aurait dû leur valoir le fait d’avoir repoussé les Mongols. La réalité était que la cour n’avait pas tenu ses engagements, et s’aliénait ainsi ceux qu’elle croyait dévoués à sa cause.

Tous les loyaux propriétaires furent confirmés dans leur tenure, mais ils purent rarement obtenir ne fût-ce qu’une audience pour faire valoir leurs revendications. Comme on l’a vu, les fonctionnaires chargés de juger leurs

cas étaient des civils et des militaires haut placés, comme Kusunoki et Nawa, qui avaient pris part au combat dès le départ, et parfois des hommes ayant eu à Kamakura une expérience de l'administration. Mais la plupart d'entre eux étaient complètement dépassés par l'abondance des documents qui leur étaient soumis et ne savaient qu'en faire. Cependant, l'inexpérience n'expliquait qu'en partie la difficulté. Même si les commissions et tribunaux avaient été hautement organisés et composés de gens capables, avec les domaines confisqués à disposition, ils n'auraient pu donner satisfaction qu'à une fraction des requérants. Il faut enfin dire que, aux époques les plus favo-rabies, débrouiller les complexités de la tenure foncière au Japon était une affaire longue et laborieuse même pour l'enquêteur le plus expérimenté.

Dans ces conditions, il était inévitable que de nombreux requérants cherchent à arriver à leurs fins par la corruption. Il était plus facile d'avoir l'oreille d'une des favorites du Palais que celle d'un juge, et les solliciteurs suivant cette procédure irrégulière avaient même une chance d'obtenir des domaines sur lesquels ils n'avaient aucun droit. Désespérés, les directeurs du bureau des Récompenses démissionnèrent l'un après l'autre, et une grande partie des terres confisquées à disposition échut à des courtisans, ou à leurs amis et à leurs favorites. On raconte que Genshi, l'épouse favorite de Go-Daigo, obtint ainsi les domaines du général Hôjô Osaragi, et que des petits fonctionnaires, des danseuses et autres entrèrent en possession de propriétés de valeur.

Les sources qui rapportent ces histoires ne sont pas vraiment dignes de confiance, du fait surtout que les auteurs du *Taiheiki*, principal roman historique de la période, se complurent à parer un récit plutôt plat des couleurs les plus vives. Mais que les fonctionnaires fussent ou non à blâmer, il est clair que le système de distribution et les organes chargés de l'appliquer furent un complet échec, et que les guerriers finirent par prendre eux-mêmes les choses en main.

La cour impériale fut sans doute plus d'une fois coupable, car tout porte à croire que les courtisans et les dames du palais s'immiscèrent dans les affaires des tribunaux et influencèrent leurs verdicts dans maints cas pendants, ou même les amenèrent à revenir sur leur décision lorsqu'un domaine avait déjà été attribué. Les octrois de ce type, résultant d'un ordre appelé *rinji*[78], se multiplièrent à tel point qu'ils perdirent toute valeur et

devinrent un objet de dérision parmi le peuple, surtout depuis l'époque où même de faux rinji se mirent à circuler.

Dans son *Jinnö shötöki* (1339), Kitabatake Chikafusa admet que le gouvernement ne s'était pas montré à la hauteur sur le chapitre de la distribution des terres, mais soutient que les requérants étaient eux aussi à blâmer, car sacrifier ses biens et même sa vie était du devoir d'un guerrier, et réclamer une récompense était indigne d'un gentilhomme. Il dit en outre que la guerre dynastique qui suivit le règne de Go-Daigo fut le résultat des prétentions d'un nombre de personnes illimité à une quantité de terres limitée. Dans cette affirmation, bien qu'il ne pût pas le savoir, Chikafusa résume toute l'histoire du Japon, de ses débuts aux temps modernes.

A Kyoto, le mécontentement était tel qu'à la fin du mois d'août 1333 déjà, les autorités provinciales reçurent l'ordre d'empêcher guerriers et civils de se rendre dans la capitale pour y défendre leur cause. Mais rien ne put endiguer le flot des requérants qui s'y précipitaient, et les guerriers ne tardèrent pas à se dresser contre la noblesse de cour qui osait les traiter avec condescendance. Il se trouvait toutefois un chef de clan guerrier auquel les courtisans ne pouvaient se permettre de déplaire. Lorsque avait commencé la distribution des honneurs, Ashikaga Takauji avait été nommé gouverneur du Musashi et commissaire de plusieurs provinces orientales. Il avait été élevé en grade, et traité avec la plus grande considération par Go-Daigo, qui lui avait même accordé des faveurs exceptionnelles ". Chikafusa ne l'aimait pas. Il le considérait comme un soldat cupide, sans grand mérite et d'une famille médiocre, car les Ashikaga étaient des Seiwa Genji, tandis que sa famille à lui était de la branche des Murakami, plus ancienne et plus distinguée[79].

Chikafusa était un aristocrate, et sa haine des guerriers ne se fondait pas que sur des raisons politiques. Au fond, toute la noblesse méprisait les soldats arrivistes qui depuis plus d'un siècle la privaient de ses droits. A présent, les jeunes nobles et le peuple même de la capitale se moquaient des soldats, qui ne savaient pas comment se comporter à la cour, ne s'habillaient pas comme il faut et n'avaient pas l'accent voulu. Ils se moquaient des requérants venus de la campagne, qui, leurs documents dans un panier, se dirigeaient d'un pas pesant vers le bureau des Récompenses.

Mais les nobles de la cour ne pouvaient pas traiter les descendants des grands Minamoto avec le dédain que leur inspiraient les gentilshommes de la campagne. Les aristocrates de la capitale avaient peut-être espéré qu'on en reviendrait à l'époque où les hommes d'armes des Taira et des Minamoto n'étaient que des serviteurs et des policiers, mais Takauji et ses hommes avaient d'autres idées, et les moyens de les réaliser. Ils savaient que c'était leurs armes qui avaient permis le retour de l'empereur, et que, s'ils le voulaient, ils pouvaient abattre ce qu'ils avaient élevé. Le poids de la tradition était tel que certaines grandes familles de l'Est considéraient la destruction du camp Hôjô non comme un coup à la caste des guerriers en général, mais seulement comme la fin des Taira et le prélude à une grande renaissance Minamoto. Tout ce qu'il fallait, c'était un chef puissant et audacieux, et c'est probablement tout < e qu'on attendait, car vers la fin de 1335 (la deuxième année de Kemmu) l'ensemble de la classe des guerriers paraît avoir perdu la foi qu'elle était susceptible d'avoir dans la prétendue renaissance ou réforme. Les plus sages parmi les dirigeants avaient fait de leur mieux pour maintenir l'harmonie entre éléments civils et militaires au sein de l'État, mais cette tentative avait échoué comme par le passé et comme ce serait de nouveau le cas à l'avenir, jusqu'au milieu même du xixe siècle, où fut lancé en vain un appel au *kôbu gattai* – l'union des civils et des militaires. Dans la trame de la vie nationale se trouvait tissé un violent contraste entre le courtisan et le soldat.

L'une des chroniques résume la situation qui régnait à la fin de l'année 1333 en disant que les guerriers et les nobles de la cour étaient comme le feu et l'eau : incompatibles.

les affaires provinciales

Si l'empereur et ses conseillers consacraient tout naturellement l'essentiel de leur attention aux affaires de la capitale, ils ne pouvaient pas négliger les-régions du pays plus distantes, notamment les provinces de l'Est et du Nord, qui avaient été jusque-là sous le contrôle direct du bakufu. Nommer un shogun résidant à Kamakura serait un premier pas dans le sens d'un retour au régime militaire, et il fallait de ce fait trouver une forme de compromis. On procéda donc à une nouvelle nomination, de portée limitée. A la fin de 1333, Kitabatake Akiie, fils de Chikafusa, reçut l'ordre d'escorter le huitième fils de Go-Daigo, le prince Norinaga (alors âgé de six ans), dans la province de Mutsu. Le prince y fut installé en tant que gouverneur général de toute la région nord, qui comprenait à la fois le Mutsu et le Dewa. Chikafusa et une suite de guerriers et d'officiers civils l'accompagnaient, et tout le monde s'installa dans la forteresse de Taga, ancien poste frontière créé au ixe siècle, alors que les colons s'efforçaient de repousser les aborigènes vers le nord[80].

Sans doute pour contrebalancer cette nomination, au début de 1334, Ashikaga Tadayoshi, frère de Takauji, escorta dans l'Est (apparemment sans mandat impérial) le prince Narinaga, un autre des nombreux fils de Go-Daigo, alors dans sa onzième année, qui fut installé à Kamakura comme gouverneur de la province de Kôzuke avec Tadayoshi pour représentant[81]. Ce n'était pas le signe d'un retour au gouvernement de Kamakura, mais la nomination de Tadayoshi à une positionclé montrait que les guerriers dirigeants, dont Takauji était le plus puissant, n'étaient pas prêts à abandonner toutes les décisions politiques aux ministres civils de la capitale. En 1333, peu après le retour de Go-Daigo à Kyoto, on avait créé un bureau chargé de la surveillance des guerriers dans la ville, où ils se montraient déjà indisciplinés et violents. Ce bureau portait le même nom qu'une institution précédente, le *musha-dokoro*, dont la fonction était d'assurer l'ordre parmi les guerriers envoyés à Kyoto pour protéger le souverain rétabli et son palais. Le nouveau *musha-dokoro* fut placé sous le commandement de la famille Nitta, avec un état-major comptant soixante-quatre officiers, dont Kusunoki et Nawa. Sa composition paraît indiquer qu'il était opposé à Takauji, qui était sans doute responsable du transfert des

hommes des Nitta de l’Est, où ils auraient pu créer des ennuis, à Kyoto, où l’on pouvait les surveiller. Ses membres étaient certainement en rapport avec le prince Morinaga, qui avait renoncé à sa sainte charge d’abbé Tendai pour se faire une place dans la vie publique – sous l’étroite surveillance des Ashikaga.

Morinaga avait été désigné par Go-Daigo comme *sei-i tai-shögun,* ce qui lui avait valu l’hostilité de Takauji, qui convoitait ce poste. En fait, Morinaga ne reçut jamais officiellement le titre de shogun, mais Takauji continua à le considérer comme un obstacle à son propre avancement. Comme on l’a vu, il ne croyait pas que la défaite des Hôjô et l’anéantissement du bakufu de Kamakura annonçaient le déclin de la classe militaire comme puissance gouvernementale. Il se voyait prendre la place des anciens dirigeants du bakufu, non pas en tant qu’usurpateur, mais en rétablissant et en continuant la véritable tradition Minamoto, car lui-même descendait en droite ligne d’illustres Genji, et il était parfaitement qualifié par la naissance et par le talent pour leur succéder à la tête de la classe militaire.

Quand la garnison du Rokuhara fut détruite, en 1333, Takauji s’installa aussitôt sur les lieux et créa un bureau de contrôle *(bugyôsho).* Le but de ce dernier était de maintenir l’ordre dans la capitale, et il occupait non seulement les locaux mais aussi les fonctions de l’ancien quartier général du Rokuhara. La chose montrait clairement que Takauji entendait assurer la continuité du pouvoir militaire dans l’État, car non content d’appliquer des mesures disciplinaires aux soldats et aux civils qui se conduisaient mal dans la ville, il étendit les fonctions de son bureau à la campagne environnante, surveillant les grand-routes, distribuant des passeports, exerçant de façon générale les pouvoirs qui, précédemment, appartenaient aux représentants *(tandai)* du bakufu.

Dès lors, quoiqu’il jouît toujours de la faveur de Go-Daigo, Takauji ne fit rien pour s’assimiler au pouvoir civil. Il se tint à l’écart quand furent formés le bureau des Récompenses et autres cours chargées d’étudier les requêtes, et les requérants mécontents se tournèrent tout naturellement vers lui. Sa puissance militaire était alors plus grande, du moins potentiellement, que celle de tout autre commandant féodal. Nitta Yoshisada venait ensuite, mais il ne disposait pas de forces suffisantes pour le défier, et dans une société féodale où les ancêtres comptaient beaucoup, Ashikaga occupait une

position supérieure à la sienne. Seul le prince Morinaga était de taille à contrecarrer les projets de Takauji. Le prince était tout dévoué à la cause impériale, et par tempérament il était en faveur d’un gouvernement exclusivement civil, où il n’) aurait pas de place pour un généralissime ambitieux ni pour une institution militaire comme le bakufu. Dans ces conditions, il était inévitable qu’il y ait un affrontement entre les deux hommes, et il ne tarda pas à se produire.

En mars 1333, Morinaga était resté cloîtré au Yoshino, et il s’était volontairement tenu à l’écart de Kyoto pour observer les événements durant la première partie de l’année. Puis il gagna la capitale, où il était très estimé par le parti de la cour, qui le considérait comme le principal artisan de la restauration du régime impérial. Cependant, Takauji estimait pour sa part que le destin avait fait de lui le défenseur de l’ordre féodal. Et lorsque le nouveau gouvernement commit ses inévitables erreurs, il grandit dans l’esprit des guerriers déçus et devint pour eux celui qui pouvait les sauver en faisant revivre le bakufu tel qu’il était à ses débuts. Malgré la piètre qualité des derniers dirigeants Hôjô, le peuple en général avait le sentiment de devoir à Kamakura un siècle de gouvernement stable et de justice impériale. Les Ashikaga avaient donc de nombreux partisans, et ceux-ci se multiplièrent tandis que diminuait l’espoir d’un bon gouvernement civil.

De son côté, Morinaga était assuré de la sympathie et, au besoin, de l’aide active d’hommes comme Nitta Yoshisada et Nawa Nagatoshi, que Takauji s’était mis à dos. Lorsque les desseins de ce dernier devinrent évidents, l’empereur et ses conseillers furent tentés de recourir à la force, mais ils n’étaient pas encore assez forts et décidèrent donc de cacher leur mécontentement. Mais en juillet 1334, une rumeur parvint à Takauji selon laquelle Morinaga se préparait à l’attaquer, et ses soupçons s’étendirent alors à Yoshisada et à Nagatoki (Renshi, l’épouse favorite de l’empereur, détestait son beau-fils Morinaga, et il est probable qu’elle dressa Takauji contre lui.)

Il mit sa maison de Kyoto en état de défense et posta des hommes d’armes dans les rues voisines. Le jour de l’attaque attendue passa sans incident, et pour l’heure Takauji ne prit pas d’autres mesures.

Go-Daigo savait tout cela, mais quand Takauji se plaignit, il protesta de son innocence et accusa Morinaga. Après avoir attendu plusieurs mois le moment favorable, Takauji fit arrêter Morinaga par ordre impérial et

l’enferma dans les locaux du *musha-dokoro*. Quelques semaines plus tard, Morinaga fut emmené à Kamakura avec certains de ses partisans qui avaient aussi été arrêtés, et, étroitement gardé jusqu’en août 1335, il fut enfin tué sur l’ordre de Tadayoshi, frère de Takauji[82].

Dans cette triste histoire, l’empereur Go-Daigo joue un rôle désolant. Les ouvrages historiques traditionnels en font d’ordinaire un personnage romantique, la victime de forces mauvaises contre lesquelles il lutta en vain. Mais il est difficile d’admirer, et même d’excuser, un homme qui, maintes fois, renia ses amis et ses partisans. Ce fut Go-Daigo qui jura ne rien savoir des complots que le bakufu avait découvert, qui, sans même faire mine de protester, laissa arrêter et torturer ses plus loyaux soutiens, et qui ne leva pas le petit doigt pour sauver son fils. Si les annales de son époque sont dignes de confiance, il n’avait pas grand-chose pour inspirer l’admiration. En eût-il été autrement, l’histoire du Japon eût peut-être suivi un cours moins sanguinaire durant le demi-siècle suivant.

Go-Daigo ne manquait pas de conseillers fidèles et courageux, d’hommes doués pour la paix aussi bien que la guerre, mais il semble qu’il n’ait pas tiré d’eux le meilleur parti. Madenokôji Fujifusa, fils de Nobufusa, par exemple, était un ardent défenseur de la ligne cadette, mais il n’avait pas foi dans la politique de Go-Daigo et démissionna de toutes ses fonctions avant de disparaître. Le grand historien et lettré japonais Arai Hakuseki (1657-1725) émet sur Go-Daigo un jugement peu flatteur qu’il conclut en ces termes : « Rien d’étonnant à ce que le pays fût dans un état de confusion. » Le *Nihon gaishi* exprime par ailleurs une opinion semblable.

Un sermon prononcé par Musô Kokushi en 1351 est lui aussi défavorable à l’image de Go-Daigo. Touchant les sentiments de Morinaga, un passage du *Baishöron* dit qu’il haïssait davantage son père en raison de sa trahison qu’il ne détestait les guerriers du fait de leur hostilité. Pour sa défense, on peut bien sûr arguer que lorsqu’on dirige un pays perturbé où la cruauté est monnaie courante, il est normal d’avoir recours à des méthodes barbares ; mais dans toute société civilisée de n’importe quelle époque, le courage et la compassion ont été des vertus.

Tout bien considéré, il n’y a pas grand-chose à dire en faveur de la classe dirigeante de la capitale. Après plus de deux siècles de pouvoir délégué, ses membres étaient sans expérience dans le domaine de l’administration.

Lorsque le moment vint pour eux de faire preuve d’autorité, ils avaient perdu l’habitude de commander et ils ne savaient pas convaincre. Ainsi, alors que les aînés fermaient les yeux sur un gouvernement plus que douteux, les cadets se passionnaient pour le nouveau confucianisme et brûlaient d’appliquer ses principes dans la direction des affaires de l’État. Ils étaient au mieux comme les plus sérieux de nos étudiants en sciences politiques, lorsque, en période de tension, ils s’attaquent aux dures réalités gouvernementales.

En fait, la classe guerrière de tout le pays était dans un état d’efferves-; cence que des mots ne pouvaient calmer. Car pour un requérant qui obtenait satisfaction, il y en avait un au moins, et d’ordinaire plusieurs, qui se sen-i taient lésés, en sorte que même si les juges et les assesseurs de Kyoto ; s’étaient montrés rapides et justes en rendant leurs verdicts, la noblesse ter-- rienne de province eût été mécontente et rebelle. La distribution des postes > de gouvernement provinciaux causait en outre de grandes tensions entre les autorités civiles et les principaux représentants de la classe féodale.

Go-Daigo avait espéré créer dans le gouvernement central une forme de ; collaboration entre les partis civil et militaire, et il prit des mesures dans ce iJ sens, notamment dans les nominations au sein des institutions judiciaires. < Mais il devait être parfaitement conscient que c’est loin de la capitale que i son pouvoir serait vraiment mis à l’épreuve. Il était impossible – étant, donné les droits fonciers acquis – de revenir à l’ancien système des gouverneurs provinciaux nommés par la Couronne et exécutant les instructions ministérielles en provenance de Kyoto. Les ifitendants et commissaires que) Yoritomo avaient mis en place avaient détruit l’ancien tissu de l’administra-J tion locale, et leurs successeurs occupaient une position trop forte pour être 3 remplacés par des fonctionnaires impériaux.

La situation tout entière était irrégulière, car dès le début de l’attribution des récompenses, en 1333, l’empereur nomma à la fois des gouverneurs et des ; commissaires, bien que la charge de commissaire eût été créée par Yoritomo ; pour que le système féodal disposât de représentants bien placés dans les provinces qu’il jugeait importantes du point de vue stratégique ou économique. ; Le commissaire (shugo ») était en fait gouverneur militaire, et ses ordres : passaient généralement avant ceux du gouverneur civil. Le premier commis-; saire nommé par la Couronne semble avoir été Iwamatsu Tsuneie, qui devint commissaire de la province de Hida en août 1333. Il

avait pris part au côté de ; Nitta à l’attaque de Kamakura, et la nécessité de récompenser les services de tels chefs militaires était l’une des raisons pour lesquelles les candidats civils ; et militaires ne pouvaient être traités sur un pied d’égalité.

Le cas de Chigusa Tadaaki, qui avait accompagné Go-Daigo dans son exil et conduit une colonne avancée lors de l’attaque du Rokuhara, constitue peut-être un exemple extrême des faveurs excessives accordées à certains guerriers. En effet, il reçut trois provinces et plusieurs domaines confisqués, et cette récompense parut à ce point disproportionnée que son nom devint synonyme d’extravagance et de dissipation. A l’autre extrême, un guerrier 1 aussi méritant qu’Akamatsu Norimura, qui, à force de coups de main, avait 1 défait les troupes Hôjô de sa province de Harima et hâté du même coup la r chute du Rokuhara, fut traité plus que chichement par l’empereur, qui ne lui donna qu’un unique manoir et lui retira en même temps sa charge de commissaire.

Dans les instructions que reçut Kitabatake Akiie concernant sa nomination dans le Mutsu, l’empereur l’enjoignait d’employer des civils et des militaires en proportion égale. Mais à Kamakura, bien que d’envergure plus modeste, la nouvelle organisation mise en place par Tadayoshi ressemblait à l’ancien bakufu. Kamakura devint une base militaire pour les opérations que Takauji jugerait bon de lancer. Dans le reste du pays, quelles que soient les nominations faites par la Couronne, les grands officiers provinciaux, gou verneurs ou commissaires, seraient de plus en plus souvent des seigneurs terriens jouissant d’une autonomie croissante et régnant parfois sur deux ou trois vastes provinces. En bref, ce qui se passait à Kyoto – les nominations faites, les faveurs accordées, les ordres distribués – n’avait guère d’importance en comparaison des foyers de pouvoir militaire qui se développaient dans l’ensemble du Japon et qui, au cours des prochaines décennies, fusionneraient et essaimeraient de manière imprévisible. Jusqu’ici, les mouvements de restauration ou de renaissance dirigés par les loyalistes n’avaient guère touché que la surface de la vie nationale.

echec du mouvement de renaissance

Le premier conflit grave entre le gouvernement civil et les chefs militaires se produisit lorsque Ashikaga Takauji désobéit à un ordre impérial. Il avait quitté Kyoto pour Kamakura sans autorisation, et plus tard il refusa de regagner la capitale, bien qu’il fût prié de le faire sur ordre du Trône. Mais pour comprendre son action, il convient d’abord de décrire la suite des événements qui conduisirent à son départ de Kyoto et – pour anticiper – à son retour triomphant de février 1336 qui amena l’empereur à s’enfuir.

En mars 1335, deux chefs de clan du Sagami avaient déclenché une révolte et attaqué Kamakura. Ils furent défaits par un partisan de Takauji lors d’un combat désespéré près du Gokurakuji, mais la nouvelle de leur soulèvement alarma la capitale, qui crut à un effort majeur de retour au pouvoir de la part des Hôjô. Croyant de son côté à un coup de main en faveur de Morinaga alors emprisonné, Takauji posta ses troupes dans les principales rues de la capitale. Le parti de Morinaga n’osa rien tenter, ignorant l’importance des forces dont Takauji disposait.

Il y avait certaines raisons de soupçonner le parti des Hôjô, car – comme on l’apprit plus tard – un membre de la famille Saionji, qui avait passé une bonne partie de sa vie dans les cercles militaires de Kamakura, était en rapport avec ce qui restait du clan Hôjô et espérait que son retour remettrait sur le trône les empereurs de la ligne aînée par l’intermédiaire de Kôgon. A la fin de l’été 1335, on avait étouffé l’essentiel des révoltes sporadiques des derniers membres du clan Hôjô, mais en août, Tokiyuki, fils du défunt régent Takatoki, était toujours libre de ses mouvements et commandait des troupes d’une certaine importance. Il attaqua Kamakura et réussit à en chasser le jeune prince Narinaga et son régent, Tadayoshi, qui, avant de s’enfuir, donna l’ordre de faire assassiner le prince Morinaga.

Tokiyuki le poursuivit le long de la route côtière jusque dans la province de Suruga. En apprenant dans quelle situation se trouvait son frère, Takauji demanda à l’empereur un mandat de commandant en chef et de commissaire général (*sei-i tai-shôgun* et *sôtsuibushï)* pour éliminer les rebelles. Et lorsqu’il apprit que sa requête était rejetée, il prétexta des

affaires de famille et prit l’initiative de s’en aller avec ses troupes le 21 août 1335[83].

Il retrouva Tadayoshi sur les rives du Yahagi, dans la province de Mikawa, et tous deux décidèrent alors de suivre la route côtière dans la direction de Kamakura. Tokiyuki avait installé des défenses très puissantes dans le Tötömi, près de l’embouchure de l’Oigawa, un cours d’eau large mais peu profond et facile à franchir. L’avant-garde de Takauji le traversa à gué et contourna le flanc de Tokiyuki, et quand ce dernier battit en retraite, Takauji lui-même se mit à sa poursuite et lui infligea des défaites successives dans le Tötömi, le Suruga, et enfin devant Kamakura. Sans lui laisser la moindre trêve, il envahit la ville le 8 septembte 1335, tuant Tokiyuki et disséminant ce qui restait de son armée. Ainsi, après à peine plus de vingt jours de campagne, Tokiyuki avait rejoint le foyer de ses ancêtres Höjö pour y trouver la mort. Ce n’était qu’un jeune homme, et il n’avait pas de sages conseillers. Ses généraux et leurs familles, les Osaragi, les Gokurakuji et les parents des Nagoshi, jadis dirigeants de la société féodale, durent s’enfuir pour avoir la vie sauve et devinrent domestiques dans les monastères Zen du voisinage.

De son côté, Takauji emménagea dans les appartements des Nikaidô du monastère de l’Eifukuji, à Kamakura, où il reçut la soumission de plusieurs parmi les anciens partisans des Höjö. Des messagers arrivèrent de Kyoto pour le féliciter d’avoir défait les « barbares orientaux » et lui apporter des messages de louange et d’encouragement. On le pressait de regagner la capitale, où devaient avoir lieu des fêtes et des cérémonies d’actions de grâce. Répondant au nom de son frère (qui se tenait modestement à l’arrière-plan), Tadayoshi informa l’empereur que, tandis qu’il vivait à Kyoto sous la menace constante d’attaques de la part de la noblesse de cour et de Nitta Yoshisada, Takauj’se sentait en sécurité à Kamakura et se proposait d’y rester. Takauji entreprit donc de bâtir un palais sur le site de la résidence des anciens shogun et, avec les demeures que se construisirent dans le voisinage des chefs féodaux comme Moronao, la ville compta bientôt de nombreux beaux bâtiments.

La nouvelle des activités de Takauji ne tarda pas à atteindre Kyoto, où l’on se rendit compte qu’il avait pris les pouvoirs que le Trône lui avait refusés. Il récompensait les guerriers de leurs exploits, et il avait même octroyé des manoirs des provinces de Hitachi et de Shinano aux partisans

qui l’avaient bien servi. Il usurpait ainsi la prérogative impériale, et l’on envisagea la possibilité d’envoyer contre lui une armée punitive aux ordres de Nitta Yoshisada, surtout lorsqu’on apprit que Takauji avait nommé un membre de la famille Uesugi commissaire du Közuke, la province natale des Nitta. Dès lors, les membres du parti de la cour se hâtèrent de revenir de l’Est dans la capitale, et ceux dont la loyauté résidait dans l’Est rejoignirent précipitamment Kamakura, chacun empruntant la grand-route, où la circulation augmenta dans des proportions remarquables.

A la fin de l’automne 1335, l’état d’agitation dans lequel se trouvait le pays fut encore aggravé par la nouvelle qu’une armée impériale de plusieurs milliers d’hommes s’apprêtait à marcher sur Kamakura, et que, pour s’y opposer, de nombreuses troupes allaient quitter Kamakura sous le commandement de Kö no Moroyasu[84]. Ce dernier avait reçu pour ordre de traverser la province de Mikawa, de « s’ancrer » à une base sur la rive gauche du Yahagi, et d’attendre là des renforts de la province même de Takauji. Il ne devait franchir le fleuve sous aucun prétexte, car il se trouverait alors dans le Mino, c’est-à-dire en dehors de la sphère d’influence de Takauji. Le 17 novembre 1335, Tadayoshi adressa (au nom de Takauji) à tous les guerriers du pays un appel disant : « Nitta Yoshisada doit être anéanti. Il vous faut rassembler les hommes de votre clan et vous hâter de me rejoindre. »

Cependant, mécontente des initiatives de Takauji, la cour avait envoyé à toutes les provinces un ordre enjoignant aux guerriers de marcher sur Kamakura afin d’éliminer Takauji et Tadayoshi, qui fomentaient une rébellion. Takanaga, deuxième fils de l’empereur, fut alors nommé *seitô shôgun*, ou commandant en chef, pour châtier les rebelles de l’Est, et Nitta Yoshisada l’accompagna comme général avec l’ordre (daté de la fin de novembre) de détruire les deux frères.

Mais à cette date, déçus par ce qu’ils considéraient comme l’échec du gouvernement impérial, la majorité des guerriers étaient prêts à répondre à l’appel d’un chef appelé à commander par la naissance et le talent. Aux yeux de la plupart d’entre eux, Takauji remplissait toutes ces exigences, d’autant plus qu’il pouvait prétendre restaurer la suprématie de la grande famille Minamoto. Quant au peuple, il n’avait pas grand-chose à dire ; mais dans l’ensemble, les cultivateurs en étaient arrivés à la conclusion que mieux valait l’autorité disciplinée des intendants de Kamakura que le

contrôle direct des seigneurs terriens qui devaient leurs domaines à la Couronne.

L’armée de Nitta arriva sur la rive droite du Yahagi aux environs du 10 décembre. Pendant quelques jours, il ne se produisit que quelques escarmouches. Puis Moroyasu divisa ses troupes en trois corps, ceux du nord et du sud devant traverser le fleuve et attaquer l’ennemi tandis que le centre resterait sur la rive. Les deux armées ne s’affrontèrent qu’au moment où un guerrier de Nitta nommé Horigachi prit l’initiative d’avancer et se mit à frapper. Ceux de son camp le suivirent alors à travers le fleuve, pressant tant et si bien Moroyasu qu’il dut battre en retraite en direction du Suruga, où il se retrancha. Mais sa position était faible, et le 20 décembre, malgré le renfort de plusieurs milliers d’hommes commandés par Tadayoshi, il fut battu à plate couture lors de l’affrontement général qui se produisit à Tegoshi-gawara, sur la route côtière orientale, là où se trouve l’actuelle ville de Shizuoka. De nombreux guerriers se rendirent alors à Nitta, mais leur nom a été effacé des chroniques « pour les sauver de la honte ».

Après cette défaite, Tadayoshi se retira dans les montagnes de Hakone, où

11 se retrancha solidement et se prépara à une résistance désespérée avec les redoutables frères Ko et autres commandants. Jusqu’ici, la situation de l’armée loyaliste paraissait prometteuse. Mais Takauji, qui s’était porté au secours de son frère, réussit à prendre par surprise les troupes de Nitta par le côté occidental du col d’Ashigara et leur infligea de lourdes pertes, les contraignant à reculer de plusieurs kilomètres.

Takauji avait conscience que le moment était crucial pour sa campagne, et pour encourager ses partisans, il leur distribua certains manoirs dont il estimait pouvoir disposer. Il assumait ainsi le type de pouvoirs que Yoritomo avait exercés, et en donnant ces récompenses sur le champ de bataille, il allait même plus loin que lui. C’était là un moyen inédit de stimuler ses hommes, car, comme le remarque un chroniqueur, « le poisson mord à l’appât savoureux ».

Le 27 décembre, les troupes impériales se retirèrent dans le Suruga et pri-rent position à Sanoyama. Elles y furent violemment attaquées après avoir perdu l’appui d’un guerrier du Kyüshü, chef du clan Ötomo, qui passa soudain dans le camp de Takauji avec plusieurs centaines de bons combattants. Du fait de cette défection (d’un genre qui, à l’époque, n’avait

rien d’exceptionnel), les troupes des loyalistes cédèrent et furent mises en déroute. Elles se replièrent vers le sud en direction de Mishima. La pluie tomba toute la nuit, et, le matin, l’armée de Kamakura, augmentée des nombreux renforts qui ralliaient maintenant sa bannière victorieuse, ouvrit les yeux sur Mishima qu’elle dominait de son campement. Sans attendre que le temps se dégage, elle fondit sur la ville et obligea Nitta à abandonner sa position et à se retirer durant la nuit dans la direction de la côte. Takauji le rattrapa peu après le lever du jour, au moment précis où il rejoignait la grand-route longeant la baie de Suruga. Une bataille désespérée s’y engagea, où, si l’on en croit un narrateur, « les pas des hommes d’armes retentissaient comme un millier de commotions terrestres ». Ce qui restait de l’armée de Nitta atteignit non sans peine le Fujikawa et franchit ses eaux bouillonnantes par un pont suspendu.

Takauji et Tadayoshi réunirent alors leurs armées et foncèrent sur Ukishima, où ils s’arrêtèrent pour camper en terrain plat près de la route. Là, ils tinrent conseil pour décider s’il convenait que l’un d’eux, ou les deux, retournât à Kamakura pour en assurer la sécurité. Au lieu de quoi ils convinrent de marcher ensemble sur Kyoto. L’hiver battait son plein, et la neige était si épaisse qu’on ne distinguait pas les collines de la plaine. Un vieux proverbe disait que le guerrier de l’Est regarde vers l’Ouest. Il s’appliquait à Noriyori et Yoshitsune, à Yasutoki et à Tokifusa, et maintenant à Takauji et à Tadayoshi, qui se n irent en route pour Kyoto.

Tandis que Takauji poursuivait les troupes impériales, il fut rejoint par des guerriers venant des huit provinces de l’Est et des régions côtières, et lorsqu’il arriva dans le Mino son armée était si nombreuse qu’elle débordait les villages des montagnes. Des moines issus d’une confrérie montagnarde et favorables aux loyalistes choisirent ce moment-là pour porter une attaque surprise contre l’arrière-garde de Takauji, mais leur projet fut éventé et ils furent bientôt mis en fuite. Le lac Biwa était tout proche, et une bonne partie des fuyards s’échappèrent par bateau.

A partir de là, l’armée de Kamakura fut divisée en trois corps séparés, qui devaient attaquer la ville par les accès habituels, c’est-à-dire par les ponts de Seta et d’Uji et la route venant de Yodo. Les combattants furent à pied d’œuvre le troisième jour de la nouvelle année, soit le 16 février 1336. Nitta avait dressé une tour au centre du pont d’Uji. Dans la nuit du 21, Takauji essaya de le prendre, mais, soutenu par l’espoir que Kitabatake

Akiie allait arriver du Mutsu avec des renforts, Nitta ne céda pas. Sur la rive, la bataille se prolongea jusqu'à la nuit suivante. Cependant, Takauji était rejoint par un nombre croissant de guerriers venus du Kawachi, du Settsu, et même du Shikoku et du Kyüshü. Parmi eux, venant du Harima, se trouvait Akamatsu, l'audacieux chef que Go-Daigo avait négligé de récompenser.

Le 22 février, ces nouveaux alliés proposèrent d'attaquer l'armée impériale dans la région de Yamazaki le lendemain à l'aube, et d'envoyer le moment venu un signal de fumée en sorte qu'un assaut pût être déclenché sur tous les fronts. Impatient de se battre, Akamatsu leva le camp dès la pointe du jour, et, ayant forcé la porte de la ville, il envahit Yamazaki avant midi. De là, les assaillants se portèrent sur Kuga et Toba, dans un mouvement d'une telle impétuosité que les troupes impériales furent bientôt balayées. Le soir du 23, la bataille était terminée. A Kyôto et dans ses faubourgs, le combat s'était poursuivi sans interruption depuis le premier échange de flèches. La victoire de Takauji marquait le début d'une ère nouvelle. Go-Daigo n'avait pas réussi à restaurer le pouvoir du Trône ; il se retrouvait fugitif.

CHAPITRE XXIV

L’ascension d’Ashikaga Takauji

TAKAUJI A KYOTO, 1336

Le 23 février, l’avant-garde de Takauji, aux ordres de Hosokawa Jôzen, entra dans la capitale après une marche forcée. Instruit de son approche, l’empereur s’était enfui durant la nuit et réfugié à Sakamoto sous la protection de l’Enryakuji Ce jour-là et le suivant, les hommes de Hosokawa sillonnèrent les rues de la ville, incendiant en passant le palais et les demeures des généraux et des nobles de la cour, notamment celles de leurs ennemis Kusunoki, Nawa et Yüki.

Le lendemain, 25 février 1336, Takauji arriva à Kyoto et s’installa dans la maison du ministre de la Droite, Tôin Kinkata. Mais il ne devait pas y demeurer tranquille, car très bientôt d’importantes troupes aux ordres de Kitabatake Akiie et de Yüki Munehiro (bien qu’officiellement commandée par le prince Norinaga, alors âgé de neuf ans) atteignirent le Hieizan par le nord, tandis que le contingent du prince Takanaga avançait de l’est sur Kyoto par la route des montagnes (Tôsandô). Akiie avait fait l’impossible pour rattraper Takauji, imposant à ses troupes une marche rude et longue.

Elles atteignirent Sakamoto le 27 février après avoir traversé le lac Biwa, et elles reçurent un accueil enthousiaste des moines des sectes montagnardes auprès de qui l’empereur avait cherché refuge. Les moines de l’Onjôji (communément appelé Miidera) étant hostile à l’Enryakuji, il était naturel que Hosokawa prît position au Miidera et qu’Akiie l’y attaquât. Mais le commandant de Takauji fut mis en déroute, et le Miidera complètement détruit par le feu. Takauji se replia sur d’autres positions, mais il ne put soutenir les vigoureux assauts des loyalistes, et, après trois jours d’âpres combats, il dut abandonner la ville et se retirer dans la province de Tamba.

Ne pouvant espérer une reconquête rapide et voulant éviter de nouveaux affrontements, il partit pour le Settsu par une voie détournée, conduit par ses capitaines à travers le Tamba et le Harima. A la mi-mars, il atteignit la côte à Hyôgô, mais les loyalistes le débusquèrent et le pressèrent tant et si bien pendant dix jours qu’il dut finir par s’avouer vaincu et chercher refuge

au Kyüshü[85]. De nombreux partisans d’Ashikaga se rendirent alors à Nitta et à Kusunoki, qui regagnèrent triomphalement la capitale. Le 16 mars, l’empereur redescendit du Hieizan.

la retraite dans l’ouest

Takauji venait d’essuyer une série de défaites. A Hyögö, il s’était rendu compte que sa seule chance était de se trouver des alliés et des renforts dans les provinces occidentales et au Kyüshü. Cette idée n’était pas nouvelle, et il avait déjà eu soin de s’attacher divers chefs de clan de l’Ouest. Il partit d’ailleurs avec une flotille de vaisseaux de guerre que lui avaient amenée cinq cents cavaliers d’élite du Suô et du Nagato, deux provinces dont les commissaires étaient déjà ses partisans. Ceux de ses capitaines qui connaissaient les conditions locales des provinces du Centre, et en particulier Akamatsu Nori-mura, du Harima, lui avaient dit que, même s’il réussissait à battre Kusunoki et à reprendre la capitale, il ne pourrait pas la tenir : il devait transporter son quartier général dans l’Ouest, accorder un long repos aux bêtes comme aux hommes, et préparer ses troupes à la victoire en leur insufflant un nouvel élan. Sur ce dernier point, il connaissait la faiblesse de sa position. Il savait que les soldats aiment avoir un drapeau sous lequel combattre, et que, dans la situation telle qu’elle était, la Bannière de Brocart renouvelait l’ardeur des loyalistes alors que le chef Ashikaga apparaissait comme un ennemi du Trône (« chôteki »).

Le remède était simple. Tout ce qu’il fallait, c’était un ordre du véritable héritier du trône, c’est-à-dire du représentant de la ligne aînée. La chose fut arrangée avec l’aide de son influent chambellan, Hino Sukena, et, après un échange de messages secrets, un mandat fut accordé par Kôgon In, l’empereur cloîtré de la ligne aînée. Ce document (un *insen)* autorisait Takauji à agir au nom de Kogonin, et il fut suivi par une lettre d’instruction *(mikyôjo)* lui donnant l’ordre d’anéantir Nitta Yoshisada et autres rebelles.

On ne sait à quel moment ni à quel endroit précis eut lieu la remise de *Y insen,* mais il semble que Takauji, sachant qu’il allait l’obtenir, devança son arrivée en annonçant, lorsqu’il atteignit le port de Tomo, dans la province de Bingo, qu’il avait été mandaté par l’empereur cloîtré. Il commença alors à lever des guerriers dans toutes les provinces, leur enjoignant de le suivre pour châtier « le rebelle Nitta Yoshisada ».

Les mois suivants, il consacra beaucoup de temps et d’efforts à enrôler de l’aide dans les provinces occidentales de l’île principale et dans celles du Kyüshü. Même durant la brève halte que son bateau fit à Muro, à la fin de mars, il prit contact avec des personnalités locales et leur confia des zones

d'influence et des commandements militaires dans des régions précises. Ainsi, l'île de Shikoku fut tout entière confiée au clan Hosokawa, Akamatsu fut confirmé en tant que seigneur terrien du Harima, et de grandes familles comme les Imagawa, dans le Bitchû, les öuchi, dans le Suô, et les Momonoi, dans l'Aki, reçurent autorité sur de vastes régions. Ces arrangements ne furent pas faciles à faire, car le clan des Ashikaga n'avait guère de liens avec les barons féodaux de l'Ouest, et aucun moyen de pression sur eux. S'ils décidaient de s'unir, ces magnats occidentaux pouvaient en fait décider du sort de Takauji, d'autant qu'après ses échecs dans le voisinage de Kyoto ils se rendaient parfaitement compte que, sans leur aide, ce dernier ne pouvait pas espérer restaurer son prestige.

De tout cela, Takauji aussi était conscient. Même durant la révolte contre Kamakura, en 1331, il avait eu soin de se concilier les puissants Otomo, Shôni et Shimazu, chefs de clan du Kyüshü, et de veiller à ce qu'ils soient nommés à des postes importants. Par la suite, il avait cultivé de bonnes relations avec eux, et c'est l'aide temporaire (et déloyale) d'un détachement Otomo qui lui avait permis de contourner les loyalistes et de remporter la bataille de Sanoyama, dans le Suruga. Maintenant, outre les Otomo, les Shôni et d'autres étaient prêts à le suivre avec un nombre considérable de combattants, et lorsque, en mars 1336, il atteignit le Nagato, il avait toutes les chances d'être bien reçu au Kyüshü. De Shimonoseki, où il arriva au début d'avril, il passa immédiatement dans le Chikuzen, où il fut accueilli par un groupe de notables du Kyüshü et reçut la visite d'un représentant de la famille Shôni qui, outre des présents et des salutations de son chef de clan Sadatsune, lui amenait une troupe de cinq cents guerriers.

Toutes les grand's familles du Kyüshü n'étaient pourtant pas de son côté. De puissants chefs de clan, comme Kikuchi Taketoshi, lui étaient opposés. Taketoshi s'était déjà porté à l'aide de Nitta dans l'Est, mais son frère cadet ainsi que d'autres chefs du Kyüshü se tenaient en état d'alerte dans la province de Higo, où les Kikuchi avaient leur place forte. Takauji devait donc compter qu'un groupe influent, qui comprenait des personnalités telles qu'Aso, Mihara et Kuroki, ferait bloc contre lui au Kyüshü. Ils s'étaient d'ailleurs rassemblés dans le Higo à cet effet quelques jours avant que Takauji ne franchisse le détroit.

Au début d'avril, Kikuchi attaqua la place forte des Shôni à Dazaifu, dans le Chikuzen. Il parvint à prendre le fort et à chasser Shôni

Sadatsune[86], qui, ayant pris position dans les montagnes voisines, y fut battu à plate couture et se suicida avec plusieurs de ses parents. Cependant, Takauji avait quitté Ashiyaura sous la conduite d'un autre Shôni, Yorihisa, le fils aîné, mais avant qu'ils n'atteignent la maison du gardien du sanctuaire de Munakata (où une violente bataille avait eu lieu lors des invasions mongoles), ils apprirent la mauvaise nouvelle de la défaite et de la mort de Sadatsune. Takauji réussit alors à enrôler une troupe de guerriers dans le voisinage de Munakata, ce à quoi Kikuchi répondit en marchant contre lui avec l'armée qui avait envahi Dazaifu et que renforçaient des hommes levés à Hakata.

Takauji quitta Munakata le 15 avril pour Tadara-no-hama, située à quelque vingt-cinq kilomètres au sud-ouest sur la baie de Hakata. « Là, selon le *Bais-hôron*, se trouve une étendue de plus de cinq kilomètres de plage, que traverse au sud un petit cours d'eau. Le sanctuaire de Hachiman couvre une douzaine de kilomètres carrés de forêt de pins. Au sud se trouve la ville de Hakata, à moins de dix kilomètres à l'est une région de montagnes, et à l'ouest la mer, qui s'étend jusqu'en Chine. »

C'est sur ce champ de bataille de sable blanc et de pins verts que les deux armées s'affrontèrent, et, après un âpre combat, Kikuchi fut contraint de se rendre. La victoire fut due dans une large mesure aux efforts d'Ashikaga Tadayoshi, qui chassa l'ennemi devant lui jusqu'à Dazaifu. Kikuchi resta dans les collines avant de se retirer dans la province de Chikugo, et les autres chefs de clan vaincus se rendirent à Takauji, ou, comme Aso et Aki-zuki, se donnèrent la mort.

Ravi de ce résultat, Takauji récompensa ses commandants vainqueurs. Parlant comme un représentant du Trône chargé d'abattre une rébellion, il les confirma dans leurs possessions. Mais il s'abstint de punir ceux qui avaient pris parti contre lui, et sa clémence lui gagna bien des hommes parmi ceux que Kikuchi avait recrutés. D'un coup, le chef Ashikaga était ainsi pratiquement devenu le maître du Kyùshû. Après s'être mis d'accord avec Shôni Yorihisa, il convia à se joindre à lui les plus influents chefs de clan de la partie nord du Kyüshü. La plupart d'entre eux, dont Nabeshima et Goto, s'assemblèrent bientôt à Dazaifu, et c'est ainsi que se forma une union suffisamment puissante pour supprimer toute opposition dans l'importante région de Chinzei (Défense occidentale).

le retour du kyüshü

Après cette bataille, Takauji confia le soin de soumettre le reste de l’opposition à des chefs désignés, qui réussirent chacun de leur côté à réduire ses derniers ennemis et à prendre leurs forteresses. Ainsi, grâce à ces partisans, et en particulier aux Shôni et aux Shimazu, il s’était taillé au Kyüshü une position sûre en l’espace de quelques semaines. Kikuchi et Aso étaient pourtant puissants – en fait, leurs troupes étaient plus nombreuses que celles des Ashikaga à Tatara –, mais la victoire de Takauji et de Tadayoshi était complète. Et c’était un pas décisif vers la maîtrise de l’ensemble du pays.

Takauji se sentait désormais assez sûr pour laisser Nikki, Isshiki, les membres de la ligue Matsuura[87] et autres officiers dignes de confiance à Hakata avec les troupes Ashikaga qui devaient rester au Kyüshü quand, le 15 mai, son frère et lui quittèrent Dazaifu avec les meilleurs soldats des Shôni, Otomo et autres alliés. Cette armée s’embarqua de Hakata pour Shimonoseki, tandis que Takauji et Tadayoshi continuaient par terre en direction du nord, traversaient le détroit et installaient leur quartier général à Fuchü, siège gouvernemental du Nagato, d’où Takauji repartirait vers l’est.

Le parti de la cour semblait perdu, car les troupes des Ashikaga ne rencontrèrent aucun obstacle sérieux le long de la route côtière. L’inertie des loyalistes pendant le mois d’avril contraste vivement avec l’activité de Takauji. En effet, alors même que celui-ci fuyait pratiquement l’Ouest, il avait pris soin de laisser des détachements aux points clés du Shikoku et des provinces centrales, ainsi que des réserves de vivres et d’armes en prévision de son retour. Peu après la défaite loyaliste de Tatara, Go-Daigo nomma certes Yüki Munehiro commissaire du Shimotsuke et Aso commissaire du Sat-suma, mais c’était là des actes sans importance pratique, car le Shimotsuke était une région Ashikaga, et le Satsuma était depuis des siècles le domaine de familles du Kyüshü, notamment du clan Shimazu.

Les loyalistes prirent cependant certaines mesures pratiques contre Takauji dans l’Est et dans le Nord. Au début d’avril, le prince Norinaga, qui, en 1333, avait été nommé gouverneur-général du Mutsu et du Dewa, retrouva son poste avec Kitabatake Akiie pour conseiller. A ce moment-là, Akiie fut nommé *Chinjufu-shôgun* – l’ancien office de commandant en chef

de la défense du Nord, que Minamoto Yoshiie avait occupé deux cents ans plus tôt. Des chefs de clan des provinces septentrionales (Ou) constituèrent une ligue sous la direction d'Akiie, ligue qui comprenait d'aussi puissantes familles que les Yüki, les Nambu, les Date, les Sôma et les Tamura. Enfin, des membres du clan Kusunoki se regroupèrent dans le Hitachi et la région voisine afin de concentrer leurs forces. Ces deux groupes constituaient un puissant soutien pour la cause loyaliste dans le Japon oriental (le Kantô), où, malgré son importance, la famille Ashikaga était relativement faible dans le domaine purement militaire – si faible en fait que, des trois régions stratégiques du Japon, les provinces centrales, le Kyüshü et le Kantô, c'était dans le Kantô que, pour les loyalistes, il était désormais le plus facile d'attaquer les Ashikaga. Takauji lf savait, et il parvint à décider Sôma et d'autres chefs de clan de changer de camp et de s'opposer à Akiie dans l'öu, tandis que, en tant que commandant en chef de l'Est (par opposition aux régions septentrionales), il ordonnait à Satake et autres de harceler les armées loyalistes dans le Hitachi. Parallèlement, Nitta recevait de la cour l'ordre de marcher contre Takauji dans l'Ouest.

Mais les loyalistes avaient réagi un peu tard, car pour prendre ces mesures contre les Ashikaga ils avaient attendu un mois après que Takauji eut quitté Kyoto. Pour des raisons de stratégie, Nitta commença par attaquer Akamatsu à Ikaruga, dans la province de Harima, le 26 avril. Akamatsu fut contraint de se retirer dans sa forteresse de Shirohata, dans la partie occidentale de la province, où il résista opiniâtrement, sachant que la perte de ses positions dans le Harima empêcherait Takauji de passer dans l'Est. De son côté, Nitta voulait enlever la place avant que Takauji ne puisse envoyer des renforts. Il l'investit au début de mai en espérant que la faim l'obligerait à se rendre, et il envoya en même temps des troupes séparées attaquer les places fortes du Bizen, du Bingo et du Mimasaka. La plupart se rendirent, mais Shirohata et Mitsuishi (dans le Bizen) tinrent bon.

Les nouvelles d'Akamatsu décidèrent Takauji à marcher vers l'est un peu plus tôt qu'il ne l'avait prévu, car il semblait que les défenseurs de Shirohata et de Mitsuishi ne pourraient tenir bien longtemps, étant à court de nourriture. Mais il avait décidé de longue date de retourner attaquer Kyoto vers la fin du printemps ou le commencement de l'été 1336, et lorsqu'il reçut le message d'Akamatsu, ses préparatifs étaient déjà faits. Ayant quitté Dazaifu vers le 15 mai, ainsi qu'on l'a vu, il était resté trois

semaines à Fuchü à préparer sans doute sa grande expédition contre Kyoto et à étudier la situation politique tout en surveillant ses alliés et ses partisans. Le 10 juin, il partit pour Kasado, dans le Suô, d'où il continua sur Itsukushima. Il visita le sanctuaire, y fit ses dévotions, et laissa de généreuses offrandes pour son entretien. Le 13, il atteignit Onomichi et se rendit au Jôdoji, un vieux temple Shingon, où il donna une soirée poétique et récita lui-même trente-trois strophes, qu'il copia de sa main pour les offrir aux moines.

Cette marche paisible devait peut-être amener les commandants des loyalistes à relâcher leurs précautions, car à aucun moment Takauji ne manifesta la moindre hâte. Mais il n'en avançait pas moins. Lorsque son armée eut atteint les environs de Tomo, il tint un conseil de guerre [88] où l'on décida de la diviser en deux corps, l'un devant continuer par mer sous le commandement de Takauji, l'autre par terre sous les ordres de Tadayoshi. Le 19 juin, les deux armées ainsi formées quittèrent Tomo. Celle de terre était précédée par une avant-garde de 2000 cavaliers commandée par Shôni Yorihisa. Il est significatif que ce poste d'honneur eût été confié à un guerrier du Kyüshü, qui ne devait pas d'allégeance traditionnelle à la famille Ashikaga. Tandis qu'elle avançait, l'armée de terre pouvait voir progresser les navires de Takauji. Lorsque la flotte eut parcouru trois ou quatre milles en direction de'.'est, les vigies annoncèrent qu'un grand nombre de bateaux étaient en vue, dont l'un portait l'emblème de Takauji. On crut d'abord que c'était une ruse de Kusunoki, mais il fut bientôt évident qu'il s'agissait d'un important renfort venant du Shikoku sous la conduite de Hosokawa.

D'après le *Baishôron*, les bateaux de Hosokawa, qui étaient au nombre de cinq cents, transportaient plus de 5000 hommes. On ne dit rien de la taille de ces embarcations, mais sans doute y avait-il parmi elles des jonques de guerre et des navires d'une bonne capacité pour le transport d'hommes et de vivres. L'armée comprenait plusieurs milliers de cavaliers, de sorte que (si le chiffre est exact) les bateaux devaient transporter en moyenne dix hommes, leurs chevaux et quelques palefreniers en plus de l'équipage. Takauji et cette flotte arrivèrent le 24 juin à Kojima, dans le Bizen, où son frère ne tarda pas à le rejoindre par voie de terre malgré l'opposition qu'il avait rencontrée à Fukuyama. Plusieurs jours après, sous

la pression de la puissante armée de Tadayoshi, les troupes loyalistes durent abandonner les sièges de Shirohata et Mitsuishi et se replier sur Hyôgo.

Vers le 2 juillet, la flotte de Takauji quitta Muro au clair de lune avec la marée descendante, et elle bénéficia d'un vent propice jusqu'au soir du 4 juillet, où elle jeta l'ancre au large d'Akashi ôkuradani [89]. L'avant-garde des troupes qu'elle transportait était placée sous le commandement de Hosokawa Jôzen. Au même moment, l'armée de terre que dirigeait Tadayoshi atteignait Suma et Ichinotani (théâtre de l'exploit accompli par Yoshitsune en 1184), et campait à Shioya et Okuradani. Elle alluma des feux sur le rivage, auxquels on répondit sur les bateaux en agitant des torches. Tel fut le prélude au combat dramatique qui aurait lieu le lendemain, la bataille du Minato, ou Minatogawa, qui compte parmi les batailles décisives que connut le Japon.

minatogawa

Aussitôt après s’être retiré de Shirohata, Nitta Yoshisada, commandant en chef des armées loyalistes, se hâta d’informer Kyoto de la situation militaire. Inquiet, mais sans céder à la panique, l’empereur fit venir Kusunoki et lui ordonna d’aller à Hyôgo porter secours à Nitta. Selon le *Taiheiki*, Kusunoki désapprouvait les plans de Nitta et préconisait d’éviter pendant quelque temps une bataille rangée. L’empereur pourrait se réfugier au Hieizan, et Kusunoki lui-même se retirerait dans la province de Kawachi, invitant ainsi Takauji à entrer dans la capitale. Ce dernier serait ensuite attaqué à partir du Hieizan et du Kawachi, tandis que Nitta couperait sa ligne d’approvisionnement. Lorsqu’il vit que les conseillers de l’empereur n’accepteraient pas cette proposition, Kusunoki se résolut à mourir au combat et partit loyalement pour Hyôgo.

Cette version des événements qui conduisirent à la bataille de Minatogawa n’est pas invraisemblable[90]. Kusunoki était un stratège de talent, et son plan de campagne aurait fort bien pu réussir. Mais quand le danger était là, la cour se montrait toujours hésitante, et sa pusillanimité joua ici en faveur de Takauji. T’affrontement préliminaire entre les deux armées se produisit le 5 juillet. Le déroulement de la bataille est raconté avec force détails dans les chroniques de la période et dans les archives de plusieurs familles prises dans le conflit. Nous nous contenterons ici d’en retracer les grandes lignes.

L’armée loyaliste prit une position défensive entre Wada no Misaki et l’Ikuta. Nitta (qui avait reçu des renforts des provinces voisines de Mimasaka et de Bizen) commandait l’ensemble des troupes. Il disposa son centre face à la mer, sur la pente où se trouve Wada no Misaki, tandis que ses ailes occupaient le rivage. Kusunoki, dont l’arrière s’appuyait au Minato, tenait la zone allant d’Egeyama à Nagata et faisait ainsi face à l’armée de terre de Tadayoshi[91]. Les loyalistes avaient en outre chargé un détachement assez nombreux de garder l’entrée de Suma, sur la route du Harima.

Du côté des Ashikaga, l’armée de Tadayoshi prit position dans trois secteurs, face aux troupes de Nitta. Tadayoshi se plaça au centre, entendant attaquer le centre de Kusunoki, tandis que le corps de Shiba prit position sur la hauteur dans l’intention de tomber sur l’arrière de Kusunoki. Un

troisième corps, aux ordres de Shöni Yorihisa, se déploya le long du rivage en direction de l’est de manière à rester en contact avec la flotte transportant l’armée de Takauji. Celle-ci, dont les jonques de guerre de toutes tailles suivaient les navires de Hosokawa, progressait parallèlement au rivage, laissant derrière elle le Minato et le port de Hyögo et se dirigeant vers l’embouchure de l’Ikuta pour débarquer ses troupes à l’est de Hyögo, où elles pourraient couper la retraite des loyalistes.

La bataille commença quand Hosokawa voulut débarquer à tout prix, ce qui n’eut d’autre résultat que de lui occasionner de lourdes pertes. Il se résigna enfin à continuer plus à l’est et à débarquer près de l’embouchure de l’Ikuta. Cependant, Shöni avait attaqué la division de Nitta, qui se retira en hâte aussitôt qu’il comprit que Hosokawa menaçait son arrière. Cette retraite s’avéra fatale. En effet, elle se solda par la défaite de l’armée loyaliste entière, car Tadayoshi en profita immédiatement pour fondre sur Kusunoki. Celui-ci riposta si vivement que, à un certain moment, Tadayoshi fut en difficulté. Mais Kusunoki ne pouvait continuer à contre-attaquer seul, d’autant que Takauji avait envoyé des renforts à Tadayoshi et que les hommes de Hosokawa, s’étant débarrassés de Nitta, menaçaient maintenant ses arrières. Ainsi, attaqué de toutes parts et ayant perdu toute possibilité de retraite, Kusunoki se battit contre un ennemi toujours plus nombreux, jusqu’au moment où ceux de son clan (y compris son frère) et lui furent tués ou se donnèrent la mort. Selon le compte rendu des Ashikaga, plus de sept cents d’entre eux moururent. Ils s’étaient battus six heures sans répit, dans toute la chaleur de cet après-midi du 5 juillet 1336.

Dans les chroniques du Japon, Kusunoki Masashige apparaît comme le parangon du courage martial et de la loyauté envers le Trône. C’était évidemment un homme d’une trempe remarquable, et sa réputation était bien méritée. Mais c’est une figure presque unique, car l’occupant du trône ne pouvait compter que sur un soutien désintéressé très restreint de la part des membres de la classe militaire. En essayant de restaurer le pouvoir de la maison impériale, Go-Toba en 1221 et Go-Daigo un siècle plus tard avaient fâcheusement surestimé la puissance de leurs partisans. Ils dépendaient essentiellement de la sympathie de certains des grands monastères et de l’aide militaire que pouvaient leur fournir tels représentants de la petite noblesse provinciale opposés au gouvernement de Kamakura ou fermiers de la Couronne et de ce fait portés à prendre le parti de la cour.

De tous les partisans de Go-Daigo, Kusunoki fut celui qui fit les plus grands sacrifices au Trône. C’était un membre aisé de la noblesse rurale du Kawachi. Quoique ses terres fussent d’une importance moyenne, il pouvait s’enorgueillir de descendre de Tachibana Morœ, grand noble du vine siècle. C’était un fin lettré et un fervent bouddhiste, familier de l’enseignement shingon mystique et intime de certains ecclésiastiques marquants de son époque. On ignore s’il tenait ses terres de Kamakura ou de la Couronne, mais il semble qu’il prit parti pour la cause loyaliste du fait de ses liens avec les supérieurs de monastères comme l’Izumi Kumetadera et le Kanshinji, dont (on s’en souviendra) le prince Morinaga avait demandé l’aide quand Go-Daigo se trouvait en exil.

Sans doute certains des hauts faits qu’on lui attribue sont-ils légendaires, mais il reste dans l’histoire du Japon comme l’image idéale du guerrier, le condensé de toutes les vertus civiles et militaires. Le parti loyaliste perdit beaucoup avec sa mort, car contrairement à lui bien des partisans de la ligne cadette étaient mus par leur hostilité aux Ashikaga plus que par leur devoir à l’égard du souverain. Cela était particulièrement vrai de Nitta Yoshisada, qui se battait d’abord pour empêcher Takauji de dominer le pays et de diriger le clan des Nitta. Mais il faut admettre que, même après la défaite de Minatogawa, l’inlassable Nitta continua à diriger la résistance contre Takauji avec un surprenant succès.

La loyauté de Kusunoki était exceptionnelle en ceci qu’elle était totalement désintéressée. La guerre qui naquit de la volonté de Go-Daigo de garder la couronne n’était pas en fait un conflit dynastique, quand bien même elle en prit l’aspect. C’était avant tout un combat pour la terre, et la plupart des membres des maisons féodales prirent parti non pour mettre sur le trône un prétendant ou l’autre, mais pour promouvoir la fortune de leur propre famille. Souvent, il y avait une division voulue de l’allégeance à l’intérieur du clan, en sorte que, quelle que soit l’issue de la guerre civile, une partie de la famille se retrouve du côté du vainqueur. L’exemple de la puissante famille Shimazu illustre mieux que tout autre cet aspect des guerres féodales. Le chef du clan était Sadahisa, et ses fiefs comprenaient de vastes domaines dans les provinces de Satsuma et d’Osumi. Lorsque, en 1360, la guerre civile gagna le Kyüshü, Sadahisa prit les terres du Satsuma et se déclara pour le bakufu, alors que son frère cadet prit celles de l’ösumi et se déclara pour la cour. Il arrivait que ces prises de position créent un réel

conflit à l’intérieur d’un clan, mais la plupart du temps la division était superficielle et provenait d’un accord entre les deux branches.

LE SUCCÈS DE TAKAUJI

Nous avons dit que Minatogawa était une bataille décisive, mais ses effets ne furent pas immédiats, et ce n’est pas avant le début d’octobre 1336 que Takauji réussit à réduire Nitta à l’impuissance.

Nitta parvint à sortir son armée de Minatogawa grâce à une série d’actions dilatoires qui lui permit de se replier sur Kyoto. Il y entra le 6 juillet, et l’on décida le lendemain que Go-Daigo se réfugierait au Hieizan. L’empereur repartit aussitôt pour Sakamoto-Est, emmenant les insignes sacrés. Le voyage fut plutôt mélancolique, mais il s’effectua sous l’escorte de guerriers chevronnés, Yoshisada en tête. D’autres membres de la famille Nitta l’accompagnaient, ainsi que des chefs de clan bien connus tels qu’Utsu-nomiya, Chiba, Kikuchi, Doi et Nawa Nagatoshi. Les moines de la montagne firent bon accueil à Go-Daigo. Normalement, celui-ci aurait dû arriver avec l’ex-empereur de la ligne aînée, Kôgon In, qui avait prétexté une maladie pour regagner la capitale. Peu après son retour, Takauji établit son quartier général au sanctuaire d’Otokoyama Hachiman, et il y reçut Kôgon In et le prince Yutahito (futur empereur Kômyô).

La position des troupes Ashikaga était alors très favorable. Nikki et Imagawa étaient entrés dans la capitale par la route du Tamba, et Tadayoshi avait suivi avec son armée et s’était installé à Kyoto deux ou trois jours plus tard, tandis que des troupes aux ordres de partisans Ashikaga affluaient du Mino, de l’Owari, de l’Iga et des régions voisines dans la province d’Omi, où elles s’établirent au nord de la ville, avec la villa de Shugaku In pour quartier général.

Tadayoshi prit le commandement de l’ensemble des troupes et se prépara à attaquer le Hieizan. L’assaut commença le 13 juillet, mais au bout de deux semaines de combat, peu de progrès avaient été faits. Takauji, qui n’avait évidemment pas prévu de si piètres résultats, décida de regagner Kyoto et d’y installer Kôgon In dans le monastère du Tôji avec l’idée de stimuler ses partisans. Cependant, les loyalistes en fuite s’activaient dans le Settsu et au sud de la capitale, menaçant de prendre Tadayoshi en tenailles, et les troupes Ashikaga de Sakamoto-Ouest se trouvèrent bientôt en si grand danger qu’il lui fallut évacuer son quartier général et se replier à Kyoto.

Le 7 août à l’aube, les loyalistes attaquèrent la capitale en force, créant des incendies dans presque tous les quartiers. Une marche rapide de Nawa Nagatoshi sur le Tôji mit en danger Takauji lui-même, qui, renversant alors la situation, réussit avec l’appui de ses alliés à changer en victoire une défaite imminente. Nawa fut tué.

Les troupes loyalistes se retirèrent ensuite au Hieizan, et, l’armée Ashikaga demeurant inactive, commença une période d’enlisement. Des coups de main et des sorties occasionnels de la part des loyalistes continuaient toutefois à menacer les positions Ashikaga, ce qui finit par décider Takauji à riposter. Au début d’octobre, un assaut rondement mené fut lancé contre les loyalistes dans les environs de Yodo, les forçant à battre en retraite. L’infatigable Nitta contre-attaqua, mais sans succès. Cette offensive eut lieu le 5 octobre, et il semble qu’à partir de cette date la chance tourna contre les loyalistes. La résistance se poursuivit à Uji et ailleurs, mais le Hieizan se trouva dans une position toujours plus isolée et intenable.

Takauji décida alors de ne pas prolonger le combat. Il se mit en rapport avec « la Montagne », c’est-à-dire le monastère où Go-Daigo s’était réfugié, expliquant que, bien qu’il eût jusque-là paru être un rebelle, il ne s’était battu que pour anéantir Nitta et sa famille. Maintenant que Nitta était réduit à l’impuissance, lui, Takauji, implorait Sa Majesté de regagner Kyoto et de reprendre en main le gouvernement du pays. Selon cette version (celle du *Taiheiki),* l’empereur accepta, et, soi-disant pour négocier, il quitta Sakamoto pour le palais de Kazan In le 13 novembre 1336.

De la part de Takauji, ce n’était qu’un mouvement tactique fait dans des conditions défavorables aux loyalistes et alors que Go-Daigo était impuissant. L’empereur jugea sans doute plus prudent d’accepter, mais sans perdre l’espoir de pouvoir un jour restaurer sa puissance. C’était là du moins le point de vue de Chikafusa, qui note dans son *Jinnö shôtôki* que des forces importantes sont toujours disponibles dans les provinces nord pour les princes Tsunenaga et Takanaga, qui sont prêts à établir une base à Tsuruga et sont en étroites relations avec Nitta.

Selon une histoire citée par Arai Hakuseki dans *Dokushi yoron,* avant son départ, Go-Daigo reçut la visite d’un membre du clan Nitta qui protesta que, en se battant pour Sa Majesté, Nitta Yoshisada avait perdu 163 parents et 7000 soldats. Si Sa Majesté avait l’intention de se rendre à Kyoto à la

requête de Takauji, il lui faudrait d'abord décapiter les cinquante survivants de la famille. C'est peut-être en réponse à cette protestation que Go-Daigo confia les princes Takanaga et Tsunenaga aux chefs Nitta afin qu'ils les escortent dans l'Echizen.

Aussitôt arrivé au palais de Kazan In, Go-Daigo fut mis en détention et obligé de rendre les insignes impériaux à Kômyô In, après quoi il reçut le titre de Dajö Tennô, ou Grand Souverain. Kömyö In était le frère cadet de Kôgon qui, avec l'approbation de Kamakura, avait pris le titre d'empereur alors que Go-Daigo était en exil, mais sans être reconnu en 1333 au retour de Go-Daigo. Selon les dires d'un grand courtisan de l'époque, les insignes impériaux que Kômyô-In reçut étaient des faux. L'avènement de Kömyö fut annoncé le 20 septembre 1336, où commença une période de conflits entre les deux cours [92].

Selon le *Taiheiki,* la veille du jour où il se rendit à Takauji, Go-Daigo abandonna secrètement le trône à son héritier présomptif, le prince Tsunenaga. Aucune autre chronique ne confirme ce fait, mais il est vrai que, ce jour-là, Tsunenaga partit avec Takanaga pour le nord du Japon. Il passe en outre pour avoir publié une fois au moins un décret impérial officiel depuis son quartier général du Nord.

Le 7 novembre 1336, Narinaga, fils de Go-Daigo, fut nommé héritier présomptif. Il semble que Takauji considérait toujours Go-Daigo comme le souverain légitime, et qu'il ait de ce fait jugé bon de désigner un représentant de la ligne aînée comme successeur de Kömyö ; mais Chikafusa dit que Takauji voulait plaire à Go-Daigo et avait espéré réconcilier les deux lignées. Quoi qu'il en soit, Go-Daigo était un entêté, et il n'avait pas l'intention de se soumettre ni d'abandonner ses droits dynastiques aussi longtemps qu'il subsistait le moindre espoir de l'éviter.

Takauji prit d'autres mesures afin de donner bonne opinion de ses actions. Il confirma les droits fonciers de la plupart des sanctuaires et monastères des provinces centrales, et il donna l'ordre que les terres confisquées depuis la fin de 1333 soient rendues à leurs anciens propriétaires. Parallèlement, il restreignit les privilèges et les fonctions des nobles et des officiers de la cour, et entreprit de mettre en place un nouveau bakufu.

A la fin de 1336, il fut promu au rang de *gon-dainagon* (grand conseiller actif) et devint pour le peuple le *dainagon* de Kamakura, ce qui montre qu'il représentait les idées dont Kamakura était le symbole : la domination d'une classe de guerriers. Il se serait d'ailleurs sans doute installé à Kamakura si la tension entre civils et militaires n'avait pas été telle qu'il ne lui était pas possible d'abandonner la capitale. C'est donc à Kyoto qu'il établit son quartier général, ou bakufu.

Une fois installé, il convoqua les hauts fonctionnaires et les érudits versés dans le droit, et il discuta avec eux des principes essentiels du gouvernement. Son intention était de conformer son administration aux règles définies par les Minamoto dans le Formulaire de Jöei *(Jôei Shikimoku)* en 1232, mais ceux qu'il consulta jugèrent souhaitable d'y adjoindre un nouveau « Formulaire », le *Kemmu Shikimoku*, qui fut publié avant la fin de l'année. Ce texte mérite qu'on s'y arrête à cause de la lumière qu'il jette sur les idées contemporaines, mais il faut y voir l'ouvrage de juristes et de fonctionnaires, et pas nécessairement un résumé des intentions de Takauji [93]. Car où que le bakufu eût son siège et quelques lois qu'il dût faire appliquer, Takauji était décidé à régler la question dynastique sans que ses propres pouvoirs s'en trouvent diminués. Il ne se laisserait entraver par aucune règle ni aucun précédent. Si Go-Daigo se montrait entêté, il appuierait la ligne aînée et veillerait à ce que seuls des souverains jeunes et dociles montent sur le trône.

LE KEMMU SHIKIMOKU

Le *Kemmu Shikimoku* se compose de dix-sept articles, dix-sept étant considéré pour de tels documents comme un chiffre magique depuis la « Constitution des Dix-Sept Articles » attribuée au prince héritier Shôtoku (604). Il ne se préoccupe pas de théorie, mais consiste plutôt en un ensemble de règles *ad hoc* pouvant servir de guide pour résoudre les problèmes courants. Ses articles se résument ainsi :

1. Conseille l'économie.

2. Condamne la boisson et le jeu.

3. Affirme que l'ordre doit être maintenu et les délits de violence prévenus.

4. et 5. Traitent de la reconstruction après les importants dégâts provoqués par les guerres civiles : les biens ne doivent pas être confisqués sans une enquête approfondie. Les récompenses et punitions doivent être décidées sur la base des mérites et des fautes de chacun, et il n'y aura pas de châtiments aveugles à l'encontre d'anciens ennemis.

6. Ce que l'on reconstruit devra être à l'épreuve du feu.

7. On choisira comme commissaires des hommes particulièrement honnêtes et capables ; depuis sa création, la fonction du commissaire a été de maintenir la paix. Les guerriers méritants seront récompensés par un octroi de terres.

8. L'administration devra mettre fin à l'immixtion des courtisans, des femmes du palais et des moines dans l'octroi des récompenses et les promotions.

9. La discipline est de règle parmi les fonctionnaires et doit être appliquée.

10. Il n'y aura pas de corruption.

11. Les cadeaux offerts aux fonctionnaires du palais et aux officiers du gouvernement doivent être renvoyés.

12. Les serviteurs personnels de l'empereur et du shogun seront choisis pour leurs mérites.

13. Les rites doivent être correctement exécutés et les distinctions de rang scrupuleusement observées.

14. Le bon service doit être particulièrement récompensé.

15. Ceux qui sont au pouvoir doivent écouter les plaintes des pauvres et des humbles.

16. Les revendications et les requêtes des sanctuaires ot des monastères doivent être soigneusement étudiées, car les véritables niotils ne sont pas toujours les motifs avancés.

17. La justice doit être ferme et prompte. Il n'y aura pas de retards inutiles, ni de jugements ambigus.

Le *Kemmu Shikimoku* n'est guère plus qu'une reformulation, à la lumière des événements récents, des grands principes définis un siècle plus tôt dans le *Jôei Shikimoku.* Il a un aspect politique plus marqué, sans doute parce qu'il a été rédigé à un moment critique. Il représente les opinions d'un groupe de fonctionnaires expérimentés, plus soucieux des questions gouvernementales pratiques que de théorie. On peut y voir comme un reproche à l'administration de Go-Daigo, incapable de remédier même aux abus les plus criants. Il ne s'agit pas d'un ouvrage juridique, mais d'un simple recueil de principes directeurs pour les dirigeants féodaux.

Ayant pris le titre de shôgun, Ashikaga Takauji installa son quartier général à Kyoto dans une maison de Nijô-Takakura [94]. Il nomma pour représentant *(shitsuji)* le brillant général Kö no Moronao, et mit un membre de la famille ôta à la tête du *monchüjo,* principal organe juridique. (Le poste était héréditaire dans les familles ôta et Machino, issues de Miyoshi Yasunobu, son premier occupant en 1191.) Dans l'ensemble, Takauji suivit le modèle du bakufu de Kamakura, bien que son personnel ne jouît pas de commodités comparables. Du fait de la destruction due aux incessants combats de rues (où il était courant d'incendier les maisons), les fonctionnaires du nouveau bakufu n'eurent pas de bâtiment à eux avant 1378, où un palais destiné à les abriter fut enfin terminé dans le quartier de Muromachi [95].

Takauji et ses collaborateurs ne négligèrent pas l'administration civile, mais durant les décennies suivantes ils se consacrèrent avant tout à faire la guerre aux partisans de Go-Daigo et de la ligne cadette.

CHAPITRE XXV

La cour du Sud

RÉSISTANCE DE GO-DAIGO

Dès qu'il se sentit libre d'agir sans être interrompu par les forces loyalistes, Takauji tint l'empereur prisonnier sous l'étroite surveillance d'une garde militaire – fait si bien connu à Kyoto qu'on y disait par plaisanterie : « Quelle île Sa Majesté visitera-t-elle la prochaine fois ? > » Mais Go-Daigo était entêté, et il n'avait nullement renoncé au but de sa vie : restaurer le pouvoir impérial. Il avait des amis et des partisans, et il parvint avec leur aide à échapper à ses gardiens et à se réfugier au cœur du Yoshino[96]. Cela, en janvier 1337.

Quand Takauji et ses officiers apprirent la fuite de Go-Daigo, ils firent mine de ne pas s'en inquiéter mais s'agitèrent beaucoup pour retrouver sa trace. En vain. A l'époque, l'un des dévoués partisans de l'empereur (Shijô Takakuni) avait levé une troupe dans la région du Kawachi où se trouvait son fief, et c'est certainement lui qui escorta Go-Daigo à travers les montagnes du Yoshino le lendemain ou le surlendemain de son évasion. Peu après son arrivée, le souverain fugitif envoya une prière au grand monastère Shingon du Kôyasan, prière dans laquelle il demandait de l'aide et exprimait le désir d'entrer dans la secte, de la doter de terres et, plus généralement, d'encourager la foi bouddhique quand la paix serait revenue. Il signa ce document « Tenshi Takaharu » pour montrer qu'il (Takaharu) était le « fils du Ciel » et n'avait pas abandonné son trône à Kômyô.

Il installa sa cour au Yoshino, et il décréta l'ouverture d'une nouvelle époque, dite d'Engen, dont la première année correspond à 1336*. Ainsi débute la période de Nambokuchô, ou période des « Cours nord et sud », la première étant celle de Kômyô et de la ligne « aînée », à Kyoto, la seconde celle de Go-Daigo et de la ligne « cadette », dans le Yoshino.

Go-Daigo fut rejoint par un certain nombre de ministres et de fonctionnaires de haut rang, mais sa force militaire était incertaine. Après la mort de Kusunoki et la défaite de Nitta Yoshisada, il semblerait qu'un effort pour reprendre la lutte contre les effectifs plus nombreux de Takauji ne pouvait être qu'un vain espoir. Pourtant, Go-Daigo pouvait encore compter

sur un nombre étonnant de sympathies politiques, et sur des troupes qui, bien utilisées, n’étaient en aucune façon négligeables. Il avait également certains avantages topographiques, en ce sens que la région montagneuse de l’Ise, du Kii et du Yamato, où il avait des partisans actifs, convenait parfaitement à ses besoins militaires, étant à la fois difficile à attaquer et commode comme base de coups de main contre d’autres provinces. C’est d’ailleurs grâce à cette situation que la cour du Sud, hâtivement installée par Go-Daigo, devait résister pendant un demi-siècle**.

Heureusement pour sa cause, Go-Daigo avait des partisans dans bien d’autres provinces – dans vingt-cinq ou vingt-six selon certaines relations. Même si l’effort militaire direct que ses troupes étaient en mesure de fournir était limité, il suffisait souvent à créer de précieuses diversions ou à retenir l’ennemi loin du principal champ d’opérations. La troupe des loyalistes du Nord était particulièrement efficace, obligeant les Ashikaga à maintenir sur place de nombreux effectifs pour prévenir des raids contre des centres importants des provinces orientales. Quand Takauji était au Kyüshü, Kitaba-take Akiie avait rec uté de nombreux partisans dans le Mutsu et le Hitachi, et d’autres fidèles de Go-Daigo encourageaient la résistance parmi la petite noblesse du Nord, qui craignait fréquemment que ses intérêts ne souffrent entre les mains d’impitoyables suzerains féodaux comme les Ashikaga.

Les relations d’anciennes batailles sont fastidieuses, mais comme ces batailles constituent la substance d’une légende nationale et entrent dans l’élaboration d’un génie national, on ne peut les passer sous silence. Dans la guerre qui suivit la fuite de Go-Daigo au Yoshino, le vent de la fortune tourna maintes fois, et le conflit s’enfla et s’apaisa par vagues. Chaque camp eut ses défaites et ses victoires, et le résultat final demeura longtemps incertain. Peut-être le trait le plus frappant de cette lutte prolongée fut-il la persistance avec laquelle les loyalistes retournèrent à l’attaque après ce qui semblait des revers écrasants.

Après la défaite de Minatogawa, Nitta avait échappé à la poursuite, et maintenant, il accompagnait le prince héritier Tsunenaga et son frère le prince Takanaga à Tsuruga, dans l’Echizen. Le prince-abbé Sonchô (Mune-naga) avait quitté le Hieizan pour l’Ise, où il avait rejoint Chikafusa.

* A partir de cette date, les noms d’époque diffèrent pour les cours nord et sud. Voici leur noms pour la période 1334-1340 :

1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340
Cour du Nord Kemmu Kemmu Kemmu Kemmu
Ryakuö Ryakuö Ryakuö
1 " 2 3 4 1 2 3
Cour du Sud Kemmu Kemmu Engen Engen Engen
Engen Kökoku
1 2 1 2 3 4 1

** Go-Daigo quitta le Yoshino en 1337 ; ensuite, ses déplacements sont mal connus, mais il semble qu’il ait passé cette année-là à voyager. Plus tard (1349), la cour fut installée au sud du Yoshino dans une localité perdue appelée Anau (prononcé Anô).

D’autres chefs loyalistes se cachaient dans le Kawachi et le Kii pour y préparer un nouveau soulèvement. La sauvage région du Yoshino était comme une forteresse naturelle, bien faite pour servir de quartier général à une armée de volontaires levée dans les provinces voisines.

A la fin de la troisième année de l’époque de Kemmu, à une date correspondant au 27 janvier 1337, soit quelques jours après s’être établi dans le Yoshino, Go-Daigo envoya un message à Akiie, dans le Mutsu, lui ordonnant de venir à l’aide de l’armée du Sud, c’est-à-dire de la région située au sud de Kyoto. Akiie répondit qu’il avait dû céder la place forte de Taga aux puissantes troupes ennemies qui opéraient dans le secteur et qu’il s’était retiré avec le prince Norinaga dans la forteresse du Ryôzenji (dans le pays de Date). Cette même année, une armée loyaliste aux ordres de Date et de Yûki qui opérait dans le voisinage d’Utsunomiya poussa jusqu’au Ryôzenji et apporta quelque aide à Akiie, qui put ainsi rejoindre Utsunomiya, escortant Norinaga et regroupant en route des partisans.

Les hommes d’Akiie étaient si enthousiastes que, d’Utsunomiya, ils commencèrent à attaquer les troupes ennemies du voisinage, et, vers la fin de 1337, partirent en campagne en direction de l’ouest. Yoshiakira, fils de Takauji, qui, de sa base de Kamakura, avait levé des troupes dans les provinces de l’Est, tenta de les arrêter, mais il fut battu au Tonegawa (le 24 décembre 1337) et s’enfuit à Miura tandis que les loyalistes continuaient sans rencontrer de résistance à travers la province de Musashi, et, de Fuchû, s’en allaient occuper Kamakura.

A ce moment-là, la situation des loyalistes dans l’est du Japon était plutôt bonne ; mais elle n’allait pas le rester longtemps. Au début du

printemps suivant (février 1338), Akiie partit en direction de l'ouest en suivant le Tôkaidô, rejoint dans la province de Tôtômi par des renforts locaux. Il pénétra ensuite dans le Mino, où il fut arrêté par Tadayoshi et Ko no Morofuyu (un jeune cousin de Moronao) alors même qu'il était talonné par d'autres troupes Ashikaga. Les deux armées s'affrontèrent le 22 mars à un endroit stratégiquement important qui, près de trois siècles après, devait figurer sous le nom de Sekigahara comme le site de la bataille peut-être la plus décisive dans l'histoire des guerres civiles du Japon.

Akiie fut alors arrêté, et c'est en se battant qu'il réussit à traverser l'Iga pour rejoindre Nara une semaine plus tard. Après s'être reposé et avoir réorganisé ses troupes, il songeait à aller attaquer Kyoto lorsqu'il fut surpris par une grande armée du bakufu Ashikaga commandée par Kö no Moronao, et parvint tout juste à s'enfuir dans la province de Kawachi, tandis que le prince Norinaga prenait la direction du Yoshino. Dans le Kawachi, Akiie réussit à reconstituer son armée défaite, et, à la fin d'avril, il enfonçait les positions de l'ennemi au Tennôji (à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Kyoto – le site de l'un des premiers monastères bouddhistes du Japon) et poursuivait son commandant (Hosokawa Akiuji) en direction de la capitale. Inquiet de l'avance des loyalistes, Tadayoshi se rendit au monastère du Tôji pour organiser la défense de la ville, et emmena l'empereur Kömyö pour assurer sa protection. Il envoya toutes les troupes disponibles contre les forces loyalistes au Tennôji ainsi qu'à l'Otokoyama, mont sur lequel s'élève le fameux monastère d'Iwashimizu Hachiman. Au Tennôji, l'armée loyaliste fut mise en fuite après un combat acharné, et Akiie la conduisit dans rizumi, où il fut à nouveau attaqué par des troupes envoyées par le bakufu. Cette fois-ci, il était brisé, et il mourut en combattant à Ishizu, dans

l'Izumi, au début de juin 1338. Il n'avait que vingt ans. Dans le *Jinnô Shô-tôki,* son père donne une description émouvante de sa mort, et le *Taiheiki* contient un éloge funèbre qui le présente comme un chef sans pareil.

Akinobu, son frère cadet, avait résisté à de rudes assauts contre l'Otokoyama, mais le manque de provisions le contraignit à se replier et il s'enfuit dans le Kawachi. En août, Moronao et ses collègues incendièrent gratuitement le sanctuaire, qui fut complètement détruit. Ainsi la résistance loyaliste aux Ashikaga dans la région de la capitale se trouva vaincue, et

dans le reste du Japon la situation n'était pas particulièrement favorable à Go-Daigo. La défaite d'Akiie était considérée comme tellement importante que l'empereur Kômyô récompensa Takauji et le nomma *sei-i tai-shôgun,* titre que Go-Daigo n'avait jamais voulu lui accorder.

Mais il restait une autre armée loyaliste dans le Nord : celle de Nitta Yoshisada dans l'Echizen. Comme on l'a vu, Nitta était parti pour Tsuruga en novembre 1336, après que Go-Daigo, sur le point de quitter le Hieizan, lui eut confié le soin du prince héritier Tsunenaga. Sa marche en direction du nord fut arrêtée par le commissaire de l'Echizen, Shiba Takatsune. Il faisait un froid intense, et les hommes de Nitta durent lutter contre la neige et le vent avant d'atteindre la forteresse de Kanagasaki [97] en novembre, dans un état de complet épuisement.

Une troupe Ashikaga fut immédiatement envoyée contre eux depuis le Shi-nano, suivie, à la fin de l'année, d'une importante expédition placée sous le double commandement de Moronao et de Moroyasu. Nitta, qu'aucune circonstance ne paraît jamais avoir inquiété, rassembla les hommes qu'il put lever dans la région et envoya son frère Wakiya Yoshisuke[98] prendre contact avec Uryü T imotsu, éminent loyaliste de l'Echizen, dans sa forteresse de Somayama. Avec ces forces supplémentaires et la perspective de l'aide que lui apporterait Yüki Chikamoto, à qui il avait fait appel au nom du prince héritier, Nitta se sentit prêt à tout. D'ailleurs, son armée repoussa alors de violents assauts contre Kanagasaki, tandis qu'Uryü prenait l'offensive depuis Somayama et enlevait la place forte de Shiba, commissaire de l'Echizen.

Si la liaison entre Nitta et Uryü avait été parfaite, ils auraient pu constituer une armée redoutable, mais ils se laissèrent grignoter par l'ennemi, et, pour finir, Uryü dut se replier sur Somayama vers le milieu de mars 1337. Après trois mois de siège, Kanagasaki était désormais isolée et à court de vivres. L'indomptable Nitta quitta secrètement le château assiégé et rejoignit Somayama avec Yoshisuke et d'autres dans l'espoir de trouver un moyen de sauver Kanagasaki. Mais les défenseurs de la forteresse étaient à demi morts de fatigue et de faim, réduits à manger de la viande de cheval[99]. Ils tinrent encore vingt jours contre d'incessantes attaques, y compris de nuit, jusqu'à ce que, le 7 avril à l'aube, Moroyasu enfonça la porte principale et s'engouffra à l'intérieur, le contingent de Shimazu en tête. Le

prince Takanaga et le fils de Nitta, Yoshiaki, se donnèrent la mort. Tsunenaga réussit à s'enfuir dans la confusion générale, mais il fut capturé alorsqu'il cherchait à rejoindre Somayama. Il fut emmené à Kyoto, où Takauji lui donna du poison – sort que devait partager son frère Norinaga, capturé quelques jours plus tard[100].

Après la chute de Kanagasaki, Takauji annonça la victoire aux provinces de l'Ouest, disant que Nitta et tous ses partisans avaient été passés au fil de l'épée et que la forteresse était réduite en cendres. Mais ce rapport était prématuré, car s'il n'avait pas pu remporter la victoire escomptée dans le Nord, Nitta était toujours actif, et il s'occupait avec son jeune frère de lever des troupes depuis Somayama pour poursuivre la lutte contre Takauji. Il rassembla les nombreux membres du clan Nitta établis dans l'Echigo et trouva en outre de nouveaux partisans, parmi lesquels les moines armés du monastère du Heisenji. Avec le temps, il réussit une fois de plus à mettre sur pied des troupes considérables. En réponse aux appels de la cour du Yoshino, il envoya Yoshisuke aider à la défense de l'Otokoyama en avril 1338, mais il garda le corps principal de sa nouvelle armée pour ses propres projets. Inquiet, Takauji donna au commissaire Shiba Takatsune l'ordre d'attaquer immédiatement Somayama. Shiba s'exécuta, mais son attaque fut un échec et il dut se retirer dans une région qui comprend aujourd'hui la ville de Fukui et ses environs, où il construisit des défenses à travers la plaine afin d'arrêter l'avance de Nitta.

A ce moment-là, le destin s'en mêla. Takauji envoya des renforts sous le commandement de Hosokawa Akiuji aider Shiba à défendre sa forteresse de Kuromaru (le Fort noir), et une partie des troupes de Hosokawa tomba sur un détachement de cinquante cavaliers conduit par Nitta en personne. Dans la mêlée qui s'ensuivit, Nitta fut mortellement blessé par une flèche. C'était au mois d'août 1338, alors qu'il n'avait pas encore atteint trente-huit ans. Il semble que cette malheureuse rencontre ait été le résultat d'un changement de camp de la part des moines du Heisenji, achetés par Shiba. Nitta s'était précipité vers la brèche que leur défection avait provoquée dans ses lignes, et c'est par pur hasard qu'il était tombé sur les hommes de Hosokawa.

On ne sait pas grand-chose de la réputation de Nitta Yoshisada au moment de sa mort ; mais les allusions de l'époque à son personnage semblent indiquer qu'il n'était pas très estimé par son propre parti en tant que général. Le *Taiheiki,* qui relate pourtant des événements datant d'avant

et après sa mort, ne contient qu’une brève référence à son personnage. Dans le *Jinnö Shôtôki,* Chikafusa dit de Nitta que l’empereur faisait souvent appel à lui mais sans jamais le trouver disponible, et qu’il mourut en combattant sans avoir accompli quoi que ce soit d’important (« sa seru koto naku shite »). Ce passage suit une mention de la mort d’Akiie, fils de Chikafusa, dont il pense sans doute qu’elle aurait pu être évitée si Nitta n’était pas resté à se battre dans le Nord.

L’histoire du mariage de Nitta tel que nous le raconte le *Taiheiki* nous le montre comme un élégant jeune homme plutôt que comme un général en herbe. Sa femme (connue sous le nom de Kôtô no Naishi) était une fille d’Ichijô Tsunetada, noble de cour distingué. Agée de quinze ans, elle était, selon une description lyrique du *Taiheiki,* « d’une beauté délicate, comme le pétale d’une fleur. Elle ne portait ni rouge ni poudre, mais on eût dit qu’un nuage vagabond avait effleuré son visage, et sa peau avait la clarté de la lune en automne. » Elle était entrée au palais comme demoiselle d’honneur *(naishi*), et Yoshisada, jeune officier de garde, s’éprit d’elle au premier coup d’œil. Sa Majesté l’apprit et encouragea le mariage. Yoshisada était si heureux et si amoureux que (dit-on) il traînait les pieds lorsqu’il s’agissait d’aller faire la guerre, oubliant qu’il était guerrier par naissance et par vocation. Alors qu’il était en campagne dans le Nord, il envoya chercher sa femme, mais lorsqu’elle réussit à le rejoindre, il s’était fait tuer. Elle passa le reste de sa vie à prier pour son salut. Par la suite, une légende prit corps selon laquelle la malheureuse jeune femme s’était noyée dans le lac Biwa pour suivre son mari chez les ombres ; et jusque récemment, le village proche du lieu où elle est enterrée représentait tous les ans une pièce naïve afin d’apaiser son esprit.

Nitta Yoshisada était sans nul doute ûn grand combattant, mais après sa victoire sur les Hôjô, il ne remporta aucun véritable succès en tant que commandant en chef des armées loyalistes. Sa stratégie était audacieuse, mais jamais parfaitement exécutée, peut-être parce qu’il était plus confiant que prudent. Il avait fait défaut à ses camarades à Minatogawa, et sa décision de rester dans le Nord plutôt que de rejoindre les troupes d’Akiie qui opéraient dans l’Est et dans le Sud fut probablement une erreur, si, comme le pensent ses critiques, le seul espoir des loyalistes était de concentrer leurs forces pour reprendre Kyoto, siège de la dynastie.

Toutefois, comme tant d'autres chefs de clans guerriers, Nitta avait à ses actions publiques des raisons personnelles. Il était né dans une famille établie depuis longtemps dans les provinces du Nord, et il se peut qu'il ait choisi de s'y battre p irce qu'il avait l'arrière-pensée de restaurer la fortune de son clan. Il était également guidé par son hostilité à l'égard de Takauji, qui avait demandé à l'empereur mission de le détruire et avait même osé récompenser des partisans Ashikaga en leur distribuant des domaines qui, depuis des générations, faisaient partie des terres du clan Nitta.

En automne 1338, la situation de la cour du Sud était inquiétante. Il ne lui restait qu'une poignée de ses plus précieux partisans. Kusunoki, Nitta et Akiie étaient morts, ainsi que maints autres courageux et bons capitaines, et après les lourdes pertes subies depuis la bataille de Minatogawa, la situation militaire était désespérée. Mais l'empereur et sa cour ne désespéraient pas. Comprenant qu'il ne fallait pas compter reprendre Kyoto dans l'immédiat, ils commencèrent à envisager de créer un noyau de pouvoir dans l'Est et le Nord, notamment les provinces du Mutsu, d'où ils espéraient le moment venu étendre leur influence en direction du sud.

A cette fin, alors même que Nitta Yoshisada livrait ses dernières batailles, un groupe constitué du prince Norinaga et d'autres membres de la famille de l'empereur Go-Daigo partit pour la province d'Ise sous l'escorte de Chikafusa et de son fils Akinobu qui commandaient une petite troupe dont les effectifs augmentèrent en chemin du fait des enrôlements auxquels on procéda. Le but de cette expédition (août 1338) était de créer un centre de résistance qui, sans être trop difficile d'accès depuis le Yoshino, constituerait une bonne base pour des coups de main dans d'autres provinces, et d'où l'on pourrait communiquer par mer avec les provinces septentrionales.

En octobre 1338, conformément à ce projet, Norinaga prit la mer à Ominato avec des navires transportant des hommes et des vivres destinés au Mutsu, où il devait reprendre ses fonctions de gouverneur-général. Parallèlement, Akinobu fut nommé vice-gouverneur et commandant en chef des défenses du Nord (*Chinjufu shogun),* comme l'avait été son frère Akiie. C'est à ce moment-là que Norinaga devait devenir héritier du trône, et il tut nommé *Kôtaishi* (prince héritier).

On ne connaît pas la date exacte du départ d'Ominato, mais peut-être eut-il lieu dès le 15 octobre. Peu après, une tempête dispersa les bateaux. Le

navire de Norinaga, qui transportait Akinobu et Yüki Munéhiro, fut repoussé sur Shinoshima, dans l'Ise, tandis que celui de Chikafusa, plus chanceux ou mieux piloté, réussit à atteindre un port du Hitachi. Chikafusa envoya aussitôt un message à Yüki Chikatomo (fils de Munehiro) dans sa forteresse de Shirakawa, à l'entrée du Mutsu, pour lui exposer la situation et lui demander de rechercher l'autre bateau, dont il pensait qu'il s'était échoué dans les parages. Puis il s'occupa de se mettre en rapport avec les chefs des clans amis de la région et de s'assurer l'appui des guerriers des forteresses voisines, parmi lesquels les membres de la famille Date. Il établit son quartier général dans la place forte d'Oda, au pied du mont Tsukuba.

La nouvelle selon laquelle le bateau de Norinaga avait été refoulé vers l'Ise parvint à Chikafusa dans le Hitachi. Il sentit qu'il serait bon de se rendre dans le Mutsu aussi vite que possible, mais il trouva sa route barrée par des partisans des Ashikaga. Cependant, Norinaga et Akinobu s'en retournaient au Yoshino. Ainsi s'acheva l'année 1338 ; et lorsque débuta 1339, il n'y avait aucun signe d'Akinobu, attendu de l'Ise avec les renforts sans lesquels il serait manifestement impossible de gagner le Mutsu. En mars, on tenta néanmoins de prendre les forteresses qui barraient le passage, mais en vain. Puis Chikafusa demanda à Yüki Chikatomo de lui ouvrir une route vers le nord, et comme son appel demeurait sans réponse, il se résigna à attendre sur place des nouvelles de la cour du Sud.

GO-MURAKAMI

A la fin de l’été 1339, la santé de Go-Daigo s’altéra. Il mourut après une brève maladie le 19 septembre, âgé de cinquante-deux ans. Il avait déjà désigné comme successeur le prince Norinaga, le fils de dame Renshi, son épouse favorite des dernières années. L’intronisation eut lieu en toute simplicité dans le Yoshino quelques semaines plus tard, quand Norinaga prit le nom de Go-Murakami.

Quels que fussent ses défauts, l’empereur Go-Daigo était doué de convictions puissantes. Il resta ferme dans sa résolution de ne faire aucune concession au bakufu, et il préféra les difficultés et l’exil plutôt que de céder sur une question de principe. Sans doute Chikafusa, avec son esprit indomptable, l’aida-t-il à se montrer ferme, mais sa propre volonté était très forte. Sur son lit de mort, il adressa un ordre *(rinji) à* ses partisans de toutes les provinces, leur enjoignant de continuer la lutte sans faiblir.

Le jeune souverain – il n’avait pas encore douze ans – n’avait avec lui aucun conseiller important. Toutefois, Chikafusa gardait le contact grâce à des messagers, et il envoya à Norinaga ses deux fameux ouvrages, le *Jitmô Shôtôki* et le *Shokugen-shô*, le premier écrit pour lui servir de guide, le second en guise d’instructions pour ses conseillers.

Le *Jinnô Shôtôki* de Chikafusa relate l’histoire du Japon à travers celle de ses souverains, retraçant l’évolution de la dynastie depuis l’époque des dieux jusqu’au temps de Go-Daigo et de son successeur, l’empereur Go-Murakami. Son premier objectif est de soutenir la cour du Sud. Dans la préface à une copie plus tardive, Chikafusa écrit à propos de l’ouvrage :

« Cette relation a été achevée la quatrième année d’Engen [1339]. La plume d’un vieillard s’est mobilisée pour instruire un jeune homme. Étant en voyage, je n’avais aucun ouvrage auquel me référer, et c’est avec difficulté que j’ai fini par découvrir une liste abrégée des règnes, à laquelle j’ai dû me fier. Je n’ai pas vu ce que j’avais écrit pendant cinq ans, où j’ai appris qu’on le copiait et le passait de main en main. Inquiet, je l’ai examiné et je l’ai trouvé plein d’erreurs. J’ai fait des corrections la quatrième année de Kôkoku [1343], et voici le résultat. J’espère du moins ne pas être moqué par ceux qui ont lu le livre avant. »

L'ouvrage achevé fut envoyé au jeune empereur fin 1339 de la province de Hitachi, où Chikafusa était assiégé dans sa forteresse. C'est une chronique intéressante, écrite dans un style clair quoique fleuri, contenant parfois des exagérations [101] ; mais pour les derniers règnes, c'est une source historique de prix, car Chikafusa servit cinq empereurs (Go-Fushimi, Go-Nijô, Hanazono, Go-Daigo et Go-Murakami), et il était au fait de tout ce qui se passait dans le domaine de la politique et de la guerre. C'était un lettré accompli et un bon soldat.

Le *Shokugen-shô* est lui aussi un tour de force : il fut compilé en 1339 entièrement de mémoire. C'est une histoire de l'origine et de la nature des charges gouvernementales centrales et provinciales, et un essai sur le choix et sur la promotion des fonctionnaires.

Comme on peut l'imaginer, la cour du Yoshino n'avait cependant guère le temps de s'intéresse à ce genre de subtilités. Aussitôt que Go-Murakami fut intronisé, Yoshisuke reçut l'ordre d'attaquer Kuromaru, forteresse de Shiba Takatsune dans l'Echizen, devant laquelle son frère avait été tué. L'assaut réussit, et Shiba dut se rendre. Puis, en 1340, les loyalistes connurent divers succès locaux dans les provinces du Nord et dans celle de Mino, où le bakufu était plutôt faible. Mais la situation des loyalistes était tout sauf brillante. Tandis que leurs effectifs étaient limités, la chance d'Ashikaga Takauji ne cessait de s'affirmer, et comme *sei-i tai-shôgun* il était assuré de trouver de nouveaux partisans et de remporter de nouveaux succès.

EFFORTS DES LOYALISTES DANS LA RÉGION NORD

Après la mort de Go-Daigo, l'essentiel des responsabilités échut à Chikafusa, alors dans sa forteresse d'Oda, dans la province de Hitachi. Comme on l'a vu, ses efforts pour ouvrir de là un passage vers le nord étaient mis en échec par l'influent guerrier Yüki Chikatomo, qui tenait la position clé de Shirakawa et restait obstinément neutre[102]. Vers la même époque, la forteresse de Taga, qui était le siège du gouvernement du Mutsu, était tombée aux mains d'un membre du clan Shiba, Ishidô, qui repoussait tous les assauts des loyalistes. Et pour ajouter aux difficultés de Chikafusa, Kö no Morufuyu quitta Kamakura avec de nombreuses troupes et attaqua des groupes loyalistes dans le Hitachi à la fin de 1339 et au printemps suivant. Durant l'été, Akinobu quitta enfin le Yoshino pour aller prendre ses fonctions de commandant en chef dans le Mutsu. Après s'être arrêté à Oda pour aider Chikafusa, il continua sur Taga, où Ishidô lui barra la route.

En 1341, ni Akinobu ni Chikafusa ne firent aucun progrès. Plusieurs forteresses loyalistes tombèrent l'une après l'autre sous les coups des troupes beaucoup plus nombreuses lancées contre elles en juillet par Morofuyu. Chikafusa adressa maints appels à Chikatomo, invoquant le nom de son père, Yùki Munehiro, qui avait été un fervent loyaliste et était mort en 1338 après s'être mis en campagne avec Chikafusa.

Mais Chikatomo était entêté, et au début du printemps 1342 toutes les forteresses loyalistes étaient encerclées et isolées, y compris Seki, que Chikafusa tenait opiniâtrement. Il adressa un dernier appel désespéré à Chikatomo en juin, mais sans résultat. Cependant, tout à fait conscient que la forteresse de Yuri, à Shirakawa, pouvait être la clé du succès pour les loyalistes, Takauji exerçait une pression croissante sur Chikatomo, et en juillet Chikafusa apprit que ce dernier était finalement passé dans le camp du bakufu. Il ne put rien faire sauf lui adresser une lettre de reproche[103]. Pour les loyalistes du Hitachi, la fin n'était pas loin. En septembre, Morofuyu encercla et attaqua Taihô et Seki[104], les deux forts loyalistes qui résistaient encore. Leur siège durait depuis trois ans, et, vaincues par la fatigue et la faim, leurs garnisons cédèrent enfin.

Chikafusa parvint à s’échapper, et, ayant sans doute gagné Ise par mer, il rejoignit le Yoshino. Il y avait quatre ans qu’il se battait dans les forteresses du Hitachi, et ses projets pour l’Est et pour le Nord avaient désormais fait long feu. La mauvaise nouvelle parvint à Akinobu dans le Mutsu, mais il décida d’y rester, et conserva dans la région une certaine influence.

Dans une autre partie du Nord (c’est-à-dire du Hokurikudô [105]), les loyalistes avaient souffert de la défaite de Nitta, mais leurs troupes étaient toujours sur pied. Peu après la mort de Nitta, elles reprirent possession de Kanagasaki et s’imposèrent graduellement à Tsuruga sous le commandement de Yoshisuke. Mais ce succès fut éphémère : en octobre 1339, il avait été chassé de l’Echizen et son armée n’existait plus. Avec les quelques hommes qui lui restaient, Yoshisuke se rendit alors à Ise puis au Yoshino.

Au moment du retour de Chikafusa, les perspectives de la cour du Sud n’avaient jamais été plus sombres. En dépit d’efforts héroïques, les armées loyalistes étaient perdantes presque sur tous les fronts face à un ennemi supérieur en nombre, et à court de vivres. Pourtant, leurs chefs ne perdaient pas espoir.

Il y avait à cet optimisme certaines bonnes raisons. L’une d’elle était inhérente à la nature de la guerre médiévale au Japon. Comme on l’aura noté, même après ce qui paraît avoir été des défaites écrasantes, le côté des vaincus était généralement capable de récupérer dans un court laps de temps, et souvent de reprendre l’offensive avec succès. Dans la plupart des batailles, les armées n’étaient pas détruites ni affaiblies au point de ne pouvoir recommencer à se battre. Il semble que, quand bien même les armes employées étaient mortelles au corps à corps, la tactique ne visait pas à infliger le maximum de pertes. Les vastes mouvements de troupes capables d’anéantir une importante armée étaient rares, le guerrier japonais préférant le combat singulier, et même les batailles qui commençaient par un assaut à grande échelle se transformaient souvent en affrontements entre petits groupes ou entre combattants individuels, surtout parmi les cavaliers, qui, après un échange de flèches, s’affrontaient à l’épée.

En outre, les armées en présence n’ayant pas de matériel lourd à transporter, il était facile à une troupe en mauvaise posture de s’extraire du combat par un mouvement rapide alors que, dans un autre type de guerre, elle se serait fait tailler en pièces, comme une charge de cavalerie, par

exemple, pouvait disperser et décimer un corps d'infanterie en fuite[106]. C'est ainsi qu'après sa première victoire sur les Hôjô, Nitta Yoshisada connut toute une série de défaites et réussit pourtant à garder sur pied pour de longues périodes des effectifs considérables. Chikafusa avait également l'art de tenir des semaines durant face à des troupes plus nombreuses que les siennes. Sa résistance dans le Hitachi, sa faculté de conserver son armée malgré la violence des assauts, étaient en partie dues à son adresse et à sa ténacité exceptionnelles. En fait, il 3St possible que, s'il avait réussi à persuader Chikatomo de rester neutre, il se serait rendu maître du Hitachi, et aurait ainsi brisé l'étreinte des Ashikaga sur le Nord.

Les troupes de la cour du Sud avaient en outre l'avantage que leurs adversaires n'étaient pas unis. Il y avait à Kyoto des disputes incessantes entre les seigneurs guerriers, et des conflits d'orgueil ou d'intérêt entre Tadayoshi et les chefs de la famille Ko. L'unanimité des loyalistes était une de leurs armes les plus puissantes.

MISSION DE KANENAGA AU KYUSHU

Les revers que les loyalistes essuyèrent dans l'Est et le Nord furent en partie contrebalancés par leurs succès dans l'Ouest et à Kyüshü. On se souvient que, en 1336, au moment de quitter Kyüshü, Ashikaga Takauji confia ses intérêts à de puissantes familles comme celle des Shimazu, des Otomo et des Shôni. La cour du Sud pouvait de son côté compter sur les familles Aso et Kikuchi ; mais sa situation en général laissait à désirer, car ses troupes étaient désunies, ses partisans perdant leurs forces en petits conflits sans doute personnels. C'est pour cette raison qu'à la fin de 1336, alors qu'il se trouvait encore au Hieizan, Go-Daigo envoya son fils de sept ans, le prince Kanenaga, s'occuper des intérêts loyalistes dans l'ensemble de Kyüshü à titre de *Chinzei shogun* (commandant en chef du secteur de défense occidental).

A l'époque, le prince ne put rejoindre le Kyüshü en empruntant la route de Nagato. Il arriva à Sanuki par mer à la fin de 1336, ayant probablement pris contact avec les pirates de Kumano et obtenu d'eux qu'ils assurent son passage. Continuant le long de la côte, il atteignit d'abord Iyo puis les Sept Iles (Kotsuna Shichitô) du détroit du même nom, base du puissant clan Kotsuna [107].

La famille Kotsuna représentait depuis longtemps une puissance régionale. A la fois guerriers et pirates, ses membres contrôlaient le trafic de la mer Intérieure grâce à leur esprit d'entreprise et à la situation de leurs îles, qui s'étendaient sur deux milles marins d'est en ouest à travers le détroit d'Iyo. Ils étaient en outre les chefs des pirates de la mer Intérieure, sans la bonne volonté desquels les loyalistes auraient eu des difficultés à garder des bases dans l'Ouest et au Kyüshü. Heureusement pour les loyalistes, les Kotsuna étaient de bons loyalistes ; en 1333, leur chef de clan avait répondu aux appels du prince Morinaga, et il avait rendu de grands services aux armées loyalistes combattant les Hôjô. Par la suite, la famille avait embrassé le parti loyaliste dans d'autres provinces (Yamato, Kii, Suô, Aki, Izumi). Les archives familiales renferment une liste impressionnante de ce qu'elle a fourni en hommes et en vivres.

Accompagné de son tuteur Isshiki Noriuji, Kanenaga arriva aux Sept Iles en 1337, et fut chaleureusement accueilli par les Kotsuna. Il passa avec eux

trois ans durant lesquels les conditions qui régnaient au Kyüshü lui rendirent difficile l'accomplissement de sa mission. Enfin, le vent tourna. Au commencement de 1339, il noua des contacts avec les Kikuchi et les Aso, et, à la fin de l'été de cette même année, ayant trouvé de nouveaux partisans, il se prépara à quitter les Iles.

En automne 1339, la nouvelle de la mort de Go-Daigo atteignit le prince et ses conseillers, qui apprirent alors que Norinaga avait été désigné comme successeur. Ces nouvelles retardèrent leur départ, mais ils finirent par s'embarquer en 1340, atteignant la côte de Bunyö-Hyüga à la fin d'avril ou au début de mai. A l'époque, les affaires du Kyüshü dépendaient du prince et de son conseil, Gojô Yorimoto, qui recevait régulièrement des nouvelles et des conseils de Yoshino par l'entremise de Shijô Takasuke, un ami de Chikafusa.

Kanenaga pouvait compter que les loyalistes du Kyüshü lui apporteraient une certaine aide, mais il n'avait ni troupes ni grand chef militaire. C'est pour cette raison que Wakiya (Nitta) Yoshisuke fut nommé commandant des défenses de l'Ouest en 1341. Ses déplacements de l'époque ne sont pas bien connus, mais il semble qu'il quitta le Yoshino en 1341 et partit alors pour l'Ouest, recrutant des hommes au passage pour remplacer ceux qu'il avait perdus pendant et après sa campagne de l'Echizen de 1339-1340.

Il fit une halte pieuse au Kôyasan puis continua sur la côte de Kishû, où il prépara son embarquement. Il réussit à s'emparer de pas moins de trois cents bateaux pirates à Kumano, et il reçut d'encourageants messages de propriétaires du Japon central et du Shikoku, accompagnés d'offres de troupes. Les parents de deux importants guerriers, Doi Michimasu et Tokunô Michitsuna [108], envoyèrent de nombreux renforts, et Yoshisuke arriva dans l'Iyo avec une nouvelle armée quelque trois semaines après avoir quitté le Yoshino. Il fut bien reçu dans l'Iyo, car le commissaire de la province était Odate, un membre du clan Nitta, et son gouverneur était le fils de Shijô Takasuke.

L'avenir paraissait alors lui sourire, et il commençait bel et bien à inquiéter Takauji. Mais il tomba brusquement malade dans l'Iyo et y mourut un mois après son arrivée. Son armée fut immédiatement attaquée par un membre de la famille Hosokawa, et peu de temps après il ne restait plus rien du renfort loyaliste de l'Iyo.

On peut imaginer que la mort de Yoshisuke entama sérieusement les espoirs loyalistes du Kyüshü, où le bakufu avait généralement l'avantage. Les Shöni et les Isshiki, respectivement à Dazaifu et à Hakata, étaient très puissants et assuraient au bakufu le contrôle du nord, tandis que le grand clan des Shimazu prospérait au sud, dans le Satsuma. Le parti loyaliste, essentiellement issu des clans Aso et Kikuchi, se concentrait dans le nord du Satsuma et dans le Higo, où il aurait représenté une puissance importante s'il avait disposé d'un chef militaire de talent.

On ne sait pas grand-chose de ce que fit Kanenaga après son arrivée sur la côte de Hyùga en ^340. On apprend simplement qu'en 1341, il écrivit à d'éventuels partisans des provinces de Higo et de Hyùga, et qu'au début de juin 1342, il semble s'être rendu dans un port du Satsuma pour demander de l'aide à la famille Aso. Ne recevant apparemment aucun encouragement de ce côté-là, le prince s'installa alors dans le château d'un guerrier nommé Taniyama, et y séjourna tout en prenant contact avec la petite noblesse loyaliste de l'endroit. Il espérait améliorer ou étayer sa position dans la province de Satsuma avant de passer dans celle de Higo.

A un certain moment, les loyalistes du Higo résistèrent vaillamment aux troupes des Ôtomo et des Isshiki envoyées contre eux en 1342. Mais lorsque, en 1343, le prince chargea un émissaire de se rendre dans le Nord pour y encourager la résistance des Kikuchi, les Isshiki et autres attaquèrent et défirent ces derniers, en sorte que le prince se retrouva pratiquement sans autre appui que celui des troupes dont il disposait dans le Satsuma.

La partie sud du Satsuma était sous la domination du clan Shimazu, qui, surtout depuis le début du siècle, représentait une puissance militaire sans équivalent au Kyüshü. En apprenant les intentions du prince, le chef de clan Shimazu Sadahisa attaqua le château de Taniyama, mais celui-ci était vaillamment défendu, et l'assaut fut repoussé. L'exploit impressionna les chefs de clan voisins, dont plusieurs passèrent dans le camp des loyalistes. Ces derniers connurent aussitôt un regain d'espoir, et le prince et ses conseillers crurent alors pouvoir mettre sur pied une offensive contre Sadahisa (qui avait pénétré au centre du Satsuma) afin d'affermir leur autorité sur le Satsuma septentrional. Ils commencèrent à discuter de la stratégie qu'il convenait d'adopter, renouant contact avec certains membres de la famille Aso.

Cependant, tandis que ces discussions avaient lieu, les troupes de Sadahisa attaquaient et mettaient en déroute les loyalistes devant Taniyama et ailleurs, et, en juillet 1344, elles occupaient tout le centre du Satsuma. Les deux armées demeurèrent ensuite sur leurs positions et le prince dut rester inactif dans le château. Il n’avait pas abandonné le projet de pénétrer dans le Higo, mais l’espoir qu’il avait placé dans les deux chefs des clans Aso, Koretoki et Korezumi, fut déçu, et il y renonça.

Les agissements de Koretoki et Korezumi semblent indiquer qu’ils prirent délibérément des partis inverses. Korezumi resta fidèle au prince, mais son armée était dans une position difficile, presque encerclée par les troupes des Isshiki et des Otomo. Sur l’ordre du prince, une lettre lui fut envoyée, disant que la vie de Korezumi était plus précieuse que la sienne propre puisque le prince dépendait de lui ; et cette lettre fut suivie de diverses recommandations et récompenses. Cependant, tout en demeurant en bons termes avec les loyalistes, Koretoki n’était pas aussi pressé de choisir son camp. En août 1342, Chikafusa lui enjoignait d’être loyal à la cour du Sud, sans doute parce qu’il avait quelque raison de mettre sa bonne foi en doute. Mais Koretoki resta neutre, et en 1343, quand Takauji, qui était également au courant de ce qui se passait au Kyüshü, lui fit des propositions alléchantes, il finit par se décider à prendre parti pour les Ashikaga. Il ne cacha pas son alliance aux Shôni, et il pressa Takauji de le récompenser encore plus richement. Sa cupidité était insatiable, et il n’avait manifestement la confiance ni d’un camp ni de l’autre. Mais sa défection interdit aux troupes loyalistes de pénétrer dans le Higo (tout comme celle de Chikatomo avait empêché Chikafusa de pénétrer dans le Mutsu), d’autant que les Shôni y faisaient également obstacle, et l’on entra alors dans une impasse.

L’armée du prince se trouva ainsi pour un temps presque complètement isolée. Quand cet état de choses vint à la connaissance de Chikafusa, ses collaborateurs et lui décidèrent de faire appel à leurs alliés des côtes du Kii, de l’Ise et de la mer Intérieure. Ils s’adressèrent notamment aux pirates, qu’ils invitèrent à menacer la côte du Kyüshü en des endroits utiles à la cause loyaliste. En 1345, cette aide permit aux loyalistes de renforcer leurs positions dans le sud du Kyüshü et d’avancer en direction de la côte et de Yatsuhiro, dans la province de Higo – à l’époque, la cour du Yoshino commençait en outre d’entrevoir une nouvelle possibilité de reprendre la

capitale. En juin 1347, une flotte de pirates attaqua la côte du Chikuzen. Quelques jours plus tard, une trentaine de navires venus du Shikoku et de la rive opposée de l’île principale apparurent au large du Hyüga et de l’Osumi avant d’accoster à Kagoshima.

La situation avait maintenant tourné en faveur du prince. Le rapport d’un guerrier Ashikaga assurant la défense du Satsuma annonçait que « plusieurs milliers » de pirates de Kumano avaient attaqué par terre et par mer, balayant les défenseurs auxquels il ne restait qu’à fuir pour sauver leur peau.

Au commencement de 1348, la cour du Yoshino disait dans un message le plaisir qu’elle avait éprouvé en apprenant que le prince et les siens avaient quitté Taniyama par mer, escortés de pirates, et cinglaient vers le nord pour installer dans le Higo leur nouveau quartier général. Le même message laissait percer une note optimiste concernant ce qui se passait dans les provinces centrales.

PERSPECTIVES DES PROVINCES CENTRALES

Dans les provinces centrales, les loyalistes étaient dans une situation défavorable depuis la mort d'Akiie dans la bataille de 1338, et ils s'étaient trouvés pratiquement sans ressources entre 1340 et 1343, où Chikafusa revint à Yoshino et commença à mettre sur pied une stratégie concertée. Il était important de poursuivre l'offensive et de ne pas trop penser à la protection du Yoshino, car en cas de danger la cour pouvait toujours se déplacer. On trouva enfin un chef militaire de talent en la personne de Kusonoki Masa-tsura, qui, suivant les traces de son père, prouvait son esprit d'entreprise et sa hardiesse depuis 1340. En 1347, il dirigea une expédition dans le Kii et y attaqua les partisans du bakufu avec tant de succès que son armée augmenta, attirant des hommes non seulement des provinces de Kii et de Kumano, mais d'Izumi et de Settsu.

C'est ainsi que la situation commença d'inquiéter Kyoto, qui envoya Hosokawa Akiuji à Sakai-no-ura, dans l'Izumi. Mais Hosokawa fut arrêté par les troupes nettement plus nombreuses de Masatsura, et il fit savoir à Kyoto qu'il ne pourrait pas résister à une offensive. Cette nouvelle plongea la capitale dans la consternation – du côté des guerriers parce qu'elle était honteuse, et du côté du peuple parce que le danger était si proche. Selon le journal de loin Kinkata[109], le bakufu se mit vraiment à craindre une catastrophe, et l'auteur remarqu : « Juste au moment où le bakufu gouverne de manière convenable, il arrive cette chose diabolique. […] Les voies du Ciel sont impénétrables. » Cette nuit-là (26 septembre), le bruit des prières emplit les lieux saints de la capitale.

Masatsura revint alors dans le Kawachi, et il y affronta l'ennemi le 29 septembre puis à nouveau le 13 et le 21 octobre dans de bouillants combats, défaisant Hosokawa, et, lors d'une attaque nocturne, infligeant d'innombrables pertes (selon loin) aux troupes du bakufu. Alors même que ces nouvelles atteignaient Kyoto, des courriers arrivèrent du Kantö pour en rapporter les succès des armées loyalistes. Pour le bakufu, il devenait évident qu'il ne s'agissait pas d'incidents isolés mais du fruit d'une stratégie d'ensemble mise en œuvre par Chikafusa et ses compagnons du Yoshino.

Après sa défaite, Hosokavva se replia sur le Tennôji, et le bakufu envoya Yamana Tokiuji à son aide, mais les deux armées restèrent inactives pendant tout un mois, et Masatsura en profita pour attaquer (avec Wada en avant-garde) le 28 décembre 1347. Hosokawa ne résista même pas ; et quant à Yamana, il fit de son mieux mais fut écrasé sous le nombre. Ses frères moururent dans la bataille, et lui et ses fils furent blessés mais réussirent à s'échapper. A Kyoto, le choc fut terrible. Les généraux étaient effondrés, et les ministres civils et nobles de la cour paralysés d'effroi.

La nouvelle des succès de Kanenaga au Kyüshü avait certes découragé Takauji et autres généraux, mais la montée de la puissance des loyalistes dans les provinces centrales représentait pour eux un tout autre danger, auquel il fallait réagir. Une grande armée, placée sous le commandement de Moronao et de Moroyasu, fut envoyée en février 1348 attaquer la base de Masatsura dans le Kawachi. Chikafusa, qui se trouvait là avec ses propres troupes, chercha à détourner une partie de l'attaque en passant dans l'Izumi tandis que Masatsura s'efforçait d'arrêter l'armée de Moronao. Mais Masatsura fut tué dans cette entreprise avec une quarantaine de ses parents. C'était une perte tragique pour la famille Kusunoki, et un grave coup pour la cause loyaliste[110].

La route du Yoshino était désormais ouverte à Moronao, qui pouvait espérer s'emparer de l'empereur Go-Murakami. Il atteignit l'endroit où s'était établie la cour du Sud, mais celle-ci avait abandonné les lieux, ne laissant que des bâtiments vides que Moronao incendia. Tôin décrit le comportement de ses troupes comme inqualifiable. Cependant, alors que Moronao se mettait à la poursuite des fugitifs, il se laissa surprendre et battre, avec de lourdes pertes, par Kusunoki Masanori, un jeune frère de Masatsura. Au même moment, les loyalistes du Kawachi malmenaient fort Moroyasu, et, dans l'ensemble, on peut dire que le drapeau du bakufu avait triste allure, ou, selon l'expression japonaise, que sa couleur était mauvaise (« hatairo ga warui »). On était alors à l'automne de l'année 1349.

Depuis bientôt treize ans qu'elle se battait, la cour du Sud avait enfin une bonne raison de se réjouir. Le bakufu continuait à dominer le pays, mais sa domination, comme la possession de Kyoto, n'avait jamais été aussi peu sûre. En fait, les deux cours étaient désormais essentiellement égales. Pour la première fois depuis des années, des gens des deux camps commençaient

à parler de mettre fin au conflit en réunissant les deux dynasties, les lignes aînée et cadette.

CHAPITRE XXVI

Dissensions au Bakufu

OPPOSITION À LA POLITIQUE DE TAKAUJI

Dans la lutte entre les prétendants au trône, la cour du Sud espérait certainement tirer avantage de quelque faiblesse interne susceptible d’apparaître au sein du bakufu ; et il est vrai que de graves désaccords entre Takauji et ses collègues donne *ent* un regain d’espoir aux loyalistes en 1349, un an seulement après leur cuisant revers de Shijô-Nawate.

Cependant, bien qu’aggravés par ces jalousies dont les commandants militaires sont généralement affligés, ces désaccords ne revêtaient pas sur le plan militaire une importance vitale. Il se peut qu’ils aient prolongé la guerre, mais leur véritable importance était d’ordre politique. Takauji, Tadayoshi et les généraux du bakufu étaient tous dotés d’une forte volonté, et les frères Kö, Moronao et Moroyasu, étaient particulièrement vaniteux, violents et querelleurs. Mais leurs doléances personnelles cachaient une réelle différence d’opinion, non seulement en ce qui concerne les affaires militaires, mais aussi sur tous les aspects de la politique de Takauji en matière de gouvernement civil.

Lorsque Takauji avait supprimé le bakufu de Kamakura et restauré Go-Daigo, il était presque maître du pays entier, et il lui fallut décider de ce qu’il allait faire ensuite. Anéantirait-il complètement le pouvoir et l’influence du Trône pour mettre en place son propre gouvernement central et englober la société rurale dans le nouveau système qu’il allait mettre en place ? Une telle politique impliquerait l’abolition du système manorial et la création d’une nouvelle forme de féodalisme. Il exigerait des méthodes révolutionnaires et engendrerait des frictions et des antagonismes parmi tous les gens du pays dont les intérêts seraient compromis.

Autrement, il pouvait transiger autant que possible avec la monarchie, et la détruire graduellement en s’arrogeant des pouvoirs arbitraires.

Comme nous l’avons vu, c’est cette voie qu’il choisit de suivre lorsque, après un premier revers militaire, il chassa Go-Daigo de la capitale et fit de Kômyô son pantin. Tandis qu’il s’occupait de réduire la puissance du Trône et de renforcer sa propre autorité, il jugea prudent de plaire aux grandes institutions monastiques et à certains des grands nobles de la cour en menaçant de punir tous les guerriers qui entreraient de force dans leurs domaines.

C’est à ce moment-là que la politique de Takauji souleva l’hostilité de certains de ses collègues de la capitale. La composition des partis au cours de cette dispute n’est pas tout à fait claire, mais il est certain que les frères Ko étaient opposés à toute concession et préconisaient des mesures draconiennes. Ils n’avaient aucun respect pour le Trône et ne croyaient qu’à la force. Ils estimaient que la politique de Takauji était erronée dès le commencement, et ils étaient amers de ne pas avoir été pleinement récompensés pour leurs victoires. Ils détestaient tout particulièrement Tadayoshi, dont Takauji suivait d’ordinaire les conseils en matière de politique.

Les disputes et les hostilités dont les deux décennies suivantes furent le cadre étaient le fruit de ces haines personnelles, mais la perspective historique les fait voir comme un conflit entre factions conservatrice et révolutionnaire dans le gouvernement de Takauji. Il existe par ailleurs un aspect de ce conflit qui n’est pas évident à première vue : l’effet de la politique de Takauji sur l’opinion publique dans le pays dans son ensemble.

La plupart des petits propriétaires de la classe guerrière avaient compté sur la destruction du régime Hôjô pour les libérer des impôts et autres obligations. Comme on l’a vu, le régime de Go-Daigo ne fit rien pour soulager leurs plaintes, et Takauji ne prit aucune mesure de réforme foncière. Aussi, lorsque ce dernier interdit aux guerriers de prendre les choses en main, de pénétrer dans les manoirs et de s’emparer des biens d’autrui, leur déception fut grande. A la longue, ce fut l’opposition de la petite noblesse rurale et des paysans émancipés plutôt que les désaccords des grands de la capitale qui devait contribuer le plus à l’effondrement du bakufu Ashikaga. Ces campagnards affamés de terre ne tenaient en aucune façon à préserver l’ancien régime. Ils préféraient même l’anarchie, qui pouvait leur permettre d’amasser un certain butin.

MORONAO ET MOROYASU

Avec tous leurs talents guerriers, les frères Ko étaient des hommes arrogants et violents qui ne comprenaient rien à l’art de la persuasion. En 1348, la nouvelle de la victoire qu’ils avaient remportée à Shijô-Nawate souleva l’enthousiasme de la capitale, et une sorte de fête nationale fut proclamée dans l’attente des jours paisibles qui devaient s’ensuivre. Mais Moronao et Moroyasu, que leurs succès ne satisfaisaient pas, continuèrent sur leur lancée, et leurs excès d’alors suscitèrent bientôt la rancœur.

On l’a vu, après avoir pillé et incendié les fermes rencontrées sur sa route, Moronao se complut à détruire au Yoshino les bâtiments que la cour temporaire avait abandonnés. Ensuite, il continua sur Anau, où la cour s’était rélu-giée, mais avant d’atteindre son but, il fut battu par des troupes loyalistes aidées d’un grand nombre de moines des communautés du Hasedera et de Tônomine. Tandis qu’il se repliait sur la capitale, il mit le feu à plusieurs monastères avant de se retirer à Nara, où il se vanta d’avoir pacifié la province du Yamato et contraint des centaines de loyalistes à se soumettre. Mais ses agissements, loin de servir la cause du bakufu, lui firent de nombreux ennemis responsables de toutes sortes d’ennuis.

Son frère Moroyasu ne se conduisit pas mieux et n’eut pas plus de chance. Alors qu’il allait attaquer l’armée loyaliste placée sous les ordres de Masa-nori à Töjö, dans le Kawachi, il détruisit sur son passage maisons et sanctuaires. Après quoi il fut malmené par Masanori et dut battre en retraite. Les deux armées restèrent à se guetter l’une l’autre jusqu’en septembre 1349, où Moroyasu fut rappelé à Kyoto par Moronao, ce qui signifie que les loyalistes avaient tenu bon pendant un an et demi depuis la bataille de Shijö-Nawate. Même s’ils n’avaient pas remporté de victoire, la situation était pour eux réjouissante, et ils s’empressèrent d’annoncer la nouvelle du départ de Moroyasu à leurs camarades des autres régions afin de les encourager.

De retour à Kyoto après ses peu glorieux exploits dans le Yamato, Moronao trouva une atmosphère désagréable. Depuis un certain temps, les relations entre les frères Kô et Tadayoshi étaient sur le point de se rompre, et en juillet 1349 on parlait entre eux d’une guerre ouverte. Moroyasu rentra à la demande de son frère, et les habitants de Kyoto se mirent à trembler, s’attendant d’un moment à l’autre à une explosion de violence.

Le conflit datait de sept ou huit ans, et il ne se résumait pas à une simple querelle personnelle. La famille Kô, on s'en souvient, était parente et vassale des Ashikaga, alors que Tadayoshi était le propre frère de Takauji, qu'il avait bien servi. En 1335, lorsqu'il avait désobéi à l'empereur Go-Daigo en allant à Kamakura, Takauji était demeuré à l'écart, vivant dans un monastère et laissant la conduite des affaires à Tadayoshi dans l'espoir d'éviter ainsi d'être accusé de rébellion et de trahison. Après avoir battu Nitta près de Hakone à la fin de 1335, il rentra à Kyoto pour y prendre la responsabilité nominale de toutes les affaires, c viles et militaires. A l'époque, il travaillait main dans la main avec Tadayoshi, qui s'occupait essentiellement des questions administratives, domaine où il se montrait peut-être plus capable que Takauji. Mais au fil des années, alors que se posaient des problèmes difficiles, cette harmonie finit par s'altérer au point qu'il devint évident à Kyoto qu'une rupture déclarée était inévitable. La cause directe de leur mésentente fut une querelle entre Tadayoshi et les frères Kô. Moronao avait démontré ses talents de chef dans plusieurs campagnes, et il avait bien travaillé à l'organisation du bakufu à ses débuts. Il en vint donc progressivement à gagner la confiance de Takauji, et l'influence des deux frères Kô finit par concurrencer celle de Tadayoshi.

En 1342 déjà, on percevait des signes de cet état de choses dans la capitale, et Chikafusa, alors assiégé dans sa forteresse de Seki, dans le Hitachi, avait eu vent de la querelle. En 1349, on en parlait partout, et les loyalistes voyaient certainement un encouragement dans les tensions internes qui en résultaient au bakufu. Dans son journal, Töin Kinkata note alors une grande agitation dans le voisinage du quartier général de Tadayoshi. On a éliminé de petits bâtiments et autres obstacles en prévision d'une brusque attaque, écrit-il, et « l'on dit qu'un conflit armé entre Tadayoshi et Moronao est imminent. Dans la capitale, hommes et femmes courent comme des fous d'ouest en est et d'est en ouest. C'est l'œuvre des démons ! »

Il semble que des moines zen aient été impliqués dans l'affaire, et l'on murmurait que son conseiller Myôkichi, et peut-être Musô Kokushi, avaient monté Tadayoshi contre les frères Kô, qu'ils considéraient comme des hommes malfaisants. Tadayoshi alla se plaindre au Jimyô In, résidence de la ligne aînée, et peu après Moronao fut démis de ses fonctions de représentant *(shitsuji)* du shogun ; c'est à ce moment-là qu'il fit revenir Moroyasu du

Kawachi. Les deux frères mirent en place une nombreuse garnison autour de leur maison, et Tadayoshi prit des mesures de protection semblables dans la nouvelle demeure que Takauji s’était fait construire à Sanjö-Taka-kura, où il s’était temporairement installé. Le 26 septembre, Moronao et Moroyasu encerclèrent le bâtiment et ordonnèrent à Takauji de leur remettre les deux adjoints[111] de Tadayoshi, qu’ils rendaient responsables de l’actuelle dispute. Takauji refusa, mais il promit d’exiler les deux hommes avec Myökichi et de remplacer Tadayoshi par son propre fils, Ashikaga Yoshiakira.

Takauji était dans une position difficile, car les troupes qu’il avait alors à sa disposition étaient plus de deux fois moins nombreuses que celles des frères Kö. On disait à l’époque qu’il souhaitait parvenir à un accord avec Moronao, mais grâce à l’intercession de Musö Kokushi, Tadayoshi retrouva son ancienne position de représentant du shogun. En octobre, les conférences habituelles reprirent dans sa résidence officielle avec la participation de Moronao et de ses alliés. Mais la colère de Moronao n’était pas apaisée, et il en donna la preuve en envoyant une expédition à Tomo, dans la province de Bingo, pour attaquer Ashikaga Tadafuyu (un fils naturel de Takauji adopté par Tadayoshi), que Tadayoshi avait fait nommer gouverneur des huit provinces occidentales en tant que *tandai* du Nagato en mai 1349. L’objectif officiel de cette nomination était de réduire des soulèvements loyalistes dans l’Ouest, mais elle visait en fait à contenir les partisans que Moronao comptait dans la région.

Comme on vient de le voir, Takauji et Moronao s’étaient mis d’accord pour que Yoshiakira, fils et héritier de Takauji, alors gouverneur du Kantô, quittât Kamakura pour la capitale et reprît les fonctions de Tadayoshi. Il arriva donc à Kyoto au début de décembre, et il s’installa dans la résidence de Tadayoshi, qui déménagea à Nishikiköji, dans la maison de son vieux camarade d’armes Hosokawa Akiuji. En remplacement de Yoshiakira, un fils cadet de Takauji fut envoyé à Kamakura avec pour adjoints Kö no Moro-fuyu et Uesugi Noriaki. Graduellement évincé de ses autres fonctions sous la pression de Moronao, Tadayoshi se rasa la tête et entra dans la vie religieuse, rompant tout contact avec le monde extérieur. Moronao paracheva son triomphe en envoyant des hommes de main dans l’Échizen assassiner les deux adjoints de Tadayoshi que l’on y avait exilés. Il s’en prit

par ailleurs à Tadafuyu, qui fut contraint de quitter l’ouest du Japon pour se réfugier au Kyüshü.

Cependant, Tadafuyu n’avait pas dit son dernier mot. Il s’était fait de précieux amis dans l’Ouest, et il ne tarda pas à trouver au Kyüshü des partisans qui étaient opposés au bakufu. Les loyautés étaient partout confuses, du fait surtout que les dissensions du bakufu se reflétaient dans la politique provinciale. Bien d’autres choses étaient en jeu que la loyauté envers le Trône, car on assistait désormais à une redistribution du pouvoir féodal dans les provinces occidentales. Les anciens feudataires commençaient à se comporter en seigneurs indépendants, et, au Kyüshü en particulier, il se produisait des convulsions telles que, peu après l’arrivée de Tadafuyu, Takauji organisa une grande expédition pour y mettre fin aux désordres. Il quitta Kyoto à la fin de novembre 1350, accompagné de Moronao. Il arriva à Mitsuishi, dans le Bizen, vers le 18 janvier 1351, et Tadayoshi, qui paraissait avoir abandonné toute ambition terrestre, commença alors à montrer quels étaient ses vrais sentiments.

La plupart des événements qu’on vient de relater figurent dans le journal (connu sous le nom d’*Entairyaku)* de Tôin Kinkata, alors chancelier du royaume. Il parle abondamment, et avec un dégoût non dissimulé, de la turbulence des guerriers. Sa description de la vie dans la capitale donne une impression de désordre alarmant, mais il n’oublie pas pour autant de parler des cérémonies régulières de la cour, de discuter de points délicats d’étiquette, ni (dans un volume à part) de raconter dans le détail les cérémonies d’intronisation de l’empereur Sukô en janvier 1351, remises pendant plus d’une année en raison de l’insécurité qui régnait en 1349 et 1350.

Tout au long de cette période de violence, alors que des guerriers furieux dominaient la scène, l’empereur du Nord et ses ministres continuaient à accomplir leurs devoirs rituels, et le shogun traitait les souverains régnant et abdicataire en observant toutes les formes de la déférence. Au milieu du tumulte causé par les frères Ko, Takauji organisait une fête pour célébrer son installation dans une résidence nouvellement construite, et Kinkata donne le texte d’une lettre de la maison du shogun à une dame de la cour, demandant quelles sont les douceurs qu’il convient de servir à une telle occasion. La dame en question répond courtoisement, et donne les noms de

cinq préparations, qui doivent être servies sur un plateau d’argent et avec des baguettes d’argent.

TADAYOSHI ET LA COUR DU SUD

En novembre 1350, quelques jours avant que Takauji ne partît pour le Kyüshü, Tadayoshi quitta soudain la capitale de nuit et prit la route du Yamato vêtu d’une robe de moine. Le bakufu ne tarda pas à en être informé ; mais, quoique Moronao le pressât de se débarrasser de Tadayoshi une fois pour toutes, Takauji ne donna aucun ordre visant à le faire arrêter. Cependant, Tadayoshi prétendait agir pour la cour du Sud, et, le 13 janvier 1351, il envoya des ordres impériaux (*mikyôjo*[112]) appelant certains guerriers à prendre part au châtiment de Moronao et de Moroyasu. L’un de ces documents a survécu. Il dit simplement : « Moronao et Moroyasu doivent être anéantis. Vous devez les attaquer immédiatement. » Tadayoshi s’était soumis quelque dix jours plus tôt à la cour du Sud, mais il n’avait pas encore obtenu de réponse. Toutefois, il savait que les frères Kö étaient détestés, et il ne doutait pas d’être approuvé. Il alla dans le Kawachi, d’où il adressa un message à Takauji, alors dans le Bizen, lui expliquant qu’il ne lui était pas infidèle, mais qu’il était seulement furieux du comportement des frères Kô, dont il le pressait de se défaire. Cependant, le messager tomba entre les mains de Moronao, qui l’envoya pieds et poings liés dans la capitale.

Tadayoshi voulait reprendre Kyoto avant que les armées du bakufu ne pussent y retourner, mais il se rendit compte qu’il ne devait pas compter sur un soutien massif des troupes loyalistes dans le voisinage. Il prit hâtivement position à Yahata, et commença bientôt à recevoir des renforts amenés par des amis du Nord-Ouest, notamment Momonoi, qui s’était porté à son aide à travers la neige et la glace. En février, il y eut d’âpres combats. Yoshiakira, alors responsable de Kyoto, sentit qu’il ne pourrait pas soutenir cet assaut et quitta la ville pour rejoindre Takauji. A ce moment-là, Takauji avait fait demi-tour pour se porter à l’aide de Yoshiakira et envoyé Moronao en avant-garde ; mais leurs troupes conjointes ne réussirent pas à reprendre le terrain qu’elles avaient abandonné.

Takauji se retira alors sur Hyôgo – expérience qui, pour lui, n’était pas nouvelle – et, en mars 1351, il fut défait lors d’une bataille qui se déroula à Uchidehama, dans le Settsu. Les deux frères Kô furent blessés. On parvint à une trêve grâce à l’intervention de Musô Kokushi, et Takauji fut contraint de dire aux frères Kô qu’ils ne seraient épargnés qu’à condition qu’ils se

fissent moines. Une semaine plus tard, il quittait Hyôgo pour la capitale, escortant les deux hommes, Moronao habillé en moine zen et Moroyasu dans la tenue des membres de la communauté du Nembutsu. Mais ils ne devaient pas terminer leur voyage, car lorsqu'ils arrivèrent au bord du Muko, ils furent arrêtés par des troupes commandées par Akiyoshi, fils de cet Uesugi Shigeyoshi que les frères Kô avaient donné l'ordre d'exécuter. Akiyoshi fit des deux'crères ses prisonniers, et, pour venger son père, il les mit à mort peu après avec plusieurs douzaines de membres de leur clan.

Moronao et Moroyasu avaient été très utiles à Takauji, et dans leur ascension, ils s'étaient fait de nombreux ennemis. Le portrait qu'en brosse le *Tai-heiki* manque peut-être d'objectivité, mais lorsqu'il les juge arrogants et criminels dans leur conduite, ces accusations sont sûrement bien fondées.

RIVALITÉ ENTRE TAKAUJI ET TADAYOSHI

Ayant livré ses deux victimes à Akiyoshi, Takauji regagna Kyoto, où Tadayoshi dirigeait désormais. Il paraissait d'humeur morose, tandis que son frère débordait d'enthousiasme et de confiance en soi. Tous deux semblaient réconciliés, et Tadayoshi reprit ses fonctions d'administrateur avec Yoshiakira pour supérieur. Dans l'épanouissement du mois d'avril, les trois hommes firent une excursion dans le jardin du Saihôji, monastère des faubourgs ouest de la ville. Ils admirèrent les arbres en fleurs tout en savourant les discours édifiants du grand Kokushi.

Mais sous l'élégance et l'urbanité apparentes, les passions bouillonnaient. Takauji était furieux de l'indulgence avec laquelle Tadayoshi traitait Uesugi Akiyoshi, qui avait assassiné Moronao. Il souhaitait le condamner à mort, et Tadayoshi se contenta de l'exiler. Mais il y avait plus grave. La récente bataille, à laquelle de grandes familles guerrières de tout le pays avaient participé, avaient engendré parmi elles des antagonismes tels qu'on ne pouvait espérer les réconcilier. Des haines étaient nées sur le champ de bataille puis lorsque le moment était venu de distribuer des récompenses. Ces difficultés étaient autant d'obstacles à une paix véritable entre les deux frères. En outre, une question d'orgueil paternel était en jeu, car Takauji voulait s'assurer qu'à sa mort ses différentes charges iraient à ses fils Yoshiakira et Motouji (qui, enfant, portait le nom de Mitsu-ô) et non à ceux de Tadayoshi. Mais comme il doutait que Yoshiakira fût capable de remplir une charge qui exigeait un bon jugement et un caractère stable, il décida que Motouji irait prendre à Kamakura les fonctions de *kanrei* du Kantô, c'est-à-dire de représentant du shôgun dans l'Est, particulièrement importantes du fait qu'elles donnaient à leur titulaire autorité directe sur les guerriers de l'Est[113]. La charge de shôgun reviendrait bien sûr à Yoshiakira, fils aîné, qui bénéficierait de conseillers expérimentés.

Tadayoshi, on s'en souvient, avait tenté de faire la paix entre les cours du Nord et du Sud à la fin de l'année 1350. En avril suivant, il essaya encore. Il proposa une conférence entre les deux lignes, pour laquelle Go-Murakami se rendrait à Kyoto. Go-Murakami avait déjà manifesté le désir de négocier dans un message apporté à Tadayoshi par Kusunoki Masanori, qui jouait les intermédiaires. Mais quand des conditions précises furent soumises par écrit

à la cour du Sud, une réponse arriva en juin annonçant que Chikafusa était résolument opposé à une réconciliation entre les deux lignes. L'échec des pourparlers ennuyait fort Masanori, qui avait espéré négocier une solution pratique. Il mettait également Tadayoshi dans une position incommode, et Kyoto en éprouvait de l'inquiétude, y voyant le présage d'une reprise des hostilités entre les deux frères. Leurs partisans réciproques souhaitaient éviter d'être pris dans une telle querelle, et la plupart d'entre eux quittèrent la capitale en juillet et en août, et regagnèrent leurs fiefs avec leurs troupes. C'était un signe des temps, car plusieurs des anciens partisans du bakufu étaient désormais prêts à faire leur soumission à la cour du Sud ; mais Takauji était opposé à tout compromis.

Tadayoshi, qui commençait à soupçonner les intentions que nourrissaient à son égard Takauji et Yoshiakira, quitta alors Kyoto et se rendit dans la province d'Etchû,'uivi de certains de ses alliés. Le pays s'en alarma. A propos de cette période, le *Taiheiki* dit : « Les gens étaient mal à l'aise. Trois partis divisaient le pays entier, et il semblait qu'ils continueraient perpétuellement à se battre. » La situation était effectivement impossible, et les perspectives inquiétantes. Takauji marchait contre Sasaki Dôyo ; Yoshiakira méditait d'attaquer Akamatsu Norisuke, un fidèle allié de la cour du Sud ; les armées loyalistes s'agitaient dans le Kawachi, où elles ne pouvaient pas manquer d'engendrer des conflits ; et Tadayoshi était en campagne avec Momonoi et autres partisans du Nord.

Après diverses escarmouches et négociations, les hostilités s'arrêtèrent alors même que Tadayoshi était arrivé avec des troupes fraîches dans la province d'Omi, où le rejoignit un chef de clan ami avec des renforts. Mais il semblait avoir perdu confiance, car il retrouva Takauji vers le 15 octobre, et les deux frères se réconcilièrent une fois de plus. Cependant, leurs partisans ne suivirent pas leur exemple. Les divisions et dissensions entre membres des partis rivaux ne faisaient que s'exacerber, car se battre était devenu partout une maladie chronique, et l'entente entre les deux frères ne pouvait suffire à y remédier. Tadayoshi retourna à Kamakura pour s'y occuper des affaires du Kantô.

Les troubles intérieurs que connaissait le bakufu Ashikaga fournissaient aux armées de la cour du Sud de nombreuses occasions d'agir, et des chefs loyalistes étaient maintenant d'avis de marcher sur Kyoto. Cette initiative

était prématurée, mais elle montre que la cour passait de la défensive à l’offensive, et attendait la prochaine brouille au sein du bakufu.

Takauji devait s’en rendre compte, car il proposa alors de se soumettre à la cour du Sud et se déclara en faveur d’un accord entre les deux cours. Il sentait qu’il ne lui fallait pas manquer une chance qui pouvait, à l’usage, lui être favorable. Il jugea sage de faire un geste à l’appui de son offre, et il persuada Akamatsu Norisuke d’amener la cour du Sud à accepter sa soumission et sa proposition concernant la fusion des deux lignes dynastiques.

Après quelques hésitations, la cour consentit en novembre 1351 à accepter la soumission de Takauji et de Yoshiakira. Elle envoya un moine apporter la nouvelle à Kyoto et dire qu’il fallait en revenir aux « premiers jours de Genkô » (1331-1333), où l’empire était uni sous la Couronne.

En même temps, Takauji fut chargé de punir Tadayoshi. Il ordonna la cessation des hostilités dans l’ensemble du pays et déclara qu’il se rendait au jugement de l’empereur. Il se dit prêt à accepter chaque mot de l’ordre impérial. On était alors le 22 novembre. Quelques jours plus tard, l’empereur Sukô et son prince héritier, Tadahito, se retiraient, et le nom donné à la période par la cour du Nord était supprimé, les deux camps employant désormais celui de « Shôhei ». A la fin de l’année, les insignes impériaux furent remis par la ligne aînée à la ligne cadette, qui les accepta tout en disant qu’il s’agissait de faux.

Il est à peine besoin de dire que l’humble soumission de Takauji était un simple mouvement tactique destiné à gagner du temps. Son seul vrai motif était peut-être d’obtenir un mandat l’autorisant à attaquer Tadayoshi. De son côté, la cour devait être consciente de sa duplicité – c’était quelque chose qui ne pouvait pas échapper à Chikafusa –, mais c’eût été une faute que de ne pas profiter d’une occasion de regagner la capitale, et même un accord simulé entre les deux cours pouvait les amener à une union sincère contre le bakufu.

Takauji fit part de son mandat à toutes les provinces. Il quitta Kyoto en décembre et il arriva au début de janvier dans le Suruga, où il installa une base près de Tegoshi-gawara [114]. Il invita Utsunomiya et Yüki Chikatomo à se joindre à lui, espérant ainsi prendre Tadayoshi, qui s’était établi dans la province d’Izu, en tenailles. Les deux armées s’affrontèrent au moment où

Tadayoshi marcha sur Sattayama, à l'est d'Okitsu, dans le Suruga. Malmené par les troupes d'Utsunomiya, il se replia sur Hôjô puis dans les montagnes de l'Izu. Il semble avoir souffert d'un dérangement mental. Il ne se sentait nulle part en lieu sûr, et il était sur le point de se suicider lorsque des propositions de paix arrivèrent. Il se rendit et fut emmené à Kamakura pour être emprisonné dans l'enceinte d'un monastère, le Jômyôji, où il mourut – sans aucun doute empoisonné – au mois de mars, âgé de quarante-six ans.

Les opinions varient touchant son caractère. Après avoir narré sa mort, le *Taiheiki*, qui lui est généralement favorable, dit qu'il était « très intéresse par le gouvernement et soucieux d'humanité et de justice ». Cet éloge lunèbre est difficile à croire. De son vivant, Tadayoshi était détesté en raison de ses crimes, notamment le meurtre du prince Morinaga et l'empoisonnement du petit prince Tsunenaga, considérés comme impardonnables. Quand Tôin Kinkata fut informé de sa mort, il observa que ce pourrait être une bonne occasion de mettre un terme à une guerre qui n'en finissait pas. Pour lui, ce bain de sang devait avoir ses responsables.

Le *Nan-Taiheiki* dit que Takauji n'oublia jamais toute la gratitude qu'il devait à Tadayoshi pour son aide. Il ne lui reprochait même pas d'avoir incité les frères Kö à se mal conduire. Il était prêt à collaborer avec lui, mais il tenait absolument à ce que Kamakura allât à ses propres descendants, et la passion que lui inspirait Yoshiakira fut probablement la vraie cause de sa rupture avec Tadayoshi. La vie privée de Takauji et de Tadayoshi est présentée comme au-dessus de toute critique.

Parlant des relations entre les deux frères, Arai Hakuseki dit que Takauji était supérieur à Tadayoshi du point de vue de l'intelligence et de l'habileté politique, mais qu'il lui était inférieur dans l'art de la guerre[115].

LA LUTTE POUR KYOTO, 1352-1355

Après la défaite de Tadayoshi, la cour du Sud n'avait plus qu'un ennemi à redouter, et elle sentit que le moment était venu de tenter un effort désespéré pour briser le pouvoir de la classe militaire, qui était maintenant divisée dans ses loyautés. Elle conçut donc un plan qui consistait à attaquer Takauji dans l'Est et Yoshiakira à Kyoto.

En conséquence, dans le Kantô le clan Nitta, rejoint par la majorité des partisans de Taday< shi, gagna le Musashi, tandis que d'autres anciens alliés de Tadayoshi se portaient avec des partisans Nitta à l'attaque de Kamakura, à la défense de laquelle Takauji s'était précipité. Ils chassèrent ce dernier de la ville en avril 1352. Plus au nord, les gouverneurs loyalistes entrèrent en action. Tous ces mouvements se déroulaient selon un plan mis au point par la cour de Anau sous la direction de Chikafusa.

Quoique les armées loyalistes remportassent alors d'éclatants succès, ceux-ci étaient incomplets. Nitta Yoshimune (le troisième fils de Yoshisada), à la tête de puissants effectifs venus de l'Échigo, attaqua Takauji et le défit lors de plusieurs brefs engagements, mais lui-même fut battu à l'occasion d'une bataille qui eut lieu à un endroit appelé Kotesashi-hara, et il se replia alors au col du Joueur de Flûte (Fuefuki-tôge, aujourd'hui connu sous le nom d'Usui-tôge, et familier des voyageurs venant de Karuizawa), d'où Takauji le délogea, le contraignant à fuir dans l'Échigo. De même, la poussée des autres frères Nitta fut arrêtée. Takauji réussit à reprendre Kamakura, et quoique les loyalistes tinssent une forteresse du Sagami contre des assauts répétés jusqu'au printemps 1353, ils furent alors contraints de l'abandonner et se disséminèrent dans les montagnes. Mais leurs efforts avaient mobilisé de nombreuses troupes dont le bakufu eût eu grand besoin à Kyoto.

Car dans la région de la capitale, sa position était très menacée. Après l'accord passé entre les deux cours, Yoshiakira apprit que Go-Murakami projetait de marcher sur Kyoto et se trouvait déjà à Tôjô, dans le Kawachi, prêt à gagner le Settsu pour s'installer temporairement à Sumiyoshi, où il arriva le 14 mars 1352. Après une brève période de préparation, il partit pour Tennôji au début d'avril. Yoshiakira se vit contraint d'agir, car il comprit que le but de la cour du Sud n'était pas une simple jonction, mais une attaque à grande échelle contre la capitale. Il était pris au dépourvu. Il

savait qu’il ne pouvait pas compter sur Takauji, alors engagé dans le Kantö, et il ne se sentait pas assez fort pour résister seul. Il décida donc de se préparer une possibilité de retraite, et de soumettre à l’empereur certaines propositions d’accord. Pour remplir son premier objectif, il fit aménager et renforcer le grand pont de Seta de manière qu’il puisse assurer le passage d’une vaste armée se dirigeant rapidement vers l’est. Pour la seconde partie de son plan, il paraît avoir fait des offres, dont celle de céder des domaines importants aux membres de la cour.

L’empereur ne lui donna pas de réponse précise, mais il fit savoir à son émissaire, le moine Eichin, qu’il répondrait une fois arrivé à Yahata. Il atteignit le sanctuaire de Hachiman le 4 avril et s’installa dans la maison du Grand Gardien, mais toujours sans fournir de réponse malgré les demandes répétées d’Eichin. Selon le journal de Tôin, les troupes du bakufu passèrent cette nuit-là à se préparer à partir, et les habitants de Kyoto « étaient pâles de terreur ». Le lendemain, 5 avril, l’armée loyaliste, qui s’était rassemblée à Yahata, arriva dans la capitale, divisée en trois corps respectivement placés sous les ordres de Kitabatake Akiyoshi, Kusunoki Masanori et Chigusa Akitsune, et venant de Toba, du Katsura et de Tamba. Yoshiakira tenta de s’opposer à leur attaque, mais il fut mis en fuite par Akiyoshi et se réfugia dans la province d’Omi par le pont de Seta.

Le lendemain (6 avril), les trois empereurs abdicataires de la ligne aînée (Kôgon, Kömyö et Sukö) et le prince héritier Tadahito furent conduits par des officiers de la cour du Sud au palais du Rokujô, où ils furent détenus quelque temps. On les installa ensuite à Yahata, puis à Tôjô, dans le Kawachi, et enfin à Anau, selon un itinéraire allant à contresens de celui qu’avait emprunté Go-Murakami. La capitale était plongée dans une grande confusion, et Kitabatake Akiyoshi s’efforça d’y rétablir l’ordre avec l’aide de son père, Chikafusa, qui était toujours resté proche de son souverain.

La prise de Kyoto représentait une éclatante victoire, fruit d’une solide stratégie, remportée après de durs combats contre des guerriers endurcis. Cependant, comme bien des batailles de cette période, elle se soldait par la défaite mais non par l’anéantissement de l’armée ennemie. Yoshiakira avait mené à bien ce qu’on appellerait aujourd’hui une retraite stratégique. Tel n’était peut-être pas son but, mais une fois parvenu dans la province d’Omi, il s’arrêta pour rassembler ses troupes disséminées, auxquelles vinrent s’ajouter celles de chefs voisins. S’étant reposé, il lança une nouvelle

attaque contre Kyoto le 25 avril, soit une vingtaine de jours après sa retraite. La défense était faible, car Akiyoshi n'avait pas assez d'hommes pour maintenir l'ordre dans la ville tout en gardant les abords. En l'espace de vingt-quatre heures, l'armée d'Ashikaga rentra dans la capitale et s'établit sur les hauteurs du quartier de Higashivama, qui domine la ville. Peu après, Yoshiakira installa son quartier général dans le monastère du Tôji, d'où, le 7 juin, il partit à l'attaque d'Otokoyama. Vers la même date, il reçut des renforts de Hosokawa Akiuji ainsi que d'Akamatsu Norisuke. La famille Akamatsu, qui s'était jadis ardemment battue pour la cour du Sud, avait contracté l'habitude toujours plus répandue de changer de camp.

Grâce à ces renforts, Yoshiakira put assez facilement repousser les loyalistes à Yahata. Au début de mai, Hosokawa et d'autres commandants prirent une route indirecte passant par Uji, franchirent le Kizu et arrivèrent au col pour fondre sur l'arrière-garde de Masanori. Lui aussi fut contraint de se replier sur Okotoyama, où l'ensemble de l'armée loyaliste se trouvait désormais concentrée. Quelques jours plus tard – vers le milieu de mai –, Yoshiakira reçut de nombreux renforts de Yamana, Shimazu et Kôno, venant respectivement du Sanindô, du Satsuma et de l'Iyo. Les troupes dont disposait Yoshiakira étaient ainsi très imposantes, et au début du mois de juin il fut en mesure de lancer une très puissante attaque contre Masanori et Akiyoshi. Leur résistance fut acharnée, et leurs pertes accablantes. Ils se battirent avec les encouragements de l'empereur, qui se montra aux troupes. Au cours d'une contre-attaque nocturne, ils parvinrent même à enfoncer les positions de Hosokawa, qui, pour reprendre pied, fut forcé de battre hâtivement en retraite.

Après quelques jours de combat presque ininterrompu, les défenseurs s'organisèrent pour soutenir un siège. Mais ils étaient à bout de force, une partie de leurs troupes avaient déserté, et leurs vivres commençaient à manquer. Ils ne se sentaient plus capables de protéger l'empereur, et ils résolurent de se retirer. Ils partirent furtivement durant la nuit du 23 juin. Alors qu'ils atteignaient le Yamato, ils furent rejoints par quelques centaines de cavaliers ennemis. A l'arrière-garde se trouvait le fidèle Shijô Takasuke, au service de la cour du Sud depuis plus de vingt ans. Il mourut en défendant l'empereur sur la route d'Anau. Au cours de ce voyage (selon l'*Entairyaku),* l'empereur passa inaperçu, car il chevauchait en armure parmi une troupe de cavaliers. Les lèches des poursuivants l'atteignirent à

une ou deux reprises, mais sans traverser ses vêtements. Il emportait le Sceau dans un panier attaché à sa selle.

Ce n’était pas la fin de la lutte pour la capitale, mais la meilleure chance de succès avait peut-être été perdue. Selon le *Taiheiki*, si les défenseurs avaient pu tenir quelques jours de plus, ils auraient infligé à Yoshiakira une défaite dont il aurait eu peine à se remettre. Ce n’est évidemment qu’une conjecture, mais il est intéressant de relever le rapport selon lequel Nitta Yoshimune quitta l’Échigo avec 7000 hommes et Momonoi le rejoignit avec 3000 autres. Kira et Ishidô quittèrent le Suruga et atteignirent Tarui, dans le Mino, avec des effectifs considérables, alors que Doi et Tokunô étaient prêts à marcher depuis la côte, où 700 navires de transport les avaient débarqués avec leurs hommes.

Ces chiffres indiquent que 10000 à 20000 hommes auraient pu venir à l’aide des défenseurs de Yahata. Ils sont peut-être exagérés, mais ils semblent plus crédibles que les estimations fantaisistes ou irréfléchies que donnent généralement les chroniqueurs. Ils montrent en tout cas que la cause loyaliste avait attiré un nombre croissant de partisans tandis que ses dirigeants faisaient preuve de détermination et que le bakufu accusait des signes de faiblesse. Le presque succès de l’armée loyaliste atteste que la puissance militaire de la cour du Sud était plus grande qu’elle ne l’avait jamais été.

Après l’emprisonnement de Tadayoshi à Kamakura, les conditions internes du bakufu Ashikaga s’étaient détériorées, et plusieurs chefs de clan avaient retiré leur appui à Takauji ou s’opposaient directement à lui. L’antagonisme entre les deux frères survécut ainsi à Tadayoshi, avec une tendance à se répandre des dirigeants de la société féodale de la région métropolitaine aux chefs des clans guerriers des lointaines provinces. Si des représentants de la noblesse rurale rejoignaient le parti de Tadayoshi, ce n’est pas forcément parce qu’ils condamnaient les crimes de son frère. Mais ils voyaient se préparer un grand conflit et sentaient qu’il leur fallait prendre parti, car ce n’était qu’à l’occasion de ce genre d’affrontements entre grands chefs de clan qu’ils pouvaient espérer obtenir quelque récompense sous forme de terres ou de charges. De plus, s’ils refusaient de s’engager, ils risquaient d’être punis pour leur neutralité.

La principale opposition à Takauji se perpétua sous la forme d’un appui donné à Ashikaga Tadafuyu, neveu de Tadayoshi et fils naturel de Takauji,

longtemps négligé et non reconnu par son père. Tadayoshi l'avait au contraire traité avec gentillesse, et il lui avait procuré le poste important de *tandai* dans le Nagato, qui lui donnait autorité sur les huit provinces occidentales de la principale île. Le jeune homme avait obtenu cette charge en 1349, et quand le désaccord entre Takauji et Tadayoshi s'était envenimé, il avait pris le parti de son oncle. La mort de ce dernier fut pour lui un grand coup, car, en dehors de toute affection familiale, elle le laissait sans appui en haut lieu. En 1351, il régnait sur le nord du Kyüshü de même que sur le Nagato, et il résidait depuis quelque temps à Dazaifu. A la fin de l'année, il y fut attaqué par Isshiki Noriuji[116], à la tête de troupes loyalistes grâce auxquelles le prince Kanenaga avait conservé une puissante position dans le centre et le nord du Kyüshü. Contraint de fuir, Tadafuyu dut se réfugier dans le Nagato.

Il ne pouvait pas retourner à Kyoto, car Takauji et Yoshiakira étaient désormais ses ennemis. Ne sachant de quel côté se tourner, il demanda de l'aide à certaines familles dirigeantes de sa juridiction. Parmi celles qui répondirent à son appel, la plus importante était le puissant clan Môri, de la province d'Aki, auquel vinrent ensuite s'ajouter d'autres groupes influents de l'Iwami et de l'Izumo. Grâce à leur aide, il réussit à renforcer sa position au point de devenir pratiquement maître de l'Ouest, mais sans toutefois être encore assez fort pour risquer une expédition au Kyüshü contre Isshiki. Ainsi, son avenir demeurait incertain à moins qu'il ne trouvât un puissant allié. Bientôt, il recourut à un moyen que son père et son oncle avait déjà utilisé, offrant de se soumettre à la cour du Sud et obtenant ainsi la collaboration de l'armée loyaliste contre ses propres ennemis.

Fort de ce nouvel atout, il s'approcha de Shôni Yorihisa et d'autres chefs de clan avec le projet d'attaquer Isshiki, qui s'était lui-même battu récemment contre Yorihisa dans le camp loyaliste. La situation était des plus confuses, mais la chose n'avait rien d'extraordinaire, car à l'époque, ainsi qu'on l'a vu, les changements de camps étaient monnaie courante. Jadis fidèle partisan de Takauji, Shôni Yorihisa se déclara alors prêt à prendre parti pour la cour du Sud. Selon le *Baishô-ron,* sa loyauté était cependant profonde et tenace. Son père s'était suicidé parce qu'il estimait avoir manqué à Takauji dans la bataille, ses frères avaient donné leur vie pour lui, et lui-même l'avait accompagné dans ses campagnes sur l'île principale, ce qui lui avait valu de grands éloges et de vastes domaines.

A l’époque des Ashikaga, le renégat est un personnage familier. Ses exploits sont surprenants, mais ils s’expliquent, pour ne pas dire se justifient, du fait de l’inconstance des grands chefs, dont la conduite est rarement guidée par des pensées de rectitude. Les guerriers ordinaires qui leur étaient soumis se souciaient généralement des intérêts particuliers de leurs familles plutôt que de questions de principe. Ils voulaient des récompenses, et les guerres civiles étaient la meilleure occasion d’en gagner, car les vainqueurs pouvaient prendre la terre des vaincus. L’histoire même de Yorihisa en est l’illustration.

Ainsi, la cause loyaliste trouvait des défenseurs dans des milieux inattendus, et les chefs loyalistes accueillaient les nouveaux partisans sans trop s’interroger sur leurs motivations. Une histoire du *Taiheiki*, sans être peut-être tout à fait authentique, illustre assez bien la pratique courante des familles guerrières de l’époque qui nous intéresse. Elle décrit la conduite d’un membre d’une famille guerrière dirigeante de l’ouest du Japon, la famille Yamana, de la province de Hôki. Cet homme s’était bien battu lors de l’attaque d’Otokoyama, en juin 1352, et demanda pour récompense une terre du Wakasa. Elle lui fut accordée, mais Yamana fut averti qu’elle demeurait soumise aux droits du seigneur de l’endroit, sans doute un grand propriétaire foncier que les dirigeants Ashikaga préféraient ne pas offenser. Yamana se trouva donc dans l’impossibilité de tirer le moindre revenu de cette terre du Wakasa. Il en appela au lieutenant de Takauji, Sasaki Dôyo, qui refusa de le voir. Ce fut une négligence qui le décida à changer de camp.

Lorsqu’un guerrier avait un grief de ce genre, le conflit entre les deux cours représentait pour lui une possibilité de vengeance, voire un espoir de récompense. C’était là l’une des raisons les plus courantes et les plus importantes de l’appui dccordé à la cour du Sud par des hommes qui, jusque-là, s’étaient battus pour les Ashikaga et la cour du Nord. Rejoindre un nouveau chef n’offrait aucune garantie de succès, car l’équilibre des forces changeait de jour en jour, mais il y avait une certaine perspective d’avantages à long terme pour ceux qui étaient du côté de la cour du Sud. Par ailleurs, l’idée de dépendre de Takauji en tant que shogun déplaisait à maints chefs guerriers, qui n’avaient pas pris envers lui le même engagement que les vassaux Minamoto envers Yoritomo en 1180.

Le cas de Yamana est un bon exemple. Sa famille était d’ascendance Seiwa Minamoto et possédait des terres à Kôzuke, près de celles de la

famille Nitta. Ses chefs comptaient parmi les vasseaux favoris (*go-kenin)* de Yoritomo. Sous le bakufu de Muromachi, ils rendirent de précieux services à Takauji, et furent récompensés par de vastes domaines dans la province de Hôki. C'est de là qu'après leur déception, ils chassèrent Sasaki Dôyo de l'Izumo, prirent contact avec Tadayoshi, et se déclarèrent contre Takauji. Leur attitude amena un grand nombre, peut-être même la majorité, des familles guerrières de la région de Senin à entrer dans l'opposition à Takauji, de sorte que les provinces occidentales dans leur ensemble ne tardèrent pas à appuyer Tadafuyu, et, par là même, la cour du Sud.

Après que Go-Murakami eut dû se replier sur Yoshino en 1342, le gros de l'armée loyaliste, toujours basée à Tôjô, dans le Kawachi, poursuivit ses activités sous les ordres de Kusunoki Masanori, avec la précieuse aide d'anciens partisans de Tadayoshi, parmi lesquels les Kira et les Ishido. La capitale avait été plus d'une fois menacée, et le succès que Tadafuyu avait remporté dans l'Ouest ne manquait pas d'être flatteur. Au début de 1353, Yoshiakira fut contraint d'ordonner une attaque contre Tôjô, mais sans résultat ; et lorsque vint l'été, Yamana Tokiuji, le renégat, quitta le Hôki pour se porter à l'aide de l'armée loyaliste. Venant du Tamba, son avant-garde atteignit les abords de Kyoto (Saga) en juillet. Parallèlement, Masanori avait marché sur Tennôji et pris Yahata, tandis que des renforts arrivaient du Kii sous les ordres de Shijô Takatoshi, fils du fidèle Takasuke. Le revirement de Tada-fuyu avait donné aux loyalistes un nouvel élan, qui les incita à faire un grand effort. A partir du début de la nouvelle année, la capitale avait attendu le retour de la cour du Sud, avec bien sûr des sentiments mêlés, car il en résulterait des ennuis pour beaucoup. L'agitation s'intensifia lorsque Kyôto fut informée des nouvelles alliances. A la mi-mai déjà, le bruit se répandit que Yoshiakira allait être attaqué par les factions loyalistes de la ville, et le bakufu procéda à l'arrestation de suspects, dont certains furent exécutés. Ce qui n'empêcha pas la population de parler des succès de Tadafuvu et des intentions de Yamana.

En juillet, les loyalistes lancèrent une puissante attaque. Masanori, venant de Yahata, et Yamana, arrivant des environs de Nishiyama, rejoignirent d'autres groupes d'attaquants, et mirent le feu aux bâtiments en entrant dans la capitale. Yoshiakira parvint à s'échapper et se replia sur Kaguraoka, au nord de la ville, puis à Sakamoto-Est.

Très rapidement, Kyoto se trouva aux mains des loyalistes, et Yamana se hâta d’envoyer des félicitations à Go-Murakami, à Yoshino, tout en confisquant les biens des nobles qui avaient pris le parti de la cour du Nord lors de la récente occupation de la capitale par les troupes Ashikaga.

En date du 1er août, Tôin décrit dans son journal la situation telle que la connaissaient les gens de sa condition : « On dit que l’empereur Kôgon In et Yoshiakira se retirent dans le Kantö devant la force supérieure des attaquants. Ils sont déjà en route. Il y aura sans doute des changements. Toutes sortes de bruit courent. Certains disent que Yoshiakira connaît de graves difficultés, étant à court d’armes et de vivres. Savoir le vrai est impossible. D’aucuns disent noir et d’autres blanc. Il n’y a pas moyen de démêler le vrai du faux. La seule chose à faire est d’avoir confiance en sa bonne fortune. » Ce passage montre combien les hauts fonctionnaires étaient mal informés de la situation réelle. Tôin paraît penser que l’empereur cloîtré Kôgon se trouvait à Kyoto, alors qu’il était à Anau avec ses deux confrères sous la garde de la cour du Sud.

Après les victoires loyalistes d’avril 1352, la position de Takauji et de Yoshiakira touchant la succession au trône était fort délicate. Les trois empereurs retirés de la cour du Nord et le prince héritier Tadahito étaient prisonniers à Anau, et les insignes impériaux se trouvaient aux mains de Go-Murakami. Après de longues discussions, on décida de nommer successeur de Sukô un frère cadet de Tadahito, Yiahito. Il devint l’empereur Go-Kôgon le 25 septembre 1352. Comme il n’y avait pas de véritable précédent à une intronisation sans insignes impériaux, la cérémonie n’était pas valable". Yoshiakira lui-même paraît avoir pensé à cette irrégularité, et comme Go-Kôgon n’avait que quatorze ans, il proposa la création d’une sorte de gouvernement provisoire sous l’égide de sa mère, Kôgimon In, née Fujiwara

Yasuko. C’était une femme intelligente, et elle eut le bon sens de refuser, sachant qu’une femme à la tête d’un gouvernement, et qui plus est d’un gouvernement de cloître, rencontrerait une forte opposition.

Maintenant, en 1353, alors que les loyalistes étaient une fois de plus dans la capitale, Yoshiakira ne pouvait prendre le risque de mettre le jeune souverain en danger, et il jugea prudent d’installer la cour dans un endroit plus sûr que l’Enryakuji, où Go-Kôgon s’était réfugié. Il escorta ce dernier et sa cour jusque dans la province de Mino, s’étant défait de ceux qui

tentèrent de les poursuivre au moment du départ, et les installa dans un lieu appelé Tarui.

Ses revers avaient suscité une forte réaction parmi les partisans Ashikaga de tout le pays, les encourageant à redoubler d'efforts pour reprendre le terrain perdu. Ayant écrasé ce qui restait de la résistance loyaliste dans la région de Kamakura, Takauji décida qu'il devait lui aussi se porter à l'aide de Yoshiakira, qui pour sa part quitta Tarui pour trouver des appuis dans les provinces voisines, avec l'intention de lancer une très puissante attaque contre la capitale. Des renforts commencèrent d'arriver de l'Ouest. A l'appel du bakufu, Akamatsu, emmenant des troupes du Harima et du Bizen, arriva à Hyôgo le 11 août. Shiba pénétra dans le Settsu avec des troupes du Shi-koku. C'est en vain que les loyalistes tentèrent de les repousser, et Masanori, Yamana, Ishidô et Kira furent tous contraints de battre en retraite. Le lendemain, Yoshiakira envahit l'Omi avec son contingent. Avec ces nouveaux effectifs, l'armée Ashikaga balaya les troupes loyalistes qu'elle trouva sur sa route à l'approche de la capitale. Le 24 août 1353, Kyoto était une fois de plus entre les mains des Ashikaga, et les loyalistes s'étaient disséminés dans toutes les directions.

Takauji ne quit'a pas Kamakura avant le début de septembre. Il gagna l'Omi en une dizaine de jours et arriva à Tarui le 11 octobre. Go-Kôgon, inquiet, l'y attendait. Un journal contemporain décrit la scène dans une langue enthousiaste : « Ce fut une circonstance heureuse et pleine de vie. L'arrivée des troupes se poursuivit durant deux ou trois jours sans interruption. Leur équipement encombrait les routes, et après leur longue marche, les soldats étaient de joyeuse humeur. Ils affluaient comme un long ruban ou une pièce de tissu qu'on déroule. Le Dainagon [Takauji] portait un manteau de brocart sur une légère cotte de mailles et montait un alezan. Il était suivi de Yüki, Oda, Satake et autres guerriers. Les armes étincelaient au soleil de l'après-midi, créant un tableau gai et animé. L'arrière-garde était placée sous les ordres de Nikki et autres capitaines, et comptait d'innombrables guerriers des provinces orientales. »

Suivent un panégyrique des chevaux montés par Takauji et ses commandants, et une description de l'arrivée du défilé à la maison du chef de Tarui, devenue résidence de l'empereur. Le shogun arrêta la colonne et s'avança seul à la porte, où il fut accueilli par le chambellan de la cour et conduit devant le souverain. Au terme d'une courte audience, il lui rendit

hommage puis ressortit [117]. Quelques jours plus tard, Yoshiakira arrivait de Kyoto pour rendre hommage à Go-Kôgon. Père et fils accompagnèrent ensuite l'empereur dans la capitale, qui, à partir du 18 octobre 1353, date de leur arrivée, jouit jusqu'au milieu de l'année suivante d'une paix inaccoutumée.

Takauji ne se contenta pas d'occuper la ville. Auparavant, il avait envoyé une expédition punitive contre Yamana, qu'il considérait bien sûr comme un traître. Yamana avait demandé de l'aide à Tadafuyu et obtenu grâce à lui de la cour du Sud mission de châtier Takauji. En mars 1354, Takauji donna aux Shimazu du Satsuma l'ordre d'attaquer Tadafuyu, et, en été, Yoshiakira lui-même entreprit de « soumettre » les provinces centrales. Mais il rencontra une forte opposition et ne put rien contre les forces conjuguées de Tadafuyu et de Yamana. En fait, la chance tournait une fois de plus, et Yoshiakira ne tarda pas à battre en retraite. A la fin de 1354, Takauji, jugeant que la situation était désespérée, s'enfuit avec Go-Kôgon dans la province d'Omi, où il se réfugia dans le monastère de Musadera. Peu après, c'est-à-dire en janvier 1355, l'armée du Sud, aux ordres de Momonoi, et d'autres partisans de Go-Murakami reprirent la capitale, où ils furent rejoints par Tadafuyu, Yamana, Ishidô et autres guerriers des provinces centrales ayant tous un grief contre le bakufu.

CHAPITRE XXVII

L’échec de la cour du Sud

REPRISE DE KYOTO PAR TAKAUJI

En février 1355, avec l’arrivée à Kyoto de la puissante armée de Tadafuyu et des troupes victorieuses de Yamana et autres commandants, l’avenir semblait sourire à la cour du Sud. Mais Takauji n’avait pas l’intention d’abandonner le conflit, e il entreprit aussitôt des préparatifs pour reprendre la capitale. Il avait commencé à renforcer le pont de Seta avec des pontons et des billes de bois avant que Tadafuyu n’entre dans la ville. Quand ses préparatifs furent terminés, il fit dire des prières pour la victoire dans les monastères et les sanctuaires, et, au début de mars, il annonça à l’empereur Go-Kôgon qu’il n’allait pas tarder à marcher sur Kyoto.

Il se mit en route le lendemain, et, le 5 mars, il avait franchi le pont de Seta et continuait sur Sakamoto, où il installa son camp peu après. Il déménagea ensuite son état-major à l’ouest de la ville, ayant appris que Yoshiakira avait regroupé ses troupes et passé dans le Settsu avec Akamatsu Nori-suke et Hosokawa Yoriyuki pour prendre position à l’ouest de Yamazaki.

Informés des mouvements de Takauji, les chefs loyalistes se préparèrent frénétiquement à résister. Tadafuyu et Masanori installèrent leurs camps au Tôji et à Otokoyama, tandis que Yamana Tokiuji s’apprêtait à affronter Nikki Yoriaki, qui arrivait du Tamba.

Le 20 mars, Yamana et Masanori se retrouvèrent pour s’opposer à Yoshiakira à Kaminami, à l’ouest de Yamazaki. Il s’ensuivit une bataille désespérée, avec de lourdes pertes dans les deux camps. Yamana se vit contraint de se retirer du côté du Yodo, et Yoshiakira installa son armée à Yamazaki.

Le 22 mars, Takauji descendit le cours du Kamo depuis Sakamoto et attaqua l’armée du Sud dans la ville, se battant à Nishikinokôji, à Inokuma et dans le voisinage d’ômiya. Le combat fut acharné mais indécis. Le lendemain, Takauji déménagea sa base de Sakamoto à Higashiyama, et, de là, sur le mont Kiyomizu. Quelques jours plus tard, il y eut de nouveaux

combats dans la ville, toujours sans résultat décisif. Le conflit se prolongea au cours du mois suivant. Le 20 avril, Takauji rejoignit le quartier général de Hosokavva tandis que deux des généraux de ce dernier prenaient respectivement position dans les palais de Shichijô Higashi Tôin et Nis. hi Shichijô et attaquaient les défenseurs. Après un affrontement, ils délogèrent Momonoi du Kaikôji.

Cependant, Takauji et Yoshiakira s'occupaient de bloquer les routes arrivant de l'ouest dans la ville, et, trois ou quatre jours plus tard, ils marchèrent en force contre Tadafuyu, qui se battit avec acharnement et infligea de lourdes pertes aux attaquants, blessant Hosokawa Yoriyuki lui-même et tuant plusieurs de ses capitaines. Mais ce n'était qu'un succès local, et l'armée du Sud en fut bientôt réduite à amorcer une retraite générale, étant à court de vivres et incapable de garder d'autres positions que Yahata. Le 25 avril, Takauji put entrer au Tôji et Yoshiakira au Hôshôji, et la capitale se retrouva une fois de plus entre les mains des Ashikaga.

La paix revint à Kyoto, et quoique le coup infligé aux troupes loyalistes ne parût pas plus grave que tant d'autres dont elles s'étaient remises dans le passé, elles furent désormais incapables de monter une opération qui menaçât la capitale. L'empereur Go-Kôgon, qui s'était réfugié dans la province d'Omi, fut ramené dans la ville, et au cours des deux ans suivants, les exempereurs Kômyô, Kôgon et Sukô réussirent sans problème à échapper à leurs gardiens et à réintégrer la capitale.

En 1355, à la fin des hostilités, Kyoto se ressentait durement des années de guerre qu'elle venait de vivre. Un passage du *Taiheiki*, qu'il n'y a aucune raison de mettre en doute, dit que le feu avait détruit presque tous les palais royaux, tous les hôtels de la noblesse et les bureaux ministériels, et qu'il ne subsistait que deux ou trois bâtiments sur dix. Dans de vastes zones de certains quartiers, les seules maisons qui fussent encore debout étaient les baraquements militaires. Dans les faubourgs, l'herbe avait poussé sur les ruines, et les os blanchis des victimes étaient tout ce qui restait à voir. Beaucoup de gens étaient morts de faim, beaucoup s'étaient noyés par désespoir. Dans les guerres civiles, c'étaient les villes qui souffraient le plus, car le grand ennemi était le feu. Les régions rurales étaient d'ordinaire épargnées par les troupes, qui avaient besoin des récoltes.

Ainsi s'acheva une guerre civile dont les protagonistes, Takauji et Tadafuyu, étaient père et fils. En avril 1355, avec l'entrée de Takauji dans la

capitale, l’opposition active de la cour du Sud avait temporairement pris fin, bien que les troupes loyalistes se battissent encore au Kyüshü avec le prince Kanenaga, à Shinano avec le prince Munenaga, et ailleurs. A ce moment-là, Tadafuyu disparaît de la scène, quittant les provinces de l’Ouest pour sombrer dans l’obscurité.

Takauji s’installa dans la capitale et passa les trois annnées suivantes à renforcer la position du bakufu sur le plan administratif. En mars 1358, alarmé par des rapports concernant des activités anti-bakufu dans la zone de défense de l’Ouest, il se préparait à partir en campagne au Kyüshü lorsqu’il tomba victime d’une tumeur maligne. Il mourut le 8 juin 1358, âgé de quarante-quatre ans, après une brève maladie. A la fin de l’année, son fils Yoshiakira fut nommé shogun à sa place.

Kitabatake Chikafusa, son ennemi le plus puissant, était mort quatre ans auparavant à Anau, après maints changements de fortune, et ayant Uni par désespérer du triomphe final de la cour du Sud. Takauji et lui demeurent les deux grands hommes de leur génération, et leur importance justifie une etude plus approfondie de leurs caractères respectifs.

takauji

On a décrit l’époque des guerres civiles Ashikaga comme une période de trahison, et une étude de la carrière de Takauji paraît justifier cette vision. Il commença par se dresser contre le régent Höjö qui était son suzerain et le chef du grand clan Höjö, auquel la famille Ashikaga était étroitement liée par mariage. Il fut ainsi le premier responsable de la ruine de la régence Höjö, après quoi il donna son appui, ou du moins ne s’opposa pas, aux efforts de Go-Daigo visant à restaurer la puissance du Trône ; mais pas longtemps, car au moment où il le jugea opportun il se retourna contre Go-Daigo et l’obligea à se réfugier dans un lointain hameau des montagnes du Yoshino.

Il ne fait aucun doute que Takauji était guidé par sa seule ambition et ignorait tout scrupule moral. C’est là l’opinion d’Arai Hakuseki, l’un des plus grands historiens du Japon, qui écrivit à son sujet : « Bien qu’il reçût de la Couronne des récompenses dépassant de beaucoup la valeur de ses services, il eut toujours pour but de développer ses propres intérêts. » Hakuseki estime pourtant que certains actes de trahison et de cruauté imputés à Takauji étaient en fait l’œuvre de son frère Tadayoshi, car dans l’ensemble ses agissements le montrent comme quelqu’un d’ouvert et d’accommodant. Le meurtre du prince Morinaga et l’empoisonnement des deux jeunes princes Tsunenaga et Narinaga furent organisés par Tadayoshi à l’insu de son frère. Il est probable aussi que c’est lui qui, en 1335, persuada Takauji de ne pas obéir à l’or re de l’empereur l’enjoignant de revenir de Kamakura dans la capitale. Dès lors et jusqu’au moment de leur brouille, Takauji abandonna toutes les décisions purement politiques à son frère et ne s’en mêla en aucune façon.

Takauji n’eut d’ailleurs guère le temps de s’occuper d’autre chose que de questions militaires, car entre le moment où il leva ses premières troupes et celui de sa mort, soit pendant vingt-six ans, le conflit armé ne cessa jamais. Pour Hakuseki, un tel état de choses était sans précédent, et le caractère de Takauji en était responsable. N’étant pas intègre, il ne pouvait apprendre l’intégrité aux autres. Il s’éleva au faîte de la société guerrière parce que les guerriers étaient à l’évidence plus capables que la noblesse de gouverner le pays. De cela, le peuple avait parfaitement conscience, et il était prêt à accepter l’autorité de quiconque pourrait restaurer le règne des chefs de

clans guerriers. Hakuseki était un moraliste confucéen rigide, et il ne reconnaît que de rares mérites à Takauji ; en tant que fonctionnaire au bakufu Toku-gawa il était toutefois partisan d'un gouvernement ferme, et il ne condamne pas Takauji comme ennemi de la Couronne. Il dit que, s'il avait solidement installé l'empereur Kömyö sur le trône, il aurait laissé une réputation enviable à la postérité. En ce qui concerne la rupture entre les cours du Nord et du Sud, c'est Nitta Yoshisada qui était à blâmer, car tout en professant lutter pour la cour du Sud, il s'acharnait en fait à détruire l'ennemi de son clan, et Takauji n'avait pas d'autre choix que de résister.

Certains historiens japonais modernes ont une vision plus favorable de Takauji. Ils excusent sa trahison à l'égard des Höjö et sa déloyauté envers Go-Daigo sous prétexte que, en tant que chef du clan Minamoto, il se devait de placer son devoir vis-à-vis des guerriers au-dessus de sa soumission à l'empereur. Cet argument paraît d'autant moins convaincant que Takauji fut généreusement traité par Go-Daigo et reçut des récompenses bien souvent jugées excessives. Lui-même était conscient de la faiblesse qu'il en résultait pour sa position, et il tenta d'y remédier en faisant porter à Tadayoshi la responsabilité de diverses trahisons ; mais il est clair que son objectif était de redonner vie et vigueur au bakufu avec lui, successeur de Yoritomo, à sa tête. Son ambition devait donc l'emporter sans peine sur les sentiments de loyauté qu'il pouvait éprouver à l'égard du Trône. Il savait que sa conduite était répréhensible, car en 1336, peu après l'intronisation de l'empereur Kômyô, il implora le pardon de Kannon, demandant à ne pas avoir à souffrir dans le prochain monde pour les offenses commises dans celui-ci. Pour lui, la vie sur terre était un rêve, et c'est dans la vie future qu'il voyait la réalité. Mais pour ce qui est de Tadayoshi, son frère, il voulait le succès en ce monde.

Ces professions de repentir, ces marchandages avec les puissances célestes, nous laissent une impression désagréable que n'atténue en rien l'excès des œuvres de piété par lesquelles il comptait racheter ses péchés. Il vénérait tout particulièrement Kannon, qu'il disait lui être apparu à Tomo (1336) alors qu'il se trouvait sur son navire. Il affirmait en outre que le bodhisattva Jizô était venu le visiter en rêve alors que la défaite et la mort le guettaient. On raconte même qu'il fit fondre plusieurs milliers de statuettes de Jizô, dont chacune devait exprimer sa compassion pour l'âme d'un homme qu'il avait tué au combat. Un sinistre calcul estime à six cent mille

le nombre total des hommes morts par sa faute ; il s'agit manifestement d'une grossière exagération, mais on peut penser que ses campagnes ne firent pas loin de soixante mille victimes. Il fit aussi dire des prières pour la famille Hôjô, dont il avait causé la ruine, et il exprima à plusieurs reprises le profond chagrin que lui causaient les souffrances qu'il avait infligées à Go-Daigo et à ses partisans.

Il ne fit toutefois rien pour soulager le malheur ou réparer les torts dont il était la cause. Bien qu'il pleurât abondamment les morts, il ne cessa jamais de faire la guerre, et quand lui-même mourut il était sur le point de lancer une nouvelle campagne au Kyüshü. On a du mal à croire à la sincérité de ses sentiments religieux, car il est clair qu'il était d^un tempérament extrêmement émotif, voire instable. C'était un homme d'action, au savoir limité ; mais il avait aussi quelque chose d'un dilettante, féru de poésie et sensible aux beautés de la nature. L'éminent Musô Kokushi, qui fut ici et là son conseiller spirituel, louait son goût, vantait ses vers, et prenait souvent part avec lui à des réunions poétiques qui se prolongeaient jusque tard dans la nuit. D'autres témoignages corroborent le jugement de Musô selon lequel Takauji était totalement dénué de peur au combat, sans malice et généreux, tantôt gai, riant et plein d'entrain, tantôt profondément mélancolique.

Aujourd'hui boucher, demain pénitent, il présente des contradictions qu'on ne peut résoudre faute de témoignages contemporains. On ne peut nier qu'il occupe une place importante dans l'histoire du Japon, mais il est douteux qu'il rendît grand service à son pays en le plongeant durant deux décennies dans une guerre incessante et vaine.

Un érudit moderne, Nakamura Naokatsu, auteur d'une étude sur Takauji, le présente comme un conservateur soucieux de préserver la classe guerrière. Ce point de vue paraît raisonnable. Takauji n'avait certainement pas des opinions aussi extrêmes que celles que professait Ko no Moronao, qui était totalement iconoclaste et révolutionnaire ; et il n'est pas impossible d'imaginer que, habilement manœuvré, Takauji aurait pu être amené à collaborer avec Go-Daigo plutôt que de l'exiler.

Durant les premières années de son règne, Takauji n'apporta aucun changement très important au système de Kamakura. S'il avait l'intention d'en introduire, il prit la précaution d'agir lentement et d'éviter de toucher aux privilèges économiques des nobles et des grandes institutions religieuses. Il conserva tel quel l'ensemble du bakufu, et pour commencer,

il n'accorda pas aux commissaires, ses représentants provinciaux, de pouvoirs plus étendus que ceux de leurs prédécesseurs.

Musô Soseki dit « Kokushi » était en étroit rapport avec Takauji, et sa carrière témoigne de l'attitude des frères Ashikaga à l'égard des questions religieuses. Elle mérite donc qu'on s'y arrête un peu.

Si ses propos sont correctement rapportés, ils en disent plus long sur son compte que sur celui de Takauji. Le *Baishô-ron* lui fait dire que Takauji était plus grand que Yoritomo parce qu'il alliait le courage à la bienveillance, servant le Trône en réprimant la rébellion et en maintenant la paix ; le pays devait être reconnaissant d'avoir un tel shôgun. Certes, Musô ne précise pas quel souverain servait Takauji, mais il pouvait difficilement prétendre que Go-Daigo, que Takauji servit fort grossièrement, n'était pas le souverain légitime.

Le fait est que Musô avait un faible pour la compagnie des puissants. Il était en outre redevable à Takauji de dons très généreux pour la fondation de monastères zen, en particulier le Tenryûji (qui joua par la suite un rôle important dans le déve[1] jppement du commerce avec la Chine en finançant la traversée de navires marchands). On trouve une autre preuve du respect que les Ashikaga avaient pour le bouddhisme dans le projet commun de Takauji et de Tadayoshi, annoncé en 1338, d'ériger dans chacune des soixante-six provinces un stüpa commémoratif et un temple ou un monastère baptisé Ankokuji (Ankoku signifie « pays en paix »), où des prières puissent être dites pour les âmes des victimes de la guerre. Ce projet s'inspirait des temples provinciaux, les « kokubunji », fondés par décret à l'époque de Nara.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que Musô Soseki occupe une place de choix dans les chroniques du xive siècle. Comme d'autres éminents moines zen, il était employé par les chefs militaires comme conseiller et comme intermédiaire dans les négociations, et il se sentait chez lui parmi les guerriers aussi bien qu'à la cour. Il était connu pour sa discrétion et considéré comme un grand érudit, mais son personnage et ses réalisations paraissent avoir été un peu surestimés de son vivant comme en rétrospective.

C'était un jeune homme ambitieux et intelligent, et il eut la faveur de Go-Daigo aussi bien que des régents Hôjô, en particulier Takatoki, qui,

comme la plupart des membres de sa famille, goûtait la compagnie des savants moines zen. Lui-même était fier de ses talents de négociateur, et sans doute avait-il le don de convaincre, auquel contribuait son prestige d'érudit. Au milieu de sa carrière, il reçut du Trône le titre de *Kokushi*, ou maître national. Mais il aimait à être du côté des gagnants, et quand vint pour Go-Daigo le moment de la traversée du désert, il reporta sa loyauté sur les Ashikaga et la cour du Nord. Il les servit bien, et il devint grâce à leur patronage le chef de la secte Rinzai et le principal prélat zen de son temps. Né en 1275, il mourut en 1351.

Un passage du journal de l'empereur retiré Hanazono, écrit en novembre 1325 alors que Go-Daigo occupait le trône, jette quelque lumière sur la carrière de Soseki. Voici en substance ce qu'il dit : Aujourd'hui, j'ai vu le révérend Sôhô [Daitô Kokushi] et le supérieur du Zenrinji [Musô Kokushi]. Le supérieur a dit qu'ils avaient été reçus au palais par l'empereur Go-Daigo pour donner un enseignement religieux qu'il a décrit. Le supérieur a récemment acquis une grande réputation de savoir, et c'est pourquoi on l'a fait venir. Mais d'après son compte rendu de la discussion, il semble qu'il ne se soit agi que d'une banale conversation sur des sujets élémentaires. Hélas ! C'est triste de penser que la secte de Dharma disparaît. Il semble que l'entrevue doive demeurer confidentielle. Le supérieur jouit de la confiance des dirigeants du bakufu, et l'empereur ne veut pas qu'ils soient informés de ses conversations. Le révérend Sôhô a confirmé la chose. Mais je ne puis pas comprendre pourquoi l'empereur a peur que des détails transpirent. Cela paraît absurde ! On nous dit que Sa Majesté désire sincèrement que la Loi du Bouddha s'épanouisse, et elle craint qu'on apprenne ceci ou cela de ses rapports avec un grand religieux. Pourquoi alors avoir fait de cet homme [Musô] le patriarche de la secte Zen ? N'est-ce pas la destruction de la grande ligne de succession depuis Dharma ? Je ne puis que m'affliger.

Étant donné que Hanazono avait été obligé d'abdiquer en faveur de Go-Daigo, on pourrait supposer qu'il est injuste envers son successeur. Mais dans tout son journal, bien qu'il soit fréquemment cynique et généralement pessimiste, il se montre remarquablement dénué de partis pris. La façon dont il voit Musô Kokushi n'est probablement pas loin de la vérité. Hanazono lui-même n'était pas converti au Zen, et il se peut qu'il éprouve un certain plaisir à découvrir des failles chez ses dignitaires ; mais il est

sans malice, et il pensait sincèrement que la nomination d’ecclésiastiques politisés à de hautes fonctions dans l’Église risquait de semer la confusion parmi les croyants et de saper la foi.

chikafusa

La famille de Chikafusa était de souche Murakami Genji, et ses ancêtres, fixés à Ise, avaient occupé des fonctions sous la Couronne pendant plusieurs générations. C'était un aristocrate, un membre de la noblesse de cour sans liens avec les nouveaux dirigeants militaires, qu'il considérait comme des arrivistes ignorants. C'était sans aucun doute la personnalité la plus imposante de son temps, génie universel alliant à un vaste savoir une vision à long terme, et à un grand courage une pénétration stratégique aiguë. Il compte certainement parmi les personnages les plus dignes d'éloges de l'histoire du Japon.

Il était étroitement lié à la cour, et il obtint en 1323 le poste de tuteur du prince Tokinaga, troisième fils de Go-Daigo. L'enfant mourut en 1330, et Chikafusa entra en religion, mais pour reprendre ses activités séculières en 1333 lorsque Go-Daigo rentra d'exil. Il renoua alors avec les milieux de la cour et se mit à la disposition de l'empereur. En 1336, quand Go-Daigo se réfugia au Hiyeizan pour échapper à Takauji, Chikafusa demeura à Kyoto ; mais quand Takauji insista pour que Go-Daigo revînt dans la capitale, Chikafusa, qui ne l'aimait pas et se méfiait de lui, partit pour la province d'Ise et se mit à travailler à l'avenir de la dynastie. Chikafusa avait une claire vision des choses et il savait qu'il lui faudrait se battre longtemps pour restaurer Go-Daigo, dont il s'était fait l'ardent partisan en tant que souverain légitime. C'est à cette cause qu'il consacrerait toute sa vie d'adulte.

Lorsque Go-Daigo s'enfuit au Yoshino en janvier 1337, le problème était clair. Il fallait que la cour du Sud s'établît dans un lieu facile à défendre et consacrât tous ses efforts à édifier une puissance politique et militaire qui lui permît de battre Takauji. Ce programme exigeait une organisation audacieuse et soignée, et c'est là que Chikafusa fit la preuve de son remarquable talent. Sa stratégie, sa fermeté et son courage furent tels qu'après quelques années le monarque pourchassé de 1337 comptait dans toutes les régions du pays de loyaux partisans qui, grâce à leurs efforts conjugués, pourraient soutenir une campagne d'opposition qui dura cinquante ans et défier plus d'une fois avec succès la puissance des Ashikaga.

Derrière chaque initiative importante prise par les loyalistes, on peut discerner l’imagination et la prévoyance de Chikafusa. Il croyait avec une dévotion fanatique en la cause de Go-Daigo, et il organisa la défaite de Takauji avec un soin scrupuleux du détail et une ampleur de vue remarquable. C’est lui qui songea à utiliser les nombreux fils de l’empereur pour constituer des foyers de loyauté à l’égard du Trône dans diverses parties du pays : Norinaga dans les provinces du Nord, Munenaga dans le Shinano, Takanaga et Tsunenaga dans l’Echizen (les deux perdirent la vie au service de la cause), et Kanenaga au Kyüshü.

Chikafusa créa en outre un réseau de postes de renseignements, avec lequel des messagers apportant conseils et encouragements le maintenaient en contact. Il était au courant de ce qui se passait partout. Conscient que les troupes loyalistes ne pouvaient pas rivaliser en nombre avec les armées de Takauji, il imagina une stratégie qui consistait essentiellement à monter des opérations à des moments et en des lieux divers, de manière que l’ennemi ne pût pas savoir d’où viendrait le prochain coup. Cette tactique de guérilla obligeait l’adversaire à diviser ses forces et affaiblissait ainsi son effort général. En même temps, le nombre des loyalistes augmentait, non seulement grâce à la mésentente croissante au sein du bakufu, mais grâce à l’art de la persuasion que déployait Chikafusa.

Jamais il n’épargna sa peine. Il voyagea énormément, visitant les fronts reculés, et s’occupa tout particulièrement d’encourager la résistance dans le Mutsu et au Kyüshü, soucieux de garder les troupes de l’ennemi en alerte aussi loin que possible afin de diminuer la pression sur les provinces du Centre.

Après la défaite loyaliste de juin 1338, où son fils Akiie fut tué, il décida qu’il fallait tenter un nouvel effort dans le Nord et l’Ouest, et la terre ferme n’offrant aucune route sûre, il créa une base d’approvisionnement dans l’Ise, au port d’ôminato, d’où il était possible d’atteindre le Hitachi par bateau. Dans le Hitachi, il prit lui-même le commandement de toutes les troupes loyalistes de la région et se cantonna dans des forteresses où il réussit à soutenir les assauts répétés des forces Ashikaga. C’est alors qu’il mit à profit les moments d’accalmie pour écrire le *Jinnö Shötöki* et le *Shokugen-shô,* qu’il envoya au Yoshino dans les circonstances que l’on sait.

Il lutta dans le Hitachi contre des difficultés que les années rendaient toujours plus lourdes, se maintenant en contact avec les autres fronts, mais

après la mort de Go-Daigo, il finit par être obligé de renoncer à son effort et retourna au Yoshino, où il continua à diriger la politique de la cour du Sud jusqu'à sa mort, en 1354. Jusqu'à la fin, il demeura fidèle à ses principes et s'opposa à toutes les propositions faites par le bakufu sur la base d'un accord entre les deux lignes de succession.

Tout à fait en dehors de son habileté et de son courage de chef militaire, c'était un lettré de talent. Son *Jinnö Shötöki* est un ouvrage remarquable, qui (si l'on en admet la position de base) défend la légitimité de la cour du sud de façon convaincante. C'est un beau plaidoyer historique, en même temps qu'un appel à la réforme politique. L'auteur pose au départ que le Japon est le pays des dieux, et que la ligne des empereurs divins (*jinnö shötö)* doit être préservée. Il donne quelques exemples passés d'éloignement par rapport à la vraie ligne de succession, mais dit que des retours subséquents y ont porté remède. Il insiste sur le fait que le souverain est faillible, citant notamment le cas de Go-Toba, dont les erreurs ont entraîné l'exil en 1221 avec celui de deux autres empereurs abdicataires. Le souverain, dit-il, doit utiliser sa puissance contre les malfaiteurs, mais non contre des innocents. Go-Toba a commis une faute en employant la force contre la famille Hôjô, qui n'avait commis aucun tort ni perdu la confiance du peuple. Chikafusa est si bien imprégné de l'idée de ligne généalogique authentique qu'il fait l'éloge de la famille Fujiwara, dont les régents héréditaires se sont succédé pendant plus de trois cents ans.

Chikafusa était versé dans le bouddhisme et croyait à la doctrine du karma, en parfait accord avec son idéal de continuité, d'héritage d'un lointain passé. Mais la ligne générale de sa pensée religieuse était plus proche de la doctrine shintoïste, comme on peut s'y attendre étant donné ses opinions touchant la généalogie de la maison impériale. Il était marqué par la ligne de pensée qui donna naissance au culte shintoïste d'Ise, selon laquelle les bouddhas et bod-dhisattvas sont les manifestations des dieux primordiaux du Japon, mais qui nie que les divinités nationales soient des avatars du Bouddha[118]. La fermeté de ses convictions ne l'empêchait pas d'avoir une grande fraîcheur d'esprit et une curiosité insatiable. Comme nombre de ses contemporains, il était attiré par le nouveau confucianisme de Zhu Xi, dont certains considèrent qu'il avait étudié l'abrégé du *Zizhi tongjian* de Sima Guang et en particulier les chapitres traitant des cours rivales en Chine.

En plus des ouvrages qui l’ont fait connaître, il existe de lui certaines lettres. Dans tous ses écrits, il fait montre d’un jugement clair et d’un style vigoureux et lucide révélateur de son caractère décidé et un peu satisfait. C’était un homme d’une distinction remarquable.

Lorsqu’on s’intéresse à l’évolution des idées politiques, on ne peut manquer d’étudier les ouvrages de Chikafusa dans l’espoir d’y découvrir quelque lumière sur la façon dont la théorie politique a évolué au Japon. Sur ce plan-là, on est malheureusement déçu car Chikafusa traite presque exclusivement iu mythe ou de la mystique de l’origine divine des souverains japonais. Il »‘attache à décrire et à préserver la pureté de l’ancienne doctrine, non à "etracer le cours de pensée qui, à partir d’une source légendaire, a traversé es siècles. Il ne dit pas grand-chose des fonctions du monarque, cl n’attribue aucun devoir au peuple hors d’une obéissance et d’une loyauté absolues, -le sujet n’a aucun droit et le souverain n’est lié par aucune condition, quand bien même on attend de lui qu’il se montre juste et compatissant.

Il est clair que, aux yeux des dirigeants de la classe guerrière, les idées de

Chikafusa n’offraient guère d’intérêt. De son temps, ses écrits étaient du reste peu connus, et leur influence se limita à encourager une poignée d’ardents loyalistes déjà tout dévoués au Trône. Ce n’est que bien plus tard qu’ils prirent de l’importance ; et les rééditions faites au xvne siècle et plus tard devaient se révéler fort utiles à ceux qui espéraient saper le bakufu Tokugawa et restaurer le pouvoir du souverain légitime. Dans ce sens, on peut juger que Chikafusa influença la pensée politique au Japon, mais il serait plus juste de dire que ses arguments furent trouvés commodes par les ennemis du régime en place n’ayant pas encore de doctrine politique pour étayer leurs ambitions. C’est dans l’action que, par la suite, ils allaient développer leurs principes politiques.

Il ne semble pas que, la guerre de succession finie, des penseurs japonais se soient souciés d’élaborer une théorie rationnelle de l’État fondée sur le passé de leur pays. Des notions fondamentales comme celles de pouvoir et de devoir telles qu’on les trouve citées dans les textes médiévaux japonais paraissent issues de l’enseignement confucéen ou des idées bouddhiques, et sont utilisées de façon empirique plutôt que systématique.

La période qui suivit la lutte entre les cours rivales fut une période de guerre intestine, coupée de rares et brefs intermèdes de paix. Les dirigeants

d’alors n’avaient pas davantage l’idée de suivre une ancienne tradition politique que d’en instaurer une nouvelle. Le premier but était de mettre fin au régime existant, et s’ils avaient un principe politique, c’était leur foi en la puissance pure. Du temps d’Ashikaga Takauji, son général Kö no Moronao disait déjà ouvertement : « A quoi bon un roi ? Et pourquoi vivrait-il dans un palais ? Pourquoi faudrait-il que l’on e prosterne devant lui ? S’il faut vraiment un roi, qu’on en fasse un de bois ou de métal, et que tous les rois vivants soient bannis. »

Après la chute des régents Höjö, de telles opinions n’étaient pas rares, et l’iconoclasme se fit plus virulent à mesure que croissait le pouvoir des Ashikaga. Et Takauji mort, la possibilité même d’une pensée politique constructive cessa d’exister. En fait, aucune forme de pensée ne pouvait justifier le chaos politique imputable aux Ashikaga, et qu’illustrent si bien les vers de Milton sur lesquels s’ouvre ce volume.

Ce n’est que des débuts du bakufu de Kamakura que l’on peut dire que le gouvernement suivait un principe politique déterminé. Ses dirigeants formulaient une théorie simple, qui ressort clairement du langage direct du Formulaire de Jôei et de la nature de leurs actions. Ils estimaient qu’un bon gouvernement est avant tout un gouvernement ferme, et ils croyaient à la justice. S’ils en avaient eu une, leur théorie sociale eût postulé une division rigide des fonctions et une stratification fixe des classes.

dernière phase de la résistance loyaliste

Après la mort de Chikafusa, la cour du Sud quitta Anau pour Amano, dans la province de Kawachi, et fit du Kongôji son quartier général. C'est de cette base que furent dirigées les campagnes de 1354 et 1355. A la suite de la perte de Kyoto, en avril 1355, la cour comprit la vanité de nouvelles opérations militaires et arrêta momentanément toute opposition active. Lorsque Yoshiakira devint shôgun à la fin de 1358, il n'eut ainsi à affronter dans l'immédiat aucune menace des loyalistes, bien qu'il restât des centres de résistance dans le Shinano et au Kyüshü, où Kanenaga continuait à gagner du terrain.

Plutôt que d'envahir le Kyüshü comme Takauji projetait de le faire, Yoshiakira choisit de profiter de la faiblesse de la cour du Sud pour attaquer Amano. Il donna à son frère cadet Motouji (son représentant dans le Kantô) l'ordre de lever une armée dans les provinces de l'Est, où il avait des partisans sûrs. L'opération commença au début de 1359, mais ce n'est que neuf mois plus tard que des troupes arrivèrent à Kyoto sous le commandement du général Hata-keyama. Après s'être entendu avec ce dernier sur un plan de campagne, Yoshiakira partit en direction du sud avec de puissants effectifs, atteignant Amaga-saki en janvier 1360, alors que Hatakeyama conduisait ses troupes dans le Settsu, où il affronta l'armée loyaliste à Shijô-Nawate. Aussitôt informée de la présence de l'ennemi, la cour quitta le Kongôji pour le plus lointain Kanshinji.

Peu après être entré dans le Settsu, Hatakeyama partit dans le Kawachi, et l'avant-garde de Yoshiakira établit son camp près du mont Kongo. Pour la cour du Sud, les perspectives étaient si lamentables que certains loyalistes passèrent à l'ennemi. Les armées adverses se trouvaient maintenant dans le pays où les généraux Hôjô s'étaient battus contre le prince Morinaga et ses amis en 1332. Kusunoki Masanori était basé au fort d'Akasaka, en liaison avec d'autres points stratégiques du voisinage, et il y forma une ligne de défense. Au début, Shijô Takatoshi tint Yoshiakira en respect. Mais les forteresses tombèrent l'une après l'autre devant un ennemi supérieur en nombre, jusqu'au moment où il ne resta plus qu'Akasaka. Ce qui se passa ensuite est peu clair. Masanori se retira en juin, mais il ne fut pas poursuivi, et Yoshiakira ne tenta rien non plus contre la cour temporairement installée au Kanshinji. Il rentra dans la capitale en triomphe avec ses généraux.

On dit que, avant de quitter la bataille, Yoshiakira proposa un accord à la cour du Sud. Que cela soit vrai ou non, le moment était venu de faire une pareille proposition, car les nobles de la cour du Sud perdaient l'espoir et le courage. Certains d'entre eux s'offrirent à aider l'autre camp, y compris – selon un témoignage – le jeune prince Okinaga, qui se proposa comme représentant du shogun au Yoshino. Jamais auparavant l'avenir des loyalistes n'avait paru si sombre.

Cependant, le bakufu avait ses propres ennuis. Au printemps 1335, Tôin Kinkata donne des conditions qui régnent dans la capitale une description effrayante : « Les âpres querelles et jalousies entre les généraux sont telles qu'on pourrait se croire dans les régions de l'enfer. » Takauji mort, la situation ne fit qu'empirer. Des hommes de haut rang étaient à ce point pris par leurs propres disputes qu'ils n'accordaient guère d'attention à la campagne contre la cour du Sud. Après le retour de Yoshiakira à Kyoto, le général Nikki Yoshi-naga partit pour l'Ise et se rangea du côté des loyalistes, tandis que Hatakeyama, agacé par la conduite de Yoshiakira, retourna furieux avec son armée à Kamakura. La position de Yoshiakira devenait de plus en plus difficile. Plus tard dans l'année, il tenta de punir l'un de ses barons indociles, Hosokawa Kiyouji, mais celui-ci s'enfuit et rejoignit la cour du Sud en 1361

* Après avoir combattu pour la cour du Sud, Kiyouji quitta le Kawachi en 1362 pour regagner sa Shikoku natale, où, un temps, il fut tout-puissant. Mais Yoshiakira ordonna sa mort, et il fut tué par Hosokawa Yoriyuki, son cousin, qui occupe une place importante dans l'histoire des débuts du bakufu Ashikaga. L'époque était impitoyable.

Grâce à ces défections et à ces dissensions au sein du bakufu, la situation militaire de la cour du Sud s'améliora singulièrement, et ses dirigeants reprirent l'offensive, encouragés par Kiyouji, qui suggéra une attaque contre Kyoto. Au début de 1362, une imposante armée partit de Sumiyoshi (dans le Settsu, où Go-Murakami avait établi son quartier général), et Yoshiakira jugea prudent de battre en retraite. Il accompagna Go-Kôgon au Hieizan puis jusque dans l'Omi. Masanori et ses compagnons entrèrent à Kyoto sans combattre. C'était la quatrième fois que l'armée du Sud envahissait la capitale ; mais cette fois encore elle dut se retirer. Yoshiakira ne tarda pas à revenir avec de nombreuses troupes, et, à son approche, Masanori et ses alliés se replièrent au sud en direction d'Uji. Ils avaient occupé Kyoto

pendant moins de vingt jours. De retour dans la capitale, Go-Kôgon s’installa au palais de Kitayama, ancienne résidence de la noble famille Saionji.

Quoiqu’ils ne se fussent pas rendus, Masanori et ses amis étaient maintenant réduits à l’impuissance. Ils étaient en sécurité dans leur forteresse de montagne, mais trop faibles pour reprendre l’offensive. En 1369, Masanori lui-même renonça à poursuivre la lutte, abandonnant avec le Kyüshü le dernier bastion loyaliste.

Une étude de la résistance loyaliste après 1355 mène à la conclusion qu’elle était vouée à l’échec. Sauf au Kyüshü, les forces loyalistes étaient écrasées par le nombre, menées sans conviction et démoralisées. Il ne restait qu’un seul espoir : l’évidente mésentente au sein du bakufu. Et c’est ce qui encouragea la cour du Sud à continuer le combat après la disparition de Chikafusa, alors qu’objectivement elle n’avait aucune chance d’obtenir un succès durable.

En 1368, Go-Mura ; ami mourut à Sumiyoshi, dans le Settsu. Il s’était bien battu et avait supporté avec courage les risques et les difficultés de ses nombreux déménagements d’un refuge à l’autre. L’un de ses frères aurait pu prendre sa succession, mais les survivants se trouvaient dans des lieux éloignés, et c’est l’un de ses fils qui prit sa place et devint l’empereur Chôkei – dignité vide de sens, car il n’avait aucun appui. Le pilier de la résistance restait Kusunoki Masanori, qui passa à la cour du Nord en 1369. Il n’avait pas le téméraire idéalisme de son père Masashige, mais il possédait du bon sens. Il avait joué loyalement son rôle tout au long de la lutte, mais lorsque l’armée loyaliste dut quitter Kyoto en 1362, il se mit à douter des possibilités de succès militaire et à envisager une solution politique au problème dynastique. En 1367, il avait déjà secrètement ouvert des négociations avec Sasaki Döyo, mais il n’en était rien sorti, essentiellement parce que la cour du Sud faisait comme si le bakufu sollicitait la paix et voulait imposer des conditions tellement invraisemblables que Yoshiakira, furieux, rompit les pourparlers. Masanori fit une nouvelle tentative, mais les discussions ne furent pas reprises après la mort de Go-Murakami.

Masanori fut considéré comme un traître par certains nobles de la cour du Sud et même par sa famille, mais la critique n’allait guère à ces hommes

qui n’avaient pas risqué leur vie dans la bataille année après année. D’excellentes raisons prêchaient en faveur d’un accord.

Yoshiakira mourut en janvier 1368 et fut remplacé par son fils Yoshimitsu, qui était encore mineur. Pendant un certain temps, les affaires du bakufu furent dirigées par Hosokawa Yoriyuki, en qui les dirigeants Ashikaga avaient reconnu l’un des hommes les plus capables du moment.

L’ECHEC DE LA COUR DU SUD

la campagne du kyosho

Il était manifestement essentiel pour le bakufu de réaffirmer son autorité au Kyüshü, où s’était imposé le prince Kanenaga. Une campagne dans l’île était souhaitable non seulement pour venir à bout de la résistance loyaliste, mais pour restaurer le prestige du shôgunat Ashikaga, dont le déclin se poursuivait depuis la mort de Takauji en dépit de nombreux efforts pour y remédier.

En 1365, Kanenaga dominait l’ensemble de Kyüshü. Les grandes familles Shöni, ötomo et Shimazu avaient perdu leur primauté, et les représentants du bakufu, les *tandai* Isshiki et Shiba, avaient été défaits dans la bataille et dépouillés de leur pouvoir. Kanenaga avait alors une telle confiance en sa puissance qu’il se mit à envisager de marcher sur Kyoto. La position de Yoshiakira, déjà ébranlée du fait de l’indocilité des barons de l’est et du centre du Japon, se trouvait gravement compromise de par la situation qui régnait au Kyüshü. Peu avant de mourir, il envoya dans l’île une expédition, mais celle-ci ne put pas franchir le détroit, et son commandant, Shibukawa, rebroussa chemin pour annoncer que Kanenaga songeait à se rendre à la cour du Sud pour y organiser la poursuite de la résistance. Dans la confusion qui suivit la mort de Yoshiakira, la chose paraissait possible ; mais Hosokawa Yoriyuki et autres dirigeants virent le danger, et ils levèrent une grande armée pour affronter Kanenaga au cas où il essaierait de passer sur l’île principale.

La mise sur pied de cette armée ruina la dernière chance de Kanenaga et de la cause loyaliste. L’avantage militaire dont il jouissait à Kyüshü commença à faiblir tandis que ses ennemis se remettaient de leurs défaites, et le bakufu ne tarda pas à reprendre l’offensive. En 1370, sur le conseil de Yoriyuki, spécialement convoqué à Kyoto, les dirigeants Ashikaga décidèrent d’envoyer comme *tandai* au Kyüshü l’homme le plus capable dont ils disposaient. Il s’agissait d’Imagawa Sada’o, soldat de marque et homme de lettres bien connu des cercles poétiques. Né en 1325, il avait passé l’essentiel de sa vie à se battre pour Takauji. Quand le bakufu fit appel à lui, il était entré en religion et vivait tranquillement à Kyoto sous le nom de Ryöshun.

Il partit prendre ses nouvelles fonctions à la fin d’octobre 1370. Averti de l’échec de son prédécesseur, qui n’était jamais arrivé au Kyüshü, il

s’organisa soigneusement. Pour ne pas laisser d’ennemis derrière lui, il passa un accord avec öuchi, commissaire du Suwô, et prit des mesures similaires au Shikoku, où il confia à la famille Hosokawa le soin de maintenir l’ordre. Comme fer de lance et force de reconnaissance, il envoya d’Onomichi au Kyüshü par mer une avant-garde placée sous les ordres de son fils Yoshi-nori. Celui-ci débarqua dans la région d’Oita et occupa la forteresse de Taka-saki en août 1371. Après avoir attaqué les forces loyalistes qu’il trouva dans le voisinage, lui-même fut attaqué par Kikuchi Takemitsu, dont la famille était l’allié le plus puissant et le plus sûr du prince Kanenaga dans sa lutte contre le bakufu. Mais Yoshinori résista et Takasaki ne fut jamais reprise. A ce moment-là, Imagawa, qui n’avait pas quitté l’île principale, envoya son jeune frère Tadaaki dans le Hizen prendre Dazaifu à revers. Tadaaki rencontra des obstacles, et il ne put gagner le Kyüshü et le Hizen avant la fin de l’année, où il atteignit Matsuura et fut aidé par des guerriers locaux.

Pendant ce temps, Imagawa chevauchait le long de la côte ouest tout en admirant le paysage et en se récitant ses poèmes favoris. Il progressait sans hâte, et lorsqu’il vit que sa stratégie commençait à marcher comme il l’avait prévu, il quitta l’Aki et continua dans la direction du Buzen, au Kyüshü, traversant le détroit pour atteindre Kokura, qui se trouve à environ huit kilomètres de Shimonoseki. Ensuite, il longea la côte vers l’ouest et Munakata, pressé de rejoindre Dazaifu. Il se trouvait ainsi entre Yoshinori, qui avait pris position à Takasaki, et Tadaaki, posté dans l’ouest du Hizen. Cette triple menace obligea Kikuchi à lever le siège de Takasaki pour se porter à la défense de Dazaifu. Les trois armées Ashikaga ne tardèrent pas à encercler cette ville, qui tomba entre leurs mains à la fin de septembre 1372, contraignant Kikuchi à battre en retraite et à se réfugier dans la province de Chi-kugo avec le prince Kanenaga.

Grâce aux plans d’Imagawa et à leur exécution bien synchronisée, la majeure partie du nord du Kyüshü était maintenant soumise. La position dominante qu’avait valu à Kanenaga son travail acharné depuis 1361 avait été perdue en quelques jours – treize ans d’efforts évanouis ! La cause loyaliste n’était pas perdue, mais pour affronter Imagawa, il fallait des troupes et des circonstances favorables. Kanenaga prit position dans le bassin du Chikugo, dont il fit à la fois un refuge et une base défensive. Imagawa n’eut garde de faire un geste avant de voir un avantage certain. Il

avait l’intention de choisir lui-même et la date et le lieu ; en attendant il s’occupa d’obtenir le soutien des familles dirigeantes du sud du Kyüshü, les invitant à prendre part à une attaque dont le succès pourrait leur être profitable.

Kikuchi perça le jeu d’Imagawa, et comprit qu’il devait prendre l’offensive avant qu’il n’ait mer : ses projets à bien. En mars 1373, il lança une attaque nocturne qui faillit enfoncer les défenses d’Imagawa, mais que celui-ci finit tout de même par repousser, obligeant les troupes loyalistes à se retirer. Il s’ensuivit une période d’incertitude, durant laquelle la position d’Imagawa fut souvent incommode. Cependant, Kikuchi mourut à la fin de l’année, laissant la défense loyaliste sans chef réellement éprouvé, son propre fils Take-masa, un soldat prometteur, devant mourir l’année suivante.

A l’époque, Imagawa avait déjà décidé de faire donner l’ensemble de ses troupes contre celles de Kanenaga, retranché au Kôra-san. Il parvint à le déloger et à le chasser dans la province de Higo, où il eut la prudence de ne pas le suivre. Il trouva d’autres moyens d’attaquer le clan Kikuchi, et avant longtemps il s’était pratiquement rendu maître de l’ensemble de la province de Chikugo. En 1375, il avança sa base jusqu’à environ quatre kilomètres à l’ouest de la forteresse des Kikuchi, dans la plaine de Mizushima, avec l’intention d’attaquer leurs défenses de front avec toute son armée.

A ce moment-là, il demanda de l’aide aux familles Shimazu, Ötomo et Shôni. Mécontent de la nomination d’un nouveau *tandai,* Shôni Fuyutsugu refusa d’abord de venir. Il se laissa toutefois convaincre en rechignant par Shimazu Ujihisa et finit par se rendre à Mizushima. Il semble qu’Imagawa l’ait soupçonné de trahison, et il ordonna (dit-on) à son frère de le poignarder au cours d’une beuverie. Dégoûté, Shimazu, qui l’avait persuadé de se joindre à lui, retourna dans le Satsuma pour y lever des troupes contre Imagawa.

Il est étonnant que des hommes assez sages et capables pour s’élever aux plus hautes fonctions accomplissent parfois des actes d’une telle bêtise. Imagawa, prétendument brillant et sensible, perdit par cette erreur deux précieux alliés : Shimazu, chef du clan le plus puissant du pays, et Shôni, qui était un vassal héréditaire du shôgun.

Du point de vue des loyalistes, l’erreur d’Imagawa était une bénédiction. Ce meurtre gratuit d’un des leurs décida maintes familles hésitantes à

prendre les armes contre Imagawa. Avec leur aide, le nouveau kokushi put l'attaquer en octobre 1375, et l'obligea à se retirer dans le Hizen, les troupes loyalistes à ses trousses. Après son avance triomphante, Imagawa se trouvait maintenant sur la défensive. Comme le formule un historien japonais d'aujourd'hui, « sa lance était émoussée ».

Imagawa informa le bakufu de sa situation et demanda de l'aide. Le bakufu envoya un émissaire dans le Suwô, et donna à Ôuchi l'ordre de lui prêter main forte. L'initiative était risquée ou du moins pas très prometteuse ; et Imagawa sentit que sa position au Kyüshü se détériorait si rapidement qu'il ne pouvait attendre qu'on vînt l'aider. Il s'efforça alors d'obtenir de certains guerriers du Kyüshü qu'ils se joignissent à lui pour attaquer la coalition Kikuchi, et il supplia les familles guerrières du sud de l'île de lever des impôts en sa faveur. Il comprenait qu'il fallait trouver le moyen de rompre l'association entre les loyalistes et le chef de clan Shimazu Ujihisa. Cependant, ce dernier résistait bien qu'un certain nombre de guerriers des trois provinces méridionales (Satsuma, Hyüga et ösumi) fussent venus se mettre aux ordres d'Imagawa.

En septembre 1376, le bakufu enleva aux chefs Shimazu les charges de commissaire du Satsuma et de l'Ôsumi pour les confier à Imagawa. Celui-ci voyait à nouveau la chance lui sourire, et les troupes Shimazu furent graduellement isolées. Leurs chefs voyaient bien que l'armée du prince Kane-naga s'affaiblissait de plus en plus, mais ils étaient trop orgueilleux, trop conscients de la position dominante qui était la leur au Kyüshü, pour passer du côté du bakufu. Ils hésitaient mais ne pouvaient prendre parti, montrer leurs vraies couleurs. Cependant, la mort de Shimazu Ujihisa, en 1385, mit fin à cette période. Son successeur se déclara en faveur des Ashikaga, en sorte que les trois provinces tombèrent alors dans l'orbite du bakufu. Toutefois, rien n'était encore gagné pour Imagawa. Et lorsqu'il fut rappelé à Kyoto, Shimazu accepta de se plier aux ordres du bakufu, mais c'est à contrecœur que ses parents et lui se soumirent au commandement d'un homme qui leur avait fait perdre la face à Mizushima en ordonnant le meurtre de Shôni, leur compagnon d'armes.

Au nord, la guerre avait alors pris fin. En 1377, les troupes d'Imagawa infligèrent dans le Hizen une rude leçon aux Kikuchi, qu'ils obligèrent à se retirer dans le Higo. Continuant sur sa lancée, Imagawa les poursuivit au-delà du Chikugo, entra dans le Higo et prit Kumamoto. Ouchi pénétra dans

la province de Chikugo et continua l'offensive contre les Kikuchi. L'année suivante, une pause donna le temps aux deux partis de panser leurs blessures. Puis, en octobre 1378, Imagawa attaqua la forteresse des Kikuchi de concert avec Otomo et Ouchi, le nouveau Shôni. La principale bataille eut lieu à Takuma-hara, près de Kumamoto. Elle fut acharnée. Malgré le nombre de l'ennemi, les loyalistes se battirent avec un courage indomptable, et plusieurs membres de la famille Kikuchi furent tués ; Imagawa finit par être repoussé et contraint de se replier dans le Chikugo. Il v réorganisa son armée et revint à l'attaque. Les Kikuchi parvinrent à éviter une bataille rangée, et l'année 1380 s'acheva sans combat décisif. Au printemps de l'année suivante, l'armée du bakufu eut toutefois raison de la résistance des Kiku-chi, dont la principale forteresse, Kumabu, tomba en juillet, préludant à la chute de leurs dernières défenses.

Ainsi, la résistance loyaliste au Kyüshü fut graduellement évincée, et avec la mort de Kanenaga, en 1383, il sembla que tout espoir de rétablissement fût perdu. Grâce surtout aux efforts opiniâtres des Kikuchi et à l'habileté de Kanenaga, les troupes loyalistes avaient résisté contre une puissante armée commandée par un bon général pendant une douzaine d'années à partir du moment où Imagawa avait été nommé *tandai* en 1370.

Il ne fait aucun doute que Kanenaga était un homme exceptionnellement capable, la mésentente qui régnait parmi les grands clans du Kyüshü lui donnait un certain avantage dans le choix de ses alliés, mais il dut se montrer très adroit dans ses négociations. Il occupait à Dazaifu une puissante position, recevant des envoyés de la cour des Ming, où, d'ailleurs, il envoya lui-même un représentant en 1371. Ses relations avec les pirates japonais lui étaient fort utiles, car c'est dans l'espoir de mettre fin à leurs activités que l'empereur Ming lui envoya sa première ambassade en 1369. Kanenaga en maltraita les membres, mais il comprit bientôt que la cour du Sud avait tout intérêt à entretenir de bons rapports avec la Chine, et (selon les archives chinoises) il alla jusqu'à se déclarer tributaire des Ming. En 1372, Imagawa avait cependant pris ses fonctions de *tandai* et chassé Kanenaga de la région de Dazaifu. La prochaine mission chinoise arriva peu après, et elle traita avec la cour du Nord.

Lorsqu'on réfléchit aux raisons du succès d'Imagawa, on est tenté de penser que la guerre entre la cour du Sud et le bakufu engendra, avec des hommes comme Kusunoki Masashige, Kitabatake Chikafusa et Imagawa

Sadayo, une nouvel e espèce de chefs militaires, et qu’il en résulta certains progrès dans l’art de la guerre. Au xne siècle, la guerre de Gempei avait été menée par des généraux qui n’avaient aucune expérience quant au maniement de troupes très nombreuses. Il leur arrivait de faire preuve d’habileté tactique, mais ils ne semblaient pas prévoir et organiser leurs batailles. Pour la plupart, les généraux du xive siècle ne valaient pas mieux. Nitta Yoshisada était un piètre stratège, et les généraux de Takauji, Moronao en tête, comptaient sur la force brutale et non pas sur l’intelligence. Quand les choses tournaient mal, ils semblaient sans ressources. Takauji savait choisir et utiliser son terrain. Il savait saisir l’occasion, mais ce n’était pas un grand capitaine, capable de voir loin et de prendre ses dispositions en conséquence.

En comparaison, Kusunoki, Kitabatake et Imagawa étaient des organisateurs de premier plan, et ce n’est pas une coïncidence s’ils avaient tous les trois une bonne éducation, des intérêts d’ordre intellectuel et esthétique, et une nature réfléchie. On a déjà parlé du caractère de Kusunoki et de Kitabatake. Il convient maintenant de dire quelque chose d’Imagawa, qui, comme eux, se distingua par son habileté stratégique.

imagawa sadayo

Les Imagawa constituaient une branche de la famille Ashikaga, et possédaient un manoir à Imagawa, dans la province de Mikawa. Le père de Sadayo était un partisan de Takauji, dans les campagnes duquel il rendit de précieux services. Il en fut récompensé en devenant commissaire du Suruga, après quoi sa famille occupa une place éminente parmi la petite noblesse des provinces côtières orientales et s'allia par mariage à la noblesse de cour. Du temps du bakufu de Kamakura, de telles alliances étaient exceptionnelles ; les relations entre les chefs militaires et la cour étaient alors amicales, mais non pas intimes. Cependant, quand les shogun Ashikaga s'installèrent dans la capitale, les occasions de contacts sociaux se multiplièrent, d'autant que plusieurs parmi les problèmes dont Takauji et ses successeurs eurent à s'occuper concernaient la façon dont il convenait de traiter la famille impériale et ses proches.

On ne connaît aucun détail sur les premières années de Sadayo. Il naquit en 1325, et, jeune homme, il entra au service de Yoshiakira. Entre deux campagnes militaires, il lui arrivait sans doute de passer quelque temps dans la capitale, et l'on sait qu'il étudia l'art de composer des vers « liés » (« renga ») avec Nijô Yoshimoto, qui avait à peu près son âge et devint plus tard non seulement chancelier et régent mais arbitre du goût et patron de l'école de poésie dite école de Nijô. Il est évident que, dans la vie de Sadayo, la passion dominante fut l'étude et la pratique des arts poétiques. On a vu que, en route pour Kyüshü à la tête de son armée, sa belle humeur lui permettait de composer et de réciter des vers. Parmi ceux dont il est l'auteur, rares sont ceux qui ont survécu, mais dans son journal de voyage, le *Michiyukiburi,* on trouve certains poèmes qui lui furent inspirés par les lieux à travers lesquels il passa en allant à la guerre.

Il prit fortement position dans le grand débat poétique qui divisa le monde littéraire du XIVe siècle en deux âpres factions et eut même certaines conséquences politiques. Les écoles rivales étaient celles de Reizei Tamehide et Nijô Tameyo, se réclamant toutes deux du célèbre Teika, dont l'étoile avait illuminé le ciel poétique du xine siècle. C'est une querelle fascinante, sur laquelle il ne convient sans doute pas de nous attarder, mais

qui présente un certain intérêt historique dans la mesure où ceux qui y prirent part n'étaient pas forcément des poètes et où elle résulta d'une révolution englobant presque tous les aspects de la vie nationale. Pour simplifier, le débat entre les deux écoles portait sur la tradition et la liberté – voire la licence – nouvelle, et reflétait ainsi les tendances sociales de l'époque, marquée par le mélange des classes et le refus du précédent.

Imagawa était partisan de la liberté et soutenait que l'idéal rigide de l'école de Nijô était étouffant, alors que l'école de Reizei inspirait et encourageait l'expression spontanée. Il aimait enseigner aussi bien les règles du *renga* que de *Yuta* classique. Ses propres vers n'étaient pas particulièrement appréciés des connaisseurs, mais il se battait dans l'arène littéraire avec la même fougue que sur le champ de bataille. Il consacra divers essais à la poésie, et l'un de ses derniers écrits fut une protestation adressée au bureau de la Poésie contre les attaques dont faisait l'objet l'école de Reizei. Cependant, lui-même n'hésitait pas à s'en prendre à l'école de Nijô, ni même à attaquer Yoshimoto personnellement, en dépit de toute l'amitié qui les avait unis.

Il resta comme *tandai* au Kyüshü jusqu'en 1395, où il fut rappelé pour répondre des accusations portées contre lui par ses anciens alliés Ouchi et Otomo, qui le disaient coupable de conspirer contre le shogun Yoshimitsu. Il s'agissait sans doute de calomnies, et leur proposition de le remplacer comme *tandai* du Kyüshü par Shibukawa Mitsuyori était manifestement inspirée par le désir de réhabiliter la famille de ce dernier, car c'est la lâcheté dont le père de Mitsuyori avait fait preuve en 1368 qui avait conduit à la nomination d'Imagawa.

Quelques années plus tard, il semble qu'il y ait eu de meilleures raisons de douter de la loyauté d'Imagawa envers le shôgun, notamment parce que sa province de Tôtomi refusa en 1400 de lever des troupes pour le bakufu. C'est certainement pour ce motif que Yoshimitsu envoya des ordres à Kamakura pour qu'on retirât à Imagawa ses fonctions de commissaire du Suruga et du Tôtomi. Il semble que ce soit à ce moment-là que Ryôshun (comme on l'appelait alors), ne pouvant rester sans rien faire en attendant qu'on l'assassine, tenta de fomenter un soulèvement contre les Ashikaga[119]. Ses efforts n'aboutirent à rien, et il paraît s'être alors retiré à la campagne pour y finir ses jours. En 1402, il écrivit son *Nan-Taiheiki*[120],

après quoi on ne sait plus rien de lui, sinon qu'il demeura paisiblement à la campagne, ne revenant qu'occasionnellement à Kyoto, sans doute pour s'occuper de poésie.

Il mourut en 1420. Il est remarquable qu'un représentant de la classe guerrière soit devenu une figure éminente de la société littéraire, dont le centre était à la cour. Le seul fait qu'il fût accepté dans un groupe aussi exclusif prouve qu'il y avait dans l'air un esprit de changement, et qu'un nouveau type de guerrier devenait à la mode.

CHAPITRE XXVIII

La fin de la guerre civile

accord entre les cours du nord et du sud

Lorsque, en 1368, Yoshimitsu, son fils, succéda comme shogun à Yoshiakira, la maison Ashikaga était bien établie. Alors âgé de neuf ans, Yoshimitsu avait la chance d'hériter d'hommes capables comme conseillers et comme représentants. Imagawa Sadayo était un chef doué, et Hosokawa Yoriyuki, sans doute l'administrateur le plus habile de l'époque.

Yoriyuki avait été choisi par Yoshiakira pour être son représentant (*kan-rei),* et il exerça ses fonctions fidèlement, en exigeant de ses subordonnés une haute tenue morale. Son attitude sévère à l'égard de tout relâchement lui fit certains ennemis, notamment parmi les moines zen et les guerriers dont il avait cru devoir condamner la conduite. A un moment donné, ses adversaires l'attaquèrent publiquement, et sa fierté l'amena alors à démissionner et à se retirer à la campagne. La question en cause à cette occasion était le traitement de la cour du Sud.

L'une des raisons qui persuada Kusunoki Masanori de passer à la cour du Nord résidait dans ses relations avec Yoriyuki, dont la personnalité et le talent l'impressionnaient vivement. En réalité, c'est la politique arbitraire de Yoriyuki (y compris l'aide militaire accordée à Masanori) qui offusqua Yoshimitsu et dressa contre lui divers chefs guerriers. Furieux de leur opposition, il souhaitait démissionner, mais plus d'une fois le jeune shogun le convainquit de n'en rien faire, notamment en 1372. En 1379, Shiba et autres barons insistèrent pour qu'il abandonnât sa charge. Yoshimitsu tenta de les contrecarrer, mais sans y parvenir ; et c'est alors que Yoriyuki se retira, s'étant d'abord rasé la tête et ayant prononcé les vœux. Par la suite, Yoriyuki regretta son geste et voulut y porter remède. En 1391, Yoriyuki fut rappelé à Kyôto et reprit ses anciennes fonctions de représentant, conseillant à nouveau le shôgun en matière de haute politique. Mais il mourut un an plus tard, en 1392.

En 1379, quand les ennemis de Yoriyuki cherchèrent à le destituer, les troupes du bakufu prenaient l'avantage au Kyüshü sous la conduite d'Imagawa, et même là où elle avait été la plus forte, la position militaire de la cour du Sud se détériorait peu à peu. Depuis des années, la situation était mûre pour une réconciliation entre les deux lignes, car avec la mort de Yoshiakira, en 1367, tous les protagonistes de la querelle avaient quitté la scène, et ceux qui avaient pris leur place étaient assez indifférents au

problème de la succession. Mais la guerre n’en continua pas moins. En 1373, Go-Kameyama devint le nouvel empereur de la cour du Sud, et en 1383, Go-Komatsu fut installé à Kyoto. L’exil de la ligne de Go-Daigo datait maintenant de près de cinquante ans. L’enthousiasme pour la cour du Sud s’était peu à peu dissipé. Les pertes au combat avaient rendu pratiquement impossible une renaissance loyaliste, et les attaques des provinces voisines par les généraux des Ashikaga mettaient par ailleurs en danger la sécurité même de Go-Kameyama et de ses courtisans à Amano.

Le bakufu aurait pu s’attaquer au problème de la succession dès la mort de Yoshiakira, mais Yoshimitsu et ses conseillers avaient alors des questions plus urgentes à régler. La campagne de Kyüshü ne prit fin qu’en 1383, et en dehors de cette vaste entreprise Yoshimitsu dut s’occuper de certains seigneurs récalcitrants, en particulier les Yamana, qui s’étaient rendus maîtres de onze provinces dans l’ouest du Japon, c’est-à-dire du sixième des provinces du pays. Ils constituaient un défi pour l’autorité du shôgun et devaient être remis à leur place. Ce n’est donc qu’à la fin de 1392, étant enfin débarrassé des Yamana, que Yoshimitsu put entreprendre des pourparlers avec la cour du Sud.

Les détails sont rares, mais il semble que le bakufu entama les négociations en proposant une union (gattai) entre les deux lignes[121]. L’empereur du Sud, Go-Kameyama, finit par accepter et se mit en devoir de rendre les insignes impériaux à l’empereur du Nord. Toutes les parties donnèrent leur agrément, et l’on comprit qu’à l’avenir la succession alternerait entre les lignes aînée et cadette – Jimyô In et Daikakuji. Une condition importante voulait que les domaines de la Couronne en province fussent la propriété de la ligne cadette, et le riche Chöködö celle de la ligne aînée. L’accord fut conclu en décembre 1392.

A première vue, c’était un accord impartial, et la cour du Sud en respecta loyalement les termes. Go-Kameyama quitta le Yoshino en décembre pour le monastère du Daikakuji (qui donnait son nom à la ligne cadette et se trouvait à Saga, à l’ouest de la ville), où il arriva le 16. Son intention était d’accomplir un acte d’abdication solennel, à l’occasion duquel s’effectuerait le transfert des insignes impériaux. L’abdication était une pratique courante au Japon, et c’était là la procédure traditionnelle par laquelle elle s’accomplissait. Ce n’est qu’en se conformant au précédent que Go-Kameyama pouvait fonder la légitimité de son propre règne, et le seul fait

de traiter avec la ligne aînée était un rejet de la position prise par Go-Daigo, qui niait tout droit à la cour du Nord. Céder sur ce point devait avoir été très dur après de si longues années d'exil. Pourtant, comme si le bakufu Ashikaga était voué à poursuivre la trahison dont il était issu, le shôgun ne tint pas parole. Yoshi-mitsu ordonna que les insignes impériaux fussent rendus, et, le 16 décembre, un petit groupe de courtisans les ramena dans la pluie et la boue de Saga au palais de Tsuchimikado, où résidait l'empereur du Nord Go-Komatsu.

Il n'y eut ni transfert solennel des insignes impériaux ni rencontre entre Go-Kameyama et Go-Komatsu, et moins encore d'acte rituel de « remise de l'État » *(jôtoku)* exigé par la convention. Les autres conditions de l'accord ne furent pas davantage respectées par Yoshimitsu. En 1412, Go-Komatsu abdiqua en faveur de son propre fils, et le shôgun ne s'y opposa pas malgré sa promesse que la succession allait alterner entre les deux lignes. En outre, les domaines alloués au Daikakuji n'étaient pas disponibles, ou plus exactement leurs revenus étaient difficiles voire impossibles à percevoir.

Il est clair que le bakufu n'était pas convaincu des droits de la cour du Nord, mais il ne voulait plus de problèmes de succession et ne se souciait que d'avoir sur le trône un souverain docile. En hommes pratiques, ses membres considéraient d'ailleurs que la possession des insignes impériaux était le meilleur gage de légitimité. A l'occasion de cette réconciliation, la cour du Nord et le bakufu donnèrent ainsi une piètre image d'eux-mêmes. Quant à la cour du Sud, elle perdit tout hormis sa dignité.

Après son abdication, Go-Kameyama se vit traiter avec froideur, et même avec mépris, par la cour du Nord, qui prétendait qu'il n'avait aucun droit au titre de Dajô Tennô (Suprême Empereur retiré) puisqu'il n'avait jamais été intronisé ; et il fallut près de deux ans pour que Yoshimitsu songeât à le lui obtenir. Blessé d'avoir été dupé par le bakufu et par ses fantoches, Go-Kameyama se retira à Saga et y mena une vie solitaire. Il semble avoir froissé le quatrième shôgun Ashikaga, Yoshimochi, car peu après s'être rendu au palais de Muromachi il quitta brusquement Saga, et on le vit, dit-on, errer dans les collines de Yoshino en proie au désespoir. Mais il retourna à Saga et fut enterré dans le voisinage en 1424.

Vue à la lumière des événements ultérieurs, la querelle entre les deux cours ne régla pas le problème de la légitimité. Il ne fut jamais résolu. Les arguments fondés sur la possession des insignes impériaux ne sont pas

décisifs, et il n’est pas possible de prouver les accusations selon lesquelles les insignes détenus par la cour du Sud étaient des faux. Des historiens modernes soutiennent que certains détails rendent le témoignage de Chikafusa irrecevable, et contestent les droits de la cour du Sud. Dans les premières années du siècle, cette opinion était courante jusque dans les milieux officiels. Mais en 1911, le ministre de l’Intérieur l’a officiellement condamnée.

On pourrait donc dire que la guerre civile avait eu lieu en vain, et la chose serait vraie si son but véritable avait été de régler le problème de la légitimité. Cependant, vue dans son contexte historique, la guerre était une lutte pour la suprématie non entre les deux cours, mais entre deux factions militaires dont chacune cherchait avant tout son propre avantage matériel. Dans ses effets, elle se révéla révolutionnaire, car elle mit fin à la hiérarchie féodale créée par les régents de Kamakura et la remplaça par une société féodale d’un type nouveau, constituée de grands barons jouissant d’une autonomie presque complète et ne reconnaissant qu’une autorité conditionnelle aux shôgun Ashikaga.

Le demi-siècle qu’avait duré la guerre ruina tout ou partie de nombreuses institutions, et il fut évidemment suivi par une période de changement, parfois violente et toujours animée. Le mieux est donc de voir les années séparant la fuite au Yoshino, en 1337, de l’accord conclu entre les deux cours en 1392 comme une époque de transition, non seulement dans la vie politique du pays, mais aussi, et en particulier, dans sa vie économique. Comme la plupart des guerres, celle qui opposa les deux cours eut un résultat sans rapport avec le motif qui l’avait déclenchée ; et tandis qu’elle se poursuivait, des changements imperceptibles se produisirent dans la vie des gens dont les occupations étaient pacifiques.

Les témoignages directs qui se rapportent à la paysannerie sont assurément peu nombreux, car l’attention des chroniqueurs se porte rarement sur les travailleurs de la terre. Cependant, si les paysans connaissaient encore un demi-servage, il est clair qu’ils s’émancipaient peu à peu. Ce changement ne résultait pas d’un quelconque esprit de réforme chez les grands propriétaires, mais du sens pratique de ceux qui durent aller se battre et laissèrent d’ordinaire aux plus capables de leurs ouvriers la responsabilité de leurs terres. Ils créèrent ainsi une nouvelle classe de paysans jouissant d’un degré de liberté jusque-là inconnu.

Note sur la guerre médiévale

Lorsqu'on étudie cette période de guerre presque continuelle (disons de 1300 à 1400), on est frappé par la monotonie de son histoire militaire. Il y a des affrontements, des escarmouches et des batailles rangées, des victoires et des défaites, des morts et des désastres, tous les ingrédients d'un classique militaire ; mais es combats se ressemblent, et l'on ne découvre dans aucune campagne un vrai grand talent stratégique. Il n'y a pas de commandant de génie, rien – semble-t-il – qui ressemble à la conception inventive et à l'exécution brillante que la littérature occidentale prête à Alexandre le Grand et à Jules César, de même qu'à des personnages plus tardifs de moindre envergure.

On peut dire que les chroniques donnent cette impression parce que le Japon n'a pas engendré de généraux écrivains comme Xénophon ou comme César. Alors que, depuis l'Antiquité, les commandants occidentaux ont coutume d'écrire des dépêches ou des mémoires racontant leurs propres campagnes, les récits médiévaux de batailles dont dépend l'historien japonais sont pour la plupart l'œuvre de moines et de scribes employés par les grandes maisons féodales, c'est-à-dire d'hommes qui ne comprennent pas grand-chose à l'art et à la science de la guerre. Ils n'ont même qu'une très vague idée du nombre d'hommes qui prennent part aux batailles qu'ils décrivent.

Les chroniques de la guerre de Gempei de 1180-1185 grossissent jusqu'à l'absurde la taille des armées engagées. Le *Heike monogatari* est un roman où l'exactitude n'est pas le but de l'auteur, mais on pourrait considérer *l'Azuma kagami* un peu comme un document historique puisqu'il est en partie basé sur des documents officiels. Toutefois, pour donner un exemple simple, ils donnent tous deux des chiffres impossibles pour les troupes commandées par les généraux Minamoto Yoshitsune et Noriyori, lorsqu'ils reçurent l'ordre d'anéantir Yoshinaka à la fin de 1183. Dans les deux ouvrages, les chiffres sont de l'ordre de 50000 pour Noriyori et de 20000 pour Yoshitsune. Nourrir, coucher et déplacer de pareils effectifs aurait été pour le Japon du xne siècle une tâche colossale, même dans des conditions climatiques et topographiques favorables, d'autant plus qu'alors les combattants étaient montés. A l'époque moderne, une troupe de 1000 cavaliers équivaut à une demi-brigade de cavalerie, qui, en colonne par

quatre, couvrirait huit cents mètres. Il est évident qu'une armée de 10000 ou 20000 hommes montés ne pourrait accomplir les exploits que l'on prête à celle de Yoshitsune, notamment parcourir plus de cinquante kilomètres en pays montagneux et livrer bataille le jour même. Il ne fait aucun doute qu'une troupe évaluée à 10000 hommes n'en comptait souvent pas plus de 1000 ou 1500[122].

Il est vrai qu'au XIVe siècle les conditions de transport et d'approvisionnement s'étaient beaucoup améliorées, et qu'il était devenu plus facile de déplacer de nombreux contingents. Mais les chiffres du *Taiheiki* ne sont pas moins exagérés que ceux des chroniques précédentes, et il est regrettable pour l'histoire du Japon que cette faiblesse persiste tout au long du XIVe siècle et jusqu'au. XVe.

Le chapitre VI du *Taiheiki* décrit la mise sur pied par le bakufu de Kamakura d'une grande armée destinée à étouffer la rébellion des provinces du Centre. On y dit que plus de 307 000 cavaliers quittèrent les provinces orientales en octobre 1332, et que l'avant-garde atteignit Kyoto en une vingtaine de jours alors que l'arrière-garde se trouvait encore dans les environs de Hakone. Au même moment, plusieurs milliers de soldats marchaient de l'Ouest dans la direction de la capitale, portant l'effectif total de l'armée à 800000 hommes, et même à un million selon une certaine version. Ce sont des chiffres extravagants ; pourtant, *Taiheiki* est un ouvrage dont l'historien moderne doit se servir pour décrire les campagnes qui eurent lieu pendant et après la révolte de 1332 contre les Höjö. Il existe de nombreuses versions de cette chronique, dont neuf sont regroupées dans un excellent ouvrage intitulé *Sankö taiheiki*. Une étude des effectifs engagés dans les grandes batailles révèle des divergences tout à fait surprenantes. Dans le texte généralement admis (« rufubon »), on estime à 300000 le nombre des participants à l'attaque Höjö contre la forteresse de Kusunoki, à Akasaka, alors que d'autres textes donnent pour chiffres 200000 et 20000. Les deux premiers sont manifestement absurdes, le troisième peut-être correct. Pour les combats qui se déroulèrent ensuite dans la région, les chiffres avancés varient entre 100000 et 10000.

Le texte standard évalue à 20000 l'effectif de l'armée de Takauji au départ de Shinomura, chiffre qui devient 50000, avec les variantes de 5000 et 20000, lors de l'arrivée à Kyoto.

Il ressort clairement de pareils exemples que les chroniqueurs n’avaient qu’une très vague idée de la taille des armées, et qu’ils confondaient « sen » pour 1000 et « man » pour 10000. Ainsi, pour l’importante bataille de Kotesashigahara (1333), un texte dit que la bataille s’ouvrit par une volée de 3000 flèches alors qu’un autre dit 300. Ce dernier chiffre est vraisemblable, car c’était l’habitude d’entamer un combat par un échange de flèches. Le total des effectifs Hôjô engagés dans cette bataille est estimé à 200000 ou 300000 hommes, deux chiffres pratiquement impossibles. Alors que l’armée Hôjô renouvelait ses attaques contre lui, Nitta Yoshisada fut contraint de reculer pour se mettre sur la défensive jusqu’au moment où il reçut de Miura des renforts inattendus qui portèrent le montant total de ses troupes selon un texte à 40000 et selon un autre à 100000 hommes.

Un effectif global situé entre 50000 et 100000 hommes pour Nitta et ses alliés n’est pas impossible, et l’armée ennemie peut avoir été encore plus nombreuse. Un autre chapitre du *Taiheiki* rapporte que, lors de son attaque de 1333 contre Kamakura, Nitta rassembla trois divisions après avoir traversé le Tamagawa, dont l’une pénétra dans la ville par la « porte arrière » (« karamete ») ; mais le texte ne précise pas quel est l’effectif d’une division. Un autre passage dit que ses troupes et celles de ses alliés comptaient en tout 507000 hommes, ce qui est manifestement une erreur pour 57000[123].

Si l’on ne sait pas grand-chose des effectifs engagés dans les batailles médiévales, il n’est pas étonnant que l’historien ait peu d’autres informations valables qui l’aident à se faire une idée de l’art avec lequel les commandants organisaient et menaient leurs campagnes. Sur la base des informations existantes, on peut considérer Minatogawa comme une bataille bien préparée, tenant compte du terrain ; mais il se peut que le succès de Takauji s’explique moins par sa stratégie que par la hâte avec laquelle Nitta se retira. Nous savons que divers conseillers de Go-Daigo étaient opposés au plan de défense de Nitta et voulaient éviter une action décisive ; et nous savons en outre que, plus d’une fois, Nitta et Akiie ignorèrent tous deux les conseils de Kusunoki avec der conséquences catastrophiques. Par ailleurs, l’avance amphibie de Takauji vers l’est et Minatogawa avait certainement été mieux organisée qu’aucune des marches de Nitta.

Imagawa Sadayo était un guerrier chevronné, réfléchi et prudent, excellent organisateur. Peut-être doit-il être considéré comme le meilleur

général de son temps, et il est intéressant de noter qu'il se rapproche des commandants occidentaux qui aiment écrire sur leurs campagnes. Mais ni lui ni aucun de ses contemporains ne semblent être l'auteur d'importants changements de méthode – d'inventions comme la phalange ou la formation en carré en matière de tactique d'infanterie, ou encore d'un emploi nouveau de la cavalerie. Le seul changement notoire de cette période dans le domaine de l'armée était d'ordre social plutôt que tactique, et concernait le développement d'une classe de fantassins, les *ashigaru,* utilisés dans les combats de rues.

On ignore quelles stratégies et quelles tactiques avaient en tête les chefs des clans guerriers dont dépendaient les grandes batailles. Mais le fait est qu'après avoir pris position, les généraux ne jouaient plus qu'un rôle accessoire dans le déroulement du combat, qui leur échappait. Ils avaient sans doute leur plan de bataille, mais il ne semble pas qu'il y ait eu une ligne de commandement déterminée durant l'action, qui dégénérait bientôt en combats singuliers entre chevaliers ou affrontements entre petits groupes de partisans, sans rapport ou presque avec les besoins tactiques de la situation. Il en résulte que les brillants récits de bataille qu'on trouve dans le *Taiheiki* et autres ouvrages du même genre, bien qu'ils constituent d'excellents mélodrames et soient pleins d'histoires d'héroïsme et de panache, laissent le lecteur dans un état de confusion qui, peut-être, reflète mieux la nature du conflit qu'une stricte analyse.

Pour un pays où la tradition guerrière a une telle importance, on trouve bien peu de documents concernant le style des campagnes et leur déroulement particulier après l'époque de Hachiman Tarô (1041-1108), dont le *Mutsu waki* paraît raconter fidèlement les exploits. On doit au général Y. Hayashi et au major Hayashibe un ouvrage fort intéressant consacré à l'histoire militaire du Japon *. C'est une étude approfondie, où l'on ne trouve pourtant que de rares détails à propos de la stratégie des guerres médiévales, sans doute faute de documents dignes de foi. Les auteurs estiment que les cinq plus grands généraux de l'histoire japonaise sont Yoshitsune, Kusunoki, Nobunaga, Hideyoshi et Ieyasu. Parmi eux, seuls les deux premiers appartiennent au Moyen Age, et Yoshitsune fut peut-être un tacticien habile et audacieux plutôt qu'un stratège pénétrant. Mais pour ce qui est de Kusunoki Masashige, le doute n'est pas permis : il s'agit d'un grand commandant. Son génie apparaît même dans les rares

récits des campagnes défensives qu'il mena dans les montagnes du Kawachi et du Yamato, où il résista à de nombreuses troupes avec une poignée d'hommes.

Ses succès présentent un intérêt particulier dans le sens où ils font ressortir la faiblesse des méthodes traditionnelles des commandants du bakufu.

En octobre 1331, Go-Daigo le fit venir pour le consulter sur la façon de lever des troupes contre les régents Hôjô. Kusunoki constitua alors avec ses parents, leurs partisans et quelques volontaires de la noblesse du voisinage une petite armée qu'il groupa derrière des ouvrages de défense à Akasaka, sur le mont Kongo, où, n'étant pas entraînée, elle fut rapidement dispersée. Lui-même parvint à s'échapper et s'organisa en secret en attendant son heure. Il comprit qu'il devait mettre au point un système de défense beaucoup plus puissant. Durant l'hiver 1332, il décida de prendre position derrière les murs d'une forteresse appelée Kami (Haut) Akasaka, située au-dessus de l'endroit (Shimo Akasaka) dont l'ennemi s'était emparé l'année précédente, pour en faire le point avancé du système de défense qu'il avait en tête – on en parle d'ailleurs comme de « la porte de devant » dans un ouvrage intitulé *Kusunoki kassen chûmon*, qui décrit l'ordre de bataille et donne d'intéressants détails concernant les combats auxquels donnèrent lieu les assauts répétés contre Kusunoki.

Après une résistance acharnée, Kami Akasaka fut prise quand fut coupé son approvisionnement en eau. Désormais, le gros de l'attaque porterait contre les ouvrages de défense de Chihaya, spécialement conçus dans ce sens par Kusunoki. Avec une petite garnison, celui-ci repoussa les assauts de l'ennemi dix semaines durant au cours desquelles il prit même plusieurs fois l'offensive. Il réussit ainsi à immobiliser une grande armée Hôjô, et lorsque arriva la nouvelle de la défaite de la garnison du Rokuhara, les commandants Aso, Osaragi et Nikaidö, pris de panique, battirent rapidement en retraite.

Il vaut la peine de décrire brièvement la stratégie employée par Kusunoki, car son succès, hors de sa valeur militaire immédiate, stimula les troupes loyalistes et montra aux partisans de Go-Daigo qu'ils pouvaient tenir bon et donner une leçon à l'ennemi en dépit de leur infériorité numérique.

L’armée qui prit Kami Akasaka en avril 1333 après six jours de rude combat avait été acheminée par Aso le long de la route du Kawachi. Vers la même époque, Osaragi livrait un puissant assaut contre Chihaya, approchant par la route du Yamato. Il est évident que Kusunoki s’y attendait et qu’il s’organisa en conséquence. Il n’envisageait pas de tenir longtemps à Akasaka, point fort dont la fonction était de retarder les troupes d’Aso. Il aurait pu installer d’autres points forts devant Chihaya, mais ses effectifs étaient limités – ils ne comptaient sans doute pas plus de 2000 hommes –, et il décida de tirer parti de la difficulté du terrain. Ses hommes pouvaient sortir du fort bien protégé de Chihaya, dont il avait soigneusement renforcé les défenses avec des rochers et des arbres abattus. Il avait par ailleurs eu soin de constituer des réserves d’eau et de mettre en place des pierres que l’on puisse lâcher sur l’ennemi. Enfin, il avait fait construire des écrans de broussailles comme protection contre les flèches. Son but était d’amener les attaquants à se battre sur un terrain où leur nombre ne constituerait pas un trop gros avantage, près du sommet du mont Kongo, dont les arêtes, ravins et autres accidents étaient connus de lui mais non de l’ennemi. Cette stratégie fut une telle réussite que, malgré l’aide qu’Aso, Nagoshi et Nikaidö apportèrent à Osaragi, celui-ci ne parvint pas à percer les défenses de Chihaya même après d s semaines de rude combat.

Si Chihaya s’était rendue, il est probable que la résistance loyaliste se serait effondrée, en sorte que l’on peut voir dans la stratégie de Kusunoki l’une des réussites les plus remarquables de l’histoire militaire du Japon.

Les ashigaru

La fréquence croissante des combats de rues dans la guerre entre les deux cours, qui l’une et l’autre attaquèrent Kyoto à plusieurs reprises, amena certains changements dans le mode de combat. Les batailles traditionnelles, qui se livraient généralement en rase campagne, consistaient en une multitude de petits affrontements, souvent essentiellement en combats singuliers entre cavaliers (appelés « ikkiuchi », batailles entre cavaliers seuls) ; et ce qui commençait comme une bataille rangée prenait fréquemment fin dans une confusion d’affrontements mineurs sans coordination entre eux. Durant la guerre civile, ce style de batailles fut progressivement remplacé par des mouvements de troupes en formation, dont les effectifs demeuraient pourtant, semble-t-il, assez limités.

Cependant, les combats de rues exigeaient des méthodes spéciales, car on ne pouvait déployer sans risques des troupes importantes, surtout s’il s’agissait de cavaliers, dans des ruelles et des passages étroits. On créa donc un nouveau type de combattant, *Vashigaru*, ou fantassin léger. Le *Taiheiki* raconte que des soldats de ce genre participèrent à une attaque nocturne contre une forteresse du Yoshino, mais il ne semble pas que leur usage se répandit avant la guerre d’önin (1467), où ils jouèrent un rôle sanglant.

Selon des textes contemporains, Yamana et Hosokawa employèrent tous deux des soldats d’élite dits « ashigaru », qui ne portaient qu’une arme, épée, lance ou hallebarde. Ils se glissaient sans bruit dans le camp de l’ennemi pour faire des prisonniers, ou, profitant des ténèbres, ils mettaient le feu aux tours de guet et autres bâtiments. Le pillage pur et simple comptait aussi au nombre de leurs spécialités, et le feu était leur arme favorite.

Le grand lettré et homme d’État Ichijô Kaneyoshi, qui se réfugia de Kyôto à Nara durant la guerre d’ônin, consacra ensuite un mémoire aux principes gouvernementaux dans lequel il recommandait la suppression de combattants comme les *ashigaru.* « Ces hommes, dont les armées font depuis peu usage, sont des coquins extrêmement dangereux, écrivait-il. Que ce soit en ville ou à l’extérieur, ils saccagent ou incendient tout lieu où ils se savent à l’abri de l’ennemi. Ils n’épargnent ni les demeures privées ni les monastères. Ils ne s’intéressent qu’au butin, et ce sont de véritables voleurs.

Ils constituent un mal nouveau dont il faut se débarrasser. C’est une honte pour notre pays. »

On ne sait pas au juste quel genre d’hommes se faisaient ashigaru mais sans doute y avait-il parmi eux des paysans en fuite et des campagnards entrés au service du samurai de leur région qui cherchaient l’aventure et la liberté.

Les archives de l’époque de Muromachi renferment une foule de détails sur les fugitifs. Ainsi, dans le journal de l’abbé Jinson, un rapport provenant d’un des grands manoirs du Kôfukuji, dans l’Echizen, montre qu’au cours de l’année 1460, suite à des récoltes désastreuses et à des épidémies, 9268 personnes étaient mortes de faim et 757 s’étaient enfuies.

Les femmes et les enfants

Les chroniques de la guerre dynastique ne disent pas grand-chose de la vie familiale des guerriers, mais on sait qu'à l'époque de Muromachi les femmes étaient dans une situation meilleure que par la suite. Lorsqu'il est fait mention de femmes ou d'enfants, c'est d'ordinaire pour vanter leur vertu ou leur piété. L'un des exemples les plus désagréables de ce genre de littérature se trouve dans le *Taiheiki*. Il concerne la tête de Kusunoki Masashige, mort à la bataille de Minatogawa, et raconte ce qui suit :

La tête de Kusunoki fut exposée dans le lit de la rivière, au Rokujô, et comme la tête d'un autre homme avait été présentée au printemps comme celle de Masashige, bien des gens disaient que cette tête aussi était certainement une supercherie. […] Mais ensuite Takauji la fit chercher et envoyer chez Masashige avec un message disant : « Je ne puis m'empêcher d'être triste quand je pense à nos longues relations, aussi bien publiques que privées. Je ne doute pas que sa veuve et son enfant souhaitent le revoir, même mort. » La générosité de Sa Seigneurie était réellement admirable !

Au moment de son départ pour Hyôgo, Masashige avait non seulement laissé toute espèce d'instructions, mais demandé à [son fils] Masatsura de demeurer là, disant : « Je tomberai certainement dans la bataille qui se prépare. » Sa femme et son fils avaient donc pensé dès le commencement qu'il ne reviendrait pas. Cependant, lorsqu'ils purent contempler la tête, qui, bien qu'étant incontestablement celle de Masashige, était toute différente, avec les yeux fermés et d'une autre couleur, le chagrin emplit leur cœur, et ils se mirent à sangloter sans plus pouvoir se dominer.

Masatsura avait dix ans cette année-là. Ayant regardé la tête sans vie de son père et vu la peine inconsolable de sa mère, il partit vers la salle du Bouddha, pressant sa manche contre ses yeux noyés de larmes. Sa mère, inquiète de son brusque départ, gagna elle aussi la salle du Bouddha, et, entrant par une porte latérale, elle vit qu'il s'apprêtait à se tuer. Les cordons de sa chemise étaient délacés pour mettre à nu son ventre, et il tenait dans sa main droite une épée nue portant les armes de sa famille, l'épée même que son père lui avait remise en gage au moment de son départ pour Hyögo.

La mère de Masatsura s'élança vers lui, prit son bras et lui dit en pleurant :

« On dit que le bois de santal embaume jusque dans sa semence. Vous êtes encore très jeune, mais si vous êtes le fils de votre père, vous ne devriez pas être si ignorant de ce qui est bien. Quoique votre esprit soit celui d'un enfant, voyez la question comme il faut. Quand le défunt Hôgan est parti pour Hyögo, il vous a renvoyé chez vous depuis l'étape de Sakurai. Son but n'était nullement de s'assurer qu'il y aurait quelqu'un pour le pleurer, et il ne vous a pas davantage laissé derrière lui pour que vous puissiez vous tuer. " Même si ma chance s'épuise et que je perds la vie sur le champ de bataille, a-t-il dit, si vous savez où se trouve Sa Majesté, il vous faut payer ceux de mes parents et de mes partisans qui ont survécu, lever une armée, détruire les ennemis de la Couronne, et remettre Sa Majesté sur le trône. " Vous avez été prompt à oublier les dernières paroles de votre père, vous qui, autrefois, me les répétiez fidèlement. Si vous vous tuez, vous déshonorerez le nom de votre père et manquerez à Sa Majesté l'empereur. »

Ainsi l'admonesta-t-elle en pleurant avant de lui retirer son épée.

Masatsura fut alors tout à fait incapable de se suicider. Il tomba de l'autel en larmes et joignit ses lamentations à celles de sa mère.

CHAPITRE XXIX

La vie de la cour

Dans un sens strictement politique, la dynastie régnante du Japon entra dans un lent déclin à l'époque des régents Fujiwara, perdit son droit à la souveraineté en 1221, quand le bakufu de Kamakura exila l'empereur Go-Toba, et ne conserva par la suite qu'une ombre d'autorité et un vestige d'estime publique. Les efforts que tenta Go-Daigo pour exercer le pouvoir souverain et la division ultérieure entre cours rivales conduisirent la ligne impériale à son plus bas niveau.

Les empereurs des deux cours continuèrent certes à remplir leurs devoirs ancestraux de représentants du peuple dans le culte des dieux nationaux. A ce titre, un empereur restait un objet de vénération, et, à un moindre degré que par le passé, un point de convergence pour la loyauté nationale. Sous un aspect toutefois, l'influence du Trône conservait une grande importance. Dans une époque d'agitation et de bouleversement, alors que le pouvoir était entre les mains souvent sanglantes de guerriers incultes, c'est le souverain et ses nobles qui gardèrent vivante la flamme du savoir.

Lorsqu'on lit *le Roman de Genji*, on peut s'imaginer que la vie de la cour était faite de plaisirs frivoles et d'intrigues de palais. A n'en pas douter, la cour de Go-Daigo, dont l'existence se déroulait à l'ombre du quartier général militaire de la capitale, avait ses sybarites et ses ministres intrigants. Mais la cour impériale, imbue de tradition, avait également son côté sérieux, voire grave, et regardait généralement d'un mauvais œil les têtes vides et les membres dissolus de l'aristocratie*. Il se trouve que les journaux intimes de plusieurs souverains et princes médiévaux ont été conservés. Lorsqu'on les étudie de près, ces documents constituent une surprise pour le lecteur qui s'attend à y voir la vie de la cour réduite à une suite de cérémonies pimentée de quelques commérages.

Le plus intéressant de ces ouvrages est le journal de l'empereur Hanazono, et l'analyse de son contenu donnera une idée de la vie à la cour en même temps que du caractère d'un homme remarquable. L'empereur Hanazono, deuxième fils de l'empereur Fushimi, naquit en 1297. Il appartenait donc à la ligne aînée, et succéda en 1308 à Go-Nijô, de la ligne cadette. Son journal couvre les années 1310 à 1332, c'est-à-dire l'essentiel

de son règne et quatorze ans durant lesquels il fut empereur retiré en second. Il mourut en 1348 dans sa cinquante-deuxième année. Son journal contient bien des renseignements intéressants sur la vie politique, certains de première main et d'autres provenant de rapports qui ne sont pas toujours sûrs. Mais en tant que documents historiques, les passages les plus passionnants et les plus précieux sont ceux où l'auteur parle de sa vie quotidienne, étudie son propre caractère, fait des commentaires sur les événements et les personnalités du moment, et brosse en général un tableau de lui-même d'où il ressort comme un homme d'exception, à la fois lettré, poète et artiste, fervent bouddhiste et un peu philosophe.

Le début de son journal remonte à l'hiver 1310, alors qu'il était dans sa quatorzième année. En voici quelques extraits dans une traduction légèrement abrégée :

« Dixième mois (décembre 1310)

1. Comme de coutume, les officiers du palais ont troqué leurs habits d'été pour ceux d'hiver. Genkimon In [la veuve de Go-Fukakusa] malade.

2. Ciel clair. Vers liés. Ce soir, réunion pour décider la promotion de moines. Président officiel, Kinkata.

3. Ce soir, mon nouveau lecteur est venu pour la première fois. Il est venu sur le bord de la galerie. Je me suis étendu sur la banquette pour lire Kobun Hongi. C inkimon In ne va pas mieux.

4. Réunion privée pour vers liés. Exercice de tir à l'arc.

5. Temps clair. Vers liés. Exercices au petit arc. Genkimon In sur pied.

6. Clair. Vers liés. Exercice au petit arc.

7. Pluie. Réunion privée pour composer des poèmes en chinois et des vers liés. Thème pour les poèmes : « L'hiver vient sur la lande. »

9. Clair. Ce matin, j'ai appris la mort de Sakuheimon In la nuit dernière. Elle était ma sœur. En signe de deuil, les Cinq Fêtes annuelles [*Go-Sechie*] sont remises.

10. Clair. Aujourd'hui, j'ai pris la première de sept doses journalières d'herbes médicinales.

13. Pas de cour aujourd'hui. Sukena s'est excusé, et Tôin Chunagon [Kinkata] est de service.

19. Aujourd’hui, fête de l’Étoile de l’année. Service dirigé par le moine Eisan.

23. Date de la cérémonie du Gembuku fixée. Elle aura lieu au palais de l’In.

25. A cause de la souillure [de l’enceinte sacrée] par un chien mort, culte quotidien suspendu.

28. Le prince-moine Kakunyo prononce ses derniers vœux lors d’un service spécial.

30. Derniers vœux prononcés devant l’abbé Shinjù [suivent les noms des participants au service]. »

On aura remarqué que les devoirs cérémoniels étaient peu nombreux, et que Hanazono tenait de fréquentes réunions poétiques dans ses appartements. Le mois suivant, il y a toutefois plusieurs cérémonies que le souverain lui-même doit présider. Car bien qu’il ne prît pas toujours une part active dans les cérémonies, où il envoyait souvent des représentants ou des messagers pour le remplacer, il y avait de grandes fêtes nationales où il jouait le rôle d’intermédiaire entre le peuple et les dieux. Parmi celles-ci, la Prière pour la Récolte *(Toshigoi),* la fête des Prémices *(Niiname) et* la fête du sanctuaire de Kamo, avec lequel la maison impériale entretenait traditionnellement des liens étroits.

« Onzième mois

1. Calendrier soumis. Président officiel, Fujiwara Ason Gon-Chûnagon. A partir d’aujourd’hui, dons et offrandes traditionnels. Naishi [vestale au Naishi-dokoro, où l’empereur fait ses dévotions et où sont conservés les insignes impériaux], malade, a éié remplacée par une jeune dame de la cour. *Imibi* [feu pur] comme a l’ordinaire.

2. Service spécial fixé pour la salle de la garde de nuit. Aujourd’hui, actions de grâce pour l’absence de calamités naturelles.

7. Première neige, environ cinq centimètres.

10. Aujourd’hui, départ des messagers pour la fête du sanctuaire de Kasuga. Ils sont arrivés tard et n’ont quitté le Seiryöden qu’après minuit. Purification comme à l’ordinaire. Cette nuit, appartements séparés.

12. Ce matin, fête du sanctuaire de Hirano. Purification comme à l’ordinaire.

13. Fêtes des sanctuaires de Matsuo et Umenomiya. Fête spéciale de Kamo arrangée.

14. Danse et musique sacrées *[kaguraja*u Naishi-dokoro. Nouvelles de Naden.

15. Le Kantô a envoyé ses présents habituels de poussière d’or et autres produits.

16. Fête de Sonokara-kami [culte de divinités coréennes et autres].

17. Fête de Chinkonsai [pour l’apaisement des esprits].

18. Niinamesai [fête des Prémices].

19. Pas de fête rituelle. Cour normale. Cela, en raison du deuil pour Sakukei-mon-In.

21. Promotions mineures.

22. Fête spéciale. Inspection des écuries impériales.

23. Fête du sanctuaire de Yoshida.

24. Fête extraordinaire du sanctuaire de Kamo. Déroulement habituel. Le messager envoyé était Arinara.

28. Le régent a envoyé les règles de procédure pour la cérémonie du Gembuku [du fils de Go-Fushimi].

29. Les messagers apportant les offrandes au sanctuaire d’Usa sont venus annoncer la date et l’heure.

30. Ce soir, six voitures sacrées [mikoshi] ont été renvoyées au sanctuaire de Hie. »

Les notes du mois suivant sont similaires. Les deux derniers mois de l’année et le premier mois de l’année nouvelle sont particulièrement chargés en fait de cérémonies publiques, mais d’un bout à l’autre de l’année l’empereur avait des devoirs quasi quotidiens à remplir au sein du palais, notamment ses prières au Naishi-dokoro, où des vestales veillaient sur les insignes impériaux. Il avait en outre certaines lâches gouvernementales, comme de recevoir les rapports des ministres et de superviser l’administration du palais, en particulier le travail du *kurôdo-dokoro (kurando-dokoro).* La visite rituelle aux trois souverains retirés, envers qui il avait des devoirs de famille et auxquels, tout empereur régnant qu’il fût, il

devait un certain respect, constituait une autre obligation, qui parfois pouvait être onéreuse.

Le souverain menait une vie monotone et recluse. La plupart de ses Jonctions étaient de nature protocolaire, et il n'avait presque rien à voir avec les questions pratiques du gouvernement. Celles-ci étaient l'affaire du bakufu, et il n'en avait souvent connaissance que lorsqu'on avait déjà pris des mesures. Il n'y a donc rien d'étonnant au fait qu'à l'époque, après une dizaine d'années de devoirs officiels, la majorité des empereurs aient été heureux d'abdiquer pour mener une vie de loisir entourée de respect.

Hanazono était un jeune homme à l'esprit actif et sensible, qui chercha tout naturellement refuge dans l'étude, dont il se délassait de temps à autre en organisant des soirées et des réunions poétiques. En 1312, il évoque une de ces dernières, qui avait pour thème « Fleurs de pêcher reflétées dans un cours d'eau » ; une discussion sur les plans de reconstruction du palais ; la décision de changer le nom d'ère ; et des détails de procédure lors d'une réception à la cour. Il parle d'une éclipse de soleil, au sujet de laquelle on consulte divers astrologues et devins ; et de nombreuses réunions, privées et sans cérémonie, dans ses appartements, qui se prolongent souvent bien après minuit.

Il se pose parfois des questions épineuses, comme lorsque, en 1312, la ville est alarmée par une manifestation de prêtres de Nara, qui ont emmené leur emblème sacré comme une menace et un garant contre toute arrestation. Ce genre de manifestations n'était pas rare, et causait toujours au palais la plus grande inquiétude, car si le souverain montrait quelque partialité, il offensait l'une des grandes fondations, qu'il s'agît du Tôdaiji, bouddhique, ou du sanctuaire shintoïste de Kasuga, qui appartenait au Kôfukuji. En période de troubles suscités par un groupe shintoïste, l'empereur avait garde de n'observer aucun rituel bouddhique, allant même jusqu'à rompre un jeûne qu'il avait commencé et à supprimer une cérémonie prévue au palais.

Lors des désordres de 1312, on craignit une émeute. On mit à toutes les portes des gardes armés de pied et cap, et des patrouilles montées furent organisées autour du palais. L'emblème sacré fut escorté au Hôjôji, et durant sa présence, en signe de respect, l'empereur se tint hiératiquement assis sur un tapis de cérémonie dans la cour du palais, assisté d'un officier

portant l’épée des insignes impériaux. Le problème se régla toutefois de façon pacifique, et les prêtres repartirent pour Nara.

Le calme revenu, on put reprendre une vie normale. En octobre, on apprend que Genkimon-In rendit visite à Hanazono avec ses dames d’honneur. Elle utilisa à cette occasion la voiture du grand conseiller Tamekane, qui était non seulement un politicien avisé, mais aussi un grand personnage dans le monde poétique. La lune brillait et tout se passa bien. Des précautions furent prises pour que la rencontre demeurât strictement privée, car le lendemain devait avoir lieu une fête religieuse. Hanazono s’intéressait vive-Hnent à toutes les formes d’expression, à la peinture aussi bien qu’à la poésie, et il s’astreignait alors à un programme de littérature classique exigeant, dont témoigne son journal. Mais la poésie était son délassement favori, de sorte que la compagnie d’un homme comme Tamekane lui procurait un grand plaisir.

En 1312, Tamekane acheva une anthologie intitulée *Gyokuyôshù,* dans laquelle il inclut un poème de Hanazono, encore adolescent mais plus mûr que son âge. On l’explique comme une allégorie bouddhique, mais il possède une beauté d’expression intrinsèque :

Tsubame naku Nokiba no yûhi

(La lumière du soleil couchant S’estompe aux avant-toits

Où jasent les hirondelles

Et dans le jardin la brise du printemps

Met du vert dans les saules.)

Le père de Hanazono, l’empereur Fushimi, était aussi un bon poète, et la même anthologie renferme maints de ses vers. La poésie était l’une des passions de Hanazono, qui savait réunir autour de lui des compagnons la partageant. Dans ces réunions, les vers liés constituaient une sorte de jeu ; mais les poèmes chinois et les *waka* japonaises à l’antique représentaient de réels efforts littéraires et exigeait du savoir-faire en même temps que du sentiment.

Au printemps 1317, un moine qui vient d’arriver du Kantô annonce qu’il faut s’attendre à de mauvaises nouvelles de Kamakura. Le choix d’un successeur au trône a été fait, et un messager arrivera sous peu. Il semble que, dans l’Est, on soit en faveur du prince Takaharu (futur Go-Daigo), de

la ligne cadette, qui est instruit et avisé, plus âgé que Hanazono, et généralement bien placé pour régner. Apprenant cette nouvelle, Hanazono déclare que, en dépit de son manque de mérite, il a déjà régné neuf ans, soit plus longtemps que ses deux prédécesseurs. Il est tout à fait prêt à se retirer sur-le-champ, et n'a qu'un seul regret, celui de ne pouvoir emménager dans le nouveau palais que l'on vient d'achever. « Je me réjouis de la volonté du Ciel, ajoute-t-il. Je n'éprouve ni colère ni envie. »

Plusieurs mois s'écoulèrent avant que le bakufu n'arrête sa décision. Pendant ce temps, on voit Hanazono se consacrer à ses études avec son sérieux coutumier. Des précepteurs lui rendent régulièrement visite, et il lit des classiques chinois et des écrits bouddhiques. Un abbé lettré vient lui faire un cours sur le *Jôyuishiki-ron*, version chinoise d'un formidable ouvrage indien sur la philosophie idéaliste. Après plusieurs jours de travail, il estime en avoir saisi le sens et retourne à ses exercices poétiques en compagnie de ses amis, passant toute une nuit sans dormir.

Quelques jours plus tard, il apprend de source occulte qu'un messager est venu du Kantô apporter une lettre de son frère *Y in* (Go-Fushimi) disant qu'on propose de nommer héritier présomptif le premier fils de Go-Nijô, auquel succédera un autre prince de la ligne cadette. Cette contradiction par rapport aux nouvelles précédentes irrite Hanazono, qui écrit :

« Je ne puis comprendre cela. […] Que des esprits communs décident ainsi du destin de la nation est des plus alarmant. Annoncer de façon fortuite une décision qui porte sur une grave question d'État est vraiment condamnable. Ce doit être le fait de rustres ignorants. Depuis peu, les manières des Orientaux se sont lamentablement dégradées. C'est comme s'ils ne disposaient d'aucun homme de poids. »

La principale objection de Hanazono aux propositions du bakufu concerne ce qu'il considère comme l'annonce publique que deux représentants de la ligne cadette vont régner coup sur coup, ce qui va à rencontre d'accord qui veut que les deux lignes alternent. L'accord entre le bakufu et la cour fut conclu lors du compromis de 1317.

La date exacte de l'abdication de Hanazono n'est pas mentionnée. Il finit out de même par déménager dans le nouveau palais au printemps 1317. Situé à Nijô-Tominokôji, celui-ci était construit sur le plan du palais Kan'in, nais avec moins de pièces. On saute ensuite du milieu de 1317 au premier mois de 1318, où un long passage concerne l'une des cérémonies du nouvel

an, après quoi il n'y a plus rien jusqu'au premier mois de 1319. Hanazono abdiqua sans doute le premier mois de 1318, car Go-Daigo lui succéda le mois suivant et son intronisation eut lieu quelques jours plus tard.

Kage kiete Yanagi niaoki Niwa no harukaze.

Au début de 1319, où Hanazono atteignit l'âge de vingt-deux ans, le journal révèle un esprit qui mûrit rapidement. Le souverain retiré prend ses responsabilités très au sérieux et s'accuse de diverses erreurs de conduite, allant jusqu'à dire que son manque de vertu est responsable de différents désastres affligeant le pays. Sa santé laisse à désirer : il souffre de crises de mélancolie. Le premier mois de 1319, il décrit en détail certains rites du nouvel an, parmi lesquels des jeux de cartes et des tournois de poésie opposant deux équipes de dames et de nobles de la cour, l'une dirigée par l'épouse de l'in et l'autre par Hanazono lui-même. Mais ces festivités semblent ne pas lui avoir convenu, car le lendemain il écrit :

« La pluie s'est arrêtée mais les nuages n'ont pas disparu. Depuis la nuit dernière, je souffre d'une grave crise de *kakke* [béribéri], et il semble aujourd'hui qu'elle empire. Depuis l'été dernier surtout, cette maladie s'est aggravée, et le traitement continu de ces deux ou trois dernières années ne m'a fait aucun bien. La vérité est que je suis un homme maladif, du fait d'une tournure d'esprit renfermé. Depuis la petite enfance, j'ai été solitaire. Pourtant, je n'ai pas réussi à trouver la paix, et je ne puis exprimer mon sentiment de déception. Mon courage est faible, et il ne fait aucun doute que ma vie sera courte. Dans mon cœur, je me consacre au savoir et aux enseignements du Bouddha, mais mes efforts ne sont pas à la hauteur de mes désirs. »

Il continue à développer ce thème mélancolique, se plaignant de ne pas avoir assez de caractère pour rompre avec le monde et vivre dans la solitude monacale. De ce fait, dit-il, il est condamné à mener jour après jour une existence oisive et vaine. Tout ce qu'il peut faire, c'est exprimer les sentiments dont son cœur est rempli. Pourtant, ce tempérament mélancolique ne l'empêche pas d'exercer un esprit alerte.

Désormais, il est un empereur cloîtré. Cet état l'amène à une nouvelle phase de sa vie, et suscite une tension émotionnelle à laquelle la tenue de son journal intime apporte peut-être un certain soulagement. Mais, comme le prouve le passage précité, il ne regrette pas l'abdication qu'on lui a

imposée en 1318 pour laisser la place à Go-Daigo, car la plupart de ses fonctions impériales ne l'intéressaient pas vraiment.

Le troisième mois de 1319, il relate une autre de ces vagues de violence déclenchées par des moines turbulents qui si souvent alarmaient la cour et embarrassaient les représentants du bakufu à Kyoto, dont la fonction était de maintenir la paix et de prévenir les désordres de toutes sortes. Il s'agissait cette fois d'une querelle entre le Miidera et le Hieizan touchant les droits d'ordination, que gardaient jalousement certaines institutions. L'affaire était sérieuse, car elle exacerbait non seulement les passions sectaires, mais aussi la soif de profits matériels. La dispute se termina de façon tragique par l'incendie, du fait des forcenés du Hieizan, des bâtiments du Miidera, dont la plupart furent complètement détruits. Les violences de cette sorte horrifiaient le pieux Hanazono, qui y voyait « la fin de la Sainte Loi ».

Vers cette époque, il raconte diverses visites à Go-Fushimi, et parle de ses études, de ses discussions régulières avec des lettrés religieux ou laïcs, des livres qu'il lit et des devoirs pieux qu'il s'impose. Il mène une vie austère, et bien qu'il n'occupe plus le trône, il conserve des fonctions rituelles. Ses obligations familiales elles aussi sont parfois astreignantes. En juillet, il lui faut être au chevet de sa belle-sœur, la dame Kôgimon In, lors de son accouchement. Il récite des formules magiques et chuchote des prières dans l'oreille gauche du nouveau-né, répétant trois fois : « Ciel, votre père, Terre, votre mère. Prenez ces quatre-vingt-dix-neuf pièces [d'argent] en signe de longue vie. » Comme toujours dans ce genre d'occasions, le rituel est compliqué et épuisant. Une foule de moines, d'exorcistes et de devins participent à des processions, et les charmes alternent avec les prières. Aucune précaution n'est omise.

Le mois suivant, une longue visite au protocole complexe a lieu au Chô-kôdô[124], où se trouvent les deux empereurs retirés Go-Uda et Go-Fushimi. Divers rites religieux se déroulent alors, notamment le « kuge », offrande de fleurs devant une statue du Bouddha lors d'une messe pour les morts. Ensuite, des cérémonies compliquées se succèdent durant plusieurs jours. Enfin, Hanazono reprend sa vie normale, ses fréquentes discussions avec des moines, ses catéchismes, ses débats sur des points de doctrine bouddhique. L'une des questions soulevées est ainsi formulée : « La vénération continue de Kannon éloigne les Trois Poisons. Cela est-il dû à un

acte de foi ou à une dévotion persévérante ? » Et la réponse est : « A un acte de foi. Mais la dévotion peut avoir des résultats. »

Des distractions viennent parfois alléger ces devoirs solennels. Août est là, et la chaleur est grande. Hanazono et Go-Fushimi partent en quête de fraîcheur avec certaines dames de la cour. Ils se rendent à la maison de campagne du régent retiré, une magnifique villa, élégamment meublée, pleine de peintures précieuses et autres trésors artistiques. Les invités commencent par prendre un peu de repos dans un pavillon, où leur hôte vient les saluer. Il se retire ensuite, mais on le rappelle, et, après une démonstration de tir à l'arc, on lui propose des rafraîchissements. Comme les autres, il vide plusieurs verres, et bientôt tout le monde est gai. Le régent présente sa danseuse favorite, qui exécute différentes danses. De plus en plus saoul, le régent s'effondre, mais on l'emmène immédiatement et il disparaît.

Au début de l'automne, Hanazono se dispute avec Go-Uda à propos d'un domaine qu'il aurait dû hériter de son père (Fushimi) mais que Go-Uda s'est approprié. Hanazono n'est pas cupide, mais il a le sens de la justice. Il parle au ministre de la Gauche, qui lui donne une réponse évasive. Sans se mettre en colère, il note dans son journal qu'il ne peut pas comprendre comment Go-Uda a pu agir comme il l'a fait, « étant donné que c'est un homme de grand savoir, familier de la littérature classique chinoise et japonaise ». Hanazono s'intéresse au comportement humain. Ce qu'il veut, c'est comprendre les raisons de Go-Uda, non le blâmer ; et il ne manque pas de citer Mencius sur la modération.

Vers cette époque, la vie de cour commence à peser à Hanazono, cl, bien qu'il ait aussi ses moments de gaieté, il pense toujours à entrer dans les ordres. Il en est détourné par son frère, et il finit par décider qu'il « ne peut tourner le dos à une vie profane ». Mais il est toujours prêt à parler religion. 11 s'entretient avec un ecclésiastique de la secte Ikkô du *Nembutsu,* ou appel du Bouddha. Il s'agit d'une branche du culte d'Amida, devenue une doctrine agressive du salut par la foi sur la base de l'enseignement de Shinran. Hanazono approuve l'idée du salut par la foi et considère le culte d'Amida comme une doctrine « profonde », mais il a l'impression que les croyants ikkô font une erreur tragique en affirmant que toutes les formes d'enseignement, Hinayana et Mahayana, doivent être supprimées. Il préférerait abolir le culte d'Amida plutôt que de le voir continuer à

l’exclusion de tout autre. Pour sa part, il a le désir d’encourager à la fois les doctrines Tendai et Shin-gon.

Ses pensées reviennent constamment à la misère de ce bas monde et au bonheur suprême du Paradis. Un jour (le 8 février 1319), il écrit :

« Ce matin, j’ai rêvé que je devais bientôt renaître. C’est mon profond désir, et cette prémonition m’est déjà venue par trois fois. Il faut maintenant que je me consacre aux pensées de l’après-vie. Je ne dirai rien à personne de ce rêve en raison de la grande joie qu’il me donne. »

Le lendemain, il fait pour la nouvelle année le vœu d’étudier le *Öjöyöshü,* ouvrage d’Eshin sur les qualités indispensables au salut, dont les sectes du Nembutsu ont fait leur évangile. Il doit étudier les sütras à fond. Cependant, les fêtes du nouvel an ne peuvent être évitées, et plusieurs jours de suite il lui faut assister à des soirées, qui peuvent être consacrées à la musique, à des jeux de société ou à des tournois de poésie.

Durant les années qui suivent immédiatement son abdication, il parle beaucoup de ses études dans son journal. Il évoque les soirées tardives qu’il passe entre amis à discuter de livres. Il remarque que, si la littérature classique et la Sainte Loi peuvent ne pas préparer au travail gouvernemental, ce sont des exercices moraux qui forment le caractère. Il assiste scrupuleusement aux services bouddhiques : il étudie assidûment les écritures et même les codes de loi. « Sauf à l’heure des repas, j’ai toujours un livre à la main, écrit-il. Je ne comprends pas vite, mais j’ai une grande puissance d’application. J’espère arriver peu à peu à connaître la Vérité. Je n’ai pas encore atteint la sagesse, mais c’est le regret de ma vie. »

Il n’est pas douteux qu’il s’impose des règles très strictes. Le comportement de ses contemporains le désole. Il voit des hommes en place « perdus par le goût du plaisir ». L’éducation des jeunes est si médiocre qu’ils n’apprennent que des mots et des expressions qui peuvent leur servir pour des rimes ou des vers liés. Ils n’apprennent rien de ce qui est nécessaire à la compréhension des écritures, et le savoir classique a été supplanté par les belles-lettres*. Malgré son amour de la poésie, il considère que la culture classique doit passer d’abord. Il est clair que lui-même possédait à fond ses classiques, car son journal abonde en allusions abstruses.

Au printemps 1320, il se joint à son frère l’in pour une excursion à sa villa Kitayama. Entourés seulement de quelques courtisans, ils se promènent dans le jardin et étudient les bâtiments. Le Premier ministre vient les saluer. Ils échangent d’aimables propos puis boivent un peu de vin. Vers l’heure du couchant, ils montent à bord des embarcations amarrées au bord de la Kamo et se laissent descendre au fil de l’eau. Les deux premiers bateaux sont occupés par les dames, le troisième par les hommes. Sa Majesté l’in ne s’est embarquée qu’une fois la nuit tombée. Puis, dans l’un des bateaux, le *dainagon* Omiya s’est mis à jouer de la flûte, accompagné au luth par le chambellan de l’impératrice, tandis que I’m lui-même pinçait une corde ici et là. « Maintenant, la lune brillait de tout son éclat, la musique s’unissait au chant, le bruit des cascades emplissait l’oreille. Tandis que les bateaux descendaient le courant, nous entendîmes la cloche de l’aube. »>

Le mois suivant, un grand service bouddhique eut lieu au palais de l’*in.* Eifukumon In, veuve de Fushimi, y vint de la villa de Kitayama. Ce service était le point culminant d’un millier de récitations quotidiennes de l’invocation d’Amida, et sur l’autel se trouvaient comme objets de culte une peinture d’Amida, trois rouleaux de la Terre pure, mille statues miniatures d’Amida, et des sùtras copiés par *Vin* et différents princes et princesses. Le tableau n’est pas identifié, mais le journal contient de nombreuses allusions à des peintures qui montrent que Hanazono aimait beaucoup les arts graphiques. Il avait le goût sûr, et les esquisses que renferme son journal montrent qu’il était lui-même un bon dessinateur. Le célèbre rouleau peint appelé *Töhoku In Utaawase,* qui contient des croquis pleins de vie de participants à un concours de poésie, comptait parmi les documents conservés au Hagiwaradono, où Hanazono vécut retiré après 1337. Il porte une inscription de Sukô-In suggérant que l’auteur en est Hanazono lui-même. Il connaissait bien l’œuvre des principaux peintres de la cour. Son propre portrait, qui le montre à quarante-deux ans en vêtements monastiques et tenant un chapelet, fut exécuté par Gôshin, descendant de Takanobu, et un contemporain (Tôin Kinkata) le décrit comme très ressemblant. Peint d’un pinceau économe mais sûr, il le représente sous des traits et dans une attitude qui sont ceux que laisse attendre son journal. Le visage songeur est sensible, et l’éclat des yeux révèle un esprit vif.

Les années 1320 à 1324 témoignent d'un intérêt croissant pour la religion. A la fin de 1324, Hanazono se fixe un plan d'études impressionnant, qui comprend les sùtras et leurs exégèses, l'histoire, les classiques et commentaires chinois, avec, notamment, les écrits de Zhu Xi. Durant ces années, la situation politique dans la capitale devient de plus en plus délicate. Hanazono mène une vie retirée et ne prend aucune part active à la politique, mais il a des informateurs qui lui donnent occasionnellement des nouvelles.

L'année 1325 débute avec une description de la réunion poétique du nouvel an. Les sujets choisis par l'empereur sont « Clair de lune sur Kasuga » et « Brume sur les champs ». Le lecteur est Sukeaki, courtisan proche de Hanazono et compagnon fréquent de ses loisirs. Un jour ou deux plus tard, un message de Kamakura annonce que deux partisans de Go-Daigo, Hino Suketomo et Hino Toshimoto, ont été arrêtés pour conspiration ; peu après, on apprend que Suketomo a été condamné à l'exil et Toshimoto libéré. Le bakufu cherche alors à amener Go-Daigo à abdiquer. Hanazono suit les événements de près, car le sort de la ligne aînée est en jeu. Malgré la place toujours plus importante qu'il accorde à la religion, il garde les yeux et les oreilles ouverts, et fait ici et là des remarques pleines de sagesse. On s'agite beaucoup à propos d'une épée donnée en cadeau au fils que vient d'avoir le régent Hôjô Takatoki, et Hanazono se plaint du ton plein d'humilité de la lettre de l'in à Kamakura ; mais il craint que ce ne soit « la façon dont les choses se font aujourd'hui ». De temps à autre, son journal témoigne de sa sagesse pratique, comme lorsqu'il conseille sa belle-sœur à propos de ses biens, ou qu'il fait des observations sardoniques sur l'empressement avec lequel ceux qui plaident pour une question de propriété ou de succession vont et viennent entre la capitale et Kamakura pour défendre leur cause.

Tout au long de l'année 1325, il parle de son peu de santé, de ses refroidissements et de ses fièvres, de ses maux de tête, de ses sueurs, de ses accès de dépression. Il fait venir à la fois des médecins et des exorcistes, mais leurs ordonnances ne valent rien, et il continue à se plaindre qu'il n'a pas d'énergie pour l'étude.

A Kyoto, la cour est mal à l'aise et se demande ce que médite le bakufu, mais dans la société recluse des empereurs retirés, la vie se poursuit sans guère de changement. Les moines et les savants semblent pouvoir

fréquenter leurs palais à leur guise et organiser les services religieux et les discussions qui leur plaisent. Hanazono a de longs entretiens avec les dirigeants de toutes les sectes et paraît leur prêter une oreille impartiale, bien que certains aspects du Zen ne lui plaisent pas et qu'il fasse peu de cas de ses représentants. Comme il le dit lui-même, sa préférence va au Tandai et au Shingon, et il est très intéressé par les points doctrinaux de détail. Il aime à lire Mencius, sans pourtant accepter tous ses arguments, et il se montre critique envers la « nouvelle » philosophie Song. Il lui arrive toutefois de laisser un moment ses études pour s'occuper de ses revenus, car en ce temps où les intendants sont avides et indisciplinés, la famille royale elle-même doit surveiller de près ses biens fonciers.

1325 s'achève sur une plainte touchant l'incapacité où il s'est trouvé de suivre le plan d'études qu'il s'était fixé au début de l'année. Il dresse une courte liste de livres à lire, et dit que, bien qu'il puisse invoquer pour excuse ses fréquentes maladies, il a honte de son indolence.

Dans ce qu'on a de son journal, une lacune sépare la fin de l'année 1325 de l'automne 1331, où Go-Daigo s'enfuit du palais et se réfugie dans la forteresse de Kasagi. Li 1er novembre, Hanazono relate ce qu'il a appris de sa capture. Plein de sympathie, il raconte que, au moment où les soldats de Kamakura l'ont pris, le monarque fugitif était trop légèrement vêtu et avait les cheveux en désordre. Un jour ou deux plus tard, on le conduisit au quartier général de Rokuhara, où il fut sommé de remettre les insignes impériaux. Hanazono parle de Go-Daigo comme de l'« ex-empereur », car le fils de Go-Fushimi a récemment été intronisé sous le nom de Kôgon avec l'appui du bakufu. Il cite des témoignages selon lesquels Go-Daigo a accepté sous la contrainte de rendre les insignes impériaux afin qu'ils soient transmis au jeune empereur.

Alors qu'il est prisonnier au Rokuhara, Go-Daigo a l'autorisation de recevoir certains visiteurs, et ceux-ci rapportent à la cour que ce que le bakufu a fait est « l'œuvre des démons ». Hanazono parle du comportement du bakufu comme abominable et s'apitoie sur le sort de Go-Daigo, où il paraît voir une menace pour la maison impériale transcendant la querelle entre les lignes cadette et aînée. Cependant, il continue à rapporter les menus événements de la vie quotidienne, les détails du cérémonial, les visites de saints hommes ou de fonctionnaires de la cour, sans oublier les

questions familiales, les réparations faites à un palais, les visites de parents, qui se trouvait dans telle voiture, et où l’on se rendait.

Au début de 1332, il raconte en détail les fêtes du nouvel an ainsi qu’une sortie en grande pompe de Go-Fushimi, principal empereur retiré depuis que son fils, sans être encore intronisé, est passé par la cérémonie de l’accession. Au commencement d’avril, il note brièvement que Go-Daigo est parti pour le long voyage qui doit le conduire en exil ; il lui faudra quelque sept jours pour gagner la province d’Izumo, d’où il s’embarquera pour Oki. Vers la fin du même mois, Hanazono relate la mort du « dainagon Nyûdô » (grand conseiller des Saints Ordres), c’est-à-dire du poète Kyôgoku Tamekane.

La biographie de Tamekane présente un intérêt particulier dans le sens où elle montre le lien entre poésie et politique qui constitue un trait traditionnel de la vie de la cour au Japon. C’est toujours la cour qui, en premier lieu, encourage les poètes, commande des anthologies et fixe les règles de la prosodie ; et du fait que la poésie revêt une pareille importance, il est quasi inévitable que les dissensions entre écoles se reflètent dans la vie politique.

Tamekane (1254-1332) était à la tête de l’école innovatrice de Kvogôku-Reizei, à laquelle s’opposait Nijô Tameuji, chef de l’école conservatrice de Nijô. Toutes deux étaient issues de la célèbre école de Teika. Leur désaccord provenait avant tout d’une question de sentiment, Tameuji n’aimant pas la poésie « nouvelle » (qui se développait sous l’influence de moines zen imbus de philosophie Song).

Lorsqu’il était enfant, Hanazono admirait beaucoup Tamekane, et il était impressionné tout comme son frère Go-Fushimi par ses talents exceptionnels et son vaste savoir. Mais en grandissant, il découvrit des failles dans le caractère du poète, porté à se lancer dans de dangereuses intrigues. Durant le règne de l’empereur Fushimi, Tamekane avait commencé à se mêler de politique, et le bakufu l’avait obligé à se retirer et à vivre à l’écart. Mais on le reprit à intriguer et il fut banni à Sado. Après quelques années d’exil, il revint dans la capitale et se remit à conspirer. En 1312, il acheva le *Gyo-kuyöshü,* sa célèbre anthologie, et en 1313 il fut à nouveau exilé, cette fois dans la province de Tosa. Quand Go-Daigo monta sur le trône, il continua ses intrigues au profit de la ligne aînée, et il s’attira ainsi le ressentiment de son ex-ami et patron, Saionji Sanekane, un noble très puissant qui entretenait des liens étroits avec Kamakura et défendait les

droits de la ligne cadette. D’après une note du journal de Hanazono, il semble que le deuxième exil de Tamekane ait été le résultat de sa dénonciation par Saionji.

Malgré sa sensibilité, ses dons de poète et son érudition, il est clair que Tamekane avait certains côtés désagréables, et qu’il se mit à dos nombre de ses confrères. On le décrit comme jaloux et intolérant, et il faut bien dire que, dès le début de la dispute entre les deux écoles, l’acrimonie mena le jeu avec la manière forte pour corollaire.

Étant très admiré de l’empereur Fushimi – lui-même poète de talent –, Tamekane avait la confiance de la ligne aînée, et quand l’empereur se retira (1298), il jouissait, en tant que conseiller politique, d’une position très puissante. On ne peut guère douter qu’il ait été fortement implique dans les mouvements anti-bakufu. Toutefois, il fut généralement traité avec indulgence par les régents de Kamakura. La ligne cadette voyait en lui un dangereux adversaire, et elle donnait tout son appui à l’école de Nijô.

Entre les deux écoles de poésie, le conflit n’était pas moins âpre qu’entre les deux lignes rivales. Le fait que les deux querelles aient été à ce point lices atteste l’importance de la cour dans la vie intellectuelle du pays, en tant que mécène et protecteur de la littérature et des beaux-arts. Certaines remarques de son journal portent à croire que Hanazono considérait la poésie et la religion comme de même essence.

Après la fin de son journal, on ne sait plus grand-chose de la vie de Hanazono. Au printemps 1333, le *tandai* Hôjô, qui subissait alors les attaques du parti de Go-Daigo, le plaça avec Go-Fushimi au Rokuhara pour des questions de sécurité. Ils partirent ensuite pour un monastère de la province de Mino (Ibukiyama) puis revinrent à Kyoto lorsque la situation fut plus calme. Hanazono prit la tonsure en 1337 et vécut retiré dans sa maison de campagne (Hagiwara-dono) jusqu’au jour de sa mort, en 1348.

Hanazono prenait très au sérieux ses devoirs impériaux, et il fixa pour le souverain et sa cour un niveau de conduite élevé. Il laissa des « Conseils » au prince héritier (fils de Go-Daigo), le mettant en garde contre une croyance superficielle dans les philosophies du jour, qui pouvait amener à négliger les idéaux classiques de probité et de piété. (Ce document s’appelle le *Kai-Taishi sho*.) Il n’était pas ennemi du « nouveau » confucianisme Song, mais déplorait que l’on y adhérât sans esprit critique. Il ne s’opposait pas aux idées de Go-Daigo, estimant qu’elles étaient fondées sur un

véritable savoir, mais il craignait que, si la pensée se relâchait de façon générale, la morale de la cour ne vînt à en souffrir.

Pendant la guerre entre les deux cours, la vie de la capitale fut souvent perturbée, et il arriva que l’empereur du Nord dût quitter la ville. Mais tout semble prouver que, malgré certaines interruptions, la famille royale et les principaux nobles de la cour continuèrent à cultiver le savoir et les arts. Certains d’entre eux vécurent paisiblement dans leurs résidences campagnardes, où ils avaient d’amples loisirs pour étudier, pour écrire ou pour peindre. Deux importantes anthologies de poésie furent préparées au cours de la seconde moitié du siècle, l’une par le régent Nijô Yoshimoto, en 1356, l’autre par le prince Munenaga, fils de Go-Daigo, en 1381. Le journal du prince Sadashige (futur Go-Sukô In), qui couvre les événements du xve siècle, montre à l’évidence que l’auteur était un homme de goût, qui avait l’avantage d’être élevé dans une société vouée à la littérature et aux beaux-arts.

A étudier l’histoire du XIVe siècle, on ne peut que conclure que, durant cette guerre permanente, l’esprit délicat de la culture japonaise se trouva en danger. S’il fut sauvé de l’anéantissement, c’est essentiellement du fait que la haute tradition des lettres et des arts était préservée par la société aristocratique, et fournit ainsi une base sur laquelle put s’élever la culture de l’époque de Muromachi.

Il y avait encore un autre bastion du savoir et des vertus civiques, l’Église bouddhique, mais il ne fait aucun doute que les réalisations artistiques du clergé bouddhiste dépendaient dans une large mesure du soutien matériel et moral du Trône. A la fin du XIVe siècle, la maison impériale avait perdu beaucoup de son autorité mystique ou magique, et son pouvoir politique réel avait presque disparu. Mais l’autorité revêt bien des formes, et dans une société où le raffinement des manières et de la morale imposait un respect largement répandu, sinon comme idéal, du moins comme règle, on peut dire que le souverain et sa cour gardaient une part très importante de suprématie.

CHAPITRE XXX

La suprématie des Ashikaga

LE TRÔNE HUMILIÉ

Avec l'union des deux lignes impériales, l'histoire politique japonaise entre dans une nouvelle époque.

Le prestige du Trône, déjà déclinant après l'exil de Go-Daigo, s'était maintenu quelque temps grâce aux succès des loyalistes, mais il ne put résister à la domination des dirigeants Ashikaga quand l'opposition loyaliste eut cessé d'exister. Les échecs administratifs de Go-Daigo n'avaient fait qu'aigrir de nombreux guerriers, et leur déception tourna par la suite à l'antagonisme déclaré. En fait, le but de la plupart des guerriers qui devaient obéissance à Takauji et à ses successeurs était non la restauration mais la destruction de l'ordre existant. Ils n'avaient de foi qu'en la pure puissance, et leur attitude se reflète parfaitement, quoiqu'un peu crûment, dans les mots de Kö no Moronao : « A quoi bon un souverain ? […] Pourquoi faudrait-il que l'on se prosterne devant lui ? S'il faut vraiment un souverain, qu'on en fasse un de bois ou de métal, et que tous les souverains vivants soient bannis. » C'était une façon excessive d'exprimer un sentiment courant, comme l'attestent les nombreux récits du *Taiheiki* relatant des rixes et des accrochages entre des guerriers enivrés de succès et des officiers de la cour s'efforçant de maintenir l'ordre.

La plus connue de ces histoires est celle d'un guerrier nommé Doki, qui a manqué de respect à l'*in* – l'empereur cloîtré – dans une rue de la ville. Au serviteur qui lui reproche son insolence, Doki lance d'une voix d'ivrogne : « Quel est cet *in* dont tu me parles ? Si c'est un *inu* [un chien], je le tuerai ! » Sur quoi lui et ses hommes chargent la voiture de I'm contre laquelle ils tirent des flèches. Dans la confusion qui s'ensuit, le harnais est coupé et les bœufs s'enfuient. Les serviteurs sont atterrés, et l'*in* reste planté là, comme dans un rêve, incapable de retenir ses larmes lorsqu'un courtisan lui demande s'il est blessé. La conduite de Doki fut condamnée par Takauji et Tadayoshi, mais pour indiscipline plutôt que pour délit contre la personne de l'empereur cloîtré. Il fut arrêté et, par la suite, exécuté, parce que le shogun ne pouvait pas se permettre de tolérer les excès de vassaux indisciplinés.

En 1368, le bakufu ne prétendait plus gouverner au nom du souverain. Takauji s'était prêté à un cynique simulacre de loyauté, mais Yoshimitsu, aussitôt sûr de son pouvoir, s'appliqua à réduire systématiquement le Trône

à l'impuissance. Pour certains historiens, il envisagea même de fonder sa propre dynastie impériale. Les arguments sur lesquels ils se fondent sont de poids, mais sans être tout à fait convaincants. Il fit de son mieux pour ruiner l'autorité des nobles de la cour à force d'affronts. Il les contraignait à des fonctions presque serviles, et il forçait parfois les plus hauts officiers de l'État à prendre part à des cérémonies et manifestations comme s'ils appartenaient à sa propre suite. En les achetant et en les menaçant, il les tenait dans le creux de sa main, et lorsqu'il s'en allait en pèlerinage, son escorte comprenait tant de nobles de haut lignage qu'on la prenait pour celle de l'empereur. Il était en termes amicaux avec l'empereur Go-Kôgon, qu'il traitait de façon familière.

LA STRUCTURE DU GOUVERNEMENT SOUS YOSHIMITSU

La structure du gouvernement que présidait Yoshimitsu avait été mise en place par le loyal et talentueux Hosokawa Yoriyuki pendant la minorité de Yoshimitsu, entre 1368 et 1374. Grâce à l’expérience et à l’intégrité de Yoriyuki, le gouvernement placé sous sa direction était sévère et juste, et la discipline à laquelle étaient soumis les fougueux vassaux rappelait celle de la régence Höjö à ses débuts.

Depuis la chute des Höjö, c’était la première fois que la loi était appliquée et l’ordre maintenu, quand bien même nombre de barons s’irritaient de devoir s’y plier. On peut d’ailleurs se demander pourquoi des réformes nécessaires s’étaient fait attendre si longtemps, Takauji étant devenu shôgun quelque trente ans plus tôt et ayant exercé un pouvoir quasi absolu. Le fait est que Takauji et Yoshiakira, son successeur, étaient des guerriers et non des hommes d’État. Ils étaient perpétuellement en campagne et souvent loin de la capitale, dont tous deux furent d’ailleurs plus d’une fois chassés par la cour du Sud. En outre, il est clair que Takauji ne s’intéressait guère à l’élaboration d’un nouveau système de gouvernement féodal, et qu’il était ravi de laisser le soin de résoudre les problèmes politiques à son frère Tadayoshi et à ses subalternes, qui se révélèrent du reste indignes de sa confiance. Ainsi, contrairement à celui des Höjö, le système des Ashikaga manquait à ses débuts d’une puissante administration centrale capable de définir et de diriger la politique à son plus haut niveau. Il n’y avait aucun organe ni personne qui pût tenir les grands barons comme l’avaient fait au siècle précédent les dirigeants du bakufu de Kamakura.

Vers la fin de 1336, Takauji installa son bakufu à Kyoto et publia le *Kemmu shikimoku*. Le *Kemmu shikimoku* était censé être une espèce de charte politique du bakufu Ashikaga, mais se résumait presque à un recueil de platitudes morales composé par les fonctionnaires de l’ancien régime de Kamakura. Il n’introduisait aucun changement par rapport aux lois des régents Höjö, et le *Jôei shikimoku* (1232) continua, ne fût-ce qu’en théorie, à guider les actions administratives et législatives des shôgun Ashikaga jusqu’à l’accession de Yoshimitsu. Le bakufu Ashikaga reprit presque tels quels les offices et conseils du gouvernement de Kamakura, le *manchûjo,* le *mandokoro,* le *samurai-dokoro,* les *hyôjôshû* et les *hikitsukeshü,* et le

maniement de cet appareil resta aux mains des subalternes qui en avaient été les responsables sous le régime Höjö[125]. Mais quoique ces organes subsistassent sous le bakufu Ashikaga, ils étaient moins importants qu'à l'époque de Kamakura, le shôgun et ses hauts officiers étant enclins à prendre des décisions sommaires. Le *manchüjo,* par exemple, perdit ses pouvoirs judiciaires au profit du *samurai-dokoro,* également chargé de protéger le bakufu, de maintenir l'ordre dans la ville et d'administrer la province de Yamashiro. Le chef du *samurai-dokoro* de Kyoto était un fonctionnaire très important, responsable de la sécurité publique.

Devenu responsable du gouvernement du shôgun, Hosokawa Yoriyuki se laissa guider par l'esprit du *Kemmu shikimoku.* C'était un document plutôt puritain, qui fulminait contre ce que le langage courant appelait *basara*, c'est-à-dire la soumission à l'élégance et à la mode. Le caractère de Yoriyuki se reflète d'ailleurs dans un édit de 1368, année de l'accession de Yoshimitsu, qui interdit entre autres choses l'échange de cadeaux de nouvel an, le port de certains ornements et vêtements, et l'usage de poignées d'épée coûteuses chez les guerriers. C'est surtout sur des points de ce genre que, devenu adulte, Yoshimitsu, dont la sobriété n'était pas le fort, allait entrer en désaccord avec Yoriyuki.

L'objectif de Yoriyuki était d'affermir le gouvernement du shôgun, et son premier souci, de prévenir les rivalités et les unions entre les grands feudataires, car les unes et les autres étaient susceptibles de mettre le bakufu en danger. En 1368, les seigneurs de la guerre les plus puissants étaient trois généraux qui avaient remporté des victoires pour Takauji et pour Yoshiakira : Shiba, Hatakeyama et Yoriyuki lui-même.

Un conseil de ses pairs avait choisi Yoriyuki en 1367 comme représentant ** du shôgun Yoshiakira, malade, qui à son tour confia Yoshimitsu à ses soins. Pour s'assurer l'appui de ses deux ambitieux collègues, Yoriyuki proposa alors que la charge de représentant du shôgun fût assumée à tour de rôle par des membres de leurs familles. Ceux-ci porteraient le titre de *kanrei* (qui remplaçait celui de *shitsujî),* et devinrent ce qu'on appelait les trois *kanrei (san kanj,* alors même qu'ils ne pouvaient en exercer parallèlement la charge. Celle-ci fut d'abord remplie par Yoriyuki (1368-1379), auquel succéda Shiba Yoshimasa, remplacé à son tour par Hatakeyama Motokuni en 1398. Par la suite, l'ordre d'alternance entre les trois familles ne fut pas strictement respecté, mais le principe demeura un siècle en vigueur.

La position de Yoriyuki se trouva nettement renforcée par cet arrangement. Son premier édit somptuaire fut suivi d'un programme de législation destiné à étayer l'autorité du gouvernement central et à imposer l'ordre aux guerriers dont les déprédations troublaient le pays. Les lois qu'il promulgua visaient à protéger les droits de propriété légitimes de la Couronne, des institutions religieuses et des propriétaires héréditaires (qui souffraient de taxations illicites ou excessives imposées par les commissaires de même que de pertes réelles de terres et de revenus), mais également à renforcer l'autorité du bakufu, défiée par les guerriers de province qui usurpaient des titres de propriété et exerçaient par la contrainte des pouvoirs auxquels ils n'avaient aucun droit.

Avant que Yoriyuki n'entre en fonction, Kö no Moronao et des hommes de sa trempe avaient arbitrairement réglé certaines querelles et donné des ordres au nom du shogun, et ils avaient ainsi donné naissance à toute une série de disputes concernant la terre qui, dans certaines provinces, tournaient à la révolte. Yoriyuki veilla à ce qu'il fût pris acte des plaintes déposées devant les tribunaux compétents et il annula la plupart des ordres de Moronao. Parallèlement, il déchargea les commissaires de diverses obligations coûteuses imposées par Takauji et Tadayoshi, réduisant leur contribution annuelle au bakufu de cinq à un pour cent de leur revenu. Il s'efforça en outre de remédier à la conduite de certains moines de la secte Zen qui, sous la protection de Takauji et Tadayoshi, s'était relâchée jusqu'à l'inconvenance.

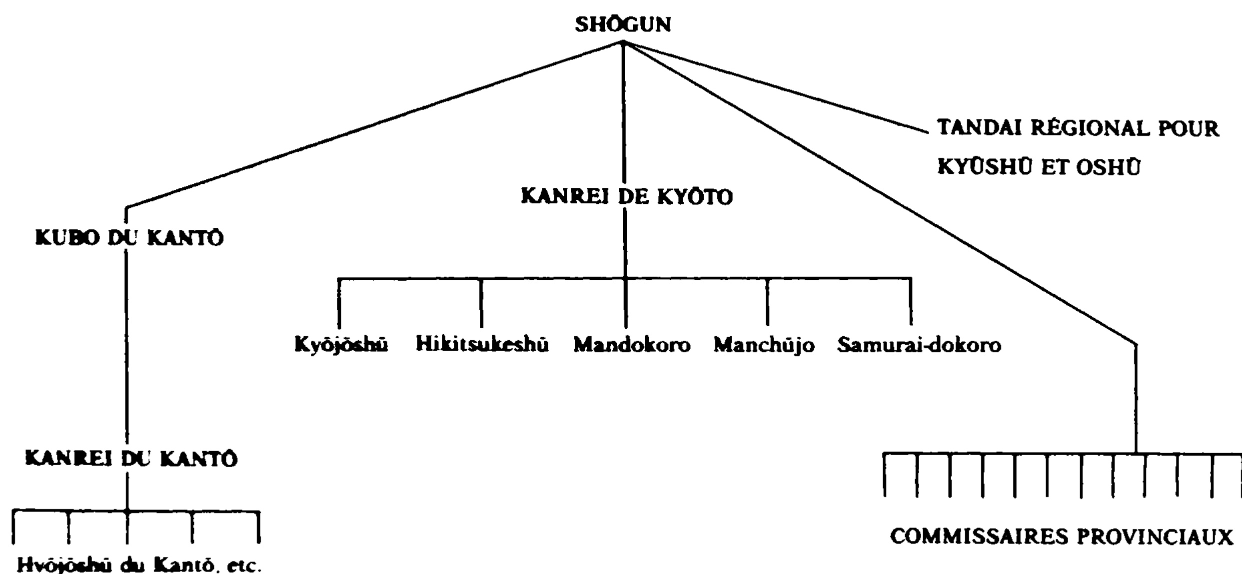
Dans l'exécution de sa politique, Yoriyuki prenait la peine de consulter et d'utiliser les organes survivants de l'administration Hôjô. Le bricolage administratif de Takauji et de Yoshiakira, qui géraient les affaires publiques comme celles de leur famille, fit sous sa direction place à un gouvernement central efficace et bien organisé.

Mais en dépit de ses efforts pour améliorer et renforcer le gouvernement du shogun, Yoriyuki ne parvint pas à achever son travail de réforme, car ses succès lui attirèrent l'opposition de puissants guerriers qu'irritaient son pouvoir et la sévéi té de ses jugements. Ils travaillèrent à sa destitution et, en 1379, craignant que ces grands barons ne se révoltent, Yoshimitsu l'obligea à démissionner. Dans ce sens, on peut dire que Yoriyuki échoua ; mais l'organisation centrale qu'il avait créée continua à fonctionner, et pour le plus grand bien du bakufu.

Le *kanrei* du Kantô : L’habitude de nommer des représentants *(daikan)* semble s’être répandue sous les shogun Ashikaga. Dans une certaine mesure, le kanrei du Kantô était le représentant du shogun, et la plupart des fonctionnaires avaient des représentants réguliers. Un *shugo-dai*, par exemple, était représentant d’un commissaire, et le chef du *samurai-dokoro* lui-même avait des représentants, les *shoshi-dai*, dont le titre se perpétua des siècles durant et fut celui que prit le délégué du shogun Tokogawa à Kyoto quand le bakufu se réinstalla dans l’Est. Pour certaines charges, il y avait deux représentants ou davantage ; ainsi, il y avait normalement quatre *shosi-dai*. A l’époque de Muromachi, le représentant avait partout tendance à supplanter le principal, ce qui entraîna de nouveaux changements importants dans la constitution de la société féodale.

Après le renvoi de Yoriyuki, le *kanrei* du Kantô devint un conseiller et un exécutant, mais cessa d’agir comme représentant du shogun. Il ne fit plus de politique, mais se borna à faire appliquer les ordres du shogun en collaboration avec les divers organes et conseils qui formaient le gouvernement central. En revanche, le représentant nommé par le shogun à Kamakura pour les provinces de l’Est était un dirigeant quasi indépendant, jouissant d’un pouvoir comparable à celui du gouverneur d’une dépendance britannique.

L’évolution de cette charge éclaire d’un jour intéressant la situation du



Administration centrale du bakufu Ashikaga

Il faut noter que ce tableau est schématique et ne représente pas la composition réelle du bakufu à un moment précis. Le personnel de chacun des bureaux et conseils figurant sur le tableau était composé de fonctionnaires appelés *bugyô* ou délégués, tels que l' *onsho bugyô,* délégué aux recompenses, le *fushin bugyô,* délégué aux travaux publics, le *shaji bugyô,* délégué aux monastères et sanctuaires

Japon oriental au XIVe siècle et plus tard. En 1335, peu après la ruine des Höjö, Takauji avait songé à s'installer comme shôgun à Kamakura. Mais les circonstances l'obligèrent à regagner les provinces du Centre au début de 1336, et il établit son bakufu à Kyoto à la fin de cette même année. Au moment de quitter Kamakura, il y nomma représentant (sous tutelle) son fils Yoshiakira, alors âgé de huit ans. Shiba Yoshimasa lui succéda, puis son frère cadet Motouji, qui, en tant que *kanrei* du Kantô, gouverna les provinces orientales au nom du shôgun de 1349 à 1367. Étant donné qu'en 1349 Motouji était encore enfant, on lui donna pour adjoint *(shitsuji)* le chef de la famille Uesugi, alors le plus puissant baron de l'Est.

Motouji fut suivi, à titre héréditaire, par Ujimitsu (1367-1398), Mitsukane (1398-1409) et Mochiuji (1409-1439). La charge qu'ils occupaient était très importante, car c'est surtout dans les provinces orientales qu'il fallait maintenir la discipline pour contenir l'agressivité des guerriers du Kantô. Le représentant du shôgun dans l'Est avait des pouvoirs tels qu'on donnait à sa charge le nom de *Kamakura-fu,* ou *Kantôfu,* termes équivalant à gouvernement de Kamakura, et son autorité s'étendait sur une vaste région, qui comprenait non seulement les huit provinces du Kantô mais également celles de Kai et d'Izu, et auxquelles vinrent encore s'ajouter en 1392 les contrées septentrionales du Mutsu et du Dewa.

A la fin du XIVe siècle, le chef de ce gouvernement prit le titre de kubô du Kantô, qui en faisait l'égal du shôgun. En effet, le terme de *kubô* (originaire de Chine, où il qualifiait le souverain), qui appartenait au langage de la cour, était utilisé comme titre honorifique à l'égard de Takauji et de ses successeurs. Le *kubô* du Kantô était parfois aussi appelé shôgun du Kantô, et comme le shôgun de Kyoto il lui fallait l'aide d'un représentant. Cette fonction fut successivement occupée par différents membres de la famille Uesugi, qui portaient le titre de *kanrei* du Kantô. De même que le représentant du *kubô,* le *kanrei* était l'agent de la politique gouvernementale, qu'il faisait appliquer par l'entremise d'une organisation presque identique à

celle du gouvernement central et qui comprenait des corps délibérants comme le *hikitsukeshü* et des corps exécutifs comme le *samurai-dokoro.*

Le gouvernement du Kantô était une cause d’inquiétude permanente pour le bakufu de Kyoto, car ses chefs successifs manifestaient une attitude d’indépendance si agressive qu’elle constituait une menace constante de déloyauté. En 1399, Mitsukane fut sur le point de prendre parti pour Öuchi Yoshihiro contre Yoshimitsu et, une trentaine d’années plus tard, le bakufu dut envoyer une expédition à Kamakura pour punir Mochiuji de son insubordination. Uyesugi Norizane prit ensuite le pouvoir dans le Kantô, où la charge de *kubô* cessa d’exister en 1439 pour n’être plus qu’un vain titre. Mais la famille Uesugi se divisa bientôt en deux factions luttant pour le poste de *kanrei,* qui perdit à son tour toute réalité politique, laissant un prétendant venu d’ailleurs imposer son autorité au Kantô.

Les provinces occidentales : Dans l’Ouest du Japon, les *tandai* du Kyüshü, mis en place par Takauji en 1336, étaient des officiers de province aux pouvoirs limités. Après le long règne d’Imagawa Sadayo, la charge perdit graduellement de son importance et, en 1400, ce n’était guère plus qu’un nom. Il importe de comprendre que, pas plus au Kyüshü que dans les provinces occidentales de la principale île, les shôgun Ashikaga ne pouvaient compter sur une authentique loyauté. Dans ces deux régions, aucun commissaire ne pouvait être nommé sans l’accord préalable des magnats locaux. Au Kyüshü, sans être franchement hostiles, les grands barons, et en particulier les Shimazu, gardaient leurs distances ; et même après la campagne victorieuse menée par Imagawa dans les années 1370, le bakufu paraît avoir choisi de traiter le Kyüshü comme échappant à sa domination réelle.

LES ENNEMIS DU BAKUFU

Après 1368, il y eut des soulèvements sporadiques contre Yoshimitsu, mais il réussit à défaire ses deux ennemis les plus puissants et ses dernières années (1400-1408) furent assez paisibles. Une fois éliminée la famille Yamana, il ne lui resta plus qu’un seul rival dangereux, Öuchi Yoshihiro (1356-1400), qui était commissaire de plusieurs provinces de l’Ouest. La campagne de Yoshimitsu contre lui présente un intérêt particulier, intérêt politique plutôt que militaire, car la puissance de Yoshimitsu dépendait en partie de son influence sur les seigneurs occidentaux et en partie de ses liens avec les pirates de la mer Intérieure, dont certains pillaient pour son compte dans les eaux coréennes et chinoises.

La raison immédiate de la révolte de Yoshihiro fut sa fureur de se voir obligé de contribuer aux frais de construction de Kitayama, le nouveau quartier aménagé par le shogun ; mais il avait toujours été intraitable. Il se préparait à attaquer Yoshimitsu depuis des années et son plan était bien réfléchi. Avant de lancer une attaque directe contre la capitale, il voulait infliger une défaite à Yoshimitsu. Il avait l’appui des Otomo et, avant de partir vers l’est, il s’assura que les commissaires de l’Aki, du Bizen, du Nagato et du Suô (les provinces les plus occidentales) protégeraient ses arrières. Comme il n’était pas sûr de pouvoir égaler Yoshimitsu en nombre, il chercha et obtint des renforts parmi les guerriers mécontents des provinces du Centre. Il parvint même à obtenir une promesse d’aide d’Ashikaga Mitsukane, le *kanrei* de Kamakura. Ayant terminé ses préparatifs, il se replia sur la ville de Sakai, dont il entendait faire sa base en attendant une attaque contre la capitale.

Grâce à la rapide croissance des échanges au XIVe siècle, Sakai était devenue une ville prospère et un port qui, par son commerce avec la Chine et les autres ports du Japon, pouvait rivaliser avec Hyögo. C’était une ville pratiquement indépendante. Au début de novembre 1399, Yoshihiro s’y installa, construisit de nombreuses tourelles *(yagura)* comme défenses contre les attaques venant de la plaine d’Izumi, et creusa des puits en prévision d’un siège. Du côté de la mer, il comptait sur l’appui d’une troupe de pirates, grâce auxquels il espérait demeurer en contact avec ses partisans du Shi-koku et du Kii.

Yoshimitsu fut informé de ces préparatifs et décida de ne pas risquer une attaque immédiate contre Yoshihiro. Il envoya Zekkai, son conseiller zen favori, persuader Yoshihiro de chercher un accommodement. Mais Yoshihiro était têtu. Plutôt que de céder, il se montra plus résolu que jamais et produisit une longue liste de doléances. Zekkai rentra donc les mains vides et Yoshimitsu comprit qu'il devait attaquer sans tarder. Il prit le commandement des trois divisions aux ordres des *kanrei* de Kyoto (Hosokawa, Shiba et Hatakeyama). De sa base du Tôji, il lança des poussées frontales contre les trois quartiers situés à l'arrière de Sakai, tandis que, du côte de la mer, des pirates de Shikoku à la solde du bakulu travaillaient à couper los communications avec les provinces de l'Ouest. Une avance générale fut ordonnée, mais butta contre les puissants ouvrages de défense édifiés par Yoshi-hiro. Pendant quelques semaines, le combat resta incertain, mais à la mi-janvier (1400) les troupes du bakufu, profitant d'un vent du nord, réussirent à mettre le feu à la ville. L'incendie se propagea, et la plupart des entrepôts et des quartiers marchands furent détruits. Le principal point fortifié de Yoshi-hiro prit feu, et, peu après, des assauts venant de toutes parts abattirent ses défenses et écrasèrent l'armée rebelle. Yoshihiro lui-même trouva la mort dans la bataille.

Il n'avait reçu aucun secours de Mitsukane, qui ne s'était guère éloigné de Kamakura et put prendre un air innocent dont Yoshimitsu ne fut pas dupe, mais qui lui épargna du moins un affrontement avec le bakufu. Cette bataille joue un rôle important dans l'histoire du Japon, car elle fut le prélude à plus de dix ans de paix et elle affermit pour un temps la position des shogun Ashikaga. Elle présente aussi un certain intérêt militaire en ce sens que ce fut le premier vrai siège d'une grande ville qui ne fût pas un poste militaire[126], et parce que des pirates furent employés dans les approches venant de la mer.

En 1400, Mitsukane jura fidélité à Yoshimitsu, et les relations entre Kyoto et Kamakura restèrent amicales jusqu'au jour de sa mort, en 1409. Il fut alors remplacé par un homme violent et dépourvu de raison, Ashikaga Mochiuji, qui était en termes excessivement mauvais avec le bakufu. En 1415, il reprocha à son conseiller principal, Uesugi Ujinori, sa conduite téméraire et l'amena à démissionner. Ujinori (généralement connu sous son nom religieux de Zenshü) riposta en organisant une révolte contre Mochiuji, et il obtint temporairement un certain succès grâce à l'aide qu'il reçut de

près de la moitié des chefs c a clan des provinces de l'Est et du Nord. Il prit Kamakura, contraignit Mochiuji à s'enfuir et chercha de nouveaux appuis.

Bien que favorable à Zenshü, le bakufu ne pouvait tolérer une révolte contre son seigneur et fut contraint de se ranger du côté de Mochiuji. La lutte se poursuivit durant quelque temps, mais l'aide que le bakufu apporta à Mochiuji au début de 1417 finit par avoir raison de Zenshü qui, assailli de toutes parts, s'enfuit à travers une tempête de neige au Tsurugaoka Hachimangû où il se suicida avec ses plus proches compagnons.

Mochiuji retourna à son poste et à ses intrigues quelques jours après la mort de Zenshü. Mais la révolte de ce dernier avait rendu le bakufu plus méfiant que jamais. Yoshimochi ne cessa plus dès lors de surveiller Mochiuji d'un œil sévère, considérant qu'il était avec lui en état de guerre. Ces relations hostiles continuèrent jusqu'à la mort de Yoshimochi, sans aller toutefois jusqu'à une franche rupture. Cependant, quand Yoshimochi mourut en 1428 sans laisser d'héritier, Mochiuji se porta candidat à sa succession. Il n'avait pas d'amis et personne ne soutint sa candidature, mais lorsque Yoshinori fut élu, il tempêta et menaça. L'un des premiers actes de Yoshinori en tant que shogun fut d'exercer une forte pression contre Mochiuji, qui résista obstinément plusieurs années, jusqu'au moment où fut envoyée contre lui une puissante armée du bakufu, qui écrasa ses troupes.

Il faut rappeler ici que la victoire remportée par Yoshimitsu à Sakai contre

Ouchi Yoshihiro ne mit pas fin aux révoltes de puissantes familles contre l'autorité des Ashikaga. Ceux-ci essuyèrent en effet différents soulèvements menés par les familles qui avaient combattu pour la cour du Sud : les Nitta et les Date dans le Nord, les Kitabatake dans l'Ise, et certains clans provenant de provinces du Centre ou des environs. Il y fut mis un terme, soit par la force, soit au prix de négociations, au cours des années 1413 à 1415, alors que Yoshimochi était au pouvoir. Quant aux difficultés avec Kamakura, elles ne cessèrent d'inquiéter Kyoto tout au long de l'époque de Muromachi.

PRODIGALITE DE YOSHIMITSU

Par son ostentation et ses dépenses extravagantes, Yoshimitsu éclipse même les illustres prédécesseurs que furent dans ce domaine Michinaga (966-1027) et Kiyomori (1118-1181). Il consacra à bâtir des sommes colossales. Sa première grande entreprise en la matière fut la résidence qu'il se fit construire à Kyoto en 1378 dans le quartier de Muromachi. Il s'agissait du Hana no Gosho, ou palais des Fleurs, ainsi nommé à cause de la beauté de ses jardins. Puis vint sa splendide villa monacale, le Rokuonji de Kitayama. C'est là qu'en 1398 il fit édifier le fameux Kinkaku, ou Pavillon d'Or, où il se retira. Le coût de ses constructions de Kitayama fut en partie couvert par les contributions des commissaires et intendants de l'ensemble du pays. Il dépassa, dit-on, un million de « kan[127] ».

Si le palais de Kitayama fut la plus coûteuse de ses constructions, Yoshimitsu ne cessa par ailleurs de bâtir des édifices sacrés et de contribuer à de pieuses entreprises. Sa munificence même paraît indiquer que, outre un orgueil démesuré, sa motivation était le désir d'apaiser ses sentiments de culpabilité. En cela, il ressemblait à son grand-père Takauji, qui avait exprimé son repentir pour ses péchés contre l'empereur Go-Daigo en construisant le Tenryùji. Mais Yoshimitsu exerçait une autre forme de piété dispendieuse : les pèlerinages aux lieux saints, généralement accompagnés de généreuses offrandes. L'un des premiers qu'il fit le conduisit à Ise, au grand sanctuaire de la déesse du Soleil. Ce fut l'occasion d'une immense procession à laquelle prirent part de nombreux grands nobles et généraux. Ce pèlerinage avait pour but de réconcilier la noblesse rurale avec les responsables des sanctuaires du Yamato et de l'Ise, provinces où la cour du Sud avait trouvé l'essentiel de son soutien et où l'on chérissait le nom de Chikafusa.

Entre 1393 et 1396, Yoshimitsu rendit aussi plusieurs visites au Hiyeizan, toujours en grande pompe et chargé de présents magnifiques. Il fit grande impression sur le chef abbé et les moines dirigeants, et les sourires et l'or qu'il distribua largement eurent pour effet de rendre harmonieuses pour la première fois depuis bien des années les relations entre le bakufu et l'Enryakuji. Il rendit le même genre de visites au Kôfukuji et au Tôdaiji de Nara, ainsi qu'à d'autres importants sanctuaires. Dans sa politique de faveur à l'égard des établissements religieux, il se montrait infatigable.

L’attitude de Yoshimitsu à l’égard de l’Église soulève un point intéressant dans l’histoire religieuse du Japon. Le culte shintoïste était la religion d’État dans le sens limité où il comprenait certaines pratiques traditionnelles essentielles dans la vie nationale, les grands rites comme la Prière pour les Récoltes et les actions de grâce à l’occasion desquelles le souverain s’adressait aux divinités au nom de son peuple. Sans être une religion d’État, le bouddhisme était cependant la foi professée par la plupart des membres de la classe dirigeante, et les rites bouddhiques étaient pratiqués au palais. L’État exerçait en outre son contrôle sur divers aspects institutionnels du bouddhisme, car la conduite des moines et des nonnes était réglée par les codes de Taihô (702) et le Trône avait le droit d’accorder ou de retirer le droit fondamental d’ordination.

Il semblerait donc que les chefs religieux du pays ne pouvaient pas participer au gouvernement civil. La chose est vraie, mais dans la pratique, l’influence des grands corps religieux jouait un rôle considérable dans la vie politique. De tout temps, l’empereur et ses ministres avaient craint d’offenser les chefs religieux en raison de la peur superstitieuse que leur inspiraient les puissances occultes, mais également parce que les moines et les gardiens des sanctuaires pouvaient tirer parti de leurs immunités et, en exerçant une forme de chantage, empêcher le gouvernement civil d’agir à l’encontre de leurs désirs. En résumé, les institutions religieuses n’étaient pas en mesure d’entreprendre des actions politiques, mais elles pouvaient leur faire obstacle par des pratiques correspondant à des menaces d’excommunication. En d’autres termes, elles étaient à même de paralyser l’administration en recourant à l’intimidation et occasionnellement à la violence. De toute évidence, un gouvernement décidé aurait pu mettre fin à cette situation en employant la force, mais l’empereur et ses nobles étaient toujours hostiles aux effusions de sang et soi deux de temporiser et de négocier.

Seule une force armée supérieure pouvait avoir raison de ces ecclésiastiques rebelles, mais les dirigeants militaires n’avaient aucune envie d’utiliser leurs troupes contre eux. Leurs propres intérêts n’étaient d’ordinaire pas touchés, et ils devaient parfois prendre plaisir à l’embarras des nobles. C’est ainsi que pendant plusieurs siècle, et le bakufu et la cour s’étaient généralement abstenus d’employer la force contre le clergé, et l’Église exerçait ainsi une grande influence dans tous les domaines sauf

dans les affaires d’importance capitale. En général, cette influence était cependant négative plutôt que positive.

Les dirigeants de la société guerrière s’étaient de tout temps montrés scrupuleux dans leur vénération des dieux et des bouddhas. Yoritomo eut soin de répandre ses faveurs sur le sanctuaire de Hachiman, la divinité de son clan, mais il s’efforça également de gagner l’amitié des sectes bouddhiques de Nara par des œuvres pieuses comme la restauration du Tôdaiji. Les régents Hôjô couvrirent d’offrandes les sanctuaires et monastères après la défaite des Mongols. Ils subirent fortement l’influence de la discipline du bouddhisme Zen et furent pour la secte de généreux patrons. Mais les dépenses d’aucun d’entre eux n’approchaient celles de Takauji, et moins encore celles de Yoshimitsu, qui taxa lourdement les provinces et le commerce pour se procurer les grandes sommes qu’il dilapidait. Mais même cela ne suffisait pas, et nous verrons qu’il fut contraint de se tourner vers l’étranger pour trouver d’autres sources de revenus.

Quoique la majorité des nombreuses sectes bouddhiques du Japon fussent tolérantes jusqu’à l’indifférence en matière de doctrine, elles étaient très jalouses de leurs droits, et prêtes à se battre férocement pour défendre leurs privilèges. Le bakufu Ashikaga avait donc bien du mal à les contrôler, surtout lorsqu’il avait à s’occuper de vassaux rebelles et de généraux turbulents. Ainsi Takauji irrita-t-il les moines de la secte Tendai en 1345 lorsqu’il proposa d’escorter l’empereur Kômyô à un grand service de consécration au monastère zen de Tenryûji, dont la construction venait d’être achevée. Les moines Tendai protestèrent violemment, et Takauji renonça. Il était l’intime des grands prélats zen, mais comme plusieurs de ses prédécesseurs, il préférait éviter tout conflit déclaré avec la foule militante de l’Enryakuji.

Les conseillers de Go-Daigo eurent tôt fait de profiter de cette brèche dans l’unité ecclésiastique. Dans leur lutte avec Takauji, ils jugèrent qu’il était dans leur intérêt de cultiver l’amitié des sectes plus anciennes, généralement hostiles au zen. Durant le demi-siècle que dura la guerre de succession, la cour du Sud eut soin de rechercher l’appui ou de s’assurer du moins la sympathie des monastères Tendai et Shingon et des vieilles sectes de Nara.

Bien que soucieux de se concilier les vieilles sectes, Yoshimitsu était sous l’empire des prélats dirigeants du Zen, et c’est à leur indignation qu’il entreprit en 1382 la construction du Shôkokuji, qui ne fut achevé que dix ans plus tard. Ses liens avec le Tôji ressortent clairement de la prière (que l’on dit écrite de sa main) qu’il adressa à ce monastère en décembre 1398, s’engageant à ajouter un domaine de prix à ses possessions si le rebelle (öuchi) était promptement anéanti. Rappelons que le Tôji entretenait des rapports privilégiés avec la cour, et que Takauji s’en était servi comme quartier général lors des attaques de la cour du Sud contre la capitale.

Les dépenses de Yoshimitsu conditionnaient évidemment toute sa politique intérieure, et sa politique étrangère était de même en bonne partie dictée par ses besoins financiers. Devant sa politique intérieure, on est forcé d’admettre qu’il n’avait rien d’un magnat de province arriviste. Par sa naissance et son éducation, il était de Kyoto, avec quelque chose de la véritable élégance de Kyoto, à l’aise dans les milieux de la cour et parfaitement au fait de l’étiquette. Il se sentait chez lui en compagnie des peintres et des poètes. Dans sa maturité, il portait l’empreinte du succès, car il avait soumis ses plus dangereux ennemis et sa volonté était toute-puissante. Les deux cours une fois réunies, il laissa quelque peu se relâcher le système administratif mis au point par Yoriyuki, et il se consacra à la satisfaction de son ambition privée et de son goût très éclectique. Mais la machine administrative était bien réglée et fonctionnait de façon satisfaisante sans qu’il ait à s’en occuper de très près. Il faut se souvenir aussi que la période de sa prodigalité la plus folle se situe assez tard dans sa carrière, à une époque où l’union des deux cours avait redonné la paix au pays. La nouvelle société était joyeuse et expansive, et il n’y avait rien d’extraordinaire à ce que son chef eût ses caprices.

Un autre aspect de la domination Ashikaga ne doit pas être oublié. La famille Ashikaga était fière de ses origines. Ses membres principaux étaient d’une parfaite distinction et commandaient le respect de la société guerrière comme héritiers de la direction du clan Minamoto, que les régents Hôjô avaient momentanément usurpée. Cela seul destinait Takauji aux plus hautes fonctions militaires ; cependant, ses successeurs et lui pouvaient en outre compter sur l’appui de collatéraux Ashikaga d’une importance et d’une puissance considérables. La liste en est impressionnante. Dans les chroniques de la guerre civile, parmi les noms qui reviennent le plus

fréquemment figurent ceux de Hatakeyama, Isshiki, Momonoi, Kira, Imagawa, Shiba. Slubukawa, Ishidô, Nikki, Ueno et Hosokawa.

Toutes ces familles descendaient d'Ashikaga Yoshikuni, fondateur de la ligne Ashikaga. A l'époque de Muromachi, elles soutenaient d'ordinaire, mais pas nécessairement, le shôgun, et leurs chefs occupaient fréquemment les charges les plus importantes du bakufu. La famille Uesugi, liée aux Ashikaga par mariage, constituait un autre allié de poids, qui jouait dans les provinces de l'Est un rôle prédominant.

Pour peu qu'ils aient quelque importance, les parents des Ashikaga étaient nommés commissaires d'une ou plusieurs provinces afin que l'autorité du bakufu Ashikaga couvrît l'ensemble du pays. La liste en est intéressante :

Shiba Yoshishige

Shiba Yoshitane

Famille Hatakeyama

Isshiki Akinori

Isshiki Mitsunori

Hosokawa Yoriyuki

Hosokawa Yoshiyuki

Hosokawa Mitsumoto

Famille Yamana [128] (trois branches)

Echizen, Shinano, Owari Kaga

Yamashiro, Kii, Kawachi, Etchû, Noto

Wakasa, Mikawa

Tango

Settsu, Sanuki, Tosa

Tamba

Bitchü

Tajima, Aki, Bingo, Hôki, Iwami

Il y avait une douzaine de ces nominations contre six de familles « étrangères », comme les Akamatsu, les Kyôgoku et les Öuchi.

A l’usage, ces nominations n’engendrèrent pas cette solidarité Ashikaga que Takauji et ses successeurs avaient escomptée. Les ambitions étaient trop fortes et les shôgun trop faibles, militairement et financièrement.

On aura noté que la liste ci-dessus ne comprend ni Kyüshü ni les provinces de l’Est. Dans ces régions, les seuls commissaires étaient ceux primitivement nommés par ! j bakufu de Kamakura. En règle générale, les nominations à Kamakura ne pouvaient être faites par le bakufu de Muromachi sans le consentement du gouverneur des provinces orientales. A Kyüshü, le bakufu de Muromachi choisit la ligne de moindre résistance et laissa la charge de commissaire devenir héréditaire dans certaines familles comme les Shimazu. En 1404, Yoshimitsu approuva la nomination de Shimazu comme commissaire de Hyüga et de l’Ösumi, et en 1425, Yoshimochi approuva la nomination de Shimazu comme commissaire du Satsuma.

L’importance de la famille Uesugi demande certaines explications. Son fondateur, d’ascendance Fujiwara, était un gentilhomme nommé Kajüji Shigefusa, qui accompagna le prince Munetaka à Kamakura lors de sa nomination comme shôgun en 1252. La famille Kajüji prit le nom d’Uesugi en acquérant des terres dans un endroit ainsi nommé de la province de Tamba ; cependant, elle s’établit dans l’Est.

Voici (sous une forme abrégée) sa généalogie (ci-contre).

On notera que la mère de Takauji appartenait à la famille Uesugi. Takauji était d’ailleurs né dans le Tamba.

Kajüji Shigefusa

Kiyoko (mère de Takauji)

Shigeaki

Norifusa

Noriaki (branche Yamanouchi)

Norifuji Shigeyoshi

(branche Inukake)

Akisada (branche ôgigayatsu)

RELATIONS DE YOSHIMITSU AVEC LE TRÔNE

Si l'on en croit les carnets et journaux intimes de l'époque, Yoshimitsu n'était pas seulement un faiseur de rois, mais prenait un plaisir tout particulier à exercer lui-même les pouvoirs royaux. Il resta en fonction de 1368 à sa mort, en 1408, et durant cette période se succédèrent trois empereurs régnants : Go-Kogôn (1352-1370), Go-Enyù (1371-1382) et Go-Komatsu (1383-1411). Lorsqu'il devint shôgun, il y avait une scission à la cour du Nord, et c'est grâce à Hosokawa Yoriyuki, le tuteur de Yoshimitsu, que Go-Enyù accéda au trône. Après cela, voyant que celui qui la portait était une marionnette, Yoshimitsu ne put guère avoir de respect pour la Couronne. Mais en privé, il entretenait des rapports familiers avec Go-Enyù, qu'il traitait un peu comme un ami de la famille. Il avait coutume d'entrer au palais comme chez lui, et de boire avec Sa Majesté sur un pied d'égalité. Vues de l'extérieur, leurs relations étaient étroites et chaleureuses ; mais d'après les potins de l'époque (ou ce qu'il en reste par écrit), il semble qu'ils se querellèrent en 1381 puis à nouveau en 1382 après l'abdication de Go-Enyù. Des histoires scandaleuses couraient sur les relations du shôgun et des dames du palais, dont la favorite même de Go-Enyù. Go-Komatsu monta sur le trône en 1383 alors qu'il était âgé de six ans et que Yoshimitsu touchait au faîte de sa puissance. Yoshimitsu paraît avoir traité le nouvel empereur avec une gentillesse affable, et il entretenait également des rapports familiers sinon amicaux avec Go-Kameyama, l'empereur cloîtré de la cour du Sud, qui s'était retiré avec beaucoup de dignité lorsque les deux lignes s'étaient réunies.

De toute évidence, Yoshimitsu dominait alors complètement le souverain et sa cour. Il était à la fois le chef des guerriers et, en tant que chancelier *(dajô daijin)*, le plus haut officier civil du royaume. Il symbolisait même cette double autorité en usant de deux chiffres, l'un militaire et l'autre civil. Il n'avait plus d'échelons à gravir et, à la fin de 1394 (alors qu'il approchait des quarante ans, qu'on considérait à l'époque comme un apogée), il se retira pour entrer en religion, laissant sa charge de shôgun à son fils Yoshimochi, alors dans sa neuvième année[129]. Il garda toutefois ses fonctions de chancelier du royaume, et de sa retraite du Pavillon d'Or il

continua à suivre les affaires courantes, à diriger la haute politique, et à préparer l'avenir de ses descendants.

Il avait huit fils et cinq filles, qu'il pourvut tous abondamment. Il veilla à ce qu'ils fussent nommés aux plus hautes fonctions, en général comme princes-abbés *(monzeki)* ou comme dames-abbesses dans des couvents de femmes habituellement dirigés par des princesses de sang royal. Il y eut à cela deux exceptions. Son deuxième fils, Yoshimochi, fut nommé shogun à sa place, et pour Yoshitsugu, son troisième fils et préféré, il semble qu'il ait eu des ambitions encore plus grandes. Il n'y a pas de preuves directes touchant ses intentions à ce propos, mais il est clair qu'il utilisa les services de deux nobles très influents pour réaliser ses desseins. Il s'agissait de Nijô Yoshimoto, qui avait servi Takauji et Yoshiakira, et de Michitsugu, chef de la famille Konœ. On ne sait pas vraiment de quelle nature furent leurs intrigues, mais ils furent sans nul doute chargés d'obtenir un traitement spécial pour tous ses enfants, et ils en furent généreusement récompensés.

Quand l'impératrice Tsüyömon-In, veuve de Go-Enyù, mourut en janvier 1407, Yoshimitsu réussit à convaincre la cour de nommer à sa place sa propre femme impératrice douairière. Par ce coup ingénieux, suggéré sans doute par Yoshimoto, la famille du shogun se trouva liée à celle de l'empereur. Ce changement ne souleva aucune objection déclarée, et Yoshimitsu se hissa ainsi au niveau du Trône[130].

En 1408, lorsque l'empereur Go-Komatsu lui fit une visite officielle dans son palais de Kitayama, Yoshimitsu occupait un siège semblable à celui de l'empereur, et en raison de ses liens familiaux, le jeune Yoshitsugu était assis plus haut que le régent. On le traitait d'ailleurs comme un prince royal. La cérémonie céléb ant sa majorité *(gembuku)* eut lieu en présence du souverain au Seiryôden, la grande salle du palais. On ne peut pas dire si Yoshimitsu espérait réellement que son fils préféré accéderait au trône, car le garçon tomba malade le lendemain de la cérémonie et mourut quelques jours plus tard, le 1er juin 1408.

La réception de l'empereur par Yoshimitsu dans sa villa de Kitayama couronna en beauté sa vie de protecteur des arts et de prodigue illustre[131]. Il v eut des banquets, de la musique et des spectacles (dont une représentation de nô, encore peu connu à l'époque hors d'un cercle étroit). Il y eut des concours de poésie, des jeux de balle au pied et des tournois de

tir à l’arc. Entre autres objets précieux, Sa Majesté, les seigneurs et les dames d’honneur reçurent en abondance peintures, broderies et brocarts. Des nuits entières se passèrent à boire et à faire des vers, ou encore à jouir de la compagnie d’amuseurs de toutes sortes.

Quand les festivités furent terminées et que l’empereur et sa suite eurent rejoint le palais, Yoshimitsu partit en pèlerinage au grand sanctuaire d’Ise. Il mourut presque immédiatement après son retour, durant l’été 1408, à l’âge de cinquante ans, et Yoshimochi prit sa place. Ses funérailles se déroulèrent devant plusieurs milliers de moines.

INFLUENCE DES BOUDDHISTES ZEN

Dans le développement de rapports amicaux avec la Chine, les moines Zen jouèrent un rôle considérable, et les maîtres Zen exercèrent par ailleurs une très grande influence sur les classes dirigeantes des deux pays. Des moines japonais qui avaient étudié en Chine purent donner à Yoshimitsu bien des renseignements utiles sur la situation qui y régnait, notamment durant les années riches en événements qui suivirent la fondation de la dynastie des Ming, et certains d'entre eux conseillèrent du reste également le shogun en matière de politique intérieure. Mais quoique l'on puisse dire que Yoshimitsu consulta des dignitaires Zen sur diverses questions politiques, il n'est nullement certain qu'il se laissa guider par eux lorsqu'il s'agit de prendre d'importantes décisions. Ce point présente un intérêt particulier dans l'histoire politique du Japon, car toute estimation de l'influence bouddhique sur la vie japonaise doit prendre en considération la mesure dans laquelle les chefs religieux du pays en inspirèrent les dirigeants.

Le respect de la religion montré par maints grands féodaux ne peut s'expliquer comme un simple moyen politique de s'assurer l'appui d'ecclésiastiques puissants. Yoshimitsu et la plupart des dirigeants guerriers de son époque voulaient être considérés non comme des parvenus mais comme des gentilshommes bien élevés et cultivés. Nombre d'entre eux avaient pour les beaux-arts un intérêt réel, et certains, dont Yoshimitsu, s'efforçaient de comprendre l'enseignement Zen pour lui-même. Historiquement, la classe militaire japonaise était portée à croire qu'il existait une science du gouvernement qu'on pouvait maîtriser à condition de trouver le bon professeur. C'est certainement cette tradition qui amena des hommes comme Yoshimitsu à nouer des rapports étroits avec des moines Zen, lettrés de forte trempe qui pouvaient non seulement expliquer les arcanes du bouddhisme, mais encore discourir sur la dernière doctrine confucéenne en matière de philosophie politique.

Au XIIIe siècle, les régents Hôjô avaient été les fervents protecteurs des maîtres Zen, qui les avaient peut-être influencés dans leur vie privée. Hôjô Tokiyori était particulièrement pieux. Par la suite, la reprise des relations avec la Chine alors que le bouddhisme Zen y prospérait avait favorisé son développement au Japon. En partie parce que leurs monastères se tenaient

au-dessus des querelles des autres sectes, et en partie du fait de leur talent et de leur savoir, les grands ecclésiastiques Zen gagnèrent le respect des dirigeants de la société féodale, qui les consultaient sur des questions de littérature ou de goût, et parfois aussi sur la politique intérieure. Comme on l'a vu, Musô Kokushi servit d'intermédiaire dans les négociations avec la cour du Sud, et il est probable qu'il donna des conseils utiles au sujet de la procédure, mais rien ne prouve qu'on sollicita jamais ses conseils sur des sujets de première importance. Il semblait d'ailleurs très prudent, et lort peu désireux de prendre parti.

Zekkai et Gidô, deux de ses disciples très estimés pour leur savoir, lui succédèrent. C'était des hommes sensibles, des poètes très versés dans la littérature chinoise, mais qui ne semblent pas avoir eu pour la politique un intérêt particulier. On s'en souvient essentiellement comme modèles de piété et comme ornements de l'école de *Gozan bungaku*, ou « littérature des Cinq

Monastères » (gozan) [132] – Zekkai pour sa poésie et Gidô pour son érudition. Les interprètes de la doctrine sans mots réussirent à remplir des centaines de volumes de leurs œuvres en prose ou en vers à la fois sur des thèmes religieux et laïcs. On peut dire qu'à l'époque de Muromachi, sauf de rares exceptions, le savoir supérieur était le monopole des moines Zen, qui avaient d'ailleurs soin d'associer à leurs méditations sans livre l'étude approfondie des confucéens Song. Certains lettrés Zen avaient une perception aiguë des questions profanes, et nombre d'entre eux firent carrière au service de Yoshimitsu, qui avait des goûts littéraires et était disposé à employer un ecclésiastique érudit plutôt qu'un fonctionnaire comme intermédiaire dans certaines de ses négociations.

C'est ainsi qu'après son séjour en Chine de 1376, Zekkai fut installé par Yoshimitsu au Rokuon-in du Shôkokuji, où l'on pouvait à tout moment le consulter. Il s'occupait de rédiger des documents d'État et se montrait, bien sûr, particulièrement utile lorsqu'il s'agissait de recevoir des visiteurs chinois, des moines de la cour des Ming. Il est peu probable que ces hommes aient fait de la politique, même s'ils contribuèrent à son exécution ; leurs fonctions étaient plutôt d'ordre diplomatique. On peut dire un peu la même chose de Gidô, qui resta à l'Enkakuji de Kamakura jusqu'au jour où Yoshimitsu l'envoya chercher, et, prenant grand plaisir à sa compagnie, lui donna d'importants bénéfices. Comme exemple des services

pratiques que rendaient les moines Zen au shôgun, on peut citer l'envoi de Zekkai au camp d'Ouchi Yoshihiro (en 1399) pour essayer de le convaincre de négocier. Il n'y réussit pas, mais Yoshihiro l'employa à son tour comme porte-parole pour transmettre ses griefs contre le bakufu. Entre des guerriers prompts à s'emporter, un dignitaire ecclésiastique faisait un peu l'effet d'un paratonnerre. Les journaux et mémoires de Gidô, de Zekkai et de leurs confrères fournissent une information « intérieure » de valeur sur l'histoire politique de l'époque.

Ces hommes savaient certainement ce qui se passait à la cour et au camp ; et pourtant, s'il y eut un moine au jugement politique duquel Yoshimitsu attacha de l'importance, ce ne fut pas un maître Zen mais un ecclésiastique exceptionnel connu sous le nom de Manzai Jugô. Né en 1378 d'un fonctionnaire à la cour appelé Imanokôji, il fut nommé abbé de l'ancien monastère Shingon du Daigoji, à Kyoto, en 1395, et en 1425 il avait atteint la plus haute dignité ecclésiastique. Il devint immensément riche, acquérant des domaines dans une vingtaine de provinces. Son conseil fut constamment sollicité par Yoshimitsu, qui était son oncle, et un temps aussi par Yoshimochi. On en parle comme du Premier ministre à la robe noire.

Mettre en question le rôle des moines Zen en tant que conseillers politiques n'est pas nier leur influence en tant que classe. Ils rendirent indéniablement un inestimable service à leur pays en entretenant la flamme du savoir dans une période de désordres. Il y a beaucoup à dire contre certaines des prétentions du Zen dans l'histoire de la pensée japonaise, mais l'effort des érudits Zen au Japon et en Chine pour concilier les principes zen et le confucianisme des penseurs Song est un signe de vitalité en parfait contraste avec l'assoupissement béat de certaines des vieilles sectes bouddhiques.

En Chine, après l'expulsion des Mongols, une renaissance du savoir s'opéra sous les premiers empereurs Ming, qui prétendaient restaurer la véritable culture chinoise. Dans ce mouvement, les ouvrages du philosophe Song Zhu Xi (1130-1200) firent bientôt figure d'interprétation orthodoxe des classiques confucéens. Avec l'autorité dont jouit ainsi le confucianisme, il n'était guère possible d'accorder des faveurs spéciales au bouddhisme, et Taizu, le premier empereur Ming, crut d'ailleurs nécessaire d'admonester le clergé, et, plus généralement, de le surveiller[133]. Chenzi (1403-1424,

époque Yongle), le troisième empereur, était favorable au bouddhisme, mais il limita le nombre des ordinations et favorisa d'autres sectes que le Zen pour certaines raisons politiques. Bien que le bouddhisme Zen fleurit à l'époque Ming en dépit du contrôle ou de l'appui officiels, et que les docteurs Zen prouvassent leur valeur dans divers domaines du savoir, jamais ils n'atteignirent la position de leurs confrères du Japon, ce à quoi d'ailleurs il fallait s'attendre étant donné qu'ils ne pouvaient pas espérer rivaliser avec les eunuques et les fonctionnaires confucéens qui se trouvaient près du Trône.

Presque tous les moines Zen de Chine étaient versés dans la philosophie confucéenne, et certains d'entre eux éprouvaient le besoin profond de concilier les deux systèmes. Les moines Zen japonais qui se rendirent en foule en Chine à la fin du XIVe siècle lorsque reprirent les relations entre les deux pays se trouvèrent exposés à l'influence de cette école, dont ils répandirent largement les vues une fois de retour au Japon. Leur message fut bien accueilli, et Yoshimitsu y fut lui-même sensible, car il étudia certains classiques chinois sous la direction de Gidô, dans l'espoir (selon le journal de Gidô) d'apprendre comment gouverner un pays et y maintenir la paix. Ses recherches portèrent vraisemblablement peu de fruits, mais il travailla sans doute à encourager le savoir, et on peut le considérer comme un mécène qui inspira une partie de la littérature des Cinq Monastères. Il est d'ailleurs probable que ce genre d'encouragements ne furent pas toujours du goût de Gidô, qui disait fréquemment aux moines placés sous sa responsabilité : « Il y a trop de savoir et trop peu de pratique *[zcizen]* dans notre secte. »

Un exposé du rôle que joua Yoshimitsu comme protecteur du savoir et des arts resterait incomplet sans la mention de son intérêt pour les représentations théâtrales. Un de ses conseillers lui reprocha sa passion pour les *san-gaku, sarugaku* ou *sarugô,* danses en vogue depuis déjà longtemps et dont Takauji lui-même était friand[134]. Certains journaux intimes contemporains expliquent le goût de Yoshimitsu pour la danse par son amour des jeunes danseurs, ce qui peu fort bien être vrai, car il semble exister une relation subtile entre l'esthétique et les goûts sexuels. Mais il est sûr que l'ardeur avec laquelle il patronnait ce genre de spectacles et ses relations avec les jeunes moines et novices qui participaient aux danses rituelles des grands monastères favorisèrent l'épanouissement du théâtre nô.

Yoshimitsu aimait à entendre réciter des prières et des sùtras, et s’accommodait mal de la pratique Zen de vénération silencieuse. Un jour, il ordonna à des moines Zen d’ouvrir grand la bouche et de réciter leurs écritures à voix haute et claire. Peut-être son goût de la parole prononcée entrait-il parmi les raisons qui le portèrent à encourager les spectacles nô. C’est sans doute grâce à son appui que l’acteur Kwanami (1333-1384) et son fils Zeami (1363-1444) réussirent à amener le nô à sa forme achevée à partir de ses composants primitifs, le sarugaku et le dengaku.

Quoi qu’on puisse penser de son rôle d’homme d’État, il faut admettre que, par son intérêt et par ses largesses, Yoshimitsu contribua à créer une tradition esthétique qui allait marquer d’une emprunte profonde la culture japonaise d’après le Moyen Age.

Gido et yoshimitsu

Bien qu'il soit difficile de citer un cas où même le plus vénéré des moines Zen exerça une influence directe sur les décisions politiques du shogun et de ses grands officiers, on ne peut douter que, par leur piété et leur savoir, des prélats Zen de qualité exercèrent une forte influence sur l'esprit de certains guerriers dirigeants. Ainsi qu'on l'a vu, Musô Kokushi était un homme d'Église talentueux mais quelque peu mondain, capable de donner des conseils agréables aux tenants du pouvoir. Gidô, lui, était un homme d'une autre trempe, qui alliait à une grande sagesse un profond sentiment religieux et une réelle bonté de cœur.

Son journal est un document historique précieux, car outre qu'il décrit par le menu la vie quotidienne d'un éminent représentant de la secte Zen, il montre son auteur en étroit contact avec Yoshimitsu et les grands féodaux de son temps. Ses conversations avec lui, rapportées brièvement mais de façon précise, nous aident à mieux comprendre le caractère assez énigmatique de Yoshimitsu. Pour cette raison, et parce que le journal retrace des scènes intéressantes de la vie dans les monastères Zen à la fin du XIVe siècle, il nous paraît utile d'en présenter certains extraits sous forme condensée, et de retracer ainsi la carrière de Gidô.

Gidô naquit en 1324, fut ordonné en 1339, et, devenu le disciple de Musô Kokushi, s'éleva rapidement dans la hiérarchie Zen de Kamakura, où il fut l'intime du *kanrei* Motouji et de son successeur Ujimitsu. Ces hommes le respectaient pour son savoir aussi bien que pour sa piété, et dans ses entretiens, il insistait toujours sur le fait que, la connaissance étant indispensable à qui veut gouverner sagement, ils ne devaient pas laisser passer un jour sans étudier. Il était parfois consulté sur des questions morales, et répondait toujours avec franchise. Un guerrier de marque (Uesugi Tomofusa) lui dit un jour que, « pour le bien du pays », il avait fallu supprimer un grand nombre de rebelles, et lui demanda qui était responsable. Gidô lui répliqua que c'était ceux qui employaient les soldats. Les chefs guerriers espéraient que leurs pratiques religieuses effaceraient leurs crimes, mais Gidô ne manquait jamais d'insister sur le fait que la rectitude du comportement était plus importante que les prières, les vœux et les offrandes. Il semble qu'à l'époque, certains guerriers éprouvaient des scrupules à liquider les prisonniers, sinon à tuer sur le champ de bataille, et

peut-être ces hommes étaient-ils fatigués de la guerre incessante dans laquelle ils vivaient ; mais pour un vrai bouddhiste, enlever la vie était un péché grave en toute circonstance et ne pouvait être racheté.

Cependant, en dépit de ses vives réprimandes, Gidô était à la fois admiré et aimé. En tant que bénéficier de l'Enkakuji, il occupait une haute position ecclésiastique à Kamakura, où la tradition Zen remontait déjà à plus d'un siècle. Mais après vingt ans dans l'Est, il lui fallut quitter une situation dont il était parfaitement satisfait. En mars 1380, il reçut en effet d'importants personnages de Kyoto des lettres lui annonçant qu'il avait été nommé au début de l'année au Kenninji, l'un des cinq monastères Zen de la capitale. Il ne dit rien de tout cela, et quand de hauts fonctionnaires de Kamakura l'interrogèrent sur cette nomination, il déclara qu'il n'avait reçu aucun ordre à ce sujet et qu'il entendait rester là où il était. Cependant, un envoyé de la capitale arriva le lendemain avec sa nomination officielle. Ses amis le pressèrent de demeurer quand même, et il les assura qu'il n'irait à Kyoto que pour annoncer son refus.

Lorsqu'il partit, une grande foule vint lui faire ses adieux, dont Ujimitsu en personne. On le couvrit de cadeaux, on versa force larmes. A son arrivée à Kyoto, il se présenta au registre des Moines, où le responsable ne voulut rien entendre de ses protestations. Son installation eut lieu sans retard, en présence de Yoshimitsu lui-même et devant une assemblée débordant jusque dans la cour. Peu après, il fut escorté au palais de Muromachi, où Yoshimitsu se porta à sa rencontre et l'accompagna à l'entrée au moment du départ. Dès lors et pendant plus de huit ans, Gidô resta constamment en rapport étroit avec le shogun, le conseillant et l'instruisant au cours d'entretiens passionnants.

Lorsque Gidô quitta Kamakura pour venir à Kyoto, Yoshimitsu était encore à l'âge où l'on se laisse influencer, puisqu'il n'avait que trente ans lorsque Gidô mourut, en 1388. Si Gidô avait été déplacé dans la capitale, c'était en grande partie à cause de la jalousie de Yoshimitsu, qui le connaissait de réputation et ne supportait pas que son représentant à Kamakura jouisse d'une présence comme la sienne[135]. Il ne lut pourtant pas long à apprécier la vraie valeur de son nouveau conseiller, et il comprit tout ce qu'il pourrait tirer de ses rapports avec lui.

De son côté, Gidô avait un grand sens du devoir et un zèle missionnaire. Il commença par enseigner Yoshimitsu sur divers points de la doctrine

confucéenne, puis, sentant qu'il avait éveillé son intérêt, il le familiarisa graduellement avec les points fondamentaux de la doctrine bouddhique. Yoshimitsu lui demanda pour quelle raison ses maîtres confucéens lui avaient fourni à propos de Mencius des explications qui différaient les unes des autres, et Gidô lui fit voir que, depuis quelques années, une nouvelle école était apparue, fondée sur les interprétations de Zhu Xi et de ses disciples. Il ajouta que, depuis l'époque des Song, la plupart des confucianistes admettaient certains aspects de l'enseignement Zen. De façon générale, il lui inculqua l'importance de l'étude en tant que chemin vers la connaissance, la compréhension et finalement la sagesse, essentielle au bon gouvernement. A ses yeux, le déclin évident des deux religions et de la morale laïque durant la guerre civile était dû au déclin du savoir pur.

L'idée générale de Gidô était de montrer que l'enseignement confucéen ne pouvait pas contenir le bouddhisme, mais que le bouddhisme pouvait contenir le confucianisme. Vers 1382, il semble avoir persuadé Yoshimitsu de se convertir au bouddhisme. Après cette date, son journal ne fait presque plus mention du confucianisme, alors qu'il montre Yoshimitsu, qui n'avait rien d'un ignorant, commencer à pénétrer plus profondément que par le passé dans l'esprit du bouddhisme. Il fut ainsi conduit d'une main douce mais ferme au royaume du Zen. Un jour, après un service commémoratif pour Yoshiakira, il eut dans un petit pavillon une conversation avec Gidô, lui posant toute sorte d questions sur la vie quotidienne de Motouji, le défunt *kanrei* du Kantô. Était-il vrai qu'il avait demandé à être initié au Zen ? Gidô répondit que Motouji n'était pas un adepte. Il ne pouvait pas concentrer son esprit et chasser les pensées importunes. Il avait demandé conseil à son précepteur, et il avait été plus amplement instruit. Yoshimitsu dit que lui-même n'était pas très au fait du *zazen,* ces séances de concentration qui sont l'essence de la discipline Zen, et Gidô s'empressa de l'éclairer sur la vraie nature de cette discipline.

Ils discutèrent abondamment de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas, et Yoshimitsu demanda si tuer était ou non un grand péché. Gidô répondit que c'était un péché grave, une offense « profonde ». Ceux qui tuaient ne survivaient pas longtemps dans cette vie, et dans la suivante, ils tombaient à un plan inférieur. Yoshimitsu l'interrogea ensuite sur la mise à mort d'un laïc pour crime contre la loi. Gidô dit que, à son avis, le bouddhisme ne faisait aucune différence entre les laïcs et les moines dans l'application de

ses commandements et de ses peines, mais il lui faudrait consulter le code disciplinaire (« ritsu »). Yoshimitsu lui posa de nouvelles questions sur la préparation requise pour le *zazen,* et Gidô expliqua que l'esprit devait avant tout être vidé de toute notion du bien et du mal. Penser en ces termes, c'était opérer une distinction, or opérer une distinction est une source d'erreur puisqu'on ne peut plus alors saisir la vérité dans son ensemble. Yoshimitsu l'interrogea encore sur la concentration recommandée par la Terre pure sur le nom du Bouddha, et Gidô répondit que c'était là aussi une façon d'opérer une distinction. Le monde du Bouddha étant d'une seule essence, il n'y avait pas de division entre Terre pure et Terre non pure, conclut-il.

Sur quoi il prit congé, et Yoshimitsu envoya après lui des messagers chargés de cadeaux : des coussins, du papier, deux tableaux de singes par le grand peintre chinois Muqi (Mokkei), et différentes sortes de parfums et d'encens.

Gidô aimait encourager Yoshimitsu à discuter de religion et de littérature. Il lui parla des grandes bibliothèques de classiques chinois et des grandes collections de sùtras, lui rappela le nombre de volumes du *Tripitaka*, et lui raconta comment, juste après qu'on eut tiré une nouvelle édition du *Genkô Shakusho,* les planches en avaient été détruites par le feu. En entendant ainsi parler du monde de l'étude, Yoshimitsu déclara un jour qu'il enviait les moines parce qu'ils vivaient longtemps. Shiba Yoshimasa, qui se trouvait présent, dit qu'il y avait jadis eu en Chine un moine nommé Zhaoshu, qui avait vécu jusqu'à cent vingt ans. On éprouvait pour lui tant de respect que l'on jugeait trop familier de mentionner son nom, et c'est pourquoi on l'appelait Zhaoshu, d'après son lieu de naissance.

Un jour, Yoshimitsu discuta du gouvernement du Japon et évoqua le retour du pouvoir au Trône. Plus tard, dans l'intimité de ses appartements, il parla confidentiellement à Gidô et à un autre moine Zen en qui il avait toute confiance. Il alla alors jusqu'à dire que, si d'aventure des troubles se produisaient – il entendait par là une rébellion –, il agirait comme le vénérable Dôgen l'avait recommandé à Hôjô Tokiyori, c'est-à-dire qu'il abandonnerait la vie publique pour se consacrer à la méditation solitaire. Il est très peu vraisemblable qu'il eût renoncé à toute ambition, mais ses propos montrent bien qu'il lui arrivait de penser à la légitimité de sa position. Il se peut qu'à cette date (1382), il doutât de venir à bout des armées loyalistes alors en campagne contre la cour du Nord. Mais il vaut

mieux ne pas donner à ses paroles plus d'importance qu'elles n'en méritent. Peut-être pensait-il de la sorte en présence de Gidô, mais une fois Gidô mort, il traita le Trône avec très peu de respect.

Gidô continua d'instruire Yoshimitsu, qui était maintenant un croyant convaincu et passait bien souvent des heures en séances de *zazen*. Cependant, Gidô aspirait à retrouver Kamakura, qui était son foyer spirituel et, pensait-il, le vrai centre de sa secte. Faisant valoir son âge et sa mauvaise santé, il pria Yoshimitsu de le libérer, mais celui-ci lui répondit que, s'il pouvait aller faire une cure thermale et la prolonger tant qu'il lui plairait, il ne devait pas abandonner sa charge. Gidô demanda alors au *kanrei* Shiba Yoshimasa de plaider pour lui, mais Yoshimasa lui dit que le shogun, malgré ses bonnes dispositions, ne changerait pas d'avis.

Renonçant cette fois définitivement à l'espoir de retrouver Kamakura et ne cherchant qu'à éviter l'épuisante routine d'un grand monastère citadin, Gidô alla secrètement se réfugier dans un petit ermitage d'une île de l'Uji. Un messager le suivit, le pressant de rejoindre la capitale, mais il parvint à s'échapper dans le palanquin d'une femme. Une fois encore il fut suivi et enjoint de rentrer, et une fois encore il réussit à s'éclipser. Mais on le retrouva bientôt, et on lui remit une lettre de la main de Yoshimitsu ordonnant son retour. Aussitôt, il se rendit au palais du shogun, qui le reçut dans ses appartements et le traita avec respect, lui disant qu'il pouvait aller au Tôjiin, une fondation Ashikaga, et y demeurer sans aucune fonction à remplir. Puis Yoshimitsu le raccompagna respectueusement à la porte. Gidô demanda encore qu'on le libérât, mais le shogun ne voulut rien entendre. Il lui expliqua qu'il avait besoin de lui, et qu'il ne devait pas essayer de partir.

En 1382, Yoshimitsu apprit qu'Ujimitsu, le *kubô* du Kantô, avait choisi Gidô comme supérieur de l'Enkakuji, ce qui représentait la plus haute charge ecclésiastique de Kamakura. Il s'en irrita, et Gidô, qui estimait pourtant que cette nomination était son dû, se sentit obligé de complaire au shogun et déclara que, si l'on venait le chercher, il irait se cacher dans la forêt. Cependant, il était visiblement malade, et un jour qu'il s'était rendu au monastère, Yoshimitsu en prit clairement conscience et lui dit que, s'il pensait devoir démissionner, sa démission serait acceptée. Mais il fallait d'abord qu'il trouve un successeur. Enfin, le choix en fut fait, et en automne 1384 Gidô quitta le Tôjiin avec le consentement du shogun. Il entama alors une paisible retraite, et, en guise de remerciements, il envoya à Yoshimitsu

un poème dans lequel il disait que sa bonté était comme l'océan. Désormais, il pouvait jouir en paix de l'automne et s'endormir en écoutant la pluie.

Par la suite, le shogun réussit à nommer Gidô au Nanzenji, soit aux plus hautes fonctions bouddhiques du Japon. Gidô commença par protester et demanda un délai d'un an. L'année suivante, en 1385, il fut contraint d'accepter la nomination, mais la cérémonie d'installation dut être repoussée parce que Yoshimitsu avait la fièvre. Enfin, en avril 1386, Yoshimitsu se rendit au Nanzenji, accompagné par de hauts fonctionnaires d'État et de très nombreux moines de marque. Il y eut alors une séance de vers liés, à la fois dans le style japonais et chinois. L'atmosphère était détendue, et le shogun était de bonne humeur, goûtant fort la compagnie de Gidô. Remarquant que sa ceinture était vieille et usée, il insista pour l'échanger avec la sienne. Il y eut force rires et applaudissements. Le lendemain, quand Gidô alla remercier le shogun, celui-ci lui demanda quelle ceinture il portait, et tous deux s'amusèrent de la plaisanterie.

Comme le Nanzenji était désormais reconnu dans l'ensemble du pays comme le premier de tous les monastères Zen, Gidô estima qu'il était trop malade pour en assumer la responsabilité. Il tenta de démissionner, mais tous les moines et employés laïcs s'unirent afin de l'en empêcher. Ils envahirent la grande salle pour prévenir le déroulement de toute cérémonie, et ils s'opposèrent à ce qu'on batte le tambour pour appeler les fidèles. Gidô finit pourtant par quitter le Nanzenji, mais le bakufu l'éleva alors à une dignité extraordinaire, qui le mettait au-dessus de tous les dignitaires Zen du pays.

En mars 1388, il se rendit à Arima, soi-disant pour y prendre les eaux, mais en réalité pour achever dans le calme la révision d'une anthologie des textes Zen qu'il avait réunis bien des années plus tôt. Sentant sa fin prochaine, il fit les préparatifs nécessaires, confia son manuscrit à Zekkai, dit au médecin que le shogun lui envoya qu'il ne pouvait plus rien pour lui, et donna des instructions pour sa sépulture. Il regagna la capitale après avoir passé un mois à Arima. Plus faible de jour en jour, il dit à ses amis en pleurs qu'il se sentait prêt à mourir. Au début du quatrième mois (mai), son déclin s'accéléra. Le quatrième jour (10 mai), il demanda l'heure. Le moine qui se trouvait à son chevet lui répondit que la séance Zen de minuit venait de prendre fin et que sonnait la cloche annonçant celle de l'aube. Il se redressa alors sur son lit et expira à l'instant même.

Chronologie de la période de la suprématie des Ashikaga

1368 Ashikaga Yoshimitsu succède au shôgunat. Fondation de la dynastie des Ming en Chine.

1369 La première mission de la Chine des Ming arrive au Kyüshü.

1378 Yoshimitsu construit le Hana no Gosho à Muromachi.

1392 Union des cours Nord et Sud.

1394 Yoshimitsu devient chancelier. Ashikaga Yoshimichi est nommé shôgun.

1397 Yoshimitsu construit le Kinkaku à Kitayama.

1399 Ouchi Yoshihiro se révolte contre Yoshimitsu.

1401 Yoshimitsu propose de renouer les relations avec la Chine.

1402 Yoshimitsu supprime la piraterie à la demande du gouvernement chinois.

1405 Début du commerce officiel avec la Chine des Ming.

1408 Mort de Yoshimitsu. Yoshimochi prend le pouvoir.

1409 Ashikaga Mochiuji devient *kubö* du Kantö.

1411 Yoshimochi rompt les relations avec la Chine.

1417 Mochiuji écrase la rébellion d'Uesugi Zenshü.

1419 Attaque coréenne contre Tsushima.

1420 Famine meurtrière.

1422 Ashikaga Yoshikazu succède au shôgunat.

1425 Yoshimochi reprend ses fonctions après la mort de Yoshikazu. Grande famine et peste.

1428 Premiers grands soulèvements paysans dans les provinces du Centre. Mort de Yoshimochi.

1429 Ashikaga Yoshinori succède au shôgunat. Soulèvements dans le Harima et le Tamba.

1432 Yoshinori reprend le commerce officiel avec la Chine.

1438 Révolte de Mochiuji.

1439 Suicide de Mochiuji, effondrement du pouvoir du *kubö* du Kantö.

1441 Yoshinori tué par Akamatsu, lui-même défait et tué par Yamana. Ashikaga Yoshikatsu devient shôgun.

1443 Mort de Yoshikatsu. Ashikaga Yoshinari (connu par la suite sous le nom de Yoshimasa) lui succède. Violentes émeutes paysannes dans le Yamashiro. Kyoto attaquée par les émeutiers.

1449 Le bakufu reprend les relations avec la Chine.

1467 Début de la guerre d’Onin.

Les relations étrangères sous Yoshimitsu et Yoshimochi

Commerce avec la chine sous yoshimitsu

Les relations diplomatiques entre le Japon et la Chine avaient cessé depuis les invasions mongoles, mais après la fin des hostilités, le commerce privé avait bientôt repris. Au XIIIe siècle, les traversées entre les deux pays avaient été relativement fréquentes. Les navires transportaient de nombreux moines qui allaient étudier en Chine, mais aussi des Chinois qui venaient au Japon enseigner dans les monastères. Au début du XIVe siècle, le commerce privé continua grâce aux barons de l’Ouest, mais le gouvernement de Kamakura était alors trop occupé par des problèmes internes pour accorder une attention particulière aux affaires extérieures.

Une fois sûr de son pouvoir de shôgun, Takauji vit pourtant l’intérêt d’encourager le commerce avec la Chine. Poussé par Musô Kokushi, il avait fondé le monastère du Tenryûji pour le repos de l’âme de Go-Daigo, mais la construction s’arrêta faute de fonds, et ce fut pour trouver de l’argent à l’étranger que, sur l’ordre de Takauji, un navire affrété par des marchands de Hakata partit pour la Chine en 1342 avec une cargaison de prix, et revint avec une grande somme en liquide. Le vaisseau portait le nom de *Tenryûji-bune*, et sa traversée marqua la reprise de relations commerciales avec la Chine d’une nature quasi officielle.

Les premières années du règne de Yoshimitsu furent celles où l’empereur Hongwu, fondateur de la dynastie Ming, chassa les Mongols et consolida son pouvoir. Afin d’augmenter le renom de sa dynastie, il s’efforça d’amener les pays voisins à se déclarer tributaires de la Chine. Dans ce but, il envoya trois missions au Japon, mais le prince Kanenaga les détint au quartier général de défense du Kyüshü avant de les renvoyer en Chine.

L’intention de Hongwu était de persuader le Japon d’entrer dans l’Empire chinois comme État tributaire, de manière à pouvoir se débarrasser des pirates japonais qui ravageaient ses côtes. Mais malgré le respect que leur inspirait la culture chinoise, les Japonais avaient un puissant orgueil national, encore exacerbé par la défaite mongole. Ils n’étaient donc pas susceptibles de se soumettre à la pression chinoise. Durant le règne de Hongwu, le Japon était par ailleurs divisé par la guerre civile, et aucun dirigeant n’était apte à parler au nom de tout le pays. Même après 1382, quand les deux cours furent réunies, tous les grands barons n’étaient pas soumis à l’autorité des Ashikaga ; et avant qu’un accord ne fût conclu entre

les deux cours, le gouvernement chinois était en relation avec le prince Kanenaga, commandant suprême du Japon de l'Ouest, qu'il considérait comme le roi du Japon.

Les relations entre la cour Ming et Kanenaga commencèrent sous de sombres auspices, car Kanenaga arrêta le chef d'une mission chinoise arrivée au Kyüshü en 1369[136]. Cependant, l'empereur Ming se montra patient et envoya une nouvelle mission au Japon en 1370, avec un message qui soulignait les avantages de rapports pacifiques et les risques que représentait la poursuite des attaques des pirates japonais contre l'empire chinois. Le ton de la dépêche était celui d'une mise en garde plutôt que d'une menace, et elle fut suivie quelques mois plus tard d'un message presque conciliant apporté par Yang Zai. Cette fois, Kanenaga comprit que des relations amicales pourraient lui être avantageuses, et il envoya à son tour une ambassade en 1371. Celle-ci était composée de moines bouddhistes, qui emmenaient des lettres, des présents et un certain nombre de Chinois que des pirates japonais avaient capturés à proximité de Mingbo. Elle fut bien accueillie en Chine, et Hongwu répondit par une délégation de moines chinois, dont les chefs étaient des ecclésiastiques de haut rang. Ils eurent droit à une somptueuse cérémonie d'adieu, présidée par des dignitaires de diverses sectes, et devant mille de leurs fidèles.

On se rend compte ici combien grand était le désir du gouvernement chinois de parvenir à un accord avec le Japon qui mît fin à la piraterie. Les pirates chinois étaient du reste peut-être aussi nuisibles que les Japonais, car ils avaient des repères tout au long de la côte de Chine, et il se trouvait aussi de nombreux Chinois parmi les équipages des navires japonais.

La quatrième mission de Hongun atteignit le Kyüshü en 1372 et découvrit alors que Kanenaga n'était plus au pouvoir. Il s'était enfui de Dazaifu, investie par les armées d'Imagawa Sadayo, pour se réfugier plus au sud. En apprenant ce qui se passait, le chef de la mission chinoise – un abbé du nom de Zushan – comprit qu'il devait se mettre en rapport avec les véritables dirigeants du Japon. C'est ainsi qu'il partit pour Kyoto, où il passa l'été 1374[137].

L'empereur Ming ne fut pas convaincu par les comptes rendus de Zushan, et, les années suivantes, les Chinois continuèrent à adresser leurs communications à Kanenaga, lui donnant le titre de roi du Japon. Ils lui

envoyèrent notamment une lettre en 1376, où, sur un ton quelque peu menaçant, ils soulignaient à quel point il serait facile pour la Chine d'envahir le Japon et combien le Japon avait donc intérêt à ne pas l'offenser.

Ce langage irrita le Kyüshü, et pendant trois ans ou même davantage il n'y eut plus de missions japonaises en Chine. Une lettre à l'empereur Ming. pcut-être de Kanenaga ou de son représentant et probablement envoyée en 1381, dénote une très grande fermeté, défiant pratiquement les Chinois d'envahir le Japon, et insinuant que, s'ils osaient le faire, ils risqueraient d'avoir une fort mauvaise surprise. Mais la lettre s'achevait sur une note amicale, disait qu'un arrangement pacifique était préférable, et annonçait l'envoi d'un représentant. Plusieurs délégations japonaises se rendirent ensuite à la cour de Chine. On ne sait au juste si elles furent envoyées par le bakufu ou simplement par de puissants seigneurs de l'Ouest du Japon. Les Kikuchi, principaux partisans de Kanenaga, étaient en relation avec la Chine, ainsi que les familles Shimazu et ôuchi.

Mais en 1386, l'empereur Hongwu refusa de recevoir un ambassadeur japonais, et les relations entre les deux pays furent interrompues. Cependant, il fallait que l'empereur Ming réagisse contre les pirates, et il prit alors des mesures défensives. Il limita la circulation des navires chinois et interdit à ses sujets de se rendre à l'étranger. Il envisagea en outre d'obliger les populations vivant sur la côte à se retirer à l'intérieur des terres, là où les razzias ne seraient plus à craindre.

Mais très bientôt deux forces se mirent à travailler à la reprise des échanges entre les deux pays. La première résidait dans la politique de Yoshimitsu, qui, après avoir soumis Ôuchi Yoshihiro en 1400, se trouva maître de tout le pays et encouragea les rapports amicaux avec la Chine et le développement du commerce. La seconde était le désir des responsables bouddhistes des deux pays de renouer les bonnes relations qu'ils avaient entretenues jusque-là au grand avantage de leur foi. Un rapprochement infructueux fut tenté par Yoshimitsu en 1392, peu après la fusion des deux cours, mais en 1401 une ambassade arriva du Japon à la cour des Ming, apportant avec des présents une requête en faveur de la reprise des relations. La lettre – il s'agissait véritablement d'une requête plutôt que d'une proposition – était rédigée dans un style dont l'humilité était faite pour plaire à Pékin. Elle fut apportée par un moine appelé Sôa (peut-être

s’agissait-il de Sôami, conseiller très apprécié de Yoshimitsu), qu’accompagnait un marchand nommé Kœtomi (Koizumi). Elle changea la politique du gouvernement chinois, qui semblait d’ailleurs s’adoucir depuis 1392, et certains moines chinois reçurent l’ordre de se joindre à la mission japonaise lors de son retour au pays. Sans doute l’avènement du deuxième empereur Ming en 1399 rendit-elle plus facile un changement de politique.

Il se peut que Yoshimitsu ait pris des mesures contre la piraterie avant la mission de 1401, mais la première initiative attestée dans ce sens est un ordre (Mikyôjo) de 1402 aux commissaires des provinces de l’Ouest leur enjoignant de punir sévèrement tout acte de pillage.

Les envoyés de 1401 furent bien reçus par l’empereur Ming, qui envoya à son tour deux ambassadeurs au Japon en 1402. Leur bateau atteignit Hyögo le 29 août, et ils furent reçus par Yoshimitsu. On les logea au Hojûji, où ils furent parfaitement traités. Dès lors, les relations entre les deux pays se poursuivirent sur le mode amical et sans interruption jusqu’en 1411.

En 1404, quand les envoyés Ming regagnèrent la Chine, un moine, Myôshitsu, envoyé par Yoshimitsu, se joignit à eux. Il rentra au Japon avec deux ambassadeurs chinois, chargés de cadeaux et d’une lettre de leur empereur pour Yoshimitsu. On était alors en 1405, et le trône était occupé par l’empereur Yongle. Plusieurs autres missions furent échangées, qui reçurent un accueil amical. Yoshimitsu ayant entrepris de lutter contre les pirates, l’empereur Ming lui adressa une lettre de remerciement ainsi qu’une grande quantité de pièces de monnaie d’argent ou de cuivre et de précieuses soieries. Les mesures de Yoshimitsu contre les pirates se révélèrent très efficaces, et elles mirent momentanément fin à leurs expéditions.

Au cours de ces échanges diplomatiques, la cour Ming envoya un ambassadeur spécial au Japon avec un sceau et une lettre adressés à Yoshimitsu. C’est la mission qui atteignit le Japon en 1405, et selon les registres chinois, elle apportait en outre une couronne et des robes d’apparat. Il est évident que, en agissant ainsi, l’empereur de Chine nommait Yoshimitsu son souverain tributaire. La lettre était adressée à « Minamoto Michiyoshi *[sic]*, roi du Japon ». Le sceau était en or massif, et si lourd qu’on « pouvait à peine le soulever à deux mains ». Il portait la même inscription.

En principe, les souverains chinois étaient toujours disposés à accepter le tribut des pays reconnaissant leur souveraineté, et ils avaient coutume de

leur donner de généreux présents en échange. C’est sur cette base que fut négocié un accord commercial peu après l’arrivée de la lettre de Yongle.

L’accord permettait au Japon d’envoyer des missions périodiques en Chine selon un système qui donnait le monopole au bakufu Ashikaga et interdisait à toute autre partie le commerce légal avec la Chine. Des marques fournies par les autorités chinoises devaient permettre l’identification de ces missions, et l’arrangement était officiellement considéré comme réglementant le transport d’un tribut en Chine et celui des cadeaux accordés par la Chine en contrepartie. Il ne prévoyait qu’une traversée tous les dix ans, mais cette règle fut ignorée. Il y avait de même des clauses limitant le nombre des bateaux, de leurs membres d’équipage et de leurs passagers, ainsi que la nature des produits transportés, mais il est évident que, aussi longtemps que les deux parties se montrèrent désireuses de voir l’accord fonctionner, elles ne se soucièrent guère d’en voir appliquer strictement les termes. Les Japonais s’occupaient d’éliminer la piraterie, en échange de quoi les Chinois, non seulement permettaient, mais même facilitaient leur commerce.

Les mesures prises par Yoshimitsu contre les pirates étaient draconiennes. Il envoya contre eux des expéditions dans leurs bases et leurs postes avancés des îles d’Iki et de Tsushima. Ceux qui furent pris furent traités sans merci. Selon un récit digne de foi, l’une des premières missions qui eut lieu en vertu du nouvel accord fit présent d’un certain nombre de captifs à l’empereur de Chine. Celui-ci les renvoya poliment aux dirigeants japonais, qui les firent bouillir vifs[138]. Yongle reconnut d’ailleurs le succès des mesures de Yoshimitsu dans un rescrit de 1406.

Du côté chinois, on avait soin de traiter avec considération les représentants japonais, pour qui des logements furent spécialement construits dans les villes de la côte. Du point de vue commercial, la situation était en fait très favorable à leur pays. Chaque mission japonaise apportait un certain nombre d’articles présentés comme tribut et acceptés comme tel par les autorités chinoises. Ceux-ci n’étaient pas traités comme des marchandises, mais la cour des Ming envoyait en échange des cadeaux de valeur égale ou même supérieure. Le tribut variait peu d’une mission à l’autre et consistait essentiellement en chevaux, épées, armures, bâtons d’encre dans des boîtes ouvragées et quantité de soufre. Les présents donnés en contrepartie étaient impressionnants. Ils étaient destinés au shôgun et à

ses officiers et comprenaient le plus souvent de l’argent, des monnaies de cuivre, des brocarts, des soieries fines, des objets de jade, des perles, de l’encens, des bois odorants et des meubles raffinés.

Les produits prétendument additionnels apportés en Chine par les Japonais constituaient la substance réelle du commerce. Ils étaient vendus à des acheteurs chinois par des négociants et par des fonctionnaires qui voyageaient sur les bateaux. L’article le plus important était le soufre, auquel s’ajoutaient des produits de fabrication japonaise tels que des épées, des coffres de laque, des éventails et des récipients de bronze. Les marchands ou les particuliers chinois qui en faisaient l’acquisition les payaient en nature ou en espèces, sous forme de pièces de cuivre. Des marchandises chinoises telles que les soieries, les livres, les médicaments et la porcelaine étaient particulièrement avantageux et pouvaient se revendre au Japon deux à trois fois leur prix.

Le développement du commerce intérieur au Japon avait augmenté le besoin de numéraire au point qu’il dépassait de beaucoup les capacités de monnayage du pays. Il en résulta que les pièces de cuivre chinoises furent graduellement acceptées comme moyen de paiement, si bien que les prix étaient parfois donnés en monnaie chinoise, fréquemment exigée par les contrats comme mode de règlement. Ainsi, l’importation de pièces chinoises était devenue un trait important de l’économie nationale, ce qui éclaire d’un jour intéressant la situation monétaire des deux pays. Les Chinois avaient commencé à employer l’argent à l’époque Yuan pour le règlement des impôts. Sous les souverains Ming, l’argent était le principal numéraire, la monnaie de cuivre ctant accessoire. Au Japon, la classe marchande en expansion n’avait pas confiance dans le gouvernement et le monnayage était techniquement arriéré, en sorte que les pièces de cuivre chinoises étaient très appréciées alors même que la Chine en faisait moins usage.

Durant les dernières années du commerce officiel, les besoins japonais en monnaie de cuivre semblent avoir été satisfaits et elle fut remplacée par la soie grège et les soieries de qualité supérieure.

Du vivant de Yoshimitsu, les relations entre le Japon et la Chine demeurèrent harmonieuses. Souverain avisé, Yongle était sensible aux efforts de Yoshimitsu pour répondre à ses vœux, et il fut touché d’apprendre que celui-ci avait vu en rêve l’empereur Hongwu son père. En 1406, il

envoya un haut fonctionnaire et un eunuque de marque au Japon, avec de généreux présents pour le shôgun et un rescrit exceptionnel où il faisait l'éloge de la vertu et de la sagesse de Yoshimitsu dans un langage particulièrement fleuri, et où il prédisait pour lui et pour sa descendance une gloire immortelle.

Lorsque cette mission arriva à Hyôgo, Yoshimitsu alla l'accueillir en personne et accompagna son chef à Kyoto, où se déroula une cérémonie durant laquelle furent remis les cadeaux de Yongle. Ils étaient d'une magnificence telle que les Japonais furent frappés de stupeur. Un rescrit chinois ultérieur (1407) était presque extatique dans l'éloge qu'il faisait de Yoshimitsu. Ce dernier répondit par l'envoi d'une grandiose mission en 1408. Le moine Keimi, qu'il avait désigné pour en prendre la tête, était fin diplomate, car il demanda à Yongle (au nom de Yoshimitsu) des copies des deux livres qu'avait écrits l'impératrice. Il reçut une centaine d'exemplaires de chacun.

Savoir si, en encourageant les échanges avec la Chine, Yoshimitsu était guidé d'abord par le goût du profit ou par son ambition est une question controversée. Le commerce maritime et le prestige même de la Chine souffraient des razzias japonaises, et Yoshimitsu ou ses conseillers auraient tôt fait d'en profiter pour améliorer leur propre position. Mais on peut également dire qu'être salué par l'empereur de Chine comme le roi du Japon apparut à Yoshimitsu comme un moyen de s'approcher effectivement du Trône. On sait que l'argent lui plaisait aussi bien que les titres ronflants, qu'il aimait porter des vêtements chinois même à la cour, et qu'il prétendait voir l'empereur de Chine en rêve. Mais rien ne prouve qu'il ambitionnait réellement de monter sur le trône du Japon. Il est fort probable que sa nature expansive le conduisit pas après pas sur le chemin de la grandeur sans autre idée particulière que celle d'accroître son prestige aux dépens de la Couronne.

Une chose du moins est claire. Les caisses du bakufu étaient pratiquement vides, et le shôgun tout comme le bakufu étaient dans une situation si difficile qu'ils étaient prêts à en rabattre en échange d'un revenu commercial confortable. Plus tard dans le courant du siècle (vers 1470-1485), le Japon demanda par trois fois à la Chine un don en argent ; Yoshimitsu, lui, n'eut pas recours à des demandes aussi désespérées. Le ton de soumission de ses requêtes à l'empereur Ming plut sans doute aux

Chinois, mais il avait selon toute vraisemblance appris par les moines et les négociants avides de relations nouvelles que le meilleur moyen d'obtenir des concessions des dignitaires chinois consistait à leur dispenser des supplications mêlées de flatteries.

Pour ce qui est de porter des vêtements chinois et de faire brûler de l'encens devant un rescrit de l'empereur de Chine, c'était tout à fait dans le goût de Yoshimitsu pour le théâtre. L'abondant recours aux gestes et aux paroles honorifiques était familier à quiconque fréquentait la cour du Japon, et une phrase telle que « Dans la crainte et l'effroi, m'agenouillant encore et encore, je déclare respectueusement ce qui suit » n'aurait pas sonné faux dans un palais de Kyoto. La lettre qu'apporta la mission japonaise de 1401 était accompagnée de présents d'or, de chevaux, de beau papier, de bâtons d'encre, d'éventails et de paravents, d'armures et d'épées, ainsi que d'un certain nombre de Chinois, sans doute faits prisonniers par les pirates. Son ton était très humble. La réponse chinoise adressée à Yoshimitsu était amicale. En guise de préambule, elle disait : « Le Japon a de tout temps été connu comme un pays de livres et de poèmes » – ce qui est un charmant compliment.

On a accusé Yoshimitsu de trahison parce qu'il a signé le rescrit Ming en tant que roi ï du Japon ; mais il ne découle pas de cet humble titre qu'il se considérait comme tributaire. Il savait ses caisses vides, et sans doute pensait-il qu'une petite invention polie n'était pas trop payer les avantages d'un commerce pacifique. Ici, l'intérêt historique réel ne réside pas tellement dans l'ascension de Yoshimitsu que dans le déclin de la maison impériale en dépit de sa longue tradition d'autorité suprême et d'essence divine. Dans toutes les négociations entre les deux pays, l'empereur du Japon n'est jamais mentionné.

Yoshimitsu mourut durant l'été 1408, mais la cour chinoise n'en fut informée qu'à la fin de l'année. Un envoyé extraordinaire fut alors dépêché au Japon par l'empereur Ming, porteur d'un éloge funèbre et d'une lettre de sympathie à Yoshimochi. Le panégyrique, composé dans un style expressif, était adressé au défunt shogun et lui notifiait que des spécialistes seraient envoyés au Japon pour accomplir les rites de consolation pour son esprit dans le monde inférieur. Yongle semble avoir éprouvé un chagrin sincère, et s'être en même temps demandé si Yoshimochi serait aussi docile que son

père. Dans une lettre ultérieure, il lui demandait de suivre son exemple et de pourchasser les pirates.

Rapports avec la chine après 1408

Celui que Yongle avait envoyé pour accomplir les rites funéraires dont il souhaitait honorer Yoshimitsu était un important eunuque nommé Chou Quan, qui était également chargé de nommer Yoshimochi roi du Japon à la place de son père. Suivant l'exemple de celui-ci, Yoshimochi se rendit à Hyögo pour y accueillir l'envoyé à son débarquement. Chou passa quatre mois au Japon, et il rentra avec sa suite à bord de navires japonais. En 1410, une nouvelle mission japonaise arriva à la cour de Chine pour remercier l'empereur Ming de ses présents et confirmer Yoshimochi en tant que successeur de Yoshimitsu. Il semblait que Yoshimochi eût accepté la souveraineté chinoise ; mais si tel fut le cas, il ne tarda pas à changer d'avis. En 1411, il refusa effectivement de recevoir un envoyé chinois qui (selon les archives Ming) apportait une lettre amicale et un don en argent de la part de Yongle.

On ne sait au juste pourquoi il prit cette décision. Lui-même donna pour raison que, après avoir été frappé par la maladie qui devait l'emporter, Yoshimitsu avait fait \ ^u de ne jamais plus offenser les divinités nationales en recevant des envoyés de l'étranger. C'est la version que donne un ouvrage digne de confiance, le *Zenrin kokuhô-ki*, qui rassemble les documents diplomatiques échangés avec la Chine de 1118 à 1486. Mais il se peut que ce soit un motif différent, et peut-être plus profond, qui dicta l'attitude de Yoshimochi. Certains historiens japonais modernes suggèrent qu'il éprouvait un vif ressentiment à l'égard de son père pour l'avoir négligé dans son enfance, et que, devenu adulte, il s'efforça d'effacer le souvenir de Yoshimitsu. Cette thèse paraît fondée. En effet, Yoshimochi refusait de vivre au palais de Kitayama, dont il fit plusieurs fois détruire ou déplacer les bâtiments tout en épargnant le Kinkaku ; il ne voulait pas que l'on décernât un haut titre posthume à son père, et surtout, il détestait son demi-frère Yoshitsugu, le fils bien-aimé que Yoshimitsu avait eu de sa favorite, Kasuga no Tsubone. Il fit d'ailleurs assassiner Yoshitsugu en 1418, et l'on murmura par la suite que son esprit vengeur le persécutait.

Pendant six ans après le refus de 1411, il n'y eut plus de rapports officiels entre les deux pays. Mais Yongle se montra patient, et, en 1417, il envoya un message qui, tout en réprimandant Yoshimochi, laissait la voie ouverte à une reprise des relations. Yoshimochi refusa toutefois d'y

répondre, et Yongle envoya un nouveau rescrit en fin 1418, durcissant le ton, mais gardant néanmoins la porte ouverte. C’est un document remarquable, qu’il vaut la peine de signaler comme preuve du manque de compréhension mutuelle des deux peuples. Il est long et verbeux, donnant tantôt dans le sublime et tantôt dans le ridicule. Yongle est au regret de devoir avertir les Japonais que les forces armées chinoises ne sont pas comme les envahisseurs mongols, qui avaient fait leurs preuves comme cavaliers et comme archers, mais non pas comme marins. Il y avait là une part de vérité, car l’époque 1400-1430, fut celle des grandes expéditions maritimes Ming, qui se portèrent aussi loin que la côte africaine. Mais l’argument selon lequel le roi de Corée était un monarque avisé parce qu’il obéissait aux ordres de la Chine ne pouvait guère convaincre le chef d’un gouvernement militaire.

La réponse de Yoshimochi ne se fit pas attendre. Il balaya les plaintes de Yongle et annonça sans ambages que, par respect pour la dernière volonté de son père, il ne recevrait plus aucune mission de la cour des Ming, et qu’il désirait que les envoyés alors au Japon s’en retournent chez eux. Les rapports officiels entre les deux pays furent donc une fois de plus interrompus, bien qu’il y ait de bonnes raisons de croire qu’au sud du Kyüshü la famille Shimazu continua de commercer avec la Chine à titre privé.

La fermeté de Yoshimochi éveilla certaines craintes à Kyoto, où le bruit se répandit que la Chine allait attaquer le Japon. Dans le journal intime de Manzai, conseiller du shôgun, on lit en date du 26 aût 1419 : « Alors que j’étais au palais du shôgun, au milieu de notre entretien un courrier est arrivé avec une dépêche du *tandai* Shôni du Kyüshü. Il rapporte une attaque de cinq cents bateaux mongols sur Tsushima. Sept cents hommes ont été dépêchés pour repousser l’attaque, et après un rude combat ils ont anéanti l’armée de l’envahisseur, ne faisant que quelques prisonniers vivants. Il s’agissait essentiellement de navires coréens, mais le rapport prévient que 20000 bateaux chinois vont bientôt attaquer la côte japonaise. » Ces rumeurs étaient sans fondement, et l’histoire des cinq cents bateaux mongols de Tsushima n’était bien sûr que la version d’une attaque coréenne contre une base de pirates japonais. C’était une fausse alerte, comme en occasionnaient les rumeurs récurrentes annonçant que des navires de guerre chinois approchaient du port de Hyôgo. Le prochain navire chinois que l’on

vit au Japon était un paisible bateau de commerce, car le gouvernement chinois proposa une reprise des échanges commerciaux plusieurs années après 1419.

En 1425, le grand empereur Ming Xuande accéda au trône. Yoshimochi était alors entré en religion, son fils Yoshikazu lui ayant succédé dans ses fonctions en 1423. Yoshikazu avait une quinzaine d'années, mais son règne fut bref et sa politique presque inexistante, car il se noya dans l'alcool et mourut au bout de deux ans. Il ne faisait d'ailleurs que marcher sur les traces de son père, comme l'atteste le journal de Manzai, où il est plusieurs fois question des beuveries de Yoshimochi et de ses compagnons, Hatakeyama, Yamana et Shiba [139].

En 1425, la mort de Yoshikazu obligea Yoshimochi à reprendre du service, mais il est douteux qu'il ait encore été capable d'un effort mental prolongé. Il n'accorda sans doute que très peu d'attention au problème des relations avec la Chine. Il mourut en 1428 après une brève maladie, âgé de quarante-deux ans, laissant à son jeune frère Yoshinori les fonctions de shôgun.

Les ouvertures chinoises des années 1420 demeurèrent sans réponse de la part du Japon, mais les Chinois étaient tenaces. En 1432, l'empereur Xuande envoya un rescrit par l'intermédiaire du roi des Ryükyü, rescrit qui invitait le « roi du Japon » à suivre l'exemple de Yoshimitsu et à envoyer des représentants à la cour Ming. L'empereur promettait de les traiter généreusement, employant les mots de « bonne fortune sans fin ». Yoshinori, qui n'avait de scrupules ni religieux ni politiques, répondit sans tarder par l'envoi d'une délégation placée sous la conduite d'un abbé du Tenryüji dénommé Dôen. La mission comprenait trois navires, l'un du bakufu, le deuxième de divers seigneurs, et le dernier du Shôkokuji, monastère Zen qu'avait fondé Yoshimitsu. Les envoyés officiels apportaient une réponse amicale aux propositions de Xuande, et la Chine les accueillit somptueusement.

En juin 1434, l'empire Ming envoya à son tour une mission. Celle-ci comportait cinq navires, transportant comme ambassadeurs de hauts fonctionnaires chargés d'exprimer les espoirs de Xuande touchant l'avenir des relations entre le Japon et la Chine. Ils apportaient de généreux présents, et leur cortège à travers les rues de Kyoto jusqu'au palais de Muromachi, résidence du shôgun, impressionna vivement la population de la capitale.

Yoshinori les traita bien, mais sans montrer le respect soumis de Yoshimitsu. Ils discutèrent notamment de l'élimination des pirates, qui ravageaient toujours les côtes chinoises. Des modifications furent proposées concernant les rapports entre les deux pays, mais dont la nature nous demeure inconnue hors le fait que le commerce officiel pouvait reprendre. Il est cependant clair que les Japonais voulaient des concessions que les Chinois n'étaient pas prêts à leur accorder.

On peut maintenant résumer les relations ultérieures entre les deux pays en disant que le commerce continua et que le volume des exportations japonaises augmenta jusqu'en 1453, où il commença à diminuer. Le refus persistant des fonctionnaires chinois de répondre aux vœux du Japon après 1435 (année de la mort de Xuande) s'explique peut-être en partie par la contrariété causée par le comportement de certains membres des missions japonaises. Ils étaient sans cesse à se quereller et à se battre, et les autorités chinoises eurent maintes fois à se plaindre que des sujets de l'empire avaient été blessés ou qu'on avait porté atteinte à certains de leurs biens. Mais ce qui surtout influença la Chine fut l'insistance des Japonais à exporter des marchandises en quantité toujours croissante. La Chine ne dépendait pas du commerce extérieur, alors qu'il était primordial pour le Japon ; en outre, le confucianisme de l'époque était hostile à toute forme de négoce. La mission de 1435 amena sur le continent trop de cuivre et de soufre, et les Chinois refusèrent d'en acquitter le prix fixé. Après toutes sortes de marchandages, les Japonais quittèrent Pékin sous la pression de la cour chinoise, et leurs navires, s'étant débarrassés de leur cargaison, prirent la route du retour. Il y avait en tout neuf bateaux, quatre du Tenryüji et autres monastères, deux de la famille Ise (favorite du shôgun), un du *tandai* du Kyüshü, et deux de deux daimyô de l'Ouest, Otomo et Ôuchi. Par la suite, la Chine connaissant des troubles sur ses frontières nord et le Japon des conflits intérieurs, les relations officielles entre les deux pays se firent plus rares.

Après 1450 environ, le bakufu perdit son intérêt pour le commerce avec la Chine, mais des bateaux continuèrent à être envoyés par certains monastères ainsi que par les quatre principaux daimyô, Shimazu, Otomo, Ouchi et Hosokawa, avec la participation active des marchands de Hakata, Hyôgo, Sakai et autres ports. Après la guerre d'Onin (1467-1477), durant laquelle Hosokawa Katsumoto prit les commandes du bakufu, une grande

rivalité s’installa entre les familles Ouchi et Hosokawa, qui, de la politique, s’étendit au commerce. Elle devint si aiguë qu’en 1523 un affrontement se produisit à Ningbo, où deux bateaux, appartenant chacun à une partie, arrivèrent simultanément pour décharger. Les représentants de la famille Ouchi quittèrent la ville après avoir pillé la campagne environnante pour se venger du favoritisme qu’avaient montré les fonctionnaires chinois à l’égard du navire de Hosokawa. Le gouvernement Ming ferma alors Ningbo au commerce japonais. Quelques années plus tard, les Ouchi furent autorisés à envoyer un nouveau bateau, mais le commerce dépérissait, et il s’éteignit complètement en 1548.

Les pirates japonais

Les archives japonaises mentionnent de tous temps l'existence de pirates. En l'an 934, un célèbre poète japonais, Ki no Tsurayuki, quitta le poste de gouverneur de la province de Tosa et regagna Kyoto. Dans son journal, il raconte le voyage qu'il fit alors à travers la mer Intérieure, et il parle des précautions prises par le capitaine pour éviter de tomber sur un bateau pirate. Quiconque a navigué dans ces parages aura remarqué les multiples îlots et chenaux où les pirates pouvaient guetter leurs proies sans être vus.

Les pirates japonais dont se plaignaient les Chinois étaient généralement des flibustiers dont les terres étaient proches de la mer Intérieure ou des rives du Kyüshü. Il y avait des familles comme les Kotsuna, qui ne faisaient pas de franche distinction entre la piraterie et le commerce légal, et la plupart des seigneurs guerriers de l'Ouest avaient des intérêts dans le trafic maritime. Le clan Taira dans son ensemble, et la branche de Kiyomori en particulier, avait puisé une grande partie de sa puissance à cette source, et après sa défaite de 1185, le gouvernement central n'eut jamais plus vraiment en main les familles guerrières dont les terres touchaient à la côte.

Les hommes qui, sur leurs petites embarcations, avaient attaqué les envahisseurs mongols ou transporté des troupes au Kyüshü le long du rivage de la mer Intérieure, se trouvèrent désœuvrés une fois finie la guerre contre les Mongols ; et comme le bakufu de Kamakura se montra ladre à leur égard, ils purent prétendre en être réduits à flibuster. Leur nombre se multiplia, et ils jouèrent un rôle important dans la guerre entre les deux cours, où ils s'organisèrent sous les ordres d'une espèce d'amiral nommé Murakami Yoshihiro, dont la base se trouvait dans le détroit d'Iyo. Comme on l'a vu, ils rendirent de précieux services aux commandants des armées de Go-Daigo, et notamment au prince Kanenaga. Les pirates qui ne participaient pas à la guerre civile s'adonnaient au commerce illégal, à des rapts et autres formes de pillage sur les côtes coréennes et celles de la péninsule du Shandong. Ils étaient redoutés en Chine comme en Corée, et on les appelait *wakô,* ou pirates japonais.

Il ne fait aucun doute que la Chine et la Corée souffraient toutes deux beaucoup des déprédations des *wakô,* et que l'empereur Hongwu ne mentait pas en disant que les pirates constituaient l'un de ses plus grands problèmes. La faute en revenait partiellement aux Chinois, car ils étaient hostiles au

commerce étranger, tandis que les Japonais souhaitaient développer le commerce légal. Mais le bakufu avait également des raisons pour ne pas désirer éliminer vraiment la piraterie. Il n'était pas tout à fait convaincu des intentions pacifiques de la Chine, et il considérait probablement les capitaines pirates tout comme Elisabeth I[1]'considérait Sir Francis Drake : tantôt comme un capitaine de marine et tantôt comme un flibustier, selon les circonstances. En outre, la lutte contre les pirates dépendait de l'autorité du bakufu sur les guerriers occidentaux, et il fallut attendre 1400 pour que Yoshimitsu fût bien installé au pouvoir.

Cependant, avec la défaite des Ouchi, Yoshimitsu se trouva en mesure d'agir efficacement, et l'ordre qu'il adressa en 1402 aux commissaires occidentaux était formulé en termes draconiens. Ils devaient prendre des mesures non seulement contre les pirates pris en flagrant délit, mais aussi contre les simples suspects. La lettre de gratitude envoyée en 1406 par l'empereur Yongle donne une idée de leur succès. Mais la piraterie ne disparut pas pour autant. C'était un commerce trop intéressant et trop profitable pour être abandonné par des familles qui s'y livraient depuis des générations.

Le commerce avec la corée

Tout au long de l’époque Muromachi, le *tandai* du Kyüshü et les principaux daimyô de l’Ouest étaient restés en communication avec la Corée grâce à des voyages annuels ou même plus fréquents. Au cours de cette période, les pirates japonais n’épargnaient pas la côte coréenne, et en 1375, les autorités du pays pressèrent Yoshimitsu de mettre fin à leurs agissements ; mais pour lors, il n’avait pas une autorité suffisante pour se faire obéir par les plus puissants chefs de clan occidentaux, et il s’abstint d’intervenir. Le roi de Corée (Goryeo – en japonais, Kôrai) multiplia ses injonctions, mais en vain. Les ravages des pirates prenaient une telle ampleur qu’il dut prendre des mesures défensive à grande échelle. Ses efforts obtinrent quelque succès mais furent bientôt abandonnés. Son royaume connaissait des troubles intérieurs, et ceux-ci aboutirent à la chute de sa dynastie.

En 1392, alors qu’une nouvelle dynastie avait restauré la paix en Corée – qui portait désormais le nom de Chosen (en japonais) –, les échanges amicaux avec le Japon reprirent, et les relations commerciales s’améliorèrent au point que nombre de Japonais émigrèrent dans le Sud coréen (par Pusan) pour y poursuivre leurs affaires. Cependant, les pirates japonais continuaient leurs razzias dans les ports coréens, mettant les villes à sac et vidant les greniers, causant de tels dégâts que le roi était sans cesse à protester. Par l’entremise du très puissant baron occidental Ouchi Yoshihiro, Yoshimitsu répondit à ses plaintes de façon surprenante. Il annonça qu’il allait s’occuper des pirates, mais que, en guise de paiement, il voulait que lui soit remis à l’avance un exemplaire de la nouvelle version chinoise du *Tripitaka* gravée en Corée [140].

A chaque fois qu’une mission se rendait du Japon en Corée, la requête était répétée ; et pas seulement par le *shôgun,* puisqu’en 1409 le *kanrei* Shiba Yoshimasa écrivit pour demander un don à l’occasion de la fondation d’une petite chapelle qu’il avait construite, disant qu’il souhaitait recevoir l’édition complète du *Tripitaka* en sept mille volumes. Par la suite, Yoshimochi, successeur de Yoshimitsu, renouvela cette demande, et les ouvrages finirent par arriver en 1423, assortis d’une requête concernant le retour de sujets coréens que les corsaires japonais avaient faits prisonniers. Les malheureux furent retrouvés et renvoyés chez eux. Quand d’autres

demandes similaires arrivèrent ensuite du Japon, les Coréens déclarèrent qu'il n'existait pas d'exemplaires de réserve, et les relations furent momentanément interrompues. Mais elles reprirent à l'époque de Yoshimochi, où des présents furent échangés.

Il convient d'ajouter que les Coréens eux-mêmes n'étaient pas innocents en fait de piraterie, et les Chinois pas davantage. On a d'ailleurs prétendu que plus de la moitié des équipages et de nombreux bateaux de pseudo-wakô étaient chinois ou coréens.

L'île de Tsushima, territoire japonais depuis des siècles, était une des bases favorites des pirates, étant particulièrement commode pour lancer des attaques contre la Corée ou contre les bateaux naviguant dans les eaux côtières. Le chef de la famille Sô était le commissaire héréditaire de Tsushima, et ceux qui occupaient cette charge s'efforçaient d'ordinaire de maintenir les relations entre le Japon et la Corée sur un pied amical. Selon les annales coréennes, le commissaire Sô, qui avait aplani bien des difficultés dans le domaine des échanges commerciaux, mourut en 1418 et fut alors remplacé par son fils et enfant unique. Par la suite, semble-t-il, les affaires de l'île furent dirigées par un chef de clan pirate nommé Wada Saemon Tarô, à la grande inquiétude du roi de Corée. Très rapidement, on vit de nombreux bateaux pirates au large de la côte coréenne, et quoique la plupart d'entre eux fussent en route pour la péninsule du Shandong, certains pillaient les greniers coréens. Les autorités du royaume étaient perpétuellement en état d'alerte, et le roi imagina un plan selon lequel, profitant de l'absence des pirates partis razzier la côte chinoise, il lancerait une puissante attaque contre Tsushima.

Il ignora les timides objections de ses ministres et publia une déclaration de guerre en été 1419. Selon les archives coréennes, plus de deux cents navires transportant quelque dix-sept mille hommes mirent à la voile le 17 juin et jetèrent l'ancre le lendemain dans les eaux peu profondes qui bordent Tsushima, au large d'Ozaki. Ils avaient avec eux des provisions pour soixante-cinq jours, et Sô (ou ses conseillers), se rendant compte qu'ils avaient l'intention de débarquer, prépara soigneusement ses défenses. Le 19juillet, les Coréens débarquèrent en effet une nombreuse armée, mais Sô l'attira habilement dans une embuscade et la mit en déroute. Il conclut alors une trêve amicale avec les envahisseurs, qui se retirèrent quelques jours plus tard.

L’histoire de cette affaire telle que Kyoto l’apprit était déformée sur presque tous les points, et elle provoqua une grande inquiétude. La colère manifestée par les Coréens semble ainsi avoir eu davantage d’effet que leurs efforts militaires, car après cet incident les pirates japonais limitèrent leurs déprédations à la côte chinoise. Les relations entre le Japon et la Corée ne tardèrent pas à retrouver une certaine harmonie, et le commerce reprit de plus belle.

Les principaux articles de ce commerce étaient la poterie, le fil et les tissus pour la Corée, et le soufre et le cuivre du côté du Japon. Comparé aux autres pays de l’Asie orientale, le Japon s’était mis relativement tard à cultiver et à utiliser le coton, l’étoffe autre que la soie que portaient d’ordinaire ses habitants étant un lin plus ou moins fin. Les Coréens, eux, avaient appris l’emploi du coton des Chinois, et ils en cultivaient et en tissaient dès avant 1400.

L’une des raisons pour lesquelles le bakufu et les daimyô de l’Ouest souhaitaient développer le commerce avec la Corée était leur désir de se procurer des pièces de cuivre. En Corée circulaient aussi bien la monnaie chinoise que celle battue sur place. Les efforts déployés par les Japonais pour sortir du pays toutes les pièces qu’ils pouvaient contrarièrent le gouvernement coréen, qui mit un embargo sur leur exportation. Mais malgré cette restriction, l’écoulement des pièces de la Corée vers le Japon semble s’être poursuivi à travers tout le xve siècle.

Commerce avec les îles Ryükyü

Parmi les exportations japonaises en Corée se trouvaient des produits tropicaux provenant des Ryükyü. Le commerce des îles Ryükyü avec le Japon ne manque pas d'intérêt. Au XIVe siècle, Hakata, au Kyüshü, constituait un entrepôt très important pour le commerce de l'Est asiatique. Son port était fréquenté par des navires chinois et coréens. Selon les archives chinoises, des bateaux provenant des Ryükyü s'y rendaient fréquemment, de même qu'à Bônotsi, port situé sur le domaine des Shimazu. Dès cette époque, les relations entre le Satsuma et les îles furent particulièrement étroites.

On voyait souvent des navires japonais dans les ports des Linqin (notamment à Naha), où ils achetaient pour les vendre en Corée et en Chine des produits venant de pays du sud, soit de l'Indonésie et de la Malaisie. Ce commerce triangulaire débuta peu après la chute du Kôrai. Les marins des Ryükyü étaient des navigateurs remarquables, se rendant au Siam, en Birmanie, à Java et à Sumatra. Chaque année, les marchands des îles achetaient des porcelaines et des soieries chinoises, des épées, des éventails et du soufre japonais, et les échangeaient contre des produits tropicaux comme des épices et des parfums indonésiens. Ils utilisaient les moussons, et pour profiter de vents favorables leurs navires passaient de la côte de Fujian à Malacca, d'où ils traversaient les mers vers leurs diverses destinations à l'est et à l'ouest de la Malaisie.

Dans les premières années du XVe siècle, un roi parvint à unifier les îles. Il envoya des représentants à la cour des Ming et approcha aussi le bakufu par l'intermédiaire du chef Shimazu qui résidait à Bônotsu.

Le développement économique

Augmentation de la production

A la mort du shôgun Yoshimochi, en 1428, le bakufu Ashikaga existait depuis près d’un siècle, et durant cette période il ne s’était guère écoulé d’années sans événements violents. Le conflit armé entre les deux cours avait duré quelque cinquante ans, et ce problème une fois résolu, les dirigeants Ashikaga s’étaient heurtés à des chefs guerriers insoumis d’un bout à l’autre du pays.

On imaginerait volontiers que l’économie nationale avait dû souffrir du fléau que représentaient les armées et des déprédations imputables à l’avidité des barons. Mais en fait, les guerres médiévales n’étaient pas particulièrement meurtrières ni destructrices. Les dommages qu’elles causèrent au fondement même de l’économie du pays, soit à ses rizières et à ses forêts, furent presque négligeables. Les cultivateurs en sortirent d’ordinaire indemnes, même si, de temps à autre, ils durent abandonner leurs champs pour servir dans l’armée. Globalement, les pertes en vies humaines elles non plus ne furent pas très nombreuses, car la mort sur le champ de bataille ne se trouvait pas aussi fréquemment que voudraient nous le faire croire les romans militaires, et peu de civils furent tués.

A certains égards, les guerres civiles contribuèrent en fait à stimuler plutôt qu’à entraver l’activité économique. Il y eut des campagnes dans presque chaque province, et les armées, qui se déplaçaient sur de longues distances, créèrent un besoin de services chez les entrepreneurs locaux dans le domaine de l’approvisionnement, des transports et des communications. Par ailleurs, rien ne prouve que la production agricole et industrielle diminua durant les guerres civiles. Elle paraît au contraire avoir augmenté ; et il ne fait aucun doute que la reprise des échanges avec la Chine stimula l’ensemble du commerce, d’une part parce qu’elle ouvrit de nouveaux marchés aux produits japonais, mais aussi parce qu’il en résulta une abondance de pièces de cuivre qui facilita dans le pays toutes sortes de transactions.

Il n’est pas douteux que l’économie japonaise telle qu’elle se présentait lors des débuts du bakufu de Kamakura n’aurait pas suffi à l’entretien des guerres presque continuelles qui débutèrent avec la défaite des Hôjô, en 1333. Il est vrai qu’aucune base statistique ne permet de prouver une augmentation importante de la production durant le xnie siècle, mais cette

hypothèse seule permet d'expliquer la nature et l'échelle des guerres de succession. On ne connaît pas avec certitude la taille des armées de l'époque, mais il est certain qu'il fallut fournir en vivres et en armes des troupes très nombreuses, qui parcouraient souvent plusieurs centaines de kilomètres, et cela un peu partout dans le pays. Les guerres de succession n'auraient pas revêtu l'ampleur qui fut la leur s'il n'y avait eu une économie florissante sur laquelle les généraux de l'une et l'autre cours pouvaient s'appuyer.

Les facteurs contribuant au développement économique au cours des cent ans précédant 1333 sont complexes, et n'ont pas besoin ici d'être discutés en détail. Il suffit de dire que les années de paix qui suivirent la guerre de Gempei (1185) virent un accroissement régulier de la production agricole globale et un progrès dans la fabrication et dans l'emploi d'instruments agricoles. Cette double évolution avait des racines dans certains changements sociaux transformant les régions rurales et minant peu à peu les bases du bakufu de Kamakura. Ces changements sociaux seront étudiés au chapitre suivant, mais il est important de noter dès maintenant la transformation graduelle qui s'opéra dans le système successoral. Au début de la période de Kamakura, il était coutumier qu'un père lègue l'ensemble de ses biens à l'un de ses fils, ce qui valait au bakufu des vassaux directs et maintenait la position traditionnelle de la famille au sein du système complexe terre-propriétaire qui constituait le fondement du féodalisme médiéval japonais. Mais la pratique de la succession (« sf ryô [141] ») fut graduellement abandonnée, et les biens en vinrent à être partagés plus ou moins équitablement entre les fils de la famille, ce qui eut pour résultat qu'en une génération ou deux la surface des terres d'un seul tenant se trouva considérablement réduite[142]. Il est difficile d'estimer le taux moyen de cette diminution, mais il n'était sans doute pas rare qu'en l'espace d'une génération une parcelle familiale de 100 *chô* (125 hectares) soit divisée en cinq parcelles individuelles de 20 *chô*.

Comme il fallait s'y attendre, la diminution de la taille des parcelles individuelles entraîna une augmentation de la production. A partir de la moitié de la période de Kamakura, les petits tenanciers consacrèrent toute leur énergie à accroître le rendement de leurs fermes, et à mesure que le nouveau système de succession se répandait, ils y furent tout naturellement encouragés par les fils des grands propriétaires. Cherchant à tirer le

rendement maximal de chaque *chô,* ils imposèrent une discipline plus stricte aux travailleurs en passant de la culture extensive à la culture intensive, et même, dans certaines régions, à la double récolte annuelle.

En augmentant, la production agricole et industrielle dépassa bientôt les besoins des producteurs, et l'excédent qui en résulta favorisa le développement de marchés et de boutiques, et conduisit enfin à un accroissement général des possibilités de troc. Un semblable accroissement ne pouvait guère s'être produit sans l'aide d'un véhicule qui hâtât le passage de l'échange à l'achat, et les espèces mises en circulation contribuèrent de leur côté à augmenter les transactions. Bien qu'immédiatement profitable aux individus, cette forme de développement eut pour effet d'élever le niveau de vie et d'amener les cultivateurs moins productifs à contracter des dettes, mécanisme accéléré par la circulation toujours croissante de numéraire et par l'augmentation des prix qu'elle entraîna.

Autre facteur de la croissance économique, la condition des paysans s'était améliorée, et dans certaines régions comme les provinces du Centre, ils jouissaient d'une liberté presque complète. A la fin du XIVe siècle, les paysans de ces régions constituaient une classe importante de petits cultivateurs, qui virent l'avantage de former des associations au sein de leurs villages et de collaborer avec celles des villages voisins pour promouvoir leurs intérêts par une action commune. Leur liberté les incitait à améliorer leur situation, et ceux qui vivaient à proximité d'un bourg ou d'une grande ville comme Kyoto ou Nara trouvèrent avantageux d'échanger leurs produits contre de l'argent. Ils avaient à disposition un marché où vendre leur riz et leurs légumes, mais aussi les objets qu'ils pouvaient fabriquer durant leurs loisirs.

Ce négoce les encouragea à accroître la production, et du désir d'augmenter et de diversifier leur production résulta une amélioration constante des méthodes agricoles. La culture du riz, céréale de base, fut bien sûr l'objet d'une attention particulière. Des efforts furent faits pour éviter une mauvaise distribution de la main-d'œuvre aux époques critiques, et l'on prit soin de sélectionner les semences de façon à étendre la période de croissance et de maturation. On cultivait du riz précoce, normal et tardif en fonction des conditions climatiques régionales, mais certainement aussi pour réduire le risque de perte totale du fait d'une tempête ou d'un autre

accident. Au moment de choisir le riz à semer, des distinctions de qualité étaient soigneusement observées.

Au XIII« siècle, une variété de riz originaire de l'Indochine (Champa) avait été introduite au Japon via la Chine. Les cultivateurs l'apprécièrent en raison de sa maturation précoce et de sa résistance au froid et aux insectes, et, vers la fin du XIV« siècle, elle s'était répandue dans l'ensemble des provinces de l'Ouest. D'après les registres des manoirs que possédait le Daigoji dans le Sanuki et le Harima, environ un tiers de leurs contributions en riz était de cette variété. C'était un riz de qualité inférieure, mais consomme en quantité par les classes les plus pauvres.

La culture de l'orge lut menée avec énergie durant le XIIIe siècle, et la production augmenta rapidement. Le bakufu de Kamakura encouragea la double culture annuelle, ordonnant aux cultivateurs de planter de l'orge dans les rizières une fois faite la récolte de riz. Au début de l'époque de Muromachi, les voyageurs venant de la Corée se disaient impressionnés par la rotation des cultures (riz-orge-sarrasin) pratiquée dans la région fertile d'Amagasaki.

Toutes espèces de légumes étaient cultivées, et le thé devint un article de commerce important. Les plantations de thé étaient courantes aux environs d'Uji, où Yoshimitsu fit planter des théiers. Là où les conditions le permettaient, on cultivait en outre du chanvre, des mûriers pour les vers à soie, des végétaux producteurs de matières tinctoriales (en particulier l'indigotier), des arbres à laque, et du sésame pour en tirer de l'huile d'éclairage.

Les fruits frais ne faisaient pas partie du régime ordinaire, mais la nouvelle société de Muromachi aimait les produits de luxe. Ce goût encouragea la culture de variétés améliorées de melons et de kakis, ainsi que de légumes frais, spécialement cultivés pour être vendus en ville. De façon générale, on préférait toutefois les fruits confits et autres friandises, prunes marinées, kakis séchés et gelées parfumées, comme le satö-yökan.

Le sucre était rare. On en avait importé en petites quantités de Chine ou des Ryükyü au XIIIE siècle, puis à plus grande échelle après l'ouverture des échanges commerciaux avec l'empire Ming ; mais à la fin du XVe siècle, il restait une denrée de luxe, appréciée comme telle.

l’économie monétaire

L’emploi de monnaie métallique remonte loin dans l’histoire du Japon, mais c’est à la fin du XIIIe siècle que l’accroissement de sa circulation se fit le plus rapide. L’une des premières mentions directes de la croissance des transactions monétaires est un passage du *Hyakurenshô* daté de 1179, qui dit : « Une étrange maladie rôde aujourd’hui dans le pays. Elle s’appelle maladie de l’argent. » Dans les milieux conservateurs de la cour, on estimait (non sans quelque raison) que l’emploi de pièces de monnaie bouleversait le prix des choses, et même un homme d’État aussi sérieux que Kujô Kanezane écrivait, dans les années 1180, que la décadence du gouvernement de l’époque était due tout entière à ces pièces. Mais aucun ordre, ni de la cour ni du bakufu, ne pouvait rien contre l’usage de la monnaie de cuivre chinoise, qui était librement importée et devint légale en 1226, alors que certaines formes de troc étaient interdites.

Par la suite, son usage se développa rapidement. En 1261, quand le bakufu de Kamakura était à ses débuts, on vit le régent envoyer de l’or en Chine pour l’achat de pièces de cuivre, qui devinrent peu après monnaie légale pour le paiement des impôts aussi bien que pour les transactions privées. En 1300, il y avait peut-être dix fois plus de numéraire en circulation qu’un siècle auparavant.

Cet accroissement peut être mis en corrélation avec le développement des villes et des places de marché, car il n’est guère douteux que la fonction des marchés devint de plus en plus importante, et plus déterminante pour l’ensemble de l’économie, à mesure que les transactions en liquide se généralisaient. L’emploi de numéraire représentait en outre un gros avantage pour les producteurs qui, jusqu’ici, avaient dû envoyer leurs marchandises, qu’il s’agît des produits qu’ils avaient fabriqués ou de ceux de la ferme, par route sur de longues distances pour payer leurs impôts ou leur propriétaire.

Comme on l’a vu, le commerce avec la Chine diminua beaucoup durant le règne de la dynastie mongole, ce qui eut pour résultat que la quantité d’argent disponible ne suivit pas le développement économique. Cette circonstance explique les importations massives de pièces de cuivre chinoises durant les années où Yoshimitsu et ses successeurs entretenaient

des rapports officiels avec le gouvernement Ming et où prospérait le commerce entre les deux pays.

Un trait intéressant concernant la circulation de la monnaie de cuivre au XVe siècle est la reconnaissance officielle des « mauvaises » pièces. Les valeurs relatives des pièces jugées « bonnes », « moyennes » et « mauvaises > » étaient fixées par des règlements sur l’« erizeni », soit la classification des pièces de monnaie. Les « mauvaises » pièces étaient généralement des faux fabriqués au Japon.

La croissance des villes

Les grandes villes du Japon médiéval – Kyoto, Nara et Kamakura – avaient été conçues à l'origine comme des centres politiques ou religieux, bien que leur emplacement eût été essentiellement choisi pour des raisons économiques comme la proximité d'un sol fertile, l'abondance d'une eau saine, la facilité des communications par route ou par voie d'eau. Mainte grande ville du Japon actuel s'est développée de façon très différente, à partir d'un comptoir ou d'un relais devenu marché puis ville-marché au gré des circonstances et des pressions économiques. Parmi ces villes, rares sont celles qui ont pris une réelle ampleur avant le XIVe siècle.

Ce qu'une population décide de nommer ville correspond sans doute à un choix arbitraire. La concentration dans un même endroit de quelque deux cents maisons abritant un millier d'habitants est peut-être ce que l'on peut considérer comme une petite ville du XIVe siècle. C'est à la lumière de cette hypothèse qu'il faudra lire les pages qui suivent.

La plupart des grands manoirs de l'époque de Kamakura avaient, soit sur leur territoire, soit à leurs portes, une place de marché (souvent avec des bâtiments permanents d'un style simple), et ce même type d'établissements se développa aux portes ou juste à l'intérieur des monastères et sanctuaires, dont beaucoup possédaient ou géraient d'importants domaines. C'est là que vendeurs et acheteurs se retrouvaient à dates fixes, généralement tous les dix jours. Ainsi, le « marché de deux jours » (« futsuka-ichi ») n'était pas un marché qui durait deux jours, mais un marché qui se tenait les 2e, 12e et 22e jours du mois. Le fait que les marchés plus fréquents aient été rares avant le milieu du XIVe siècle indique que les besoins d'alors étaient encore très limités.

Aussi longtemps que l'économie resta simple, les grands domaines produisaient eux-mêmes tout ce dont ils avaient besoin, hormis le sel, le poisson séché et certains métaux. Mais à mesure que la quantité aussi bien que la variété des produits augmentèrent et que le besoin de marchés devint plus important, ces places de marché s'agrandirent et se multiplièrent, avec une concentration plus marquée dans les provinces du Centre, où la population était nombreuse et le terrain fertile. Des marchés se développèrent dans toutes sortes d'endroits, non seulement près des centres

de production mais aussi à certains points clés situés sur les routes ou les voies fluviales.

Au cours des XIVe et XVe siècles, tandis que l'économie rurale se développait et que l'usage toujours plus fréquent de la monnaie facilitait la vente de la production à proximité des fermes, le nombre des jours de marché passa de trois à six par mois. Les marchands furent ainsi incités à installer des boutiques permanentes sur la place du marché et à se construire de petites maisons dans le voisinage. Les marchés virent en outre apparaître des vendeurs ambulants apportant des produits d'autres provinces, étoffes et autres marchandises légères qu'ils portaient eux-mêmes, sel ou fer qu'ils chargeaient sur le dos d'un cheval ou d'un bœuf. Ces petits centres devinrent graduellement de grands villages ou de modestes villes, évolution dont témoignent les noms de plusieurs villes modernes, telle que Yokkaichi, qui, à l'origine, était une place de marché fonctionnant les « quatrièmes » jour de chaque mois, c'est-à-dire le 4, le 14, et le 24. A la fin du XVe siècle, des quantités de marchandises variées se négociaient dans maintes de ces villes, dont certaines avaient désormais une taille considérable.

On trouve sur ces marchés du Moyen Age bien des renseignements provenant d'une source assez surprenante, les « ôrai-mono », ou manuels de correspondance, utilisés pour l'éducation des jeunes gens soit chez eux soit dans les monastères. L'un des plus récents est le *Teikin ôrai,* attribué à un moine Zen nommé Gen'e, qui se fit connaître au milieu du XIVe siècle. Ce livre se présente sous forme de lettres donnant toutes sortes d'informations sur les institutions et les affaires courantes. L'une d'elles donne une liste des spécialités de toutes les régions qui se vendaient alors sur les grands marchés. Celles-ci sont très nombreuses et comprennent, outre des produits agricoles, une grande variété de produits manufacturés, tels que des tissus, teints ou non ; du papier ; des nattes de paille et des stores de jonc ; des casseroles, des pots et des bouilloires ; des aiguilles ; des bêches et des houes ; et nombre d'articles fabriqués par les travailleurs agricoles durant leur temps libre.

Une autre lettre donne une liste impressionnante de professions artisanales, qui témoigne de la haute tradition de l'artisanat au Japon. Elle comprend des spécialistes de l'argent, du cuivre et du fer ; des teinturiers ; des damasquineurs ; des potiers ; des fabricants de flèches ; des peintres et des sculpteurs ; des calligraphes ; des fabricants de rouge, de poudre et

autres cosmétiques, y compris des crayons à sourcils, spécialité du monastère du Ninnaji.

Le développement de ces professions (échappant désormais aux serviteurs à demi libres du manoir) engendra, bien sûr, une nouvelle classe d'artisans indépendants, tout prêts à saisir l'occasion d'exercer leur art là où ils étaient sûrs de trouver le matériel et les outils dont ils avaient besoin, mais aussi un marché pour vendre leurs produits. Cela détermina dans une certaine mesure l'emplacement des villes, tout comme l'attrait des villes les détermina à quitter la campagne.

Mais ce qui décida surtout de la situation des villes, notamment au début de cette période, c'est le nombre des acheteurs qui vivaient dans le voisinage ou qui empruntaient telle route fréquentée. Les emplacements les plus favorables se trouvaient à proximité ou même dans l'enceinte des monastères et sanctuaires les plus importants, ainsi qu'aux relais des grandes routes. Le marché permanent installé à la porte d'une institution religieuse pouvait compter sur la protection de celle-ci en même temps que sur la clientèle de ses membres et de la foule des pèlerins et des fidèles qui s'y rendaient.

Conséquemment, les premières villes furent les « monzen-machi » (« machi » désignant un groupe de maisons et « monzen » signifiant « devant la porte »), qui consistaient d'ordinaire en une rangée de boutiques et d'étals de chaque côté de la route conduisant à un monastère, à quoi s'ajoutaient les maisons servant à loger les pèlerins. Ainsi, Sakamoto et Otsu, par où devaient passer les voyageurs qui se rendaient à l'Enryakuji ou au Miidera, devinrent d'importantes villes à une époque relativement ancienne[143] ; et avant d'atteindre le grand sanctuaire d'Ise, les fidèles avaient coutume de s'arrêter à Uji-Yamada, où ils pouvaient trouver à se loger, se procurer un guide et faire des achats, même s'ils devaient se contenter de produits locaux.

D'autres agglomérations se développèrent sur certaines lignes de communication par terre ou par mer. Les grandes routes partant vers l'est et l'ouest de la capitale commencèrent d'être utilisées peu après la fondation de Kyoto, mais elles étaient peu fréquentées, sinon par les courriers et par les fonctionnaires. Durant la guerre de Gempei, le trafic s'y développa, mais ce n'est qu'à partir de l'époque de Muromachi que l'habitude de voyager se répandit chez les particuliers. Aussi longtemps que le système manorial

demeura en vigueur, les travailleurs attachés à une terre n’étaient pas libres de la quitter, et ils n’avaient d’ailleurs que peu de raisons de le faire, car chaque manoir se suffisait pratiquement à lui-même, et il n’y avait guère de marchandises à être transportées, à part les contributions en nature qu’il fallait apporter au siège du gouvernement local.

Les travailleurs agricoles s’émancipèrent graduellement durant l’époque de Muromachi, ce qui eut pour résultat que des hommes toujours plus nombreux se trouvèrent libres de voyager sur de longues distances, que ce soit pour faire du commerce ou pour accomplir un pèlerinage. Ainsi, le besoin de logements augmenta, et l’on fournit au voyageur à pied ou à cheval ce qui pouvait lui être nécessaire aux étapes des grandes routes où les courriers et fonctionnaires en déplacement avaient coutume de s’arrêter. Avec l’accroissement du trafic, ces étapes se transformèrent en grands villages ou en petites villes, où le voyageur pouvait se loger dans une auberge, louer un cheval ou vendre ses marchandises s’il était marchand ambulant. Mais c’est assez tard dans l’époque de Muromachi que se développèrent ce genre d’agglomérations, qu’on appelait « shukuba-machi », ou villes-relais.

Les « minato-machi », ou villes-ports, étaient apparues bien plus tôt. Elles étaient situées sur des voies maritimes ou fluviales, et l’on y apportait les marchandises qu’on voulait transporter par eau. Durant les époques de Kamakura et de Muromachi, les transports lourds s’effectuaient difficilement par route, car les véhicules à chevaux furent très lents à se développer, et la charge que pouvait porter un cheval ou un bœuf restait limitée.

Pour la plupart, les grands foyers de population de l’intérieur avaient leurs propres villes-ports. Kyoto avait Yodo, Nara avait Kiyu, la province d’Ise avait ōminato, et Hyōgo et Sakai servaient de ports à l’ensemble des provinces du Centre pour les transports sur l’océan et la mer Intérieure. La majorité de ces villes avait des entrepôts et des dispositifs pour la réparation, le chargement et le déchargement des bateaux, ainsi que des logements pour les marins. Selon certains documents, Yodo comptait un millier de bâtiments avant 1500, soit une population de l’ordre de cinq mille habitants. Quant à Sakai, la plus importante des villes-ports à s’être développée durant l’époque de Muromachi, elle mérite un traitement à part.

Sakai est située à l’extrémité de la mer Intérieure, près du fleuve Yamato et de la frontière (« sakai ») des provinces d’Izumi, de Kawachi et de Settsu. Elle est mentionnée pour la première fois en 1320 comme partie d’un manoir impérial producteur de sel, et les nobles de Kyoto la connaissaient pour ses bains chauds d’eau salée. Elle était étroitement liée au sanctuaire de Sumiyoshi, distant de quelques kilomètres, et c’est dans son port que les pêcheurs qui approvisionnaient le sanctuaire de Kasuga, près de Nara, abritaient leurs bateaux. C’était également une étape pour les pèlerins qui se rendaient par mer à Kumano, et les paysans qui, depuis 1400 environ, étaient libres de voyager entre la plantation et la récolte contribuèrent sans doute à la prospérité de son port.

Du fait de sa situation pratique, Sakai devint pour les armées une base d’approvisionnement importante durant la guerre entre les deux cours. Lorsque Go-Daigo se trouva installé à Yoshino, Sakai constitua un maillon de prix dans la chaîne de ses communications avec le Shikoku et le Kyüshü, et également avec les pirates de Kumano qui s’étaient rangés du côté de la cour du Sud. La famille Kusunoki exerçait sur la ville une certaine autorité directe, et ses agents locaux fournissaient à Kusunoki Masashige des renseignements sur les mouvements de l’ennemi. Au début de la guerre, la ville fut prise par les armées du Nord. Les troupes loyalistes tentèrent de la reprendre en 1338, mais sans succès. Après certaines vicissitudes, elle tomba aux mains de vassaux Ashikaga, dont Yamana ; mais elle était surtout liée à la famille Ouchi, à la bonne administration de qui elle devait une partie de sa prospérité de port (c de centre commercial. Elle fut presque complètement détruite par le feu en 1399, quand l’armée de Yoshimitsu l’attaqua ; outre ses entrepôts et autres bâtiments, elle perdit alors, dit-on, 10000 habitants. Ici encore, le chiffre est certainement exagéré, mais sans doute les morts furent-elles très nombreuses par rapport à la population totale. La ville fut reconstruite peu après, et elle retrouva sa prospérité ; mais elle n’atteignit l’apogée de son importance qu’après la guerre d’Ônin, où son commerce, extérieur aussi bien qu’intérieur, prit un essor sans précédent, et où des privilèges particuliers lui furent garantis.

Le commerce de gros

Par une transition naturelle, la création de marchés conduisit au commerce en gros. Ici, l'emploi de numéraire joua un rôle considérable, car en l'absence d'argent, d'importantes quantités de produits devaient être transportées par voie de terre ou d'eau depuis les fermes jusqu'à la maison souvent éloignée du propriétaire. Mais quand la récolte put être vendue localement, le propriétaire put toucher son revenu en argent, le domaine envoyant ses produits dans les marchés voisins où ils étaient vendus par des marchands traitant, souvent sur une base spéculative, de vastes quantités qu'ils pouvaient vendre aux endroits de leur choix.

De cette façon, un important commerce de gros se développa dans certains secteurs, notamment celui des céréales, dont la première était le riz. Au XVe siècle, des marchés de gros firent leur apparition, et une classe restreinte mais puissante de négociants en gros obtint le quasi-monopole de l'achat et de la vente des principaux produits. Avec le déclin des grands manoirs, le volume des contributions agricoles transportées dans les villes, où résidaient d'ordinaire les propriétaires, était tombé si bas qu'il ne suffisait plus à répondre à la demande des citadins, dont le nombre augmentait alors rapidement (surtout dans les provinces du Centre). La quantité de céréales récoltées dans les environs de Kyoto était très petite par rapport aux besoins de la ville, et pour leur approvisionnement, les habitants en vinrent ainsi à dépendre de marchands de céréales en gros qui s'approvisionnaient dans des régions plus éloignées.

Les négociants en riz étaient particulièrement bien organisés. Avec l'augmentation de la population de Kyoto, leurs affaires se développèrent rapidement, au point que le besoin d'un marché central se fit bientôt sentir. On ne sait au juste quand il fut créé, mais sans doute vers 1400. Il jouissait d'un monopole, et l'on ne pouvait pas entreposer ni vendre en gros de riz nulle part ailleurs en ville. Il fixait également les prix par une sorte de vente aux enchères, ce qui avait certainement un effet sur le cours du riz dans le reste du pays.

Les négociants en riz profitaient de leur position pour rançonner les habitants. Le journal de l'empereur retiré Go-Sukô In contient un compte rendu particulièrement intéressant de leurs activités. En 1431, il rapporte qu'à Kyoto certains marchands en gros bloquèrent la vente du riz sur les

marchés pour faire monter son prix, causant ainsi une grande détresse au sein de la population. Le bakufu leur ordonna de fournir du riz à des conditions raisonnables, mais après avoir fait mine d'obéir durant un jour, ils arrêtèrent toute vente et allèrent jusqu'à s'emparer de certains chargements destinés à la ville. Alarmé par la disette qui sévissait dans les faubourgs de la capitale, le bakufu arrêta les meneurs et les fit mettre à la question par le *samurai-dokoro.* Ils nièrent les accusations portées contre eux et furent soumis à l'épreuve de l'eau bouillante, au sortir duquel, leurs mains présentant des brûlures, ils furent jugés coupables. Le gouvernement adjoint (*shoshi-dai)* du *samurai-dokoro* reçut l'ordre de les punir, mais il ne fit rien car il était de mèche avec eux.

Encouragés par cet exemple de corruption en haut lieu, les négociants en riz se montrèrent toujours plus impudents. Malgré de sévères réprimandes, le *samurai-dokoro* continua d'accepter des pots de vin, et la femme du shôgun Yoshimasa elle-même participa à leur trafic. Cette dame, Hino Tomiko, avait fait construire un entrepôt à l'épreuve du feu pour y ranger les gages de son propre établissement de prêt, et elle spéculait sur le marché du riz.

La discipline du bakufu s'était à ce point relâchée (en particulier depuis la mort de Yoshinori, en 1441, et sous le règne indolent de Yoshimasa, à partir de 1449) que ses ordres étaient souvent bafoués par des hommes qui, sous un régime plus strict, auraient été mis à mort pour leur faute. A un certain moment, par exemple, plus de soixante porteurs de palanquins profitèrent de l'immunité dont ils jouissaient en tant que serviteurs du palais pour se rendre maîtres de la distribution du riz grâce à leur rôle dans les transports et à leur appartenance à la guilde des négociants en riz[144].

L'emprise des négociants en riz sur l'approvisionnement de la capitale était presque totale, car non seulement ils avaient le monopole de la vente, mais de plus ils postaient des gardes aux principaux points d'accès de Kyoto, comme Sakamoto et Otsu, ce qui leur donnait tout contrôle sur le riz arrivant dans la ville. Une fois admis, le riz était transporté par des voituriers (« shoshaku ») ou charretiers (« bashaku »). A une certaine époque, on ne faisait pas de distinction précise entre négociants et transporteurs, mais la spécialisation s'opéra peu à peu. En date de 1418, le journal de Go-Sukô donne un exemple de cette double fonction, disant que « plusieurs milliers » de charretiers d'Otsu ont envahi l'enceinte du

sanctuaire de Gion et commis d'importants dégâts, menaçant de mettre le feu aux bâtiments si leurs plaintes n'étaient pas entendues. Le *samurai-dokoro* envoya sur place des forces de police, qui procédèrent à des arrestations. Une foule se rassembla « comme brume et nuées » pour voir le spectacle, jugé très passionnant. La cause du désordre était une dispute touchant le prix du riz, et il semble que les voituriers en cause aient été les pourvoyeurs et convoyeurs de riz de la province d'Omi [145].

Ces détails concernant le commerce du riz à Kyoto suffisent à prouver que, dès les premières années du XVe siècle, l'organisation marchande de la capitale était bien avancée, en tout cas du point de vue des vendeurs. C'est vers cette époque que les négociants commencèrent à faire une distinction précise entre le commerce de détail et le commerce en gros. Cette distinction est intéressante socialement aussi bien qu'économiquement, car elle révèle l'apparition d'une nouvelle classe sociale, celle des marchands en gros, hommes pour la plupart de basse extraction mais capables de s'imposer à la classe officielle du fait de leur contrôle sur l'approvisionnement.

L'un des exemples les plus intéressants de l'évolution de la fonction marchande parallèle au développement du commerce intérieur réside dans l'histoire du « tonya » (« toiya »), sorte de courtier en gros. Cette fonction semble avoir été mentionnée en 1175 déjà, où l'on signale qu'un « toi-otoko » fournit un bateau destiné au transport de certains officiers de la cour de Katsura au sanctuaire d'Iwashimizu. Le pourvoyeur en question n'apparaît pas comme un travailleur appartenant à un manoir, mais comme un agent employé par un ou plusieurs manoirs pour remplir diverses tâches à l'extérieur, comme la préparation d'un transport de personnes ou de marchandises. Des documents plus tardifs nous montrent de tels agents capables de fournir quatre ou cinq bateaux pour le transport de passagers ou de marchandises ou pour la pêche. C'est à partir de là qu'apparurent les tonya, intermédiaires importants dans le commerce en gros, que ce soit comme agents de transport, gérants d'entrepôts ou fournisseurs de marchandises. Au XVme et au xixe siècle, les tonya jouèrent un rôle primordial dans le commerce japonais, et il est intéressant de noter que leurs ancêtres étaient les agents extérieurs des manoirs.

A l'époque de Muromachi, à part les marchands de riz, les négociants en gros les plus importants étaient les marchands de bétail, de chevaux et de

produits marins tels que le sel et le poisson ; et dans l’économie monétaire en rapide expansion, une fonction essentielle était remplie par les prêteurs ou les brasseurs agissant comme tels, et parfois également par des banquiers émettant des lettres de change contre argent comptant.

Les corporations

On pense que les corporations du Japon médiéval dérivent d’une ancienne forme d’association connue sous le nom de « za ». Le mot *za* signifie siège, et désignait sans doute l’emplacement réservé lors d’une cérémonie ou sur un marché à un groupe de personnes partageant le même intérêt. Il existe des mentions très anciennes de *za* composés de laïcs accomplissant une tâche pour un établissement religieux ou le propriétaire d’un manoir en échange de quelque faveur. Ces groupements sociaux se transformèrent bientôt en groupements professionnels, et dès le xne siècle (sinon plus tôt) on parle de *za* de mimes, de danseurs, de musiciens et autres amuseurs, généralement liés à un monastère, un sanctuaire ou un puissant mécène. La coutume s’est perpétuée, et une compagnie d’acteurs a aujourd’hui son *za* (par exemple, le Kabuki-za), et les cinq écoles de nô portent également ce nom. Les peintres, les sculpteurs et les artisans formaient des *za* quelque peu différents, qu’on peut assimiler à des associations professionnelles.

Etre associé avec une puissante institution était important pour les négociants comme pour les artistes du fait de la protection qu’elle leur assurait ; pour la partie protectrice, cette association était de même intéressante comme source de revenus. Lorsqu’il n’y avait pas de *za*, il existait une autre forme de relation entre le commerce et l’Église, car les commerçants trouvaient à la fois commode et prudent de constituer des groupements unis sous le patronage d’une institution ou d’un personnage de haut rang. Ainsi, les brasseurs de bière de Kyoto étaient les paroissiens du sanctuaire de Kitano, les marchands d’huile avaient la protection de celui d’Iwashimizu, et les prêteurs sur gage, très actifs et très influents, jouissaient du puissant patronage du monastère Tendai du Hieizan. Ce lien était des plus précieux, car lorsqu’il le fallait une bande de prêtres ou de moines armés descendaient dans la capitale pour menacer la cour ou le bakufu au nom de leurs clients. A Kyoto, d’autres corporations étaient protégées par des familles nobles, les fabricants de papiers par les Böjö, les fabricants de feuille d’or par les Konœ, et les marchands de poisson eux-mêmes par les Saionji, qui comptaient alors parmi les maisons nobles les plus influentes. En échange de ses services, la famille Saionji touchait les deux tiers du revenu du marché au poisson de la capitale. Quand celui de

ses terres commença de diminuer, ce fut son principal revenu. Il était si considérable que les Saionji se querellèrent avec les Sanjônishi, autre maison noble, à propos de la nomination d'un inspecteur au marché au poisson.

Étant donné la croissance rapide du commerce durant l'époque de Muromachi, il est certain qu'au XVe siècle les *za* marchands répondaient aux besoins du marché plutôt qu'à des nécessités professionnelles ; un *za* n'était rien d'autre qu'une association de commerçants dans une localité donnée. Dans les provinces du Centre, où le développement économique était particulièrement rapide, il y avait, en ville comme à la campagne, des *za* bien organisés parmi les marchands de riz, de tissus, de fer, de bambou et de bien d'autres produits. A Kyoto en revanche, la spécialisation par profession restait une chose courante. Chaque corps de métier avait tendance à se regrouper par quartier ; les poissonniers, les marchands d'huile et les marchands de bois, par exemple, avaient chacun leur *za*. Aujourd'hui encore, des noms de place témoignent de cette pratique, que ce soit Zaimokuza (marchands de bois) à Kamakura ou Ginza (marchands d'argent) à Tokyo.

Au départ, ces associations n'étaient pas indépendantes, mais subordonnées au monastère, sanctuaire ou manoir qui recourait à leurs services. Cependant, des travailleurs et des commerçants ne tardèrent pas à constituer des *za* quasi indépendants pour protéger et promouvoir leurs intérêts. La structure sociale rigide de l'époque de Kamakura était alors en train de s'effondrer, et les membres des *za* comprirent bientôt que, par une action conjointe, ils pouvaient dans une certaine mesure influencer les prix et résister aux exactions des fonctionnaires et des propriétaires.

Les *za* ruraux avaient une importance considérable du fait qu'ils s'occupaient de produits de base (semences, bambou, bois de construction) et des matières premières en général. Les membres étaient pour la plupart des paysans aisés, qui s'associaient pour vendre leurs récoltes en gros ; il leur arrivait également d'accepter parmi eux des courtiers de l'extérieur. Diriger un tel *za* donnait une position sociale non négligeable, qu'on pourrait comparer à celle d'un petit propriétaire.

Ces *za* ayant pour objectif de préserver et d'augmenter les profits de leurs membres, il était inévitable qu'ils aient le caractère d'un monopole et qu'ils défendent ce monopole contre la concurrence de l'extérieur.

Généralement, le monopole concernait la vente de détail, mais un za effectuait parfois des achats en gros de natières premières au profit de ses membres, et empêchait les éventuels concurrents de se procurer lesdits produits dans une certaine région. Dans la province de Yamato, par exemple, le za des négociants en sel était divisé en trois *za* subalternes, qui s'occupaient respectivement de la vente en gros, de la vente au détail et de la vente ambulante.

Bien qu'au XIVe siècle les *za* n'aient plus été sous les ordres directs d'un seigneur, ils ne pouvaient pas subsister longtemps sans une quelconque protection, et ils concluaient souvent des accords dans ce sens sur une base purement matérielle (comme les poissonniers de Kyoto avec la famille Saionji). Cependant, vers le milieu du XVe siècle, certains *za* s'étaient fait de puissants ennemis en abusant de leurs privilèges, et d'autres avaient perdu leur protection par suite de revers politiques. Pour finir, le *za* en tant qu'institution dut s'incliner devant de nouvelles formes d'organisation marchande qui ne faisaient pas obstacle à la liberté de commerce.

On a comparé le *za* à la guilde marchande de l'Europe médiévale, mais du point de vue de certains spécialistes, la ressemblance n'est que superficielle. Les *za* jouissaient de diverses exemptions fiscales, et il leur arrivait d'entretenir des liens avec leurs associations sœurs d'autres provinces, mais jamais ils ne constituèrent rien d'équivalent à la Ligue hanséatique. Durant le XVe siècle, la tendance politique au Japon était nettement séparatiste, et les grands seigneurs guerriers n'approuvaient pas la liberté de communication et de commerce entre les différentes sphères d'influence. Les *za* en tant que guildes ne pouvaient rien sinon rendre la vie difficile aux consommateurs et créer ainsi des problèmes aux autorités, et à l'usage, il est douteux qu'ils aient contribué au développement de l'économie autant que l'aurait fait la libre concurrence. Pour l'historien généraliste, leur plus grand intérêt est d'avoir transformé l'horizon social. En effet, leurs membres furent les précurseurs d'une classe importante et nombreuse de citadins, ou *chônin* (J A), qui constituerait l'essentiel de la population des villes au XVIIE siecle et changerait la nature de la vie féodale.

CHAPITRE XXXIII

Les successeurs de Yoshimochi

YOSHINORI

Lorsque, en 1425, à la mort de Yoshikazu, Yoshimochi eut à choisir un successeur, il dut se décider entre quatre fils de Yoshimitsu, qui étaient tous dans les ordres. Mais il préféra remettre sa décision, disant que, de toute manière, les commissaires ne seraient pas d’accord avec son choix – façon intéressante d’admettre l’autorité de ces officiers. Il recommanda le tirage au sort, et à sa mort, en 1428, les principaux membres du bakufu décidèrent de suivre son conseil dans l’espoir d’éviter des disputes successorales. Le choix tomba sur Yoshinori, sixième fils de Yoshimitsu, un homme de trente-cinq ans alors chef abbé de la secte Tendai. La chance paraît avoir joué ici en faveur de la maison Ashikaga, car Yoshinori se révéla un homme de caractère, bien décidé à restaurer l’autorité du bakufu.

Il révisa la procédure portant sur le règlement des actions judiciaires, pro-mulga de nouveaux règlements sur les actes de grâce (tokusei) et se montra ferme à l’égard des moines du Hieizan et de Nara, qu’il obligea à cesser leurs violentes querelles. Il alla même jusqu’à punir les prêtres impudents de l’Iwashimizu Hachiman, sanctuaire auquel les Ashikaga vouaient un respect tout particulier.

Contrairement à ses prédécesseurs, partisans des méthodes de conciliation, Yoshinori décida de lutter contre l’insubordination de certains puissants seigneurs guerriers par une rigoureuse répression. Mais cette politique ne pouvait manquer de déclencher des conflits.

Le premier à résister à ses mesures fut Mochiuji, le fils adoptif de Yoshimochi, représentant du shôgun à Kamakura *(kubô* du Kantô). En partie parce qu’il espérait succéder lui-même à Yoshimochi, Mochiuji détestait Yoshinori, le « moine défroqué[146] », et refusait de s’incliner devant le bakufu, réclamant contre tout précédent le titre de shôgun. En 1430, Uesugi Norizane, le puissant kanrei du Kantö, réprimanda Mochiuji (qui se trouvait alors à Kyoto et s’y rendait insupportable) et lui recommanda de retourner dans le Kantö pour y faire son devoir. Mais Mochiuji rétorqua en envoyant des troupes contre Uesugi, et le shôgun dut

alors s’en mêler, car l’existence du bakufu de Kamakura était en jeu. En 1432, ayant reçu mission de « punir » le rebelle, Yoshinori ordonna à ses généraux Shiba et Imagawa ainsi qu’à d’autres chefs militaires de partir avec une puissante armée et d’aller rejoindre les troupes des provinces septentrionales (öshü) en vue d’une attaque contre Kamakura. En octobre, Yoshinori lui-même quitta la capitale sous prétexte d’aller admirer les beautés de l’automne dans la région du mont Fuji, mais en fait pour faire une tournée d’inspection et une démonstration de force dans les provinces de l’Est. Toutefois, il n’y eut pas alors d’hostilités.

Au cours des années suivantes, Yoshinori se trouva occupé par d’autres problèmes, et une paix délicate fut maintenue ; mais en 1438, Norizane fut à nouveau attaqué par Mochiuji, et il s’en plaignit au shôgun. Yoshinori envoya dans l’Est une nombreuse armée divisée en deux corps, dont l’un devait suivre la route du littoral et l’autre emprunter celle de la montagne. A l’automne 1439, Kamakura fut réduite sans difficulté, et, avant que l’année ne s’achève, Mochiuji se suicida (Norizane avait vainement demandé au shôgun d’épargner sa vie). Ainsi prit fin la puissance du *kubö* du Kantö. Désormais, le clan Uesugi devint la famille dirigeante des provinces orientales.

Ayant ainsi démontré son autorité dans l’Est, Yoshinori tourna son attention vers les plus puissants barons de l’Ouest. Il réussit à maîtriser Ouchi et Otomo, qui avaient montré des signes de rébellion, en les dressant l’un contre l’autre réduisant ainsi leur puissance offensive. Il se débarrassa en outre de ses ennemis de la province de Yamato, des partisans de l’ancienne cour du Sud regroupés derrière Yoshiaki, frère cadet de Yoshinori, et parmi lesquels se trouvaient certains membres de la famille Doki. Puis il consacra ses efforts à restaurer l’ordre parmi les nobles de la cour et à encourager la bonne conduite. Il obtint d’ailleurs certains résultats, mais il se mit à dos ceux qui avaient le plus à perdre à voir appliquer ses réformes draconiennes, et cela d’autant plus facilement qu’il manquait totalement de tact.

Yoshinori était un homme de caractère, mais d’un caractère très désagréable. Il avait quelque chose de la stature héroïque de son arrière-grand-père et de son père (Takauji et Yoshimitsu), mais il n’avait pas leur esprit ouvert. Bien qu’il fût moine au moment où il devint shôgun, il ne manifestait aucun signe de piété. Durant les premières semaines après sa

nomination, il cachait sa tonsure en portant un mouchoir sur la tête. Il avait le sens de la hiérarchie et du rituel et s’intéressait vivement aux affaires de la cour. En cela, il ressemblait à ses prédécesseurs, car contrairement au grand Yoritomo, qui interdisait aux vassaux de fréquenter la capitale et de se lier avec des courtisans, les shôgun Ashikaga étaient tous les intimes du souverain, familiers des palais royaux. Yoshinori paraît avoir pris grand plaisir aux solennités. Un récit de sa visite à la cour en 1432 indique qu’il avait une suite de la plus haute noblesse, avec des officiers d’État de moindre rang et une escorte de gardes impériaux. Il aimait à se déplacer. Il alla à Hyôgo voir des bateaux de commerce en partance pour la Chine, après quoi il longea la côte pour visiter Suma et Akashi, connues pour leur beauté. Les navires qui devaient se rendre en Chine étaient au nombre de trois, l’un affrété par le bakufu, le deuxième par le monastère du Shôkokuji, et le dernier par un groupe de daimyö.

Yoshinori était particulièrement intéressé par la discipline intérieure de la cour et la morale de la noblesse. Il se montrait très puritain envers les seigneurs et les dames dont il jugeait la conduite inconvenante, punissant des péchés véniels avec une sévérité impardonnable, car il y avait chez lui un sombre penchant à la cruauté. Un jour (selon le journal de Go-Sukö In), il apprit qu’un noble de la cour avait séduit une jeune dame d’honneur au palais de l’in. Sans attendre d’autres informations, il fit châtier le couple de façon exemplaire, après quoi toute l’affaire se révéla fausse. Une autre fois, une dame d’honneur de son palais ayant commis une faute alors qu’elle était chargée de transmettre un message, il la battit, l’obligea à se couper les cheveux et l’envoya dans un monastère.

La liste de ses brutalités serait interminable. Sans doute ses intentions étaient-elles bonnes, mais son humeur changeante et ingouvernable le conduisit à des excès. Selon Go-Sukö In, « il gouvernait par la terreur ». Quelque soixante personnes semblent avoir été tuées sur son ordre, dont le plus haut fonctionnaire impérial du pays, le kampaku Konœ, des moines, des prêtres et des nobles de la cour. Des vingtaines de hauts responsables qui s’étaient attiré son déplaisir furent incarcérés sur son ordre pour des périodes indéterminées, d’autres furent bannis, et d’autres encore furent dépouillés de leurs biens et condamnés à une vie de pauvreté, voire de misère. Malgré la cruauté de l’époque, sa cruauté à lui choquait presque tous les rangs de la société.

On ne saurait donc s’étonner qu’il se fît des ennemis, ni qu’il fût finalement tué par l’un d’eux. Il avait adopté une politique inverse de celle de ses prédécesseurs, dont le but général était d’être en bons termes avec la cour et de donner satisfaction aux grandes maisons guerrières. L’un de ses généraux, Akamatsu Mi susuke, tout-puissant dans la province de Harima, eut quelque raison de soupçonner qu’il méditait de lui enlever une partie de son fief. En 1441, il l’invita à un banquet qu’il donnait à Kyoto sous prétexte de commémorer la pacification du Kantô (1439), et il l’assassina alors dans des circonstances d’une révoltante barbarie.

Le *kanrei* Hosokawa Mochiyuki sentit qu’il fallait punir cette trahison de façon spectaculaire. Il prit l’avis de Hatakeyama et d’autres collègues du bakufu, qui décidèrent que la famille Yamana serait chargée de la tâche. En automne 1441, la forteresse que possédait Akamatsu à Shirohata fut investie, et Mitsusuke fut tué ainsi que la plupart de ses parents. La famille Yamana, dont Yoshimitsu s’était attaché à réduire la puissance, fut autorisée à garder les domaines des Akamatsu, et elle se trouva désormais maîtresse de sept provinces.

les guerriers du kanto

Quand Motouji, fils de Takauji, fut nommé par son père au poste nouveau de gouverneur du Kantô (*Kantô kanrei),* il dit des guerriers de la région : « Qu'on les laisse une seule fois désobéir, et l'Est ne connaîtra plus un jour de paix. » L'expérience de ses successeurs, et notamment de Mochiuji, démontra la sagesse de cette observation. Dans la conduite de ces guerriers à partir de l'époque du soulèvement de Zenshû (cf. chapitre XXX), on peut d'ailleurs noter les tendances qui, partant d'un mouvement régional, devaient finir par opérer un changement révolutionnaire dans la vie politique et économique du pays entier.

Lorsque, en 1417, Uesugi Zenshü se suicida, la rébellion qu'il avait mise en œuvre n'était pas terminée. De nombreux guerriers s'étaient joints à lui, non pas tant parce qu'ils avaient pris son parti contre Mochiuji que pour des raisons personnelles. Il s'agissait presque exclusivement de petits propriétaires et tenanciers, classe qui s'était multipliée au fur et à mesure que se fragmentaient les propriétés. Ils cherchaient tous à améliorer leur situation, en obtenant soit davantage de terres soit un allégement de leurs contributions ; et ils étaient prêts à rejoindre un mouvement comme celui de Zenshü pour peu qu'il leur laisse espérer des avantages de cette nature.

Après la défaite de Zenshü, loin de chercher à rendre plus supportables les conditions qui avaient suscité la révolte, Mochiuji s'efforça de détruire les familles qui s'étaient opposées à lui. Sans consulter le bakufu, il s'attaqua à la petite noblesse du Musashi, à la famille Oda du Hitachi, aux Takeda du Kai et autres antiques maisons. Il en résulta une farouche hostilité parmi les magnats régionaux contre le gouverneur du Kantô, et de bonnes raisons de s'inquiéter pour le bakufu, qui cherchait avant tout la paix. En 1423, le bakufu prépara une campagne contre Mochiuji, mais celui-ci déjoua la manœuvre en prêtant dès l'année suivante serment d'obéissance, sans arrêter pour autant de persécuter les partisans de Zenshü ni du reste de se quereller avec le bakufu. De plus en plus, il devenait évident que les magnats du Kantô ne pouvaient compter sur leur gouverneur pour être traités avec justice, ni sur le bakufu pour prendre des mesures efficaces, et le mécontentement des provinces de l'Est s'en trouva renforcé. Les magnats commencèrent à armer des troupes, et s'ils se tinrent tranquilles du vivant de Yoshimochi, ils étaient prêts à s'opposer au bakufu

quand le moment viendrait. Ils avaient en commun le même désir d’indépendance, et dans tous les villages, la noblesse locale et les petits cultivateurs se préparaient à agir.

Il y aurait beaucoup à dire sur l’activité des guerriers dans l’ensemble des provinces orientales, mais l’histoire serait similaire à celle de la région fertile située à l’ouest de Tamagawa, dans le sud du Musashi. Cette région renfermait plusieurs riches manoirs qui appartenaient à des monastères de Kyoto et autres maisons opulentes, auxquels les guerriers devaient des contributions annuelles. A mesure que les domaines devenaient plus petits, le poids de ces contributions se fit plus lourdement sentir, et la révolte de Zenshü apparut comme une bonne occasion de s’en débarrasser[147].

Par ailleurs, les guerriers du bassin de Tamagawa qui avaient aidé Mochiuji contre Zenshü obtinrent en guise de récompense la remise de certaines charges durant une période de cinq ans. Ils interprétèrent cette remise dans un sens très large, et lorsque les cinq ans furent écoulés, ils la prolongèrent indéfiniment. Il semble qu’on ait agi de même dans d’autres parties du Kantô, dont la plupart des shôen relevant de seigneurs de Kyoto et de Nara se trouvèrent ainsi supprimés. A l’époque, Manzai notait dans son journal : « La mauvaise conduite actuelle des guerriers du Kantô est scandaleuse. Ils s’emparent de domaines appartenant à la famille Ashikaga ainsi qu’à d’autres maisons de Kyoto, et aujourd’hui il n’en reste pas un seul. »

Lorsqu’on quitte les documents et réfléchit à l’histoire du Japon, on arrive inévitablement à la conclusion que les huit provinces de l’Est eurent sur son déroulement une influence prépondérante. C’est le gouvernement de Kamakura qui causa la ruine des institutions de l’époque de Heian et imposa sa loi au gouvernement impérial de Kyoto par l’intermédiaire d’une poignée d’officiers résidents. C’est une maison féodale originaire du Kantô qui dirigea le pays à l’époque des Ashikaga, et c’est à Edo (future Tokyo), un village du Kantô, que le gouvernement Tokugawa s’installa au XVIIe siècle.

Les raisons du caractère dominant des provinces de l’Est ne sont pas vraiment claires. Le Kantô avait un avantage stratégique sur les provinces du Centre en tant que siège du gouvernement, car Kamakura et Edo étaient plus faciles à défendre que Kyoto, qu’on pouvait attaquer de toutes parts. Kyoto et Edo étaient toutes les deux situées dans des plaines fertiles, mais la

plaine du Kantô a une superficie dix fois supérieure à celle de Kinai, et pouvait ainsi nourrir une population plus nombreuse. Le Kantô a un climat plus stimulant que les provinces du Centre. En outre, à l'époque médiévale, Kamakura ne fut pas aussi fortement influencée par la tradition que Kyoto et Nara, où la cour et les monastères des anciennes sectes bouddhiques étaient opposés au changement.

Quelles qu'en soient les raisons, le fait est que les provinces de l'Est virent s'épanouir une race d'hommes vigoureux et confiants, travailleurs endurcis, bons soldats, mais difficiles à gouverner. Il se peut d'ailleurs que leur caractère obstiné compte parmi les facteurs les plus importants qui contribuèrent à former la nouvelle société féodale à laquelle les guerres civiles du XVIe siècle allaient donner naissance.

Ce n'est pas dire que les habitants des autres régions du Japon aient été de moindre valeur, mais souligner les différences d'esprit et de coutumes entre les régions qui marquèrent l'histoire nationale, de même que les différences entre le Yorkshire et le Kent, par exemple, jouèrent un rôle déterminant dans l'histoire politique aussi bien que sociale de l'Angleterre.

Dans le Japon du Moyen Age, les provinces de l'Ouest étaient loin du centre gouvernemental, alors que les provinces de l'Est, bien que guère plus proches du point de vue géographique, étaient plus étroitement liées à la capitale par la tradition, le Trône ayant dépendu depuis 1185 de la puissance militaire des shôgun de Kamakura. D'ailleurs, le bakufu Ashikaga n'avait eu aucun scrupule à laisser le Kyüshü livré à lui-même après la longue campagne d'Imagawa, tandis que le Kantô ne pouvait pas être ignoré sans danger pour le bakufu, car la route reliant Kyoto à Kamakura était très fréquentée, et bien souvent par des soldats armés avides de butin.

Une étude des relations entre Kyoto et Kamakura au XVe siècle montre que le shôgun et ses hauts officiers avaient tous les égards envers leurs représentants dans l'Est. L'habitude qu'avait le bakufu d'ordonner à un monastère – généralement le Tôji – d'offrir des prières pour la paix des provinces de l'Est éclaire son attitude d'un jour assez étrange. L'époque choisie suivait ordinairement de peu l'arrivée des contributions (« zatsusei ») de Kamakura. Il est notamment fait mention de telles prières dans les registres du Tôji plusieurs jours de suite au cours du dixième mois de 1437, année précédant l'expédition punitive de Yoshinori contre Mochiuji.

Une étude rapide de l’histoire médiévale du Kantô peut donner l’impression qu’il était uniquement peuplé de féroces guerriers, dont le seul intérêt était de faire la guerre, alors qu’en fait les provinces orientales avaient une tradition de respect du savoir remontant aux débuts de Kamakura. Les régents Hôjô encouragèrent la littérature et les beaux-arts, et tout au long de l’époque médiévale, Kamakura fut le foyer de nombreux moines lettrés. La plupart des grandes familles soutenaient les études classiques. La bibliothèque de Kanazawa, Bunko, fondée par Hôjô Sanetoki (1225-1276), contenait un grand nombre de livres (y compris des éditions Song d’ouvrages chinois) et de manuscrits. Le collège Ashikaga était réputé, et quoiqu’il fût sur son déclin, il connut une sorte de renaissance et sa bibliothèque fut repourvue grâce à Uesugi Norizane, qui avait une grande renommée de sagesse et de science, et qui entretenait des liens étroits avec les milieux littéraires de Kyoto. En général, dans le Kantô comme ailleurs, les rivalités opposant les grands chefs de clan ne s’arrêtaient pas au champ de bataille ; ils se disputaient également les services des grands érudits.

LE DAIMYÔ-COMMISSAIRE

L'équilibre des forces que Yoshimitsu avait difficilement atteint et Yoshinori tout juste préservé se révélait dangereusement instable. Les successeurs de Takauji (Yoshiakira, Yoshimitsu et Yoshimochi) s'étaient efforcés de maintenir la primauté du bakufu sur les grands vassaux en se servant de la force armée. Mais en faisant la guerre un peu partout dans le pays décennie après décennie, ils avaient libéré des forces qu'ils ne pouvaient pas contrôler, et au moment de la mort de Yoshinori, une période d'anarchie se préparait. Désormais, plus personne n'était là pour empêcher un Yamana de faire l'important dans la capitale.

Les principaux agents du déclin de l'autorité des shôgun Ashikaga étaient les commissaires (*shugo)* que Takauji et ses successeurs avaient nommés selon la coutume de Kamakura. Dans la plupart des provinces, on s'en souvient, c'était à de fidèles parents ou partisans de la famille Ashikaga qu'étaient revenues ces charges. Nous avons déjà étudié leur répartition (cf. chapitre XXX) ; il s'agit maintenant d'étudier les pouvoirs qu'ils avaient reçus, ou qu'eux-mêmes s'étaient arrogés.

Lorsque le bakufu de Kamakura avait nommé ses premiers commissaires, les fonctions de ceux-ci se bornaient à lever des troupes, à réprimer les rébellions et à surveiller les vassaux ; mais sous le règne des Hôjô, on avait augmenté leurs pouvoirs, et durant la guerre entre les deux cours, les commissaires nommés par les shôgun Ashikaga furent par nécessité appelés à exercer une autorité encore plus étendue. Ils commencèrent alors à se mêler des procès concernant les terres et à évincer tels tenanciers pour les remplacer à leur gré. Dans cette période de troubles, leurs pouvoirs légitimes et ceux qu'ils avaient pris se combinèrent pour leur donner une puissance militaire et civile toujours plus étendue.

Du fait surtout du nombre croissant de petits propriétaires (les « koku-jin » ou « ji-samurai ») et de l'assurance toujours plus grande d'une nouvelle classe de petits cultivateurs indépendants, les droits des grands propriétaires étaient constamment menacés. Vers 1400, tous les seigneurs possédant des domaines importants étaient contraints d'avoir recours aux commissaires pour maintenir l'ordre sur leurs terres, et les commissaires ne tardèrent pas à profiter de la situation pour confisquer les terres qui leur plaisaient. L'exemple le plus frappant de ce genre de conduite nous est

fourni par l’histoire des vastes domaines du Chôkôdô, composés de vingt-trois riches manoirs disséminés dans le pays, qui furent longtemps une source de querelles entre les lignes aînée et cadette. Une étude des premières années du XV^ siècle montre ce qu’il en advint du temps de la suprématie Ashikaga. Sur les vingt-trois manoirs, onze furent confisqués entièrement et. un partiellement par des commissaires ou leurs subordonnés ; deux furent pris de force par des guerriers locaux ; et quatre passèrent aux mains d’autres propriétaires, sans doute sous l’effet de certaines pressions. Cinq seulement restèrent propriété de la maison impériale.

Un autre témoignage sur les déprédations des commissaires et des guerriers locaux de moindre rang nous est donné dans son journal par le chef abbé du Daijöin du Kôfukuji, le monastère le plus riche et le plus puissant de Nara. En substance, l’histoire est la suivante.

Dans l’Echizen, le Kôfukuji possédait divers riches manoirs, notamment le Kawaguchishô, le Tsubœshô et les terres adjacentes, représentant une surface totale de 1 300 *chô* (environ 1 550 hectares). A l’époque de Kamakura, ces terres étaient exemptes d’impôts, et les fonctionnaires publics n’avaient rien à y faire. Vers 1300, administrées et mises en valeur comme elles l’avaient été, elles représentaient pour les moines une source de revenus très importante.

Mais elles représentaient aussi une très forte tentation pour les propriétaires voisins. Peu après le retour d’exil de Go-Daigo, l’un d’eux s’empara d’une partie du Tsubœshô, mais, à la suite d’une réclamation de la cour des droits, récemment créée, un ordre fut émis exigeant le départ de l’intrus. L’année suivante (1335), des fonctionnaires locaux, qui se disaient les représentants du commissaire de l’Echizen, arrivèrent avec une troupe armée et pénétrèrent de force dans le Kawaguchishô, où ils prirent de l’argent et autres biens.

Qu’une telle conduite ne fût pas rare est attesté par les nombreux récits du genre que renferment les archives de divers manoirs, bien qu’après 1340, sous l’influence de la cour du Sud dans l’Echizen, les commandants de Nitta assurassent une certaine protection aux domaines du Kôfukuji. Cependant, après la défaite de Nitta Yoshimune, le bakufu domina à nouveau la province, et les incursions faites dans les manoirs devinrent

alors si fréquentes qu'un bénéficiaire de Nara se plaignait d'un réel manque de nourriture « dû à la confiscation de nos biens ».

En 1363, Shiba Takatsune, l'un des officiers les plus importants du gouvernement Ashikaga et alors commissaire de l'Echizen, saisit l'ensemble du Kawaguchishô et le donna à un vassal. Ne pouvant employer la force, le Kôfukuji eut recours au chantage. Il y eut une manifestation massive des moines-soldats de Nara, qui amenèrent l'emblème sacré de Kasuga à Kyoto et le laissèrent devant la demeure de Takatsune, grâce à quoi le manoir fut rendu au monastère. Mais les guerriers devenaient toujours plus puissants et hardis, se disputant sans cesse les deux manoirs. Pour finir, ils adoptèrent la méthode du « shugo-uke », contrat par lequel le commissaire s'engageait à accepter pour paiement des impôts dus au bakufu une quantité donnée de riz, gardant pour lui en guise de commission ce qui excédait la quantité réellement due. Certains propriétaires commencèrent par trouver cet arrangement commode, mais avant longtemps, le commissaire prit beaucoup plus que la contribution exigée et empocha la différence. Un exemple classique de ce genre d'abus est celui de Yamana Tsunehisa, commissaire du Bingo, qui, en 1402, encaissa sous forme d'impôt de la part d'un *chô* monastique 18000 koku de riz et n'en reversa que 10000.

Tandis que les commissaires s'appropriaient ainsi les revenus des manoirs, les domaines des grands propriétaires étaient victimes de toutes sortes d'incursions mineures et souvent même de vols de terre (parfois aussi de récoltes sur pied) de la part des petits propriétaires du type *myôshu.* L'incident de 1335 mentionné ci-dessus était de cette nature, et les cas du genre se multiplièrent tout au long du siècle.

En outre, avec l'émancipation progressive des travailleurs agricoles, les propriétaires des domaines étaient contraints de faire des concessions aux délégations de cultivateurs qui se rendaient chez eux pour obtenir une réduction ou une rémission de leurs charges. Dès la fin de l'époque Muromachi, ces délégations devinrent tout à fait courantes. Les mémoires qu'elles présentaient étaient d'ordinaire bien argumentés, comme le montrent clairement des documents datant des environs de 1400, époque où le « tansen » (impôt sur la terre cultivable) devenait écrasant. Généralement, ils étaient signés (par un simple rond) par le Sôbyakushô, corps élu représentant tous les travailleurs agricoles d'un domaine ou d'une région.

Les paysans étaient manifestement bien organisés et prêts à résister, au besoin par la force, aux ordres qu'ils estimaient inacceptables.

Dès 1414, le journal du Daijôin rapporte la visite d'officiers de *l'ukesho,* office responsable de la collecte du riz dû par contrat au commissaire. Presque tous étaient les représentants de guerriers importants, deux pour chacune des dix terres composant le Kawaguchishô. Il y avait toutefois une exception, le groupe représentant la terre de Mizœ, qui n'envoyait aucun représentant du fait qu'elle avait été confisquée par un adjoint du commissaire. Cette histoire montre à l'évidence que le monastère ne pouvait plus compter sur ses revenus fonciers.

Et la situation ne semblait guère plus favorable dans le reste de ce vaste domaine. A la fin de la guerre d'önin (1477), presque toutes les charges lucratives du manoir étaient occupées par un adjoint du commissaire ou par un propriétaire influent du voisinage, notamment le général Asakura, vassal du clan Shiba et grand accapareur de terres. Parmi les domaines dont sa famille et lui s'étaient emparés figurait celui d'Ichijô Kanera, homme d'État alors retiré. On voit bien qu'à la fin du XVe siècle, le Köfukuji ne devait plus tirer qu'un revenu très limité de ses terres de l'Echizen.

Comme pendant au récit des déprédations subies par un grand manoir monastique du fait des guerriers, il paraît pertinent de donner certains détails concernant la provenance du domaine. Pour l'étude de l'histoire médiévale, l'une des sources de renseignements les plus abondantes est le journal connu sous le nom de *Daijôin jisha zojiki,* qui fournit un rapport quotidien sur les activités multiples du Daijôin et du fameux Kôlukuji. Ce journal est l'ouvrage de bénéficiaires successifs, dont le plus important lut le chef abbé Jinson, qui relata les événements des années 1458 à 1503, un an ou deux avant sa mort.

Il est presque entièrement de sa main, et lait le récit quasi quotidien de ce qui s'est passé durant cette longue période, qui comprend le prelude de la guerre d'önin, son déroulement et ses suites, sujets dont traitera le chapitre suivant. Grâce à son haut rang et à ses relations familiales, Jinson était bien placé pour recueillir des renseignements et se tenir au courant des potins circulant dans les cercles officiels. Il était le fils d'Ichijô Kanera, riche *kampaku* à la retraite, aristocrate et fin lettré. Il avait fait de généreux dons au Kôfukuji alors qu'il était encore en fonction, et il avait ainsi pu placer facilement son fils, qui était entré en religion à l'âge de douze ans.

Durant la guerre d’önin, Kanera se réfugia à Nara[148], et bien d’autres nobles avec lui. Tous se maintenaient en étroit contact avec la capitale grâce à des messagers qui faisaient la navette et leur rapportaient les nouvelles. De ce fait, la relation de Jinson est détaillée et semble généralement exacte, bien que ses commentaires sur les événements soient sujets à caution. Il était de toute évidence d’un tempérament extrêmement autocratique et conservateur, et ses observations sont celles qu’on peut attendre d’un dignitaire ecclésiastique de noble naissance, menant une vie confortable et protégée.

Pourtant, sa plume patiente a laissé un tableau fascinant de la vie qui fut celle de la région métropolitaine durant une période de troubles déterminante. Il était libre de se déplacer entre Nara et la capitale. Il était doué d’un esprit inquisiteur, et s’intéressait de près à l’économie du pays. Il semble avoir été bon homme d’affaires, et en tant que seigneur et propriétaire il était certainement sévère. Des messagers le tenaient étroitement informé de ce qui se passait dans les manoirs que possédait le Kôfukuji dans le Kaga et l’Echizen. Vers la fin de sa vie, les nouvelles étaient presque toujours mauvaises, parlant de l’odieux comportement des méchantes gens qui s’emparaient des biens de l’Église, et que guettait – sans doute le pensait-il en disant ses prières – un châtiment divin.

La société rurale

L’histoire de la seconde moitié du XVe siècle est faite de tants de détails embrouillés et attristants qu’on est tenté de n’en retenir que les principaux événements. Mais agir ainsi serait donner une fausse impression des problèmes auxquels se trouvait confronté le bakufu Ashikaga. Depuis le milieu de l’époque de Kamakura, des changements plus ou moins profonds s’étaient graduellement produits dans la vie sociale et économique du pays. Cela, les dirigeants Ashikaga ne l’avaient pas compris, et ils s’imaginaient pouvoir toujours résoudre leurs problèmes par les méthodes traditionnelles d’une dictature féodale, notamment la distribution d’ordres et l’emploi de la force.

On a vu qu’au XIIIe et au XIVe siècle, l’économie japonaise s’était rapidement développée, et que son développement était partiellement lié aux changements sociaux qui avaient peu à peu commencé à miner le système manorial sur lequel reposait le pouvoir du bakufu. Il convient maintenant d’étudier ces changements de plus près, car ils aboutirent aux bouleversements sociaux des XIVe et XVe siècles, et hâtèrent finalement la chute du bakufu Ashikaga.

Après la guerre de Gempei, alors que le bakufu de Kamakura était à l’apogée de sa puissance et de son efficacité, les guerriers triomphants s’installèrent sur leurs terres pour y mener une existence paisible. Ils avaient foi en la justice du bakufu. D’ailleurs, pendant une brève période après sa fondation, la société guerrière que celui-ci gouvernait avait un caractère étonnamment égalitaire. Intendants de manoirs prospères, les grands vassaux (go-kenin) jouissaient tous d’une situation favorable, et en échange de leur obéissance, ils avaient droit à la protection de l’État.

Mais cette Arcadie n’allait pas durer. A la fin du XIII« siècle, les invasions mongoles mirent les finances du bakufu à rude épreuve et entraînèrent les plus puissants vassaux dans de folles dépenses. Le bakufu de Kamakura essaya toutes sortes de remèdes, mais sans grand succès ; vers 1325, son autorité était à ce point compromise qu’il était à deux doigts de s’effondrer, et la société de vassaux directs constituant sa base se désintégrait.

Sous Takauji, la place des *go-kenin* fut prise par les guerriers qu'il nomma commissaires. Comme on l'a vu, ces hommes acquirent peu à peu la propriété de facto de la terre des manoirs d'où les *go-kenin* avaient tiré leurs revenus. Cette forme de confiscation s'accompagna de divers prétextes[1]'; et elle eut finalement pour effet de détruire le système existant et de faire des commissaires des seigneurs terriens pratiquement autonomes, même s'il leur arrivait de jurer fidélité au shôgun du moment. Les commissaires étaient les précurseurs des grands seigneurs terriens qui, au XVii^ siècle, formeraient la société féodale dans sa maturité ; au XV« -[149] siècle, il y avait une vingtaine de ces grands seigneurs, que l'on appelle les daimyô, nom qui évoque leur lien historique avec la propriété de la terre[150].

La désintégration de l'ancienne société guerrière et l'ascension de familles fidèles à leurs propres intérêts plutôt qu'au bakufu furent hâtées par la guerre entre les deux cours, où, comme nous l'avons vu, la loyauté d'un guerrier envers son suzerain s'était à ce point affaiblie que le changement de camp devint un phénomène courant. A la même époque, l'abandon progressif de la coutume qui voulait qu'un seul fils héritât de l'ensemble des biens fut favorisé par le développement d'une classe nouvelle de propriétaires pratiquant une agriculture intensive et diversifiée sur une surface relativement petite. Descendants de guerriers, ces hommes portaient le nom de *ji-samurai*, ou *kokujin*, équivalents de « gentilshommes campagnards » ou de « francs-tenanciers ». Ils ne devaient aucune fidélité à un quelconque seigneur, mais avaient un goût marqué de l'indépendance et un attachement profond pour leur terre natale.

Ainsi qu'on l'a vu, les *kokujin* jouèrent un grand rôle dans le développement de l'agriculture aux XIVe et XVe siècles, et ils s'associèrent fréquemment avec des cultivateurs d'origine plus humble. Depuis le début du Moyen Age, un processus d'émancipation progressif poursuivait son cour, aboutissant à la formation d'une classe de cultivateurs qui jouissaient d'une certaine indépendance personnelle et avaient sur la terre des droits approchant la propriété ou du moins la tenure permanente. Ces paysans se classaient dans diverses catégories selon la taille de leur domaine ou le montant des récoltes qu'ils pouvaient conserver pour eux.

Il faut toutefois comprendre que l'émancipation des paysans fut non seulement progressive et partielle, mais encore temporaire. Tout au long de l'histoire japonaise, les paysans furent tour à tour libres et opprimés ; et la phase d'oppression la plus marquée de toutes fut peut-être celle qui fit suite à l'émancipation du XVe siècle.

Mais il convient peut-être de faire ici certaines remarques concernant le servage au Japon. En théorie – c'est-à-dire d'un point de vue strictement juridique –, le cultivateur japonais ne fut jamais comme tel un serf, acheté, vendu et déplacé comme un bien meuble. A l'époque de Nara comme à celle de Heian, il y avait des esclaves domestiques, dont certains travaillaient aux champs. Mais le paysan véritable n'était pas un esclave, et la tendance qui se manifestait alors était à l'émancipation.

Au ix[e] et au xe siècle, le poids des charges et l'insécurité générale de la vie amenèrent bien des paysans à se placer avec leurs terres sous la protection d'un seigneur, diminuant ainsi leur liberté ; mais ils n'avaient plus désormais à payer d'impôts, et les exigences du seigneur sous forme de contribution en nature ou corvée étaient relativement modestes. A l'époque de Kamakura, alors que le féodalisme était dans sa première période, le paysan était à certains égards plus libre que le guerrier-cultivateur, que son suzerain pouvait punir avec sévérité pour la plus légère infraction. Le *Jöei Shikimoku* reconnaît le droit du plus humble paysan à rester sur la terre qu'il occupe ou à s'en aller à son gré. Vers 1200, l'ancien esclavage avait complètement disparu, excepté certains serviteurs, pour la plupart des femmes.

Au XVe siècle, avec la ruine du système des *shôen,* la liberté des paysans se trouva réduite à ce que les guerriers voulurent bien leur laisser. En pratique, elle n'en restait pas moins considérable, et les paysans émancipés qui cultivaient leurs terres constituaient une classe capable en cas de crise de se défendre seule, et, bien dirigée, de défier la classe militaire avec un certain succès. Par ailleurs, la croissance de la production et les développements du commerce permirent bientôt aux paysans de quitter la terre pour devenir commerçants ou artisans.

Insurrections rurales

Les difficultés qui harcelaient le bakufu Ashikaga trouvent une bonne illustration dans la fréquence des insurrections rurales échappant au contrôle du gouvernement central. Ces soulèvements et autres expressions violentes de mécontentement sont un trait important de l'histoire économique du Japon, mais ils ont également des connotations politiques.

On a vu que, parmi les classes nouvelles apparues au cours du XIIIe siècle, l'une des plus importantes était celle des petits propriétaires dits *ji-samurai* ou *kokujin*. Ses membres souffraient de l'ingérence des représentants du gouvernement Ashikaga, les commissaires et autres officiers nommés par le shôgun dans les provinces. Issus de familles guerrières établies de longue date dans leurs régions particulières, ils étaient déterminés à défendre leurs intérêts, économiques aussi bien que sociaux, face aux nouveaux venus. Ils créèrent donc des ligues (« ikki ») de défense mutuelle, précaution parfaitement naturelle dans une période de troubles qui voyait la dissolution du système de droits et de devoirs dont ils faisaient partie[151]. Le gouvernement central n'était plus en mesure de leur donner la protection qu'il assurait à leurs ancêtres. Ils devaient se débrouiller seuls.

A strictement parler, le mot *ikki* signifie ligue, mais dans son sens large il désigne également l'activité d'une ligue, généralement avec l'idée de révolte. Les nombreux soulèvements qui eurent lieu pour protester contre le gouvernement des shogun Ashikaga, notamment après le règne relativement stable de Yoshimitsu, sont ainsi désignés par des termes tels que Shirahata-ikki, ou « insurrection du Drapeau blanc », et Mikazuki-ikki, ou « insurrection du Croissant ».

C'est quand les commissaires et leurs représentants tentèrent d'imposer leur autorité à l'ensemble d'une province que les propriétaires indigènes commencèrent à se révolter, et c'est du fait de leur ampleur qu'on appela ces soulèvements *kuni-ikki* (ici, le mot *kuni* veut dire province). La plus importante et la plus vigoureuse de ces insurrections se déroula à la fin du XVe siècle, mais il y eut des révoltes similaires tout à fait sérieuses au milieu de la guerre entre les deux cours. En 1351, les *kokujin* de la province de Wakasa chassèrent un représentant du commissaire, et en 1353, ils attaquèrent et expulsèrent le seigneur guerrier Yamana Tokiuji, nommé

commissaire. Les *kokujin* étaient extrêmement tenaces, et selon les registres de l'époque, il y eut en l'espace de trente ans quinze changements de commissaire dans le Wakasa tant ils rendaient ce poste intolérable.

Des insurrections du même type eurent lieu dans l'Etchü (en 1369 et 1377), dans le Shinano (1384-1386), et à nouveau dans le Wakasa (1366-1369). L'ordre fut rétabli tantôt par la force, tantôt par un compromis, et parfois même par la nomination d'un notable du cru comme commissaire adjoint. Dans l'ensemble, les commissaires de cette époque n'étaient pas suffisamment puissants pour s'imposer de force, et ce n'est d'ailleurs qu'à la fin du XIVe siècle que le bakufu Ashikaga atteignit sa pleine autorité.

Des paysans en armes participaient à ces mouvements, et avant même la guerre entre les deux cours, d'authentiques soulèvements ruraux sont parfois signalés ; mais ils demeuraient sporadiques et mal organisés. Toutefois, ils indiquent qu'à la fin du régime de Kamakura, des paysans s'efforçaient déjà d'améliorer leur condition grâce à une action concertée, et obtenaient certains succès. Au XVe siècle, ce genre de soulèvements avaient atteint un plus haut degré d'organisation, et les paysans semblent y avoir joué un rôle plus important. Ces insurrections sont désignées sous le terme de *tsuchi-ikki.* Certaines étaient de franches révoltes contre l'injustice des grands propriétaires, d'autres des attaques contre tel prêteur d'une ville voisine ; mais il s'agissait toujours fondamentalement de mouvements ruraux, stimulés par la croissance d'une nouvelle classe de cultivateurs luttant pour leur indépendance.

On estime que le premier de ces soulèvements eut lieu en 1428 dans la province d'Omi, sous la conduite de cultivateurs déterminés à protester contre des édits financiers qui leur portaient tort[152]. En 1441, les fermiers se soulevèrent dans diverses régions proches de la capitale, à Miidera, Toba, Fushimi, Saga, Ninnaji et Kamo. Ce n'était pas des manifestations sans but, mais des attaques en force contre des personnes et des lieux. Des cultivateurs de nombreux endroits situés dans les environs de Kyoto prirent part au soulèvement de 1441. Ils occupèrent après s'en être emparés les maisons du quartier ouest de la ville (Nishi-Hachijô), et dans un cas, une troupe de deux à trois mille homme occupa d'importants monastères à Kitano et Uzumasa. De telles insurrections se reproduisirent tous les deux ou trois ans jusqu'à la fin du siècle, surtout dans la province de Yamashiro,

mais également dans la région de Nara. Certaines furent réduites par la force et leurs meneurs exécutés, mais de façon générale les autorités féodales ne réussirent pas à endiguer le mouvement.

Le soulèvement de 1428, considéré comme le premier recours à la force par une nombreuse population rurale, débuta par un soulèvement des charretiers *(bashaku)* dans la province d’Omi. Il s’étendit bientôt à la capitale, puis à Nara ainsi qu’à l’Ise, au Kawachi, à l’Izumi et à d’autres provinces. La foule entra de force chez maints prêteurs, bien souvent brasseurs de saké, et jusque dans les bâtiments d’un monastère, pour détruire les reconnaissances de dettes et reprendre les objets engagés. Vers 1430, les émeutes contre la police du bakufu étaient devenues presque endémiques dans certaines régions. Les insurgés réclamaient des édits qui leur soient favorables, mettaient en pièces les biens de leurs créanciers, s’emparaient de ce qu’ils avaient mis en gage, et contraignaient leurs créanciers à leur rendre les papiers où ils reconnaissaient leurs dettes.

Les spécialistes ne sont pas tous d’accord sur certains points, comme la constitution de ces *ikki* et le statut de leurs divers membres. Sujet à cette réserve, le compte rendu suivant d’une série de soulèvements ruraux dans le Yamashiro peut servir de description générale des *tsuchi-ikki,* ou *do-ikki,* ainsi qu’on les appelle parfois[153].

A quelques kilomètres à l’ouest de Kyoto, sur les rives fertiles de la Katsura, se trouvaient de riches manoirs appartenant à de grands nobles ou à des institutions religieuses, ainsi que de petits domaines dont les propriétaires étaient des *kokujin.* Les paysans qui cultivaient l’ensemble de ces terres étaient unis par le même intérêt, la juste répartition de l’eau de la rivière pour irriguer les champs. Autrefois, ce travail était exécuté par les intendants des manoirs, mais au cours du XIVe siècle s’était opérée une émancipation lente mais régulière des travailleurs du sol, accompagnée d’un développement de l’organisation rurale à l’échelle du village (« mura ») et du district (« gö »), qui, au commencement du XVe siècle, parvinrent à une certaine autonomie.

Ces paysans avaient ainsi acquis un sentiment de confiance, un sens puissant de l’unité et une habitude de coopérer qui s’exprimaient naturellement dans la surveillance et l’organisation conjointes de l’approvisionnement en eau. Du fait que leurs villages n’étaient pas loin de

la capitale, ils étaient également en contact avec les citadins qu'ils rencontraient en apportant leurs produits au marché. Ils discutaient sans doute de leurs difficultés et des insuffisances des fonctionnaires du bakufu avec leurs clients, dont ils apprenaient un peu de la vie métropolitaine.

Le Yamashiro était la province la plus avancée du pays, et l'on ne saurait s'étonner que les paysans y aient été moins dociles qu'ailleurs. Dans le district de Nishioka, tout près de la ville, ils se soulevèrent à plusieurs reprises entre 1440 et 1466, juste avant le début de la guerre d'Onin. Ils entrèrent maintes fois dans la capitale, et à une occasion au moins ils furent rejoints par des travailleurs citadins, notamment les membres de la corporation des palefreniers.

On dispose d'excellents documents concernant les dates et la nature de ces insurrections, mais la composition ordinaire des *ikki* nous reste assez obscure. Les meneurs étaient certainement des représentants moyens de la classe des *kokujin* ou des *ji-samurai,* mais l'on ne peut affirmer qu'aucun des paysans émancipés qui cultivaient maintenant leurs propres coins de terre prit part à l'organisation ni à la direction des mouvements de l'époque. Eux et les *kokujin* partageaient le même objectif : être débarrassés des exactions d'un gouvernement provincial corrompu. Les *kokujin* étaient déterminés à employer la force pour s'opposer aux commissaires et à leurs adjoints qui cherchaient à leur prendre leurs terres ou leur brisaient les reins sous le poids des impôts, et bien des paysans étaient prêts à prendre les armes et à leur emboîter le pas. L'un des problèmes qui se posent ici est l'interprétation du mot *myôshu.* Il désigne celui qui possède une terre, mais peut aussi bien s'appliquer à un paysan émancipé qu'à un grand propriétaire. Des gens qualifiés de *myôshu* semblent avoir joué un rôle important dans certains soulèvements (*kuni-ikki* et *tsuchi-ikkt),* mais il est douteux qu'il s'agisse de paysans libres.

YOSHIMASA

Yoshinori fut remplacé par son fils aîné, Yoshikatsu, un garçon maladif qui mourut en 1443, âgé d'à peine dix ans, quelques mois seulement après que la cour lui eut accordé la charge de shôgun. Il était urgent de lui trouver un successeur, et lors d'une réunion des grands généraux convoquée par Hatakeyama, *kanrei* de Kyoto, on choisit son jeune frère Mitora (né en 1435). Celui-ci reçut ensuite de l'empereur Go-Hanazono le nom de Yoshishige, et en 1449 il fut officiellement nommé *sei-i tai-shôgun* et rebaptisé Yoshimasa. Au début, les généraux du bakufu collaborèrent au maintien de la paix et de l'ordre. Mais Yoshimasa ne s'intéressait pas aux affaires de l'État, et au bout de quelques années, le gouvernement du bakufu était devenu si insouciant que, plutôt qu'il ne s'y opposa, il suscita les désastres qui allaient l'écraser.

Il serait injuste de voir pour seule cause de la faiblesse du bakulu le mauvais gouvernement de Yoshimasa. Il s'agissait en l'ail du progrès d'une lente maladie que même un dirigeant sage et déterminé n'aurait pu arrêter. Peut-être l'erreur la plus notoire de ses conseillers fut-elle leur constant recours aux actes de grâce, censés protéger les vassaux contre la misère économique. Les premiers actes de grâce, qui dataient de l'époque pré féodale, portaient le nom de *tokusei* ou *jinsei*, ce qui signifie gouvernement vertueux ou humain ; c'était des sortes d'amnistie pour les périodes de famine ou de peste, mais ils n'entraient pas dans le cadre d'une politique financière, comme ce serait le cas plus tard. L'histoire ultérieure de ces édits, à commencer par l'acte de grâce promulgué par le bakufu de Kamakura en 1297, est une succession d'erreurs économiques. Par l'acte de grâce de 1297, les emprunts personnels furent annulés, les ventes de terres résiliées, et la situation des créanciers rendue intolérable. Cette initiative créa une panique économique, les fournisseurs de biens et de crédit aux familles militaires, leurs principaux clients, refusant aussitôt toute nouvelle transaction et restant fermes sur leurs positions. Le bakufu, qui ne pouvait pas se permettre de laisser le commerce intérieur se détériorer, en fut réduit à annuler l'édit en 1298.

Le gouvernement de Muromachi ne sut pas en tirer la leçon ; sous la pression, il eut recours au même genre de mesures désespérées que celles qui avaient échoué à Kamakura. A partir de 1441, un flot de ces *tokusei*

furent publiés (Yoshimasa passe pour en avoir promulgué treize) mais sans autre effet que de nuire à l’économie nationale, de plonger les marchés dans le marasme et de paralyser le commerce.

La vanité des efforts visant à protéger les guerriers par de telles mesures se trouva déjà amplement démontrée par l’accueil fait au moratoire de 1441, le premier *tokusei* du bakufu de Muromachi. Comme on l’a vu, la population des campagnes se révolta immédiatement, et ses émeutes s’étendirent d’une province à l’autre dans les environs de Kyoto et de Nara, sous le nez du shogun. Elle détruisit les reconnaissances de dettes, mit la main sur les gages, et offrit des sommes dérisoires pour le remboursement total de ses emprunts. Le bakufu proposa un compromis touchant les dettes des émeutiers, mais il ne fut pas accepté. Les émeutiers exigeaient un acte général portant sur les dettes et les débiteurs en tout genre, et pas uniquement les guerriers – une sorte de *tokusei* à l’envers. En octobre 1441, le bakufu céda et promulga de nouveaux édits conformes aux vœux des émeutiers. L’une de leurs clauses (confirmant une ancienne coutume) stipulait qu’une terre occupée depuis vingt ans par le même tenancier devenait la propriété du contribuable, reconnaissant ainsi à de petits fermiers la propriété de leurs terres [154]. Mais les manifestations ne s’arrêtèrent pas pour autant.

L’une des premières de ces émeutes à causer d’importants dommages dans la capitale eut lieu en été 1447. Elle débuta sur un manoir appartenant au grand monastère du Toji, mais, dans leur colère, les émeutiers se rendirent ensuite dans la ville, et, suivant ses larges avenues, ils mirent le feu aux bâtiments qui les bordaient. Ils entrèrent de force dans la cour du Tôji, où ils tuèrent deux serviteurs, puis, se ruant dans la grande salle, ils y firent deux nouvelles victimes. Ils furent finalement chassés par une troupe de soldats appelée en hâte sur les lieux.

Des émeutes de cet ordre se reproduisirent à Kyoto et Nara ou dans les environs jusqu’en 1456, où le bakufu adopta une politique favorable aux propriétaires qui avaient emprunté de l’argent, ceux-ci pouvant s’acquitter de leur dette en en remboursant le dixième. Mais les paysans mécontents restaient insatisfaits, préférant poursuivre leurs émeutes plutôt que d’accepter les nouveaux règlements. En 1457, il y eut une violente démonstration de la part de travailleurs agricoles de la région de Kyoto, qui défilèrent à travers la ville au son de tambours et de gongs, réclamant un

nouveau *tokusei.* Ils ne se dispersèrent qu'après que, sur l'ordre du bakufu, certains de leurs meneurs eurent été tués par la troupe. L'une des pires émeutes eut lieu en 1461. Les manifestants s'attaquèrent alors aux boutiques des prêteurs, espérant détruire toute trace de leurs dettes, mais ils pillèrent et incendièrent en outre des maisons de tous les quartiers de la ville. Il fallut plusieurs semaines avant que les généraux ne puissent en avoir façon.

Aux échecs administratifs de Yoshimasa s'ajoutèrent diverses catastrophes naturelles, dont les victimes ne furent pas les cultivateurs uniquement mais le pays dans son ensemble. En 1457 et pendant dix ans, des tempêtes ravagèrent les rizières, et à la famine qui en résulta succédèrent des épidémies. En deux mois, la disette et la maladie firent à Kyoto plus de 80000 victimes, la Kamo charriant d'innombrables cadavres. Durant cette période de calamités, les seules mesures de secours prises par le bakufu semblent avoir été l'organisation de distribution de nourriture dans un ou deux monastères. Dans son ensemble, le bakufu était incompétent en matière administrative, et le gouvernement de Yoshimasa, à la fois dépensier et corrompu, était particulièrement catastrophique. On ne faisait rien pour appliquer les injonctions du *Kemmu Shikimoku*, loi de base du gouvernement des Ashikaga. Des moines et des dames de la cour se mêlaient de la politique et se faisaient entendre de chefs guerriers, espérant obtenir l'oreille du shôgun. Il est difficile de définir le rôle joué par les moines et les femmes ; toutefois, s'ils ne semblent pas être intervenus dans des décisions politiques essentielles, en tant qu'intermédiaires, il est certain qu'ils exercèrent une influence dans des domaines plus personnels.

Yoshimasa lui-même était très influencé par les femmes, et notamment par ses favorites. Son épouse Tomiko, habile et sans scrupules, régnait sur la cour du shôgun. De même que certains moines, ces femmes intriguèrent sans doute dans des affaires de charges et de titres, mais pour ce qui est de la politique nationale, dans la mesure où elle était organisée, elle répondait probablement aux décisions prises en conseil par les *kanrei.*

Mais une fois que le bakufu se trouva incapable d'imposer sa loi aux plus puissants vassaux, c'est à peine si l'on peut dire qu'il y eût encore une politique nationale. La seule question qui se posait était de savoir si oui ou non il y aurait la guerre. D'ordinaire la réponse était oui, et pas parce que le shôgun en avait décidé ainsi. Certains historiens japonais voient dans les

intrigues féminines une des grandes causes des vaines et cruelles guerres civiles d’Onin et de Bummei, mais il est douteux que l’on puisse si clairement définir les causes et les effets. A suivre l’histoire de la détérioration du gouvernement depuis le déclin des Hôjô, on en vient à voir ce déclin comme quelque chose d’inévitable, une suite d’événements tragiques découlant l’un de l’autre, une société militaire n’ayant pas d’autres solutions à proposer à ses problèmes que des solutions militaires. C’est une malédiction.

Sorti du fait qu’il négligeait ses devoirs officiels, le personnage de Yoshimasa ne manque pas d’intérêt, ni même de séduction. Il étonne par sa folle prodigalité, et ses entreprises esthétiques ne laissent pas d’imposer un certain respect.

On dit que Yoshimasa façonna sa conduite sur celle de Yoshimitsu, qu’il admirait. L’une de ses entreprises les plus coûteuses fut la construction d’un nouveau palais de Muromachi en 1458, travail qui se poursuivit durant la famine de l’année 1461. On lui reprocha cette dépense à une époque où des gens mouraient de faim, et il suspendit les travaux, dit-on, à cause d’un poème satyrique de l’empereur Go-Hanazono, qui était un souverain bienveillant. Mais il n’est pas certain que le blâme de Sa Majesté fût justifié, car il est très facile de critiquer les dépenses publiques en période de dépression. Rien de ce que le bakufu pouvait faire n’aurait cette année-là augmenté les réserves de nourriture, ni d’ailleurs amélioré sa répartition, car il était presque impossible de persuader un commissaire ou un seigneur terrien d’envoyer du riz dans les régions voisines même lorsqu’il y avait pléthore.

Une autre entreprise onéreuse fut la construction de l’hôtel de Takakura pour la mère du shôgun, palais qui rivalisait avec celui de Muromachi par la beauté de ses jardins. Yoshimasa dépensait également beaucoup d’argent pour les monastères et les sanctuaires, en bâtiments ou en dons généreux. Il effectuait de ruineux pèlerinages, se rendant en grande pompe à Kasuga, Ise et autres lieux saints. Il patronnait et subventionnait en outre des spectacles de *sarugaku*, parmi lesquelles les représentations de *Tadasu-gawara*, un nô de 1464, décrites en détail dans un document de l’époque[155].

On dit que les dépenses extravagantes de Yoshimasa vidèrent les caisses du bakufu et amenèrent le shôgun à faire des emprunts auprès des riches monastères Zen. On laisse en outre entendre que ce genre de choses se

combinèrent pour créer une situation explosive, et qu'« il suffit d'une étincelle pour déclencher un grand incendie de forêt ». Mais ces interprétations sont trop simples pour expliquer l'âpre guerre civile des années suivantes. Il serait plus exact de dire que la classe guerrière n'était pas encore fatiguée du sang. Les grands chefs de clan se préparaient à un conflit en renforçant leurs propres défenses et faisaient dresser des barrières aux entrées de leurs domaines dans l'espoir de se protéger contre les espions et les soudaines attaques. La multiplication de ces barrières dans le pays, entravant la circulation des marchandises comme des voyageurs, est la preuve vivante d'un courant violemment opposé à l'unité que le sjiôgun se devait d'encourager et de maintenir.

La barrière est mentionnée à l'aube de l'histoire du Japon, où elle était utilisée par la police ou les gardes militaires qui procédaient à des contrôles pour arrêter les fugitifs. (Une des plus célèbres légendes japonaises est l'histoire de Yoshitsune, arrêté à l'une de ces barrières par les officiers de Yoritomo et sauvé grâce à l'esprit vif de son écuyer Benkei.) Mais à mesure que le pays s'organisait et s'unifiait sous le régime de Kamakura, nombre de ces barrières avaient été supprimées. Ce n'est qu'à la fin du Moyen Age que les grands propriétaires – guerriers, nobles et établissements religieux – en vinrent à dresser des barrières à la limite de leurs domaines, et encore étaient-elles alors employées à des fins de profit plutôt que de protection. De lourds péages étaient imposés aux voyageurs et aux marchandises, ce qui se révéla si profitable que les shôgun de Muromachi interdirent les barrières privées pour créer un système national avec des barrières dans toutes les provinces et des droits de passage encaissés par le bakufu.

L'arrêt contre les barrières privées n'eut apparemment d'autre effet que d'en faire fleurir de nouvelles. Les droits perçus étaient si lourds et si nombreux que le commerce en souffrit et que les prix montèrent. Un document affirme qu'un commerçant devait payer dix péages pour un trajet d'une quinzaine de kilomètres, et cite le cas d'un messager qui, envoyé de Nara dans la province de Mino, dut acquitter un petit droit de passage à chacune des vingt-neuf barrières privées qu'il trouva sur sa route. Dans ces conditions, il n'y a pas à s'étonner que la destruction des barrières comptât parmi les moyens qu'utilisaient les émeutiers pour protester contre les charges imposées à la classe croissante des petits commerçants ; et le fait

que le bakufu s’avérât incapable de faire respecter leur interdiction démontre une fois encore son déclin progressif.

Parmi toutes les erreurs administratives du bakufu sous les successeurs de Yoshimitsu, et en particulier sous Yoshimasa, la plus désastreuse fut probablement le fardeau de contributions imposées aux petits cultivateurs et commerçants. Le *tansen,* impôt sur la terre cultivable, fut introduit comme une contribution exceptionnelle en 1371, où tous les commissaires et intendants reçurent l’ordre de le collecter pour financer l’avènement solennel de Go-Enyù. Cependant, il ne fut jamais supprimé, et du temps de Yoshimasa, on le prélevait plus d’une fois par année[156]. Il s’y ajoutait toute une variété de taxes sur le commerce et sur les commerçants – taxes sur les bâtiments, sur les magasins de détail, sur les entrepôts, sur les brasseurs, les marchands de riz et les marchands de saké – dont certaines devaient s’acquitter plusieurs fois dans l’année. Les vendeurs en gros pouvaient répercuter ces charges sur leurs clients, mais les petits étaient ruinés. Il n’est pas surprenant que maints d’entre eux aient ainsi quitté leur foyer pour s’enrôler dans les armées des grands seigneurs guerriers, gonflant par là les troupes qui défiaient l’autorité du bakufu.

Comme l’observe Murdoch dans son solide chapitre sur le féodalisme, le paysan n’était pas gravement touché par la guerre : il avait si peu de chose à perdre ! Ce qu’il redoutait avant tout, c’était le collecteur d’impôts et l’encaisseur de dettes, qu’il pouvait tous deux éviter en s’enrôlant. Et ce fut sans doute leur enrôlement qui, au XVe siècle, changea le caractère de la guerre en augmentant le nombre des fantassins.

Finances du bakufu de muromachi

Les chroniqueurs du temps de la guerre d'ônin (1467-1477) attribuent volontiers le déclin du bakufu de Muromachi à l'immoralité des dirigeants, et des conseillers de Yoshimasa en particulier. Mais il faut dire que les expédients financiers auxquels avait recours Yoshimasa étaient de ceux qui favorisent la corruption et autres maux du genre. La vraie faiblesse du bakufu de Muromachi était de celles auxquelles aucun gouvernement, aussi capable et honnête qu'il soit, ne peut longtemps survivre, à savoir le manque de ressources fiscales.

L'une des causes de l'effondrement du bakufu de Kamakura fut le coût des invasions mongoles, dont il ne se remit jamais complètement. Mais avant ce désastre, il avait maintenu son indépendance fiscale pendant plus d'un siècle. Le gouvernement de Muromachi, lui, n'avait pas une base aussi solide. Ses difficultés financières remontaient à sa fondation. Lorsque Takauji en avait pris la direction, en 1336, il n'avait pas d'argent pour faire face aux dépenses militaires, et il avait dû recourir à une mesure d'urgence pour lever des fonds. Ce fut le début du système d'encaissement dit « han-zei » (demi-paiement), qui était du même genre que le « hyörö-mai » (taxe du commissariat) levé par les commissaires de Yoritomo. Pour des raisons de commodité, Takauji autorisa les commissaires de certaines provinces à garder la moitié du revenu dû par les manoirs. C'était censé être une mesure exceptionnelle, mais elle ne fut jamais abandonnée et fut même étendue à la plupart des provinces. Les propriétaires en souffraient beaucoup, et les commissaires adjoints (*shugo-daikan*) en abusaient, saisissant des biens sous prétexte d'encaisser le *hanzei*. Cependant, vers 1400 ou même avant, le bakufu ne tirait pratiquement plus aucun revenu de cette source.

En théorie, les commissaires nommés par le bakufu remettaient à Kyoto une partie des impôts qu'ils avaient collectés dans leur juridiction ; dans la pratique, cette source de revenus était toutefois irrégulière. Vers le milieu du XVe siècle, elle était pratiquement tarie, et il fallut que le gouvernement recoure à de nouvelles formes d'impôts directs. Il put alors se tourner vers une classe marchande en pleine expansion, et l'une de ses sources les plus abondantes devint I1 taxe qu'il imposa aux riches prêteurs, dont la plupart habitaient la région métropolitaine. Cet impôt était encaissé à intervalles réguliers mais aussi irréguliers, pour répondre aux nombreux déficits de la

trésorerie du shôgun. Selon un document, alors que Yoshimitsu encaissait ce « kurayaku[157] » quatre fois par an, Yoshimasa ne s'arrêta pas à huit fois par mois. Ce genre de taxes étaient bien sûr mal acceptées, surtout lorsqu'elles semblaient avoir pour seule utilité de payer le luxe des grands.

En résumé, jusque vers 1400, les taxes encaissées comme *tansen* et une partie des impôts dus par les commissaires nommés par le shôgun furent dûment versés à Kyoto. Mais la cupidité et le mécontentement s'avérèrent plus forts que le bakufu, et au milieu du XVe siècle, les propriétaires provinciaux, des commissaires aux représentants de la petite noblesse, avaient pris tant de manoirs qui étaient jadis des sources de revenus que très peu d'impôts entraient désormais dans les caisses du shôgun. Écrivant juste avant le nouvel an 1478, période où les réjouissances étaient de règle, l'abbé Jinson peignait un tableau plutôt sombre : « Il n'y a rien dans tout l'empire dont on puisse se réjouir. […] Les provinces [suit une liste] n'ont plus payé d'impôts depuis le début d'Onin, et les provinces qui devraient obéir au bakufu[158] ne prêtent aucune attention aux ordres du shôgun. Les commissaires disent qu'ils obéiront, mais leurs adjoints disent qu'ils ne peuvent rien faire. […] Le pays entier est dans un état de désobéissance. »

Pour terminer ce compte rendu des ennuis fiscaux du gouvernement des Ashikaga, il faut dire quelques mots de l'état plus misérable encore des finances impériales. Selon les devins officiels, 1440 devait être une année cruciale, pleine de difficultés et de désordres. A cette époque, la discipline des gardes impériaux était si relâchée que des vols se commettaient jusque dans les appartements privés du palais, et il arriva même qu'un voleur s'introduisît dans le *Naishi-dokoro*, saint des saints où l'on conservait les trésors sacrés, et y dérobât la cloche et divers vêtements. Des bandes de voleurs hantaient les rues et se risquaient même dans les quartiers où les soldats étaient censés faire régner l'ordre. La cour était dans une misère telle qu'elle ne pouvait plus subvenir à l'entretien du grand sanctuaire d'Ise, lieu le plus saint du pays. Par manque d'argent, on dut abandonner les fêtes données à des sanctuaires aussi importants que celui de Kamo. Il fallut renoncer à réparer le sanctuaire de Hachiman, important pour le Trône comme pour le shogun, car ni l'un ni l'autre n'en avaient les moyens. Pour finir, raconte-t-on, on réunit des fonds en vendant l'armure du shogun ; mais cette histoire est certainement plus pittoresque que véridique.

Vus sous l’angle politique, bien des aspects de l’évolution sociale et économique de l’époque de Muromachi semblent illustrer l’échec des organes administratifs du bakufu. Les actes de grâce avortés, les soulèvements ruraux, la destruction des barrières de péage, tout cela paraît attester l’incompétence de la classe dirigeante. Sans doute y a-t-il dans cette lecture des événements une part de vérité, car il est évident que le bakufu ne comprenait rien à la nature des changements économiques qui s’opéraient ; mais même s’il avait pris des décisions plus sages, il n’aurait pas pu faire grand-chose. En effet, le pays se trouvait alors animé par une énergie en phase d’expansion que rien ne pouvait arrêter.

CHAPITRE XXXIV

La guerre d’Ônin

ORIGINES

La guerre d’Ônin, qui se prolongea durant onze ans – de 1467 à 1477 – fut le plus effroyable conflit de l’histoire sanglante du Moyen Age. Elle a des origines complexes, qu’il est vain de vouloir rattacher à des actions ou à des événements particuliers. La guerre naquit spontanément d’une querelle entre des vassaux mécontents, mais ce ne fut qu’une étincelle qui mit le feu à une masse de matière inflammable. Pour les causes véritables, il faut les rechercher dans la situation en général et dans l’esprit de la société de l’époque de Muromachi.

Le siècle qui suivit la chute du gouvernement de Kamakura avait manifesté une grande vitalité et un goût marqué du changement. Le respect de la tradition faiblit ; des énergies nouvelles furent libérées, des classes nouvelles formées, et des richesses nouvelles créées. A l’acceptation de la discipline féodale fit place une âpre compétition pour le pouvoir et la propriété. Lorsqu’on étudie ces tendances, le changement est visible à chaque niveau social. Les paysans se révoltent, les guildes défient la loi, les tenanciers prennent la place des propriétaires, les petits boutiquiers font fortune, et les guerriers de province usurpent le pouvoir des représentants du shogun. De violentes querelles de succession éclatent dans les familles guerrières et l’autorité du bakufu décline au point de disparaître presque complètement après la mort de Yoshinori, en 1441.

Parmi les causes accessoires de difficulté, sans doute y eut-il le goût des grands officiers du shogun pour la vie métropolitaine ; car tandis qu’ils cherchaient à jouer un rôle influent dans la capitale, les familles dirigeantes des provinces augmentaient leurs revenus et prenaient une indépendance croissante par rapport au bakufu. Elles constituèrent des ligues et des alliances pour résister à la pression des dirigeants du Centre – notamment les familles Hosokawa, Shiba et Hatakeyama – et profitèrent inévitablement de l’incompétence de Yoshimasa, que rien de tout cela n’intéressait.

Il se fit une scission au sein de la famille Hatakeyama vers 1450, et la famille Shiba se trouva déchirée par la dissension lorsqu’un vassal s’opposa

à la succession d’un fils adoptif. D’ordinaire, ce genre de querelles survenaient non entre les membres d’une même famille mais entre des tierces parties, car très souvent le véritable antagonisme ne se situait pas entre les héritiers possibles mais entre leurs vassaux respectifs. Ces luttes de succession avaient des prolongements jusque dans des familles de médiocre importance, et presque aucune province n’était épargnée. Dans ces conditions, il ne fallait pas plus qu’un affrontement armé entre deux grandes maisons pour déclencher un conflit général. Le gouvernement chancelant de Yoshimasa favorisa sans doute une accumulation de désordres dont seul pourrait venir à bout un puissant mouvement révolutionnaire ; et c’est en tant que tel que la guerre d’Ônin et toutes ses horreurs peuvent le mieux s’expliquer. Dans l’immédiat, elle ne fit qu’ajouter au désordre et à la misère, mais ce fut une étape nécessaire vers la restauration d’un gouvernement ferme et résolu.

première année d'ônin

Les querelles entre factions divisant les familles Hatakeyama et Shiba s'étendaient toujours davantage à mesure que les protagonistes trouvaient de nouveaux partisans. Pourtant, les deux conflits demeuraient indécis, aucun des prétendants ne se révélant un chef capable. En outre, avec l'affaiblissement de leurs ressources militaires, les deux maisons voyaient leur influence diminuer. Vers 1450, les deux plus puissants chefs guerriers du pays étaient les chefs de clan des Hosokawa et des Yamana.

Hosokawa Katsumoto était un homme doué, un administrateur exceptionnel, qui gérait parfaitement ses domaines et satisfaisait ses vassaux. Il connaissait la paix et l'opulence tandis que ses pairs et ses adversaires se plaisaient à créer des désordres. Son caractère avait quelque chose de celui de Yoriyuki, son ancêtre, qui avait tant compté pour le shôgun Yoshimitsu.

Yamana Sôzen, son beau-père, était un chef de clan d'une autre trempe. Sa famille avait jadis souffert de l'imprudence de certains de ses chefs, et bien que la défaite d'Akamatsu eût amélioré sa situation, Yamana restait ambitieux et ne désirait rien plus que d'élever son clan au pinacle. C'était un agité, que ses colères rendaient apoplectique. Connu pour son teint écarlate, il portait le surnom d'Aka-nyûbô, le Moine rouge (il passa dans les ordres ses dernières années).

Yamana jalousait Hosokawa, dont la famille détenait la charge de kanrei et jouissait depuis longtemps de la confiance et de la faveur des shôgun, et il jura sa perte. Il ne lui était pas facile de trouver un motif légitime de querelle avec Hosokawa, qui était un adversaire habile et prudent, et avant de s'engager dans une franche opposition, il attendit d'être sûr de sa force. Il patientait ainsi en se mêlant d'affaires successorales d'autres familles – et pas toujours du même côté, car son but n'était pas d'apporter la paix mais de se chercher des alliés pour attaquer Hosokawa. Ses avances et ses retraits n'ont pas besoin d'être relatés en détail, car c'est une succession de procédés courants dans ce qu'on pourrait appeler une politique féodale du pouvoir.

En 1464, la situation politique se compliqua du l'ait qu'il fallut décider de la succession du shôgun, fatigué d'une charge qui l'empêchait de se

consacrer tout entier au plaisir. Dans les études historiques des événements politiques qui conduisirent à la guerre d'Onin, on donne généralement une part de responsabilité à Yoshimasa. Il est vrai qu'il ne s'intéressait guère aux devoirs de sa charge, et qu'il commit bien des erreurs au moment de prendre. une décision ; mais il est difficile de croire que même les efforts les plus héroïques de sa part eussent pu changer le cours des événements.

Au début, bien qu'il trouvât ses responsabilités ennuyeuses, Yoshimasa ne les négligeait pas. Il n'aimait pas Hosokawa Katsumoto, mais il reconnaissait ses qualités et, dans certains domaines, recherchait son conseil. Cependant, les problèmes qu'on lui soumettait étaient bien souvent insolubles, et ses intérêts se portaient ailleurs. Lorsqu'il avait entendu l'opinion de son conseiller Ise Sadachika, de ses favorites et surtout de sa femme, Tomiko, il était partagé et ne savait plus que décider. En 1464 (alors qu'il occupait sa charge depuis quinze ans), il résolut donc de se retirer bien qu'il n'eût que trente ans.

La question de la succession était bien sûr très importante aux yeux de Hosokawa, qui soutenait Yoshimi, frère cadet de Yoshimasa alors abbé dans un monastère de la secte Jôdo. Yoshimi ne voulait pas quitter la vie religieuse, mais en 1464, il se laissa convaincre de rejoindre son frère pour l'aider, étant entendu que, le moment venu, il le remplacerait comme shogun. Un an plus tard, Tomiko, la femme de Yoshimasa, donna naissance à un fils, Yoshihisa, ce qui rendit la position de Yoshimi fort incommode. Il n'en resta pas moins représentant de son frère, se conformant généralement aux conseils de Hosokawa pour s'acquitter de cette fonction.

Tomiko était évidemment furieuse, et elle demanda l'appui de Yamana pour défendre les droits de son fils. Entre Yamana et Hosokawa, le conflit prit ainsi une tournure différente. Il y avait d'un côté le shogun, soutenu par Yoshimi et défendu par Hosokawa, et de l'autre Tomiko et son fils, soutenus par Yamana. Il s'agissait maintenant d'un conflit de succession de premier ordre, non pas entre vassaux, mais entre candidats au shôgunat.

A la fin de 1466, ayant de beaucoup augmenté le nombre de ses partisans grâce à ses manœuvres politiques, Yamana se sentait assez fort pour défier ouvertement Hosokawa. Selon des ouvrages comme le *ônin-ki,* qui ne sont pas absolument sûrs mais présentent sans doute la situation générale de façon assez exacte, les forces commandées par les deux généraux, sans

compter les effectifs hypothétiques que des alliés hésitants étaient susceptibles de fournir, étaient à peu près les suivantes :

Hosokawa		Yamana	
Katsumoto	60000	Sōzen	30000
Collatéraux	20000	Collatéraux	11000
Alliés	5000	Alliés	39000
	85000		80000

Les forces des deux adversaires étaient équilibrées, mais Hosokawa avait l'avantage, ses troupes étant plus sûres et plus nombreuses que celles de Yamana.

Au début de la première année d'Önin (1467), ayant consulté ses parents et alliés, Yamana alla trouver Yoshimasa pour se plaindre que Hosokawa était intervenu dans une dispute entre deux candidats de la famille Hatakevama à la charge de kanrei. (Il s'agissait de Hatakeyama Yoshinari et Hatakeyama Masanaga, que Yamana avait tous deux soutenus au gré de ses desseins.) Il demandait de pouvoir punir Hosokawa pour son indiscipline, mais le shôgun se contenta de le réprimander. Ce soir-là, Yamana (qui vivait alors chez Yoshimi), se préparant à affronter Hosokawa, conduisit Yoshimi au quartier général du bakufu et entreprit de le fortifier. Il y avait alors quelque temps déjà que Hosokawa cherchait une maison pour en faire son quartier général et des points de défense en prévision du jour où les hostilités éclateraient. Et les deux chefs mobilisèrent leurs troupes. Selon toute évidence, le champ de bataille serait la capitale.

Yoshimasa comprit que, si une guerre éclatait dans la capitale, elle se répandrait ensuite en province, et il ordonna aux protagonistes de ne plus se mêler de la querelle de la famille Hatakeyama, et de laisser les deux rivaux régler le problème entre eux. Il avertit Yamana et Hosokawa que le premier des deux qui oserait se battre dans la capitale serait déclaré rebelle.

Ainsi, bien que les deux généraux aient amené de nombreuses troupes dans le voisinage de la capitale, ni l'un ni l'autre n'osait faire le premier geste, et tout le monde retenait son souffle. Aussi faible qu'il fût, le shôgun conservait une arme puissante dans la faculté qu'il avait de déclarer quelqu'un rebelle et de demander à l'empereur mission de le châtier. Aucun guerrier ne pouvait se permettre une telle condamnation, qui lui faisait perdre ses alliés et fournissait à ses rivaux l'occasion de l'attaquer légalement pour lui prendre son bien.

Dans la capitale, la tension ne cessait de monter. Il est d'ailleurs intéressant de suivre les événements quotidiens tels que les relatent les journaux intimes et autres documents contemporains. On dispose ainsi de lettres de témoins mais aussi des chroniques tenues au jour le jour par les grands monastères, constamment informés de ce qui se passait, et ces sources reflètent toutes un climat de tension et de crainte, que devait partager l'ensemble de la population.

Elles nous informent qu'au début de 1467 se déroulèrent les fêtes traditionnelles du nouvel an. Le onzième jour du premier mois eut lieu une prière nationale pour la paix au grand sanctuaire d'Ise. Le 13, le palais du shôgun fut le cadre d'une réunion poétique ordinaire. Puis vinrent les événements que l'on a rapportés plus haut. La situation se détériorait, mais il n'y avait encore ni rupture ni affrontement déclarés. En février, Hosokawa apprit qu'ôuchi, le grand daimyo de l'Ouest, était prêt à se porter à l'aide de Yamana avec 20000 hommes.

En mars, Yamana et ses généraux allèrent saluer le shôgun et son frère Yoshimi. Occupé qu'il était par ses préparatifs de guerre, Hosokawa n'était pas là. A la fin du mois, la maison d'un de ses officiers fut incendiée. La crise était imminente. En avril, alors que les soldats de Yamana convoyaient les contributions en riz vers la capitale, les hommes de Hosokawa se saisirent de leur chargement dans la province de Tamba. Dans les environs de Kyoto, l'ômi, l'Owari et l'Echizen, les incendies se multipliaient. Ceux qui le pouvaient quittaient la ville, où la garde impériale lut doublée. Yamana et Hosokawa rassemblaient désormais des troupes dans la capitale même, le premier à l'ouest de Muromachi, le second à l'est. Des bruits de catastrophes circulaient, et le peuple était en émoi. Le 17, un noble de la cour écrivait : « On dit qu'il se passera cette nuit des événements terribles. On s'occupe de mettre les jeunes princesses à l'abri dans les faubourgs extérieurs, au sud de la ville. »

Fin mai, les troupes de Hosokawa attaquèrent enfin la maison d'Isshiki, l'un des généraux de Yamana. Le combat dura plusieurs jours. Il y eut des deux côtés de nombreux morts et de nombreux blessés, et bien des bâtiments – monastères, sanctuaires et maisons d'habitation – furent détruits par le feu, soit par les soldats, soit par des voleurs en quête de butin.

Telle était la situation au début de juin. En vain Yoshimasa enjoignait-il à ses deux vassaux de conclure une trêve. A la fin du mois, et peut-être plus

tôt, des milliers d’arpents avaient été ravagés par les flammes, et les combats étaient presque incessants. Au début des hostilités, le manque d’espace ne permettait guère autre chose que le corps à corps sur les barricades qu’on avait dressées, mais avec la destruction de nombreux bâtiments, il devint possible de déployer les troupes dans les larges avenues et là où l’on avait déblayé les ruines. Il s’ensuivit d’effroyables combats de rues. Les deux camps se mirent à creuser des tranchées, notamment dans la spacieuse avenue Ichijô, au nord de la ville.

Bien que Yoshimasa eût averti les deux ennemis que le premier qui se battrait dans la capitale serait déclaré rebelle et que les troupes de Hosokawa eussent apparemment attaqué les premières, Hosokawa réussit à convaincre le shogun que le responsable était Yamana. Au début de juin, Yoshimasa donna donc à son frère Yoshimi l’ordre de châtier le rebelle, et il nomma Hosokawa son commandant en chef. Hosokawa reçut un étendard symbolisant sa position, mais le shogun refusa de lui procurer le mandat habituel du Trône.

Cette décision valut à Hosokawa un certain avantage moral, et certains de ses partisans retirèrent leur appui à Yamana ; mais à l’usage, le travail effectué par ses émissa res dans les provinces où Yamana, Ôuchi et Shiba recrutaient leurs troupes se révéla plus efficace, car ils y suscitèrent de tels désordres que Yamana et ôuchi durent tous deux renvoyer des hommes dans leurs propres provinces pour protéger leurs intérêts. Sentant faiblir sa position, Yamana fit venir de nouvelles troupes du Harima, troupes qui atteignirent le Tamba au début de juillet puis s’ouvrirent une route jusque dans les environs de Kyoto. Les combats se poursuivirent tout au long du mois, de même que les incendies et le pillage. Selon un journal généralement digne de foi, plusieurs centaines d’importants bâtiments avaient alors été anéantis, et la destruction continuait jour après jour. Des milliers de petites maisons avaient aussi été la proie des flammes, ne laissant rien que des cendres, si bien qu’un quartier jadis populeux « ressemblait à une lande solitaire ».

Les combats qui se déroulaient dans la capitale avaient pour centre un espace restreint qui n’autorisait que des mouvements limités. Les troupes de Hosokawa, dites « armée de l’Est », occupaient un petit secteur comprenant les bâtiments du bakufu, le Jissô-in, le grand monastère zen du Shôkokuji, et la maison même de Hosokawa. Les troupes de Yamana, ou « armée de

l’Ouest », défendaient une zone située au sud et à l’ouest de la précédente ; leur ligne de défense courait à l’est d’Itsutsuji-Ômiya, et leur camp principal occupait la place qui porte aujourd’hui le nom de Nishijin[159]. Hosokawa manquait de champ pour manœuvrer ; ses troupes étaient coincées dans le nord de la ville, et celles de Yamana et de Shiba coupaient ses communications avec le sud et l’est. Au commencement de septembre, les renforts qu’attendait Yamana arrivèrent, et Hosokawa apprit par ailleurs qu’Ouchi Masahiro et 20000 hommes avaient balayé toute opposition et rejoint Arima, dans le Settsu. Ses efforts pour les arrêter au sud de la ville échouèrent, et l’armée d’Ouchi, suivant la route de Yamazaki, rejoignit à Kitano celle de Yamana.

Il vaut la peine de s’arrêter à la composition de l’armée d’Ouchi. Elle parvint à Hyôgo vers la fin du mois d’août, à la fois par terre et par mer. Ouchi lui-même arriva avec une avant-garde de cinq cents bateaux, et l’on dit que les embarcations qui transportèrent ses troupes du Suô, du Nagato et du Kyüshü étaient au nombre de 2000. Cette flotte voyageait sous l’escorte de pirates dénommés Nogami, Kurahashi, Kure et Kokuya. L’armée de terre, elle, était essentiellement composée de contingents venant de l’Izumi. D’après *Yönin-ki*, lorsque Ouchi arriva, Yamana se sentit comme un dragon revigoré par une eau fraîche, ou comme un tigre humant la brise.

Enhardi par ces renforts, Yamana décida de couper toutes les lignes de communication de Hosokawa, et dans ce but, d’attaquer d’abord les troupes de l’Est dans le voisinage du palais impérial. Vers le même moment, Hosokawa résolut de purger la cour du shôgun de tous ceux qui étaient favorables à la cause de Tomi-ko et Yamana ; mais il lui fallut se montrer prudent. En septembre 1467, il investit le Muromachi-dono (Hana no Gosho) et exigea qu’on en expulse douze officiers connus pour être ligués avec Yamana. Cependant, comme la loyauté lui interdisait d’attaquer la résidence du shôgun, sa tentative n’aboutit à rien. Mais il avait appris que Yamana méditait d’attaquer le palais impérial pour s’emparer des personnes du souverain et de l’empereur abdicataire, ce qu’il parvint à empêcher en confiant à ses commandants le soin de les conduire au bakufu. Quand Leurs Majestés arrivèrent sur place, elles constatèrent que les douze officiers en avaient fait barrer la porte. Elles ne purent donc entrer que tard dans la soirée, une fois que les douze se furent enfuis par une autre sortie.

Fin septembre, Yamana attaqua le Sambôin, bâtiment monastique voisin du palais impérial, qui était alors situé à Tsuchimikado-Madenokôji, au nord-est de la ville. Les assaillants étaient environ 50000. Le Sambôin et divers bâtiments adjacents furent détruits par le feu, et d'autres points stratégiques furent pris, dont le palais impérial. Pour l'armée de l'Est, la situation était inquiétante ; aussi, les généraux de Hosokawa décidèrent-ils de faire venir des renforts de plusieurs provinces.

De l'aide leur fut fournie par la famille Akamatsu dans le Settsu et le Tamba. Les troupes envoyées en renfort furent harcelées par l'armée de l'Ouest, mais elles réussirent à atteindre Yamashina et de là Nanzenji, où elles parvinrent à repousser les attaques mal coordonnées de divers contingents envoyés contre elles par Yamana et Ouchi. Peu après, elles arrivèrent au quartier général de Hosokawa.

Pourtant, la position de Yamana continua de s'améliorer. Au début d'octobre, les ouvrages de défense extérieurs de Hosokawa avaient tous été pris, et il ne lui restait plus qu'un petit périmètre comprenant le Shôkokuji, les bâtiments du bakufu et sa propre demeure. Il tenta de contre-attaquer, mais sans grand résultat vu l'avantage que valaient à ses adversaires les vastes espaces qu'avaient dégagés les combats précédents. Son point le plus vulnérable était le Shôkokuji, que les généraux de Yamana se décidèrent à attaquer le Kr novembre. Ils achetèrent un moine pour qu'il provoquât un début d'incendie et lancèrent leurs hommes à l'attaque au moment où la lune commença de s'élever vers le ciel. Le monastère fut pris, et ses défenseurs furent contraints de se replier le long de l'Ichijô.

Cependant, les forces de l'armée de l'Ouest étaient épuisées. Le combat s'était prolongé de l'aube au crépuscule, où les troupes harassées s'étaient retirées, laissant les rues jonchées de cadavres. Les chroniques de l'époque brossent un effroyable tableau de carnage. Öuchi remplit huit tombereaux de têtes, mais il y en avait beaucoup plus, qu'il fit jeter dans les tranchées.

Le Shôkokuji était adjacent au palais du shôgun, dont les dames, craignant l'incendie et le viol, demandèrent à être mises en sécurité. Cependant, précise la chronique, Yoshimasa demeurait calme, et il se mit à boire comme si de rien n'était avec ses favoris.

Après cinq mois de combats, d'incendies et de pillages incessants, la ville jadis si belle était dans un état épouvantable. A la fin de l'année 1467, un fonctionnaire du bakufu la décrivait ainsi : « La capitale fleurie dont

nous pensions qu'elle durerait toujours se transforme à notre surprise en un repère de loups et de renards. Elle connut autrefois des rébellions et des désastres, mais durant cette première année d'Ônin, les lois des dieux et des rois ont été violées, et toutes les sectes se meurent. » Le même fonctionnaire composa alors un bref poème que, sans rendre l'élégance de l'original, on pourrait traduire en ces termes : « La ville que vous avez connue est maintenant devenue une lande déserte, d'où l'alouette du soir s'élève tandis que tombent vos larmes [160]. »

Suite des hostilités

En novembre, après la destruction du Shôkokuji, un des généraux de Hosokawa reprit les arpents de cendres où se dressait jadis l'imposant monastère. Yamana lui abandonna le site, et les deux adversaires passèrent le reste de l'année sur leurs positions, sans plus rien entreprendre. Tous deux comptaient sur une longue guerre de position, dans laquelle il semblait que Yamana eût l'avantage, car Hosokawa n'était maître que d'une sur les sept entrées de la ville[161].

Hosokawa donna l'ordre d'attaquer le premier jour de la nouvelle année, et cette initiative originale prit Yamana et ses troupes en ribote complètement par surprise. Pourtant, après un rude combat, les assaillants se retirèrent. Puis il ne se passa plus grand-chose jusqu'en avril, où un détachement de l'armée de Hosokawa tenta de couper la ligne de ravitaillement de l'armée de l'Ouest. Dans la ville aussi il y eut vers cette même époque un sanglant affrontement, mais sinon les combats semblent avoir pratiquement cessé. Hors des sorties de jeunes officiers aventureux, les deux armées restèrent ensuite des mois durant à s'épier sans rien faire.

Elles s'épiaient par-dessus leurs ouvrages de défense, car désirant toutes deux demeurer sur la défensive elles avaient multiplié les barricades et les tranchées. Selon les documents, la tranchée principale séparant les deux camps avait trois mètres de profondeur sur sept de large. L'armée de l'Est s'adressa à des artificiers pour construire des machines qui puissent lancer sur l'ennemi des projectiles de pierre ou de bois. Pour tromper l'ennui, de nombreux officiers des deux camps écrivaient des poèmes, se costumaient dans des soies éclatantes et tâtaient même de la prosodie chinoise. C'était comme si, attendant à Torres Vedras, les lieutenants de Wellington avaient monté une pièce de Shakespeare et tourné quelques vers en latin.

Et les semaines se succédaient, animées seulement par une sortie occasionnelle. On se battit un peu rudement en septembre, surtout à la périphérie est de la ville ; mais l'année s'écoula sans combats majeurs, ce qui ne veut pas dire sans destruction. Parmi les victimes de cette phase de la guerre, il y eut plusieurs monastères importants (dont le Tenryüji) et le palais de la famille Kiyowara avec tous ses trésors de livres et de documents réunis par des générations de lettrés.

Après 1468, il n’y eut pas d’activités militaires importantes sinon en province. A Kyoto, les activités de Hosokawa et de Yamana étaient essentiellement politiques. Elles étaient centrées sur la querelle de succession, ce qui n’empêchait pas les deux ennemis de suivre d’un œil attentif ce qui se passait dans le reste du Japon. Les droits de Yoshimi étaient assez fondés, mais il n’avait pas de véritables partisans, et il devait se contenter de compter les points que marquaient Yamana et Hosokawa.

Yoshimi était dans une position difficile, et après diverses aventures (qu’il n’est pas nécessaire de raconter ici), il devint lui-même un des généraux de Yamana. Il en résultait une situation anormale, d’ailleurs typique de cette époque de promesses oubliées et de loyautés capricieuses. Désormais, le shôgun pouvait nommer son héritier Yoshihisa, le fils de Tomiko alors âgé de quatre ans, et c’est ce qu’il fit au début de 1469. Ainsi, alors qu’elle avait commencé entre Yamana et Hosokawa, la guerre d’ônin opposait maintenant Yoshimasa et son frère. Comme il se doit, le shôgun incita l’empereur Go-Tsuchimikado à retirer ses grades de cour à Yoshimi et à le déclarer rebelle.

De façon générale, la maison impériale ne fut pas gravement impliquée dans la guerre d’ônin, mais en 1471 – phénomène remarquable – il y eut une reprise de la guerre entre les cours du Nord et du Sud, ou une parodie de cette guerre, quand Yamana crut avancer ses affaires en installant un prétendant du Sud, lequel arriva à son camp dans un palanquin, déguisé en femme. La chose déplut à Yoshimi, qui demeurait fidèle à l’empereur régnant, et la comédie n’alla pas plus avant. Le prétendant ne tarda pas à disparaître, et il ne fut plus jamais question de lui.

A la fin de 1472, certains généraux des deux camps étaient rentrés chez eux pour mettre fin à des rébellions qui avaient éclaté en leur absence. La plupart de ceux qui restèrent dans les ruines de Kyoto étaient las du fracas permanent des armes, et tandis que les mois s’ajoutaient aux années, Yamana et Hosokawa en vinrent à souhaiter la paix. Mais parmi les généraux de moindre importance, les passions n’étaient pas encore apaisées, et il lut impossible de conclure une trêve. Hosokawa parlait d’embrasser la vie religieuse et de vivre retiré, et Yamana, qui était déjà dans les ordres, menaçait de se suicider. Ces mesures extrêmes se révélèrent toutefois inutiles, car tous deux moururent en 1473, Yamana âgé de soixante-dix ans, et Hosokawa de quarante-trois.

Les deux chefs une fois morts, leurs armées fondirent rapidement, au point que Yoshimasa se prit à craindre que, si l’armée de l’Est continuait à s’affaiblir, il deviendrait lui-même la proie d’Ôuchi et de ses partisans. Il fit donc parvenir un ordre (mikyôjo) à toutes les provinces pour qu’elles veillent au maintien de la paix. Cette initiative visait bien sûr tout spécialement Ouchi. Les deux armées entrèrent alors en pourparlers, et bien qu’aucun accord définitif ne fût conclu, elles arrivèrent à une entente partielle et plusieurs généraux firent leur soumission à Yoshimasa. Cependant, Ôuchi persistait à penser qu’il ne pouvait se rendre tant que Yoshimasa et Yoshimi ne s’étaient pas mis d’accord quant à la succession. Il refusa même de se soumettre à un ordre du shogun lui intimant de déposer les armes, bien qu’il fût assorti d’une promesse l’assurant qu’il serait bien traité. On se battit encore sporadiquement dans les environs de Kyoto ainsi que dans le Yamato, où la paix du sanctuaire de Kasuga fut troublée par un combat désespéré entre Ouchi et Hatakeyama Masanaga en 1475.

Tandis que la guerre se prolongeait ainsi, les commandants de l’armée de l’Ouest se soumirent au shogun en toujours plus grand nombre dans le désir de regagner leurs terres. Pour finir, Ouchi lui-même se décida à faire sa soumission, abandonnant sa base de Kyoto le 17 décembre 1477 pour rentrer chez lui avec son armée. Après son départ, les troupes qui restaient n’eurent plus qu’à se disperser. Les troupes de Yamana étaient elles-mêmes parties la veille. Un journal intime de l’époque dit à propos de leur départ : « Dans les positions de l’ennemi, plusieurs endroits ont été détruits par le feu. Le palais de Nijô a été incendié. » Ainsi, c’est sur des actes de destruction gratuits que les hommes de Yamana abandonnèrent la place.

Mais la paix n’était pas encore revenue dans le pays ravagé, car on se battait toujours âprement dans le Kantô, où les guerriers Ashikaga et leurs rivaux Uesugi s’affrontaient pour la charge de représentant du shogun dans les provinces de l’Est. A l’autre bout de l’empire, les grandes familles du Kyüshü se livraient en outre de sanglantes batailles. En fait, on aurait difficilement pu trouver une région épargnée par la guerre, sinon peut-être au Shi-koku, les terres de la famille Hosokawa.

La cruelle histoire de cette guerre d’Onin donne une impression de parfaite vanité. Ses buts n’avaient jamais été clairement définis, et ils ne furent certainement pas atteints, hors la supériorité d’homme d’État que Hosokawa parvint à prouver par rapport à son ennemi au prix de terribles

ravages. A considérer la scène politique sur son fond de flammes et de fumée, on a l’impression que les acteurs en sont des malheureux, victimes de leurs propres ambitions. Aucun personnage héroïque ne s’impose à l’imagination, car Yamana n’est qu’un bandit, et en dépit des avantages que lui vaut une éducation supérieure, Hosokawa se montre désagréablement habile et calculateur, et tout aussi impitoyable que son rival. Parmi les personnages vraiment intéressants, on trouve des figures secondaires dont les crimes apparaissent véniels à une époque de pillage généralisé : Tomiko, l’épouse du shogun, cupide et rusée, mais courageuse et de bonne race ; Ise Sadachika et Hino Katsuakira, ses deux conseillers corrompus ; et un essaim de maîtresses rivalisant d’intrigues, de trahisons et d’escroqueries. Mais le plus énigmatique de tous est le shogun lui-même.

Higashiyama

Yoshimasa est souvent accusé d’avoir négligé ses devoirs pour se consacrer au plaisir. Cette accusation n’est pas dépourvue de fondement, mais son comportement ne peut pas s’expliquer dans des termes aussi simples. La tâche dont il hérita était beaucoup plus difficile que celle de ses prédécesseurs, car le délabrement politique et social s’était rapidement aggravé depuis l’époque de Yoshimitsu. Qu’il le voulût ou non, l’urgence de la situation l’obligeait à prendre des décisions, à donner des ordres, à se forger des opinions sur la politique. A ses débuts, il semble s’être efforcé de gouverner, mais il était très jeune, et il fut piètrement conseillé par ceux dont le devoir était de le guider.

Il est vrai qu’il était hésitant et commit de fréquentes erreurs, mais il n’est pas certain qu’un homme plus sage eût pu mieux faire. Le flot des événements déferlait contre lui avec trop de puissance. A l’époque de son avènement, le mouvement subversif auquel le bakufu se trouvait déjà confronté avait gagné toutes les catégories sociales, des chefs guerriers aux simples cultivateurs. Le seul fait que, même avec le puissant appui de Hosokawa, il n’ait pu avoir raison de Yamana est la preuve que les guerriers étaient incontrôlables. Ce n’est pas Yoshimasa, mais l’ensemble de la société militaire, qu’il faut rendre responsable des ravages insensés de la guerre d’Ônin, et c’est à la lumière de ces circonstances que sa conduite paraît répréhensible. Homme intelligent et multiple, Yoshimasa aurait fait un très bon dirigeant dans une époque paisible de renaissance des arts, mais il n’était pas de taille à rassembler les éléments d’une société qui se désintégrait. Il voyait partout la mort, la destruction, et il cherchait à s’en distraire. Étant d’un caractère sensible, il préférait naturellement la société des femmes à celle des militaires, dont les vociférations et les opinions enflammées offensaient son goût. Malheureusement, il ne sut pas choisir ses favorites, et il les laissa se mêler des affaires de l’État, ce qui, dans la pratique, signifiait vendre ses services à des solliciteurs.

Ces dames étaient nombreuses, mais nulle ne sut plus habilement profiter de sa position que sa femme Tomiko, qui, en collaboration avec son frère aîné, Hino Katsuakira, accumula une grande fortune grâce à des méthodes illicites. Conseiller de Yoshimasa, Katsuakira était lui-même passé maître en matière de détournements, et il disait ouvertement qu’il était inutile de

demander son aide sans payer d'abord ses services[162]. Mais la cupidité de sa sœur l'emportait sur la sienne. On a déjà parlé de ses spéculations sur le marché du riz et de ses activités de prêteuse. L'une de ses combines les plus ingénieuses consistait à encaisser des droits qu'elle percevait illégalement aux sept entrées de la capitale, prétextant qu'ils étaient destinés à payer la réparation du palais impérial. Mais il faut dire à sa décharge que Yoshimasa devait être un mari très difficile, et que, s'ils ne l'excusent pas, ses malheurs conjugaux expliquent partiellement sa conduite.

D'autres conseillers de Yoshimasa, sans être nécessairement cupides, manquaient de loyauté. Ise Sadachika avait toute sa confiance et exerçait sur lui une certaine influence ; mais les chefs guerriers ne l'aimaient pas, et il fut chassé de Kyoto avant que la guerre ne commence, pour y revenir ensuite et reprendre sa place au service du shôgun.

Si l'épouse et les favorites de Yoshimasa accumulaient les revenus, il était lui-même imbattable sur le chapitre des dépenses. Sa prodigalité était notoire, et peut-être s'explique-t-elle par son désespoir. Il tentait d'oublier ses échecs publics et privés. Le monde tombait en ruine autour de lui. Il envisagea de se retirer dans un monastère, et il étudia sous la direction de maîtres zen dans l'espoir de trouver la sérénité ; mais il finit par se consacrer tout entier aux recherches esthétiques, s'efforçant toujours d'échapper à l'abattement qui, chez lui, était devenu un état chronique. En 1473, il se démit de ses fonctions, nommant Yoshihisa pour successeur.

Ainsi, l'homme incapable de s'imposer comme chef à la société militaire trouva-t-il quelque satisfaction comme protecteur des arts en inspirant des mouvements nouveaux dans le domaine de la danse, du théâtre, de la peinture et de l'architecture, et dans la pratique générale des raffinements esthétiques. Il démontra que, dans une puissante réaction contre la barbarie, les arts pouvaient fleurir en temps de guerre. Les époques ténébreuses ont leur côté brillant, et l'on peut opposer à la guerre d'ûnin l'esprit constructif qui se manifesta dans maints domaines durant l'époque de Muromachi, et que Yoshimasa encouragea en faisant travailler de nombreux artistes depuis sa retraite au pied du Higashiyama, sommet situé au nord-est de Kyoto.

Ce n'est pas le lieu de discuter de l'esthétique Muromachi, mais il convient de relater ici certains événements qui eurent lieu durant les années où Yoshimasa donna libre cours à son goût des cérémonies fastueuses, des

belles construction,, des spectacles de théâtre, des arts plastiques et de l'esthétique en général[163].

Outre le palais de Takakura, bâti pour sa mère, un nouveau palais de Muromachi fut construit en 1458, et l'un de ses plus célèbres festivals nô fut donné en 1464, avant la guerre d'ûnin. Après la guerre, il s'intéressa beaucoup à la construction et à la restauration, mais son plus célèbre édifice reste le Pavillon d'Argent (Ginkaku) de sa villa du Higashiyama. Il est d'un intérêt particulier, car bien qu'il ait incontestablement subi l'influence du Pavillon d'Or (Kinkaku) de Yoshimitsu, il exprime la différence entre les normes esthétiques des deux périodes : d'un côté un éblouissement de dorures, de l'autre une délicate harmonie de gris, de noir et de blanc. La villa fut achevée en 1493, trois ans après la mort de Yoshimasa. On n'appliqua sans doute jamais les feuilles d'argent qu'évoque le nom du pavillon.

C'est là, au Ginkaku, que Yoshimasa célébrait la cérémonie du thé (qu'il éleva au rang des beaux-arts) au milieu de ses favoris, qui n'étaient plus les rapaces sans scrupule d'autrefois, mais des peintres, des poètes, des dramaturges, des hommes de goût avec lesquels il discutait de la peinture et de la porcelaine Song, qu'il collectionnait à grands frais. Aujourd'hui, une « pièce de Higashiyama » est le plus grand des trésors. A ces années (les deux ou trois dernières décennies du XVe siècle) sont en outre associés les noms de nombreux maîtres japonais célèbres. Zeami, le véritable fondateur du nô, est mort en 1443, mais Nôami, Geiami, Sôami, Kanze et l'incomparable peintre Sesshû appartiennent tous à cette période.

Le mouvement esthétique dont Yoshimasa fut le guide ne se limitait pas à la classe dirigeante. De riches marchands de Kyoto et de Sakai y participèrent par leurs achats d'œuvres d'art exceptionnelles et leur recherche de raffinement en matière de goût. De grands barons qui, jadis, s'étaient battus pour des provinces, se battaient maintenant aussi pour de simples pièces de porcelaine.

A certains égards, Yoshimasa fut le plus remarquable des dirigeants japonais du Moyen Age, car c'est un véritable exploit d'avoir créé et gouverné une société esthétique importante non seulement pour l'histoire de son propre pays, mais aussi pour l'histoire générale du goût. On pourrait objecter qu'il n'en fut pas vraiment le créateur, mais c'est certainement lui qui, par ses goûts, en suscita la formation. Dans le Japon de son temps, les

peintres, les dramaturges, les acteurs, les danseurs et les musiciens qu'il encouragea n'auraient pu si pleinement exercer leurs talents ni susciter une telle estime publique sans la protection et l'aide généreuse qu'il leur assura. En tant que dirigeant, c'était une marionnette ; mais dans le monde de l'art et des lettres, ce n'était pas un simple dilettante mais un homme au jugement exceptionnellement ferme et pénétrant. Dans cette sphère, il se montra capable de créer et de commander. Il donna une direction consciente et positive à la vie esthétique de son époque.

Malgré ses erreurs politiques, Yoshimasa savait être un chef lorsqu'il le voulait, et il n'était pas dépourvu de capacités constructives. A son époque, il n'était plus possible pour un shogun d'exercer un pouvoir politique du fait que le pays était en proie à la révolte ; mais c'est avec un talent remarquable qu'il s'exprima dans le domaine qui lui était ouvert.

On dit parfois que les chefs-d'œuvre de Higashiyama furent créés sous l'inspiration du bouddhisme zen. Cette opinion est sujette à caution, et l'on ne peut l'admettre sans définitions claires de l'inspiration et du zen. Dans la mesure où le zen enseigne l'« ajustement direct à l'âme de l'homme », il doit être hostile à ce qui est faux, prétentieux, confus, obscur et détourné. Mais il en va de même de tout critère rationnel de goût, en matière d'art comme dans la vie de l'individu. Il n'est pas nécessaire de recourir à la métaphysique pour expliquer le pur instinct créateur à l'œuvre.

Les croyances religieuses de Yoshimasa étaient très éclectiques. Il s'intéressait aux sectes mystiques, et il appréciait également la compagnie des moines zen qui, à son époque, étaient d'ordinaire plus actifs dans le domaine de la littérature que dans celui de la pensée religieuse. Mais à la fin de sa vie, il se laissa séduire par l'enseignement du Nembutsu et il se lia étroitement avec un puissant moine de Kurodani, un certain Shinsei, qui psalmodia le nembutsu au moment de sa mort.

Chronologie de la guerre d'Onin et de l'époque des « royaumes combattants »

1443 Ashikaga Yoshimasa devient shôgun.

1445 Hosokawa Katsumoto devient *kanrei* de Kyoto.

1449 Ashikaga Shigeuji entre en fonction dans le Kantô.

1457 Ôta Dôkan construit le château d'Edo. Ashikaga Masatomo chargé de gouverner le Kantô.

1458 Yoshimasa construit un nouveau palais de Muromachi.

1464 Yoshimi aide son frère Yoshimasa dans ses fonctions publiques.

1465 Tomiko donne naissance à Ashikaga Yoshihisa.

1466 Yamana Sôzen et Hosokawa Katsumoto rassemblent des troupes près de Kyoto.

1467 Début de la guerre d'ônin. Yamana est déclaré rebelle. En novembre, le Shôkokuji est détruit.

1468 Yoshimi passe dans le camp de Yamana.

1469 Yoshimasa nomme héritier Yoshihisa.

1471 La secte Ikkô s'impose dans le Nord. Asakura devient commissaire de l'Echizen.

1473 Mort de Yamana et Hosokawa. Yoshimasa se retire.

1477 Ouchi quitte Kyoto. Fin de la guerre d'ônin.

1485 Soulèvements ruraux dans le Yamashiro.

1489 Mort de Yoshihisa.

1490 Mort de Yoshimasa. Ashikaga Yoshitane devient shôgun.

1492 Hôjô Söun d vient maître de l'Izu.

1493 Abdication da Yoshitane.

1494 Hosokawa Masamoto devient kanrei de Kyoto.

1495 Hôjô Sôun prend Odawara. 1508 Ouchi restaure Yoshitane.

1523 Suspension temporaire des échanges officiels avec la Chine.

1530 Découverte d'argent dans l'Iwami.

1542 Arrivée de naufragés portugais à Tanegashima. Introduction des

armes à feu. Hôjô Ujiyasu défait les troupes d'Uesugi à Kawagœ.

1545 Vastes opérations de pirates japonais en Chine.

1548 Dernier voyage officiel à la cour des Ming.

1549 François Xavier débarque à Kagoshima. 1551 Ouchi défait par Sue Harukata.

1554 Môri succède à Ouchi.

1555 Uesugi Kenshin et Takeda Shingen se rencontrent à Kawanakajima.
1560 Victoire d’Oda Nobunaga à Okehazama.

La capitale et les provinces au lendemain de la guerre d’Önin

hosokawa et les shôgun ashikaga

Parmi les faits les plus importants des années qui suivirent la guerre d'ônin figure l'effondrement complet du bakufu Ashikaga. Yoshimasa mourut en 1490, et le gouvernement du pays, ou ce qu'il en restait, tomba entre les mains de la famille Hosokawa. Les shôgun qui succédèrent à Yoshimasa lurent tous des fantoches, à l'exception de Yoshihisa qui (ayant hérité le courage de sa mère Tomiko) tenta vaillamment de combattre l'ambition déloyale de certains chefs guerriers mais mourut sur le champ de bataille en 1489 avant d'avoir atteint son objectif.

Yoshitane (fils de Yoshimi), son successeur, devint shôgun en 1490, mais il n'occupa pas longtemps cette charge. En 1493, il s'enfuit de Kyoto par crainte du kanrei Hosokawa Katsumoto, qui le remplaça alors par un autre neveu de Yoshimasa, nommé Yoshizumi. Hosokawa Masamoto, fils de Katsumoto, devint *kanrei* en 1494. Yoshitane se risqua à revenir à Kyoto en 1499, où il installa son quartier général à l'Enryakuji ; mais il fut chassé par Hosokawa, dont les troupes détruisirent plusieurs des bâtiments du monastère. Ensuite, Yoshitane se rendit à Yamaguchi, capitale des Ouchi. Ouchi Yoshioki prit son parti, leva des troupes et marcha sur la capitale. En 1507, Masamoto fut assassiné à Kyoto ; l'année suivante, Yoshizumi s'enfuit et Yoshitane reprit ses fonctions.

A travers ces exemples, on aura compris que les chefs guerriers se servaient des shôgun, comme les shôgun s'étaient jadis servis des empereurs. Désormais, la guerre n'était plus une guerre de succession entre prétendants au shôgunat, mais une lutte à peine déguisée autour de la toute-puissante charge de kanrei. Après la mort de Masamoto, c'est essentiellement entre ses fils adoptifs Takakuni et Sumimoto que cette guerre se livra.

Ici, la situation devient extravagante, pour ne pas dire grotesque, car Sumimoto était lui aussi un pantin, que manipulait un vassal des Hosokawa nommé Miyoshi. Il y avait ainsi un fantoche comme candidat à une charge ou l'on manipulait un shôgun fantoche. C'est là une excellente illustration des pseudo-causes des guerres de cette période, qui n'étaient pas du tout des causes mais de vulgaires prétextes ou de méchantes excuses pour faire la guerre.

Ôuchi resta dans la capitale jusqu’en 1518, protégeant le shogun Yoshitane contre Miyoshi et tous ceux qui conspiraient avec lui. Dans cette époque où le comportement humain est si souvent répréhensible, ôuchi apparaît comme un personnage généreux. Il aida financièrement le shogun et l’empereur, qui se trouvaient tous deux dans une situation désastreuse, et il est clair que sa présence à Kyoto favorisa la paix et l’ordre. Mais ses affaires le rappelèrent à Yamaguchi, et des troubles éclatèrent dans la capitale et les environs aussitôt après son départ.

Entre 1490 et 1550, c’est la famille Hosokawa qui décida essentiellement de la nomination et de la destitution des shogun. Voici la liste des fantoches qui se succédèrent à partir du dixième shogun Ashikaga :

Yoshitane nomination : 1490 abdication : 1493

Yoshizumi nomination : 1493 abdication : 1508

Yoshitane retour : 1508 abdication : 1521

Yoshiharu nomination : 1521 abdication : 1545

Yoshiteru nomination : 1545 assassinat : 1565

Yoshihide nomination : 1565 mort : 1568

Yoshiaki nomination : 1568 déposition : 1573

La famille Hosokawa perdit sa position au profit de ses anciens vassaux en 1558, avec la défaite du dernier kanrei, Hosokawa Harumoto, vaincu par Miyoshi et Matsunaga, qui devaient l’un et l’autre une certaine fidélité au clan Hosokawa. Ces deux familles sévirent dans le Yamashiro pendant encore quelque dians, après quoi elles furent éliminées par les partisans du shogun Yoshiaki. L’histoire de la chute des Hosokawa et des derniers shogun Ashikaga n’a pas grand intérêt en soi, mais elle est symbolique de l’histoire politique de l’époque dite Sengoku Jidai, l’Ère du Pays en guerre, qui commença après la guerre d’Ônin et dura presque un siècle".

Seules quelques-unes des grandes maisons féodales survécurent à cette période. Leur disparition est illustrée par l’exemple de Miyoshi, évoqué plus haut. Miyoshi était un vassal de Hosokawa, dont il usurpa l’autorité, et il fut lui-même supplanté par l’un de ses partisans, Matsunaga. Des changements de cet ordre se produisirent un peu partout dans le pays avant la fin du XVe siècle, et au siècle suivant, ils se multiplièrent.

Peut-être la plus remarquable de ces luttes fut-elle celle au cours de laquelle la famille Ôuchi fut anéantie par l'un de ses vassaux et vengée par un autre. Enrichis par le commerce maritime, les Ôuchi vivaient princièrement dans l'ouest du Japon, où ils régnaient en maîtres sur le Suô, le Nagato, le Buzen, le Bungo et le Chikuzen. Mais en 1551, Yoshioki, fils de Yoshitaka, personnage volontaire alors chef du clan, fut attaqué et anéanti par un vassal nommé Sue Harukata. Un autre vassal, d'ailleurs plus important, Môri Motonari, se montra plus loyal envers son suzerain. En 1554, ayant fait les préparatifs nécessaires, il attaqua lui-même Harukata et le défit lors d'une bataille parmi les plus spectaculaires de l'histoire du Japon. Elle se livra autour et sur la charmante île d'Itsukushima, que, selon la tradition, ni naissances ni morts ne devaient souiller.

A l'époque des tempêtes automnales, Harukata, se croyant à l'abri dans l'île, se laissa surprendre par une attaque nocturne lancée du continent sous une pluie aveuglante. Les bateaux pirates qui, dans les deux camps, se trouvaient engagés dans le conflit, se battirent au large. Harukata s'enfuit avec le restant de ses troupes, décimées d'abord par l'attaque puis par la noyade des fuyards qui tentèrent de rejoindre les navires dont l'eau était couverte. Harukata ne parvint pas à s'échapper, et il se suicida avec certains de ses officiers. Motonari mit alors au pouvoir la famille Môri à la place des Ouchi, et son autorité sur les provinces occidentales continua durant trois siècles.

On a du mal à discerner une véritable cause au déclenchement des guerres civiles qui gagneraient bientôt l'ensemble du pays. Certains historiens japonais voient une clé dans l'expression « gekokujô » (qui signifie en gros : « l'inférieur prend la place du supérieur »), qui faisait partie du langage quotidien à l'époque de la pseudo-restauration de Kemmu (1334-1336), alors que les rues de la capitale étaient pleines de guerriers mécontents réclamant qu'on payât leurs services. C'est un cliché pratique, qui donne la vision immédiate d'un ordre social bouleversé où les choses apparaissent sens dessus dessous au regard d'un conservateur ; mais il n'explique pas le phénomène qu'il décrit.

Gekokujô a même été interprété comme l'expression d'idées démocratiques, mais on peut difficilement décrire comme une révolution sociale les changements qui eurent lieu une fois les Ashikaga au pouvoir. Ce qui se produisit, c'est la naissance de nouvelles classes, parallèlement à

l’exercice de pouvoirs nouveaux par certains membres des anciennes classes. Ce processus est évident à différents niveaux, notamment : a) dans l’émancipation de nombreux travailleurs agricoles, qui devinrent des petits paysans indépendants ; *b)* dans la montée d’une classe influente de commerçants et de prêteurs ; c) dans la puissance croissante des guerriers régionaux indépendants (*ji-samurai*), qui formèrent des associations pour résister aux exactions des commissaires et autres magnats ; et ^dans la prise du pouvoir, à la fois sur le plan provincial et national, par d’anciens vassaux ou partisans des grandes maisons guerrières.

Ce furent des changements importants et parfois violents, mais les décrire comme des mouvements démocratiques, c’est fausser la valeur des mots. Il est vrai que la majorité des nombreux soulèvements du XVe siècle exprimaient un mécontentement populaire et que les paysans y jouèrent leur rôle, mais ils étaient généralement placés sous la conduite de petits propriétaires, et ils cherchaient à supprimer des motifs de grief précis. Ils ne poursuivaient aucun but politique global, même s’ils manifestaient parfois une certaine conscience politique.

Le soulèvement du yamashiro de 1485

Dans un chapitre précédent, on a parlé d'une succession d'insurrections rurales dans la province de Yamashiro. Il s'agissait de protestations paysannes contre la tyrannie du commissaire et de ses officiers. Durant vingt-cinq ans avant la guerre d'Ônin, ces révoltes avaient remporté un certain succès. Avec la guerre, les paysans et les petits propriétaires parvinrent difficilement à maintenir leurs champs en culture, et lorsque les hostilités dont la capitale était le cadre commencèrent à se calmer, ils se réjouirent du retour de la paix. Mais ils furent déçus, car les conflits et les rivalités de la guerre d'ônin se propagèrent à d'autres régions du pays, et les exactions du bakufu, ou du moins de certains de ses officiers et de l'insatiable Tomiko, reprirent de plus belle. En 1479, un impôt fut levé dans toutes les provinces pour la réparation du palais impérial, et en 1482, Tomiko proposa le rétablissement des barrières et la perception d'un octroi aux entrées de la ville. Mais devant la révolte populaire au Yamashiro, le projet fut abandonné.

On voit qu'un puissant sentiment d'unité existait désormais parmi les paysans. Il n'est pas nécessaire d'en retracer la croissance en détail, mais il faut noter que, parallèlement à l'amélioration de la condition paysanne, un certain degré d'organisation était apparu dans les villages et autres communautés rurales, ainsi qu'une certaine action conjointe entre ces communautés. Dans certains documents du XVe siècle, tels que des requêtes, des plaintes ou des accords, les termes de « sôson » (« tous les villages ») et de « sôbya-kusho » (« tous les paysans ») reviennent fréquemment. Le préfixe « sô[164] » signifie ici que les paysans et les villages sont unis, et que le document parle au nom de tous.

Après la guerre d'Ônin se développa dans le Yamashiro méridional un conflit permanent entre les guerriers qui étaient ou se prétendaient partisans de l'une des deux branches de la grande famille Hatakeyama, respectivement dirigées par Masanaga et Yoshinari, dont la querelle avait préludé à la guerre d'Ônin. Les hostilités étaient limitées, dix mille hommes tout au plus s'y trouvant engagés ; mais les combats étaient fréquents, et menés sans égard pour les biens ni pour la vie de la population. Des maisons et des monastères étaient incendiés, et les *ashigaru* temporairement employés causaient force dommages. Dans certains endroits, les paysans

étaient contraints de servir comme porteurs ou de payer de fortes sommes pour rester sur leurs terres. Cependant, ils finirent par mettre sur pied leur propre armée, placée sous le commandement de guerriers locaux compétents, et les partisans Hatakeyama des deux camps furent bientôt contraints de battre en retraite. Leur situation devint si difficile qu'ils en oublièrent leur antagonisme, et un certain Tsubai, qui comptait parmi les chefs du parti de Masanaga, alla même jusqu'à s'adresser à Jinson, supérieur du Kôfukuji, afin d'obtenir un emploi sur une terre appartenant au parti de Yoshinari.

Dans le Yamashiro méridional, les paysans avaient déjà fait bien du tort aux deux partis en compromettant leur ravitaillement. Maintenant, ils prenaient l'offensive. Vers la fin de 1485, ils se réunirent en conseil avec leurs chefs, *kokujin* expérimentés, et se mirent d'accord pour présenter les exigences suivantes : 1) les deux armées Hatakeyama devaient quitter la province de Yamashiro ; 2) tous les domaines illégalement détenus par des guerriers devaient être rendus à leurs propriétaires ; 3) toutes les barrières devaient être supprimées. Moins d'une semaine après, les troupes des Hatakeyama commencèrent à se retirer. Certains de leurs commandants allèrent se réfugier dans une autre province, et Tsubai se suicida.

Au début de l'année suivante, trente-six des dirigeants de la révolte du Yamashiro (Yamashiro-Ikki) tinrent conseil à Uji, au célèbre Byôdôin, scène de tant d'événements historiques depuis que la villa Fujiwara avait été construite. Ils élirent alors un gouvernement provisoire pour leur province, que des officiers changeant tous les mois devaient administrer par rotation. Pour les guerriers et pour les paysans, ce fut un moment de triomphe, qui prouvait la valeur de leur volonté de s'unir pour résister à l'oppression. Toutefois, il faut comprendre que, bien que le nouvel arrangement bénéficiât aux paysans, la noblesse locale restait en position de force. Elle avait choisi de faire cause commune avec les paysans, mais pour mieux défendre ses propres intérêts, car les nouvelles dispositions la protégeaient contre les commissaires et leurs adjoints.

Le gouvernement provisoire ne fut pas un simple arrangement temporaire. Il dura huit ans. Ses officiers se retrouvèrent régulièrement pour rendre la justice selon les lois et règlements qu'avait approuvés le conseil du Byôdôin ; mais pour finir, les commissaires et leurs adjoints

commencèrent à reprendre leurs anciennes habitudes, souvent avec l'appui de *kokujin,* qui acceptèrent d'être nommés surveillants ou même *daikan.*

La capitale en ruine

A la fin de la guerre d’Onin, la capitale avait subi de tels ravages matériels et humains que ses habitants auraient bien pu sombrer dans le désespoir, d’autant que la guerre et les émeutes continuaient dans les provinces du Centre, et que Kyoto était devenue le centre d’une tempête qui touchait le pays entier. Après le retrait des armées, en 1477, la ville tomba aux mains des maraudeurs, et les *shoshidai*, représentants du *samurai-dokoro*, remplirent fort mal les fonctions policières appartenant au bakufu. Ils étaient à ce point impuissants que les insurgés, dont beaucoup étaient membres d’un *ikki* ou d’un autre, s’installèrent dans des grands monastères ou sanctuaires comme le Tôji ou Gion sans que l’on pût les en chasser. Une fois dans les lieux, ils sonnaient les cloches nuit et jour dans l’espoir d’effrayer les riches habitants. Les plus maltraités n’étaient pas les nobles, mais les prêteurs sur gage et les marchands de saké. Les propriétaires de maisons, craignant d’être attaqués, essayaient d’acheter les émeutiers par des cadeaux, de la nourriture et de la boisson ; d’autres installaient des palissades de bois ou de bambous et se battaient jusqu’à la fin. Ces attaques n’avaient rien de furtif mais s’effectuaient en plein jour et se prolongeaient souvent dans la nuit, a la lumière des flammes. La plupart des incendies qui ravagèrent alors la ville étaient d’origine criminelle, et dus non seulement aux émeutiers, mais à des petites bandes de malfaiteurs qui tuaient aussi facilement qu’ils volaient. Le tumulte et l’anarchie qui régnaient dans la ville s’étendirent peu a peu à ses faubourgs et le long des grandes routes conduisant à Otsu et à Yamazaki.

Mais les habitants ne se laissaient pas abattre, et trouvaient même le moyen de se distraire. Ils faisaient des excursions dans la campagne, assistaient à des spectacles de *sarugaku,* se rendaient en pèlerinage à Kamo ou Gion. Ils se lancèrent avec courage dans la reconstruction, se hâtant de couvrir les secteurs incendiés de nouveaux bâtiments, dont un nouveau palais pour l’empereur Tsuchimikado et un nouveau quartier général pour le shôgun. (Les impôts qui permirent ces travaux venaient évidemment des provinces, et leur montant était certainement très réduit.) Avant longtemps, la capitale avait repris sa vie habituelle. Les grandes avenues (Sanjô et Shijô) retrouvèrent leurs boutiques, et les voyageurs recommencèrent à affluer.

En fait, les habitants avaient pris l'habitude du danger et savaient jouir du présent sans trop s'inquiéter de l'avenir. Leur façon d'accepter le désastre n'était pas un signe d'apathie, car ils continuèrent à développer leur administration municipale, encore à ses débuts avant la guerre d'Ônin. Après la guerre, le bakufu se montra impuissant, ou en tout cas inefficace, et c'est grâce aux efforts organisés de la population, sous la conduite des boutiquiers et des marchands, que les quartiers Supérieur et Inférieur (Kami-kyô et Shimo-kyô) de la ville renaquirent de leurs cendres. Des formes similaires d'autogestion firent leur apparition dans d'autres villes pour lutter contre les forces destructrices qui menaçaient si fréquemment les citadins.

Cette faculté de rétablissement se retrouve tout au long de l'histoire du Japon et témoigne du courage et de l'endurance de son peuple. Ajoutons qu'une société où l'on construit en bois plutôt qu'en pierre subit de nombreux dommages du fait des incendies, mais que ces dommages sont vite réparés.

La noblesse de cour souffrit beaucoup de la situation, et parmi ceux qui s'étaient réfugiés à la campagne, de nombreux nobles de moindre rang ne purent revenir à Kyoto, ayant perdu tout ce qu'ils y avaient. Mais les grandes familles continuèrent à vivre plus ou moins comme par le passé, avec des moments difficiles, mais sans changements importants. C'est ce qui ressort du journal de Sanjônishi Sanetaka, qui couvre les années 1474 à 1533, quatre ans avant sa mort. Sanetaka fut le témoin de grandes transformations, mais celles-ci commencèrent par s'opérer lentement. Bien qu'il dût se contenter d'un revenu foncier réduit et irrégulier, il ne connut jamais la misère des petits fonctionnaires de la cour qui vivaient de leurs appointements. Il gérait habilement ses affaires et trouva de nouvelles sources de revenus. Quant aux grands nobles, quoiqu'ils eussent certainement pour eux un secret mépris, ils furent assez adroits pour utiliser les guerriers qui nourrissaient des ambitions sociales. En 1530, on voit Sanetaka offrir un présent à quelqu'un par qui il s'était fait nommer (avec l'aide de ses amis militaires) administrateur d'un des manoirs appartenant aux Sanjônishi.

C'était un homme au savoir étendu, très respecté pour ses capacités à la cour comme dans l'entourage du shogun. Il était souvent invité à discuter littérature par le shogun, et on lui demanda de copier, de lire ou d'exposer

des ouvrages de toutes sortes, notamment des anthologies poétiques et des rouleaux illustrés comme l'*Ishiyamadera engi emaki*. L'empereur lui-même le consultait pour l'achat de livres rares, et les historiens japonais d'aujourd'hui lui sont reconnaissants d'avoir sauvegardé un exemplaire complet de l'*Entairyaku* que son propriétaire tombé dans la misère se préparait à fragmenter.

Sanetaka eut sans doute plus de chance que beaucoup de ses pairs, mais son journal démontre que la société courtisane ne fut pas démembrée par la guerre d'Ônin, et que, contrairement à ce qu'on imagine parfois, la cour n'était pas alors sans ressources, même si elle avait des difficultés financières. Les fonctions de l'empereur furent réduites, mais il continua à remplir ses devoirs rituels dans les sanctuaires et les monastères aussi bien qu'au palais, et notamment à conférer des grades et des titres. Les cérémonies auxquelles tous les nobles prenaient part étaient devenues très rares, le nombre de participants étant généralement réduit à moins de cent, de sorte qu'il n'y avait plus de grandes occasions de dépense, sauf dans des cas exceptionnels comme pour un couronnement, où les frais étaient partiellement assumés par le bakufu, qui levait alors un impôt spécial.

Quoique privée de ses richesses, la cour jouissait toujours du respect des grands daimyô. Ouchi Masahiro, que le commerce extérieur ne cessait d'enrichir, s'appliquait à imiter dans son domaine la culture métropolitaine et entretenait des rapports étroits avec la capitale. Et en 1508, quand Ouchi Yoshioki ramena à Kyoto le shôgun réfugié, il fut ravi d'avoir pour récompense le quatrième grade de la cour.

Le journal de Sanetaka témoigne de la désagrégation progressive des *shôen*. Il décrit en détail les efforts faits par son auteur pour avoir les revenus de ses domaines. Grâce à ses relations cordiales avec le bakufu, Sanetaka était en meilleure position que les autres propriétaires ; mais il devait user de toute son influence pour toucher ses rentes, et, vers la fin de sa vie, soit vers 1530, les rentrées provenant des manoirs de la famille Sanjônishi étaient devenues si rares qu'il rapporte avec joie dans son journal même les plus petites sommes qui lui parviennent. Il était ravi que des aubaines comme un pourcentage sur la vente de *karamushi*, sorte de ramie poussant dans le Yamashiro, viennent parfaire ses revenus.

Tandis que les rentrées diminuaient, les charges augmentaient. En 1485, par exemple, le bakufu publia un ordre exigeant l'envoi de main-d'œuvre

pour la construction des villas de Yoshimasa au Higashiyama. Après avoir consulté la famille Saionji (qui était propriétaire du manoir concerné), Sanetaka accepta d'envoyer cent dix travailleurs. C'était beaucoup pour un manoir, mais tout de même supportable. Cinquante ans plus tard, le système entier des *shôen* était pourtant sur le point de s'effondrer.

Les provinces après la guerre d’onin

Durant la guerre, alors qu’ils dépensaient leurs forces dans la capitale, les seigneurs de l’Ouest perdaient le contrôle de leurs propres domaines, en partie du fait des intrigues de ceux à qui ils les avaient confiés, mais aussi parce que Hosokawa y avait envoyé des hommes pour créer des troubles, surtout sur les terres relevant des Yamana, Ouchi et Shiba, ses plus dangereux rivaux. Ces efforts pour fomenter des rébellions montrent que Hosokawa était parfaitement conscient de l’état d’esprit qui régnait en province. Il était sans doute irrité de devoir rester assiégé dans la capitale alors que des événements importants se déroulaient ailleurs.

Il est vrai que la guerre d’Onin fut exceptionnellement sanglante, mais il est possible que les récits historiques lui donnent généralement trop d’importance, parce qu’elle abonde en épisodes spectaculaires, qu’elle a pour cadre la capitale, et qu’elle touche la famille impériale en même temps que la maison du shôgun. Autrement, elle n’avait rien d’exceptionnel, car comme toutes les guerres du XVe siècle, c’était un conflit entre deux grands clans guerriers, et aucune question strictement nationale n’était en jeu.

Mais très rapidement la fusion de ces conflits pour ainsi dire privés dégénéra en une guerre dont le pays entier fut victime durant un siècle ou davantage. Les premiers signes de cette désastreuse évolution sont perceptibles après la tentative de Hosokawa pour susciter des troubles dans l’ouest du Japon. L’arrivée de l’armée d’Ouchi Masahiro à Kyoto en 1468 avait porté un coup sérieux à Hosokawa, qui éprouva le besoin urgent d’encourager en son absence la déloyauté dans l’Ouest. C’était une affaire délicate, mais heureusement pour lui, les vassaux d’Ouchi avaient déjà profité de l’absence de leur suzerain pour comploter contre lui avec certains chefs de clan du Kyüshü auxquels il avait jadis infligé une défaite. Sous la pression de Hosokawa, le bakufu intima l’ordre aux Shimazu de s’allier contre Ouchi avec d’autres clans, ieur promettant ses terres en cas de succès. Ces plans échouèrent, mais la dissension qui régnait autour des Ouchi et les difficultés que connaissaient en général les provinces de l’Ouest allégèrent sans doute la pression qui, à Kyoto, s’exerçait sur l’armée de l’Est.

Des coups et contrecoups de ce genre se propagèrent dans l’ensemble du pays, touchant presque toutes les grandes familles guerrières. Relater dans

sa complexité l’histoire complète des conflits et de leurs batailles serait alourdir ce récit de détails confus. Nous nous contenterons donc ici de mentionner les noms des principaux acteurs et les régions qui furent le cadre de leurs luttes. Rappelons qu’il n’y avait pas de lien direct entre la guerre d’Onin et celles qui se livrèrent dans l’ouest du Japon et le Kantô. Certaines d’entre elles commencèrent avant, d’autres durèrent plus longtemps, mais toutes subirent évidemment l’influence indirecte de la guerre d’Onin, à la fois dans leur extension et dans leur chronologie.

La guerre dans le kato

On se souvient que la charge de gouverneur du Kantô (Kantô kubô) avait disparu en 1439 avec la défaite et la mort d'Ashikaga Mochiuji. La grande famille Uesugi (étroitement apparentée par mariage aux Ashikaga) s'occupa alors des affaires de Kamakura jusqu'en 1449, où Ashikaga Shigeuji fut nommé *kanrei*.

Ce Shigeuji montra des signes de déloyauté, et il organisa le meurtre de Uesugi qui était son représentant. Devant cette trahison, toute la famille Uesugi se révolta et chassa Shigeuji de Kamakura. Après quelques années de conflits, elle demanda à Kyoto d'envoyer un successeur à Shigeuji. Kyoto accepta, et, en 1459, le shôgun Yoshimasa envoya son propre frère Masatomo à Kamakura. Mais les partisans de Shigeuji ne voulurent pas le reconnaître comme successeur de ce dernier, et il y eut désormais dans l'Est deux représentants du shôgun.

Dans cette situation absurde, où ni l'un ni l'autre ne pouvait exercer son autorité, Shigeuji se fixa dans un petit endroit appelé Koga, dans le Shimotsuke, et Masatomo s'installa avec sa suite à Horigœ, en Izu. Respectivement connus comme Koga Kubô et Horigoye Kubô, les deux hommes ne jouaient aucun rôle dans l'administration, et si l'on mentionnait parfois leurs noms, c'était que, dans les luttes de factions qui assombrirent les années suivantes, les chefs des partis trouvaient commode de prétendre se battre pour la cause d'un représentant du shôgun.

Le gouvernement du Kantô était une fois de plus entre les mains de la famille Uesugi, qui était extrêmement puissante. Avec le temps, le clan se divisa en trois branches, celles des Inukake, des Yamanouchi et des Ogigayatsu, nommées d'après le nom de la localité où leurs membres se trouvaient installés. Cette division eut pour résultat une guerre intestine qui dura quelque vingt-cinq ans et s'acheva, ou plutôt s'interrompit, à la fin de la guerre d'Onin, en 1477.

Il n'est pas nécessaire d'étudier les détails sanguinaires de ce conflit, mais un épisode vaut la peine d'être signalé car il montre la faiblesse fondamentale de ces grandes familles guerrières bouffies d'orgueil et perdues d'ambition.

Les Uesugi de la branche de Yamanouchi occupaient la forteresse de Kawagœ, dans le Musashi, tandis que leurs rivaux de la branche d’Ogigayatsu occupaient le château de Shirai, dans le Shimosa. Les troupes des Ogigayatsu étaient inférieures en nombre, mais grâce aux efforts d’un vassal, leur puissance augmenta non seulement du point de vue numérique mais du fait de l’emploi d’une nouvelle place forte. Le vassal était Ota Dôkan, et la forteresse, le château qu’il avait construit à Edo.

Dôkan était un homme remarquable. C’était un bon général, capable d’apprécier rapidement une situation. Il comprit que la forteresse de Kawagœ n’offrait pas une protection suffisante, et qu’il fallait la compléter par une autre place forte. C’est ce qu’il fit entre 1456 et 1457. Réalisation exceptionnelle, le château qu’il construisit se composait de trois galeries circulaires, entourées de grands murs de pierre, d’une hauteur de cinquante mètres. Il était ceint par un profond fossé. La résidence même de Dôkan se trouvait au centre, et comprenait des appartements meublés avec le meilleur goût, où il organisait des réunions poétiques et autres divertissements de qualité, car à ses talents militaires s’ajoutait un talent littéraire indéniable.

On imaginerait volontiers que Sadamasa et les autres chefs Ogigayatsu lui furent reconnaissants de son dévouement, mais à l’époque, le meurtre apparaissait comme la solution idéale à tous les problèmes. Sadamasa tua Dôkan à cause d’un faux bruit que lui rapporta un rival. Ce forfait fut perpétré en 1485, après des années de loyaux services.

On croirait que les luttes incessantes de l’époque étaient le fait de chefs de clan barbares ne connaissant rien d’autre que les massacres. Mais bien qu’ils appartinssent à une maison guerrière, les Uesugi étaient loin d’être des ignorants. Le respect du savoir était de tradition dans la famille, ainsi qu’en témoigne la carrière d’Uesugi Norizane, nommé représentant du *kanrei* du Kantô en 1440. Il avait toutes les qualités d’un homme d’État et travailla de son mieux au maintien de bonnes relations entre Kyoto et Kamakura ; comme on l’a vu, c’était en outre un érudit, et il contribua à insuffler une vie nouvelle au collège des Ashikaga en fournissant sa bibliothèque en livres. Ses contemporains avaient pour ses capacités un profond respect.

Ajoutons que le brutal Uesugi Sadamasa lui-même n’était pas dépourvu de quelque amabilité. Il s’aperçut que son fils Tomonaga n’avait aucune envie de lui succéder, préférant les plaisirs d’une vie facile aux inquiétudes

d’un chef. Soucieux de l’avenir de sa famille à une époque où la première occupation des hommes était la guerre, il mit sur le papier des instructions résumant ses idées sur les devoirs d’un guerrier. C’était un texte soigné et réfléchi, qu’on jugea si approprié à l’époque qu’on s’en servit plus tard pour apprendre à écrire aux enfants.

A l’époque de Sadamasa, et presque depuis la fin de la guerre d’Onin, en 1477, rares étaient les régions des provinces de l’Est à connaître la paix. Réduites à deux du fait de la mort du chef des Inukake, les factions du clan Uesugi recommencèrent à se battre en 1488, mais sans résultat décisif. Un grand nombre d’hommes étaient engagés dans le conflit, et la lutte reprit au tournant du siècle, après une pause de quelques années.

Vers 1500, la branche d’ôgigayatsu s’était affaiblie, mais elle continua pourtant à se battre jusqu’en 1505. Cette année-là, elle fut enfin défaite par les troupes des Yamanouchi, grâce à l’aide apportée depuis l’Echigo par un parent du clan nommé Fusayoshi, qui était commissaire de la province. Les hommes venus de l’Echigo étaient placés sous la conduite d’un guerrier au service de Fusayoshi en tant que commissaire adjoint, Nagao Tamekage, entre les mains de qui se trouva ainsi placé l’avenir de la maison Uesugi à Kamakura. Tamekage était un soldat de fortune, l’un de ceux que ses contemporains des classes supérieures qualifiaient de « nariagari-mono », c’est-à-dire d’arriviste. A l’époque, les arrivistes n’étaient pas rares, car presque toutes les grandes maisons féodales connaissaient des conflits de succession, souvent suscités et organisé par des subalternes qui cherchaient à améliorer leur position. Ainsi, la carrière de Tamekage est non seulement intéressante en soi, mais aussi parce qu’elle est typique de celles d’une nouvelle espèce de guerriers appelés à remplacer les commissaires et autres hauts officiers qui devaient leur position à la famille Ashikaga, ou même aux shogun de Kamakura.

Tamekage se disputa avec Fusayoshi et prit les armes contre lui en 1507, ayant alors de nombreux partisans. Fusayoshi fut défait et tué. Comme commissaire de l’Echigo, il fut remplacé par Uesugi Akisada, et le bakufu approuva la nomination de Tamekage comme adjoint *(shugo-dai).* Tamekage se sentit bientôt assez fort pour défier Akisada, qu’il vainquit lors d’une bataille livrée dans l’Echigo. Dans cette bataille, il eut l’avantage d’être aidé par un autre guerrier, Hôjô Sôun, parvenu déjà puissant dans le Kantô dont il allait devenir le maître quelques années plus tard.

Heureusement pour Tamekage, ses intérêts coïncidaient avec ceux de Sôun, qui lui accorda ainsi une aide que, dans d'autres circonstances, il aurait tout aussi bien pu fournir à ses ennemis. Avant longtemps, Tamekage avait réduit les Uesugi du Kantô à une sujétion annonçant l'effondrement définitif de cette puissante maison.

Sôun était beaucoup plus capable et plus ambitieux que Tamekage. Son origine est si obscure que même son nom et son lieu de naissance ne sont pas connus avec certitude. On pense qu'il est né dans l'Ise, et qu'il s'est installé dans le Suruga en 1475 pour entrer au service d'Imagawa, commissaire de la province. Le nom d'Ise Shinkurô, sous lequel on le connaissait alors, est probablement un surnom. Il obtint la faveur d'Imagawa en l'aidant à étouffer une rébellion dans sa juridiction, après quoi il s'éleva rapidement en tant que chef indépendant, fort du soutien de nombreux guerriers attirés par son caractère et de son habileté militaire.

Étant très ambitieux, il surveillait de loin la province d'Izu, et il suivait attentivement ce qui se passait à Horigœ, où le Kantô kubô Ashikaga Masatomo avait été installé dans ses vaines fonctions. Masatomo mourut en 1491, et il fut alors remplacé par son fils, Chachamaru, qui n'était encore qu'un enfant. Sa nomination engendra des disputes et des affrontements armés, qui fournirent à Sôun l'excuse qu'il cherchait pour intervenir. Il disposait de troupes prêtes à l'action, et il s'empara de Horigœ peu après la mort de Masatomo. Chachamaru était tenu enfermé dans une petite pièce par sa belle-mère, mais il parvint à en sortir et la tua avant de se suicider.

Désormais, Ise Shinkurô était maître de l'Ise, et il prit alors le nom de Hôjô, s'associant ainsi aux régents Höjö, qui venaient de l'Izu et étaient d'origine Taira. Par là, il entendait montrer qu'il était destiné à remplacer les Ashikaga tout comme les Höjö avait remplacé les Minamoto. Il adopta en outre le prénom bouddhique de Söun, ou Sözui, et l'histoire du début du XVe siècle le connaît sous le nom de Höjö Söun.

Prêt à tous les succès, il se bâtit une forteresse à Nirayama, en Izu, et étudia la situation qui régnait dans les autres provinces. S'il voulait être sûr de sa position dans l'Ise, il fallait qu'il soit maître d'Odawara, ville-étape *(shu-kuba-machi)* occupant une situation stratégique sur la route conduisant à l'ouest au col de Hakone et, à l'est, à la route du littoral qui passait à travers ou à côté de Kamakura. Le château d'Odawara appartenait alors à un certain Omori, jeune homme qui venait de perdre son père. Söun se lia

d'amitié avec lui, et un jour, il lui demanda l'autorisation de venir chasser sur ses terres. L'autorisation lui ayant été accordée, il déguisa ses hommes en chasseurs, la chasse tourna au massacre et le château fut pris. Par cette trahison, d'un genre alors considéré comme un stratagème légitime, Söun se rendit maître de l'Izu et de l'extrémité méridionale du Sagami.

Pour renforcer encore sa position, il lui fallait maintenant étendre son influence à l'est en direction de la baie d'Edo, et s'assurer dans le Musashi certains points stratégiques d'où il puisse se défendre contre toute invasion venant du nord. C'est à quoi il parvint après une série de batailles et de sièges étalés sur plus de vingt ans. Il occupa Odawara en 1494, et en 1516, il était pratiquement maître de tout le Sagami, dont il put achever la conquête en 1518 grâce aux attaques de Nagao Tamekage contre la faction des Uesugi.

Il mourut un an plus tard dans sa forteresse de Nirayama, mais son fils Ujitsuna poursuivit son œuvre. En 1524, ce dernier prit la tête d'une nombreuse armée pour aller dans le Musashi attaquer le château d'Edo. Si les deux branches du clan Uesugi s'étaient alors unies, elles auraient sans doute pu arrêter son avance, mais elles étaient une fois de plus en lutte, et Ujitsuna en profita pour entrer dans le Musashi, où il défit une armée à Takanawa et l'autre au château d'Edo. Dans le Musashi, sa position était désormais forte, mais pour l'assurer, il lui fallait tenir la ligne allant d'Edo au fleuve Sumida. A cette fin, il devait ancrer ses défenses à la forteresse de Kâwagœ, qui commandait la route de l'Echigo et faisait en même temps obstacle à un éventuel ennemi venant du nord. L'avance d'un tel ennemi serait effectivement freinée par le passage du Sumida et d'Edo, durant lequel il serait exposé à une soudaine attaque lancée de Kawagœ.

En 1539, Ujitsuna vainquit et tua le kubö de Koga (Yoshiaki) et força la soumission du clan Satomi, dans la province d'Awa, franchissant ainsi une importante étape vers la réalisation des desseins de son père. Mais son succès de Kawagœ n'était pas décisif. A plusieurs reprises, les Uesugi tentèrent de reprendre le fort, et malgré la supériorité numérique de ses troupes, Ujitsuna ne put réduire à l'impuissance les deux branches du clan.

Il mourut en 1541, laissant la place à Ujiyasu, homme de la trempe de son grand-père, qui s'attacha à compléter la conquête du Kantö. Les deux lac-tions Uesugi comprirent alors enfin que, si elles voulaient survivre, elles devaient s'unir. Elles décidèrent de prendre le parti du *kubö* de Koga et

d’unifier ainsi le Musashi ; mais malgré le courage désespéré dont elles firent preuve, elles n’y réussirent pas.

Elles unirent leurs forces pour attaquer Kawagœ en 1542, aidées par des troupes venues de Koga. Ujiyasu envoya aussitôt d’importants renforts attaquer l’ennemi hors de Kawagœ, dont les défenseurs quittèrent la forteresse de nuit pour prendre part à la bataille. Il en résulta une défaite complète des armées des Uesugi et du contingent de Koga. Ce combat victorieux livré dans les ténèbres est célèbre dans l’histoire militaire du Japon. Dès lors, les Go-Hôjô (nouveaux Hôjô) allèrent de triomphe en triomphe, commençant par anéantir les Uesugi. En 1560, la plupart des ennemis de Ujiyasu avaient été vaincus ou dispersés, et la majorité des guerriers influents des provinces de l’Est se joignirent à lui.

Le clan Uesugi et le *kubô* de Koga n’existaient plus, à l’exception d’Uesugi Norimasa, qui avait quitté l’Echigo pour aller se placer sous la protection de Nagao Terutora, le fils du Nagao Tamekage qu’avait aidé Sôun en 1510. Terutora accepta la reddition de Norimasa et s’en fit adopter comme héritier, prenant le nom d’Uesugi Kenshin et (tout en restant dans l’Echigo) se prétendant le *kanrei* légitime du Kantô. Son nom figure en bonne place dans les annales militaires, surtout du fait des conflits répétés qu’il eut avec un autre personnage belliqueux, Takeda Shingen, de la province voisine de Kai. Les deux hommes semblent avoir pris plaisir à s’affronter. On dit qu’ils se battirent plusieurs fois à Kawanakajima, qui, dans le triangle que forme le confluent du Saigawa et du Chikumagawa, dans le Shinano, constitue un champ d’expériences tactiques idéal. On possède le récit détaillé de deux de ces batailles (1555 et 1564), et il se peut qu’il y en ait eu d’autres.

Kenshin créait également des ennuis aux Hôjô en organisant des coups de main dans les territoires qu’ils occupaient paisiblement. Le premier de ces raids eut lieu en 1560, où il franchit le Mikuni-tôge (col des Trois-Provinces) et, après avoir suivi le cours du Tonegawa, s’arrêta à Umayabashi (actuelle Mayebashi) pour lancer une soudaine attaque dans les environs d’Odawara. N’ayant pas d’arrière-garde, il ne put pas pousser plus loin l’opération, et ne parvint ainsi qu’à obliger les commandants Hôjô à prendre des précautions spéciales.

Il fut rejoint dans le Kôzuke par d’anciens partisans des Uesugi, mais sans qu’il en résulte rien de tangible. Tandis qu’il était occupé par cette

aventure, Takeda Shingen profita de son absence pour attaquer certains de ses ennemis du Kôzuke et du Musashi, ce qui incita Kenshin à faire une seconde tentative en 1561 ; mais il n'alla guère au-delà d'Umayabashi et rebroussa chemin.

Ces détails concernant les raids de Kenshin n'ont pas en soi grand intérêt, étant à la fois mal conçus et mal exécutés ; mais ils mettent en lumière les principes stratégiques suivis par Sôun et ses successeurs. Ujiyasu se vengea en attaquant les amis de Kenshin et en se liant avec ses ennemis. Ainsi, il traita rudement la famille Satake, dans le Hitachi, et il fit de son mieux pour susciter des troubles dans la province même de Kenshin (Echigo) et dans les régions adjacentes. Dans le cadre de cette politique, il offrit par ailleurs son aide à la secte bouddhique Ikkô, alors bien établie dans le Kaga, situé entre l'Echizen et l'Echigo. Des lettres adressées au temple de la secte (le Honseiji, dans le Kaga), écrites en 1561 et 1562 à la demande d'Ujiyasu par le *kubô* d'alors, ont été conservées et attestent que sa politique était soigneusement réfléchie, et qu'il comprenait bien l'influence politique des sectaires. Il leur suggéra de consulter leurs frères d'autres régions sur les moyens d'attaquer Kenshin, et d'étendre ainsi leur propre sphère.

Le développement de la secte Ikkô est l'un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire religieuse du Japon. Elle venait de l'enseignement amidiste – Nembutsu, ou Appel du Bouddha – du grand prédicateur Shinran (1173-1262), et elle avait ensuite été développée selon des lignes anti monastiques, sinon anticléricales, par son successeur de la huitième génération, le très talentueux Rennyo (1415-1499).

Les opinions peu orthodoxes de Rennyo, exprimées en mots et en actions alors qu'il était abbé du Honganji de Kyoto, cathédrale de la secte, avaient à ce point irrité les moines de l'Enryakuji que ceux-ci incendièrent sa maison en 1465. Sa vie même était en danger, et il se réfugia dans la campagne où il prêcha durant quelques années avec un étonnant succès. En 1471, il se fixa dans un endroit appelé Yoshizaki et y construisit un temple qui ne tarda pas à être envahi de fidèles, appartenant souvent, mais pas exclusivement, à la classe paysanne. La secte, qui était autonome, prospéra si bien que son influence gagna les provinces septentrionales, en particulier l'Echizen et le Kaga voisins. Ses membres supportaient très mal l'ingérence des autorités civiles et militaires, et ils s'opposaient volontiers par la force aux tentatives

faites pour les contrôler. Dans le Kaga (vers 1486), ils se soulevèrent et chassèrent le commissaire héréditaire, dénommé Togashi, devenant ainsi les dirigeants de fait de la province entière. Ils étaient si redoutables que Togashi supplia le bakufu de les éliminer, et les ordres furent donnés dans ce sens. Mais ils défirent l'armée envoyée contre eux par le puissant Asakura de l'Echizen, connu pour être un dur à cuire.

Togashi parvint à s'échapper, mais il se suicida. Les pasteurs Ikkô continuèrent à gouverner la province de Kaga jusqu'en 1576, où ils furent chassés par les dirigeants d'une nouvelle société guerrière.

AUTONOMIES PROVINCIALES

Des guerres presque incessantes que nous venons de décrire peut naître l’impression que, vers la fin du XVe siècle, le pays avait sombré dans un état de chaos où les arts civils étaient asphyxiés. Mais un tableau si sombre serait loin de la vérité. Bien sûr, il y eut beaucoup de destructions et des morts sur les champs de bataille, mais peut-être moins qu’on le croit d’ordinaire, car les épidémies et les famines étaient de beaucoup plus meurtrières que les armes médiévales. Et il y eut de nombreux progrès par ailleurs.

Les armées devaient être nourries, et les propriétaires grands et petits, même s’ils s’étaient fixés en ville, appartenaient toujours à une société agricole et savaient l’importance de l’agriculture. De façon générale, on peut dire qu’à l’époque où le pays était le plus troublé, les membres de la classe militaire, des barons qui régnaient sur une province ou plus aux propriétaires d’une vingtaine d’arpents, commencèrent à se rendre compte qu’ils avaient moins de chance d’agrandir leurs domaines que d’en augmenter le rendement. Par ailleurs, ceux qui avaient réussi à se libérer de la tutelle du bakufu comprirent que, s’ils voulaient garder leur indépendance, ils devaient faire bien attention à organiser leurs ressources humaines et matérielles. Ils devaient améliorer l’administration de leurs terres, réglementer la vie des leurs, et surtout parfaire les méthodes agricoles et industrielles. Dans certains endroits, ce programme fut réalisé avec un étonnant succès, mais pas toujours à l’avantage des paysans.

Comme on l’a vu, des familles nouvelles s’étaient l’ait connaître. Elles étaient d’origines diverses, mais la plupart étaient issues de vassaux de grandes maisons ou de petits propriétaires – membres de la petite noblesse rurale – qui en avaient attiré d’autres dans leur orbite. Certains, partant du même point, avaient atteint leur position en devenant commissaire d’une ou plusieurs provinces grâce aux shôgun Ashikaga d’alors, qui entendaient ainsi les remercier ou les acheter.

La fin du XVe siècle et le début du XVIe-siècle furent le cadre d’une redistribution générale du pouvoir. Il y avait désormais une vingtaine de seigneurs guerriers de première importance, qui régnaient en maîtres sur un territoire comprenant une ou plusieurs provinces. 11 y en avait deux ou trois cents de moindre envergure, dont les terres étaient moins étendues, mais qui

étaient assez influents pour faire de précieux amis ou de dangereux ennemis dans les temps difficiles. Pour la plupart, ceux-là étaient plus ou moins soumis aux grands seigneurs territoriaux, les daimyô.

Il n'est pas possible de donner un tableau exact de la distribution du pouvoir après la guerre d'Onin, car les changements étaient alors violents et incessants, et la stabilité ne revint qu'après bien des années. Mais au début du XVi^e siècle, la position générale des principaux seigneurs guerriers était la suivante :

Provinces septentrionales : Yüki, Nambu, Date, Ashina Provinces orientales : Hôjô, Satomi Littoral oriental : Imagawa

Provinces du nord-ouest : Uesugi, Takeda, Asakura, Saitö Provinces du Centre : Hosokawa Shikoku : Chösokabe

Provinces occidertales : Ouchi, Môri, Amako, Yamana, Ukita Kyüshü : Ryüzöji Arima, ömura, Otomo, Shimazu

Il y avait des familles guerrières de moindre importance, mais, chez elles, les changements sont si rapides qu'on a peine à les suivre. S'il faut émettre une hypothèse, nous dirons qu'en l'année 1500 leur nombre était inférieur à trois cents. Lorsque, au XVne siècle, la situation se stabilisa, il y avait une centaine de daimyô dont le revenu annuel était supérieur à 50000 *koku* et les documents prouvent qu'en 1614, il y en avait moins de deux cents dont le revenu était égal ou supérieur à 10000 *koku*[165].

Les sengoku-daimyö, ou barons de la guerre civile

ASAKURA TOSHIKAGE

Dans l'histoire politique des shôgun de Muromachi, le trait le plus frappant est la montée d'une nouvelle classe dirigeante composée de guerriers d'origine modeste qui, par la force ou par la menace, chassèrent de la province les officiers nommés par le bakufu, prirent possession de nombreux biens publics ou privés, et devinrent les maîtres indépendants de vastes régions, fréquemment d'une province entière et parfois de plusieurs. Leur ascension est un aspect du déclin parallèle de l'autorité civile en place.

Pour illustrer les étapes de ce profond changement, l'étude de la carrière d'un de ces rebelles victorieux sera plus parlante qu'une description de leur classe en termes généraux. L'exemple le plus éclairant est celui d'Asakura Toshikage (1428-1481), dont les activités dans l'Echizen peuvent être considérées comme représentatives, n'ont pas l'inconvénient de se compliquer de problèmes extérieurs comme les événements de la capitale ou des provinces voisines, et sont très bien documentées.

Asakura appartenait à une famille vassale de la grande maison des Shiba. Tout jeune, il se fit remarquer par son intelligence et son habileté militaire, et en 1453, lorsqu'une querelle entre deux branches du clan Shiba tourna à la violence dans l'Echizen, le bakufu le chargea d'y mettre bon ordre, au besoin par la force. Cette affaire se solda par plusieurs années de combat à l'appui de Shiba Yoshikado[166]. En 1459, ce dernier fut enfin accepté comme nouveau chef du clan Shiba, et Asakura fut nommé commissaire adjoint.

A ce poste, il s'enrichit considérablement en grignotant les grands manoirs de sa juridiction, notamment ceux qui appartenaient au Kôfukuji de Nara. En 1466, il s'attaqua au domaine d'Ichijô Kanera, le dernier qui restât à ce distingué gentilhomme, mais les paysans de ses terres chassèrent les hommes d'Asakura, sachant que le traitement d'un noble valait mieux que celui d'un guerrier.

Le déclenchement de la guerre d'ônin fut pour Asakura une très bonne occasion d'accroître ses richesses, car les armées de l'Est et de l'Ouest cherchaient toutes deux à s'en faire un allié, en sorte qu'il pouvait tout sans avoir rien à craindre. En 1471, tandis que la guerre battait toujours son plein, il annonça qu'il avait rompu les liens de fidélité qui l'unissaient à la

famille Shiba, et que, désormais, il ne dépendrait plus que du shôgun. Il rejoignit alors l'armée de l'Est et servit sous les ordres de Yoshimasa dans l'Echizen. Avant cette date, un éminent ecclésiastique avait observé à propos de ce genre de comportement : « Pareille chose est devenue la règle parmi les guerriers. Le sens commun ne laissait rien prévoir de ce qu'ils font aujourd'hui. »

Fin 1471, Asakura devint commissaire de l'Echizen et déclara qu'il avait l'intention de confisquer tous les manoirs de la province. Il s'installa dans un nouveau château, mit des habits de cour et adopta le comportement d'un grand noble. Sa conduite irrita si bien les guerriers locaux qu'ils se soulevèrent contre lui. Les seigneurs des manoirs qu'il s'était appropriés en tirèrent un certain plaisir, mais lui-même n'en fut pas affecté. En 1472, il fut attaqué par la famille Kai (également vassale des Shiba). Il s'ensuivit de longs et violents combats, mais à la fin de l'année, Asakura lança l'ensemble de ses forces contre les troupes des Kai et les mit en déroute. Certains des commandants ennemis se suicidèrent, d'autres s'enfuirent dans le Kaga, et lui-même devint maître de tout l'Echizen. La campagne s'était déroulée à une échelle relativement modeste, le corps principal des troupes d'Asakura ne dépassant pas 7000 hommes selon les documents (chiffre sans doute correct, car la province n'était pas très peuplée).

S'étant débarrassé de son principal ennemi, Asakura était maintenant commissaire de fait comme de nom. Il n'avait plus à se satisfaire de parcelles de domaines, il pouvait les prendre tout entiers. Peu après sa victoire, il donna l'ordre aux propriétaires des manoirs de lui verser la moitié de leurs revenus (selon le système du *hanzei)* pour l'entretien de ses établissements militaires, et il s'empara des biens de la famille Kai pour les distribuer parmi ses partisans. Les requêtes et les plaintes de propriétaires lésés affluaient à Kyoto, mais le bakufu était impuissant, et Asakura put continuer à pratiquer en toute tranquillité sa politique de vol. Dans l'Echizen, les seigneurs étaient désormais à ses ordres, selon un système de tenure dont nous avons vu qu'il se généralisa au cours de la seconde moitié du XVe siècle.

Dans son contexte national, l'histoire de la famille Asakura illustre de façon très vivante la ruine des *shôen.* Elle montre comment se forma une nouvelle classe dirigeante, cependant que les commissaires dûment nommés par le bakufu étaient remplacés par des ambitieux profitant de la faiblesse

du gouvernement central selon un processus qui atteignit son apogée peu après la fin de la guerre d'ônin.

Il convient de rappeler que la famille Shiba comptait parmi les plus puissantes maisons guerrières, et qu'elle était très en faveur lorsque Takauji créa le bakufu Ashikaga. Shiba Takatsune avait suivi Takauji dans ses campagnes, et son fils Yoshimasa fut le premier *kanrei* nommé à Kyoto. Yoshimasa devint en outre le commissaire d'une demi-douzaine de provinces, comme l'un de ses descendants fut commissaire de l'Owari et du Tôtômi ; mais l'Echizen était le véritable centre de la famille Shiba. Les domaines du clan étaient si étendus que ses vassaux occupaient des postes importants dans toutes les provinces, y compris parfois la charge de commissaire. Quand la guerre d'Onin éclata, les Kai et les Asakura de l'Echizen et les Oda de l'Owari étaient ses principaux vassaux.

Asakura put continuer ses déprédations sans rencontrer d'opposition sérieuse jusqu'en 1479, où la famille Shiba, poussée dans ses derniers retranchements, dut se décider à recourir à la force. Une bataille décisive eut lieu dans les environs des fermes du Köfukuji, où les troupes des Shiba et des Kai, renforcées par des paysans enrôlés sur place, combattirent vaillamment mais finirent pas être défaites. Les hostilités se poursuivirent jusqu'en 1481, où les Kai et leurs hommes furent tous chassés de l'Echizen. C'est à cette époque de victoire qu'Asakura mourut, laissant ses domaines à son fils.

La rébellion d'Asakura connut ensuite un curieux dénouement. Le chef du clan Shiba s'était soumis à lui, mais il gardait officiellement sa position de suzerain. En 1483, un accord fut donc conclu qui reconnaissait le nouvel Asakura commissaire adjoint de l'Echizen, Kai commissaire adjoint du Tötömi et Oda commissaire adjoint de l'Owari, et qui faisait de Shiba Yoshikado lui-même leur suzerain à tous les trois. En fait, Asakura, Kai et Oda ne s'en partageaient pas moins l'essentiel des terres de la famille Shiba. Celle-ci avait perdu sa supériorité, et dans l'époque nouvelle qui s'annonçait, c'est à ses trois vassaux qu'il reviendrait de jouer un rôle important.

LOIS DOMESTIQUES ET ADMINISTRATION CIVILE

Lorsque Asakura eut assuré sa position dans l’Echizen, ses pensées se tournèrent tout naturellement vers l’avenir, et il fixa des règles pour ses descendants, de manière à préserver leur héritage. Elles ont passé à la postérité dans un document intitulé *Toshikage jûshichikajô, Recommandation des dix-sept articles*, qui fut peut-être compilé après sa mort, mais selon ses désirs.

C’est un document extrêmement intéressant, car non seulement il est révélateur des sentiments d’Asakura, mais typique du comportement d’un rebelle victorieux, qui, après s’être élevé à une haute position au mépris de la loi, formule des règles de comportement auxquelles ses successeurs devront se conformer. Il faut d’ailleurs ajouter que, aussi répréhensible qu’ait pu être la conduite d’Asakura et de ses parents, ils possédaient une énergie et une détermination dont ne paraissaient plus capables les familles plus anciennes des commissaires.

La *Recommandation des dix-sept articles* appartient au genre littéraire des « lois domestiques », ou *kahô,* qui consiste en règles de conduite à l’intention des membres d’une famille pour l’administration de ses domaines. Les articles valent la peine d’être traduits in extenso, car les idées qu’ils expriment étaient celles de la nouvelle classe guerrière. Les voici :

1. Dans la famille Asakura, on ne donnera pas aux aînés d’emplois particuliers. Les conseillers seront choisis pour leur capacité et leur loyauté.

2. Même à ceux qui sont au service de la famille Asakura depuis des générations, on ne confiera pas de postes administratifs à moins qu’ils ne soient capables.

3. Même lorsque le monde est en paix, des agents de renseignements devraient être maintenus dans les autres provinces, proches ou lointaines, afin d’en étudier les conditions.

4. Les épées ou poignards des guerriers célèbres ne doivent pas être convoités. Une épée qui vaut dix mille pièces peut être vaincue par cent épées qui n’en valent que cent.

5. Il ne faut pas faire souvent venir de Kyoto pour des représentations des acteurs des écoles de nö de Komparu, Kanze, Höshö et Kita. L'argent qu'il en coûterait doit être consacré à la formation de jeunes danseurs doués de la région pour son bénéfice permanent.

6. On ne donnera pas de représentations le soir dans le château.

7. On ne fera pas venir de chevaux ou faucons de valeur de leur lieu d'élevage sous prétexte qu'ils sont nécessaires à la formation d'officiers. Cette interdiction ne s'applique pas aux cadeaux non sollicités d'autres provinces, mais après trois ans, ceux-ci doivent être transmis à une autre famille. Les garder est une cause de chagrin.

8. Pour leurs vêtements de cérémonie du nouvel an, les membres de la famille Asakura se contenteront de nunoko [coton ouaté ?], qui pourra porter leur emblème. S'ils s'habillent richement, aucun samurai du pays ne croira pouvoir servir ses supérieurs sans en faire autant. Il en résultera que les samurai s'absenteront durant de longue période sous prétexte de maladie ; et pour finir, ils ne seront guère utiles à la maison Asakura.

9. Sur le choix des serviteurs. Pour un serviteur, l'intelligence compte moins que d'autres qualités. L'honnêteté est importante. Même un paresseux peut faire un bon serviteur ou messager s'il a spécialement belle allure. Mais évitez d'employer qui n'a ni bon caractère ni bonne mine.

10. Ne traitez pas en serviteurs ceux qui ne sont pas *vos* serviteurs.

11. Ne confiez pas de documents confidentiels à un samurai d'une autre province, à moins que vous ne puissiez faire autrement.

12. Me laissez pas d'autres familles persuader des gens possédant un talent particulier de quitter votre service, qu'il s'agisse de moines ou de laïcs.

13. Quand vou : vous préparez à livrer bataille, ne perdez pas de temps à choisir un jour favorable ou une bonne direction.

14. Vous devriez trois fois l'an envoyer des personnes honnêtes et capables en tournée d'inspection à travers la province. Elles écouteraient les opinions des gens de toutes classes et corrigeraient les erreurs du gouvernement. L'un de vous devrait de temps à autre y prendre part, portant un léger déguisement.

15. Aucun château ni forteresse autres que ceux du souverain ne seront construits dans la province. Tous les gens importants doivent résider à Ichijôgatani [la ville forte], et leurs terres être administrées par des intendants ou des serviteurs.

16. Quand vous passez devant un monastère, un sanctuaire ou une demeure, retenez votre cheval. Si l'endroit est beau, faites-en l'éloge. S'il est en piètre état, exprimez votre sympathie. Cela aura un bon effet.

17. Lorsque vous jugez un procès, soyez totalement impartiaux. Si vous apprenez qu'un fonctionnaire a mal agi, punissez sévèrement son acte.

Ces règles sont éloquentes. Elles montrent que les nouveaux barons avaient commencé à comprendre qu'il valait mieux mettre leur territoire en valeur grâce à un gouvernement ferme et bon que de l'agrandir au prix de nombreuses vies. Malheureusement pour eux, ils eurent généralement recours à des mesures de protection extrêmes dans leur désir d'être autonomes, et créèrent ainsi des tensions qui engendrèrent d'autres conflits.

C'est ce qui se passa pour beaucoup de ces hommes nouveaux, que les cyniques de la capitale appelaient *niwaka daimyô*, ou seigneurs subits. Dans les efforts qu'ils firent pour que leurs lois fussent appliquées, ils se montrèrent généralement très durs et parfois d'une inqualifiable cruauté à l'égard des contrevenants. Mais la population dans son ensemble bénéficia de leurs travaux publics. Ainsi, en 1537, un successeur d'Asakura mit en place un système d'irrigation approvisionnant en eau des groupes de dix villages, chargés de la distribuer plus loin. On peut citer bien d'autres travaux de ce genre, parmi lesquels les digues de pierre construites en 1545 par Takeda Shingen pour maîtriser les crues des affluents du Fujikawa, et les ouvrages du même type entrepris par la famille Hôjô pour régulariser le cours du Tonegawa dans la plaine de Musashi.

Ajoutons que, malgré toute sa grossière brutalité, Asakura Toshikage lui-même avait certaines connaissances littéraires et artistiques, et espérait créer dans ses domaines un centre culturel. Les ruines de son château d'Ichijôgatani montrent qu'il avait de beaux appartements et une bibliothèque, ainsi qu'un jardin élégant du style Muromachi.

De même, les exploits de Höjö Sôun et de ses fils ne se limitèrent pas à la bataille et au pillage. Sôun était impressionné par l'importance d'un bon gouvernement. Quand, après avoir occupé Odawara, en 1491 (quelques

années après les succès remportés par Asakura dans l'Echizen), il prit le château de Nirayama, dans l'Izu, son premier souci fut de s'occuper de problèmes administratifs.

Le *Hôjô Godaiki*, histoire de sa famille, dit qu'il aimait le peuple comme ses enfants. Cette relation était celle que recommandaient les traités classiques de gouvernement, et rien ne nous oblige à croire que Sôun y attachait une importance particulière. Mais il comprit sans doute qu'il était plus prudent de traiter le peuple avec considération. On raconte que, de Nirayama, il informa les paysans qu'il réduirait le montant de leurs redevances de cinq à quatre dixièmes de la récolte totale. Cette proportion était ce qu'on appelait « shikô rokumin », ou « quatre pour le prince et six pour le peuple », et à l'époque on la considérait comme généreuse. Sôun renonça en outre à lever des impôts spéciaux tels que le « tansen » (impôt foncier), le « yazeni » (« argent de flèche », un impôt de guerre) et le « kurayaku » (sur les boutiques de prêt).

Mais ce répit ne dura pas. La guerre coûtait cher, et les Hôjô étaient entourés d'ennemis. A l'époque d'Ujitsuna, de nombreux changements auraient lieu. De nouveaux impôts seraient introduits, et il semble que les paysans abandonnèrent leurs terres en foule, car en 1550 on annonça que ceux qui étaient partis sans verser leurs contributions n'auraient pas à payer d'arriérés en cas de retour, mais qu'ils devraient ensuite acquitter régulièrement leurs impôts.

D'autres mesures attestent que les Hôjô tentèrent d'améliorer le sort des travailleurs, et que, dans l'ensemble, leur administration était clémente, du moins pour l'époque ; mais la vie des classes laborieuses était dur, et les concessions faites bénéficiaient surtout aux ouvriers spécialisés, notamment les tailleurs de pierre et les constructeurs de bateaux. Les cultivateurs qui, dans la plaine du Musashi, participèrent au défrichement de nouvelles terres, bénéficièrent toutefois d'exemptions d'impôts et autres décharges.

Comme on le voit avec les *Recommandations* d'Asakura, les lois domestiques sont de précieuses sources de renseignements quant au caractère de certains dirigeants et à leur conception du monde. Parmi les plus connus de ces documents, citons :

Imagawa Kanamokuroku Index Kana des Imagawa

Le plus ancien est sans doute les écrits muraux de la famille Ouchi, qui comprend certains articles datés de 1440.

Le contenu de ces documents va des simples règles de conduite personnelle au code criminel détaillé. La plupart d'entre eux ont deux traits communs : le souci d'assurer la protection et la survie de la famille et de son domaine d'une part, et, de l'autre, des peines très sévères punissant les délits, aussi légers fussent-ils, susceptibles d'amener le triomphe d'une maison rivale. Les codes sont intéressants à bien des égards, en particulier parce qu'ils traduisent les efforts tentés par la nouvelle classe au pouvoir pour remplacer le « Formulaire de Jôei » et ses suppléments, désormais périmés, par des règles mieux adaptées à l'ordre nouveau.

Les codes sont écrits dans un langage simple, contrairement au Formulaire de Jôei, qu'on ne pouvait comprendre sans avoir une certaine connaissance des termes juridiques. Les lois des Yüki et des Imagawa sont écrites en kana, et les premières sont en dialecte pour être mieux comprises des campagnards. Les codes ne sont pas des déclarations de principe, traitant des droits aussi bien que des devoirs, mais de vrais règlements disciplinaires qui doivent être obéis sous peine de sanctions. Ainsi, les *Köshü hatto* de la famille Takeda renforçant une règle selon laquelle les deux parties en cause dans un conflit accompagné de violences doivent être punies « indépendamment des droits et des torts » : (« zehi ni oyobazu »). Le châtiment peut être la mort. Le but d'une telle règle était certainement le maintien de l'ordre, car de constantes querelles internes ne pouvaient manquer d'entraîner un affaiblissement militaire ; mais il est douteux qu'elle ait jamais pu empêcher de bouillants guerriers de tirer l'épée pour régler une affaire personnelle.

La doctrine de la responsabilité conjointe *(enza),* selon laquelle un coupable partageait la responsabilité de sa faute avec sa famille et ses gens, constituait une autre caractéristique de ces lois domestiques. C'était un vieux principe, que les anciens codes n'appliquaient que pour des crimes comme la haute trahison ; mais à la fin du XVe siècle, on l'étendit à d'autres délits. Quand des impôts ne pouvaient pas être encaissés ou qu'on ne pouvait pas appréhender un criminel, il arrivait qu'un village entier soit puni pour la faute d'un seul paysan.

La cruauté des châtiments qu'elle prévoyait allait de pair avec la sévérité de la loi. On frissonne à leur seule description. Mise à part toute atrocité

précise, elle témoignait d'un triste déclin par rapport aux normes des codes de Kamakura, dont la sévérité était tempérée par une certaine forme de générosité.

En dépit de ces lois oppressives, l'intérêt personnel dictait toutefois aux nouveaux dirigeants une certaine modération à l'égard des plus importants producteurs placés sous leur domination. On a déjà relevé les avantages accordés par les derniers Hôjô aux paysans et artisans spécialisés, et d'autres daimyô imitèrent leur exemple. Sôun et ses héritiers étaient des hommes qui comprenaient tout l'intérêt d'une bonne administration ; mais dans l'ensemble, les nouveaux seigneurs de la terre, quelque arriérés qu'ils fussent, s'aperçurent bientôt que, dans la société compétitive où ils vivaient, ils ne pouvaient augmenter les récoltes de leurs domaines ni la quantité des produits manufacturés sans penser un peu à la condition de leurs travailleurs : la masse des paysans et l'ensemble non moins important des artisans et ouvriers.

«Code de la famille Date Lois de la famille Takeda « Écrits muraux » de la famille Ouchi Vingt et un articles de Hôjô Sôun Lois de la famille Yüki

Jinkaishû Köshü hatto Ouchi-ke kabegagi Sôun ni nijüichikajö Yüki-shi Hatto

PROTECTION DES PAYSANNES

L’une des tâches occupant l’attention de la nouvelle classe des daimyô était la destruction de la longue chaîne de droits et de privilèges qui allait du seigneur de la terre aux producteurs. Une fois satisfaits tous ceux qui profitaient de la terre – le seigneur, l’intendant, les officiers du *shôen*, les exploitants, les tenanciers et l’inévitable collecteur d’impôts –, il ne restait plus grand-chose pour ceux qui cultivaient le sol. Il fallait supprimer cet ensemble de droits et de devoirs, mais ce n’était pas facile à faire, car rien n’est plus tenace qu’un ancien privilège. Certains abus survécurent à l’abolition même du *shôen* qui les avait créés, et des efforts spéciaux furent nécessaires pour protéger le paysan. En 1587, par exemple, un daimyô du Wasaka en était réduit à publier un ordre disant : « Les chefs et anciens fonctionnaires des *shôen* des villages ne doivent pas utiliser les simples paysans à un travail privé, même pour une courte période. » Ce genre d’ordre était fréquent, et dans certains domaines, en particulier ceux de la famille Hôjô, les paysans étaient autorisés à présenter des requêtes ou des plaintes contre quiconque abusait d’eux.

Parmi les autres mesures qui valurent un certain soulagement aux paysans, citons l’unification du taux d’impôt sur les produits de la ferme – le taux ordinaire étant la moitié de la récolte – et l’abolition de coûteux impôts supplémentaires. Ces mesures n’étaient pas dictées par la sympathie mais par un désir d’efficacité. D’autres mesures montrent qu’on jugeait important de prendre des précautions pour garder les paysans sur la terre ; ainsi, les daimyô d’une même région s’entendaient fréquemment entre eux pour se livrer les paysans en fuite. Alors comme toujours, les paysans partaient lorsque des régisseurs les traitaient mal ou qu’ils avaient dû s’endetter à cause d’une maladie, d’une mauvaise récolte ou encore d’une razzia. A l’époque, les dommages causés par la guerre étaient un phénomène courant. En 1479, par exemple, le manoir Hosorogi, dans l’Echizen, fut entièrement détruit par le feu au cours d’une bataille. L’année suivante, la moitié de la récolte du manoir Tsubœ fut piétinée par les troupes du Kai combattant contre Asakura. Deux mois plus tard, mille paysans furent enrôlés de force et tués au combat. C’était là bien sûr des catastrophes exceptionnelles, mais de moindres maux affligeaient constamment les paysans.

Le service militaire comptait au nombre de leurs corvées. Mais il était rarement systématique, les paysans étant en général indispensables sur leurs terres et ne pouvant être mobilisés qu'en cas d'urgence. D'ailleurs, cette pratique resta rare jusqu'à la fin du XVe siècle, où le remplacement de la cavalerie traditionnelle par l'infanterie transforma peu à peu l'art de la guerre. C'est durant la première décennie du XVIe siècle, au cours des campagnes d'Uesugi Sadazane dans l'Echigo, qu'on trouve l'un des premiers exemples de paysans armés employés au combat. Vers 1570, on voit Uesugi Kenshin dire aux paysans de son domaine de se présenter pour le service militaire avec armes et armures, par compagnie, chaque compagnie ayant une bannière. La convocation revêtait plutôt la forme d'une requête que d'un ordre, et une récompense était promise à ceux qui y répondraient. Mais la pratique se répandit, et à la fin du siècle, les paysans étaient régulièrement appelés à servir dans la troupe, soit comme combattants, soit pour s'occuper des transports. En 1577 déjà, Takeda lançait du Kai un ordre de mobilisation à tous les hommes de toutes les classes âgés de quinze à soixante ans.

Un changement important se produisit dans la vie rurale tandis que les nouveaux barons s'installaient dans leurs châteaux forts. Ils répugnaient toujours davantage à laisser leurs principaux vassaux et partisans résider sur leurs propres terres, où ils pouvaient comploter à leur aise. Ils les obligèrent donc à résider à proximité du château, confiant leurs domaines aux soins des intendants. Il en résulta la formation de villes-châteaux (« jôka-machi »), et la séparation du guerrier du cultivateur. Jusque-là, il n'y avait pas de distinction franche entre les deux classes, un guerrier pouvant être un cultivateur installé sur sa terre. Mais désormais, les soldats de métier vécurent en ville, et la société paysanne évolua selon de nouvelles lignes, avec une organisation élaborée de la vie villageoise et une nette distinction sociale entre le chef et le simple cultivateur.

Les affaires d'un village ou d'un groupe de villages étaient dirigées par une sorte de conseil, au sein duquel régnait un ordre strict de préséance. Les membres principaux étaient les « otona », c'est-à-dire les anciens. Ils étaient soigneusement choisis par les autres en fonction de leur origine familiale, de leur âge et de leurs biens. Leur nomination donnait lieu à une cérémonie, et un affixe honorifique était d'ordinaire ajouté à leur nom (tel que Tayu, Emon ou Chôbei). Une requête typique, adressée par un village en 1542 au

seigneur d’un domaine, porte la signature de deux anciens (otona), de deux hommes d’âge et de statuts moyens (« chù-otona »), et de deux hommes jeunes (« waka-shù »), toutes les classes étant ainsi représentées. Il semble que les aînés devaient être des paysans libres ayant au moins le statut de *myôshu*. Les réunions de village étaient fréquentes, et ceux qui omettaient de s’y rendre alors qu’ils étaient convoqués devaient payer une amende.

Ces conseils bien organisés étaient plus courants dans les provinces du Centre que dans les régions éloignées, et il en allait évidemment de même pour la plupart des choses témoignant d’un certain raffinement. Mais tous les endroits éloignés de la capitale n’étaient pas arriérés. Il n’y avait guère trace de provincialisme dans les principales villes des domaines des grands daimyô. La ville qui s’était développée à Funai, dans le Bungo, autour du château des Ötomo, possédait de beaux bâtiments, des rues actives et un marché florissant, et il semble qu’à la fin du XVIe siècle sa population ait été de 8000 habitants. De même, la ville de la famille Öuchi, à Yamaguchi, dans le Suô, était un centre culturel important, construit sur le modèle de Kyoto, et un lieu de séjour très apprécié des nobles voyageurs, dont beaucoup, étant pauvres, étaient ravis d’être entretenus durant de longues périodes par de riches seigneurs.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Parmi les principaux soucis des nouveaux barons entrait le développement des industries, dont la plus importante était l’exploitation minière. Les anciennes mines furent donc mises en valeur et agrandies, et la prospection permit d’en trouver de nouvelles. Les plus riches étaient alors les mines d’or et d’argent, dont les daimyô pouvaient directement monnayer le produit à des fins militaires ou autres. Les méthodes d’exploitation restèrent rudimentaires jusque vers 1530, où la découverte d’un gisement d’argent dans rivvami donna l’idée à l’un des marchands de Hakata (connus pour leur esprit entreprenant) de faire venir des spécialistes de Chine et de Corée. Un gisement plus riche fut ensuite trouvés (1542) à Ikuno, dans le Tajima. En dehors du commerce extérieur, l’une des grandes sources de revenus de la famille Môri était la mine d’argent d’Omori, qui tomba entre ses mains lors d’une campagne dans l’Iwami, en 1556.

L’extraction et l’affinage de l’or firent aussi des progrès, pour le plus grand profit des daimyô dont les terres renfermaient des gisements. La technique d’exploitation en profondeur s’améliora très rapidement, et l’on parla bientôt de mineurs spécialisés employés comme sapeurs lors du siège d’un château. De cette façon aussi, comme par l’armement des paysans et l’introduction du mousquet, l’art de la guerre se transforma. Désormais, il y avait des murs de trente mètres de haut et des experts pour les saper.

Dans les autres domaines, l’exploitation minière ne connut que peu de progrès durant le XVE siècle, sans doute parce que les dirigeants du pays étaient absorbés par la guerre et par la production y ayant trait. Le minerai de fer est rare au Japon, mais il y avait assez de sable ferrugineux facile à travailler, de sorte qu’il n’y a rien de nouveau à signaler touchant la production des objets de fer ou d’acier, sinon peut-être certains progrès dans la fabrication des instruments tranchants autres que les épées.

Le tissage, la fabrication du papier, la xylographie et autres arts du genre étaient déjà bien avancés et n’accomplirent aucun progrès particulier, à part quelques belles éditions de livres réalisées par des moines zen[167]. Il faudra attendre le retour de la paix pour que soient faits des progrès techniques appréciables.

Il n’en reste pas moins que les nouveaux barons encouragèrent les artisans spécialisés dans leurs domaines, surtout quand leur travail avait un lien direct avec la puissance militaire. De même que Sôun avait tous les égards pour les constructeurs de navires, la plupart de ses pairs accordaient un traitement de faveur à des artisans comme ceux qui travaillaient le fer et qui, outre les ustensiles ménagers, pouvaient fabriquer des pièces de mousquet.

COMMUNICATIONS, VOYAGES ET TRANSPORTS

Avec le développement de la production agricole et industrielle, il devint bien sûr nécessaire d'améliorer les communications au sein des domaines de chaque daimyô, et, certaines précautions étant prises, entre les provinces mêmes. Dans l'est et l'ouest du Japon, où les voies fluviales étaient rares, les nouveaux barons tels que les Hôjô, les Takeda et les Uesugi accordaient beaucoup d'importance à l'entretien des routes et créèrent des systèmes de courriers rapides et de relais de poste (shukuba) où les voyageurs pouvaient se loger et trouver des chevaux ou d'autres moyens de transport. Au commencement du XVIe siècle, on en trouvait un peu partout, prévus à des fins militaires, mais dont bénéficiaient les voyageurs privés, notamment les marchands exerçant leur négoce.

Que ce soit par terre ou par eau, les voyages demeuraient peu sûrs dans bien des régions, et les marchands voyageaient d'ordinaire en compagnie. Par ailleurs, il était souvent difficile de passer d'un domaine dans un autre, car les voyageurs étaient soumis à toutes les barrières à un minutieux examen dicté par la peur des espions. Les re'ais de poste étaient placés sous le contrôle du daimyô maître du territoire, et dans maints domaines, il fallait avoir son autorisation écrite pour pouvoir louer des chevaux.

A une certaine époque, les péages sur les biens et sur les personnes étaient extrêmement onéreux, en raison surtout de leur nombre. Des documents attestent que, vers 1450, il y avait plus de six cents postes d'octroi (certainement y compris les bacs) le long du Yodo, sur une quarantaine de kilomètres. Sur la route que prenaient les pèlerins pour se rendre à Ise, les seize kilomètres séparant Kuwana du sanctuaire comptaient soixante barrières. Il est vrai que le droit perçu était très petit, comme l'obole versée à Caron, mais pour les voyageurs l'ennui demeurait grand.

Malgré ces freins et ces difficultés, le voyage par route augmenta rapidement durant le XVIe siècle. L'une des choses qui frappaient le plus les étrangers (à commencer par les jésuites) débarquant au Japon était la densité de la circulation, essentiellement pédestre. La grande route reliant Kyoto aux provinces de l'Est (Tôkaidô) était encombrée d'une foule de gens de toutes classes et de toutes professions, fonctionnaires, marchands,

soldats, courriers, colporteurs, campagnards se rendant au marché et pèlerins par centaines ou même par milliers depuis que les paysans pouvaient se déplacer librement. Ces pèlerinages les emmenaient parfois plus loin même qu'Ise ou que Kumano, mais il faudrait encore attendre pour les voir peiner, récitant une prière dans leurs robes de pèlerins, sur le dur sentier conduisant au sommet du Fujisan.

Le service de courrier rapide entre Kamakura et Kyoto prenait de quatre à sept jours suivant l'urgence, alors qu'il en fallait entre dix et quatorze au XIIe siècle.

Tout au long du Moyen Age, le commerce côtier prospéra, surtout dans les eaux abritées comme celles de la mer Intérieure. La plupart des commissaires s'occupaient activement de le faciliter, rares étant les provinces du Centre et de l'Ouest sans accès à la mer. Des bateaux d'une capacité plus grande furent construits, et dans les ports d'une certaine importance, on voyait fréquemment des navires transportant 1000 *koku* (5000 boisseaux) de riz ou autre cargaison similaire.

Dans la mer du Japon, le commerce côtier était rendu plus difficile du fait des tempêtes et du manque de ports sûrs ; mais le XV< siècle vit se développer cette forme de commerce parallèlement aux améliorations apportées à des ports comme ceux d'Obama. Mikuni, Sakata, Tsuruga et Naœtsu. Cependant, ce n'est qu'à la fin de l'époque Muromachi que se fit régulièrement le voyage de ces ports en direction de l'ouest puis du sud, vers Chôshû (Nagato) et à travers le détroit de Shimonoseki dans la mer Intérieure.

Le commerce maritime

PROGRÈS DES PROVINCES DE L'OUEST

Traditionnellement, le Kyüshü et l'extrémité occidentale de la principale île étaient considérées comme un peu à l'écart du terrain principal de l'activité politique, qui, pour des raisons historiques évidentes, s'étendait des provinces du Centre en direction de l'est et de Kamakura. Mais durant l'époque florissante du bakufu de Muromachi, les daimyô occidentaux devinrent extrêmement actifs et montrèrent un puissant esprit d'indépendance. Au cours du XVe siècle, tandis que des hommes comme Asakura, Hôjô, Takeda et Uesugi consolidait et étendait leurs baronnies dans l'Est, un phénomène semblable avait lieu dans l'Ouest, avec pour résultat que les différences régionales en matière d'organisation politique entre l'Est et l'Ouest disparurent presque complètement. Vers 1500, les plus puissants des barons de l'Ouest – Shimazu, Ötomo et Öuchi – commencèrent à jouer un rôle important sur la scène nationale. C'est ainsi que, en 1500, Öuchi accueillit à Yama-guchi le shôgun fugitif, et que, plus tard (1508), il le réinstalla dans ses fonctions.

Il y avait bien sûr de fréquents conflits d'intérêt entre les potentats de l'Est et de l'Ouest, et l'une des énigmes de l'histoire politique japonaise est la contradiction – ou l'apparente contradiction – entre les âpres rivalités des seigneurs guerriers du XVe siècle et la recherche d'une forme d'unité nationale qui constitue l'une des particularités du siècle suivant. Les seigneurs guerriers de la première période aspiraient à étendre et à protéger leurs domaines, alors que les chefs militaires ultérieurs souhaitaient dominer l'ensemble du pays. Parmi les historiens modernes, certains ont bien du mal à expliquer cette anomalie ; mais en dehors d'un désir naturel de restaurer un gouvernement central (militaire) qui avait duré des siècles, il y avait une raison sociale que, même si elle paraît contestable, il vaut la peine de prendre en considération.

Avec l'augmentation de leur puissance militaire, la plupart des seigneurs guerriers commencèrent à s'intéresser au savoir, et invitèrent dans leurs châteaux d'éminents érudits, laïcs ou religieux, ainsi que des poètes et des peintres de marque. Tout guerriers qu'ils fussent, ces hommes souhaitaient développer les arts de la paix, et il ne nous appartient pas de juger leurs motifs. Ils ne voulaient pas se laisser distancer par leurs rivaux, mais ils avaient aussi un respect du savoir traditionnel dans la plupart des pays

asiatiques. Cette communauté de goûts nourrissait une certaine unité culturelle. Même si la route demeurait longue, c'était un premier pas – et les premiers pas sont toujours importants – vers l'unité politique. On pourrait dire que la passion des vers liés fut un lien entre ennemis, ce qui n'a rien de surprenant quand on connaît le rôle joué par les poètes et rimailleurs dans la vie nationale.

Les arts fleurissaient dans l'Ouest comme dans l'Est, au point que Yamaguchi rivalisait avec Sumpu, la capitale du Suruga, comme bastion de la poésie. Maints grands guerriers de l'Ouest s'intéressaient aux questions esthétiques, et même aux études archéologiques. Beaucoup prenaient plaisir à la compagnie des nobles de la cour, défenseurs de la culture traditionnelle. Ils achetaient des livres de prix, et certains d'entre eux étaient d'ardents collectionneurs, auxquels les courtisans tombés dans la misère pouvaient parfois racheter contre un incunable (ou l'équivalent oriental) une partie du revenu de leurs terres confisquées.

Il ne devait guère y avoir de châteaux dans le pays qui ne renfermât pas quelques peintures ou manuscrits précieux, ou ne servît de résidence à quelques érudits ou artistes. L'intérêt pour les beaux-arts, et en particulier pour la peinture, se limitait jadis aux milieux de la cour et de la société monastique ; mais à l'époque Muromachi, grâce en partie à l'exemple de Yoshimasa, le goût de la peinture se répandit rapidement parmi les barons, qui invitèrent chez eux de grands artistes. La famille Ouchi, notamment, pouvait se montrer très généreuse, ayant de riches domaines et tirant d'importants revenus du commerce avec la Chine.

Le meilleur exemple de l'intérêt des Ouchi pour la peinture est l'invitation par Ouchi Masahiro du grand peintre Sesshù à venir à Yamaguchi, où fut réalisé en 1486 le fameux Long Rouleau *(Chôkan)*. Ce fut l'un des résultats positifs de la guerre d'Onin que des lettrés et des artistes aient cherché refuge à la campagne. Kyoto perdit alors son hégémonie culturelle, et l'école littéraire de Gozan sa prépondérance. Lorsque Yoshimasa était shogun, l'influence métropolitaine demeurait certes puissante, mais elle n'était plus exclusive.

Parmi les plus grands peintres de la période figurait Sesson (1504-1589 env.), brillant disciple de Sesshû. Il ne connut jamais la capitale mais passa sa vie active dans le Hitachi, visitant parfois d'autres domaines, comme ceux de la famille Ashina dans la lointaine province d'Aizu. Son œuvre

dénote un esprit indigène qu’on ne trouve pas dans celle de Sesshû, où l’on sent une influence chinoise dont les meilleures autorités nous disent qu’elle ne vient pas des peintures Ming qu’il vit en Chine, mais des peintures Song plus anciennes qu’il avait étudiées au Japon. Touchant l’histoire des relations entre les deux pays, il est d’ailleurs intéressant de constater que Sesshû ne tenait pas en haute estime l’œuvre de ses contemporains chinois.

Quant au théâtre, il en était encore à ses débuts, mais des spectacles de *denkaku* et autres étaient souvent donnes dans le château des seigneurs guerriers tout comme à la cour de Yoshimasa et de ses successeurs. La référence d’Asakura aux différentes écoles de nô a déjà été mentionnée, et d’autres barons s’intéressaient à cette forme de théâtre, ôuchi fit venir à Yamaguchi une troupe de l’école de Kanze, et des acteurs de celle de Komparu se rendirent vers 1500 dans l’île de Tsushima à la demande du commissaire Sô.

A la lumière de ces différents faits, on peut imaginer que le rapide déclin que connut le gouvernement central à partir de la fin du XVe siècle contribua à faire mûrir l’idée d’une culture nationale partagée par tous et n’appartenant pas exclusivement à la capitale. Sans dicter bien sûr d’action politique, ce sentiment neutralisa dans une certaine mesure les tendances séparatistes manifestées par les nouveaux barons. Parallèlement, il stimula de nouvelles cultures locales, comme la nouvelle école d’études confucéennes qui se développa à Tosa.

La multiplication des voyages par route contribua sans doute aussi à tempérer le régionalisme exacerbé caractéristique de la vie japonaise. Parmi les voyageurs se trouvaient les « rengashi », professeurs de vers liés qui allaient de province en province comme les troubadours médiévaux passaient en France d’un château à l’autre. Parfois, ils jouaient certainement aussi le rôle d’espion, et donnaient aux seigneurs guerriers des nouvelles de ce qui se passait ailleurs.

ARRIVÉE DES PORTUGAIS

Tandis que la famille Hosokawa perdait son empire dans les provinces du Centre et que les Hôjô, Asakura, Takeda et Uesugi consolidaient leur position dans l'Est, trois grands seigneurs guerriers que nous avons à peine mentionnés jusqu'ici développaient leurs ressources dans l'Ouest. Il s'agissait de Shimazu et de Ötomo au Kyüshü, et d'Öuchi sur la principale île. Ils étaient rivaux, mais sans se faire la guerre. En 1554, Öuchi serait remplacé par un vassal, Môri Motonari, mais sans que l'équilibre des forces en soit modifié. Les trois barons formaient dans l'Ouest un centre de pouvoir relativement stable.

L'effondrement, complet du bakufu, que l'on peut situer vers le milieu du siècle, engendra une situation exigeant une certaine force unifiante, faute de quoi le pays éclaterait en régions autonomes ou sombrerait dans l'anarchie. Une telle force existait déjà, mais avant qu'elle n'atteigne son plein développement, un nouveau personnage, ou plutôt deux nouveaux personnages, allaient faire leur apparition sur la scène nationale : le marchand et le missionnaire portugais.

Les historiens occidentaux ont tendance à exagérer l'importance de ces nouveaux éléments dans l'histoire japonaise. L'arrivée des Européens au Japon revêt bien sûr un intérêt particulier pour les Occidentaux, mais dans la longue chronique de l'histoire japonaise, ce n'est qu'un épisode secondaire.

Les premiers Européens à débarquer au Japon étaient trois Portugais, qui arrivèrent en 1542 (ou environ) sur la petite île de Tanegashima, située au sud du Kyüshü, après que la jonque chinoise à bord de laquelle ils voyageaient eut été détournée de sa route par un typhon. Leurs mousquets impressionnèrent vivement leurs sauveteurs, et longtemps après cet événement, les Japonais appelaient encore ce genre d'armes à feu *tanegashima.* On en fabriqua bientôt un nombre important d'exemplaires, mais ce serait une erreur d'imaginer que l'emploi d'armes à feu modifia sur-le-champ de façon appréciable les méthodes de guerre japonaises. Car bien qu'on en utilisât dans les plus grandes batailles du XVIe siècle, elles restèrent rares pendant encore une centaine d'années, et ce n'est même qu'à une date ultérieure qu'elles remplacèrent les armes traditionnelles[168].

Une conséquence plus importante de l’incident fut l’arrivée de navires marchands portugais peu après le retour des naufragés en Chine, où ils parlèrent à leurs compatriotes de leur découverte du Japon. Le premier de ces navires arriva au Kyùshù un an ou deux plus tard. Les grands barons de l’île y virent une aubaine, car outre qu’ils éprouvaient une grande curiosité à l’égard des Portugais et de leurs marchandises, ils considéraient le commerce extérieur comme une source de revenus indispensable au maintien de leur puissance militaire. Les marchands étrangers arrivèrent ainsi au Japon au bon endroit et au bon moment, et les barons ne tardèrent pas à se disputer le privilège de commercer avec les Portugais.

Les premiers bateaux amenèrent des missionnaires en même temps que des négociants, et quand les barons s’aperçurent que les commerçants portugais traitaient les missionnaires avec beaucoup de respect, ils se montrèrent enclins à leur accorder eux aussi un traitement bienveillant. Ainsi, quand le missionnaire jésuite François Xavier débarqua à Kagoshima en 1549, il fut bien accueilli par le seigneur du Satsuma. Ses voyages suivants – il resta plus de deux ans au Japon – le conduisirent à Hirado, où le daimyô Matsuura s’était félicité de la venue d’un navire marchand portugais. Il se rendit ensuite à pied à Yamaguchi, ville-château des öuchi, où, comme nous l’avons vu, les lettres et les arts prospéraient ; et pour finir, après un rude voyage par mauvais temps, il atteignit la capitale et y apprit que le shôgun était absent et que l’empereur vivait dans l’obscurité. Estimant que, seul, il ne pourrait pas faire de convertis à Kyoto, il retourna à Yamaguchi. De là, il fut invité à Funai par le très puissant Otomo Sôrin, du Bungo, qui lui apparut comme un roi ; et lorsqu’il rentra à Goa, il emmena avec lui une mission chargée par Otomo de prendre contact avec le gouverneur portugais des Indes. Otomo cherchait à attirer chez lui des navires marchands qui pourraient lui apporter des cargaisons de prix et naviguer sans crainte des pirates. A l’époque (1552-1553), les ports du Kyüshü voyaient régulièrement arriver des bateaux portugais.

Entre le retour de Xavier à Goa et 1560, six pères jésuites seulement se rendirent au Japon (où il y en avait toutefois une vingtaine une décennie plus tard). Au cours des deux ans suivant leur arrivée dans l’archipel (vers 1555), ils firent des progrès appréciables. Pour la plupart, leurs premiers convertis étaient des paysans pauvres de l’Ouest, où la vie était plus difficile que dans les provinces plus avancées du Centre, et les consolations de la

religion plus nécessaires. Ils connurent un succès tout particulier dans le Bungo, où Otomo était bien disposé à leur égard. Mais ils eurent moins de chance à Yamaguchi. Xavier n'y avait pas reçu mauvais accueil, sa dignité de même que ses présents avaient touché Ouchi. Cependant, il avait rencontre une certaine opposition de la part de militants de la secte hokke (lotus), qui le traitèrent rudement, ainsi que de membres de la secte zen, qui se disputèrent avec lui mais sans se montrer grossiers.

Les événements du XVe et du XVI[e] siècle amenèrent ainsi les clans de l'Ouest à nouer des liens plus étroits que par le passé avec le reste du pays. La prospérité du commerce avec la Chine, l'intensification du trafic maritime, les contacts plus fréquents avec la capitale depuis la guerre d'ônin, et enfin l'arrivée d'étrangers porteurs d'armes et d'idées nouvelles, paraissent avoir ouvert dans les domaines des Shimazu, ôtomo, Ouchi et autres daimyô de l'Ouest des perspectives qu'ils n'avaient pas eues jusque-là, et les avoir lancés en plein dans le courant de la vie nationale.

PIRATERIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

Comme la pratique même de la piraterie, le terme de wakô utilisé par les Chinois pour désigner les écumeurs de mer japonais est d’une respectable antiquité. Son premier emploi attesté est sur un monument de pierre érigé en Corée du Nord pour célébrer les exploits d’un roi qui régna sur la région quelques décennies après 391 de notre ère. Il y est dit clairement que des wakô (« pillards japonais ») franchirent la mer et furent défaits par lui en l’an 404. A l’époque, une telle expédition passait probablement pour un acte de guerre légitime ; mais au Moyen Age, la vraie piraterie dans les eaux japonaises et outre-mer était une chose courante. On peut souvent la rattacher à une pénurie de nourriture dans le pays même des pirates, et l’on peut parfois l’expliquer par la politique d’isolement de la Corée ou de la Chine, dont les gouvernements voyaient le commerce étranger comme stérile, voire dangereux. Au contraire, après les invasions mongoles de la fin du XIIIe siècle, l’économie japonaise ne pouvait pas se développer sans commerce extérieur, et les Japonais éprouvaient de ce fait un puissant désir de « commerce libre », licite ou illicite.

Les activités des pirates étaient d’ailleurs encouragées par la géographie de l’archipel, qui s’y prêtait merveilleusement. La mer Intérieure et certaines parties de la côte du Kyüshü offraient par vingtaines des cachettes où les pillards pouvaient guetter et surprendre leurs victimes, et le détroit de Shimonoseki donnait assez rapidement accès à des îles d’où la côte coréenne était aisément atteignable. Durant la guerre entre les deux cours, de nombreux chefs pirates furent occupés chez eux, mais parmi eux, comme on l’a vu, certains continuèrent leurs raids le long des côtes de Chine jusqu’au moment où le gouvernement chinois demanda au shôgun Yoshimitsu d’y mettre bon ordre.

Aussi longtemps que l’autorité du bakufu s’étendit aux provinces de l’Ouest, les guerriers dont les domaines bordaient la mer s’en tinrent au commerce légal tout en se considérant comme des commandants de marine, allant jusqu’à adopter le titre d’amiral. Tant que le pays était en paix, ils se conduisaient de façon généralement correcte, et certains d’entre eux étaient même hautement appréciés par la cour de Corée.

Grâce avant tout à l’esprit d’entreprise des marchands japonais, le commerce maritime du Japon connut une expansion assez rapide au XIVe et

au début du XVe siècle, et le commerce officiel avec la Chine fut très profitable aux marchands comme à l'ensemble du pays. Le commerce légal avec la cour Ming se poursuivit assez régulièrement de 1405 à 1523, bien que son volume diminuât après 1453, quand des luttes intestines accaparèrent de plus en plus les deux gouvernements. En 1523, une violente querelle éclata à Ningbo, où les hommes des Ouchi se rendirent coupables de crimes contre la personne et les biens de fonctionnaires chinois[169], et la Chine décida alors de mettre fin à son accord avec le Japon. Sous la pression des Japonais, elle se radoucit, mais le commerce officiel était devenu si peu profitable et si difficile du fait des restrictions auxquelles il se trouvait soumis que le Japon lui-même ne tenait plus à le continuer. Des missions furent sporadiquement échangées jusqu'en 1548, où, pour la dernière fois, la Chine autorisa quelques membres de la mission commerciale japonaise alors en attente à Ningbo à se rendre à Pékin pour présenter leurs respects au Trône.

Le commerce illicite augmenta donc d'autant, parfois avec la connivence de fonctionnaires chinois, mais généralement du fait des wakô. Avec la ruine de la famille Ouchi, en 1551, il n'y eut plus aucune autorité capable d'exercer sur eux, un certain contrôle ; d'ailleurs, les daimyô de l'Ouest étaient alors pour la plupart acquis à la cause des pirates, qui leur versaient des dividendes en échange de leur protection. Les attaques contre la côte sud de la Chine reprirent dès 1522, mais exceptionnellement. La piraterie dans les eaux chinoises redevint une affaire sérieuse à partir de 1545 environ, et entre cette date et 1563, les chroniques chinoises attestent des attaques annuelles presque continues. L'incidence de ces raids variait en fonction des vents dominants, mais peu d'endroits du littoral y échappaient. Une liste des provinces concernées montre que, durant cette période, le Zhejiang fut attaqué tous les ans, le Zhili et le Fujian presque tous les ans, et le Guangdong plus d'une année sur deux à partir de 1550. Les attaques contre le Shandong étaient rares, les pirates préférant les régions situées plus au sud, du Hubei et du Henan au Fujian et au Guangdong. Il est intéressant de noter que les endroits de la région de la baie de Hang-chou où débarquaient les wakô étaient les mêmes que ceux où débarquèrent les troupes japonaises en 1937 – notamment Wusung et Shanghai, qui, en 1550, n'était cependant qu'un village.

Certaines expéditions parvinrent jusqu’à Nankin, contre qui une attaque réussit un jour quoique la ville fût bien défendue et que ses douze portes fussent soigneusement fermées. On ne connaît pas au juste le nombre et la composition de ces troupes de pirates. On trouve des chiffres variant entre quelques vingtaines et quelques milliers. Les archives chinoises mentionnent un renfort de quatre mille hommes apporté un jour à une bande de pirates, et ailleurs, la capture et l’exécution de deux mille prisonniers. Il ne semble pas qu’il y ait eu de coordination régulière entre les différentes troupes. Et quant aux endroits où elles se risquaient au sud du Henan, on retrouve leurs traces à Ningbo, Fuzhou, Amoy et dans la baie de Bias, qui était encore un nid de pirates chinois au xxe siècle.

Tout au long du XVIe siècle, les autorités Ming continuèrent à appliquer, quoique sans efficacité, la règle édictée par le premier empereur de la dynastie, qui décréta que « pas un pouce de planche » ne devait entrer dans la mer. Il entendait par là mettre fin à la piraterie, se fondant apparemment sur le principe selon lequel, s’il n’y avait pas de commerce extérieur ni de villes portuaires prospères, les pirates n’auraient pas de raisons d’attaquer. Le résultat de cette politique absurde fut de priver les habitants des côtes de leurs moyens d’existence ordinaires comme marins ou pêcheurs, et de les pousser par là à s’engager sur des bateaux pirates. Ainsi, entre 1550 et 1560, où l’activité des soi-disant wakô battait son plein, les équipages des navires pirates étaient essentiellement constitués de ces Chinois désespérés et non de Japonais.

Selon des documents chinois dignes de confiance, le gros des bandes pirates se composait de Chinois et de Japonais dans une proportion de dix pour un, ou, selon certains, de dix pour trois. Les Japonais étaient sans doute les chefs et les navigateurs, tandis que les équipages étaient formés de pêcheurs et de marins que l’édit Ming privait de leur emploi, ainsi que de ces desperados que l’on trouve d’ordinaire dans les ports. Si l’on en croit certains récits, les Chinois engagés comme pirates se rasaient la tête, passant ainsi pour des wakô.

Les Portugais avaient pris Malacca en 1511, et ils y étaient fermement établis en 1550, où des commerçants japonais poussaient en direction du sud au-delà du Guangdong. Des Japonais entreprenants entrèrent en collaboration avec des marchands portugais et les persuadèrent de se rendre à Canton pour acheter et vendre des marchandises, et par la suite les

Portugais les invitèrent à continuer avec eux cette forme de négoce. Pour finir, des commerçants chinois prirent aussi part à ces accords, et vers 1560, la piraterie d'antan commençait à tourner au commerce légal.

Bientôt, des navires japonais cinglaient vers d'autres ports pour y accomplir des voyages commerciaux confinant parfois à la piraterie, et vers la fin du siècle, rares étaient les ports du Sud-Est asiatique, de l'Indonésie ou des Philippines où ils ne s'étaient pas rendus.

Après 1523, en Chine comme au Japon, les marchands étaient impatients de voir reprendre entre leurs deux pays des échanges commerciaux normaux, quand bien même certains Japonais profitaient sans doute indirectement du trafic des wakô. Depuis longtemps, les marchands chinois souffraient de l'interdiction de faire du commerce direct avec l'étranger. Cependant, avec l'affaiblissement de l'empire Ming, ils commencèrent à braver ces interdictions, et peu après 1540, maints d'entre eux commerçaient librement avec les Japonais. Ils débarquaient dans les ports du Kyüshü et d'autres régions du Japon pour y vendre des soieries et de la soie grège. Certains s'installèrent à demeure à Hakata, Hirado, Funai et autres villes portuaires, où ils s'associèrent avec des marchands japonais. A Funai et dans d'autres ports, un quartier était connu comme Tôjin-machi, ou ville chinoise.

Le principal de ces marchands chinois était un certain ôchoku (Wang Zhe), dont la carrière peut être prise comme exemple des profits et des risques du commerce maritime de l'époque. En 1544, il appartenait à un groupe de pirates chinois, et c'est comme chef pirate que les autorités Ming le connaissaient. Il passa au Japon en 1545, et il convia certains marchands du cru à faire avec lui du commerce illégal. Il ne s'agissait pas de piraterie, mais de contrebande à grande échelle, des échanges étant faits entre marchands chinois et marchands japonais sur diverses petites îles situées au large de la côte chinoise. Cette espèce de commerce prit peu à peu la place de la piraterie et valut à Wang Zhe une influence croissante. Installé à Hirado dès avant 1555, il dirigeait de là les activités de ses satellites. Selon une autre version de son histoire, rapportée de Corée vers la même époque par un voyageur japonais, Wang Zhe était toujours un chef pirate, et de son quartier général de Hirado, il organisait en territoire chinois des raids exécutés par les deux mille hommes que transportaient ses bateaux à raison de trois cents chacun.

Des marchands japonais de Hakata et autres ports bravaient aussi l’embargo chinois, déjouant l’attention des fonctionnaires Ming pour mener un commerce illégal dans des bases secrètes du Zhejiang, du Fujian et du Guangdong. Ce genre de contrebande ne pouvait pas rivaliser avec la véritable piraterie. Du côté des pirates, tout pourtant n’allait pas pour le mieux, car un concurrent vraiment dangereux avait fait son apparition en la personne du marchand portugais, dont les navires étaient armés et ne pouvaient être attaqués sans risques. Ces nouveaux venus pouvaient d’ailleurs se comporter comme des pirates lorsqu’ils le choisissaient.

A leur arrivée en Asie du Sud-Est, lorsque Albuquerque prit Malacca en 1511, les Portugais se montrèrent prudents et eurent soin d’entretenir de bons rapports avec les maîtres des jonques amarrées dans la rade. Ceux-ci étaient chinois, mais un ou plusieurs autres navires arrivèrent alors, avec pour équipage des hommes que les Portugais appelaient « Guores ». On n’a pu définir de qui il s’agissait. C’était peut-être des Japonais ou des Coréens de Kôrai, mais plus probablement des gens qui venaient des Luchu (Ryû-kyû), car dès le XVe siècle sinon plus tôt, on voyait fréquemment des bateaux en provenance de ces îles à Malacca, Patani et autres ports tropicaux. Il est vrai que les wakô se risquaient parfois jusqu’à Patani, mais plus tard dans le siècle, après que, vers 1550, leurs raids les eurent conduits le long du littoral chinois jusqu’à Hainan et au-delà.

En 1519, alors que le Japon entretenait encore un commerce officiel avec la Chine, un commandant portugais s’était conduit avec une telle atrocité dans les environs de Canton que le gouvernement Ming prononça contre les négociants portugais une interdiction qui durerait trente ans. Il leur fallut donc se tourner vers le commerce illégal qui se faisait dans les bases mentionnées plus haut. Il est curieux qu’aucun document portugais ne mentionne de rencontre avec des Japonais, car il était inévitable qu’ils se trouvent occasionnellement dans le même port ; mais il se peut qu’alors les Portugais aient confondu les bateaux provenant de la Chine, du Japon et des îles Luchu. On peut aussi s’étonner que, malgré leur besoin de débouchés commerciaux, ils n’aient pas atteint le Japon avant 1542, et à cette date encore par accident. Ils avaient probablement besoin d’une base sûre plus septentrionale que Malacca, et ils n’obtinrent celle-ci qu’en 1550, où un accord conclu avec les autorités Ming leur permit de se servir des ports chinois. Après qu’ils eurent pris Macao, en 1557, ils purent librement

travailler comme transporteurs ou comme courtiers dans le commerce entre la Chine et le Japon. A ce moment-là, le négoce le plus profitable était l'échange d'argent provenant des mines japonaises contre des produits chinois. L'exportation d'argent valut des avantages aux marchands japonais commerçant avec l'étranger, car elle attira dans les ports du Japon des navires portugais aussi bien que chinois ; et, comme nous l'avons vu, la possession d'une mine d'argent rentable constituait un atout très précieux pour tout daimyô japonais.

Les déprédations commises par les bandes de pillards étaient si importantes que le gouvernement Ming se vit obligé de faire un gros effort pour en venir à bout. En 1555, il envoya une ambassade demander au bakulu de prendre des mesures et de renvoyer chez eux les marchands chinois alors installés au Japon. Les envoyés rencontrèrent Wang Zhe dans les îles Goto, et il les avertit que le bakufu était trop faible pour prendre des mesures efficaces. Selon lui, la meilleure façon de régler le problème des wakô était de trouver un accord avec les daimyô qui couvraient leurs activités. Il proposa de les aider à condition que le gouvernement Ming lui fasse grâce, et il semble que les envoyés acceptèrent ; mais lorsqu'il retourna en Chine en 1559, il fut exécuté.

Cependant, les wakô étaient plus actifs que jamais. Selon des documents coréens, une flotte de soixante-dix bateaux pirates attaqua l'île et les régions voisines dß la péninsule coréenne en 1555. Vers la même époque, on rapporte que de fréquents raids étaient exécutés sur la côte de Corée par des navires dont l'équipage était chinois et non pas japonais ; et un bateau pirate capturé en 1559 dans la mer Jaune transportait, dit-on, plus de deux cents hommes, qui tous étaient chinois.

Mais vers 1560, les efforts du gouvernement Ming pour supprimer la piraterie commencèrent à porter leurs fruits. Depuis longtemps, certains se rendaient compte que la cause véritable de la piraterie résidait dans l'interdiction du commerce légal, et si les eaux chinoises la virent alors diminuer, ce ne fut pas grâce à des mesures répressives, mais à l'assouplissement de l'ancienne politique d'isolement. L'embargo sur le commerce étranger fut levé, et les navires marchands chinois purent reprendre la mer, poussant jusqu'aux Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et au-delà. Outre leur cargaison, ils commencèrent à transporter une foule d'émigrants, ancêtres des communautés chinoises d'outre-mer actuelles.

L’interdiction du commerce avec le Japon ne fu pas expressément supprimée, mais le commerce sino-japonais prospéra, grâce surtout aux efforts des marchands de Sakai et de Hakata. La piraterie ne disparut pas pour autant, et l’on vit alors des bateaux pirates atteindre Luzon, dans les Philippines, et certains points de la Chine méridionale ; mais il s’agissait de contrebandiers plutôt que de pirates, et l’on ne considérait pas le simple fait d’enfreindre les lois commerciales comme un acte de piraterie.

On peut se demander quel butin les pirates japonais cherchaient en Chine et en Corée. Les greniers, surtout en Corée, étaient fréquemment attaqués, et de grandes quantités de riz et autres céréales étaient volées. En Chine, les wakô s’emparaient de tout ce qui était facile à transporter, recherchant particulièrement les soieries et la monnaie de cuivre. Au cours de leurs raids, ils faisaient aussi des captifs, qu’ils vendaient comme esclaves. Car malgré l’émancipation progressive du paysannat japonais, l’esclavage n’avait pas été complètement aboli, et la vente d’êtres humains, quoique illégale, se poursuivit tout au long de l’époque de Muromachi. Ceux qui connaissent le théâtre nô se souviendront que le thème de la pièce intitulée *Tôsen,* ou *Karafune,* est la vie tragique d’un Chinois capturé à Ningbo et vendu comme esclave au Japon, et que la vente d’hommes, de femmes et d’enfants est le sujet de *Sumidagawa* et de *Sakuragawa.* Enfin, une grande partie de la correspondance diplomatique d’alors entre le Japon et la Corée traite des captifs et des fugitifs détenus dans les deux pays.

LES VILLES PORTUAIRES

Parmi les grands marchands commerçant avec l'étranger, nous avons déjà cité Kœtomi (Koizumi), le marchand de Hakata qui persuada Yoshimitsu que le commerce avec la Chine résoudrait ses difficultés financières. La première phase du commerce officiel avec les Ming, qui dura de 1405 à 1419, fut essentiellement financée par le bakufu ; mais durant la suivante, de 1432 à 1548, les onze voyages officiels effectués depuis le Japon furent avant tout l'œuvre des grands monastères et des grands daimyo. Ils étaient les commanditaires, mais pour ce qui est d'affréter les navires, de réunir la marchandise, de la charger, etc., ceux qui s'en occupèrent furent les marchands déjà pleins d'expérience de Hakata et autres ports.

Des négociants aussi firent le voyage ; ils furent parfois même une centaine à s'embarquer, chacun avec une quantité déterminée de marchandises à vendre. Hyögo étant le port usuel de départ, les commerçants de la région jouèrent un rôle prédominant dans la première période ; mais ensuite, le centre des affaires se déplaça vers Sakai. Après 1500 environ, les marchands de Sakai financèrent et organisèrent la plupart des voyages qui partaient des provinces du Centre.

Le financement de ces voyages se faisait par contrat. Les marchands payaient une somme convenue aux affréteurs, et se dédommageaient par le bénéfice fait en Chine. En 1493, trois navires partirent de Sakai, avec chacun une cargaison qui valait 10000 *kan* et fut revendue en Chine 30000 *kan* ou plus, laissant aux marchands qui avaient investi dans l'opération un bénéfice de quelque 60000 *kan.* Dans ces conditions, on imagine que le port de Sakai prospéra, et son histoire résume en effet celle du développement du commerce extérieur japonais, mais aussi d'une classe de marchands riches et influents.

Dans l'histoire du Japon, la croissance de Sakai est intéressante à la fois du point de vue politique et économique ; elle montre très clairement le développement d'une classe de *chônin,* ou citadins aisés, et de marchands d'une grande richesse jouissant d'un rare degré d'indépendance. Le début de sa croissance a déjà été évoqué (au chapitre XXXII), et nous pouvons reprendre son histoire à partir du moment où elle fut affectée par la guerre d'önin.

Au commencement de l’époque de Muromachi, Hyögo était sous le contrôle direct du bakufu, et au moment de la mort de Yoshimitsu, c’était encore un port prospère, conscient que son importance remontait au temps de Kiyomori, qui avait envisagé d’y établir la capitale en 1180. Les raisons du déclin de Hyögo au XV« siècle ne sont pas vraiment claires, mais il fut sans doute dû aux mêmes causes qui firent la fortune de Sakai. Il y eut entre autres la guerre d’Onin, durant laquelle Hyögo était sous la protection des Ouchi ; Hosokawa trouva commode d’utiliser Sakai pour ses relations avec les provinces du Centre, et en particulier le Yamato, au sein duquel se trouvaient les grands monastères de Nara. Après la guerre, le puissant clan Hosokawa continua à soutenir Sakai en tant que port de Kyoto, parce que les bateaux qui partaient de là pour la Chine pouvaient contourner par le sud le Shikoku et le Kyüshü, et éviter ainsi les pirates de la mer Intérieure, dont beaucoup étaient liés aux Ouchi.

Autre avantage dont jouissait Sakai : les réfugiés qui avaient fui Kyoto au plus dur des combats. C’était pour la plupart des artisans spécialisés dans diverses branches, et plus généralement des gens habitués à la vie citadine, qui surent contribuer à la prospérité de la ville. Ils semblent avoir si bien réussi que (selon le père supérieur Jinson), un jour de l’été 1481, un groupe de femmes vêtues de couleurs gaies prétendant servir le dieu de la Richesse arriva de Sakai à Kyoto ; pour répondre à ce geste, cinquante habitants de la capitale, se disant les dieux de la Pauvreté, partirent pour Sakai avec d’étranges coiffures en forme d’oiseaux. L’histoire est peut-être une fiction, mais elle fait certainement écho au sentiment que, si les habitants de Sakai prospéraient, ceux de Kyoto, quoique pauvres, n’avaient rien perdu de leur bonne humeur et s’occupaient de reconstruire leur vie.

Sakai avait encore un autre avantage sur Hyôgo : sa situation par rapport au Yamato, au Kawachi, au Settsu et au Yamashiro facilitait ses communications avec maints points de l’intérieur, et notamment avec Nara. En fait, le développement de son port s’expliquait en partie par sa position centrale de distribution aussi bien par terre que par mer. Pour acheminer du littoral de la mer Intérieure le riz et autres impôts en nature dus aux monastères de Nara, du Kôyasan ou même de Kyoto, il était plus facile de passer par Sakai que par Hyôgo, le Yodo et le Kizu. En outre, il y avait à Sakai tout ce qu’il fallait pour convertir les marchandises en argent liquide à un taux favorable (une commission de un pour cent), ce qui épargnait aux

marchands le prix d’un autre transport par terre. La possibilité de remise d’argent par « kawase », ou lettres de change, existait également à Hyôgo, mais Sakai était dans l’ensemble plus pratique pour le voyageur, surtout lorsque l’intérieur du pays, entre Hyôgo et la capitale, était en proie à des troubles dus aux guerriers, aux cultivateurs en révolte ou aux simples bandits.

Leurs relations avec les membres de la secte ikkô établis dans le Kaga offrent un exemple intéressant de la façon dont travaillaient les agents de change de Sakai. Les contributions que versaient les fidèles à leur siège des provinces du Centre, l’Ishiyama Honganji, étaient très importantes, et c’était les courtiers de Sakai qui s’occupaient d’en remettre le produit au Honganji, avec lequel ils étaient en étroit contact. On ignore le montant total de ces remises, mais les registres d’un courtier de Sakai nous apprennent qu’en 1536 la contribution annuelle d’une petite communauté du Kaga se montait à elle seule à plus de 100 *kan*. Des facilités commerciales de ce genre contribuèrent à renforcer la position de Sakai en tant que port, et les navires y affluèrent en toujours plus grand nombre tandis que le pays luttait, avec un succès mitigé, pour retrouver la paix.

On a déjà parlé des activités des marchands de Sakai dans le commerce d’outre-mer à propos des voyages officiels en Chine. Ils s’occupaient aussi du commerce côtier de la mer Intérieure, malgré le risque que représentaient les pirates. En fait, ils semblent s’être assurés contre ce risque en versant de l’argent au chef pirate, nommé Murakami, auquel la plupart des vaisseaux naviguant dans ces eaux payaient un même tribut. La protection qu’offrait Murakami était évidemment réelle, et en dernier ressort lui-même se pliait aux ordres des öuchi.

Prenant la route méridionale pour se rendre en Chine, les marchands de Sakai nouèrent des liens avec les ports de Bônotsu et de Tanegashima, dans le sud du Kyüshü, et avec celui d’Urado, dans le sud du Tosa, où ils créèrent une nouvelle activité. Mais cette route-là était plus longue et plus dangereuse, en sorte qu’on lui préféra peu à peu celle passant par la mer Intérieure et le détroit de Shimonoseki. Dans les dernières années des voyages officiels, alors que la famille Ouchi jouait un rôle prépondérant dans le commerce, des bateaux de Sakai allaient régulièrement en Chine en passant par la mer Intérieure, et les marchands de Sakai brisèrent enfin le monopole des Ouchi. En 1549, soit un an après le dernier voyage officiel,

ils organisaient vers la Chine des voyages qui tenaient de la contrebande, voire de la piraterie. Mais, comme on l’a vu, la piraterie en haute mer commença a diminuer dès 1560, et elle fut alors remplacée par le commerce légal.

Cela ne signifie pas que la piraterie disparut dans les eaux côtières, puisque en 1581 le jésuite Valignano, qui se rendait par mer du Bungo a Sakai, fut pris en chasse par un bateau pirate et lui échappa de justesse.

CHAPITRE XXXVIII

Vers l’unification

ODA NOBUNAGA

Bien que les deux siècles qui s’achèvent vers 1540 aient été marqués par une guerre civile presque continue, l’effort national ne fut en aucune façon complètement absorbé par l’entretien des armées en campagne. Au contraire, les besoii s des partis en lutte stimulèrent plus qu’ils n’entravèrent le progrès économique dans presque tous les domaines pacifiques – agriculture, industrie et commerce.

Le commerce intérieur se développa tandis que les marchands voyageaient librement ; et la circulation accrue des biens diminua l’isolement des petites communautés rurales. Des villes et des villages surgirent pour répondre aux nouveaux besoins, et certaines de ces agglomérations se révélèrent assez fortes pour résister à la pression des puissants barons. Le développement du commerce et l’accumulation de richesses par les marchands ne réduisirent pas, c’est vrai, l’importance des grands daimyô ; mais ceux-ci commencèrent à tempérer leur idéal d’autonomie et à comprendre qu’ils étaient membres d’une société composée de parties interdépendantes.

Les plus éclairés des daimyô comprirent que c’était une folie que de faire la guerre dans le seul but d’agrandir leurs territoires. Mais l’esprit de rivalité était toujours vivant, et maintenant que le bakufu n’existait presque plus que de nom, le besoin de suzerains unificateurs se faisait sentir de façon urgente pour maintenir l’ordre parmi eux. L’édification d’un pouvoir central ne devait pas tarder à s’amorcer, et la mise en branle de ce processus, phase sans doute la plus délicate, fut accomplie par un petit chef de clan nommé Oda Nobunaga. Sa tâche consista à supprimer ou à réduire l’autonomie des grands seigneurs guerriers, dont le nombre était tombé à une vingtaine à la fin de la guerre d’ônin.

On peut se demander comment il fut possible qu’une telle tâche incombât à un chef de clan mineur, un simple jeune homme, quand il se trouvait de puissants barons capables de l’écraser sans peine dans presque

toutes les régions du pays. C’est un problème intéressant, et qui vaut la peine qu’on s’y arrête du fait de sa portée sur l’histoire politique du Japon.

Nobunaga n’était évidemment pas le seul à rêver d’unifier le pays. La plupart des grands barons avaient des visions d’hégémonie nationale, et les voyages à la cour de seigneurs guerriers comme Uesugi, Hôjô et Takeda étaient inspirés par l’espoir d’obtenir pour mission de l’empereur de châtier leurs rivaux. C’était ainsi qu’on se faisait des amis et qu’on se débarrassait de ses ennemis – la voie royale, pourrait-on dire –, car malgré toutes les tribulations auxquelles était alors exposé le souverain, l’autorité du Trône demeurait essentielle pour quiconque aspirait à devenir un chef.

Mais il y avait des raisons stratégiques aussi bien que politiques s’opposant à l’action des barons les plus riches et les plus puissants. Entourés de rivaux, ils ne pouvaient se rendre en force à Kyoto sans s’assurer d’abord contre une attaque qui pouvait à la fois venir par l’arrière ou de front. Le grand Ouchi Yo-shioki, par exemple, avait décidé de quitter momentanément son fief pour se faire une place dans la capitale après le déclin de Hosokawa. Mais pour mettre en place un pouvoir central à Kyoto, il fallait d’abord que Ouchi soumette les forces menaçant ses arrières (Otomo, Shimazu et autres) de même que celles qui se trouvaient entre la capitale et lui (Amako, Hosokawa, et maintes maisons guerrières de moindre importance). Dans ces conditions, une marche de l’Ouest à Kyoto était une entreprise pratiquement impossible, et Ouchi fut effectivement contraint de retourner chez lui pour protéger ses intérêts.

Les mêmes difficultés s’opposaient à une marche depuis le Kantô, où Uesugi, Hôjô, Takeda ou même Satomi pouvaient avoir des vues sur les provinces du Centre, mais étaient dans l’impossibilité d’entreprendre quoi que ce soit avant de s’être débarrassés de différents rivaux, proches et lointains. En fait, ces barons passèrent la première moitié du XVIe siècle à se combattre sans aucun résultat décisif ; l’histoire était contre eux, et de même la géographie.

Cela n’était toutefois pas vrai pour Imagawa, du Suruga, qui, outre qu’il était un puissant daimyô familier de la cour, possédait un domaine facile à défendre du côté de l’est, et que rien, apparemment, ne menaçait du côté de l’ouest : en effet, Imagawa était commissaire du Tôtomi et du Mikawa aussi bien que du Suruga, et il n’avait aucune raison de craindre une formidable opposition de l’Owari et au-delà. Derrière lui se trouvait Hôjô, solidement

établi dans sa forteresse d'Odawara, mais trop occupé à surveiller Asakura, Takeda, Uesugi et autres ennemis pour menacer le Suruga. C'est donc plein d'espérance qu'il prit en 1560 la tête d'une importante armée et se dirigea sur l'Owari, où il rencontra une petite troupe aux ordres d'Oda Nobunaga, alors âgé de vingt-sept ans, qui se préparait depuis quelques années à cette éventualité.

La généalogie de la famille Oda est mal connue, et ne vaut pas qu'on s'y arrête longtemps ; mais du point de vue historique, il est intéressant de retracer les étapes qu'elle franchit pour passer de l'obscurité à la modeste position dont hérita Nobunaga, puisque c'est lui qui modifia et domina la constitution de l'État de la fin du Moyen Age aux temps modernes.

Les Oda étaient des vassaux mineurs de Shiba Yoshimasa, commissaire de l'Echizen vers 1400. Le fils de Yoshimasa devint aussi commissaire de l'Owari, mais comme il occupait une charge importante au bakulu, il s'installa à Kyoto et, comme la chose se faisait souvent à l'époque, laissa le soin de ses affaires à ses représentants, Asakura dans l'Echizen et Oda dans l'Owari. Les ancêtres de Nobunaga appartenait donc à cette petite noblesse de fonctionnaires qui joua un rôle essentiel dans le cadre des fluctuations du pouvoir si fréquentes au cours du XV^ siècle.

Avec le temps, Oda, le représentant, devint plus puissant – ou en tout cas plus influent – dans l'Owari que Shiba, le commissaire. Le père de Nobunaga n'était rien de plus qu'un auxiliaire du chef de la famille qui détenait la charge de représentant. C'était une position modeste, mais il réussit peu à peu à améliorer sa situation et commença même à étendre son petit domaine en direction de l'est et de l'ouest. Quelques années plus tard, vers 1535, il montra sa richesse et son influence en versant une généreuse contribution à un fonds destiné à la réparation du palais impérial. Lorsqu'il mourut, en 1551, son personnage comptait dans la province, et la cour de Kyoto connaissait son nom.

Son héritier Nobunaga se trouva dans une situation difficile, car il était jeune – il n'avait pas vingt ans – et manquait d'expérience. Certains de ses parents refusèrent de le suivre, mais ses efforts lui permirent néanmoins de lever une troupe de quelque mille hommes, essentiellement composée d'*ashigaru* et de combattants de piètre qualité. Il entreprit ensuite de se débarrasser des membres de la famille Oda qui lui étaient hostiles. En 1556, il élimina une branche rivale, propriétaire de la petite forteresse de Kiyosu.

Puis il s’occupa de son frère cadet, qui avait l’appui de certains partisans de son père. Dans cet affrontement, son frère fut tué, et, en 1559, Nobunaga était venu à bout de toute opposition sérieuse dans l’Owari. Ainsi, comme certains historiens le formulent, par un processus continu de « gekokujô », il se rendit maître de toute la province et en chassa le commissaire. Toujours en 1559, il alla à Kyoto, où il fut bien reçu par le shogun Ashikaga Yoshiteru.

Okehazama

Le 21 juin 1560, tard dans la soirée, à la forteresse de Kiyosu où il se trouvait désormais installé, Nobunaga apprit qu'Imagawa et une armée estimée à 25000 hommes ou plus entrait dans l'Owari en provenance du Suruga pour se rendre dans la capitale. Le lendemain matin arriva la nouvelle qu'un commandant d'Imagawa avait pris le fort de Marune. Il avait envahi le fort à l'aube et envoyé la tête de sept captifs à son suzerain, qui, ravi du spectacle, lui avait donné l'ordre de faire reposer ses hommes et ses chevaux. D'autres nouvelles suivirent, rapportant la capture d'un autre fort tard dans la matinée, et le conseiller de Nobunaga le pressa de se préparer au siège de Kiyosu. Il refusa, disant que seule une offensive de choc pouvait contrebalancer la supériorité numérique de l'ennemi, et il ordonna calmement de contre-attaquer. L'ensemble de ses troupes du moment ne dépassait certainement pas 3000 hommes, mais peut-être recruta-t-il alors quelques renforts auprès de bandes de pillards, qui ne manquaient pas dans l'Owari.

Ses éclaireurs lui avaient appris que le gros de l'armée d'Imagawa se reposait de ses succès à un endroit appelé Dengaku-hazama. C'était une région qu'il avait parcourue dans son enfance et qu'il connaissait bien. Hazama signifie gorge, défilé, et la position où Imagawa avait installé son bivouac dans la matinée du 22 juin était particulièrement étriquée et peu faite pour déployer des troupes. Informé de son succès, des gens du voisinage vinrent le fêter avec de la boisson et de la nourriture. Les officiers se reposèrent avec leurs hommes jusqu'après midi, où ils furent surpris par une violente tempête de pluie et de vent. La confusion s'empara du camp tout entier, et lorsque le ciel s'éclaircit, les hommes d'Imagawa virent apparaître une nombreuse troupe de derrière une montagne formant l'une des parois du défilé. Ils pensèrent d'abord que c'était une révolte dans leur propre armée – ce qui témoigne de leur piètre moral. Leurs rares mousquets étaient mouillés et inutilisables ; leurs arcs, leurs lances et leurs épées traînaient dans la boue. Avant qu'ils n'aient pu les mettre en état, Nobunaga avait fondu sur eux, qui, pris de panique, s'enfuirent à travers les rizières inondées. Nobunaga lui-même réussit à atteindre le poste de commandement d'Imagawa, dont un de ses partisans trancha la tête dans la mêlée.

La bataille d’Okehazama [170], quoique de petite envergure, est très importante dans l’histoire du Japon, car si Nobunaga avait été vaincu, Imagawa aurait pu atteindre Kyoto et s’y établir, ce qui aurait eu des conséquences qu’on a peine à imaginer. Un autre aspect de la bataille a également son importance, car Matsudaira Motoyasu, l’officier qui avait pris Marune, était un petit vassal d’Imagawa qui deviendrait plus tard le maître du Japon sous le nom de Tokugawa Ieyasu.

Soumission du mino

Après cette épreuve de force, les événements évoluèrent de façon apparemment inéluctable en faveur de Nobunaga. En 1561, Tokugawa Ieyasu, ex-Matsudaira, conclut un pacte avec Nobunaga, faisant valoir son influence dans la province de Mikawa. Nobunaga était fermement convaincu de l'importance des mariages politiques, et son prochain souci fut de se rapprocher de Takeda Shingen, du Kai, en promettant sa fille en mariage au fils de ce dernier. Face à la coalition de trois provinces (Owari, Mikawa et Kai), le jeune Imagawa prit peur et se réfugia avec les Hôjô dans la forteresse d'Odawara – et le nom de sa famille disparaît ainsi de la chronique.

Sur la côte orientale, la paix fut assurée, momentanément en tout cas, par l'alliance de ces trois seigneurs guerriers et une entente avec les dirigeants Hôjô du Sagami, dont le désir était d'y voir l'ordre régner. Nobunaga put ainsi se tourner vers Kyoto avec une certaine assurance. Il était séparé du Yamashiro et de la capitale par deux provinces seulement, le Mino et l'Omi, où il pouvait trouver des adversaires puissants, voire redoutables. Dans le nord de l'Omi, il fallait compter avec la famille Asai, et Nobunaga s'allia avec elle en 1564 en donnant sa jeune sœur (O-Ichi) pour femme au chef du clan, Asai Nagamasa.

Le seigneur du Mino n'était pas aussi facile à manœuvrer. C'était un certain Saitô Dôsan, fils d'un marchand appelé Naraya qui vivait à Yamazaki, près de la capitale. Il avait fait fortune comme marchand d'huile dans le Mino, et il avait ainsi atteint une haute position. Nobunaga avait été pendant quelque temps à couteaux tirés avec lui, après quoi il avait essayé sa politique d'alliance matrimoniale en épousant sa fille. Mais en 1566, Dôsan fut tué par son fils, qui, avec divers guerriers de l'ouest du Mino, offrit alors une forte opposition à Nobunaga.

Pour finir, la chance aida toutefois Nobunaga, qui réussit à s'emparer de la forteresse d'Inabayama, propriété de Saitô, dominant la plaine de Mino.

Nobunaga était venu à bout de l'opposition des guerriers de l'ouest du Mino en leur garantissant des récompenses, de sorte que Saitô était désormais sans appui. Mais la victoire fut en grande partie due à l'habileté et au jugement d'un jeune commandant de Nobunaga, Kinoshita Tôkichirô,

connu sous le nom de Hideyoshi. A Inabayama, comme à Okehazama, l’emploi judicieux du terrain fut pour beaucoup dans le succès des troupes de Nobunaga. La stratégie qu’imagina ici Hideyoshi consista à construire un fort face à Inabayama, dans un endroit appelé Sunomata, situé sur une éminence au confluent du Kizu et du Nagara, à la frontière de l’Owari et du Mino. (Les travaux de construction furent exécutés par une bande d’aventuriers sous la direction d’un baron pillard de l’endroit nommé Hachisuka.) Depuis cette position forte, Nobunaga put prendre le château d’assaut sans grande difficulté, remportant ainsi un succès que son défunt beau-père avait sagement prédit.

Après qu’il eut soumis la province de Mino durant les dernières semaines de 1567, Nobunaga reçut un message secret de l’empereur Ogimachi, qui le félicitait de sa bravoure exceptionnelle. Apparemment, Sa Majesté souhaitait le retour des propriétés impériales dont ses ennemis s’étaient emparés. Cette même année, le réfugié Yoshiaki, frère cadet du défunt shôgun Yoshi-teru (tué en 1565 par des vassaux rebelles de Hosokawa), avait demandé l’aide de Nobunaga pour restaurer le bakufu Ashikaga. Plus tard (en 1568), Yoshiaki fut amené devant Nobunaga depuis le domaine Asakura de l’Echizen où il avait trouvé refuge. Ces deux demandes fourniraient à Nobunaga l’autorité dont il avait besoin pour continuer son action. Sa devise, gravée sur son sceau, disait « Gouverne l’empire par la force ». Il s’installa au château d’Inabayama, rebaptisant la ville qui l’entourait Gifu, allusion classique à une situation de histoire chinoise ancienne qu’il pensait avoir répétée.

Il était maintenant évident que Nobunaga aspirait à gouverner l’ensemble du pays. Pour atteindre Kyoto, il ne lui restait plus à surmonter qu’un seul obstacle, l’opposition des troupes des descendants de Kitabatake Chikafusa, prospères et influents dans la province d’Ise. Les Kitabatake, menaçaient d’envahir l’Omi et le Yamashiro, et étaient en contact avec la famille Miyoshi, de Kyoto, et les Rokkaku, de la province d’Omi. Mais Nobunaga les élimina bientôt du combat, et après avoir été brièvement mis en échec par les Rokkaku, il prit leurs forteresses et les écarta à leur tour. La chute du château de Mizukuri couronna ses efforts. Il fit alors venir Yoshiaki, qu’il avait laissé à Gifu, et, le 9 novembre 1568, il entra en grande pompe à Kyoto. Le 28 décembre, Yoshiaki devint le quinzième shôgun Ashikaga.

Nobunaga à kyoto

Bien que ses adversaires (Hatakeyama, Hosokawa, Miyoshi et Matsunaga) eussent fui Kyoto, Nobunaga y fut fraîchement accueilli. Par expérience, les habitants de la capitale savaient qu'ils devaient s'attendre à trouver en lui un voleur de plus. Le fait que Yoshiaki l'accompagnât les rassura un peu, mais parmi les nobles de la cour, plusieurs avaient envoyé leur famille et leurs biens à des parents habitant la campagne, ayant déjà eu à souffrir de l'avidité des guerriers qui venaient de quitter la ville. Mais à la surprise générale, les troupes de Nobunaga se montrèrent parfaitement disciplinées, et des ordres furent bientôt publiés sous son sceau, garantissant la sécurité de la population.

La chose fit bonne impression sur la cour et les nobles, qui demandèrent à Nobunaga la restitution de leurs biens confisqués. Nobunaga jugea prudent de leur complaire, et donna des ordres dans ce sens à ses officiers. Mais sa position demeurait quelque peu précaire, et son premier souci fut d'accroître et d'améliorer sa puissance militaire. Le fait d'être maître de la grande plaine alluviale qui comprenait les deux provinces d'Owari et de Mino était pour lui un atout important. La riche province d'Omi se trouvait à côté. Ici encore, la géographie jouait en sa faveur : ces terres fertiles, cultivées par des guerriers indépendants du type ji-samurai, n'étaient sous la coupe d'aucun grand chef de clan. S'il réussissait à s'allier ces hommes, il n'aurait plus à craindre une attaque de l'ouest ; en outre, la capitale serait à sa merci, car ses habitants ne pouvaient survivre plus de quelques semaines sans l'approvisionnement des provinces voisines.

Ses arrières étaient relativement sûrs, grâce à Ieyasu, qui avait prévenu les alliances hostiles susceptibles de se créer dans l'Est en passant un accord avec Takeda Shingen et en occupant les anciens territoires d'Imagawa. La nomination de Yoshiaki à la charge de shogun constituait une autre mesure défensive, car elle donnait aux initiatives de Nobunaga un aspect légitime et faisait ainsi hésiter les guerriers qui voulaient l'attaquer.

Entre Nobunaga et Yoshiaki, les rapports s'avéraient difficiles. Leur premier désaccord se produisit quand, peu après sa nomination, Yoshiaki offrit un somptueux spectacle de nô à Nobunaga pour lui montrer sa gratitude. Le programme comportait treize parties, et Nobunaga, de méchante humeur, s'en alla après la cinquième, disant que le pays n'avait

pas encore retrouvé la paix et qu'il n'avait pas de temps à perdre à de tels divertissements. Le lendemain, il regagna son château de Gifu. Yoshiaki lui accordait tous les honneurs, mais il ne pouvait accepter une position subalterne. Or, comme en témoignait la devise de son sceau, Nobunaga entendait gouverner le pays par la force militaire. Yoshiaki voyait bien que le bakufu de Muromachi était presque enterré. Nobunaga était prêt à s'en montrer extérieurement respectueux, mais n'avait aucune intention de lui obéir.

Par ailleurs, Nobunaga n'avait ni le temps ni la patience requis pour l'intrigue politique. A partir de la fin de 1568, il s'occupa de soumettre ou de pacifier les provinces adjacentes au Yamashiro. A la fin de l'année suivante, il regagna la capitale avec une importante armée pour annoncer la soumission de l'Ise, et sans doute aussi pour intimider le shogun. En janvier 1570, il adressa à ses représentants de Kyoto (le général Akechi et le moine shingon Asayama Nichijô) une « lettre vermillon », soit un document revêtu de son sceau officiel, pour dire qu'il avait remis à Yoshiaki cinq articles auxquels il devait obéir.

Ceux-ci étaient incompatibles avec la dignité de shogun, car ils ne laissaient à Yoshiaki que ses fonctions cérémonielles. Nobunaga avait le sens de l'apparat, et il fournissait volontiers aux splendeurs de la charge de Yoshiaki. Il prenait d'ailleurs beaucoup d'intérêt à la construction d'un nouveau palais destiné au shogun, tantôt criant des ordres depuis un échafaudage, tantôt arpentant le jardin dans son manteau de tigre pour dire aux ouvriers où mettre tel buisson ou telle pierre.

Envers l'empereur, l'attitude de Nobunaga était toute de respect, voire de révérence, et il mit à profit sa passion de bâtir en activant la construction d'un nouveau palais impérial. Selon les documents restant de Nichijô, l'entreprise était très coûteuse, ce qui contredit l'idée de certains historiens du début de l'époque Meiji selon laquelle le palais d'alors était un endroit délabré, où des intrus jetaient des regards indiscrets dans les appartements des dames d'honneur et achetaient quelques pièces de cuivre un poème écrit de la main d'un prince indigent. En fait, des sommes immenses, auxquelles Nobunaga contribua généreusement, furent alors consacrées à la reconstruction du palais. En 1569, Nichijô reprocha aux entrepreneurs de dépenser trop ; à cette date, les travaux avaient déjà coûté 10000 *kan*, et ils

étaient loin d'être terminés puisque l'ensemble ne fut achevé qu'à la fin de 1571.

Yoshiaki refusait d'obéir au désir de Nobunaga qu'il ne se mêlât pas de politique. Il continuait à conclure des marchés avec d'importants monastères comme le Höryüji et le Daitokuji, et cherchait à se faire valoir en jouant le rôle de médiateur entre des barons hostiles, notamment entre Môri et Otomo, et même entre Hôjô, Takeda et Uesugi, ce qui constituait une tâche fort délicate et quasi vouée à l'échec. Ses efforts eurent d'ailleurs pratiquement pour seul effet de contrarier Nobunaga. Toutefois, ils montrent que même à l'époque la charge de shôgun n'était pas entièrement vide de sens. En dépit de leur peu de pouvoir réel, l'empereur et le shôgun tiraient tous deux de leurs hautes fonctions une très grande influence. Une longue tradition continuait d'agir. Alors même qu'ils étaient au plus bas, la cour et le bakufu pouvaient encore parfois rétablir la paix entre deux grands seigneurs désireux d'arrêter de se battre mais que leur fierté empêchait de le dire. Dans ce genre de situation, il était commode de pouvoir se soumettre aux injonctions de Kyoto et de parvenir ainsi à ses fins tout en passant pour un loyal sujet du Trône ou vassal du shôgun.

On traitera plus loin des rapports ultérieurs entre Nobunaga et Yoshiaki ; pour l'instant, il su fit de relever qu'en 1573 le shôgun s'était montré si souvent insoumis que Nobunaga décida de le déposer. Yoshiaki garda alors son titre mais sans sa charge, et il erra de place en place en quête de partisans jusqu'au jour de sa mort, en 1597. Il n'y eut donc pas de *sei-i tai-shôgun* de 1573 à 1603, où les fonctions en furent reprises par Ieyasu.

1570 fut pour Nobunaga une année difficile, et l'on ne saurait s'étonner qu'il témoignât une impatience croissante à l'égard de Yoshiaki et décidât d'agir sans se soucier des objections, d'où qu'elles viennent. Au début de l'année, il convia à Kyoto plusieurs grands daimyô pour discuter des affaires du pays et conseiller l'empereur et le shôgun. Il s'agissait pour lui de les tester. Au nombre de ceux qui ne répondirent pas à son invitation figurait Asakura Yoshikage, de l'Echizen, chez qui Yoshiaki avait cherché refuge au cours de son exil. Son silence fournit à Nobunaga le prétexte qu'il cherchait pour l'attaquer, et à la fin du mois de mai, il quitta Kyoto à la tête d'une armée de 30000 hommes. Le nord de l'Omi était aux mains d'Asai Nagamasa, dont la femme était une sœur cadette de Nobunaga, qui, dans sa marche sur l'Echizen, comptait ainsi pouvoir traverser l'Omi sans difficulté.

Mais à sa surprise, Asai avait pris le parti d'Asakura et menaçait de lui couper la retraite. La seule solution était de faire aussitôt marche arrière. Tandis que ses ennemis se consultaient, Nobunaga divisa ses troupes en différents groupes qui regagnèrent la capitale par des chemins de traverse. Puis, le 22 juin, ayant reformé son armée et obtenu de précieux renforts de Ieyasu, il se remit en marche, et, le 30, livra bataille aux troupes conjuguées d'Asai et d'Asakura à Anegawa, dans le nord de l'Omi. Le combat tournait en faveur d'Asai lorsque Ieyasu lança une puissante attaque contre le flanc de l'ennemi. La bataille s'acheva ainsi par la complète défaite d'Asai et d'Asakura. Plus de la moitié de leurs soldats et de leurs officiers furent tués au combat, et quant aux autres, ils s'enfuirent et regagnèrent leurs foyers respectifs dans le plus complet désordre.

Maintenant que l'expérience avait endurci sa nouvelle armée, il semblait que Nobunaga était en mesure de continuer à étendre son autorité en toute assurance. Il eut quelques difficultés dans les provinces du Centre, où certains éléments s'étaient ligués pour mener contre lui des opérations de guérilla, à l'affût de la moindre chance de prendre Kyoto par surprise. Mais un ennemi beaucoup plus dangereux le guettait : le grand Ishiyama Honganji[171], siège de la secte ikkô, qui devenait très puissante dans l'ensemble du pays et qui concurrençait déjà les grands barons du fait de sa richesse, de sa force militaire et de l'influence que ses chefs exerçaient sur ses membres. Ses abondantes ressources venaient essentiellement des contributions des fidèles, les Monto, dont l'argent affluait sans cesse dans la caisse centrale. La conviction de ces fanatiques, pour la plupart des paysans et autres gens pauvres, constituait une force contre laquelle Nobunaga devrait mobiliser toutes ses ressources, car pour le pouvoir souverain de l'État, il n'avait pas de rival plus puissant.

Problèmes stratégiques de nobunaga

Le reste de ce chapitre doit être consacré aux problèmes stratégiques face auxquels se trouvait désormais Nobunaga. C'était des problèmes de stratégie politique aussi bien que militaire, mais en l'occurrence – au cours de la deuxième moitié de 1570 –, les considérations d'ordre militaire passaient avant toute chose.

Un simple compte rendu de marches et de batailles est d'une lecture ennuyeuse. Mais le processus d'unification fut, dans ses premières phases en tout cas, un processus militaire plutôt que politique, car il consista à détruire ce qui faisait obstacle à l'unité. La nature de l'unité finalement atteinte fut influencée par les méthodes utilisées pour la réaliser, et c'est ainsi que les problèmes militaires auxquels devait faire face Nobunaga méritent qu'on s'y arrête pour leur intérêt politique.

La victoire de Nobunaga sur Asai et Asakura avait dissipé la pression qui s'exerçait sur lui du nord, mais elle n'était pas décisive. Il y avait eu de fréquents soulèvements ikkô dans le Kaga et l'Echizen, et la menace n'avait pas été complètement supprimée. En soi, la chose était sans importance, mais elle pouvait être mise à profit par de puissants seigneurs guerriers de l'Est et du Nord. Dans l'Est, Uesugi Kenshin de l'Echigo, Takeda Shingen du Kai, et Hôjô Ujiyasu, qui dominait le sud du Kantô, n'avaient encore jamais conclu entre eux d'accords durables, mais il fallait les surveiller. Dans le Nord, il n'y avait pas de puissance tangible, seulement un certain nombre de barons (Satake, Yüki, Date, Nambu et quelques autres) dont les domaines étaient économiquement arriérés et politiquement faibles, car les gouvernants étaient incapables de tenir en main la noblesse locale, très indépendante. Dans l'immédiat, ces provinces ne représentaient aucune menace.

Dans les provinces occidentales, le gouvernant le plus puissant était Môri Motonari, homme remarquable qui (ayant supplanté la famille öuchi exerçait son autorité sur l'ouest de l'île principale et le nord du Kyüshü. En plus d'une redoutable armée de terre, il avait à ses ordres des bateaux de guerre pourvus d'équipages expérimentés. Il avait toutefois de puissants ennemis comme Otomo et Ryüzöji dans le nord du Kyüshü, et Shimazu dans le sud, qui gouvernait comme un tout les provinces d'ösumi, de Hyüga et de Satsuma. Ces barons de l'Ouest avaient depuis peu acquis une

nouvelle importance du fait de leur association avec des marchands portugais, et ils auraient pu être dangereux pour Nobunaga s’ils s’étaient entendus entre eux ; mais hors du commerce, leur premier intérêt semblait être de se battre avec leurs voisins. Éloignés et occupés comme ils étaient, ils ne causaient aucune inquiétude à Nobunaga.

Dans les provinces centrales, plusieurs familles d’importance récente dont l’histoire ressemble beaucoup à celle des Môri se tenaient entre Môri et Nobunaga. Amako, Ukita, Urakami, Hatano et autres, après avoir été longtemps soumis à des guerriers comme Akamatsu, Yamana et Hosokawa, avaient depuis peu chassé de leurs terres leurs anciens maîtres et s’occupaient de consolider leur pouvoir. Dans l’ensemble, Nobunaga n’avait aucun danger urgent à redouter des provinces centrales et occidentales. Ses ennemis les plus menaçants se trouvaient en fait plus près de lui.

Pour l’instant, il lui fallait songer à protéger Kyoto. Il s’y trouvait menacé par le puissant Enryakuji, situé au nord de la ville. Mais si quelque danger l’appelait vers le ne d, Miyoshi, Matsunaga et Saitô, qu’il avait chassés du Mino, pourraient profiter de son absence pour occuper la capitale. Ils avaient édifié des forts près d’ösaka et constituaient une nouvelle source d’inquiétude. Cependant, s’il se décidait à les attaquer, il verrait se dresser contre lui la force armée de l’Ishiyama Honganji, la plus dangereuse de toutes celles qui le menaçaient.

Car l’Ishiyama Honganji n’était pas seulement le siège de la secte ikkô, mais une grande forteresse. Il s’y trouvait une garnison de fidèles de chaque section d’ösaka et des congrégations provinciales de la secte du Kaga, de l’Echizen et d’ailleurs. Elle était sans cesse en patrouille, et comptait plusieurs centaines de membres, qui se multipliaient sans peine par plus de dix lorsque sonnait l’alarme. Le Honganji était considéré comme imprenable. En outre, plusieurs seigneurs guerriers de province avaient jugé prudent de nouer des rapports amicaux avec cette formidable institution ; Asakura de l’Echizen, Asai de l’Omi, et Môri de l’Ouest comptaient parmi eux, et certains *kokujin* les imitaient.

La menace d’une alliance entre ces barons et les fidèles ikkô était de celles que Nobunaga ne pouvait ignorer. Il savait que, de ce côté-là, un règlement de compte l’attendait, et l’événement se produisit bientôt. En novembre 1570, le Honganji envoya des renforts soutenir à Kyoto le parti

de Miyoshi, qui créait à nouveau des troubles. Nobunaga chargea ses troupes d’y mettre fin, mais le contingent ikkô fut alors renforcé par des moines-soldats venus de Negoro, dans la province de Kii, et par une troupe de mousquetaires dépassant, dit-on, 3000 hommes. Leur assaut fut rude, et l’armée de Nobunaga, décimée, fut contrainte de battre en retraite. Lui-même comprit alors que son ennemi le plus puissant, l’obstacle le plus grand à l’unité, était non pas l’ancien régime mais la nouvelle Église, le Honganji et les partisans ikkô sur lesquels il pouvait compter dans toutes les régions du pays.

A ce moment-là, Asai et Asakura, qui s’étaient alors relevés de la défaite que Nobunaga leur avait infligée, furent rejoints par les moines-soldats de l’Enryakuji, qui prenaient prétexte pour agir du refus de Nobunaga de les aider à reprendre les terres que ses généraux avaient confisquées. En plus de ces troubles, Nobunaga devait faire face à des mouvements hostiles dans l’Omi et l’Ise, appuyés par le Honganji. Sa situation était si dangereuse qu’il dut concentrer son action et se limiter à défendre Kyoto et Gifu. L’empereur se déclara alors en sa faveur, et il y eut une trêve, mais qui ne dura pas longtemps.

Nobunaga décida ensuite que, pour rompre la nasse dans laquelle il se trouvait pris, il devait complètement détruire l’Enryakuji. Au début d’octobre 1571, il envahit le Hieizan. Surpris, les moines-soldats furent soumis sans difficulté. Tous les grands bâtiments furent incendiés. Le Kompon-chüdö, les pagodes, les divers sanctuaires et temples et leur précieux contenu, tout partit en fumée. Les soldats de Nobunaga tuèrent sans discrimination ; moines, laïcs, femmes et enfants furent capturés et décapités. Ainsi qu’on l’a écrit : « Le flanc entier de la montagne était un immense abattoir, et le spectacle d’une horreur insoutenable. »

A part le Honganji, son plus dangereux ennemi était sans doute alors Takeda Shingen, du Kai. Pendant un certain temps, Takeda avait été officiellement allié avec Nobunaga contre Uesugi Kenshin et la famille Hôjô, mais cet accord prit fin avec la mort de Hôjô Ujiyasu, un mois après la destruction du Hieizan. La mort d’Ujiyasu bouleversa le fragile équilibre des forces, et le nouveau chef du clan Hôjô décida de rompre avec Kenshin et de se rapprocher de Takeda, qui se trouva ainsi libre de se rendre dans la capitale, comme il en rêvait depuis longtemps.

A première vue, l'aventure n'offre guère d'intérêt, mais tout son arrière-plan est important. Takeda était en rapport avec Yoshiaki, le shogun infidèle, depuis 1570, et il était le parent par mariage du chef abbé Kôsa, de l'Ishiyama Honganji. Il prit alors la tête d'une alliance contre Nobunaga et projeta de marcher sur Kyoto. Les obstacles immédiats à la réalisation de son dessein étaient son vieil ennemi Uesugi Kenshin, dans l'Echigo, et Toku-gawa Ieyasu, sur la côte orientale. C'était une forte coalition, à laquelle s'ajoutait bien sûr Nobunaga, tierce partie d'une puissante alliance défensive. Takeda chercha donc de l'aide auprès du Honganji, et il persuada l'abbé Kôsa d'amener les Monto du Kaga à se soulever contre Uesugi[172].

Cette dernière manœuvre gêna Nobunaga, qui fut obligé de changer ses plans. Cependant, à la fin de novembre 1572, Takeda passa à l'offensive en marchant en direction de l'ouest avec une armée de 30000 hommes. En janvier suivant, il atteignit l'Omi et livra bataille à Nobunaga et Ieyasu sur le cours inférieur du Tenry-gawa, à Mikata-gaühara, dans le Tötömi. Takeda l'emporta, et Ieyasu parvint de justesse à s'enfuir à Hamamatsu. Nobunaga, lui aussi en difficulté, fut contraint de chercher une solution diplomatique.

Au nom du shôgun Yoshiaki, il proposa une trêve entre Takeda et Kenshin. Si Takeda refusait, on pourrait l'accuser de désobéir aux ordres du shôgun. Mais Takeda répondit qu'il accepterait la médiation d'Asakura, non de Nobunaga.

Nobunaga tenta ensuite de conclure un accord avec Takeda,. prétextant à nouveau des ordres du shôgun, mais là encore il échoua. Takeda refusa et se plaignit de la conduite de Nobunaga dans un document en cinq points adressé à Yoshiaki, auquel Nobunaga répondit par sept articles de son cru. Après cette bataille diplomatique, une nouvelle épreuve de force était inévitable. Mais la position de Nobunaga restait délicate, car Yoshiaki travaillait contre lui, levant des fonds et attisant le mécontentement. En mars 1573, Nobunaga dressa une accusation en dix-sept articles contre le shôgun, qui fit alors appel pour l'anéantir à Takeda, Asakura, Asai et à la puissante coalition ikkô de l'Etchû. C'était plus que Nobunaga n'en pouvait supporter, et il attaqua Yoshiaki dans son palais de Nijô, l'obligeant à fuir et à chercher refuge auprès de ses amis.

Un affrontement final entre Nobunaga et Takeda était ainsi certain. Cependant, la nouvelle arriva alors que Takeda Shingen, blessé dans une nouvelle attaque contre Ieyasu, était mort quelques semaines plus tard. Ce

coup de chance pour Nobunaga était un coup dur pour Yoshiaki, qui décida toutefois de faire une nouvelle tentative, et, le 7 juin, demanda de l’aide à Matsunaga (assassin de son frère, le shôgun Yoshiteru), à Asakura, au Honganji et autres alliés possibles contre Nobunaga. Sur le conseil de l’abbé Kôsa, il sollicita en outre un soutien matériel auprès de Môri. Enfin, il écrivit une lettre à Takeda Katsuyori, successeur de Shingen, pour lui demander son appui.

Mais Nobunaga était encore mieux préparé. Il fondit sur Kyoto, traversa le lac Biwa dans des bateaux qu’il tenait prêts dans le plus grand secret, surprit Yoshiaki et le chassa de la capitale. En août 1573, il était fermement établi dans le Centre et les provinces voisines. En septembre, il lança un ultime assaut contre Asakura, dans l’Echizen, et Asai, dans l’Omi, mettant leurs armées en déroute, détruisant leurs châteaux, et les acculant au suicide. En récompense de ses services, il donna leurs terres à Hideyoshi, qui se construisit un château à Nagahama, dans l’Omi, et compta désormais parmi les guerriers de premier plan.

Avant que son château ne soit investi, Asai avait envoyé son épouse (sœur de Nobunaga) et les trois filles qu’elle lui avait données au quartier général de Nobunaga. Cette dame, dénommée O-Ichi, passait pour être d’une grande beauté. Elle épousa plus tard un général, de la main de qui elle mourut lors d’une attaque de Hideyoshi. Refusant de fuir, elle voulut mourir avec lui. Hideyoshi s’occupa de ses filles, dont l’aînée, Chacha, devint sa maîtresse et sa favorite sous le nom de Yodogimi.

On raconte que, pour le nouvel an 1574, Nobunaga reçut un coffre de laque contenant les têtes de trois ennemis vaincus, qu’il contempla avec délices. C’est peut-être vrai, mais ce qui occupait alors son esprit ce n’était pas des victimes passées mais la destruction de la secte ikkô.

Avant de lancer l’assaut final contre le Honganji, Nobunaga fut toutefois assez sage pour prendre ses dispositions contre l’attaque que préparait manifestement Takeda Katsuyori, et contre les coalitions ikkô d’Ise et de la province de Kaga. Il prit également des mesures pour prévenir toute hostilité de la part d’Uesugi Kenshin.

L’ordre dans lequel il accomplit ces tâches lui fut partiellement dicté par les mouvements de ses adversaires. Depuis 1570, il avait connu plusieurs soulèvements de la part d’une ligue ikkô de la région de Nagashima, dont cinq forteresses occupaient des positions fortes dans le delta du Kiso. Ces

soulèvements étaient encouragés par les ennemis de Nobunaga et toujours prêts à se renouveler. En juillet 1574, Nobunaga envoya donc une puissante armée à Nagashima pour régler la question. Ses troupes rencontrèrent une résistance acharnée, mais après plusieurs jours d'attaques, trois redoutes finirent par tomber. Du côté de la mer, les défenseurs restants étaient sous la pression d'une troupe de pirates d'Ise, qui les bombardaient avec des mousquets de gros calibre et mirent leurs tours de guet en pièces. A la fin du mois d'août, ils étaient à bout de nourriture et certains mouraient de faim. Ils offrirent de se rendre, mais Nobunaga se montra implacable. Il fit construire une forte palissade autour des deux places fortes qui tenaient encore, Nakae et Nagashima, et dans lesquelles une vingtaine de milliers de personnes se trouvaient entassées, enlevant ainsi aux défenseurs toute chance de s'échapper. Puis il mit le feu aux forts de tous les côtés, et ceux qui étaient à l'intérieur furent brûlés vifs. En octobre 1574, s'étant ainsi vengé de ses défaites précédentes, Nobunaga fit à Gifu un retour triomphal.

L'attaque et la défense du Honganji se prolongèrent toutefois jusqu'en 1575. De l'aide continuait à arriver des congrégations ikkô proches et lointaines, notamment de l'or, du riz, de l'orge, de l'huile et même des vêtements venant du Honseiji, temple de l'Echizen.

Au début de 1575, Nobunaga décida qu'il devait achever la soumission de l'Echizen, où les religieux régnaient en maîtres. Mais en juin de la même année il fut contraint de modifier ses plans et d'aller dans l'Est aider Ieyasu à repousser une attaque de Takeda Katsuyori. La bataille qui s'ensuivit, livrée à un endroit appelé Nagashino, dans la province de Mikawa, marque un tournant dans l'histoire militaire japonaise.

Takeda lança l'attaque selon l'ordre de bataille traditionnel : quatre vagues de cavaliers chargèrent les unes après les autres contre les défenses érigées par Nobunaga. Mais aucune d'elles n'atteignit le front même. Nobunaga avait dressé sur le terrain des palissades de bois placées en zigzag, et suffisamment hautes pour que les chevaux ne puissent les sauter. Arrêtés par cet obstacle, les cavaliers de Takeda devaient ensuite essuyer le feu des quelque trois mille fantassins qui se tenaient derrière, armés de mousquets. Tous les assauts de Takeda furent ainsi repoussés avec de lourdes pertes, alors que les défenseurs s'en tirèrent pratiquement sans égratignures.

Les mousquets étaient encore des armes rudimentaires, qu’il fallait charger par le canon et mettre à feu avec une mèche, et dont la portée effective ne dépassait pas quatre-vingts mètres. La mise à feu était un processus si lent qu’on divisait les mousquetaires en trois sections tirant à tour de rôle. Takeda Schingen et Uesugi Kenshin s’étaient servis de mousquets dans leurs batailles de Kawanakajima peu après leur apparition au Japon, et en 1572, Takeda avait commandé le matériel nécessaire pour en fabriquer ; mais ni lui ni Kenshin n’avaient pleinement compris les possibilités qu’offraient ces nouvelles armes. Les dirigeants ikkô, au contraire, avaient tout de suite saisi leur supériorité par rapport aux épées et aux lances. L’Ishiyama Honganji ne tarda d’ailleurs pas à créer un véritable arsenal, où l’on fabriquait des mousquets en quantité. Les colonies ikkô de Negoro et Saiga possédaient ce même genre d’ateliers, et c’est à Negoro que furent formés certains des meilleurs armuriers. Sakai était également un centre important de fabrication et de vente d’armes à feu.

La défaite de Takeda à Nagashino, en juin 1575, améliora beaucoup la position de Nobunaga. Au nord, la seule chose qui le menaçait encore était la puissance militaire d’Uesugi Kenshin, seul ou allié avec les coalisés du Kaga. Utilisant une puissante armée pour une brève campagne qu’il voulait décisive, Nobunaga balaya les coalisés, et, après Tsuruga, soumit l’Echizen puis l’ensemble du Kaga. Il arriva ainsi à proximité du domaine de Kenshin, mais, soucieux d’éviter un affrontement majeur, il s’abstint de l’attaquer. Cependant, Kenshin ne restait pas inactif. En automne 1575, il se mit en rapport avec l’Ishiyama Honganji, les moines armés du Kii, et Môri à Yamaguchi. Il commença à se déplacer vers le sud en octobre 1577, mais il fut arrêté par le mauvais temps, et décida qu’il valait mieux attendre la fonte des neiges. Mais quand le printemps arriva, il mourut d’une hémorragie, âgé de quarante-huit ans.

La chute du honganji

Tandis que Nobunaga s’occupait de ses adversaires du nord, Yoshiaki, le shôgun déposé, complotait activement contre lui. En avril 1575, alors qu’il était à Tomo, dans la province de Bingo, il envoya des lettres demandant à Môri d’apporter son aide aux défenseurs du Honganji[173]. Mais Môri n’était pas encore prêt à s’engager, et l’abbé Kôsa, qui manquait désespérément de vivres, fit des ouvertures de paix à Nobunaga, qui comprit fort bien qu’il cherchait ainsi à gag îer du temps.

Nobunaga et Môri étaient tous deux conscients de l’importance qu’il y avait à contrôler le trafic de la mer Intérieure. De ce côté-là, l’avantage était à Môri, qui avait à ses ordres une puissante armée navale composée de corsaires expérimentés. Au cours de l’été 1575, il donna à ses capitaines l’ordre d’approvisionner le Honganji. Nobunaga avait également des vaisseaux de guerre, au nombre d’environ trois cents. Ils étaient ancrés au fond de la baie d’Osaka, défendant l’estuaire du Kizu. Il y eut là une rude bataille, où les deux camps utilisèrent des armes à feu. Les bateaux de Môri remportèrent le combat, et n’eurent guère ensuite de difficultés à livrer à la forteresse les vivres dont elle avait besoin. On était alors au mois d’août. Yoshiaki et Môri pressaient Kenshin et Takeda d’entrer dans le jeu. Une lettre de Môri à Kenshin a été conservée, d’où il ressort que l’idée de Môri était de porter une grande attaque frontale contre Nobunaga, tandis que les troupes de Kenshin, de Takeda et de la secte ikkô fondraient sur lui à partir de l’est. La lettre de Môri est très précise. Elle est datée de septembre 1575, parle de sa victoire navale avec satisfaction, et prévoit la chute de Nobunaga. Inutile de dire que la volonté de ces grands guerriers d’aider le Honganji n’était pas dictée par un quelconque désir de protéger le bouddhisme et les bouddhistes.

Ni Takeda ni Kenshin ne répondirent à l’appel de Môri, et les combats s’arrêtèrent pour un temps. En fait, tout était si paisible que, en novembre 1576, Nobunaga s’attaqua à la construction de son nouveau château d’Azuchi, au bord du lac Biwa. Tout en surveillant les travaux, il fit toutefois des plans d’attaque visant à détruire la puissance de la secte ikkô.

La lutte interrompue reprit en juin. Nobunaga lança une troupe de 3000 hommes contre le Honganji, abritant 15000 défenseurs. Il prit la tête d’un

contingent *à'ashigaru*, qui se débanda lorsqu'il fut blessé à la jambe. Il décida alors de changer de tactique et d'attaquer les points de défense extérieurs situés à l'est du Honganji, à l'intérieur des terres.

En mars 1577, il quitta son château et réunit ses généraux dans la capitale. Avec eux, il conduisit une très nombreuse armée dans l'Izumi, passant par Yahata, Uji et la province de Kawachi. Divisés en deux corps, ils traversèrent l'Izumi, balayant toute opposition de la part des guerriers régionaux, et, parvenus dans la province de Kii, ils lancèrent une puissante attaque contre Saiga. Les coalisés ikkô leur opposèrent là une résistance acharnée, mais les assauts qui se répétaient jour et nuit finirent par avoir raison d'eux, et ils se rendirent. Dans le même temps, Nobunaga envoya de nombreuses troupes attaquer le monastère de Negoro. Elles mirent le feu aux bâtiments, dont les défenseurs furent, eux aussi, contraints de se rendre.

La province de Kii tout entière se trouva ainsi soumise en moins d'un mois. Les moines-soldats du Negoro et les religieux de Saiga furent laissés libres à condition de s'engager à n'offrir aucune aide au Honganji. En avril, Nobunaga rentra à Kyoto en bon ordre, après avoir pris soin de couper les sources d'approvisionnement de la garnison à l'est et au sud. La nouvelle de ses succès inquiéta fort Môri Terumoto, qui écrivit à Uesugi Kenshin pour lui dire que rien, désormais, ne pourrait arrêter Nobunaga sauf une attaque en force depuis l'est et l'ouest.

En apprenant la chute de Saiga, la garnison du Honganji sombra dans l'abattement. L'abbé Kôsa adressa des appels aux pasteurs et aux congrégations de tout le pays, les exhortant à tenir bon et à envoyer des vivres et des renforts au secours des défenseurs du temple-forteresse. Par ce moyen-là seul, disait-il (dans une lettre adressée aux fidèles du Sagami et du Musashi durant l'été 1577), la Loi du Bouddha pourrait être rétablie.

Môri était alors incapable de rien faire sans l'aide de Kenshin, et Kenshin, ainsi qu'on l'a vu, attendit l'automne 1577 pour s'engager et mourut le printemps suivant. Désormais, l'isolement du Honganji était presque complet. Nobunaga ordonna à Kôsa d'évacuer la forteresse et de quitter Osaka. Kôsa consulta ses confrères et ses associés au cours de discussions interminables, tout en implorant l'aide de Môri. Cependant, ses avant-postes tombaient les uns après les autres, et ses vivres étaient presque

épuisés. En avril 1580, un messager de l'empereur lui apporta une lettre de conseil du Trône, et la forteresse se rendit quelques semaines plus tard[174].

Ainsi prirent fin onze ans d'âpres combats. On notera que l'intervention de l'empereur s'avéra efficace, car elle donnait aux deux parties la possibilité de « sauver la face » et prévenait un massacre inutile. La chose est d'autant plus intéressante qu'elle contredit les dires selon lesquels le souverain était ignoré, la cour sans ressources, et le palais en ruine faute de réparations. Ce fut, bien sûr, Nobunaga qui suggéra à l'empereur Ogimachi d'envoyer une missive impériale à Kôsa.

On imaginerait volontiers qu'après la reddition du Honganji, Nobunaga prit le temps de se reposer un peu de ses campagnes ; mais en 1581, il décida une nouvelle grande bataille. Avec Ieyasu et Höjö, il prit la tête d'une immense armée pour aller attaquer Takeda Katsuyori. Selon les chroniques, près de 180 000 hommes, venant de différents points, marchèrent contre les quelque 20000 combattants que Katsuyori réussit non sans peine à rassembler. De Gifu, l'avant-garde envahit Kôfu, capitale des domaines de Takeda, sans rencontrer d'opposition. Katsuyori s'enfuit à Temmokusan, où il fut capturé et tué en avril 1582. Ainsi s'éteignit la famille Takeda, après vingt-huit générations.

On ne sait au juste pourquoi Nobunaga eut recours à une armée aussi nombreuse contre un adversaire aussi faible. Takeda Shingen lui avait créé de grandes difficultés, et il lui était arrivé de le vaincre au combat. Il se peut donc qu'il ait cru sage d'occuper, ne serait-ce que pendant quelque temps, les quatre provinces qu'il avait gouvernées. Il fallait par ailleurs qu'il récompense ses généraux en leur donnant des terres. Il disposa ainsi des provinces de Kai et de Shinano, tandis que Ieyasu recevait le Suruga, et que le général Takigawa obtenait une partie du Kôzuke, d'où il avait la possibilité de surveiller la famille Hôjô et ses activités dans le Kantô. Son talent d'homme d'État, Nobunaga le consacra du reste en partie à distribuer habilement les territoires conquis entre ses amis et alliés de guerre.

Il prit probablement un plaisir tout particulier à découper les terres des Takeda, car il semble avoir éprouvé une haine presque maladive pour Shingen et Katsuyori. Il traita d'ailleurs les moines de l'Eirinji (où se trouvait la dépouille de Shingen) avec une effroyable cruauté, les rôtissant jusqu'à ce que mort s'ensuive dans un grand feu de joie. De son côté,

Ieyasu rendit hommage au cadavre de Katsuyori et protégea certains de ses partisans de la vengeance de Nobunaga.

Chronologie de la carrière de Nobunaga

1559 Oda Nobunaga devient maître de l'Owari. Arrivée à Kyoto du père Vilela.

1560 Nobunaga défait Imagawa à Okehazama.

1564 Arrivée du Père Frois à Kyoto.

1565 Meurtre d'Ashikaga Yoshiteru. L'empereur renvoie les jésuites.

1567 Nobunaga réduit la forteresse d'Inabayama.

1568 Nobunaga entre à Kyoto. Ashikaga Yoshiaki est nommé shôgun. Règlements monétaires publiés.

1569 Début des travaux au château de Nijô. Nobunaga autorise Frois à prêcher.

1570 Des moines-soldats ikkô défont les troupes de Nobunaga près de Kyoto.

1571 Destruction de l'Enryakuji.

1573 Mort de Takeda Shingen. Déposition de Yoshiaki.

1574 Nobunaga détruit la colonie ikkô de Nagashima.

1575 Bataille de Nagashino. Défaite de Takeda Katsuyori.

1576 Début des travaux au château d'Azuchi.

1578 Mort d'Uesugi Kenshin.

1579 Achèvement du château d'Azuchi. Persécution de la secte hokke.

1580 Chute de l'Ishiyama Honganji.

1581 Akechi et Hideyoshi envoyés contre Môri.

1582 Meurtre de Nobunaga par Akechi.

CHAPITRE XXXIX

Christianisme et bouddhisme sous Nobunaga

LES MISSIONNAIRES DANS LA CAPITALE

Lorsque François Xavier quitta Kagoshima, en 1550, pour faire le dur voyage qui le séparait de Kyoto, son but était de voir le « roi du Japon ». A l’époque, Kyoto n’était guère plus qu’une scène de désolation. Il n’y trouva pas de puissant souverain auquel s’adresser, et il fut obligé de retourner à Yamaguchi, où il jouissait de la protection d’Ouchi Yoshitaka et pouvait prêcher l’Évangile. Il fut alors invité à Funai par Otomo Sôrin (futur Francisco), seigneur du Bungo, qui lui donna sa protection et devint un ardent défenseur du christianisme pour des raisons politiques plutôt que religieuses.

Lors de son retour à Goa avec un envoyé du Bungo au vice-roi portugais des Indes, Xavier parla en termes favorables de l’avenir du travail missionnaire au Japon et de l’esprit du peuple japonais. Sur son conseil, d’excellents missionnaires furent envoyés sur place. Dans l’ouest du Japon, ils eurent beaucoup de succès, en partie parce qu’ils avaient l’appui de dirigeants soucieux d’attirer chez eux des navires portugais, en partie parce que la population pauvre et opprimée des campagnes écoutait avec joie un évangile qui lui offrait des perspectives de bonheur. Mais, bien que les missions du Kyüshü fussent prospères, les directeurs de Goa étaient persuadés qu’ils devaient étendre leurs travaux dans la capitale, car la politique des jésuites voulait qu’ils cherchassent l’appui des classes dirigeantes partout où ils œuvraient. Ils savaient qu’à la longue il leur faudrait compter sur le bon vouloir du pouvoir temporel. Ainsi, comme l’un d’entre eux le formula, les missionnaires responsables du Japon étaient « fort soucieux de voir le roi, car au Japon toute chose dépend des dirigeants ».

En 1559, il n’y avait que six pères au Japon, mais l’un d’eux, Gaspar Vilela, fut à la première occasion envoyé du Bungo dans la capitale. Après quelques difficultés, il fut cordialement reçu par le shôgun Ashikaga Yoshiteru, qui, en 1560, publia des ordres selon lesquels les missionnaires devaient être bien traités et ne pas être imposés ni autrement gênés dans leur travail.

On ne sait au juste pourquoi Yoshiteru se montra si aimable. Il se peut qu’Otomo l’y ait incité, mais il est plus probable que ce fut parce que Vilela, au début de son séjour à Kvôto, avait fait fort bonne impression sur

nombre de guerriers et converti Miyoshi Chôkei, qui jouait un peu le rôle de tuteur du shogun. Quoi qu'il en fût, la protection offerte par Yoshiteru s'avéra très précieuse. Elle permit à Vilela de prêcher librement, et de se déplacer à travers la ville avec son compagnon, frère Lorenzo, Japonais d'humble origine et musicien aveugle. Vilela fut bientôt connu dans toute la région de Kyoto et jusqu'à Sakai et Nara. Le nombre de ses convertis augmenta rapidement, surtout parmi les militaires, fort nombreux au sud de la capitale, les factions Miyoshi et Matsunaga étant comme il se doit occupées à se battre et à comploter.

Le succès de Vilela était tel qu'il dut demander de l'aide à Goa ; mais une violente agitation éclata alors à Kyoto, et il ne put poursuivre sa mission ni protéger son église et ses convertis. Fin 1560, il se sentit obligé de passer quelque temps à Sakai, où il fut bien traité mais trouva les marchands prospères sourds à son évangile. Le shogun avait fui Kyoto en même temps que lui ; mais, bien que l'ordre ne tardât pas à être rétabli et que Yoshiteru pût regagner la capitale, Vilela resta malgré lui deux ans à Sakai, ne retrouvant Kyoto qu'en 1563. Au cours de ces années, les moines bouddhistes cherchèrent à obtenir l'expulsion du Japon de tous les missionnaires et menacèrent maintes fois de commettre des actes de violence, mais ils furent réduits au silence par Matsunaga Hisahide, principal ministre du shogun.

Quelques années après l'arrivée de Vilela à Kyoto, plusieurs petites églises chrétiennes avaient été construites dans les environs de la capitale. En 1564, Vilela fut rejoint par Luis Frois, envoyé par les autorités de Goa en réponse à sa demande d'aide. A ce moment-là, il y avait une douzaine de pères au Japon, et la plupart d'entre eux se trouvaient dans le Bungo, où le nombre des convertis était très important.

Frois, qui fut envoyé à Kyoto après avoir passé neuf ans à Malacca, est un grand personnage de l'histoire de la mission jésuite au Japon. Ses lettres constituent de précieux témoignages sur les événements de la période allant de 1549 à 1578, et il demeura au Japon jusqu'au jour de sa mort, en 1587. Il était en activité à Kyoto alors que Nobunaga était au faîte de sa puissance, et il était l'ami de maints grands personnages. Vilela avait été reçu à plusieurs reprises par Yoshiteru ; et le père Frois et lui étaient tous deux présents lors d'une audience donnée pour le nouvel an 1565, où le shogun siégeait en grande pompe, répondant au salut de ses hôtes les plus

importants par un léger mouvement de son éventail. Au cours de l'été suivant, ce malheureux shogun fut assassiné avec sa mère et son épouse par Matsunaga et la faction Miyoshi, qui avaient à ce point terrorisé ses amis et ses partisans que seuls quelques moines du Shôkokuji assistèrent à ses funérailles. Les grands prélats zen préférèrent s'abstenir. Dans une lettre écrite peu après ces forfaits, Frois raconte comment Yoshiaki, le jeune frère de Yoshiteru, s'enfuit et fut sauvé par « Nobunaga, le roi de l'Owari, qui leva une grande armée pour soumettre les rebelles. »

Peu après la mort de Yoshiteru, l'empereur publia un édit (sous la pression des sectes bouddhiques) ordonnant l'expulsion de tous les missionnaires. Aidés par un converti japonais, Vilela et Frois réussirent à s'enfuir et à rejoindre Sakai, excellent poste d'observation vers lequel affluaient des nouvelles de toutes les régions du pays.

Pour les jésuites, l'édit fut un grand coup, et Vilela retourna au Kvûshû.

Cependant, Frois continua son œuvre à Sakai, où il jouissait du respect de ses convertis. Leur foi semble avoir été ferme et consolante, car (nous dit-on) quand Frois invita les soldats des deux armées alors en guerre à célébrer ensemble la Noël 1567, ils acceptèrent avec empressement, disant « Nous sommes frères en Christ », ce qui ne les empêcha pas de reprendre aussitôt le massacre.

Durant les premières années de la mission de Vilela, nombre de guerriers des provinces du Centre avaient adopté la foi chrétienne. Il y avait parmi eux de simples bushi, mais également des officiers. Au nombre de ses convertis les plus importants se trouvait un respectable daimyô du Settsu nommé Takayama. Il s'était, dit-on, converti après avoir été battu lors d'un débat où il avait défié Vilela. Il emmena ce dernier dans son château, où il fut baptisé avec sa femme et ses enfants. Il reçut alors le nom de Dario, et son fils aîné, âgé de dix ans, fut baptisé Justo. Devenu adulte, le garçon fut connu sous son titre *d'ukon* (grade honorifique de la garde impériale), et les écrits jésuites, qui ne cessent de vanter les services qu'il rendit à la cause missionnaire, parlent toujours de lui comme d'« Ucondono ».

Takayama Dario avait un frère aîné nommé Wada Koremasa, qui était un chef de clan de l'Omi et avait rendu de précieux services à Nobunaga au cours de ses campagnes dans les provinces du Centre. Soucieux d'aider les missionnaires, Takayama poussa Wada à user de son influence auprès de Nobunaga et à demander le rappel des jésuites à Kyoto. Suite à cette

tentative, à la fin du printemps 1569, Frois fut conduit devant Nobunaga, qui était depuis peu arrivé dans la ville avec Yoshiaki. Yoshiaki aussi était redevable à Wada – ou « Vatadono », comme l'appelaient les jésuites –, pour l'aide et pour le réconfort qu'il lui avait donnés au cours de ses années d'errance[175].

L'entrevue eut lieu par une chaude journée, sur un pont franchissant le fossé du château de Nijô, alors en construction. Nobunaga se trouvait là afin de surveiller les travaux, dont il était très fier ; il portait une tunique de tigre et était entouré de nombreux hommes d'armes. D'humeur aimable, il s'entretint abondamment avec son hôte. Il l'interrogea sur les raisons de sa venue au Japon et se montra satisfait par ses réponses, qui étaient respectueuses mais fermes, et comprenaient certaines remarques peu flatteuses sur les moines bouddhistes que Nobunaga trouva tout à fait à son goût. Wada fut prié de guider Frois autour du bâtiment, et une fois de retour auprès de Nobunaga, celui-ci le congédia avec des mots gentils.

Peu après cette rencontre, Wada accompagna Frois à une audience avec Yoshiaki, le nouveau shôgun, à la suite de laquelle il reçut l'autorisation de prêcher sa doctrine au Japon. Cette faveur souleva une grande hostilité parmi les moines bouddhistes, qui tentèrent d'obtenir son abrogation et le renvoi des missionnaires. Wada s'en inquiéta, car ils avaient fait appel à l'empereur, et il arrangea une nouvelle entrevue avec Nobunaga, qui montra envers le père Frois la même amabilité que précédemment. Prié de protéger les chrétiens contre les bouddhistes, il demanda quelles étaient les raisons de leur hostilité, et Frois répondit qu'elle venait du fait que les missionnaires dénonçaient les péchés des moines. Tandis que la discussion se poursuivait, un certain Nichijô Shônin – moine d'obscure origine et de caractère ambigu dont Nobunaga se servait comme secrétaire et comme intermédiaire dans toute espèce de transactions – se mit en colère, et, quand Frois parla de l'âme, saisit une épée et menaça de couper la tête à frère Lorenzo, l'aveugle, pour voir s'il existait quelque chose comme un esprit vivant. Hideyoshi, qui assistait à l'entretien, l'empêcha de passer à l'acte, et le débat qui suivit se termina à l'avantage du jésuite.

Jusqu'à la fin de sa vie, qui devait durer encore treize ans, Nobunaga accorda ses faveurs aux missions chrétiennes, et malgré les intrigues et l'opposition des bouddhistes, l'œuvre des jésuites continua à prospérer. D'ailleurs, l'une des raisons de leur succès résidait dans le mépris où la

classe dirigeante tenait certaines sectes bouddhiques. Pour expliquer le nombre croissant des conversions au christianisme, non seulement dans les provinces pauvres de l’Ouest mais dans la capitale et les provinces voisines, qui étaient les plus avancées du Japon, il faut tenir compte de la déchéance de presque toutes les sectes du bouddhisme japonais au cours de la dernière période du Moyen Age.

Dix ans après la première visite du père Frois à Nobunaga, Takayama Ukon hérita des terres et du château de son père, à Takatsuki. Son fief comptait maintenant 8000 chrétiens, soit un tiers de la population. Le nombre total des convertis dans le centre du Japon s’élevait alors à près de 15000, et il y avait de nombreuses belles églises dans les villes de quelque importance. D’autres missionnaires furent appelés, et reçus par Nobunaga à leur arrivée, dont les plus importants furent Francisco Cabrai, le vice-provincial, Organtino Gnecchi (qui fit forte impression) et, en 1581, Alexandre Valignano, géant dont la stature surprit Nobunaga et dont le serviteur nègre l’amusa. Valignano passa plusieurs semaines avec Nobunaga à Azuchi, château qu’il s’était fait construire entre 1576 et 1579.

Les perspectives d’évangélisation qu’offrait le Japon étaient donc excellentes. Dans la capitale et ses environs, les chrétiens étaient pour la plupart des gens d’un bon milieu, cultivés et dévots. Des séminaires furent créés pour l’éducation des jeunes gens de bonne famille, et Nobunaga visita l’un d’eux et se montra ravi de ce qu’il vit et de la musique qu’il entendit jouer par les élèves sur des instruments européens.

En 1582, le visiteur général Valignano consacra une étude à l’ensemble du travail missionnaire au Japon. Selon lui, le pays comptait alors 150000 chrétiens et 200 églises, généralement petites ; même en tenant compte du fait que les 15000 convertis cités plus haut pour le Japon central s’étaient multipliés, de loin les plus nombreux se trouvaient dans l’Ouest. Parmi eux, certains s’étaient sans doute fait baptiser pour des raisons de mode, ou par goût des coutumes étrangères comme celle consistant à porter un chapelet, ou encore pour pouvoir s’habiller à l’européenne comme leurs lointains ancêtres s’étaient jadis vêtus à la chinoise. On ne peut néanmoins douter que les missionnaires accomplirent un travail extraordinaire, surtout lorsqu’on sait qu’au début il n’y avait que deux ou trois pères et une poignée de frères et autres aides, et qu’en 1580 encore, le Japon entier ne

comptait pas plus de vingt pères et une trentaine d'auxiliaires, séminaristes et catéchistes, généralement japonais.

On considère d'ordinaire que Nobunaga détestait la religion, et cette opinion paraît justifiée lorsqu'on songe à la façon dont il traita les moines du Hieizan et les coalisés ikkô de Nagashima. Mais ce qu'il détestait, c'était l'immixtion des ecclésiastiques dans la politique et leur recours à la force militaire. Il n'avait aucune animosité à l'égard de la religion en général, et il trouvait juste que les monastères fussent des lieux de culte et des foyers de savoir.

C'est cette attitude qui explique ses faveurs envers les missionnaires chrétiens. Il comprenait que c'était des hommes qui poursuivaient un but élevé, et qu'il n'avait aucune raison de les craindre. L'un des épisodes les plus importants de l'histoire des jésuites au Japon est la suite d'heureuses circonstances qui amenèrent Frois en présence de Nobunaga.

Nobunaga et les sectes bouddhiques

Quand Nobunaga créa Azuchi, sa ville-château, il jugea nécessaire d’y prévoir certaines institutions religieuses. C’était là une pratique courante, comme en témoignent les plans des villes-châteaux du Moyen Age, qui montrent une profusion d’édifices sacrés, dont certains pour les samurai et d’autres pour le peuple. C’est ainsi qu’il persuada, ou plutôt obligea, les monastères Jôdo (Terre pure) des environs de déménager dans la nouvelle ville, où il leur construisit le Jôgon-in. Cet établissement fut richement doté, en tant que temple principal de la secte pour les provinces d’Omi et d’Iga. On ne peut qu’imaginer les raisons pour lesquelles Nobunaga favorisa les moines jôdo, mais sans doute voyait-il la secte comme douce et docile comparée à celle du Lotus (Hokke), fondée par Nichiren, dont l’esprit militant était une vieille tradition".

En 1579, il arriva qu’un moine jôdo des provinces de l’Est qui prêchait dans la ville-château fut pris à parti par un moine de la secte Hokke. Leur désaccord allait tourner à la violence quand Nobunaga intervint et ordonna aux deux antagonistes de se mettre d’accord. Le moine hokke insista pour qu’on organise un débat, qui fasse voir qui avait raison de lui ou de son confrère jôdo. Nobunaga accepta la proposition et nomma un savant abbé zen du Nanzenji juge et président du débat qui devait avoir lieu au Jôgon-In. La suite des événements est relatée de façon assez détaillée dans un récit qui montre quelle était l’attitude de Nobunaga en matière religieuse, mais aussi dans quelles conditions se déroulaient les luttes entre sectes au XVE siècle.

Les parties se réunirent dans la chapelle du Jôgon-in en juin 1579, et la discussion s’engagea. Le représentant jôdo commença en disant : « Parmi les huit points de votre doctrine, y a-t-il ou non l’appel du Bouddha ? » Le représentant Nichiren répondit par l’affirmative. Puis le débat se poursuivit, s’animant peu à peu jusqu’à devenir un échange d’insultes. Mais le raisonnement hokke l’emportait sur les affirmations jôdo, et Teian, le porte-parole jôdo, s’empourpra et perdit son sang-froid. Il était tard, et Nobunaga n’avait aucunement l’intention de laisser les partisans de Nichiren remporter une victoire. Il était décidé depuis longtemps à briser la puissance de la secte Hokke, et le juge (un sourd de quatre-vingt-quatre ans) paraît avoir cru sage de trancher en faveur des jôdo. Malgré l’énormité de

l’injustice, les représentants hokke furent contraints de céder. Ils signèrent une promesse dans laquelle ils juraient, par tous les dieux du Japon et par toutes les écritures saintes du *Tripitaka,* qu’ils avaient été battus dans un débat avec la secte jôdo, que jamais plus à l’avenir ils n’attaqueraient un autre enseignement religieux, et qu’ils acceptaient la punition de certains de leurs confrères. Murai, le commissaire de police (*shoshidaï*) de Kyoto, reçut l’ordre d’annoncer publiquement la nouvelle, à l’intérieur comme à l’extérieur de la capitale.

Ainsi, la secte Jôdo triomphait, comme Nobunaga l’avait certainement voulu dès le départ, car ses magistrats avaient fait entourer la place où devait avoir lieu la rencontre par plus de mille hommes d’armes, qui, lorsque les partisans jôdo crièrent « Victoire », attaquèrent ceux de Nichiren avec beaucoup de brutalité. Les porte-parole jôdo furent très généreusement récompensés. Mais l’affaire n’en resta pas là. En effet, les membres laïcs de la secte Hokke, qui étaient de toute évidence des gens d’un bon milieu, furent ensuite recherchés et exécutés comme rebelles. Cette sombre histoire confirme l’idée que Nobunaga craignait l’influence politique de l’Église bouddhique. La façon dont il traita le grand ensemble monastique du Kôyasan est un autre exemple des méthodes radicales auxquelles il recourait face à l’opposition des sectes.

Le Kôyasan était si isolé parmi les monts du Yamato, et (contrairement au Hieizan) tellement éloigné des affaires du monde, que c’était presque un État ecclésiastique indépendant. Mais pendant les guerres civiles de la dernière partie du Moyen Age, ses vastes domaines devinrent un refuge pour les soldats en fuite et pour les criminels. Les lois japonaises ne reconnaissaient rien d’équivalant au droit d’asile que certains sanctuaires offraient en Angleterre, mais de façon générale, les fugitifs se sentaient assez sûrs dans la région de montagne allant de Yoshino à Kumano au sud, et, à l’est, au-delà d’Odaigahara jusqu’à la côte d’Ise[176].

Quand Nobunaga eut soumis ses ennemis des provinces du Centre, et notamment du Yamashiro, les combattants restants des armées défaites de Miyoshi, Matsunaga, Hosokawa et autres cherchèrent refuge au Kôyasan, où, selon la coutume, on leur donna asile, et – dans certains cas – les encouragea à entrer dans les ordres. Nobunaga s’en offusqua, surtout lorsqu’il apprit que des officiers d’Araki Murashige, qu’il avait vaincu en 1581, avait trouvé refuge au monastère. Il envoya des représentants

demander que ces hommes lui soient remis, mais les moines les renvoyèrent sans ménagement. Nobunaga en fut très irrité, car il considérait comme un crime contre son gouvernement de donner abri à des rebelles et à des criminels. Aussitôt, il donna l'ordre de saisir et d'exécuter tous les frères mendiants du Kôyasan, et peu de temps après, il confia à son troisième fils, Nobutaka, le commandement d'une armée qui, en six divisions, devait aller châtier les moines par six routes différentes.

Tandis que les troupes approchaient, les moines se demandaient s'ils devaient résister par la prière ou par la force armée. A Kyoto, la cour s'inquiétait, craignant que le Kôya subît le même sort que l'Enryakuji, et l'empereur envoya un messager spécial à Nobunaga pour l'avertir qu'il déplorait sa politique. On voit ici un témoignage intéressant de la puissance du Trône dans certaines circonstances, car Nobunaga admit la remontrance et interrompit les opérations militaires, se contentant pour lors de donner à ses officiers du Yamato et du Kawachi l'ordre de surveiller étroitement le monastère et son haut clergé. Il eut ensuite à s'occuper des problèmes que soulevaient ses campagnes contre Takeda dans l'Est et Môri dans l'Ouest, de sorte que le Kôyasan lui sortit de l'esprit et qu'il survécut ainsi dans toute sa splendeur, ce qui n'aurait peut-être pas été le cas si Nobunaga lui-même n'était mort peu de temps après, en 1582.

LES CHRÉTIENS JAPONAIS

On dit parfois que les daimyô et les guerriers qui adoptèrent la foi chrétienne y furent poussés par le seul désir d'avantages matériels, estimant que, devenus chrétiens, ils joueraient un plus grand rôle dans le commerce portugais ou seraient mieux à même de se procurer des armes et autres facilités militaires. Mais c'est là une explication trop simple du succès remarquable rencontré par les missionnaires. Il se peut que certains daimyô de l'Ouest aient accepté d'être baptisés pour des raisons toutes politiques, mais plus d'un membre de leurs familles prouva sa foi jusqu'au martyre. Les guerriers japonais qui allèrent au combat en arborant la Croix pour emblème sur leurs casques, et en triant « Jesu », « Santa Maria » ou « Sant'Iago », étaient habités par une foi puissante, qui confinait peut-être à la superstition mais était néanmoins sincère. Toute l'histoire de la guerre japonaise témoigne de la croyance de leur classe en une divinité gardienne, et leur changement d'allégeance, de Hachiman à une nouvelle puissance tutélaire, ne devrait pas être difficile à comprendre.

La conversion de nombreux paysans et artisans est encore plus facile à expliquer. Certains d'entre eux furent enjoints de se convertir par leurs maîtres, mais la plupart le firent volontairement, trouvant une consolation dans la doctrine chrétienne, une aide matérielle sous forme de dons, des soins médicaux dans les infirmeries jésuites, et un statut nouveau, un sentiment de bien-être dans les petites écoles et les églises chrétiennes où ils assistaient à la messe. Que la foi de ces gens simples fût très profondément enracinée est prouvé par la conduite inébranlable qui fut la leur lors des persécutions dont ils allaient être victimes.

Auprès des marchands, les jésuites eurent relativement peu de succès, car les membres de cette classe (à en croire le père Vilela) étaient orgueilleux et cupides, et ils s'adonnaient au plaisir. Comme les prêtres dénonçaient par ailleurs l'usure et la ruse commerciale, les négociants des villes fréquentaient rarement leurs églises.

Fait curieux, c'est aux pères du Kyüshü qu'on doit l'ouverture de relations diplomatiques entre le Japon et les États européens, car, au début de 1582, à la suite d'un accord entre les jésuites du Japon et leur société mère, une mission de quatre jeunes Japonais de bonne naissance fut envoyée au roi d'Espagne et au pape par les daimyô chrétiens Otomo,

Arima et Omura. Accompagnés de Valignano, les quatre garçons partirent de Nagasaki à bord d'un navire portugais qui se rendait à Macao, où ils restèrent à étudier durant quelques mois tout en attendant la mousson. A la fin de l'année, ils s'embarquèrent pour Malacca, et de là, après une rude traversée, ils rejoignirent Goa, où Valignano les quitta.

Quittant Cochin avec trois bateaux portugais, ils passèrent par le cap de Bonne-Espérance et atteignirent enfin Lisbonne trois ans après leur départ du Japon. Ils rencontrèrent un bon accueil partout où ils firent halte sur la route pour Madrid, et une fois à destination, ils furent reçus avec beaucoup de grâce par Philippe II, alors le plus puissant monarque européen, qui régnait sur l'Espagne et le Portugal. Peu après, ils s'embarquèrent à bord d'un navire espagnol à destination de l'Italie, où, après avoir visité Florence, ils se rendirent à Rome.

Le pape Grégoire XIII insista pour qu'une brillante cérémonie eût lieu contre l'avis des jésuites. Habillés à la japonaise et montant de superbes chevaux, les jeunes gens gagnèrent le Vatican au milieu d'un cortège somptueux. Ils furent reçus dans la salle royale, où ils baisèrent le pied du pape, qui les embrassa et les salua avec des mots pleins d'affection. Du point de vue des jésuites, la mission fut un grand succès, car leur société obtint alors le monopole de l'évangélisation au Japon ainsi que d'importants subsides annuels. Le séjour des envoyés à Rome dura un peu plus longtemps que prévu à cause de la mort de Grégoire et de l'élection de Sixte. Ils rentrèrent au Japon dans le courant de l'été 1590, après une absence de plus de huit ans.

Durant ces années, les daimyô chrétiens Otomo Sôrin et Omura Sumitada étaient morts, et la situation des chrétiens s'était généralement détériorée. Le vent de la persécution avait commencé à souffler.

CHAPITRE XL

Les dernières années de Nobunaga

Gouvernement civil

On se souvient que, au début du XVIe siècle, les seigneurs guerriers qui avaient réussi commencèrent à s'intéresser à l'administration civile de leurs territoires, espérant par là en accroître la puissance militaire et en améliorer les conditions économiques. Leurs lois domestiques contiennent presque toujours des articles concernant les questions monétaires, le commerce, les communications et le développement des ressources matérielles en général. Les lois administratives de Hôjô Sôun, Asakura Yoshikage, Takeda Shingen et Uesugi Kenshin sont de bons exemples de cette tendance, et Nobunaga les suivit sur le plan provincial puis national.

En 1567, lorsqu'il quitta le Mikawa pour marcher vers l'ouest, son premier souci fut de consolider sa position militaire en éliminant l'opposition locale et en occupant les forteresses de quelque importance, comme le château de Gifu dans l'Owari, sa province natale. Mais à la même époque, il commença aussi à s'occuper du développement économique de l'Owari et du Mino, qui formaient ensemble la plaine de Nôbi, l'une des trois grandes plaines alluviales du Japon.

Son premier soin fut de mettre fin aux monopoles locaux en déclarant libres les marchés des principales villes. Ce n'était pas une idée nouvelle, des magnats régionaux ayant régulièrement interdit les monopoles de vente dans leurs domaines ; en 1549, par exemple, Rokkaku avait fermé, sous peine de confiscation, une guilde de marchands de papier du Mino et décrété la liberté de commerce.

C'est à Kanô que, pour la première fois, Nobunaga déclara le commerce libre, dans un texte traitant des marchés libres (« rakuichi »), des guildes ouvertes (« rakuza ») et des peines encourues en cas de pratiques malhonnêtes. C'était un premier pas vers la liberté de commerce, et comme Kanô était la ville-château située au-dessous de sa forteresse de Gifu, la prévention des marchés fermés fut facile. Il fut toutefois plus difficile d'abolir ailleurs les guildes professionnelles et commerciales, car leur suppression allait à l'encontre des intérêts d'institutions ou de personnages puissants qui échappaient alors à sa juridiction. Mais Nobunaga pouvait prendre son temps : il avait défini sa politique – son application se ferait par étapes.

Lors de son arrivée à Kyoto en 1568, Nobunaga s'occupa sans tarder de mettre en place une nouvelle politique administrative, bien que ses problèmes militaires fussent certainement urgents. L'une de ses premières mesures fut la publication d'un ensemble de règlements monétaires complexes, visant à interdire les opérations de troc utilisant le riz comme unité d'échange, à imposer le paiement en or ou en argent de diverses marchandises dépassant une certaine quantité, et à fixer la valeur relative du cuivre, de l'argent et de l'or. Cet édit, publié en 1569, fut précédé d'un avis public annonçant le taux d'échange officiel des pièces de cuivre de teneur différente, et interdisant l'emploi de « mauvaises pièces » (akusen), c'est-à-dire de pièces fausses[177].

Dans le domaine de l'administration civile, Nobunaga s'occupa en outre d'abolir les barrières à l'intérieur des territoires qu'il occupait et de faire construire ou réparer des routes et des ponts. En 1574, il publia des ordres spéciaux concernant l'entretien des ponts et chaussées de sa province d'Owari, qui devaient être régulièrement inspectés. En 1575, par un ordre revêtu de son sceau vermillon, il fit planter des pins et des saules sur le bord des routes, et fixa la largeur respective des routes principales et secondaires.

La tendance générale de ses idées en matière d'administration civile se lit clairement à travers les mesures qu'il prit pour développer une ville-château prospère au-dessous de sa grande forteresse de l'Azuchiyama. La construction de ce vaste château était symbolique de son ambition et de son pouvoir. Commencé en 1576 et achevé en 1579 seulement, c'était un immense édifice au donjon élancé, qui surplombait le pays depuis les rives du lac Biwa. Il se trouvait dans la province d'Omi, mais dominait Kyoto et constituait un avertissement et une barrière pour les attaquants des provinces de l'Est.

Le transport des grands blocs de pierre composant le château demanda un effort exceptionnel, et fut effectué par une véritable armée travaillant en musique avec des attelages de bœufs. Des peintures de l'époque nous montrent les ouvriers à l'œuvre, tandis que, montés sur une voiture, une sorte de maître des cérémonies et un orchestre composé de dames de la ville encouragent leurs efforts. Des pierres furent charriées par milliers des carrières voisines avant d'être sélectionnées, et c'est grâce à une foule d'ouvriers travaillant jour et nuit que les plus lourdes purent être halées jusqu'au sommet, centimètre après centimètre.

Ce puissant édifice dominait les abords de la capitale, qu'il préservait notamment contre les menaces d'Uesugi et autres envahisseurs susceptibles de venir du nord. L'expérience avait démontré qu'une forteresse au sein même de la ville était un danger plutôt qu'un atout, car les risques d'incendies étaient constants et inévitables. Outre qu'elle pouvait brûler, la capitale était d'ailleurs trop étendue et vulnérable pour faire une bonne base militaire. Il est clair que Nobunaga donnait à ces facteurs une telle importance qu'il caressa l'idée de faire d'Azuchi la capitale d'où il gouvernerait l'ensemble du pays.

Il s'occupa de construire une grande ville avant même que le château ne soit terminé, mais il ne tarda pas à rencontrer des difficultés, ses subordonnés militaires et les civils à son service tardant à venir occuper les maisons qu'il avait préparées pour eux. Celles que devaient habiter ses généraux étaient encloses de murs de pierre et conçues comme des forts indépendants, tandis que celles des civils – les habitants en général – étaient situées à quelque distance, sur les rives du lac. Il fallut attendre deux ou trois ans pour que la ville commence à se peupler, mais vers 1582 sa population était de l'ordre de cinq mille habitants.

Pour assurer la prospérité de la ville, Nobunaga dut y créer des conditions intéressantes pour les commerçants et les artisans. Durant l'été 1577, alors que le château était encore en construction, il publia donc une charte municipale, dont les principaux articles stipulaient que : 1) la ville serait un marché libre, et aucun impôt d'aucune sorte ne serait prélevé sur les ventes ni sur les achats ; 2) les marchands empruntant la grande route centrale (Naka-sendô) ne devaient pas passer à travers la ville sans s'y arrêter, mais y loger ; 3) sauf en cas de guerre et d'autres catastrophes, aucun impôt sur la construction ou le transport ne serait exigé des habitants ; 4) si un moratoire était décrété au sein de la province, il ne s'appliquerait pas aux dettes dues aux habitants de la ville.

Dans l'ensemble, ces règlements visaient à attirer l'argent et le commerce, et ils marquaient un important changement par rapport aux pratiques restrictives du commerce médiéval. Mais cela ne veut pas dire que Nobunaga avait prévu la doctrine d'Adam Smith. D'autres guerriers avaient déjà pris des mesures similaires afin de supprimer les obstacles au commerce, et son but, comme le leur, était politique plutôt qu'économique. La liberté d'acheter et de vendre n'était pas une fin, mais un moyen ; ceux

qui la proclamaient voulaient abolir tout contrôle sauf le leur. Il fallait améliorer les routes pour le transport des troupes et du matériel militaire bien plus que pour le confort des voyageurs ; c'était pour attirer toutes sortes de marchandises venant d'autres régions du pays que le marché devait être libre. De façon générale, la ville-château était considérée par les guerriers comme un réservoir pour l'argent, le matériel et le savoir-faire indispensables en cas de guerre.

Nobunaga voyait tout cela clairement, et à une échelle plus vaste que ses pairs. Il pensait toujours en termes d'unification, et à mesure qu'augmentaient ses pouvoirs, il s'appliquait à les étendre. Au début de 1578, il avait si bien établi sa domination militaire que des guerriers de onze provinces – Yamashiro, Yamato, Kawachi, Izu, Settsu, Etchü, Echizen, Owari, Mino, ômi et Ise – vinrent assister aux fêtes qu'il donna pour célébrer le nouvel an et lui exprimer ainsi leur fidélité[178].

La puissance politique de nobunaga

Les succès militaires de Nobunaga sont connus et expliquent le degré de puissance politique qu'il en vint à avoir. Mais les étapes par lesquelles il passa pour s'imposer comme chef après sa première – et si heureuse – victoire d'Okehazama ne sont pas facile à définir, et méritent qu'on s'y arrête un peu. Comment trouva-t-il, avec l'aide de Hideyoshi, l'appui à la fois politique et militaire qui lui permit de réussir la première phase de l'unification ?

Il y a à ce sujet certaines divergences d'opinion chez les historiens japonais, mais tout le monde paraît s'accorder à voir dans ses liens avec l'Owari une des composantes essentielles de son premier succès. C'est là qu'il était né, et c'est de là qu'il réussit à imposer son autorité à d'autres riches provinces du Centre, abandonnant sa base de Gifu pour le Mino, l'Omi et finalement la capitale.

Avoir autorité sur cette région signifiait posséder le grenier des provinces du Centre et dominer les abords de Kyoto par l'est et le nord. La richesse de cette contrée venait évidemment de ses avantages naturels, c'est-à-dire un sol riche et une eau abondante, mais aussi de la composition de sa population rurale, car ses terres agricoles n'étaient pas aux mains de seigneurs tyranniques mais de cultivateurs indépendants bien organisés au sein de leurs villages. Ces hommes, les *jisamurai,* étaient d'origine militaire modeste. Hideyoshi lui-même venait du rang inférieur de cette classe, et Nobunaga, bien qu'allié à une famille d'un rang un peu plus élevé, était du même niveau social que la majorité de la petite noblesse de l'Owari. Et c'est au sein même de sa classe qu'il trouva ses premiers appuis.

Le détail des méthodes de recrutement nous reste inconnu, mais il est clair que de très nombreux fantassins furent recrutés, venant sans doute pour la plupart de la couche inférieure de la population paysanne (soit des domestiques et des ouvriers agricoles du type *ashigaru* par opposition aux *jisamurai).* Il est difficile de dire quels avantages leur étaient offerts, mais ils devaient être de poids si la dimension des troupes levées par Nobunaga et Hideyoshi est correctement rapportée. Il se peut toutefois que la promesse d'une récompense ait été une incitation suffisante. On sait, par exemple, que Hideyoshi reçut tous les domaines d'Asai, qu'il avait défait, et sans doute ses soldats eurent-ils droit alors à leur part de butin.

Les succès militaires de Nobunaga lui valurent l'appui politique d'autres régions du Japon, et lorsqu'il mourut, il était sur le point d'étendre plus loin encore son influence ; mais il avait certainement compris l'importance d'une administration civile forte et compétente. La politique qui fut la sienne à Azuchi semble d'ailleurs le prouver, car si le château était un emblème de puissance militaire, la ville-château était un centre d'où il espérait étendre son influence politique. Cette tâche, il la légua à Hideyoshi, qui entama sa carrière administrative en proclamant une politique foncière visant à mettre l'agriculture sous le contrôle du gouvernement central. On peut relever ici encore que le travail de Hideyoshi fut facilité par sa connaissance de la vie rurale de l'Owari.

Nobunaga et sakai

L’histoire de Sakai au XVIe siècle a été retracée dans les chapitres précédents, et le moment est venu de considérer son évolution ultérieure, car elle joua un rôle déterminant dans l’histoire du commerce intérieur et extérieur et l’épanouissement d’une classe de riches marchands.

La situation géographique de Sakai explique à la fois sa prospérité et ses infortunes, car sa richesse lui vint du commerce maritime et ses difficultés de sa proximité du grand remous des courants politiques et militaires qui menaçaient en permanence la capitale mais sans jamais la submerger. Ce centre commercial se trouva maintes fois pressé comme une éponge par des seigneurs guerriers en mal de fonds, mais malgré ces saignées, ou grâce à elles, les marchands de Sakai redoublèrent d’efforts et édifièrent une puissance financière telle que les seigneurs guerriers se rendirent obscurément compte à quel point il serait absurde de détruire une source de richesse aussi abondante. Ainsi, Sakai sortit graduellement de la zone des hostilités à la demande de ses habitants, et par la suite, tous les généraux opérant dans le voisinage eurent soin de l’épargner et d’en tenir leurs troupes à l’écart.

Le gouvernement de la ville était aux mains d’un conseil des Trente-Six (l’*Egoshü)*, qui, loin d’être démocratique, était un organe presque despotique composé des marchands les plus riches. Cette forme de gouvernement autonome était alors assez courante. On la trouvait aussi à Hakata, à Omi-nato et dans d’autres foyers de commerce importants. Le conseil et l’ensemble des notables de Sakai exerçaient une certaine influence dans d’autres domaines que les affaires municipales, allant jusqu’à jouer le rôle d’arbitre dans des querelles entre seigneurs, comme celles entre Matsunaga et les Miyoshi, dont les provinces du Centre furent victimes entre 1560 et 1565. Il arrivait alors qu’on décrivît Sakai comme une ville libre, ce qui fut notamment le cas des missionnaires jésuites, qui la comparaient à Venise.

Après son entrée à Kyoto avec le shôgun Yoshiaki, en 1568, Nobunaga se trouva à court d’argent, et il exigea un impôt de guerre de 5000 *kan* du Honganji et de 20000 *kan* de Sakai. Le Honganji paya, mais Sakai refusa, et le conseil entreprit de renforcer les défenses de la ville en creusant le fossé, en édifiant des tours d ï guet et en semant d’obstacles les endroits

stratégiques. Cependant, le conseil n’était pas unanime dans sa décision de résister, et quand Nobunaga menaça d’envahir la ville pour la punir d’abriter ses ennemis, il céda et s’excusa en payant 20000 *kan*. Nobunaga, à qui Yoshiaki avait entre-temps donné autorité sur la ville, en nomma vice-gouverneur l’un de ses généraux en 1569.

On peut se demander pourquoi Nobunaga se contenta de menacer sans prendre d’autres mesures. L’une des raisons en était sans doute qu’il savait de source sûre qu’un parti pro-Nobunaga existait déjà à Sakai, et qu’il était plus sûr d’agir par son intermédiaire. Son informateur était un très riche marchand de la ville, Matsui Yûkan, qu’il connaissait depuis un certain temps et en qui il avait toute confiance. Il suivit son conseil, et, pour le remercier de son aide, il en fit son représentant à Sakai.

Mais Nobunaga avait d’autres raisons pour faire preuve de modération. Sakai était sa grande source d’approvisionnement en armes à feu, munitions et autres accessoires militaires. Matsui lui-même était probablement l’un de ses fournisseurs en matériel de guerre. Il aurait donc été absurde pour lui comme pour n’importe quel seigneur guerrier alors en campagne de compromettre en intervenant par la force le commerce hautement spécialisé de l’approvisionnement et du transport du matériel dont son avenir dépendait.

Nobunaga et Matsui partageaient le goût des articles que prisaient les maîtres du thé pour leur beauté et leur rareté. Un livre rapporte qu’en 1568, alors qu’il était en campagne dans le Settsu, Nobunaga reçut dans son camp la visite de Matsui, qui lui fit cadeau d’un célèbre pot à thé « matsushima », connu de nom par tous les amateurs.

En 1568, le père Vilela écrivait à propos de Sakai (où il avait trouvé refuge, fuyant la dévastation de la capitale) : « Dans tout le Japon, il n’y a pas d’endroit plus sûr que Sakai. Quoi qu’il se passe ailleurs, on ne trouve là aucun désordre. Le vainqueur y vit en paix avec le vaincu, et les gens s’y promènent tranquillement dans les rues. Mais à un jet de pierre de la ville, on tue et on blesse. »

Sakai jouit pendant quelques années encore de son immunité, mais elle cessa d’être une ville libre après s’être rendue à Nobunaga, en 1569.

Les dernières campagnes de nobunaga

Nobunaga était avant tout un guerrier, et les déploiements militaires étaient de son goût. Au printemps 1581, il mit sur pied une grande parade, soi-disant pour distraire l'empereur Ogimachi, mais en fait pour son propre plaisir et afin de donner au public une idée de sa puissance et de sa gloire. Ses généraux, suivis d'escortes montées, chevauchaient à la tête des troupes de leurs territoires respectifs, Niwa avec celles du Settsu et du Wakasa, Akechi avec celles du Yamato et du nord du Yamashiro, et les fils de Nobunaga avec celles de ses propres provinces, c'est-à-dire l'Owari, le Mino et l'Ise. Tous les soldats étaient armés de pied en cap et portaient des couleurs éclatantes ; et une foule estimée à plus de 100000 personnes regarda passer les 20000 cavaliers au galop.

On remarquera que tous les guerriers de cette grande armée venaient des provinces voisines de la capitale. Ieyasu poursuivait dans l'Est sa campagne contre Takeda, et l'Ouest restait sous la coupe de Môri Terumoto, qui, par la taille de ses troupes et la richesse de ses domaines, rivalisait avec Nobunaga. Il avait d'ailleurs conspiré contre lui avec le shôgun Yoshiaki et soulevé sa colère en accordant son aide au Honganji.

Nobunaga aspirait bien sûr à régler ses comptes avec lui, et dès 1575 (quand ses bateaux avaient été défaits par Môri dans la baie d'ösaka il avait ordonné à Hideyoshi de dresser un plan de campagne mettant fin à ses ambitions. Hideyoshi avait alors tenu conseil avec Akechi Mitsuhide, général occupant la même position que lui. Quoique d'origine relativement humble, les deux hommes avaient impressionné Nobunaga en montrant des dons manifestement supérieurs à ceux de leurs confrères Shibata, Niwa, Sakuma et autres.

En 1575, Akechi entreprit de « pacifier » la province de Tamba, pour mieux se rapprocher de Môri. Il rencontra de grandes difficultés et resta plusieurs années sans faire de véritables progrès. Cependant, tandis qu'il avançait lentement le long de la Sanindô (la grande route située au nord de la chaîne de montagnes centrale), Hideyoshi progressait le long de la Sanyôdô (la grande route du sud), et, en 1578, il se trouva en butte à une forte opposition de la part de parents de Môri à la tête de 60000 hommes. Malgré les renforts qui lui furent alors envoyés, il resta dans une position

dangereuse jusqu’au moment où Ukita, allié de l’ennemi, changea de camp et attaqua l’armée de Môri par l’arrière, l’obligeant à battre en retraite.

Au cours des combats qui suivirent, Hideyoshi accomplit différents exploits en s’emparant de forteresses réputées imprenables. En 1580, il dépassa le château de Himeji, point important du Harima où se croisaient la Sanyôdô et deux autres grandes routes. Ayant traversé le Tajima, il fut arrêté par la forteresse de Tottori, place forte de montagne située sur la côte de l’Inaba. Il ne tenta contre elle aucun assaut, mais l’investit très étroitement en établissant autour d’elle des points forts tous les cinq cent mètres avec une armée de 20000 combattants. Il entendait évidemment forcer ainsi la garnison à se rendre faute de vivres, et il avait eu soin d’acheter en bloc tout le riz de l’Inaba en payant plusieurs fois le prix du marché. Les assiégés furent bientôt affamés. Ceux qui, hommes ou femmes, essayèrent de s’enfuir furent abattus à coups de mousquets, et son gouverneur livra la forteresse avant de se suicider.

En 1581, Hideyoshi retourna brièvement à Azuchi pour faire son rapport à Nobunaga, et il discuta avec lui de l’invasion de la province de Bitchü. En avril de l’année suivante, ayant rejoint son armée, il pénétra dans le Bitchü, où il essaya d’acheter la reddition du château de Takamatsu. Mais cette tentative échoua, et il montra alors son habileté en ayant recours à un stratagème inédit. Takamatsu se trouvait situé quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer, et en partie sur un marais. Hideyoshi fit donc construire tout un système de fossés et de chéneaux de bois, et il entreprit d’inonder le château en détournant dans les parages de l’eau de rivière et de pluie (c’était la saison des pluies) en telles quantités qu’il commença à être submergé. Il fit également ériger des tours sur des barges, d’où ses artilleurs tiraient de façon continue. Ce danger eut tôt fait de décider Môri à dépêcher de l’aide, et Hideyoshi demanda des renforts à Nobunaga.

Cependant, Ieyasu, ayant porté le coup fatal au dernier Takeda du Kai, s’en était retourné à Kyoto, où il avait reçu la province de Suruga en récompense de ses services. C’était en juin 1582, et c’est à cette époque que la demande d’aide de Hideyoshi parvint à Nobunaga, en même temps que l’annonce que Me i avait mis sur pied toutes ses troupes. Nobunaga ordonna aussitôt a ses principaux généraux de se mettre en route pour l’Ouest, et il annonça qu’il prendrait lui-même la tête de toute l’expédition. Tandis que les préparatifs se faisaient, Ieyasu alla passer quelques jours de vacances à

Sakai, sur la suggestion de Nobunaga, et Akechi Mitsuhide partit mobiliser son propre contingent dans sa province de Tamba.

Nobunaga lui-même quitta Azuchi pour Kyoto vers le milieu de juin pour arranger certaines choses avant son départ. Comme d'habitude, il s'installa au Honnôji, monastère de l'avenue Nishi-tôin qu'un fossé protégeait. Quelques jours plus tard (le 21 juin), le Honnôji, investi à l'aube, était attaqué par une nombreuse troupe des hommes d'Akechi Mitsuhide. Nobunaga, qui n'avait aucune raison de craindre une trahison de la part d'Akechi, fut pris par surprise, et, après une âpre résistance, se voyant perdu, s'enferma dans une pièce pour s'y suicider (c'est du moins ce que raconte une histoire). Il était dans sa quarante-neuvième année.

Durant la matinée, un détachement de soldats d'Akechi attaqua le palais forteresse de Nijô, occupé par des partisans de Nobunaga. Certains montèrent sur le toit de l'hôtel Konœ et tirèrent dans la cour du Nijô à coup de mousquets et de flèches.

Le même jour, Akechi marcha sur Azuchi et prit le château sans difficulté. Il traita bien les pères jésuites, en partie parce qu'il espérait obtenir l'appui de Takayama, l'« Ucondono » des lettres missionnaires. Il n'endommagea pas la forteresse, mais une semaine plus tard elle fut incendiée, peut-être (comme certains le prétendent) par le fils de Nobunaga dans un accès de rage, mais plus probablement par une foule locale, ivre de pillage et de destruction.

Ayant pris Azuchi sans l'occuper, Akechi hésita. Il n'avait pas décidé ce qu'il ferait ensuite – ce qui, pour tout ennemi de Hideyoshi, constituait une lourde erreur ; et dans les provinces adjacentes, le désordre s'installait. Il savait qu'il lui faudrait bientôt faire face à une attaque de Hideyoshi ou de Ieyasu, voire des deux, mais il choisit de négocier avec d'éventuels alliés et ne prit aucune décision militaire précise.

Les lettres des jésuites contiennent des descriptions intéressantes des événements si pleins d'excitation qui se déroulèrent alors. Elles sont en général d'une précision remarquable, mais elles se basent évidemment sur des rumeurs. Il vaut donc la peine d'étudier de plus près le témoignage de ceux que concernaient directement les suites de l'affaire Akechi. La source la plus précieuse est ici le journal de Yoshida Kanemi, haut dignitaire shintoïste à la cour. C'était un descendant de Kanetomo, le fondateur du Yoshida Shintô, et il était parent d'Akechi par alliance. Après avoir raconté

la mort de Nobunaga, il décrit la scène du palais Nijô et la panique des dames essayant d'échapper au flot des soldats qui s'étaient mis à la recherche de Nobutada, et qui, l'ayant trouvé, l'assassinèrent. Quelques jours plus tard, il reçut de la cour l'ordre de se rendre à Azuchi pour demander à Akechi de restaurer l'ordre à Kyoto. Il fit le voyage, fut admis au château après quelques difficultés, et fut bien accueilli par Akechi, alors occupé à distribuer le trésor de Nobunaga. Akechi donna de grosses sommes à d'éventuels partisans, et, une fois de retour à Kyoto, il alla trouver Kanemi et organisa avec lui la distribution de plusieurs sommes de cinq cents pièces d'argent à la cour ainsi qu'aux Cinq Monastères zen (Gozan). Kanemi lui-même eut droit à cinquante pièces pour ses services, et par la suite, lorsqu'il fut évident qu'Akechi avait échoué, on lui reprocha d'avoir ainsi traité avec un rebelle.

La nouvelle de la mort de Nobunaga était parvenue à Hideyoshi dans la soirée du 22 juin. Il la garda secrète et entama des pourparlers avec Môri, qui accepta que le château de Takamatsu soit livré à Hideyoshi et les trois provinces de Bitchü, Mimasaka et Hôki, qui se trouvaient déjà entre ses mains. Cette solution paraissait raisonnable, et les conseillers de Môri le pressèrent d'y souscrire. Le lendemain, Hideyoshi occupa le château, puis partit à marche forcée et en toute hâte, marchant jour et nuit à travers le vent et la pluie, pour Himeji, où il arriva le 24 juin au soir, après un voyage de près de cent vingt kilomètres. Après un bref répit, il leva la plus grande armée qu'il lui fut possible, et, le 30 juin, il attaqua Akechi près de la position clé de Yamazaki, au sud-ouest de la capitale[179]. Après une complète défaite, Akechi fut tué tandis qu'il s'enfuyait à travers champ.

Caractère de nobunaga

Les avis diffèrent quant au caractère de Nobunaga. Les missionnaires jésuites, bien qu'enclins à passer sur ses fautes par gratitude pour ses faveurs, font de lui un éloge mitigé, insistant sur son courage, sa détermination et sa grande habileté militaire, mais condamnant son orgueil et sa tyrannie. Sa volonté de fer et son courage ne sont pas à mettre en doute, mais il ne semble pas qu'il ait eu un talent militaire exceptionnel. Il bâcla certaines de ses campagnes et se servit parfois de troupes inutilement nombreuses contre de médiocres adversaires. En fait, la gloire que lui valurent ses plus grandes victoires fut en partie le résultat des plans dressés par Ieyasu et Hideyoshi.

Nobunaga fut maintes fois servi par la chance ; ainsi, dans sa marche vers l'ouest d'Okehazama à Kyoto, il ne rencontra pas d'adversaires à sa taille et fut favorisé par la situation géographique de sa province d'Owari. Mais il faut dire qu'il sut pleinement tirer parti de ses avantages, ayant une inépuisable énergie physique et mentale, et n'étant pas esclave de la tradition. La liste de ses innovations est imposante. Jeune homme, il apprit à quoi servaient les armes à feu, et vers 1575, il exerçait un contrôle appréciable sur leur fabrication dans les provinces du Centre. En 1582, il se procurait du métal et fondait notamment des cloches de temple dans ses fonderies. Il encouragea par ailleurs la fabrication de poudre à canon et l'importation de salpêtre et de plomb pour les balles. On suppose que l'une des raisons pour lesquelles il accorda sa protection aux missionnaires résidait dans le désir qu'il avait d'assurer l'arrivée de ces produits essentiels à bord de navires portugais.

Quoique Hideyoshi fût plus fertile en stratagèmes originaux, c'est Nobunaga qui eut l'idée de remplacer les cavaliers, armés d'un arc et d'une épée, par des fantassins armés d'un fusil. La bataille de Nagashino, en 1575, fit la preuve de l'efficacité mortelle des armes à feu. Nobunaga se lança en outre dans la construction de navires blindés, et il encouragea la fabrication de pièces d'artillerie de gros calibre, utilisées avec succès à Nagashino.

Il accordait beaucoup d'attention à la discipline de ses troupes, dont l'importance allait croissant tandis que les mouvements d'infanterie de masse remplaçaient peu à peu le corps à corps. Il fit de *Yashigaru* un fantassin régulièrement entraîné, et il développa l'esprit de corps parmi ses

soldats en les habillant d’élégants uniformes qui faisaient une vive impression sur les spectateurs.

Dans l’époque cruelle qui était la sienne, les méthodes de combat de Nobunaga étaient absolument impitoyables. Chacune des victoires remportées sur le champ de bataille se terminait par une poursuite et par le massacre des fuyards. Il donna à ses généraux l’ordre de pourchasser dans tous les coins de l’Echizen les membres de la secte Ikkô, hommes, femmes et enfants, qui avaient fui devant ses armées, et il alla jusqu’à écrire au shoshi-dai, à Kyoto, que les rues de la capitale de l’Echizen étaient à ce point encombrées de cadavres qu’elles ne pouvaient plus en contenir davantage, et que les fugitifs devaient désormais être poursuivis et exterminés « yama yama, tani tani », « dans chaque montagne, dans chaque vallée ». Le total des gens massacrés dans cette seule campagne dépassait, dit-on, 20000 personnes.

Bien qu’il en fît souvent mauvais usage, on ne peut nier les talents de Nobunaga en matière d’administration et d’économie. Touchant sa personnalité, les témoignages sont pour la plupart très défavorables, et dans *Dokushi yoron,* Arai Hakuseki le condamne sévèrement. Un historien moderne, l’érudit et tendre Tsuji Zennosuke, a essayé sans grand succès de trouver à son personnage des aspects positifs.

Si ses vertus sont sujettes à caution, ses vices sont indéniables. Il ne montra jamais le moindre signe de compassion. Du début de sa carrière, où il tua son frère, à ses dernières années, pleines de vains massacres, sa vie entière témoigne de la même cruauté vindicative. Il devint maître de vingt provinces, mais à un prix terrible. C’était une brute sans cœur et sans pitié.

CHAPITRE XLI

La montée au pouvoir de Hideyoshi

LES PREMIERS PAS

Le 1er juillet 1582, la situation de Hideyoshi était très favorable. Il venait de venger Nobunaga et se trouvait à la tête d'une armée victorieuse. Il était naturel, et facile pour lui, qu'il prît l'initiative politique, puisque Ieyasu et les autres généraux n'éta ent pas là ; et il est caractéristique de sa promptitude que, tout en retournant dans sa tête certains problèmes d'administration civile, il ait immédiatement invité Shibata, Niwa, Ikeda et autres personnages du même rang à assister à un conseil au château d'Oda, à Kiyosu dans l'Owari, pour décider de la succession de Nobunaga et de la division de ses domaines. Le deuxième et le troisième fils de Nobunaga (Nobukatsu et Nobutaka) commencèrent alors à se quereller, et la discussion s'enlisa jusqu'au moment où, avec son bon sens pratique ordinaire, Hideyoshi passa dans une pièce voisine et en revint en tenant dans les bras le petit-fils de Nobunaga, Sambôshi, qui fut aussitôt déclaré héritier[180]. Dans sa jeunesse, Hideyoshi avait beaucoup appris sur les relations humaines, et il savait mettre à profit ses connaissances, étant à ce propos très différent de Nobunaga, froid et entêté.

Les provinces placées sous l'autorité directe de Nobunaga furent réparties entre ses généraux, Hideyoshi gardant le Harima et prenant par ailleurs le Yamashiro, le Kawachi et le Tamba. Il fit un arrangement spécial pour se concilier Shibata, lui donnant l'important château de Nagahama, dans l'Omi, facile à atteindre de la capitale. Touchant le gouvernement civil, on convint que les quatre principaux généraux agiraient ensemble, formant un conseil. Ainsi, la bataille de Yamazaki avait fait de Hideyoshi le maître du pays, et il était tout prêt à poursuivre le travail d'unification entrepris par Nobunaga. Il lui faudrait, bien sûr, compter avec l'opposition de ses collègues. Le conseil quadripartite serait dissout du fait des jalousies, et le manque de loyauté des fils de Nobunaga serait source de bien des problèmes.

Au début de 1583, Nobutaka fut surpris à conspirer contre Hideyoshi, qui le délogea du château de Gifu mais le traita généreusement et lui permit

bientôt d’y retourner. Il fallut ensuite se débarrasser de Takigawa, dans l’Ise ; puis, fin avril, montrant sa vraie nature, Shibata Katsuie prit la tête d’une armée, et, traversant les neiges de l’Echizen, gagna l’Omi, où, au commencement de mai, il affronta Hideyoshi à Shizugatake, près de la rive nord du lac Biwa. A ce moment-là, Nobutaka, qui avait une fois de plus changé de camp – il devait y avoir une prédisposition dans la famille Oda –, essaya de créer une diversion en attaquant le château d’Ogaki ; et tandis que Hideyoshi était absent de sa base pour parer à cette menace, Katsuie marcha contre son avant-poste de l’Omi et mit ses défenseurs en fuite. Parmi ceux-ci se trouvait Takayama Ukon, le général chrétien ami des jésuites de Kyoto. Par un de ces coups rapides dont il était maître, Hideyoshi retourna d’Ogaki à Shizugatake pour affronter Katsuie, et parcourut de nuit avec une poignée de jeunes aides de camp près de quatre-vingts kilomètres en six heures. Le lendemain à l’aube, il lança un assaut décisif contre l’avant-garde de Katsuie, placée aux ordres de Sakuma Morimasa, qu’il contraignit à se retirer dans l’Echizen. Trois jours plus tard, il prenait à Kita-no-shô (actuelle Fukui) le principal château de Katsuie, qui, après avoir mis le feu au donjon, poignarda sa femme O-Ichi, la sœur d’Oda Nobunaga, et les autres membres de sa maison avant de s’ouvrir le ventre devant les troupes.

Dès lors, Hideyoshi prit sans difficulté les provinces adjacentes de Kaga, Noto et Etchù, qu’il partagea entre Maeda Toshiie et autres généraux en récompense de leurs services. Ensuite, il retourna à Azuchi distribuer d’autres récompenses et punitions. Oda Nobukatsu dut réprimander son jeune frère Nobutaka et l’obliger à rendre le château de Gifu. Il obtempéra, et Nobutaka fut alors confiné dans un monastère de l’Owari, où il se suicida.

Après Shizugatake, Hideyoshi n’eut plus à accomplir d’autres opérations militaires importantes. Ce qui restait de l’armée d’Akechi avait été balayé par Takayama Ukon et ses confrères, et il reçut d’un de ses commandants le cadeau bienvenu de la tête d’Akechi, espérée de longue date. L’affreux trophée fut envoyé au Honnôji, ou plus exactement aux ruines du Honnôji, pour y être exposé publiquement.

Hideyoshi était maintenant le maître indiscuté. Pour calmer les craintes de la population, il annonça que les lois de Nobunaga resteraient inchangées ; et pour montrer qu’il n’avait pas d’autres desseins guerriers, il

ouvrit son château de Himeji et distribua à ses camarades l'argent, l'or et le riz qu'il y avait mis en réserve pour d'éventuels besoins militaires.

Bien qu'elle fût pour Hideyoshi une victoire facile, la bataille de Shizugatake compte parmi les plus importantes de l'histoire du Japon. Le combat de l'Echizen et les dernières heures de Shibata Katsuie sont racontés dans un langage fleuri et avec maints détails par Frois[181], qui demeure heureusement une source abondante de renseignements (dont certains lui furent sans doute fournis par Takayama Ukon). Mais le récit le plus intéressant et certainement le plus crédible des événements décisifs de mai 1583 se trouve dans une lettre écrite par Hideyoshi à Sakamoto au début de juillet en réponse à certaines questions de Kobayakawa, principal conseiller de la famille Môri, avec qui il avait parfois négocié. Sans mots superflus, il relate les principaux faits de la campagne et donne une description pittoresque, pour ne pas dire macabre, de la fin de Shibata Katsuie. Il termine sa lettre par un résumé de sa politique à venir.

Le ton de cette missive témoigne d'une grande confiance en soi. Le passage le plus frappant est peut-être celui où, parlant de la dernière phase de l'attaque contre le château de Shibata, Hideyoshi déclare : « J'ai compris que, si nous laissions Shibata reprendre son souffle, nous n'en finirions pas. J'ai pensé en moi-même : C'est le moment de décider qui gouvernera le Japon [" Nihon no osamuru mono wa kono toki ni sörö "], et donc que Chikuzen [c'est-à-dire Hideyoshi] ne commettrait pas d'erreur en envoyant des hommes mourir là au combat. Ainsi, je me suis décidé. »

Après la victoire de Shizugatake, Hideyoshi se trouva dans une position beaucoup plus sûre. A la fin de 1582, il avait reçu de l'empereur un modeste grade de cour, et maintenant, on suivait attentivement sa carrière. Un an d'effort lui avait permis de se rendre maître de trente provinces, alors qu'il avait fallu vingt ans à Nobunaga pour en soumettre vingt[182]. Il avait, assurément, des rivaux et des adversaires, mais dans l'immédiat, aucun n'était vraiment dangereux. Son premier soin fut de s'assurer l'appui de son parti, et là, il rencontra une difficulté du fait que son ancien compagnon d'armes Tokugawa Ieyasu se montrait mécontent. En 1584, leur mésentente s'était à ce point aggravée que, cédant aux pressions de Nobukatsu, deuxième fils de Nobunaga, Ieyasu prit les armes contre Hideyoshi et livra contre lui deux batailles dans l'Owari, à Komakiyama d'abord, puis à

Nagakute. Dans l’un et l’autre cas, Ieyasu remporta l’avantage, mais les deux hommes avaient trop de bon sens pour gaspiller leurs forces dans une vaine querelle, et la fierté de Hideyoshi n’ai interdisait pas la conciliation. Prudent, Ieyasu commença par refuser de répondre aux ouvertures de Hideyoshi ; mais pour finir, alors que les deux armées étaient face à face à se défier depuis plusieurs mois, il accepta de faire la paix. On était alors au début de 1585.

On aura remarqué que Ieyasu ne participa pas aux événements qui suivirent la mort de Nobunaga. Il n’était pas présent au conseil tenu par Hideyoshi à Kiyosu, et durant les années suivantes, il n’apparaît en scène que pour prendre les armes contre Hideyoshi en 1584. Son retrait par rapport aux problèmes d’importance nationale était délibéré. Il était à Sakai, à se promener et à partager avec son ami Anayama Baisetsu la cérémonie du thé et autres passe-temps, lorsque la nouvelle du meurtre de Nobunaga lui fut apportée en secret. Sans en rien dire, il quitta tranquillement Sakai de nuit avec une petite escorte et traversa rapidement l’Iga et l’Ise, alors infestées de bandits. Il eut la chance d’atteindre la côte sain et sauf, mais Baisetsu, qui le suivait, fut tué.

De l’Ise, il traversa la baie par bateau pour gagner le Mikawa, où il s’installa dans son château d’Okazaki. Il avait rassemblé ses troupes et s’apprêtait à rejoindre Kyoto quand Hideyoshi l’informa qu’il avait défait Akechi et que son aide n’était plus nécessaire. Bien qu’il sentît sans doute que Hideyoshi lui avait volé la victoire, il retourna promptement à ses affaires et s’occupa d’améliorer sa propre position à l’est de l’Owari, étendant notamment son influence à la province de Kai.

Une fois disparu le danger de rupture définitive avec Ieyasu, Hideyoshi put continuer à réaliser ses projets, qui étaient audacieux et de grande portée. L’une de ses premières mesures fut d’entreprendre la construction d’un grand château à Osaka, qui lui paraissait le meilleur site pour une forteresse commandant les abords de Kyoto. Son idée générale était de réduire le nombre des petits châteaux de l’ensemble du pays, et de ne garder que les forteresses des grands seigneurs territoriaux qui lui devaient leur pouvoir, enlevant ainsi à la petite noblesse rurale qui l’encombrait les bases d’où elle pouvait mener un mouvement subversif. Il fut aussi très attentif à la répartition des terres dont il récompensa ses généraux, veillant à ce qu’ils quittent leurs anciennes provinces pour s’installer dans des régions où ils

n’avaient aucune autorité traditionnelle. Ainsi, Ikeda Nobuteru, détenteur du château d’ösaka existant, céda-t-il celui-ci à Hideyoshi en échange de celui de Gifu.

La première allusion de Hideyoshi à cette politique de réduction du nombre des châteaux (« shirowari ») et de redistribution des fiefs (« kuniwake ») se situe dans un contexte surprenant. Elle se trouve dans une lettre qu’il écrivit à une certaine Mâ, fille de Maeda Toshiie, choisie pour devenir sa concubine lorsqu’elle serait nubile. Il lui dit qu’il étudie l’occupation des terres de la province d’Omi. Dès qu’il le pourra, il occupera et armera le château d’ösaka et détruira la plupart des châteaux de toutes les provinces, afin de prévenir les soulèvements et d’assurer la paix. Comme Mâ était alors dans sa treizième année, cette information était certainement destinée à son père, et envoyée à elle parce que Hideyoshi ne voulait pas alors faire de déclaration publique.

Gifu et Ogaki étaient pour lui de peu de valeur stratégique, car l’Omi était maintenant plus importante que l’Owari comme base de surveillance de la capitale, et Sakamoto remplissait assez bien cette fonction. Les travaux effectués au château d’ösaka commencèrent en automne 1583, à une époque où Hideyoshi était très occupé par certaines affaires militaires, mais où il trouva néanmoins le temps d’introduire des mesures administratives auxquelles il avait jadis soigneusement réfléchi. Sa première mesure, et sans doute aussi la plus importante, fut d’ordonner un recensement de toutes les terres cultivables du Japon.

Le cadastre de hideyoshi

Le système de tenure était au cœur même de l'économie nationale, et les guerriers, songeant à améliorer l'administration de leurs domaines, ne pouvaient manquer de s'y intéresser. Avant d'adopter une quelconque politique fiscale, il leur fallait apprendre quelles étaient l'étendue et la production de leurs terres. A cette fin, une étude précise s'imposait concernant la surface des champs, les produits cultivés et autres détails comme le mode de propriété et de tenure. Des études de ce genre avaient déjà été faites pour leur propre compte par Imagawa, Hôjô et autres seigneurs dès 1530 environ, et une enquête plus approfondie avait été entreprise par Nobunaga en 1580 pour la province de Yamato. Cette année-là, le *Tamon-in nikki,* journal d'une branche régionale du Kôfukuji de Nara, rapporte avec inquiétude la visite de deux généraux de Nobunaga, Akechi Mitsuhide et Takigawa Kazumasu, qui commandèrent une liste de toutes les terres provinciales de l'Église, de leur superficie, de leur production et de leurs propriétaires. Les moines travaillèrent des semaines durant avec acharnement, car presque toutes les terres du Yamato fournissaient depuis des siècles les revenus des monastères. Akechi et Takigawa séjournèrent plusieurs semaines dans les environs de Nara avec 10000 hommes à leurs ordres ; et, à la fin de l'année, les scribes notaient dans le journal du monastère que toute la province était en effervescence, que l'on n'avait jamais rien vu de tel, et que les tourments de l'enfer devaient ressembler aux souffrances que leurs frères et eux subissaient.

Mais les seigneurs du Yamato ne firent pas alors grand dommage. Ils dressèrent dûment leurs rapports – appelés *sashidashi,* « documents présentés » –, mais les droits fonciers, en particulier dans l'ancienne province du Yamato, étaient si divers et si imbriqués que les représentants de Nobunaga ne surent quelles mesures prendre ensuite et laissèrent tomber toute l'affaire.

L'étude de Hideyoshi fut beaucoup plus sérieuse. En 1582, aussitôt après le conseil de Kiyosu, il ordonna à tous les manoirs du Yamashiro d'envoyer des rapports, choisissant le Yamashiro comme le foyer même de ces grands seigneurs dont il souhaitait supprimer l'influence dans la capitale. Mais son plan ne s'arrêtait pas là. Il découvrit que de nombreux rapports fournis étaient imprécis, soit à dessein, soit par manque de données exactes, et

décida de faire une étude complète des terres de chaque province sous la surveillance de ses propres fonctionnaires. Elle devait débuter en 1583 dans la province d'Omi. Il est d'ailleurs typique de l'ampleur des activités de Hideyoshi que ce travail ait été entrepris à une époque où lui-même était occupé par des opérations militaires d'une importance vitale.

Le travail se poursuivit année après année jusqu'en 1598, où toutes les provinces avaient fait l'objet d'une étude, quoique incomplète. La méthode employée changea en fonction de l'expérience acquise, mais elle consista en gros à relever dans chaque localité la dimension et le rendement de toutes les rizières. La méthode ne trouva sa forme définitive qu'en 1594. La surface était calculée au moyen d'une baguette d'environ deux mètres (« shaku »), la plus petite unité de surface correspondant au quart de cette longueur. Sur la base de cette mesure, le rendement était calculé selon une quantité donnée de riz non décortiqué produit par une unité de surface, en tenant compte de certaines différences de sol et d'autres variables.

La classification des terres (rizières) décidée à cette occasion était la suivante (abstraction faite des subdivisions observées au sein d'une catégorie en fonction de la qualité) : champs de première catégorie, 1,5 koku (7,5 boisseaux) par unité de surface ; champs de deuxième catégorie, 1,3 koku ; champs de troisième catégorie, 1,1 koku. La tendance voulait en général qu'on accrût le fardeau du cultivateur, mais les arpenteurs prenaient d'ordinaire en considération des données telles que la distance sur laquelle le riz devait être transporté, les difficultés locales de culture dues à la topographie des lieux ou autres causes, les différences de sol et l'entretien des canaux d'irrigation. Ces études se faisaient habituellement par village, mais il arrivait également qu'elles portent sur un groupe de hameaux.

De ce fait, l'étude dans son ensemble ne pouvait pas manquer d'être bénéfique en ce sens qu'elle mettait de l'ordre dans le fouillis de droits, d'obligations et de coutumes qui constituaient le *shôen*, et définissait en termes précis le statut du cultivateur. Mais un tel avantage n'apparaît que si l'on sait prendre du recul, ce qui n'est pas la spécialité des propriétaires ni des paysans.

Dans la pratique, toute l'entreprise ne fut ainsi qu'une longue histoire d'obstruction, de tricheries et de pots-de-vin de la part de la population rurale, du petit propriétaire au fermier prospère. Hideyoshi et ses conseillers en furent d'ailleurs partiellement responsables, car leur première initiative

au moment de fixer les critères de mesure fut de réduire l'unité de surface sans changer le taux d'impôt, de sorte que, en fait, le gouvernement augmenta les charges fiscales d'un cinquième. Il y eut à cette perte certaines compensations, car sous la stricte autorité de Hideyoshi la sécurité générale de la vie rurale s'améliora ; mais les contribuables n'y trouvèrent guère de réconfort.

Le fait est que le paysan japonais du xvie siècle ne désirait aucun changement, car il n'avait jamais été aussi prospère. Pour lui, une étude cadastrale ne pouvait être qu'une menace, car elle révélerait la surface exacte de ses terres, qu'il avait de tout temps cachée, et le montant des impôts qu'il n'avait pas payés grâce à de fausses déclarations. Ainsi, l'opposition que suscita l'étude fut parfois virulente. Comme exemple extrême des pratiques auxquelles elle donna lieu, on peut citer le cas d'un chef de village qui cacha le rapport établi par les arpenteurs et lui en substitua un qu'il avait dressé à son avantage. D'autres objecteurs s'enfuirent sans acquitter d'impôts et refusèrent de revenir.

Mais à la longue, ces subterfuges demeurèrent sans effet, car le but essentiel de Hideyoshi était de faire du véritable cultivateur l'occupant permanent de sa terre et le seul responsable des impôts à payer sur son produit. Il s'agissait pour lui d'imposer à l'ensemble du pays un système unifié de tenure et d'impôt foncier, et c'est un tel système que ses fonctionnaires entreprirent de mettre en vigueur. Dans la pratique, ils firent toutefois preuve de prudence et appliquèrent les nouvelles règles en tenant compte des circonstances locales. Dans les régions arriérées, on ne pouvait se fier aux paysans, trop ignorants et mal organisés.

Dans les provinces du Centre, les paysans plus avancés opposèrent une telle résistance que les arpenteurs se limitèrent parfois à effectuer leurs mesures sans tenter réellement de faire appliquer les règles. L'objectif principal de la politique foncière de Hideyoshi fut atteint quand le véritable cultivateur, et nul autre, devint responsable de l'impôt sur le rendement d'une surface déterminée de terre inscrite à son nom. Par cette seule mesure, il mit sous son contrôle l'agriculture du pays entier, créa une nouvelle classe de paysans jouissant des mêmes droits et devant s'acquitter des mêmes devoirs, et réduisit, voire supprima, l'indépendance de la petite noblesse rurale. Le droit du cultivateur était unitaire et ne pouvait se diviser ni se partager avec d'autres.

Le résultat global de cette politique fut de transformer une foule de paysans semi-indépendants en petits fermiers autonomes. Les fermiers les plus riches tentèrent de contourner ces règles en passant des accords privés avec les petits cultivateurs, et ils obtinrent là un succès appréciable. Mais rien ne put empêcher Hideyoshi d'atteindre l'objectif principal que visait cette étude, et qui consistait à placer sous sa coupe la population paysanne (les huit dixièmes de la population totale du Japon), à l'attacher au sol, et à ne laisser aux petits producteurs, une fois leurs impôts acquittés, guère plus que ce qu'il leur fallait pour vivre.

La férocité des édits de Hideyoshi témoigne à la fois de la difficulté qu'il y a à changer les habitudes des paysans et des mesures rigoureuses auxquelles furent obligés de recourir les officiers chargés de son étude. En 1584, Hideyoshi menaça de crucifier les hommes, les femmes et les enfants des villages où de faux rapports étaient dressés. Peut-être cette menace n'était-elle pas sérieuse ; mais en 1590, il donna à Asano Nagamasa, responsable des relevés des provinces de Dewa et Mutsu, des instructions (dont le texte existe) lui ordonnant de faire clairement comprendre à la noblesse rurale comme aux paysans que si un propriétaire quel qu'il soit s'opposait au contrôle de ses terres, lui et les siens seraient exécutés ; et que si les paysans rechignaient, ils seraient passés au fil de l'épée. L'étude ne devait rien omettre ; elle devait se poursuivre « jusque dans les recoins des montagnes, et, en mer, aussi loin que les rames peuvent porter[183] ».

Quoique le nouveau système de tenure fût pesant à bien des égards, il présentait certains avantages pour les paysans. Désormais, ils n'avaient plus qu'un maître, et, bien qu'à proprement parler ils ne fussent pas les propriétaires mais les tenanciers permanents de leurs terres, ils ne pouvaient être inquiétés et savaient exactement quels impôts ils avaient à payer. Il leur fallait verser un pourcentage déterminé de leurs récoltes. Ce pourcentage varia selon le moment ou l'endroit, mais le taux de base fut fixé en 1586 par Hideyoshi à « deux peur le prince et un pour le peuple » (« nikô ichimin »). En pratique, et compte tenu de l'effet sur les récoltes des conditions météorologiques et autres, la moyenne fut de quatre pour le prince et six pour le peuple (« shikô rokumin »). Étant donné qu'il n'y avait aucun autre impôt, une proportion de cinq pour cinq n'était pas excessive, même si la tendance générale était de réduire la part du paysan.

En 1598 – année de la mort de Hideyoshi –, le cadastre avait couvert toutes les provinces. Une liste complète (agrémentée de cartes) de toutes les terres cultivables d'pays avait été dressée à trois exemplaires, un pour l'empereur, un pour Hideyoshi, et un qui devait être distribué par fragments aux seigneurs concernés. Par la suite, les transactions foncières furent enregistrées non pas en termes de surface mais de rendement, d'après le nombre de *koku* auquel le registre estimait la terre en question. Ainsi, quand Hideyoshi ou l'un de ses successeurs octroyait un domaine à un vassal, sa valeur était définie en koku, et le revenu d'un daimyô d'alors, calculé en *koku*, pouvait varier entre 10000 (chiffre minimal) et 1000000 (comme pour la famille Maeda et une poignée d'autres). Lorsque, en 1591, Hideyoshi accepta la soumission de Môri Terumoto, il lui remit un certificat avec une liste des provinces qu'il lui octroyait et une copie du registre foncier attestant un revenu total de 1205000 *koku*. La liste comprenait sept provinces de l'ouest de la principale île plus certaines régions de deux autres. En échange, Môri jurait fidélité à Hideyoshi, lui promettant une aide qui, en cas de besoin, pouvait représenter environ les deux tiers de son revenu total. En termes militaires, ce montant devait suffire à lever et à équiper un contingent de 50000 hommes pour l'expédition contre la Corée[184].

C'est ainsi que les différents daimyô se soumirent à Hideyoshi, inaugurant un vasselage qui formerait le nouveau féodalisme du XVIIe siècle.

Les problêmes militaires de hideyoshi : le kytjsho

Tandis que progressait le grand recensement foncier, Hideyoshi travaillait d’arrache-pied à sa politique militaire, qui, bien sûr, visait à mettre le Japon entier sous son autorité. Il lui restait à s’assurer le Kyüshü, le Shikoku et les provinces du Kantö gouvernées par la famille Höjö, dont la base se trouvait à Odawara. Mais il pouvait se permettre de prendre ces fragments, sa position centrale étant pratiquement invulnérable.

Sa première tâche fut de parachever l’assujettissement des provinces de Kii et d’Izumi, qui comptaient encore certains éléments insoumis. Il s’en débarrassa en 1585, où il détruisit les monastères de Negoro et de Kogawa, dans le Kii, et s’assura la soumission du Kôyasan. Il punit enfin l’établissement de Saiga, qui s’était ligué avec le Honganji contre Nobunaga. Puis il entreprit de soumettre le Shikoku, ce qui n’était pas une tâche difficile ; et il aurait bien pu s’en tenir là, car il était désormais sans rival sur tout le territoire situé à l’ouest de la ligne Owari-Mino-Hida-Etchü, y compris les terres des Môri au Chöshü (Nagato).

Cependant, alors que Hideyoshi s’occupait de pacifier la province de Kii et l’île de Shikoku, Shimazu, du Satsuma, étendait son influence au Kyüshü. En 1584, ötomo et Ryüzöji avaient fait appel à l’aide de Hideyoshi contre Shimazu. Sur le moment, Hideyoshi ne put y répondre, mais en 1585, peu après avoir été nommé *kampaku*, il tenta de faire pression sur Shimazu en lui ordonnant au nom de l’empereur de faire la paix avec ötomo. Shimazu, dont les ancêtres étaient de grands guerriers à l’époque de Yoritomo déjà, réagit en riant à l’idée que Hideyoshi, un arriviste, ait pu être nommé aux hautes fonctions de *kampaku*, et déclara que Sa Majesté avait dû faire un choix irréfléchi [185].

Mais il était non moins irréfléchi de résister à Hideyoshi, qui prit sur-le-champ les mesures nécessaires pour équiper une grande armée en vue d’une campagne contre Shimazu. Une telle expédition ne pouvait qu’être très coûteuse, et Hideyoshi dut lever des fonds auprès des marchands de Sakai, Hakata et autres centres de commerce. Il obtint une prompte réponse de certains des plus riches, qui voyaient d’un bon œil la perspective de nouveaux marchés dans l’ouest du Japon, puis, peut-être, sur le continent.

Tandis que des préparatifs s'effectuaient sans hâte, la puissance offensive de Shimazu augmentait rapidement, et ötomo suppliait Hideyoshi d'agir sans tarder. En avril 1586, il alla le trouver dans son château d'ösaka, où il fut bien reçu et participa à une cérémonie du thé organisée par le grand maître Sen no Rikyù. Il expliqua la situation à Hideyoshi, qui l'assura que si Shimazu s'obstinait, une grande expédition serait envoyée contre lui.

Hideyoshi savait évidemment ce qui se passait au Kyüshü, où il avait depuis un certain temps déjà des agents de renseignements. Il était au courant de la guerre constante que s'y livraient les trois plus grandes familles de l'île, soit les Shimazu, les Ryüzöji et les Otomo, et les récentes déprédations des Shimazu lui étaient parfaitement connues. Au début de 1587, Shimazu Yoshihisa, alors chef du clan, lui adressa une lettre où il justifiait sa conduite en affirmant qu'il avait pris les armes pour se défendre. Hideyoshi ne se laissa pas convaincre par ces excuses. Quelques mois plus tôt, il avait publié des ordres de mobilisation à l'intention de ses propres troupes, et, en février, ceux-ci furent envoyés à trente-sept provinces, avec pour instructions que leurs armées se mettent en route pour le Kyüshü, où des rebelles devaient être ramenés à l'ordre.

L'effectif total de l'armée était impressionnant, comptant, dit-on, plus de 200000 hommes. On emmena de quoi en nourrir 300000, et le nombre des chevaux de bât s'élevait à 20000[186]. L'avant-garde devait partir immédiatement, et Hideyoshi en avril. Placée sous les ordres de Hidenaga, demi-frère de Hideyoshi, l'avant-garde partit comme prévu au début de mars, progressant en partie par terre et en partie par mer. Hideyoshi lui-même quitta Osaka le 8 avril et conduisit le gros de son armée le long du rivage de la mer Intérieure, s'arrêtant en route à Itsukushima pour y honorer la déesse Benten, et arrivant à Shimonoseki à la fin du mois. Il franchit ensuite le détroit et traversa le Chikuzen et le Chikugo pour aller affronter dans le Higo les troupes du Satsuma. Cependant, Hidenaga avait déjà été rejoint par Kobayakawa et Kikkawa, envoyés par Môri au secours d' Otomo à la demande de Hideyoshi. Du Bungo, Hidenaga passa dans le Hyüga, repoussant devant lui les troupes du Satsuma.

Celles-ci, quoique combattant avec grand courage, n'avaient ni la discipline ni l'art de manœuvrer des troupes d'élite de Hideyoshi, et elles n'étaient pas équipées d'armes à feu. Elles reculaient sans cesse. Après une campagne compliquée et difficile, la pression combinée de Hideyoshi et de

Hidenaga se révéla enfin irrésistible, et les armées du Satsuma furent contraintes de céder. A la fin de mai, Hideyoshi avait rejoint Yatsushiro et se trouvait désormais plus près de Kagoshima que du détroit de Shimonoseki. Les seigneurs guerriers des îles – Matsuura, Arima, Gotö et autres – vinrent s'y soumettre à lui, regroupant leurs navires au large et battant pavillon pour montrer qu'ils étaient disposés à se joindre à l'expédition contre le Satsuma. Hidenaga était prêt à avancer, et Hideyoshi envahit la province jusqu'à la rive nord du Sendai, où, le 6 juin, fut livrée une bataille désespérée. Attaquées de toutes parts, les troupes du Satsuma furent mises en déroute et s'enfuirent.

Une semaine plus tard, un envoyé de Shimazu arriva au camp de Hideyoshi pour demander une trêve, laquelle fut accordée. L'envoyé était un homme de la famille Ijüin, grand vassal de la maison de Shimazu, qui s'était rasé la tête pour entrer dans les ordres et se présenta à Hideyoshi en vêtements de moine.

Alors que, dans des circonstances similaires, Nobunaga eût été prêt à massacrer tous ses captifs, Hideyoshi fit alors preuve sinon de magnanimité, du moins de ce sens politique aigu qui le met à part des autres grands guerriers de son temps. Il pouvait se permettre de se montrer clément, car la supériorité de ses forces était écrasante : outre ses troupes (qui, avec celles de Ryûzôji, comptaient près de 200000 hommes), il avait à disposition les 70000 hommes de Hidenaga, le contingent de Môri et ceux de nombreux guerriers locaux maltraités par les chefs du Satsuma et leurs partisans. De plus, alors que cette immense armée approchait de Kagoshima (la capitale du Satsuma) depuis le nord, une grande flotte remontait le golfe pour attaquer la ville au sud.

Mais Hideyoshi ne donna pas l'ordre d'attaquer. Il comprit clairement qu'il n'obtiendrait rien de bon en massacrant des milliers d'hommes et en laissant aux survivants un héritage de haine. Il traita courtoisement Iehisa, fils de Yoshihisa, et lui suggéra d'aller à Kagoshima persuader son père et son frère Yoshihiro de se rendre. Iehisa partit, mais il revint bientôt annoncer que sa mission avait échoué. En sa présence, les généraux de Hideyoshi réclamèrent alors à grands cris (dans des discours peut-être préparés à l'avance pour impressionner Iehisa) qu'une attaque finale soit lancée contre le Satsuma, dont la province ne se relèverait pas. Mais Hideyoshi répéta qu'il ne voulait pas prendre de mesures extrêmes. Il

souhaitait au contraire une solution pacifique, et il s'en pourrait trouver une qui soit à l'avantage du Satsuma pourvu que Shimazu se rende ; car il avait, dit-il, toute confiance dans le clan, sachant qu'une fois qu'il aurait fait sa soumission il ne reviendrait pas sur sa parole. Yoshihisa se laissa convaincre et se rendit comme otage au camp de Hideyoshi cependant que Yoshihiro et Iehisa acceptaient avec reconnaissance le généreux traité qui leur était offert.

Aux termes de celui-ci, la famille Shimazu conservait l'ensemble du Satsuma et de l'Osumi ainsi que la moitié sud du Hyûga. L'autorité du clan se limitait à ces provinces, le reste du Kyüshü étant placé sous le gouvernement de trois des meilleurs commandants de Hideyoshi : Katô, Konishi et Kuroda. Les Otomo et les Ryüzöji étaient confirmés dans leurs possessions, et la famille Môri recevait en récompense de vastes fiefs dans le nord du Kyüshü, tandis que le Chikuzen était offert aux Kobayakawa.

Le retour triomphal de Hideyoshi fut impressionnant. Le 12 juillet, il arriva à Hakata, où il demeura quelques jours. Il installa son quartier général au sanctuaire de Hachiman de Hakozaki, tandis que ses commandants campaient à Hakozaki, Sumiyoshi, Tatara et autres lieux, dans un rayon de quelque quatre-vingts kilomètres. Sa flotte s'ancra dans la baie de Hakata, d'innombrables flammes flottant dans la brise. Dans une pinède poussant sur le rivage, le maître Sen no Rikyü prépara un thé parfumé. Hideyoshi donna des ordres pour la reconstruction de la ville de Hakata, ruinée lors des combats des Ryüzöji et des Otomo, puis, le 4 août, il s'embarqua à Kokura pour Shimonoseki. De là, il gagna par terre Itsukushima, où il rendit hommage aux dieux et leur offrit un spectacle de danses sacrées. Il reprit ensuite un navire à destination d'Osaka pour y recevoir les félicitations du Trône et l'accueil enthousiaste d'une foule de courtisans, de fonctionnaires, de moines et de citoyens anonymes.

Une lettre adressée du Kyüshü à sa femme, alors au château d'Osaka, témoigne de la calme confiance dont il fit preuve au cours de cette grande entreprise. En août 1586, il avait écrit à Otomo Sôrin pour l'informer de son intention d'attaquer Shimazu et lui suggérer certaines mesures d'entente à prendre avec Môri. Il avait déjà décidé de son plan de campagne. Moins d'une année plus tard, c'est-à-dire en juillet 1587, il écrivait à sa femme pour lui dire qu'il avait défait son ennemi et quitté le Satsuma pour le Higo. Elle ne devait pas s'inquiéter, poursuivait-il, car il serait à Hakata au

commencement du mois suivant et aurait ainsi couvert plus de la moitié de la distance qui le séparait d’Osaka. La première semaine d’août, il serait de retour chez lui. Ensuite, il lui parlait de ses intentions : « Je m’occupe de faire venir au camp des otages d’Iki et de Tsushima. J’ai en outre envoyé un bateau rapide en Kôrai [Corée], ordonnant que des représentants viennent apporter sa soumission à l’empereur. J’ai dit que, s’ils n’envoyaient personne, je les punirais l’an prochain. Et je prendrai aussi la Chine. »

Il terminait sa lettre en avouant à son épouse qu’il avait un peu peur de ce qu’elle penserait de lui à son retour. Il montrait des signes d’âge – il avait alors cinquante et un ans – et avait des cheveux gris qu’il ne pouvait plus arracher. Dans une lettre ultérieure, il racontait quelles conditions il avait imposées au Satsuma et donnait les noms des otages, dont tous les chefs du Shimazu faisaient partie à part Yoshihisa, qui devait envoyer sa fille unique, âgée de quatorze ans, vivre dans la capitale.

On a conservé un grand nombre de notes et de lettres de Hideyoshi, dont une vingtaine ou davantage contiennent de précieux renseignements historiques. Leur plus grand intérêt réside toutefois dans les informations qu’elles nous donnent sur son caractère. En cela, elles sont exceptionnelles, car d’ordinaire la correspondance japonaise privée est très discrète et ne dit rien des sentiments intimes.

Hideyoshi était le n d’être un ignorant, mais son éducation demeurait imparfaite du fait des circonstances dans lesquelles il avait été élevé. La plupart de ses lettres sont écrites en kana, mais il choisit ses mots avec justesse et s’exprime clairement dans un style familier. Ses lettres à son épouse et à sa mère révèlent un personnage plein de tendresse et d’affection, et dans celles qu’il adresse à ses collègues et à ses inférieurs, il ne s’épargne aucune peine pour expliquer son attitude et tenter de comprendre la leur. Parmi ses lettres les plus connues figurent celle à sa femme mentionnée plus haut, le long mémoire où il raconte à l’intention de Kobayakawa la bataille de Shizu-gatake et ses suites, et les missives qu’il écrivit durant le siège du château d’Odawara. Mais toutes méritent une étude attentive.

LES PROBLÊMES MILITAIRES DE HIDEYOSHI : LE KANTO

Shimazu évincé, il ne restait pas de sérieuse menace au dessein d'unification de Hideyoshi. Il est vrai que la famille Hôjô gouvernait toujours le Kantô de sa base d'Odawara, mais elle ne menaçait pas vraiment Hideyoshi, et pour voisin elle avait à l'ouest le puissant Ieyasu. Dans le Nord, il se trouvait plusieurs familles guerrières susceptibles de devenir un jour une source d'ennuis, mais pour l'instant il n'était pas besoin de s'occuper d'elles.

S'il y avait une faiblesse dans la position de Hideyoshi, c'était l'influence de Ieyasu sur la côte orientale, notamment dans le Mikawa, le Tötömi et le Suruga (et plus tard le Kai et le Shinano), influence qu'il cultivait avec patience depuis quelques années. Les batailles de Komakiyama et de Nagakute, sans être décisives, montraient du moins que Ieyasu se considérait comme l'égal de Hideyoshi. Leur accord de paix lui était légèrement favorable, car il stipulait que l'Omandokoro (la mère de Hideyoshi) devait rester en tant qu'otage avec Ieyasu, qui devait épouser une sœur cadette de Hideyoshi. Cependant, les succès de ce dernier joints à sa rapide ascension lui conféraient un avantage considérable, car comme régent et chancelier il avait presque sur Ieyasu la supériorité d'un suzerain sur un vassal. Heureusement, ni l'un ni l'autre ne profitaient de la situation. Ieyasu ne montrait aucun signe de mécontentement, et Hideyoshi le traitait avec une considération particulière.

La participation de Ieyasu à l'expédition du Kyüshü n'avait pas été demandée, car il entrait dans ses devoirs de surveiller la famille Höjö, et sans doute était-il ravi que lui soit épargnée la dépense d'envoyer depuis l'Est une armée au Kyüshü. Mais en 1590 l'attendait un autre devoir, probablement tout aussi pénible : participer à la réduction de l'Izu et des huit provinces orientales.

Cette vaste région extrêmement fertile – elle comprenait la grande plaine alluviale du Kantö – était bien protégée contre une éventuelle attaque du fait qu'elle était située derrière une barrière de montagnes. Peu après son retour du Kyüshü, Hideyoshi avait fait des ouvertures de paix à Höjö Ujimasa, mais celui-ci y avait répondu par des messages pleins de méfiance. Il en

était ainsi venu à envisager de mener dans l’Est une campagne de la même envergure que l’invasion du Kyüshü. Ici, la position de Ieyasu était quelque peu ambiguë, car son fief se trouvait entre Hideyoshi et le Kantö, et Ujinao, le fils d’Ujimasa, était son beau-fils. N’ayant pas réussi à obtenir un compromis qui convînt aux Höjö comme à Hideyoshi, on le considérait de part et d’autre d’un œil méfiant, et pour éviter le mécontentement de Hideyoshi, il se sentit donc obligé de prendre part à la campagne avec une vigueur exceptionnelle.

Kanemi, un contemporain familier de la cour, raconte dans son journal qu’un soir de décembre 1589 il reçut l’ordre de se rendre au palais de Hideyoshi. Un conseil s’y tenait pour discuter des mesures à prendre contre Höjö Ujimasa, qui avait trahi sa promesse d’aller se soumettre à Kyoto. Hideyoshi était furieux, et il fut décidé qu’Ujimasa devait être puni. Tard dans la soirée, on rédigea le texte d’un message aux Höjö dont le brouillon a été conservé. Il énumère les efforts tentés par Hideyoshi pour parvenir à un accord et dresse une liste assez complaisante de ses propres vertus. Il se termine en disant que, à la lumière du refus des Höjö d’obéir aux ordres du ciel, Ujimasa doit être anéanti[187].

Aussitôt après avoir envoyé cet ultimatum, Hideyoshi ordonna la mobilisation d’une vaste armée, qui dépassait probablement 200000 hommes. Durant l’été 1587, les chefs Höjö avaient levé tous les hommes qu’ils pouvaient, y compris ceux qui étaient au service des monastères et sanctuaires. Mais leurs effectifs demeuraient limités et comprenaient une forte proportion de guerriers à l’ancienne mode qui ne pouvaient rivaliser avec les professionnels de Hideyoshi. Il est douteux que les Höjö soient parvenus à rassembler 50000 combattants d’élite.

La grande armée de Hideyoshi se mit en route au début d’avril 1590. L’événement est décrit dans le journal de Kanemi. L’empereur et la cour assistèrent au départ de la division d’Asano, spectacle particulièrement brillant. Asano et son fils descendirent de cheval pour montrer la route à leurs hommes. Deux détachements se succédèrent, l’un de 1500 et l’autre de 3000 cavaliers. Puis vint le tour de la division d’Ukita, que d’autres suivirent le jour même et le lendemain. Des milliers et des milliers de spectateurs s’étaient rassemblés dans les rues. Le 5 avril, jour du départ de Hideyoshi, le temps était beau. Ayant rendu ses devoirs au Palais, Hideyoshi se mit en route vers dix heures du matin. Jamais on n’avait vu

pareil déploiement d’armes et d’armures. Il y avait des chevaux de bât chargés d’or et d’argent, et des palefreniers conduisaient par la bride des montures de réserve couvertes de brocarts. La langue ni la plume ne pouvaient décrire ces merveilles. Les hommes, dit-on, étaient au nombre de 20000[188]. La veille, Hideyoshi avait organisé une réunion de vers liés.

Avant de partir, il avait donné des ordres à Ieyasu, qui devait suivre le Tôkaidô, et à Sanada Masayuki, maître du château de Numata, qui devait traverser le pays par la route centrale (Nakasendô). Le col de Hakone, par où Ieyasu et Hideyoshi approcheraient Odawara, présentait des difficultés pour le commandement d’une grande armée, et notamment pour le transport d’une quantité énorme de vivres et de matériel.

Hideyoshi n’avait pas l’intention de gaspiller des hommes en lançant des assauts directs contre Odawara. Contrairement à Nobunaga, et comme le montrent les sièges de Takamatsu et d’autres châteaux solidement défendus, il préférait toujours choisir une stratégie qui limitait les pertes. Il était donc prêt à demeurer longtemps devant Odawara, et, sachant qu’il ne pouvait compter que le ravitaillement dont il avait besoin soit acheminé par les cols, il mit en place un système complexe de transport par mer. Une nombreuse flotte de navires, *c (*: tains chargés de troupes et d’autres de provisions, lui fut fournie par les Môri et par les Otomo ainsi que par les pirates placés sous leur autorité. Les Höjö aussi avaient des bateaux patrouillant au large de l’Izu, mais ils ne pouvaient pas rivaliser avec la flotte adverse, armée de milliers de mousquets et de canons.

La détermination de Hideyoshi à réduire Odawara par la faim et la soif est attestée par l’ampleur des mesures qu’il prit en vue du transport et de l’entreposage des vivres et du matériel nécessaires. Sa prodigalité habituelle confina ici à l’extravagance. Son principal officier de ravitaillement entreposa dans le Shimazu 200000 *koku* de riz, acheté à prix d’or, et de grandes quantités de millet et de fourrage. Il fit construire à Ejiri une longue rangée d’entrepôts, et il compléta sa flotte en se procurant à Ominato plusieurs centaines de péniches.

Sa stratégie est d’ailleurs décrite dans une lettre à sa femme datée du 16 mai 1590. Il y dit que l’ennemi se trouve désormais pris comme un oiseau en cage. Lui-même ne court aucun danger, elle peut être tranquille. Il a hâte de voir son fils nouveau-né (Tsurumatsu, l’enfant de sa favorite Yodogimi),

mais il doit se résoudre à rester au front jusqu'au moment où il aura atteint son but, c'est-à-dire rétabli la paix dans l'empire (« tenka odayaka ni môshi-tsuku beshi »).

Il est prêt à soutenir un long siège. Un double fossé entoure l'ennemi ; personne ne pourra s'échapper. Une fois que la famine aura contraint Odawara à se rendre, il sera le maître de toute la région allant du Mutsu au nord du Japon, soit un tiers du pays. Il a plus d'or et de provisions qu'il n'en faut, et il espère pouvoir revenir en visite avant la fin de l'année. En attendant, il prie sa femme de lui envoyer à Odawara sa favorite Yodogimi.

Sorti de son sens de la famille, qui était très puissant, Hideyoshi savait que l'inactivité d'un long siège était une source de danger, des guerriers oisifs et impétueux étant susceptibles de se battre entre eux et d'oublier la discipline. Il décida donc de rendre leur séjour au camp aussi agréable que possible. Il fit venir leurs femmes et, pour plaire à celles-ci, des marchands de toutes les régions du pays avec toutes sortes de choses à vendre. Pour tromper l'ennui, des musiciens et des danseurs furent amenés de la capitale, ainsi que de nombreuses courtisanes. Des filles de la région vinrent compléter ce petit monde, auquel furent offerts des appartements confortables.

Les chefs Hôjô avaient d'abord pensé se battre en rase campagne, en utilisant le réseau de châteaux construits depuis Sôun ; mais avant l'arrivée de Hideyoshi, ils avaient tenu un conseil de guerre et s'étaient décidés en faveur du siège. Grâce à cela, les généraux de Hideyoshi avaient pu s'emparer sans peine des plus importantes citadelles et provoquer ainsi la ruine totale de la famille Hôjô. Il ne se passa pas longtemps avant que les défenses d'Odawara commencent à faiblir, en partie du fait de la pression des assiégeants, mais également par suite d'une faiblesse interne. En effet, la trahison s'était glissée au sein de la forteresse, Hideyoshi ayant acheté l'un des principaux conseillers d'Ujimasa.

Bien que Hideyoshi se fût préparé pour un siège beaucoup plus long, les défenseurs perdirent probablement espoir lorsqu'ils découvrirent que leurs forteresses avaient été prises et que certains de leurs guerriers s'étaient rendus. Le 4 août, Ujimasa offrit de se soumettre sans condition, et Hideyoshi entra quelques jours plus tard dans Odawara. Il exigea le suicide d'Ujimasa et de son frère Ujiteru, mais Ujinao fut épargné en tant que beau-fils de Ieyasu. Ujinao avait offert de se suicider au nom des autres, mais

(selon des lettres de l’époque) Hideyoshi refusa d’accepter ce sacrifice, insistant sur « la loi » qui condamnait Ujimasa et autres. Dans une lettre écrite peu après la reddition, Hideyoshi annonçait à sa femme que les têtes d’Ujimasa et d’Ujiteru avaient été envoyées à Kyoto pour y être exposées. Ujinao fut envoyé au Kôyasan, et il reçut plus tard un modeste fief de quelques milliers de *koku.* Ujinori (lui aussi frère d’Ujimasa), qui avait tenu le château de Nirayama, fut généreusement traité par Hideyoshi, qui lui offrit un petit fief.

La route était désormais libre vers les provinces du Nord, où il ne se trouvait guère plus qu’une douzaine de barons, dont aucun n’avait une réelle puissance excepté Date, qui étendait graduellement son influence. Hideyoshi l’envoya chercher et le réprimanda, mais il lui laissa ses domaines à condition qu’il se soumît au *kampaku.* A la fin de 1590, Hideyoshi était maître de l’ensemble du pays, comme il l’avait prédit. Militairement parlant, l’unification était terminée, et Hideyoshi put se consacrer à la réalisation de ses pro-jets d’unité politique et économique. La manière dont il traita le Dewa et le Mutsu illustre bien sa façon de procéder. Aussitôt que Date et les autres barons du Nord se furent soumis à lui, il donna l’ordre que le relevé foncier fût exécuté sans tarder dans les deux régions.

Il avait déjà commencé à s’intéresser aux problèmes administratifs, mais certaines questions militaires restaient à régler. Il lui fallait penser à la sécurité à venir de l’Est et du Nord. Certains ajustements territoriaux devaient être faits, et des opérations de « nettoyage » étaient souhaitables dans le Nord-Ouest. Gamô Ujisato, l’un de ses plus grands généraux, reçut de vastes territoires dans l’Aizu, région isolée d’où il avait la possibilité de surveiller Uesugi et les provinces voisines du Kantô.

Surtout, il lui restait à disposer des huit provinces mêmes du Kantô. Il avait déjà décidé de ce qu’il en ferait pendant le siège d’Odawara. Il souhaitait que Ieyasu les accepte en échange de ses anciens domaines. Ieyasu tomba d’accord, et, le 1er septembre, il prit possession du château d’Edo. Ses anciennes provinces furent partagées entre de fidèles vassaux de Hideyoshi. L’arrangement était satisfaisant pour tous, Hideyoshi étant ravi de l’éloignement de Ieyasu, et Ieyasu étant ravi d’être le maître des provinces natales des fiers guerriers de l’Est, les bushi du Kantô. La situation quelque peu isolée des provinces du Kantô n’allait pas sans

désagréments, mais elles avaient été bien gouvernées par la famille Hôjô, qui s'était occupée du développement industriel et agricole de la plaine du Kantô, de loin le plus vaste des bassins alluviaux du Japon[189].

Il convient de formuler ici en termes politiques le résultat des succès militaires de Hideyoshi. De façon générale, on peut dire qu'ils ramenèrent l'ordre après la longue période de troubles engendrée par la guerre entre les cours du Nord et du Sud. Au cours de cette période, les gouverneurs provinciaux devinrent des chefs de clans guerriers indépendants, qui reconnaissaient d'ordinaire l'un des leurs comme suzerain, mais ne se soumettaient à ses ordres qu'avec réticence. Durant quelque temps, les shogun Ashikaga avaient exercé cette suzeraineté, mais de façon imparfaite et de moins en moins convaincante, et tandis que leur autorité s'affaiblissait, le pays fut victime d'une succession de guerres civiles désespérées et indécises. Ce n'est qu'à la fin du xvie siècle que Nobunaga puis Hideyoshi parvinrent à mettre fin à l'anarchie qui prévalait. Hideyoshi sut réaliser par les armes et par une organisation soigneusement réfléchie ce qu'aucun des shogun Ashikaga n'avait réussi, la restauration d'un système féodal de gouvernement et d'une stricte discipline féodale.

Les barons les plus récalcitrants se soumirent à lui et devinrent ses vassaux. Il les confirma dans leurs fiefs et les laissa jouir de leurs revenus. Dans les dernières années du xvi« siècle, il avait mis en place une nouvelle hiérarchie féodale, plus stable et strictement organisée que le système développé par Yoritomo qui avait commencé à se délabrer peu après les invasions mongoles. Le processus devait être achevé par Ieyasu, mais il n'aurait pu voir le jour sans les succès militaires de Nobunaga et de Hideyoshi, et ces succès n'auraient pas davantage pu être remportés sans leur habileté militaire, ni sans (pourrait-on ajouter) les armes à feu, introduites au Japon à cette période critique de son histoire.

Chronologie de l'époque de Toyotomi Hideyoshi et de Tokugawa Ieyasu

1582 Mort d'Oda Nobunaga. Akechi défait par Hideyoshi à Yamazaki.

1583 Victoire de Hideyoshi à Shizugatake. Début du recensement foncier.

1584 Hideyoshi et Ieyasu en lutte dans l'Owari. Arrivée d'un galion espagnol à Hirado.

1585 Hideyoshi devient régent. Soumission du Shikoku et des provinces du Nord.

1586 Hideyoshi devient chancelier.

1587 Soumission du Kyüshü. Divertissement de l’empereur au Jürakudai (« Maison du Plaisir »). Édit de Hideyoshi expulsant les jésuites.

1588 « Chasse à l’épée » de Hideyoshi.

1590 Achèvement du château d’Osaka. Chute d’Odawara. Ieyasu inféodé dans le Kantô.

1592 Hideyoshi se démet de ses fonctions de *kampaku* en faveur de Hide-tsugu. Invasion de la Corée.

1593 Arrivée d’ambassadeurs Ming au Japon pour négocier le retrait de Corée. Naissance de Hideyori. Arrivée des franciscains.

1594 Achèvement du palais de Fushimi.

1595 Suicide de Hidetsugu. Persécution de sa famille par Hideyoshi.

1596 Hideyori devient régent.

1597 Deuxième invasion de la Corée. Première persécution des chrétiens.

1598 Achèvement du recensement foncier. Mort de Hideyoshi et constitution d’un conseil de régence par Ieyasu. Évacuation de la Corée.

1599 Mort de Maeda Toshiie. Ishida cherche à assassiner Ieyasu.

1600 Bataille de Sekigahara. Arrivée de William Adams au Kyüshü.

1603 Ieyasu nommé shôgun.

1605 Ieyasu résigne sa fonction de shôgun en faveur de son fils Hidetada.

1609 Arrivée de bateaux hollandais à Hirado.

1614 Publication d’un édit supprimant le christianisme par Ieyasu.

1615 Chute du château d’Osaka. Mort de Hideyori et destruction de la maison de Toyotomi. Promulgation du *Buke sho-hatto*. Fondation du bakufu Tokugawa.

1616 Mort de Ieyasu.

CHAPITRE XLII

Les visées politiques de Hideyoshi

HIDEYOSHI ET NOBUNAGA

Aujourd'hui, les historiens japonais ne s'accordent guère sur la nature des idées et des intentions politiques de Nobunaga et de Hideyoshi. Les faits ne sont pas mis en cause, car les actions de ces deux hommes sont amplement documentées par lr s textes de leurs édits et par toute une correspondance contemporaine ; mais la discussion tourne au conflit de théories dès qu'on établit une comparaison avec le féodalisme en Europe. Il existe certes des contrastes et des analogies intéressants, mais il vaut mieux laisser ce sujet-là aux spécialistes et nous contenter de suivre les grandes lignes de l'évolution politique telle qu'elle nous apparaît.

Il est clair que Nobunaga et Hideyoshi visaient tous deux à gouverner en souverains absolus un système unifié, mais unifier n'est pas une question de puissance militaire et d'édits à faire appliquer. Encore faut-il savoir organiser et employer des fonctionnaires versés dans les arts du gouvernement et de l'administration. La tyrannie seule n'est pas suffisante, et il ressort clairement de leurs pratiques fiscales que nos deux gouvernants en étaient conscients. Rassembler des fonds était pour eux si important qu'ils jugèrent prudent de mettre à contribution les plus riches marchands (notamment ceux de Sakai, Hyôgo et Hakata), qui, en échange d'une liberté dont ils furent d'ordinaire assez discrets pour ne pas abuser, purent financer de grands projets. Tandis qu'ils s'enrichirent à titre personnel, la pression exercée par Nobunaga et Hideyoshi empêcha leurs villes d'atteindre à ce degré d'indépendance auquel les villes libres d'Europe étaient parvenues.

Nobunaga avait déjà commencé à organiser les communautés rurales et urbaines selon ses idées avant de devenir le maître de presque tout le pays. Mais son tempérament et sa mort précoce l'empêchèrent de réaliser ses desseins d'une façon tant soit peu libérale. (On se souviendra que sa devise, gravée sur ses sceaux, était « Gouverner l'empire par la force militaire ».) Étant un homme à l'esprit ouvert et actif, Hideyoshi avait cependant réfléchi aux problèmes du gouvernement pendant bien des années ; et quand, après Odawara, il devint réellement le maître du pays entier, il entreprit d'organiser les ressources matérielles et humaines du Japon, certes

avec détermination, mais également avec patience et en ayant en vue des buts très spécifiques.

L’organisation du gouvernement

En 1583, Hideyoshi avait fait entreprendre un cadastre national, dont la réalisation, ainsi qu’on l’a vu, prit plus d’une décennie. Le but de cette mesure, outre les informations qu’elle devait fournir quant à l’étendue des terres cultivables, était d’imposer une structure uniforme à l’ensemble de la société rurale du Japon. Désormais, le paysan n’aurait plus d’autre privilège que l’assurance de pouvoir cultiver sa terre, et il lui faudrait obéir à une loi non plus locale ou coutumière mais nationale.

De par sa nature même, le commerce ne fut pas si facile à réglementer. En même temps qu’ils favorisèrent la liberté de commerce en s’opposant aux monopoles des guildes et des marchés, Nobunaga et Hideyoshi prirent tous deux des mesures arbitraires pour contrôler l’économie. L’un et l’autre peuvent être accusés d’avoir mis fin à l’ascension d’une classe urbaine indépendante de commerçants et d’artisans, dont l’importance et la puissance s’étaient graduellement affirmées au cours du Moyen Age. Ainsi, tout en encourageant l’agriculture et l’industrie, ils restreignirent la liberté des paysans et des travailleurs industriels. Leur attitude à l’égard des villes libres du Japon constitue l’un des exemples les plus frappants de cette tendance réactionnaire (car malgré leurs efforts constructifs, Nobunaga et Hideyoshi étaient tous les deux des réactionnaires au vrai sens du terme). Sakai et Hakata perdirent leur indépendance. Nobunaga établit son autorité sur Sakai, qu’il traita comme un fief gouverné par son représentant (Matsui Yûkan). Hideyoshi créa un certain nombre de monopoles industriels, notamment autour des mines d’or et d’argent, qui devinrent des entreprises d’État dans le sens où il en tirait des revenus très nécessaires.

La politique que pratiqua Hideyoshi en démolissant des châteaux et des forteresses et en déplaçant certains daimyô afin de prévenir la formation de centres d’opposition à son gouvernement constituait un autre pas dans la direction d’un régime absolu.

Hors de ses avantages fiscaux directs, le grand cadastre de Hideyoshi (appelé *Taikô no kenchi*) visait à créer un paysannat asservi et à rendre impossibles les soulèvements ruraux dont avaient souffert ses prédécesseurs[190]. Elle fut suivie en 1588 par une mesure appelée *Taikô no katanagari* (chasse à l’épée du Taikô). Il s’agissait d’une mesure de

désarmement par confiscation que Nobunaga avait appliquée à l'égard des membres des ligues qui avaient fomenté des soulèvements. Du point de vue gouvernemental, elle avait le double avantage de prévenir les insurrections et de distinguer le paysan du soldat, car tout au long du Moyen Age les habitants des campagnes et des villes avaient toujours porté l'épée pour se défendre ou par simple parade.

Milieu de l'époque de Heian (vers 900)

Début de l'époque Muromachi (vers 1350)

Cadastre de 1600

862000 *chô* (de 2 arpents 1/2) 946000 *chô*

1 500000 *chô* (produisant 15 millions de *koku)*

La chasse à l'épée de Hideyoshi était plus ambitieuse. Tout comme celle de Nobunaga, elle était destinée à distinguer le soldat du civil ; mais elle visait en outre à confisquer les armes des moines-soldats des grands monastères du Kôyasan et de Tônomine. La cause directe de l'ordre de Hideyoshi fut, pense-t-on, un violent soulèvement des fermiers riches et bien armés du Higo en 1587.

La raison donnée à l'ordre de 1588 était de désarmer « les paysans qui portent des armes inutiles, ne paient pas leurs impôts, et trament des soulèvements contre les seigneurs. Ils doivent maintenant rassembler toutes leurs armes et armures pour les remettre au propriétaire, tenancier ou représentant des domaines respectifs[191]. » Le métal ainsi obtenu devait être fondu et transformé en clous et en boulons pour la grande statue du Bouddha destinée au nouveau monastère du Hôkôji, à Kyoto. Les paysans étaient assurés que ces offrandes leur vaudraient le salut dans ce monde et dans le suivant.

Après la chasse à l'épée vint, à la fin de 1590, l'annonce d'un recensement de la population. Hideyoshi, rappelons-le, rentrait alors d'Odawara, où il avait achevé la pacification de l'ensemble du Japon. Son premier soin fut d'ordonner l'expulsion des rônin (vagabonds) des villages où ils n'accomplissaient aucun travail ni agricole ni militaire. L'étude cadastrale avait rendu les recenseurs attentifs à ce genre de personnes. L'ordre commença à être appliqué en 1590 dans la province d'Omi, et

l’année suivante il fut étendu à l’ensemble du pays par un avis fixant les règles pour le recensement des maisons. Dans chaque village, une liste des maisons et de leurs habitants devait être dressée. Tous ceux qui avaient changé de village après là chute d’Odawara (septembre 1590) devaient être expulsés. Cet ordre est connu sous le nom de *hitoharai*, ou édit d’expulsion.

Comme le cadastre, le registre ainsi établi attachait solidement le paysan à la terre ; du point de vue des autorités, il avait en outre l’avantage de fournir une base de recrutement pratique pour la main-d’œuvre employée à la construction des routes, des canaux et des fossés – la corvée en général. A la fin de 1591 fut publié un ordre encore plus draconien, stipulant que tout militaire, quel que soit son rang, qui s’était installé dans un village après la chute d’Odawara devait immédiatement être expulsé. En cas de désobéissance, toute la communauté devait être punie. En outre, si un fermier abandonnait sa terre pour devenir journalier ou commerçant, le village entier en ferait les frais.

On peut se demander à quoi servait une législation aussi rigoureuse. La réponse est ambiguë. De façon générale, Hideyoshi était déterminé à séparer les paysans de toutes les autres classes ; plus particulièrement, il tenait à les distinguer de la classe militaire. D’un certain point de vue, il était nécessaire de constituer un grand réservoir de main-d’œuvre en vue de l’aventure outre-mer (l’invasion de la Corée, qui devait avoir lieu en 1592) que Hideyoshi préparait déjà. Sans doute en partie en prévision de cet événement, un effort fut également tenté alors pour supprimer la piraterie. Les patrons de vaisseaux, les marins et les pêcheurs furent tenus de jurer qu’ils ne s’engageraient pas dans des bandes de pirates, et l’on fit savoir que les daimyô dont le territoire servait de base à celles-ci seraient punis pour n’avoir pas pu les éliminer.

Les historiens ne s’entendent pas sur le but véritable ni sur les conséquences de l’établissement d’un cadastre. On y voyait jadis une mesure rationnelle de réforme foncière globalement favorable ; mais depuis quelque temps, certains l’étudient sous un jour différent, s’appliquant à comprendre quel changement il en résulta pour les paysans et la structure sociale en général, et à qui ce changement profita. Tous n’en arrivent pas aux mêmes conclusions, du fait probablement que chacun se concentre sur un aspect particulier de cette gigantesque entreprise. On ne peut toutefois douter qu’elle avait pour but d’affermir le nouveau système féodal dont

Nobunaga avait posé les bases. Elle devait abolir les derniers vestiges du système des *shôen* et établir la position du véritable cultivateur en tant que tenant et contribuable, de façon que celui qui la gouvernait eût la haute main sur l'approvisionnement de la nation[192].

La vie rurale

Dans sa correspondance privée comme dans ses ordres, Hideyoshi répète maintes fois qu'il faut que le recensement foncier et autres enquêtes soient menés jusque dans les endroits les plus reculés des soixante et quelques provinces ; mais il y a de bonnes raisons de penser que les cultivateurs aisés résistèrent avec opiniâtreté et bien souvent avec succès à des ordres qui exigeaient d'eux qu'ils fragmentent leurs familles en unités indépendantes. En effet, cette politique allait à l'encontre de la puissante tradition familiale de la société rurale, tradition que Hideyoshi cherchait à briser, car il lui était plus facile de contraindre un individu à l'obéissance qu'une famille unie.

Avec ses coutumes et sa solidarité naturelle, la vie villageoise était difficile à changer, et les réformes de Hideyoshi suscitèrent de ce fait un fort mécontentement et une opposition pour le moins passive. La chose était particulièrement vraie dans les plus grands villages, qui étaient bien organisés et généralement prospères. Il est difficile de donner une description de village valable pour l'ensemble du pays, car il existait de profondes différences de dimension et de caractère ; mais le schéma suivant pourra servir à illustrer les conditions auxquelles les enquêteurs fonciers et les recenseurs eurent affaire à la fin du XVIe siècle.

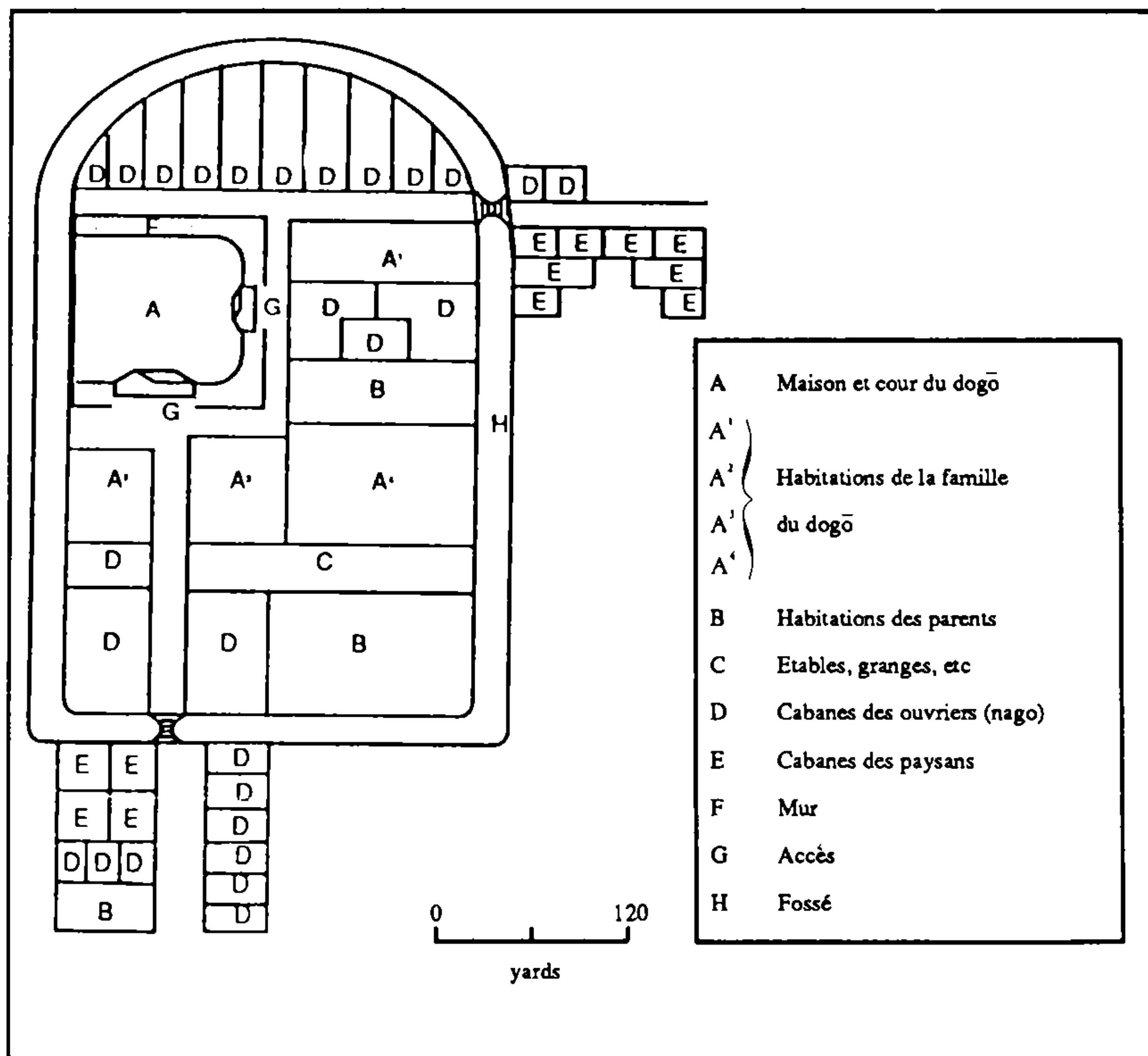
Un village japonais typique de cette période dans les provinces du Centre et les régions voisines se composait des habitations d'un ou plusieurs paysans riches natifs de la localité, de leurs fils adultes et de travailleurs agricoles, les « hikan » ou « nago », qui étaient théoriquement cultivateurs indépendants de petits domaines, mais qui travaillaient presque tous pour des propriétaires plus importants.

Les paysans riches étaient appelés « dogô », terme qui laisse entendre qu'ils étaient des membres importants de la société rurale, installés de longue date sur le domaine qu'ils cultivaient. Ils étaient pour la plupart membres de la classe guerrière, et ces *ji-samurai*, ainsi qu'on les appelait, formaient le noyau du pouvoir conquis par Nobunaga et Hideyoshi au début de leur carrière.

Les terres d'un *dogô* pouvaient produire cinquante *koku* ou davantage, et leur exploitation nécessitait une main-d'œuvre plus nombreuse que sa seule famille ne pouvait en fournir. Il employait donc des *kokan*, ou *nago*, auxquels pouvaient également s'ajouter des serviteurs héréditaires. Le

domaine du *nago* était en revanche très petit, produisant en moyenne un koku ; et comme un *koku* de riz représente la consommation annuelle d'un adulte, l'entretien de sa famille exigeait d'un *nago* qu'il gagne davantage en travaillant pour un propriétaire plus important.

Les maisons les plus grandes d'un village étaient donc les demeures du *dogô* et de sa famille ou de familles occupant une position similaire et qui, d'ordinaire, lui étaient apparentées. En général, mais pas toujours, les terres cultivées étaient situées à proximité des fermes. Le diagramme ci-dessous donnera une idée de la composition d'un village :



Plan d'un village dans le nord de Yamashiro, fondé sur un diagramme dans Nihon no Rekishi, vol. 7 (Yomiuri Shimbunsha, 1959).

Un fossé entourait parfois le village, et le « yashiki » (ferme du *dogô)* était d’ordinaire protégé par un mur. Le village donné comme exemple est construit sur le plan d’un petit fort, ce qui montre que le chef en était un guerrier en même temps qu’un cultivateur, c’est-à-dire qu’il appartenait à la classe des *ji-samurai* ou *kokujin.* Il avait tout naturellement autorité sur le village ; mais après le recensement des terres mis en œuvre par Hideyoshi, il lui fallut choisir de devenir un paysan ou de continuer son métier de guerrier.

Il faut toutefois comprendre que, dans l’un et l’autre cas, il continuait à toucher la part de récolte inscrite dans le cadastre. Il devait bien sûr laisser aux *nago* ou aux travailleurs extérieurs une partie du produit du domaine qu’ils cultivaient pour lui. Le but du recensement et du cadastre n’était pas de confisquer des terres, mais d’assumer l’enregistrement du rendement de chaque lopin particulier et le paiement des impôts correspondants par le cultivateur. Le revenu du propriétaire n’était pas réduit du fait de l’enregistrement, mais les agriculteurs de moindre rang se trouvèrent en mesure de résister à la pression qu’il exerçait sur eux et à accéder graduellement à l’indépendance en tant que propriétaires d’un lopin, si petit soit-il. Le recensement ne produisit pas ce résultat tout de suite, et dans les régions éloignées du pays, il fut long à venir.

Les organes administratifs

Avec l’extension de l’autorité de Nobunaga et Hideyoshi, il devint nécessaire de créer des organes capables d’exécuter leurs projets gouvernementaux. Quand Nobunaga arriva au pouvoir, il hérita d’une partie de l’appareil administratif mis en place par les shôgun Ashikaga, et certains des titres et des charges (*kanrei, shoshi-dai, tandai,* etc.) demeurèrent en usage. Mais les conditions et règlements nouveaux exigèrent de nouveaux officiers et il fallut souvent recourir à des expédients, car avec la conquête de nouvelles provinces, Nobunaga manquait de temps pour établir un plan précis. C’est ainsi qu’il dut provisoirement s’appuyer sur une forme de gouvernement militaire adapté aux nouvelles circonstances mais assez souple pour être amélioré.

Au début, il dut avoir recours à ses compagnons d’armes – des généraux comme Niwa, Shibata et autres – pour remplir les fonctions administratives les plus importantes. Peu après son installation à Kyoto, il nomma toutefois une commission des Cinq pour gouverner la capitale et les provinces du Centre. Les cinq en question étaient Asano Nagamasa, Maeda Geni, Mashida Nagamori, Natsuka Masaie[193] et Ishida Mitsunari ; et il est intéressant de noter que tous étaient issus de la petite noblesse rurale de l’Omi et de l’Owari, et qu’après l’avoir aidé dans son ascension, ils se retrouvaient ses vassaux.

Maeda Geni (qui, étant dans les ordres, était aussi connu comme l’abbé Tokuzen In) avait été reconnu par Nobunaga comme un homme de grand talent, et Hideyoshi avait également toute confiance en lui. Il obtint le poste de *shoshidai,* qui correspondait à celui de commissaire de la région métropolitaine, et s’occupa parallèlement de problèmes religieux et de procès civils, à titre de juge. Les affaires financières furent confiées à Natsuka, capable de décisions rapides et doué pour les chiffres. Mashida, connu pour son honnêteté, devint commissaire aux Travaux publics. Excellent administrateur, Ishida fut nommé chef de la police et commissaire de Sakai, responsable des questions commerciales en général. Il fut plusieurs fois commissaire dans le cadre du recensement foncier de Hideyoshi, dont il appliqua les clauses à la lettre dans ses propres domaines.

Hideyoshi mit ces hommes à contribution pour faire appliquer ses plus importantes décisions. Le principal d'entre eux était Asano Nagamasa, qui joua un rôle essentiel dans la mise en œuvre du recensement foncier, tout à fait remarquable à la fois comme projet et dans sa réalisation. En fait, Nagamasa était une sorte de Premier ministre, dirigeant un petit cabinet. Il était le plus important des cinq commissaires et le responsable des affaires les plus confidentielles, car son épouse était une sœur cadette de Yodogimi, favorite de Hideyoshi.

Les dispositions administratives de Hideyoshi étaient d'une nature plus durable que celles de Nobunaga, dont les méthodes étaient un peu hâtives. C'était un dictateur pressé, tandis que Hideyoshi, tout despotique qu'il fût, avait un talent d'organisateur qui lui fut très utile dans la vie politique et militaire. Sous cet aspect, il était supérieur à Nobunaga, qui ne vécut pas assez longtemps pour donner toute la mesure de ses capacités.

Toutefois, Hideyoshi ne délégua pas les pleins pouvoirs à ses commissaires, mais continua à prendre un intérêt actif aux détails de l'administration. Il était enclin à user de son autorité de commandant en chef pour publier des ordres et des édits de type militaire dans les affaires civiles. Son conseil des Cinq tendait ainsi à être un comité de spécialistes plutôt qu'un corps délibérant décidant de haute politique[194]. Un tel corps était formé par les Cinq Anciens (*go-tairô)* nommés par Hideyoshi vers la fin de sa vie, avant tout pour prévenir du changement dans le système gouvernemental qu'il avait créé en fonction des intérêts de la famille Toyotomi. Les tairô étaient Ieyasu, Ukita, Môri, Maeda et Kobayakawa. Leurs noms montrent qu'ils étaient nommés comme les seuls hommes capables de faire face aux difficultés qui pouvaient surgir après la mort de Hideyoshi. Les *tairô,* dit-on, travaillaient en collaboration avec des conseillers mineurs (*chürö),* dont la fonction était d'agir en médiateurs en cas de désaccord entre les *tairô.* Mais, dans cette situation difficile, ils semblent avoir été inefficaces.

Plus bas encore dans l'échelle administrative étaient les représentants *(daikan)* qui gouvernaient les territoires sous la juridiction directe de Hideyoshi (et de Nobunaga avant lui). On a déjà mentionné la nomination de Matsui Yùkan comme *daikan* de Sakai. L'habitude de nommer de riches marchands à de telles charges fut perpétuée par Hideyoshi, bien qu'après 1595 ils fussent placés sous la direction des cinq commissaires.

Les territoires placés sous la juridiction directe de Hideyoshi étaient très importants. Ils valaient à l'époque quelque deux millions de *koku* et étaient dispersés dans l'ensemble du pays. Il entrait dans les fonctions du *daikan* de l'un de ces territoires de surveiller les daimyô voisins.

On ne sait pas grand-chose des fonctionnaires subordonnés aux commissaires et autres grands officiers de l'État, mais les documents de l'époque y font occasionnellement allusion. On trouve à ce propos certains renseignements intéressants dans les souvenirs de Tamaki Yoshiyasu, un parent des Môri, qui raconte les expériences qui furent les siennes cinq ans durant comme responsable du recensement foncier de cinq provinces[195]. (Il fut nommé dans l'Iyo en 1583, alors qu'il était âgé de trente ans.) Il explique sa façon de procéder : il commence par monter sur une éminence d'où il a une vue générale de la terre cultivable, de son approvisionnement en eau, de ses différents sols et de sa topographie. Il insiste sur les difficultés des paysans qui ne peuvent pas cultiver assez de riz pour leur propre consommation, y suppléent par des feuilles et de l'herbe, et souffrent du froid et de l'humidité par manque de vêtements chauds. Il se peut que Takami ait été exceptionnel par sa justice et par sa compassion, mais il ressort clairement des résultats du recensement et autres grands travaux ordonnés par Hideyoshi que les talents ne manquaient pas dans le domaine de l'administration.

Il y avait toutefois une faiblesse fondamentale dans le gouvernement despotique de Nobunaga et, à un moindre degré peut-être, de Hideyoshi. Dans leur œuvre d'unification, ni l'un ni l'autre ne semblent avoir songé à créer un système général de droit civil et criminel pour l'ensemble du pays, et ni l'un ni l'autre ne déclarèrent jamais que le Formulaire de Jôei était obsolète ou restait en usage. Ils étaient prompts à publier des lois, des ordonnances et règlement *ad hoc*, mais n'étaient guère intéressés par les principes juridiques. Ils gouvernaient par édits. La chasse à l'épée de Hideyoshi est caractéristique de l'attitude d'un dictateur. Il n'essaya pas d'imposer des règles et des sanctions limitant l'emploi des épées et des lances, mais seulement de réduire le danger de révolte en confisquant ces armes parmi la classe la plus nombreuse de la population.

Son attitude à l'égard des délits commis par les civils comme par les militaires est bien illustrée par son ordre de 1597 qui créait au plus bas niveau des organes de gouvernement autonomes. Il s'agissait du groupe des

Cinq *(gonin-gumi),* composé de samurai, et du groupe des Dix (*jünin-gumi*), composé de paysans. Leur fonction consistait à maintenir l’ordre dans les villes et à la campagne. Les membres de chaque groupe juraient de révéler les délits commis par leurs pairs, qu’il s’agisse d’un meurtre ou d’un petit vol. En accord avec la doctrine de la responsabilité collective, ils étaient punis pour les crimes qu’ils avaient omis de dénoncer ; et les membres du groupe expulsés avaient le petit doigt coupé. Le groupe des Dix avait mission de surveiller la vie villageoise et de prévenir les infractions aux règles qui régissaient l’agriculture et les impôts. Il était inévitable qu’il en résulte des actes occasionnels d’espionnage et de délation.

L’une des principales fonctions du gouvernement de Hideyoshi était naturellement l’administration de ses finances. Parmi ses sources de revenus figuraient les mines d’or et d’argent. Pour en améliorer l’exploitation, Hideyoshi nomma des *daikan*, ou confia aux daimyô des territoires où se trouvaient les mines le soin de les surveiller et de les développer en échange d’un pourcentage fixe des bénéfices qu’ils en tiraient. Hideyoshi tirait également des revenus des impôts levés à Sakai et de différentes taxes.

Sa politique courante était exécutée par Natsuka Masaie, qui participa également à la direction de l’enquête foncière et du recensement. Mais il n’existait pas de service financier proprement dit. Par comparaison avec l’administration détaillée de mesures comme le recensement des terres et de la population, la façon dont Hideyoshi s’appuya sur l’entreprise privée est d’ailleurs tout à fait surprenante, du moins à première vue. L’histoire de Konishi Yukinaga, l’un de ses favoris, en est une bonne illustration.

Ce Konishi appartenait à une famille qui, depuis la fin du xve siècle, s’occupait de commerce avec l’empire Ming, important notamment des médicaments. Son père, Konishi Ryüsa, était un marchand influent de Sakai, où Hideyoshi en fit son commissaire et lui confia la gestion de ses fonds. En d’autres termes, Ryüsa devint une sorte de trésorier. Le fait qu’il fût commissaire en 1587, durant la campagne du Kyüshü, prouve ses qualités d’organisateur. Il rassembla, dit-on, des vivres pour 300000 hommes et 20000 chevaux, les faisant venir à Hyôgo et Amagasaki puis transporter par la mer Intérieure à Shimonoseki.

Son fils Yukinaga était de même rompu aux affaires maritimes et reçut de ce fait le commandement d’une flotte dans la mer Intérieure. Les services qu’il rendit alors furent grandement appréciés par Hideyoshi, dont

il devint ensuite l’un des officiers favoris. Comme son père, Yukinaga était un converti chrétien, et il est fréquemment question de lui dans les lettres des jésuites, qui l’appellent Don Augustino.

Hideyoshi employa ainsi maints hommes riches à des tâches importantes, dans le domaine militaire aussi bien que civil. Il employa aussi des gens particulièrement capables comme commissaires dans le secteur public, à la mise en place de systèmes d’irrigation, à la construction de routes et de ponts, et à d’autres entreprises du même genre exigeant des connaissances techniques et des talents précis. En général, ces hommes n’étaient pas nommés à titre permanent mais chargés de tâches particulières. La reconstruction du palais, par exemple, fut confiée à Asayama Nichijô, moine dont Nobunaga avait lui aussi employé les services. D’autres commissaires *{bugyô)* s’occupaient par ailleurs de fournir tous les matériaux nécessaires à la construction de maisons, de ports, de fortifications, etc. Plutôt que de fonctionnaires, il s’agissait de fournisseurs du gouvernement. La construction du grand château d’Osaka exigea de grandes quantité de matériel et témoigne d’une bonne direction et d’une compétence technique de premier ordre.

Le financement d’aussi vastes entreprises n’eût sans doute pas été possible sans la coopération des plus riches marchands de Sakai et autres centres ; mais l’approvisionnement en numéraire posait un problème jusque-là inconnu, car les transactions monétaires augmentaient de volume dans l’ensemble du pays, grâce non seulement à l’achat du ravitaillement nécessaire aux armées mais aussi à la croissance globale des activités commerciales et industrielles.

A la suite des dispositions prises par Nobunaga en 1569 pour interdire le troc et fixer la valeur des monnaies d’origines diverses, un nombre croissant de pièces de cuivre furent frappées au Japon. Cependant, il ne semble pas qu’on en ait officiellement fabriqué avant Hideyoshi qui, à partir de 1585 environ, fit battre des pièces de cuivre, d’argent et d’or. Ces pièces étaient dites de Tenshô, selon le nom d’ère de l’époque (1573-1591).

La brusque augmentation de la production d’argent qui rendit ce changement possible était en partie due à l’amélioration des méthodes de fonte, mais sa cause la plus importante fut sans doute la prise de conscience parmi les guerriers qu’ils devaient développer les ressources matérielles de leurs fiefs, activité qui fut certainement stimulée par les investissements de

riches citadins. Nobunaga et Hideyoshi travaillèrent tous deux à améliorer le rendement des mines d'or et d'argent, surtout dans les provinces placées sous leur juridiction (dont ils étaient pratiquement les propriétaires), et rassemblèrent dans leurs châteaux de très grandes quantités de ces deux métaux.

Les pièces de cuivre se prêtaient assez bien aux petites transactions, mais s'avéraient insuffisantes pour régler des dépenses comme l'achat de vivres en gros pour l'approvisionnement des armées de la seconde moitié du XVI[e] siècle. De tels paiements se faisaient par lingots et, pour prévenir la fraude, ces lingots portaient généralement la marque de tel orfèvre dont l'honnêteté était connue. Nobunaga en avait en réserve au château d'Azuchi et, comme on l'a vu, Hideyoshi en fit transporter de grandes quantités à Odawara pour son intendance. De nombreux daimyô en avaient aussi des réserves importantes. La demande d'or était si forte qu'il fallait l'importer en masse, alors qu'au cours de la deuxième partie du XVIe siècle, l'argent devint un important produit d'exportation. En dehors de sa fonction comme moyen d'échange, l'or était fréquemment utilisé dans la décoration. Le grand sceau de Hideyoshi était en or fin, et il semble que de grandes pièces d'or, les *tenshô ôban*, aient été frappées sur son ordre en prévision de la campagne du Kyüshü.

Relations de hideyoshi avec le trône

Suivant l'exemple de son père, Nobunaga s'était toujours montré respectueux envers le Trône et serviable envers la famille impériale. A la demande de l'empereur Ogimachi, il s'était occupé de la reconstruction du palais (le Tsuchimikado-dairi) très tôt après son entrée dans la capitale avec Yoshiaki, en 1568. Hideyoshi, quoique peut-être moins influencé par la vénération dont la personne du souverain faisait traditionnellement l'objet, continua dans la ligne de Nobunaga, se montrant attentif à l'égard de l'empereur et généreux envers la cour. Il assigna des revenus définis à la maison impériale après que l'empereur Go-Yôzei eut condescendu à assister à une grande fête donnée en 1588, et il faisait grand cas des titres de régent et de chancelier qu'il avait obtenus entre 1585 et 1586.

L'empereur n'exerçait aucun pouvoir politique direct, mais c'était le symbole de l'unité nationale et la source d'honneur reconnue par tous. Il n'occupait pas le sommet de la pyramide féodale comme les rois d'Angleterre et de France au Moyen Âge, mais ceux qui gouvernaient de fait avaient toujours soin d'agir au nom du souverain. Il est vrai que, s'ils ne l'avaient pas fait, leurs ennemis auraient pu les accuser de trahison ; mais toute considération de prudence mise à part, un sentiment de loyauté sincère survécut à travers le tumulte des siècles.

Il arrivait que les empereurs se mêlent des affaires nationales, mais il est rare qu'on les voie prendre une quelconque initiative. En 1569, l'empereur Ogimachi se plaignit néanmoins à Nobunaga qu'il eût autorisé le père Frois à prêcher dans la capitale. Mais il obéissait alors aux prières des bouddhistes et il était dans son rôle d'empereur de protéger à leur demande une des religions nationales établies. Comme on l'a vu, Nobunaga n'y prêta aucune) attention, sachant fort bien d'où émanait la plainte ; car quand l'empereur i intervenait, on pouvait d'ordinaire être sûr qu'il le faisait à la requête de) dirigeants politiques ou religieux agissant dans leur propre intérêt.

Le consentement de Sa Majesté était souvent sollicité comme excuse à des ; actes qui auraient pu sinon paraître honteux, comme la reddition de a. l'Ishiyama Honganji en 1580 ; mais là aussi, l'empereur agissait bien sûr en r réponse aux pressions exercées sur lui. Nobunaga demandait souvent au u souverain d'approuver une initiative qu'il avait l'intention de prendre, ou de

J donner l’ordre de châtier tel ennemi supposé du Trône. Mais c’était là ; d’anciennes pratiques qui n’avaient rien à voir avec le libre exercice du pou-i voir souverain. Un empereur assez téméraire pour s’opposer aux grands seigneurs guerriers dont il dépendait risquait fort de finir sa vie en exil, comme ç’avait été le cas de Go-Toba et de Go-Daigo. Cependant, il ne faudrait pas pour autant imaginer que l’action impériale, si limitée qu’elle fût, n’avait pas d’importance réelle. Elle pouvait au contraire servir à dénouer les tensions politiques ou à prévenir le développement de situations ambiguës et ressemblait à cet égard à la fonction d’un monarque constitutionnel dans l’Europe ; d’aujourd’hui.

Chez Hideyoshi, la magnificence était une politique mais aussi un plaisir. En 1587, il donna un thé géant à Kitano pour fêter sa victoire du Kyüshü. i Des gens de toutes les classes, de l’élite guerrière au paysannat, furent invités par des affiches placardées à Kyoto, Osaka et Sakai. Il leur suffisait d’emmener une natte pour s’asseoir et une tasse à thé. Il y eut une exposition de trésors artistiques, et dix jours durant, les invités purent voir des spectacles de théâtre et de danse et écouter de la musique.

Ce fut une fête prodigieuse, mais qui, par sa signification politique et les. dépenses qu’elle entraîna, ne peut se comparer à celle que Hideyoshi offrit à ; l’empereur avec ses grands vassaux dans son nouveau palais de Kyoto, le) Jùrakudai ou « maison du Plaisir », achevé en 1587. Cet édifice était l’expression typique de son goût. Il occupait une surface presque aussi étendue que l’enceinte du palais impérial et était entouré d’un fossé et d’épaisses murailles faites de grands blocs de maçonnerie ajustés comme ceux des châteaux d’Azuchi et d’Osaka. Son aspect extérieur était celui d’une forteresse, : mais son intérieur était richement décoré. Hideyoshi quitta Osaka en automne 1587 et, le premier mois de l’année suivante, il invita l’empereur Go-Yôzei, nouvellement intronisé.

Maeda Geni avait étudié les précédents en matière de réceptions royales et, le jour dit, Sa Majesté fut escortée au Jùrakudai par Hideyoshi qui, en tant que régent, occupait le rang de cour le plus élevé[196]. Ce fut un somptueux cortège, comptant plusieurs douzaines de palanquins pour les dames de la cour, des escortes montées, des gardes d’honneur et d’innombrables hommes d’armes. Derrière la voiture de Sa Majesté et les grands nobles de la cour venait Hideyoshi lui-même, suivi de ses généraux et de leurs officies. Quand les cavaliers qui ouvraient le cortège eurent

atteint la porte du JC a-kudai, l’arrière-garde se trouvait encore dans l’enceinte du palais[197].

A son arrivée, l’empereur fut pris en charge par les grands daimyô, non pas en tant que militaires mais en vertu de leurs rangs de cour, le plus haut étant occupé par Taira (Oda) Nobukatsu et Minamoto (Tokugawa) Ieyasu.

L’empereur demeura cinq jours au Jûrakudai, entouré d’un luxe qui, selon le secrétaire, défiait la description. La vraie raison de la réception fut connue le lendemain de l’arrivée de Sa Majesté, où les daimyô invités signèrent un serment en trois points disant que :

1. Nous qui sommes assemblés ici versons des larmes de gratitude pour la présence de Sa Majesté.

2. Si des gens mal intentionnés devaient tenter de s’emparer des biens de la Couronne ou des nobles de la cour [« kuge »], nous prendrions contre eux les mesures qui s’imposent et nous nous engageons à y veiller avec nos descendants.

3. Nous jurons d’obéir aux ordres du régent [Hideyoshi] jusque dans les moindres détails.

Ce serment fut prêté en présence de l’empereur au nom de tous les dieux et bouddhas et selon les formules rituelles, dont la première parlait de « tous les dieux, grands et petits, des soixante et quelques provinces du Japon ». Six hommes du plus haut rang, dont Ieyasu et Nobukatsu, jurèrent d’y obéir, et le lendemain, plus de vingt chefs guerriers signèrent un document semblable.

Le troisième jour eut lieu une grande réunion poétique, à laquelle l’empereur en titre, de même que l’empereur retiré Ogimachi, apporta sa contribution dans un poème disant que tout allait bien dans le monde et que le ciel était sans nuages. C’était le mois de mai, où des brumes légères montent dans l’air embaumé de Kyoto.

Au printemps suivant, Hideyoshi invita certains parmi les plus importants daimyô (à commencer par Ieyasu) et nobles de cour dans la grande galerie intérieure du Jûrakudai, où il leur fit voir, empilées sur des plateaux, des pièces d’or et d’argent représentant une valeur totale de 365000 ryô (1 ryô valant 15 grammes), qu’il leur distribua.

Ce genre d'agissements montre bien que Hideyoshi ne se considérait pas comme un candidat à la charge de shogun, mais comme un guerrier qui était, en même temps que commandant en chef, le régent gouvernant au nom de l'empereur. C'est un point qu'il convient de ne pas oublier lorsqu'on considère l'importance du Trône dans l'histoire politique du Japon. Quand Hideyoshi se démit de ses fonctions de régent, en 1592, il remit une « Note de conseil » à Hidetsugu, qui devait lui succéder. Dans l'un de ses cinq articles, il enjoint le nouveau régent de donner toute son attention au service du Trône.

HIDEYOSHI ET LE BOUDDHISME

En matière de religion, Hideyoshi adopta une politique différente de celle de Nobunaga, qui s'était porté à des extrêmes de violence pour supprimer ce qu'il considérait comme les activités subversives des grandes sectes bouddhiques. Les confréries Ikkô, le Kôyasan et l'Enryakuji avaient certainement appris la leçon et n'avaient plus besoin d'être rappelés à l'ordre par Hideyoshi. De constantes attaques les avaient affaiblis, et ils avaient perdu une partie importante de leurs revenus. La plupart des moines avaient abandonné leurs habits militaires pour se consacrer à l'étude et aux œuvres pieuses. Cet état de choses, Hideyoshi l'encouragea et le tourna à son avantage. Il adopta toutefois une politique sévère à l'égard de certains corps religieux. Dans sa bataille avec Ieyasu à Komakiyama, en 1584, il avait affronté ce qui restait de la secte Ikkô, et notamment des moines qui s'étaient échappés de Negoro. Il ne put tolérer cette insolence ecclésiastique et, au début de 1585, il attaqua Negoro pour se venger et réduisit promptement la place en cendres. Il ne se montra alors pas moins impitoyable que Nobunaga au Hieizan. Vers la même époque, il soumit les moines de Kumano par un déploiement de force, et il remporta contre le vieux Kôyasan un succès que Nobunaga n'avait pu obtenir. Sa méthode était simple et efficace : par la seule menace de la force, en confisquant les armes par sa chasse à l'épée, en prenant les revenus du Kôyasan au cours de son recensement foncier, il obligea les moines à se soumettre, puis il regagna leur estime en leur rendant leurs biens. En employant la même méthode dans les autres régions du Japon, il réussit à réorganiser les propriétés monacales dans l'ensemble du pays et à soumettre ainsi tous les monastères et les sanctuaires aux règlements qu'il avait imposés dans le secteur laïc.

A la secte Tendai, il appliqua un traitement prudent, car sans laisser entendre que Nobunaga avait eu tort de détruire l'Enryakuji, il approuva une souscription lancée par un prince abbé nommé peu après la mort de Nobunaga. Cet appel de fonds était destiné à la restauration du Kompon-chüdö, le sanctuaire du mont Hie, et autres édifices historiques de la Montagne.

Par le lamentable débat d'Azuchi, Nobunaga avait pratiquement anéanti la secte Hokke, mais elle fut alors autorisée à prêcher par Hideyoshi, qui

tenait à être impartial à l’égard des divers mouvements religieux. C’est toutefois à la secte Ikkô qu’il apporta son soutien le plus actif, mais pas pour des raisons religieuses. Bien qu’expulsé de l’Ishiyama Honganji, l’abbé Kôsa n’avait pas renoncé à restaurer le siège de ceux qui partageaient sa foi. Aussitôt après la mort de Nobunaga, il chercha partout les moyens à obtenir l’appui du bras séculier. Il avait réussi à se faire un allié de Hideyoshi en envoyant des membres de la secte créer des troubles à l’arrière de Shibata Katsuie, adversaire de Hideyoshi en 1583 ; et en 1587, par gratitude pour des faveurs passées, il envoya des messagers au Kyüshü pour inviter les dirigeants ikkô de l’île à servir de guides à l’armée de Hideyoshi dans le Satsuma. Reconnaissant, Hideyoshi le traita avec générosité, et il lui accorda en 1589 le terrain d’ôtani à Kyoto où se dressait jadis le sanctuaire du patriarche Shinran. (Par la suite, en 1591, le sanctuaire fut déplacé à Rokujô, site de l’actuel Nishi Honganji.)

Les croyances mêmes de Hideyoshi nous sont inconnues. Il portait sur lui un petit charme sacré, et il priait pour les membres de sa famille ; mais son seul acte de piété public fut la construction et la dédicace d’une grande statue du Bouddha et d’un vaste édifice pour la contenir. Ce fut une gigantesque entreprise, qui débuta en 1586, et pour laquelle il fit venir d’importantes quantités de bois de presque toutes les régions forestières du Japon central et occidental. On ne sait au juste ce qui poussa Hideyoshi à se lancer dans cette aventure, mais on pense qu’il voulut édifier un monument à sa propre grandeur. Si tel était le cas, son but ne fut pas atteint, car la statue et le bâtiment furent détruits par un tremblement de terre en 1596.

Sur la base des lettres des jésuites, on a suggéré que la raison de l’édification de ce colosse était d’utiliser une grande quantité de pièces de cuivre condamnées. Mais cette idée paraît absurde, car la statue était de bois et non de bronze, comme c’était le cas d’ordinaire. On préféra le bois en raison des difficultés techniques inhérentes à la fonte de grands blocs de métal et du temps qu’il aurait fallu pour le faire. Pour la charpente de bois, il fallut d’importantes quantités de clous et d’écrous qui, sur l’ordre de Hideyoshi, furent fabriqués avec les armes du clergé militant confisquées lors de la chasse à l’épée. On fit venir un spécialiste de la Chine des Ming pour aider à la construction de la charpente de soutien et des diverses parties taillées qui, une fois mises en place, devaient être revêtues de laque. La laque elle-même fut spécialement préparée à Sakai par Imai Sôkyù.

Pour préparer le site (qui se trouvait dans la région de Higashiyama), réunir et transporter les matériaux et édifier le bâtiment, il fallut, dit-on, cinq à six ans de travail et 50000 hommes. La chose est tout à fait plausible, car les moyens techniques remplaçant la main-d’œuvre étaient alors très limités. Un compte rendu dit que certains généraux et autres officiers de Hideyoshi prirent part au travail, les uns chantant et tirant sur des cordes pour haler les poutres, les autres jouant de la flûte et du tambour. Hideyoshi lui-même aurait d’ailleurs passé une veste de chanvre pour donner un coup de main.

Après le tremblement de terre de 1596, un nouveau bâtiment fut construit sur l’ordre de Hideyoshi, avec une nouvelle statue, celle-ci de bronze et beaucoup plus petite. D’autres désastres suivirent, et la statue maintes fois remplacée fut tantôt de bronze et tantôt de bois. Le colosse de bois qui subsiste aujourd’hui date de 1801 ; c’est une monstruosité dont on ne peut rien dire de plus.

HIDEYOSHI ET LE CHRISTIANISME

Sous la protection de Nobunaga, le christianisme connut au Japon un développement extraordinaire. Cette protection, on peut dire que Nobunaga l'accorda pour favoriser le commerce extérieur, et c'est un facteur qui entra certainement dans sa décision ; mais c'était un homme avisé, et sans doute pesa-t-il longuement les avantages et les inconvénients avant de se décider à traiter les jésuites comme il le fit. Il fut, on peut en être sûr, influencé par la personnalité même des missionnaires – leur bonne naissance, leur savoir et leur dévouement désintéressé à leur foi.

Hideyoshi suivit une politique quelque peu différente. La religion ne l'intéressait pas, mais il traita le père jésuite Gnecchi Organtino de façon amicale lorsqu'il lui demanda l'autorisation de construire une église et une maison à proximité du nouveau château d'Osaka ; d'ailleurs, il en choisit lui-même le site. Le général chrétien Takayama Ukon, qui vivait dans l'entourage de Hideyoshi et jouissait de sa confiance, aida la mission à construire l'église, qui fut ouverte au culte le jour de Noël 1583, peu après l'achèvement du château. Hideyoshi laissa ses subalternes libres de se convertir, et certains de ses proches, y compris des dames de la cour, se firent chrétiens, parfois sous l'influence directe de Takayama. D'autres chrétiens occupaient des postes importants, parmi lesquels Konishi Yukinaga, Ukita du Bizen et Kuroda, tous officiers et tous dévoués à Hideyoshi.

En 1584 et 1585, alors qu'il se trouvait à Osaka entre deux campagnes,

Hideyoshi eut à plusieurs reprises des contacts aimables et apparemment francs avec les dirigeants jésuites, avec lesquels il s'entretint dans ses heures de loisir. En 1586, le vice-provincial Gaspar Cœlho vint du Japon occidental (il était à Nagasaki, ville alors presque portugaise) visiter les congrégations de la région de Kyoto. Au début de mai, il se rendit en grande pompe au château d'ôsaka, accompagné de Frois et autres pères ainsi que par un certain nombre de catéchistes japonais. Ils furent solennellement reçus par Hideyoshi et divers de ses grands barons. Puis, ces derniers s'étant retirés, Hideyoshi s'entretint librement avec ses hôtes, et plus particulièrement avec le père Frois, qui parlait bien le japonais et connaissait Hideyoshi depuis ses débuts. Ils évoquèrent le temps passé en toute intimité. Selon le rapport des jésuites, Hideyoshi parla sans réserve

avec le vice-provincial, le persuadant qu'il ferait du Japon un pays chrétien dès qu'il aurait conquis la Chine.

Il expliqua à Cœlho qu'il avait l'intention d'envahir la Corée avec 2000 vaisseaux, et lui dit que, le moment venu, il comptait sur lui pour lui procurer deux navires portugais bien armés. Peu de temps après, il accorda des exemptions et autres privilèges aux chrétiens, qui se virent ainsi mieux lotis qu'ils n'avaient jamais osé l'espérer. Il devait savoir que le Japon comptait alors entre 150000 et 200000 chrétiens. Les séminaires préparaient chaque année des jeunes gens à prêcher l'Évangile, et bien que la plupart des convertis fussent dans les provinces de l'Ouest, il s'en trouvait 10000 dans la capitale même et dans les environs. Les perspectives étaient des plus réjouissantes.

Durant l'été 1587, rentrant de ses victoires du Kyüshü, Hideyoshi convia Cœlho à lui rendre visite près de Hakata, où il étudiait la reconstruction de la ville, qui avait beaucoup souffert des combats. Il choisit l'emplacement d'une église. Il monta également à bord d'un petit navire portugais bien armé pour voir le père, et se montra très affable et intéressé. Puis, au milieu de la nuit, quelques heures seulement après que Hideyoshi eut quitté le navire portugais, Cœlho reçut un message accusant les jésuites de divers crimes et exigeant une réponse. Malgré tous ses efforts, Hideyoshi ne prêta aucune attention à sa défense, et un édit parut le lendemain bannissant les chrétiens et ordonnant aux pères de quitter le pays dans un délai de vingt jours. Il semble que cet édit date du 25 juillet 1587, mais le cours exact des événements d'alors est difficile à établir, car les documents disponibles présentent certaines contradictions. Celles-ci ne sont toutefois pas importantes, et les faits principaux sont clairs.

Hideyoshi avait décidé de se débarrasser des missionnaires. Dans l'une de ses déclarations, il les accusait des mêmes crimes que les membres de la secte Ikkô : d'encourager les daimyô à contraindre leurs gens à abandonner leur ancienne religion ; de vendre des Japonais comme esclaves en Chine, en Corée et dans d'autres régions d'Asie ; de tuer des animaux (des chevaux et des bœufs) pour les manger ; et de détruire des édifices bouddhiques et shintoïstes. Il y avait plus qu'une trace de vérité dans ces accusations, car les négociants portugais achetaient bel et bien des esclaves et il arrivait que les jésuites ou leurs convertis mettent en pièces des statues bouddhiques et endommagent des sanctuaires. Mais il n'est guère plausible que ce soit ces

raisons qui amenèrent soudain Hideyoshi à prendre des mesures aussi draconiennes.

Diverses explications ont été proposées, mais aucune d'elles n'est convaincante. Selon un historien de l'Église, enivré par le vin que lui avait offert Cœlho, Hideyoshi aurait agi dans un accès de rage. Selon un autre, les filles de la campagne refusaient de se soumettre à lui du fait de l'influence chrétienne. Il se peut qu'il y ait là quelque vérité, car il était d'une nature particulièrement sensuelle et pouvait d'ordinaire compter sur des entremetteurs pour la satisfaction de ses désirs. Mais la chose reste hautement improbable. Il est plus vraisemblable qu'il ait ruminé depuis quelque temps le problème que posaient ses relations avec l'étranger, et que quelque chose qu'il avait vu ou entendu à Hakata ait soudain donné une nouvelle consistance à ses soupçons accumulés. On sait qu'il avait pour conseiller un certain Seiyaku In, moitié médecin et moitié proxénète, qui avait les jésuites en horreur et contribua certainement à troubler son esprit.

Quelle que fût la cause immédiate de sa décision, et même s'il la prit sous l'effet d'une colère momentanée, il est certain que Hideyoshi agit dans un but bien précis. Il avait désormais bien en main les sectes bouddhiques, mais au Kyüshü, il se rendait compte que, loin d'être opprimés, les jésuites occupaient une position de force du fait de leur emprise sur les principaux dirigeants. Le hasard voulut qu'ôtomo Sôrin et Omura Sumitada, les deux plus importants « daimyô chrétiens » du Kyüshü, meurent tous deux quelque temps avant la fin de sa campagne ; et il se peut qu'il ait vu là une occasion particulièrement favorable d'étendre son gouvernement despotique à l'ensemble du Japon. Il était fort bien informé sur les activités des Portugais – clercs et laïcs – de Nagasaki, qui ressemblait alors à une possession étrangère, et sans doute était-il au courant du commerce d'esclaves auquel se livraient certains capitaines portugais. Ce défi à la souveraineté du Japon lui donnait une raison de mettre en œuvre une politique décidée de longue date. Hormis une certaine opposition dans le Kantô, il était désormais le maître du pays entier, et il estimait peut-être impossible d'entreprendre une campagne contre la Corée en toute confiance aussi longtemps qu'il n'était pas débarrassé de tous les agents d'opposition possibles que comptait encore le Japon.

L'ordre d'expulsion, bien sûr, inquiéta les missionnaires, qui furent assez prudents pour donner l'impression d'y obéir. Dès qu'il connut le texte de

l’édit (une copie lui en fut envoyée), Cœlho protesta qu’il n’était pas possible que ses collègues et lui quittent le pays immédiatement étant donné qu’il n’y avait pas de bateaux pour les emmener. Il rassembla le plus grand nombre des missionnaires à Hirado, pour y embarquer à bord d’un navire portugais dont le départ ne devait pas tarder ; mais tous ne partirent pas. En fait, la plupart d’entre eux, peut-être une centaine en tout, restèrent et allèrent se cacher à Omura et Arima, deux villes portuaires de la province de Hizen, où quelques pots-de-vin bien placés leur permirent de pouvoir demeurer et reprendre leur tâche pastorale. Les officiers de Hideyoshi ne mirent aucun zèle à faire appliquer son édit, et le commerce continua comme par le passé. Nagasaki resta extérieurement une partie du fief d’Omura, mais les jésuites en furent les dirigeants réels jusqu’en 1590, où la ville fut placée sous l’autorité directe de Hideyoshi.

Tout en agissant contre les missionnaires, Hideyoshi eut soin d’assurer les marchands qu’ils restaient les bienvenus. Le dernier des cinq articles de l’édit d’expulsion dit clairement que, dans la mesure où ils n’entravent pas l’enseignement bouddhique, les marchands des pays chrétiens peuvent aller et venir librement à des fins commerciales. D’après les autres articles, il ne semble pas qu’il se soit opposé à la liberté de croyance individuelle, mais à ces conversions en bloc qui avaient lieu à la demande d’un daimyô ou autre grand seigneur. Le mémoire publié sous son sceau le 24 juillet utilise l’expression « kokoro shidai », qui veut dire « selon le propre cœur d’un homme – ses sentiments privés ».

En 1587, lors de son retour à Kyoto, Hideyoshi eut à régler des problèmes plus urgents que le sort des missions chrétiennes. Il lui fallait poursuivre sa politique active d’unification, dont faisait partie la réforme monétaire, la confiscation des armes, la législation sociale distinguant le soldat du paysan et l’assujettissement des provinces de l’Est et du Nord, dont le siège d’Odawara marqua le début. Ce programme l’occupa jusqu’en 1590, où il consacra son esprit tout entier à préparer une invasion de la Corée. Son souci n’était pas alors de persécuter les missionnaires, mais de continuer et d’accroître son commerce extérieur. Au Kyüshü, les missionnaires n’eurent donc que peu d’ennuis, et firent même des progrès tels que, dans une région certes limitée, ils nourrirent et approfondirent la foi de milliers de convertis. Ceux-ci étaient pour la plupart des paysans et des ouvriers qui vivaient pauvrement dans un pays accablé par la guerre et

assoiffé de consolation. Mais des personnages importants – l'amiral Konishi et une poignée d'autres hommes de haut rang – étaient également du côté des jésuites. Les femmes et les filles des croyants comptaient parmi les chrétiens les plus sûrs. Habitué à voir la femme décrite comme gentille et serviable, celui qui étudie l'histoire du Japon découvre alors que, entre tous les martyrs, aucun ne montra davantage de courage que les femmes.

Hideyoshi ne retira pas son édit d'expulsion, mais en 1590, il accepta de recevoir une délégation du vice-roi des Indes dont Valignano devait faire partie. La mission fî t reçue à Kyoto en mars 1591. Outre Valignano et plusieurs prêtres, elle comprenait les quatre jeunes ambassadeurs qui avaient fait huit ans plus tôt le voyage du Kyüshü à Rome et venaient de rentrer. Un certain nombre de Portugais venant de Nagasaki et d'autres ports se joignirent à eux. Valignano lui-même avait été choisi pour représenter le vice-roi, et Hideyoshi le traita bien, mais l'avertit de ne pas demander le retrait de l'édit d'expulsion ni aucune faveur pour les missionnaires.

L'édit n'avait pas empêché les chrétiens japonais en place de pratiquer leur foi ni d'encourager de nouvelles conversions. Hideyoshi sembla avoir accepté la présence à Kyoto d'Organtino et autres pères, et il ne prit aucune mesure contre les missionnaires que Valignano avaient emmenés avec lui, se contentant de les garder en otages à Nagasaki – solution qui convenait aux deux parties. En octobre 1592, quand Valignano repartit pour les Indes avec une réponse à la lettre du vice-roi, plus de cent jésuites travaillaient secrètement au Japon. Leur activité se concentrait bien sûr au Kyüshü, mais leur œuvre se poursuivait dans la région même de Kyoto.

Les habitants de la capitale avaient toujours suivi la mode avec enthousiasme, et après que furent apparus dans ses rues des marchands et des capitaines portugais vêtus avec recherche, la ville se prit d'un extraordinaire engouement pour les façons et pour les habits étrangers. Les beaux et les belles se mirent à porter des chapelets et des crucifix, et à employer des mots portugais. L'arrivée des produits qui venaient d'Europe comme de Chine ou des Indes était attendue avec impatience, et la poursuite du commerce portugais devint une affaire importante pour les gens à la mode. Habitué à la robe sombre des jésuites, Hideyoshi lui-même fut impressionné par la mise élégante des laïcs portugais. Pour des raisons politiques plus sérieuses, il était soucieux de ne pas compromettre l'arrivée

de produits portugais, car en automne 1592 il s'était installé à Nagoya, dans la province de Hizen, et il y avait établi son quartier général en vue de la campagne de Corée.

Les missionnaires s'en inquiétèrent, car ils se voyaient désormais à la merci des bandes qui couraient les villes et les villages du nord du Kyüshü en quête d'hommes valides et de provisions pour les troupes d'invasion. Pour les jésuites, c'était un grand danger, et nombre d'entre eux étaient aux abois ; mais leurs ennemis étaient de petits fonctionnaires soucieux de s'enrichir et prêts à se laisser acheter. Ils pouvaient également compter sur la protection de leurs convertis les plus influents, de sorte que malgré tous les périls et obstacles, le nombre de leurs adeptes continuait à augmenter et leur œuvre à porter ses fruits. Quoiqu'il dût parfois publier un ordre désagréable, Hideyoshi n'était plus disposé à ordonner une persécution en règle. Ainsi, loin de diminuer, le nombre des jésuites augmenta après 1592. Le rapport de la Société pour les années 1595-1596 montre qu'il y avait alors cinquante pères en Chine et plus de cent cinquante au Japon. C'était une situation singulière, car Hideyoshi avait autorisé la présence de dix prêtres seulement à Nagasaki pour les besoins spirituels des Portugais, et si Organtino pouvait demeurer à Kyoto, c'était sans charge et sans église. Après cette nuit de 1587 où les foudres de Hideyoshi s'étaient abattues sur le malheureux Cœlho, cette situation était à peine croyable. Selon les rapports des jésuites, le Japon comptait désormais 300000 chrétiens, dont plus de 60000 baptisés depuis l'édit d'expulsion.

Et tous les convertis n'étaient pas d'humbles paysans. Parmi les plus distingués figuraient Gracia Hosakawa, fille d'Akechi Mitsuhide ; Maria, sœur de Yodogimi ; Magdalen, compagne de l'épouse de Hideyoshi ; les fils de Maeda Geni ; Sô, *tandai* héréditaire de Tsushima ; Môri, du Chikugo ; Gamô Ujisato, d'Aizu ; et Sambôshi, le petit-fils de Nobunaga que Hideyoshi avait présenté au conseil de Kiyosu alors qu'il était tout enfant. Pour la plupart, c'était des ouailles du vieil Organtino. Hideyoshi était parfaitement informé de ce que faisaient les jésuites, mais il ne prit aucune mesure pour mettre un terme à leurs activités. En général, les missionnaires étaient trop réservés pour se vanter de leurs triomphes, et Hideyoshi était tout à ses projets intérieurs et continentaux. Il n'avait pas de temps à perdre.

Tandis que les jésuites récoltaient leur moisson et que les marchands portugais continuaient à s'enrichir dans les eaux extrême-orientales, les

conquistadores espagnols, préoccupés d’abord de construire un empire colonial en Amérique, créaient une sorte d’avant-poste à Manille, sur l’île de Luzon, dans les Philippines. Les capitaines qui s’y trouvaient basés commençaient à voir d’un œil envieux le monopole dont jouissaient les navires portugais dans le commerce japonais, et les missionnaires installés à Manille, franciscains, dominicains et augustins, souffraient du monopole qu’avait conféré aux jésuites du Japon un bref papal de 1585.

Quoique Hideyoshi eût accordé aux Portugais la liberté de commerce, il regrettait d’avoir créé une exception à sa règle de contrôle absolu sur tout ce qui, dans le domaine religieux ou laïc, se faisait au Japon. Mais l’alliance entre les jésuites et les commerçants portugais était très étroite. En 1591, après avoir placé Nagasaki sous son autorité directe, il ordonna un jour aux commissaires qu’il avait sur place de contraindre un navire portugais à céder sa cargaison d’or à un prix réduit. Le marchand concerné répondit qu’il ne pouvait le faire sans l’intervention des jésuites. Furieux, Hideyoshi dressa des plans pour amener sous son contrôle le commerce extérieur du Japon. Mais il se rendit bientôt compte qu’il ne pouvait forcer les autres pays à commercer selon ses règles à lui, et sans doute en conçut-il une certaine rancœur à l’égard des marchands comme des prêtres.

CHAPITRE XLIII

L’invasion de la Corée

MISE EN ŒUVRE

L’ordre d’attaque contre la Corée fut lancé le 24 avril 1592. Il mit en branle le fer de lance d’une armée d’invasion de prés de 200000 hommes, tandis qu’une réserve de 100000 soldats était postée dans le voisinage de Nagoya, au Kyüshü, où se trouvait le quartier général de Hideyoshi.

Les préparatifs qui avaient été faits étaient à l’échelle de l’effort militaire titanesque qu’il envisageait. La guerre continue du siècle précédent, et surtout des cinq décennies suivant l’ascension de Nobunaga, avait donné aux chefs militaires une grande expérience en matière de mobilisation, de ravitaillement et de transport de vastes corps de troupes et de quantités de matériel et de provisions en rapport. Les méthodes de combat et les armes nouvelles avaient augmenté les besoins des armées en campagne, qui, à l’époque de Yoshimitsu encore, étaient relativement simples. Aucun changement important ne s’était produit depuis l’ascension de Nobunaga et l’emploi généralisé des armes à feu.

Hideyoshi avait toujours très bien organisé l’approvisionnement de ses armées, comme en témoignent la campagne du Kyüshü et la préparation du siège d’Odawara, qui, sans doute, furent de précieuses leçons pour son état major.

La base de Nagoya était en construction depuis le début de l’automne 1591. Ce devait être le grand quartier général de l’armée. Des pièces d’or et d’argent furent spécialement frappées pour l’occasion, et des réserves constituées pour 480000 hommes. Les daimyô avaient tous dû fournir des troupes, des armes, des transports et autres services en proportion de leurs revenus. Des bateaux et des équipages avaient été fournis sur la même base par les provinces maritimes, ainsi que la main-d’œuvre et les appareils nécessaires au chargement de la cargaison. Des plans très précis furent dressés, et, selon tous les témoignages, leur exécution constitua sur le plan de l’organisation un exploit sinon supérieur, du moins égal à tout ce qui se faisait alors en Europe dans le domaine militaire.

On trouve dans les archives de la famille Môri une analyse de la composition de l’armée d’invasion, avec les noms des commandants et les effectifs engagés. C’est une source authentique et sûre, que l’on peut résumer ainsi :

Le corps principal se composait de sept contingents, qui devaient constituer les premières vagues d’attaque. Ils s’assemblèrent sur l’île de Tsushima pour y attendre l’ordre d’embarquer. Voici la liste des commandants et de leurs effectifs tels que Môri les estimait :

I. Konishi Yukinaga	7000	
Sö	5000	
Matsuura	3000	
Arima	2000	
Omura	1000	
Goto	700	18 700
II. Katö Kiyomasa	10 000	
Nabeshima	12 000	
Sagara	800	22 800
III. Kuroda Nagamasa	5000	
Otomo Yoshimasa	6 000	11000
IV. Shimazu Yoshihiro	10 000	
Möri Yoshimasa	2000	
Autres	2000	14 000
V. Fukushima	4 800	
Toda	3900	
Chösokabe	3000	
Ikoma	5 500	
Ikushima	700	
Hachisuka	7 200	25 000 (sic)
VI. Kobayakawa	10 000	
Tachibana, Tsukushi et autres	5 700	15 700
VII. Möri Terumoto	30 000	30 000
	137 200	

Il y avait en outre des réserves sur les îles d’Iki et de Tsushima ; 11 500 hommes à Iki sous le commandement de Hidekatsu et de Hosokawa, et 10000 à Tsushima aux ordres d’Ukita. L’effectif total de cette armée de choc était donc de 158700 hommes. Les troupes postées à Nagoya

comprenaient des contingents fournis par Ieyasu, Uesugi, Gamô et autres importants daimyô. Elles comptaient en tout quelque 75000 hommes.

Les chiffres ci-dessus (qui correspondent assez bien avec ceux que donnent d'autres sources) montrent que les effectifs totaux mobilisés par Hideyoshi représentaient en gros 225000 soldats. A cela, il convient encore d'ajouter une armée navale d'environ 9000 hommes.

L'ordre de bataille voulait que les sept premiers contingents envahissent la Corée et occupent l'ensemble du pays, ouvrant ainsi la voie à une attaque contre la Chine.

LE DÉBARQUEMENT A PUSAN ET LA MARCHE SUR SEOUL

Le signal du départ fut donné à la fin d’avril 1592, et l’avant-garde, composée des trois premiers contingents, soit de 52500 hommes, commença d’embarquer à Tsushima, où elle attendait les ordres. Les 18000 hommes du contingent de Konishi Yukinaga atteignirent Pusan le 23 mai à bord de 700 navires qui envahirent le port. Katö Kiyomasa et Kuroda Nagamasa, avec respectivement 22000 et 11000 hommes, arrivèrent deux jours plus tard, très dépités d’avoir été devancés par Konishi.

Cette campagne si bien organisée débuta par une erreur. L’armée navale japonaise qui était censée convoyer les contingents de Konishi et de Katö n’atteignit Nagoya à partir de la mer Intérieure (où elle se trouvait rassemblée) que lorsque Konishi se trouva sur le point de quitter Tsushima. Elle ne partit de Nagoya qu’alors que Konishi se battait depuis plusieurs jours sur le sol coréen et que les contingents de Katö, Kuroda, Kobayakawa et autres avaient déjà débarqué à Pusan ou dans les environs et s’avançaient vers l’intérieur.

Savoir pourquoi la marine coréenne ne profita pas de cette occasion pour détruire l’essentiel de la flotte d’invasion reste une question obscure. Le temps semble avoir été favorable, et les navires ennemis devaient être faciles à détecter. Apparemment, le gouvernement coréen discutait encore de la politique à suivre et n’avait donné aucun ordre à Yi, l’amiral coréen. La cour ne vit pas dans la demande japonaise d’un passage vers la Chine à travers la Corée une réelle menace et ne fit certainement aucun préparatif pour prévenir un débarquement. Pour l’armée japonaise, ce fut une chance extraordinaire que l’amiral laisse passer les navires qui la transportait.

Les trois premières divisions qui avaient débarqué prirent la forteresse de Pusan en quelques heures. Elles eurent tôt fait de vaincre la faible résistance des soldats coréens, dont 8000 furent décapités et quelques vingtaines faits prisonniers. Elles continuèrent ensuite d’avancer pendant près d’un mois sans rencontrer d’opposition ou presque. Le contingent de Konishi ouvrait la marche et progressait en direction de Seoul à une allure exceptionnelle, couvrant près de 450 kilomètres en vingt jours. Le deuxième et le troisième contingent suivaient de près, et le 12 juin 1592 Seoul tomba aux mains des

Japonais. Konishi et Katö ambitionnaient tous deux de prendre la ville, mais le mérite en revint à Konishi, bien que Katö eût tenté de le dépasser en suivant à marche forcée l’une des trois grandes routes conduisant au nord de Pusan.

Le 16 juin, le troisième contingent, soit les 11000 hommes placés aux ordres de Kuroda, accompagné de certains renforts du contingent de Shimazu, arriva à Seoul par la route de l’ouest, après avoir infligé en route de lourdes pertes aux Coréens. Avec les 10000 hommes du huitième contingent de Tsushima, Ukita atteignit Seoul presque au même moment pour y prendre les fonctions de commandant en chef.

Cependant, le reste des troupes d’invasion (les quatrième, cinquième, sixième et septième contingents) attendait des ordres à Pusan, où était ancrée la flotte japonaise. Bien que nombreuse, cette armée navale n’était pas de taille à se mesurer avec les Coréens. Les hommes qui composaient ses équipages étaient bien souvent des pirates obéissant aux ordres des daimyô des provinces qui bordaient la mer Intérieure. Des navires plus vastes avaient été spécialement fournis pour l’occasion, mais leurs commandants et leurs hommes d’équipage n’avaient aucune expérience de la guerre navale et n’étaient bons qu’à faire un travail de transport. Ils connaissaient mal les marées et courants des passes étroites du sud et de l’ouest de la péninsule coréenne, et se trouvaient ainsi très défavorisés par rapport aux vaisseaux coréens, mieux construits et mieux pilotés. La flotte japonaise, qui était essentielle au succès de l’invasion, ne réussit pas à se rendre maîtresse de la mer, et fut maintes fois très malmenée par les bateaux de guerre coréens.

La flotte japonaise qui transportait la seconde vague des assaillants fut attaquée par l’amiral Yi le 7 juin alors qu’elle jetait l’ancre au large de l’île d’Okpo ; elle perdit alors une cinquantaine de bâtiments. Ce genre d’attaques se renouvelant, une escadre japonaise qui transportait plusieurs centaines de combattants fut anéantie, et son commandant, l’amiral pirate Kurushima, fut contraint de se suicider. L’échec de la flotte mit en très grand danger les 150000 hommes de l’armée d’invasion japonaise, et ses commandants eurent beaucoup de chance d’échapper aux graves conséquences qui auraient pu résulter d’une coupure de leurs lignes de ravitaillement à partir du Japon.

Ce n’est pas par manque de prévoyance que les marins japonais eurent à souffrir de tels revers. L’ordre de bataille signé en avril par Hideyoshi insiste sur l’importance d’amener les troupes à bon port à travers le détroit de Corée, et conseil la plus grande prudence. « La perte d’un homme ou d’un cheval par imprudence sera considérée comme un délit grave. »

On ne pouvait attendre des troupes qui, après la capture de Seoul, continuaient en direction du nord, qu’elles soutiennent l’élan de Konishi. Lorsqu’ils eurent débarqué à Pusan, les derniers contingents (quatrième et cinquième) reçurent des ordres de Hideyoshi. En tant que commandant en chef, Ukita devait rester au quartier général de Seoul et tenir la province métropolitaine de Keikidô ou Kyunggwai. Konishi devait prendre la province frontière septentrionale de Heiandô ou Pyönan, au sud du Yalu ; Katô la province frontière septentrionale du sud du Tumen, et les cinq contingents restants, aux ordres de Kuroda, Shimazu, Fukushima, Kobayakawa et Môri, les provinces du centre et du sud.

Les commandants de l’armée japonaise entreprirent d’imposer aux habitants de chaque province un nouveau système de gouvernement dans le style de l’organisation féodale du Japon. Ils commencèrent un recensement foncier doublé d’une redistribution des terres. Ils essayèrent en outre d’apprendre aux indigènes la langue et les habitudes japonaises, et, par un traitement et une propagande de conciliation, de les amener à se considérer comme faisant partie du Japon, idée qui devait être reprise quelques siècles plus tard, lorsque le parti militaire japonais imagina une sphère de coprospérité du grand Est asiatique.

Le roi de Corée, ses princes et ses ministres avaient fui devant l’avance de Konishi, laissant ses habitants piller la ville avant l’arrivée des envahisseurs. Le général coréen responsable de la défense de Seoul fit vaguement mine de vouloir tenir la ligne du Han, sur les rives duquel la ville est construite, mais il ne tarda pas à se retirer, et le roi partit plus au nord pour Pyongyang, ancienne capitale située au bord du Taedong. Les commandants coréens décidèrent alors de tenir une ligne le long de l’Imjin vers le nord, et de nombreuses troupes furent bientôt massées sur le cours du fleuve.

Cependant, la panique qui s’était emparée des soldats coréens devant l’avance de Konishi et de Katô s’était apaisée, et dans certaines régions, un esprit agressif l’avait remplacée. Dans la province de Kangwun, la division

de Shimazu essuya quelques rudes combats, et dans la province métropolitaine elle-même les meilleurs soldats d'Ukita furent battus par un général coréen qui, plus tard, fut accusé à tort de lâcheté par un rival jaloux et exécuté sur ordre du roi. Cet exemple est typique de la situation qui régnait en Corée. Le peuple montrait courage et endurance ; le gouvernement était faible et stupide. Toutefois, malgré leurs handicaps, les Coréens étaient occasionnellement en mesure d'opposer une forte résistance aux Japonais. Lorsque Katô Kiyomasa, obéissant aux ordres de Hideyoshi, envahit la province de Hamgyung au début de juillet 1592, il dut affronter quelques-uns des meilleurs combattants de Corée. La province se trouvait située sur le flanc droit d'une armée qui progressait au Nord vers le Yalu, et il était de ce fait très important de la tenir pour la sécurité des troupes de Konishi. Mais Katô rencontra de grandes difficultés et dut lutter durement tout au long de l'hiver 1592-1593. A un moment donné, il réussit pourtant à traverser le Tumen et à entrer en Mandchourie.

La tâche de Konishi fut plus aisée. Le 9 juillet, il s'était séparé de Katô pour emprunter la plus occidentale des trois grandes routes conduisant vers le nord. Le 15, il atteignit le Taedong, sur l'autre rive duquel se trouvait Pyongyang, où le roi s'était réfugié. C'était une ville puissante, qui occupait une position de force. Konishi et les quelque 18000 hommes de son contingent furent bientôt rejoints par les 11000 hommes du troisième contingent, aux ordres de Kuroda. Le Taedong est un fleuve difficile, mais les Coréens révélèrent par mégarde l'endroit où se trouvaient les gués. Les soldats japonais le traversèrent alors en masse, submergeant les défenses de la ville, qui tomba bientôt aux mains de Konishi. Celui-ci s'empara des greniers et autres entrepôts, puis il attendit avec Kuroda d'autres ordres du haut commandement. Le roi s'enfuit vers le nord à Wiju, sur la rive gauche du Yalu, et adressa de là des demandes de secours à la Chine.

Jusqu'ici, les Coréens n'avaient guère eu de chance, mais le passage des armées japonaises avait donné naissance à un mouvement de résistance dont la puissance était alors en train de s'affirmer. Placées sous le commandement d'officiers lamentables, les troupes régulières étaient pratiquement inutiles, mais les paysans se montraient prêts à tout pour défendre leurs champs et leurs récoltes. Dans la plupart des provinces, ils se lancèrent dans une guérilla qui mit le gros de l'armée japonaise dans un état d'alerte permanent. En rase campagne, les Japonais étaient maintenant

presque partout sur la défensive, et en dépit de leur supériorité numérique, ils se virent repoussés une fois au moins alors qu'ils essayaient de prendre un fort coréen défendu par des contingents locaux.

Tandis que les troupes de Kuroda, Hosokawa et Môri essuyaient des revers ou, au mieux, tenaient tête aux irréguliers coréens, dans le Nord, les généraux japonais – Konishi en particulier – attendaient l'ordre d'entrer en Chine. Le roi de Corée avait adressé plusieurs appels à l'aide au gouvernement chinois, qui s'était enfin décidé à envoyer des troupes chasser les Japonais de Pyongyang. Mais celles-ci avaient été mises en pièces par les défenseurs japonais, qui avaient ainsi donné aux autorités militaires chinoises une leçon profitable : elles savaient désormais qu'il leur fallait faire un effort décisif, et l'ordre fut donné de mobiliser et d'équiper une formidable armée. Hideyoshi n'avait peut-être pas imaginé une aussi forte réaction de la part des Chinois, mais il est évident que Konishi prévoyait de gros ennuis. Pour tester l'humeur du commandement japonais, les Chinois envoyèrent un haut officier négocier avec lui une paix ou une trêve, et après une brève rencontre devant les lignes japonaises, on décida que l'envoyé chinois retournerait à Pékin tandis que les deux armées observeraient un armistice de quinze jours.

Konishi fut certainement ravi de cette pause, car il était inquiet pour ses arrières et son flanc droit, surtout au vu des rapports qu'il recevait du sud l'informant des désastres navals japonais et de la résistance coréenne qui, dans les provinces méridionales, était passée à l'offensive. La nouvelle des défaites navales était particulièrement alarmante, car si les vivres provenant du Japon arrivaient à être coupés, les armées japonaises devraient vivre sur le pays, ce que les attaques des guérilleros coréens rendraient très difficile. Cependant, les demandes de vivres que Konishi envoyait à la base de Nagoya demeuraient sans réponse.

Or les bandes de guérilleros se transformaient en troupes disciplinées aux ordres de chefs expérimentés alors que certains contingents japonais commençaient à donner des signes de découragement. Des lettres envoyées chez eux par des guerriers du front attestent que maints d'entre eux supportaient de plus en plus mal les dangers et l'inconfort d'une campagne rendue toujours plus pénible du fait du manque de vivres, de la maladie (due sans doute à l'eau coréen îe) et du harcèlement par la guérilla. Au

début de 1593, le total des pertes de toutes sortes était estimé à un tiers de l’ensemble des troupes.

C’est à ce moment que, l’armistice ayant expiré, une nouvelle armée chinoise traversa le Yalu pour marcher sur Pyongyang, qu’elle atteignit au commencement de février. Avec 20000 hommes seulement, Konishi soutint l’attaque d’une armée beaucoup plus nombreuse (plus de 50000 hommes selon les estimations les plus basses) ; mais il dut finalement se retirer en suivant la route de Seoul, où des points forts avaient été prévus à cet effet. Sa retraite obligea Katô Kiyomasa à l’imiter, se battant pour rejoindre ses troupes. Tout ce qui restait de l’armée japonaise dut alors se concentrer pour défendre Seoul contre les Chinois, qui avaient l’avantage d’une artillerie efficace et d’une puissante division de cavalerie.

Katô et Konishi défendirent âprement Seoul. Non seulement ils tinrent tête à une vaste armée chinoise, mais ils contre-attaquèrent et la mirent en fuite lors d’un violent combat livré hors de la ville. Ils avaient toutefois conscience qu’ils ne pourraient pas soutenir longtemps leur effort. Ils suggérèrent donc une rencontre pour discuter de paix, et ils acceptèrent de se plier aux conditions chinoises, qui exigeaient l’évacuation de Seoul. Les troupes japonaises se replièrent vers le sud le 9 mai 1593 – presque un an après leur débarquement à Pusan. A propos de la bataille livrée aux abords de Seoul dans le lit du Han, un vaillant officier japonais déclara que ce fleuve était plus terrible que celui de l’enfer (« sanzu no kawa »).

Tandis qu’ils battaient en retraite, les Japonais ne furent pas sérieusement poursuivis par les Chinois, qui ne tardèrent pas à retourner chez eux, ne laissant derrière eux qu’une petite garnison à Seoul pour protéger le roi. Lors de ses pourparlers avec l’émissaire chinois Shi Weijing, Konishi avait accepté trois conditions fixées par le gouvernement chinois, selon lesquelles Hideyoshi devait être nommé roi du Japon par l’empereur de Chine, la paix devait alors s’ensuivre entre les deux pays, et la Corée ne faisait pas partie de l’accord.

Hideyoshi répondit avec fermeté aux ambassadeurs Ming qui vinrent à Nagoya en juin armés de ces propositions. L’empereur de Chine devait envoyer l’une de ses filles au Japon pour y devenir épouse impériale ; le commerce entre les deux pays devait reprendre ; et cet accord devait être confirmé sous serment par des ministres des deux États. Un autre ensemble de conditions prévoyait que, l’accord de paix une fois conclu entre le Japon

et la Chine, les quatre provinces septentrionales et la capitale de la Corée seraient rendues au roi ; des princes coréens seraient envoyés en otage au Japon ; et les hauts officiers de l'État coréen jureraient que leur pays ne se révolterait jamais contre le Japon. Ces conditions impliquaient bien sûr que le Japon devenait maître des provinces du Sud.

Pour le gouvernant d'un pays dont les armées avaient dû être retirées en hâte afin d'éviter la défaite, Hideyoshi affichait une fière assurance. Mais il ne pouvait pas compter sur l'appui de tous ses généraux. En effet, les dirigeants de l'armée étaient en désaccord, les uns étant avec Katô pour les exigences imposées par Hideyoshi, les autres y étant opposés de même que Konishi. Ainsi, la situation intérieure n'était pas sans danger. On peut même dire que la politique d'unification de Hideyoshi se trouvait en jeu, car si des hommes comme Konishi et Ishida Mitsunari étaient en faveur de la discipline féodale, certains parmi les daimyô les plus puissants, comme Ieyasu, Shimazu, Date et Môri, souhaitaient pour leurs fiefs une indépendance que Hideyoshi n'était pas disposé à accorder.

Il n'y eut toutefois pas de conflit immédiat, car Konishi avait habilement convaincu le négociateur chinois Chen de venir au Japon avec une délégation dont les chefs étaient prêts à accepter les conditions sur lesquelles il s'était préalablement entendu avec Shi.

En décembre 1596, après maints malentendus et retards, une ambassade chinoise arriva de Pusan à Kyoto sous l'escorte de Konishi. Elle apportait à Hideyoshi une couronne et des vêtements royaux en vue de la cérémonie d'investiture qui devait faire de lui le roi du Japon. Ses membres n'avaient pas connaissance des conditions de paix proposées par Hideyoshi, et lorsqu'ils lurent la lettre de la cour chinoise devant la compagnie assemblée, Hideyoshi, qui s'attendait à un message soumis et non condescendant, fut pris d'une violente colère et maltraita les envoyés chinois. Le même jour, il leur annonça qu'il allait donner l'ordre d'attaquer la Chine.

Dès lors, il était inévitable que s'aggrave le conflit entre Konishi et Katô, l'un étant en faveur de la paix et l'autre d'une reprise des hostilités en Corée. De son côté, Hideyoshi adopta un comportement désordonné et contraire à toutes les normes de la diplomatie. Après avoir insulté les envoyés chinois, il leur fit des présents d'adieu, puis il dépêcha à leurs trousses un messager chargé d'une lettre faisant état de son mécontentement.

Tandis que la dispute continuait entre le parti de la paix et celui de la guerre, les troupes japonaises demeurées en Corée étaient progressivement évacuées, à l'exception d'une puissante arrière-garde concentrée dans la région de Pusan. Mais le 19 mars 1597, Hideyoshi donna de nouveaux ordres. Mettant à exécution sa menace d'attaquer la Chine, il mobilisa une nouvelle armée d'invasion de près de 100000 hommes, provenant essentiellement du Kyüshü et des provinces occidentales. Avec les troupes qui s'y trouvaient déjà, le total de ses effectifs en Corée devait ainsi se monter à 150000 hommes, soit à peu près autant qu'en comptait sa première armée d'invasion.

Tous étaient des soldats d'élite, mais le joyeux optimisme qui animait les envahisseurs de 1592 avait pratiquement disparu. Katô, Shimazu et Konishi étaient tout à leur mésentente, et les perspectives étaient sombres. Les Coréens avaient relevé le défi de Hideyoshi. En réponse à leur appel, une nouvelle armée chinoise avait traversé le Yalu, et, en janvier 1598, elle progressait au sud de Seoul, s'enrichissant au cours de son avance de nouvelles troupes coréennes et chinoises. Suivant en sens inverse la route prise par Katô Kiyomasa en 1592, elle atteignit bientôt la position occupée par Kiyomasa à Yolan, ville côtière stratégiquement bien située que les Japonais connaissaient sous le nom d'Urusan. C'est là que devait avoir lieu l'un des combats les plus meurtriers de la guerre.

Étroitement assiégée, la garnison japonaise était sur le point de mourir de faim lorsque lui arriva le secours de Kuroda et autres commandants, qui non seulement brisèrent le siège mais forcèrent les Chinois à battre précipitamment en retraite. Mais ceux-ci revinrent au printemps, et en si grand nombre que Konishi, désespérant de pouvoir maintenir un front étendu, conseilla de concentrer les troupes devant Pusan. Dans un accès de rage comme il en avait toujours plus fréquemment, Hideyoshi rappela plus de la moitié de l'armée, laissant pour la défense quelque 60000 hommes, qui, pour la plupart, venaient du Satsuma et obéissaient aux ordres de Shimazu. C'étaient de formidables guerriers, qui soutinrent de nombreux assauts au cours de l'été 1598. A la fin d'octobre, ils prirent brusquement l'avantage, massacrant des milliers de Chinois et de Coréens. On prétend qu'ils coupèrent 38000 têtes[198], après quoi Konishi administra ce qui se révéla le coup de grâce pour les Chinois. Presque aussitôt, un accord fut

conclu, sans doute facilité par l'annonce de la mort de Hideyoshi (le 18 septembre), qui parvint en Corée dans les derniers jours d'octobre.

L'évacuation fut bientôt terminée ; Konishi et Sô Yoshitomo (le daimyô de Tsushima qui avait la confiance des Coréens) avaient précédemment rouvert les pourparlers de paix avec le commandement chinois. Le retour des Chinois chez eux y mit fin, mais des négociations reprirent alors avec les Coréens sur l'initiative de Sô.

L'issue de cette campagne, commencée comme une épopée, soulève bien des questions. Pourquoi Hideyoshi l'entreprit-il ? Quel but poursuivait-il au juste ? Pourquoi échoua-t-il ? Ce sont là des problèmes qu'il convient d'étudier au vu de la situation politique telle qu'elle se présentait en 1590, à la fin de la campagne d'Odawara, mais également à la lumière de son caractère personnel.

L'organisation de la campagne par Hideyoshi souffrait d'un grave défaut qui lui valut peut-être de perdre la guerre et rendit certainement celle-ci plus coûteuse : l'incapacité de mettre sur pied une puissante armée navale. Nous avons vu que l'ordre de bataille reconnaissait l'importance de la protection navale en matière de transport ; mais aucune mesure n'avait été prise pour assurer l'efficacité des navires de guerre japonais et de leurs commandants.

Ce n'est qu'après de graves défaites infligées par l'amiral coréen Yi que les Japonais entreprirent d'améliorer leur flotte. L'avantage des Coréens résultait de la supériorité de leurs navires, mais aussi de l'adresse avec laquelle ils manœuvraient l'ensemble de leur marine, où l'artillerie était régulièrement employée. Les Japonais se trouvaient dans l'impossibilité d'envoyer des renforts par mer aider Konishi à Pyongyang ou sur le Yalu, et l'envoi de vivres à Pusan était toujours risqué.

En conséquence, après le premier retrait de Corée, le commandement japonais entreprit de développer sa puissance navale, et la discipline des escadrilles des amiraux pirates s'améliora au point qu'elles défirent en 1597 une nombreuse flotte coréenne. Autant qu'à Konishi, qui avait alors un commandement naval, la responsabilité de cette victoire revenait d'ailleurs à l'amiral ennemi, qui était souvent ivre. Ces combats apprirent aux Japonais l'importance du pouvoir maritime, et le Japon lui-même en eut la preuve lorsque l'amiral Yi reprit le commandement de la flotte coréenne, la réorganisa et menaça la sécurité des armées de terre japonaises qui se rendaient au sud. Après ces expériences, les chefs militaires japonais eurent

soin de construire et d’entretenir une armée navale. Au XVIIe siècle, l’un de leurs soucis les plus pressants sera d’obtenir de bons navires bien armés. Il s’agit là d’une clé de la politique extérieure japonaise après 1600.

LA SITUATION POLITIQUE DE HIDEYOSHI APRÈS 1590

Quoique la puissance d’organisation de Hideyoshi fût exceptionnelle, il y avait une faille dans l’exécution de sa politique d’organisation. Un dirigeant doté d’un pouvoir presque illimité réalise facilement une forme d’unité apparente, et c’est à quoi parvint Hideyoshi en amenant ses guerriers à l’obéissance et en soumettant l’ensemble du peuple à sa volonté. Mais le succès qu’il obtint en imposant à une société agricole un modèle unique par le recensement des terres et de la population ainsi que par sa chasse à l’épée se traduisit dans le pays par beaucoup de mécontentement. Les petits propriétaires de la classe des *ji-samurai* – la classe même à laquelle Nobunaga devait sa puissance – se trouvèrent privés de la plupart ou de toutes leurs terres par suite de la nouvelle politique foncière, et ils formèrent alors une nouvelle classe de guerriers sans maîtres ou de vagabonds (rönin) généralement contraints de prendre du service auprès d’un chef de clan de quelque ville-château. Les paysans aisés, désormais soumis à un impôt impitoyable, souffrirent eux aussi d’une réduction de leurs domaines. Ils formèrent également une classe de mécontents, nombreux mais impuissants. Et quant aux daimyô, tous n’étaient pas non plus satisfaits de leur position.

Cette situation devait paraître critique aux conseillers de Hideyoshi, bien qu’ils ne semblent pas avoir songé à y porter remède. Mais on estime parfois que la décision de Hideyoshi d’envahir la Corée avec une très nombreuse armée lui fut inspirée par la nécessité d’une vaste entreprise qui distraie l’attention du mécontentement populaire, utilise toute la main-d’œuvre disponible et stimule la production. C’est sans doute une explication trop simple pour rendre compte d’un phénomène complexe ; mais il est vrai que la fin des guerres civiles avait entraîné chômage et misère dans maintes professions et notamment privé les riches marchands et les fournisseurs de l’armée (« goyô-shônin ») d’affaires très lucratives. Certains historiens japonais sont d’avis que ces gens jouèrent un rôle déterminant dans le déclenchement de la campagne outre-mer. Ils seraient alors une nouvelle version des *wakô,* ces « libre-échangistes » du xve siècle. La chose est sans doute vraie pour maints d’entre eux, mais pas pour tous, car plusieurs parmi les principaux marchands de Sakai et de Hakata étaient opposés à la conquête de tout territoire étranger. Ils estimaient que le

commerce légal était plus lucratif, et s'ils avaient parfois recours à des pressions pour ouvrir de nouveaux marchés sur le continent ou dans les îles du Sud, ils étaient ennemis de la guerre. Une reprise du commerce régulier entrait toutefois sûrement parmi les buts de l'attaque projetée contre la Chine.

Mais il faut se souvenir que, des années avant 1590, Hideyoshi avait souvent dit (et Nobunaga avant lui) qu'il avait l'intention d'assujettir la Chine aussitôt qu'il aurait réglé à son gré les affaires intérieures. Il n'avait alors mentionné d'autre but à ce projet que la satisfaction de son orgueil et de son ambition. Il appartenait à la classe des grands conquérants – comme Tamerlan ou Gengis Khân –, mais il n'avait pas compris qu'en matière de ressources, le Japon ne pouvait pas rivaliser avec une grande puissance continentale comme la Chine. Il était trop habitué aux victoires remportées chez lui.

Les dernières années de Hideyoshi

LES AFFAIRES INTÉRIEURES

La guerre dite de Corée était en fait la première phase d’une guerre contre la Chine, et elle s’acheva par une défaite. Quand, dans sa rage, Hideyoshi ordonna de renouveler l’attaque en 1597, il devait certainement souffrir d’un dérangement mental. Sa conduite hâtive offrait un flagrant contraste avec l’efficacité calme et patiente dont il avait toujours fait preuve sur les sujets d’une importance vitale, comme en conduisant la campagne du Kyüshü contre Shimazu ou en traitant avec les guerriers du Kantô. L’histoire de ses dernières années semble confirmer cette hypothèse.

Certaines de ses lettres de Nagoya à sa mère et sa femme révèlent une confiance en soi immense. Dans une lettre du 14 juillet 1592 où il s’enquiert tendrement de la santé de sa vieille mère, il lui dit que Seoul est près de tomber et qu’à l’automne il pourra recevoir ses cadeaux dans la capitale de la Chine. Sur le même ton et par la même occasion il écrit à sa femme, disant qu’il entend se rendre en Corée lui-même afin d’y prendre le commandement de l’expédition en Chine. Ces nouvelles inquiétèrent les membres de sa famille alors à Kyoto, qui prièrent la cour de le retenir. L’empereur Go-Yôzei envoya une gentille réprimande à Nagoya. Cette démarche avait l’appui des grands généraux, notamment Tokugawa Ieyasu et Maeda Toshiie, qui estimaient que « le Taikô devait être possédé par un renard », selon une expression proverbiale qualifiant une conduite étrange. Il céda et remit son voyage en Corée jusqu’au printemps suivant afin d’échapper aux tempêtes de l’hiver. Inquiet de la santé de sa mère, il décida de lui rendre une brève visite à Osaka, et, le 30 août, il s’embarqua pour Shimonoseki, se hâtant vers l’Est. Mais sa mère était morte le même jour, et lorsqu’il arriva à Osaka on dit qu’il s’évanouit de chagrin en apprenant la nouvelle. L’affection qu’il avait pour sa mère était l’un de ses sentiments les plus forts.

Quand elle fut malade en 1588, ce grand despote s’en remit aux puissances célestes, suppliant les dieux vénérés dans les grands sanctuaires de l’épargner « pendant trois ans, ou deux ans, ou, si cela ne devait pas être, pour trente jours seulement ».

Une lettre intéressante, écrite à la fin de 1592, est adressée à Maeda Geni, qui était resté à Kyoto pour s’occuper des affaires intérieures. Hideyoshi ordonne à Maeda de venir en hâte à Nagoya pour discuter de

certains détails touchant la construction du palais de Fushimi, apparemment soucieux de sa stabilité au vu de la fréquence des tremblements de terre dont avaient récemment souffert les provinces centrales et le littoral oriental. Il paraît certain que Hideyoshi (qui avait alors moins de soixante ans) envisageait de mener une vie retirée une fois la campagne de Chine terminée.

Depuis quelque temps, il se souciait beaucoup de la question de la succession, car son fils unique, Tsurumatsu, était mort au berceau deux ans auparavant, et il jugeait peu vraisemblable d'avoir un autre enfant. Après bien des hésitations, il s'était senti obligé de choisir son neveu Hidetsugu pour héritier, et au début de 1592 il installa ce dernier au Jûrakudai. Alors que Hideyoshi s'occupait des affaires étrangères, Hidetsugu devenu régent profita de son absence de Nagoya pour mener une vie indigne, et sa réputation ne tarda pas à s'en ressentir. Hideyoshi en était conscient et disait en badinant qu'il souhaitait pouvoir nommer une de ses nièces favorites à la charge suprême.

En septembre 1593, alors qu'il avait remis le Jûrakudai à Hidetsugu, pensant qu'il deviendrait son successeur, au commencement de l'année précédente, il appr t à Nagoya que sa maîtresse Yodogimi (alors à Osaka) avait donné le jour à un fils, Hiroi, qui prendrait plus tard le nom de Hideyori. Il avait toujours voulu que son héritier vécût au château d'Osaka, et cela avait été sa principale raison de construire à Fushimi, à quelque distance du centre de Kyoto. Il voulait que son nouveau palais fût de construction massive mais intérieurement élégant, et tandis qu'on le construisait il fit savoir qu'il souhaitait que ses appartements et leur décoration fussent « d'un style plaisant à Rikyû ». C'était là un curieux propos, car Rikyû, son conseiller en matière esthétique, avait été contraint de se suicider par Hideyoshi près d'un an plus tôt. Il regrettait maintenant cette cruauté gratuite, acte inconsidéré qu'il n'aurait pas commis dans sa jeunesse.

Le 10 février 1593, toujours à Nagoya, il écrit aux membres de sa famille, notamment au mari de sa sœur aînée Tomo, en manifestant un souci presque excessif pour leur santé, leur recommandant de prendre des bains thermaux et de mener une vie sans soucis. Peu de temps après – en avril –, pour rompre la monotonie de sa vie qu'il passe dans des états-majors à attendre des nouvelles de Corée, il se prit d'un vif intérêt pour la danse et le

théâtre nô, auxquels l’initia un acteur qui avait été invité à Nagoya pour les fêtes de la nouvelle année. Il travailla avec acharnement, et dans une lettre adressée à sa femme il apprend à celle-ci qu’il a mémorisé dix pièces. Dans un autre message, il annonce qu’il ira en Corée dans le courant du mois (avril ?). Des envoyés sont venus de Chine demander grâce et attendent à Pusan un vent favorable.

Pendant toute cette période, la question d’adoption le tracassait, car il n’était pas satisfait de Hidetsugu. Il avait aussi adopté Hidetoshi, un autre neveu *. La femme de Hideyoshi ne s’intéressait guère à ce jeune homme, ce que Hideyoshi lui reprochait sévèrement dans une lettre, disant : « Vous êtes sans enfant. Vous devriez le traiter comme votre fils. » Hidetoshi fut envoyé chercher et arriva à Nagoya au printemps 1593, où il fit une bonne impression sur le Taikô, qui déclara que lorsqu’il prendrait sa retraite le jeune homme ferait un excellent remplaçant.

Mais le tableau ne tarda pas à changer, car à la fin de juin Hideyoshi écrit à sa femme que les envoyés de la cour des Ming sont arrivés et qu’il leur a transmis ses conditions. Il parle comme un vainqueur imposant sa paix à un ennemi vaincu, et dit que si les Chinois tiennent leurs promesses il leur pardonnera et fera chez lui un retour triomphal. L’épisode se situe, rappelons-le, après que Konishi a été chassé de Pyongyang et qu’une défaite désastreuse a été évitée grâce à l’habileté de Kobayakawa.

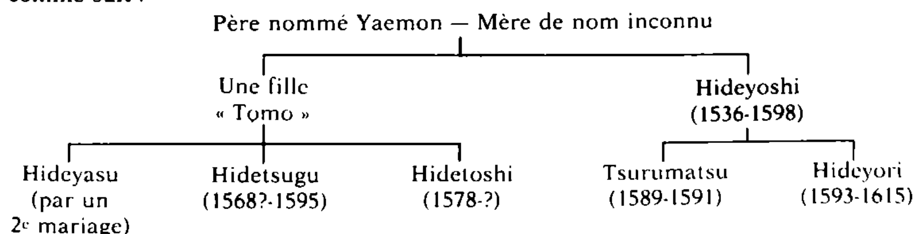
Plus tard dans l’année, il parle dans une lettre de la bonne nouvelle qu’il a reçue avec l’annonce de la mise au monde par Yodogimi de son fils, « Hiroi », « l’enfant trouvé », venu remplacer son fils perdu Tsurumatsu. Il fait mine d’être indifférent**. Il ne peut donc encore quitter Nagoya, où il reste du travail à faire, mais il espère être à Osaka à la fin d’octobre. Il écrit dans des termes similaires à « Fuku », mère de Hideie et femme de son général favori Ukita. Le messager, dit-il, décrira lui-même le grand spectacle nô présenté aux ambassadeurs Ming.

De retour à Osaka, il s’occupa de hâter l’achèvement du palais de Fushimi, se partageant entre Kyoto et Osaka, où demeurait Yodogimi. Il était très jaloux de Hideyori, le couvrant de baisers passionnés et décrétant que personne sauf lui n’avait le droit de toucher ses lèvres. Cet amour excessif offrait un contraste frappant avec son comportement ordinaire.

Dans l’ensemble, il avait toujours évité de sacrifier des hommes au combat quand il avait la possibilité d’arriver à ses fins par la patience ; mais

à mesure que son pouvoir devenait plus despotique, lui-même devenait plus cruel. Le traitement des forçats qui travaillaient à construire sans fin de nouvelles forteresses et de nouveaux palais étaient assez impitoyable, quoique sans doute dans la norme de l'époque ; mais sur le tard, ses représailles à l'égard de ceux qui lui avaient déplu devinrent d'une rigueur inqualifiable, surtout lorsque ses affaires familiales étaient en jeu. Ses parents le déçurent ainsi que ses fils adoptifs. Son beau-frère Hidenaga le servit bien, mais il

* Dans la mesure où on le connaît, l'arbre généalogique de Hideyoshi se présente comme suit :



** Il ne veut pas tenter les dieux, qui pourraient détruire ce qu'il a de plus cher. Pour la même raison, on donne à l'enfant le nom de Hiroi, comme s'il ne s'agissait pas vraiment de son fils, mais qu'il avait été trouvé comme par hasard. A sa naissance, Tsurumatsu avait de même été baptisé « Sute », ce qui signifie « rejeté » ou « abandonné ».

mourut à cinquante ans. Son neveu Hideyasu mourut jeune, et Hidetsugu, qui s'était montré plein de promesses et qu'on considérait comme son héritier depuis la mort de Tsurumatsu, lui donnait du souci. Lui distribuant des conseils avant qu'il ne fût nommé régent, Hideyoshi lui avait écrit : « Vous devriez suivre mon exemple sauf dans trois domaines : le goût du thé, l'amour de la fauconnerie et la passion des femmes. »

Il semble que le pouvoir fit tourner la tête à Hidetsugu. Il menait une vie dépravée, ne remplissait aucune fonction utile, et se montrait si brutal qu'on le connaissait sous le nom de « Sasshö Kampaku », le Régent meurtrier. Les missionnaires jésuites le connaissaient bien, car il prétendait être aimable envers les chrétiens ; mais ils étaient contraints d'admettre qu'il avait un défaut grave : il aimait tuer[199]. On prétend qu'il avait des concubines à la douzaine et qu'il avait sombré dans la dépravation, et l'on raconte qu'il complotait de s'emparer du château d'Osaka en corrompant ses gardes.

Au début, Hideyoshi ne fit pas attention à ces scandales, mais il commença à s'en inquiéter quand la situation de la Corée révéla de graves divergences d'opinions parmi les plus importants daimyô. Comme on l'a vu, il y avait un parti extrémiste encourageant la poursuite des hostilités et

un parti modéré favorable à des négociations. Une rupture déclarée entre ces deux factions ou groupes pouvait mettre en danger toute la structure gouvernementale que Hideyoshi avait érigée sur des bases posées par Nobunaga. En août 1595, il se décida donc à prendre des mesures contre Hidetsugu, qu'il exila au Kôyasan avant de lui envoyer l'ordre de se suicider.

Mais pour Hideyoshi, ce châtiment n'était pas suffisant. Il voulait à tout prix détruire tous les prétendants possibles à la charge de régent se réclamant de Hidetsugu. Il entreprit donc de poursuivre les membres de sa maison avec une cruauté qu'on ne peut qualifier que de barbare. Ses trois petits enfants et les plus de trente femmes qui étaient à son service furent traînés à travers toute la ville et battus à mort devant un gibet où était exposée la tête de Hidetsugu. Cette nuit-là, des affiches apparurent aux coins des rues qui avertissaient la maison de Toyotomi de la malédiction, ou mauvais karma, que le crime de Hideyoshi attirerait sur ses membres. Le lendemain, plusieurs citoyens furent arrêtés pour ce crime et soumis trois jours durant à la torture avant d'expirer. On détruisit le Jùrakudai et les autres endroits où Hidetsugu avait vécu.

Immédiatement après ces événements, Hideyoshi fit venir les grands barons – Tokugawa, Maeda, Môri et autres – ainsi que des daimyô de moindre importance comme Ishida Mitsunari, et exigea d'eux qu'ils s'engagent par écrit à accorder tout leur soutien à Hideyori et à obéir en toutes choses aux lois et aux ordres du Taikô. Cela se passait en 1595, et la procédure fut renouvelée l'année suivante, lorsque Hideyori, alors âgé de trois ans, fut nommé régent.

Devant de tels événements, il est difficile de ne pas imaginer que Hideyoshi perdait la tête. Son amour pour Hideyori tournait à l'obsession. Il ne supportait pas l'idée que les grands vassaux pourraient ne pas se soumettre à son fils. C'est sans doute une crainte de ce genre qui fut cause de sa violente fureur contre Hidetsugu et du meurtre de ses enfants. C'est probablement sur son ordre que le fils et héritier de Hidetsugu, un enfant innocent, fut enterré à l'endroit où l'on procédait aux exécutions sous les corps d'une vingtaine d'autres victimes et recouvert d'un grand monticule. Seule une peur morbide explique des actions à ce point inhumaines.

Ces événements tragiques eurent lieu à une époque où Hideyoshi connaissait des déceptions dans d'autres domaines. Son mépris à l'égard de

l’ambassadeur de l’empereur Ming, mépris qui l’avait amené à commettre l’erreur d’une seconde invasion, n’avait d’autre effet que de le rendre un peu ridicule aux yeux des Chinois. En Corée, ses hommes étaient repoussés vers la mer, et en juin 1596 une lettre de la cour de Chine lui reprochait de gaspiller ses dernières années. Il avait alors dépassé soixante ans.

La raillerie des Chinois n’était pas sans fondement, car, à la fin de 1595, il était tombé malade ; il faut pourtant admettre qu’il semblait s’être rétabli lorsqu’il ordonna la seconde invasion. C’était une époque où il s’adonnait à des divertissements comme de vastes excursions pour aller voir des fleurs. Il appréciait par-dessus tout les alentours du Daigoji (encore beaux de nos jours), où il planta de nombreuses variétés de cerisiers. En avril 1598, il y donna une grande fête, d’un genre très exclusif, contrairement à celles de sa jeunesse ; une vaste enceinte fut clôturée et placée sous la surveillance d’hommes armés afin que ses invités ne fussent pas dérangés par des curieux.

Ce fut son dernier grand divertissement. Un écran peint de la période le montre se promenant d’un pas incertain, en compagnie de dames richement vêtues, alors qu’il jouit pour la dernière fois des beautés naturelles et artificielles qui l’entourent. En juin 1598, il retomba malade et s’affaiblit de jour en jour. Alors qu’il gardait le lit dans son palais de Fushimi, il lui arrivait d’avoir des accès de délire. Un jour, il ordonna que certains de ses gens fussent battus à mort, disant que c’était là la seule façon de se débarrasser des personnes mauvaises. Ensuite, il se remit un peu et sortit sur les créneaux pour voir les travaux qui se faisaient alors. Le 20 juillet, il écrivit une lettre à une dame non identifiée – peut-être la femme du général Ukita – où il disait : « Ceci est dix mille fois plus important qu’une lettre ordinaire. Je m’inquiète de votre maladie et vous écris pour cette raison. Il y a quinze jours que je ne puis plus manger, et je suis désespéré. Hier, je suis sorti voir les travaux de construction, mais je me suis senti plus mal, et je ne cesse de m’affaiblir. Prenez bien soin de vous et dès que vous vous sentirez un peu mieux, venez me voir. Je vous attends. »

Vers la mi-août, il comprit qu’il allait mourir et se mit à retourner dans son esprit l’avenir de son fils et héritier Hideyori. Ce fut alors qu’il décida d’employer les cinq anciens (*go-tairô)* et les cinq commissaires (*go-bugyô),* non en tant que rouages de l’appareil administratif, mais pour assurer la continuité et la stabilité d’une régence de la dynastie qu’il avait fondée. Le

15 août, les cinq grands feudataires (Tokugawa, Maeda, Môri, Uesugi et Ukita) se réunirent chez Maeda et y échangèrent des serments écrits où ils s'engageaient à être loyaux envers Hideyori comme ils l'avaient été envers Hideyoshi, à obéir aux lois de Hideyoshi, et à ne s'engager dans aucun complot ni conflit à des fins personnelles. Par la suite, des serments similaires furent signés et échangés par d'autres daimyô ou groupes de daimyô, en sorte qu'à la fin d'août ou au début de septembre tous les chefs importants avaient juré de soutenir la maison de Toyotomi et l'autorité de Hideyori quand celui-ci serait en âge de l'exercer.

Les ordres testamentaires auxquels ils promirent d'obéir ont été consignés dans un mémoire rédigé par le médecin de Hideyoshi. Sa date n'est pas certaine, mais il ne fut probablement achevé que juste après la mort de Hideyoshi. Il fut certainement entrepris à la fin du mois d'août, après que, de son lit de malade, Hideyoshi eut fait part de ses vœux à une assemblée comprenant les vassaux dirigeants, sa femme, Yodogimi et d'autres membres de sa maison. En voici le texte :

« 1. Du fait de sa sagesse et de son expérience, Tokugawa Ieyasu est requis d'être le tuteur du jeune Hideyori, de le traiter comme un petit-fils, et, une fois majeur, de veiller à ce qu'il soit nommé régent comme successeur de Hideyoshi lui-même. Cette tâche devant être accomplie par le conseil des cinq aînés *(go-tairô).*

2. Maeda Toshiie, d'être un tuteur pour l'enfant et de lui fournir des compagnons appropriés.

3. Tokugawa Ietada, d'assister son père Ieyasu et de lui éviter tout travail inutile.

4. Maeda Toshinaga, d'assister son père, Toshiie, et d'être plus tard l'un des « cinq aînés » ; de conseiller sans préjugés ; d'être récompensé de ses services par des cadeaux (dont un pot à thé de valeur) et un traitement de 100000 koku.

5. Ukita (général favori de Hideyoshi), d'assurer à Hideyori de loyaux services.

6. Uesugi Kagekatsu et Môri Terumoto, d'être tenus informés et consultés.

7. Les *tairô*, de punir toute infraction à la loi, par qui qu'elle soit commise. Le plus grand respect doit être accordé à Hideyori, de quelque

déplaisir qu'il soit la cau^e.

8. Les tairô, de surveiller les opérations monétaires et d'être prêts à rendre des comptes à Hideyori lorsqu'il sera majeur.

9. Rien ne doit être entrepris sans l'approbation de Ieyasu et de Maeda Toshiie.

10. Ieyasu, de demeurer à Fushimi en tant que surveillant général. Il peut inspecter n'importe quel château et doit toujours avoir accès au donjon.

11. Hideyori, de résider à Osaka, et Toshiie, d'être le gouverneur du château. »

C'est à cette occasion que Hideyoshi se leva péniblement de son lit et prit Toshiie dans ses bras, l'implorant de prendre soin de Hideyori. Il était toujours à ce point obsédé par le désir de lier les grands vassaux qu'il leur répéta sa demande de promesses. Le 5 septembre, Ieyasu prêta serment devant les cinq commissaires *(bugyô*[200]*),* imité quelques jours plus tard par les cinq *tairô,* jurant qu'ils obéiraient aux injonctions du Taikô dans les moindres détails. Le même soir, soit le 11 septembre, il leur fit part de son dernier message. Il les supplia de faire tout ce qu'ils pouvaient pour l'éducation de Hideyori. Une fois encore, il répéta : « J'implore les cinq de faire ce que je demande. » Dans des mots simples, rédigés en écriture kana, il écrivit en guise d'adieu : « Je compte sur vous pour toute chose. Je n'ai pas d'autres pensées à laisser. Il est triste de se séparer de vous » (« nagorioshiku sôro »).

A ce moment-là, son état se détériora brusquement. Son esprit se mit à vagabonder, et il parla non pas du vert des champs mais de la répartition des fiefs. Il traîna encore quelques jours et mourut le 18 septembre, dans sa soixante-troisième année.

CARACTÈRE DE HIDEYOSHI

On s’accorde d’ordinaire à voir Hideyoshi comme le plus grand homme de l’histoire du Japon. Cependant, si ses réalisations militaires et politiques font l’unanimité, il n’en va pas de même pour son caractère. A en juger d’après les témoignages écrits qui concernent sa vie, c’était sans doute un homme franc et ouvert, intelligent, ingénieux, pénétrant mais non pas rusé. Il aimait entretenir des rapports amicaux avec des gens de toutes conditions. Affable et familier, il s’irritait des distinctions sociales et de l’étiquette en général. Il était d’une nature affectueuse, avec un fort sens du devoir envers les membres de sa famille et ses amis.

Ses talents de soldat étaient éminents. Il avait à la fois de la patience et un pouvoir de décision rapide dans les situations cruciales. Au début de sa vie, il disait ne pas aimer tuer ni blesser, et il est vrai qu’il ne gaspillait jamais la vie de ses hommes s’il pouvait obtenir ce qu’il voulait par quelque autre moyen. De même, il ne massacrait généralement pas ses ennemis défaits, car il ignorait la haine froide qui conduisit Nobunaga à des représailles si cruelles.

Il organisait ses campagnes avec méticulosité et prévoyance, et il appliquait ces mêmes qualités aux problèmes administratifs. L’expérience de la vie qu’il avait acquise d’abord comme campagnard d’humble origine puis comme officier subalterne dans l’armée de Nobunaga lui fut très profitable dans sa maturité, car il connaissait la fatigue et les privations et comprenait les sentiments de la paysannerie. Selon les normes de l’époque, c’était un gouvernant doué, et il connut le succès jusqu’aux dernières années de sa vie, où la vertu parut l’abandonner. Le contraste entre la conduite habile et prude lté qui fut la sienne au faîte de sa puissance et les excès qu’il commit par la suite permet d’imaginer que son état mental se détériora. Après ses succès du Kyüshü et du Kantö, son orgueil et son ambition devinrent insatiables. La démesure de ses projets en fait de construction et de divertissements trahit une touche de folie. Ses problèmes domestiques n’étaient pas du genre à céder à la force, et provoquaient chez lui une angoisse permanente. Il perdit au berceau son fils Tsurumatsu, sa femme était stérile, et ses rapports avec les femmes autres que ses compagnes de lit occasionnelles étaient peut-être pour lui une source

d’inquiétude plus que de plaisir. Il avait besoin d’affection mais n’en inspirait pas.

Ses fréquentes colères, qui l’amenaient à commettre des erreurs de jugement, étaient si éloignées du calme dont il faisait preuve dans les circonstances difficiles qu’elles confinaient à la folie. La façon dont il traita Sen no Rikyü était impardonnable, et s’expliquait par un accès de fureur incontrôlée. La façon dont il traita la famille de Hidetsugu était aussi insane que le comportement de ce dernier. C’était la vengeance d’un fou pour les crimes d’un fou. On commence à se demander s’il n’existait pas chez les parents de Hideyoshi une disposition malheureuse, transmise peut-être par sa sœur à ses neveux Hidetsugu et Hidetoshi, qui étaient pour le moins déséquilibrés. Son frère Hideyoshi était un génie, qui montra des signes de dérangements lorsque sa santé s’altéra.

L’étude du caractère de personnages comme Hideyoshi doit soulever chez le lecteur la question de leur culpabilité, car leurs vies sont entachées de cruauté. Ils doivent être jugés selon les normes de l’époque même de l’historien, car celui-ci ne peut connaître avec certitude les pensées et les sentiments des gens d’autrefois. Il peut dire de façon générale que la cruauté était très répandue dans la société médiévale de l’Orient comme de l’Occident, et que l’on donnait moins de prix qu’aujourd’hui à la vie humaine. Il est amené à constater que le répertoire démoniaque des tortures ne diffère que dans le détail entre le Japon et la Chine d’une part, et les pays européens de l’autre ; et il est douteux qu’au début du xvii* siècle (qui peut être considéré comme la fin du Moyen Age) l’Europe ait connu un véritable adoucissement des pratiques barbares plus anciennes. En Angleterre et en Ecosse, la torture était toujours pratique courante, pour faire parler les gens surtout, mais aussi, en dépit de certains règlements contraires, comme punition des crimes de droit commun ou politiques.

Dans le Japon médiéval, la loi était muette sur de tels sujets, car ses dirigeants étaient des despotes qu’aucun tribunal ne pouvait condamner. Sans doute est-il d’ailleurs vain de chercher à comparer le Japon et l’Europe médiévaux sur des questions de conscience, car de grandes différences les séparent en fait de tradition, à la fois séculière et religieuse. Peut-être en apprend-on davantage en cherchant des analogies non dans la société médiévale mais dans l’Empire romain (après Auguste) durant le premier siècle de l’ère chrétienne.

Le fossé temporel qui sépare les deux sociétés est immense, bien sûr ; mais toutes deux sont des sociétés essentiellement militaires, et sous certains aspects Rom était plus avancée que le Japon médiéval ; de sorte qu’une comparaison entre elles n’est pas sans objet. On trouve des ressemblances intéressantes tant dans les formules politiques que dans la vie publique. Le maître de l’Empire romain était un général, un imperator ; le maître du Japon était un commandant en chef, un shôgun ; et ils exerçaient des pouvoirs similaires. L’un et l’autre étaient des despotes et gouvernaient par la terreur. Leur gouvernement oppressif les portait l’un et l’autre à des extrêmes de cruauté ; ils avaient recours au meurtre, à la liquidation massive, à des tortures d’une indicible atrocité. Un historien sans préjugé est cependant contraint d’admettre que Hideyoshi, et Nobunaga avant lui, quelque brutaux et impitoyables qu’ils aient souvent été, n’étaient pas de taille à rivaliser d’infamies avec Tibère, Caligula et Néron. Nobunaga et Hideyoshi étaient des ambitieux presque illettrés. Les Césars de la maison julienne étaient de naissance noble et cultivés, et la plupart d’entre eux étaient néanmoins incapables de dominer leurs passions cruelles. Ils n’avaient même pas la minime excuse de Nobunaga et de Hideyoshi, qui étaient d’origine modeste et guidés par l’ambition. Et il faut se rappeler que, contrairement à Nobunaga, Hideyoshi fut jusqu’à ses dernières années ennemi du massacre gratuit et enclin à se montrer patient envers ses ennemis.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Relations avec le Portugal et l'Espagne : Ceux qui s'intéressent a l'histoire asiatique trouvent parfois amusante la vision chinoise qui faisait de la Chine le centre du monde civilisé et de tous les autres pays ses tributaires. Mais le postulat de Rome selon lequel, aux fins de conquête, de commerce et d'évangélisation, le Portugal et l'Espagne pouvaient se diviser le monde n'est pas moins ridicule.

Peu après qu'Albuquerque eut atteint les Moluques (1512), des navires portugais commencèrent à voguer dans les eaux chinoises, et avant longtemps un important commerce se développa avec la Chine. Le pape avait donné au Portugal le monopole du commerce maritime à l'est de la mer Rouge jusqu'au 7e degré à l'est des Moluques. Ce monopole commercial se doublait d'un monopole de propagande chrétienne, car personne sauf les missionnaires approuvés par les Portugais ne trouvait place à bord de leurs navires. En conséquence de quoi, pendant un demi-siècle après la découverte du Japon par des marins portugais en 1542, les jésuites étaient seuls à prêcher au Japon et les navires portugais seuls à faire du commerce dans les ports japonais.

Ce monopole portugais, dû à des relations particulières entre la Compagnie de Jésus et l'État portugais, fut confirmé après 1580, quand l'Espagne et le Portugal furent unis sous le sceptre de Philippe II. Il fut observé, bien qu'avec réticence, par les négociants espagnols et les missionnaires chrétiens de Manille, qui étaient à l'époque les seuls Européens qui auraient pu rivaliser avec les Portugais en Asie orientale. Le monopole du travail missionnaire que détenait au Japon la Compagnie de Jésus était très spécifique, car il avait été accordé par le pape Grégoire XIII en 1585. Il était toutefois pris en mauvaise part par les membres des autres ordres – franciscains, dominicains et augustins – qui prêchaient alors l'Évangile dans les Philippines. Ils étaient informés des succès des jésuites au Japon et brûlaient de pouvoir moissonner dans ce secteur, en partie par jalousie, mais aussi parce qu'ils étaient convaincus de pouvoir réparer les dommages causés par les jésuites, dont ils avaient choisi de considérer les erreurs comme la cause véritable des persécutions de Hideyoshi en 1587.

Aux Philippines, les négociants espagnols s'irritaient de même de l'empire exercé par les Portugais sur le commerce avec le Japon, qui

équivalait à un monopole d'État dans le sens où la traversée des navires portugais de Lisbonne au Japon devait avoir l'autorisation du gouvernement portugais. C'était un commerce très lucratif, car il représentait le seul moyen qu'avaient les Japonais d'obtenir en masse les produits chinois – or, soie grège et soieries en particulier – qu'on estimait indispensables à leur économie.

La facilité avec laquelle les Portugais réalisaient d'importants bénéfices encourageait évidemment les marchands japonais à chercher leur part de profit soit en s'associant avec des étrangers soit en trouvant d'autres marchés. Les bateaux japonais pouvaient certes se risquer à commercer avec la Chine, mais la traversée n'avait pas l'autorisation des Chinois ni n'était à l'abri des attaques des pirates, que les navires marchands portugais bien armés pouvaient aisément repousser. Ils se tournèrent donc vers l'Asie du Sud-Est, empruntant les eaux jadis familières aux *wakô,* les corsaires du XVe siècle. De la Malaisie et de l'Indonésie, ils étendirent leur champ d'action jusqu'à Luzon, où ils commencèrent à négocier avec les indigènes dès 1567, soit deux ou trois ans avant que les Espagnols n'y fondent leur colonie. De petits établissements japonais jalonnaient la côte, et, en 1583, un combat naval mit aux prises des navires espagnols et japonais à l'embouchure du Kagayan. A l'époque, le commerce de Manille intéressait certains marchands de Saukai, dont Konishi Ryùsa, père de Yukinaga, et le moins respectable Harada Kiemon assisté de Harada Magoshichirö.

C'est le commerce de Manille qui mit peu à peu fin au monopole du commerce portugais avec le Japon. Les capitaines de marine et les fonctionnaires espagnols étaient mécontents de leur part du commerce asiatique, car celui-ci se limitait en fait à des traversées régulières entre Manille et Acapulco et à quelques affaires avec Macao. Il y avait déjà d'occasionnels contacts entre les capitaines de marine espagnols, les autorités japonaises et le gouvernement des Philippines. En 1584, un galion espagnol cinglant de Manille vers Macao fut contraint par le temps de chercher abri dans le port de Hirado. A l'époque, le port de Hirado voyait dépérir son commerce au profit de Nagasaki, où les jésuites étaient bien installés et où des navires portugais entraient régulièrement.

Matsuura Shigenobu, le daimyô de Hirado, voyait d'un mauvais œil le monopole des Portugais. Il fit donc bon accueil au navire espagnol, offrit des facilités de commerce entre Manille et son propre fief, et se déclara prêt

à accueillir des missionnaires qui ne seraient pas jésuites. Mais à l'époque les résidents espagnols de Luzon étaient mal disposés envers les Japonais, responsables d'un soulèvement parmi les tribus indigènes des environs de Manille. On soupçonnait naturellement les commerçants japonais qui voyageaient entre le Japon et les îles, et notamment Harada Kiemon et Magoshichirö. De concert avec un certain Hasegawa, soldat intriguant qui avait l'oreille de Hideyoshi, ceux-ci firent le projet d'attaquer Manille avec une armée de plusieurs milliers d'hommes. Mais Hideyoshi refusa la mise en service d'un effectif aussi considérable alors qu'il préparait l'invasion de la Corée, et rien ne so tit de leur projet.

En 1591, Hideyoshi envoya par l'entremise de Harada au gouverneur espagnol de Manille, Gomez Perez de Marinas, une lettre orgueilleuse dans laquelle il déclarait que, une fois conquises la Corée et la Chine, il tournerait son attention vers les îles Philippines. Il conseillait au gouverneur de se soumettre et de lui payer un tribut. En réponse à cette lettre, Marinas envoya une petite mission placée sous la conduite d'un franciscain, le père Juan Cobos, apporter une réponse temporisatrice. Cobos se rendit donc à Hirado, où Hideyoshi s'occupait de la campagne de Corée, mais son message ne donna pas satisfaction. Sur la suggestion de Harada, une mission plus importante quitta Manille pour le Japon en mai 1593. Elle était dirigée par le père Pedro Baptista et comprenait trois autres franciscains. En jouant le rôle d'envoyés officiels, ils avaient sournoisement tourné l'interdiction d'entrée des missionnaires chrétiens. La lettre qu'ils apportaient de la part du gouverneur n'engageait à rien. Elle se bornait à dire que la missive de Hideyoshi devait être transmise au roi d'Espagne et qu'il se réjouissait de commercer avec le Japon.

Les quatre franciscains s'offrirent alors à rester en otages et demandèrent la permission de résider et de prêcher dans les provinces du Centre. L'autorisation leur fut accordée, et ils commencèrent à prêcher et bâtir, aucunement ébranlés par le bref du pape de 1585. Ils eurent bientôt une église à Kyoto et un couvent à Osaka, et furent rejoints par d'autres franciscains. Ils essayèrent, quoique sans succès, de s'installer à Nagasaki. Il y eut évidemment de nombreuses et âpres disputes entre les deux ordres. La colère des jésuites s'expliquait facilement, car ils étaient frappés d'interdiction par Hideyoshi et tolérés seulement à Nagasaki, alors que les

franciscains ne cessaient d’enfreindre ses lois. La téméraire ardeur des franciscains l’emportait sur le tact patient des jésuites.

Hideyoshi ne prit aucune mesure contre les franciscains jusqu’en 1596, c’est-à-dire jusqu’après le premier retrait de Corée. Même alors, il ne serait pas intervenu, sachant qu’il pouvait d’un moment à l’autre chasser tous les missionnaires du pays ; mais la question des relations avec l’Espagne se posa brusquement à lui du fait d’un curieux incident, le naufrage sur la côte de Tosa d’un galion, le *San Felipe,* qui, de Manille, se rendait à Acapulco.

Il y eut toute espèce de problèmes touchant ce qu’il fallait faire du navire et de sa cargaison, extrêmement précieuse. L’histoire est longue et compliquée, mais il suffit de dire qu’elle s’acheva par la mise en pièces du navire et par la confiscation de sa cargaison pour le plus grand profit du seigneur de Tosa et de Hideyoshi lui-même. Le capitaine espagnol (ou le pilote) se rendit à Osaka pour demander réparation à Hideyoshi, et il fut assez maladroit, dit-on, pour user d’un langage menaçant, disant que le long bras du roi d’Espagne aurait tôt fait d’atteindre le Japon, où les chrétiens se soulèveraient en sa faveur. Rien toutefois n’étaye cette histoire, qui paraît avoir pris naissance lors de la querelle qui suivit entre jésuites et franciscains, chacun cherchant à salir l’autre dans l’espoir d’expliquer l’impitoyable châtiment dont Hideyoshi frappa soudain les missions chrétiennes.

En janvier 1597, Hideyoshi publia un ordre touchant l’exécution de Baptista et de six autres franciscains, ainsi que de dix-neuf disciples japonais. Leur condamnation à la torture et à la mort était formulée en termes clairs. Ils étaient alors à Kyoto, où ils furent mutilés sur son ordre puis traînés de ville en ville dans une pitoyable cavalcade en guise d’avertissement au peuple. Ils atteignirent Nagasaki en février, et y furent crucifiés la tête en bas comme de vulgaires criminels.

Il est difficile de comprendre pourquoi Hideyoshi alla à de tels extrêmes, d’autant qu’il s’était montré beaucoup moins violent en 1587, quand il avait expulsé les jésuites mais sans chercher à les punir. L’histoire de l’imprudent capitaine espagnol peut être écartée comme une fable, ne serait-ce que parce que Hideyoshi était déjà parfaitement conscient du rapport entre le pouvoir sacré et laïc en Espagne et au Portugal. Toute l’affaire du *San Felipe* l’avait sans doute frappé, lui donnant une conscience aiguë du problème. Le navire fut saisi par ses conseillers qui, appartenant à une classe marchande en

expansion, voyaient les grands profits qu'on pouvait tirer du commerce outre-mer. Ils étaient en étroites relations avec des gens comme Hasegawa, qui étaient partisans de la guerre et défendaient une politique expansive et agressive. Hideyoshi peut en outre avoir été conseillé par Seiyaku-in Zensô, ancien moine du Hieizan devenu médecin qui paraît avoir obtenu sa confiance en encourageant la haine des jésuites (qui l'appellent Jacuin).

Mais il n'est pas moins vraisemblable que Hideyoshi fut surpris par un brusque regain d'enthousiasme pour la foi chrétienne, enthousiasme qu'on ne pouvait percevoir après 1587, alors que les jésuites avaient disparu de la capitale, ne laissant derrière eux que le vieil Organtino, pour qui Hideyoshi avait de l'affection. Ce renouveau fut surprenant. Hormis les nombreux convertis faits par les franciscains et leur vigoureuse propagande, les efforts des jésuites furent stimulés par la visite de Martinez, qui vint comme évêque du Japon avec des lettres du vice-roi des Indes. Martinez fut aimablement reçu par Hideyoshi, et passa quelque temps à administrer les sacrements aux convertis, venus de loin à Osaka et Fushimi. Son action ne fut pas entravée, et aucun jésuite portugais ne faisait d'ailleurs partie du groupe exécuté le 5 février 1597. Outre les Franciscains, celui-ci comptait trois frères jésuites japonais et seize serviteurs japonais des franciscains.

Des mesures qu'il prit par la suite, il ressort clairement que Hideyoshi avait décidé d'éliminer le christianisme du Japon. Il révisa l'édit de 1587 de manière à le rendre plus efficace, et quoiqu'il permît à Organtino. de rester à Kyoto, il publia des ordres interdisant de nouvelles conversions et proscrivant la foi chrétienne en général. Mais il ne prit aucune autre mesure punitive après l'exécution de 1597 ; en fait, il semble avoir relâché ses efforts. Ce changement d'humeur demande certaines explications, qu'on peut éventuellement trouver dans les événements précédents.

Un fait important est la faveur accordée par Hidetsugu à Baptista et aux autres franciscains après leur arrivée de 1594. C'est lui qui ordonna à Maeda Geni de veiller à la construction d'un séminaire et d'une église, qui fut achevée en septembre et où le fils de Maeda fut baptisé. L'année suivante, Hideyoshi faisait exécuter Hidetsugu et sa famille. En 1596, l'arrivée du *San Felipe* attira peut-être particulièrement l'attention de Hideyoshi sur la présence des franciscains et sur la ruse à laquelle ils avaient eu recours pour entrer au Japon. Il est facile d'imaginer une scène où Hasegawa et ses amis l'avertissent de la nature réelle de la mission de

Baptista. C’était l’année où Hideyoshi montrait déjà des symptômes de désordre mental par de fréquents accès de rage. N’est-il pas probable que la façon vindicative dont il traita les franciscains trouvait également là son origine ?

Le châtiment des vingt-six martyrs ne mit pas un terme aux intrigues anti-chrétiennes de Seivaku In et de ses amis. Ayant démasqué les franciscains, ils se mirent à espionner et à comploter contre les jésuites, qui continuaient tranquillement leur travail. Le vice-gouverneur de Nagasaki interdit tout service et réunion chrétiens dans la ville, et obligea l’évêque Martinez à quitter le pays. A ce moment-là, un ordre arriva de Kyoto, chargeant Terazawa, le gouverneur, d’expulser tous les jésuites du Japon, à l’exception de la poignée d’entre eux nécessaires aux besoins des résidents portugais.

Obéir à cet ordre équivalait à abandonner tout espoir de répandre le christianisme au Japon, et les jésuites eurent recours à divers expédients pour y échapper. Ils se cachèrent, et, en octobre 1597, un certain nombre de leurs compatriotes laïcs déguisés en prêtres se firent voir sur le pont d’un navire prêt à lever l’ancre. Ce subterfuge permit à de nombreux jésuites d’éviter la déportation, peut-être même à cent d’entre eux sur un total de cent vingt-cinq. Ils avaient beaucoup d’amis japonais prêts à prendre le risque de les aider, en particulier à Kyoto, où des fonctionnaires influents comme Maeda Geni et Ishida Mitsunari les protégeaient.

A Nagasaki, ils pouvaient compter sur la protection d’un ou deux fonctionnaires, le plus important étant Terazawa, qui (imagine-t-on) s’était fait secrètement baptiser. Mais au début de 1598, lorsque le bruit se répandit que Hideyoshi allait revenir au Kyüshü, le représentant de Terazawa dut faire montre de sévérité. Il détruisit plusieurs églises dans la région avoisinante et avertit les pères qu’ils devaient partir sans retard. En août 1598, le nouvel évêque qui avait succédé à Martinez découvrit que Terazawa cachait un certain nombre de jésuites en attendant qu’ils aient la possibilité de s’embarquer pour Macao, mais qu’à part eux, beaucoup se cachaient dans les fiefs de daimyô chrétiens sans avoir aucune intention de s’en aller.

Début septembre, le père Juan Rodriguez (qui avait été interprète pour Hideyoshi), récemment débarqué d’un navire portugais, se rendit à Fushimi avec les cadeaux d’usage. Averti de sa visite, Hideyoshi l’envoya chercher

comme un vieil ami et le reçut avec de généreux présents et des paroles aimables. Quelques jours plus tard, le Taikô mourait.

Ainsi prend fin l’histoire des relations de Hideyoshi avec les missionnaires portugais et espagnols, et, par leur entremise, avec les gouvernements coloniaux établis à Goa et Manille. Lorsqu’on étudie la façon dont il traita les missionnaires chrétiens, on s’aperçoit qu’il fit preuve d’indulgence dans des circonstances qui auraient justifié des mesures très sévères même de la part d’un gouvernant moins despotique. Le châtiment furieux qu’il infligea aux franciscains était inexcusable, mais il faut se rappeler que leurs trois chefs avaient délibérément bafoué sa loi en recourant à une ruse. En d’autres occasions, il avait fermé les yeux sur la désobéissance des chrétiens, comme lorsque, après son accès de colère de 1587, tout en terrorisant le pauvre Cœlho, il avait renoncé à poursuivre les missionnaires qui continuaient discrètement leur travail.

Il est facile de surestimer l’influence de la doctrine chrétienne dans la classe supérieure japonaise, mais il est certain que Hideyoshi accorda sa confiance à bien des convertis et les nomma à de hautes fonctions. Konishi Yukinaga fut un bon général, qui accomplit de grandes choses en Corée et osa même parfois s’opposer à Hideyoshi. Parmi les autres généraux, les chrétiens étaient rares, mais beaucoup avaient des parents convertis ou mettaient leur confiance dans des subordonnés qui étaient des croyants convaincus.

Il est bien naturel que les Occidentaux accordent une attention particulière à l’expansion du christianisme au Japon, mais d’un point de vue strictement historique l’activité des missionnaires ne constitue qu’un épisode dans l’histoire du pays. Qu’il s’agisse d’un épisode important, personne ne le niera, et l’étonnant succès des pères jésuites est d’un indéniable intérêt sur le plan de l’adaptation culturelle. Toutefois, on aurait du mal à prouver que la propagande chrétienne au XVIe siècle exerça une influence importante et durable sur l’évolution sociopolitique du Japon.

Le nombre total des chrétiens japonais à la fin du XVIe siècle – estimé par les dirigeants jésuites à près de 300000 – constitue un chiffre remarquable, témoignant du zèle patient déployé pendant des années par les pères et leurs auxiliaires. Il faut également dire qu’il fait honneur aux chrétiens japonais, qui, malgré leur loyauté traditionnelle, demeurèrent fidèles à la foi lorsque le danger menaçait.

Que ces résultats aient été obtenus sous le règne de deux despotes, Nobunaga et Hideyoshi, parle en faveur du bon sens de ceux-ci. Il convient encore d'ajouter que le succès de l'enseignement chrétien s'expliquait par la dégénérescence des grandes sectes bouddhiques, et il est important de comprendre que la liberté dont bénéficièrent les jésuites était en partie due au désir des dirigeants japonais de maintenir et d'encourager le commerce d'importation qui se trouvait aux mains des capitaines de marine et des négociants portugais.

Les Indes : On a déjà décrit l'accueil que fit Hideyoshi à une ambassade du vice-roi portugais des Indes en 1590, et l'on se rappellera qu'il traita Valignano et ses compagnons de façon simple et amicale, avertissant Valignano de surveiller ses partisans jésuites de sorte qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à des mesures de force. Il semble que cette mission, qui était de toute évidence une protestation diplomatique contre la manière dont il traitait les missionnaires, n'eut pas l'heur de lui plaire ; il garda néanmoins sa bonne humeur, et il accepta même avec Maeda que les prêtres venus avec Valignano restent à Nagasaki.

En 1591, il adressa au vice-roi une lettre dans laquelle, après les compliments d'usage, il expose ses vues sur la nature de l'État japonais et sur ses propres fonctions en tant que dirigeant. Le pays, dit-il, consiste en plus de soixante régions ou royaumes distincts, qui, du fait de leur agitation, n'ont guère connu de paix depuis des années. En s'exerçant à acquérir les vertus nécessaires, il est parvenu à les soumettre tous à ses lois et à gouverner le pays dans la paix. Les vertus dont il parle sont la bienveillance, la prudence et la force. Grâce à ces qualités, il a pacifié les guerriers et traité les paysans avec compassion. Ce système de récompenses et de punitions lui a permis d'établir la sécurité et d'unifier le pays. Désormais, on vient de l'étranger lui rendre hommage.

Il a l'intention de soumettre la Chine à brève échéance, et il sera alors plus proche de l'Inde, avec qui les contacts seront plus faciles. A propos de son attitude à l'égard des jésuites, il dit que le Japon est « le pays des dieux », et que tout enseignement contraire à ses anciennes croyances s'oppose à la stabilité de son gouvernement et au bonheur de son peuple. Il termine en affirmant qu'il est favorable au commerce et qu'il garantira la sécurité des navires et marchands portugais apportant au Japon des produits étrangers.

Il n’est pas certain que le texte cité dans les récits contemporains soit identique au message envoyé à Goa[201]. On suppose que le brouillon qui fut montré à Valignanc renfermait des passages que celui-ci conseilla de changer. On prétend que Maeda Geni persuada Hideyoshi d’accepter certaines modifications et d’ajouter une clause qui autorisait dix jésuites à résider à Nagasaki.

Hideyoshi ne prit certainement pas la peine de cacher ses intentions de conquête. Il dit à plus d’une reprise qu’après s’être emparé de la Chine il ferait de même de l’Asie du Sud-Est, de l’Inde et de la Perse. Il semble qu’il n’avait pas une idée claire de la grandeur des pays qu’il se proposait d’avaler. Même la Corée se révéla beaucoup plus étendue que ses généraux ne l’avaient imaginé.

Alors qu’il nourrissait sa mégalomanie de ces visions grandioses, des mouvements réellement importants se déroulaient de l’autre côté du globe. Quelques années avant que ses amiraux incompétents aient saboté l’invasion de la Corée, l’affrontement de deux grandes marines dans les eaux atlantiques avait réduit la puissance maritime de l’Espagne et brisé le monopole des Portugais pour les traversées de l’Europe vers l’océan Indien et au-delà. A l’époque de la mort de Hideyoshi, des navires hollandais et anglais commerçaient dans l’océan Indien et projetaient des traversées vers la Chine et le Japon. La Compagnie anglaise des Indes orientales fut fondée en l’an 1600, et cette même année, un navire hollandais, le *Liefde*, fit naufrage sur la côte du Bungo. Son pilote était un Anglais nommé William Adams, qui fut bien traité par Ieyasu. Ieyasu était un homme qui voyait loin ; il savait que le Japon avait besoin de bons bateaux, et qu’il pourrait tirer d’Adams des connaissances utiles.

Les succès précoces du Portugal et de l’Espagne s’expliquaient par les progrès de la science maritime, les améliorations apportées à l’architecture des bateaux et à l’évolution des armes à feu utilisées en mer. La puissance de feu des flottes espagnole et anglaise en 1588 était quelque chose dont les Japonais n’avaient aucune idée. L’architecture navale telle qu’il la pratiquait était généralement arriérée, du fait peut-être que la mer Intérieure était si favorable aux pirates qu’ils n’éprouvaient pas le besoin urgent de navires rapides et puissants tels qu’en avait utilisés Francis Drake dans ses raids contre les bateaux et les villes espagnols.

Iles Ryükyü et Formose : En 1584, un aventurier du nom de Kamei Shigenori demanda à Hideyoshi l'autorisation d'envahir les îles Ryükyü. Toujours prêt à mettre la main sur de nouveaux territoires, Hideyoshi souscrivit à sa requête et nomma Kamei seigneur des Ryükyü (Ryükyü no Kami) en lui offrant un éventail sur lequel ce titre se trouvait écrit. Il ne sortit rien de cette bouffonnerie, mais en 1590 Hideyoshi écrivit au roi des Ryükyü pour lui proposer un accord, lui faisant valoir que le Japon et ses îles, en dépit de la distance qui les séparait, étaient en réalité membres de la même famille.

En réalité, les Ryükyü étaient tributaires de la Chine, bien qu'elles aient parfois envoyé un tribut au Japon. Elles étaient importantes au yeux des Japonais parce que le gouvernement Ming interdisait tout commerce direct avec leur pays, et qu'elles remplissaient un rôle essentiel comme entrepôt dans le commerce océanique.

L'une des curiosités de la diplomatie réside dans une lettre adressée en 1593 par Hideyoshi à un pays appelé Takasago, ou Takakuni, lui ordonnant de se soumettre et de payer tribut. Takasago était un nom que les Japonais donnaient à Formose, mais il n'y avait pas de gouvernement pour recevoir l'ordre de Hideyoshi. La lettre a été conservée dans la famille Maeda, car le messager, Harada Magoshichirô, ne trouvant personne à qui la remettre, l'avait rapportée au Japon.

CHAPITRE XLV

Azuchi-Momoyama

Momoyama est le nom donné à l'époque moderne à une éminence située au sud de Kyoto dans le quartier de Fushimi. Les auteurs japonais distinguent dans l'histoire de l'art japonais une période dite de Momoyama, alors même qu'il serait plus correct de l'appeler de Fushimi.

En prélude à la période Momoyama se trouve celle d'Azuchi, du nom de la forteresse construit ; par Nobunaga sur la rive sud-ouest du lac Biwa. A elles deux, les périodes /azuchi et Momoyama ne représentent qu'un bref laps de temps : de 1579, où fut achevé le château d'Azuchi, à 1598, où fut consacré le Sambô-in du Daigoji. Ces deux décennies sont riches de grands événements, et la principale caractéristique extérieure nouvelle de cette période est son architecture, notamment les grands palais et forteresses que construisirent Nobunaga et Hideyoshi.

Ces édifices expriment de façon frappante l'esprit de l'époque, qui est de caractère héroïque. Les grandes constructions de Hideyoshi déploient une grandeur et une élégance qui représentent cette tendance à son apogée, mais pour trouver son origine il faut revenir un siècle en arrière. Les premières manifestations sont les châteaux bâtis par les riches chefs guerriers de la fin du xve siècle, notamment celui de Hôjô Sôun à Odawara, d'Ota Dôkan à Edo, et d'Asakura Toshikage à Ichijôgatani, dans l'Echizen. Les forteresses construites jusque-là répondaient à des objectifs strictement militaires, mais ces nouveaux châteaux, outre de puissants ouvrages de défense, comprenaient de spacieux appartements bien meublés.

La mode s'en répandit alors que les guerriers les plus heureux devenaient souverains des provinces, et, à l'époque de Nobunaga, le château idéal n'était plus un fort sinistre et inconfortable, mais une grande demeure qu'entourait un fossé et que protégeaient des bastions. Il fallait qu'elle impressionnât et par l'élégance de son intérieur et par sa puissance proprement dite. Nobunaga, rappelons-le, réussit à s'imposer définitivement dans l'Owari en prenant le château de Kiyosu, qui occupait une position stratégique à la frontière des provinces du Centre. Mais aussitôt maître du Yamashiro, il alla s'installer dans la capitale, où il aménagea le Honnôji, monastère-résidence fortifié situé au cœur de la ville. Parallèlement, il

construisit le château d’Azuchi, remarquable alors par l’immensité de ses dimensions, la puissance de ses fortifications et le luxe de ses appartement richement décorés. Le donjon *(tenshukaku),* qui, dans les anciennes forteresses, était le cœur de la défense, était ici un bâtiment de sept étages contenant la salle d’audience, les appartements privés et les bureaux indispensables à un palais royal, en plus du trésor et des magasins militaires.

On a vu qu’un grand changement s’était produit depuis les shôgun Ashikaga. Les édifices les plus célèbres construits par Yoshimitsu et Yoshimasa, le Kinkaku et le Ginkaku, loin d’être des forteresses, étaient des villas dans la tradition du Byôdô-in, avec une vague touche monacale. Le Hana no Gosho (1378) de Yoshimitsu était un palais construit pour le shôgun comme centre du bakufu. Il devait impressionner la ville par sa beauté plutôt que par sa puissance. Et les constructions de Yoshimasa étaient d’un caractère encore plus modeste, des sortes de retraites campagnardes faites pour les plaisirs esthétiques.

La différence entre le style Higashiyama, du XVe siècle, et le style Momoyama, environ un siècle plus tard, est plus marquée dans la décoration que dans le dessin architectural ; mais les palais et les châteaux de la fin du XVIe siècle sont également plus grands et plus impressionnants. Bien qu’Azushi soit l’édifice le plus imposant de son époque, le château d’Osaka, construit par Hideyoshi, possède des dimensions encore plus vastes. C’est toutefois d’Azuchi que vient l’importance accordée à l’ornementation intérieure et extérieure en tant qu’élément distinct de l’appareil militaire.

Il ne reste plus grand-chose aujourd’hui de ces bâtiments, mais des documents littéraires dignes de foi attestent que les sept étages de l’Azuchi étaient essentiellement destinés à l’habitation, et que l’objet de sa splendeur était d’impressionner les spectateurs. Sa décoration devait contribuer au prestige de Nobunaga, et son résultat fut de susciter une école d’art particulièrement adaptée à l’époque. L’ostentation de ses débuts est quelque peu vulgaire, mais heureusement le goût des artistes ne tarda pas à s’affirmer, et ce qu’on appelle l’art Momoyama en vint à compter maints chefs-d’œuvre. Ce qui nous intéresse ici n’est toutefois pas une évaluation critique, mais l’art en tant qu’expression de l’esprit du temps.

L’auteur de la biographie de Nobunaga connue sous le titre de *Shinchô-kôki* nous raconte que, lors des fêtes du nouvel an 1578, Nobunaga reçut à Azuchi les compliments des petits et des grands barons qui lui devaient obéissance. Après la cérémonie, il les conduisit à travers les appartements publics et privés du château encore inachevé et leur montra les œuvres d’art dont il était orné. Il s’agissait essentiellement de peintures brillamment colorées, du genre dit « damiye », de Kanô Eitoku (1543-1590) et de ses élèves. Elles se trouvaient peintes sur les murs, les cloisons, les portes coulissantes (« fusuma ») et les paravents (« byôbu > »). Chacun des sept étages du donjon était décoré d’œuvres traitant d’un sujet différent. Il y avait des paysages, des rochers et des arbres, des fleurs et des oiseaux, des animaux, réels et mythiques, et des personnages, tous peints à grande échelle. Le biographe de Nobunaga nomme ces objets avec enthousiasme. Il se délecte de leur profusion. Dans ses descriptions, il n’y a pas trace de la retenue qui avait dirigé le goût de Yoshimasa et de sa coterie lorsqu’ils dessinaient leurs jardins et leurs pavillons. Les idéaux de la période de Momoyama n’avaient guère de rapport avec ceux de la période d’Higashiyama.

Il s’agit manifestement d’une nouvelle époque en matière de goût. Considérées séparément, les œuvres se rattachent encore à une tradition antérieure, mais de façon générale, leur attaque audacieuse et leurs éclatants coloris annoncent une nouvelle phase dans l’art de la décoration. Il n’y a rien de nouveau dans les sujets de la peinture Momoyama ni dans la technique très poussée qu’elle dénote, car ses brillantes couleurs elles-mêmes viennent de l’école du Yamato, vieille d’un siècle. Ce qui est nouveau, c’est l’abondance et la taille des peintures. Jamais auparavant on n’avait vu tant d’œuvres d’art contemporaines dans un unique palais. Cette importance donnée aux dimensions et à la profusion ainsi que la prédominance des sujets héroïques sont l’expression, sinon du caractère même de l’époque, du moins de l’ambition de ses dirigeants.

Un trait frappant des arts décoratifs Momoyama est la profusion de l’or employé. Au cours de la période de Muromachi, la demande d’or paraît s’être rapidement accrue alors que reprenaient les relations avec la Chine, et à l’époque de Nobunaga, le commerce avec la Chine consistait dans une large mesure en importations d’or et en exportations d’argent. La production d’or japonaise augmenta également. L’or servait à frapper des

pièces de monnaie, mais en quantités assez limitées. L'or en barre était aussi utilisé comme monnaie d'échange, et les nouveaux dictateurs, Nobunaga d'abord puis Hideyoshi, employaient l'or abondamment et ostensiblement afin d'impressionner le monde par leur magnificence. Ils avaient tous deux l'habitude de montrer à leurs hôtes leurs pièces de séjour et leurs salles d'audience, puis de les emmener voir dans leurs souterrains les amas d'or et d'objets précieux qui constituaient leur trésor.

Par ailleurs, l'or tait employé en très grandes quantités pour la décoration sous toutes ses formes. Le salon de thé de Hideyoshi au château d'Osaka était de dimension modeste, mais son plafond et ses parois étaient entièrement revêtus de feuilles ou de poussière d'or, de même que les encadrements des fenêtres à glissières *(shôji)*. Les tablettes étaient de laque dorée, et tous les ustensiles (sauf la puisette et les cuillères à thé) étaient d'or pur. Les tuiles mêmes du toit du donjon étaient recouvertes de peinture d'or. Jamais on n'avait vu un pareil étalage, si éloigné des austères critères esthétiques de l'époque de Yoshimasa. En matière de décadence, peut-être la palme revient-elle à Nobunaga, qui, en 1570, donna une fête pour célébrer la défaite de trois de ses ennemis ; à cette occasion, il sortit lui-même d'un coffre de laque noire les têtes de ses victimes et les fit voir à l'assemblée ; chacune d'elles était recouverte d'un fin masque de feuilles d'or, sur lequel on avait appliqué de la couleur.

Un pareil manque de goût ne doit cependant pas détourner l'attention du fait qu'Azuchi donna le jour à l'art Momoyama. A l'époque de Hideyoshi, une série de grands bâtiments vinrent s'inscrire dans l'évolution naturelle née de la forteresse de Nobunaga, et furent décorés dans un style similaire. Comme le remarque un grand historien de l'art japonais, c'est une curieuse anomalie que Nobunaga, qui porta un coup aux arts traditionnels en détruisant presque tous les grands monastères, ait créé une nouvelle tradition, car jusque-là les principaux patrons des peintres et des bâtisseurs avaient été les grandes institutions religieuses et en particulier l'Église bouddhique. Du fait des agissements de Nobunaga, les arts n'eurent plus alors à se soucier des désirs de la religion et se trouvèrent libres de puiser leur inspiration dans le profane aussi bien que dans le sacré. On voit déjà l'essence de l'art Momoyama dans les peintures d'Azuchi ; et Kanô Eitoku, aidé de son fils adoptif Sanraku, réalisa la majeure partie des grandes peintures des palais de Hideyoshi. Parmi les plus célèbres d'entre elles

figurent *les Lions jouant (Karashishi)*, un paravent en six panneaux de près de sept mètres de long sur trois mètres de haut, dimensions parfaitement adaptées à la vaste salle qu'il ornait. C'est devenu aujourd'hui un trésor impérial, et peut-être au même titre que toute œuvre d'art, il est révélateur du goût de son époque. Ses couleurs éclatent sur un arrière-plan d'or. Il déborde de vie et d'énergie.

On trouve également de bons peintres en dehors de la famille des Kanô, notamment Kaihoku Yüshö. Certains d'entre eux sont des maîtres de l'encre de Chine, et leurs œuvres, bien que sans couleurs, manifestent la vigueur caractéristique du pinceau Momoyama sans pour autant abandonner une certaine tradition classique.

En architecture, rien ne reste de l'époque de Nobunaga, mais on trouve d'importants vestiges des palais de Hideyoshi et autres bâtiments d'alors. Citons parmi eux la belle porte (*Karamon)* du Daitokuji, d'un dessin remarquable et d'une exécution superbe ; le Hiunkaku, élégant pavillon du Nishi Honganji ; et le Sambô-in du Daigoji, l'une des résidences favorites de Hideyoshi et cadre de sa dernière fête.

Ces vestiges sont d'un grand intérêt pour l'historien de l'art en tant que témoins du goût et de l'habileté technique de la période de Momoyama. Ils témoignent d'une délicatesse de traitement en flagrant contraste avec l'imposante masse des bâtiments dont ils faisaient partie ; et comme la beauté de leur exécution s'inscrit dans la tradition indigène, on peut à peine les considérer comme spécifiques de l'époque de Momoyama. Les grands édifices sont toutefois caractéristiques d'un ordre nouveau, en ce sens qu'ils expriment à merveille une époque hardie, ambitieuse et vivante[202].

Il est à peine besoin de dire que l'accroissement des dépenses que l'on observe alors fut favorisé, sinon provoqué, par une augmentation rapide de la production de biens de toutes sortes dans l'ensemble du pays au cours du XVIe siècle. La nourriture était abondante, des méthodes nouvelles amélioraient le rendement des mines, et les efforts déployés par les riches marchands dans leurs villes prospères hâtaient l'expansion du commerce.

Certains voient dans le développement artistique traité dans ce chapitre un équivalent de la Renaissance européenne ; mais le parallèle est boiteux, car la culture Momoyama tirait son énergie des concepts matériels de la société féodale et manquait d'éléments humains.

CHAPITRE XLVI

Tokugawa Ieyasu

JEUNESSE

Pendant quelque vingt ans après la mort de Hideyoshi, Ieyasu fut le personnage le plus important de la vie japonaise ; et après sa propre mort, en 1616, son souvenir domina la scène politique durant la majeure partie du XVIIe siècle. Il est donc important d'étudier son caractère tel qu'il évolua sous la pression des événements, à la fois militaires et politiques, tandis que Nobunaga puis Hideyoshi gouvernaient le pays.

Ieyasu était le fils aîné d'un petit chef de clan guerrier nommé Matsudaira, dont les terres se trouvaient entre les domaines des puissants seigneurs Imagawa, du Suruga, et de la famille Oda, influente dans l'Owari. C'était une situation difficile, et elle assombrit les premières années de Ieyasu. En 1547, alors qu'il était dans sa sixième année, on l'envoya vivre comme otage dans la maison Imagawa, mais sur la route de Sumpu, la capitale du Suruga, il fut capturé par un agent d'Oda Nobuhide (le père de Nobunaga) et emmené à Atsuta, où on le garda deux ans comme otage. Son père étant mort durant cette période, ses perspectives d'avenir, de même que celles de la famille Matsudaira dans son ensemble, paraissaient des plus sombres. Une trêve conclue entre les Oda et les Imagawa lui valut toutefois une certaine liberté, et il rentra chez lui, mais pour être à nouveau capturé, cette fois par la famille Imagawa, qui le prit comme otage à Sumpu.

En 1560, au cours de la bataille d'Okehazama, Ieyasu (dont le nom d'adulte, Motoyasu, avait alors remplacé celui de Takechiyo), toujours otage, accompagnait une aile de l'armée des Imagawa, mais grâce à l'écrasante défaite que Nobunaga infligea à Imagawa Yoshimoto il fut libéré d'une servitude qui, en tout, avait duré treize ans. Il put ainsi rentrer chez lui (à Oka-zaki), dans la province de Mikawa, où les partisans des Matsudaira lui firent un bon accueil.

Relations avec nobunaga et hideyoshi

En 1561, Motoyasu rompit avec la famille Imagawa pour s’allier à Nobunaga. Il prit le nom de Ieyasu et, tout en protégeant l’arrière de Nobunaga, il se mit en devoir de consolider sa propre position dans la province de Mikawa. Il se révéla un allié si utile que Nobunaga donna sa fille Tokuhime en mariage à son fils aîné, Nobuyasu. Quelques années plus tard, il parvenait à vaincre une forte opposition des fidèles Monto (ou Ikko) et de la noblesse rurale de sa province, et en 1567 il était devenu le maître du Mikawa, réduisant à néant ce qui restait de l’autorité des Imagawa. La cour reconnut ses mérites, et il reçut en 1566 l’autorisation d’employer le nom de famille de Tokugawa.

La façon dont il traita la noblesse rurale qui leur avait prêté appui constitue un trait distinctif de sa campagne contre les partisans des sectes. Dans des circonstances similaires, Nobunaga avait mis à mort tous ceux qui s’étaient opposés à lui dans l’Echizen et le Kaga, alors que Ieyasu, tout en confisquant les terres de ses ennemis les plus acharnés, se montra généreux envers ceux qui étaient disposés à se joindre à lui. Une fois fermement établi dans le Mikawa (il s’installa au château de Hamamatsu en 1570), et tandis qu’il soutenait fermement la politique d’unification menée par Nobunaga, il envisagea d’étendre son propre pouvoir sur le littoral oriental. C’est là un point dont il convient de se souvenir lorsqu’on considère ses activités subséquentes. Bien qu’il ne négligeât jamais son devoir envers Nobunaga, jamais il ne perdit de vue cet objectif dans les provinces de l’Est. Pour parer le danger menaçant son flanc au cas où il se déplacerait vers l’est en force, sa lutte avec Takeda Shingen et Takeda Katsuyori était vitale. Il se voyait comme un allié plutôt que comme un subalterne de Nobunaga, et il estimait qu’en étendant son autorité en direction de l’est il ne faisait que servir la cause de l’unification.

On reproche à Ieyasu de ne pas s’être empressé de punir les assassins de Nobunaga, mais il se trouvait à Sakai lorsque la nouvelle lui parvint, et il eut le plus grand mal à s’échapper avec une petite suite. Son premier souci fut, bien sûr, d’assurer la sauvegarde de ses propres provinces. De retour chez lui après un périlleux voyage à travers l’Iga, il passa dix jours à renforcer sa position dans le Kai et le Shinano. Ce n’est qu’alors qu’il partit vers l’ouest, pour apprendre par Hideyoshi qu’on ne demandait pas son

aide. S'il fut déçu, il n'en laissa rien voir. Après avoir campé huit jours à Narumi pour voir quel tour prenaient les événements, il retourna à ses propres affaires.

Par la suite, il se montra un associé valable mais en rien obséquieux pour Hideyoshi qui, en tant que régent et chancelier, était en position de lui donner des ordres mais (surtout après les épreuves de force de Komakiyama et Nagakute) respectait son jugement et ne le pressait pas de lui fournir une aide militaire. Il eût été ruineux d'envoyer une expédition militaire du Mikawa au Kyüshü, et Ieyasu semble avoir hésité même à prendre part au siège d'Odawara. Il n'avait nullement l'intention de participer à l'invasion de la Corée. Il envoya une armée symbolique à Nagoya, mais il refusa de s'y rendre lui-même, disant qu'il préférait chasser dans son propre domaine.

Bien qu'il préservât son indépendance, Ieyasu ne se montrait guère soucieux de rivaliser avec Hideyoshi en tant que chef de la nation, et surtout pas de le renverser. Il était prompt à résister à toute menace contre son territoire, mais il étendait son autorité en direction de l'est, loin de la capitale. A n'en pas douter, il était parfaitement conscient de ses pouvoirs, car c'était un soldat et un administrateur accompli ; mais il était prudent et savait attendre son heure. Les chefs guerriers le respectaient, et ceux qui étaient présents quand Hideyoshi prononça ses dernières volontés ne purent qu'acquiescer à l'éloge du mourant concernant la sagesse et l'expérience de Ieyasu.

Il était naturel que Hideyoshi souhaitât nommer un conseil de régence pour assurer la succession de son bien-aimé Hideyori. Dans son désir passionné de protéger l'avenir de l'enfant, il exigea de Ieyasu et de ses collègues des promesses solennelles afin de les empêcher d'agir dans leur propre intérêt, les obligeant à renoncer aux pratiques féodales courantes qui consistaient à détenir des otages ou à mettre sur pied des mariages politiques. De telles mesures auraient pu marcher si la minorité de Hideyori avait été très brève, mais l'enfant n'avait que cinq ans, et les années à venir recelaient de grands risques de désaccord, risques que Hideyoshi aurait prévus si son esprit avait fonctionné clairement. Mais son seul souci concernant l'avenir consistait à perpétuer sa famille. Il ne laissait ni volontés ni ordres quant aux questions brûlantes qui ne pouvaient manquer de se poser au conseil de régence immédiatement après sa mort.

Il est important de noter ces circonstances, car on prétend souvent que Ieyasu n’avait nulle intention d’obéir aux vœux de Hideyoshi. Il est évidemment possible qu’il ait acquiescé à ses exigences tout en sachant fort bien qu’on ne décide pas de l’avenir par de simples paroles, mais avec le souci d’adoucir les derniers moments de son camarade mourant. Mais il n’est pas moins vraisemblable qu’il se soit soumis au désir de Hideyoshi parce qu’il ne pouvait pas prévoir le tour que les événements allaient prendre. Qu’il fût disposé à donner son appui à Hideyori ou qu’il envisageât de travailler à ses propres ambitions, le problème immédiat qui se posait à lui était simple. Il devait à tout prix maintenir l’unité que Hideyoshi avait réalisée. C’était une unité qui dépendait d’un équilibre des pouvoirs un peu précaire plutôt que d’une supériorité permanente des grands vassaux dont il était le chef. Son premier soin fut donc de renforcer sa propre autorité, sans attacher une attention particulière aux droits de Hideyori.

C’est en étudiant la liste des plus importants daimyô et en estimant leur puissance militaire d’après leur revenu qu’on pourra se faire la meilleure idée de la distribution du pouvoir au Japon à la fin du XVIe siècle.

En premier lieu venaient les grands barons, membres du conseil de régence constitué par Hideyoshi sur son lit de mort. Leurs noms et leurs revenus annuels en chiffres ronds étaient les suivants :

Daimyō		*Revenu en koku*
Tokugawa Ieyasu		2 500 000
Mōri Terumoto		1 200 000
Uesugi Kagekatsu		1 200 000
Maeda Toshiie		800 000
Ukita Hideie		500 000
	Total	6 200 000

Le revenu présumé total de l’ensemble des fiefs du Japon était quelque peu supérieur à vingt millions de koku, et en termes de puissance économique les membres du conseil détenaient ainsi près d’un tiers du total national. Il est vrai que la puissance militaire des grands daimyô ne correspondait pas nécessairement au montant de leur revenu. Dans certains cas, la situation stratégique était un facteur important. Ainsi, Môri Terumoto, qui détenait neuf provinces à l’extrémité occidentale de la principale île, était de toute évidence plus puissant du point de vue militaire que Uesugi Kagekatsu, dont les grands domaines de la région d’Aizu étaient

coupés des provinces centrales par des obstacles géographiques aussi bien que politiques. Avec moins d'un million de *koku,* Maeda Toshiie était quant à lui beaucoup plus puissant que Uesugi du fait que, de ses domaines de l'Etchû et du Kaga, il avait facilement accès aux provinces centrales. C'est grâce aux loyaux services de Toshiie qu'il obtint des fiefs dans cette importante région en 1583. Il noua une étroite amitié avec Hideyoshi qui (rappelons-le) lui confia la tutelle du précieux Hideyori.

A un moindre niveau du point de vue du rang et de la richesse venaient les cinq commissaires (*go-bugyô*), qui ne décidaient pas des questions de haute politique mais exécutaient les ordres des membres du conseil en tant que chefs des organes exécutifs. Il s'agissait d'Asano Nagamasa, Maeda Geni, Mashida Nagamori, Ishida Mitsunari et Natsuka Masaie. Ils avaient obtenu du Taikô des fiefs de moyenne importance, mais leur revenu global n'atteignait pas un million de *koku.* Ni individuellement ni ensemble, ils ne pouvaient se risquer à défier leurs maîtres. Aussi longtemps que les membres du conseil et leurs subordonnés préservaient l'unité, il y avait peu de risque qu'ils soient victimes d'une révolte réussie de la part des autres grands seigneurs qui, pour l'instant, se tenaient tranquilles. Parmi eux se trouvaient les Date, de Sendai, et les Kobayakawa, du Chikuzen, qui détenaient entre eux plus d'un million de *koku* et prendraient certainement parti pour Ieyasu et les autres membres du conseil de régence en cas de guerre civile. Mais tout en étant ostensiblement neutres, maints puissants daimyô tendaient à être hostiles à Ieyasu. Parmi eux, les plus importants étaient les Shimazu du Satsuma, les Satake du Hitachi, les Nabeshima du Hizen, Katö Kiyomasa du Higo et les Chösokabe du Shikoku. Leur revenu global représentait un peu moins de deux millions de *koku.* Ils pouvaient se montrer dangereux s'ils œuvraient avec d'autres ennemis, mais Ieyasu n'avait pas grand-chose à craindre d'eux seuls. S'il le voulait, la succession de Hideyori pouvait être assurée sans précautions particulières.

Mais l'équilibre auquel Hideyoshi était parvenu lorsqu'il avait soumis la famille Höjö dans le Kantô était loin d'être stable. La vérité est que Hideyoshi échoua dans sa politique intérieure, car au lieu d'étayer son pouvoir en mettant sur pied un système de gouvernement efficace, il laissa le gouvernement national au hasard du jugement de ses subordonnés et, se reposant sur le prestige dont il savait jouir, il consacra toutes ses forces à ses grandioses projets de conquête outre mer. On a suggéré que, en projetant

d’envahir la Corée et la Chine, l’un de ses buts était d’acquérir suffisamment de territoires pour satisfaire les ambitions de ses grands feudataires ainsi que des chefs de guerre indépendants comme Shimazu et Môri. On ne trouve pas grand-chose à l’appui de cette thèse, mais il avait raison d’imaginer que ces hommes ne se satisferaient pas longtemps de positions subalternes. Avant qu’il ne soit sur son lit de mort, des dissensions se manifestaient déjà parmi ses auxiliaires les plus directs, car ainsi qu’on l’a vu, il y avait deux opinions et deux partis en désaccord à propos du retrait des troupes japonaises de Corée.

En fait, ce fut ce sujet qui, Hideyoshi mort, fut cause de la première dispute parmi les membres du gouvernement. A la fin de l’année 1598, peu après la formation du conseil de régence, les commissaires Asano et Ishida furent envoyés dans la péninsule coréenne pour y organiser le départ des troupes. Ils rencontrèrent une forte opposition de la part de certains généraux, qui estimaient que leur position restait forte étant donné qu’ils venaient d’infliger de graves défaites aux armées chinoise et coréenne et qu’ils se trouvaient tout à fait en mesure de maintenir leurs positions dans les provinces méridionales de la Corée. Cependant, une fois que le parti qui était favorable au retrait eut pris la direction des ports, les autres furent contraints de les suivre. Lorsqu’ils eurent rejoint le Japon, les deux partis trouvèrent des supporters. Parmi les commissaires, les points de vue différaient entre Ishida, partisan d’une évacuation totale, et Asano, favorable à la poursuite de la guerre. La querelle menaçait de dégénérer en un conflit plus grave, car il y avait en jeu de puissants intérêts, le Satsuma appuyant le retrait alors que des daimyô comme Nabeshima et Katô Kiyomasa y étaient fermement opposés.

Le conseil se hâta de bâcler un compromis au début de 1599 ; mais il y avait d’autres fissures dans l’édifice de la régence ; Ieyasu avait un ennemi implacable en la personne d’Ishida Mitsunari (1560-1600), doué d’un grand talent et d’une ambition dévorante. Celui-ci occupait à l’origine un poste subalterne en tant que commissaire, mais favori de Hideyoshi, il avait fini par obtenir dans 1er cercles officiels une position à laquelle son rang ne lui donnait pas droit. C’était un maître de l’intrigue qui savait que la confusion lui était profitable, et c’est sans doute du fait de ses encouragements secrets que les membres du conseil et les commissaires en vinrent à accuser Ieyasu

de manquer délibérément à la parole qu’il avait donnée à Hideyoshi en organisant des mariages à des fins politiques.

Il y avait dans cette accusation une part de vérité, mais les mariages des enfants de Ieyasu ne pouvaient manquer d’exercer une certaine influence politique. En fait, si Ieyasu s’en était tenu strictement à la politique négative de Hideyoshi, il aurait perdu sa propre autorité et encouragé une désunion qui ne pouvait guère être à l’avantage de Hideyori et de la maison de Toyotomi. Ieyasu s’en tint donc à ses intentions personnelles, et les deux partis – les régents vexés à Osaka et Ieyasu à Fushimi – furent à deux doigts de s’affronter. Des préparatifs de guerre furent faits de part et d’autre, mais on en arriva une fois encore à un arrangement pacifique. Les commissaires, Ishida Mitsunari en tête, reconnurent leur erreur et déclarèrent s’en repentir.

Les intrigues de Mitsunari prirent désormais un autre cours. Sa méthode consistait à stimuler des plaintes contre Ieyasu, et il décida de susciter une querelle entre Ieyasu et Maeda Toshiie, le tuteur de Hideyori, qui était sincèrement dévoué à la cause de son pupille. Mais une épreuve de force entre eux ne pouvait que causer leur déconfiture à tous deux, car elle diviserait les grands feudataires en deux camps et finirait par un désastre. Heureusement, Ieyasu et Toshiie étaient tous les deux des hommes sages, qui savaient voir plus loin que la surface des événements. Ils parvinrent à un arrangement grâce aux bons offices de Hosokawa Tadaoki, homme doué de bon sens qui perça rapidement à jour les stratagèmes d’Ishida Mitsunari. Toshiie alla à Fushimi rendre visite à Ieyasu en mars 1599 et Ieyasu lui rendit la pareille à Osaka quelques jours plus tard. Épuisé par des années de bataille, Toshiie se trouvait alors dans un triste état de santé. Il mourut en mai dans sa soixante et unième année, et ses partisans passèrent ensuite au service de Ieyasu, au grand dépit de Mitsunari, qui s’était imaginé qu’il pourrait profiter d’un antagonisme durable entre deux membres du conseil de régence.

Le prestige de Toshiie était grand, et en fait de sagesse, il pouvait rivaliser avec Ieyasu. Des membres du conseil après la mort de Toshiie, Môri n’était pas sûr, et l’on savait qu’en Aizu Uesugi avait de grandes ambitions que Mitsunari prenait soin d’encourager. Ukita également était d’une loyauté douteuse.

Les perspectives d’une révolte réussie contre Ieyasu semblaient donc bonnes, mais Mitsunari était impatient, et il fit contre lui deux tentatives

d'assassinat : la première, au début de 1599, lorsque Ieyasu se rendit au château d'Osaka avec Hideyori ; la seconde trois mois plus tard, lorsqu'il alla voir Maeda Toshiie. Les desseins de Mitsunari furent découverts par Katô et d'autres généraux, qui décidèrent de le tuer. Mais Mitsunari parvint à s'échapper à Fushimi, où il chercha la protection de Ieyasu. Les généraux le poursuivirent, mais Ieyasu les persuada qu'il valait mieux garder ce conspirateur fugitif en réclusion. C'est ainsi qu'il fut envoyé dans sa propre forteresse de Sawayama (Hikone), dans la province d'Omi, avec ordre de s'y tenir tranquille.

On ne sait au juste pourquoi Ieyasu se montra si indulgent, mais il sentait probablement que Mitsunari pouvait être utile. Il s'occupa ensuite des collègues commissaires de Mitsunari et chassa de Fushimi Maeda Geni et Natsuka Masaie, les gouverneurs qu'on y avait nommés selon le désir de Hideyoshi, les remplaçant par son fils Hideyasu et s'installant lui-même au château d'Osaka, qui avait été la place forte de Hideyoshi et le siège du gouvernement.

La place de Maeda Toshiie au conseil de régence fut reprise par son fils Toshinaga, qui regagna son fief. Parmi les autres membres (Uesugi, Kagekatsu, Môri Terumoto et Ukita Hideie), Uesugi, sans démissionner, retourna dans son fief d'Aizu, où il avait récemment été déplacé. Le conseil ne comptait plus ainsi que trois membres actifs, Ieyasu, Terumoto et Hideie, et le pouvoir de décision appartenait en fait au seul Ieyasu. Il faisait parfois mine de consulter les *Tairô,* mais en pratique il comptait avant tout sur le soutien des généraux, dont des fiefs de valeur entretenaient la loyauté. Par ailleurs, il avait renoué avec le système des otages, notamment en détenant la veuve de Hideyoshi, Kita Mandokoro, en guise de protection contre les représailles de ses parents.

En cela comme en d'autres choses, il ne respectait pas sa promesse à Hideyoshi, mais on ne peut guère lui reprocher de ne pas avoir maintenu le conseil de régence. Ne serait-ce que pour sa défense personnelle, il fallait bien qu'il prenne des mesures contre les conspirations auxquelles il était confronté. Pendant un temps, il ne se préoccupa pas de Mitsunari, car il savait que, pour lui, le véritable danger ne résidait pas dans ses intrigues mais dans les ambitions des grands daimyô. Ces hommes n'avaient pas besoin de l'encouragement de conspirateurs : que le pouvoir passât de main en main et que chacun d'eux prit ce dont il pouvait s'emparer faisait partie

de la tradition de leur classe. L’histoire féodale du Japon est tout entière faite de l’essor et de la chute des grandes maisons. Il n’y a rien qui ressemble à la stabilité dans le pays dans son ensemble ou dans les seigneuries qui le composaient jusqu’aux jours de Hideyoshi, où l’on parvint à une paix difficile, ou plutôt à une trêve, qui dura tout au long de la guerre coréenne et prit fin au moment du retrait.

Sekigahara

Le premier à se révolter ouvertement contre Ieyasu fut Uesugi Kagekatsu. Il se préparait à agir depuis quelques mois lorsque, en mai 1600, le vigilant Ieyasu le fit venir à Osaka afin d'expliquer sa conduite. Recevant une réponse insolente, Ieyasu imagina un plan de campagne qui consistait à marcher directement contre lui à partir du sud avec une armée de 50000 hommes, cependant que trois autres armées approcheraient par l'ouest, le nord et l'est. Il quitta Osaka le 26 juillet, et, le lendemain, il s'arrêta à Fushimi, dont le gouverneur, Torii Mototada, était un ancien camarade. Les deux vétérans passèrent la nuit à évoquer des souvenirs et se quittèrent à l'aube, chacun sachant que le château pourrait être attaqué et que Torii mourrait à sa défense.

Ieyasu ne se pressa pas. Il suivit à petites étapes la route du Tôkaidô, arrivant à Edo le 10 août. Il y demeura jusqu'au 1er septembre, où il partit en direction du nord afin d'établir son quartier général à Oyama, dans le Shimotsuke. S'il avançait aussi lentement, c'était pour voir comment évoluaient les plans de Mitsunari. Sa campagne contre Uesugi n'avait qu'une importance mineur, car après avoir essuyé quelques revers, Date et Mogami, qui avait approché l'Aizu à partir du nord-est, purent arrêter Uesugi et le maintenir sur la défensive.

Peu après son arrivée à Oyama, Ieyasu apprit, comme il s'y attendait, que les intrigues de Mitsunari avaient progressé et portaient leurs fruits. Il avait quitté son château de Sawayama, et il était en pleine révolte à la tête d'une puissante coalition. C'était une situation à laquelle Ieyasu était tout préparé, car il n'avait jamais envisagé de poursuivre sa campagne en Aizu. Ce n'était qu'une feinte pour tromper Mitsunari.

On peut être certain que Ieyasu était bien informé des activités de son ennemi. Le 8 septembre, à l'issue d'un siège de dix jours, une forte armée aux ordres de Mitsunari avait réussi à prendre le château de Fushimi après un combat désespéré dans lequel Torii avait perdu la vie. Mitsunari avait désormais l'intention de réunir tout ce qu'il pourrait de partisans de sa cause, qu'il présentait comme la cause de Hideyori, et de pousser à travers le Mino jusque dans l'Owari, puis d'attaquer Ieyasu dans le Mikawa. Son plan était fondé sur l'hypothèse hardie mais erronée que Ieyasu serait

bloqué par Uesugi et ne pourrait utiliser l’ensemble de ses troupes contre un autre ennemi.

Ces idées en tête, Mitsunari se dirigea sur Gifu, où Oda Hidenobu lui fit un bon accueil. De là, il marcha sur ögaki, pénétrant dans le château le 18 septembre. Mais il rencontra une forte opposition de la part de guerriers hostiles dans le Tango, l’Ise et l’Omi, et il fut obligé de disposer d’une part considérable de son armée pour en venir à bout. Par ailleurs, d’importants daimyô sur lesquels il avait compté répugnaient à défier Ieyasu et refusèrent alors d’entrer en campagne. Parmi eux se trouvait Môri Terumoto, qui avait la garde de Hideyori et ne voulait pas faire un geste. En l’absence d’un grand général, Mitsunari dut prendre lui-même le commandement de l’armée occidentale. Il était courageux et avait une certaine expérience de la guerre, mais il n’était pas de taille à mener des troupes disparates contre un capitaine aussi brillant et expérimenté que Ieyasu.

Le 11 septembre, après s’être retiré dans son château d’Edo, Ieyasu dirigea un puissant mouvement contre l’Ouest. Il envoya une forte armée le long de la Tôkaidô, et il confia 30000 hommes à son fils Hidetada avec pour ordre de suivre la Nakasendô. Les deux armées devaient converger sur le Mino, où Ieyasu les rejoindrait.

L’objectif de cette stratégie était de porter un grand coup à l’ennemi dans le Mino avant qu’il ne puisse s’établir solidement dans cette province. Trente ans plus tôt, les succès de Nobunaga qui, de sa forteresse de Kiyosu, était parvenu en 1568 à se rendre maître des provinces centrales, suffisaient à prouver toute l’importance de la région. L’avant-garde de Ieyasu, placée aux ordres de Fukushima, Hosokawa et autres officiers de confiance, progressa rapidement le long de la Tôkaidô, et le 21 septembre toutes les unités étaient à leur rendez-vous de Kiyosu. Désormais, les quelque vingt-sept kilomètres qui s’étendent Gifu et Kiyosu séparaient seuls les deux armées.

Le 26 septembre, Fukushima et ses collègues reçurent de Ieyasu l’ordre d’avancer. Les jours suivants, ils franchirent le Kiso et s’emparèrent de la citadelle de Gifu. Le 1er octobre, ils étaient fermement établis au-dessus de la ville et attendaient l’arrivée de Ieyasu. Cependant, ce dernier avait prudemment observé d’Edo la façon dont tournaient les choses, et ce n’est qu’une fois pleinement rassuré quant à la loyauté et aux compétences militaires de Fukushima et de ses camarades qu’il se décida à engager ses

propres troupes. Il ne partit pas pour le front avant le 7 octobre, et il arriva à Kiyosu le 17 avec une armée de plus de 30000 hommes. Le 20, il s’installa sur une éminence proche d’Akasaka, à environ trois kilomètres au nord-ouest d’Ogaki.

Tandis que se déroulaient ces opérations, Mitsunari, qui n’était pas sans quelque expérience militaire, s’était acharné à rassembler autant d’alliés qu’il le pouvait. A la fin de septembre, il avait avec lui Shimazu, Ukita et Konishi. Dans le courant des vingt jours suivants, Môri Hidemoto, Chôso-kabe et Natsuka arrivèrent avec 30000 hommes et établirent leur camp près de la position avancée de Tokugawa. Peu après, Kobayakawa arriva à son tour avec 8000 hommes et prit position au-dessus de Sekigahara. Ainsi, l’ensemble des troupes levées contre Ieyasu était numériquement impressionnant, mais celui-ci avait de bonnes raisons de douter de la loyauté de certains des partisans de Mitsunari.

Le 20 octobre, en début de soirée, alors que Ieyasu tenait conseil avec ses généraux près d’Akasaka, une importante fraction de l’armée occidentale se porta sur Sekigahara. Elle fut surprise par une pluie aveuglante et, luttant dans les ténèbres pour poursuivre sa route, elle n’atteignit son objectif que le lendemain juste avant l’aube. En dépit de ces difficultés, elle réussit avec l’ensemble des divisions occidentales à s’établir en force dans des positions que Ieyasu devrait détruire par une attaque frontale s’il voulait rejoindre Osaka. Elle se trouvait dans une situation presque imprenable, mais elle souffrait d’une faiblesse dont Ieyasu était très conscient : elle comptait des traîtres dans ses rangs.

Le matin du 20 octobre, tandis que l’armée occidentale prenait position et que Ieyasu déployait ses troupes au nord de la Nakasendö, le brouillard était si épais que 1 avant-garde de Fukushima entra en collision avec l’arrière-garde d’Ukita. Puis, comme le brouillard se dissipait et que les objectifs devenaient visibles, ce fut l’engagement général. On se battit rudement sur toute la ligne de front, l’armée occidentale ayant légèrement l’avantage. A ce moment-là, conformément au plan de bataille de Mitsunari, Kobayakawa devait dévaler la pente et fondre sur l’arrière de Ieyasu. Mais il ne fit aucun mouvement avant que Ieyasu lui-même le contraignît à se déclarer. Il montra alors de quel bord il était en attaquant les formations de l’armée occidentale, qui commença à lâcher pied sous la pression du nombre. La bataille fut perdue quand Kobayakawa mit en

déroute d'abord Konishi puis Ukita, dont l'ensemble des divisions comptait 10000 hommes. Mitsunari s'enfuit alors, bientôt suivi de Shimazu, qui parvint à se dégager au prix de pertes effroyables et, de concert avec Ukita, rejoignit Osaka où il s'embarqua pour le Satsuma.

La défaite de l'armée occidentale était écrasante. Il est vrai que le triomphe de Ieyasu s'expliquait en partie par des trahisons chez l'ennemi, et l'on estime parfois qu'il prit un risque démesuré en attaquant une armée supérieure en nombre qui occupait de puissantes positions défensives. Mais Ieyasu n'était pas téméraire. C'était un génie militaire rodé par des décennies de campagnes. (On dit qu'il livra plus de cinquante batailles.) Il avait l'art de lire dans l'esprit des hommes, son jugement politique était hardi mais sain, et il savait à quel moment il convenait de prendre un risque calculé.

Comme maints guerriers présents à la bataille de Sekigahara se sont faits connaître, il vaut la peine de relever leurs noms de famille, dont certains reviennent dans l'histoire ultérieure.

Mitsunari avait commencé à former une armée aussitôt qu'il avait appris que Ieyasu se dirigeait vers l'est, en août 1600. Il se rendit alors à Osaka, où il obtint des promesses d'aide d'Otani Yoshitaka, Ankokuji Ekei, Maeda Geni, Natsuka Masaie et Mashida Nagamori, qui sont des personnages intéressants mais secondaires. Au nom de Hideyori, Mitsunari lança un appel à tous les grands daimyô qui n'étaient pas liés à Ieyasu. Lorsqu'il attaqua Fushimi, il avait l'appui, sinon l'aide active, de Môri Terumoto et Môri Hide-moto, Ukita Hideie, Konishi Yukinaga, Shimazu Yoshihiro, Kobayakawa Hideaki, Chôsokabe Morichika et Wakizaka Yasuharu.

Tout en s'efforçant d'augmenter les troupes levées contre Ieyasu, Mitsunari chercha en outre à influencer certains des partisans de ce dernier en prenant des otages au sein de leurs familles. Il atteignit un comble en matière de mauvaise conduite lorsque ses hommes de main s'emparèrent de la femme de Hosokawa, une convertie chrétienne connue sous le nom de Gracia, qui fut tuée parce qu'elle ne se laissait pas prendre.

Dans cette guerre civile, du côté de Ieyasu se trouvaient Asano Yukinaga, Fukushima Masanori, Hachisuka Yoshishige, Kuroda Nagamasa, Hosokawa Tadaoki, Ikuma Kazumasa, Nakamura Kazutaka, Horio Tadauji, Katö Yoshiakira, Tanaka Yoshimasa, Yamanouchi Kazutoyo, Tödö Takatora, Kyôgoku Takatomo, Tsutsui Sadatsugu et Terazawa Hirotaka. Nombre

d’entre eux devaient leur position à la faveur de Hideyoshi. Ce n’était pas des vassaux de Ieyasu, mais ils avaient choisi de se battre à son côté.

On ne connaît pas au juste le nombre de combattants de Sekigahara, mais il était de l’ordre d’au moins 80000 hommes dans chaque camp. Parmi ceux qui étaient présents, tous ne prirent pas part au combat, car le champ de bataille était un défilé dans lequel il n’était pas possible de déployer de nombreuses troupes. En outre, par traîtrise ou mauvaise organisation, bien des partisans de Mitsunari n’entrèrent pas du tout en action. On les chiffre à 30000. Du côté de Ieyasu, toutes les troupes qui se trouvaient présentes furent engagées, mais les 38000 hommes de Hidetada, qui devaient arriver par la Nakasendô, furent retardés du fait d’une erreur de jugement de la part de Hidetada et, au grand dépit de Ieyasu, n’atteignirent pas le champ de bataille.

Ieyasu passa au camp la nuit du 21 octobre, ayant au préalable ordonné à Kobayakawa et aux autres commandants qui avaient déserté Mitsunari de poursuivre celui-ci et de prendre son château. Le château fut pris, mais Mitsunari avait fui et ne fut capturé qu’une semaine plus tard. Il fut exécuté le 6 novembre ainsi que Konishi Yukinaga et un favori de Môri qui avait combattu à Sekigahara, le moine Ankokuji. Ses amis firent pression sur Konishi pour qu’il se suicidât, mais il refusa en raison de sa foi chrétienne[203].

OSAKA

Après Sekigahara, Ieyasu ne tarda pas à partir pour son quartier général permanent. Il s'arrêta brièvement à Otsu pour s'informer de ce qui se passait à Osaka, où Môri Terumoto, en sa qualité de membre du conseil de régence responsable de Hideyori, occupait le château. Il n'était pas sûr que Ieyasu pût entrer dans la ville sans employer la force, car certains généraux de Mitsunari avaient ramené de Sekigahara leurs contingents sans pertes et en bonne condition. En fait, le nombre des troupes de Mitsunari qui ne participèrent pas à l'action constitue l'un des traits les plus surprenants de la bataille.

A Osaka, Môri Hidemoto et quelques-uns de ses camarades étaient d'avis de résister à Ieyasu, mais Môri Terumoto ne voulait pas prolonger les hostilités. Il était tout à fait satisfait de sa position actuelle. Il espérait qu'en se soumettant à Ieyasu, il garderait ses grands domaines, et c'est la raison pour laquelle il se laissa rapidement convaincre de lui remettre le château, où Ieyasu fit son entrée le 1er novembre et prit ainsi sa place comme maître de l'empire. Il eut une résistance diffuse à maîtriser par la persuasion ou par la force, en particulier au Kyüshü et dans le pays des Uesugi, mais les principaux événements se jouaient dans les provinces centrales et orientales. Là, ilcomptait asseoir son autorité aussi vite que possible en mettant en place un système de gouvernement bien organisé et efficace qui imposerait l'obéissance à l'ensemble du pays.

Sa première mesure dans ce sens fut de récompenser les daimyô qui avaient combattu pour lui et de punir les autres. Le Japon comptait 214 fiefs de 10000 *koku* ou plus. Ieyasu confisqua les fiefs de 90 familles totalisant un revenu de 4300000 *koku*, et il amputa quatre fiefs de 2215000 *koku*, en sorte qu'il disposait, pour lui et pour les récompenses qu'il entendait distribuer, de 6500000 *koku*. Les fiefs qu'il avait amputés étaient ceux de Môri, Satake, Uesugi et Akita, et l'on voit que le montant de cette amputation représentait plus de la moitié de la somme provenant de la confiscation des 90 fiefs.

La plus grande partie du revenu ainsi obtenu resta dans la famille Tokugawa, s'ajoutant à celui des vastes et riches provinces de l'Est dont Ieyasu était maître. Celui-ci augmenta en outre sa fortune de divers droits

sur des forêts, des mines, des ports et d’importants centres commerciaux. Parallèlement, il récompensa les daimyô qui s’étaient battus avec lui en leur distribuant des fiefs de ses anciens domaines, notamment le long de la Tôkaidô et de la Tôsandô, où il était vital pour lui d’avoir des partisans sur lesquels il pouvait compter. Là et ailleurs, ils s’établirent comme daimyô indépendants et devinrent le rempart de la maison des Tokugawa. A l’époque, ils étaient environ soixante.

Le deuxième souci de Ieyasu fut de donner une forme plus ou moins constitutionnelle à son autorité sur l’ensemble du pays, et à cette fin il décida de restaurer le bakufu, que Nobunaga avait tourné en dérision et Hideyoshi ignoré, sinon anéanti. Il fut nommé shôgun par l’empereur en 1603, mais il n’en fit rien pendant quelque temps. En fait, il craignait de donner l’impression qu’il voulait évincer Hideyori, et il avait soin de rester en bons termes avec Yodogimi, qui se considérait comme la gardienne de la lignée de Toyotomi. Quelle que pût être son ultime ambition, il devait éviter de fournir à ses ennemis et rivaux un prétexte pour se soulever contre lui. Il y avait encore à Osaka et dans les environs des généraux prêts à se soulever pour protéger Hideyori. Parmi eux, il ne se trouvait pas seulement ceux qui, comme Môri Hidemoto, venaient de retirer leurs troupes intactes de Sekigahara, mais aussi nombre de guerriers qui s’étaient battus pour Ieyasu contre Mitsunari mais demeuraient fidèles à la mémoire de Hideyoshi. Entre beaucoup d’autres, Fukushima, Asano, Kuroda et Katô entraient dans cette catégorie. Froissés par ses actions, ils seraient susceptibles de se tourner contre Ieyasu, et ils seraient alors rejoints par les daimyô hostiles aux Tokugawa, notamment ceux du Japon occidental et du Kyüshü.

Ieyasu se montra donc prudent. En 1600, peu après son entrée à Osaka, il avait décidé de fixer sa capitale à Edo, forteresse de ses grands domaines du Kantö. C’est là que serait le centre de son pouvoir militaire, et au cours des années suivantes, il prit diverses mesures pour fortifier le château d’Edo et protéger par un écran de forteresses tout le pays environnant. Il ne se fixa pas à Edo dès 1603, mais laissa la place à la garde de Hidetada, son fils aîné. Lui-même avait bien trop à faire ailleurs. Il s’installa pendant quelque temps à Sumpu (Shizuoka), où il avait passé comme otage ses années de jeunesse.

Ieyasu avait toujours soin de ne pas soulever la délicate question de l’avenir de Hideyori. Il préférait la proie à l’ombre, et pendant des années

après Sekigahara, il consacra son principal effort à étayer sa position en plaçant soigneusement ses vassaux, en réparant des forteresses, et surtout en accroissant ses revenus et ses biens. Il s'occupa de développer les industries

du pays et le commerce extérieur. C'était un temps où les négociants espagnols, hollandais et anglais commençaient à manifester le désir de commercer avec le Japon, et ils étaient encouragés par Ieyasu, qui était impressionné par l'importance du commerce maritime et souhaitait promouvoir la construction navale dans son pays.

En 1603, avant d'aller faire un séjour à Edo, il avait attribué à Hideyori des fiefs d'une valeur totale d'environ 650000 *koku*, somme plutôt modeste pour un personnage aussi important. Auparavant, il avait placé de puissantes garnisons dans les forteresses dominant Kyoto. Il s'était donné beaucoup de mal pour convaincre le Trône de ses bons sentiments, et sur le site qu'occupait jadis la forteresse de Nobunaga à Kyoto, il avait fait construire le château de Nijô, qui devait être le quartier général du *shoshi-dai,* le député du shogun dans la capitale, dont la fonction principale était de servir d'intermédiaire entre la cour et le shogun et, en même temps, de surveiller les daimyô des provinces occidentales.

Après 1603, l'influence de Ieyasu augmenta rapidement, et la position de Hideyori se trouva affaiblie par la mort de fidèles partisans comme Asano Nagamasa, Katô Kiyomasa et Maeda Toshinaga. En 1611, il commença à exercer certaines pressions sur Hideyori, et dès 1614, il était décidé à détruire la maison des Toyotomi. S'il n'avait plus pour le soutenir ses anciens partisans, Hideyori recevait des offres d'aide militaire d'un nouveau genre. Des guerriers sans maître – des *rônin*, comme on les appelait – affluaient par milliers à Osaka de toutes les régions du Japon et pénétraient dans le château à titre de défenseurs. Pour la plupart, ces hommes étaient des guerriers qui avaient perdu leurs biens ou leur emploi du fait de la redistribution des fiefs à laquelle Ieyasu avait procédé.

Ce défi enchanta Ieyasu, qui n'attendait qu'une excuse pour attaquer Hideyori. A la fin de 1614, une armée de 70000 hommes investit le château sous le commandement de Hidetada. Il y avait eu des combats d'avant-postes et diverses escarmouches au cours du mois de novembre, mais les troupes de Hidetada n'arrivèrent au château que le 10 décembre. Quoique les attaquants, renforcés par les contingents envoyés par les grands vassaux de Ieyasu, fussent beaucoup plus nombreux que la garnison, d'environ

90000 hommes, ils ne firent pratiquement aucun progrès durant la première partie de janvier mais subirent au contraire différents revers. Ils continuèrent pourtant d’attaquer avec toute la prudence conseillée par Ieyasu, qui voulait éviter un siège coûteux pour une forteresse aussi imprenable. Il savait que le seul point faible de celle-ci était la désunion parmi ses occupants, et il ne tarda pas à présenter des propositions de paix. Elles furent acceptées, mais Ieyasu trahit, sinon les termes, du moins l’esprit de l’accord. Bien que ce qu’on appelle le « siège d’hiver » (*fuyu no fin)* prît ainsi fin le 21 janvier 1615, Hidetada se mit à l’œuvre dès le lendemain, abattant les remparts et comblant le fossé extérieur. Il entreprit ensuite de combler aussi le fossé intérieur, de sorte que le 16 février le cercle extérieur des défenses avait été complètement détruit. Après quoi il retourna à Fushimi.

En mai, le siège reprit. Ieyasu avait promis de ne pas toucher à Hideyori, mais après ses mensonges précédents, on ne le crut évidemment pas. Au « siège d’été » » (*natsu no in)*, d’innombrables hommes vinrent encercler le château. Les défenseurs pouvaient être une centaine de milliers, et les assaillants deux fois plus nombreux. Des combats désespérés se succédèrent jour après jour jusqu’au 2 juin, où les défenseurs résolurent de livrer une bataille

rangée à l’extérieur des fortifications. Celle-ci débuta le lendemain et dura jusque tard dans l’après-midi, où les troupes de Tokugawa envahirent les défenses intérieures du château.

Ce soir-là, la femme de Hideyori (qui était la fille de Hidetada) envoya un message demandant à Hidetada et à Ieyasu d’épargner son mari et sa mère, Yodogimi. Aucune réponse ne vint. Le 4 juin, Hideyori se suicida et Yodogimi fut tuée par un des membres de sa suite afin d’éviter la capture. Du point de vue moral, la conduite de Ieyasu était impardonnable, car il avait rompu serment après serment ; mais il avait anéanti la maison des Toyotomi et, désormais, il était tout-puissant. Après la domination hésitante de Nobunaga et de Hideyoshi, la famille Tokugawa allait gouverner le Japon pendant deux cent cinquante ans.

CHAPITRE XL VI I

Les premières années du bakufu Tokugawa

LA POLITIQUE DE IEYASU

Ieyasu mourut le 1er juin 1616, dans sa soixante-quinzième année. Bien que, après la mort de Hideyoshi, il eût consacré l'essentiel de son temps à des tâches militaires urgentes et mené deux campagnes vitales à l'établissement de sa suprématie, durant les quinze dernières années de sa vie il ne négligea en aucune façon les problèmes du gouvernement civil. En 1605, deux ans seulement après avoir été nommé shôgun, il se démit d'ailleurs de cette fonction en faveur de son fils Hidetada afin de pouvoir s'occuper librement de la structure politique sur laquelle allait reposer l'autorité de sa maison. Sa démission et la succession de Hidetada devaient en outre faire comprendre au public que la charge de shôgun serait héréditaire chez les Tokugawa. Guerrier triomphant, Ieyasu voulait que sa famille conservât ce qu'il avait acquis, et que la guerre civile prit fin. Son but était de trouver un système qui fît échec aux ambitions des plus puissants barons, dont la loyauté demeurait incertaine bien qu'ils se fussent soumis à lui après Sekigahara.

Bien que la victoire de Sekigahara lui donnât une position dominante, entre la défaite d'Ishida Mitsunari et la chute d'Osaka, il eut à surmonter une forte opposition, en particulier parmi les fiers vassaux de l'ouest du Japon. Il n'y eut pas de révolte ouverte exigeant des mesures militaires, mais une hostilité cachée dont il devait trouver moyen de venir à bout. La situation nécessitait un traitement politique habile. La tâche n'était pas moins importante que les sièges et les batailles, et dans la façon dont il s'en acquitta Ieyasu montra un talent égal à ses dons de soldat.

Le plus dangereux des barons de l'Ouest était Shimazu, seigneur de Satsuma, de l'Osumi et d'une partie du Hyûga, que ses ressources et son éloignement rendaient pratiquement invulnérable. Immédiatement après Sekigahara, on avait proposé de l'attaquer, et Katô Kiyomasa, solidement établi dans le nord du Higo, avait fait des préparatifs dans ce sens ; mais Ieyasu préférait les négociations à la force, et au début de 1602 Shimazu Tadatsune fit sa soumission au shôgun au château de Fushimi, où il fut traité

avec tous les honneurs dus à son rang. D'autres seigneurs périphériques, comme Uesugi et Satake, furent favorablement impressionnés par cet exemple et abandonnèrent tout ce qu'ils pouvaient avoir comme projets de révolte.

De son côté, Ieyasu agit avec circonspection, prenant soin, ainsi qu'on l'a vu, de ne pas blesser les sentiments de ceux de ses partisans qui avaient une dette à l'égard de Hideyori en tant que fils et héritier de Hideyoshi. A l'ouest des provinces centrales et au nord du Kantô, il n'exerçait aucune autorité directe, et il devait ainsi éviter toute hâte et toute imprudence à l'égard des grands barons de ces régions dont il entendait limiter la puissance.

La base de la politique civile de Ieyasu consistait à distribuer des fiefs de telle sorte que ses vassaux les plus dignes de confiance occupassent des domaines d'où ils avaient la possibilité de surveiller les barons dont l'obéissance était incertaine. Les vassaux dont la loyauté était sûre étaient connus sous le nom de *fudai*, où vassaux liges héréditaires de la maison des Tokugawa, par opposition aux *tozama*, les « seigneurs extérieurs », qui n'avaient pas de liens héréditaires avec Ieyasu. La plupart des daimyô fudai *avaient* des fiefs de 50000 *koku* ou moins, à l'exception de Matsudaira Tadayoshi (le cinquième fils de Ieyasu), à Kiyosu, qui avait 500000 koku, et Ii Naomasa, à Hikone, qui en avait 100000. Ils étaient tous placés à des points stratégiques à partir de Kyoto en direction de l'est le long de la Tôkaidô et de la Nakasendô jusqu'à Edo.

Aux *tozama*, puissants seigneurs qui étaient restés neutres ou qui s'étaient ralliés à lui après Sekigahara, Ieyasu ne faisait guère confiance. Il les traitait avec respect, mais il les surveillait étroitement et ne leur donnait guère l'occasion de conspirer contre le bakufu. Il leur confiait souvent des tâches qui les obligeaient à de grandes dépenses, comme de leur accorder le privilège empoisonné de construire ou de réparer une citadelle dans le prétendu intérêt de la nation. Parmi ceux qui durent s'acquitter de telles charges durant la décennie suivant Sekigahara figuraient Katô, Asano, Kuroda, Ikeda, Nabeshima, Hosokawa et Shimazu, tous requis de fournir des hommes et du matériel pour les forteresses qui devaient protéger les points stratégiques situés entre Fushimi et Edo. Pour ces services, il arrivait que Ieyasu leur accordât une modeste rétribution en or, cela par gentillesse et non pas en guise de remboursement[204].

Ieyasu prit toutes les précautions possibles afin d’empêcher les alliances et accords entre *tozama,* imposant des limites aux dimensions de leurs châteaux et à la capacité des navires de transport utilisés par les barons des provinces côtières. Partout où il le put, il réduisit leur liberté de mouvement en plaçant dans des fiefs voisins des vassaux fudai. Ainsi, pour prévenir l’expansion des puissants barons des provinces du Nord – des hommes comme Date, Gamô, Mogami, Uesugi et Satake –, il plaça des vassaux *fudai* à Mito, Utsunomiya et autres points clés du Kantô septentrional, empêchant par là la formation d’une éventuelle ligue entre Date et ses voisins. Dans le cadre de cette politique de surveillance, les daimyô *fudai* étaient déplacés si souvent qu’ils se plaignaient aigrement de leur transplantation d’une province à l’autre, ce que l’on appelait le « kunigae ».

Bien qu’il s’occupât sans relâche des affaires civiles, Ieyasu ne chercha pas à organiser un système de gouvernement cohérent. Il traitait les problèmes à mesure qu’ils se posaient, et ses méthodes avaient un parfum militaire. Il était décidé à §e faire obéir, et avait l’habitude de donner des ordres directs plutôt que de gouverner par législation. Il est vrai qu’il publia un code destiné à guider le comportement de la classe militaire, mais à la fin de sa carrière seulement. C’était un ensemble de règles connu sous le nom de *Buke shohatto,* ou « Ordonnances à l’intention des maisons militaires », qui fut présenté avec un commentaire oral à une assemblée de vassaux au château de Fushimi en août 1615. Il avait été compilé à la demande de Ieyasu par un groupe d’érudits à la fois religieux et laïcs ; et ses clauses principales avaient pour but de limiter le pouvoir des grands feudataires, auxquels il était dit qu’ils ne devaient pas agrandir ou réparer leurs châteaux sans l’autorisation du bakufu, qu’ils ne devaient pas faire venir des hommes d’autres fiefs dans leurs domaines, que leurs mariages devaient être approuvés par le shôgun et qu’ils devaient dénoncer sur-le-champ toute activité subversive de la part de leurs voisins.

La publication de ce document ne fut guère plus qu’une formalité, une occasion, car Ieyasu était déjà parvenu à soumettre les *tozama* grâce aux méthodes précédemment décrites, et en durcissant sa façon de les traiter à mesure que les pressions qu’il exerçait portaient leurs fruits. Mais l’accroissement de puissance que lui valurent ses entreprises économiques se révéla plus efficace encore que la contrainte directe. Il était immensément riche, comme en témoignent de nombreuses lettres de

missionnaires chrétiens. Après Sekigahara, il avait amplement élargi l’éventail des droits de propriété des Tokugawa en prenant sous sa juridiction directe les villes d’Edo, Kyoto, Osaka, Nagasaki, Yamada et Nara. Il plaça celles-ci sous l’autorité de fonctionnaires nommés dans le but de servir ses intérêts. Il s’arrogea en outre la propriété de diverses mines d’or et d’argent, confiant à son agent Okubo Nagayasu le soin de développer Sado, Iwami, Ikuno et autres gisements de valeur. Après la création d’une monnaie à Fushimi en 1601, il tira profit de la frappe des pièces d’or et d’argent qui devaient circuler dans l’ensemble du pays. Mais peut-être son plus grand intérêt fut-il le commerce extérieur, qu’il souhaitait développer non seulement comme source de revenus personnels, mais également pour des raisons de politique nationale. Il y avait trop longtemps que le commerce extérieur du Japon était aux mains des Portugais.

Politique extérieure

L’invasion de la Corée avait mis fin aux relations officielles avec la Chine, mais les importations de Chine continuaient à être vitales pour l’économie japonaise ou, pour être plus exact, pour l’économie de la classe dirigeante, qui ne pouvait pas se passer des soieries et autres produits de luxe dont elle avait pris l’habitude quand le commerce était autorisé. Heureusement pour elle, les Portugais, qui avaient l’autorisation de commercer avec la Chine, pouvaient suppléer à ses besoins en apportant régulièrement de Macao des produits chinois au Japon.

Parallèlement, des jonques japonaises se rendaient dans les lointains ports du Sud-Est asiatique pour y chercher des marchandises. La fin du XVI siècle vit un important accroissement des communautés japonaises vivant à l’étranger. Depuis 1550 environ, il y avait des gardes du corps japonais chez les rois de Birmanie, du Siam et du Cambodge, et vers 1600 on trouvait des colonies japonaises dans la plupart des régions de l’Extrême-Orient. Il y avait un fort contingent de soldats japonais dans la garnison portugaise de Malacca ainsi qu’une petite colonie à Macao, et le nombre des résidents japonais dans les îles Philippines avait, en 1605, atteint plusieurs milliers.

Pour le Japon, c’était le début d’une période d’expansion, et seul un accroissement du commerce extérieur pouvait satisfaire aux besoins du pays. Les Portugais étaient donc nécessaires au Japon, et leur position serait forte jusqu’au jour ou un concurrent de taille ferait son apparition dans les eaux extrême-orientales. Ieyasu supportait mal leur monopole. Très tôt après la mort de Hideyoshi, il avait déjà montré le désir de commercer avec les Philippines. Il avait même adressé une lettre au gouverneur espagnol de Manille, lui proposant d’ouvrir les ports du Japon oriental aux navires espagnols, et lui demandant d’envoyer des constructeurs capables pour travailler dans les chantiers navals de son pays.

Il ne fait que de doute que Ieyasu avait été marqué par l’échec des forces navales japonaises lors de l’invasion de la Corée, et qu’il mesurait la valeur de navires bien armés comme ceux des Portugais. Le gouverneur espagnol fit toutefois attendre sa réponse, et lorsque enfin il envoya des bateaux au Japon, ceux-ci ne transportaient aucun architecte naval, mais, à la contrariété de Ieyasu, de nombreux missionnaires et une poignée de négociants sérieux. Cependant, une curieuse suite d’événements avait

amené au Japon un homme qui connaissait fort bien les navires et leur construction. Il s’agissait d’un Anglais du Kent, William Adams, pilote major ou chef navigateur débarqué d’un navire hollandais, le *Lief de*, vaisseau amiral d’une escadre de cinq bâtiments envoyés de Rotterdam par le détroit de Magellan dans le but de concurrencer les commerçants espagnols ou portugais. C’était des bâtiments bien équipés, et ils avaient ordre de détruire les navires rivaux et même les comptoirs de commerce s’ils en voyaient la possibilité. C’était un temps où l’on trouvait des marins hollandais sur tous les océans, et il est intéressant de noter qu’un vaisseau hollandais atteignit le Japon quelques années avant que Hudson ne découvrît l’île de Manhattan.

L’escadre hollandaise avait essuyé de graves tempêtes en venant du Chili, et le *Liefde* était désemparé. Lorsqu’il fut remorqué dans un port du Kyüshü, il n’y avait plus qu’une vingtaine de survivants parmi son équipage, et ceux-ci (selon Adams), accusés de piraterie par des missionnaires jésuites, échappèrent de justesse à la crucifixion. Heureusement, Ieyasu était informé de leur arrivée, et il fit venir Adams, qui atteignit Osaka en mai 1600. Les canons et les munitions du *Liefde* furent enlevés et emmenés à Osaka. Selon un chroniqueur portugais, Ieyasu se servit des canons à la bataille de Sekigahara, mais la chose est peu vraisemblable. On les utilisa sans doute lors du siège du château d’Osaka, en 1615, alors que les comptoirs anglais et hollandais de Hirado fournissaient des armes importées, et que la fabrication de pièces d’artillerie se répandait en outre au Japon.

Après un an d’attente, Adams entra au service de Ieyasu et construisit pour lui quelques petits bateaux[205], tout en expliquant les problèmes de la navigation et en décrivant les conditions qui régnaient dans les pays européens. Cinq ans plus tard, il demanda la permission de rentrer chez lui, mais il n’obtint pas l’autorisation de quitter le Japon, bien que, par ailleurs, il fût généreusement traité. Cependant, la Compagnie hollandaise des Indes orientales avait fondé plusieurs comptoirs en Extrême-Orient. Mais la concurrence pacifique ne lui suffisait pas. Ses navires avaient l’ordre d’attaquer et de détruire tous les bâtiments et les possessions portugais, ordre qu’ils exécutaient avec un succès variable mais considérable à partir de 1601. En 1605, déçu du peu d’effet de ses ouvertures à Manille, Ieyasu proposa aux Hollandais de commercer avec le Japon. En 1609 (année où

Hudson découvrit l’île de Manhattan), deux navires hollandais qui croisaient au sud du Japon à l’affût de la caraque portugaise qui faisait chaque année la traversée de Macao au Kyüshü arrivèrent à Hirado et y établirent un comptoir. Ils furent suivis quatre ans plus tard par un représentant de la Compagnie anglaise des Indes orientales.

La concurrence qui en résulta entre négociants portugais et hollandais profita à Ieyasu. Il accorda impartialement des concessions aux missionnaires et aux marchands, car il visait par-dessus tout le développement du commerce extérieur et intérieur du Japon. Il prit toutefois certaines mesures pour signifier aux Portugais que leur monopole en fait d’évangélisation et de commerce avait pris fin, et pour les punir du cruel traitement qu’ils avaient infligés à certains marins japonais à Macao[206]. En fait, il était ravi des ennuis que connaissaient les Portugais, car il en résultait pour lui qu’il n’avait plus besoin de se soumettre aux jésuites en matière de commerce.

Il traita donc pendant un certain temps tous les étrangers avec une égale considération, ne donnant aucune préférence aux Portugais, aux Espagnols ni aux Hollandais. Ce qu’il attendait d’eux, c’est un afflux de marchandises et de connaissances étrangères. Ses relations avec Adams montrent qu’il espérait développer une forte marine marchande et se procurer des armes puissantes. Par ailleurs, ses pourparlers avec le gouverneur général des Philippines (Don Rodrigo Vivero y Velasco) attestent qu’il souhaitait avoir à sa disposition des mineurs qualifiés qui puissent enseigner à ses gens les procédés de la fonte. Il accordait à ces questions la plus grande importance.

Le bon traitement dont jouissaient les étrangers dura tout au long de l’année 1611, où le gouvernement Tokugawa changea soudain de politique et se mit à interdire la prédication et la pratique de la foi chrétienne. Les raisons de ce changement restent un sujet de controverse, mais elles étaient manifestement politiques plutôt que religieuses. Ieyasu était déterminé à se débarrasser de tous les missionnaires, et, le 27 janvier 1614, il publia un édit supprimant le christianisme au Japon. Les églises de Kyoto furent détruites et les missionnaires jetés en prison. Des chrétiens japonais de haut rang furent arrêtés et exilés, entre autres le « daimyô chrétien » Takayama Ukon, qui mourut à Manille une année plus tard. Une poignée de Japonais pauvres furent punis parce qu’ils refusaient d’abjurer leur foi, et d’autres furent emprisonnés ; mais en fait l’édit était dirigé non contre les gens du commun

mais contre les membres de la classe militaire, car on jugeait que leurs croyances chrétiennes étaient incompatibles avec l’obéissance qu’ils devaient à leurs suzerains. Du vivant de Ieyasu, aucun missionnaire étranger ne fut mis à mort, bien que nombre d’entre eux aient fait mine d’ignorer ouvertement son décret.

Méthodes administratives

Comme on l’a vu, Ieyasu ne chercha pas à mettre sur pied un gouvernement systématique, mais se contenta de régler les problèmes administratifs au fur et à mesure qu’ils se posaient, sans éprouver le besoin d’une machinerie complexe de ministères et de conseils. On disait d’ailleurs du gouvernement des Tokugawa qu’il ressemblait à la façon dont un chef de village traitait ses affaires avec les anciens. La chose est vraie pour l’époque de Ieyasu et de Hidetada, mais par la suite se développa un système d’administration très élaboré et rigide.

Les affaires du gouvernement national étaient dirigées par Ieyasu selon les mêmes lignes générales que celles d’un fief par un daimyô. Il donnait des ordres à ses subalternes, qui les exécutaient au mieux de leurs capacités. Il était caractéristique de cette première période du bakufu Tokugawa qu’il n’y eût pas de division claire des fonctions, car bien que Ieyasu confiât à ses vassaux *fudai* la réalisation de ses projets, il avait également recours à des gens de rang inférieur qui s’étaient signalés par leur talent. Il employait des moines et des lettrés confucéens à la rédaction du *Buke sho-hatto,* et il entretenait d’étroites relations avec des marchands éminents et d’autres personnes possédant une expérience ou un savoir particuliers. Il s’agissait en général de gens doués, qui jouaient le rôle de véritables fonctionnaires.

Le cas d’Okubo Nagayasu, déjà cité comme son agent dans le développement des mines, offre un exemple intéressant de la méthode de choix de Ieyasu. D’humble origine, Nagayasu avait été acteur de *sarugaku* dans la province Takeda de Kai, et s’était retrouvé dans le Mikawa au service du principal vassal de Ieyasu, Okubo Tadachika, grand amateur de *sarugaku.* Il attira l’attention de Ieyasu, au service duquel il entra à une époque où les mines d’or et d’argent d’Iwabuchi, dans le Mikawa, étaient en train de se développer. Or il fit preuve de telles capacités que, sur la suggestion de Ieyasu, il fut autorisé à prendre le nom d’Okubo et reçut le titre d’iwami no kami. A n’en pas douter, ses efforts valurent à Ieyasu un immense surcroît de richesses.

Un autre personnage d’humble origine que Ieyasu employa à d’importantes affaires fut Honda Masanobu, fauconnier de son état. Son ami Masazumi et lui exécutèrent des missions confidentielles de nature

diplomatique. D’ordinaire, ces hommes n’avaient aucune affectation spéciale, mais étaient simplement utilisés au gré des occasions.

Il faut se rappeler que chaque daimyô était responsable de l’administration de son propre fief, et que, de ce fait, les fonctions du gouvernement central étaient limitées. Ce n’est que dans des circonstances particulières que le bakufu intervenait dans les affaires domestiques du domaine d’un vassal aussi longtemps que la question de loyauté n’était pas en jeu. Les terres et les villes placées sous la juridiction directe de la famille Tokugawa étaient administrées comme s’il s’était agi de propriétés Tokugawa, et les officiers qui y étaient nommés étaient des employés Tokugawa. Ainsi, les fonctions administratives nationales étaient de nature générale plutôt que particulière, et ne semblaient pas exiger l’emploi de spécialistes. C’est dans ce

contexte que les articles du *Buke sho-hatto* prennent un intérêt et une importance qui ne sont pas évidents à première vue. Ils ne constituent pas un code de loi, mais sont la formulation des principes qui devaient régir la conduite des vassaux.

Le premier article donne le ton de l’ensemble, prescrivant la pratique des arts militaires jointe à la poursuite du savoir. Comme Ieyasu était déterminé à mettre fin à la guerre civile, il était normal qu’il envisageât une société paisible soumise à son autorité ; toutefois, il ne pouvait pas tolérer un déclin de l’esprit militaire chez les membres de la classe guerrière, en sorte qu’il était tenu d’encourager le maniement de l’épée et l’art équestre. Le deuxième article proscrit les habitudes licencieuses, et d’autres recommandent la frugalité parmi les vassaux et leurs gens.

Les autres ordres et interdictions traitent essentiellement des affaires internes des différents fiefs. Leurs propriétaires ne doivent pas donner asile à ceux que poursuit la justice ; ils ne doivent pas prendre à leur service des hommes accusés de trahison ou soupçonnés de crimes graves ; et ils ne doivent pas loger ni employer des personnes venant d’autres fiefs.

On comprendra que le but de ces règles était d’exercer un certain contrôle sur les *tozama,* qui, sans être tout à fait indépendants, étaient trop puissants pour être soumis à une surveillance étroite de la part du bakufu. La situation des vassaux *fudai* était différente, car ils pouvaient être contraints d’obéir aux ordres du shôgun sous peine d’être privés de leurs

fiefs. Il n’y avait aucun appareil administratif pour imposer la volonté du shôgun aux plus grands feudataires. Il n’y avait que la menace de la force, et les premiers shôgun Tokugawa répugnaient à y recourir.

On aura noté que certains des articles du *Buke sho-hatto* rappelaient le *Kemmu shikimoku,* en particulier ceux qui recommandaient des habitudes simples et austères. On sait que Ieyasu étudia le Shikimoku et autres documents du genre avant de donner des instructions aux érudits chargés de rédiger le *Buke sho-hatto.* Le texte de 1615 fut revu plus d’une fois, et une étude des changements qui y furent apportés met en lumière l’évolution que subirent alors les institutions Tokugawa.

Tous ses articles ne furent pas respectés, mais son but fut atteint dans la mesure où il était censé inaugurer une période de paix. A partir de 1615, le Japon connut en effet deux cent cinquante ans de paix sous le règne des shôgun Tokugawa.

CHAPITRE XLVIII

La nature du gouvernement des Tokugawa

BUTS POLITIQUES DE IEYASU

Les fondements du gouvernement des Tokugawa furent posés, nous l'avons vu, entre 1600 et 1616, c'est-à-dire entre la bataille de Sekigahara et la mort de Ieyasu. Après Sekigahara, le premier soin de Ieyasu fut d'augmenter et de consolider sa puissance militaire, en sorte que même une association des plus puissantes maisons guerrières n'oserait le défier. Cette supériorité, il parvint à l'atteindre, du fait de son immense prestige, en confisquant les domaines de ses ennemis vaincus et en donnant en récompense à ses fidèles vassaux, les daimyô *fudai*, des fiefs occupant une position stratégique où ils avaient la possibilité de surveiller et de contenir les daimyô indépendants, les *tozama* ou seigneurs extérieurs. De grands domaines appartenant aux y monastères furent aussi confisqués.

Les shogun Tokugawa

1603-1616 Ieyasu (premier shogun)

1616-1623 Hidetada (deuxième shogun)

1623-1651 Iemitsu (troisième shogun)

1651-1680 Ietsuna (quatrième shogun)

1680-1709 Tsunayoshi (cinquième shogun)

1709-1713 Ienobu (sixième shogun)

1713-1716 Ietsugu (septième shôgun)

1716-1745 Yoshimune (huitième shôgun)

1745-1760 Ieshige (neuvième shôgun)

1760-1786 Ieharu (dixième shôgun)

1787-1837 Ienari (onzième shôgun)

1837-1853 Ieyoshi (douzième shôgun)

1853-1858 Iesada (treizième shôgun)

1858-1866 Iemochi (quatorzième shôgun)

1866-1867 Hitotsubashi Keiki (quinzième shôgun)

Les effectifs militaires n'étaient pas suffisants. Il fallait également que la richesse de la famille Tokugawa marche de pair avec sa puissance politique croissante. Le fondement de l'économie japonaise était le village qui produisait le riz, nourriture de base, et l'essentiel du revenu annuel du bakufu provenait du riz cultivé sur les terres de la famille Tokugawa. On estimait celui-ci à environ un million de *koku* (de cinq boisseaux) en 1590, lorsque Ieyasu s'établit dans le Kantö (les huit provinces de l'Est). Il fut ensuite augmenté par l'incorporation de nouveaux domaines, et en 1598, année de la mort de Hideyoshi, il atteignait 2557000 *koku.*

Après la bataille de Sekigahara, Ieyasu confisqua pour 3 830000 *koku* de revenus, portant ainsi à près de 6400000 *koku* le total de ses biens. Cela représentait approximativement le quart du revenu global du pays, alors estimé à 24 ou 25 millions de *koku.*

Les revenus confisqués ne furent pas tous gardés par la famille Tokugawa. Une grande part en fut distribuée aux vassaux et aux partisans en récompense de leurs services. Il est difficile de décrire la situation exacte à un moment donné, car les processus de confiscation et de distribution étaient continus ; mais l'aperçu suivant du processus dit « daimyô no toritsubushi » (« écrasement des daimyô ») montrera comment Ieyasu et ses successeurs accrurent la richesse matérielle du bakufu au XVIIe siècle :

Confiscations par Millions de koku

Ieyasu 3,83

Hidetada 4,53

Iemitsu 3,85

Ietsuna 0,77

Tsunayoshi 1,70

Total en 1690 14,68

Comme Ieyasu avait un revenu de près de 3 millions de koku avant Sekigahara, l'ensemble des biens de la famille Tokugawa à la fin du XVIIe siècle était de l'ordre de 17 millions de *koku.* Le revenu total du pays était alors estimé à 26 millions de *koku,* en sorte que les daimyô *tozama* se partageaient quelque 9 millions de *koku* [207].

En dehors des progrès de l’agriculture, le bakufu bénéficia d’un développement accéléré du commerce intérieur dans l’ensemble du pays, qui (du fait de l’utilisation croissante de la monnaie et de l’amélioration des transports) avait commencé à créer au cours du xvie siècle un marché national au lieu d’un système de marchés isolés locaux ou régionaux. Ce changement avait favorisé un contrôle national de l’économie marchande par le bakufu, j s’ajoutant à sa part substantielle de la terre cultivable du pays. Les shôgun Tokugawa avaient manifestement avantage à développer l’industrie et le commerce intérieur ; et une part importante, sinon l’essentiel, de l’histoire du gouvernement des Tokugawa après la chute du château d’Osaka, en 1615, se rapporte à la politique marchande et industrielle.

Ieyasu ne manqua pas une occasion d’accroître sa richesse. Il confisqua i les mines d’or et d’argent de Sado et la mine d’argent d’Iwami, et toutes les mines furent encouragées sur son ordre à accroître leur production. En 1601, il avait commencé à frapper des pièces d’or et d’argent en quantités considérables. Dans ses châteaux, il avait déjà d’importantes réserves de métaux précieux, et l’or et l’argent qu’il laissa à sa mort est estimé à 1950000 *ryô* . De cette somme, il légua 750000 *ryô* aux branches cadettes de la famille Tokugawa, et le reste alla dans les caisses du bakufu.

Un autre revenu important provenait des principaux centres commerciaux. Les villes qui, grâce à leurs franchises, avaient développé un commerce important durant le XVIe siècle, furent désormais placées sous la juridiction directe du bakufu, et leurs habitants furent soumis à l’autorité absolue de ses officiers : les *shoshi-dai*, ou représentants, à Kyoto, et les *bugyô*, ou commissaires, dans les autres municipalités. Ces mesures abolirent les privilèges des villes d’Osaka, Sakai, Fushimi, Nagasaki, Nara et Yamada.

En conséquence, du moins partiellement, de ce traitement impitoyable de l’entreprise privée, une nouvelle classe de fournisseurs gouvernementaux se développa et jouit bientôt d’un monopole à grande échelle dans le domaine commercial. Des mesures furent prises visant au contrôle du commerce extérieur aussi bien qu’intérieur. Par un édit de 1604, le bakufu se donna le monopole de la vente de la soie grège importée, qui représentait alors le produit le plus important des échanges avec la Chine ;

et l’on peut considérer cette mesure comme le premier pas vers une politique de contrôle officiel absolu du commerce extérieur.

Du vivant de Ieyasu, le bakufu ne cessa de développer le commerce avec l’étranger. Ieyasu garda pour la marine marchande le puissant intérêt dont il avait fait preuve en prenant Will Adams à son service en 1601. Il approuva s. la venue de navires et de négociants hollandais (1606) et anglais (1613). Il autorisa des voyages japonais à Luzon et en Annam, et réserva un accueil favorable aux envoyés de ces régions. De manière générale, il encouragea untype de commerce extérieur qui, contrairement au négoce avec les Portugais,. échappait à l’influence des missionnaires chrétiens ; et il fut satisfait d’apprendre que des Hollandais attaquaient et prenaient des vaisseaux portugais dans les eaux asiatiques[208]. Des relations commerciales avec l’Espagne furent nouées en 1610, mais elles restèrent sans lendemain.

A cette époque, des problèmes intérieurs occupaient l’attention de Ieyasu, qui savait qu’il devait s’attendre à un affrontement final avec les partisans de Hideyori. Comme il se préparait à une bataille décisive, l’approvisionnement en munitions par des négociants étrangers pouvait être de quelque importance, en sorte que pour eux – et notamment les Hollandais – les perspectives paraissaient prometteuses.

En dehors de la tâche précise consistant à détruire le parti des Toyotomi, le but général du gouvernement du shôgun était d’établir et de maintenir son autorité sur tout les éléments de la société qui constituaient le corps politique, à savoir le Trône, les baronnies féodales, le paysannat, les artisans et les commerçants. L’Église bouddhique ne comptait plus alors parmi les états du royaume, et l’Église shintoïste du XVIIe siècle était dénuée d’influence politique.

Les premiers règlements et lois du shôgunat Tokugawa furent tour à tour adressés à chacun de ces ordres par Ieyasu puis par Hidetada et Iemitsu, les deuxième et troisième shôgun.

Dans une ordonnance de 1611, Ieyasu exigea un serment d’allégeance des daimyô du Japon central et occidental, et en 1612, il réclama le même acte de soumission de la part des provinces du Nord. Les premières ordonnances qui définissaient les devoirs des vassaux du shôgun Tokugawa étaient les suivantes :

L’article 1 exigeait d’eux qu’ils obéissent aux lois formulées génération après génération depuis le shôgun Yoritomo, invoquant ainsi des codes tels que le *Jôei shikimoku* (1232) et le *Kemmu shikimoku* (1336) de même que des ordres promulgués par Edo.

L’article 2 leur interdisait de donner asile à toute personne coupable d’avoir enfreint les lois du shôgun ou désobéi à ses vœux.

L’article 3 exigeait des daimyô qu’ils prennent des mesures contre tout samurai ou toute personne de moindre rang qui, dans son fief, s’était rendu coupable de rébellion ou de meurtre.

A ce moment-là, Ieyasu était à Kyoto, et les troupes des Toyotomi à Osaka. En exigeant la loyauté des daimyô occidentaux, il pensait avant tout à Hosokawa Tadaoki, Ikeda Terumasu, Fukushima Masanori et Katô Kiyomasa, qui avaient tous combattus pour lui à Sekigahara.

En 1611 puis en 1613, il publia des ordres réglant la conduite des nobles de la cour et limitant les droits du Trône. Et entre 1611 et 1614, il proclama des ordonnances interdisant la religion chrétienne et expulsant les missionnaires. En 1614, les églises chrétiennes de Kyoto furent détruites et les membres de leur clergé arrêtés. Puis vint le siège du château d’Osaka, qui tomba en 1615.

Il ne restait plus maintenant à Ieyasu qu’une année à vivre, mais il continua sa politique visant à obtenir et à conserver pour ses successeurs une supériorité militaire et économique décisive sur toutes les coalitions susceptibles de se former contre eux. En 1615, il édicta en tant que commandant suprême des règlements qui fixaient la conduite de la classe militaire dans son ensemble. Cette législation est la clé de la politique intérieure de Ieyasu et de ses successeurs, car elle exigeait de tous les membres de cette classe une obéissance inconditionnelle. Le document, connu sous le nom de *Buke sho-hatto,* ou « Règles pour les maisons militaires », fut rédigé selon les instructions de Ieyasu par le moine zen Süden, bénéficiaire du Nanzenji (la principale fondation zen), en collaboration avec d’autres lettrés. Il fut lu avec un commentaire devant une assemblée de daimyô au château de Fushimi le 30 août 1615 en présence de Hidetada.

C’est un texte fondamental, et bien qu’il fût fréquemment révisé dans le détail, il demeura essentiellement le même. Il fut toujours réaffirmé lors de

l’accession d’un nouveau shôgun. Les principales injonctions de ses treize clauses peuvent être résumées comme suit :

1. L’étude de la littérature et la pratique des arts militaires doivent être poursuivis côte à côte (« A main gauche le savoir, à main droite l’emploi des armes »).

2. L’ivrognerie et la licence doivent être évitées. (« Dans les Codes, une telle conduite est interdite. La luxure et le jeu causent la ruine d’un État. »)

3. Ceux qui enfreignent la loi ne doivent trouver asile dans aucun fief. (« La loi est la base de la conduite juste. »)

4. Les feudataires grands et petits et ceux qui tiennent d’eux une terre doivent immédiatement exclure de leur service un soldat accusé de trahison et de meurtre.

5. Il ne faut accueillir personne ayant comploté une révolte ou appelé à la rébellion. A l’avenir, la résidence dans un fief sera limitée aux hommes qui sont nés dans ce fief.

6. Tous les travaux effectués dans un château, même s’il ne s’agit que de réparations, doivent être immédiatement signalés, et toute construction nouvelle est interdite.

7. Si l’on apprend que, dans un fief voisin, des hommes complotent des changements et forment des partis ou factions pour les mettre à exécution, ils doivent être immédiatement dénoncés [au bakufu].

8. Les mariages ne doivent pas être contractés en privé.

9. Tous les daimyô en service à la cour du shôgun devront suivre les règles de conduite prescrites. Ils ne doivent pas emmener dans la ville une escorte plus nombreuse que celle qui est autorisée pour leurs rangs respectifs.

10. Tous les costumes et ornements doivent être appropriés au rang de celui qui les porte, et n’être extravagants ni dans leur forme ni dans leur couleur.

11. Les gens du commun ne doivent pas circuler en palanquin sans autorisation. [Les « gens du commun » signifient ici les représentants des classes inférieures : paysans, artisans et commerçants.] Une exception est toutefois faite pour les médecins, les astrologues, les personnes âgées et les invalides.

12. Les samurai de tous les fiefs doivent vivre frugalement.

13. Tous les daimyô doivent choisir des personnes capables pour les conseiller dans le gouvernement de leurs fiefs.

C’est un trait intéressant de ces ordonnances que les commentaires des différentes clauses consistent en citations plus ou moins appropriées de textes classiques, et notamment chinois. Ainsi, le document dans son ensemble a un parfum confucéen, ce qui n’est pas caractéristique des textes de loi] du Japon médiéval, mais deviendra courant dans la législation du bakufu Itokugawa. Dans la traduction ci-dessus, nous n’avons donné (entre parenthèses) des exemples de ces commentaires que pour les trois premières clauses.

Dans son contenu, le texte se conforme à un canevas quasi universel, car Ain système de gouvernement autoritaire est d’ordinaire accompagné, sinon J>ar une religion d’État artificielle, du moins par un code de croyance et de ^comportement et par une vision puritaine exprimée en lois somptuaires. En ïait, les clauses du *Buke sho-hatto* enjoignant la frugalité et fixant des »normes d’habillement et de nourriture sont l’écho du passé, Yoritomo et les régents Hôjô ayant eux aussi tenté de réglementer le mode de vie de leurs vassaux. Quoiqu’on ne puisse pas dire qu’aucune de ces règles encourage « délibérément des croyances religieuses, elles s’efforcent d’inculquer les vertus militaires d’obéissance et de sacrifice.

MÊTHODES DE IEYASU

Cet exemple de législation illustre la volonté de Ieyasu de créer un État sabsolu, à jamais soumis aux Tokugawa. Dès le début, le bakufu légiféra contre le changement – en fait, dans le septième article, le mot « changement » signifie « révolte ».

Selon certains auteurs (parmi lesquels Rai Sanyo), l'origine de cette volonté remonte aux batailles que livra Ieyasu contre Hideyoshi à Komaki et à Nagakute, où (disent-ils) il était déjà décidé à détruire la famille Toyotomi. La vision populaire de l'époque était sentimentale plutôt que critique. On sentait que Ieyasu avait délibérément projeté, comme une question de politique nationale, de tuer ou de provoquer la mort de Hideyori. On déplorait la chose, mais on la comprenait. Ieyasu était cruel, mais pour réussir, il devait se montrer impitoyable.

C'est assez vrai. Il savait parfaitement ce qu'il faisait, et quelle action était inévitable. Il voulait créer un gouvernement du type que l'on qualifie aujourd'hui de « totalitaire », ou du moins en poser les bases. Le travail de son esprit nous est révélé par sa façon d'agir après la chute du château d'Osaka, en juin 1615.

Quand les troupes des Tokugawa envahirent les appartements du château, un guerrier Toyotomi du nom d'Ono Harunaga sauva des flammes la propre petite-fille de Ieyasu, Sen Hime. De ce fait, il se crut autorisé à demander à Ieyasu d'épargner la vie de Yodogimi, mère de Hideyori. Mais Ieyasu se montra intraitable. Après la mort de Hideyori, la famille Toyotomi fut détruite à l'exception de deux petits enfants. Et les défenseurs du château d'Osaka firent l'objet d'une chasse sans merci. Des jours durant, cinquante ou cent hommes furent pris et tués, et leurs têtes furent bientôt exposées par milliers le long de la route reliant Fushimi à Kyôto. Maintes histoires tragiques racontent la cruauté dont Ieyasu fut responsable. Le fils de huit ans que Hideyori avait eu d'une concubine fut décapité publiquement. Sa sœur aînée fut épargnée, mais elle dut finir ses jours dans un couvent de Kamakura.

Son principal ennemi anéanti, il restait à Ieyasu à s'assurer la soumission de tous ses rivaux potentiels. Il y parvint essentiellement en distribuant habilement les fiefs disponibles, en exerçant sur les vassaux une

surveillance constante grâce à un système d’espionnage très développé, et en imposant aux daimyô les plus puissants des obligations destinées à réduire leurs richesses et à limiter du même coup leur puissance militaire.

Mais sa renommée fut peut-être son arme la plus puissante. A la fin de sa vie, on le traitait comme une idole, un objet de culte, presque une divinité ; et bien que le peuple crût qu’il avait assassiné Hideyori, sa souveraineté était considérée comme absolue. Il établit les bases d’un gouvernement qui devait durer plus de deux siècles ; et pendant des générations ses successeurs appliquèrent ce qu’on appelait « la loi ancestrale » – les principes qu’il avait posés –, qui acquit bientôt la valeur d’un texte sacré. Aucun shôgun avant lui n’avait atteint un tel sommet de gloire, ni de son vivant ni après sa mort. Les honneurs qui lui furent rendus lors de ses funérailles dépassaient de loin ceux que l’on avait accordés à Yoritomo ou à Takauji, et il fut déifié ensuite en recevant le titre de Gongen, qui veut dire avatar du Bouddha. Jusque récemment, les Japonais le connaissaient sous le nom de Gongen Sama.

On peut se demander comment il réussit à imposer sa volonté aux principaux seigneurs guerriers. La réponse est que, par sa victoire de Sekigahara, il avait mis fin au conflit entre un mouvement civil confus, mené par Ishida, et un parti militaire dont il occupait la tête avec ses généraux. Il parvint à cela du fait que, contrairement à Hideyoshi, qui avait gaspillé ses forces durant la campagne de Corée, il avait mis sur pied une grande armée disciplinée. Après la chute d’ôsaka, même si ses plus puissants ennemis avaient encore la possibilité de reprendre la lutte, ils n’osèrent pas défier son ascendant moral. Par la suite, ils abandonnèrent tout espoir de diviser le pays, estimant (selon les mots mêmes de l’un d’eux, Nabeshima Nobushige) que c’était « impossible, même en rêve ».

Ieyasu ne s’intéressait guère aux détails administratifs. Il avait de ses problèmes une vision globale, et il aimait les solutions hardies. Ainsi, ce n’est qu’après sa mort qu’on s’attacha à organiser le bakufu de façon minutieuse. Entre 1600 et 1615 se situe une période de transition entre gouvernement militaire et civil extrêmement active, qui mérite une étude attentive, car elle révèle les traits les plus vivants et originaux du tempérament national, et un pouvoir d’invention et d’improvisation qu’on ne reconnaît que rarement au Japon. Par ailleurs, elle met en relief l’esprit tâtillon du système qui se développa un siècle plus tard. Au cours de ses

dernières années, Ieyasu s'appuyait non seulement sur une administration régulière, mais sur nombre d'hommes de talent qu'il avait réunis autour de lui. Parmi ceux-ci se trouvaient des personnages divers comme les moines Tenkai et Süden ; le lettré confucéen Hayashi Razan ; de riches marchands tels que Gotö Shôza-burô, Chaya Shirôjirô, Suminokura Ryôi, Shimai Sôshitsu et Imai Sôkun ; l'Anglais Will Adams ; et quelques vassaux favoris comme Okubo Tadachika, qui était avec lui depuis l'époque du Mikawa, sans parler de partisans comme Honda Masanobu, qui avait été son fauconnier.

Ils étaient tous d'une dimension exceptionnelle, contrastant heureusement avec les fonctionnaires traditionnels, et la plupart d'entre eux méritent une attention spéciale du fait de leur intérêt personnel et de la nature des services qu'ils rendirent à Ieyasu. Chaya Shirôjirô est peut-être le meilleur exemple du type d'hommes que Ieyasu trouvait le plus utile. Son père, un *rônin* (guerrier sans maître) estropié au cours de ses campagnes, s'installa comme drapier à Kyoto, où il fit des affaires pour le père de Ieyasu, auprès duquel il envoya le jeune Shirôjirô comme écuyer et compagnon dans le likawa. Ayant repris la suite de ses affaires, Shirôjirô devint le fournisseur de la famille Tokugawa dans le Yamashiro, et il compta bientôt parmi les marchands les plus riches de Kyoto, où il menait grand train. En tant que fournisseur, il s'occupait de l'approvisionnement militaire de Ieyasu, et il se trouvait avec lui lors de ses principales batailles, de Mikatagahara (1572) à idawara (1590).

C'est ce Chaya qui avertit Ieyasu de la mort d'Oda Nobunaga et lui donna i possibilité de s'enfuir de Sakai en 1582, lors de la dangereuse traversée de Iga. Il agit également comme agent de renseignements de Ieyasu à Kyoto, ù, des années durant, alors que Hideyoshi se trouvait encore au pouvoir, il t parvenir en secret à la cour des messages et des présents de Ieyasu – fait ont témoigne le journal de Kajûji et qui montre bien que Ieyasu se prépa-ait alors déjà à accéder un jour au pouvoir suprême de l'État. C'est Chaya aussi qui aida à l'aménagement de la ville d'Edo quand Ieyasu partit du Mikawa pour l'Est. A partir de 1595, il ne quitta plus Ieyasu, et il refusa plus d'une fois d'importants postes de gouverneur dans les domaines okugawa sous prétexte qu'il n'était pas soldat et ne voulait pas changer. Il mourut en 1596, laissant pour successeur son fils aîné, qui se battit à Sekiga-ara, puis son cadet, qui alla à Nagasaki à la demande de Ieyasu

surveiller le commerce étranger et sans doute aussi conclure certaines affaires pour lui t pour son maître.

Suminokura Ryôi, Shimai Sôshitsu et Imai Sôkun étaient également des hommes très doués qui firent fortune comme marchands et comme fournisseurs. Sôshitsu (marchand de Hakata, 1537-1615) est connu comme auteur un testament renfermant des conseils à son fils, ouvrage qui donne une excellente idée du credo des marchands de l'époque. Il était à la fois braseur et prêteur, combinaison fréquente à l'origine de nombreuses grandes fortunes.

Gotö Shôzaburô, fonctionnaire à la Monnaie, était le cerveau de la politique monétaire de Ieyasu, dont il fut en outre fournisseur militaire avant ekigahara.

Un groupe d'hommes incluant Okubo Nagayasu, Ina Tadatsugu et Itagaki Catsushige dispensèrent leurs conseils concernant les problèmes vitaux de a politique agricole – notamment le contrôle de la population paysanne et les études foncières. Ina était particulièrement capable, et ses services furent largement récompensés. Il travailla aux relevés fonciers et réalisa des progrès remarquables dans le domaine de l'irrigation. C'est lui qui, à Sekigalara, s'était occupé du transport des vivres. Il mourut en 1610, laissant la place à Okubo Nagayasu, qui devint alors le principal conseiller de Ieyasu en natière de politique agricole et minière[209]. Après sa mort, on découvrit que Nagayasu s'était rendu coupable de malversations à grande échelle, mais il resta longtemps insoupçonné sous la protection d'Okubo Tadachika, fidèle vassal qui ignorait sa faute. Ieyasu emble avoir fini par se rendre compte de la cupidité de Nagayasu, mais, jusqu'au moment où il en découvrit l'ampleur, avoir considéré que son aient contrebalançait ses erreurs.

Honda Masanobu, un favori de Ieyasu, accusa publiquement Tadachika, le protecteur de Nagayasu, d'avoir couvert les crimes de ce dernier. (Masanobu était également sous la protection de Tadachika, mais il le haïssait.) La triste vérité était que presque tous ces hommes n'avaient aucun scrupule et étaient coupables de malversation[210]. C'était une pratique acceptée parmi eux, que rendait facile un contrôle très relâché des finances aux premiers jours du bakufu, avant qu'une commission de vérification ne soit créée ; mais le délit de Nagayasu était énorme.

Il était d’une prodigalité stupéfiante. Lors des tournées d’inspection, il se faisait accompagner par une suite de serviteurs, de concubines et de danseurs de *sarugaku* de plusieurs centaines de personnes. Où qu’il s’arrêtât pour la nuit, il fallait que ce fût la fête, et ses exigences en matière de travail et de vivres plongeaient les habitants dans l’angoisse et dans la détresse. Confiant dans la valeur de ses services, il ne faisait toutefois que se vanter de ses excès, qui se poursuivirent jusqu’à sa mort, en 1613, alors qu’il était âgé de soixante-neuf ans.

Au moment où, conformément à son désir, on allait le mettre dans un cercueil en or et que de grands personnages se préparaient à assister à ses obsèques, Ieyasu donna brusquement l’ordre d’interrompre les rites funéraires le temps d’une enquête sur sa conduite. Cette enquête révéla qu’il s’était comporté en traître, et ses sept fils furent alors envoyés, pour y être emprisonnés, dans des châteaux tenus par des parents ou des vassaux de Ieyasu. Par la suite, ils furent tués ou reçurent l’ordre de se suicider, et, la doctrine de la complicité *(renza)* étant invoquée, le châtiment fut étendu à maints parents et alliés de Nagayasu. Son protecteur, ökubo Tadachika, qui lui avait donné son nom, était alors occupé à Kyoto par des activités antichrétiennes, et son fief lui fut enlevé *in absentia.* Bien d’autres reçurent le même traitement.

La raison pour laquelle Ieyasu se montra si dur dans sa punition n’est pas claire, car Nagayasu lui avait effectivement rendu d’immenses services ; mais on a suggéré qu’il faisait partie d’une conspiration visant à renverser Ieyasu, et où se trouvaient impliqués des chrétiens japonais et étrangers. Sur ce point, les témoignages ne sont pas convaincants, mais il ne fait aucun doute qu’un examen des papiers de Nagayasu prouve qu’il était malhonnête dans le domaine politique aussi bien qu’en matière de finances.

Une autre explication, peut-être plus plausible, de la colère de Ieyasu est qu’il fut atterré par l’ampleur des richesses de Nagayasu. Il avait lui-même des goûts simples et était plutôt pingre, craignant toujours de perdre son trésor, dont il considérait à juste titre qu’il était essentiel à l’entretien du bakufu. A sa mort, on estimait qu’il possédait deux millions de *ryô* en pièces d’or et environ le double sous d’autres formes. La découverte que Nagayasu avait accumulé des sommes du même ordre de grandeur le rendit naturellement furieux.

Ce n’est pas seulement par un heureux hasard qu’il utilisa tous ces hommes à un moment critique de l’histoire du pays. Après la mort de Hideyoshi, Ieyasu chercha à établir la paix. Il lui restait, c’est vrai, des combats à livrer, mais il voyait plus loin dans l’avenir que la plupart de ses contemporains, car il avait toujours eu une vision à long terme. Cette vision était partagée par ses proches, et de ce fait il est intéressant d’étudier les liens qui les attachaient à lui, car s’ils constituaient une bande hétérogène, ils n’en étaient pas moins unis par le même but, ne souhaitant rien de mieux que de pouvoir exercer pleinement leurs talents.

Honda Masanobu *(Sado no Kami)* appartenait au fief de Mikawa, et quand Ieyasu était jeune, on avait fait de lui son compagnon. Dans son *Mikawa monogatari*[211], Okubo Hikozaemon, oncle de Tadachika, rapporte que son frère aîné, Okubo Tadayo, prit Masanobu en affection et l’aida lors des difficultés qu’il connut pour avoir pris part à un soulèvement religieux dans le Mikawa. C’est un autre Okubo qui présenta Masanobu à Ieyasu en qualité de fauconnier. Comme guerrier, Masanobu ne valait pas grand-chose, mais sa perspicacité politique encouragea Ieyasu à employer ses dons. Il exprimait ses opinions avec franchise, et Ieyasu fut assez sage pour ne pas en prendre ombrage et pour lui accorder toute sa confiance. Il fut d’une aide précieuse lors de la confiscation et de la redistribution des fiefs qui suivirent Sekigahara. Lui-même était dénué de cupidité, et son revenu ne dépassa jamais 20000 *koku*, le classant parmi les petits daimyô. Il estimait que les vassaux héréditaires, les daimyô *fudai*, au service de Ieyasu, devaient être récompensés par d’importantes charges plutôt que de recevoir de généreuses pensions. Il mourut en 1616, ravagé par la syphilis.

Certains daimyô étaient mécontents, et parmi eux les plus richement récompensés, comme Ii Naomasa et Honda Tadakatsu. Ils étaient fiers de leur lignée et méprisaient les parvenus dont Ieyasu s’entourait. Les parvenus continuèrent toutefois à prospérer, et Masazumi, fils de Masanobu, prit la succession de son père. Il aida Ieyasu à Sumpu et joua auprès de lui le rôle de conseiller politique. On prétend qu’on lui doit en partie les plans visant à l’anéantissement de la famille Toyotomi. Il suscita évidemment l’envie parmi les héros de la classe guerrière, et ceux-ci complotèrent contre lui. Il mourut en exil. On vit dans les malheurs de sa famille la juste punition de son ingratitude envers son protecteur, Okubo Tadachika.

Après la mort de Ieyasu, l'organisation du bakufu perdit son caractère artisanal. Désormais, elle ne fut plus plaquée sur le modèle du village *(shôya-jitate)* ni même de la province *(Mikawa-jitate)*. Les anciens camarades et alliés de Ieyasu vieillissant – il était mort âgé de soixante-quinze ans –, les charges occupées par ses proches devinrent toujours plus rares. De nouveaux emplois furent créés, qui, à partir de 1634, furent clairement définis. Doi Toshikatsu et les deux Sakai, Tadakatsu et Tadayo, restèrent en place en tant qu'« aînés », mais leurs subalternes, Matsudaira Nobutsuna, Abe Tadakatsu et autres, occupèrent sous eux des positions clés. Une nouvelle bureaucratie prit graduellement forme.

Dans ce contexte, il est intéressant de citer un document qui montre quelle sorte d'idées concernant le gouvernement – son essence et sa forme – prévalait parmi les conseillers de Ieyasu, qui ne pouvait avoir prévu le système complexe qui se développa après sa mort.

Ce document, qui étudie les principes du gouvernement, est attribué à Honda Masanobu par des lettrés comme Kinoshita Junan, Arai Hakuseki et Muro Kyüsö. Il est connu sous le nom de *Honsa roku*, et passe pour avoir été rédigé à la demande de Ieyasu[212]. Verbeux et prosaïque, il insiste sur le fait qu'un bon gouvernement dépend avant toute chose du caractère du gouvernant, qui doit sans cesse lutter pour s'améliorer. Masanobu condamne comme facteurs de désordre des systèmes de morale comme le bouddhisme, le shintoïsme et le confucianisme « moderne », et revient aux vertus primitives des rois sages de la Chine antique. Il répète que la cupidité, l'ambition et autres vices sont des obstacles au bon gouvernement. Le devoir des hauts fonctionnaires, qui ne doivent pas rechercher la popularité, est de servir l'État fidèlement et sans égoïsme. Des officiers comme les intendants et les trésoriers doivent allier à l'intégrité une grande capacité. Il leur faut empêcher le gaspillage.

L'ouvrage contient encore bien d'autres choses de la même veine, et, quoi qu'il s'agisse de lieux communs, il est évident que Masanobu, connu pour son honnêteté, était convaincu de l'importance de critères moraux élevés. Il voyait clairement les dangers de la vanité et de la corruption, qui peuvent causer la ruine de la vie publique aussi bien que privée.

Après certaines observations sur les devoirs de la classe militaire et le choix des hommes à qui confier les charges importantes, il passe à la façon

dont il convient de traiter les paysans. Et c'est là que se trouve ce passage fréquemment cité : « Les paysans *(hyakushô)* sont la base de l'État. Il existe une règle pour les gouverner. Chaque homme doit avoir les limites de ses champs clairement marquées, et une estimation doit être faite du montant nécessaire à sa consommation. Le reste doit être payé en impôts. Il est juste que les paysans soient traités de façon à n'avoir ni trop ni trop peu. En outre, durant les mois d'octobre et de novembre [après la récolte], ils doivent travailler aux routes, étant entretenus par l'administration. Mais il ne faut leur imposer aucune autre corvée, car s'ils sont fatigués leurs récoltes seront pauvres. »

Il condamne le luxe et dit que des passe-temps comme la cérémonie du thé (« cha no yu ») sont incompatibles avec un bon gouvernement. Il fait un résumé intéressant de l'histoire du Japon, montrant de quelle façon, après l'administration honnête et efficace des régents Hôjô, les choses se sont détériorées. Les régents Ashikaga ont été suivis par Hosokawa, qui possédait une certaine compréhension en matière de gouvernement ; mais après sa mort le pays est tombé aux mains d'hommes comme Nobunaga et les *iaikô,* grands soldats mais ignorant la Voie (la loi morale). Dépourvus d'idéaux, ils vécurent dans le luxe et opprimèrent le peuple.

Il est difficile de définir l'influence de Masanobu dans la législation des premiers jours du bakufu, mais il est très probable qu'il suggéra les ordonnances de 1611 et 1612 fixant les devoirs des vassaux de la famille Tokugawa. En matière de controverse, il était certainement en faveur d'un jugement impartial. Il se peut également qu'il ait suggéré les grandes lignes du *Buke sho-hatto,* mais il est clair qu'il ne voyait l'avenir que comme une version améliorée du passé.

CARACTÈRE DE IEYASU

Ieyasu se montra loyal à l'égard de Nobunaga comme de Hideyoshi, mais il eut toujours soin de préserver une certaine indépendance. Sa décision de ne pas envoyer de troupes participer à l'invasion de la Corée, même si elle fut acceptée par Hideyoshi, témoignait d'un esprit à la fois hardi et indépendant. Elle lui fut d'un grand avantage, car il se trouva fort alors que les autres importants vassaux avaient subi de lourdes pertes.

Il montra d'abord de la réticence à se fixer à Edo à la demande de Hideyoshi après la chute d'Odawara, car cela signifiait la perte de ses anciennes provinces, et notamment du Mikawa, qui était son berceau comme celui des célèbres *bushi*. Mais il comprit qu'il lui fallait ronger son frein, et la patience comptait parmi ses qualités au même titre que la prévoyance.

Tout à fait en dehors de sa perspicacité politique, c'était un bon guerrier et un stratège né. Habile au tir à l'arc, c'était un homme d'une constitution robuste qui aimait tous les exercices de plein air et connaissait à peine la maladie. A soixante ans, il était extrêmement actif et adorait chasser, nager et monter à cheval. Son corps était petit mais bien développé, avec une tendance à la corpulence – ce en quoi, comme par d'autres côtés, il ressemblait à Napoléon [213].

Ses qualités de général ne peuvent être mises en question. Il donna à Hideyoshi une idée de ses talents à Komakiyama et à Nagakute. On prétend qu'il livra plus de quarante-cinq batailles. Il ne les remporta pas toutes, mais à Mikata-ga-hagara il défit une armée deux fois plus nombreuse que la sienne, placée aux ordres de Takeda Shingen, considéré à tort comme le plus grand capitaine de son temps.

Bien qu'il eût des goûts simples, il consacra beaucoup de temps à s'enrichir. Ses provinces de l'Est avaient une grande valeur, et ses investissements dans le commerce et l'industrie lui rapportaient d'immenses profits. Il admirait le personnage de Yoritomo, et il lut avec soin *l'Azuma kagami*, ou « Miroir de l'Est », récit officiel, par le bakufu de Kamakura, de la période allant de la révolte de Yoritomo, en 1180, à 1266. Il pratiquait régulièrement le Nembutsu (Appel du Bouddha).

L’idée qu’on se fait traditionnellement de la réussite de Ieyasu est qu’il mangea le pâté préparé par Nobunaga et cuit par Hideyoshi. Comme tous les apophtegmes, celui-ci n’est qu’à demi vrai. Ieyasu bâtit sans doute sur les fondements posés par ses prédécesseurs, dont les exploits militaires avaient amené une certaine unité politique, mais c’est Ieyasu qui acheva le processus grâce à un talent à la fois militaire et civil qui faisait de lui un génie. Sa volonté était aussi forte que la leur, son jugement politique était beaucoup plus sain, et dans l’action, alors qu’ils étaient souvent emportés et violents, lui gardait la tête froide et se montrait patient et prévoyant. Son personnage n’est toutefois pas très sympathique, car il lui manque de cette chaleur qui rendait si vivants ses scandaleux confrères.

LE SHOGUN ET LE TRÔNE

L'une des premières tâches accomplies par Hidetada pour Ieyasu fut de réglementer les pouvoirs et devoirs de l'empereur et de la cour. Du point de vue pratique, la chose n'avait guère d'importance, car le shôgun avait tous les pouvoirs qu'il lui plaisait de prendre ; mais il était souhaitable de définir les relations du bakufu avec le Trône, ne serait-ce qu'en guise d'avertissement contre une conspiration de la noblesse.

Il y avait eu un ordre, communiqué en 1613 par Ieyasu à Itakura Shige-nori, l'un de ses officiers (le *shoshi-dai ou* représentant) à Kyoto, renfermant des règles courtes qui définissaient la conduite des nobles. Ceux-ci devaient se consacrer à l'étude et se comporter avec bienséance, éviter une vie dissolue, notamment le jeu et la fréquentation des gens désordonnés. La désobéissance serait punie d'exil.

Une ordonnance beaucoup plus détaillée fut publiée en 1615, peu après la chute d'Osaka, alors que la position de Ieyasu était devenue imprenable. Connu sous le nom de Kinchü kuge sho-hatto (Règles pour le palais et la cour), ce document est d'un grand intérêt, car il montre clairement quelle était l'attitude des shôgun Tokugawa envers l'empereur régnant et sa noblesse. Les principaux points de ses dix-sept articles peuvent être résumés comme suit :

L'empereur [pour mettre l'accent sur sa naissance plutôt que sa fonction, il est appelé Tenshi, et non pas Tennô] doit se consacrer au savoir. Il doit suivre l'enseignement classique et encourager la tradition poétique.

Des échelons de rang corrects doivent être observés. Les grands ministres *[dajô-daijin, sa-daijin et u-daijin]* auront la préséance sur les princes de sang royal.

Les rangs de cour et les charges des membres des maisons militaires s'ajoutent à ceux des nobles.

Quelque position qu'ils occupent à la cour, les délinquants seront bannis. L'échelle des crimes sera conforme au contenu des anciens codes *[ritsuryô]*.

Les ecclésiastiques du plus haut rang *[daisôjô]* doivent être nommés selon le précédent, mais un homme de grand talent, même s'il est du peuple, peut être élevé au rang inférieur.

On voit que, malgré l’attention accordée à la dignité du souverain et de ses nobles, ils en sont pratiquement réduits à des fonctions cérémonielles. Les droits héréditaires des grandes familles sont reconnus, mais la liberté d’action est inexistante. Tous, y compris l’empereur, sont à la merci du shôgun et de ses officiers. L’empereur reste toutefois considéré comme la source de tous les honneurs, mais une source dont le bakufu règle le débit.

Les revenus du Trône, qui étaient tombés très bas à l’époque des Ashikaga, furent augmentés par Hideyoshi et Ieyasu.

En plus de ces règlements, le bakufu prit des dispositions pour renforcer sa surveillance en mettant sur pied des mariages, et notamment celui de Kazuko, dernier né de Hidetada, avec l’empereur Go-Mizunoo en 1620. A cette époque, des « aides » militaires furent donnés à l’empereur et aux souverains retirés afin d’exercer sur la cour un contrôle plus étroit.

LE SHOGUN ET LES VASSAUX

Bien que Ieyasu fût prompt à régler les disputes survenant entre les vassaux qui le touchaient directement, il laissait généralement le soin de s'occuper de ces questions au Hyôjôsho, conseil judiciaire composé de certains de ses fidèles officiers. Lorsqu'il transmit le titre de shôgun à son fils Hidetada, il enjoignit le Conseil de se montrer loyal envers Hidetada comme envers lui, et de trancher tous les différends avec une complète impartialité. En 1614, les membres du Conseil prêtèrent serment de condamner n'importe quelle personne – fût-elle leur parent le plus proche – jugée coupable de trahison à l'égard du shôgun ou de sa famille ou de toute infraction à ses ordres. Ce serment fut signé par Sakai, Doi et autres hauts fonctionnaires.

En 1615, Doi, Sakai et Andô envoyèrent une lettre à Matsudaira Nagato no Kami (le daimyô du Japon occidental Môri à qui Ieyasu avait donné le nom de Matsudaira), l'instruisant de détruire tous les châteaux de son fief sauf un, qu'il garderait comme résidence. On l'informait par ailleurs que des ordres similaires étaient adressés à toutes les provinces. C'était là un trait typique de la politique du bakufu, et une mesure qui, pourrait-on penser, aurait dû être annoncée par un édit solennel ; mais la méthode simple employée ici est caractéristique de la première période du bakufu, où le gouvernement du pays ressemblait à celui du village par l'intermédiaire de son chef.

Cependant, après la mort de Ieyasu, en 1616, l'organisation du bakufu progressa rapidement. Le bakufu étant l'état-major du gouvernement des Tokugawa, il fallut tout d'abord décider du rang et des fonctions des diverses branches de la famille Tokugawa et classifier leurs feudataires. Les principales familles Tokugawa étaient les Trois Maisons (Go-Sanke) des provinces d'Owari, Kii et Mito, constituant respectivement les domaines de Yoshinao, Yorinobu et Yorifusa, fils de Ieyasu. Au-dessous d'elles venaient les branches cadettes, ou Go-Kamon (les Parents), établies après la mort de Ieyasu et portant le nom de Matsudaira. Parmi elles se trouvaient Hideyasu, autre fils de Ieyasu, avec un fief de 670000 *koku*, et Hoshina, fils de Hidetada, avec un fief de 230000 *koku*. Des shôgun ultérieurs firent des adjonctions à cette classe.

Les vassaux des Tokugawa étaient de deux espèces, les *fudaie*t les *tozama*. La distinction entre eux dépendait de leurs liens avec Ieyasu après la mort de Hideyoshi. Ceux qui détenaient les provinces maritimes de l'Est, comme d'autres qui avaient suivi Ieyasu à Sekigahara, étaient considérés comme des vassaux héréditaires et portaient le titre de *fudai*. Ceux qui avaient appartenu à la faction des Toyotomi mais s'étaient soumis à Ieyasu après Sekigahara et la chute d'Osaka étaient considérés comme des vassaux qui, bien que présumés loyaux, devaient être tenus sous surveillance. On les appelait *tozama* (« seigneurs extérieurs »).

Pour la plupart, les fiefs des vassaux *fudai* ne dépassaient pas 50000 *koku*. Il y avait des exceptions comme celles de la famille Ii, à Hikone (150000 puis 250000 *koku)*, des Sakai et des Okubo, qui représentaient plus de 100000 *koku* ; mais leur revenu moyen était d'environ 50000. De temps à autre, des promotions vinrent augmenter le nombre des vassaux *fudai*. Ils étaient 37 avant Sekigahara, et 145 à la fin du XVIIIe siècle.

Les *tozama*, ou seigneurs extérieurs, étaient de puissants chefs de clan qui avaient été neutres ou hostiles à Ieyasu après la mort de Hideyoshi. Ils comprenaient les grandes maisons des Maeda (1020000 *koku)*, des Shimazu du Satsuma (770000 *koku)*, des Hosakawa, des Kuroda, des Asano et des Date, qui toutes avaient des territoires dans des provinces éloignées d'Edo. Les *fudai* se trouvaient placés dans des positions stratégiques où ils pouvaient surveiller les *tozama* et menacer leurs arrières et leurs flancs en cas de mouvements de troupes : mais ils étaient souvent déplacés d'une province à l'autre, de crainte qu'ils ne nouent localement des liens défavorables au bakufu.

C'était un trait fondamental de la politique du bakufu d'empêcher toute augmentation de puissance parmi les seigneurs extérieurs, et, chaque fois que l'occasion s'en présentait, de leur imposer des obligations qui les affaiblissaient. La coutume exigeant une période de résidence à Edo était l'une des méthodes par où le bakufu pouvait amener les riches daimyô *tozama* à faire de grandes dépenses tout en étant placés sous surveillance. D'abord volontaires, ces séjours furent effectués par certains daimyô des provinces du Centre et de l'Ouest venus à Edo rendre hommage à Ieyasu au printemps de 1603, lorsqu'il devint shôgun. Une lettre de Kuroda Nagamasa à un parent raconte précisément une visite de cette année-là, où il fut reçu et fêté par Hidetada. Il accompagna Ieyasu à Kyoto pour sa cérémonie

d’investiture en tant que *sei-i tai-shögun,* puis il retourna à Edo, où Ieyasu le reçut dans son château.

La présence régulière des vassaux tirait son origine du système des otages politiques, dont le premier exemple, au temps du bakufu Tokugawa, fut le voyage fait à Edo en 1600 comme otage par la mère de Maeda Toshinaga, le plus puissant des daimyô *tozama,* dont Ieyasu se méfiait grandement. Par la suite, les vassaux furent encouragés à se rendre à Edo pour y déclarer leur fidélité, et, de volontaire, la coutume devint obligatoire. Elle fut formulée de façon précise dans la version revue du *Buke sho-hatto* publiée en 1635. Les clauses s’y rapportant stipulent que les vassaux doivent avoir une résidence à Edo et y séjourner chaque année, ou dans certains cas une année sur deux, durant quatre mois, après quoi ils pourront retourner dans leurs fiefs en laissant à Edo leurs femmes et leurs enfants. Ce système de « présence alternée » *(sankin kôtai)* était un moyen efficace de garder les daimyô sous contrôle. Il constituait par ailleurs une lourde charge pour les *tozama,* censés mener grand train.

La construction et la réparation de châteaux pour le bakufu comptaient parmi les obligations imposées aux daimyô dans le but de réduire leur puissance financière. Les daimyô de sept provinces voisines furent ainsi contraints d’aider Ii Naokatsu à bâtir le grand château de Hikone[214], destiné à réduire les provinces du Centre et la région environnante. Et entre 1602 et 1614, les principaux daimyô avaient été invités à contribuer en main-d’œuvre et en matériel à la réparation et à l’agrandissement non seulement des forteresses du bakufu mais aussi de certaines résidences impériales. Les travaux du château d’Edo se poursuivirent pendant dix ans, en même temps que de gros efforts étaient exigés à Fushimi, Sumpu, Nagoya, et pour d’autres grands édifices. Des travaux publics comme la construction de routes et de ports furent de même entrepris par les vassaux sur les ordres d’Edo.

Au-dessous des daimyô dans la hiérarchie féodale se trouvaient les *hatamoto.* Ce nom (qui s’appliquait à l’origine au quartier général d’un commandant en campagne) en vint à désigner la garde du corps d’un général. Durant l’époque d’Edo, les *hatamoto* étaient des vassaux mineurs, placés sous le commandement direct du shôgun, et dont le revenu était inférieur, souvent de beaucoup, à 10000 *koku.* Lorsque Ieyasu était dans le

Mikawa, ils constituaient le point fort de ses troupes, car ils lui devaient une obéissance personnelle. On ne connaît pas exactement leur nombre, mais après 1635, où des règles fixèrent leurs obligations, ils étaient environ 5000. Ils avaient un droit d'accès direct auprès du shôgun. Quand celui-ci faisait appel à eux, ils devaient entrer en campagne avec 13 hommes par 500 *koku* de revenu. On estime ainsi qu'ils étaient en mesure de lever 80000 hommes. Ce chiffre comprend des partisans directs d'un grade inférieur, les samurai sans fief appelés *go-kenin*, dont le nombre était de quelque 17000.

Le bakufu désapprouvait toute relation étroite entre les *hatamoto* de rang inférieur et les paysans travaillant sur leurs terres. Par crainte d'un soulèvement, ou même par crainte que la petite noblesse locale n'en vienne à former une classe comme les *kokujin*, qui avaient créé des ennuis aux gouvernements précédents, les daimyô avaient généralement pour politique de se défaire des *hatamoto* dont le revenu était inférieur à 500 *koku* en leur offrant une pension fixe. La proposition était d'ordinaire acceptée de bon gré, et de nombreux hatamoto s'installèrent ainsi dans les villes-châteaux, où ils suscitèrent d'ailleurs un nouveau problème, car, sans emploi, ils avaient tendance à semer le désordre.

Les *hatamoto* du rang le plus haut avaient un revenu de 3000 *koku* ou même davantage. Ils devaient eux aussi se soumettre au système de présence alternée et certains d'entre eux obtinrent des responsabilités officielles. Le processus visant à exclure les *hatamoto* et les *go-kenin* de la terre était allé si loin que, en 1722, un dixième seulement de leur nombre total (estimé à 22000) n'étaient pas pensionnés. Les domaines des *hatamoto* qui s'étaient ainsi retirés furent incorporés dans ceux du bakufu.

L’appareil administratif

Comme on l’a vu, le système administratif se construisit graduellement. Il prit sa forme plus ou moins permanente à l’époque du troisième shôgun, Iemitsu (1623-1651). Pour la commodité des lecteurs, il semble toutefois mieux d’anticiper et de présenter dans ce premier chapitre les principaux traits du système tel qu’il se développa sous les trois premiers shôgun.

Les principaux offices et officiers étaient les *tairô*, ou grands aînés ; le *Röjü*, ou conseil des Aînés ; et le *Hyôjôsho*, ou Conseil judiciaire. Leurs fonctions respectives étaient les suivantes :

Les tairô : Les fonctions des *tairô*, ou grands aînés, étaient de conseiller en matière de haute politique et d’agir en qualité de régents durant la minorité d’un shôgun. A l’époque de Hideyoshi, ces aînés *(go-tairô)* étaient cinq, mais sous le bakufu d’Edo leur nombre fut réduit à trois (en 1633), puis à deux, et enfin à un seul. Les premiers détenteurs de cette charge furent Doi Toshikatsu, Sakai Tadakatsu et Sakai Tadayo. Par la suite, les nominations ne furent pas faites régulièrement mais seulement à des fins précises. On choisissait alors un daimyô *fudai* expérimenté possédant un revenu d’au moins 100000 *koku*.

Le Röjü : Les fonctions du *Rôjû* étaient à la fois conseillères et administratives. Sous Ieyasu, le Conseil ne comptait que deux membres. Il n’y eut que peu de changement sous Hidetada, mais sous Iemitsu, à l’occasion d’une révision complète du système de gouvernement, leur nombre fut porté à cinq puis réduit à quatre. Leurs fonctions furent clairement définies dans une ordonnance de 1634, que l’on peut résumer comme suit :

1. Relations avec le Trône, la cour et les princes-abbés.

2. Surveillance des daimyô ayant un revenu de 10000 *koku* et plus.

3. Prescription de la forme des documents dans les communications officielles.

4. Direction des affaires internes des domaines du shôgun.

5. Monnayage de l’or et de l’argent.

6. Travaux publics.

7. Inféodations.

8. Contrôle des monastères et sanctuaires.

9. Compilation de cartes, etc.

Les quatre *rôjû* servaient à tour de rôle, chacun durant un mois. Ils communiquaient avec le shôgun par l'entremise des *soba-yônin,* chambellans chargés de son service personnel. On prétend parfois qu'ils formaient une sorte de cabinet, mais de telles analogies sont trompeuses, car lorsqu'il y a une organisation élaborée de conseils et de bureaux, les militaires en position d'autorité trouvent des raccourcis pour agir.

Le Hyöjösho : C'était un conseil composé des *rôjû* et de certains commissaires *(bugyô)* responsables des services exécutifs du bakufu. C'était le cas des *machi-bugyô* (commissaires municipaux), des *jisha-bugyô* (commissaires pour les monastères et les sanctuaires), des *kanjô-bugyô* et des *ô-metsuke*, censeurs ou inspecteurs en chefs. Les fonctions du Hyöjösho étaient en partie administratives et en partie juridiques, car il n'y avait pas alors de distinction claire entre fonctions exécutives et judiciaires. On pourrait le décrire comme la cour suprême.

Plus bas dans la hiérarchie se trouvaient certains fonctionnaires remplissant des fonctions spécifiques plutôt que générales. Parmi eux, les *wakado-shiyori,* les *ô-metsuke,* les *jisha-bugyô,* les *machi-bugyô* d'Edo, les *kanjô-bugyô,* et les fonctionnaires des divers organes gouvernementaux locaux.

C'est en 1631 (la date est incertaine) que furent nommés les premiers wakadoshlyorl. Comme l'indique leur titre (« aînés en second »), ils étaient subordonnés aux *rôjû.* En 1634, ils reçurent des directives qui définissaient leurs fonctions. D'ordinaire entre quatre et six au total, ils devaient surveiller les *hatamoto,* contrôler les artisans et les médecins, inspecter les travaux et bâtiments publics, et réglementer les activités des personnes occupant une charge dans les grands châteaux de Kyöto, Osaka, Suruga, etc. Ils

devaient également surveiller les vassaux (autres que les *hatamoto)* dont le revenu était inférieur à 10000 *koku.* Jusqu'en 1662, leur nomination fut irrégulière.

Les ö-metsuke étaient des fonctionnaires qu'on pourrait définir comme des censeurs ou inspecteurs en chef. C'était des officiers de renseignements dont la fonction était de surveiller tous les daimyô. Ils étaient quatre, dépendant directement du *Rôjû,* et avaient sous leur direction seize subordonnés, appelés *metsuke,* responsables devant les *wakadoshiyori.* Ils devaient également s'occuper des *hatamoto.*

Les jlsha-bugyô, au nombre de quatre, étaient des commissaires responsables du contrôle des établissements religieux, à la fois bouddhiques et shintoïstes, et de la surveillance du clergé.

Les machi-bugyô, d'Edo, au nombre de deux, étaient des commissaires responsables du gouvernement, de la police et de la justice de la ville.

Les kanjô-bugyô, au nombre de quatre, étaient des commissaires financiers chargés de contrôler l'administration des domaines des Tokugawa. Ils s'occupaient également des procès et des requêtes des huit provinces du Kantô.

Les organes gouvernementaux locaux. Du fait que le pays se composait des domaines des Tokugawa et des fiefs gouvernés par des vassaux, il y avait un éventail restreint de fonctionnaires gouvernementaux locaux nommés par Edo. Quatre officiers, les *gundai,* administraient les domaines des Tokugawa dans certaines provinces clés, et quarante à cinquante officiers, les *daikan,* ou représentants, exerçaient la même fonction dans les autres domaines des Tokugawa. Il y avait en outre les gouverneurs des châteaux, qui, à Osaka, Kyoto et Sumpu, portaient le titre de *jôdai.*

Les postes gouvernementaux locaux au sens strict du terme étaient ceux du *shoshi-dai* de Kyoto, qui était gouverneur de la ville et avait juridiction sur les provinces du Centre ; et ceux des *bugyô* – ou commissaires – des autres grandes villes, comme Nagasaki, Yamada, Nara et Nikkô. Tous ces postes étaient occupés par les daimyô *fudai* ou par des hommes ayant le rang de *hatamoto.* Aucun daimyô *tozama* n'était employé.

CHAPITRE XLIX

Hidetada et Iemitsu

HIDETADA, 1616-1623

Officiellement, Hidetada devint shôgun en 1605, mais il ne décida pas de la politique du vivant de Ieyasu. Cependant, à partir de 1616, il continua hardiment à consolider le bakufu en « pressurant » certains grands feudataires, dont son jeune frère Matsudaira Tadateru, les puissants daimyô Fukushima Masanori et Honda Masanobu et son neveu Matsudaira Tadanori. Comme on l'a vu, le revenu total confisqué par Hidetada dépassait quatre millions et demi de *koku.*

Hidetada ne resta pas longtemps shôgun. Il se retira en faveur de son fils en 1623, mais continua néanmoins d'exercer son autorité jusqu'à sa mort, en 1632. Alors qu'il était au pouvoir, il réaffirma et développa certains choix politiques importants faits au cours des dernières années de Ieyasu. En 1616, il renouvela l'interdiction frappant le christianisme et les ordres limitant l'entrée de bateaux étrangers autres que chinois dans les ports de Nagasaki et de Hirado. En 1622, il ordonna l'exécution de cinquante-cinq chrétiens à Nagasaki, et il publia en 1628 un décret similaire. Il interdit en outre l'importation de livres traitant du christianisme. Il continua d'organiser le bakufu, notamment en instituant la nomination des *wakadoshiyori.*

Quoiqu'il semble avoir été ferme dans la conduite des affaires publiques, il fut malmené par sa femme, qui voulait que son deuxième fils prit sa succession. Toutefois, grâce à la détermination de la nourrice de Takechiyo, le premier-né, Ieyasu avait ordonné qu'il ne soit pas écarté. Il lui succéda donc en 1623 comme troisième shôgun sous le nom de Iemitsu ; et O-Fuku, la nourrice, acquit une grande influence à sa cour, où elle était en termes familiers avec les principaux officiers du bakufu de l'époque. Elle réussit d'ailleurs à obtenir le titre de *tsubone,* ou dame d'honneur.

HIDETADA ET IEMITSU

IEMITSU, *1623-1651*

Dans ses fonctions, Iemitsu montra une confiance en soi considérable, se conduisant comme s’il était né pour sa charge, et surtout dans son attitude envers les vassaux *tomaza,* que Ieyasu avait toujours traités avec une certaine amabilité. Selon l’abbé Tenkai, il était intelligent et décidé, mais d’abord difficile. Il y avait dans son personnage un côté outrancier. Alors qu’il ordonnait aux daimyô et aux *hatamoto* d’économiser, et qu’il chassait de son service ceux dont il jugeait la tenue trop voyante, il entretenait une suite invraisemblablement nombreuse dans ses appartements du château d’Edo – si nombreuse même qu’après sa mort, quelque trois mille serviteurs, pour la plupart des femmes, furent renvoyés parce que leurs services étaient superflus. Il dépensait à profusion. Un jour que des *hatamoto* avaient sollicité des prêts, il donna l’ordre qu’on leur distribuât le contenu de plusieurs caisses d’or de sa trésorerie, disant que, dans une chambre forte, l’or ne servait à rien. Cet incident est rapporté moins comme exemple de sa générosité que comme une preuve de son ignorance en matière d’argent, car, contrairement à son grand-père calculateur, il ne comprenait pas la simple arithmétique que ses comptables s’efforçaient de lui expliquer.

Qu’on lui doive ou non les mesures administratives introduites à l’époque où il était shôgun n’a que peu d’importance. C’était une période essentielle dans le développement de la politique du bakufu, et il fut certainement guidé par des hommes capables, comme le *tairô* Doi Toshikatsu et les membres dirigeants du bakufu composant le conseil des Aînés. Sa conduite est particulièrement intéressante dans le sens où elle met en lumière la discipline que le shôgun était en mesure d’exercer sur les vassaux. L’un de ses premiers actes fut de punir son frère cadet Tadanaga (Kunimatsu) pour avoir maltraité ses vassaux. Il lui enleva alors son grand fief, dont le revenu était d’un demi-million de *koku.* Tadanaga était sans doute fou, et cette mesure fut prise non pour punir un crime mais plutôt parce que les trois premiers shôgun n’avaient aucune pitié pour les daimyô coupables d’arbitraire. Ils étaient à l’affût de tout comportement susceptible de conduire à une désobéissance active. C’est pour des raisons de ce type que Iemitsu annonça qu’aucune faveur spéciale ne serait accordée aux seigneurs extérieurs, que ses prédécesseurs avaient traités avec un semblant

de courtoisie. En 1634, il mena à Kyoto une armée de plus de 300000 hommes dans le but d'impressionner la cour et de rappeler aux *tozama* sa puissance militaire.

En 1632, les droits et les devoirs des *hatamoto* furent définis. Ils devaient cultiver les arts de la guerre, tenir leur rang, éviter le jeu et le gaspillage, rester à l'écart des factions, ne pas faire de commerce et ne pas choisir d'héritiers sans autorisation. En 1633, les règles concernant le service militaire furent rendues plus strictes que celles appliquées depuis 1600. Ainsi, s'il en recevait l'ordre, un daimyô possédant un revenu de 100000 *koku* devait mobiliser 350 hommes armés d'armes à feu, 60 archers, 150 lanciers, 20 porte-drapeau, 170 cavaliers et 2 150 fantassins.

C'est dans le cadre de la politique visant à garder les daimyô sous contrôle qu'en 1635 Edo publia une nouvelle version du *Buke sho-hatto*, les Règles des maisons militaires. Il était formulé en termes plus précis que l'ordonnance originale de 1615. L'un de ses changements les plus importants était l'article rendant obligatoire la présence alternée des seigneurs féodaux à la cour du shôgun.

Vers la même époque (1634), l'organisation du bakufu fut renforcée par l'établissement des aînés (*rôjû* et *wakadoshiyori)* et des commissaires *(bugyô)* et par la formation du *Hyöjöshü*, le Conseil judiciaire. Celui-ci était l'équivalent du *monchûjo* dans le système de Kamakura. En 1636, sa Chambre du conseil, le *Hyöjösho* d'Edo, devint un office permanent établi dans l'enceinte du château.

Le bakufu continua de réduire l'autorité et même la dignité du Trône après la mort de Ieyasu. En 1627, une grande insulte fut faite à l'empereur, Go-Mizunoo, dont les pouvoirs avaient déjà été fortement limités par les ordonnances de 1615. Les nominations aux plus hauts rangs et charges ecclésiastiques étaient depuis longtemps une des prérogatives de la Couronne, mais, cette année-là, le shoshi-dai de Kyoto, agissant sur l'ordre d'Edo, annula un certain nombre de ces nominations et enleva à l'empereur le pouvoir de choisir les candidats à la « robe pourpre ».

Go-Mizunoo en fut profondément blessé et menaça d'abdiquer pour protester, mais le bakufu, loin de céder, retira à quelque soixante-dix prélats leurs titres et leurs vêtements sacerdotaux. Go-Mizunoo ne put rien faire, et

lorsqu'il abdiqua, en 1629, il exprima son désespoir dans un poème qu'on peut traduire ainsi :

ô terre de plaines de roseaux,

S'il vous faut devenir touffues et sauvages,

Alors ensauvagez-vous à votre gré,

Car ce monde est devenu un lieu sauvage,

Où ne se distingue plus le vrai chemin[215].

C'est là un document intéressant traduisant l'amère vérité que la maison impériale était à la merci des seigneurs guerriers et que la vertu n'était plus le mot clé du gouvernement.

Go-Mizunoo fut humilié de bien des façons. Il fut contraint d'abdiquer, et la manière dont fut réglé le problème de sa succession ne dut guère le rendre heureux. Il avait d'abord eu l'intention de désigner pour successeur le fils que lui avait donné la fille de Hidetada, mais lorsque celui-ci mourut, il fut obligé de choisir la princesse Okiko, enfant du même mariage, qui devint en 1630 l'impératrice Myôshô, premier souverain femme depuis l'impératrice Shôtoku (morte en 770). Ainsi le trône se trouva-t-il occupé par la petite-fille d'un shôgun Tokugawa.

Cependant, il n'était pas vraiment dans les intentions de Iemitsu d'humilier la cour et d'enlever tout prestige au Trône, car il aurait ainsi blessé bien des loyaux sujets, parmi les militaires aussi bien que les prêtres. (Malgré leur pouvoir supérieur, les chefs de la société militaire étaient soucieux d'être reçus à la cour et réclamaient même cet honneur.) En 1634, quand il arriva à Kyoto avec sa grande armée, il donna une aide assez généreuse à la famille impériale et à certains nobles de la cour. Il porta le revenu foncier de l'empereur retiré de 7000 à 10000 *koku*, et fit de somptueux présents aux habitants de Kyoto, où il souhaitait laisser une bonne impression.

A partir de ce moment toutefois, le Trône n'eut plus de pouvoir politique, mais seulement le droit de conférer des rangs de cour et de remplir ses devoirs rituels tout au long de l'année. Le Trône étant à court de fonds, la noblesse vivait dans la pauvreté. Le noble du rang le plus élevé était le chef de la famille Konœ, et son revenu était d'environ 2000 *koku*, alors que la plupart des quelques cent trente autres familles nobles connaissaient

l’indigence et devaient gagner leur subsistance en enseignant leur art, peinture, calligraphie, musique, poésie ou broderie, ou en donnant des leçons de maintien. A l’usage, il était plus profitable de marier sa fille à un riche daimyô.

CHAPITRE L

La société féodale

L'ORDRE SOCIAL

Le système social du gouvernement des Tokugawa était fondé sur une division rigide des classes. En principe, aucun homme ne pouvait s'élever au-dessus de la classe dans laquelle il était né, car en légiférant contre le changement les dirigeants espéraient fonder un État qui se perpétue de lui-même.

Ce concept n'avait rien de nouveau. Il était implicite dans la politique de Hideyoshi, qui, par sa chasse à l'épée, avait fixé la différence entre le paysan et le soldat ; mais sous le régime des Tokugawa, la différence entre les classes, quoiqu'elle ne fût pas rigide dès le départ, était parfaitement définie à l'époque de Iemytsu, le troisième shôgun. Elle était considérée comme héréditaire et inaltérable.

Les quatre classes étaient, en ordre hiérarchique décroissant, les soldats, les paysans, les artisans et les commerçants. Les soldats représentaient moins du dixième – probablement pas plus d'un vingtième – de la population totale, et les paysans environ huit dixièmes. Dans une société guerrière comme le Japon du Moyen Age, il était naturel que le peuple ait été divisé entre guerriers et producteurs ; mais cette division remontait plus loin, aux codes de Yôrô et Taihô du vine siècle, qui avaient adopté une classification sociale chinoise de nature similaire. Un sens puissant du rang et du statut social est un trait marquant du peuple japonais tout au long de son histoire.

Il y avait des degrés au sein de chaque classe, en sorte qu'un certain mouvement social était possible ; mais la division entre classes n'était pas facilement oubliée. La classe militaire comprenait tous les membres des familles porteuses d'armes, des grands seigneurs guerriers aux plus pauvres samurai.

Comme on l'a vu, au-dessous de la classe militaire venaient les paysans, dont la classe comprenait les travailleurs agricoles pauvres aussi bien que les riches paysans. Durant la période de paix qui suivit la chute d'Osaka, le paysan était assuré de la jouissance de son bien, mais sa vie était dure et il

était victime de l'oppression de son seigneur terrien. Une remarque attribuée au *tairô* Doi Toshikatsu, le deuxième grand propriétaire foncier après le shôgun, exprime de façon sinistre l'attitude de la classe dirigeante. En 1640, on dit qu'il visita ses terres après une absence de dix ans, et que, voyant que les villageois avaient remplacé les masures dont il se souvenait par de solides maisons, il s'exclama : « Ces gens sont trop à l'aise ; il faut augmenter leurs impôts. »

Comme l'économie du Japon médiéval était agricole, le paysan était l'élément le plus nombreux de la population et, pourrait-on dire, le plus important. Il est certain que l'histoire japonaise ne peut être comprise sans une certaine connaissance du rôle joué par les grandes communautés rurales dont les travailleurs de la terre étaient les membres principaux.

La tendance générale de la politique de la classe militaire était de garder le paysan sur la terre et de l'empêcher de quitter les champs particuliers qu'il cultivait. La première législation Tokugawa n'était pas sévère, et elle attestait un certain souci de protéger les paysans contre les seigneurs tyranniques. Un ordre publié par les magistrats d'Edo en 1603 stipule qu'un paysan est autorisé à quitter sa terre si l'intendant d'un domaine Tokugawa ou le seigneur d'un domaine privé se rend coupable de conduite « excessive ». Dans ce cas, avant de partir, le paysan doit s'arranger pour payer les impôts qu'il doit. Ensuite, il peut aller où il le désire. Une deuxième clause du même ordre interdit tout recours à la violence contre les paysans et précise que les disputes fiscales doivent être soumises au jugement d'un magistrat.

Il est clair que la façon de traiter les paysans tendait à devenir plus sévère, même si certains propriétaires employaient la persuasion plutôt que la force. La politique adoptée par le bakufu était modérée. En 1643, un ordre fut publié qui contenait cette clause intéressante : « Si la punition infligée par un intendant ou un *daikan* [représentant] est injuste ou insupportable, les paysans peuvent partir aussitôt leurs impôts acquittés, et ils peuvent résider dans un village voisin, où ils doivent être libres de toute interférence de la part de ces officiers. » Il est toutefois évident que, à cette époque, les ordres du bakufu n'empêchaient pas certains propriétaires de maltraiter les paysans. Parmi ces derniers, les fuites se multipliaient, et en 1642, par exemple, on trouve une loi *(hôrei)* du daimyô d'Okayama qui

rend les groupes des cinq (*gonin-gumi* [216]) responsables de ces fuites, et oblige le village à cultiver les terres abandonnées.

Tous les paysans qui désertaient la terre n'en étaient pas chassés par les mauvais traitements, mais la plupart d'entre eux voyaient des perspectives d'emploi moins pénibles en ville. Ils constituèrent ainsi une classe de domestiques ou de travailleurs manuels qui augmenta en nombre avec l'expansion de l'économie, et, s'ils avaient un métier, ils se fondirent dans la troisième classe sociale, celle des artisans.

Les artisans étaient considérés comme d'un niveau social inférieur à celui des paysans, mais ceux qui possédaient des connaissances ou des talents particuliers jouissaient d'un certain respect, surtout si leur spécialité était directement utile à la classe militaire. Le bakufu et les grands daimyô accordaient un traitement de faveur – les payant et les logeant bien – aux armuriers en général et aux fabricants de sabres en particulier. Les charpentiers avaient une position élevée, et l'on apprend notamment que, en 1698, principal charpentier de Kyoto, Nakai Mondo, obtint un traitement de) *koku* et fut autorisé à porter un sabre, son statut se rapprochant ainsi des samurai. Des droits similaires étaient accordés à certains spécialistes, comme les orfèvres, les artistes, les drapiers et même les confiseurs travaillant pour la cour du shôgun.

Les travailleurs ordinaires n'étaient pas aussi bien traités. Ceux qui lient installés dans une ville-château travaillaient d'ordinaire pour le dai-'ô contre un maigre salaire, en échange de quoi ils avaient l'avantage d'avoir une place de marché assurée. Au-dessous d'eux se trouvaient les journaliers, engagés et payés à la journée. Les artisans formaient des guildes pour protéger leurs intérêts. Chaque corps de métier ayant sa corporation, trouvait des guildes de charpentiers, de scieurs, de forgerons, de maçons, couvreurs, de plâtriers, etc. Leur système d'apprentissage était strict lis efficace.

Les commerçants – marchands et boutiquiers – occupaient l'échelon le is bas de l'échelle sociale, mais avec le développement et l'expansion de l'éonomie dus à la paix, les marchands en particulier verraient leur pouvoir augmenter, et au XVIIIe siècle, grâce à leur puissance financière, ils furent en ; sure d'abattre les barrières de la structure sociale érigée par les shôgun kugawa. Les riches marchands furent alors régulièrement employés Time fournisseurs du gouvernement, et leurs services en vinrent à

être indispensables aux membres de la classe militaire. Les guildes elles-mêmes, » (quelles le gouvernement était en principe opposé, furent employées pour collecter certains impôts.

Il faut ajouter qu'il y avait de multiples degrés au sein de chaque classe : daimyô au plus humble samurai ; du paysan riche au journalier ; de l'artisan à l'apprenti ; du grand marchand au colporteur. Toutes les distinctions ce genre étaient scrupuleusement observées, et l'on accordait par exemple: une grande attention aux titres et aux questions de préséance dans les ; emblées villageoises des aînés. La hiérarchie complexe exigeait une étiquette stricte dans les rapports sociaux, ce qui était sans doute incommode lis avait l'avantage d'encourager la courtoisie.

Bien que les quatre classes décrites ici comprissent l'essentiel de la popu-ion, certains groupes ou personnes échappaient aux catégories officielles.

A noté la population flottante des travailleurs manuels, portefaix, terrassiers, bateliers, porteurs de palanquins et autres, dont le travail exigeait avant tout de la force. Il s'agissait en général d'hommes qui, comme les ayant fui leurs terres, s'étaient soustraits aux obligations de leur classe par choix ou par nécessité. Mais il existait un écart plus frappant : par rapport à la convention sociale chez les membres de la classe militaire qui, par malchance ou mécontentement, s'étaient rebellés contre l'autorité en place : il s'agissait des samurai sans maître appelés *rônin,* qui, dans l'histoire féodale, méritent d'être étudiés à part.

LES RONIN

Quoique les ordonnances des shôgun Tokugawa imposassent une discipline rigide aux membres de la classe militaire à la fois au service du bakufu et dans tous les domaines féodaux, il existait une catégorie qui ne répondait pas à ce traitement systématique.

Le processus d'organisation de la classe militaire avait une fâcheuse conséquence, une contradiction interne que révélait le problème des *rônin*, les samurai sans emploi. Ce problème naquit de la distinction opérée par Hideyoshi entre soldats et paysans, distinction qui eut pour effet d'empêcher les soldats de vivre dans les villages. C'était là un des buts que visaient les études foncières de Hideyoshi, qui voulait que les fermes fournissent un revenu national au lieu d'entretenir une classe de propriétaires-guerriers susceptibles de fomenter des rébellions. On peut toutefois en voir une cause plus immédiate dans la réduction ou l'abolition des fiefs des adversaires de Ieyasu. Du fait que les *rônin*, qui se multiplièrent dans cette situation, n'avaient généralement aucune attache locale, ils ne posèrent aucun problème urgent jusqu'après la bataille de Sekigahara, car aussi longtemps que les guerres se poursuivirent, ils eurent la possibilité de s'engager. Mais après Sekigahara, le problème devint aigu, car l'abolition ou la réduction de fiefs et les déplacements de daimyô se multiplièrent alors à tel point qu'on prétend que le nombre des soldats sans emploi, sans maître et sans moyens de subsistance atteignit 500000.

Ce chiffre n'a rien de surprenant. Entre 1601 et 1650, le revenu total des fiefs confisqués se monta à plus de 12 millions de *koku*, ce qui donne une idée du nombre de daimyô touchés. Les shôgun Tokugawa avaient un appétit vorace de terres, et prenaient n'importe quel prétexte pour confisquer des fiefs, sans s'occuper du bien-être de leurs habitants. A un certain moment, ils refusèrent, par exemple, de reconnaître les adoptions faites par les daimyô et les *hatamoto*, et purent ainsi exercer plus souvent leur droit de confiscation en cas de mort sans héritier. Une soixantaine de fiefs d'un revenu total de cinq millions de *koku* tombèrent entre leurs mains pour cette unique raison.

Les samurai qui perdirent ainsi leur emploi devinrent de plus en plus nombreux, comme l'atteste clairement le fait que, en 1651, quand le gouvernement d'Edo se décida enfin à prendre des mesures draconiennes

pour diminuer le nombre des *rônin,* l'un de ses premiers soins fut de limiter les confiscations et de reconnaître l'adoption d'un héritier par un daimyô ou un *hatamoto* de plus de cinquante ans. Toutes les mesures adoptées jusque-là étaient restées sans résultat.

Au début du bakufu d'Edo, peu après la chute d'Osaka, le conseil du shôgun s'était déjà alarmé de la difficulté qu'il y avait à contrôler les soldats qui, désormais sans emploi, étaient agités et enclins à créer des troubles. On dit que 100000 hommes combattirent du côté des Toyotomi ; or comme leurs pertes s'élevaient à 30000, ils étaient 70000 dans le seul Kinai (les provinces du Centre), et essentiellement à Kyoto, qui tous espéraient de nouveaux troubles dans l'État et dont certains priaient pour qu'ils se produisent dans les plus brefs délais. Le nombre de ceux qui s'étaient battus du côté des

Tokugawa était encore plus grand. Tous étaient une source d'inquiétude constante pour le gouvernement, dont certains membres encourageaient une violente politique de répression qui devait résoudre le problème en chassant les *rônin* des villes. Cette décision fut d'abord appliquée indistinctement, puis uniquement aux hommes qui ne manifestaient pas l'intention de prendre du service auprès d'un nouveau maître ou de chercher un emploi dans le civil.

Un exemple intéressant nous est fourni par les hommes qui avaient été au service de Fukushima Masanori, l'un des plus fidèles généraux de Ieyasu. On lui avait enlevé son fief, de quelque 500000 *koku,* pour avoir désobéi à un ordre du shôgun. Ses hommes se trouvèrent ainsi sans emploi, mais ceux qui occupaient un rang élevé étaient connus pour leurs talents, et d'autres daimyô rivalisèrent pour se les attacher. De tels cas n'étaient pas courants, mais un vassal qui reprenait un fief ne chassait généralement pas tous les samurai qui y résidaient. Ainsi, le nombre réel des sans-emploi est difficile à estimer ; mais ils étaient assez nombreux pour gêner le bakufu, qui commença par s'occuper de la situation de façon maladroite, ordonnant l'expulsion des villes, et, en même temps, priant les daimyô de chasser les *rônin* qui cherchaient du travail dans leurs fiefs. La même recommandation fut faite aux monastères et autres lieux où de tels hommes s'étaient réfugiés dans le but ou sous prétexte de se préparer par l'étude à entrer dans les ordres.

Un ordre de 1623, émis par le *shoshi-dai* Itakura, visait en particulier les *rônin* vivant à Kyoto, où ils étaient le plus nombreux. Des avis furent placardés dans la ville, avertissant les gens de ne pas les prendre à leur service. Les *rônin* mariés qui avaient depuis longtemps une occupation légitime dans la capitale n'avaient pas besoin d'en être chassés. Il en allait de même pour ceux qui avaient un emploi régulier pourvu qu'ils aient l'approbation des autorités de la ville. Des règles similaires furent incluses dans le *Buke-sho Hatto* de 1631 et de 1635, et les fonctionnaires citadins et ruraux de tout le pays reçurent pour instruction de refuser de loger les étrangers.

Afin d'échapper à ces ordres, certains *rônin* cherchèrent refuge à la campagne, où ils retournèrent aux travaux des champs, certains comme ouvriers et certains comme petits tenanciers dans le fief d'où ils étaient originaires. On ne leur créa d'ordinaire pas d'ennui, pour peu qu'ils vaquent à leurs occupations sans se faire remarquer.

Certains des ordres du bakufu visaient les *rônin* chrétiens, qui comptaient parmi les plus intraitables. Ils jouaient un rôle essentiel dans la résistance à la politique antichrétienne du gouvernement en vigueur au Kyüshü. On les appelait *rônin* Amakusa ou Shimabara, du nom des lieux où ils s'étaient battus contre les troupes du bakufu en 1637. Les plus acharnés étaient les samurai chrétiens qui avaient été au service du daimyô chrétien Konishi Yukinaga, général de Hideyoshi, dont le fief se trouvait dans le Higo méridional. Ceux-là étaient les *rônin* Konishi.

En dépit de toutes les mesures répressives prises par le bakufu, le nombre des *rônin* ne diminua guère. Les plaintes de la majorité continuant de plus belle, il se peut même qu'il augmenta. Le danger de soulèvement était très réel, comme l'atteste la grande révolte projetée par les *rônin* sous la direction de Yui Shôsetsu dans les dernières années de Iemitsu.

CHAPITRE LI

Les relations extérieures

PHASE D'EXPANSION

Comme on l'a vu, Ieyasu était enthousiaste dans la promotion du commerce extérieur, et les premières décennies du XVIIIe siècle virent une rapide expansion de l'activité japonaise à l'étranger. Le bakufu émit des permis de voyage pour les navires marchands japonais sous le sceau vermillon du shôgun, alors que des marchands privés et autres aventuriers japonais se rendaient dans presque tous les pays du Pacifique occidental et au-delà du détroit de Malacca jusqu'en Birmanie. Le nombre des permis délivrés entre 1604 et 1635 était de l'ordre de trois cents, soit dix voyages à l'extérieur et retours chaque année. C'était un chiffre assez considérable à une époque où les transports par mer étaient très lents. En outre, des navires portugais et chinois importaient et exportaient, et les daimyô de l'Ouest, notamment Shimazu, Matsuura, Nabeshima et Omura, commerçaient parfois par bateau pour leur propre compte.

Le comportement de certains bateaux autorisés confinait à la piraterie, et on les redoutait dans toutes les régions du Sud-Est asiatique. Différents pays protestaient et pressaient le gouvernement japonais de prendre des mesures de contrôle. A la demande de Luzon, les visites de navires sous licence furent limitées à quatre par an. Certains auteurs voient d'ailleurs dans cet acte un prélude à la politique de fermeture qui se développa durant les années 1640.

Les exportations consistaient essentiellement en argent, en cuivre et en fer, en soufre, en camphre, en riz et autres céréales, et en produits artisanaux comme les éventails et les objets de laque. Quant aux importations, elles comprenaient avant tout la soie grège (article le plus important), les soieries de haute qualité, le coton, la peau de requin, la peau de daim, les bois odorants, les teintures, le sucre, le plomb et l'étain.

Il y avait des colonies japonaises dans la plupart des régions de l'Est asiatique, de Formose et Macao aux Moluques, aux Philippines, à Bornéo, aux Célèbes et à Java, au Siam et à la Malaisie. Les plus importantes se trouvaient à Luzon, au Siam et en Indochine. Bien des colons étaient des

soldats qui, la guerre terminée, n’avaient pas pu trouver chez eux d’emploi convenable. Il y avait parmi eux un certain Yamada Nagamasa (mort en 1633), installé à Ayuthia, la capitale du Siam, où il était le conseiller du roi et occupait de hautes fonctions.

Politique de fermeture

Cette phase prometteuse d'expansion prit fin de façon surprenante sous l'effet de différents ordres fermant le pays au commerce extérieur et aux voyages à l'étranger, hormis quelques rares exceptions strictement limitées. Ces ordres, de 1633,1635 et 1639, sont souvent hâtivement décrits comme les « Trois décrets de fermeture ». Cette définition n'est pas tout à fait exacte, car par la forme il s'agissait non pas de notifications publiques mais de lettres d'instructions aux officiers de province les informant de la manière dont ils devaient exécuter la politique du gouvernement central.

Il est particulièrement intéressant d'étudier et de comparer le contenu de ces documents, car il montre l'évolution progressive d'une politique de presque complet isolement – phénomène historique qui, bien que simple en apparence, n'est en aucune façon facile à expliquer. Ils sont parents des ordres antichrétiens publiés par Ieyasu entre 1611 et 1614, mais ils sont plus stricts et d'une portée plus vaste.

L'ordre de 1633 est, du point de vue formel, un mémoire adressé aux deux gouverneurs de Nagasaki par le *röjü* Sakai Tadakatsu et trois autres grands officiers du bakufu. Ses principales clauses (il y a dix-sept articles en tout) sont les suivantes :

1. Il est strictement interdit à tout bateau sans autorisation valable de quitter le Japon à destination d'un pays étranger.

2. Aucun sujet japonais ne peut partir en bateau à destination d'un pays étranger sans autorisation valable.

3. Les sujets japonais habitant l'étranger seront mis à mort en cas de retour au Japon. Une exception est faite pour ceux qui résident à l'étranger depuis moins de cinq ans et ont été retenus contre leur volonté. Tout châtiment leur sera épargné, mais, s'ils tentent encore une fois d'aller à l'étranger, ils seront mis à mort.

Les autres articles traitent essentiellement de la recherche des missionnaires et convertis chrétiens qui se cachent au Japon ou y pénètrent en fraude. La façon dont il conviendra de traiter les bateaux étrangers demandant le droit d'entrer sera décidée par Edo.

L'ordre de 1635 est aussi adressé aux deux gouverneurs de Nagasaki. Il compte dix-sept articles, qui ressemblent à ceux de 1633, mais sont

formulés dans des termes un peu plus précis. Ainsi, les navires japonais ont l'interdiction absolue de se rendre à l'étranger ; les sujets japonais, eux non plus, n'ont pas le droit d'y aller, et ceux qui seront surpris à s'embarquer secrètement seront mis à mort, tandis que le bateau concerné sera retenu avec son maître en attendant la décision d'Edo. Les autres articles traitent avant tout de la recherche des chrétiens et de ce qu'il convient de faire de la marchandise. Le dernier concerne la soie grège importée de Chine. C'est le plus important article d'importation, et l'ordre prévoit que le bakufu, ou plus spécialement le shôgun, aura le monopole de la vente de toute la soie grège. Une autre clause intéressante (l'article 14) définit le traitement réservé aux navires étrangers entrant dans les ports japonais, et accorde certains privilèges aux bateaux portugais et chinois.

Un ordre de 1636 (compris dans ce que nous avons défini comme trois ordres) est essentiellement le même que celui de 1635, mis à part trois clauses qui concernent les enfants et petits-enfants des étrangers nés de mères japonaises. Une autre instruction de la même année stipule que tous les résidents étrangers doivent se rendre à Deshima, à l'extrémité de la baie de Nagasaki, où des logements ont été préparés pour eux. L'ordre fut d'abord appliqué seulement à quelques Portugais, qui furent expulsés du Japon peu après (1638). Par la suite, Deshima devint la base de tous les Hollandais résidant au Japon, qui vinrent s'y installer de Hirado en 1641. On les confina dans une zone limitée, et leurs familles durent quitter le pays.

Suite à l'application de ces ordres, le Japon se trouva complètement isolé, en dehors d'un contact indirect avec l'extérieur par l'intermédiaire de navires chinois, portugais et hollandais autorisés dans certains ports seulement et soumis à une inspection et à un contrôle rigoureux. On verra que la plupart de ces interdictions sont liées à la politique antichrétienne qui s'était développée depuis la mort de Ieyasu, et il faut noter que, en plus de ces ordres, destinés aux fonctionnaires opérant dans les domaines du bakufu, une clause du *Buke sho-hatto* de 1635 exige de tous les daimyô qu'ils interdisent strictement dans leurs fiefs la pratique du christianisme.

La troisième et dernière mesure de la politique d'exclusion, prise en 1639, semble avoir été suscitée par un soulèvement dont le Kyüshü fut le cadre en 1637-1638 et que le bakufu considéra comme une révolte de chrétiens japonais. Il s'agit de la révolte de Shimabara, où une armée de

paysans de l'île d'Amakusa et de la péninsule voisine de Shimabara tint tête pendant plusieurs semaines à une puissante armée mobilisée par les barons de l'Ouest sur l'ordre d'Edo. Le massacre fut épouvantable. Les insurgés étaient pour la plupart de pauvres campagnards, mais ils furent rejoints par des samurai mécontents et menés par des soldats qui avaient combattu durant les guerres civiles sous les ordres de généraux chrétiens. On dit généralement qu'ils étaient 37000 et qu'une centaine seulement en réchappèrent. Ces chiffres sont toutefois discutés, et il est probable que le nombre des combattants du côté des rebelles n'ait pas dépassé les 20000. Les soldats du gouvernement étaient quelque 100000, parmi lesquels 10000 ou davantage durent être tués. Ils semblent s'être battus sans grand courage, aux ordres de commandants incompétents. Le fait qu'ils n'aient pas remporté une victoire facile paraît indiquer un déclin de l'esprit militaire durant les deux décennies qui suivirent le siège d'Osaka.

A l'origine, la révolte n'était pas un soulèvement religieux, mais une protestation désespérée contre le gouvernement oppressif des seigneurs féodaux d'une province lointaine et arriérée. Il ne fait toutefois aucun doute que nombre d'insurgés puisèrent un courage héroïque dans la foi chrétienne de leurs chefs. Leurs bannières portaient des noms de saints et des légendes comme « Gloire au Saint-Sacrement ». Quelle que fût sa nature véritable, cette rébellion mit fin au culte chrétien public au Japon. Elle hâta et encouragea les efforts des autorités pour traquer les croyants et expulser les missionnaires ; et elle renforça sans doute la tendance à l'exclusion déjà apparente dans les ordres de 1633 et 1635.

L'ordre final de fermeture, de 1639, portait la signature des sept conseillers principaux. Il stipule que, vu l'arrivée continuelle de prêtres étrangers et leur enseignement de la foi chrétienne interdite, la formation de ligue complotant contre le gouvernement (un crime capital) et le fait que des articles prohibés provenant de l'étranger peuvent être envoyés aux prêtres cachés et à leurs convertis, aucune galiote (navire portugais) ne sera plus admise dans un port japonais. En cas de désobéissance, le navire concerné sera détruit et ses passagers et membres d'équipage seront mis à mort. Le contenu de ces ordres devra être communiqué aux bateaux chinois et hollandais arrivant dans un port japonais, avec une promesse de récompense pour les informations concernant les personnes entrant illégalement dans le pays.

Malgré cette interdiction déclarée, un navire portugais pénétra dans la baie de Nagasaki en juillet 1640. L’expulsion de 1639 avait porté un sérieux coup au commerce de Macao, et le sénat de l’île avait décidé de prendre le grand risque d’envoyer une mission au Japon demander au gouvernement de reconsidérer sa politique. Mais le bateau fut démantelé aussitôt arrivé, et tous ceux qui se trouvaient à bord furent mis en prison en attendant des ordres d’Edo. Au début d’août, la réponse arriva et fut solennellement communiquée aux envoyés portugais. Accusés de défier les lois du Japon, ceux-ci rétorquèrent que leur mission n’était pas commerciale et qu’ils n’amenaient rien avec eux sauf un mémoire diplomatique destiné au gouvernement. Les commissaires japonais ordonnèrent alors qu’on leur lût la sentence, par laquelle ils étaient condamnés à mort pour avoir enfreint un décret du shôgun visant à supprimer le christianisme au Japon.

Le lendemain à l’aube, on offrit aux prisonniers d’abjurer leur foi en échange de la vie. Tous refusèrent, et on les amena alors au lieu d’exécution, où cinquante-sept d’entre eux furent décapités. Les treize restant furent épargnés de manière à pouvoir raconter à Mocao ce qui s’était passé. Leur bateau fut brûlé.

De toute évidence, la politique de fermeture dont émanait cet acte était plus ou moins étroitement liée à la crainte d’une agression étrangère ; toutefois, les textes des ordres d’expulsion paraissent tous indiquer que leur principal objectif était l’anéantissement du christianisme au Japon. Cette vision des choses est néanmoins difficile à concilier avec la prédication de l’Évangile telle qu’elle se pratiqua en 1635-1639, où ces ordres furent publiés. Il est donc intéressant d’étudier l’évolution de la politique antichrétienne au Japon à partir du début du gouvernement de Ieyasu afin d’essayer d’en saisir les raisons.

Mouvement antichrétien

On se souvient que la première déclaration antichrétienne fut faite en 1611, donnant aux fonctionnaires l’ordre de prendre des mesures contre les convertis. Elle fut suivie en 1612 par un ordre à Hasegawa Fujihiro (Sahôe), gouverneur de Nagasaki de 1606 à 1614, visant des délinquants précis. Puis vint un long décret, en juin 1613, adressé à tous les monastères et sanctuaires pour les mettre en garde contre les mauvaises sectes, c’est-à-dire le christianisme et une branche hétérodoxe du Nichiren, la secte du Lotus. Enfin, en juin 1614, le moine Sôden présenta un mémoire décrivant les méfaits de la foi chrétienne et le tort causé par son enseignement à la tradition religieuse indigène. Ce document, qui trahit une certaine influence confucianiste, demandait l’expulsion des missionnaires étrangers. Hidetada l’approuva en y apposant son sceau vermillon, et il prit ainsi force de loi.

Il faut dire que Ieyasu se montra tout à fait tolérant à l’égard des missionnaires étrangers jusqu’en 1612, et que, même ensuite, il demeura relativement clément. Ses officiers et les membres de la classe militaire n’avaient pas le droit de se faire chrétiens, mais les classes inférieures – les paysans, artisans et commerçants – étaient libres de choisir leurs croyances. Il est vrai qu’en 1613 vingt-sept évangélisateurs et catéchistes japonais furent exécutés, mais du fait d’une infraction délibérée à la loi dans la capitale du shôgun par un missionnaire espagnol nommé Sotelo, qui, en 1612, construisit une chapelle à Edo et y célébra publiquement la messe. Sotelo fut alors condamné à mort, mais la sentence ne fut pas exécutée.

Cependant, en 1614, l’interdiction frappant le christianisme fut clairement formulée. En 1606, il y avait environ 120 jésuites (66 pères et 56 frères) et une trentaine de franciscains et membres d’autres ordres. Le nombre total de ceux qui restèrent ou revinrent après l’édit de 1614 est estimé à 47, après quoi quelques autres arrivèrent en fraude.

Ieyasu voulut expulser les jésuites et autres missionnaires, pour la raison surtout qu’il pouvait désormais compter sur les marchands anglais et hollandais, qui n’étaient pas soumis à leur pression. La plupart des missionnaires partirent à ce moment-là, mais quelques-uns restèrent cachés et d’autres revinrent en secret au Japon. On sait qu’il se trouvait plusieurs pères au château d’Osaka alors qu’il était assiégé. Néanmoins, en dépit de cette infraction aux édits, aucun prêtre étranger ne fut puni de mort du

vivant de Ieyasu. Il y a d'ailleurs de bonnes raisons de croire que ce dernier, préoccupé comme il l'était par l'épreuve de force qui l'attendait à Osaka, ne s'inquiétait guère de la propagande chrétienne au Japon. Les décrets publiés durant sa vie ne portent pas la marque de son autorité, et d'après les jésuites et les négociants anglais résidents, ceux de 1613 et 1614 étaient l'œuvre de Hasegawa, le gouverneur de Nagasaki, qui était âprement anti étranger et responsable de l'impitoyable persécution des chrétiens dans le fief d'Arima, qu'il obtint par ruse en 1614.

Ieyasu était large d'esprit et pondéré dans son jugement. Il s'intéressait davantage à développer le commerce qu'à punir les missionnaires. Ce n'est qu'après sa mort que des mesures énergiques furent prises contre les chrétiens du Japon. Un nouvel édit fut publié par le *Rôjû* en octobre 1616. Il était adressé à tous les daimyô, auxquels il ordonnait d'empêcher tous leurs gens, les paysans compris, d'adopter la foi chrétienne. La même année, peu après la mort de Ieyasu, on limita en outre les voyages des bateaux japonais naviguant avec une autorisation revêtue du sceau vermillon. Désormais, il leur faudrait avoir une approbation spéciale du *Rôjû*.

Cette mesure fut le premier pas dans la politique d'isolement que pratiquerait ensuite le bakufu Tokugawa. En 1616 encore, il fut interdit à tous les navires étrangers, les chinois exceptés, d'entrer dans d'autres ports que ceux de Hirado et de Nagasaki. Cependant, le mouvement antichrétien n'était pas encore à son comble, et vers la même époque deux pères jésuites, de Angelis en 1618 et Carvalho en 1620, se rendirent à Ezo (de Hokkaidö) et visitèrent des mines d'or récemment découvertes, qui, disent-ils, attirent une population nouvelle de 50000 personnes par an[217]. Entre 1618 et 1621, de nombreux chrétiens japonais, prêtres ou simples convertis, furent exécutés à Kyoto et Nagasaki – plus de cinquante en 1619 –, mais aucun chrétien étranger ne fut mis à mort avant 1622, que les récits des missionnaires appellent « année du Grand Martyre ». Trente chrétiens furent alors décapités et vingt-cinq brûlés. Parmi ces derniers, neuf étaient des prêtres étrangers, les premiers à être mis à mort au Japon.

Richard Cocks, négociant anglais sans aucune sympathie pour les missionnaires « papistes », a décrit cette scène tragique :

« J'en ai vu cinquante-cinq martyrisés ensemble, écrit-il. Il y avait parmi eux des enfants de cinq ou six ans, brûlés vifs dans les bras de leurs mères,

qui criaient : " Jésus, reçois leurs âmes ! " Beaucoup sont en prison et attendent la mort d’heure en heure, car très peu d’entre eux retournent à leur idolâtrie. »

Il n’y a pas à s’étonner que Cocks parle du gouvernement japonais comme de « la tyrannie la plus grande et la plus puissante que le monde ait jamais connue [218] ».

En 1624, un certain nombre de missionnaires en provenance de Luzon furent autorisés à entrer, mais Hidetada refusa la requête d’une mission officielle des Philippines, demandant des privilèges pour les évangélistes et les négociants espagnols. En 1625, il interdit aux sujets espagnols de résider au Japon à des fins commerciales, sans interdire pour autant le commerce en tant que tel. Mais son ordre ne put empêcher l’entrée en fraude de nouveaux missionnaires, et c’est à une date un peu ultérieure que Matsukura Shigemasa proposa de fait une expédition pour détruire ce qu’il décrivait comme la base missionnaire de Luzon.

Ce n’était peut-être qu’une excuse spécieuse pour s’adonner à la piraterie, mais il est évident que certains fonctionnaires du bakufu étaient mus par la crainte réelle de l’influence de la doctrine chrétienne. Il est vrai que la plupart des convertis étaient des campagnards pauvres, mais il y avait également parmi eux de nombreux samurai et citadins. Ils étaient soumis à une telle oppression que, dans les villes, la plupart semblent avoir abjuré ou disparu dans l’ombre. Mais les habitants des campagnes s’accrochaient à leur foi et défiaient les édits, entendant résister au prix de leur vie même. Le bakufu opéra de cruelles persécutions, débusquant les croyants des régions les plus reculées des provinces les plus pauvres pour les soumettre à la torture. Pourtant, si certains abjurèrent, beaucoup supportèrent le supplice infligé par leurs cruels persécuteurs. Dans certaines régions du Kyùshù, les paysans formèrent des ligues pour poursuivre leur révolte, surtout dans les endroits pauvres, où la ferveur était la plus puissante.

En 1625, les persécutions avaient atteint leur apogée, et s’il n’avait été éradiqué, le christianisme ne survivait que dans la clandestinité dans presque tout le Japon, malgré les quelques renaissances et martyres isolés dont les vingt ou trente ans suivants furent encore le cadre. Dans certains endroits, encouragés par des missionnaires clandestins, les paysans continuèrent pourtant à pratiquer leur culte.

En 1640, un bureau d'enquête fut créé à Edo, sorte d'Inquisition dite « Examen des sectes », ou Shûmon-aratame. En 1644, tous les daimyô d'un revenu supérieur à 10000 *koku* reçurent l'ordre d'instituer un organe similaire. C'est alors que fut introduite l'épreuve consistant à piétiner la Croix *(fumie).* Afin de dépister la croyance religieuse des gens, tous les monastères et les temples furent enjoints de tenir un registre des personnes résidant dans leur paroisse, avec des détails concernant la naissance, la mort, le mariage, les voyages, les occupations, etc. Dans sa chasse aux chrétiens, le bakufu mobilisa ainsi comme agents de police les membres du clergé bouddhiste.

On notera que les documents de 1633-1639 disent clairement que le but des édits de fermeture était la suppression du christianisme au Japon. Du fait que l'enseignement des missionnaires était incompatible avec les principes féodaux sur lesquels se fondait le pouvoir du bakufu, la persécution des prêtres et de leurs convertis, quoique moralement mauvaise, pouvait se défendre du point de vue politique ; mais il n'était guère possible de soutenir qu'il fallait fermer complètement le pays pour le protéger de l'influence d'une religion étrangère.

Manifestement, il y a là certaines anomalies. Pour commencer, la politique de fermeture n'était pas rigoureuse puisqu'elle faisait des exceptions pour la Chine et la Hollande, en fait pour tous les pays qui n'envoyaient pas au Japon des missionnaires chrétiens. Soucieux d'accaparer le marché, les Hollandais avaient tout fait pour mettre en garde les Japonais contre les Portugais et les Espagnols, qu'ils accusaient de projeter de s'emparer de leur territoire ou en tout cas d'utiliser la force contre le Japon. Les marchands anglais n'auraient pas été exclus, mais ils avaient déjà quitté Hirado (leur centre d'activité) en 1623, avant les ordres d'exclusion. Ainsi, l'effet désiré eût pu être obtenu par le bakufu au moyen de l'interdiction d'entrée existant déjà contre les sujets portugais ou espagnols, qu'ils fussent marchands ou missionnaires.

Le droit d'entrée avait été refusé aux Espagnols après 1624. Et, comme on l'a signalé, tous les résidents étrangers reçurent en 1636 l'ordre de se rendre à Deshima, à l'extrémité de la baie de Nagasaki, où l'on avait préparé des logements à leur intention. Cet ordre ne toucha que de rares Portugais, qui furent expulsés du pays en 1638, après le soulèvement de Shimabara. De plus, à l'époque du troisième et dernier édit de fermeture,

c’est-à-dire en 1639, le christianisme avait presque entièrement disparu, et l’on aurait pu empêcher l’entrée de nouveaux missionnaires par un contrôle systématique des ports. Mais il aurait fallu pour ça la collaboration des daimyô dans les domaines de qui étaient les ports, et nous trouvons ici une autre clé de la politique du bakufu.

Les daimyô *tozama* du Japon occidental et du Kyüshü tiraient profit du commerce extérieur, et s’ils continuaient à s’enrichir ainsi ils pouvaient devenir assez forts pour compromettre la toute-puissance du bakufu, et même assez hardis pour demander de l’aide aux Portugais ou aux Espagnols. La seule manière dé prévenir une telle rivalité était d’interdire tout commerce extérieur dans les autres ports que Nagasaki, placé sous la juridiction directe du bakufu. De cette façon, le bakufu s’assurait non seulement le contrôle du commerce extérieur, mais également une forme de monopole sur ses bénéfices ; et quelque autre résultat qu’on escomptât de la politique de fermeture, il est tout à fait clair que c’est exactement ce que visait le shôgun depuis l’époque de Ieyasu. En rétrospective, il devient évident que la politique des Tokugawa consistait à créer une dictature, un État autoritaire, exerçant un contrôle absolu sur tous les aspects de la vie nationale, dans le domaine économique aussi bien que social et moral.

La crainte du bakufu face à la propagande chrétienne était-elle authentique, ou s’agissait-il d’un prétexte pour justifier la politique de fermeture ? Du fait des morts et des apostasies, le nombre des chrétiens japonais, qui était probablement de l’ordre de 300000 avant les grandes persécutions, devait être tombé à moins de 100000 hommes et femmes pratiquant leur culte en cachette. Dans ces conditions, il est difficile de croire qu’un homme de la stature de Ieyasu ait été détourné de sa politique d’expansion par peur de l’influence d’une communauté aussi petite et faible que celle que constituaient les chrétiens après 1625. Mais ni Hidetada ni Iemitsu n’étaient d’une trempe héroïque, et il est probable qu’eux et leurs conseillers redoutaient sincèrement une quelconque agression étrangère. Ils n’étaient pas hommes à prendre des risques. Ils n’avaient pas confiance en les seigneurs extérieurs, et ce qu’ils avaient appris des activités des États européens ne les encourageait pas à entrer dans la lutte commerciale et territoriale qui se livrait dans le Pacifique.

Il existe sur ce point un passage éclairant dans une relation de François Caron, directeur de la base commerciale hollandaise au Japon, qui eut

l'occasion de donner à Iemitsu quelques leçons de géographie mondiale. Écrivant en 1641, il affirme que, « après s'être enquis de la dimension du monde, de la multitude de ses pays et de la petitesse du Japon […] il [Iemitsu] fut grandement surpris et souhaita de tout cœur qu'aucun chrétien n'eût jamais visité son pays[219] ».

Lorsqu'on songe à l'histoire de la persécution des chrétiens au Japon, on ne peut éviter la question de la cruauté. Les récits des tortures infligées aux convertis sont à fendre le cœur, et font haïr le souvenir même de ceux qui ordonnèrent pareilles atrocités. Ils semble que la religion suscite des haines auprès desquelles les animosités du monde profane paraissent presque aimables. Au Japon, des hommes, des femmes et des enfants moururent après des supplices prolongés avec une habileté si diabolique qu'elle semble sans comparaison ailleurs[220]. Mais le dossier de l'Église chrétienne de l'Europe médiévale n'est pas moins écœurant. Il tire même un surcroît d'horreur du fait qu'on se réjouissait de la souffrance des victimes. On apprend ainsi que Savonarole subit pendant de nombreux jours des « tortures multiples et assidues », et que les croisés albigeois brûlèrent d'« innombrables hérétiques avec une joie immense – [cum ingenti gaudio] ».

Il faut noter que la persécution des chrétiens au Japon n'était pas avant tout d'origine religieuse. Elle ne fut pas suggérée par l'Église bouddhique, et le clergé bouddhiste n'y joua qu'un rôle secondaire. L'animosité de la classe dirigeante face au christianisme était essentiellement d'ordre politique. Socialement, le christianisme était incompatible avec la hiérarchie féodale, et, moralement, il allait à l'encontre du code de la classe des guerriers. C'était la foi des ennemis potentiels du Japon.

Mais il est peu probable que la crainte du christianisme ait été la raison

dominante de la politique d'isolement. On trouve à ce propos un témoignage intéressant dans le récit que fit un lettré Ming, Huang Zongxi, d'un voyage qu'il effectua au Japon vers 1646 pour obtenir de l'aide contre les Mandchous. A propos de la politique d'isolement, il dit que la peur des Européens et du christianisme en était un motif, mais que sa raison profonde résidait dans la détermination des Tokugawa d'obtenir la paix et la prospérité, et d'éviter toute immixtion de l'extérieur susceptible de compromettre ce dessein.

Le mal que se donna le bakufu pour appliquer cette politique paraît confirmer l'opinion de Huang. Les mesures prises étaient typiques de la Chine confucéenne, de tout temps isolationniste et préoccupée de sécurité intérieure, et en particulier de la Chine Ming, qui démantela sa flotte, ferma ses ports, et limita le commerce aux endroits où il pouvait être strictement réglé.

La nature du commerce extérieur du Japon au XVIIIe siècle est un point souvent négligé dans l'étude de la politique d'isolement. Les navires portugais, hollandais et anglais accueillis dans les ports japonais n'apportaient pas des marchandises provenant de l'Occident, mais des articles d'autres régions de l'Asie, et surtout de la Chine. Quand le commerce fut limité au seul port de Nagasaki, le Japon ne se trouva privé d'aucune marchandise essentielle, celles-ci continuant d'être importées par des bateaux chinois, hollandais et anglais. Le bakufu Tokugawa n'interrompit pas le commerce entre la Chine et le Japon, même si certains articles en furent parfois exclus.

CHAPITRE LU

Le gouvernement des fiefs

LES DAIMYO FUDAI ET TOZAMA

Le gouvernement féodal centralisé, mis en place au cours du processus d'unification nationale entrepris par Nobunaga et achevé par Ieyasu, reposait sur la suzeraineté de toute terre exercée par le shôgun Tokugawa. Tout daimyô était soumis au pouvoir du shôgun. Il pouvait être privé de son fief ou contraint de l'échanger contre un autre, et, en principe, il était tenu de le gouverner selon les lois et les ordres du shôgun. En pratique, il y avait deux classes de daimyô, qui différaient par l'origine et la façon dont le bakufu les traitait. Nous en avons déjà parlé au chapitre XLVIII comme des *fudai*, vassaux héréditaires et successeurs de Ieyasu, et des *tozama*, seigneurs de grands domaines hérités de leurs ancêtres et non pas accordés par la famille Tokugawa. Étudions maintenant la situation de a'i façon plus détaillée.

Quoiqu'ils eussent droit à la plus grande confiance et fussent les mieux protégés de tous les daimyô, les *fudai* n'étaient pas bien traités, étant fréquemment déplacés tandis que d'autres étaient libres. C'était là une mauvaise habitude, car en changeant le dirigeant d'une province *(kunigae)*, le bakufu empêchait celui-ci d'apprendre à connaître sa population, et son fief avait ainsi peu de chances d'être bien gouverné, alors que le prix du changement était une lourde charge.

Comme le nom l'indique, les *tozama*, ou seigneurs extérieurs, n'étaient pas dans la sphère de contrôle direct de Ieyasu à l'époque où il édifiait son pouvoir tel qu'il devait devenir après Sekigahara. Ils avaient été du parti de Hideyoshi, mais après la destruction de la famille Toyotomi, ils s'étaient retrouvés sans chef, et ils avaient dû accepter, parfois bien malgré eux, la domination de la famille Tokugawa. C'étaient des ennemis potentiels, et il fallait les surveiller ; mais Ieyasu les traita avec générosité, leur donnant plus de terre qu'ils n'en avaient jamais pu espérer de Hideyoshi. Il réserva pour lui-même et les vassaux *fudai* la majeure partie du Kantö (les huit provinces de l'Est) et l'ensemble du Kinai, où provinces centrales, avec Kyoto et Osaka. Pour la plupart, les *tozama* étaient traditionnellement forts

dans les provinces de la périphérie, les principaux d'entre eux étant des barons comme les Date dans le Nord, les Nabeshima et les Shimazu au Kyüshü. Les daimyô *fudai* étaient essentiellement placés aux endroits où, si la chose était nécessaire, ils pouvaient entraver tout mouvement hostile tenté seul ou en groupe par les daimyô *tozama.*

Ayant pris ses dispositions stratégiques, le bakufu augmenta peu à peu sa pression sur les seigneurs extérieurs et acheva de les soumettre grâce aux mesures déjà décrites : le *Buke sho-hatto* et la règle de présence alternée, ou *sankin kôtai.* Cette règle, on s'en souvient, obligeait tous les daimyô à passer quatre mois par an en service à Edo, retournant entre-deux dans leurs fiefs mais laissant derrière eux leurs familles en otage. Elle s'appliquait aux *fudai* comme aux *tozama*, mais pour les premiers le fait de s'y soumettre était considéré comme une expression de loyauté, tandis que, pour les autres, il s'agissait d'un acte de soumission. L'habitude s'établit peu après 1615, mais, ainsi qu'on l'a vu, elle ne devint une obligation précise qu'à partir de 1635. C'était une charge accablante qui obligeait les daimyô à une double dépense ; il arrivait toutefois que des exceptions soient faites en cas de difficulté.

Le succès des méthodes employées par le bakufu pour imposer son autorité s'éclaire si l'on compare l'approche assez précautionneuse de Ieyasu immédiatement après Sekigahara à l'attitude qui ressort du discours prêté à Iemitsu aux *tozama* lors de son installation comme troisième shôgun en 1623. On dit qu'il prononça ces mots : « Mon aïeul et son fils vous considéraient comme des égaux, et vous avez des privilèges spéciaux. Mais maintenant, je suis shôgun par droit de succession, et c'est pourquoi vous serez traités comme des vassaux héréditaires *[fudai].* Si cela ne vous plaît pas, retournez dans vos fiefs et réfléchissez. Puis, comme le veut la tradition, les armes décideront qui doit être le souverain du pays. » Ces propos sont peut-être apocryphes, mais ils s'accordent avec l'attitude ferme que le bakufu adopta à l'époque.

Le revenu total des daimyô au milieu du XVIIIe siècle est estimé à 19 millions de *koku,* ce qui représentait les sept dixièmes du revenu national, estimé à 27 millions. Durant les premières décennies du bakufu d'Edo, il y avait quelque deux cents fiefs. Avant 1614, ils étaient moins nombreux, mais ils se multiplièrent par la suite. La répartition du revenu entre les daimyô était fluctuante du fait que les fiefs étaient confisqués ou rendus,

mais 200 fiefs, la proportion était de l’ordre de 50 ayant un revenu de 100000 *koku* et plus, et de 150 dont le revenu s’échelonnait entre 50000 et 100000 *koku.*

En contrepartie de leurs fiefs, les daimyô avaient certaines obligations envers le bakufu, chaque fief pouvant en principe être retiré, réduit ou échangé. Quand le shôgun changeait, tous les vassaux étaient tenus de produire un inventaire de leurs possessions et de renouveler leur serment de loyauté en jurant de se conformer au *Buke sho-hatto.* Leur tenure était alors confirmée par un document revêtu du sceau vermillon. Ils avaient des obligations militaires précises, et on pouvait en outre leur demander certains services supplémentaires, comme de contribuer en main-d’œuvre et en matériel à la construction de châteaux et autres entreprises. Enfin, ils devaient observer la règle de présence alternée.

En dehors de ces obligations, les daimyô étaient libres de gouverner leurs fiefs comme ils l’entendaient, sauf quand les intérêts du bakufu étaient directement en jeu ou qu’il y avait une infraction grossière aux principes formulés dans le *Buke sho-hatto et* autres textes fondamentaux. Il est vrai que, dans la version de 1635, le *Buke sho-hatto* fixe pour règle que, « en toutes choses, les lois d’Edo doivent être observées et appliquées en tous lieux dans toutes les provinces » ; mais, dans la pratique, la plupart des daimyô promulguaient des lois et des règlements adaptés aux conditions de leurs propres domaines, et agissaient comme des souverains indépendants. De l’avis général, les *tozama* avaient une plus grande liberté que les *fudai*, le bakufu répugnant d’ordinaire à se mêler des affaires des premiers après le grand « écrasement » *(toritsubushi)* qui prit fin à l’époque de Iemitsu. Cependant, on peut quand même dire que le gouvernement intérieur de chaque fief, *fudai* ou *tozama,* était ordinairement laissé au daimyô. Un gouvernement tyrannique était critiqué, mais non puni en tant que tel ; ce n’est que dans les cas extrêmes, quand un mauvais gouvernement risquait de créer de dangereuses querelles à l’intérieur d’un fief, qu’Edo se décidait à intervenir.

Le système politique de renseignements du bakufu était efficace. Des officiers de renseignements *(metsuke)* passaient, et parfois résidaient, dans les fiefs *tozama*, donnant des conseils au daimyô et des informations à Edo. Pour les *fudai,* le bakufu pouvait sans peine s’assurer qu’ils gouvernaient leurs fiefs de façon compétente, car les châtiments pour mauvaise conduite

étaient prompts et sévères, et pouvaient se traduire non seulement par un changement de fief mais par l’expulsion pure et simple. Il n’était pas possible d’appliquer ce traitement aux *tozama*, dont les fiefs étaient généralement éloignés d’Edo, et qui étaient susceptibles de résister au shôgun par la force. Dans la plupart des cas, ils pouvaient être maîtrisés sans grande difficulté, mais une révolte ouverte aurait été préjudiciable au prestige du shôgun. Il était plus facile de contraindre les *tozama* à l’ordre en usant de méthodes indirectes, comme en leur imposant des tâches coûteuses. De leur côté, les *tozama* avaient d’ordinaire soin d’éviter de déplaire aux Tokugawa. Ils semblent d’ailleurs avoir éprouvé de l’amitié pour Ieyasu, car, durant ses derniers moments, Date, Maeda et Shimazu étaient en pleurs à côté de son lit.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE DES FIEFS

L'inauguration d'une période de paix dans une société dominée par une classe de guerriers présenta pour ses dirigeants des contradictions difficiles à résoudre. S'il fallait préserver le caractère féodal de cette société, le shôgun devait être à même de s'assurer la loyauté de ses vassaux tout en leur accordant une large autonomie. Il fallait qu'il ait une puissante armée à disposition, mais il devait avoir soin de ne pas se mettre dans une situation où il lui faille l'utiliser, car il pouvait en résulter la ruine de tout l'édifice patiemment érigé ; et c'est pourquoi il était obligé de viser en pratique au maintien de l'équilibre apparent des forces en présence. A l'arrière-fond, il pouvait y avoir une menace, mais elle disparut lorsque Iemitsu alla à Kyoto avec une grande armée pour faire voir sa puissance.

Ainsi, l'autonomie dont jouissaient la plupart des daimyô était considérable. Chacun d'eux avait une autorité absolue sur la population de son domaine, qui devait obéir à ses lois et payer les impôts dont il décidait. Il est difficile de définir de façon plus exacte le pouvoir et les fonctions d'un daimyô, car ceux-ci variaient selon l'endroit et le moment ; mais ses principaux devoirs consistaient à développer les ressources économiques de son fief, à maintenir l'ordre et à se tenir prêt à mobiliser une force armée à l'appel du shôgun.

La tâche du daimyô n'était pas simple, car il lui fallait d'ordinaire concilier des intérêts divers au sein d'une vaste région. Chaque daimyô, qu'il soit *fudai* ou *tozama*, était propriétaire et dirigeant de son domaine. Ses partisans (et ce terme comprend uniquement les membres de la classe guerrière) recevaient de lui soit des terres soit du riz. Ceux qui recevaient des terres étaient appelés *chigyô-tori* (bénéficiaires d'un revenu foncier), et ceux qui recevaient du riz *kuramai-tori* (bénéficiaires de riz provenant des magasins du daimyô).

Les chigyô-tori, composant la classe supérieure, recevaient des terres (avec autorité sur les paysans) faisant partie de l'ensemble des biens du *daimyô* et connues sous le nom de *kyûchi* (terres octroyées). Une terre octroyée n'était pas forcément toute dans la même localité. Elle se composait souvent de parcelles disséminées, en considération de quoi le bénéficiaire était autorisé à lever un impôt et à imposer des corvées à ses paysans. Sur toutes ces terres, le riz versé comme impôt était collecté par

les officiers du daimyô puis reversé aux bénéficiaires respectifs, et la terre était mesurée non pas selon la surface mais en termes de boisseaux de riz : le *kokudaka.*

Les *kuramai-tori,* classe inférieure des partisans, recevaient une quantité donnée de riz provenant des terres placées sous le contrôle direct du daimyô, et communément appelées kurairi-chi (terre à entrepôt), du fait que leur produit allait directement dans les magasins du daimyô. Les samurai de rang inférieur touchaient une petite quantité de riz de même provenance, et on les connaissait d'ordinaire sous le nom de *fuchimai-tori,* terme qui signifie pensionnés. Il y avait plusieurs catégories sociales dans la classe guerrière, dont les membres se différenciaient selon le montant de leurs revenus ou pensions.

La proportion des terres réservées à ces deux types de tenanciers variait d'un fief à l'autre, mais les chiffres donnés ci-dessous peuvent être considérés comme une moyenne[221] :

		Kurairi-chi (sous le contrôle du daimyô)	(sous le contrôle d'un de ses partisans)	
1625	Hagi	370000 *koku*	280000 *koku*	41 %
1631	ômura	42000	19000	31%
1632	Owari		150000	75%
1643	Mito		180000	50%

En général, la terre détenue par la classe supérieure des partisans (les « kashin », parents du daimyô) représentait une fraction plus petite de la surface totale des terres cultivables que celle d'où provenaient les pensions des *kuramai-tori,* qui étaient d'ordinaire beaucoup plus nombreux que les bénéficiaires d'un revenu foncier. Ainsi, dans le fief de Hagi, cité dans le tableau ci-dessus, les premiers étaient 4465 et les seconds 1764[222].

Cette division du fief en deux classes de tenanciers posait naturellement des problèmes de juridiction. Les détenteurs d'une terre en sous-inféodation étaient, dans la mesure du raisonnable, libres de l'administrer à leur idée. Ils pouvaient décider de ce qu'il fallait cultiver, et quels impôts devaient payer

les paysans. Ils avaient le droit d’imposer des corvées de défrichement, de canalisation ou de déneigement. Ils pouvaient enfin punir les retards de paiement par la torture ou autres cruautés, contre lesquelles les paysans n’avaient aucun recours.

Chez les daimyô, la tendance – quoique rarement pour des raisons humanitaires – était à réduire la surface des terres octroyées et à augmenter le nombre des pensionnés. C’était une tendance naturelle, car chaque arpent de terre octroyée diminuait *pro tanto* le pouvoir du daimyô. Le processus était lent, mais des changements eurent lieu dans la plupart des fiefs entre 1640 et 1660. La réforme du système de sous-inféodation introduite en 1646 dans les domaines du Kishû est un bon exemple. Elle aboutit à un arrangement par lequel, quoique le concessionnaire gardât le contrôle direct des paysans de sa terre, le taux d’impôt était fixé par le daimyô, et la punition des délits n’était pas laissée au concessionnaire, mais confiée à un magistrat nommé par le daimyô. En outre, le concessionnaire avait l’interdiction de résider sur l’exploitation, sauf dans des cas particuliers.

La réforme (si l’on peut employer ce mot) du système de sous-inféodation fut appliquée dans d’autres fiefs vers la même époque. Mentionnons à part ceux de Mito et d’Owari, qui non seulement avaient des surfaces de terres octroyées particulièrement vastes (voir le tableau ci-dessus), mais étaient en la possession de membres de la famille Tokugawa et tombèrent ainsi sous le contrôle direct du bakufu.

Le but de cette pseudo-réforme du système de sous-inféodation (connue sous le nom de « chigyôsei no kaikaku », ou « réforme du système de revenu foncier ») était de réduire la surface cultivée par les concessionnaires, de façon qu’ils ne forment pas, en restant sur la terre, une classe de petits propriétaires en relations étroites avec les paysans. C’était une renaissance de la crainte des *jizamurai*, ou *dogô*, qui avait poussé Hideyoshi à lancer sa chasse à l’épée. Mais dans bien des cas, les concessionnaires restaient en effet sur la terre et cultivaient les champs eux-mêmes, selon un type d’arrangement dit « tezukuri ». En 1653, le bakufu publia néanmoins un ordre invitant tous les daimyô à opérer une réorganisation générale semblable à celle introduite en 1646 dans les domaines du Kishù : les concessionnaires devraient vivre dans la ville-château et devenir pensionnés, recevant la quantité de riz correspondant à la production estimée de leurs terres – tant de *koku* moins tel pourcentage,

retenu en guise d'impôt. En 1660, la plupart des daimyô avaient mis cet ordre à exécution.

Toutes ces « réformes » aboutirent à un renforcement de l'autorité du daimyô et à une diminution du danger des soulèvements locaux. On notera dans ce contexte que la grande révolte projetée par les *rônin* en 1651, sous la conduite de Yui Shôsetsu, était d'origine citadine et non pas rurale, même s'il est vrai que le soulèvement était une protestation contre les conditions créées par la multiplication des soldats sans emploi. Les hommes qui devaient quitter la terre pour vivre dans une ville-château étaient susceptibles de fomenter des troubles.

La description que l'on vient de donner des fiefs doit être complétée par certains détails concernant l'administration des domaines des Tokugawa, les *tenryô*, nom ronflant que l'on pourrait traduire par « domaines célestes ».

Le gouvernement des villes et des domaines des Tokugawa (y compris la capitale) était confiée aux *machi-bugyô,* commissaires municipaux nommés par le bakufu. Les terres des Tokugawa étaient administrées par des fonctionnaires appelés *gundai* ou *daikan* (représentants). Les *gundai,* qui étaient quatre en tout, avaient la charge des terres dont le revenu était estimé à 10000 *koku* et plus. Les *daikan,* qui étaient quarante ou cinquante, avaient le contrôle des terres d'un revenu estimé entre 5000 et 10000 *koku.* On les considérait un peu comme des sous-daimyô, et en fait, là où le domaine dont ils avaient à s'occuper représentait un revenu de 10000 *koku,* ils étaient les égaux des daimyô, vivant dans des châteaux et exerçant les droits de seigneurs féodaux, bien qu'ils fussent fonctionnaires et eussent des salaires fixes. A l'origine, ils étaient nommés en vertu de leur connaissance des conditions locales et n'appartenaient pas nécessairement à la classe militaire. Ieyasu accordait ces postes non seulement aux vassaux *fudai,* mais aussi à de riches marchands, et parfois même à de gros paysans, comme Ina et Hikozaka, qui occupent une place importante dans l'histoire des fiefs des Tokugawa[223].

CHAPITRE LUI

Le shôgun Ietsuna (1651-1680)

LE NOUVEAU BAKUFU

Iemitsu, troisième shôgun, mourut en 1651, et il fut alors remplacé par Ietsuna, son fils d'une épouse subalterne. L'enfant était mineur, et la tâche consistant à guider la nation durant une phase de transition entre des principes militaires et civils dans la conduite de ses affaires échut au bakufu. A l'époque, il y avait deux *tairô,* Sakai Tadakatsu et Hotta Masamori, et trois *rôjû,* dont le principal était Matsudaira Nobutsuna. A ceux-ci, selon les instructions de Iemitsu, on ajouta Hoshina Masayuki, Tokugawa et demi-frère de Iemitsu, connu pour ses talents et sa forte personnalité.

Tadakatsu se faisait vieux et n'était donc pas bien placé pour prendre la tête du gouvernement dans des circonstances difficiles. Hotta, beaucoup plus jeune, aurait pu remplir avec succès la charge de *tairô,* mais il comptait parmi les proches choisis par Iemitsu pour suivre leur suzerain dans la mort, selon la coutume barbare appelée « junshi ». (Celle-ci fut abolie en 1663.) Nobunaga laissa donc la conduite du gouvernement à Abe Tadaaki, le dernier *rôjû,* homme brillant et expérimenté.

Le premier problème important dont il leur fallut s'occuper était le mécontentement des *rônin,* illustré de façon vivante par les circonstances dans lesquelles eut lieu le soulèvement de Yui Shôsetsu, quelques semaines seulement après l'accession de Ietsuna. Le bakufu réagit en introduisant des réformes, dont l'ensemble peut être décrit comme adoucissant l'attitude sévère adoptée jusque-là envers les vassaux. Le droit concédé aux daimyô d'adopter un héritier à un âge avancé est un exemple de ce changement ; un autre est la modération de l'attitude officielle à l'égard des *rônin*, qui devint constructive plutôt que punitive.

Quand Ietsuna fut nommé shôgun, il n'avait que dix ans. Durant les trente ans qui lui restaient à vivre, il se montra à la fois doux et maladif, mais avec un esprit séduisant, si du moins l'on en juge d'après certaines de ses lettres qui nous ont été conservées. Le gouvernement resta presque entièrement aux mains de ses ministres, conseillés par Hoshina, un érudit

qui fut sans doute partiellement responsable de l'orientation civile de la politique durant les deux décennies suivantes. Il encouragea le savoir, respectant des hommes tels que Yamazaki Ansai, confucianiste de l'école Song ; on peut d'ailleurs dire de façon générale que l'érudition était tenue en haute estime dans les milieux officiels.

Le nouveau gouvernement se trouvait dans une situation nouvelle, non pas dangereuse mais difficile, et il l'affronta de façon quelque peu négative, tout à fait à l'inverse de la politique décidée adoptée par ses prédécesseurs, qui avaient hérité quelque chose des manières dictatoriales d'un commandant en chef s'adressant à ses troupes. A l'égard des *rônin* et autres vagabonds qui hantaient les villes, les conseillers de Ietsuna montrèrent une attitude prudente mais adéquate, et dans l'ensemble, leur façon de traiter les daimyô fut ferme mais compréhensive.

Les principaux officiers du bakufu d'alors (1651-1671 environ) étaient les suivants :

Tairō	Sakai Tadakatsu	Mort en 1656
	Sakai Tadakiyo	1666-1680
Rōjū	Itakura Shigenori	1665-1677
	Sakai Tadakiyo	1656-1666
	Abe Tadaaki	1633-1671
	Inaba Masanori	1657-1696

Parmi eux, Abe se distinguait par sa forte volonté, ses principes élevés et sa grande adresse administrative. Sakai Tadakatsu était un homme vieillissant, et Sakai Tadakiyo était expérimenté mais rusé et d'une intégrité douteuse. Heureusement pour Ietsuna, grâce à son talent et à ses relations familiales, son tuteur Hoshina parvint à exercer une influence dans le domaine politique et à prévenir de grandes erreurs ; mais l'administration restait timide du point de vue de certains de ses critiques. Cependant, elle allait bientôt affronter un problème particulièrement délicat, né de la découverte d'un complot visant à renverser le gouvernement du shôgun en 1651. Ce mouvement, dans lequel des *rônin* jouèrent les premiers rôles, est souvent ignoré du fait qu'il se solda par un échec, car il fut découvert et brisé sans difficulté ; mais une étude de son développement et de l'attitude des autorités à l'égard des *rônin* en tant que classe donne de précieuses indications quant à la nature du gouvernement à la fin du règne de Iemitsu.

LA CONSPIRATION DES RÔNIN

Yui Shösetsu et Marubashi Chûya, les chefs de la conspiration, étaient des hommes remarquables. Yui était d'humble origine, mais ses parents l'avaient envoyé dans une école de village, où il avait montré des talents remarquables. Il se lia d'amitié avec certains *rônin* vivant dans les parages, et, à travers eux, il apprit beaucoup du récent passé. Mu par un esprit ambitieux, il décida qu'il s'élèverait comme l'avait fait Hideyoshi, garçon pauvre qui était devenu le maître du Japon. Marubashi était un samurai de bonne famille, moyennement doué mais d'une force physique remarquable, et brûlant du désir de venger la mort de son père, qui avait été capturé et exécuté par des soldats lors du siège du château d'Osaka.

Chacun de ces hommes était à sa façon un produit typique de l'époque et faisait partie des épaves laissées par la marée descendante de la guerre au début du XVIIe siècle. Tous étaient des hommes de partis contrecarrés par le destin ; ne devant allégeance à aucun supérieur féodal, ils étaient à la fois sans emploi et sans émoluments. Beaucoup d'hommes se trouvant dans cette situation, en quête d'un moyen d'existence, cherchaient à faire usage de leur seul capital en enseignant l'art militaire. A première vue, il peut paraître surprenant que, si tôt après de longues années de massacre, on eût besoin d'un tel enseignement. Mais comme la plupart des adultes de la caste guerrière n'avait pas d'autre occupation et que les édits du shôgun exigeaient d'eux qu'ils cultivent les arts de la guerre en même temps que ceux de la paix, il fallait bien des maîtres d'expérience. Dans la majorité des villes, il y avait des écoles florissantes où les élèves apprenaient la pratique des armes et les principes de la tactique et de la stratégie.

Ces établissements réunissaient évidemment des hommes d'action et ils devinrent des centres où échanger des opinions en matière politique. Certaines de ces écoles – qu'on pourrait appeler des académies – comptaient des centaines de disciples ou élèves, et elles constituaient des lieux privilégiés où faire part de ses plaintes et parler des affaires courantes. On y trouvait des représentants de tous les échelons de la classe guerrière, des petits daimyô au rang le plus bas des samurai et même aux chefs de bandes *d'ashi-garu* (fantassins). Leur nombre augmenta tandis que le bakufu prenait des mesures contre la subversion en donnant l'ordre aux feudataires d'expulser de leurs fiefs les hommes qui n'étaient pas à leur

service. Ces dispositions (qu’on trouve dans le *Buke sho-hatto)* concernaient les *rônin* et elles devaient naturellement accroître le nombre des hommes sans maître rassemblés dans les villes.

Yui Shôsetsu et Marubashi Chùya trouvèrent tous les deux un emploi d’instructeur. Avec sa force exceptionnelle, Chûya se mit à enseigner le maniement de la hallebarde, et Shôsetsu entra dans une florissante académie où ses talents lui valurent bientôt la confiance de son maître, qu’il ne tarda pas à assassiner pour prendre sa place.

Shôsetsu ouvrit même une ferronnerie-armurerie, où il eut pour clients des samurai bien placés, ce qui multiplia ses relations avec des personnes d’importance à la fois en ville et à la campagne. Son établissement attirait bien sûr de nombreux *rônin* et autres mécontents. Chûya se trouvait parmi eux, et Shôsetsu le prit comme associé. Savoir à quel moment Shôsetsu se mit à comploter un soulèvement et à recruter des partisans n’est pas tout à fait clair, mais ce fut sous Iemitsu et sans doute après 1645. Son plan consistait à attendre une nuit de vent, et, par une explosion de poudre dans le magasin du gouvernement, à déclencher un incendie qui permettrait d’attaquer le château d’Edo et d’assassiner dans la confusion les hauts fonctionnaires. La même chose devait être faite à Kyoto, Osaka et autres villes.

Ce coup d’État audacieux et désespéré aurait pu réussir sans les obstacles imprévus dont sont victimes la plupart des conspirations. Il devait avoir lieu très tôt après la mort de Iemitsu, en juin 1651, mais un retard se produisit du fait d’une soudaine maladie de Chùya, qui se mit à crier des secrets dans son délire. Le projet fut alors remis jusqu’aux premiers jours de septembre. Entre-temps, le bakufu avait appris les détails du complot. Chùya fut arrêté à Edo, et à Sumpu (Shizuoka) Shôsetsu s’éventra en même temps que plusieurs de ses camarades alors que la police les encerclait. Son cadavre fut soumis aux outrages habituels, et ses vieux père et mère furent crucifiés ainsi que nombre de ses proches parents. Après d’atroces tortures, Chûya et ses complices furent aussi crucifiés, et leurs femmes et enfants furent décapités.

Sorti de son aspect dramatique, ce soulèvement présente un intérêt particulier du fait qu’il témoigne de l’évolution de la politique intérieure du bakufu, qui ne pouvait que rencontrer des difficultés tant qu’elle visait à

entretenir l’esprit militaire plutôt qu’à développer l’industrie et le commerce.

Les grands conseillers, surpris par la conspiration, se réunirent peu après qu’on l’eut écrasée pour parler de ses origines et discuter des mesures à prendre pour prévenir d’autres troubles. Pour commencer, la majorité préconisa des mesures draconiennes, y compris l’expulsion de tous les rônin de Edo, mais l’avis du *rôjû* Abe Tadaaki finit par l’emporter. Selon lui, il valait mieux ne pas utiliser la force contre le mouvement, mais s’occuper de réduire le nombre des rônin. C’est sur son conseil qu’on mit fin à la pratique des confiscations, et que le bakufu fit un effort pour trouver aux *rônin* des possibilités d’emplois convenables. Ishigaya Sadakiyo, commissaire municipal *(machi-bugyô)*, qui avait arrêté Chûya, fut l’un de ceux qui s’attela à cette tâche. Il avait été blessé au combat au Kyüshü et comprenait les sentiments des vieux soldats. Il parvint à trouver de bonnes places pour plus de mille *rônin* au cours des vingt années suivantes, et d’autres vétérans suivirent son exemple.

Ce n’était pas grand-chose, mais le fait que le bakufu jugea bon de se montrer modéré prouve qu’il était prêt à abandonner une vision purement militaire au profit d’une administration civile plus forte. L’une des difficultés qu’il eut à surmonter résidait dans la répugnance qu’éprouvaient de nombreux samurai pour le travail de bureau. Le gouvernement central et local offrait des emplois nécessitant de savoir compter et écrire, mais rares étaient les *rônin* à avoir ces qualifications. Le célèbre lettré Arai Hakuseki (1657-1725) était lui-même *rônin*, et il occupa d’importantes fonctions officielles ; il prétendait que, parmi les samurai qu’il avait connus depuis son enfance, un sur dix à peine savait suffisamment bien écrire et calculer pour remplir un emploi même modeste dans le bureau d’un commissaire mineur, mais que, dans sa maturité, pratiquement tous les samurai, y compris de rang inférieur, avaient l’instruction nécessaire.

Peu après le complot raté de Yui Shôsetsu, un agent du bakufu découvrit une autre conspiration dans laquelle plusieurs centaines de *rônin* se trouvaient impliqués, et, la même année (1652), il y eut également certains troubles dans l’île de Sado. Mais ces événements n’avaient guère d’importance, car le problème des *rônin* était en train de se résoudre grâce au passage du temps de même qu’aux efforts du gouvernement. Les samurai qui s’étaient battus jeunes à Osaka, en 1615, avaient maintenant cinquante

ou soixante ans. Ils avaient cédé la place à leurs fils qui, ayant l’avantage d’une certaine instruction, pouvaient trouver des postes dans les nombreux offices d’un gouvernement qui, dans sa constitution comme dans sa conception, devenait de plus en plus bureaucratique.

A la fin du siècle, les *rônin* étaient peu nombreux. La plupart de ceux qui restaient étaient des hommes qui, par tempérament, n’étaient pas faits pour un emploi régulier et une vie tranquille. Certains enseignaient l’escrime et l’art militaire, trouvant suffisamment d’élèves parmi les éléments perturbateurs de la société citadine ; d’autres étaient devenus de vrais fauteurs de troubles, vivant souvent à la limite du crime. Le mot *rônin* est fréquemment utilisé dans un sens péjoratif, mais il faut se rappeler que l’on n’apprend pas de la majorité bien pensante, mais des vagabonds et des mauvais sujets. Ils étaient peu nombreux, mais constituaient une source de troubles évidente dans les villes, où ils vivaient en quête de querelles, « ivres d’insolence et de vin ». Mais on trouvait à côté d’eux des *rônin* érudits comme ôgyù Sorai et des poètes comme Matsuo Bashô, chefs de mouvements philosophiques ou littéraires à la fin du xvii[224] siècle.

LES CITADINS

Les *rônin* n’étaient pas les seuls à créer des problèmes au gouvernement. Après la bataille de Sekigahara, il y eut un grand intervalle de paix – interrompu, c’est vrai, par le siège d’ösaka –, un demi-siècle correspondant au règne de Ieyasu. Sous Hidetada et Iemitsu, soit entre 1601 et 1651, le gouvernement se consacra d’abord au perfectionnement de l’administration civile. Cette tâche impliquait une certaine diminution des privilèges dont la classe militaire avait joui au détriment de la société civile.

Au cours de cette période, l’économie de tout le pays se développa rapidement, car à part la région des hostilités, il se consacra tout entier à l’amélioration du commerce et de l’industrie à des fins civiles plutôt que militaires. Comme on l’a vu, le commerce intérieur et extérieur prospéra grâce aux encouragements de Ieyasu, et un grand accroissement de richesses résulta de l’exploitation toujours plus importante des mines et de la fabrication d’objets de consommation de paix.

Cette activité nouvelle entraîna, entre autres conséquences, un déplacement de la population des campagnes vers les villes, surtout sur le littoral oriental, car les résidences choisies par le shôgun, c’est-à-dire Sumpu puis Edo, remplacèrent Kyoto, l’ancienne capitale, comme centres du pouvoir militaire et politique. Une fois mis en place le système de présence alternée *(sankin kôtai)*, les vassaux de toutes les régions du Japon construisirent des maisons à Edo et y amenèrent des revenus considérables. Ils dépensaient annuellement de grandes sommes et donnaient du travail à maints ouvriers, commerçants et artisans. Le nombre des habitants de la ville augmenta ainsi rapidement, tandis que son caractère changeait en même temps que la vie devenait plus variée, et, dans l’ensemble, plus attrayante, surtout pour ceux qui voulaient éviter un travail pénible et un style de vie morne.

Beaucoup de ceux-ci s’installèrent à Edo après 1615, et au milieu du siècle la population de la ville compta un nombre considérable de bons à rien, vivant à la frange de la société respectable et subsistant grâce à des occupations douteuses. Il s’agissait des « kabukimono », terme voisin d’« excentriques », ainsi nommés du fait que leur comportement était inhabituel et frappant*. Certains d’entre eux étaient des militaires de bon

niveau qui, faute d'emploi, cherchaient l'excitation des bagarres de rue et du vol.

Des précurseurs des *kabukimono* attirèrent l'attention du bakufu dès 1612, soit avant le siège d'ösaka, quand des *chûgen,* membres de la classe des domestiques, assassinèrent un haut fonctionnaire pour venger le meurtre d'un page. Après enquête, on découvrit qu'il y avait dans la ville des bandes de ces *chùgen,* groupés à des fins illicites. Pour s'en débarrasser, le bakufu installa des barrières dans les rues, et au cours d'une battue, des centaines d'entre eux furent pris et tués. Ces bandes s'étaient constituées sous la direction de meneurs portant des noms comme « Arashi no Suke » (capitaine Tempête), et leurs membres avaient juré de se protéger en toutes circonstances, même contre leurs parents ou leurs maîtres. Ils disaient professer des principes de morale supérieurs à ceux de leurs aînés, et ils étaient de fait loyaux envers leurs camarades.

Le bakufu se montra d'abord disposé à ne pas les traiter comme des criminels, et leurs intentions n'étaient sans doute pas tout à fait mauvaises ; mais ils voulaient attirer l'attention, et, dans ce but, ils recouraient à des extrêmes, défiant l'autorité du gouvernement par des vols avec violence et des combats de rues meurtriers. Le gouvernement fut ainsi contraint de prendre des mesures draconiennes. En 1628, des gardes furent placés à tous les coins de rue, et nombre d'entre eux furent ainsi pris et arrêtés, certains pour être mis à mort. Mais les désordres continuèrent. Une satire circulant à Edo vers 1645 parle de deux *hatamoto* de haut rang (10000 et 3000 *koku)*, chefs de bandes de yakko (valets ou subalternes) dits hatamoto-yakko, qui hantaient les rues à la nuit tombante pour voler et assassiner les imprudents. Leurs chefs étaient vêtus de façon extravagante et coiffés à l'avenant. C'est cette originalité qui leur valut le surnom de kabukimono. Ils arboraient des favoris (alors que la coutume voulait qu'un samurai soit rasé jusqu'au sommet du crâne), et ils portaient des sabres d'une longueur extrême. Leurs bandes avaient des noms absurdes, tels que « daishôjingi-gumi », ou bande de tous les dieux, grands et petits – « bande du Panthéon ».

En considérant le rôle joué par les hatamoto dans ces mouvements hautement irréguliers, il faut se souvenir que, en les organisant après 1635, le bakufu avait éloigné de la terre les hatamoto de moins de 500 koku et leur avait donné des traitements qui se révélaient inadéquats. Ce furent des gens de cette espèce qui devinrent rônin ou chefs de bandes.

Contre les bandes de hatamoto, il y avait des bandes de jeunes citadins, les machi-yakko, qui prétendaient remédier à l’injustice et punir les malfaiteurs. Elles avaient le même genre d’habitudes en matière de tenue et de comportement que les hatamoto-yakko, mais leurs chefs étaient d’origine sociale différente, car la plupart d’entre eux n’étaient pas issus de la caste militaire mais de celle des employés de bureau, des boutiquiers, des aubergistes et des artisans supérieurs. Leurs affaires les mettaient en contact avec les milieux militaires, car beaucoup d’entre eux servaient d’agents de placement, cherchant des serviteurs pour les samurai que les daimyô avaient ramenés à Edo. En littérature, le plus célèbre des *machi-yakko* est Banzuiin Chôbei, homme d’un grand courage et d’une grande force physique, qui fut tué en 1657 par le chef d’une bande de *hatamoto-yakko* lors d’une querelle sur un sujet sans importance. Chôbei doit sa renommée à une pièce de théâtre beaucoup plus tardive, dans laquelle il finit découpé en tranches « comme une carpe sur une planche[225] ». Dans la pièce, c’est un personnage héroïque, champion du faible et fléau du méchant.

Pour une raison mal définie, la littérature romanesque prête aux *yakko* des qualités exceptionnelles. Elle les dépeint comme des modèles de chevalerie et les appelle *otokodate*, champions de la justice. Il est vrai qu’entre eux ils avaient parfois des codes de loyauté très stricts, et qu’il leur arrivait d’accomplir des actions chevaleresques ; mais dans la vie réelle, ils semblent avoir été de vrais coquins, et c’est essentiellement à la littérature théâtrale du XVIII[e] siècle qu’ils doivent leur réputation de héros. Il est d’ailleurs étrange que le théâtre japonais se soit développé à travers sa représentation des *kabukimono* et de leurs exploits. Une pièce où *l’otokodate* est le personnage principal rappelle du reste *l’Opéra du gueux.*

Les bandes de *yakko* continuèrent d’inquiéter le gouvernement d’Edo jusque tard dans le XVII[e] siècle. En 1686, trois cents membres de la bande dite daishôjingi-gumi furent arrêtés et leurs chefs mis à mort. Par la suite, les *yakko* semblent avoir perdu leur courage et leur influence, dégénérant en équipes de joueurs et de tire-au-flanc. La formation de ces bandes de jeunes et la guerre qu’elles se livraient entre elles a sa contrepartie dans les grandes villes occidentales de notre époque. Le style de comportement des jeunes paraît le même dans les deux sociétés. L’attention portée au costume et à la coiffure, le jargon et l’obéissance aux chefs sont fondamentaux, et le plus

frappant est peut-être la stricte observance d’un code de loyauté au sein de la bande, parallèlement à la poursuite de buts illicites.

Les *yakko* éclairent en outre d’un jour intéressant la tendance de la vie citadine japonaise au lendemain des guerres. Comme les *rônin* (qui leur servaient souvent de chefs), ils étaient le produit d’une rapide expansion de la population des villes et d’une élévation des prix, ou plus exactement du niveau de vie. Après les besoins auxquels il avait dû faire face durant la guerre, il fallait que le bakufu s’occupe de mettre en place une administration civile efficace, et cette nécessité voulait qu’il sacrifiât certains des privilèges de la classe militaire – en particulier de ses éléments les plus faibles – au profit des classes inférieures.

L’une des premières causes de mécontentement des *hatamoto* était la chute du pouvoir d’achat de leurs revenus, qui, comme on l’a vu, étaient dans bien des cas un traitement fixe calculé sur la base du produit d’une terre. Souvent, ils n’avaient plus ni terres à cultiver ni obligations à remplir. Un épisode intéressant de l’année 1651 met en lumière les conditions de vie d’un samurai vivant d’un revenu fixe. Un daimyô nommé Matsudaira Sadamasa, détenteur d’un fief dans le Mikawa, le rendit ainsi que tous ses biens au bakufu, avec un mémoire demandant à ce que toutes ses possessions soient distribuées aux *hatamoto* indigents, et que le shôgun leur verse également de l’argent pris sur sa cassette. Lui-même se rasa la tête et descendit dans les rues d’Edo avec une sébile. Le bakufu le traita comme un fou, prit son fief et le donna à son frère aîné. Ce n’est que quelques semaines plus tard qu’eut lieu la révolte de Yui Shôsetsu.

Entre 1660 et 1670 environ, le gouvernement veilla à ce que pratiquement toutes les terres détenues ou cultivées par les *hatamoto* et les *go-kenin* des provinces voisines d’Edo soient incorporées dans les domaines directs des Tokugawa. Leurs occupants devinrent alors pensionnés, et la plupart d’entre eux s’installèrent à Edo. Vers la fin du siècle, près des neuf dixièmes du nombre total des *hatamoto* et des *go-kenin* vivaient de pensions en riz provenant des greniers du bakufu. Certains d’entre eux trouvèrent comme fonctionnaires des emplois bien rémunérés, mais les débouchés existants n’étaient de loin pas suffisants pour absorber la foule de ceux qui en étaient maintenant réduits à vivre d’une petite pension fixe.

Le grand incendie de meireki

Les premières années de la minorité de Ietsuna furent attristées par un grand désastre dans la capitale du shôgun. En 1657, un incendie qui dura trois jours détruisit plus de la moitié de la ville et fit, estime-t-on, 100000 victimes. Le feu prix le dix-huitième jour de la nouvelle année, dans le quartier de Hongo. Un vent du nord-ouest soufflait alors avec la force d'un ouragan, et les flammes se propagèrent à une vitesse hallucinante de rue en rue, consumant les maisons de bois (après une année de sécheresse) de Kanda, au sud de Kyôbashi, à l'est de Fukugawa, sans donner aucun signe d'accalmie. Le soir du deuxième jour, le vent tourna et repoussa les flammes des faubourgs orientaux de la ville en direction du centre. Atteignant Kôjimachi, elles détruisirent toutes les maisons des partisans et domestiques des daimyô installés dans le voisinage du château du shôgun, auquel elles s'attaquèrent. Une partie des défenses extérieures fut détruite, mais le donjon, quoique endommagé, résista. Les demeures des grands daimyô qui se trouvaient dans le voisinage du château furent complètement brûlées. Le vent tomba et le feu s'éteignit à la fin du troisième jour, mais la fumée était si dense et les ruines si omniprésentes qu'il fut quelque temps difficile de se déplacer dans la ville. Le vingt-quatrième jour du mois, il fut toutefois possible d'enlever de nombreux cadavres et de les transporter par bateau jusqu'à un endroit de la Sumida situé au-delà du pont de Ryôgoku, dans le faubourg de Honjô. De vastes fosses avaient été creusées, et l'on y enfouit les cadavres cependant que des moines des diverses sectes récitaient des messes pour l'âme des défunts. Un temple commémoratif fut ensuite construit sur les lieux. On lui donna le nom d'Ekô-in, ou Salle de prière pour les morts, et cet édifice vulgaire et criard, aujourd'hui disparu, abritait il y a quelque temps encore des matchs de lutte.

La ville fut reconstruite, avec des rues plus larges et sur un meilleur plan, sous la direction de fonctionnaires du bakufu. Il fallut deux ans pour achever les travaux. A des fins pratiques, le bakufu accorda des soins tout particuliers à la partie de la ville où se trouvait le centre du commerce de gros. On renvoya les daimyô chez eux, et le palais et le château du shôgun furent les derniers bâtiments importants à être terminés. En 1659, le shôgun s'installa dans un grand déploiement de cérémonies. Entre-temps, le gouvernement avait été très attentif aux besoins de la population. Il

s’occupa promptement, et avec générosité, de l’approvisionnement, et il prêta aux habitants les fonds dont ils avaient besoin pour la reconstruction de leurs boutiques et de leurs habitations. Le bakufu avança également des fonds aux daimyô pour rebâtir leurs résidences, et aida les *hatamoto* qui avaient subi des pertes. Une grande partie de l’organisation des mesures de secours et de reconstruction se fit grâce à Matsudaira Nobutsuna, principal *rôjû* du moment, qui se révéla alors un administrateur des plus capables.

SAKAI TADAKIYO

A proprement parler, la minorité de Ietsuna prit fin en 1663, mais Hoshina Masayuki continua de le conseiller jusqu'en 1672. A ce moment-là, les hommes de la capacité de Nobutsuna, qui avaient œuvré à la qualité du gouvernement, étaient décédés, laissant le champ libre à Sakai Tadakiyo, principal *rôjû*, qui devint *tairô en* 1666, avec sous ses ordres les *rôjû* Itakura Shige-nori, Tsuchiya Kazunao, Inaba Masanori et Kuze Hiroyuki.

Ces hommes étaient médiocres, y compris Tadakiyo, qui manquait de rigueur et ne devait ses hautes fonctions qu'à la disparition des fidèles de Iemitsu. Parmi ces derniers, le seul survivant était Abe Tadaaki, qui tenait Tadakiyo en piètre estime et le réprimandait souvent. Mais il prenait de l'âge, et il mourut en 1671, après trente-huit ans de loyaux services. C'est lui, on s'en souvient, qui avait convaincu ses collègues de ne pas s'acharner contre les *rônin* mais de prendre des mesures qui diminuent leur nombre en leur procurant un emploi décent.

Tadakiyo n'était pas homme à concevoir et à mettre en pratique une politique personnelle. Il s'attaquait aux problèmes au moment où ils se posaient. Connu pour se laisser acheter, il faisait l'objet de virulentes satires de la part de la population d'Edo, qui l'accusait d'être cupide et corrompu. En plus des remarques de Tadaaki, il essuya les reproches d'un grand daimyô, Ikeda d'Okayama, concernant son ignorance des besoins du peuple et son incapacité à donner l'exemple d'une vie simple. Selon Ikeda, le mécontentement gagnait tout le pays, et des soulèvements populaires étaient à redouter. A l'époque, les relations entre le shôgun et les daimyô étaient particulièrement importantes parce que des changements s'opéraient dans l'administration des fiefs. Il était naturel qu'il y eût des désaccords parmi les conseillers des daimyô, des conflits d'opinion entre membres progressistes et conservateurs du clan, et il appartenait au bakufu de prévenir les ennuis de cet ordre par une diplomatie prudente mais ferme.

L'un des plus connus de ces cas est la querelle de succession qui éclata à propos des domaines de la famille Date, dont le siège était à Sendai. C'était une affaire délicate, dont le bakufu se mêla alors que Sakai Tadakiyo était en fonction, et elle mérite ainsi d'être relatée de façon assez détaillée.

LA POLITIQUE DANS LES FIEFS

Le daimyô d'un fief, en particulier d'un fief *tozama*, qui travaillait à améliorer son organisation, et, à cette fin, à renforcer sa propre autorité, s'exposait à susciter l'opposition de ceux qui croyaient que leurs intérêts étaient en danger ou qui étaient d'esprit conservateur. Ainsi, plus il y avait de terres sous le contrôle direct du daimyô, plus restreinte était la puissance relative des grands arrière-vassaux, même si leurs possessions n'étaient pas touchées, alors qu'en devenant pensionnés, les petits tenanciers perdaient leur influence locale sur les officiers du daimyô.

La classe des propriétaires connus sous le nom de *kashin* (« gens de la famille ») n'était pas homogène. Elle comprenait, à côté des parents de condition modeste, des parents dont le rang et l'influence étaient égaux à ceux du daimyô ou de son héritier direct. Il était normal que, devant n'importe quelle perspective de changement, les puissants arrière-vassaux fussent portés à croire qu'ils allaient perdre des privilèges auxquels ils avaient droit. Ce sentiment s'exacerbait lorsque la mort ou la retraite d'un daimyô soulevait une question de succession, et au cours du XVIIe siècle, plusieurs fiefs furent troublés par de violentes querelles entre deux parties ou plus, qui supportaient chacune un autre prétendant.

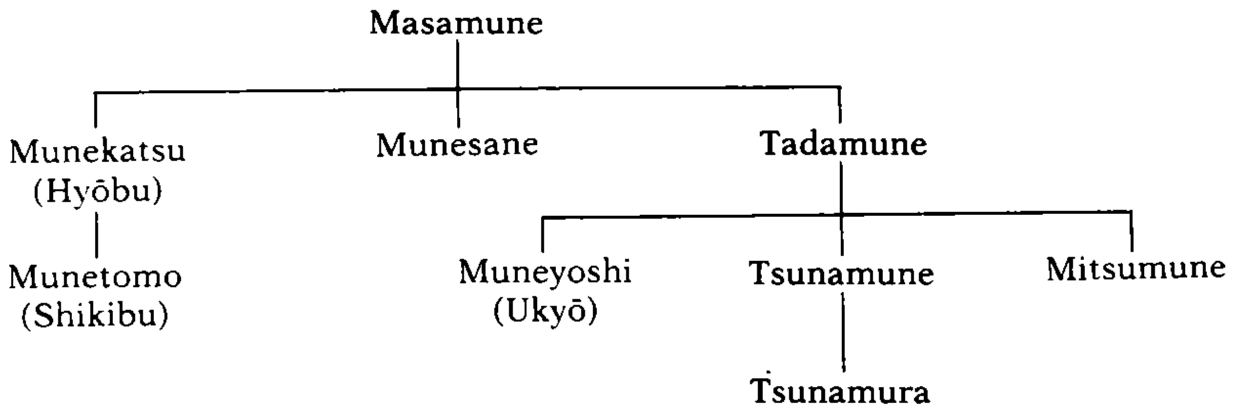
Ces disputes (appelées « on-ie sôdô » ou désaccords de famille noble) furent les principaux événements politiques de l'époque, car après 1615, grâce à la stricte discipline du bakufu, pratiquement aucun autre trouble politique n'agita le pays. Edo prenait donc ces disputes au sérieux, car elles se produisaient surtout dans les grands domaines *tozama* et pouvaient avoir des conséquences graves si elles n'étaient pas réglées de façon pacifique. Plusieurs d'entre elles eurent lieu durant la seconde moitié du siècle. Ce furent des affaires passionnées, auxquelles s'intéressa le pays entier et qui devinrent au siècle suivant le sujet de nombreuses pièces de théâtre. La longue querelle de succession du domaine des Date est particulièrement intéressante du fait qu'elle éclaire l'attitude du bakufu à l'égard des seigneurs extérieurs, et, de façon générale, la politique des clans de la période.

La succession à ce fief (de 620000 *koku)* n'était pas nécessairement décidée par ordre de primogéniture chez les descendants directs de Date Masamune, le fondateur, auquel Ieyasu avait accordé sa faveur. Sur le

domaine résidaient de nombreux parents et vassaux héréditaires, qui étaient tous apparentés au chef du clan, de près, de loin ou par mariage. Parmi eux se trouvaient des propriétaires de 10000 *koku* ou plus, qui, par la naissance et la capacité, pouvaient prétendre prendre la tête du fief.

En 1658, Tadamune (qui avait succédé à son père Masamune) laissa la place à son fils Tsunamune, alors dans sa dix-huitième année, dont un parent et vassal accompli fut nommé conseiller. Quelque deux ans plus tard, en 1660, Tsunamune se trouvait à Edo, où il s'occupait de dégager et d'approfondir une voie navigable, corvée telle que le bakufu avait coutume d'en imposer aux daimyô *tozama*. Un jour, il fut brutalement destitué et mis en résidence surveillée. Les raisons de cet acte sont confuses, et il y a dans l'histoire un parfum d'intrigue ; mais il semble que Tsunamune était à juste titre accusé de débauche et d'ivrognerie. L'accusation venait certainement de chez lui, car des vassaux étaient venus de Sendai, capitale du pays Date, pour demander au bakufu de contraindre Tsunamune à se retirer au profit de son fils Kamechivo.

La chose fut accordée, mais le bakufu ne s'y résigna qu'après mûre réflexion. Il était assez bien informé, car son censeur (le *metsuke* de Sendai) se rendit chaque année à Edo entre 1658 et 1674, et le *tairô* Sakai Tadakiyo s'intéressait personnellement à l'affaire. Il avait entretenu des liens d'amitié avec Tadamune et était bien disposé à l'égard de la famille Date. Il répugnait donc à prendre des mesures extrêmes contre Tsunamune, mais les pressions exercées par Sendai étaient très fortes. Au cours de l'été 1660, le conseil des Aînés reçut de Sendai un mémoire signé par quatorze grands vassaux demandant la mise à la retraite de Tsunamune pour raison de santé. Son Iiis Kamechiyo (alors nommé Tsunamura) devint ainsi daimyô sous la tutelle de Munekatsu, son grand-oncle, et de Muneyoshi, son oncle. La généalogie du clan Date se présente comme suit :



Durant les dix années suivantes, Sendai fut le cadre de violentes dissensions, qui atteignirent leur point culminant au printemps 1671, quand Aki Muneshige, membre important de la famille Date, se plaignit vivement au bakufu de la mauvaise administration de Munekatsu et autres conseillers agissant au nom de Tsunamura. Le *metsuke* de Sendai tenta de s’entremettre entre Aki et Munekatsu, mais Aki s’entêta et entreprit une campagne active contre les tuteurs de Tsunamura. Le *metsuke* informa le bakufu de la situation, et Aki reçut bientôt l’ordre de comparaître devant une commission d’enquête à Edo. Il obtempéra, et, à son arrivée, il fut convoqué chez le *tairô* Sakai Tadakiyo. Plusieurs autres visiteurs de Sendai se trouvaient alors à Edo, dont Harada Kai Munesuke, l’un des principaux partisans de la famille Date.

Aki Muneshige arriva à Edo le treizième jour du deuxième mois et fut conduit par Harada chez les Date dans le quartier d’Azabu. Le 16, un officier du bakufu vint le questionner. Aki en avertit aussitôt Sendai, et ses amis lui conseillèrent, de manière détournée pour éviter les fuites, de tenir bon et de battre Munekatsu à tout prix. A partir du 16, Muneshige, Harada, Shibata et autres fonctionnaires de Sendai furent interrogés à plusieurs reprises. Au commencement du mois suivant, on vint chercher Muneshige, et Itakura, le *röjü* en fonction, le soumit à un interrogatoire serré. Harada et Shibata furent à nouveau questionnés, et, alors que les déclarations de Shibata furent acceptées, Harada fit mauvaise impression. Il s’en alla découragé.

Vers la fin du mois, Harada, Aki et leurs compagnons furent convoqués chez Itakura tôt le matin. A midi, on leur dit qu’un interrogatoire aurait lieu chez le *tairô*. Ils furent interrogés séparément par le *röjü* et par le *metsuke*. Harada constata que ses réponses ne concordaient pas avec celles de Muneshige et des autres, ce qui le mit hors de lui. Selon une version de

l’affaire, après son interrogatoire, Harada attendait dans une antichambre lorsque Aki s’approcha pour l’insulter. Les sabres sortirent du fourreau. Au cours d’un combat forcené, Harada tua Aki puis fut lui-même tué par les hommes qui surgirent alors de la pièce à côté. Shibata mourut après avoir été blessé.

Harada semble avoir frappé le premier. Le délit était d’autant plus grave qu’il avait eu lieu dans la maison d’un haut fonctionnaire du bakufu. Un procès eut aussitôt lieu, portant non sur la question de succession mais sur le meurtre d’Aki par Harada. Le verdict fut sévère. La famille Harada fut détruite, et celle de Munekatsu punie. L’autorité de Tsunamura fut confirmée. Les quatre fils et les deux petits-fils de Harada furent exécutés à Sendai durant l’été 1671, et ses deux petites-filles furent châtiées. Aucune mesure ne fut prise à l’encontre de la famille d’Aki, considéré comme un parangon de loyauté – opinion que beaucoup de ses contemporains ne partageaient pas.

Telle est la version habituelle de l’affaire Date, fondée sur des chroniques généralement valables ; mais certains historiens modernes refusent d’admettre Aki comme le héros et Harada comme le méchant. La question n’offre d’ailleurs pas grand intérêt, car l’existence d’un grave désaccord à l’intérieur du clan est attestée, de même que le fait qu’une solution fut trouvée grâce à l’intervention du bakufu. C’est dans la version théâtrale du Date *sôdô* (trouble) que les rôles de héros et de méchant sont le plus clairement distribués, et la pièce intitulée *Meiboku Sendai hagi* fut le plus grand succès de son espèce au XVIIIe siècle. C’est un phénomène intéressant de l’histoire du théâtre japonais que, sur une quarantaine de pièces écrites par le grand dramaturge Chikamatsu Monzaemon (1653-1724), plus de trente ont pour thème les querelles de succession des grands fiefs. On les appelle *on-ie kyôgen* (pièces de famille noble[226]).

Le matériel ne manquait pas, car les luttes successorales comme celle de la famille Date étaient courantes dans tout le pays, les plus connues étant celles des grands fiefs de Kuroda, Kaga et Nabeshima. Quoiqu’elles revêtissent souvent la forme d’une révolte due au mécontentement de vassaux, on peut y voir l’expression non d’un sentiment déloyal d’insubordination, mais d’un désir sincère d’amélioration et de réforme dans l’administration des fiefs. La tendance naturelle allait à la concentration du pouvoir entre les mains du daimyô, et à l’élimination des faiblesses dues à

une grande diversité de droits et de fonctions au sein de ses domaines. Une telle politique concernait étroitement les intérêts acquis, comme ceux des arrière-vassaux, souverains quasi indépendants de vastes terres, et, appliquée sans précautions, elle pouvait porter préjudice aux petits cultivateurs et au paysannat. Mais le processus était inévitable, car la réforme administrative était dans l'air, et le bien même de l'économie exigeait une certaine unité dans le contrôle des ressources matérielles du fief. La concurrence en matière de commerce et d'industrie remplaçait peu à peu les rivalités exprimées sur le champ de bataille.

L'affaire Date est également intéressante en ce sens qu'elle illustre la nature des relations entre le bakufu et les grands daimyô. Les censeurs, qui pouvaient aussi agir en qualité de médiateurs, tenaient le gouvernement d'Edo informé de ce qui se passait dans les fiefs. Il est difficile de dire si la dispute aurait pu être réglée plus rapidement. Rien ne prouve directement que Tadakiyo se laissa acheter par Sendai, mais comme les autorités du bakufu étaient parfaitement conscientes du problème en 1660 déjà, elles auraient dû être en mesure d'imposer une solution bien avant 1671.

Les affaires extérieures

Peut-être la plus importante décision prise par les conseillers de Ietsuna au cours de sa minorité concerne-t-elle les affaires étrangères plutôt qu'intérieures. La Chine méridionale était le cadre d'un puissant mouvement d'opposition à la dynastie pseudo-tartare (mandchoue) qui avait remplacé les Ming. Il était dirigé par un Chinois du Sud appelé Coxinga, qui commandait une vaste flotte et était maître de toutes les régions côtières. Mais il n'avait pas d'armée de terre, et c'est pourquoi il demanda une aide militaire au Japon en 1658, étant lui-même à demi japonais (il était né à Nagasaki en 1624). Une partie du gouvernement japonais voulait répondre à cet appel sous prétexte qu'une telle entreprise ferait le bonheur de la classe militaire, dont bien des membres, des daimyô et *hatamoto* aux pauvres *rônin*, étaient agités et insatisfaits. Ces hommes seraient ravis de troquer leur morne existence dans une société pacifique contre les possibilités de gloire, de promotion et de butin que cette aventure étrangère offrirait.

Quand la question fut débattue par les conseillers du shôgun, la décision fut prise de ne pas intervenir. Envoyer une armée à l'étranger serait contraire à la politique nationale d'isolement. L'entreprise coûterait cher et pourrait se solder par un désastre. Ceux qui votèrent contre l'invasion proposée rappelèrent sans doute l'échec de la grande campagne de Hideyoshi en Corée, et ils prirent certainement en considération le fait que le Japon n'avait pas de flotte et dépendrait entièrement de Coxinga en matière de transport.

Dernières années de ietsuna

Sur le plan politique, la période allant de 1663 à 1680, où mourut Ietsuna, n’a pas grand intérêt. Il y eut dans certains grands fiefs des troubles du genre de ceux qu’avait connus Sendai, ei : en s’occupant de l’un d’eux Tadakiyo se heurta à un *rôjû* qui ne voulait pas tolérer ses méthodes. Il s’agissait de Hotta Masatoshi (fils du Hotta qui avait suivi Iemitsu dans la mort), nommé *rôjû* en 1679. A cette époque, Ietsuna était très malade, et il mourut au début de l’été 1680. Tadakiyo proposa alors qu’on choisît pour shôgun un prince de sang royal, selon le précédent de Kamakura, en 1252, où l’on avait choisi Munetaka, fils de l’empereur Go-Saga.

Tadakiyo se voyait manifestement dans la position qu’avaient occupée les régents Hôjô, mais Hotta, furieux de sa prétention, souleva de si vives objections qu’il se retira précipitamment. Ce fut la fin de la carrière de Tadakiyo. Quelques heures plus tard, Tsunayoshi, quatrième fils de Iemitsu, fut nommé shôgun, et son installation eut lieu le lendemain.

CHAPITRE LIV

Le savoir et les arts

LA PHILOSOPHIE CONFUCIANISTE

Notre propos n'est pas ici d'entrer dans la métaphysique, mais d'examiner les tendances de la philosophie au XVIIe siècle, surtout dans leur portée sur l'histoire politique et sociale du Japon des Tokugawa.

Au milieu du siècle, il n'y avait aucune perspective d'aventure militaire, et comme le gouvernement était une bureaucratie fermée, il y avait peu de débouchés pour les hommes de talent dans la sphère de la politique nationale. Le principe héréditaire, tendant vers une rigidité croissante, était un obstacle pour les jeunes ambitieux dans presque toutes les carrières, tandis que dans le passé, tout au long du Moyen Age, les guerriers s'étaient élevés dans le monde en même temps que l'Église bouddhique offrait des possibilités aux jeunes gens pauvres et quelques places élevées aux plus talentueux.

Cependant, au XVIIe siècle, l'influence du bouddhisme déclina, sauf en ce qui concerne les sectes amidistes (jôdo, ou Terre pure). Cette tendance s'expliquait en partie par les attaques de Nobunaga et Hideyoshi contre les grandes fondations monastiques, mais aussi par un manque de qualité dans le clergé en général. L'ensemble de la population, à la fois citadine et paysanne, pratiquait le bouddhisme dans le sens où elle suivait le rituel bouddhique lors des funérailles et autres cérémonies familiales, et la récitation du Nembutsu était courante dans toutes les classes. Ieyasu lui-même, élevé dans une famille du jôdo, le récitait régulièrement. Mais si le bouddhisme continuait d'être l'Église établie, on ne peut pas dire qu'il exerçait une quelconque direction spirituelle. La classe militaire n'était d'ailleurs pas entièrement guidée par la doctrine bouddhique, ses critères de conduite, qui comprenaient le suicide et la vendetta, étant en contradiction avec la douceur qu'enseignait le Bouddha.

Certains des anciens monastères, notamment ceux de la secte Zen, continuaient d'être, dans la tradition médiévale, des foyers du savoir séculier aussi bien que sacré, et les études très vastes qu'on y poursuivait eurent une curieuse conséquence : en effet, lorsqu'on s'intéresse à l'histoire

religieuse du Japon, on découvre que ce sont des étudiants des monastères bouddhiques qui mirent en évidence la philosophie séculière qui devait gouverner la pensée japonaise dans l'une ou l'autre de ses manifestations pendant un siècle ou plus.

Il s'agissait d'une forme de confucianisme, appelée système de Zhu Xi, du nom de son plus célèbre représentant en Chine. Elle apparut sous la dynastie Song (1130-1200), et le Japon du xive siècle la connaissait fort bien, puisque, peu après 1333, de jeunes nobles de la cour de Go-Daigo discutaient pour ou contre l'adoption de l'enseignement de Zhu Xi comme base de la politique du nouveau gouvernement. Mais le nouveau gouvernement fut éphémère, et, hors des cercles érudits, il semble qu'on ne se soit plus intéressé à ce nouveau confucianisme jusqu'à ce que se manifeste un regain d'intérêt peu après l'établissement du bakufu Tokugawa par Ieyasu[227]. La proclamation faite par Ieyasu en 1614 contre le christianisme, proclamation rédigée par le moine Süden, affirme que le Japon est le pays des dieux. Elle assimile ensuite ces dieux, les divinités nationales du credo shintoïste, aux bouddhas, et, par un argument ingénieux, s'efforce d'introduire dans les principes gouvernementaux qu'elle énonce une forte touche de confucianisme. Cette proclamation de 1614 paraît confuse, mais en fait sa signification est claire. Son but était de faire accepter un code éthique compatible avec les desseins du bakufu, notamment le pouvoir absolue d'une société disciplinée.

Parmi les chefs de ce nouveau mouvement se trouvaient plusieurs lettrés qui avaient d'abord étudié dans des établissements bouddhiques, où l'on avait coutume d'acquérir une certaine connaissance de l'enseignement confucianiste, non à cause d'un lien quelconque entre le bouddhisme et le confucianisme, mais simplement parce que les principaux monastères étaient des foyers de savoir et possédaient de bonnes bibliothèques. La place occupée au Japon par les études confucianistes est comparable à celle des études classiques en Europe.

Le premier de ces lettrés, du point de vue chronologique, était Fujiwara Seika (1561-1617), un ancien moine zen de la secte Rinzai qui trouva un emploi dans sa province natale de Harima comme conseiller du daimyô en matière administrative. Il y trouva le temps d'approfondir ses études et se tourna alors du bouddhisme vers le confucianisme. Durant la guerre de Hideyoshi contre la Corée, il avait attiré l'attention de Ieyasu, et, en 1593, il

fut invité à Edo. Il ne resta pas, mais fut réinvité après la bataille de Sekigahara ; cette fois, il donna des conférences devant Ieyasu, mais il refusa d'accepter un poste officiel. Il n'était pas absolument convaincu de la vérité du système de Zhu Xi, et il voulait rester indépendant.

Avant de partir, il recommanda comme successeur à Ieyasu un lettré nommé Hayashi Razan (1583-1657), qui avait été son disciple. Dans sa jeunesse, Razan avait étudié au Kenninji, grand monastère zen de Kyoto. Il avait rencontré Ieyasu en 1605, et il devint deux ans plus tard son conseiller au bakufu dans sa première phase. Il était responsable de l'essentiel du travail de secrétaire exigé par Ieyasu, et avait pour collègue Süden, directeur du Konchi-in et surveillant de tous les établissements zen, et Tenkai, abbé de la secte Tendai.

Selon certaines histoires conventionnelles du Japon, Ieyasu sentait qu'il avait besoin d'un principe philosophique pour expliquer et étayer le système de gouvernement autoritaire qu'il voulait imposer au pays. Lequel aurait pu mieux convenir que celui décrit par Zhu Xi, pour qui le principe fixe de l'univers était la loi d'obéissance du fils au père, du sujet au souverain ? Avec très peu d'élaboration, il semblait qu'il pourrait devenir la foi fondamentale du pays. Mais il est douteux que la tendance générale du gouvernement d'un pays suive une théorie, encore moins une loi morale, et il faut se garder de supposer une relation directe entre philosophie systématique et action politique.

Lorsqu'on considère l'histoire gouvernementale du Japon, on ne peut qu'être frappé par le fait que, malgré le respect professé pour l'enseignement confucianiste depuis le vine siècle, on trouve difficilement une application délibérée d'un canon confucianiste à la solution d'un problème politique. Au début comme au Moyen Age, lorsqu'elle n'était pas bouddhique, la vision du monde prédominante était chinoise, et toutes les complexités de l'astrologie et de la divination (qui eurent une influence considérable, mais pas toujours bénéfique, sur la vie de la classe dirigeante) entrent dans cette rubrique. Certains traits de l'ordre social furent également influencés par les premières idées confucianistes, et en matière d'institutions, plusieurs noms et fonctions furent copiés de la Chine. Il serait toutefois difficile de démontrer que, sorti du domaine institutionnel, la pensée confucianiste eut une quelconque influence créatrice ou décisive sur la conduite réelle du gouvernement japonais entre le vine et le XVIIe siècle.

Durant cette longue période, la force morale directive fut le bouddhisme plutôt qu’une quelconque croyance ou pratique séculière.

Touchant la position du confucianisme dans le Japon du XVIIe siècle, une tendance attribue à Hayashi Razan une part importante dans les décisions politiques de Ieyasu. Razan joua sans doute un rôle considérable dans la promotion des études confucianistes, et peut-être aussi dans la planification de détail des institutions gouvernementales, mais rien ne prouve qu’on le consulta jamais pour décider de la politique. Lorsqu’on considère l’influence des lettrés sur les décisions pratiques d’hommes d’État, il convient de faire preuve d’un certain scepticisme. Les biographies d’éminents hommes de lettres ou d’Église donnent souvent l’impression qu’ils étaient les auteurs de la politique pratiquée par les gouvernants ; mais les biographes ont tendance à oublier que les grands hommes prennent leurs décisions politiques sans attendre l’approbation des théoriciens.

Ainsi, lorsqu’on nous dit que des hommes comme le dignitaire bouddhiste Musô Kokushi influencèrent la politique des shôgun Ashikaga et lui donnèrent une certaine qualité zen, il faut considérer de telles affirmations avec prudence. Au commencement du bakufu d’Edo, on ne trouve rien qui prouve que Ieyasu consulta Razan en matière politique, ni même qu’il considérait la doctrine de Razan comme le confucianisme officiel. Sans être un érudit, Ieyasu avait une curiosité intellectuelle très vive, et un grand intérêt pour l’histoire ; mais ses sympathies allaient au bouddhisme, et (bien qu’il commandât de nouvelles éditions de classiques japonais et chinois) il est peu w vraisemblable qu’il s’intéressât aux subtilités du raisonnement philosophique chinois. Il est significatif qu’il ait donné l’ordre à Razan de se raser la £ tête et de porter une robe de moine, tenue traditionnelle d’un maître.

Nous ne pouvons entreprendre ici une étude approfondie de la philosophie néo-confucianiste par laquelle Razan fut guidé, mais nous devons en n ? relever du moins les grands traits avant de discuter la croissance du confucianisme en général durant cette période. La qualité la plus marquante du L. système de Zhu Xi est son rationalisme. Il ressemble d’une certaine façon au L : positivisme de Comte, en ce sens qu’il traite de faits établis et de phénomènes observables. C’est peut-être d’ailleurs ce qui attira les penseurs japonais. En dehors de sa simplicité, probablement plus apparente que réelle, les 2_ raisons qui le firent adopter au Japon ne

sauraient être mieux formulées que par cet extrait du chapitre intitulé « Neo-Confucian Orthodoxy », des *Sources of the Japanese Tradition* (édité par William Theodore de Bary) : « Un autre trait important de la philosophie de Zhu Xi est son humanisme essentiel, qui, comme son rationalisme, vient de la tradition confucianiste primitive. Les doctrines morales de cette école sont centrées directement sur l'homme et ses relations humaines les plus étroites, non sur une quelconque loi surnaturelle ou divine. Elles sont exprimées de façon très concrète dans les cinq relations humaines et leurs obligations correspondantes (entre père et fils, souverain et sujet, mari et femme, frères aîné et cadet, et entre amis).. Cette importance donnée aux loyautés humaines était manifestement faite pour plaire à la société féodale du Japon d'alors et fournissait un code séculier uniforme permettant aux Tokugawa de maintenir l'ordre social dans an tous leurs domaines. »

Il s'agit de toute évidence de principes de valeur pour l'État, même s'il est u-douteux qu'ils fussent compris hors des milieux lettrés, et il est peu probable qu'ils aient attiré l'attention des praticiens qui édifièrent le système administratif durant les deux décennies si actives précédant 1650 ; il faut en effet se rappeler que c'est peu après 1630 que les principaux organes du gouvernement furent mis en place par les anciens compagnons d'armes de 3 Ieyasu. Les grandes lignes de l'administration centrale avaient déjà été définies quelques années auparavant, peu après la chute d'Osaka. Sa tendance générale ne laissait aucun doute. C'était un gouvernement militaire placé è sous la conduite des dirigeants de l'autocratie féodale, et sa politique, conservatrice, visait essentiellement à maintenir son autorité sur les vassaux. Sa façon de traiter les problèmes intérieurs avait un caractère presque négatif, se limitant en général au maintien de l'ordre. Mais si le confucianisme, de l'école de Zhu Xi ou d'une autre, ne peut être considéré comme l'inspiration du système de gouvernement établi au cours des premières décennies du XVIIe siècle, il ne fait aucun doute que la pensée confucianiste, sous une forme ou sous une autre, commença bientôt à dominer la vie intellectuelle de la classe dirigeante au Japon.

Les progrès du néoconfucianisme comme doctrine quasi officielle au Japon peuvent être suivis à travers les activités de Hayashi Razan, qui en fut le principal agent. Né en 1587, il appartenait à la génération d'après Seika.. C'était un homme doué d'une folle énergie, un lecteur vorace et un auteur

infatigable, fermement attaché au néoconfucianisme de Zhu Xi et violemment opposé au bouddhisme. Son opposition au bouddhisme ne progressa s. guère du vivant de Ieyasu, car il n’était pas de taille à se mesurer avec des hommes comme Tenkai ou Süden, tous deux lettrés subtils et accomplis. En fait, Razan se distinguait par l’étendue plutôt que par la profondeur de son savoir, et il manquait de méthode en matière d’argumentation ; mais il l’emportait sur la plupart de ses adversaires par le seul poids de son savoir.

Sa capacité de travail était stupéfiante. Il écrivit de longs traités d’histoire et de littérature, en même temps qu’il s’employait à exposer dans le détail la philosophie confucianiste et le shintô national. Il était fait pour introduire un nouvel évangile, étant un propagandiste hors pair. Parmi ses principaux ouvrages, il faut citer le *Honchô hennen-roku*, chronologie de l’histoire nationale, et le *Honchô tsugan*, étude historique achevée par son fils. Le but de ces œuvres était de légitimer la position du shôgun en tant que représentant de l’empereur.

Sa maison d’Edo, située sur la colline de Shinobugaoka, dans le quartier d’Ueno, devint un collège confucianiste doté d’une grande bibliothèque. Ainsi fut-il le fondateur d’une longue lignée de confucianistes officiels. Son fils Gahô (1618-1680) était un homme doué, mais à partir de son petit-fils Hôkô (1644-1732) le niveau d’érudition de la famille Hayashi déclina. Leur autorité était nominale, officiellement approuvée mais exercée seulement dans le domaine du cérémonial.

Une opposition à l’école de Hayashi se manifesta dans différents secteurs, à commencer par d’importants fiefs, où des lettrés en résidence engagèrent des débats avec les confucianistes de la capitale. Leur attaque était dirigée non contre la philosophie que Razan et ses fils professaient, mais contre eux en tant qu’individus, parce qu’ils donnaient dans le compromis et évitaient les questions vitales. Parmi eux figuraient Nakae Tôju (1608-1648) et Yamazaki Ansai (1618-1682).

Tôju mettait en doute la sincérité de Razan, arguant que son école de pensée s’enorgueillissait de son savoir mais montrait peu de zèle à poursuivre la Voie – c’est-à-dire à mettre en pratique les règles de conduite qu’elle proclamait. Pour lui, Hayashi était un perroquet, répétant les paroles du maître sans suivre son enseignement moral.

Parmi cette bande de philosophes quelque peu irrascibles, Tôju est le personnage le plus sympathique. Servant dans un petit fief de l'Iyo, il accomplissait son devoir militaire de jour et consacrait ses nuits à l'étude secrète des Quatre Livres confucéens. Il avait vingt-deux ans lorsqu'il commença de s'en prendre à l'école de Hayashi. Il resta dans son fief quelques années encore, puis, irrité par l'attitude peu amicale de ses collègues, il retourna sans permission dans son lieu de naissance, sur les rives du lac Biwa, vivre avec sa vieille mère dans des conditions misérables. Poursuivant ses études confucianistes, il en arriva à un point où il abandonna la position de Zhu Xi et se tourna vers l'école rivale de Wang Yangming (connu au Japon sous le nom d'O Yômei), qui prospéra de 1472 à 1529. Par comparaison au confucianisme officiel objectif et réaliste de Razan, l'enseignement de Wang était subjectif et idéaliste.

A l'âge de trente-trois ans, Tôju écrivit un dialogue intitulé *Okina mondô* exposant ses vues dans un langage simple. Son argument central était que (contrairement aux postulats de Zhu Xi, qui exigent l'opération d'un principe et d'une force) dans tout homme existe un sens moral intérieur, et que c'est de cette connaissance intuitive que résulte l'action juste. Réduite à des termes simples, c'est une philosophie d'actes, non de paroles. Antiscolastique et directe, elle était susceptible de plaire aux membres les plus sérieux de la classe militaire, et la vie de Toju lui-même était l'expression de sa nature altruiste. Il était chéri des pauvres au milieu desquels il vivait, et on le connaissait loin à la ronde sous le nom d'Omi Seijin, le Sage d'Omi.

Yamazaki Ansai était un autre critique important de la famille Hayashi. Né à Kyoto, il entra dans les ordres dans le Tosa, où il étudia dans un monastère zen. Dans cette province, plusieurs fonctionnaires s'intéressaient au système de Zhu Xi, et Ansai, en ayant appris quelque chose grâce à eux, décida de quitter l'Église pour devenir philosophe. Il retourna à Kyoto en 1648 et lança une violente attaque contre le bouddhisme. Il décrivit la famille Hayashi comme incapable de mettre en pratique la doctrine de Zhu Xi qu'elle prêchait, parlait de Razan comme d'une bête de somme confucianiste, et se mit à faire lui-même des conférences sur le confucianisme.

Il y avait bien d'autres personnages intéressants parmi les confucianistes de l'époque. Nous reviendrons à quelques-uns d'entre eux plus tard, dans

un contexte légèrement différent, mais pour l'instant, il nous faut revenir à la question de l'influence du néoconfucianisme sur le gouvernement. Nous en trouvons un témoin intéressant dans les décrets publiés par le bakufu sous les trois premiers shôgun entre 1615 et 1650 environ.

Le premier document fondamental est celui qui renferme les Règles des maisons militaires (*Buke sho-hatto).* Il fut publié en 1615, et son premier article dit : « L'étude de la littérature et la pratique des arts militaires doivent être poursuivies côte à côte. » La version révisée de 1635 ne présente pas de changement marqué dans cet article ni les suivants, mais on peut dire que dans les deux versions se trouve une légère touche de confucianisme dans certaines clauses touchant la conduite juste. Il est vrai que le *Shoshi sho-hatto,* document du même type et de la même époque (1635) adressé aux samurai de tous les rangs *(shoshi) e*t plus particulièrement aux *hatamoto et* aux *go-kenin,* commence par une clause recommandant la loyauté, la piété filiale et la bienséance, qui sont des termes confucianistes. Mais ils étaient déjà d'usage courant, et il n'y a pas de raison de les croire dus à un nouvel enseignement quelconque. Il n'y avait là rien de neuf. Certaines Lois domestiques des grandes familles contiennent un article insistant sur le savoir aussi bien que sur les exercices militaires – par exemple le *Shingen kahô* et le *Chôsokabe hyakkajô.*

Après la chute d'Osaka, alors que l'avenir de la paix était assuré, il était naturel que ceux qui se trouvaient confrontés aux problèmes nouveaux du gouvernement se demandent que faire de la classe guerrière. Le besoin le plus urgent était de fournir à ses membres une occupation autre que la pratique des armes, et la chose la plus évidente était de les encourager à étudier de façon à pouvoir exercer une nouvelle profession. L'étude d'autres décrets ne révèle aucune influence confucianiste directe, sauf si l'on considère que les édits réglant la vie des monastères sont de quelque manière liés à l'animosité des confucianistes envers les bouddhistes. Il nous faut donc conclure que le néoconfucianisme de Zhu Xi tel que l'exposait la famille Hayashi n'influença guère la législation entre 1600 et 1650 ou même après. Mais il commença néanmoins à influencer la vie intellectuelle du pays, et il servit en outre à stabiliser l'ordre social de façon remarquable en fournissant des principes moraux adaptés au maintien d'un État autoritaire.

Le système féodal japonais avait fini par atteindre sa maturité sous le gouvernement de Ieyasu, après des siècles d'épreuves durant lesquels le pays avait connu des guerres presque continuelles et l'effondrement des anciennes institutions. Maintenant, un besoin urgent de paix était ressenti, non seulement par le shôgun et le gouvernement, mais par la majorité des barons qu'il avait inféodés et qui espéraient pouvoir développer leurs domaines sans entendre d'appels aux armes. La raison dictait que le système sur lequel présidait Ieyasu fût étayé, et sa permanence assurée, par une forme de sanction morale. Pour ce, le bouddhisme n'avait plus au Japon assez d'autorité, et le shintoïsme était dans une position de faiblesse. On ressentait donc le besoin d'adopter ou d'imaginer un système de pensée, des principes éthiques, qui justifient le gouvernement absolu du pays par un suzerain suprême et une structure sociale où une petite classe militaire privilégiée jouissait de droits déniés au reste de la population. Il pourrait sembler difficile de trouver une école de philosophie sur laquelle s'appuyer pour défendre une division aussi injuste, mais en pratique la chose fut facile. Il y avait à portée de la main le système confucianiste en général, et le système de Zhu Xi en particulier. Il ne restait plus qu'à mettre l'accent sur un choix de principes.

On a déjà noté que l'importance accordée à la loyauté est l'un des traits centraux de la philosophie de Zhu Xi. Dans son application pratique, la théorie des cinq relations humaines peut se prêter à la justification des obligations essentielles de tous les membres de la société féodale. On peut y voir la base éthique de la hiérarchie sociale déjà existante sous une forme lâche, notamment l'échelle des classes allant du gouvernant au commerçant en passant par le samurai, le paysan et l'artisan. Peu de place est accordée à la question des droits, mais sinon, on a là les éléments d'une morale séculière, certes étroite, mais complète dans son envergure.

Savoir si l'offre des maîtres confucianistes répondait à une demande est difficile à dire ; mais dans l'ensemble il semble que le déclin du bouddhisme donna un élan naturel aux études confucianistes au Japon et multiplia par là même le nombre des lettrés susceptibles de servir à Edo ou dans les domaines baronniaux. Que l'étude du confucianisme ne répondît à aucune demande particulière de la part des dirigeants politiques d'Edo ressort clairement du fait que, durant la première moitié du XVIIe siècle, le principal centre d'études confucianistes ne se trouvait pas à Edo, qui était

encore une ville nouvelle, mais à Kyoto, foyer de savoir depuis l'antiquité. Le zèle avec lequel Razan et ses successeurs propagèrent la doctrine de Zhu Xi augmenta néanmoins bientôt le nombre des lettrés à Edo, en sorte que, à la fin du siècle, le collège des Hayashi était le quartier général du confucianisme officiel.

Quoique les confucianistes d'Edo pussent fournir une caution intellectuelle à la politique des Tokugawa, il n'est pas besoin de penser qu'un travail de rationalisation ou, pourrait-on dire, de justification fut délibérément entrepris à des fins politiques. L'adoption officielle de la philosophie était la conséquence normale des circonstances contemporaines, car le confucianisme, hors de tout but et de toute scission doctrinale, dominait déjà la scène intellectuelle. Mais cela ne signifie pas que les lettrés confucianistes en tant que tels exerçaient une autorité politique d'une quelconque importance. Il y avait des lettrés confucianistes parmi les fonctionnaires d'Edo et des provinces. Ils donnaient des conseils sur demande, et on les consultait évidemment sur les questions d'éducation, qui constituaient leur première préoccupation ; mais leurs grades officiels montrent clairement que, sauf dans des cas exceptionnels, ils ne comptaient pas parmi ceux qui décidaient de la politique. D'après leurs salaires, il semble que leur rang n'était pas plus élevé que celui des *hatamoto* au service des Tokugawa et nettement inférieur à celui des *kashin* dans un fief.

Dans l'ensemble, ils avaient sans doute une certaine influence sur le pays, mais celle-ci est plus facile à alléguer qu'à prouver. Lorsqu'on considère l'histoire politique de la période allant de 1650 à 1700, on ne trouve guère d'indications témoignant d'une idéologie orthodoxe approuvée par le gouvernement Tokugawa ; et si cette vision est correcte, on ne peut pas dire que le gouvernement comptait sur un confucianisme « officiel » pour étayer ses actes. L'enseignement approuvé à Edo était celui du collège Hayashi, mais sa direction, ainsi qu'on l'a vu, se trouva sur le déclin à partir de 1670 environ. A cette époque, des voix non conformistes se faisaient entendre à travers tout le pays. Les deux jeunes gens, Nakae Tôju et Yamazaki Ansai, qui attaquèrent Razan dans les années 1640, furent suivis par des opposants plus vigoureux, comme Yamaga Sokô (1622-1685) ou Kumazawa Banzan (1619-1691), qui allèrent jusqu'à dénoncer les versions orthodoxes du système de Zhu Xi sans rien encourir qu'une réprimande officielle assortie d'une mise en garde.

On peut donc en déduire que le gouvernement des Tokugawa n’était pas violemment opposé à la critique de sa philosophie. En fait, il se peut même qu’il ait été incapable de définir sa propre orthodoxie. Au milieu du siècle, les hauts fonctionnaires du bakufu étaient les chefs des maisons militaires, des chefs aguerris comme Sakai Tadakatsu et Hotta Masamori, qui n’étaient sans doute pas versés dans l’argumentation philosophique, tandis que Razan lui-même, à la tête du confucianisme officiel, n’était pas très fort en matière de doctrine aux yeux d’un disciple rigoureux de Zhu Xi. Peut-être est-ce cela qui explique l’apparente clémence du gouvernement à l’égard des penseurs dissidents. C’était le désaccord avec sa politique, non avec ses idées, que le bakufu n’aimait pas.

Une brève étude de l’attitude du gouvernement à l’égard de quelques-uns des principaux non-conformistes pourra contribuer à rendre la situation plus claire. Le premier qui, parmi eux, attira l’attention du bakufu fut Yamaga Sokô, originaire d’Aizu, un brillant élève de Hayashi Razan. Tout en acquérant une compréhension profonde à la fois du bouddhisme et du néoconfucianisme, il s’intéressait de près aux affaires militaires, car il souhaitait trouver une solution au problème le plus grave de l’époque, la position anormale de la classe guerrière dans une époque de paix. Ses conférences étaient suivies par un nombreux public, y compris des daimyô et des hommes du rang de *hatamoto.* En 1652, il fut invité au château d’Asano, le daimyô d’Akô, pour y être instructeur militaire. De retour à Edo en 1661, il écrivit une œuvre intitulée *Seikyö Yöroku (les Rudiments du confucianisme),* où il prônait le retour à la doctrine pure et condamnait les versions des dynasties plus récentes. Il contredisait ainsi le néo-confucianisme officiel, et le gouvernement ne pouvait que s’en offusquer. Sokô fut donc renvoyé à Akô, où il demeura en exil et continua ses études.

Tous ses écrits témoignent de son intérêt pour la science militaire et pour la classe guerrière. Son livre intitulé *Shidô,* ou *la Voie du guerrier,* qui témoigne d’une forte influence confucianiste, contient ses vues quant à la place que le guerrier doit occuper dans la nouvelle société. Il décrit ses devoirs et le but moral qui doit les inspirer. Cet ouvrage et d’autres de la même veine sont les précurseurs de l’enseignement connu plus tard sous le nom de *Bu-shidô.* Sokô était conscient de la difficulté qu’il y a à combiner la discipline martiale et les arts civils, mais il avait le sentiment puissant que, pour éviter qu’ils sombrent progressivement dans l’inutilité, les

samurai en tant que classe devaient trouver un moyen de servir l'État selon ses besoins.

On se souvient que c'est dès avant 1650 que le gouvernement de Iemitsu commença de s'inquiéter sérieusement du problème des *rônin.* C'est en 1651 que fut découverte la grande conspiration des rônin, qui se préparait déjà depuis quelques années ; et il est clair que Yui Shôsetsu, son chef, bien qu'il ne fût pas né samurai, put trouver de l'aide dans bien des secteurs du fait que son soulèvement devait se faire en faveur des samurai sans emploi, classe dont s'inquiétait Yamaga Sokô. Yamaga Sokô, Kumazawa Banzan (deuxième par l'importance après Sokô comme défenseur de la cause des samurai) et Yui Shôsetsu étaient connus comme les « Trois Grands Rônin », surnom qui montre bien l'ampleur que revêtait alors le problème des *rônin.*

Kumazawa Banzan commença sa carrière au service du daimyô d'Okayama, Ikeda Mitsumasa. Par la suite, il devint l'élève de Nakae Tôju, et, en 1647, après quelques années d'études, il rejoignit le domaine d'Ikeda dans la province de Bizen. Les réformes administratives qu'il y opéra attirèrent l'attention de personnes de haut rang dans la capitale du shôgun, et, pendant un certain temps, il fut très en faveur. Mais ses rivaux du fief d'Ikeda sapèrent sa position, et il finit par être obligé de démissionner.

Un aspect intéressant de la carrière de Banzan dans le fief de Bizen est la nature même du travail auquel il consacra ses efforts. Il donna des conseils en matière de politique économique et mena à bien des entreprises d'adduction d'eau et de développement forestier. Il s'occupa en outre de l'éducation dans le fief, fondant l'école du clan d'Okayama, première de son espèce. Élevé en rang par Ikeda Mitsumasa, il jouissait de son succès lors d'une visite à Edo lorsqu'il éveilla les soupçons de Sakai Tadakatsu, *tairô* de l'époque, parce que son nom était synonyme de réforme. Il devint clair alors qu'il devait disparaître. Il démissionna en 1656 et partit pour Kyoto, mais, éveillant à nouveau les soupçons (à cause des liens étroits qu'il entretenait avec certains nobles de la cour qui suivaient son enseignement), il dut s'en aller et passa ensuite d'une lointaine retraite à l'autre. Il demeura suspect et vécut pratiquement en exil le restant de ses jours. Il mourut dans le Shimosa en 1691, dans le fief d'un daimyô sympathisant, Matsudaira Nobuyuki.

Il est clair que Tadakatsu ne s'en prit pas à Banzan à cause de sa philosophie hétérodoxe. Ce qui le décida à agir, c'est que dans ses écrits

(dont le plus connu est le *Daigaku Wakumon*[228]) Banzan critiquait la politique du bakufu. Il prônait un adoucissement du système de présence alternée, afin de diminuer les dépenses qui incombaient aux daimyô ; il proposait que l'argent ainsi économisé soit utilisé à aider les *rônin ;* et il recommandait certaines réformes foncières introduites avec succès dans le fief d'Ikeda. Quoiqu'il n'attaquât pas ouvertement la doctrine officielle de Zhu Xi, il était ouvertement ostracisé par Hayashi Razan et son fils, qui, oubliant apparemment la leçon morale de leur propre école, le considéraient comme un hérétique.

Si tant d'hommes de caractère et d'intelligence supérieurs critiquaient la philosophie officielle, c'est qu'elle avait de graves faiblesses. En fait, le nouveau confucianisme était intolérant et peu pratique. Il ne laissait aucune place au changement. Il donnait un appui théorique au système de gouvernement des Tokugawa, mais il ne pouvait se défendre contre les attaques, quand bien même les « Cinq relations » humaines restaient incontestées. On pourrait donc dire que son seul succès consistait à offrir une éthique acceptable à l'individu.

Après les dissensions que nous venons de relater apparut une nouvelle tendance, loin des subtilités néo-confucianistes, fondée sur le confucianisme original des *Analectes*, libre de tout fatras métaphysique. Le chef de ce mouvement, qui était une réaction naturelle contre les querelles de chapelles, était un lettré remarquable appelé Itô Jinsai (1627-1705). Membre de la classe marchande, originaire de Kyoto, il s'était consacré à l'enseignement. Il ouvrit une école vouée à l'étude des grands classiques, et y attira un grand nombre d'élèves. Avec Yamaga Sokô, il formait ce qu'on appelait le *Kogaku-ha*, École du Savoir ancien, qui était opposé au néoconfucianisme comme à tout ce qui s'éloignait de la doctrine originale.

L'apparition de nouvelles écoles ou versions du shinto constitue une phase intéressante de l'histoire religieuse du Japon, que nous étudierons plus tard ; mais pour l'instant, il nous faut terminer cette étude du confucianisme au Japon par certaines remarques générales sur ses effets pratiques dans le domaine politique aussi bien que social.

Son effet direct sur la politique du bakufu est à peine perceptible. Si l'on examine les grands événements politiques d'après la mort de Ieyasu, on voit le développement d'un mouvement antichrétien, suivi d'une série d'ordres

d’isolement culminant en 1639 ; l’étude foncière ordonnée en 1649 ; et, la même année, l’ordre dit *Keian no furegaki,* qui concernait essentiellement les problèmes agricoles et formulait des règles strictes concernant la façon de traiter les paysans. En 1651, ce fut la conspiration des *rônin* de Yui Shôsetsu. En 1658, six cents chrétiens furent tués à Omura, et, en 1683, deux cents dans l’Owari – événements qu’on peut difficilement considérer comme des exemples du « gouvernement humain » *(jinsai)* correspondant à l’idéal confucianiste. Entre 1638 et 1656, Sakai Tadakatsu fut *tairô,* puis il fut remplacé par Tadakiyo, qui finit par être évincé de sa charge en 1680. Ni l’un ni l’autre n’étaient du genre à se laisser influencer par les débats philosophiques du jour ; tous deux étaient conservateurs, et, comme on l’a vu, Tadakatsu s’en prit à un lettré qui avait osé suggérer des changements dans la politique du bakufu ; il est toutefois juste d’ajouter que Tadakatsu était un homme intègre, intéressé par le savoir, en qui Iemitsu avait une grande confiance.

L’idéalisme du système de Zhu Xi était impropre à résoudre les problèmes politiques courants ; en effet – pour reprendre l’opinion de Kitajima Masamoto, historien japonais moderne –, sa vision optimiste de la nature humaine et son attitude quiétiste le rendaient impuissant face aux troubles de l’ordre. Toutefois, il n’y a aucun doute quant au rôle que jouèrent les études néo-confucianistes dans le renforcement de la structure sociale du Japon des Tokugawa et l’apport d’une base morale à la société organisée qui devait remplacer celle, mal définie, d’un pays qui n’avait connu que de rares périodes de paix. Tout en appuyant un système visant à l’harmonie et à l’ordre au sein de l’État, la doctrine des cinq relations humaines fournissait à chaque individu une règle de conduite adaptée à sa position. La pratique se trouvait ainsi alliée à l’éthique, pour le samurai aussi bien que pour le paysan. La clé de ce système était bien entendu le devoir, mais il convient de remarquer que ce devoir concernait la classe gouvernante en même temps que les ordres inférieurs.

Dans cette conjoncture, il fut heureux pour le Japon que tant de jeunes gens de la classe des samurai s’intéressent à l’étude, car l’administration du pays comme des fiefs, grands et petits, demandait des hommes cultivés élevés dans un esprit de loyauté. Ainsi, on peut dire que le néoconfucianisme fournit au Japon des Tokugawa une administration soumise à un code de conduite rigoureux. On peut certes objecter que

l’étude de la métaphysique ne constitue pas une bonne préparation à la vie administrative, mais il faut se souvenir que, dans les pays occidentaux, on considère toujours qu’une bonne éducation classique est un atout chez les responsables gouvernementaux. Citer les sages chinois équivaut à citer Platon ou Lucrèce.

Le nombre des lettrés confucianistes employés dans les fiefs comme conseillers ou enseignants était considérable, surtout à partir de 1651, quand le pays se fut remis des ordres d’isolement et de la découverte de la conspiration des *rônin.* Ayant effectué certaines réformes et amélioré l’administration de leurs différents fiefs, les daimyô éprouvèrent alors le besoin de recruter des fonctionnaires compétents.

Lorsqu’on essaye d’avoir une vue d’ensemble de la poussée du confucianisme dans le Japon du XVIIe siècle, on se trouve confronte a deux intéressantes questions de cause et d’effet. D’abord, comment se fait-il que, à une époque où le Japon avait besoin d’un nouveau système de gouvernement, un nouveau système de pensée eût été prêt pour sa rationalisation ? Deuxièmement, par quel phénomène l’époque de l’adoption d’un tel système coïncida-t-elle avec une phase d’intense activité intellectuelle parmi ceux qui, au Japon, étudiaient la religion et la philosophie ?

A la réflexion, les réponses sont simples. Il est clair que l’on doit chercher une explication qui ne présuppose pas une soudaine conversion des lettrés au confucianisme. Ce serait dénier une évolution naturelle à l’érudition japonaise, et imaginer que les étudiants prirent brusquement conscience d’une nouvelle doctrine ; mais l’on sait que, bien avant son adoption officielle, le néoconfucianisme avait été étudié au Japon pour ses propres mérites. On se souvient que Fujiwara Seika, inspirateur de l’école officielle de Hayashi Razan, fut lui-même étudiant dans un monastère zen. Il naquit quarante ans avant Sekigahara. Quant à la seconde question, on peut y répondre facilement, car il fallait s’attendre à ce que, une fois la perspective de paix devenue évidente, l’esprit des hommes, et notamment des jeunes, se tourne en général vers des idées de moralité publique et privée, et en particulier vers leur futur emploi. Il était naturel que cette effervescence débute dès que Ieyasu devint shôgun et se mit à façonner un nouveau gouvernement.

Il est difficile de traiter de façon schématique du développement des principes moraux néo-confucianistes au Japon en tant que distincts des institutions, car trop d'éléments entrent en jeu. D'abord, on est tenté d'attribuer tous les changements à la puissance de la doctrine elle-même, alors que d'autres influences importantes se trouvaient à l'œuvre. Il y avait, par exemple, des vestiges du code guerrier d'obéissance et de sacrifice remontant à l'époque des Minamoto ; mais l'erreur la plus commune est peut-être de considérer que l'essor du confucianisme répondit au déclin du bouddhisme. Il est vrai que le bouddhisme avait perdu de son autorité spirituelle, mais il continuait à jouer un rôle important. Il était responsable de la tenue des registres, des enterrements et des services commémoratifs pour les morts ; dans leurs dernières années, bien des gens abandonnaient en outre Confucius pour le Bouddha. Les grands monastères continuaient d'être des foyers de savoir, et une nouvelle secte zen (Obaku) arriva de Chine en 1655. De plus, malgré l'édit de 1631 interdisant la construction de nouveaux monastères, temples et sanctuaires, le nombre total des bâtiments bouddhiques augmenta, en partie à cause du développement de nouvelles sectes, et en partie à cause de la croissance des villes et des villages. Ces bâtiments étaient généralement petits, mais on en voyait surgir dans tout le pays. On peut donc dire que, sous Ieyasu, le bouddhisme regagna un peu du terrain qu'il avait perdu sous Nobunaga et Hideyoshi.

Le confucianisme était sévère et juste, mais il ne pouvait pas offrir les consolations d'une religion, quoiqu'il adoptât certaines pratiques de caractère religieux. C'était le cas des cérémonies, saisonnières ou annuelles, où l'on adorait Confucius dans des temples construits à cette fin, non seulement à Edo mais dans les capitales des grands domaines féodaux[229]. Ainsi, le neuvième fils de Ieyasu, Yoshinao, seigneur de l'Owari, engagea plusieurs lettrés confucéens et fit construire une salle *(seidô)* pour le culte de Confucius dans son château de Nagoya. En 1632, il fit don à Ueno d'un bâtiment semblable, construit comme annexe à l'école Hayashi. Il servait à des fins rituelles. A ce propos, il faut dire que les membres de la famille Tokugawa en général, et notamment Mitsukuni de Mito et Hoshina d'Aizu aussi bien que Yoshinao, jouèrent un rôle prépondérant dans la promotion du culte de Confucius. A Mito, le réfugié Ming Zhu Shunshui présida les cérémonies de l'année 1672.

Ces cérémonies en l’honneur de Confucius – qu’on peut tout aussi bien appeler culte de Confucius – étaient concentrées à Ueno, et elles s’y déroulèrent régulièrement jusqu’en 1690, où, sur l’ordre de Tsunayoshi, cinquième shôgun, une grande salle *(taiseiden)* fut construite sur une éminence de Kanda baptisée mont Shôhei. (Shôhei était la lecture sino-japonaise du nom de l’endroit où naquit Confucius.) On lui donna le nom de Shôheikô (Académie de Shôhei), et elle devint le centre du rituel confucianiste pour l’ensemble du pays, le shôgun et ses grands vassaux assistant aux cérémonies qui s’y déroulaient au printemps et en automne.

On voit que le confucianisme en tant que culte officiel était solidement établi, mais après la mort de Tsunayoshi, il perdit de son importance. L’académie de Shôhei n’en prospéra pas moins, et elle devint le premier établissement d’éducation de tout le pays, le centre des études classiques. C’était l’université de tous les membres de la famille Tokugawa et de tous les daimyô *fudai*, de même que des *haîamoto.*

Il convient maintenant de dire quelques mots de l’attitude de la cour impériale au sujet des études confucianistes. Traditionnellement, la cour avait toujours encouragé le savoir, les empereurs y voyant une partie de leur mission. Go-Yôzei, Go-Mizunoo et Go-Kômyô, qui régnèrent de 1584 à 1654, s’intéressèrent tout particulièrement aux études chinoises. Go-Yôzei commanda de belles nouvelles éditions[230] des Quatre Livres ainsi qu’un exemplaire du *Classique de la piété filiale* ; et Go-Kômyô, étudiant zélé de Zhu Xi, écrivit une préface aux œuvres de Seika, remarquable lettré et poète de la veine de Reizei.

Pour en revenir aux idéaux éthiques offerts aux membres de la catégorie la plus norhbreuse de la classe supérieure, les samurai, il est important de noter que les devoirs découlant des cinq relations humaines ne présentaient aucune difficulté pour des hommes nés dans une tradition de loyauté et d’obéissance. Ils n’avaient rien à apprendre sur ce type de relations, la société guerrière ayant été fondée sur une base similaire. On peut même dire que le modèle éthique, la façon de vivre idéale, du samurai était plus près de la vérité, mieux enraciné dans l’histoire que le dogme précis d’un philosophe. Cet aspect-là et d’autres du néoconfucianisme tel que le découvrit le Japon des Tokugawa semblent avoir bien convenu au tempérament indigène, émotionnel et empirique plutôt que strictement rationnel. C’est peut-être pour de telles raisons que, sous certains aspects,

l’influence du néoconfucianisme au Japon commença à diminuer au XVIIIe siècle, car il ne pouvait plus s’appliquer aux problèmes de l’époque, qui devaient être traités de façon pragmatique. Comme on l’a vu, des opinions non conformistes avaient commencé de s’exprimer dès 1630 par la voix de Nakae Tôju, et elles ne cessèrent par la suite de se répandre sous différentes formes, coûtant parfois à leurs auteurs une punition officielle.

Un coup d’œil à la liste des dissidents suffit à démontrer que l’enseignement officiel était fortement attaqué :

Nakae Tōju	1608-1648	École de Wang Yangming
Yamazaki Ansai	1618-1682	Adaptation de Zhu Xi
Kumazawa Banzan	1619-1691	Disciple de Tōju
Yamaga Sokō	1622-1685	Répudiation du néo-confucianisme
Itō Jinsai	1627-1705	Contre le néo-confucianisme
Kaibara Ekken	1630-1714	Partisan mitigé de Zhu Xi

Parmi les défenseurs de Zhu Xi comptait un puissant philosophe appelé Muro Kyüsö (1658-1734), qui, dans ses *Conversations (Shundai zatsuwa),* expliquait comment il avait développé ses opinions après bien des années d’étude et de réflexion. Selon lui, ceux qui critiquent les fondateurs du néoconfucianisme sont comme la chenille qui veut mesurer l’océan, ou comme un homme qui, assis au fond d’un puits à regarder le ciel, décrète qu’il est petit. Par ailleurs, il est troublé par la situation du Japon de l’époque, car il sent que l’avarice corrompt lentement les samurai. Ce qu’il dit à ce propos montre que le développement du commerce changeait l’éthique contemporaine. Il soutient que le guerrier idéal est un homme qui pense d’abord à son devoir, plus important que sa vie et ses biens. Jusque récemment, estime-t-il, les samurai ne s’intéressaient pas aux questions d’argent et menaient une vie simple. « Du temps de ma jeunesse, poursuit-il, les jeunes gens ne mentionnaient jamais les prix, et certains rougissaient en entendant des histoires lestes. C’est ainsi qu’ont changé les critères sociaux en une cinquantaine d’années. »

Il ne fait aucun doute que, chez les meilleurs des samurai, ce type de sentiment était sincère. Le même code rigide gouvernait le comportement d’Arai Hakuseki, qui décrivit dans sa vieillesse son éducation rigoureuse et la maîtrise de soi quasi inhumaine de son père, mort en 1679. Jusque récemment, les samurai conservateurs continuèrent de se conformer à ce type de stoïcisme. Sur leur mépris de l’argent, nous avons le témoignage de Fukuzavva Yukichi, qui, au milieu du xix« siècle, raconte la colère

qu’éprouva son père en apprenant que son fils Yukichi apprenait l’arithmétique à l’école. Les chiffres étaient des outils bons pour les boutiquiers.

Kyüsö n’a pas de remède à offrir aux maux afférents au commerce. Il partage l’opinion classique qui veut que les campagnards bien traités sont simples et honnêtes, tandis que les citadins sont avides et dissolus. Il pense qu’il faut promulguer des lois draconiennes contre la prodigalité et la vie dissolue ; en tant que philosophe, il aurait pourtant dû savoir que les lois somptuaires sont toujours restées sans effet.

Il est étonnant que les Japonais aient adopté une doctrine étrangère que l’on pourrait a priori juger mal adaptée à leur tempérament ; mais il n’est pas moins étonnant qu’ils aient emprunté et rejeté selon leur convenance, accomplissant les prodiges d’éclectisme qui portent témoignage de la solidité de leur tradition nationale. Ainsi, lorsqu’ils développèrent leurs points de vue personnels, des hommes comme Fujiwara Seika, Hayashi Razan et Nakae Tôju n’éprouvèrent-ils aucune difficulté à concilier les croyances shintoïstes avec les principes athées du confucianisme.

SHINTOÏSME ET CONFUCIANISME

Dans la constellation des philosophes qui illuminèrent le ciel d’Edo, aucun ne brilla avec plus d’éclat que Yamazaki Ansai (1618-1682). Nous avons déjà parlé de sa vie à propos de sa critique de la famille Hayashi, mais nous allons ici en reprendre les grandes lignes afin d’en donner une idée plus complète. Fils de *rônin* né à Kyoto, Ansai devint moine zen alors qu’il était tout jeune homme. Plus tard, il étudia le confucianisme à Tosa avec un groupe de jeunes. En 1648, âgé de vingt-neuf ans, il retrouva Kyoto et la vie laïque. Après avoir approfondi la métaphysique de Zhu Xi, il développa un vocabulaire de son cru pour mieux définir son credo. Il se tourna ensuite vers l’enseignement, et, à la fin de sa vie, il reprit des études shintoïstes.

Il figure dans plusieurs anecdotes comme un excentrique et une forte tête. Une histoire fréquemment citée rapporte qu’il demanda à ses élèves ce que les disciples japonais de Confucius et de Mencius devraient faire si ceux-ci venaient envahir le Japon à la tête d’une nombreuse armée ; ses élèves demeurant silencieux, il dit que, pour sa part, il n’aurait aucune crainte : il revêtirait son armure et les prendrait vivant avec sa lance. Cette attitude était, selon lui, en parfait accord avec l’enseignement de Confucius et de Mencius eux-mêmes. Concernant le vaste éventail de ses intérêts, on prête en outre cette remarque à Itô Jinsai disant que ses enthousiasmes passaient si fréquemment d’un sujet à l’autre que, s’il avait vécu plus longtemps, il aurait fini dans la peau d’un missionnaire chrétien.

Dans son enthousiasme pour le culte national shintoïste, qui, au Moyen Age, était entré en composition avec le bouddhisme, Ansai était loin d’être seul. Hayashi Razan se servait du shinto comme allié du confucianisme contre le bouddhisme, ce qui était la tendance générale. Mais il devint aussi courant de teinter de confucianisme le credo national. Seika avait déjà proclamé qu’il existait une unité entre les deux écoles de pensée, et Hayashi lui emboîta le pas en disant qu’elles étaient effectivement identiques. Quant à Tokugawa Yoshinao, c’était un ardent shintoïste.

Parmi les lettrés de l’école confucianiste de Wang Yangming, Nakae Tôju avait écrit son *Shintô taii (le Sens du shinto)*, où il assimilait les principes shintoïstes à certains concepts de la doctrine confucianiste de la mesure. Kumazawa Banzan alla encore plus loin, disant que le

confucianisme n’était pas adapté au climat du Japon. Son langage élogieux est saisissant, car il prétend que, s’il venait au Japon, le Bouddha abandonnerait son idée d’une succession sans fin de mondes au profit de l’enseignement shintoïste. De même, les grands sages de la Chine et le nom même de confucianisme seraient oubliés au profit du shintô. Sorti des mots, c’est toutefois Yamazaki Ansai plutôt que Kumazawa Banzan qui favorisa le développement du mouvement shintoïste.

L’enthousiasme d’Ansai à l’égard des principes de Zhu Xi était de nature émotionnelle, et, d’un système métaphysique complexe, il tira un principe isolé, celui de « dévotion », pour en faire la base d’un culte religieux plutôt que profane. Pour lui, l’ensemble des principes confucianistes pouvaient s’allier aux croyances shintoïstes. L’idée d’un amalgame lui était venue d’un maître shintoïste, et il la poursuivit avec impétuosité. On dit qu’il prêchait avec tant de vigueur que ses disciples trouvaient son comportement alarmant. Sa voix vibrait comme une cloche ; son visage s’enflammait comme sous l’effet de la colère[231]. Satô Naokata, l’un de ses auditeurs, rapporte que, lorsqu’on passait son seuil, on avait l’impression d’entrer en prison, et qu’en partant, on avait le sentiment d’avoir échappé aux mâchoires d’un tigre.

Il n’y a pas grand-chose à dire en faveur du raisonnement d’Ansai, et l’essor du shintô en association avec le confucianisme s’opéra grâce à des arguments plus rationnels que les siens. L’un des traits marquants du mouvement d’amalgame de la tradition indigène et d’une philosophie empruntée à la Chine réside dans sa composante nationaliste. L’attitude d’Ansai touchant une hypothétique invasion de la Chine par les sages chinois est une expression de ce sentiment.

Il n’est pas facile de retrouver l’origine de cette tendance patriotique. Elle existait bien sûr depuis les temps anciens, mais non pas de façon active ; et au Moyen Age, elle demeura masquée par les luttes intérieures. Mais l’unification entraîna un renforcement de la conscience nationale, hâté peut-être par la campagne de Corée. Les motifs de la politique d’isolement ne sont pas tout à fait clairs, mais le désir de protéger la culture nationale contre l’influence étrangère entre certainement parmi eux.

L’ÉTHIQUE NÊO-CONFUCIANISTE

La dernière critique du néoconfucianisme au XVIIe siècle ne fut pas une attaque mais un effort couronné de succès pour rendre son essence intelligible au commun des mortels. Il s’agissait de l’œuvre de Kaibara Ekken (1630-1714), médecin né au Kyüshü. L’étude des herbes médicinales l’amena à s’intéresser à la science naturelle en général, ce qui se sent dans sa philosophie. Il croyait en une force créatrice bienveillante unique, s’opposant en cela au dualisme de Zhu Xi. Sa simplification du néoconfucianisme orthodoxe reflétait d’ailleurs son propre caractère, direct et uni. Rédigés dans un langage simple, ses écrits présentent des principes faciles à comprendre pour les représentants de toutes les classes. Il mettait l’éthique confucianiste à la portée des femmes et des enfants. Un lettré plus tardif – Dazai Shundai, connu pour être avare d’éloges – parle de lui comme de l’homme le plus érudit du Japon.

Un livre intitulé *Onna daigaku (Instruction supérieure pour les femmes),* dont Ekken fut peut-être l’auteur, expose les règles de soumission et d’obéissance aux parents, beaux-parents, mari et fils (en cas de veuvage). Mais Ekken traitait sa propre femme (Token) comme une égale, et l’on dit que c’est elle qui écrivit le livre. C’était une femme très douée, et peut-être y travaillèrent-ils ensemble[232].

Ekken lui-même s’éleva très haut parmi les confucianistes de son temps, dont il fut peut-être le plus grand, car il avait et la sagesse pratique et la puissance analytique. En d’autres termes, il sut appliquer le rationalisme de Zhu Xi à la formulation d’un code simple de morale quotidienne. Aucun penseur japonais probablement n’eut autant d’influence sur le mode de conduite de la société Tokugawa, en particulier dans les classes moyennes.

L’ordre social Tokugawa organisé en quatre classes, *shi, nô, ko, shô* (guerrier, paysan, artisan, commerçant), correspondait assez bien au modèle confucianiste – en fait, il était d’origine confucianiste. Mais l’enseignement confucianiste ne portait pas essentiellement sur ces questions publiques, étant centré d’abord sur la morale au sein d’un système familial. Il faut comprendre que les principes moraux en question ne concernent pas en premier lieu le caractère de l’individu, mais visent au bien-être de la famille, à son renforcement et à sa continuité. Tous les membres de la

famille doivent subordonner leurs pensées et leurs actes à ces fins. La vertu dont dépend la famille est la piété filiale, le devoir d'un fils envers le chef de sa famille plutôt que l'allégeance d'un vassal à son seigneur. La piété filiale est en fait le fondement de l'éthique féodale, car c'est par l'extension de cette vertu que la soumission et l'obéissance à un supérieur en viennent à être considérées comme un aspect de la « pietas » à laquelle font appel le système de Zhu Xi et ses dérivés.

Pour comprendre la nature de la piété filiale, dit Nakae Tôju dans son *Okina mondô,* il faut considérer la dette de gratitude due aux parents pour leur affection – la chose est vraie partout et en tout temps, car l'amour naturel qui unit parents et enfants est universellement reconnu. Mais le développement de ce thème dans le Japon féodal fut poussé à l'extrême en traitant la gratitude filiale non pas comme un sentiment naturel mais comme une règle de conduite imposée de l'extérieur, forçant ainsi l'enfant à se soumettre aveuglément aux parents. Il est quelque peu surprenant de trouver cette doctrine chez Kaibara Ekken, qui (dans son *Dôjikun,* ou *Instructions pour les enfants)* avertit le père qu'il ne doit pas se laisser gouverner par l'instinct et doit éviter de se montrer doux et affectueux, car, prétend-il, une telle attitude est contraire à l'enseignement des sages, puisqu'elle signifie que l'enfant ne craint pas son père. Une semblable affection doit donc être réprimée. Selon Ekken : « L'enfant doit accepter en silence la censure de ses aînés. Il doit écouter respectueusement ce qu'ils disent, qu'ils aient tort ou raison. Aussi violent et offensant que puisse être leur langage, il ne doit pas montrer la plus petite trace de colère ou de ressentiment. »

Cette soumission absolue à la volonté du chef de la famille touche tous les aspects de la vie quotidienne. C'est le devoir du chef de la famille que de préserver son bon renom, et à cette fin il peut punir n'importe quel membre de la famille. Pour libérer sa parenté de toute responsabilité conjointe concernant un crime, il peut divorcer ou désavouer (et dans certains cas même tuer) un coupable.

Le rapport entre frères est aussi gouverné par l'âge. Les frères et sœurs cadets sont distincts de l'aîné. Ils sont moins bien traités par leurs parents en ce qui concerne la nourriture, les vêtements, le logement et leur éducation en général. C'est là un grand changement par rapport aux époques de Kamakura et de Muromachi, où l'héritier était choisi en vertu de ses qualités et non par primogéniture. C'est l'illustration d'un aspect rétrograde

du conservatisme Tokugawa, qui se compare difficilement à l'idéal de piété filiale tel que les Japonais le cultivaient au Moyen Age.

Ce code sévère valut bien des difficultés aux fils cadets des samurai pauvres. Dans tous les fiefs où le revenu du daimyô était fixe, il était manifestement impossible pour les samurai de rangs inférieurs d'obtenir des pensions suffisantes pour élever sur le même pied l'aîné et ses cadets. Aussi capables qu'ils fussent, s'ils n'étaient adoptés par une autre famille, les fils cadets étaient contraints de vivre une vie de pauvreté ou de s'exiler en ville, où ils pouvaient soit trouver un emploi (ce qui leur faisait perdre leur statut de samurai) soit rejoindre les rangs des *rônin.*

Mais le pire traitement de tous était celui que devait subir la femme. Durant sa vie, elle devait se consacrer à ce qu'on appelait les « trois obéissances » *(sanjü) :* obéissance à ses parents lorsqu'elle était enfant, à son mari lorsqu'elle était mariée, à ses enfants lorsqu'elle prenait de l'âge. Trop de savoir était jugé gâter le caractère d'une fille, mais les classes moyennes et supérieures approuvaient une certaine instruction en musique, en littérature, en poésie et en écriture. Ces arts étaient censés s'exercer en privé, car la séparation des sexes était stricte. Il existait même une règle absurde, d'origine confucianiste, selon laquelle les garçons et les filles de plus de sept ans ne devaient pas s'asseoir ensemble, même pour les repas.

Les mariages étaient arrangés par les parents dans l'intérêt des familles concernées, et le mari pouvait divorcer de sa femme pour sept raisons diverses, dont la stérilité, l'inconduite et la maladie étaient les plus courantes. Pour être autorisé à divorcer, il lui suffisait de déclarer que son épouse n'était pas en accord avec les habitudes de sa famille. Aucune procédure légale n'était nécessaire hors d'un avis de divorce remis à la femme ou à ses parents – avis si bref qu'on l'appelait « mikudari-han », c'est-à-dire « trois lignes et demie ». Les relations privées entre mari et femme était une question d'intérêt secondaire, ou n'offrant aucun intérêt. La fonction de la femme était de faire des enfants, car, disait-on, « la matrice est une chose empruntée » *(hara wa karimono).*

Strictement appliquées, des règles comme celles-ci valaient aux femmes et aux enfants un traitement confinant à la cruauté, et il est certain que la vie des épouses était souvent pleine de souffrances. Mais il est clair aussi que, sauf peut-être dans les maisons strictes des samurai de classe supérieure, elles n'étaient que partiellement suivies, en sorte que l'affection et le bon

sens venaient fréquemment adoucir les difficultés et rendre la vie familiale heureuse. D'ordinaire, le tyran que redoutait le plus une femme mariée n'était pas son mari mais sa belle-mère devenue veuve, qui, après une vie de soumission, pouvait enfin donner des ordres.

Il faut aussi se rappeler que, l'orgueil de la famille étant puissant, les parents ou les frères d'une épouse pouvaient se venger d'un mari qui la déshonorait ou la maltraitait gratuitement. La vendetta faisait partie de la société guerrière. On pourrait imaginer que, dans une époque de paix, l'esprit des guerriers se détournerait de ces formes de violence, mais l'adaptation de la société guerrière à la paix comptait parmi les problèmes les plus difficiles que rencontra le bakufu au XVIIe siècle. Il était relativement aisé de trouver une justification théorique à une classe qui ne produisait rien et n'avait pas d'occupation. La difficulté pratique était de trouver un emploi utile à des hommes qui n'avaient été formés que pour la guerre.

Après la fondation du bakufu, à mesure que s'améliorait l'organisation du gouvernement central et des fiefs, les *bushi* (guerriers) voyaient leur situation se détériorer. Ils commençaient à regretter la vie des camps et des champs de bataille, car dans les circonstances nouvelles ils n'étaient pas à l'aise. Ils étaient dépassés par un nouveau type d'homme, hommes souvent issus d'autres clans ou *rônin* prêts à servir un nouveau maître. Le nouveau *bushi* était d'un caractère très différent. Il vivait dans une ville-château, où, s'il en avait la capacité, il travaillait comme fonctionnaire dans l'administration du fief. La vieille garde des *bushi* considérait les fonctionnaires capables de remplir des tâches administratives importantes comme des lâches, soucieux d'éviter leurs devoirs militaires. Toutefois, c'était à eux qu'appartenait l'avenir, alors que, pour fidèles qu'ils fussent, les guerriers sans qualification spéciale n'avaient guère de chance de s'élever[233].

Les nouveaux *bushi* remplaçant les anciens, les critères de conduite devaient inévitablement se modifier ; et c'est la raison pour laquelle les dirigeants intellectuels (si l'on peut désigner ainsi les lettrés confucianistes) cherchèrent à développer un système logique de morale qui puisse s'appliquer à la vie de la classe militaire, du daimyô au dernier des samurai.

Le premier effort sérieux pour formuler des principes de cette nature fut tenté par Yamaga Sokô, dont on a déjà évoqué l'ouvrage intitulé *Shidô (la Voie du guerrier),* écrit vers 1665. Dans ce livre, il commence par dire à très juste titre que le samurai est quelqu'un qui ne travaille pas, ni comme paysan, ni comme artisan, ni comme commerçant. En ce cas, se demande-t-il, quelle peut être sa fonction ? La réponse est que le samurai est un guide qui montre la voie par son exemple en s'acquittant de ses obligations morales de loyauté et de piété filiale. D'après Sokô, le samurai est un maître qui voit sa fonction non pas en termes de récompense mais seulement de devoir. L'intérêt particulier de cet ouvrage comme d'autres traités de Sokô réside dans le fait qu'il propose une nouvelle conception de la place du samurai dans la société. Ce n'est plus un militaire, mais un civil chargé de la conduite intellectuelle et morale du peuple dans son ensemble. A propos de la relation entre le guerrier et son seigneur, Sokô dit en outre qu'elle est le fruit d'un décret divin, absolue et inviolable, supérieure à toutes les considérations de gratitude ou de récompense.

Il s'agit là d'un système abstrait soigneusement construit, mais qui ne résiste pas à une étude approfondie. Tout en posant que le samurai ne doit pas penser en termes de récompense, Sokô lui-même écrivait que, alors qu'il était en exil, il refusait de travailler pour moins de dix mille *koku.* En réalité, ce qu'on attendait du samurai, ce n'était pas des professions de foi touchant la loyauté et le devoir, mais un travail pratique au service du gouvernement. Pour cela, il fallait de l'obéissance et de l'assiduité, mais ces vertus n'avaient besoin d'aucun support philosophique. C'étaient les vertus traditionnelles du samurai, et elles continuaient d'être pratiquées, imparfaitement sans doute, mais de façon assez générale pour exercer une influence à titre d'idéals.

D'autres confucianistes essayèrent comme Sokô de rationaliser une situation où une classe qui comprenait moins du dixième de la population ne produisait rien en vivant aux dépens du grand nombre, c'est-à-dire des paysans, des artisans et des commerçants. Dans ce domaine, les propositions faites par les philosophes demeurèrent sans effet ou se révélèrent carrément nocives ; cependant, ils avaient parfaitement raison de s'en prendre à certains traits de l'ancienne tradition des samurai.

La persistance partielle de l'ancien code est illustrée par certaines survivances qui étaient en nette contradiction avec l'enseignement éthique

des confucianistes. Il y avait notamment la pratique du junshi, immolation permettant de suivre un seigneur guerrier dans la tombe. Elle appartenait à un âge où le lien entre le chef et l'homme lige qui combattait à ses côtés était très étroit et personnel, si étroit que quand le chef était tué l'homme lige cherchait immédiatement la mort pour l'accompagner. Cette pratique fut perpétuée pendant un temps à l'époque d'Edo par le suicide de plusieurs hommes à la mort d'un shôgun ou d'un grand daimyô. D'un point de vue rationnel, elle était considérée comme mauvaise, et Ieyasu la condamnait pour des raisons générales comme la condamnaient la plupart des daimyô influencés par l'enseignement confucéen.

Les premiers exemples de *junshi* à l'époque d'Edo furent le suicide, en 1607, de quatre pages à la mort de Matsudaira Tadayoshi et de quatre partisans à la mort de Matsudaira Hideyasu. Ensuite, il y eut des cas assez fréquents durant un certain temps, y compris des exemples de *junshi* au second degré, c'est-à-dire de *junshi* pratiqué pour suivre un supérieur qui lui-même s'était donné la mort par *junshi.*

L'argument à l'appui de cette pratique disait qu'un guerrier ne peut servir deux maîtres, et que, par conséquent, lorsque son seigneur meurt il doit mettre fin à sa propre vie. Quand le shôgun Hidetada mourut, l'un des *röjü* le suivit, et à la mort du shôgun Iemitsu treize personnes firent *junshi,* dont les très éminents *röjü* Hotta Masamori et Abe Shigetsugu. Cette sinistre habitude finit par être interdite par des daimyô éclairés comme Hoshina, Ii, Ikeda et Kuroda, et enfin par un décret du bakufu en 1663. L'interdiction fut appliquée de façon stricte, et lorsqu'un vassal d'Okudaira Tadamasa se tua à la mort de ce dernier, en 1668, deux de ses enfants furent exécutés, d'autres de ses parents exilés, et l'héritier d'Okudaira déplacé dans un fief de moindre importance. Dès lors, la pratique du junshi fut abandonnée. En l'occurrence, l'intervention du bakufu peut être considérée comme un exemple de l'influence du sentiment confucéen sur la politique gouvernementale.

La vendetta *(kataki-uchi),* d'origine ancienne, était une pratique plus courante et moins contre nature. Le premier exemple attesté de *kataki-uchi* à l'époque d'Edo fut le duel d'Igagœ, en 1634, entre Watanabe Kazuma et Kawai Matagorô, qui avait tué le père du premier. Kazuma, accompagné de son beau-frère et de deux jeunes samurai, poursuivit Matagorô et plus de vingt de ses parents dans une région montagneuse isolée de la province

d’Iga. Sa petite bande l’emporta, et Matagorô fut tué. Dans cette querelle, il y avait un élément homosexuel. Elle devint le sujet de nombreuses pièces de théâtre.

On connaît mieux l’histoire célèbre des quarante-sept *rônin* (1702), dont le thème est la loyauté envers un seigneur féodal. Depuis que cet acte de vengeance a été commis, aucune pièce n’a connu davantage de succès que celles dont il a fourni le sujet, et l’on ne peut douter de son influence sur l’esprit de toutes les classes. C’est un fait curieux que, alors que la plupart des cas de *kataki-uchi* enregistrés durant la première partie de l’époque d’Edo ont été l’œuvre de *bushi*, dans la seconde partie (sauf lorsqu’il s’agit de duels) ils furent principalement celle de paysans et de marchands. Il semble ainsi que, pour commencer, l’esprit militant des *bushi* s’était perpétué depuis l’époque des guerres, mais que, le temps passant, les guerriers s’adaptèrent à la vie civile, tandis que les classes moyenne et inférieure subissaient peu à peu l’influence du modèle de comportement confucianiste, ou celle des idées que véhiculait le théâtre.

L’attitude du bakufu à l’égard de la vendetta n’était pas hostile. Du moment qu’une question de devoir moral était en jeu, le gouvernement ne pouvait pas interdire des actes de vengeance inspirés par les idéals confucianistes de loyauté et de piété. Au contraire, ceux qui méditaient de se venger devaient demander au bakufu l’autorisation de le faire, ce qui, d’ordinaire, leur était accordé.

Cet acte est sanctionné de façon spécifique dans le « Code des cent articles » (appelé parfois « Legs de Ieyasu » bien que datant d’une période ultérieure, sans doute des environs de 1650). Ce document est une sorte de constitution de la société guerrière. Touchant la vendetta, il est parfaitement clair. Il dit qu’un homme « ne doit pas vivre sous le même ciel que quelqu’un qui a fait tort à son seigneur ou à son père » (article 51). Il précise ensuite que les autorités doivent être averties de l’intention de tuer un coupable, et que la permission en sera accordée à condition qu’il n’y ait pas de sursis et que l’affaire se passe sans émeute. Le même document contient un article qui stipule qu’un samurai peut tuer un membre de la classe inférieure « qui s’est comporté avec lui de manière offensante ». Dans ce cas, les autorités n’ont pas besoin d’être averties, le samurai ayant « kirisute gomen », c’est-à-dire l’autorisation d’abattre et de s’en aller sans autre formalité (article 44).

LES ÉTUDES HISTORIQUES

Lorsque Ieyasu s’occupa de faire imprimer de nouvelles éditions de classiques chinois sur le gouvernement, la science militaire et l’histoire, et quand Hayashi Razan et autres lettrés commencèrent à approfondir l’étude du confucianisme, ils ne firent que renouer avec la tradition intellectuelle du pays après une interruption due aux guerres du Moyen Age. En fait, ils furent les promoteurs d’un important mouvement de renaissance portant non pas tellement sur les beaux-arts que sur l’étude de la philosophie en général et de l’histoire en particulier.

Il n’y avait pas eu d’études historiques importantes depuis le *Gukanshô* de 1223 (l’un des grands ouvrages historiques du Japon, et le premier à tenter de donner une interprétation raisonnée du passé), et il fallait s’attendre à ce que, au commencement d’une nouvelle dynastie – les Tokugawa –, les lettrés souhaitent revoir l’histoire de leur pays à la lumière des idées alors courantes au Japon [234]. L’un des chefs de ce mouvement fut, comme il se doit, un Tokugawa distingué, Mitsukuni (1628-1700), daimyô du fief de Mito et petit-fils de Ieyasu. Il devint ainsi le chef d’une des Go-Sanke, les trois grandes familles collatérales de la lignée de Ieyasu.

Il se plongea dans les études classiques et se prit d’un vif intérêt pour l’histoire. A trente ans (en 1657), il commença la compilation d’une histoire nationale. Son but était de remplacer le *Honchô tsugan*, histoire officielle écrite par Hayashi Razan pour le bakufu, qu’il considérait comme un simple répertoire des événements. Lui-même avait pour objectif de composer un ouvrage général dans le style des grandes histoires chinoises. Il devait couvrir l’histoire du Japon depuis l’antiquité jusqu’à la fin de l’époque de Nam-boku-chô, et s’intitulait *Dai Nihon shi*. La compilation avança rapidement du vivant de Mitsukuni, mais elle s’arrêta en 1715 et ne fut reprise qu’à la fin du xixe siècle. C’est le seul ouvrage japonais qui, par la forme et la qualité, puisse se comparer aux grandes histoires chinoises, car il suit leur modèle et est d’une extrême précision.

Le but de Mitsukuni n’était pas didactique. Il espérait que l’étude de l’histoire cultiverait l’esprit de ses samurai et leur montrerait l’importance de l’unité nationale. C’était un adepte convaincu de l’école de Zhu Xi, pour qui l’étude de l’histoire a pour but de fournir une orientation morale. Les

actions des personnages historiques doivent être vues à la lumière de l'essence, ou vraie nature *(li)*, de la vertu.

Les premières esquisses des parties qui relatent le conflit entre les cours du Nord et du Sud renferment une étude fouillée de la vraie nature, du « taigi meibun », loi morale réglant les rapports entre gouvernant et sujet. Ces sections en arrivent à la conclusion que, appuyant la cour du Nord, les shôgun Ashikaga se conduisirent en traîtres. Avec les progrès de l'ouvrage, auquel collaboraient de nouveaux lettrés – comme Asaka Tampaku (1656-1737) et Miyake Kanran (1674-1718) –, la langue utilisée devint plus objective et modérée. Au nombre des compilateurs du *Dai Nihon shi* comptait le lettré chinois Zhun Shunshui, qui vivait à Nagasaki et dont Mitsukuni sollicita la collaboration.

Quoique le premier but de cette grande entreprise fût de raconter l'histoire à travers les actions et la politique des souverains légitimes de la dynastie impériale, ses auteurs « ne condamnaient pas le shôgunat en tant qu'institution puisque c'était une arme du gouvernement impérial. Ils insistaient sur le fait que les shôgun étaient des sujets, mais ils n'osaient dénier à un empereur le droit de déléguer son autorité à tout officier de son choix[235] ».

CHAPITRE LV

La vie rurale

EXPLOITATIONS ET PAYSANS

Avant d'entreprendre une étude de la vie rurale au XVIIe siècle, il convient de se familiariser avec son caractère et son environnement. Le trait le plus remarquable de l'agriculture japonaise est la petite taille de ses exploitations, la grandeur des ensembles qu'elles forment, et la culture intensive à laquelle la terre est soumise. La principale récolte est celle du riz cultivé dans des champs irrigués (paddy, *suiden)*, puis celle des céréales et des légumes cultivés en champs secs (hatake). Les champs sont petits. Ils se mesurent en *chô – 1 chô* valant 10 *tan*, soit approximativement 1 hectare –, et le produit d'un *chô* de paddy de première qualité est de l'ordre de dix *koku*, un *koku* étant l'équivalent d'environ 180 litres.

Dans toutes les discussions touchant la quantité et la qualité de la récolte, le fait dominant est qu'un *koku* de riz constitue la consommation moyenne annuelle d'une personne, en sorte que, aucune nourriture n'étant importée, la production globale en *koku* équivaut approximativement à la population totale du pays.

Pour cultiver un *chô* de terre mixte (irriguée et non irriguée), il fallait le travail à plein temps de quatre ou cinq hommes[236]. En pratique, la plupart des exploitations étaient de petite taille, et l'on peut dire que leur distribution était inversement proportionnelle à leur grandeur. Ainsi, un village de vingt exploitations pouvait se distribuer comme suit :

12 exploitations de moins de 5 *koku* 5 exploitations de 5 à 10 *koku* 2 exploitations de 10 à 20 *koku* 1 exploitation de 20 *koku* ou plus

Cette distribution est hypothétique, mais elle donne une bonne idée des éléments de la communauté rurale. Un point important qui ne ressort pas de ces chiffres est la proportion élevée de très petites exploitations ; en effet, la plupart des régions du pays comptaient de nombreuses exploitations de moins de cinq *koku,* soit d'une superficie de deux à trois *tan,* ne produisant parfois que deux *koku,* et, de ce fait, d'une utilité marginale.

Une exploitation produisant vingt *koku* (d’une superficie de deux *chô)* requérait le travail de cinq à huit hommes, nombre que la famille de l’exploitant pouvait rarement fournir. Il devait donc compter sur des collatéraux ou sur des gens qui ne lui étaient pas apparentés mais qui, généralement, étaient traités comme appartenant au cercle familial. Quand elle avait besoin de main-d’œuvre supplémentaire, la famille faisait appel à des travailleurs dont certains étaient des domestiques héréditaires (les *fudai)* et dont d’autres étaient engagés par contrat. Ces domestiques (communément appelés *genin* ou « subalternes ») faisaient partie de la maison de l’exploitant, habitant sous son toit ou dans les logements adjacents qu’il leur fournissait. On estime qu’au XVIIe siècle, les *genin* constituaient environ dix pour cent de la population paysanne du pays. Quand il fallait encore davantage de main-d’œuvre, on avait recours aux « nago » ou « hikan » (ou autres équivalents locaux), auxquels le propriétaire de l’exploitation accordait un lopin de terre et de quoi se loger en échange du travail effectué pour lui.

Du résumé ci-dessus, il ressort clairement qu’au XVIIe siècle les grandes exploitations étaient cultivées par des familles composées de plusieurs éléments unis non seulement par des liens familiaux mais également par la nécessité économique ; mais il ne fait aucun doute que le sentiment familial était puissant et général, et que les « subalternes » étaient traités comme des parents, aussi humbles fussent-ils.

LE VILLAGE

Pour comprendre la société rurale du Japon des Tokugawa, il faut en revenir à la politique foncière du XVIe siècle, avant la grande étude cadastrale de Hideyoshi[237].

Au Moyen Age, la population paysanne du Japon était hétérogène, comprenant des hommes de différentes classes qui jouissaient de la liberté de mouvement dans l'échelle sociale. En d'autres termes, la division des classes n'était pas la répartition fixe qu'elle devint quand la politique de Hideyoshi opéra la séparation entre le soldat et le paysan. Le paysan-soldat du Moyen Age avait une liberté considérable pour la raison que, dans l'ensemble, la population paysanne représentait une puissance militaire redoutable. En fait, c'est à supprimer ce danger potentiel que visait la politique de Hideyoshi. Au cours du recensement foncier qu'il organisa, chaque lopin de terre fut inspecté et enregistré, et l'on en releva la surface, la qualité de la terre, la quantité de riz ou autre qu'elle était supposée produire, et le nom de la personne responsable de son exploitation.

La politique de Hideyoshi eut pour résultat de priver la population paysanne de sa mobilité sociale, de fixer le statut de tout homme, et de l'attacher ainsi à la terre. Durant ce processus, le travailleur agricole du grade le plus bas gagna son indépendance en ce qu'on ne put plus lui enlever le lopin inscrit à son nom. Mais cette liberté était théorique, car les terres de ces hommes étaient ordinairement trop petites pour assurer leur subsistance. La plupart d'entre eux avaient des lopins d'un ou deux *tan* seulement (le *tan* valant 0,1 hectare), qui produisaient moins de cinq *koku*, montant inférieur (l'impôt une fois déduit) à la consommation d'une petite famille selon le taux normal d'un *koku* par tête et par an. Ces exploitants étaient ainsi contraints de travailler pour des familles possédant des terres beaucoup plus vastes, généralement en envoyant à leur service un fils, une fille ou quelque autre parent.

Les propriétaires de grandes exploitations étaient en général des familles descendant de membres de la petite noblesse rurale, qui, après le recensement foncier de Hideyoshi et l'annonce de son intention de désarmer tout le monde sauf les représentants de la classe militaire, décidèrent de renoncer à leur statut de soldat pour se consacrer à l'agriculture. Par

comparaison avec les petits exploitants, ces riches paysans (qu’on appelait *gönö*) étaient peu nombreux. Comme on l’a vu, les propriétaires moyens et petits occupaient une proportion très importante de l’ensemble de la terre cultivable du pays.

La situation et l’organisation des travailleurs de la terre est une question d’une grande complexité qu’on ne peut traiter ici, car elle exige des connaissances hautement spécialisées. Une vue d’ensemble est ce qui nous convient, et il suffit d’étudier le village plutôt que la ferme, compte tenu du fait que le principal mode de culture au XVIIe siècle était le travail d’une grande exploitation par le propriétaire, sa famille et ses domestiques. C’était ce qu’on appelait le « tezukuri », ou culture par la main-d’œuvre, parce que le travail réel était fait par les hommes du propriétaire et non pas par des tenanciers, comme c’était le cas pour le « kosaku ».

Avant de parler du village, il convient d’étudier brièvement l’attitude de la classe dirigeante à l’égard du paysannat. En théorie, le paysan occupait un rang inférieur à celui du samurai et supérieur à ceux de l’artisan et du commerçant. Dans la pratique, les hommes qui travaillaient la terre étaient toutefois lourdement opprimés et menaient une vie souvent misérable. Il était dans la politique du bakufu et de la plupart des daimyô de les imposer jusqu’à l’épuisement. Le fidèle conseiller de Ieyasu de Honda, Masanobu écrivait que le paysan était le fondement de l’État et devait être soigneusement dirigé. Il fallait qu’il ait ni trop ni trop peu, mais juste assez de riz pour vivre et pour semer l’année suivante. Le reste devait lui être pris sous forme d’impôts.

Cette malheureuse situation est amplement décrite dans maints documents officiels, notamment l’ordre appelé, en raison de sa date, « Keian no furegaki », qui fut adressé à tous les villages en 1649, après une notification plus courte publiée en 1642. Le but général de ces injonctions était de rappeler aux paysans l’importance d’un travail sans relâche et d’une vie frugale. Les extraits suivants donneront une bonne idée de la nature de la législation dans son ensemble :

– Le travail agricole doit être fait avec la plus grande diligence. Le plantage doit être ordonné, toutes les mauvaises herbes doivent être enlevées, et en bordure des champs, irrigués et non irrigués, des fèves ou autres aliments doivent être cultivés, aussi petit que soit l’espace.

– Les paysans doivent se lever tôt et couper de l’herbe avant de cultiver les champs. Le soir, ils doivent fabriquer de la corde ou des sacs de paille, tous les travaux de ce genre devant être faits avec beaucoup de soin.

– Ils ne doivent acheter ni thé ni saké à boire, et leurs femmes non plus.

– Les hommes doivent planter des bambous ou des arbres autour de la ferme, et, par économie, utiliser les feuilles tombées comme combustible.

– Les paysans sont des gens dénués de sens et de réflexion. C’est pourquoi ils ne doivent pas donner de riz à leurs femmes et à leurs enfants au temps de la récolte, mais mettre de la nourriture de côté pour l’avenir. Plutôt que du riz, ils devraient manger du millet, des légumes et autres nourritures grossières. Même les feuilles tombées devraient être mises de côté comme nourriture contre la famine […]. Toutefois, aux époques de plantation et de récolte, lorsque le travail est ardu, la nourriture prise peut être un peu meilleure que d’ordinaire.

– Le mari doit travailler aux champs, la femme doit travailler au métier à tisser. Tous deux doivent travailler la nuit. Aussi belle que puisse être une femme, si elle néglige ses devoirs ménagers en buvant du thé, en se promenant ou en flânant au flanc des collines, elle doit être répudiée.

– Les paysans ne doivent porter que du coton ou du chanvre – pas de soie. Ils ne sont pas autorisés à fumer du tabac. La chose est mauvaise pour la santé,, prend du temps et coûte de l’argent. Elle constitue en outre un risque d’incendie.

Les paysans étaient lourdement imposés, et, en plus de ce qu’il leur fallait payer en argent ou en nature, ils devaient travailler aux routes et aux digues, fournir des chevaux de poste et rendre d’autres services sans rétribution. Le long des grandes routes, on réquisitionnait à titre de corvée (« sukegô ») dans les villages des hommes et des chevaux parfois durant des jours. Ces pratiques nuisaient à tel point au travail de la ferme que des paysans tombés dans la misère abandonnaient leurs terres. Ceux qui souffraient le plus étaient les travailleurs dépendant de petits lopins.

Le bakufu et les différents fiefs annoncèrent des mesures sévères à l’encontre de ceux qui quittaient la terre. En 1642, par exemple, Ikeda, le daimyô du fief fermement gouverné d’Okayama, publia un ordre qui imputait au groupe des Cinq *(gonin-gumi)* de chaque village la responsabilité des départs. Ceux qui contribuaient à l’évasion de paysans ou

d’autres contrevenants devaient être punis par des amendes imposées aux individus mêmes ou à l’ensemble du village. L’ensemble du village ou le *gonin-gumi* étaient tenus de cultiver les terres abandonnées pendant un an ou jusqu’à ce qu’on trouve un cultivateur adéquat. Ici encore, le coût (y compris les impôts) devait être assumé par le village. Le village pris dans son ensemble était plus fort et plus influent que ses membres individuels, de sorte qu’il pouvait résister dans une certaine mesure à la pression des autorités locales, ou, tout au moins, négocier avec un modeste espoir de succès.

Le village du XVII* siècle évolua naturellement à partir du village médiéval, qui était d’origines variées. Ses classes sociales comprenaient les anciens éléments constitués par la noblesse rurale *(myôshu*, *dogô* ou *jisamurai*) et des groupes ultérieurement formés par les guerriers ayant cherché refuge à la campagne après avoir été défaits durant les guerres civiles. Mais la classe la plus commune était celle des paysans travaillant à l’ouverture de nouvelles terres. Ce type d’entreprise était très encouragé par le bakufu et les principaux daimyô. Il se trouvait facilité par un apport croissant de capital dû à l’expansion de l’économie marchande, et par l’amélioration des techniques de génie civil conséquente au relevé foncier et à la construction de fossés et de digues.

Un village moyen comptait une cinquantaine d’exploitations, et, vers la fin du xvie siècle, réunissait essentiellement des paysans indépendants de la classe des *hon-byakushô* (propriétaires et membres du village à part entière), dont certains étaient d’anciens paysans-soldats qui, après la chasse à l’épée ordonnée par Hideyoshi en 1588, avaient rendu leurs armes et étaient devenus des civils. A cette classe, il faut ajouter celle des petits cultivateurs *(ko-sakunin)*, que la chasse à l’épée avait, ainsi qu’on l’a vu, dégagés de leurs liens avec la petite noblesse et transformés en propriétaires indépendants d’une surface généralement minimale de terre cultivable.

Cette période de relative liberté ne dura pas longtemps, car, du fait des études cadastrales effectuées entre 1574 et 1600[238], et en particulier du grand recensement entrepris par Hideyoshi, qui dura une quinzaine d’années, le village devint l’unité administrative à laquelle le gouvernement féodal (central et provincial) appliquait ses mesures de contrôle y compris la levée d’un impôt foncier calculé pour chaque champ et la détermination

d’une politique agricole en général. Pour sa part, le village était une corporation qui agissait pour les cultivateurs dans des domaines tels que les requêtes, les contrats et les prêts, ainsi que pour la gestion des communaux. Durant un certain temps, on le tint même pour responsable des actes illégaux commis par l’un ou l’autre de ses habitants.

Des agents officiels locaux *(daikan* et *gundai)* contrôlaient les affaires du village, mais aucun fonctionnaire n’y résidait. Le chef du village (il y en avait de trois espèces : *nanushi* ou *shôya*[239], *kumigashira* et *hyakushôdai)* gouvernait celui-ci selon les instructions des agents officiels. Les détenteurs de ces trois types de postes étaient officiellement nommés par élection ou sur la décision d’un comité, mais, en pratique, la plupart des nominations étaient héréditaires dans les familles influentes de la petite noblesse rurale.

En plus de ces nominations, on choisissait habituellement une sorte d’intermédiaire pour aider le chef du village à organiser le paiement des impôts et le conseiller en matière de récolte et de maintien de l’ordre. Le *nanushi* ou *shôya* avait trois ou quatre assistants appelés kumigashira. Le *hyakushôdai* était un officier municipal représentant les intérêts de la majorité des paysans notamment dans le domaine des impôts et la répartition des tâches. Dans la plupart des régions du pays, il était courant qu’un certain nombre de villages forment une unité supérieure, le « gô » ou district rural, que dirigeait un chef, l’*ôshôya*, aux fonctions très honorifiques.

Le groupe des Cinq *(gonin-gumi) :* Les *gonin-gumi* étaient des groupes de cinq chefs de famille conjointement responsables des actes de chaque membre. Leurs fonctions étaient nombreuses. Ils devaient certifier les mariages, les successions, les testaments et les contrats de vente, d’achat ou d’emprunt. Lorsqu’un membre avait du retard dans le paiement de ses impôts, ils devaient se porter garant pour la somme due ; et lorsqu’un délit était commis, ils devaient en accepter la responsabilité. De façon générale, leurs obligations comprenaient une aide mutuelle et une surveillance mutuelle de toutes les activités publiques et privées à l’intérieur du groupe.

Le *gonin-gumi* était donc une sorte d’agence d’autogestion non pas née de l’initiative populaire mais imposée à la communauté par la classe gouvernante. Son but principal était de maintenir l’ordre et d’informer les autorités de ce qui se passait dans la ville ou dans le village. C’était en fait

un organe de police, d’espionnage et de délation, caractéristique de l’attitude officielle à l’égard des problèmes administratifs.

Ses devoirs étaient exposés dans une préface *(zenshojau* registre (le *gonin-gumi-chö)* que possédait chaque village. Ce registre était signé par le chef et contenait, à l’intention des membres des groupes, une liste des devoirs formels et des actes interdits. Certains de ces documents sont courts et simples, d’autres d’une longueur considérable et bourrés de détails. Un exemple relativement bref, datant de 1658, contient quinze articles, dont les principaux peuvent être résumés comme suit :

– Instructions pour les visites de fonctionnaires ; pour le nettoyage des routes ; pour la tenue des chiens et des chats.

– Tous les puits, fossés et cours d’eau doivent être nettoyés et les digues réparées au début de la nouvelle année.

– Toute la terre arable doit être cultivée, sans laisser libre aucun espace.

– Les arbres et les bambous ne doivent pas être coupés sans autorisation. Lorsqu’il faut du bois ou du bambou pour une construction, la demande doit être présentée aux autorités.

– Aucun *rônin*, marchand ou mendiant n’est autorisé à passer la nuit dans le village s’il vient d’un autre fief ou est inconnu.

– Tous les ponts, routes et chemins doivent être maintenus en état par des soins quotidiens.

– Règles touchant la vente des chevaux et des bœufs.

– Le jeu et la corruption sont interdits.

– Les personnes d’un district rural qui ne sont ni paysans, ni commerçants, ni membres d’autres occupations reconnues, doivent être soumises à un interrogatoire serré et le résultat transmis aux autorités. Si les autorités l’exigent, elles doivent être expulsées.

– Aucun prêtre ou frère chrétien ni aucun autre membre d’une secte interdite n’est autorisé à entrer dans un district rural. Cette interdiction doit être soigneusement appliquée.

– En cas d’incendie ou de vol dans un village, un autre village doit aussitôt se porter à l’aide si on le lui demande.

– Aucune personne ne doit acheter ni vendre en infraction à la loi fixant l'âge minimal à dix ans.

Ces règlements étaient lus plusieurs fois par an aux villageois par le chef du village ou autre fonctionnaire[240]. En tant qu'institution, le *gonin-gumi* se perpétua jusqu'en 1888, où il fut remplacé par un nouveau système de gouvernement local. Mais le principe d'un groupe de responsabilité survécut, et dans les années 1930, le gouvernement se servit de la confrérie *(tonarigumi),* groupe plus nombreux et non officiel, comme unité dans l'organisation de la défense civile, le rationnement alimentaire et autres fonctions de guerre imposées aux associations locales dans les villes et à la campagne[241].

Malgré la nature élaborée de ces règlements établis par les villages, il est douteux que, dans la pratique, les membres des *gonin-gumi* les aient observés autrement que de manière générale. Ils étaient destinés à faire bonne impression sur les autorités plutôt qu'à guider les paysans, qui avaient leur façon de s'occuper des délinquants qui se trouvaient parmi eux.

Distinctions de classes dans le village : Dans les premiers relevés fonciers, le nom enregistré était celui du paysan réel *(sakunin),* c'est-à-dire du détenteur de la terre, qu'on appelait *hon-byakushô.* Mais en fait, il y avait en plus de lui un certain nombre d'hommes, allant du petit exploitant à une sorte de serfs, dont les noms ne figuraient pas dans les registres. Ils étaient nombreux dans les régions arriérées, et on les désignait sous le nom de *hikan* ou *nago,* ou autre terme traduisant leur position de dépendance. C'était des domestiques, non soumis aux impôts et n'ayant rien à dire dans le gouvernement du village. Les seuls qui pouvaient prendre part aux assemblées villageoises et être membre d'un groupe des Cinq, ou qui pouvaient prétendre avoir des droits privilégiés sur les communaux ou l'approvisionnement en eau, étaient les *hon-byakushô.*

Ainsi, le village japonais du XVIIe siècle n'était en aucune façon une simple colonie arcadienne, mais une petite communauté où il y avait des différences sociales marquées et un conflit d'intérêts croissant entre riches et pauvres. Ces distinctions de classes variaient d'un endroit à l'autre. Dans les provinces du Centre et le Japon central en général, les exploitations étaient de petite dimension, et beaucoup n'étaient pas cultivées par leurs propriétaires. Dans l'Est et le Nord, elles étaient souvent vastes, et

appartenaient à des hommes de la classe des propriétaires-prêteurs ; elles étaient cultivées par des *hikan*, des *nago* et autres subalternes qui, à côté du travail qu'ils effectuaient sur leur propre lopin, devaient fournir en guise de location non seulement un paiement en nature, mais un certain nombre de journées de travail annuelles.

La division stricte des classes dans la société rurale constitue l'un des traits marquants de la vie villageoise. Elle dépendait non seulement de la quantité de terres détenue par la famille, mais aussi de la généalogie de celle-ci. Pour la plupart, les membres des familles anciennes et respectées descendaient des propriétaires qui, à la fin du Moyen Age, avaient joué un rôle de chef dans l'établissement de la colonie d'où était sorti le village. Ils occupaient une position si solide qu'elle n'était pas touchée par les changements qui pouvaient affecter leurs revenus. Ainsi, les chefs de la plupart des vieilles familles occupaient des fonctions importantes dans le gouvernement du village. Ils exerçaient la plus forte influence sur ses décisions, et ils avaient des privilèges dans l'utilisation des communaux et les travaux d'irrigation. Leur supériorité sociale ressort clairement de leur autorité dans les « miyaza », collèges de paroissiens des sanctuaires shintoïstes de la localité. Lors de leurs assemblées, les anciennes familles avaient droit de préséance sur tous les autres membres. Elles occupaient tant de fonctions rituelles qu'il ne restait plus guère de place pour les villageois du commun.

Du fait que la population paysanne nourrissait l'ensemble du pays, il était essentiel pour le gouvernement de garder le contrôle de l'agriculture. C'est en dirigeant l'activité du village plutôt que d'une unité plus petite ou plus grande que ce contrôle s'exerçait le mieux, et la façon de faire la plus efficace était de suivre la procédure appliquée lors des relevés cadastraux, où l'on mesurait le produit d'une exploitation et fixait l'impôt qu'elle devait payer. Cette procédure impliquait une étude approfondie de la terre et de son rendement par des inspecteurs toujours à l'affût des cultivateurs paresseux. Ils traitaient les paysans de façon tyrannique, mais il faut se rappeler que le gouvernement était à juste titre inquiet de maintenir et d'accroître la production de nourriture, dangereusement faible dans un pays où, à la fin du XVIIe siècle encore, les techniques agricoles étaient arriérées. Une population en expansion exigeait une production croissante.

L’impôt de base était un impôt annuel sur la récolte des champs irrigués *(suiden)* et non irrigués *(hatake)*, tel que le fixait le registre *(kenchichô)* du relevé. Le taux d’impôt variait entre 40% et 60% de la récolte, payable d’ordinaire en nature sur le riz, et partiellement en espèces sur le produit des champs non irrigués ; mais des allégements étaient faits lors de déficits dus au mauvais temps ou à d’autres causes naturelles. Les champs étaient testés quant à la qualité de la récolte par « tsubo gari », c’est-à-dire en moissonnant et en examinant le grain de carrés choisis d’un *tsubo* (1,8 mètre carré).

Voici un exemple du calcul de l’impôt :

	Surface
Champs de 1re classe *(suiden)*	5 *tan*
Champs de 1re classe *(hatake)*	5 *tan*
Ferme	1 *tan*
	Récolte
Récolte de paddy, 1,8 *koku* par *tan*	9 *koku*
Récolte de *hatake*, 1 *koku* par *tan*	5 *koku*
Ferme, estimée à	1 *koku*

Dans cet exemple, sur le total de 15 *koku*, le paysan devait payer mettons 50%, soit 7,5 *koku* de riz ou l’équivalent en grain et en espèces. Cela lui laissait peu de riz pour sa consommation, mais assez d’autres céréales ou légumes. En plus de cet impôt, diverses contributions devaient fournir à l’entretien des relais de poste et au transport des impôts payés en nature dans les magasins officiels. Il y avait également une taxe à verser sur la vente des articles fabriqués par les paysans ou de certains produits locaux comme les fruits et le poisson ; enfin, il fallait occasionnellement contribuer au coût de divers travaux d’entretien. Ces impôts cumulés étaient moins onéreux dans les domaines du bakufu que dans les fiefs des daimyô indépendants, mais la perception de l’impôt de base était uniforme dans tout le pays.

Pour améliorer leur système de taxation, les daimyô de certains fiefs imposèrent de nouvelles limites à la liberté des paysans. Ainsi, en 1643, la vente ou l’hypothèque de terres furent interdites pour empêcher les paysans non seulement de vendre leurs droits et d’émigrer en ville, mais aussi de créer des exploitations jugées trop petites. Un ordre ultérieur (1673) interdit par ailleurs le morcellement des terres en décrétant qu’un exploitant devait garder un ou deux *chô*, ou une surface qui produisait de 10 à 20 *koku*. Aux

taux de production habituels, diviser une exploitation de moins d'un *chô* ne pouvait manquer d'attirer des ennuis aux deux parties.

Les paysans étaient soumis à des restrictions accablantes. Ils ne pouvaient pas changer d'occupation. A la recherche d'un emploi ou pour assister à un mariage, ils ne pouvaient pas voyager hors de leur district sans avoir obtenu un certificat de leur sanctuaire paroissial. Ceux qui ne réussissaient pas à payer le montant convenu d'impôts étaient parfois très rudement traités, et il n'était pas rare que le chef du village soit considéré comme responsable et détenu comme otage. Ses biens pouvaient être confisqués et sa personne soumise à la torture[242]. Dans l'un de ses mémoires au daimyô de Bizen, Kumazawa Banzan écrivait : « Naturellement, les paysans cachent leur riz, sachant qu'en toutes circonstances ils seront cruellement traités. » Il voulait dire par là que la cruauté n'avait d'autre effet que de susciter une réaction désespérée ; et il est vrai que, avec l'amélioration de l'administration des fiefs (peut-être sous l'influence de l'enseignement confucianiste), ces méthodes de violence furent abandonnées. Mais d'autres formes de pression les remplacèrent.

L'une des victimes de l'oppression était le chef du village *(nanushi* ou *shôya)*. L'exemple classique en est celui de Sakura Sögorö, chef de village qui présenta une requête directe au shôgun pour protester contre les mauvais traitements infligés aux paysans par le daimyô Hotta Masanobu. La requête fut entendue, mais le crime d'avoir approché le palanquin du shôgun fut puni par l'exécution de Sögorö, de sa femme et de leurs enfants. Il y a sans doute dans cette histoire, qui fait une pièce émouvante, plus de légende que de vérité. Mais il y a de nombreux exemples authentiques de révolte contre les impôts et autres contributions.

Ces protestations se traduisaient généralement par des manifestations de masse, parfois accompagnées de violence. Il y en eut un exemple en 1641, pour protester contre le relevé foncier. Pour crime de résistance dans le fief *(uwajima)*, sept chefs furent exécutés. Il y avait aussi de nombreux soulèvements chez les paysans des échelons inférieurs, mais c'était d'ordinaire des affaires modestes, réglées sans grande difficulté. La forme d'opposition la plus efficace n'était pas une menace de violences, mais la désertion planifiée de villages. Les travailleurs agricoles de deux ou trois villages, ou même davantage, quittaient alors leurs champs et se disséminaient dans la nature. Ensuite, ils adressaient une requête au daimyô,

disant que, si leurs demandes n'étaient pas satisfaites, ils quitteraient tous la terre. En général, ces manifestations n'étaient pas punies aussi longtemps qu'elles suivaient la filière normale. Un bon exemple est le cas du fief d'Obama (dans le Wakasa), où, en 1652, le chef *(shôya)* Matsumoto Chösö demanda obstinément la réduction d'impôts que réclamaient ses villageois. La réduction fut accordée, mais lui-même fut exécuté.

Les protestations de ce genre restaient souvent sans résultat du fait qu'elles n'avaient pas un appui assez unanime de la part des villageois ; mais à la fin du XVIIe siècle, le paysannat était plus conscient de sa puissance, et, comme on l'a vu, il lui arrivait de manifester avec une telle force que ses daimyô étaient réprimandés par le bakufu à cause de leur mauvaise administration.

LES PROGRÈS DE L'AGRONOMIE

Les progrès accomplis par l'agriculture au XVIIe siècle sont saisissants. La superficie cultivée passa d'environ 1600000 à environ 2900000 *chôbu*, et la production d'environ 18 millions à 25 millions de *koku.*

C'est durant la deuxième partie du siècle que le changement fut le plus rapide. Il fut rendu possible par l'organisation des exploitations par les *hon-byakushô,* et par l'inlassable culture intensive encouragée et, en fait, exigée par le bakufu et les daimyô. Le défrichement de nouvelles terres se trouva facilité grâce à des techniques nouvellement acquises, appliquées à des travaux tels que l'achèvement de canaux d'irrigation des eaux supérieures du Tamagawa (1655) et du lac de Hakone (1670) vers les exploitations nouvelles de la grande plaine du Kantô[243]. Cet accroissement notable de la surface des terres cultivables s'accompagna d'importants progrès en agronomie, notamment l'expansion de la mise en culture bisannuelle, l'amélioration des instruments de travail, et des engrais meilleurs et plus abondants. Des moulins pour faire monter les eaux d'irrigation et divers systèmes mécaniques pour épargner du temps et du travail au moment du battage et d'autres opérations vinrent ajouter au rendement de la plupart des exploitations.

En plus de ces améliorations de base, les paysans réalisaient certains profits en vendant des produits autres que les céréales et les légumes. Ils cultivaient du coton, du tabac, des plantes oléagineuses, de la cire végétale, de l'indigo et des mûriers pour les vers à soie. Ces gains supplémentaires étaient jadis découragés par les autorités, centrées sur la production de nourriture ; mais l'esprit d'entreprise en vint à être considéré avec faveur tandis que les daimyô se mettaient à rivaliser dans le domaine du commerce.

L'élévation du niveau de vie est attestée par l'approvisionnement régulier des villes en délicatesses venues des campagnes, oranges de Kishû, raisins de Köshü, melons et autres fruits ou légumes venus des provinces chaudes. Comme on l'a vu, la production de riz permet d'estimer la population, un *koku* de riz ou d'un équivalent de riz étant considéré comme la consommation moyenne par habitant. Pour le XVIIe siècle, on ne dispose pas de recensements valables, mais le chiffre de 27 millions, donné pour

1721, peut être considéré comme relativement précis (bien qu'il ne comprenne pas certaines catégories, soit les samurai et les personnes sans classe). On peut ainsi conclure que 25 millions constituent une estimation raisonnable de la population en 1700. Quant aux causes immédiates de cette augmentation rapide, on ne peut que les imaginer. Après 1615, le pays vécut en paix, et le bakufu comme les daimyô purent s'occuper d'améliorer leur situation économique. Dans l'ensemble du pays, l'expansion de l'agriculture s'accompagna d'un grand essor de l'activité marchande dans les villes, notamment les plus populeuses, comme Osaka, Kyoto et Edo, capitale du shôgun. L'élévation du niveau de vie – une nourriture meilleure et plus abondante et une plus grande sécurité de l'emploi – contribua sans aucun doute à élever le taux des naissances.

Mais il est extrêmement difficile de distinguer ici entre cause et effet ou entre demande et offre. L'accroissement de la population ne peut être imputé seulement aux méthodes nouvelles. Elle était, en partie du moins, due à l'expansion du trafic et du commerce dans l'ensemble du pays, expansion qui ne pouvait qu'influencer les régions arriérées en les intégrant dans le système national. On peut trouver certaines explications dans un ouvrage intitulé *Nôgyô zensho (le Manuel du paysan)*, écrit en 1696. C'était le premier traité pratique vraiment important sur l'agriculture, bien qu'il existât plusieurs ouvrages théoriques qui faisaient remonter sa fondation aux dieux et aux sages, tout comme on peut faire remonter l'invention de l'horticulture à Adam et Eve. Le *Nôgyô zensho* était un livre sérieux, écrit par un homme remarquable, Miyazaki Antei, qui passa quarante ans à pratiquer l'agriculture et quarante ans à voyager pour étudier le travail des autres.

Il rédigea la préface à ce classique après consultation avec Kaibara Ekken sur certains points de style aussi bien que sur le contenu. Il y dit que, jusqu'ici, il n'y avait pas de manuels parce que les paysans étaient illettrés. Autrefois, le manque de connaissances était moins important, la demande n'étant pas si grande. « Mais maintenant, poursuit-il, il n'y a pas d'excédents. La demande est décuplée, et il est essentiel de produire davantage. Le rude travail et la ténacité ne suffisent plus. La vérité est que les paysans n'ont pas conscience de l'art réel de cultiver *[sono jutsu kuwashikarazu]*. Il en résulte de fréquentes disettes, qui ne sont dues ni à la pauvreté du sol ni au manque d'efforts. La connaissance et l'effort doivent

aller de pair. Le Japon possède un sol de qualité et un climat favorables à l’agriculture. Un poète chinois louant le sabre japonais a dit un jour que nous étions bénis par une terre généreuse ; mais si nous ne faisons pas plein usage de ces dons de la nature, il n’y aura pas assez de nourriture, d’abris ni d’argent pour le peuple. Si nous en faisons plein usage, nous n’aurons pas à dépendre de pays étrangers. »

L’ouvrage d’Antei connut un grand succès. Il n’y a pas moyen de mesurer son influence, mais elle était jugée considérable par ses contemporains, en particulier par Kaibara Ekken, homme sage qui écrivit un long appendice pour l’édition de 1697.

A la fin du siècle, l’aspect des communautés rurales avait subi un grand changement. Non seulement la production alimentaire avait augmenté, mais de nouveaux produits étaient apparus. D’une agriculture de subsistance, on était passé à une agriculture commerciale dans l’ensemble du pays (et en particulier dans les provinces du Centre). La vente de laque, de papier, de tabac, de coton et de toute une diversité d’articles fabriqués dans les villages changeait le caractère de l’économie rurale sous bien des aspects et améliorait le sort de la population paysanne. On peut dire que, en 1700, les paysans étaient plus sûrs d’eux et moins résignés que par le passé. Ils n’étaient plus sous la coupe des guerriers. Le gouvernement était plus régulier et prévisible, et les villages plus riches. Le marché ouvert à leurs produits gagnait l’ensemble du pays, à partir du centre jusque dans les endroits les plus reculés, cependant que les voyages par terre et par mer devenaient plus faciles, et que les régions arriérées entraient dans l’économie nationale pour la vente et l’achat.

Dans les pages précédentes, nous avons décrit la vie des paysans comme misérable et difficile, et il est vrai qu’ils étaient opprimés par la classe dirigeante parfois jusqu’à la cruauté. Mais il y a un autre aspect à ce tableau. Les gouvernants les plus sages étaient assez sensés pour comprendre que la dureté ne produit pas de bons résultats, et certains d’entre eux s’occupèrent de soulager la misère des villages ; en outre, les villageois eux-mêmes réussirent souvent à trouver des méthodes grâce auxquelles alléger leurs difficultés, et ils furent aidés en cela par l’incompétence, la paresse ou la malhonnêteté des fonctionnaires chargés de les inspecter.

En théorie, les inspections se renouvelaient tous les dix ans, mais en pratique ce devoir était fréquemment négligé, et de nouvelles terres mises en culture échappaient sans peine à l’attention des fonctionnaires, surtout quand ceux-ci se laissaient acheter. De plus, les registres employés étaient rapidement dépassés. Ils ne tenaient pas compte de la production accrue résultant de l’amélioration des méthodes et des terres nouvellement défrichées. Selon les règlements gouvernementaux, le rendement devait être estimé chaque année pour les contributions, mais en fait l’impôt annuel était généralement fixé pour plusieurs années à l’avance, en sorte que, durant cette période, le paysan bénéficiait de toutes les augmentations qu’il pouvait obtenir dans le domaine de la production. Dans l’ensemble, l’impôt était ainsi bien inférieur aux 40% ou 50% officiels des récoltes, dont une bonne partie n’était pas imposée.

On ne peut guère douter qu’un paysan et sa famille cultivant une modeste terre de quelque deux hectares menaient une vie assez agréable, sans grandes difficultés, surtout à partir du tournant du siècle, avec l’augmentation et la diversification de la production. C’est du travailleur pauvre et de sa patiente épouse, qui besognaient de l’aube au crépuscule, dont on peut vraiment dire qu’ils portaient un fardeau accablant.

On peut se demander pourquoi de récentes études contredisent ou tempèrent les récits parlant de la misère des paysans. Dans les années 1920, les historiens japonais subirent l’influence du vent quelque peu fugitif de libéralisme, et se montrèrent ainsi enclins à prendre le parti du paysan contre le capitalisme. Il y avait des documents à l’appui de cette vision des choses, mais les recherches faites ultérieurement ne l’ont pas confirmée sous tous ses aspects[244].

CHAPITRE LVI

La vie citadine

LA CROISSANCE DES VILLES

Parallèlement au développement des communautés rurales se produisit un accroissement notoire du nombre et de la taille des villes, surtout durant la seconde partie du XVIIe siècle. Jusqu'à la fondation du bakufu d'Edo, le Japon avait été un pays sans cesse en mouvement. De grandes armées étaient toujours en marche à travers le pays. Puis, quand vint la paix avec la chute du château d'ösaka, la vie prit une tournure plus sédentaire. De petites communes furent créées le long des grandes routes, maintenant parcourues par des colporteurs et par des officiers en tournée d'inspection, et, rarement, par des hommes armés quand passait le cortège d'un daimyô montant à Edo.

Le bakufu et les daimyô s'étaient convertis aux arts de la paix. Ils avaient avant tout le désir, ou plutôt la volonté, d'augmenter leur puissance en encourageant les entreprises lucratives au sein de leurs domaines respectifs, et de ce fait, la ville-château (« jôka-machi ») tendait à devenir un centre commercial aussi bien que politique.

La population des villes-châteaux était fonction des revenus des fiefs. Edo, bien sûr, était la ville-château par excellence, et, par la taille, elle était suivie par les capitales des grandes baronnies – Nagoya, Sendai, Fukushima, Kumamoto, Wakayama, Shizuoka (Sumpu), Kagoshima, Fukuoka et Kanazawa –, qui, vers la fin du XVIIe siècle, avaient toutes un revenu de 500000 *koku* au moins. Puis, par l'importance du revenu, venait un groupe de fiefs de 200000 à 500000 *koku,* dont les capitales étaient Tsu, Fukui, Kôchi, Hiroshima, Hikone, Okayama, Kurume, Mito, Kôfu, Tokushima et Saga. Enfin, il y avait une centaine de villes-châteaux dans des fiefs dont les revenus allaient de 50000 à 200000 *koku.*

A la fin du siècle, Nagoya comptait 63000 habitants, chiffre correspondant approximativement au dixième de celui de son revenu, qui était de 620000 *koku.* En gros, cette proportion était valable pour la plupart des villes-châteaux. Ainsi, dans un fief de 150000 *koku,* Himeji avait après

1700 une population voisine de 15000 habitants. Vers 1700, celle d'Ogaki, capitale d'un fief de 100000 koku, était tombée à moins de 6000.

Des fiefs en général, on peut dire que leur administration était de caractère conservateur et tendait à apporter au commerce et à l'industrie des restrictions qui empêchaient le plein épanouissement des villes-châteaux, favorisant ainsi le développement d'autres centres urbains. De ce fait, dans la plupart des villes-châteaux, la population était stationnaire ou sur le déclin dans les dernières années du siècle. Les villes-châteaux des fiefs de moins de 50000 *koku* ne pouvaient pas nourrir une population nombreuse. Pour prendre un cas extrême, Ueda, dans le Shinshü, avait en 1665 une population de 2600 habitants seulement, et celle-ci tendait à diminuer. Il faut se rappeler que la position de nombreux daimyô répondait à des besoins stratégiques et n'était pas nécessairement favorable au commerce. Lorsque les villes-châteaux étaient bien situées, elles pouvaient attirer des marchands de détail et de gros, qui obtenaient des monopoles et autres privilèges des daimyô et créaient, dans la ville et le voisinage, des centres commerciaux ; mais les petits fiefs ne pouvaient fournir aux besoins d'une nombreuse population à moins de disposer d'un produit particulièrement précieux. S'ils ne vivaient que de l'agriculture, ils étaient d'ordinaire économiquement faibles. Un fief estimé à 10000 *koku* donnait au daimyô et à ses vassaux un revenu fiscal (à 50 %) de seulement 5000 *koku*, dont il ne restait presque rien après paiement des pensionnés et des frais d'entretien du château et de la maison du daimyô, sauf quand l'ensemble du fief bénéficiait de la vente de produits agricoles cultivés à des fins commerciales. Dans ces domaines, les samurai de rang inférieur ne recevaient qu'une pension très modeste.

Ainsi, comme centres de population en expansion, les villes-châteaux étaient moins importantes que, par exemple, les villages qui se développaient dans les environs d'Osaka. Ces anciens établissements ruraux occupaient une vaste région recouvrant les provinces de Settsu, Kawachi et Izumi ; et, n'étant séparés que par de courtes distances, ils avaient tendance à s'unir pour former des agglomérations urbaines. Un autre exemple frappant illustrant la croissance d'une ville est celui d'un endroit appelé Tonda-bayashi, à qui sa situation sur une route traversant le Kawachi en provenance du Yamato valait une certaine importance au XIVe siècle déjà[245]. C'était un lieu de résidence pratique pour les marchands aisés et

les ouvriers qu’employait l’industrie du coton, qui prospéra dans la région dès 1640 environ. D’autres agglomérations de ce type, comme Hirano, Tennôji, Sumiyoshi et Sakai, nouèrent des relations étroites, et, vers la fin du siècle, s’étaient unies pour former le grand marché national dont l’axe était Osaka.

Quoique l’importance des villes-châteaux eût tendance à diminuer, leur essor politique profitait à l’ensemble du pays. Elles étaient avant tout des bases militaires, mais aussi des capitales administratives où les plus capables des membres de la classe militaire occupaient des fonctions importantes et contribuaient de ce fait à répandre la loi et l’ordre dans un pays qui avait connu jusque récemment la guerre civile et les vestiges de l’anarchie. Sans sacrifier leur caractère local, ces centres provinciaux contribuaient à créer une certaine unité culturelle, qui, dans le Japon médiéval, faisait défaut ou était au mieux imparfaite ; et cette tendance se trouvait sans doute largement renforcée par les expériences faites par les daimyô et leurs conseillers durant leurs séjours à Edo. Comme on l’a vu, il y avait dans la plupart des fiefs des lettrés confucianistes employés comme conseillers ou enseignants, qui tenaient les villes-châteaux au courant des mouvements intellectuels du moment.

LES GRANDES VILLES

A la fin du XVIIe siècle, la population des principales villes (non compris les militaires) était à peu près la suivante :

		Date
Kyōto	400 000	1700
Edo	500 000	1700
Ōsaka	350 000	1700
Kanazawa	65 000	1697
Nagasaki	64 000	1696
Nagoya	63 000	1692

Les villes-châteaux ont déjà été décrites, mais le caractère des trois plus grandes villes mérite d’être étudié de façon plus détaillée.

Au Moyen Age, Kyoto était la principale et la plus grande ville du Japon, non seulement comme capitale et siège du souverain, mais aussi comme centre de la région la plus populeuse : les provinces du Centre. Depuis 1338 et pendant plus de deux siècles, elle fut le siège du gouvernement militaire des shogun Ashikaga. En outre, elle avait été longtemps le foyer du savoir et des arts, ainsi que des grands établissements bouddhiques.

Edo était un centre politique, et sa population comprenait les membres du gouvernement du bakufu, avec une foule de fonctionnaires et d’employés ; une petite garnison ; les daimyô présents en alternance avec une nombreuse suite de samurai et de serviteurs ; et un grand nombre d’artisans, de boutiquiers, de travailleurs et de personnes occupées dans le commerce de détail pour répondre aux besoins de la ville. Edo n’était ni une ville industrielle ni un entrepôt commercial. C’était une agglomération non de producteurs mais de consommateurs. Pour son approvisionnement, les matériaux de construction et autres produits nécessaires, elle dépendait des ressources de régions lointaines, notamment du riz provenant des domaines Tokugawa du Japon septentrional et du riz emmagasiné à Edo par les daimyô qui s’y trouvaient de service. Beaucoup de choses arrivaient par bateau d’ösaka, connue comme la « Cuisine du Japon » *(Tenka no Daidokoro).*

La taille et la population d’Edo commencèrent d’augmenter à partir de 1643 environ, lorsque les daimyô y établirent leurs résidences ; mais son développement fut interrompu en 1657 par le grand incendie de Meireki,

qui détruisit plus de la moitié de la ville ainsi qu’une partie du château. Ce n’est donc que bien avant dans le XVIII« siècle, après qu’on l’eut agrandie et entièrement reconstruite, que sa population atteignit un demi-million d’habitants, ou même près d’un million si l’on compte les familles militaires.

Par nature, c’était un centre de commerce de gros et de détail à grande échelle, et les marchands du Mikawa et du Tôtômi, provinces jadis gouvernées par Ieyasu, furent parmi les premiers à s’y installer après les familles guerrières et leurs gens. Puis vinrent des habitants de l’Omi, de l’Ise et d’ôsaka, qui ouvrirent des marchés pour leurs propres produits. Ainsi, le commerce se mit à prospérer, son essor étant encore favorisé par les marchandises qu’y amenaient les navires au long cours et les « tarubune[246] ». Les produits les plus demandés étaient le riz, le miso, le charbon de bois, le sel, le saké, le soja, les cotonnades et la mercerie. Ce commerce de gros et de détail exigeait beaucoup de capital, en sorte que les prêteurs et les courtiers faisaient des affaires florissantes. Avancer de l’argent aux daimyô, mais aussi aux *hatamoto* et aux *go-kenin* en échange du riz qu’ils touchaient en guise de pension constituait une activité particulièrement lucrative. Les grands marchands d’Edo, comme Naraya Monzaemon et Kinokuniya Banzaemon, spéculaient sur les matériaux de construction, très demandés dans une ville en pleine expansion et souvent ravagée par le feu[247]. Ils accumulèrent d’importantes fortunes en partie grâce au rôle qu’ils jouèrent dans les entreprises gouvernementales, mais aussi à l’habileté dont ils surent faire preuve en saisissant les occasions de gagner de l’argent.

L’habitant moyen d’Edo était très différent. Selon le romancier Saikaku, c’était un jobard sans aucune prévoyance, donc porté à conclure de mauvaises affaires. Les marchands d’ôsaka disaient volontiers des gens d’Edo qu’ils étaient comme des enfants et ne comprenaient rien à l’argent. Ils étaient sans doute peu enclins à l’épargne. Du reste, Edo était une ville où l’on dépensait volontiers, et où les boutiquiers pouvaient réaliser de beaux bénéfices. La famille Mitsui, qui avait fait fortune à Ise, s’enrichit encore en ouvrant d’importants magasins de drap, comme le célèbre « Echigoya », où, abandonnant le marchandage habituel, on vendait à prix fixe une grande variété de cotonnades. Soucieux d’attirer une nombreuse clientèle, les Mitsui faisaient beaucoup de publicité et vendaient volontiers

de petites quantités aux acheteurs les moins fortunés. Ainsi, leurs établissements peuvent être considérés comme les précurseurs des grands magasins actuels. Concurrent de l'Echigoya, l'« Iseya » ouvrit des succursales dans tous les quartiers de la ville.

La prospérité de ces établissements atteste un accroissement de la population. Les daimyô installés à Edo, les samurai qui composaient leur suite et tout le personnel qu'ils employaient comptaient sans doute parmi les clients les plus dépensiers. Plus nombreux encore étaient les serviteurs employés à Edo pour travailler à l'intérieur comme à l'extérieur, non seulement par les *hatamoto* et les *go-kenin,* mais aussi par les fonctionnaires grands et petits au service du gouvernement central et municipal. Des paysans et autres travailleurs campagnards, attirés par de bons salaires, ne cessaient d'affluer dans la ville, où il y avait sans doute une importante population de voyageurs en provenance de toutes les provinces, comme en témoigne le nombre d'auberges et de restaurants prévus pour eux.

Toutefois, l'augmentation de la population d'une ville dépourvue d'industries importantes est difficile à expliquer, même s'il est évident qu'elle exerçait une grande attraction. Les jeunes gens des provinces de l'Est et du Nord étaient sans doute nombreux à souhaiter trouver du travail dans la capitale, et parmi les milliers de voyageurs qui empruntaient la Tôkaidô (route côtière orientale) pour le compte des marchands des provinces du Centre ou en quête d'un emploi bien payé, beaucoup devaient avoir décidé de rester à Edo.

La grande augmentation de la production agricole qui eut lieu au tournant du siècle aurait du, à première vue, s'accompagner d'une demande croissante d'ouvriers agricoles, et il est vrai que, dans certaines régions, la population paysanne augmenta malgré l'introduction de méthodes diminuant le besoin de main-d'œuvre ; mais le taux d'accroissement n'était pas tel qu'il absorbât toute la population nouvelle. Le flot des travailleurs affluant de la campagne vers les villes était considérable et continu. L'augmentation de la production agricole eut pour autre résultat de développer les rapports directs entre le village et la ville. Les impôts demeurant inchangés, il se trouvait un excédent de riz que l'on avait la possibilité de vendre directement aux marchands.

Premier centre commercial du Japon, Osaka était à l'origine un petit marché auxiliaire de l'Ishiyama Honganji, centre de la secte bouddhique

Ikkô. Grâce à sa situation stratégique, cette cathédrale fortifiée construite au milieu de marais et de voies d'eau avait résisté année après année aux attaques de Nobunaga jusqu'en 1580.

Hideyoshi comprit la valeur de cette situation comme site d'une base militaire fortifiée, et il construisit là son grand château afin d'être maître des abords de Kyoto du côté de l'ouest. Il la considérait comme sa capitale, et il encouragea son développement en tant que centre économique. Assiégée et soumise par Ieyasu en 1615, elle perdit son importance politique, mais les traits topographiques qui en avaient fait une grande forteresse devaient également la servir en tant que métropole commerciale. Elle était d'accès facile par la mer, et proche des provinces du Centre. Le transport de marchandises lourdes par terre étant difficile et lent[248], elle était idéalement située comme grand entrepôt national des marchandises transportées par mer, et devait par conséquent devenir un centre financier d'importance nationale. Sa situation était plus centrale que celle d'Edo, car elle avait la mer Intérieure à l'ouest et la Tôkaidô à l'est.

En plus des trois villes principales, quelques autres méritent d'être mentionnées. Nagasaki n'entre pas dans la catégorie des grandes villes, mais elle prit une importance particulière après les édits de fermeture, puisqu'elle devint le seul port d'entrée pour les bateaux et pour les marchandises en provenance de l'étranger. C'est là aussi que les marchands hollandais étaient autorisés à résider sous stricte surveillance sur l'île artificielle de Deshima. C'est par la colonie hollandaise que le Japon était tenu informé de ce qui se passait dans le monde extérieur, et que le monde extérieur pouvait se faire une certaine idée du Japon. Placée sous l'autorité directe des Tokugawa, Nagasaki était gouvernée par deux commissaires selon les instructions d'Edo.

De nombreux navires marchands chinois mouillaient à Nagasaki, et, par leurs passagers, les autorités japonaises prenaient connaissance des nouvelles de la Chine, dont elles suivirent ainsi l'évolution du déclin des Ming à l'ascension de la dynastie mandchoue.

Nagoya et Kanazawa ont déjà été mentionnées comme étant les plus grandes villes-châteaux. Nagoya était la capitale du grand fief d'Owari, propriété d'une des trois branches collatérales (Go-Sanke) de la famille Tokugawa. Elle dominait la vaste plaine fertile de l'Owari et du Mino. Sa position sur la Tôkaidô lui donnait une grande importance commerciale.

Kanazawa était la ville-château du chef de la famille Maeda, les plus riches daimyô du Japon, dont le revenu dépassait un million de *koku*.

LES CITADINS

On a déjà parlé du caractère de la population d'Edo et de la difficulté qu'il y avait à contrôler les plus turbulents de ses éléments. Leur comportement était en grande partie déterminé par leur environnement, qui était favorable aux bagarres de rue et aux vols avec violence, car Edo était une ville nouvelle sans tradition d'ordre, où les membres sans emploi de la classe guerrière étaient sans cesse en quête d'excitation. Le bakufu finit par avoir raison de ces fauteurs de troubles en prenant des mesures draconiennes après la conspiration des *rônin* de 1651, mais il fallut une génération au moins pour qu'ils disparaissent complètement. Il était d'ailleurs tout à fait normal de trouver des éléments batailleurs dans une ville essentiellement peuplée d'hommes d'armes et de leurs serviteurs, et cela d'autant plus que la majorité d'entre eux n'avaient pas de fonctions importantes à remplir.

Mais il ne faut pas imaginer que l'habitant moyen était de ce naturel agité. En règle générale, le *chônin* – ainsi nommé parce qu'il habitait un quartier *(chô)* de la ville et non pas à l'ombre du château – était un respectable artisan ou commerçant soucieux d'élever sa famille en paix. Edo étant une ville nouvelle, sa population comprenait beaucoup d'émigrants venus de toutes les régions du pays, mais surtout des provinces de l'Est, dont les habitants étaient connus pour être rudes et querelleurs. Il y avait en outre un mélange de commerçants entreprenants originaires du Mikawa, du Tôtômi, de l'Omi et de l'Ise (ceux venus de ces deux dernières provinces étaient si nombreux et faisaient de si bonnes affaires que leur concurrents jaloux les appelaient « Voleurs de l'Omi » et les « Mendiants de l'Ise »). Ils jouaient un rôle essentiel dans le commerce de détail de toute la ville, et faisaient beaucoup pour les *chônin.* Composé de pareils éléments, l'Edokko (le Parigot, pourrait-on dire) était généralement indépendant, direct et peu accommodant. C'était peut-être particulièrement vrai de ceux qui étaient d'origine guerrière, mais les habitants ordinaires partageaient également ces qualités jusqu'à un certain point.

Comme une grande partie de ce qu'on a écrit sur la société bourgeoise d'Edo au XVIIe et au XVIIIe siècle, et aussi une part importante de son art populaire décrivent ses lieux de divertissement, ses théâtres, ses restaurants, ses quartiers de plaisir, on a tendance à les considérer comme le cadre de la

vie quotidienne d’Edo. Mais l’existence paisible de l’homme de la rue passant généralement inaperçue, on aurait tort d’imaginer que le citoyen moyen était un infatigable chasseur de plaisir.

Edo était le siège du gouvernement, une grande partie de ses habitants.

des responsables du bakufu aux simples policiers, étaient au service de l’État et devaient par conséquent faire preuve d’une certaine bienséance, quelle que soit la vie qu’ils menaient en privé. Edo tendait en outre à remplacer Kyoto comme centre intellectuel du Japon, ou du moins en tant que foyer de la philosophie comme Kyoto avait été le foyer de la religion. L’aspect peut-être le plus intéressant de la vie des *chônin* réside dans l’influence des normes éthiques néo-confucianistes auxquelles la société guerrière en était venue à se conformer. Les vertus confucéennes de piété filiale et de loyauté étaient celles qui guidaient les membres les plus sérieux de la classe marchande, et même ceux qui étaient dissolus reconnaissaient l’importance de la loi morale, du *giri* ou devoir, qui était un concept d’origine confucianiste. C’était le conflit du devoir et de la passion qui passionnait les amateurs de théâtre d’Edo et d’Osaka, que le héros fût samurai ou apprenti.

A bien des égards, la population d’Osaka était différente de celle d’Edo. Osaka avait une histoire plus longue qu’Edo. C’était un centre commercial, et non pas politique ou militaire ; ses habitants étaient presque tous engagés dans le commerce, et leur nombre augmenta tandis que, de simple marché local, la ville devenait le marché national, attirant dans ses entrepôts des marchandises de la plupart des régions du pays pour les distribuer un peu partout par terre et par mer. Les premiers grands marchands d’Osaka furent ceux qui (en concurrence avec ceux de Sakai) firent fortune comme fournisseurs de guerre pour Hideyoshi, notamment Yodoya Keian, fondateur d’une grande famille qui, après 1600, s’occupa de pourvoir aux besoins des daimyô en prenant leur riz pour le vendre contre une commission. Avant qu’Osaka n’ait pris toute son importance, c’était le centre d’un réseau de petites villes ou de petits ports qui remplissaient le rôle d’intermédiaires entre les provinces lointaines et les entrepôts de riz construits sur le littoral de la ville en expansion.

Mais le développement d’Osaka était limité par la difficulté que présentait le transport par terre du riz et autres produits lourds. Ce n’est que lorsque cette difficulté eut été surmontée que la grande période d’expansion

commença. En étudiant le caractère de sa population, on doit donc faire une distinction entre les représentants de la communauté marchande de la première et de la deuxième période. Au cours de la première période, les grands marchands étaient des membres prospères de familles respectables, qui occupaient avec dignité les fonctions d'anciens de la ville *(toshiyori)*. Cependant, Osaka se développant grâce aux améliorations apportées dans le domaine des transports, améliorations que nous étudierons plus loin, un changement se produisit dans le caractère de ses habitants. Une nouvelle classe commerçante apparut, que Saikaku décrit comme suit dans son *Eitai-gura* (1688) : « A Osaka, les citoyens de marque n'étaient généralement plus les membres des vieilles familles, mais pour la plupart des nouveaux venus, Kichizô et Sansuke [Pierre, Jacques et Paul], qui s'étaient élevés dans le monde. » C'était des gens venus du Yamato, du Kawachi ou de l'Izumi dans l'idée de s'enrichir grâce à leurs efforts. « Les marchands prospères aujourd'hui sont arrivés il y a trente ans », poursuit Saikaku en citant pour exemples les noms de Kônoike et de Sumitomo.

Engelbert Kaempfer, le savant employé par les Hollandais qui se rendit à Osaka en 1690, décrivit la ville telle qu'il la vit : le trafic intense des bateaux sur le fleuve Yodo, la population foisonnante, les rues encombrées, l'abondance des victuailles, et tout ce qui « tend à contribuer au luxe et à satisfaire les plaisirs sensuels ». A n'en pas douter, les habitants d'Osaka constituaient une société d'amateurs de plaisir, de bonne chère et de pièces sentimentales, plus épicurienne que celle d'Edo. Mais ses marchands en tant que classe étaient des hommes sérieux et travailleurs, et un pressant désir de profit pénétrait la vie d'Osaka à tous les échelons de la société. A cet égard, sa population différait de celle d'Edo. où la classe dominante des guerriers méprisait le commerce.

CHAPITRE LVII

L’expansion de l’économie

L’AGRICULTURE

Le trait peut-être le plus frappant du début de l’histoire moderne du Japon est la croissance rapide de la production agricole, en quantité comme en variété, qui commença avec l’amélioration des méthodes de culture à la fin du xviie siècle. En général, la production n’augmente pas là où la demande est stagnante, et il est intéressant de voir ce qui déclencha cette nouvelle activité. Probablement l’amélioration graduelle de la situation des paysans, leur confiance croissante en eux-mêmes et leur liberté relative devant l’ingérence des fonctionnaires les encouragèrent-elles à répondre aux demandes d’un marché qui allait manifestement en s’élargissant.

La culture commerciale était depuis longtemps pratiquée dans les riches exploitations servant les consommateurs de la ville de Kyoto, qui demandaient non seulement du riz mais aussi des légumes et des fruits. Les fermes étaient en fait des jardins potagers. Ensuite se fit sentir le besoin de nouveaux produits comme le thé, le tabac, le chanvre, les feuilles de mûriers (pour les vers à soie), l’indigo et (surtout dans les provinces de Settsu, Kawachi, Izumi et Yamato) le coton. C’est d’ailleurs le coton dont la production augmenta le plus rapidement. Au cours des premières décennies, un dixième environ des terres irriguées de ces provinces étaient, dit-on, consacrées à la culture cotonnière.

Le coton était plus avantageux que le riz, et les récoltes subsidiaires de tabac et de thé étaient elles aussi d’un très bon rapport. Un changement de tempérament se fait ainsi clairement sentir dans les villages, où, désormais, les paysans ne sont plus mus par le souci de satisfaire le collecteur d’impôts, mais par un désir de profit. L’agriculture est maintenant une affaire, un commerce plutôt qu’un métier. Beaucoup de travail agricole est effectué par des employés qui n’ont pas de terres, et qui, peu à peu, commencent à partir pour la ville (à Sakai ou à Osaka), où les perspectives d’avenir leur paraissent prometteuses.

Ce changement dans le caractère du village fut relevé par un fonctionnaire

(daikan) du bakufu, Tanaka Kyùgo, dans son *Minkan shôyô,* où il décrit les conditions sociales telles qu’elles se présentent au début du XVIIIe siècle. Il notait en effet que les exploitations de type ancien se faisaient de plus en plus rares. Dans la plupart des villages, les paysans prospères ne vivaient plus seulement de leurs rizières, mais s’occupaient d’acheter et de vendre.

LES MÉTIERS MANUELS

Quoique le grand essor de l'agriculture fût directement dû aux efforts des villages, il fut favorisé par les marchands qui cherchaient de nouveaux marchés et encourageaient la production de tout ce qui pouvait rapporter un bénéfice. L'industrie joua ici un rôle considérable dans le développement de l'économie nationale. Il y avait peu de machines proprement dites hors de l'outillage de la ferme, où il fallut d'ailleurs attendre les Hollandais pour que soit introduite la pompe à eau. Il y avait toutefois une importante exception dans le domaine du tissage, art pratiqué depuis l'antiquité. Des progrès notoires avaient été faits depuis le Moyen Age dans la fabrication des métiers à tisser et la production de belles étoffes de soie (comme le fameux *nishijinori)* et de coton dans toute une variété de coloris et de modèles. En dehors de la fabrication de ces ravissants tissus, au dessin souvent inégalable, des artisans hautement spécialisés ouvrirent la voie à l'industrie de la porcelaine et du papier. Le brassage aussi peut être considéré comme une industrie, et le saké fabriqué dans les centres de l'Ouest (à Nada, par exemple) était fort apprécié des bons vivants d'ôsaka et d'Edo.

La plupart de ces produits industriels étaient faciles à transporter, ou fabriqués pour couvrir seulement les besoins locaux. C'était les produits de la ferme dont le transport posait un problème difficile. Transporter des marchandises lourdes d'Osaka à Edo ne présentait guère de difficulté ; mais un problème grave se posait lorsqu'il s'agissait d'apporter à Osaka des quantités massives de produits lourds, notamment de riz, en provenance des régions excentrées du Japon.

LE PROBLÊME DES TRANSPORTS

Nous avons vu (au chapitre LVI) qu'il y avait une limite à l'efficacité d'Osaka comme centre de rassemblement dans la mesure où certaines marchandises devaient être transportées par terre. Il fallait bien que les propriétaires fonciers liquident leurs excédents, mais le transport par terre était toujours difficile, et parfois impossible, du fait que le pays était accidenté, les routes misérables, et les rivières souvent en crue. Un cheval ne pouvait porter que deux balles de riz.

Ainsi, les marchandises à transporter devaient suivre des routes indirectes, dont décidaient les accidents de la topographie. Elles étaient convoyées à l'endroit le plus proche où se trouvaient établis des marchands, généralement un petit port. Il pouvait s'agir d'Otsu, sur le lac Biwa ; de Hyögo, Onomichi ou Sakai, sur la mer Intérieure ; d'Obama, Tsuruga ou Mikuni, sur la côte de la mer du Japon ; de Kuwana, Yokkaichi ou Ominato, sur la côte Pacifique ; ou de Hakata, au Kyüshü. Au Moyen Age, ces ports étaient des endroits importants, où des marchands prospères étaient d'ordinaire établis, et où l'on pouvait trouver des bateaux de transport. Ces marchands étaient en rapport avec les propriétaires régionaux qui avaient du riz ou d'autres produits à vendre – un bon exemple étant celui de Takashimaya Denzaemon, marchand de Tsuruga travaillant pour le compte de Maeda, le daimyô de Kaga, dont il vendait le riz et pour qui il achetait des produits venant d'autres provinces. Cette relation était une vieille habitude, puisqu'un Takashimaya avait acheté et transporté des armes et autres fournitures pour le contingènt d'un Maeda qui devait prendre part à l'invasion de la Corée. Dans d'autres baronnies, des services similaires étaient assurés par des agents comme Suminokura à Saga, Sumiyoshi à Hirado ou Kamiya à Hakata. Rares étaient les villes portuaires où un riche marchand ne remplissait pas ce genre de fonctions.

Le riz du Kaga ou de l'Echizen devait d'abord être envoyé à Tsuruga, d'où il fallait le transporter sur une trentaine de kilomètres par terre jusque sur la rive nord du lac Biwa, puis par bateau jusqu'à Otsu, et enfin, sur le fleuve Yodo, jusqu'à Osaka [249]. Le transport à Edo du riz dû comme impôt au bakufu par les provinces du Nord (Mutsu) était encore plus compliqué. Il voyageait d'abord par mer jusqu'à Chôshi (dans l'actuelle préfecture de

Chiba), puis remontait le Tonegawa pour être embarqué sur l’Edogawa et acheminé par différentes voies d’eau jusqu’à Edo même.

Des voyages aussi lents et compliqués ne pouvaient manifestement pas satisfaire les besoins croissants d’Osaka et d’Edo, et nous n’en avons parlé en détail que pour montrer à quel point il était urgent de trouver un moyen sûr et régulier de transporter de grandes quantités de riz et d’autres produits sur de longues distances, faute de quoi l’augmentation de la production alimentaire ne présentait guère d’avantages. La réponse évidente était d’améliorer et de développer les transports par mer.

En 1619 déjà, un marchand de Sakai avait affrété un bateau de 250 koku pour transporter une cargaison mixte (coton, graines de colza, huile, saké et vinaigre) de Kishù à Edo. Peu après, des marchands d’Osaka se groupèrent pour assurer un service de transport régulier à Edo par bateau spécial. A la fin du siècle, ils disposaient d’une flotte de navires d’une capacité de 200 à 400 koku. L’affaire s’avérant lucrative, ils eurent bientôt d’âpres concurrents. La position des armateurs était très forte, car, avec l’augmentation de la population d’Edo, il devenait plus que jamais vital qu’un flot régulier de marchandises lui parvienne d’Osaka. Mais encore fallait-il que ces marchandises, et en particulier le riz, parviennent régulièrement à Osaka.

Le problème fut résolu par l’organisation complexe d’un double circuit annuel sur la principale île, à partir de deux ports de la mer du Japon. Le premier de ces circuits (le Circuit de l’Est, ou Higashimawari) longeait la côte nord-est du Dewa, puis franchissait le détroit de Tsuruga pour atteindre Edo. L’autre (le Circuit de l’Ouest ou Nishimawari) suivait la côte sud-ouest de la mer du Japon, traversait le détroit de Shimonoseki, puis rejoignait Osaka par la mer Intérieure. Chacun de ces voyages aller-retour, y compris le temps passé dans les ports à l’époque des tempêtes, prenait une année entière.

Ainsi, les principaux problèmes du transport par mer se trouvèrent résolus. Lorsqu’il visita le Japon en 1690, Kaempfer nota que les ports étaient

pleins de bateaux, qu’il y avait sur les côtes une multitude de gens, et tant de bruit de rames et de voiles qu’on aurait pu imaginer que l’intérieur du pays était désert. Décrivant de façon plus pittoresque l’estuaire du Yodo,

Saikaku dit des petites embarcations qu’elles glissent sur l’eau « comme les feuilles de saule sur les rivières d’automne ».

L’ESSOR DES MARCHÉS

Une fois résolu, même maladroitement, le problème du transport, rien ne pouvait plus freiner un accroissement global de la production hormis un marché saturé. A la fin du XVIIe siècle, on en était loin, car la population se multipliait et le niveau de vie s’élevait, dans les centres urbains en particulier, mais aussi dans l’ensemble du pays.

L’un des encouragements à augmenter la production était la demande des daimyô touchant des marchandises que leurs propres domaines ne produisaient pas. Chaque baronnie s’efforçait d’accroître sa richesse en développant ses ressources et en devenant aussi autonome que possible. Ainsi Fukushima, dans l’Iwashiro, était un centre de sériciculture et mettait sur le marché une grande quantité de soie grège – un produit de prix ; mais c’était là un cas exceptionnel. En général, le principal produit était le riz, et on l’envoyait, habituellement à Osaka, pour être vendu sur le marché central. A défaut d’une monnaie sûre circulant librement, le riz servait de moyen d’échange, et c’est en brassant celui qui affluait régulièrement sur le marché que les courtiers d’Osaka réalisèrent de grosses fortunes.

La politique de la plupart des daimyô était rétrograde dans le sens où ils recherchaient l’indépendance économique en dressant des barrières, à la fois matérielles et politiques, contre l’arrivée de produits en provenance d’autres domaines. Dans l’ensemble, ils contribuèrent toutefois à augmenter la production ; et, dans l’administration des leurs, ils accordaient une attention toute particulière aux questions économiques. Il est significatif de la tendance de l’époque que les daimyô les plus éclairés employassent comme conseillers des lettrés réputés pour leur sagesse politique, et qui, pour la plupart, peuvent être considérés comme des économistes. On peut d’ailleurs dire des éminents néo-confucianistes du milieu du siècle que beaucoup d’entre eux s’intéressaient tout autant au commerce et à l’agriculture qu’aux questions politiques. Kumazawa Banzan est peut-être le meilleur exemple de cette école, et il fit beaucoup pour organiser les ressources du fief d’Okayama.

Les barrières matérielles entre fiefs (les « seki », ou octrois) étaient une entrave au commerce, et, en 1600, on avait aboli la plupart d’entre elles ; mais certains daimyô limitaient toujours le passage à travers leurs domaines, ralentissant ainsi la circulation commerciale. Un essor de

l’activité commerciale se produisit pourtant dans l’ensemble du pays, et les domaines du bakufu étaient notamment libres de toute réglementation limitative, sauf là où une surveillance était exercée à l’égard des suspects politiques. En outre, toutes les villes importantes (autres que les villes-châteaux) étaient placées sous la juridiction directe du bakufu et gouvernées en sorte que la prospérité allât de pair avec la paix.

Conséquemment, l’augmentation de la production continua bon train, et, grâce à ses activités marchandes, Osaka prit toujours davantage d’importance. La base de sa prospérité était le marché du riz, dont l’activité était incessante. Un daimyô qui avait besoin d’argent ou de marchandises envoyait du riz à son agent d’Osaka, d’ordinaire un marchand de bon renom qui l’entreposait dans un magasin au nom du daimyô. Cet agent était responsable du bien qui lui avait été confié, ainsi que de l’argent ou des marchandises qu’il tirait de la vente du riz au prix fixé par les marchands de gros ou (plus tard) la bourse du riz.

Les fonctions de cet agent (connu sous le nom de *icuramoto*) exigeaient de connaître le marché et d’avoir de bonnes relations avec les autres marchands d’Osaka. L’entrepôt n’était pas la propriété du daimyô, mais des marchands autorisés par le bakufu à construire dans la ville. C’est là un point dont il s’agit de se souvenir lorsqu’on étudie la nature de la communauté marchande. On dit parfois que l’administration de la ville et le contrôle des activités des associations de commerce étaient entre les mains d’un conseil composé des principaux marchands de la ville. Dans des circonstances normales, la chose était vraie, mais dans tous les domaines le dernier mot appartenait aux deux gouverneurs *(machi-bugyô)* nommés par Edo. L’idée naïve selon laquelle le gouvernement d’Edo était incapable d’imposer ses décisions aux riches marchands, et que, par conséquent, le pouvoir féodal était sur le déclin, ne se base pas sur les faits. Pour s’en convaincre, il suffit de considérer un ou deux exemples de l’attitude du bakufu à l’égard des contrevenants.

En 1642, divers marchands et fonctionnaires complotèrent pour accaparer un marché malgré l’opposition du bakafu aux monopoles. La punition fut lourde. Les enfants des conspirateurs furent exécutés, les marchands exilés et leurs biens confisqués. Ce cas et d’autres traduisent l’hostilité des membres de la classe guerrière aux coalitions grâce auxquelles les marchands espéraient augmenter leurs profits. Ce sentiment

est d’ailleurs exprimé dans différents édits, dont l’un, datant de 1657, donne une longue liste de négoces où les accords de prix sont interdits.

Cependant, on ne pouvait rien objecter aux besoins des marchands qui devaient s’occuper du bien qu’un daimyô leur envoyait à Osaka. Le daimyô ou son représentant devait obtenir d’un marchand l’entrepôt que celui-ci lui louait. Il fallait en outre qu’on lui trouve quelqu’un pour acheter son riz, ou tout autre produit, payable en espèces ou par traites, qu’il pouvait encaisser à Edo lorsqu’il s’y trouvait au service du shôgun.

On imagine aisément que, jouissant d’un quasi-monopole comme courtiers en riz et agents de change, les marchands d’Osaka réalisaient d’énormes bénéfices et comptaient parmi les membres dirigeants de la communauté marchande. Le riz était évidemment le produit le plus important, mais une fois qu’Osaka se fut imposée comme centre de rassemblement, toutes sortes de marchandises commencèrent à y affluer : coton, matières colorantes, huile végétale et thé, bois, minerais, tissus de toute espèce. Tous ces produits passaient entre les mains des marchands de gros, connus sous le nom de « toiya »[250]. Ceux-ci avaient d’ordinaire des fonctions spécialisées, qu’ils fussent armateurs au point d’origine, négociants au point d’arrivée ou dépositaires des produits emmagasinés dans leurs entrepôts.

On comprendra que le rassemblement et la distribution des produits requéraient beaucoup de marchands et d’intermédiaires *(nakagai),* d’autant plus que, dans bien des cas, ils ne s’occupaient que d’un seul article, ou ne faisaient d’affaires qu’entre deux marchés. Cela peut paraître une multiplication excessive des fonctions, et ce l’était effectivement ; mais les conditions étaient difficiles, car les canaux normaux du commerce ne répondaient pas aux besoins suscités par l’expansion rapide de l’économie nationale. Il y avait, comme on l’a observé, un grand nombre de lieux nouveaux d’où les produits convergeaient vers Osaka, ou vers lesquels des marchandises devaient être envoyées en échange. Les distances étaient longues, et le transport, quoique bien meilleur, exigeait une soigneuse organisation. En outre, des questions surgissaient constamment à propos des prix, et elles restèrent difficiles à régler jusqu’à ce que des bourses fussent créées, où acheteurs et vendeurs purent se rencontrer pour traiter leurs affaires.

La plus importante de celles-ci était la bourse du riz de Dojima[251], où l'on fixait les prix non seulement pour les provinces du Centre, mais aussi, indirectement, pour le marché d'Edo, influencé par les cotations d'ôsaka. En plus de ce très important marché, il y avait des échanges spéculatifs sur d'autres produits susceptibles d'être entreposés et, partant, d'être traités à terme.

S'occuper de ce grand flot de marchandises nécessitait les services d'organes particuliers dirigés par des hommes d'expérience. Il était donc normal que ce genre d'organes se développe sur la base d'un système déjà existant. Sous le régime féodal, la méthode caractéristique de contrôle du commerce et de l'industrie consistait à former des associations ou guildes professionnelles autorisées. Il y en avait déjà sous forme rudimentaire dans le Japon médiéval, où elles portaient le nom de za ; mais elles perdirent leur influence avec la création (sous Nobunaga) de guildes et de marchés prétendument libres, les rakuza et les rakuichi. Avec le développement du commerce intérieur et de l'industrie qui suivit les édits de fermeture, un besoin d'ordre se fit sentir, et l'on constitua des associations appelées « nakama » (ce qu'on peut traduire par « guildes »), avec un contrôle croissant sur les activités de leurs membres, dont les intérêts se trouvaient en contrepartie protégés.

Pour les artisans, les *nakama* étaient des guildes professionnelles. Pour les marchands, c'était des associations de commerce appelées « kabuna-kama » lorsqu'elles avaient obtenu l'autorisation du bakufu. Le mot « kabu » signifie part, mais la part n'était pas transmissible. Étant contre les monopoles, le bakufu commença par s'opposer à ces associations, mais il en approuva par la suite de plus vastes, comme une *kabunakama* de courtiers en bourse reconnue par l'acquittement d'un droit. Les autorités comprirent que, loin de freiner le commerce, les *kabunakama* favorisaient parmi leurs membres la coopération plutôt que la concurrence. Certains intellectuels japonais voient ces guildes marchandes comme des organismes sociaux, à caractère presque religieux. Elles exprimaient sans doute des principes moraux auxquels tout marchand devait se conformer, les principaux marchands s'entendant d'ailleurs sur le fait que l'honnêteté était la meilleure politique ; mais leur raison d'être était le profit – but qui n'est pas incompatible avec une activité réglementée.

Vers la fin du siècle, les guildes se multiplièrent rapidement. A Osaka, il y avait au moins vingt-quatre armateurs s'occupant des transports à destination d'Edo, et il y avait de nombreuses guildes de négociants spécialisés dans des produits tels que le coton, le sucre et le papier, ainsi que de marchands spécialisés dans la production d'une région, généralement éloignée d'Osaka. Les marchands d'Osaka surtout étaient organisés sur une vaste échelle. Dans l'ensemble, ils étaient excessivement riches, et donc puissants. Mais le bakufu les surveillait de près.

Augmentation du capital

Il est évident que, durant les premières décennies du XVIIIe siècle, les activités des marchands d'Osaka s'étaient à ce point développées qu'ils devaient avoir amassé d'énormes capitaux. On ne peut en calculer le montant de façon exacte, mais des conjectures acceptables permettent d'en évaluer l'ordre de grandeur.

On estime qu'en 1714, les marchandises qui arrivèrent à Osaka représentaient une valeur de 286000 *kan* d'argent [252]. La plus grande partie de ce montant provenait des 4000000 de balles de riz arrivant chaque année à Osaka. Ce commerce rapportait de gros bénéfices, soit par les transactions de vente et d'achat elles-mêmes, soit par la spéculation à terme, dont l'essentiel était disponible pour des investissements. En 1704, le courtier en bourse Kônoike avait ainsi investi de l'argent dans l'achat d'une exploitation dans la province de Kawachi, et élargi cette opération en défrichant de nouvelles terres le long du Yamato.

Le cas de Kônoike est intéressant. Il était à la fois l'agent *(kuramoto)* de plus de vingt daimyô et l'agent financier du bakufu à Osaka. Il avait perdu son statut de samurai en devenant brasseur de saké. Ensuite, il vit les bénéfices qu'il pourrait réaliser s'il réussissait à fournir des fonds aux daimyô qui en avaient besoin durant leur période de présence à Edo, et il se mit alors à la disposition des daimyô de l'Ouest, soit en leur prêtant de l'argent, soit en expédiant de la marchandise à crédit.

Durant la période Shôtoku (1711-1715), on estime que la communauté commerçante d'Osaka se composait comme suit :

Tonya 5685

Nakagai 8765

Indépendants 2343

Fournisseurs du château 481

Agents des daimyô 483

Parmi eux, les *tonya*, les *nakagai* et les courtiers en bourse étaient les mieux placés pour prêter à un taux d'intérêt élevé, car ils réalisaient de gros profits en finançant le flot de marchandises circulant à travers le pays.

Il est clair que cette richesse accumulée donnait beaucoup de pouvoir aux grands marchands d’Osaka et (à un moindre degré) à leurs homologues d’Edo. La plupart des daimyô étaient leurs débiteurs, en partie parce que les questions financières leur étaient étrangères, et en partie parce que les prix continuaient de monter tandis que les revenus féodaux étaient fixes. Les daimyô n’étaient d’ailleurs pas les seuls à être endettés. Avec l’augmentation rapide des biens de consommation disponibles se produisit une élévation du niveau de vie dans toutes les classes sociales, et les samurai qui n’arrivaient pas à joindre les deux bouts avec leur pension fixe empruntaient de l’argent aux prêteurs ou aux commerçants de détail. L’hostilité qui régnait entre les samurai et la classe marchande tendit ainsi à se renforcer, sans que le bakufu pût faire grand-chose pour y remédier.

Ainsi, rien ne faisant obstacle à leur puissance, les grands marchands continuaient à prospérer ; mais ils savaient que, s’ils allaient trop loin, le gouvernement du shôgun ne manquerait pas de réagir. Ils avaient déjà été mis en garde en 1705, quand le bakufu confisqua tous les biens de la maison de Yodoya, l’une des familles marchandes les plus riches et les plus respectées d’Osaka. Ce qui lui avait valu ce châtiment était une conduite ostentatoire déplacée chez un membre de la classe marchande. Certes, Yodoya était très riche et menait grand train, mais la raison réelle de la sévérité du bakufu était sans doute le fait que plusieurs importants vassaux étaient très endettés envers lui et avaient perdu le pouvoir d’agir librement.

Mais à part des désastres individuels de ce type, les marchands prospéraient, et c’est dans une atmosphère de prospérité et de paix que se déroulèrent les deux premières décennies du XVIIIe siècle. La production continuait à augmenter, la société des chônin vivait dans la gaieté et dans la prodigalité, et il semblait que la période Genroku (1688-1704) dût se poursuivre à jamais. Cette phase de la culture bourgeoise mérite qu’on s’y arrête, mais il nous faut d’abord revenir à l’étude de l’évolution politique qui suivit l’installation du cinquième shôgun, Tsunayoshi, en 1680.

CHAPITRE LVIII

Le shögunat, 1680-1716

TSUNAYOSHI, 1680-1709

Tsunayoshi étant très influencé par sa mère, commencer ce chapitre par la présentation de cette femme remarquable peut aider à comprendre les actes remarquables de son fils. C’est là une étude fascinante, et qui a l’avantage de révéler certains aspects parmi les plus intimes d’une société aristocratique apparemment rigide, où des gens d’humble origine pouvaient s’élever aux fonctions les plus hautes.

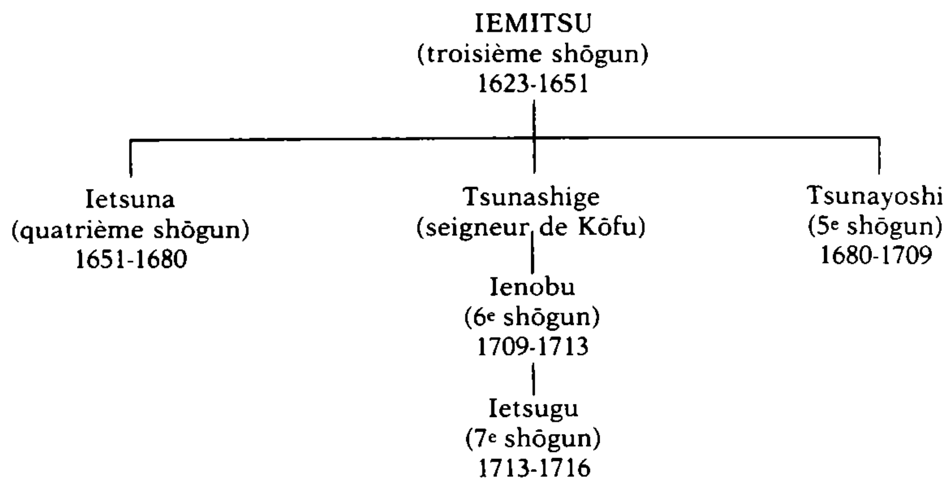
Les documents de l’époque la décrivent comme la fille d’un certain Honjô, domestique au service du *kampaku* (régent) Nijô ; mais en réalité son père était un marchand de légumes de Kyoto. Lorsqu’il mourut, sa mère entra au service de la famille Honjô, où elle eut un fils de son employeur. Du fait de cette liaison de sa mère, elle fut prise dans la famille Honjô avec sa sœur aînée, qui avait épousé un serviteur de la maison Ichijô. Honjô Munemasa, chef de la famille Honjô, était aide-cuisinier dans la maison Nijô, et il connaissait bien les serviteurs des grandes familles de Kyoto. Son père était *rônin* à une époque où le bakufu traitait les *rônin* avec sévérité, et il avait jugé prudent de s’installer comme fabricant de nattes *(tatami)*. S’étant appauvri, il était entretenu par ses enfants, et heureusement pour lui, car les Nijô étaient étroitement apparentés aux Rokujô (autre grande famille de Kyoto), et les deux jeunes femmes se lièrent avec une fille de la famille Rokujô qui se montra disposée à les aider. Cette fille devint d’abord prêtresse à Ise puis concubine de Iemitsu sous le nom d’O-Man. Lorsqu’elle alla à Edo, elle prit avec elle la fille adoptive de Honjô, qui attira bientôt l’attention de Iemitsu et, à l’âge de vingt ans, donna naissance à un enfant qui deviendrait le shôgun Tsunayoshi.

Après la mort de Iemitsu, la fille de Honjô reçut le titre de Keishôin, et quand Tsunayoshi entra au château d’Edo, elle s’installa avec lui dans les appartements intérieurs du palais. En 1702, elle fut nommée au grade inférieur du premier rang de cour – le plus élevé possible pour qui n’était pas membre de la famille impériale – et de somptueux présents furent

accordés à la famille Honjô, Honjô lui-même recevant un fief de 50000 *koku.*

Son influence sur Tsunayoshi était très puissante. C'est sur son conseil qu'il décida l'essentiel de sa politique sociale. L'encouragement des études chinoises, l'essor du bouddhisme, les lois qui protégeaient les animaux, tout fut son œuvre.

Les shôgun. 1623-1716



A la mort de Ietsuna, en 1680, Mitsukuni, seigneur de l'Owari, et Hotta Masatoshi, le *röjü* du moment, décidèrent (après bien des discussions) que son successeur serait son demi-frère cadet, Tsunayoshi. Ce dernier affirma aussitôt son autorité en nommant *tairô* Hotta Masatoshi. Ensuite, il fit preuve de ses qualités personnelles en résolvant un problème difficile touchant à la discipline féodale. Il ordonna qu'un vassal indiscipliné du daimyô de Takata, dans l'Echigo, se suicidât, et confisqua le fief (de 250000 koku) pour mauvaise gestion. Cela, en 1681. Par la suite, il agit avec la même fermeté et le même arbitraire, mais commit des excès qui confirment l'idée qu'il n'était pas normal.

Durant son gouvernement, il confisqua les biens de plus de vingt daimyô et d'une centaine de *hatamoto,* d'une valeur totale de 1400000 koku. Il se voulait un souverain absolu, et, dans ce but, il décida de réduire à néant l'influence de différents vassaux *fudai* qui avaient un quasi-monopole sur les charges importantes du bakufu. Au palais, il redistribua les fonctions de manière à diminuer l'autorité du *Röjü* à l'avantage de celle des chambellans *(soba-yônin).* Ces changements furent facilités par la mort du *tairô*

(Masatoshi), assassiné par un cousin jaloux en 1684. Du vivant de Masatoshi, l'administration avait été saine et juste, mais aucun successeur ne fut nommé à la charge du *tairô,* et Tsunayoshi exerça par la suite un pouvoir absolu.

Mais il n'avait pas plus de goût que de talent pour les tâches pratiques du gouvernement impliquant le souci des finances et le maintien de l'ordre dans le royaume par des mesures légales et justes. C'est dans le domaine théorique qu'il croyait exceller, et il faut reconnaître que c'est son gouvernement qui, en 1683, révisa le *Buke sho-hatto* en y ajoutant un article qui ordonnait que les doléances des paysans et les disputes privées soient soumises à des officiers de justice, et qui, en 1686, mit fin aux *kabukimono* qui troublaient depuis longtemps la paix de la capitale.

C'était un fervent disciple de l'école de Zhu Xi, et c'est à lui que les études néo-confucianistes japonaises durent la fondation du Seidô en 1680 et d'autres contributions au statut officiel du confucianisme étudiées au chapitre LIV. Lui-même était un étudiant zélé, et il s'efforça de répandre les principes confucianistes en faisant placarder dans tout le pays des avis annonçant des récompenses pour qui ferait preuve d'une conduite vertueuse. Peu après son installation, en 1680, il demanda d'ailleurs à Hayashi Nobuatsu, directeur du collège confucianiste, de donner trois conférences par mois sur le nouveau confucianisme ; et le jour du nouvel an 1682, un exposé sur *la Grande Étude* fut prononcé devant une assemblée de daimyô et de fonctionnaires. La chose devint une pratique annuelle à la cour du shôgun le premier jour de la nouvelle année. La ferveur classique de Tsunayoshi prit de telles proportions qu'en 1690 il s'exprima lui-même sur cet ouvrage devant une assemblée comprenant le *rôjû* et les membres du bakufu ; et par la suite il fit chaque mois des exposés sur les Quatre Livres aux daimyô, aux *hatamoto,* aux moines bouddhistes et aux prêtres shintoïstes, sans parler des représentants de la cour de Kyoto en visite à Edo. Selon son favori Yanagisawa Yoshiyasu, entre 1692 et 1700, il donna en tout deux cent quarante-quatre conférences.

En plus de cela, lorsqu'il rendait visite à ses vassaux, il avait coutume de prononcer d'abord un discours puis d'écouter les exposés de ses hôtes ou de leurs partisans. Ses ouvrages favoris étaient *la Grande Étude (Daxue)* et *le Classique de la piété filiale (Xiaojing).*

Ses prétentions dans le domaine du savoir classique étaient loin d'être sans fondement. Il s'intéressait sincèrement à la littérature et aux beaux-arts. Il employa comme maître le grand poète Kitamura Kigin (1618-1705), qui faisait autorité à la cour impériale, et il accorda son soutien aux principaux peintres des écoles de Kyoto. Hanabusa Itchô (1652-1724) suscita sa colère en faisant de lui un portrait satirique et fut envoyé en exil.

On imagine souvent que Tsunayoshi subissait l'influence de son favori Yanagisawa Yoshiyasu, mais peu de choses corroborent ce point de vue. Yoshiyasu était le fils d'un petit fonctionnaire du bakufu, et Tsunayoshi le prit à son service en raison de ses qualités lors de son accession, en 1680. Il ne tarda pas à être promu, et, avant longtemps, fut nommé chambellan avec une généreuse pension de 10000 *koku*. Il devint si intime avec Tsunayoshi et sa mère que ceux-ci lui rendaient très souvent visite. Il fut rapidement élevé en rang, avec tout ce que cela comportait de nouveaux honneurs et autres avantages.

On prétend qu'il procurait au shôgun de belles filles et de beaux garçons, recrutés parfois parmi les acteurs de nô, ce qui peut fort bien être vrai ; mais tout proche qu'il fût de Tsunayoshi, il ne lui soufflait pas la politique à suivre, et Tsunayoshi n'était d'ailleurs pas homme à accepter les suggestions de ses subordonnés. La prodigalité dont il fit preuve à l'égard de Yoshiyasu était typique de sa folie, mais Yoshiyasu n'était pas un simple flatteur. Il partageait les goûts littéraires de Tsunayoshi, son intérêt pour le savoir classique, et même ses croyances religieuses.

Tsunayoshi semble avoir commencé son travail de shôgun d'humeur optimiste, car en 1682 il ordonna à ses commissaires et censeurs de prendre des mesures (en plus des mesures judiciaires normales) pour élever le niveau moral du peuple. Il recommanda notamment des lois somptuaires, dont l'interdiction de la prostitution, de l'emploi de serveuses dans les maisons de thé et autres pratiques. L'année suivante, il donna au gouverneur de Nagasaki l'ordre d'interdire l'importation d'articles de luxe et de limiter le coût des broderies contenant du fil d'or et, plus généralement, des étoffes précieuses. Mais il ne semble pas que ces mesures eurent d'autres résultats que d'encourager la contrebande.

Quoique, dans l'ensemble, sa politique fût bien intentionnée, Tsunayoshi commit de tels excès de cruauté et de sentimentalité qu'on est contraint de le considérer comme mentalement déséquilibré. Sous l'influence de sa

mère, qui paraît avoir été affligée de délire religieux, il consacra d'importantes sommes à la construction ou à l'agrandissement d'édifices appartenant à la secte bouddhique Shingon. Avec les années, sa passion du savoir ne faisait qu'augmenter. Par ailleurs, il s'efforçait de mettre en pratique, et d'obliger les autres à mettre en pratique, les vertus recommandées par les sages bouddhistes et confucéens, notamment en faisant publier des édits charitables pour la protection des enfants abandonnés et des voyageurs victimes de la maladie.

Un moine shingon ayant suggéré qu'il n'avait pas d'héritier mâle parce qu'il avait tué dans une existence précédente, Tsunayoshi (ou sa mère) décida qu'il devait se consacrer à la protection de la vie. Du fait qu'il était né l'année du Chien, ses conseillers lui dirent qu'il devait accorder une attention particulière au bien-être de ces créatures. Ainsi, en 1687, à la stupeur de la population, des ordres furent publiés jour après jour visant à la protection de la vie en général et des chiens en particulier. A n'en pas douter, il y avait trop de chiens errants et affamés dans les rues de la ville, et les gens n'étaient que trop prêts à les liquider ; mais c'était pure folie que de mettre à mort un apprenti pour avoir blessé un de ces animaux, ou de vouloir qu'on s'adresse à eux en termes honorifiques tels que Monsieur ou Madame Chien (O Inu Sama). Le gouvernement de la ville était au désespoir. Incapable de résoudre le problème, il finit par se décider en 1695 à déplacer la source de ses ennuis dans la banlieue, où (dit-on) pas moins de 50000 chiens furent recueillis et nourris de riz et de poisson séché durant les années suivantes aux frais des contribuables.

Malgré les faiblesses évidentes de Tsunayoshi et malgré les soucis qu'elles causèrent aux habitants d'Edo, le pays dans son ensemble ne paraît pas avoir souffert de ses errements dans la conduite de ses affaires. Il lui arrivait de s'imposer, mais son intérêt principal résidait dans les arts. Il aimait à monter des spectacles de nô dans les appartements de son palais et à y tenir les premiers rôles. Pour la dernière partie de sa vie de shôgun, il y a peu de choses à signaler sur le plan politique, sans doute parce que les responsables du gouvernement remplissaient leur tâche de manière compétente et discrète. Le seul événement politique marquant fut l'affaire des quarante-sept *rônin,* dont le bakufu se tira très honorablement.

Sur le plan financier, la mesure la plus importante fut une « révision » – en fait, une dégradation – de la monnaie d'or et d'argent en 1695[253]. La

trésorerie du bakufu en profita, mais il semble qu’elle n’ait pas eu de mauvais effet notoire sur l’économie. Que le gouvernement de Tsunayoshi n’ait pas causé de tort grave au pays ressort clairement de la prospérité amplement attestée par la vie des villes et des campagnes durant la période Genroku (1688-1704). Les importantes sommes amassées par les trois premiers shôgun n’avaient pas été entièrement dépensées, le commerce était florissant, et il restait de quoi investir dans la mise en valeur des terres agricoles et autres entreprises productives.

L’économie était toujours en expansion, bien qu’à un rythme ralenti, et l’état des finances gouvernementales n’était pas mauvais. En fait, il s’améliora même jusqu’en 1703, où un tremblement de terre détruisit une grande partie d’Edo et y fit de nombreuses victimes, de même qu’à la campagne, où des raz de marée endommagèrent gravement le littoral et la Tôkaidô. Quelques jours plus tard, la ville connut une nouvelle catastrophe, un incendie cette fois, qui, attisé par un ouragan, ravagea le quartier de Yotsuya.

Pour le pays, et en particulier pour les provinces de l’Est, ce fut une période malheureuse, car il y eut de nouveaux tremblements de terre et incendies à la fin de 1707, où le Fuji entra en éruption et où une grande partie de la région environnante se trouva recouverte de cendres. Il n’y eut pas beaucoup de victimes, mais il fallut bien des efforts pour qu’on pût à nouveau cultiver toutes les terres dévastées. Une somme de 400000 *ryô* fut allouée pour l’enlèvement des cendres. Peu de temps après, un désastre s’abattit sur Kyoto, dont toute une partie fut détruite par un incendie ; et ce nouveau malheur fut suivi, en avril 1708, par une tempête et des inondations qui anéantirent les récoltes de la fertile plaine de Kinai.

Tsunayoshi avait alors pris sa retraite, laissant la conduite des affaires à Yanagisawa. Durant l’été 1708, il annonça qu’il quittait ses fonctions en faveur du shôgun désigné, son neveu Ienobu, seigneur de Kôfu, qui avait été recommandé par Mitsukuni de Mito. Il lui restait peu de temps à vivre. Il était malade lors de la réception de nouvel an que Ienobu donna à sa place, et il mourut quelques jours après.

Il se trouve que nous avons bien des informations sur les conditions qui régnaient au Japon sous Tsunayoshi grâce au récit qu’a laissé Engelbert Kaempfer de ses expériences de 1691 et 1692, où il se rendit dans la

capitale comme membre de l’ambassade hollandaise annuelle de la colonie marchande de Nagasaki.

Kaempfer brosse le tableau – c’était un observateur qualifié – des villes et des villages qu’il traverse avec ses compagnons de Nagasaki à Osaka, puis à Kyoto, et jusqu’à Edo en suivant la Tôkaidô. Ils se rendirent d’abord par la route à Kokura, où ils s’embarquèrent pour Shimonoseki et, de là, pour Osaka, que, par bon vent, ils devaient atteindre en huit jours. Voyager par bateau était quelque peu hasardeux, car depuis les édits de fermeture on ne pouvait plus construire pour naviguer en mer que de petites embarcations ; mais en prenant souvent abri, le voyage se passa sans encombre. D’Osaka, il se poursuivit par terre, le long de la Tôkaidô après Kyoto.

Les grandes routes qu’il décrit sont larges et agréables, soigneusement entretenues par les villageois. On y voyageait soit à cheval, soit en palanquin. D’après Kaempfer, les villages qu’elles traversaient étaient peu peuplés, alors que les villes regorgeaient de boutiques et de marchandises de toutes sortes. Touchant la vie des paysans, il dit : « D’articles de ménage, ils n’en ont guère, alors que c’est généralement leur lot d’avoir beaucoup d’enfants tout en étant très pauvres. Pourtant, avec une petite provision de riz, de plantes et de racines, ils sont satisfaits et heureux. » Aux carrefours des villes et des grands villages, il remarque des tableaux où sont affichés les ordres et les édits du gouvernement central ou du seigneur de la région.

Il est très impressionné par le grand nombre (« à peine croyable ») de voya geurs qu’il croise quotidiennement. La Tôkaidô, qui est la principale et la plus fréquentée des grandes routes du Japon, « est parfois plus encombrée que les rues de n’importe laquelle des villes les plus peuplées d’Europe ». Les grands barons qui se rendent à Edo ou en partent sont évidemment escortés de centaines et même de milliers de personnes, mais sinon ceux qu’on rencontre sur les routes sont des gens tout à fait ordinaires, qui se déplacent le plus souvent pour leurs affaires mais fréquemment aussi pour accomplir un pèlerinage, et, quoi qu’ils fassent, sont toujours prêts à s’amuser. Kaempfer parle abondamment des auberges et des restaurants qui jalonnent les routes, et insiste sur les « innombrables filles » qui proposent leurs services aux voyageurs. Dans l’ensemble, le tableau qu’il peint est celui d’une activité débordante et d’une prospérité bien établie. Cette image est corroborée par les descriptions japonaises de

l’époque de Tsunayoshi, c’est-à-dire du tournant du siècle. C’était encore des années où le commerce et la production étaient en expansion.

Le récit que fait Kaempfer de la réception de l’ambassade hollandaise par Tsunayoshi est amusant et plein de renseignements sur la haute société militaire. Lors du voyage de 1691, le groupe atteignit Odawara le 11 mars, trouvant la ville belle et le château imposant. Les habitants étaient bien habillés et se montraient polis, à l’exception de petits garçons qui crièrent des insultes aux étrangers. Les voyageurs prirent ensuite la Tôkaidô, et, passant devant le terrain d’exécution de Shinagawa (« vision très bouleversante »), ils arrivèrent à Edo dans l’après-midi du 13 mars. En route, ils croisèrent de nombreux cortèges de princes et de grands hommes de cour, et de dames richement vêtues. Des deux côtés des rues se pressaient une multitude de boutiques bien fournies tenues par des marchands et des commerçants de toutes sortes. Dans une ville habituée aux cortèges grandioses, leur modeste convoi passa inaperçu.

Ils furent bien traités en attendant une audience avec le shôgun, virent un incendie qui détruisit six cents maisons, et vécurent un léger tremblement de terre. L’audience fut fixée au 29 mars, l’officier chargé de prendre les dispositions nécessaires n’étant autre que Makino, Bungo no kami, l’un des favoris et ancien précepteur de Tsunayoshi. Franchissant plusieurs portes sous les yeux d’une nombreuse garde manifestement déployée pour la parade et non pour la sécurité, ils entrèrent au cœur même du palais et gravirent un escalier qui les conduisit dans une spacieuse antichambre, où ils demeurèrent quelque temps tandis que le chef de leur mission était reçu en audience par l’« empereur », c’est-à-dire le shôgun.

L’audience fut très courte, et Kaempfer fut déçu de ne pas avoir l’occasion d’examiner de près ce qui l’entourait. Mais lors de sa visite suivante, en 1692, il en vit beaucoup plus. Quand l’ambassadeur de Hollande se fut acquitté des formalités d’usage à l’égard du shôgun, tous les membres de la mission entrèrent dans une vaste salle d’audience où Tsunayoshi et certaines des dames de la cour se trouvaient assis derrière des paravents rouges, par les fentes desquels ils pouvaient observer les Hollandais sans être vus. Les grands conseillers d’État *(rôjû)* étaient là, de même que les « gentilshommes de service » (les chambellans, ou *soba-yônin).*

Lorsqu’ils eurent fait leur révérence, les membres de la mission furent salués au nom du shôgun par Makino, qui les pria ensuite de se tenir debout, de danser et chanter, de converser entre eux, et de façon générale de montrer comment se comportaient les Occidentaux. Kaempfer lui-même dansa et chanta pour le plus grand plaisir des dames, qui, pour mieux voir, élargirent adroitement les fentes des paravents. Cet épisode est relaté sèchement dans le compte rendu officiel, qui, après avoir énuméré les cadeaux apportés par les Hollandais, dit : « Les Hollandais chantèrent et dansèrent, et écrivirent quelques mots dans leur langue pour faire voir au shôgun. » Le même journal rapporte que, un jour ou deux plus tard, le shôgun prit part à une représentations de nô dans son palais, dansant un rôle dans *Yashima* et d’autres pièces.

Il est clair qu’alors sa santé n’avait pas subi de déclin marqué, car le fait de préférer le théâtre à la politique n’est pas un signe de maladie ; mais il semble que, à partir de 1698, quand Yanagisawa devint l’équivalent de *tairô*, la fatigue l’ait amené à se retirer graduellement de la vie officielle pour se consacrer à ses études et à ses représentations de nô. Selon certains récits, il s’adonnait à la débauche, mais peu de choses le confirment. Il vaut mieux simplement admettre que, durant les dix dernières années de sa vie, il souffrit d’une lente détérioration de l’esprit et du corps. Il mourut à soixante-quatre ans, en sorte qu’on ne peut guère dire que la dissipation ruina sa santé.

Certains auteurs prétendent que, sous Tsunayoshi, le bakufu était faible et incompétent, mais rares sont les faits à l’appui de cette thèse. Il est vrai que le shôgun n’était plus un dictateur militaire comme Iemitsu ; mais le gouvernement maintenait l’ordre parmi les vassaux grâce à des méthodes très sévères ; sa politique financière fut, dans l’ensemble, un succès malgré les désastres naturels auxquels il dut faire face ; et il n’hésita pas à traiter avec fermeté les grands marchands d’Edo et Osaka. S’il n’en fut pas l’initiateur, il approuva d’importants travaux qui permirent d’accomplir des progrès remarquables dans le domaine des transports. Grâce à Tsunayoshi, les relations entre le bakufu et la cour impériale connurent une nette amélioration. Il accorda des fonds pour faire revivre les grandes cérémonies de la cour et divers autres rites qu’on ne pratiquait plus depuis un siècle ou davantage, y compris la fête annuelle du sanctuaire de Kamo, qui était

presque aussi vieux que la ville, et avec lequel la cour entretenait des liens historiques.

La crainte qu'inspiraient les méthodes de Tsunayoshi se lit clairement dans les documents de l'époque. La plus légère faute d'un vassal était sévèrement punie. Les fonctionnaires s'efforçaient de refuser certains postes de peur qu'une erreur mît fin à leur carrière. Une police secrète très active surveillait les allées et venues des visiteurs des daimyô ou des *röjü.* La plus grande réalisation politique de Tsunayoshi fut un renforcement de l'autorité du gouvernement central, et certains historiens décrivent ce qu'il fit dans ce sens comme les réformes des époques Tenna (1681-1684) et Jôkyô (1684-1688).

IENOBU, *1709-1713*

Le règne de Ienobu, ex-seigneur de Kôfu, fut bref et pauvre en événements, mais témoin d’une réaction contre la licence de la société sur laquelle

avait présidé Tsunayoshi. La tâche de Ienobu consista à mener à terme la transition (entreprise sous Ietsuna) d’un gouvernement essentiellement militariste à une forme de gouvernement civil. Plus de cent ans s’étaient maintenant écoulés depuis Sekigahara. Les échos de la guerre s’étaient affaiblis, et une théorie politique de type confucianiste avait déjà acquis beaucoup d’influence dans la classe dirigeante, c’est-à-dire parmi les fonctionnaires du bakufu et les administrateurs des fiefs.

Ienobu était un esprit cultivé, soucieux de gouverner sagement, mais que son expérience de dirigeant d’un fief ne qualifiait pas tout à fait pour sa nouvelle tâche. Il était normal que, parfois, il consultât un homme de grand savoir dont la loyauté était reconnue, et qui avait été son précepteur pendant bien des années. C’était le cas d’Arai Hakuseki, qui lui servait de conseiller. Les opinions diffèrent quant au rôle que joua ce dernier en matière politique, mais étant donné son emploi précédent auprès de Ienobu, il était bien placé pour suivre, voire pour influencer, le cours des événements, et ses mémoires donnent un précieux tableau de la vie dans les sphères officielles tout en définissant les idéaux des membres de la classe des samurai au temps de sa jeunesse[254].

Rônin malgré lui, Hakuseki (1656-1725) était le fils d’un samurai de rang modeste mais jouissant d’une bonne réputation dans le domaine d’un petit daimyô. Enfant prodige, il étudia avec ardeur, et, en tant que jeune samurai de bon jugement prêt au besoin à employer son sabre, il gagna le respect de ses camarades. Il connut des débuts difficiles (on trouvera des détails dans la section 5 de ce chapitre), et ce n’est qu’en 1694 qu’il prit une certaine importance. Cette année-là, il parvint à se faire nommer précepteur du daimyô de Kôfu, important fief d’une branche collatérale de la famille Tokugawa, daimyô qui était alors Ienobu, futur sixième shôgun.

Ienobu était un homme studieux, et il devait avoir de grandes qualités d’endurance, car, selon le récit de Hakuseki, il écouta avec patience les 1299 leçons qu’il lui donna en dix-neuf ans sur les classiques chinois.

Hakuseki obtint ce précieux poste de curieuse façon. Il gagnait précairement sa vie en enseignant à Edo, quand, grâce en partie à la recommandation du philosophe Kinoshita Jun'an (qui l'employa temporairement), il fut invité dans la résidence du seigneur de Kôfu à Edo, et, un jour ou deux plus tard, donnait à Ienobu sa première leçon sur *le Grand Savoir.* Il était alors dans sa trente-septième année. Grâce à un traitement honorable, il vécut dès lors dans de bonnes conditions. Peu de temps avant, sa femme et lui n'avaient que quelques sous et quelques livres de riz, ainsi qu'un serviteur et une servante qui refusaient de les quitter.

Ienobu suivait ses leçons de façon régulière. Chacune durait deux heures, pendant lesquelles le seigneur de Kôfu et toutes les autres personnes présentes demeuraient assis sans bouger. En plus de ses cours, Hakuseki écrivit des traités d'histoire pour l'instruction de son élève, le premier étant une histoire des fiefs de plus de 10000 *koku* intitulé *Hankampu,* et couvrant les années 1600 à 1680.

Peu après son accession, en 1709, Ienobu entreprit d'introduire des réformes. Il lui fut facile de réparer les erreurs de Tsunayoshi, de supprimer ses édits ridicules et de renvoyer ses mauvais conseillers ; et comme, dans ses décisions les plus sages, Tsunayoshi avait poursuivi le mouvement libéral lancé par Ietsuna, il put ici continuer en toute confiance dans la même direction. En 1710, il publia un ordre révisé aux maisons militaires *(Buke sho-hatto),* avec des améliorations de style et quelques adjonctions, notamment de nouveaux articles contre la corruption, visant essentiellement l'influence privée des chambellans. Des clauses stipulaient par ailleurs que le sentiment populaire devait pouvoir s'exprimer et que les fonctionnaires ne devaient pas empêcher les plaintes d'atteindre leurs destinataires.

Ienobu introduisit également des réformes dans le système judiciaire, abolissant des châtiments cruels, augmentant l'efficacité des cours de justice, et insistant pour que soient prises des décisions rapides. Sur la plupart de ces questions, il avait l'avis écrit de Hakuseki, toujours prêt à étudier les problèmes du gouvernement en accord avec les principes néo-confucia-nistes. Sans doute ses opinions influencèrent-elles les décisions du bakufu, mais lui-même n'était pas un politicien.

Les grandes lignes de la politique étaient définies par les principaux officiers du shôgun, les chambellans *(soba-yônin),* et notamment par Manabe Akifusa, un ancien acteur de nô, homme très compétent et plein

d’expérience, qui avait rempli de hautes fonctions pour Ienobu dans le domaine de Kôfu. Hakuseki vivait en bons termes avec lui, et se montrait assez sensé pour ne pas le désapprouver, mais pour se consacrer à l’étude de problèmes spécifiques et offrir son conseil quant à leur solution.

C’est dans le domaine pratique de la réforme économique que Hakuseki r apporta l’une de ses plus précieuses contributions. Ce fut d’ailleurs la première question sur laquelle il fut consulté. Il y avait eu une montée des prix déconcertante, dont il vit la cause dans une dégradation du numéraire jointe en à une augmentation de sa quantité. Dans un mémoire, il enjoignit au gouvernement d’y porter rapidement remède, et l’on frappa alors une nouvelle pièce d’or, dont on réduisit de moitié le montant mis en circulation. Il préconisa aussi des mesures pour écouler le riz envoyé en grande quantité de Nagasaki pour contrebalancer les importations étrangères. Dans ce but, il suggéra de limiter le volume global du commerce extérieur, quoiqu’il eût été è plus rationnel d’augmenter les exportations autres que l’argent. Mais cela, eût été contraire aux principes chinois d’indépendance.

Parmi d’autres tâches officielles, Hakuseki se vit confier le soin de recomposer le *Buke sho-hatto,* et, plus important, de discuter avec l’*ex-kampaku* Konœ Motohiro, qui vint spécialement de Kyoto à Edo pour chercher un r accord touchant les relations entre la cour impériale et le bakufu, que Tsuinayoshi avait déjà eu soin d’améliorer. Le compte rendu que fit Hakuseki de ses conversations avec Konœ donne l’impression que c’est lui qui mena la barque ; mais il n’était pas dénué de vanité, et son rôle réel consista certainement à écouter et à établir un rapport, non à argumenter. Il fut admis que s les fils cadets d’un empereur seraient autorisés à fonder de nouvelles familles (au lieu d’entrer dans l’Église), et que les futures princesses impériales pourraient se marier. L’accord fut scellé, si l’or peut dire, par les fiançailles d’une princesse et d’un fils encore tout enfant du shôgun. Enfin, la cour se vit accorder de nouvelles subventions. Ces dispositions semblent avoir répondu à un désir du bakufu d’être considéré comme l’organe suprême d’un gouvernement civil plutôt que comme un état-major militaire despotique.

On peut se demander pourquoi un fonctionnaire de rang modeste jouant le rôle de conseiller dut s’intéresser à de telles questions alors qu’il y avait à résoudre de nombreux problèmes politiques et financiers. Mais, bien que la

position de Hakuseki ne l’autorisât pas à faire de la politique, fonction réservée aux grands officiers du shôgun, il entrait dans ses attributions de suggérer de quelle façon régler les problèmes qui se posaient, toujours dans les limites définies par le bakufu. Sa situation était celle d’un fonctionnaire d’aujourd’hui, chargés de réunir des documents sur les questions courantes pour l’information de ses supérieurs. C’est à ce titre que Hakuseki s’occupait de problèmes tels que la réforme monétaire.

C’était un homme remarquable, dont les principes élevés s’alliaient à un vaste savoir, mais il niait toute intention de prendre des décisions à la place de ses supérieurs. A la fin de ses mémoires, il dit clairement : « Aujourd’hui, les gens parlent comme si tout se faisait sur la seule décision de Manabe, voire comme si le gouvernement du pays était dirigé par quelqu’un comme moi. Mais la charge de quelqu’un comme moi ne permet pas l’exercice de l’autorité. En outre Akifusa, sous les ordres du sixième shôgun, agissait comme intermédiaire entre le shôgun et le *röjü*, et, après la mort du sixième shôgun, conformément à son testament, il participa à la discussion des affaires de l’État avec le *röjü*[255]. Lorsqu’on demandait mon avis, c’était sur la suggestion d’Akifusa, probablement en accord avec les mêmes ordres. S’il y avait eu à cela une quelconque objection, le *röjü* aurait à coup sûr pu y mettre fin en renvoyant Akifusa. »

Du point de vue formel, les propos de Hakuseki sont évidemment justes, mais certaines réserves doivent être faites sur le fond, car une fois que Tsunayoshi eut écarté le *röjü* et se fut appuyé sur ses chambellans, le *röjü* n’exerça plus les pleins pouvoirs. Il est vrai que Yanagisawa Yoshiyasu, qui avait l’autorité d’un tairô sans en avoir la charge, perdit sa place de chambellan à la mort de Tsunayoshi ; mais les *röjü* ne retrouvèrent pas pour autant le pouvoir qu’ils avaient perdu[256]. Et ils ne le retrouvèrent pas davantage lors de l’accession de Ienobu, qui ramena de son fief de Kôfu certains de ses plus fidèles fonctionnaires, dont Manabe Akifusa lui-même.

La contribution de Hakuseki au gouvernement est plus évidente dans le domaine théorique que pratique. Confucianiste de formation et de tempérament, il approuvait évidemment l’adoption des principes classiques chinois, et il disait clairement que ce dont l’État avait besoin, c’était de l’influence salutaire du rituel et de la musique (« reigaku », ou, en chinois, *li* et *yué).* Ainsi rapportés, ces propos sont difficiles à accepter, mais ils

deviennent compréhensibles lorsqu'on sait que *li* représente un code de conduite, ou, dans un sens plus large, des principes de comportement fixes, et *yue* l'influence exaltante et purifiante de la musique (et des arts en général), par opposition à l'âpre réalisme du gouvernement militaire. A la poursuite de ces idéaux, Hakuseki consacra beaucoup d'attention aux cérémonies de la cour, ainsi qu'à des questions comme celle de la procédure qu'il convenait de suivre lors de la réception d'ambassades coréennes.

Il était respecté de Ienobu, qui le traita en conséquence, lui donna une pension de 1000 *koku*, et l'éleva au rang de *hatamoto* en 1713. Mais il avait alors cinquante-sept ans, et le bakufu l'employait depuis quatre ans. Il garda ses fonctions après que Ienobu eût laissé la place à Ietsugu, et jusqu'à la mort de ce dernier, en 1716. Il ne resta donc en service que durant huit ans, et bien que, pendant cette période, il n'occupât jamais une position d'autorité, il fut très apprécié comme conseiller et admiré comme érudit. Ses idées en matière d'histoire peuvent avoir eu quelque influence sur Ienobu, et il est probable qu'il contribua à l'élaboration de la politique en général, par exemple en signalant les abus auxquels il fallait remédier. Le gouvernement accusait de nombreux défauts graves, qui se perpétuaient depuis l'époque de Iet-suna et de Tsunayoshi, ainsi qu'il ressort clairement d'une étude de la *Tokugawa jikki*, histoire officielle des Tokugawa. Le besoin d'une purge se faisait sentir, et Hakuseki n'hésitait pas à le dire.

IETSUGU, 1713-1716

Ietsugu devint shôgun alors qu'il était en bas âge, et il ne vécut pas longtemps. Durant les quelques années de son existence, aucun événement important ne se produisit, sauf une pseudo « réforme » monétaire et quelques tentatives pour améliorer la réglementation du commerce extérieur à Nagasaki.

Le problème monétaire était délicat, et l'on n'y trouva pas de solution satisfaisante ; mais il vaut la peine d'être traité à part, car il constituait pour le gouvernement une source de soucis permanente.

La réforme monétaire

L’analyse faite par Hakuseki des problèmes financiers du bakufu éclaire d’un jour intéressant l’incompétence et la malhonnêteté des fonctionnaires des finances. Les déficits étaient si importants que des vérificateurs furent désignés, dont l’enquête révéla de vastes détournements de fonds, notamment de la part du *kanjö-bugyö* (commissaire des finances) Hagiwara Shige-hide, qui se remplissait les poches en passant des accords secrets avec divers entrepreneurs. L’altération de la monnaie d’argent lui rapporta, dit-on, plus d’un quart de million de *ryô*. On savait que ses fraudes duraient depuis trente ans, mais personne n’avait osé le dénoncer jusqu’au jour où Hakuseki prit la plume et coucha par écrit des accusations qu’il ne put réfuter.

On peut se faire une idée de la dégradation de la morale officielle vers la fin du siècle à l’évolution du problème monétaire depuis les premières années du bakufu. Durant la période Keichô (vers 1615), la monnaie consistait en pièces d’or (dites « koban ») renfermant 85,69 % d’or pur et 14,25 d’argent pur, alors que les pièces d’argent de la même période contenaient 80 % d’argent pur. En 1695 (8e année de la période Genroku), ces proportions avaient changé au point que le *koban* d’or ne renfermait plus que 56,4 % d’or, et les pièces d’argent 64,35 % d’argent pur.

Ce processus d’altération reflète un échec progressif de la politique financière du bakufu. A l’époque de Ieyasu et de Hidetada, une grande accumulation de capital s’était produite du fait des impôts, des bénéfices du commerce extérieur, de la production minière, et même d’économies faites dans le domaine administratif.

Sous Iemitsu, on avait dépensé environ la moitié de ce capital ; sous le quatrième shôgun (Ietsuna), les revenus et les dépenses ne s’équilibraient plus. Le grand incendie de Meireki causa des pertes très importantes, et le prix des secours et des réparations qu’il fallut assurer fut si lourd que les finances du bakufu ne l’assumèrent qu’avec difficulté. Cependant, les dépenses excessives dans lesquelles on avait commencé à se lancer à l’époque de Iemitsu ne firent qu’augmenter, notamment sous Tsunayoshi. Par ailleurs, la production des mines d’argent diminua, et les catastrophes naturelles qui se succédaient jointes aux détournements de fonds commis

par des fonctionnaires malhonnêtes aboutirent à l’effondrement complet du système. C’est alors que, pour colmater les brèches, une première dévaluation monétaire fut décidée en 1695 comme mesure d’urgence. La cause immédiate en fut le besoin pressant de fonds pour la construction du coûteux sanctuaire et l’accomplissement des rites funéraires d’usage pour la mort d’un shôgun – en l’occurrence Ietsuna. Ce fut Hagiwara Shigehide qui proposa cette dévaluation à Tsunayoshi.

Selon les calculs de Hakuseki, cette opération rapporta plus de cinq millions de *ryô* au bakufu. Cependant, en 1695, le bakufu avait tenté de faire rentrer les anciennes pièces d’or et d’argent, mais sans grand succès. Et, bien que l’édit fût répété les années suivantes (1696 à 1702), il n’eut jamais que peu d’effets. Selon Hakuseki, plus de la moitié de l’or mis en circulation échappa aux efforts de récupération. Ce n’est là qu’une estimation, mais il est évident que le public n’avait qu’une confiance limitée dans la politique monétaire du bakufu.

1713 vit une nouvelle montée des prix. Diverses propositions furent faites au bakufu, parmi lesquelles les projets de Shigehide prévoyant la frappe d’une nouvelle monnaie. Le bakufu ne voulut rien entendre, Shigehide fut démis de ses fonctions, et ce n’est qu’à la fin de l’année, après la mort de Ienobu, que des mesures furent prises. Une réforme monétaire fut alors proposée, comprenant le retrait des *koban* de 1695 et une nouvelle émission de pièces d’or.

Le public se méfiant de la politique gouvernementale, responsable de l’avilissement des pièces d’or et d’argent ainsi que du changement du taux de valeur entre l’or et l’argent, on estima qu’il fallait en revenir aux normes de Keichô, ce qui restaurerait la confiance et entraînerait une baisse des prix. Un nouveau numéraire fut donc introduit en 1714. Il était de même qualité que la monnaie de Keichô, et son effet fut salutaire. Le prix du riz en argent, qui était resté assez stable de 1695 à 1710, augmenta rapidement à partir de cette date jusqu’en 1713, puis, avec la mise en circulation des nouvelles pièces, tomba brusquement et continua de descendre jusqu’en 1718, où il était d’un point plus bas qu’en 1695.

Le problème monétaire était étroitement lié à la réglementation du commerce extérieur, tout déficit dans ce domaine devant être compensé par l’exportation de métal précieux. Après la mise en œuvre de la politique d’isolement, le commerce extérieur privé fut interdit, et le commerce

extérieur public limité à des échanges avec la Chine et la Hollande (ou, plus exactement, avec des navires marchands hollandais) dans la colonie de Hirado et, plus tard, à Nagasaki.

Ce commerce se poursuivit sans restrictions durant quelques années, et en 1683-1684 encore, des centaines de jonques arrivèrent de Chine à Nagasaki, où vivait une colonie chinoise très prospère. En 1685, toutefois, le bakufu décida de limiter le montant total des importations. Selon le gouvernement, cette décision répondait au fait que, les dirigeants mandchous ayant inversé la politique Ming dans le domaine du commerce extérieur, des navires chinois arrivaient en nombre toujours plus grand dans les ports du Japon. Mais les embargos prononcés par le bakufu ne furent pas respectés par les Chinois, et, en 1688, de nouveaux décrets furent promulgués, limitant le nombre des bateaux chinois à soixante-treize par an, et n’autorisant qu’un petit nombre de commerçants chinois à avoir des locaux à terre. Mais ces mesures ne résolurent pas le problème. Elles ne firent qu’encourager la contrebande et autres transactions illicites.

Telle était la situation à laquelle se trouvait confronté le gouvernement de Ienobu et que le bakufu espérait redresser. Mais les gouverneurs de Nagasaki se plaignaient que la population locale eût fort à souffrir de la diminution des échanges commerciaux et demandaient en compensation l’autorisation d’exporter d’importantes quantités de cuivre.

La situation telle qu’elle se présentait au début de la période Shôtoku (1711-1716) peut aujourd’hui être décrite de façon assez détaillée grâce à l’étude récente des registres tenus à Nagasaki [257]. On y trouve la liste de toutes les cargaisons, mais il nous suffit de résumer la situation sous forme de bilan. En 1711, les échanges commerciaux qui eurent lieu à Nagasaki se décomposaient comme suit : importations pour une valeur de 4193 kan d’argent ; exportations pour une valeur de 2918 kan d’argent – soit un déficit de 1275 *kan,* qu’il fallait redresser par une réduction des importations ou des envois supplémentaires d’argent ou de cuivre.

De puissantes objections s’opposaient à toute augmentation dans l’exportation de l’argent et du cuivre, en partie à cause de la diminution de la production minière, en partie à cause des besoins monétaires. Après de nombreuses discussions et la proposition de plusieurs plans impraticables, une nouvelle ordonnance fut promulguée, qui traitait la question sous tous

ses aspects. C’était un document complexe, mais dont les principaux articles peuvent se résumer comme suit :

Deux commissaires au Commerce extérieur doivent être nommés, qui rempliront alternativement leurs fonctions un an à Edo et un an à Nagasaki.

Trente navire chinois et deux hollandais seront autorisés à entrer chaque année.

Les navires chinois pourront transporter chaque année une cargaison d’une valeur totale de 6000 *kan* d’argent.

Les navires hollandais pourront transporter chaque année une cargaison d’une valeur de 3000 *kan* d’argent.

Parallèlement, il fallait que chaque année 3000000 de *kin* de cuivre puissent être exportés par les Chinois, et 1500000 par les Hollandais. (La quantité réelle exportée en 1711 fut de 1797694 *kin,* soit environ 1000 tonnes.)

Quantitativement, ce commerce n’avait pas grande importance, et à première vue, il semble qu’il ne valait pas le souci qu’il donna aux autorités nationales aussi bien que locales. Les premières restrictions, de 1640, entraient dans le cadre de la politique d’isolement, mais celles imposées par Tsunayoshi en 1688 avaient un caractère économique, destinées à freiner les importations d’articles de luxe et à réduire la perte qu’il en résultait en or et en argent. Étant donné la pénurie régnant à l’intérieur, la question paraissait revêtir une certaine urgence. Pour l’économie japonaise, les importations n’étaient pas essentielles, car elles consistaient avant tout en fils de soie et en textiles, en peaux, en sucre, en médicaments, en peintures et en livres. Et ces derniers articles pouvaient seuls être considérés comme nécessaires. Si l’on avait fait un effort plus grand, la valeur des exportations aurait certainement pu être augmentée, mais l’attitude du bakufu continuait d’être régie par un préjugé contre la liberté de commerce. Les règlements de 1715 n’étaient pas inspirés seulement par la volonté de faire des économies, mais aussi par les idées isolationnistes qui, traditionnelles en Chine, affectaient la pensée japonaise.

Ienobu adopta les recommandations de Hakuseki, qui ne fit aucun effort pour rétablir la balance du commerce en augmentant les exportations, car il croyait qu’un pays pouvait s’appauvrir en envoyant ses produits à

l’étranger ; et quant à l’achat d’articles étrangers, il n’approuvait que celui des livres et des médicaments susmentionnés.

ARAI HAKUSEKI

Oritaku shiba no ki, l’autobiographie de Hakuseki, présente un intérêt particulier, non seulement en tant qu’elle relate les réalisations de l’auteur comme érudit, mais parce qu’elle illustre de façon très claire le code de conduite du meilleur type des samurai de l’époque. Au milieu du XVII* siècle, la vie citadine et le manque d’emplois idoines avaient entraîné une triste détérioration dans le comportement de bien des membres des rangs inférieurs de la classe militaire ; mais à la campagne, loin des influences de la ville, on cultivait encore des normes rigides. On trouve celles-ci illustrées dans les pages que Hakuseki consacre à la vie de ses parents et à ses premières expériences de jeune samurai.

Né en 1602, son père, qui passa sa jeunesse à vagabonder dans la société perturbée du Japon d’après-guerre, resta *rônin* jusqu’à trente ans, où il entra au service de Tsuchiya, daimyô de 21000 *koku*, dans la province de Kazusa. Sa bonne conduite et son courage lui ayant valu une promotion, il occupait dans la maison de Tsuchiya une position enviable. Concernant cette époque, Hakuseki raconte :

« La vie de Père suivait une routine stricte et ininterrompue. Il se levait à quatre heures du matin, prenait un bain froid et se coiffait. Lorsqu’il faisait très froid, Mère voulait qu’il prenne de l’eau chaude, mais il ne voulait pas donner cette peine aux domestiques. Quand il eut dépassé soixante-dix ans, du feu était maintenu dans le chauffe-pieds durant la nuit, et il prit alors par égard pour Mère l’habitude de se servir d’eau chaude, celle-ci pouvant alors se chauffer sans difficulté.

« Père et Mère étaient tous deux bouddhistes, et après leur bain, ils mettaient des vêtements spéciaux pour le culte. […] Lorsqu’ils s’éveillaient avant l’aube, ils s’asseyaient dans leur lit et attendaient silencieusement le lever du jour. »

Hakuseki narre l’histoire, racontée par son père, d’un sabre remarquable appelé Tranche-Plat :

« Katö, fils d’un important officier, âgé de seize ans, se querellait, d’une chambre située à l’étage au-dessus, avec un jeune samurai occupé à nettoyer du poisson dans la cour. J’avais une chambre au même étage, et quand je vis Katô descendre en courant, je pris mon sabre pour aller voir. Katô avait

frappé le jeune homme, mais celui-ci n’était pas grièvement blessé et le menaçait avec son couteau à poisson. Je le tranchai donc de l’épaule en bas, mon sabre traversant son corps et coupant le plat. Lorsqu’il tomba, je dis à Katö : " Maintenant, achève-le " ; j’essuyai la lame de mon sabre, le remis dans son fourreau et rentrai. Ainsi, quand d’autres arrivèrent, ils appelèrent le sabre de Katô Tranche-Plat ! Mon sabre avait appartenu à un certain Goto, qui le tenait de son frère, qui, avec lui, avait coupé la tête d’un homme en deux. Il gardait le crâne comme souvenir. »

Hakuseki décrit son père avec des mots simples :

« Tel que je m’en souviens […] Père était petit, bien charpenté et puissamment bâti. Son visage ne trahissait aucune émotion. Il ne riait pas haut ni ne réprimandait d’une voix furieuse. Ses paroles étaient rares, et ses gestes pleins de dignité. Je ne l’ai jamais vu surpris ni manquant de maîtrise de soi. […] Lorsqu’il avait congé, il balayait sa chambre, accrochait un vieux tableau, arrangeait quelques fleurs, et passait la journée assis en silence, ou peignait, mais en noir et blanc, pas en couleur. […] A la maison, il ne portait que des habits soigneusement lavés, et lorsqu’il sortait, ses vêtements étaient nouveaux et beaux, mais ni extravagants ni au-dessus de son rang. Quand il eut plus de soixante-dix ans, il ne porta plus qu’un sabre dont la longueur ne dépassait pas un pied, et son serviteur le suivait avec son long sabre, car il estimait qu’un homme ne doit pas porter une arme qu’il est incapable de manier. Il garda toute sa vie le sabre court, mais il le jeta lorsqu’il prit la tonsure. »

Quelques années après sa mort, un moine raconta à Hakuseki que, alors que son père avait plus de quatre-vingts ans, un homme ivre entra dans le monastère en gesticulant avec un sabre. Tout le monde avait peur, mais le père de Hakuseki s’avança, le prit par le bras, le fit trébucher et jeta son sabre dans le caniveau.

Hakuseki se montra très doué dès l’enfance. A trois ans, il était, dit-on, capable de tracer des idéogrammes. A dix ans, il écrivait des lettres à son père, et à onze, il prenait des leçons d’escrime et faisait bonne figure dans des combats avec d’autres garçons. Il devint page dans la maison de Tsuchiya, et c’est là qu’il continua ses études avec l’aide d’un lettré qui se prit d’affection pour lui et lui fit découvrir quelques classiques chinois. Mais c’était avant tout un autodidacte, et, par la suite, il étudia seul en même temps qu’il faisait son apprentissage de samurai. Il avait du succès auprès

de ses camarades, partageait leurs escapades, et était toujours prêt à tirer le sabre quand la loyauté l'exigeait.

Parlant de sa jeunesse, il raconte une histoire très significative de l'attitude des samurai à l'égard des classes inférieures. On l'avait arrêté à la suite d'un délit mineur, mais il méditait de s'échapper afin de participer à un combat entre deux groupes rivaux de jeunes samurai. Il commença par mettre une cotte de mailles sous ses vêtements, et il attendit l'occasion. Cependant, un membre de sa bande vint lui annoncer que l'affaire était réglée, et lui demanda de quelle façon il avait prévu de s'enfuir. Hakuseki répliqua qu'il n'était gardé que par un couple de vieillards, qui avaient la clé de la porte. S'ils avaient refusé de lui ouvrir, il leur aurait coupé la tête pour s'emparer de la clé. Pour lui, c'eût été un délit mineur étant donné le piètre rang des victimes.

A la mort de Tsuchiya, son successeur traita Hakuseki et son père avec tant de mépris qu'ils furent contraints de s'en aller. Ses parents furent recueillis par un proche, mais lui-même ne sut trop que faire. Il continua d'étudier et refusa de prendre un emploi bien qu'il n'eût pas d'argent. Un vieil ami de la famille suggéra qu'il épouse la fille d'un riche marchand qui, ayant des ambitions sociales, lui laisserait une fortune. Mais Hakuseki refusa toutes les propositions de ce genre, disant à son père (devenu veuf) qu'il ne pouvait abandonner la voie qu'avaient suivie ses ancêtres samurai.

En 1682, âgé de vingt-quatre ans, il alla à Edo chercher un emploi, qu'il trouva auprès du *tairô* Hotta Masatoshi. Après le meurtre de ce dernier, en 1684, il resta à Edo, en quête d'un nouveau poste. Ne trouvant rien qui le satisfît, il continua ses études, vivant dans la misère avec sa femme et ses enfants. Heureusement, il avait attiré l'attention de Kinoshita Jun'an, éminent lettré employé à Edo en tant que confucianiste indépendant de la famille Hayashi. Hakuseki devint son principal disciple, ce qui, ainsi qu'on l'a vu, lui valu d'être recommandé par Jun'an comme précepteur du jeune homme qui allait devenir le prochain shôgun. Il s'agissait de Ienobu, le seigneur de Kôfu, important fief Tokugawa. Nous avons déjà vu quelles fonctions Hakuseki remplit auprès de lui ainsi que sous Ietsugu, son successeur. A partir de 1716, il se retrouva indépendant et put se consacrer à ses réalisations personnelles en tant que lettré, poète, philosophe et historien. Et c'est comme historien qu'il révéla le meilleur de ses dons.

ARAI HAKUSEKI, L’HISTORIEN

Hakuseki avait le sens du passé et un remarquable talent d’analyse, qualités qui, malgré son inexactitude sur les points de détail, ont fait de lui l’un des plus grands historiens du Japon.

A part son *Hankampu,* liste descriptive très complète des fiefs, qui est une compilation plutôt qu’un traité original, ses ouvrages historiques les plus importants sont *Koshitsû* (1716) et *Dokushi yoron,* son chef-d’œuvre, base de ses cours à Ienobu en 1712.

Koshitsû (qui signifie « Étude des anciens écrits historiques > ») est une étude critique des premières sources documentaires, et notamment du *Kojiki* et du *Nihortgi,* du vine siècle. Dans sa préface, Hakuseki insiste sur les problèmes de langue et montre qu’il est conscient de l’importance de la paléographie pour l’interprétation des textes anciens. Son *Koshitsû,* qui se veut une révision soigneuse des traditions écrites de l’« Age des Dieux », est en fait plus précieux comme exposé de ses méthodes personnelles. De façon générale, il doit quelque chose à son précurseur, le moine lettré Jien (1155-1225), dont le *Gukanshô* dit assez l’importance qu’il attache au continuum historique ; mais la vision de la vie de Hakuseki est rationaliste plutôt que religieuse, comme il faut s’y attendre de la part d’un lettré confucianiste. Il ne fait aucun doute qu’il introduisit une nouvelle méthode historique.

D’un intérêt plus immédiat que le *Hankampu* et le *Koshitsû,* le *Dokushi yoron* (dont le titre peut être traduit par « Une explication de l’histoire ») est une étude de l’histoire du Japon du ix[258] siècle à la fin du xvie, où Hakuseki relate le cours des événements avant tout pour pouvoir donner son point de vue sur le mouvement de l’histoire. Il distingue des phases : neuf durant lesquelles le gouvernement impérial cède le pas à la classe guerrière, et cinq durant lesquelles la classe guerrière continue de s’élever jusqu’à atteindre, sous les Tokugawa, la suprématie qui est la sienne. Comme il faut s’y attendre, alors même qu’elle condamne les individus, l’interprétation de Hakuseki favorise les dirigeants de la société féodale. Il relate la perte progressive du pouvoir par le Trône à partir de l’époque des Fujiwara jusqu’à la montée des grands capitaines, sous-entendant que l’incompétence du gouvernement impérial rendait la chose inévitable. L’intérêt réside moins

ici dans la justesse des opinions de Hakuseki – qui distribue les éloges et les blâmes de façon tranchée * – que dans son attitude à l’égard de l’étude historique. Il abandonne la convention annalistique des historiens chinois, car il voit l’histoire non pas comme une succession de situations différentes, mais comme un processus continu que des causes rationnelles peuvent clairement expliquer.

Il convient ici de dire quelques mots des relations de Hakuseki avec les autres historiens. Il n’était pas du genre aimable, et il montrait parfois des signes de jalousie. Ses relations avec Hayashi Nobuatsu étaient tendues, mais il n’en était pas moins redevable au travail de l’école officielle Hayashi, dont il ne se privait pas d’utiliser les résultats. A la fin de sa vie, il était en bons termes avec les historiens de Mito, et correspondait avec Asaka Tam-paku et Miyake Kanran (voir les articles de Miyazaki Michio dans *Nihon rekishi,* nos 148 et 158).

Les mérites de Hakuseki en tant qu’historien viennent évidemment de la curiosité intense que lui inspirait le passé, mais également de ses spéculations quant à l’avenir. De toutes les sources à sa disposition – et surtout des Hollandais de Deshima et d’un missionnaire sicilien nommé Sidotti, qui fut emprisonné pour être entré secrètement au Japon (1711) –, il apprit bien des choses quant à la géographie et à l’histoire des pays occidentaux et aux connaissances scientifiques qui étaient les leurs. Il était impressionné par leur savoir laïc, mais leurs croyances chrétiennes lui apparaissaient comme un ramassis de non-sens, et il les jugeait sans danger pour l’État. De ce fait, il était favorable à un certain adoucissement de la politique d’isolement, et on peut le considérer comme le premier représentant de la classe officielle à comprendre que le Japon devait entrer en relation avec le monde extérieur. Chez lui, la rigueur cédait le pas à la soif de connaissances.

CHAPITRE LIX

Genroku

A strictement parler, Genroku est le nom de la période allant de 1688 à 1704 ; mais on l'utilise communément pour désigner un mode de vie qui fleurit durant ces années, alors que la société citadine japonaise avait atteint un apogée de prospérité matérielle, et que les habitants jouissaient d'un épanouissement des arts.

Ainsi qu'on l'a vu dans les chapitres qui précèdent, le XVIIe siècle avait vu la production, et en fait l'économie en général, se développer dans des proportions très considérables ; et dans presque toutes les villes, mais surtout à Edo et à Osaka, était apparue une bourgeoisie très prospère, et si dépensière qu'elle s'attira bien des réprimandes et édits de la part du gouvernement. Mais il ne faut pas croire que les citadins ne s'adonnaient qu'à des plaisirs tumultueux, car ils avaient aussi un goût très raffiné pour la littérature et les beaux-arts. Tout en se démarquant de l'ancienne tradition de la peinture de cour et des romans classiques, qui étaient d'un style noble et souvent l'œuvre de moines bouddhistes, les auteurs de livres et de peintures populaires n'en obéissaient pas moins à un canon strict en évoquant non le passé, mais la vie résolument contemporaine.

Tels étaient les peintres d'« ukiyo-e », auteurs de saynètes dites « ukiyo-zôshi », qui brossent les figures marquantes du « monde flottant », société fugitive (ukiyo) composée d'acteurs, de danseurs, de chanteurs et de beautés à la mode. Durant la période Genroku, les personnalités les plus en vue étaient Chikamatsu Monzaemon, le grand dramaturge (1653-1724) ; Ihara Saikaku, le romancier le plus doué (mort en 1693) ; Hishikawa Moronobu (mort en 1714), fondateur de l'école de peinture ukiyo-e ; et peut-être encore le poète itinérant Matsuo Bashô (1644-1694), grand maître du haïku, épi-gramme poétique de sept syllabes.

Tous n'étaient pas membres de la classe marchande. Saikaku était le fils d'un marchand d'Osaka, mais le père de Chikamatsu, élevé à Kyoto, était un samurai de province de position modeste. Certains parmi les peintres les plus en vogue appartenaient à l'école classique de Kanô. Parmi eux se trouvaient des hommes comme Morikage et Hanabusa Itchô, qui tous deux étaient élèves du distingué Tan'yù, mais s'étaient écartés des normes strictes

la peinture de cour et furent exclus de l'école pour non-conformisme. Qui protégeait les écrivains et autres artistes ? Pratiquement tout le monde sauf les citadins les plus pauvres, car l'essentiel de l'œuvre des romanciers, des peintres et des dramaturges s'adressait aux hommes et aux femmes de la rue, qui remplissaient les théâtres et achetaient pour quelques sous les portraits des acteurs et des belles dames dans un style familier des collectionneurs d'aujourd'hui à travers l'œuvre d'Utamaro et autres maîtres de l'estampe.

Le développement d'une nombreuse classe de protecteurs des arts dans une société à laquelle jusqu'alors les samouraï ne prêtaient aucune attention est un phénomène remarquable de l'histoire sociale japonaise. Il serait faux d'y voir un signe de décadence de la classe militaire. Ce phénomène prouve plutôt l'élargissement de l'horizon du samurai citadin, dont il traduit au plan économique la pauvreté et la nécessité pour lui de trouver un emploi pour parfaire sa pension.

La population des deux plus grandes villes, Kyoto et Edo, était, vers 1700, DE l'ordre d'un demi-million d'habitants, alors qu'Osaka en comptait 350000, chacun de ces chiffres ne comprenant les membres de la classe militaire, dans ces trois grands centres, la population avait atteint un degré relativement élevé d'abondance et développé un goût bien précis en matière de peintre, de théâtre et de littérature. Son code de conduite était strictement défini, et les manquements dans ce domaine fournissaient les sujets des tragédies dont vivaient les théâtres. C'est un fait curieux que les principes moraux auxquels les gens s'efforçaient d'obéir aient été d'origine confucianiste – la vie était considérée comme un conflit entre devoir et émotion.. A une moindre échelle, assurément, ces conditions étaient celles de la vie citadine dans l'ensemble du pays. Le bakufu devait en tenir compte, car si l'autocratie militaire entendait survivre, il fallait réduire ou limiter la puissance de l'argent dans la société féodale, notamment parmi les plus riches. Dans la pratique, la chose s'avéra difficile. Le flot habituel de lois somptuaires fut promulgué, mais les mettre en pratique n'était pas aisé. Dans certains cas flagrants, les autorités surent se montrer fermes, comme lorsqu'elles confisquèrent les biens de Yodoya, le grand marchand de riz Osaka, qui était immensément riche et porté à l'ostentation. Mais durant la période Genroku, la richesse croissante et partant le pouvoir croissant des citadins étaient cause de bien des conflits entre eux-mêmes et les

samurai, dont les revenus périclitaient tandis qu’ils continuaient d’affirmer leur supériorité sociale.

A Edo, cette fière attitude n’était pas difficile à maintenir, mais à Osaka, et même à Kyoto, on ne respectait guère les militaires. C’était une conséquence inévitable de l’expansion économique globale que l’importance de la classe guerrière en parût amoindrie, car le processus qui enrichissait les paysans et les marchands entraînait une hausse des prix que payaient ceux dont les revenus étaient fixes.

La brève période de Genroku fut marquée par plusieurs événements notable, dont le grand incendie de Kyoto (1692) ; un tremblement de terre qui, dans le Kantô, fit 150000 victimes (1703) ; et la première représentation de la tragédie de Chikamatsu, *Suicide d’amour à Sonezaki* (1703). Vu rétrospectivement, l’aspect le plus séduisant de cette période réside dans la gaieté des formes et des couleurs qui, dans la mode comme dans la décoration, reflétait l’humeur du moment. C’est un trait particulièrement intéressant de l’histoire sociale du Japon que le développement d’une classe prospère de boutiquiers et d’artisans se soit accompagné d’une phase exceptionnellement créative dans le domaine des arts. Peut-être à une date ultérieure un vieux gentleman japonais aurait-il pu définir cette époque comme celle où le Japon goûta la douceur de vivre.

CHAPITRE LX

Un nouveau régime

CARACTÈRE DE YOSHIMUNE

Yoshimune, qui devint shôgun en 1716, était le daimyô du Kii, l'un des trois riches fiefs des trois maisons collatérales des Tokugawa, les Go-Sanke. En administrant ce domaine de plus de 500000 *koku*, il avait beaucoup appris face à certaines difficultés, car son domaine avait de graves ennuis financiers dus à une succession de malheurs, parmi lesquels une dette au bakufu, de grands frais de reconstruction à la suite d'incendies catastrophiques, une ruineuse réception du shôgun, et, en 1707, de graves dommages causés par un raz de marée sur les côtes méridionales du Kii.

L'expérience qu'il avait acquise en s'occupant de ces problèmes lui fut très précieuse quand, à l'âge de trente-trois ans, il se retrouva en poste à Edo face à des ennuis similaires, mais à une autre échelle. Il était bien armé pour maîtriser de telles difficultés, car l'épithète « robuste » s'applique parfaitement à son personnage, tant moralement que physiquement. Contrairement à Ienobu, il avait été habitué à mener une rude et vigoureuse vie de campagne, et il avait des opinions à lui sur le gouvernement. Il était convaincu que des réformes étaient nécessaires. Cependant, il ne faisait guère confiance aux lettrés confucianistes pour résoudre les questions pratiques, et l'une de ses premières initiatives fut d'annuler la plupart des réformes que Hakuseki avait conseillées à Ienobu, et de remplacer par Muro Kyùsô ledit Hakuseki comme conseiller confucianiste. Kyùsô était un philosophe réputé pratique et intelligent, et le shôgunat pouvait compter sur son soutien.

Dans les sphères officielles, une réaction assez naturelle se manifestait contre les principes défendus par Hakuseki. L'importance qu'il donnait au cérémonial déplaisait à Yoshimune, qui n'aimait pas le formalisme, et son rival Hayashi Nobuatsu s'occupa de restaurer l'influence du confucianisme officiel. Mais Yoshimune n'avait pas de préjugés marquants, et il n'essaya pas de réviser la politique financière que Hakuseki avait recommandée à Ienobu. Voyant que la nouvelle monnaie introduite en 1714 avait un effet bénéfique, il jugea sage de ne proposer aucun changement. Cependant, il

abolit la plupart des « réformes > » préconisées par Hakuseki. Dans ces conditions, il n’est pas étonnant que les membres de l’ancien régime aient éprouvé à son égard des sentiments mêlés. Il reçut courtoisement au château la veuve de Ienobu, et celle-ci écrivit à son père, le régent (*sesshô)* Konœ Motohiro, pour lui raconter l’événement. Mais cette missive fut suivie d’une histoire alarmante d’incendie et de tempête, et d’un compte rendu tout à fait erroné de la vie politique à Edo, dont elle imputait les difficultés aux erreurs commises par Yoshimune. On se souvient que Konœ avait eu des relations étroites avec Hakuseki lors d’un séjour qu’il avait effectué à Edo du temps où Ienobu était shôgun, et de ce fait il devait être enclin à prendre son parti. Mais son journal, se fondant sur les lettres de sa fille et autres rapports, montre que la cour était mal informée des problèmes de l’Est et du caractère du nouveau shôgun.

les problêmes financiers

Yoshimune ne tarda pas à se préoccuper des finances du bakufu. Elles n’avaient pas encore atteint le point où elles se trouveraient en 1721, mais elles battaient de l’aile, et il voyait la nécessité de faire des économies. Dans ce but, il projetait de supprimer un certain nombre de hatamoto. Avec le passage du temps et l’agrandissement des familles, ils étaient toujours plus nombreux, et il refusa de reconnaître l’héritage du rang, notamment dans les cas d’adoption. Des restrictions semblables furent appliquées dans la création de vassaux *fudai*, où, par exemple, il n’autoriserait les nouveaux venus à garder leur rang que l’espace d’une génération. Enfin, le nombre croissant des *go-kenin* demandait aussi à être réduit.

Dans tous ces cas de restriction, le motif n’était pas uniquement financier. Il était politique dans le sens où Yoshimune voulait le soutien d’un corps choisi de partisans ayant prouvé leur loyauté. Il avait emmené avec lui certains de ses fidèles partisans du Kii, mais il ne leur accorda aucun privilège. Contrairement à ses prédécesseurs, il n’avait pas de favoris à protéger. L’un de ses hommes les plus capables, qui avait pris et annoncé une décision sans informer le conseil du bakufu, fut sommé de comparaître devant ledit conseil pour s’excuser de son erreur. Yoshimune ne s’en mêla pas. Il fut bien accueilli par les officiers *fudai* qui avaient dû céder le pas devant les chambellans et autres favoris nommés par ses prédécesseurs, et il sut leur faire voir qu’il avait l’intention de gouverner directement. Il ne fit rien pour combler les vacances dans la liste des *röjü*, et pour les nominations à d’autres fonctions, il se chargea lui-même de l’examen des candidats. Il surprit ses fonctionnaires en encourageant les réclamations directes, et il fit installer des boîtes (*meyashibako*) pour recueillir celles-ci.

Par là comme par d’autres moyens, il renforça son autorité personnelle. Il entendait gouverner seul. Son interprétation de la situation politique le convainquait qu’elle s’était en grande partie détériorée du fait que l’ordre social s’effondrait, et que la classe des riches marchands et propriétaires prenait le pas sur celle des militaires. Par ailleurs, il se rendit rapidement compte qu’il fallait remettre de l’ordre dans les finances du bakufu. Son inclination personnelle jointe à la nécessité d’opérer des changements énergiques le décidèrent à en revenir aux premiers jours du règne de Ieyasu, ce qui fut partiellement mis en pratique. Ce retour à un système de

gouvernement ayant fait ses preuves prit le nom de réforme de Kyöhö, Kyöhö étant le nom de la période en cours (1716-1736). Yoshimune n’appréciait pas les éléments confucianistes de la politique de ses prédécesseurs, et il souhaitait en revenir aux principes sur lesquels s’était fondé le bakufu Tokugawa. On dit souvent qu’il déclarait vouloir « en toutes choses obéir aux lois de Gongen Sama », mais aucun document ne confirme ces propos ni aucune autre déclaration politique. On se souviendra que « Gongen » ou Avatar, était le nom posthume de Ieyasu.

Sur le plan pratique, comme maints gouvernants orientaux avant lui, il décida que le niveau de vie général devait être abaissé, en conséquence de quoi il diminua ses propres dépenses ainsi que celles du bakufu.

En 1722, il convoqua les principaux représentants du bakufu et leur exposa le triste état des finances. Les mauvaises récoltes de 1720 et 1721 avaient entraîné une chute du revenu fiscal, et les réparations de la digue d’Oigawa avaient entraîné de grosses dépenses. Pour des raisons de ce genre, il avait fallu amener les *go-kenin* et les *hatamoto* à accepter une réduction de leurs pensions. Tous les fonctionnaires devaient désormais faire les plus grands efforts possibles à leurs postes respectifs, et un commissaire spécial des finances devait être nommé.

Peu après cette conférence, le bakufu publia un ordre à l’intention de tous les daimyô disant que, « malgré la honte » (« go chijoku wo kaerimizu »), il avait été décidé de leur imposer une contribution de 100 *koku* par 10000 *koku* de revenu. En contrepartie, leur période de résidence à Edo serait diminuée de moitié, ce qui réduirait leurs dépenses. Cette contribution – dite « agemai », ou riz offert – rapporta la somme respectable de 1750000 *koku.* Elle représentait la moitié du montant total des pensions versées aux *hatamoto* et aux *go-kenin,* de sorte qu’on put parer au plus pressé. D’autres mesures furent prises pour équilibrer la balance des revenus et des dépenses, et Yoshimune accorda une attention particulière aux salaires de ses fonctionnaires, avec l’idée d’encourager les bons services.

Ses plans pour accroître le revenu témoignaient d’une vision à long terme. Comme la source principale de revenu était l’impôt sur la production agricole, il décida qu’il fallait augmenter la surface des terres cultivables, et mit en œuvre un grand projet de défrichement. Un ordre fut publié dans tout le pays, disant que, qu’il s’agît de domaines Tokugawa ou de domaines

privés, des mesures actives devaient être envisagées par les autorités compétentes et les exploitants afin que de nouvelles terres soient mises en culture. Ces projets exigeant d'ordinaire un capital considérable pour effectuer des travaux de drainage et autres, les riches marchands furent indirectement invités à donner leur appui ; et les représentants du bakufu dans les domaines de celui-ci apprirent qu'ils toucheraient un dixième des impôts provenant des terres nouvellement défrichées[259].

Les principaux projets de développement mis en œuvre et approuvés par le bakufu étaient les suivants :

1722 Région du Shimoza produisant 50000 *koku.*

1723 Vaste région du bassin de la Tamagawa, notamment les districts de Mitaka, Koganei et Kokubunji, qui font aujourd'hui partie de Kyoto.

1727 Terres des bassins de la Tamagawa et de l'Arakawa, qui, grâce à un projet d'irrigation parallèle, furent converties en rizières produisant 150000 *koku.*

L'accroissement du revenu provenant de l'impôt foncier après 1735 environ était dû presque entièrement à la mise en culture de nouvelles terres dans les domaines Tokugawa.

Yoshimune n'était pas seul à encourager le développement de nouvelles terres cultivables. La plupart des daimyô donnaient leur appui à n'importe quel projet promettant d'accroître la production de leurs domaines. Il n'y a pas de relevé précis de la surface des terres mises alors en culture, car, après celle de Hideyoshi, il n'y eut qu'une seule étude foncière portant sur l'ensemble du pays. Effectuée durant la période Genroku (vers 1700), elle était lacunaire et souvent inexacte. Mais, sans donner de détails fief par fief, elle montre qu'il y eut un accroissement global des terres cultivées. L'amélioration constante de l'irrigation témoigne de cet accroissement, et dans certains domaines des spécialistes de l'irrigation furent engagés.

Les villages aussi faisaient des travaux d'irrigation pour leur propre compte, notamment en creusant des canaux et en construisant des bassins et autres réservoirs, permettant ainsi d'amener de l'eau dans les nouveaux champs. Ils réussissaient parfois à éviter les inspecteurs ou à les tromper à leur avantage, et il ne fait aucun doute que bien des paysans de la classe des *nanushi* (chefs) menaient une vie très confortable, comme l'attestent

certains livres de comptes rapportant l'achat de marchandises de toutes espèces.

Il vaut la peine de faire ici certaines remarques sur la précision des relevés fonciers en général. Quiconque a voyagé dans la campagne japonaise a dû être frappé par la grande variété de forme aussi bien que de taille que présentent les champs, irrigués ou non. Les champs non irrigués se trouvaient souvent sur une pente, épousant un contour, et ne pouvaient se mesurer à l'aide d'une perche, mais uniquement par conjecture. Quant aux champs irrigués, ils étaient fréquemment de forme irrégulière, ainsi que l'exigeait le système d'irrigation, sans parler des limites entre lopins de propriétaires différents. On peut donc imaginer que, de façon générale, il y avait un facteur d'erreur très élevé dans l'estimation de la surface des champs découpés irrégulièrement, et les villages en profitaient sans doute lorsqu'il s'agissait de donner des informations aux inspecteurs. Lors du relevé de Genroku mentionné plus haut, on ne fit aucun effort sérieux pour mesurer les terres, et leur production fut jugée à vue d'œil sur la base d'un lopin à l'époque des récoltes. Ainsi, les chiffres officiels concernant la valeur des terres en koku doivent être considérés comme des indications de grandeur, et non comme des données précises.

Son empressement à écouter les plaintes entrait parmi les caractéristiques originales de la méthode gouvernementale de Yoshimune. Sous la loi médiévale et jusqu'au premier quart du XVIII« siècle, l'un des plus graves délits avait été l'« appel direct » (*jikiso*) à la justice du shôgun, passible de mort. En 1716, le gouvernement d'Edo avait déclaré qu'un grand nombre de requêtes et de suggestions étaient parvenues aux hauts fonctionnaires, et qu'après examen, aucune ne s'était révélée utile. En fait, si on y avait donné suite, elles auraient eu des résultats fâcheux. A l'avenir, sauf quand le gouvernement demandait leur avis, les responsables de telles initiatives seraient par conséquent punis.

La vraie raison de la politique apparemment réactionnaire du bakufu était la découverte d'une affaire de corruption organisée où des marchands et autres persuadaient des fonctionnaires de soumettre leurs propositions aux *röjü*[260]. La réaction à cette pratique fut très violente, puisque, quelle que soit leur nature, toutes les requêtes et doléances se trouvèrent désormais interdites. Cette décision reflétait l'attitude généralement rétrograde des *röjü* pour qui la politique ne devait pas se baser sur l'opinion publique.

Néanmoins, sous l’influence de Yoshimune, la proclamation de 1716 fut abrogée en 1719. Les plaintes et les suggestions seraient maintenant examinées, et leurs auteurs ne seraient pas punis même si leurs opinions se révélaient peu judicieuses.

Les trois *röjü* en second reçurent l’ordre d’adopter les propositions d’intérêt général, comme les méthodes pour améliorer les récoltes. Yoshimune ne craignait pas les appels directs. Lors des fêtes du nouvel an 1718, revenant du sanctuaire familial d’Ueno, il fut approché par un citoyen porteur d’une pétition. La police s’empara du délinquant et allait le remettre aux magistrats pour être puni quand Yoshimune intervint et ordonna qu’à l’avenir on ne procède plus à de telles arrestations mais que les pétitions ainsi remises soient examinées par les autorités municipales. Ces incidents paraissent insignifiants, mais ils montrent un changement profond dans l’attitude du bakufu à l’égard des problèmes sociaux sous Yoshimune.

Dans ses efforts pour régler les problèmes financiers dont le gouvernement était accablé, Yoshimune eut recours à des mesures qui méritent une étude quelque peu détaillée, car elles révèlent certaines faiblesses dans le système politique qu’il s’employait à réformer. La faute n’en était sans doute pas à lui, mais aux fonctionnaires permanents chargés de faire exécuter sa politique.

Comme on l’a vu, l’un de ses premiers soucis fut le problème que posaient les moyens d’existence de la classe guerrière, qui souffrait de l’augmentation du coût de la vie. Pour donner suite à ses désirs, les fonctionnaires recoururent aussitôt à la méthode traditionnelle consistant à publier des édits. Ceux-ci visaient à réduire les dépenses en imposant l’économie. Connus sous le nom d’« ordres d’économie », ils avaient eu de nombreux précédents demeurés sans effet depuis la fondation du bakufu Minamoto au Moyen Age, et même depuis l’Antiquité. Il s’était parfois agi de tentatives pour faire vivre les samurai selon leur rang ; mais les ordres en question avaient pour but de freiner les dépenses, qui augmentaient en même temps que la vie citadine devenait plus prospère et plus difficile pour les familles ayant un revenu fixe.

En 1721, Yoshimune ordonna à tous les fonctionnaires de réduire les dépenses courantes de leurs départements, et même de formuler leurs objections lorsqu’on leur demandait d’appliquer des mesures qui leur paraissaient trop coûteuses. En 1722, alors qu’il travaillait à une révision

complète de la politique financière, il expliqua aux daimyô et aux *hatamoto* quelle était la position du gouvernement, leur demandant de réduire leur niveau de vie. En 1724, le bakufu publia des lois somptuaires limitant les dépenses privées en matière de cérémonies, de vêtement, d'ameublement, etc. Ce genre d'ordres fut réitéré presque annuellement pendant les deux décennies suivantes.

On les trouve en détail dans le recueil officiel des ordres du bakufu (« O furegaki »), qui, sous la rubrique « Règles d'économie », renferme des documents qui portent des dates allant de 1640 à 1743. Ils valent la peine d'être étudiés pour la lumière qu'ils jettent sur les changements sociaux qui accompagnèrent la montée de la bourgeoisie dans les grandes villes et, à un moindre degré, dans les villes-châteaux.

Le recueil intitulé « *O furegaki shusei* », décrit à juste titre comme registre d'un État policier, contient sous la rubrique « Ordres d'économie » des documents remontant à 1640 et au-delà. Ceux qui datent de l'époque de Yoshimune sont très détaillés, comme le montrent les extraits suivants des ordres de 1724 :

« Il a été à plusieurs reprises ordonné par le shôgun qu'il fallait faire preuve d'économie dans tous les domaines comme l'échange de cadeaux et les réceptions coûteuses pour fêter les mariages. Dorénavant, ces règles devront être appliquées comme suit :

– Depuis quelques années, la tenue des femmes est de plus en plus ostentatoire. Désormais, même les épouses des daimyô ne devront plus utiliser pour leurs vêtements qu'une petite quantité de broderies de fil d'or et ne plus porter de robes faites de tissus coûteux. Les servantes porteront la tenue simple qui convient à leur position, et dans chaque ville le prix fixé pour ces articles sera publiquement annoncé.

– Les laques de prix ne seront plus achetés même par les daimyô. Les sièges, les coffres et les boîtes à ouvrage de leurs épouses seront de simple laque noire, sans autre ornement qu'un emblème.

– Les chemises de nuit, couvre-lit, matelas, etc., ne doivent pas être de fins tissus brodés.

– Le nombre de palanquins dans le cortège d'un mariage ne doit pas dépasser dix. »

Ces détails donneront une idée générale de la tendance des modes et de l'échec du bakufu à faire appliquer ses lois somptuaires.

En plus de ces avis publics, le bakufu fit verbalement savoir aux daimyô de plus de 10000 *koku* de réduire leurs dépenses. Une autre proclamation fut faite en 1729, insistant pour que l'on obéisse à ces édits et admettant que, du fait de la chute du prix du riz, les personnes qui vivaient d'une pension en riz connaissaient des difficultés. Elles n'auraient donc pas à payer plus de 5 % d'intérêt sur les dettes contractées depuis 1702. On soulignait par la même occasion la nécessité de se montrer économe dans le domaine de la nourriture, de l'habillement et des relations sociales.

Inutile de dire que ces règles n'étaient pas suivies. Les samurai pauvres ne pouvaient pas s'offrir des produits de luxe, et les citadins et paysans aisés ne pouvaient être amenés à mener une vie simple alors qu'ils jouissaient d'une certaine prospérité après des années d'indigence. C'est en vain que ces ordres d'économie furent répétés jusqu'en 1743. Ils étaient l'œuvre de petits fonctionnaires que le pinceau démangeait, mais même s'ils avaient été publiés par une plus haute autorité, ils seraient restés sans effet, car le bakufu ne pouvait contrôler l'industrie et les prix par de simples décrets.

Nous avons déjà parlé du problème monétaire, et le moment est venu d'étudier les autres efforts tentés par Yoshimune pour redresser l'économie nationale[261]. Jusqu'ici, sa politique avait été une politique de restriction, mais ses résultats n'étaient pas satisfaisants. En fait, vers 1722, alors que sa réforme monétaire commençait à porter ses fruits, la situation économique générale se détériorait, non pas tellement du fait des erreurs commises qu'à cause des dégâts causés l'été d'avant par une tempête sur un territoire très vaste. C'est à la fin de l'automne de cette année-là (1721) que le bakufu dut ajourner le versement des pensions des *hatamoto et* des *go-kenin*. Le Trésor aurait pu réunir de quoi satisfaire les plus pauvres des partisans héréditaires des Tokugawa s'il n'avait en même temps dû payer les dettes contractées par le shôgun Tsunayoshi et ses successeurs pour des articles de toute sorte destinés au Château. Les fournisseurs étaient si inquiets d'être remboursés qu'ils acceptèrent de réduire leurs factures d'un tiers, mais la somme globale qu'elles représentaient était l'équivalent de ce qu'il aurait fallu pour payer les pensions de tous les partisans en question durant une année. Par

ailleurs, les frais occasionnés par la construction de la digue d'öigawa et autres travaux de développement s'avéraient extrêmement lourds.

C'est alors que Yoshimune lui-même s'en mêla. Il supprima la rotation mensuelle d'usage parmi les *rôjû* et nomma un commissaire des finances spécial pour s'occuper de la politique financière en la personne de Mizuno Tadayuki. Il créa ainsi un ministère des Finances efficace (le *kanjô-kata),* qui, en 1735, s'était à ce point développé qu'il était devenu le service gouvernemental le plus important.

Tel était le système de l'administration financière. Il reste maintenant à étudier son fonctionnement pratique. Nous avons vu que la contribution *(agemai*) de 100 *koku* sur 10000, versée par les daimyô, permit un répit de six mois (1722). Ensuite, il s'agit de trouver de nouvelles sources permanentes de revenus.

Le revenu des nouvelles terres mises en culture dans les domaines du bakufu n'étaient évidemment pas disponible dans l'immédiat, en sorte que les ressources supplémentaires devaient provenir soit d'un accroissement de l'impôt sur la production agricole, soit de méthodes plus efficaces de recouvrement[262]. C'est ce dernier choix qui fut fait, sur la base d'une révision détaillée des relevés cadastraux. Ce travail aboutit bien sûr à l'enregistrement d'importantes quantités nouvelles de terres cultivées. Cependant, le gouvernement de Yoshimune fut suffisamment avisé pour permettre aux collecteurs de se montrer généreux en cas de mauvaises récoltes dues aux intempéries et autres catastrophes. Mais en 1727, le bakufu fut contraint de relever le taux des impôts de 40 à 50 % de la récolte. Toutefois, les représentants (daikan) du bakufu dans ses domaines reçurent ici encore l'ordre d'adapter leurs exigences aux conditions locales.

Outre qu'il augmenta la production de riz, le gouvernement de Yoshimune prit des mesures pour encourager la production industrielle des cotonnades, huiles végétales et autres articles de consommation. Ceux-ci ne produisirent que peu de revenus supplémentaires directs, mais ils contribuèrent à la prospérité en général et permirent également un léger accroissement du commerce extérieur. Ainsi, en exportant en Chine en plus du cuivre des articles tels que les limaces de mer, les ailerons de requin et autres délicatesses, en même temps que des laques et produits similaires de l'artisanat japonais, on ouvrait la voie à de nouvelles importations de Chine.

Il faut toutefois noter qu'alors le cuivre était l'exportation la plus précieuse. Les marchands hollandais de Nagasaki en réclamaient de grandes quantités à transporter dans leurs propres bateaux, mais les autorités japonaises en limitèrent la quantité après le rapport d'Arai Hakuseki sur le commerce extérieur de 1714. Au Japon, la doctrine orthodoxe s'opposait aux importations, qui se limitaient à des articles indispensables comme les médicaments et les livres – à des produits comme le sucre, alors luxe rare. Ajoutons enfin qu'on ne peut faire confiance aux statistiques concernant les importations de Nagasaki, du fait que la contrebande à grande échelle se pratiquait de façon permanente et régulière.

Les efforts pour limiter le déficit dans les finances du bakufu commencèrent à porter leurs fruits avant 1730, où un excédent d'environ 120000 *ryôe*n or fut déposé dans les coffres du château d'Edo. Montrant par là qu'il y avait à nouveau quelque argent à dépenser, en 1728 Yoshimune fit une procession rituelle au mausolée de Ieyasu, à Nikkô, acte de piété coûteux auquel, par manque de fonds, on avait renoncé depuis soixante-cinq ans, c'est-à-dire depuis l'époque de Tsunayoshi. Peu après, Yoshimune annula l'obligation des daimyô de verser une contribution annuelle de 100 *koku* par 10000 *koku* de revenu.

Cette période faste ne dura pas. De nouvelles difficultés surgirent, des obstacles qui ne pouvaient pas être surmontés par la publication de règlements. En 1730-1731, à la bourse de Dajima, le prix du riz tomba très bas. Ces fluctuations étaient d'ailleurs inévitables dans un pays fermé qui dépendait des conditions atmosphériques pour se nourrir. Dans les premières années du XVIIIe siècle, un numéraire flottant et un contrôle relâché des finances nationales, joints à de fréquentes mauvaises récoltes, avaient fait monter le prix du riz, qui resta à la hausse jusqu'en 1720-1722, où il atteignit le chiffre record de 70 à 80 *momme* d'argent par *koku.* Mais à partir de 1723, une série de bonnes récoltes ramenèrent le prix à 40 *momme,* et en 1730-1731, il tomba au minimum de 22 – tout cela, bien sûr, à un moment où la monnaie ne connaissait pas d'altérations.

Bien qu'elle profitât au consommateur, une chute aussi brutale ne pouvait manquer de perturber gravement l'économie, où le riz servait de monnaie d'échange, ou du moins d'étalon. Les premiers à souffrir de la baisse furent les membres de la classe militaire dont la pension était payée en riz, riz qu'ils avaient coutume de vendre par l'intermédiaire d'un

fudasashi, ou courtier. Mais la population rurale fut aussi affectée, car elle dépendait (à part pour sa propre consommation) de la vente de son surplus pour faire face aux dépenses courantes.

Puis l'année suivante, c'est-à-dire l'été 1732, les récoltes sur pied de vastes régions de l'Ouest furent la proie des insectes. Les ravages qu'ils causèrent entraînèrent une famine touchant plus de deux millions de personnes, dont plus de dix mille moururent malgré le prompt envoi de riz provenant des réserves du gouvernement. Le prix du marché monta alors si haut que les autorités se trouvèrent impuissantes à y remédier. Dans certaines villes, dont Edo, il y eut de graves émeutes au début de 1733, où l'on découvrit que des spéculateurs profitaient de la situation. Ce furent les premières émeutes dites « uchikowashi », qui allaient se multiplier par la suite. De violents troubles similaires eurent lieu dans d'autres régions du pays, jusqu'à ce que Tassez bonne récolte de l'automne 1733 ramène le riz à un prix abordable.

Toutefois, ce changement ne supprima pas l'inquiétude du gouvernement, car le prix tomba alors à environ 40 *momme,* et, comme précédemment, sa baisse frappa les daimyô et autres membres de la classe militaire dépendant, de la vente de leur riz pour payer l'administration de leurs domaines et les frais (très lourds) de leur séjour annuel à Edo.

Les entrepôts d'Osaka regorgeaient maintenant de riz[263], mais les courtiers et leurs clients, les spéculateurs, se refusaient à acheter, de sorte que le prix restait bas. En novembre 1735, le gouvernement dut finalement intervenir en fixant un prix officiel, ordonnant aux marchands d'Edo de ne pas acheter à moins d'un *ryô* pour 1,4 *koku*, et à ceux d'Osaka à moins de 42 *momme* le *koku.* S'il payait un prix inférieur, l'acheteur aurait à verser une amende de 10 *momme* par *koku.* Compliqués par les variations normales selon la qualité du riz, ces règlements se révélèrent impossibles à mettre en pratique.

Ainsi, durant la décennie suivante, le prix du riz connut de grandes fluctuations, et le bakufu dut faire de gros efforts pour modérer celles-ci. En fait, la première préoccupation de Yoshimune au cours de ces années (il se retira en 1745 et mourut en 1751) consista à trouver un remède efficace aux maux entraînés par les hauts et les bas des cours affichés à la bourse du riz. Ces problèmes exigeaient à ce point l'attention du gouvernement que, par

dérision, on appelait Yoshimune « kome shôgun » ou « kome kubô » : le shôgun du riz.

Si nous avons décrit ces acrobaties monétaires d’une façon qui peut paraître trop détaillée, c’est parce qu’elles se conjuguent pour démontrer que l’économie nationale se trouvait régie par le riz, qui était à la fois la nourriture de base et le premier moyen d’échange. Ainsi, les hasards du climat et des maux naturels dictaient l’action des gouvernants dans le domaine politique et social. Le riz était si important qu’une pénurie avait l’effet d’une déflation monétaire. Un État qui manquait à ce point de stabilité financière était forcément difficile à gouverner, et, de fait, la plupart des problèmes que Yoshimune eut à affronter étaient d’origine financière, et, par nature, impossibles à résoudre dans le cadre de la société japonaise d’alors.

Les statistiques précédentes montrent clairement que, durant la décennie débutant en 1730 (où s’équilibrèrent revenus et dépenses), les efforts du shôgun pour maintenir les finances du bakufu sur une base saine et stable se soldèrent par un échec. La cause de cet échec fut un recours à des manipulations monétaires. En 1714, comme on l’a vu, la monnaie or était saine, mais en 1736, le gouvernement en revint à une dévaluation qui détendit la situation en arrêtant la baisse du prix du riz. Mais le problème ne fut pas résolu pour autant, et les samurai continuèrent d’être victimes du déséquilibre entre le riz bon marché qu’ils recevaient en paiement et les produits coûteux qu’il leur fallait acheter.

Pour comprendre le cours ultérieur de l’histoire du Japon, à la fois politique et économique, il est important de saisir que les conditions nécessaires à la stabilité étaient une monnaie saine, des revenus et des dépenses équilibrées, et un approvisionnement adéquat. Mais elles n’étaient que rarement réunies dans un pays soumis aux typhons, coupé des produits étrangers, et divisé en un certain nombre de juridictions séparées sur lesquelles le gouvernement central ne pouvait exercer qu’un contrôle limité.

Dans ses efforts pour augmenter les revenus du bakufu, Yoshimune se préoccupa du rendement fiscal des terres cultivées, et il nomma deux fonctionnaires pour en accroître le montant par de rigoureuses méthodes de collecte. L’un d’eux était Kamio Haruhide, *röjü* connu pour sa sévérité, et dont on prétend qu’il aurait dit : « Les paysans sont comme les graines de sésame. Plus on les presse, plus on obtient d’huile. »

Le montant de l’impôt provenant de cette source était tombé durant les dix ans précédant 1736, sans doute à cause de la résistance des paysans. En 1744, grâce aux méthodes oppressives de Kamio et de ses collègues, il était monté de 1320000 à 1800000 *koku*, alors que le produit estimé (*kokudaka)* de l’ensemble des domaines du bakufu s’élevait à 4600000 *koku*, chiffre le plus élevé atteint sous le régime des Tokugawa[264]. Mais cette augmentation dans les revenus du bakufu ne fut pas permanente. La collecte de l’impôt ne put être maintenue à un niveau aussi élevé. L’effondrement des marchés du riz, la chute des prix, les tempêtes et les famines se conjuguèrent pour diminuer la puissance financière du bakufu si bien qu’en 1745 s’amorça un lent déclin. Vers 1770, l’impôt perçu annuellement se situait entre 1 100000 et 1200000 *koku*.

LA SOCIÉTÉ RURALE

Les raisons de ce déclin sont multiples, mais il ne fait aucun doute qu'il fut en partie dû à un grand changement dans la nature de la société rurale, qui, dans les premières années du XVIIIe siècle, avait déjà commencé à perdre son étroite organisation familiale et à se fragmenter en éléments plus disparates. On prétend parfois que ces communautés rurales, ou maintes d'entre elles, tombèrent dans un état de pauvreté désespérée par la faute du mauvais gouvernement des autorités féodales. Mais il n'y a pas grand-chose à l'appui de cette thèse. Il y avait, c'est vrai, des périodes de famine dues à des calamités naturelles, mais rien de prouve que (sorti de ces pertes anormales) l'ensemble de la production agricole diminua. Il est difficile de croire que la prospérité de la vie citadine et le développement remarquable de la culture urbaine s'accompagnèrent d'une chute dans le rendement des exploitations paysannes.

La vérité est que le caractère de l'économie rurale avait commencé à évoluer selon de nouvelles lignes, en grande partie grâce à l'extension de l'économie monétaire, ou, pour formuler les choses plus simplement, à une augmentation et à une diversification des transactions en argent. On en trouve la preuve dans de nombreux documents écrits par les paysans mêmes, et notamment dans des livres de comptes bien tenus qui indiquent clairement un essor, et non pas un déclin, dans le domaine de la production, et -peut-on ajouter – un progrès dans celui de l'éducation.

Les paysans aisés, membres de la classe des *nanushi,* avaient une certaine connaissance des classiques chinois. Maints d'entre eux étaient familiers des grandes anthologies de la poésie japonaise, et organisaient chez eux des soirées de *haiku.* La plupart des villageois connaissaient les vers du grand poète Bashô, et certains se souvenaient de l'avoir vu passer lors d'un de ses pèlerinages à la fin du XVIIe siècle.

Le changement survenu dans le caractère de l'économie se reflétait inévitablement dans celui de la structure même du village. Les liens familiaux unissant le *hon-byakushô* et ses ouvriers commençaient à se perdre. Le groupe qui cultivait la terre dans un effort commun se fragmentait en petites unités indépendantes du *hon-byakushô,* mais gagnant de quoi vivre en partie grâce au travail du sol et en partie en s'engageant à la journée chez des marchands ou des artisans de la ville, ou grâce à la vente

d’articles artisanaux fabriqués au village avec les matériaux locaux. La relation de l’ouvrier avec le hon-byakushô n’était plus celle d’un parent avec un chef de famille, mais celui d’un tenancier devant une location à son propriétaire. Ces tenanciers étaient forcément pauvres, et, pour joindre les deux bouts, ils étaient contraints de travailler pour les autres ou à quelque industrie domestique. Ainsi, le village était désormais composé de quelques riches familles et de nombreux paysans pauvres. Et c’était ces derniers qui souffraient le plus des désastres naturels et qui étaient le plus susceptibles de se transformer en vagabonds.

Il est difficile d’imaginer comment un simple décret politique aurait pu remédier à cette situation, où la production agricole augmentait tout en amenant la pauvreté. Il y avait une faiblesse dans le contrôle des villages par le bakufu et les daimyô, car les membres de la classe militaire ne vivaient plus désormais sur la terre dont ils tiraient leurs revenus et se trouvaient ainsi coupés des paysans. Ils subissaient l’influence du conservatisme inhérent à la pensée féodale et étaient pleins de préjugés au sujet des impôts et de l’estimation du rendement (*kokudaka*). Alors que la production de riz et autres céréales était en hausse, le revenu des propriétaires augmentait également, mais les paysans riches recouraient à toutes sortes de moyens afin de déjouer les efforts de la classe militaire pour leur imposer de nouvelles redevances. Seuls les paysans les plus pauvres avaient du mal à résister et se trouvaient poussés à la révolte.

Ainsi, il arrivait que le village jadis paisible fût en proie à des luttes intestines. Le riche était contre le pauvre, surtout en matière d’impôts, dont l’injuste répartition pesait lourdement sur les faibles. Les familles qui possédaient de vastes exploitations prétendaient décider pour le village entier sur tout ce qui était important, ce qui donnait lieu à des conflits tournant à la violence, les « komae sôdô », ou « soulèvements des petites familles ». Plus graves étaient les soulèvements des « ômae », ou « grandes familles », menés par les principaux exploitants d’un groupe de villages et connus sous le nom générique de « hyakushô ikki ». Paysans riches et pauvres s’y trouvaient associés, menant le même combat contre les excès fiscaux des daimyô ou des représentants du bakufu. Dans certaines de ces révoltes, les pauvres faisaient preuve d’un courage désespéré. C’était des affaires graves, dues à un défaut fondamental dans le système agricole, mais non pas à son manque d’efficacité dans le domaine de la production, car il

est certain que, même durant ces périodes troublées, le produit total était en hausse ainsi que le niveau de vie général. Ce qui péchait, c'était l'attitude conservatrice du bakufu et des daimyô, qui continuaient d'exiger des impôts excessifs pour faire face à leurs dettes croissantes.

En ce qui concerne le développement urbain, Yoshimune était généralement intéressé, mais son premier souci était d'améliorer l'administration municipale d'Edo. Il introduisit des mesures pour lutter contre la propagation des incendies, qu'avec un humour bien particulier les habitants de la ville appelaient les « fleurs d'Edo » (J*edo no hana).* La sagesse avec laquelle il sut choisir les magistrats et officiers municipaux est célébrée dans une œuvre de fiction populaire, les *Jugements d'Ooka (Ooka seidan),* qui raconte la brillante enquête menée par le premier magistrat de la ville à propos d'un crime.

INTÉRÊTS SCIENTIFIQUES DE YOSHIMUNE

Nous pouvons maintenant laisser les questions économiques et la façon dont Yoshimune s’efforça de les résoudre, et revenir en arrière dans le temps pour étudier d’autres aspects de son gouvernement. Sans être un érudit lui-même, il avait de nombreux intérêts. Il aimait les sports de plein air, et il emmenait ses sujets militaires faire d’épuisantes manœuvres ou de vastes battues dans les plaines du Kantô ou sur les pentes du mont Fuji ; mais il réfléchissait aussi beaucoup au monde extérieur au Japon, et dès 1720 il assouplit l’interdiction qui frappait certains livres venant de Chine et qu’avaient imposée ses prédécesseurs près d’un siècle plus tôt par peur du christianisme. La censure sur les livres importés avait été si sévère que, en 1695, les fonctionnaires de Nagasaki avaient reçu d’Edo l’ordre de détruire un livre chinois – un guide de Pékin en plusieurs volumes – parce qu’il mentionnait la tombe d’un missionnaire célèbre, le père Ricci, qui avait été au service de la cour de Chine comme conseiller en astronomie jusqu’à sa mort, en 1610. Cette interdiction ne concernait pas les livres écrits en langues européennes, car seuls pouvaient les lire une poignée de spécialistes bien connus des autorités ; mais les ouvrages chinois semblaient dangereux parce qu’ils pouvaient contenir de la propagande chrétienne. Dans ses déclarations de 1720, Yoshimune, qui s’intéressait aux idées scientifiques, décréta que les livres qui ne renfermaient pas d’enseignement chrétien pouvaient être importés et diffusés.

Il tenait notamment à doter le Japon d’un calendrier sûr, car les Chinois considéraient qu’il était du devoir d’un dirigeant que ses fonctions et celles de ses officiers soient remplies aux moments opportuns. Comme les Romains, les Chinois croyaient à l’influence des corps célestes, et l’astrologie jouait un rôle important dans la détermination de la conduite du souverain et de ses sujets. Yoshimune se mit en quête d’un assistant pour l’astrologie officielle, et on lui parla d’un certain Nakane Jôuemon Genkei, orfèvre de Kyoto, dont on lui dit qu’il pouvait donner de bons conseils dans l’établissement d’un calendrier. Il le fit venir à Edo, et fut ravi par ses discours et son comportement. Genkei reçut l’ordre de lire un ouvrage chinois récent, mais il se rendit compte alors qu’il ne s’agissait que d’un extrait de la version chinoise d’une œuvre occidentale. Il dit à Yoshimune qu’il ne pourrait pas faire de progrès aussi longtemps que les traductions

chinoises de livres occidentaux étaient interdites au Japon pour des raisons aussi absurdes que le fait qu'elles pussent contenir des allusions aux chrétiens et au christianisme.

Ce fut la principale raison qui décida Yoshimune à annuler l'interdiction sur les livres importés. Son intérêt pour la science était exceptionnel pour son époque, et il le porta à s'intéresser aux pays étrangers, en sorte qu'il suivit Arai Hakuseki en sentant que le Japon devait entrer en contact avec l'extérieur. Des écrits de l'époque, il ressort clairement que, au début du XVIIIe siècle, bien des érudits japonais brûlaient déjà d'en apprendre davantage sur les arts et les sciences dans les pays européens, qu'ils ne pouvaient le faire à travers des contacts occasionnels avec des étrangers comme les marchands hollandais de Deshima ou les lettrés qui, parfois, accompagnaient une mission hollandaise à Edo.

En 1719, Yoshimune lui-même avait invité à Edo un interprète de Nagasaki nommé Nishikawa Jôken, connu pour étudier l'astrologie. Il avait fabriqué un globe terrestre avec l'aide d'un mécanicien du Kii, et il s'était personnellement servi d'un télescope importé de Hollande pour observer le ciel. Sur ses ordres, des fonctionnaires furent envoyés poser aux résidents hollandais de Nagasaki des questions à propos des éclipses, des marées, des mouvements des corps célestes, etc., mais les Hollandais furent incapables de lui fournir des réponses satisfaisantes. Ce n'est que plus de vingt ans plus tard (1744) que Yoshimune fit construire un observatoire à Edo.

En se servant d'installations de ce genre, ses experts découvrirent des erreurs dans le calendrier existant et en entreprirent la réforme, qui ne fut terminée qu'après la mort de Yoshimune. Ce calendrier entra en vigueur en 1754, première année de l'époque Hôreki, c'est-à-dire du « Précieux Calendrier ».

La curiosité de Yoshimune l'amena à chercher des moyens permettant d'éviter les malheurs qu'entraînaient les mauvaises récoltes dues aux désastres naturels. Il comprit ainsi qu'il fallait introduire de nouveaux aliments. La consommation de la viande était très limitée, car le bouddhisme l'interdisait ; quant au poisson frais, c'était un luxe que peu pouvaient s'offrir. Quelque nouveau produit végétal devait donc être cultivé. On trouva celui-ci dans la patate douce, proposée par un maître confucéen nommé Aoki Konyô en 1734, soit peu après la famine de 1732-1733. Originaire du Sud, la patate douce (« kansho ») fut introduite au

Japon par l’intermédiaire des Luchu. Par la suite, on donna à Aoki le nom de Kansho Sensei, autrement dit Docteur Patate. Par une curieuse coïncidence, l’Angleterre fit vers la même époque un effort pour diversifier ses cultures, et ses paysans furent encouragés à planter des racines alimentaires par un aristocrate, qui devint alors pour tout le monde Turnip (Navet) Townsend. Mais la ressemblance entre les deux situations n’est que superficielle, car l’Angleterre comptait peu d’habitants (environ sept millions et demi) qui vivaient en partie du commerce extérieur, alors que le Japon avait une population de l’ordre de 30 millions et était pratiquement fermé aux importations. L’Angleterre pouvait toujours combattre les mauvaises récoltes en important du grain de la Baltique, mais le Japon n’avait aucune possibilité de ce genre. Un meilleur parallèle pourrait être établi avec l’Écosse du début du xvime siècle, où l’on disait que « les araignées à demi mortes de faim se nourrissaient de mouches à demi mortes de faim ».

Aoki Konyô (1698-1769) comptait au nombre des lettrés auxquels Yoshimune donna l’ordre d’apprendre le hollandais. C’était un acte significatif, car il montrait que le gouvernement était favorable à un assouplissement de la politique d’isolement, du moins dans le domaine intellectuel. Mais il fallut encore longtemps avant que la Hollande ne fît l’objet d’études sérieuses. L’ordre de Yoshimune datait de 1741, et ce n’est qu’après sa mort, en 1758, qu’Aoki termina le dictionnaire qu’il avait entrepris de rédiger. Celui-ci laissait évidemment à désirer, mais il ouvrait la voie à l’intérêt croissant qu’inspiraient les idées occidentales et qui gagna bientôt l’ensemble du pays.

YOSHIMUNE ET LES VASSAUX

Yoshimune ne se contenta pas de réformer le bakufu même. Il voulut étendre son influence réformatrice aux domaines des grands barons, où il rencontra d'ailleurs une résistance inattendue. En effet, l'une des trois grandes maisons collatérales (les Go-Sanke), sous la conduite de Tokugawa Muneharu, seigneur de l'Owari, s'opposa à sa forme de gouvernement négative, conservatrice et économe, et réclama une politique plus ouverte et moins restrictive. Dans la ville-château de Nagoya, la vie était joyeuse et libre, et sans doute y estimait-on que l'Owari était supérieur au Kii et que Yoshimune se comportait de façon despotique. En 1732, Yoshimune reprocha à Muneharu son insubordination, mais sans résultat. Il employa alors la force, et le fit emprisonner. En 1733, il réprimanda le même Muneharu, son successeur comme seigneur du Kii, lui reprochant que le mauvais gouvernement de son fief était cause d'ennuis financiers et de soulèvements.

Cette attitude semble lui avoir été dictée par son inquiétude touchant les capacités de son propre fils aîné et successeur putatif, Ieshige. Désireux que la succession demeure dans sa famille, il créa deux nouvelles maisons de Tokugawa, son deuxième fils, Munetake, prenant la tête d'une branche appelée Tayasu (d'après l'une des portes du château d'Edo), et son quatrième fils, Munetada, celle d'une branche appelée Hitotsubashi, d'après une autre porte. Tous deux demeuraient dans l'enceinte du château.

Ces deux nouvelles maisons et une troisième, fondée plus tard et appelée Shimazu, devaient assurer la succession des Tokugawa et renforcer les fondements de la dynastie. Connues sous le nom de Go-Sankyô (les Trois Maisons nobles), elles devaient limiter l'influence des Go-Sanke, qui se montraient enclines à résister, sinon à s'opposer, au pouvoir du shôgun. Les terres dont elles furent dotées n'avaient pas la valeur de celles des Go-Sanke, mais du fait de leurs liens étroits avec la maison au pouvoir, c'est elles plutôt que les Go-Sanke qui devaient fournir un successeur lorsque le shôgun n'avait pas d'héritier direct. C'est ainsi que Ienari, le onzième shôgun, était membre de la maison de Tayasu.

Yoshimune se retira en 1745, après avoir rempli pendant trente ans les fonctions de shôgun. Il resta dans ses appartements du château d'Edo

comme protecteur de son Iiis Ieshige jusqu’en 1751, où il mourut âge de soixante-huit ans.

A n’en pas douter, Yoshimune fut, après Ieyasu, le plus grand des shôgun Tokugawa. On l’a vu conservateur, voire réactionnaire, et il est vrai que son idéal était de restaurer la discipline des premières décennies du bakufu Tokugawa ; mais il résolut certaines difficultés de manière rationnelle et sans préjugés, hors de l’influence exercée par les conventions de la stricte féodalité. La façon dont il s’attaqua aux problèmes financiers était positive et sensée, et s’il ne parvint pas à les résoudre, ce fut à cause d’une faiblesse fondamentale de l’économie nationale. Il fut prompt à comprendre qu’il était important de cultiver de nouvelle terres et d’augmenter la production en général. Comme on l’a vu, il encouragea le savoir, et sut voir que certaines connaissances ne pouvaient être acquises que par le biais des peuples occidentaux. Il fit la première brèche dans la politique d’isolement.

On ne peut pas dire qu’il fut populaire, car ses réformes ne pouvaient que déplaire à une classe ou à une autre. On lui reprocha des malheurs dont étaient responsables des forces naturelles échappant au pouvoir d’un shôgun. Ses dernières années furent assombries par les difficultés économiques que l’on a évoquées, et lui qui avait été acclamé par le peuple lors de son accession devint le sujet de grossiers pamphlets.

RÉFORMES JURIDIQUES

Aucun code ne faisait autorité quand Yoshimune accéda au pouvoir, et les procès étaient jugés selon les précédents fournis par les décisions des commissaires municipaux (*machi-bugyo)* d'Edo. En 1717, un fonctionnaire nommé Ooka Tadasuke recommanda toutefois de codifier la loi telle qu'on l'interprétait alors. Sous sa pression et grâce aux conseils d'éminents personnages comme Muro Kyùsô, Yoshimune accepta l'idée que les lois fussent écrites, et en 1720 il donna l'ordre de rédiger un code.

Le document qui en résulta fut achevé en 1742. On le connaît sous le nom de « Code des cent articles », ou *O sadame gaki hyakka-jô.* Il fut quelque peu modifié par Ienari, et devint alors le Code de Kansei. Les châtiments prévus étaient moins sévères que par le passé, et le recours à la torture était désormais limité. Il existe plusieurs versions de ce document, dont certaines sont apocryphes ; mais le meilleur texte se trouve dans le recueil intitulé *Tokugawa kinrei-kô.* La base du code était un document établi à l'époque de Ieyasu, qui, dans ses versions ultérieures, contenait des adjonctions ou amendement apportés par les deuxième et troisième shôgun. On peut le considérer comme une formulation des principes, sociaux et politiques, du gouvernement du shôgun plutôt que comme un code pénal.

CHAPITRE LXI

Le déclin du bakufu

SUCCESSEURS DE YOSHIMUNE

Yoshimune eut coup sur coup pour successeurs deux shôgun faibles et incompétents. Son fils Ieshige, neuvième shôgun, lui succéda en 1745, à l'âge de trente-cinq ans ; et son petit-fils et favori Ieharu, dixième shôgun, occupa ses fonctions de 1760, où mourut son père Ieshige, à 1786, où il mourut lui-même âgé de soixante ans.

Ieshige était un enfant maladif, dont la faiblesse, devenu adulte, lui valut le surnom de Shôben kubô, autrement dit « shôgun Pipi ». Des excès juvéniles avaient porté atteinte à sa santé. Il bégayait tellement qu'il était incompréhensible. Ses propos devaient être interprétés par son compagnon, un jeune samurai nommé Ooka Tadamitsu, qui avait grandi avec lui et dont les services indispensables furent récompensés par de fréquentes promotions jusqu'à ce que, après la mort de Yoshimune, en 1751, il devînt chambellan *(soba-yônin*) avec une pension de 20000 *koku.* C'était un poste important, car du fait des handicaps de Ieshige le chambellan à son service exerçait un pouvoir politique étendu en tant que truchement et représentant.

Malgré ses défauts physiques, Ieshige n'était pas mentalement déficient, puisqu'il écrivit un essai sur le jeu d'échecs ; mais il était inapte à gouverner, car il était à la fois capricieux et débauché. Le conseil des Aînés *(röjü)* devait passer par Tadamitsu pour connaître ses désirs. Cette situation ambiguë n'empêchait toutefois pas les aînés d'exercer leurs fonctions. Après la retraite de Yoshimune (1745), les plus importants daimyô *fudai* (comme Hotta Masa-suke et Matsudaira Takemoto) gouvernèrent ostensiblement au nom du shôgun comme le voulait l'usage, bien qu'en fait, se servant habilement de son influence sur Ieshige, Tadamitsu parvînt à exercer l'autorité d'un dirigeant. Ainsi, l'inaptitude de Ieshige tendit à mettre le pouvoir entre les mains du premier chambellan, où il resta pendant de nombreuses années.

En 1760, Ieshige et son chambellan moururent tous les deux, et Ieharu, le fils de Ieshige, remplaça ce dernier, étant alors âgé de quarante ans.

Enfant, Ieharu était le favori de Yoshimune, et il serait devenu shôgun à la retraite de celui-ci sans la règle de succession de la famille Tokugawa, que Yoshimune préféra ne pas enfreindre. Physiquement, il était robuste, mais il manquait de force de caractère. Il était intelligent, mais si dissipé qu'il ne pouvait pas écouter ses conseillers plus de quelques instants. En outre, il était négligé de sa personne, paresseux et désordonné. Dans de pareilles circonstances, l'incompétence d'un dirigeant a des effets plus graves que des erreurs administratives occasionnelles. Elle permet l'ascension d'ambitieux sans scrupules, qui dirigeront les affaires en fonction de leurs intérêts. Les gouvernements de Ieshige et de Ieharu illustrent amplement ce danger.

Comme on l'a vu, après la mort de Yoshimune, le pouvoir se trouva aux mains des chambellans, qui transmettaient les ordres au corps exécutif. Ces chambellans étaient Ooka Tadamitsu et un homme remarquable appelé à. j Tanuma Okitsugu. La charge de chambellan avait pris une nouvelle importance politique à l'époque de Tsunayoshi, où Yanagisawa avait une grande autorité ; et sous Ienobu et Ietsugu, des hommes comme Manabe avaient une influence marquée en tant que conseillers. L'autorité de Tadamitsu n'était donc pas exceptionnelle, et elle était même essentielle étant donné l'incapacité du shôgun ; il n'abusa d'ailleurs pas de son pouvoir, qu'il commença à exercer en tant que *wakadoshiyori* (aîné en second), fonction qu'il Ii conserva jusqu'à sa mort, en 1760.

Tanuma Okitsugu était d'origine semblable, mais beaucoup plus capable s et d'un esprit beaucoup plus fort. Du vivant de Tadamitsu, il joua un rôle secondaire, mais par la suite, il parvint à dominer la scène politique par sa seule force de caractère et grâce à des méthodes extrêmement malhonnêtes, ou du moins peu conventionnelles. Son succès vaut qu'on s'arrête à sa ca rière, qui témoigne d'un déclin de l'intégrité de même que de la compétence du bakufu après la mort de Yoshimune.

GOUVERNEMENT DE TANUMA (1767-1786)

Le père de Tanuma Okitsugu était un fantassin (*ashigaru*) au service de la branche Kishû de la famille Tokugawa, qui, lorsque Yoshimune partit comme shôgun à Edo, fut versé dans la compagnie des *hatamoto* et promu à une charge modeste avec un salaire de 600 *koku*. Okitsugu suivit son père sur la route de la promotion. A seize ans, il commença par devenir page

dans les appartements de Ieshige. Son père mourut l’année suivante, et il devint alors le chef de la famille Tanuma. En 1751, à la mort de Yoshimune, il s’éleva au rang de chambellan au service de Ieshige, alors shôgun – réussite remarquable pour un homme d’aussi humble origine. En 1760, il comptait parmi les favoris de Ieharu, le nouveau shôgun. Après quoi il fit de rapides progrès. Ses talents furent reconnus, et quelques années après sa nomination il obtint une pension de 10000 *koku* et le rang de daimyô. En 1767, il était devenu premier chambellan et reçut la seigneurie de Sagara, avec un château et un revenu de 20000 *koku*, bientôt porté à 50000.

Mais il n’entendait pas s’arrêter là et convoitait les plus puissantes fonctions après celles de shôgun, soit celles de président du conseil des Aînés. Elles étaient occupées par un important parent des Tokugawa, Matsudaira Takemoto, que son rang et son intégrité protégèrent quelque temps des rivaux ; mais en 1779, sa mort donna à Okitsugu l’occasion de prendre le pouvoir qui lui manquait encore.

Dans l’ensemble, les röjü étaient incapables ou indésireux de s’opposer à Okitsugu, qui les dominait, et celui-ci ne tarda pas à remplacer Takemoto. Par la suite, il exerça pendant près d’une décennie une autorité sans limites. Ses appétits étaient insatiables. Durant son ascension, il avait étudié les faiblesses de ses supérieurs et de ses collègues, et appris à les manipuler, ce qui lui permit de satisfaire sa soif de puissance et de biens matériels. Il épousa une femme apparentée à une maîtresse de Ieharu, et, grâce à elle, réussit à jouer de son influence sur les dames de la cour. Il savait que, dans la coulisse, elles étaient à même de façonner la politique dans la mesure où celle-ci se décidait dans les appartements du shôgun. Il eut soin de se lier avec certaines d’entre elles, dont il devint parfois l’intime. Il réussit même à prendre pour maîtresse une amie de la favorite de Ieharu, et, par son entremise, il acheta la plupart des dames d’honneur et des concubines de moindre qualité.

En ce qui concerne les rapports entre Tanuma et Ieharu, un passage fort intéressant du journal d’un noble *(Shimmei-In den go jikki) laisse* entendre que Ieharu n’était pas absolument dupe de Tanuma, et que ce dernier avait pour son jugement un certain respect. Mais le but de Tanuma n’était pas d’exercer sur lui une influence directe. Il avait appris à connaître la puissance de l’argent, et ce qu’il voulait, c’était obtenir cette puissance pour lui-même en accumulant des richesses, qui provenaient en partie de pots-de-

vin, mais surtout d'investissements dans des entreprises lucratives. Il ne cherchait pas à cacher qu'il approuvait la corruption. Son attitude à ce sujet était d'ailleurs loin d'être exceptionnelle dans les sphères officielles d'avant son temps, et il ne différait de la plupart de ses prédécesseurs que par l'ampleur de ses exactions et la franchise avec laquelle il s'adonnait à la malversation. On lui prête ces propos : « L'or et l'argent sont des trésors plus précieux que la vie. Un homme dont le désir de servir est si fort qu'il offre des pots-de-vin pour une nomination prouve par là que ses intentions sont loyales. […] Je me rends moi-même tous les jours au palais, où je travaille péniblement pour le pays, l'esprit jamais en repos. Ce n'est que quand je rentre chez moi et que je trouve les présents de nombreuses familles empilés dans la longue galerie de ma maison que je me sens à l'aise. » Ses clients se bousculaient à sa porte et rampaient devant lui pour qu'il acceptât leurs cadeaux. Mais dans sa maison, quelque chose d'important manquait. En réponse à un visiteur disant que Tanuma devait posséder toute espèce de trésors, un spectateur remarqua que ce qui, à coup sûr, lui manquait, c'était une arme ou une armure tachées de sang sur le champ de bataille.

Parmi les clients qui achetaient Tanuma se trouvaient des gens importants comme Ii, seigneur de Hikone, qui voulait être nommé *tairô* (ce qu'il obtint), et Date, seigneur de Sendai, qui souhaitait un titre de cour. Même le sévère Matsudaira Sadanobu ambitionnait le quatrième rang de cour et fit pour l'obtenir les présents nécessaires à Tanuma. Des postes moins importants pouvaient s'acquérir à prix fixes, comme celui de *bugyô* de Nagasaki, pour 2000 *ryô,* ou celui de censeur (*metsuke*), pour 1000 *ryô.* Parmi les cadeaux faits à Tanuma afin d'obtenir ses bonnes grâces, il y eut, dit-on, un coffre contenant une poupée qui se révéla être une belle jeune fille richement parée.

Tanuma n'était pas seul à se laisser acheter, des fonctionnaires aussi importants que les commissaires des finances étant, eux aussi, ouverts à la corruption. Au vu de ces pratiques, on se demande ce que pouvait être le gouvernement dont Tanuma était Premier ministre. L'histoire et la tradition ont tendance à insister sur sa mauvaise conduite et à lui imputer les fautes du bakufu de son vivant. Mais c'était un symptôme plutôt qu'une cause de ses erreurs, car la corruption était déjà à l'œuvre du temps de Yoshimune malgré ses efforts pour la supprimer ; et en fait Tanuma ne vola pas l'État,

mais prit au contraire des mesures pour protéger les fonds et réduire les dépenses du gouvernement en augmentant son revenu grâce à des méthodes constructives. Alors qu'il était en fonction, il encouragea d'importants travaux d'irrigation, et, en 1785, il envoya un groupe de fonctionnaires étudier la situation d'Ezo (Hokkaidö) et de Karafuto (Sakhaline) dans l'intention d'en assurer le développement. Il travailla aussi à développer le commerce de Nagasaki, qui avait été réduit sur le conseil d'Arai Hakuseki, et il stimula à cette fin la production de cuivre pour l'exportation.

Dans ce sens et dans d'autres, Tanuma et les siens furent extrêmement actifs, et les historiens japonais modernes ont renoncé à le considérer comme un simple coquin. Il ne resta pas longtemps en fonction, car il devint *soba-yônin* en 1767, *rôjû* en 1772, et perdit son titre et sa charge en 1786, après la mort de Ieharu. Du reste, sa chute fut aussi soudaine que son ascension. En 1784, le meurtre de son fils Okitomo par un certain Sano Zenzae-mon vint signaler l'hostilité croissante dont il faisait l'objet. Deux ans plus tard, le mois même où sa charge lui fut retirée, des octrois de terre d'une valeur de 20000 *koku* furent annulés, et il reçut l'ordre d'abandonner dans les trois jours sa résidence et ses entrepôts d'ösaka. Il vécut alors retiré, et laissa à son petit-fils les biens qui lui restaient.

Ayant vu ce qu'était le climat politique à l'époque de Ieshige et de Ieharu – c'est-à-dire entre 1745 et 1786 –, nous pouvons maintenant étudier l'attitude du pays envers le bakufu comme preuve de son déclin dans l'estime publique. Dans ce but, il convient de passer en revue les principaux événements, à la fois politiques et sociaux, de la période en cause.

Sentiment antibakufu

Il ne fait aucun doute que, à l’époque de Tanuma, le bakufu comme organe administratif avait atteint un dangereux état d’inefficacité et de confusion. Beaucoup déploraient sa faiblesse et doutaient de sa stabilité. Sans aller jusqu’à préparer son renversement, certains pensaient d’ailleurs que le moment était venu de restaurer le gouvernement impérial, et d’aucuns travaillaient à cette fin. Manifestement, l’esprit guerrier et l’éthique guerrière tels que les représentait le bakufu étaient sur leur déclin.

Il faut toutefois reconnaître que l’autorité de la maison des Tokugawa en tant que gouvernement central, son pouvoir de contraindre même les daimyô les plus indépendants et les plus rebelles, ne souffrait pas de son incompétence administrative. Malgré sa faiblesse dans des domaines d’importance secondaire, c’était un puissant organe d’envergure nationale. Le système d’équilibre tel que l’avaient voulu les trois premiers shôgun Tokugawa en déterminant la place des vassaux, était une source de stabilité, donc de force. Aucun feudataire n’osait désobéir à un ordre d’Edo sans risquer de perdre son fief ou même sa liberté. En fait, il était plus facile au bakufu de ramener à l’ordre un baron turbulent que de réprimer un soulèvement paysan. Malgré ses défauts, le bakufu était un géant. En outre, il faut se souvenir que, sans se soucier des instructions du bakufu, maints grands fiefs étaient extrêmement bien gouvernés, et contribuaient ainsi, même sans le vouloir, à la stabilité générale du régime Tokugawa.

Suite à ces considérations, il vaut la peine d’étudier certaines formes d’expression active du sentiment d’hostilité inspiré par le bakufu au XVIIIe siècle.

Apparemment en réaction contre son gouvernement autoritaire, plusieurs mouvements hostiles au bakufu se développèrent après la mort de Yoshimune. Le plus remarquable d’entre eux était une école de pensée encouragée par un certain Takenouchi Shikibu, fils d’un médecin de campagne et, de ce fait, n’ayant pas à strictement parler le rang de samurai. Quittant son Echigo natal, il prit du service à Kyoto dans la maison d’un important noble de cour, Tokudaiji Kinshirô. Il y étudia l’enseignement de la secte shintoïste de Suika, et assista parallèlement à des cours sur la science militaire. Il ne tarda pas à soutenir des opinions hostiles au

gouvernement, prenant parti pour le *shinnô-ron*, doctrine de loyauté au Trône, qui allait diviser le pays au XIXe siècle. Il soutenait que, si la cour faisait un effort sérieux, elle aurait l’appui du pays entier, et ses conférences attiraient de nombreux nobles de la cour. L’empereur Momozono entendit parler de ce mouvement, auquel la cour prenait grand intérêt, mais les chefs des grandes maisons nobles étaient contre tout affrontement avec le bakufu. Ils informèrent le *shoshi-dai* de Kyoto des opinions de Shikibu, qui fut promptement arrêté et chassé de la ville en 1759.

Peu après, on annonça qu’un maître de la science militaire, Yamagata Daini, complotait contre le bakufu. C’était le fils d’un ouvrier du Kôfu, entré au service d’ôoka Tadamitsu. A la mort de ce dernier, il partit pour Edo, où il commença d’enseigner la science militaire en 1760. Il était hostile à l’absolutisme du bakufu, qui devait s’appuyer sur la force. Il approuvait les vertus militaires, mais il était en faveur de la « Voie royale » (*Odô*), c’est-à-dire du gouvernement impérial. Il attira l’attention d’un important partisan du daimyô de Kobata, Yoshida Gemba, qui parla avec lui du besoin de réformes dans l’administration du fief. La chose souleva l’opposition de certains collègues de Gemba, qui l’accusèrent de comploter une révolte avec Daini. Les commissaires municipaux eurent vent de l’affaire, et apprirent en outre qu’un disciple de Daini, Fujii Umon, avait ouvertement condamné, en usant d’un langage violent, les méthodes arbitraires du bakufu. Aucune preuve de complot ne fut trouvée contre eux, mais Daini fut condamné à mort, et Umon jeté en prison. Le revenu de la famille Oda fut réduit, et Gemba et ses associés furent punis. Takenouchi Shikibu fut également interrogé, mais on ne trouva rien contre lui. On l’exila à Hachijô parce qu’il avait refusé d’obéir à l’ordre de quitter Kyoto.

Si nous avons évoqué ces événements de façon quelque peu détaillée, c’est qu’ils montrent que les dirigeants du bakufu étaient déterminés à annihiler le mouvement loyaliste. Leur nervosité est attestée par la manière confuse dont ils s’occupaient des problèmes auxquels ils étaient confrontés. Ils faisaient tantôt preuve d’une extrême sévérité, et tantôt d’une faiblesse alarmante à une époque où la fermeté était essentielle. Leur manque de compréhension est clairement démontré par l’agitation grave que suscita une corvée extrêmement sévère imposée aux paysans de la région bordant la grand-route reliant Edo à Nikkô, où l’on avait construit le mausolée de Ieyasu.

Soulèvements ruraux

En temps normal, il y avait un flot régulier de fonctionnaires et de pèlerins entre Edo et Nikkô, séparées par quelque cent cinquante kilomètres. Les porteurs et chevaux nécessaires étaient fournis aux fonctionnaires par les villages situés le long de la route, ainsi que le voulait la corvée (*sukegô).* Mais pour le pèlerinage exceptionnel qui devait avoir lieu au tombeau de Ieyasu, le bakufu projeta une grandiose procession, à laquelle devaient participer les membres de la famille Tokugawa, les nobles de cour, les grands vassaux et leurs partisans. Pour leur transport et leur logement, les paysans de la région qu'ils traverseraient reçurent l'ordre de fournir des habitations, des porteurs et des chevaux, ou, à défaut, de payer une très lourde contribution.

Cette obligation fut étendue à des paysans vivant loin de la route directe, et elle devint si lourde que, vers la fin de l'année 1764, il se produisit d'importants soulèvements ruraux dans les provinces de Kôzsuke et de Musashi. Le nombre des paysans qui y participèrent est estimé à 200000, soit autant que lors de la révolte de Shimabara (1637-1638). L'origine et l'ampleur de ce mouvement montrent que les dirigeants du bakufu étaient ignorants du sentiment qui régnait dans les campagnes, et incapables de faire face à la situation que leur ignorance avait engendrée. Un effort pour apaiser les émeutiers connut un succès temporaire, mais à la fin de l'année, des dizaines de milliers d'entre eux déferlaient à travers la campagne pour attaquer les entrepôts de Kumagai, détruisant leur contenu. Il fallut près d'un mois au bakufu pour mettre fin à ces désordres dans le Kantö, base et forteresse de la maison des Tokugawa.

Par la suite, des soulèvements ruraux se produisirent dans d'autres régions du Japon, causant la plus grande inquiétude au gouvernement, dont les efforts pour les réprimer ou les prévenir n'avaient guère de succès. Des récompenses furent offertes à ceux qui donneraient des informations sur les émeutes ou les départs massifs qui se préparaient. Parallèlement, les daimyô chez qui de tels troubles avaient lieu furent avertis qu'ils pouvaient demander de l'aide dans les domaines voisins mais ne devaient pas se servir d'armes à feu. Ces soulèvements étaient parfois cachés au bakufu, tandis que le daimyô ou ses représentants s'efforçaient de calmer les paysans ; mais ce manque de détermination ne fit qu'encourager les émeutiers, contre

qui l’on finit par employer la force. Certains domaines, n’ayant qu’un petit effectif militaire, se virent contraints de demander de l’aide au représentant *(dai-kan)* le plus proche des Tokugawa.

En 1770, le bakufu publia un ordre dénonçant la conduite du paysannat et promettant des récompenses (dont la promotion au rang de samurai) à quiconque était prêt à dévoiler les plans des émeutiers. Des faits de ce genre révèlent l’incompétence du bakufu, son manque de décision et ses tâtonnements politiques. Le Japon avait manifestement besoin d’un changement gouvernemental, d’une puissante autorité centrale entre des mains déterminées.

Développement économique et savoir scientifique

POLITIQUE DE TANUMA

Le goût de Tanuma Okitsugu pour les pots-de-vin était si prodigieux que certains historiens ont tendance à s'y appesantir et à négliger ses contributions positives à l'économie nationale, lesquelles étaient d'ailleurs de même nature que celles de Yoshimune. En fait, la politique de Tanuma n'était pas originale, mais elle permit aux mesures prévues par Yoshimune de prendre une nouvelle extension. Son action ne peut être traitée séparément de la situation politique qui se développa sous Yoshimune, notamment dans le domaine financier. Parmi les traits particuliers de la Réforme de Kyöhö (1716-1736) figurait la tendance politique du bakufu à faire un usage croissant du capital commercial. Par ailleurs, on se souvient que Yoshimune avait déjà mis sur pied une sorte de bureau de contrôle de la politique financière en nommant des fonctionnaires spéciaux, les *kanjô-kata*, pour s'occuper des problèmes financiers.

Tandis que, dans la capitale, une déplorable atmosphère de corruption et de débauche régnait dans l'entourage du shôgun, les milieux plus simples, encouragés par Tanuma, déployaient une grande activité commerciale et industrielle, et connaissaient un regain de vie intellectuelle, sous l'effet peut-être de ceux qui pensaient que la société féodale manquait de dynamisme. Ce sentiment se manifestait de façons diverses. Outre qu'il favorisait l'industrie, Tanuma distribua des fonds pour la mise en culture de nouvelles terres, continuant ainsi la politique de Yoshimune, notamment en mettant en œuvre d'importants travaux pour étendre le domaine irrigable. Après qu'une grande éruption volcanique au mont Asama eut élevé le lit du Tonegawa, en 1783, des travaux de grande envergure durent être effectués. Les frais en furent assumés par deux millionnaires, l'un d'Edo et l'autre d'Osaka, auxquels il fallut céder une grande partie des terres nouvelles qui purent ainsi être mises en culture, et qu'il fallut d'ailleurs abandonner à la suite d'une série de catastrophes quand Tanuma se retira. Mais son entreprise la plus originale fut peut-être de promouvoir le commerce avec la Russie en développant les territoires septentrionaux du Japon, c'est-à-dire les îles de Hokkaido et de Sakhaline.

Un projet dans ce sens avait été suggéré par un certain Kudô Heisuke, médecin du fief de Sendai qui avait étudié le hollandais et s'intéressait fort aux pays étrangers. A l'époque, la Russie progressait à travers la Sibérie et

le Kamchatha vers les côtes de Chishima (les Kuriles), et, avec l’approbation du daimyô, des négociants japonais du fief de Matsumae (Hokkaido) commerçaient secrètement avec les Russes dans le voisinage de l’île de Kuna-shiri. Kudô en fut informé par un *rônin* de Matsumae, et, en 1783, il soumit aux *röjü* une description des Aka-Ezo, les Insulaires rouges septentrionaux, c’est-à-dire les Russes. Dans ce document, il soulignait le fait que la Russie prenait toujours plus d’importance dans la région du Nord. Son commerce illicite devait être arrêté, mais à cette fin, il serait prudent de commercer ouvertement avec les Russes et d’employer les bénéfices ainsi réalisés au développement de l’ensemble de la région.

Tanuma s’empara de l’idée de Kudô, et, en 1785, il envoya une mission placée aux ordres du commissaire des finances enquêter sur place. Un groupe étudia Chishima, un autre Sakhaline. Au début de 1786, le chef de la mission soumit au bakufu un projet de développement de la région dans son ensemble. Dans son rapport, il recommandait de convertir en terres cultivables un dixième de l’île principale, connue aujourd’hui sous le nom de Hokkaido.

Dans l’ensemble, la contribution de Tanuma au développement économique fut importante. Il ajouta à l’association existante des courtiers officiels *(kabunakama*) une guilde regroupant les nouveaux marchands d’Edo, Osaka et autres centres. Il leur accorda des privilèges particuliers, en échange de quoi ils furent lourdement imposés. A une époque où la production était en plein essor, ces impôts amenèrent des sommes considérables dans les coffres du bakufu. En 1766, un monopole du cuivre s’était créé à Osaka, et par la suite, des privilèges exclusifs furent de même accordés aux négociants officiels (*kabunakama*) en fer, en laiton, en chaux et autres produits de base. Des marchands spéciaux *(tonya)* reçurent licence de faire le commerce en gros de produits importants comme l’huile, la graine de coton et le soufre, et leurs profits furent assurés contre paiement d’une taxe. En fait, les impôts versés par tous ces monopoles augmentèrent de façon sensible les revenus du bakufu. La tendance à créer des organisations de ce type était très vivace, et l’on dit que, dans les années 1780, Osaka seule comptait plus d’une centaine de *kabunakama*.

Les impôts versés étaient connus sous le nom de « myôga » ou « unjô ». Officiellement, c’était des paiements volontaires. Si un particulier obtenait quelque privilège, il payait un « myôga-kin », sorte de cadeau par lequel il

remerciait le gouvernement ; quant à l'« unjô-kin », c'était un versement direct selon des barèmes définis par le gouvernement. Les impôts frappaient non seulement des articles de commerce, mais aussi les équipements et entreprises comme les moulins à eau, les bacs, les docks, les bordels, et même les gains des prostituées officieuses, appelées *kakushi-baita*.

Dans ces circonstances, il fallut créer un nouvel office des contributions, et l'on peut imaginer que, dans cette société de courtiers et de spéculateurs malhonnêtes, les pots-de-vin jouaient un rôle déterminant dans l'octroi des licences.

MISÈRE RURALE

Les liens étroits entre le bakufu, représenté par Tanuma, et les riches marchands d'Edo et d'ôsaka, étaient avantageux pour le gouvernement, puisqu'une bonne part des bénéfices provenant de l'investissement du capital privé dans l'industrie productive entrait dans ses caisses. Le bakufu laissait les marchands libres d'investir dans l'agriculture, mais là, le terrain était peu sûr, car les méthodes commerciales appliquées à l'achat du produit des fermes étaient odieuses aux villageois. Les marchands fixaient les prix qu'ils voulaient bien payer à un niveau si bas que la plupart des paysans constataient que, plus ils produisaient, moins ils gagnaient d'argent. C'était une attaque contre la classe constituant le principal soutien de la société féodale ; et au XVIIIe siècle, les paysans n'étaient pas longs à réagir contre ce qu'ils estimaient être un traitement injuste de la part de la classe dirigeante. Des soulèvements sont signalés au début de l'époque des Tokugawa, mais ils se multiplièrent après 1704 puis devinrent endémiques. Certains des premiers furent très importants, comme celui de 1739, où 84000 paysans de la province d'Iwaki se révoltèrent contre les impôts. Ils mirent à sac des bâtiments et menacèrent le château du daimyô jusqu'à ce qu'on leur donne satisfaction. Dans d'autres cas toutefois le soulèvement échoua, et les paysans furent cruellement punis.

Le fief de Kaminoyama, dans le Dewa, où les mauvaises récoltes des deux années précédant 1747 avaient entraîné une situation effroyable, offre un exemple intéressant. Les requêtes des paysans furent entendues, et on leur accorda du riz. Mais l'affaire ne s'arrêta pas là, car peu après que les insurgés se furent dispersés, on soumit leurs chefs à la torture. Les circonstances du soulèvement furent communiquées à Edo, et le bakufu ordonna leur exécution.

Au cours des décennies suivantes, ces soulèvements se renouvelèrent, presque tous résultant de la misère causée par la famine et des épidémies. Le soulèvement de Kurume, auquel participèrent 50000 personnes, était une protestation contre un impôt injuste. Les meneurs furent punis, et certains mis à mort, mais l'impôt fut supprimé. En 1764-1765 eurent lieu les troubles du Musashi et du Kôzuke dont nous avons déjà parlé (chapitre LXI, section 4). En 1773, il y avait eu de graves émeutes dans le Hida, auxquelles la troupe mit fin en se servant d'armes à feu sur l'ordre du

bakufu. Ceux que l’on considèrent comme les prétendus meneurs subirent les châtiments les plus cruels, et l’on remercia les espions de leurs délations en les autorisant à prendre un nom de famille et à porter le sabre.

En 1781, des marchands fixèrent des normes de qualité pour la soie et le coton, et installèrent dans les villes-marchés du Musashi et du Kôzuke des centres de commerce où, après examen des produits, des certificats de qualité étaient délivrés contre paiement d’un droit en argent par unité de poids. Mais quand, à la fin de l’été, s’ouvrit le marché de ces articles, les acheteurs habituels – les grands magasins comme Echigoya et Shirokiya – regimbèrent, disant qu’ils n’étaient pas disposés à payer un prix comprenant un droit de contrôle. Ils convinrent de ne pas acheter de soie cette année-là et de vivre sur leur stock.

Cette décision rendit furieux les villageois des régions dépendant de la vente de soie grège, et certains de leurs chefs prirent la tête de plus de trois mille paysans pour aller attaquer ceux qui avaient installés les centres de contrôle. Leurs maisons furent mises à sac ou incendiées, après quoi les émeutiers se rendirent dans la ville-château de Takasaki pour demander au daimyô, Matsudaira Terutaka, d’abolir les droits de contrôle. Bien que quelques-uns fussent blessés par les soldats qui les attaquèrent à coups de flèches et d’armes à feu, les paysans ne furent pas arrêtés. Ils envoyèrent alors au château une délégation de six d’entre eux pour demander que leur affaire soit jugée par le représentant (*gundai*) du bakufu, un officier de bonne réputation nommé Ina Tadataka.

Leur plainte fut prise en considération, et l’on supprima les centres de contrôle. Ce fut un grand triomphe pour les paysans, et la preuve que le bakufu ne pourrait à l’avenir donner son appui aux marchands à leurs dépens sans rencontrer d’opposition. Mais malheureusement pour eux, les paysans connurent alors des dangers plus pressants que la cupidité des commerçants, en particulier durant la décennie 1770-1779, où le pays souffrit d’une succession de catastrophes naturelles. En 1770-1771, une sécheresse continue frappa presque toutes les provinces. En 1772, il y eut un grand incendie à Edo, quoique moins destructeur que celui de Meireki (1657), et cette même année des inondations désastreuses ravagèrent les campagnes[265].

En 1773, une épidémie fit près de 200000 victimes. Elle gagna les provinces du Nord, où, dit-on, dans le seul domaine de Sendai, 300000 personnes moururent de maladie ou de faim. Et les désastres ne s'arrêtèrent pas là. En 1778, il y eut des inondations à Kyoto et dans certaines régions du Kyüshü, ainsi qu'une éruption volcanique sur l'île d'Oshima, suivie, en 1779, d'une éruption du Sakurajima, le volcan situé à côté de Kagoshima. La grande famine de Temmei commença en 1783. L'année suivante, la pluie ne cessa pas du printemps à l'époque des récoltes, et durant cette période, une éruption de l'Asama provoqua d'importants dégâts. La famine gagna presque toutes les provinces et se prolongea jusqu'en 1786-1787.

Bien des Japonais imputèrent ces calamités au mauvais gouvernement de Tanuma et de son fils. Bien sûr, elles étaient dues à des phénomènes naturels plutôt qu'à des fautes politiques. Toutefois, il est vrai que le bakufu ne fit pas grand-chose pour contrôler les prix de la nourriture, et le gouvernement s'avéra incapable de porter secours aux régions qui souffraient de la disette. Par ailleurs, l'isolationnisme des daimyô était si bien ancré que la plupart d'entre eux refusèrent d'envoyer de la nourriture dans les fiefs voisins, quand bien même ils savaient que des paysans y mouraient de faim.

Un samurai de la province de Shimotsuke décrivait la situation en ces termes : « Quoique, dans le Kantö, la pénurie ne fût pas cause d'une grande famine, le nombre des victimes de la disette dans les provinces du Nord était effroyable. Il n'y avait rien à manger sinon de la viande de cheval, et celle-ci une fois épuisée, les chiens et les chats. Quand ceux-ci furent mangés, beaucoup de gens moururent d'inanition. Dans des villages de trente, quarante ou cinquante foyers, nul ne survécut, et personne ne pouvait dire qui était mort ni à quel moment, car les cadavres n'étaient pas enterrés mais mangés par les bêtes sauvages et les oiseaux. »

Il existe des récits de cannibalisme tout à fait crédibles. Les provinces du Nord étaient toujours en danger de famine, car leurs terres étaient d'un rendement minime et leur climat très rigoureux. Ainsi qu'on l'a vu, la famine de 1783 dura quelque cinq ans. Ce fut l'une des trois plus graves de l'histoire du Japon des Tokugawa, les autres étant celles de Kyôhô (1732-1733) et de Tempo (1832-1836).

Des politiques aussi égoïstes que celles que nous venons d'évoquer ne pouvaient que favoriser les disettes, surtout dans les régions où les

conditions climatiques normales étaient rudes et les récoltes précaires. Lorsque la famine s’étendait à une vaste région, les résultats étaient tragiques ; mais même si, au début, elle ne touchait que des régions limitées, elle avait tendance à s’étendre du fait que le problème de l’alimentation n’était pas traité à l’échelle nationale. Un exemple frappant nous est donné par la famine de Temmei (1783). Quoiqu’elle eût été grave même l’année précédente, le fief de Tsugaru avait envoyé 400000 sacs de riz à vendre à Edo et à Osaka, et contraint les paysans à payer en nature tous les impôts fonciers. Cette attitude impitoyable eut pour résultat une pénurie d’aliments de base à l’intérieur du clan. Les officiers du daimyô s’en alarmèrent et empruntèrent 10000 *ryô* au bakufu dans l’intention d’acheter du riz aux fiefs voisins ; mais ce plan échoua, et l’argent qu’ils avaient en poche n’empêcha pas les villageois de mourir de faim.

Ainsi, sous le régime féodal tel qu’il était administré, le système agricole manqua à sa mission et causa force mécontentement. Il y avait déjà eu des émeutes à Edo pour l’approvisionnement en 1733, mais durant la famine de Temmei le prix du riz atteignit des niveaux si élevés que les citadins eurent recours à la violence dans tous les centres urbains importants : à Edo, Kôfu, Suruga, Kyoto, Nara, Fushimi, Sakai, et jusqu’au Kyüshü. Edo, où les émeutes durèrent trois jours, sombra dans l’anarchie. Les entrepôts et les maisons des négociants en riz furent incendiés, et une hostilité toute particulière se manifesta à l’égard des riches marchands qui, sous l’égide de Tanuma, avaient accumulé du riz durant les famines. Il ne fait aucun doute que (tout à fait à part des tempêtes et des épidémies) le développement rapide de l’économie commerciale dans la société agricole tel que l’avait encouragé Tanuma pesa très lourdement sur le paysannat[266].

Le fait est attesté par les statistiques de la population contemporaine. Elles sont certes peu nombreuses, mais il est prouvé que, durant le siècle qui précéda 1720, la population était en expansion, alors qu’après cette date et pendant plus de cent ans, il n’y eut guère d’augmentation. Ce phénomène ne se comprend pas facilement. Il ne s’explique que partiellement comme résultat de l’avortement délibéré et de l’infanticide durant une longue période de misère rurale. Il faut plutôt y voir la conséquence des famines et des épidémies dont le pays fut si souvent victime au cours du XVIIIe siècle.

Certains historiens voient à ces malheurs une origine sociale, les imputant à la cruauté du régime féodal et au fossé que creusa entre riches et

pauvres la pénétration de l’économie commerciale dans la vie rurale. C’est en partie vrai, mais quelque bienveillant qu’il soit, aucun gouvernement n’aurait pu empêcher les calamités naturelles qui furent les causes directes de la misère.

Lorsqu’on considère la croissance ou la diminution de la population dans le Japon du XVIII« siècle, il est important de se rappeler que les statistiques disponibles ne sont pas fondées sur des données exactes. Elles ne prennent pas en compte les membres de la classe guerrière, ni bien sûr les nombreuses personnes, arrivées récemment ou en migration, qui ne figuraient pas dans les registres. Les fiefs dénombraient leur population selon des méthodes qui variaient d’un endroit à l’autre, et parfois sans compter les enfants. Compte tenu de ces variables, on peut considérer que la fluctuation de la population est représentée avec une relative exactitude par les chiffres du recensement national effectué tous les six ans par le bakufu depuis 1721. Les totaux bruts auxquels on aboutit sont les suivants :

Date	*Population en millions*	*Date*	*Population en millions*
1721	26,06	1756	26,07
1726	26,54	1762	25,92
1732	26,92	1768	26,25
1744	26,15	1774	25,99
1750	25,91	1780	26,01
		1786	25,08
		1792	24,89
		1798	25,47

Les variations de ces chiffres correspondent assez étroitement au changement climatique jusqu’en 1798, après quoi on note une augmentation régulière durant trois décennies. La chute de 26 millions en 1780 à 25 millions en 1786 et à moins de 25 millions en 1792 indique qu’un million au moins de personnes sont mortes de la famine ou des épidémies en l’espace de moins de dix ans.

SITUATION DES SAMURAI

Toute observation générale sur les samurai en tant que classe est susceptible de mener à l’erreur, car ils varient du simple soldat vivant d’une petite pension au vassal direct du shôgun, le banneret *{hatamoto)*, touchant de beaux émoluments. Étant donné qu’en temps de paix la plupart d’entre eux étaient sans emploi, ils créaient un problème pour le bakufu. Nous avons évoqué certaines des difficultés que soulevait cette situation dans les chapitres (L et LI) traitant de la révolte des *rônin* de 1651. Au XVIIIe siècle, un grand nombre parmi les membres les plus capables de cette classe étaient devenus fonctionnaires dans la capitale ou les villes-châteaux, et d’autres s’étaient installés en ville, où ils vivaient d’une modeste pension ou s’étaient établis comme fabricants de parapluies ou de sabots, ou encore occupaient un emploi de bureau. Certains, par manque de fonds, étaient allés jusqu’à adopter le fils d’un citadin contre une somme d’argent, lui conférant ainsi le statut de samurai. Il y avait pour ces transactions un barème de paiement reconnu : une vingtaine de *ryô* pour devenir *ashigaru*, un millier ou plus pour des grades plus élevés.

Les chroniques de l’époque, et en particulier les pièces et les romans, ne prêtent évidemment que peu d’attention aux samurai menant une existence paisible et luttant contre la misère. Elles préfèrent raconter les rixes et les débauches de personnages hauts en couleur comme Tamura Daikichi, hatamoto qui tenait une maison de jeu où les effusions de sang étaient fréquentes, et qui, arrêté par les magistrats de la ville, s’échappa, fut pris dans un village lointain déguisé en moine, et exécuté à Edo. Un autre de ces personnages était un samurai qui tira l’épée contre l’employé d’une buvette, mais fut désarmé à coups de barre de fer et contraint à s’enfuir. Ce ne fut pas pour sa violence mais pour sa couardise qu’il fut ensuite jugé et exilé.

Des épisodes de ce genre peuvent donner l’impression que les samurai avaient perdu leur prestige, et que l’autorité de la classe guerrière était sur le déclin ; mais cette impression n’est pas juste, car il y avait beaucoup d’hommes sérieux qui étaient lettrés par tempérament et, étant membres de la classe dirigeante, s’intéressaient aux problèmes politiques. Ils étaient héritiers de la tradition des philosophes néo-confucianistes, mais ils vivaient à une époque où, parmi les gens instruits, régnait dans tout le pays un sentiment croissant de mécontentement, et certains penseurs estimaient que

la politique d’isolement faisait obstacle au changement nécessaire. On se souviendra que même un lettré aussi conservateur qu’Arai Hakuseki avait senti que le Japon ne devait pas perdre contact avec le monde extérieur.

Un autre homme de savoir, Aoki Konyô, célèbre pour avoir introduit la patate douce au Japon, avait, par ses encouragements à l’étude du hollandais, ouvert bien des esprits à s’intéresser à d’autres aspects du savoir occidental. Avec l’approbation des autorités, il écrivit plusieurs articles sur la langue hollandaise, articles qu’il présenta avec divers mémoires sur les problèmes fiscaux et autres au shôgun Yoshimune, qui le soutenait dans ses activités. Il s’efforça en outre d’améliorer la situation des *hatamoto,* bien que lui-même ne fût pas samurai mais fils d’un poissonnier en gros d’Edo. Malheureusement, le shôgun mourut avant qu’on ait rien fait de ses propositions ; mais Konyô continua de les défendre, et il se fit un point d’honneur d’interroger le « Kapitan »> hollandais lors de sa visite annuelle du comptoir de Deshima à Nagasaki. Il mourut en 1769, âgé de soixante-douze ans.

LES RANGAKU

L’encouragement de Konyô aux études hollandaises avait l’approbation du bakufu, et il fut promu à la charge de premier bibliothécaire (*shomotsu-bugyô).* Le succès qu’il obtint en faisant progresser les « rangaku », ou études hollandaises, était, plus qu’à ses livres, dû à son influence sur ses élèves, dont le plus important était Maeno Ryôtaku, médecin du fief d’Okudaira, dont un lettré nommé Otsuki Gentaku fit l’éloge dans un ouvrage intitulé *Rangaku kaitei (Progrès des études hollandaises).*

Maeno Ryôtaku fut envoyé par son daimyô à Nagasaki, où il consulta les interprètes japonais de Deshima. Il n’obtint guère de résultats, probablement parce que les interprètes ne lui furent pas d’une grande aide. Mais sa contribution aux études hollandaises, dont il fut un pionnier, fut considérable. Il se rendit par deux fois à Nagasaki sur l’ordre de son daimyô, et quoiqu’il acquît un vocabulaire de quelques centaines de mots, il ne parvint jamais à s’en servir d’une manière effective. Il se procura toutefois certains livres auprès des interprètes et s’efforça de les lire avec les aides qu’il put trouver. Il écrivit plusieurs essais sur la langue hollandaise, ainsi que sur des sciences comme la topographie, la géographie et l’astronomie. Ses travaux furent décrits dans un ouvrage intitulé *Rangaku kotohajime (Origine des études hollandaises)*, dont l’auteur était son ami Sugita Gempaku. Il mourut en 1803, âgé de quatre-vingts ans.

A la suite de Maeno et de Sugita vinrent un certain nombre de lettrés qui profitèrent de l’expérience de leurs prédécesseurs et obtinrent davantage de succès en tant qu’interprètes du savoir hollandais. Parmi eux se trouvaient l’Otsuki Gentaku mentionné ci-dessus, qui, né en 1757, était fils de médecin, et Hiraga Gennai, qui fut peut-être le plus remarquable de tous. Ces hommes vécurent à une époque dont on disait : « Le vent de la Hollande souffle sur le pays *[Oranda kaze seken wo fukiwataru]. »* Le mot « rampeki » était d’usage courant. Il signifiait « engouement hollandais ». Cet engouement touchait des gens aussi pratiques que Tanuma Okitsugu, qui encouragea les études hollandaises peut-être moins en tant que politique que par curiosité et goût des objets rares. Mais c’était en même temps un homme âpre au gain et clairvoyant, toujours à l’affût de ce qui pouvait développer et diversifier l’économie nationale.

La plupart des lettrés qu’attirait le savoir hollandais étaient des spécialistes, intéressés par la médecine, l’astronomie ou autre science particulière. L’un d’entre eux toutefois était polymathe et s’intéressait à toutes sortes de sujets. Il s’agissait de Hiraga Gennai, dont l’influence se fit sentir dans de si nombreuses directions que sa carrière vaut d’être traitée séparément.

Hiraga gennai, 1728-1779

C’était le fils d’un *ashigaru,* dont il prit la succession comme herboriste auprès de Matsudaira Yoriyasu, daimyô du fief de Takamatsu, dans la province de Sanuki. C’était sans doute l’homme le plus universel, et par certains côtés peut-être le plus doué de son époque. En 1752, alors qu’il avait vingt-quatre ans, Yoriyasu l’envoya à Nagasaki étudier le hollandais et les sciences naturelles. Yoriyasu était un collectionneur de représentants de toutes les espèces – oiseaux, poissons, plantes, coquillages, pierres précieuses – et il tenait un catalogue contenant des descriptions et des dessins de ces objets avec leur nom en japonais, chinois et hollandais. Durant son séjour à Nagasaki, Gennai devait recueillir pour lui. des informations.

Il y passa un an, à poursuivre des études semble-t-il décousues, et à son retour, en 1753, il se rendit à Edo, où il travailla sous la direction de Tamura Enyû. Il se spécialisa dans la botanique, mais Tamura et lui s’intéressaient tous deux à une étude plus générale de la production dans son ensemble, c’est-à-dire agricole et industrielle. Cette branche du savoir (qu’ils appelaient « bussangaku », ou science de la production) mérite qu’on s’y arrête à cause de la lumière qu’elle jette sur les idées sociales et économiques courantes dans le Japon du XVIIie siècle. Mais il nous faut d’abord continuer le récit de la vie de Gennai, car on peut dire qu’il domina la scène intellectuelle japonaise « moderne », quelque brièvement que ce soit, à l’époque où l’intérêt pour les idées importées d’Europe avait atteint son apogée.

Alors qu’il était à Edo à travailler à ses études et autres entreprises, il recevait toujours une pension de Takamatsu, mais il souhaitait être débarrassé de ses obligations envers ce dernier. Il demanda donc un congé d’une durée indéterminée, qui lui fut accordé, mais il prit ombrage d’une réserve d’ordre matériel, d’ailleurs légère, imposée par Yoriyasu, démissionna, et devint ainsi un *rônin.* Par la suite, il se montra déçu, consacrant une bonne partie de son talent à produire des œuvres littéraires sans lendemain, qu’il s’agît de satires ou de pièces de théâtre (écrites sous un pseudonyme) ; mais il poursuivit ses études et publia de même des ouvrages sérieux, comme une « Classification des objets naturels »

(Butsurui hinshitsu), en 1763, et un essai sur la fabrication d'un tissu d'amiante, en 1764.

Ses intérêts étaient presque universels. A côté de ses contributions à la connaissance scientifique, il fit certaines tentatives du côté de la peinture occidentale, utilisant les contrastes de l'ombre et de la lumière que le dessin traditionnel ne représentait pas. Il donna des leçons de peinture à l'huile à Shiba Kôkan, qui avait jusque-là pratiqué le dessin à la manière chinoise, mais devait ensuite se faire un nom comme interprète des principes picturaux européens.

En 1770, Gennai retourna à Nagasaki, où il apprit à construire un appareil électrique. Il vit aussi certains exemplaires de poterie du Kyüshü et suggéra au bakufu d'en faire un produit spécialement destiné à l'exportation. En 1773, à la demande du daimyô, il rédigea un rapport sur les gisements de fer du fief de Sendai. L'année suivante, il écrivit son *Hôhiron,* pamphlet où il exprimait son mépris pour la société moderne, et parlait du rôle joué par le hasard et l'irrationnel dans les affaires humaines. C'était maintenant un personnage grincheux et pessimiste. A la fin de l'année 1779, du fait d'un malentendu ou dans un moment de folie, il tua l'un de ses disciples. Il fut arrêté et mourut en prison quelques semaines plus tard, âgé de cinquante et un ans.

Son ami Sugita Gempaku ne fut pas autorisé à l'enterrer, son corps étant celui d'un criminel ; mais il obtint la permission d'emporter ses vêtements. Il les enterra dans un cimetière d'Asakusa, et sur ce cénotophe, il dressa une pierre sur laquelle il avait gravé une épitaphe disant que Gennai était un homme exceptionnel qui aimait les choses remarquables, et qui, après avoir vécu une vie remarquable, était mort d'une mort remarquable. Mais ce monument funéraire fut détruit sur ordre officiel.

Le bussangaku : ce terme peut être traduit par « science de la production ». Au XVIIIe siècle, il y avait bien sûr déjà eu d'importants progrès dans la production, dont certains s'étaient effectués de façon naturelle et d'autres avaient répondu à des plans définis ; mais ce que Gennai et ses associés avaient en tête était un accroissement planifié global du nombre et de la quantité des biens de production.

L'essentiel du savoir scientifique obtenu jusque-là des Hollandais avait été appliqué à la médecine, et avait stimulé surtout l'étude de la botanique.

Gennai et son école avaient pour but d’encourager la production d’une grande variété d’objets à des fins similaires. Ils avaient pour principe que les sciences dépendaient des produits tout comme la médecine dépendait des herbes. C’était un point de vue naturel, car ils ignoraient les théories scientifiques, et l’accumulation d’objets utiles était dans leur esprit la meilleure façon d’améliorer l’économie nationale.

En 1757, Tamura Enyü, le collègue de Gennai, qui avait beaucoup voyagé à travers le Japon pour étudier la culture de denrées alimentaires d’appoint et d’herbes médicinales, ouvrit à Edo une exposition de produits importants. En fait, ce fut le premier exemple d’une exposition au Japon, et son succès fut partiellement dû au soutien énergique de Gennai. En 1762, ce dernier ouvrit une exposition à lui, consistant avant tout en articles touchant à la médecine. Le nombre des objets exposés alors et à d’autres occasions dans le courant de la même décennie atteignit un total de 2000, et ils provenaient de trente provinces. Dans son *Butsurui hinshitsu,* ouvrage de 1763 mentionné plus haut, certains parmi les plus importants objets exposés étaient décrits, avec des dessins et des explications.

La nature des objets exposés et les explications de Gennai montrent clairement que l’importance de son *bussangaku* réside dans le fait qu’il prévoit un accroissement planifié de la production et non pas seulement un effort indirect. Remarquons que, dans ses études européennes, Gennai eut le soutien de Tanuma, qui était en faveur d’un accroissement rapide de la production, tant agricole qu’industrielle.

Il est aussi possible que l’idée de Gennai de faire des objets un catalogue complet lui fut inspirée par la philosophie de l’école de Zhu Xi, pour qui on ne pouvait arriver à une compréhension de la raison universelle qu’en étudiant chaque chose et en collationnant les résultats de cette étude. En Occident, cet état d’esprit conduisit à la science, mais en Orient, il lui fallait combattre l’idée de soudaine illumination ou de religion révélée.

CHAPITRE LXIII

La réforme de Kansei

MATSUDAIRA SADANOBU, 1758-1829

On donne parfois le nom de « réformes » à certaines phases récurrentes du gouvernement des shôgun Tokugawa à partir de la fin du XVIIie siècle ; mais ce terme est trompeur, car il donne l’impression que l’on a alors introduit une forme nouvelle et meilleure de gouvernement. Or ce qui a vraiment eu lieu, c’est un retour à un ancien système ayant produit de bons résultats mais tombé en désuétude pour des raisons économiques plutôt que politiques. Le modèle était le gouvernement dit de Kyôhô, mis en place par Yoshimune durant la période de Kyôhô (1716-1736).

En 1787, ce que l’on appelle la réforme de Kansei fit suite à son déclin. Cette année-là, le bakufu prit conscience de la nécessité de mesures constrictives devant l’incapacité du gouvernement à mettre fin aux révoltes paysannes et citadines. Le recours à la force armée permettait parfois d’obtenir un succès momentané dans une région limitée, mais pour les membres les plus sensés de la classe des guerriers, il était évident qu’il fallait remédier de façon pacifique aux causes de ces révoltes elles-mêmes, étant clair qu’elles étaient provoquées par des conditions que le peuple ressentait comme insupportables.

Un mouvement de réforme qui débuta fin 1787 se trouva stimulé par les intolérables privations dues à une succession de mauvaises récoltes. Au commencement de l’été de cette année-là, le riz était si rare qu’on le payait cinq ou six fois le prix normal. Les pauvres se soulevèrent, et des émeutes eurent lieu à Osaka d’abord puis dans certaines villes plus petites (voir ci-dessus chapitre LXII). Quand elles se furent calmées, la question de la politique à venir fut soumise au conseil des Aînés, qui, cette même année (année de la chute de Tanuma) avait nommé pour président le jeune Matsudaira Sadanobu, daimyô de Shirakawa, dans le Mutsu.

Petit-fils de Yoshimune, Sadanobu était un fils du chef de la branche Tayasu de la famille Tokugawa, qui, adopté par la maison de Matsudaira, avait hérité du fief de Shirakawa, dont le revenu était de 110000 *koku*. Imbu d’idéalisme néo-confucianiste, il consacrait son énergie à améliorer son

domaine, s’occupant en particulier de redonner vie aux villages ruinés par kes catastrophes successives. Au plus fort de la famine de Temmei (1783), les provinces du Nord eurent à souffrir plus que toutes les autres, il fit venir du riz en quantité à Shirakawa, grâce à quoi personne ne mourut de faim dans son fief.

1 joua un rôle important dans le choix du successeur de Ieharu, en 1786. luma ökitsugu et certains Tokugawa intriguèrent contre lui, mais ils se ^relièrent entre eux, et, avec l’aide de Sadanobu, Ienari, de la lignée des : otsubashi, devint en 1787 le onzième shôgun. Né en 1773, il était mineur, il demeura sous tutelle jusqu’en 1793. Tanuma fut destitué et déshonoré, Sadanobu fit connaître son désir d’entrer au conseil des Aînés (röjü). Il unit un mémoire exposant son souhait d’entreprendre une réforme du cufu. Son plan fut approuvé par les Trois Maisons (Go-Sanke), mais rentra l’opposition de certaines parmi les dames d’honneur qui avaient succombé au charme de Tanuma, et de certains des partisans de ce dernier au conseil des Aînés. Et ce n’est que quand les émeutes de 1787 leur firent sentir le besoin de réforme qu’ils voulurent bien donner leur consentement. Sadanobu prit alors la présidence d’une commission de röjü, et introduisit diverses mesures de redressement dans le contrôle des finances, le choix la promotion des fonctionnaires, ainsi que pour lutter contre la corruption et autres pratiques malhonnêtes qui avaient marqué le gouvernement Tanuma. Il était alors dans sa trentième année. Outre qu’il présidait le conseil des Aînés, il fut nommé à la charge de hosa, ou conseiller du shôgun, qualité de quoi il exerça les fonctions de représentant ou régent, les fonctionnaires fautifs ne furent pas renvoyés, mais remis sur le droit chemin. Tanuma et ses associés trouvèrent bientôt le vent de réforme trop social à leur goût, et, comme on l’a vu, ils furent punis selon leurs crimes. » anciens commissaires aux finances (*kanjô-bugyô*) reçurent de lourdes amendes et furent dégradés. Des subalternes coupables de vol, de corruption et de malversation furent condamnés à mort ou exilés, et les marchands avaient pris part à leurs méfaits furent traités de même. Au bas de l’échelle, on poursuivit même de petits négociants et courtiers en riz, tandis au sommet on retira leur charge à certains dirigeants politiques de très haut rang du fait de leurs relations avec Tanuma. Parmi ces derniers se trouent le *tairô* Ii et plusieurs *röjü*, comme Abe et Mizuno. Ayant vu de quelle façon Sadanobu se mit au travail, occupons-nous de son caractère, qui explique une bonne partie de ce qui eut lieu alors qu’il était au pouvoir. C’était un homme d’une

grande piété, régulier dans ses dévotions, qui invoquait l’esprit de Ieyasu pour l’aider à porter le lourd fardeau du gouvernement. Il s’exprimait bien, et avait même de l’éloquence, le but était de restaurer le bakufu conformément aux réformes imaginées et lancées par Yoshimune, son grand-père. En janvier 1788, il alla prier au hijôin de Reiganjima, à Edo, offrant en sacrifice une année de sa vie en échange d’une année où le riz serait bon marché et où le peuple n’aurait si pas à souffrir. Il avait déjà montré un talent peu commun dans le gouvernement de son fief. C’était par ailleurs un homme érudit, qui avait publié plusieurs traités sur la politique, l’économie et les arts, dont un traité sur la tenue du gouvernement où il exprimait des opinions égalitaires telles que le paysan qui travaille dans les champs sous un soleil brûlant est un homme, non moins qu’un daimyô qui mène une existence facile et bien nourrie. » Il disait de même que le domaine gouverné par un daimyô n’était pas son bien, mais la propriété de la nation ; et il observait que, là où règne la misère, le peuple n’ose pas se plaindre, mais le gouvernant est responsable de sa situation.

Sadanobu avait des talents littéraires et écrivait abondamment. *Uge no hitogoto,* mémoire destiné à l’instruction de ses descendants, nous est heureusement parvenu. C’est un exposé très intéressant de sa carrière officielle et de ses opinions personnelles. Il donne de son auteur l’image d’un homme aux principes élevés. Ainsi qu’on le verra dans les pages qui suivent, il était dépourvu d’humour et d’imagination. De son temps, il fut critiqué par un ennemi de ses idées qui, dans un mémoire adressé au shôgun, le dépeignait comme un homme doué mais étroit d’esprit, dont les bonnes intentions n’avaient que de fâcheux résultats.

LA POLITIQUE DE SADANOBU

Sadanobu était dans une position forte. Avec sa parenté et ses talents, il était tout désigné pour être le conseiller personnel du shôgun Ienari. En fait, il était presque shôgun adjoint, bien qu'il eût soin de ne pas se conduire de façon arbitraire et prît la peine de consulter les aînés et autres personnages influents. Il avait à régler bien des questions graves, mais sa première tâche, et la plus difficile, consista à mettre de l'ordre dans les finances du bakufu, non pas en manipulant la monnaie, mais en équilibrant vraiment les revenus et les dépenses.

En 1787, les caisses étaient pratiquement vides, et l'année suivante, un déficit semblait inévitable. La moyenne décennale des bénéfices était tombée de 250000 *ryô* par année en 1772-1780 à zéro, et il ne restait rien des réserves d'or et d'argent qui, en 1770, s'élevaient à trois millions de ryô. Quand les *rôjû* furent informés de la situation, ils furent tout à la fois surpris et alarmés, n'étant pas au courant des questions financières. Pour combler le déficit sans emprunter aux riches marchands, il n'y avait qu'une solution : réduire les dépenses. C'est ce que l'on fit, et, en 1793, le revenu ordinaire l'emportait légèrement sur les dépenses ordinaires. Cependant, il y avait de lourdes dépenses extraordinaires, notamment pour la reconstruction des palais de Kyoto détruits par le feu. Notons en passant que, au Japon, les pertes annuelles dues aux incendies étaient extrêmement importantes.

Pour faire face aux besoins, on avait eu recours (1789) au système de contribution des daimyô introduit par Yoshimune, en en rendant les règles plus strictes. De façon générale, la politique économique de Sadanobu était négative, car il était porté à contrôler et à restreindre plutôt qu'à dépenser, ainsi qu'en témoigne d'ailleurs la forte augmentation des mesures prises contre les grandes entreprises commerciales et contre les prêteurs.

Peut-être l'exemple le meilleur, ou du moins le plus clair, des mesures qu'il prit pour mettre fin aux dépenses excessives est la façon dont il traita les courtiers (*fudasashi*) qui s'occupaient d'avancer de l'argent aux samurai sur leur pension en riz. Les *fudasashi* réalisaient des profits énormes, et patronnaient les établissements les plus luxueux des quartiers de plaisir d'Edo. C'étaient les plus en vue des grands dépensiers de l'époque. Les plus riches d'entre eux étaient ceux qui avançaient de l'argent sur leur pension en riz aux *hatamoto* et aux *go-kenin* partisans directs du shôgun. Quelques

années auparavant, le bakufu avait déjà tenté de les contrôler, et maintenant, Sadanobu leur porta un coup en réduisant le taux d'intérêt sur ce genre de prêts, et en les avertissant qu'ils seraient sévèrement punis s'ils contrevenaient à son ordre. Les *hatamoto* profitèrent pleinement de cette protection, et, en 1795, ils manifestèrent violemment dans les rues et menacèrent tant et si bien les courtiers que les commissaires municipaux durent envoyer une patrouille quotidienne dans le quartier où ils créaient des troubles. Le bakufu se trouva ainsi dans la désagréable obligation de punir les membres de la principale force militaire au service de la maison des Tokugawa, et vouée au maintien de la paix.

Sadanobu fut évidemment incapable de guérir les défauts essentiels du système féodal qu'il présidait. Il devait s'occuper de problèmes immédiats, et ceux-ci ne manquaient pas. Il lui fallait réglementer les prix et porter assistance aux classes et aux personnes dans la misère. Il devait soigner les finances du bakufu et soulager les inquiétudes du peuple. Dans l'ensemble, sa politique était conservatrice. Il s'efforçait d'utiliser au mieux les institutions existantes. Dans le domaine financier, son premier objectif était de réduire les dépenses, de limiter les profits, et de freiner l'économie monétaire désormais dominante pour la remplacer par une économie foncière. Aussitôt après être entré en fonction, il avait ordonné une réduction des dépenses militaires pour trois ans, après quoi, en l'espace de cinq ans, l'équilibre entre le revenu et les dépenses allait s'équilibrer. En 1770, les caisses du bakufu contenaient plus de trois millions de *ryô* en or et en argent. En 1787, elles étaient presque vides, mais en 1790, elles commençaient à nouveau à se remplir.

Ainsi, la politique économique de Sadanobu connut un succès temporaire. Il introduisit certaines réformes monétaires simples, qui semblent avoir été une réussite. De son temps, c'est-à-dire de 1787 à la fin du siècle, il n'y eut pas de troubles sociaux dus à la pénuries de nourriture. Il y eut d'ailleurs de bonnes récoltes pendant plus de dix ans, et il limita la spéculation sur le riz en surveillant les grands marchands de riz d'ôsaka, et, au besoin, en les punissant sévèrement. Cette mesure fut temporairement efficace, et il poursuivit ses efforts pour garder les prix bas. Il prit des précautions contre la famine en ordonnant à tous les daimyô de constituer une réserve de riz en mettant chaque année de côté pendant cinq ans 50 *koku* par 10000 *koku* de revenu.

Il estimait que la cause fondamentale des prix élevés résidait dans un manque d’équilibre entre production et consommation, et il pensait pouvoir y remédier en limitant le commerce et en favorisant l’agriculture. Il supprima ou réduisit les corvées imposées jusque-là aux paysans, et fit entreprendre de nouveaux travaux de drainage, d’irrigation et de déboisement. En général, ces mesures furent bénéfiques, mais il commit une grave erreur en essayant d’arrêter le dépeuplement des villages au profit des villes. Il est très douteux que sa politique agricole obtînt jamais un réel succès. Tandis qu’il annonçait des bénéfices, les collecteurs d’impôts se montraient sans pitié[267]. Il est caractéristique de l’administration de Sadanobu que ses théories bienveillantes fussent rarement mises en pratique à fond.

Son édit de 1790 ordonnant aux paysans de retourner à la terre visait à réduire la population d’Edo pour augmenter celle des campagnes. Mais c’était une politique rétrograde dont on ne voit guère quels bons effets elle aurait pu avoir. Son principal intérêt est d’éclairer les qualités de Sadanobu en tant qu’homme d’État. En dépit de ses idéaux et de son travail acharné, il était à la merci de ses théories et manquait de sagesse pratique. Dans ses efforts pour en revenir à Ieyasu et à Yoshimune, il se montrait réactionnaire à une époque où le changement était inévitable. Ce qu’on appelle d’ordinaire la réforme de Kansei fut, c’est vrai, une phase de bon gouvernement dans l’intention, mais ce fut avant tout une période sans famines et sans catastrophes. Ainsi, s’il y eut alors de bons résultats, c’est grâce aux circonstances plus qu’à la politique.

Alors qu’il s’intéressait de très près au côté purement monétaire de l’économie nationale, il est clair que Sadanobu était aveugle à ses autres aspects. Il ne fit pas grand-chose pour encourager l’industrie ni le commerce. Il semble avoir considéré qu’une telle initiative eût entraîné une hausse des prix, ce qu’il était très inquiet de prévenir. Il écrivit un *Essai sur les prix (Bukka*-row), et le bakufu s’efforça de maintenir les prix bas eh manipulant le marché de l’or et de l’argent utilisés pour la monnaie. Cette tâche complexe n’eut qu’un piètre succès, et de meilleurs résultats furent obtenus en réglementant le marché du riz, base de l’économie. Toute tentative visant à « accaparer » le riz fut interdite sous peine de punition sévère.

Dans la mesure où les grands efforts de Sadanobu visaient une réforme permanente, sa politique ne fut pas un succès. Elle eut certains effets visibles durant quelques années entre 1787 et 1794, mais elle se fondit bientôt dans le grand flot des événements et ne laissa guère de traces. Jugée d'après ses résultats, ce fut un échec ; mais elle n'en eut pas moins une certaine importance dans le sens où elle marqua une étape historique dans l'évolution du bakufu, un changement dans la vision de ses fonctions.

LE BAKUFU ET LA COUR

On se souviendra qu'au XVIIe siècle les relations entre la cour impériale et le bakufu étaient amicales, mais que Yoshimune, quoique respectueux, ne prêtait guère attention au Trône. Vers 1760 toutefois, un puissant mouvement loyaliste inquiéta le bakufu, et en 1766, on punit un groupe de conspirateurs qui avaient ourdi un soulèvement. Un mouvement souterrain continua pourtant, pas tellement dans le but de restaurer le pouvoir de la maison impériale que pour assurer un revenu raisonnable à l'empereur et à ses nobles. En 1774, des intendants et autres fonctionnaires du bakufu furent sévèrement punis pour avoir escroqué la cour, et quatre ans plus tard, Sadanobu lui-même découvrit des détournements de fonds similaires alors qu'il s'était rendu à Kyoto pour discuter de la reconstruction du palais, complètement détruit ainsi qu'une bonne partie de la ville au début de l'année par un effroyable incendie. Dans son journal, il fait le compte rendu détaillé de son séjour, de ses discussions avec les nobles de la cour, et d'une audience avec l'empereur, qui le reçut aimablement.

Les relations entre le bakufu et la cour semblaient alors cordiales, mais elles ne tarderaient pas à se détériorer, car lorsque Go-Momozono se retira, une dispute éclata à propos des pouvoirs de l'empereur. Kôkaku, le nouveau souverain, dut demander au bakufu la permission d'accorder des grades et titres de cour à l'empereur abdicataire (1789). Il semblerait que le bakufu n'aurait rien dû trouver à objecter à cet acte de piété, mais en réalité Sadanobu fit savoir qu'il ne pouvait pas l'approuver. Durant quelque temps, le Trône et le bakufu furent ainsi à couteaux tirés, quoique la dispute finît par s'arranger. Cependant, les sentiments de la cour restèrent hostiles au bakufu, et Sadanobu conçut non sans raison le soupçon que régnait à Kyoto une puissante animosité contre Edo. Celle-ci était d'ailleurs encouragée par un jeune étudiant d'Edo, Takayama Masayuki, qui vénérait publiquement l'empereur en s'agenouillant sur le pont de Sanjô, tourné vers le palais.

Ces épisodes n'eurent guère d'importance à l'époque, mais ils constituent un prélude significatif au mouvement loyaliste qui, moins d'un siècle plus tard, allait détruire le bakufu et faire revivre le pouvoir du Trône.

TENDANCES INTELLECTUELLES

Il n’y avait pas de limites à la foi de Sadanobu en le pouvoir du savoir sur la morale. Il croyait que le vrai remède aux maux de l’époque résidait dans la pratique de l’enseignement confucianiste. Lui-même était un chercheur enthousiaste de la vérité, un croyant convaincu, en sorte qu’il était naturel pour lui de choisir une éthique confucianiste comme base de la politique culturelle qu’il avait l’intention de suivre.

La caractéristique la plus importante de cette politique était la rénovation du collège confucianiste (le *Shôhei Gakumonjo)* et l’interdiction de tout enseignement autre que celui qu’il prescrivait. A l’époque, le collège était dans un triste état, déchiré par les dissensions et manquant q’une direction sûre. Cette situation inquiétait Sadanobu, qui se mit en devoir de restaurer l’ordre, en commençant par supprimer toute trace de l’influence de Tanuma et en nommant pour nouveaux professeurs et interprètes de l’école de Zhu Xi des lettrés de haute réputation en harmonie avec l’esprit de réforme animant la période. Un nouveau directeur fut également choisi en la personne d’un Matsudaira, qui fut adopté par la famille Hayashi et prit le nom de Jus-sai.

Le projet de Sadanobu ne laissait guère de place à la liberté académique. En 1790, une ordonnance fut publiée qui interdisait tout autre enseignement que celui de la forme de la doctrine de Zhu Xi en laquelle il croyait, et qui se répandit alors au détriment d’autres croyances. L’école officielle exerça de puissantes pressions sur les autres écoles, qu’elle considérait et, en fait, persécutait comme hétérodoxes. Parmi les victimes de cette persécution se trouvait l’éminent philosophe Ogyû Sorai. Dans la mesure où ce fut là l’œuvre de Sadanobu, c’est un exemple de sa phobie de l’hétérodoxe.

Cependant, ce n’était pas un obscurantiste, et sa foi en la philosophie de Zhu Xi n’était pas faite de préjugés. Du reste, bien qu’il tentât de contrôler et d’unifier la pensée à des fins politiques et n’écoutât pas les protestations des lettrés, il n’alla jamais jusqu’à punir un dissident. En 1790, son gouvernement ordonna pourtant la censure de certaines publications, comme des dessins et des livres pornographiques, et l’on ajouta à cette liste des ouvrages qui se moquaient du gouvernement. L’année suivante, Santo Kyô-den, écrivain populaire de livres comiques, fut puni pour un délit de ce genre. Plus surprenante encore fut la punition, en 1791, d’un lettré nommé

Hayashi Shihei, coupable d'avoir publié un ouvrage sur la défense maritime intitulé *Kaikoku heidan*, soulignant que le Japon n'avait ni marine ni flotte marchande susceptible d'être utilisée pour la défense. Or le livre de Hayashi venait à point nommé, car quelques mois après son arrestation, une mission arriva de Russie à Nemuro, dans l'île d'Ezo (connue aujourd'hui sous le nom de Hokkaido).

Sadanobu savait ce qu'il y avait de vrai dans les accusations de Hayashi, mais il n'aimait pas qu'on semât l'inquiétude. Pour lui, il n'était pas sage d'alarmer le peuple. C'est l'une des ironies de l'histoire que, tandis que ces soucis mineurs occupaient l'esprit des dirigeants japonais, un danger plus pressant parût les menacer dans les relations extérieures. Dans le Nord, en effet, il y avait déjà des problèmes avec les Russes, et les Aïnous qui vivaient à Kunajiri (la Kurile la plus proche d'Ezo) étaient constamment en révolte. L'apparition de navires étrangers au large des côtes japonaises donna au bakufu une vraie raison de s'inquiéter. L'heure n'était plus aux discussions philosophiques. Désormais, l'esprit des penseurs devait s'appliquer à de graves questions de politique nationale. Comment le gouvernement allait-il réagir devant cette menace indéniable à sa politique d'isolement ? Les questions de réforme qui occupaient Sadanobu devaient maintenant céder le pas à de solides réalités.

Durant l'été 1792, un officier de marine russe atteignit Nemuro, ayant pour mission de rapatrier quelques naufragés japonais et de proposer l'ouverture de relations diplomatiques et commerciales, proposition qu'il alla soumettre à Edo. Port de l'île d'Ezo, Nemuro se trouvait en territoire japonais, en sorte que, selon la loi en vigueur au Japon, le navire russe n'avait pas le droit d'y entrer. Sadanobu donna des ordres à la défense côtière, et, en 1793, il alla lui-même inspecter les côtes de l'Izu et du Sagami. L'année suivante, il abandonna ses fonctions de régent, non parce qu'il estimait que sa politique avait échoué, mais parce que ses détracteurs lui reprochaient toutes les difficultés auxquelles le gouvernement se trouvait confronté. Il était maintenant en butte à la mauvaise humeur et à la jalousie du shôgun Ienari, pressé de diriger le bakufu, et qui allait d'ailleurs continuer à gouverner jusqu'en 1837, occupant ainsi ses fonctions durant cinquante ans.

Ienari ne contribua guère à la prospérité de l'État, car l'essentiel de ses actions se solda par l'échec des entreprises lancées par Sadanobu dans

l’intérêt de la nation. Non content que ce dernier eût démissionné comme régent, il alla jusqu’à rayer son nom de la liste des *röjü*, mesquinerie qui lui fut inspirée par les rivaux ou les ennemis de Sadanobu dans les appartements intérieurs du palais du shôgun.

Il n’y avait guère de sympathie pour Sadanobu parmi les Japonais. Ils étaient las de ses efforts pour leur dicter leur conduite, et avaient en horreur son zèle réformateur. Le sentiment populaire s’exprimait à travers des pamphlets, des chansons, des satires, jouant sur les noms de Tanuma et de Shirakawa. Ils disaient préférer un étang boueux (*numa)* à un cours d’eau limpide (*shirakawa*). Des critiques moins grossiers lui reprochaient ce qu’ils considéraient comme sa prétention et son inefficacité ; pourtant, on ne peut guère douter que son administration réussit à remettre de l’ordre dans la situation irrégulière laissée par Tanuma, et à prévenir, ou du moins à repousser, un grave déclin de l’autorité du bakufu. Conservateur comme il l’était, il ne tenta aucun changement radical ; mais de l’avis de certains Japonais, ses efforts et ceux de son fidèle collègue Matsudaira Nobuaki (qui le remplaça comme *röjü)* se conjuguèrent pour prolonger l’autorité du bakufu pendant trente ans après la disparition de Tanuma.

L’APPROCHE RUSSE

L’expansion russe à travers l’Asie remonte loin, mais il ne semble pas que les géographes russes aient connu grand-chose du Japon avant la fin du xviie siècle. Ils disposaient de certaines informations de sources hollandaises ainsi que des descriptions d’Atlasov, un explorateur envoyé au Kamtchatka qui, en 1700, adressa à Moscou un rapport sur les Kuriles et leur proximité par rapport au Japon. Il tenait ses connaissances d’un naufragé japonais nommé Dembei. Celui-ci avait réchappé avec quelques autres à une tempête catastrophique, et, ayant atteint le Kamtchatka, il avait eu la chance de tomber sur Atlasov, qui s’était intéressé à lui et l’avait envoyé à Moscou. Pierre le Grand, qui l’avait reçu en 1702, avait montré beaucoup d’intérêt pour tout ce que Dembei avait pu lui apprendre sur le Japon, et, cette même année, il publia un décret ordonnant des préparatifs en vue de nouer des rapports avec le Japon. Dès lors, il y eut des tentatives russes toujours plus nombreuses pour atteindre le Japon depuis le Kamtchatka, et l’on se mit à étudier le japonais à Moscou.

Parmi ces premières expéditions, il y en eut une en 1721 à partir d’Okhotsk sous la direction de savants chargés de trouver une route conduisant au Japon en passant par les Kuriles. Ces tentatives se poursuivirent jusqu’en 1792, où le lieutenant Adam Laxman, fils d’un professeur de sciences naturelles d’Irkutsk, arriva avec une expédition envoyée par Catherine la Grande à bord de l’*Ekaterina*, qui, d’Okhotsk, avait longé l’archipel des Kuriles. C’est cette visite qui alarma Edo et amena Sadanobu à démissionner.

Laxman fut bien traité par les fonctionnaires qui attendaient à Nemuro une réponse d’Edo, car il y avait plusieurs décennies que les Japonais et les Russes étaient en contact au Ezo, et ils entretenaient des rapports amicaux. Il envoya ses lettres d’instruction à Edo pour montrer qu’il voyageait sur l’ordre de son souverain dans l’intention d’ouvrir des négociations à des fins commerciales et résidentielles. Il devait également rapatrier plusieurs naufragés japonais, y compris un homme remarquable, Kôdayu, qui enseignait le japonais à Irkutsk et avait été le protégé d’un lettré de la ville, Eric Laxman, le père d’Adam.

La mission d’Adam Laxman mit Sadanobu dans une situation embarrassante, qu’il résolut par un moyen habituel aux hommes d’État : la temporisation. On fit comprendre à Laxman que, s’il voulait être admis à Nagasaki, il devait s’y rendre et, comme tout le monde, demander l’autorisation d’entrer dans le port. Nagasaki était le seul port japonais ouvert aux bateaux étrangers. Laxman ne fut pas satisfait de la réponse et s’en retourna en Russie. Le gouvernement russe n’était pas suffisamment intéressé pour exercer une pression directe sur le Japon, avec lequel il ne renonça toutefois pas à nouer des liens plus étroits. Quelques années plus tard, un nouveau navire russe fit son apparition. C’était en octobre 1804, où le *Nadejda,* bateau de guerre transportant un ambassadeur du tsar, entra dans le port de Nagasaki. L’ambassadeur, Vasilii Rezanov, fut traité assez poliment, mais il ne rencontra pendant plusieurs mois que retard et obstruction. En mars 1805, on lui dit que des instructions étaient arrivées d’Edo, et qu’il lui fallait partir sur-le-champ. Ce qu’il fit.

A ce moment-là, la situation politique à Edo était confuse. Quoiqu’il eût quitté ses fonctions, Sadanobu était toujours en mesure d’exercer une certaine influence en tant que membre d’un groupe de hauts fonctionnaires d’État comprenant Matsudaira Nobuaki et d’autres conseillers. Ils réussirent durant un certain temps à contrôler l’incompétent shôgun Ienari, mais peu après le tournant du siècle ils commencèrent à perdre leur autorité. Alors que ce changement s’effectuait dans le caractère du gouvernement, le bakufu subit les contre-coups d’une tension surgit dans les relations avec la Russie due au traitement de Rezanov[268]. Mais la réaction du gouvernement fut entièrement négative. Il ne fit que refuser les demandes russes.

La raison de ce changement ne fut (plutôt que la pression exercée par les Hollandais ainsi qu’on le suggère parfois) qu’une perte absolue de l’esprit positif et actif qu’avait manifesté le bakufu dans l’exercice de son pouvoir une décennie plus tôt.

Après le départ de Rezanov, aucune nouvelle tentative russe ne fut faite pour établir une base sur l’île principale du Japon, mais il y eut de fréquents raids sur Ezo et sur les Kuriles, inspirés par Rezanov pour se venger de l’humiliation qu’il avait essuyée à Nagasaki. Il s’était rendu en Alaska et, de là, à San Francisco, où il commençait des préparatifs pour une expédition contre Sakhaline. Il avait à son service deux officiers de marine russes, Khvostov et Davydov, qui, en 1807, attaquèrent les colonies de Sakhaline et

d’Ezo, puis, chargés de butin, firent route sur Okhotsk. Ils laissèrent une lettre dans laquelle ils disaient qu’ils allaient revenir à l’attaque à moins que le Japon et la Russie n’arrivent à un accommodement. Ils n’étaient évidemment pas autorisés à faire une telle déclaration, le gouvernement de Saint-Pétersbourg ignorant tout de leurs agissements.

Leurs attaques étaient si flagrantes que le bakufu ne pouvait pas ne pas exercer de représailles. Il y avait diverses opinions quant à la politique à suivre, et, ignorant que les deux officiers avaient agi sans ordre officiel, les Japonais décidèrent de préparer une attaque contre la Russie. Ils envoyèrent des troupes dans divers endroits stratégiques d’Ezo, des renforts à Etorofu, et de quoi étayer les défenses des rives nord de l’île principale. Comme les deux officiers russes avaient annoncé qu’ils reviendraient à Sakhaline et à Etorujima chercher une réponse, on leur fit savoir que le Japon ne céderait pas à la menace et se battrait si les Russes persistaient à envoyer des navires attaquer ses territoires.

Hormis ces escarmouches verbales, la situation resta essentiellement la même jusqu’en été 1811, où un croiseur russe, le *Diana*, s’approcha du rivage d’Etorujima pour en déterminer la position. Le capitaine, Vasilii Golovnine, n’avait aucunement l’intention d’entrer en conflit avec les Japonais. Il envoya un enseigne à terre dans le but de s’informer, et lorsqu’il s’y rendit lui-même, il trouva celui-ci en conversation avec des soldats japonais. Pour innocente qu’elle fût, sa visite éveilla pourtant les soupçons des officiers japonais qui n’avaient pas tardé à apparaître, et avaient posé des questions à propos de Khvostov et de Davydov. Peu après, Golovnine alla s’ancrer au large de Kunajiri, près d’une forteresse pourvue d’une nombreuse garnison. Il se rendit à terre en compagnie de plusieurs officiers et ils se mirent à discuter avec des Japonais qui se trouvaient sur la plage. Mais toute politesse fut brusquement abandonnée, et l’on s’empara de Golovnine et de ses hommes pour les emmener dans une autre partie de l’île. On les traita de façon cruelle, et on finit par les emprisonner à Hakodate. Ils s’y trouvaient depuis deux ans quand le *Diana* fit son apparition et fut autorisé à les emmener. Ce changement d’attitude était la conséquence d’une déclaration des autorités russes selon laquelle Khvostov et Davydov avaient agi contre leurs ordres. Les Russes avaient alors proposé un échange de prisonniers.

Golovnine avait gagné l’estime et l’affection de ceux qui l’avaient fait prisonnier, et lorsqu’il partit, une fête fut organisée, à laquelle Russes et Japonais prirent part dans la plus parfaite harmonie. Les Japonais couvrirent de cadeaux leurs anciens prisonniers, et quand le moment vint de se quitter, certains d’entre eux étaient au bord des larmes. Un tel comportement était typique des relations entre Japonais et Russes, où la crainte s’alliait à l’attirance. La tentative de Golovnine fut le dernier effort sérieux pour établir de bons rapports avec les Japonais des Kuriles. Cet échange, avec ses querelles et ses embrassades dignes d’une histoire d’amour, joua un rôle important en révélant aux Japonais leur propre faiblesse et en ouvrant une brèche dans la politique d’isolement.

En 1808, un an après que le *Diana* eut quitté Kronstadt, une frégate anglaise arriva à Nagasaki en quête de butin hollandais, la Hollande, gouvernée par un roi français, étant alors ennemie de la Grande-Bretagne. Il s’agissait du H. M. S. *Phaeton,* qui avait déjà rendu de précieux services dans le cadre des guerres napoléoniennes. Voyant qu’il n’y avait pas de navires hollandais à prendre, son capitaine décida de repartir, mais exigea d’abord qu’on l’approvisionne, menaçant de bombarder le port en cas de refus. Le gouverneur de Nagasaki était prêt à résister, mais il s’avérait que les défenses étaient faibles et que, pour la plupart, les défenseurs étaient soit absents soit incompétents. Des vivres furent donc fournis. L’intrus mit alors les voiles par un vent favorable, et le gouverneur se suicida le soir même.

Cet épisode montre clairement, en même temps que l’insuffisance des défenses de Nagasaki, le peu de courage de ses défenseurs et des daimyô responsables de sa protection. Ce n’est qu’à la suite de cet incident que les défenses du port furent renforcées et améliorées.

Le *Diana* et le *Phaeton* ne furent pas, et de loin, les seuls navires étrangers (autres que chinois et hollandais) à se rendre dans un port japonais après les édits d’isolement. Un navire marchand américain, l’*Eliza,* était arrivé à Nagasaki en 1797, et il y retourna une fois par an jusqu’en 1803, d’abord pour y amener des marchandises pour le compte des Hollandais, les Pays-Bas n’ayant pas alors de bateaux disponibles.

A l’époque, les États maritimes européens encourageaient les voyages d’exploration dans tous les océans. L’Amirauté britannique envoyait notamment des bateaux de guerre accomplir des missions pacifiques dans le cadre d’études cartographiques. Les expéditions de Broughton dans le

Pacifique Nord étaient de cette nature, et dénuées de toute intention hostile ; mais les Japonais l’ignoraient, et ils s’inquiétèrent à tel point des rapports concernant ses visites en divers points de Sakhaline à partir de 1795 et durant une année ou plus, que le bakufu envoya des officiers pour le persuader de s’en aller.

D’autres infractions à la politique d’isolement furent faites par des navires anglais en 1817 et 1818 à Uraga, en 1824 à Otsugahama, dans le Hitachi, et, la même année, dans l’île de Takarajima, où un affrontement eut lieu entre les marins et les indigènes. Cet incident détermina la publication, en 1825, d’un nouvel édit, l’ordre d’expulsion dit « ninen naku » ou « sans discussion ». Jusque-là, on n’avait pas utilisé la force pour empêcher les bateaux étrangers de venir occasionnellement s’approvisionner en eau ou en combustible, mais les autorités locales reçurent alors l’ordre de détruire tout navire s’approchant trop des côtes, et d’arrêter ou de tuer ceux de leurs membres d’équipage qui venaient à terre. Ces soudains changements d’attitude trahissent le manque de décision du bakufu. En fait, ils sont la preuve de la déperdition de son esprit d’initiative. La politique qui fut la sienne ces années-là était dictée par la facilité. Il alla même jusqu’à abandonner le gouvernement direct d’Ezo et à en rendre la responsabilité au daimyô de Matsumae.

LES LOIS SOMPTUAIRES

A presque toutes les époques de l’histoire du Japon, on trouve des exemples de lois somptuaires destinées à promouvoir l’économie et échouant invariablement à produire les effets escomptés. Le gouvernement de Sadanobu promulgua quelques-unes parmi les plus ridicules lois du genre. Il n’est pas certain que Sadanobu en ait été le responsable direct, mais étant donné son sérieux et son peu d’imagination, il est fort probable qu’il les ait approuvées. Il était certainement porté à s’immiscer dans la vie quotidienne du peuple, et au moment où il se retira, il avait perdu tout ce qu’il avait pu avoir comme popularité.

Ses efforts pour réglementer et réduire les dépenses étaient continuels, et revêtaient la forme habituelle. Il interdit le recours aux barbiers et aux coiffeurs. Il ordonna l’arrestation de toutes les prostituées de la ville et les fit envoyer au Yoshiwara, grand quartier des bordels d’Edo. Il ordonna de séparer les hommes des femmes dans les bains publics de la ville, privant ainsi les citadins de leurs lieux de rencontre favoris. Il interdit les paris et le jeu, enlevant ainsi aux joueurs leur moyen d’existence, et les amenant (disait-on) à voler pour vivre.

Non contentes de porter atteinte aux plaisirs des gens, les autorités avaient recours à un système d’espionnage pour assurer l’obéissance aux règles. Les espions se mêlaient aux particuliers et les dénonçaient pour quelque remarque imprudente, ou se laissaient acheter et rendaient ainsi nécessaires de nouveaux espions pour les surveiller. En fait, il y avait des espions dans tous les secteurs d’Edo, et également à Osaka, et l’on employait comme indicateurs les domestiques mâles travaillant dans les bordels de la ville. Dans les bains publics, les espions, plongés dans l’eau chaude, attendaient pour le faire arrêter qu’un client émette une critique à l’égard du gouvernement.

La censure des livres était plus sévère qu’à l’époque de Yoshimune, comme en témoignent le cas de Hayashi Shihei, arrêté pour avoir écrit un ouvrage sur le besoin de défenses côtières, et les mesures prises contre le romancier Kyôden et le peintre Utamaro, auteurs d’œuvres jugées inconvenantes.

Ces mesures répressives étaient toutes vides de sens, et leurs responsables étaient probablement des fonctionnaires subalternes soucieux de se faire valoir. Mais dans l'ensemble, le bakufu traitait les citadins avec modération, en partie sans doute parce qu'il n'avait pas oublié les émeutes qui, en 1787, avaient plongé Edo et Osaka dans l'anarchie.

CHAPITRE LXIV

Nouveau déclin du bakufu

IENARI ET SES ASSOCIÉS

Le gouvernement garda un certain jugement rationnel et une certaine probité aussi longtemps que des hommes comme Sadanobu et Nobuaki furent influents ; mais en 1812, Nobuaki mourut, de sorte qu'il ne resta plus en fonction d'hommes d'État ayant une autorité suffisante pour contrôler le shôgun Ienari et ses peu honorables compagnons.

Le principal d'entre ces derniers était Mizuno Tadanari, qui prit alors la direction de la politique, dans la mesure où il s'occupa des affaires de l'État n'intéressant pas les appétits du shôgun. Tadanari était un fils adoptif de Tadatomi, partisan de Tanuma Okitsugu. En flattant le shôgun et Hitotsu-bashi Harunari, et en gagnant les faveurs des dames des appartements intérieurs (*ô-oku* – le sérail), il réussit à constituer un puissant groupe qui menait le gouvernement par la corruption, une corruption aussi flagrante qu'à l'époque de Tanuma. Okimasa, le fils de ce dernier, entra dans le groupe alors qu'il était à son apogée. Il devint aîné en second (*wakadoshiyori)* en 1822, puis chambellan, jusqu'à ce qu'il se retirât dans le château de son père, à Sagara, dans le Tôtômi.

Ce sont des hommes de ce type qui assistaient Tadanari dans le travail d'influence qu'il exerçait sur le shôgun ; et lorsque leurs méthodes se révélaient insuffisantes, Mizuno opérait à travers le sérail, étant lui-même un neveu d'Oume no Kata, favorite de Ienari. La plupart de ses partenaires avaient des liens semblables avec le sérail, parfois parce qu'ils avaient offert comme concubine une de leurs filles ou de leurs nièces.

Le nombre de ses occupantes traduisait l'importance du sérail et l'influence nocive qu'il pouvait exercer sur la conduite des affaires publiques. On dit qu'il comptait quarante dames principales (« sobashitsu ») et pas moins de neuf cents servantes (« jochû »). Ienari avait une femme et vingt concubines, et on lui prête la paternité de cinquante-cinq enfants. Le mariage des filles posait un problème délicat, et comme les mariages étaient célébrés de façon extravagante, la générosité des daimyô était souvent sollicitée.

Que Mizuno parût à l’homme de la rue répéter toutes les fautes imputées à anuma ressort clairement de certaines satires circulant à Edo ; mais Ienari Dmptait sur lui, et il n’avait pas à craindre d’être renvoyé. Sybarite épuisé, mari lui-même était le plus débauché de tous les shôgun Tokugawa, et même de tous les dirigeants depuis le début du gouvernement militaire, pourtant, la cour impériale le couvrait d’honneurs, et son père, Hitotsubashi Harunari, fut élevé au grade le plus haut que pût recevoir un sujet. Comme on peut l’imaginer, de nombreux daimyô suivaient l’exemple du Shôgun et vivaient dans l’extravagance, donnant de coûteux divertissements, dépensant de grosses sommes en pots-de-vin et en cadeaux, bâtissant de nouvelles demeures. Leur vie dispendieuse profita bien sûr au commerce des villes, et éleva le niveau de vie des citadins à un point qu’il n’avait jamais atteint auparavant. Les lieux de plaisirs étaient bondés, les théâtres et les restaurants regorgeaient de clients. Les maisons de mauvaise réputation qu’on appelait « akusho » ou « mauvais lieux » se multipliaient, et l’on vit pparaître des prostitués mâles (« kagema »). Il y avait à Edo, disait-on, pas moins de quarante quartiers réservés, que le gouvernement cherchait enfin à supprimer à coup d’édits.

Les plaisirs moins répréhensibles étaient, semble-t-il, si courus que certains moralistes confucianistes étaient atterrés par le nombre de spectateurs – dix mille par jour – qu’attiraient les théâtres d’Edo. Pour une population dépassant le million d’habitants, ce chiffre ne paraît pas excessif, mais la classe dirigeante considérait le fait d’aller au théâtre presque comme un vice, en partie parce que les lois somptuaires l’interdisaient, mais aussi parce que les pièces étaient susceptibles de parodier la vie menée dans la Société militaire.

La désapprobation des moralistes ne calmait pas l’ardeur avec laquelle les citadins cherchaient à se divertir. Il est difficile d’expliquer ce brusque : accroissement des dépenses, mais la dépense d’économies et la frappe de nouvelles pièces devaient représenter un grand afflux d’argent. En 1798, les réserves d’or et d’argent du bakufu dépassaient un million de *ryô*, et en 1830, les étaient tombées à 650000 *ryô*. Cela indique une consommation anormale, que ne pouvait couvrir le revenu ordinaire du bakufu. Par ailleurs, les dépenses du bakufu durant la décennie 1822-1831 laissaient un léger bénéfice, alors que la balance était déficitaire au cours des dix ans précédents. Il est vrai que la chose était due à la manipulation de la monnaie

durant ces années-là, avec l’inflation et la montée des prix qui ne pouvaient manquer d’en résulter. Cependant, bien que cette prospérité apparente reposât sur une base économique très peu sûre, elle se prolongea durant quelques années parce qu’il n’y eut pas alors de catastrophes graves pour porter atteinte aux récoltes. Aussi les prix élevés du riz et autres biens de consommation demeurèrent-ils stables, et aucun trouble ne se manifesta dans les marchés susceptibles d’engendrer des émeutes, que ce soit en ville ou à la campagne. L’avenir semblait facile. Le pays entra dans une période de folles dépenses [269].

Un historien japonais compare la fièvre de plaisirs que vécut cette décennie au fait de danser sur un volcan. A cette fièvre, il y avait peut-être une cause. L’absence de catastrophe et la stabilité des prix ne pouvaient qu’engendrer un sentiment de confiance. C’était comme une brève éclaircie. Les villes étaient tranquilles, les campagnes se plaignaient rarement. En fait, bien des paysans profitaient de l’expansion de l’économie monétaire.

Mais cette conjoncture agréable ne dura pas longtemps. Le volcan explosa du fait que, durant les dernières années du gouvernement de Ienari (1832-1837), de nouveaux désastres commencèrent à se succéder. A la famine et à la maladie répondirent des émeutes citadines et des soulèvements paysans. Le bakufu se retrouva dans une situation précaire.

La situation dans les fiefs

Le système politique édifié par les shôgun Tokugawa ne peut se réduire à la structure du bakufu. Il faut le considérer comme une relation organique entre le shôgun et le fief, relation qui, grâce à l'exercice habile du pouvoir par la famille Tokugawa, devait survivre sans défi grave durant plus de deux siècles.

Le nombre des fiefs s'élevait à environ deux cent soixante, dont deux cents étaient relativement petits, avec des revenus ne dépassant pas 100000 *koku*. Sur ces deux cents, la moitié avaient un revenu inférieur à 30000 *koku* et étaient plutôt faibles, ayant du mal à maintenir leur indépendance et à éviter la faillite. Grâce à une prudente administration, quelques-uns réussissaient à s'en sortir, mais la plupart ne pouvaient éviter de s'endetter, et leur faiblesse était cause de bien des mécontentements, qui souvent engendraient des émeutes.

Les grands fiefs n'étaient d'ailleurs pas non plus à l'abri de telles difficultés, car leur endettement était généralement proportionnel à leur taille, et rares étaient ceux dont les ressources pouvaient être développées sans emprunts. En outre, le bakufu traitait les daimyô, et notamment les daimyô fudai, avec un manque de considération marqué, les obligeant souvent à changer de province pour de pseudo-raisons de stratégie politique. Ces déplacements étaient des plus coûteux, comme en témoigne le cas du fief de Himeji, dont Matsudaira Akinori se retrouva le maître en 1741, après avoir dû quitter son fief familial de Shirakawa, dans l'extrême nord, à la suite de diverses réorganisations ordonnées par le bakufu. Déjà endetté, il s'efforça de réunir des fonds à Shirakawa avant de partir. C'était en 1742, et les habitants de son fief s'opposèrent à lui, en sorte qu'il se trouva réduit à l'impuissance ; et quelques années plus tard, après une maigre récolte, ils se soulevèrent, et trois mille d'entre eux marchèrent sur la ville-château.

Il y eut des troubles similaires dans d'autres fiefs transmis à de nouveaux daimyô. Dans un cas, les émeutiers se montrèrent à tel point menaçants que le daimyô dut demander de l'aide au gouverneur d'Osaka, qui finit par lui envoyer des troupes, mais seulement après que d'importants dommages eurent été commis. Les daimyô *tozama* connaissaient rarement ce genre de difficultés, car le bakufu les traitait avec ménagement.

Qu’ils soient *tozama* ou *fudai,* seuls les très grands fiefs jouissaient d’ordinaire d’une situation économique favorable. Ils étaient à même de développer leurs ressources, mettant à profit leur puissance pour promouvoir non seulement l’agriculture mais aussi d’autres formes de production. Ceux qui étaient pratiquement autonomes pouvaient juguler l’inflation dans les limites de leurs domaines. C’était le cas des grands fiels de Satsuma, Chôshû, Kaga et Owari.

*Liste des fiefs tozama**

	Revenu estimé (kokudaka)
Kaga (Maeda)	1022700
Satsuma (Shimazu)	770000
Sendai (Date)	625600
Higo (Hosokawa)	540000
Chikuzen (Kuroda)	520000
Aki (Asano)	426000
Chöshü (Môri)	369000
Hizen (Nabeshima)	357000
Inaba (Ikeda)	325000
Ise (Tôdô)	323000
Bizen (Ikeda)	315000

Quoique les petits daimyô *fudai* ne fussent pas de puissants vassaux, c’est à eux et à leurs partisans que le bakufu confiait les postes les plus importants du gouvernement, souvent sur une base héréditaire.

La situation des fiefs se transformait avec le temps, et le facteur de changement peut-être le plus important était l’expansion de l’économie, qui posait aux suzerains et vassaux de nouveaux problèmes qu’ils n’étaient pas bien armés pour résoudre, le bakufu ayant légiféré contre le changement. A l’origine, le système sur lequel présidait le shôgun était une société féodale fortement conservatrice, fondée sur une division rigide des classes et une transmission du statut par hérédité. En principe, du fait qu’il était hostile au changement, il s’en tenait à des méthodes de gouvernement bien établies. Cependant, après la mort de Iemitsu, troisième shôgun, en 1651, il devint évident que le maintien de l’ancien régime était incompatible avec le développement naturel du pays en période de paix.

Les causes immédiates de cette transformation étaient l'expansion de l'économie monétaire à la fin du XVIIe siècle, et les changements subséquents dans le caractère de la vie rurale aussi bien que citadine. Le problème urgent qui se posait au bakufu était de savoir comment concilier ces conditions nouvelles avec le maintien de la discipline dans la classe guerrière ; car les finances du bakufu étaient en déficit, et les moyens de subsistance des samurai se trouvaient en danger.

C'était là la tendance qu'avait connue le gouvernement peu après sa constitution, une fois que des paiements urgents eurent entamé l'important trésor accumulé par Ieyasu. Il y eut des phases presque régulières d'expansion et de contraction dans les finances du bakufu et, partant, de nombreux daimyô, à des intervalles d'environ dix ans entre, mettons, 1700 et 1820.

Les fiefs variaient en taille, en puissance et dans la nature de leurs produits, mais ils avaient un trait commun, les difficultés financières qu'ils devaient affronter tandis que l'économie nationale développait rapidement l'usage de la monnaie. A part les plus puissants, tous étaient obligés de liquider leur riz au prix que les courtiers d'ôsaka et d'Edo voulaient bien leur

offrir. Le caractère autonome des fiefs aurait pu être préservé s'il n'y avait pas eu la règle de présence alternée (sankin kôtai), qui les contraignait à entretenir à grands frais une maison à Edo. Pour faire face à ces frais, il leur fallait de l'argent, et c'est ce qui développa et hâta l'emploi de la monnaie dans les transactions financières des fiefs, et par suite dans l'ensemble du pays.

Le bien-être du clan, la qualité de son gouvernement, en vinrent ainsi à dépendre de son adaptation à la situation monétaire. En théorie, le problème paraît assez simple, mais dans la pratique, presque tous les fiefs connaissaient des ennuis financiers graves, du fait que, pour s'adapter, ils avaient eu recours à la solution de facilité consistant à emprunter à un taux d'intérêt élevé. Cette forme de désordre économique s'accompagnait bien sûr de dangers politiques, mais les gouvernants des fiefs ne prenaient aucune mesure politique pour les éviter, car ils pouvaient toujours compter sur la discipline féodale et la force militaire pour maintenir leur équilibre en cas de troubles intérieurs – un équilibre chancelant, c'est vrai, mais la suprématie de la classe des guerriers restait incontestée.

Les problèmes financiers des daimyô étaient inhérents au système Tokugawa de suzeraineté féodale, et dans certains cas, ils étaient d'ailleurs apparents avant la fondation du shôgunat. La situation empira durant les années suivantes, et vers 1700, c'est-à-dire moins d'un siècle après Ieyasu, il était devenu courant que les dépenses l'emportent sur les revenus. Les tactiques négatives visant à restreindre les dépenses se révélèrent inefficaces ; mais, ainsi qu'on l'a vu, les fiefs les mieux administrés mirent de nouvelles terres en culture et encouragèrent la production locale, surtout s'ils avaient la chance d'avoir le monopole d'un produit ou d'un autre. Ces efforts faisaient rentrer de l'argent et étaient plus utiles qu'une augmentation des impôts dans le fief. Mais il était rare que de telles mesures équilibrent les comptes des daimyô, et quelques fiefs seulement n'avaient pas besoin d'emprunter pour compléter leurs revenus en riz.

Ceux qui s'occupaient de négocier les produits des fiefs (les « kuramoto » ou « kakeya » à Osaka ; les « ryôgae » ou « tonya » à Edo et Kyoto) accumulaient quelque fortune, et dans le voisinage de la plupart des fiefs, il y avait d'ordinaire de riches marchands prêts à faire des affaires[270]. Mais les comptes demeuraient déficitaires, et bien des daimyô étaient contraints de faire des économies peu honorables. Ils réduisaient le nombre des hommes à leur service, et allaient même jusqu'à « emprunter » à leurs partisans une partie de leurs pensions, et (prétend-on) à vendre à de riches paysans le droit d'utiliser un nom de famille et de porter des sabres (droit connu sous le nom de « myôji taitô »).

Pour emprunter à grande échelle, les daimyô allaient jusqu'à offrir un droit sur les impôts fonciers (en riz) de l'année suivante, et les « billets de riz » ainsi émis avaient cours sur le marché. Mais certains daimyô donnaient des billets sans garantie, bien que ce fût contre les règles du bakufu, et créaient ainsi la panique parmi les prêteurs. Une affaire bien connue, qui mit en ébullition le marché monétaire d'Osaka, fut la mise en circulation de billets de riz provenant du fief de Kurume pour près d'un demi-million de *koku,* somme qu'il était absolument incapable de fournir. Le bakufu se trouva contraint d'intervenir en offrant une garantie, de manière à apaiser l'agitation qu'avait causée cet acte irresponsable.

L'accroissement de la dette des daimyô trouve une bonne illustration dans le cas de la famille Toda, qui, entre 1750 et 1772, emprunta à un marchand d'Osaka des sommes s'élevant à 453 *kan* d'argent (environ une

tonne et demie), sur lesquelles, en 1836, l'intérêt atteignait près de 150 kilos. Un autre exemple de la richesse provenant des prêts est celui de Masuya, homme d'affaires du clan Sendai, dont on disait en 1790 que Sendai lui appartenait, et que le riz de Sendai était le sien. Ses exploits sont racontés dans un ouvrage intitulé *Masuhei yawa*, ou *Contes vespéraux de Masuhei* [271].

Les paysans partageaient une partie du fardeau financier des daimyô. Il leur fallait payer des impôts plus lourds, ou les payer d'avance. En outre, ils étaient directement ou indirectement pressurés par les riches marchands, propriétaires, prêteurs et courtiers en riz. Parfois, la pression était insupportable et occasionnait des émeutes comme celles que nous avons décrites. Dans les fiefs, beaucoup dépendait du contrôle plus ou moins étroit exercé par les daimyô, mais durant cette période, les soulèvements ruraux (hyakushô ikki) étaient presque chroniques. Ils étaient particulièrement fréquents dans les petits et moyens fiefs, où la force manquait pour empêcher les paysans de revendiquer avec violence.

En les tenant hors du courant de développement que connaissait le reste du pays, la politique d'isolement pratiquée par la plupart des fiefs avait naturellement pour résultat une certaine stagnation, pour ne pas parler de recul. Au mieux, elle donnait lieu à des dissensions intérieures, au pire, à des conflits armés. Parmi les exemples les plus flagrants de la faiblesse de la structure politique figurent les violentes querelles entre familles ou branches de familles dirigeantes des grands fiefs. On en a déjà vu une illustration classique dans la lutte qui, en 1671, déchira le fief de Sendai (Date) ; et durant les premières années du XVIIIe siècle, des disputes similaires dégénérèrent en violence dans d'autres régions du pays.

La plus connue d'entre elles est celle qui faillit détruire le grand domaine de Kaga, le plus riche du Japon, dont le revenu était estimé à plus d'un million de *koku*. Il était si mal administré que, en 1703, il était lourdement endetté, devant plus de 22000 *kan* d'argent (environ 800 tonnes). Les questions de politique soulevées par son extraordinaire solvabilité suscitèrent une violence jusque-là inconnue sous le gouvernement Tokugawa. Deux factions principales se battirent pendant trente ans, et même après qu'elles eurent trouvé un compromis, le Kaga connut des émeutes du fait que la dette s'était élevée (en 1767) à 50000 *kan*, et qu'on

n’avait pas découvert de moyens d’en venir à bout. Cette dispute ne faisait que révéler une administration pourrie par des fonctionnaires corrompus.

Aucune description des entreprises commerciales du fief de Kaga ne serait complète sans référence à l’extraordinaire contrebande à laquelle se livrait un marchand nommé Zeniya Gohei, habitant la ville portuaire de Kanazawa, dont on dit que, vers 1850, il était propriétaire de deux cents navires et d’un capital de trois millions de ryô. Après avoir fermé un certain temps les yeux sur ses opérations, l’administration du fief décida de confisquer tous ses biens. Il fut mis en prison et y mourut, alors que ses fils et son bras droit furent crucifiés. On l’accusait d’avoir commis une infraction concernant un petit projet de défrichement, mais c’était manifestement une excuse malhonnête. L’exacte vérité est inconnue, mais il est clair que les autorités du clan voulaient mettre la main sur sa fortune et se montrèrent sans scrupules sur le choix du prétexte. Une grande partie des affaires de Zeniya était parfaitement légale et consistait en transport de marchandises à destination et en provenance du Hokkaido ; son entreprise montre qu’il était très désireux de commercer avec l’étranger.

Le cas de Zeniya présente un intérêt particulier, car il contredit l’opinion de certains auteurs selon laquelle, durant la première moitié du xixe siècle, les riches marchands exerçaient un grand pouvoir politique. Il n’y a là pas grand-chose de vrai ; en effet, depuis l’époque de Yodoya, le bakufu n’hésita jamais à punir ceux qu’il n’approuvait pas.

Des troubles semblables à ceux de Kaga affectèrent les fiefs d’Akita, de Kurume, et (parmi les clans plus petits) de Tsushima, Koga et Matsuyama, dans le Dewa. Ce dernier offre un exemple frappant de mauvais gouvernement. Les principaux partisans suscitèrent une révolte contre le daimyô du fait de ses mesures oppressives, qui comprenaient non seulement les exactions dont les contribuables étaient victimes, mais des contributions forcées imposées aux partisans eux-mêmes. Le daimyô émettait des billets de riz qu’il ne pouvait pas garantir et conduisait l’économie du fief à la faillite. Les partisans se virent contraints de vendre leurs possessions, et la famine ne fut évitée que grâce à l’aide d’un clan parent.

Bien d’autres exemples illustrant cette détérioration pourraient être cités. Ce qui en était la cause n’est pas clair. Il est probable que le système des fiefs mis en place par les trois premiers shôgun Tokugawa était fondamentalement vicieux, car il donnait l’autonomie (une autonomie

certes limitée) à une grande partie du territoire de l'ensemble du pays. En théorie, tout daimyô était un vassal tenu d'obéir au shôgun ; mais dans la pratique, le bakufu n'avait pas de politique constructive et ne se mêlait pas des affaires d'un clan à moins qu'elles ne mettent en danger ses intérêts ou son prestige. En la matière, la clé de la politique du bakufu était son désir de maintenir la paix. Ses agents surveillaient les vassaux afin de s'occuper des symptômes d'agitation et de désobéissance avant qu'une action draconienne ne devienne nécessaire.

Cependant, quelle que fût l'attitude du bakufu, il est clair que, dans bien des fiefs, un besoin urgent de réforme se faisait sentir, et à partir de 1750, on observe d'ailleurs une certaine amélioration due non à un effort particulier du bakufu, mais à une tendance générale qui caractérisa le gouvernement de Yoshimune et se poursuivit durant un siècle ou plus, avec de malheureux intermèdes de dépression et de misère. Lorsqu'on étudie l'histoire de certains des principaux clans au XVIIIe siècle, on constate que de sérieux efforts de réforme furent faits dans les fiefs d'Akita, Yonezawa, Sendai, Aizu, Shirakawa, Mitsushiro, Owari, Okayama, Aki, Chôshû, Matsue, Higo, Satsuma et Kii (Kishû). Tous ne furent pas une réussite, car le succès dépendait avant tout des ressources naturelles du fief et du bon sens du daimyô et de ses principaux partisans (les *kashin),* qui étaient en général les administrateurs effectifs du domaine ; mais dans l'ensemble, on peut dire que ceux qui décidaient de la politique étaient des hommes capables, inspirés par les idéaux néo-confucianistes. Dans la plupart des fiefs, il y avait en outre de jeunes samurai conscients que le système dont ils faisaient partie avait atteint un point critique, et dont certains étaient prêts aux changements les plus auda-ux. Des exemples concrets feront mieux comprendre cette situation. Un cas intéressant, qui, incidemment, éclaire la façon dont les grands fiefs développèrent, est celui de Yonezawa, ville-château de la famille Uesugi. Il gissait à l'origine du domaine de Maizuru, valant 1200000 *koku,* mais après la bataille de Sekigahara, il fut réduit à 300000 *koku,* puis, en 1664, à 3000 *koku*. Malgré ces réductions, le daimyô et ses conseillers continuèrent à dépenser comme par le passé, et le fief devint insolvable. Le poids de ses dettes augmenta encore du fait d'une politique irréfléchie et des famines qui, en 1755, ravagèrent les provinces du Nord.

A ce moment-là, la population du fief se révolta, et la ville-château fut le cadre de violentes émeutes. Le gouvernement du fief était d'une faiblesse exceptionnelle, et, en 1764, sa situation était devenue si critique que le daim*ö* (Uesugi Shigesada) décida qu'il devait rendre le fief au bakufu sur le conseil de son beau-père, le puissant daimyô d'Owari, il abandonna ce projet se retira en faveur de son fils adoptif, Harunori, qui parvint à redresser agressivement la situation grâce à une politique déterminée, et notamment en exécutant certains conseillers (*karô*) qui s'étaient opposés à lui. Sous sa direction et celle de ses successeurs, le fief prospéra. Des méthodes disciplinaires furent introduites pour accroître la production et maintenir niveau de conduite élevé parmi les samurai. Malgré les coups répétés portés par la famine et les épidémies, les améliorations s'avérèrent permanentes, et, en 1830, le bakufu parlait de Yonezawa comme d'un modèle de bon gouvernement.

Un exemple instructif de mesures de réformes apportées par un autre clan est celui d'Akita, où de grands efforts furent déployés pour améliorer l'administration et encourager l'industrie, notamment la papeterie, la poterie et les textiles, ainsi que pour développer les mines, projet pour lequel, on s'en souvient, les services de Hiraga Gennai furent sollicités. L'exécution de ces projets demandait un capital considérable, mais Akita n'avait pas de réserves et dut emprunter à de riches marchands du domaine. La chance aidant, les résultats auraient probablement pu être satisfaisants, mais la réforme désirée ne fut jamais réalisée, car en 1832 Akita se trouvait dans une situation désespérée du fait d'une des trois grandes famines de l'histoire des kugawa, la famine de la période de Tempo (1830-1844). En 1828, la dette Ikita s'élevait à 460000 *ryô.*

Parmi les fiefs les plus prospères, les principaux étaient ceux de Kishù et Higo, connus comme le Dragon et le Phénix. Les Kishù étaient l'une des trois maisons collatérales des Tokugawa – les Go-Sanke –, et les Hosokawa, Higo, l'une des plus puissantes familles militaires du pays. Après certaines réformes entreprises par Yoshimune vers 1716, le fief de Kishû s'efforça d'améliorer ses finances en augmentant sa production agricole et industrielle ; cependant, en 1760, il se trouvait lourdement endetté, dans l'espoir d'augmenter ses revenus, il opprima les habitants des campagnes et des villes, suscitant de graves émeutes. Puis il se mit à emprunter pour financer ses entreprises. Ici, il ne rencontra pas de grandes difficultés.

Étant proche de Kyoto et d’Osaka et propriétaire de riches terres, il put trouver du capital, qu’il utilisa en partie à des fins commerciales et en partie pour développer ses ressources matérielles, notamment les grandes forêts de Kumano. Entre 1750 et 1800, il réalisa d’importants bénéfices, et se trouva ainsi en position de force face à l’expansion de l’économie monétaire.

Higo possédait des domaines étendus, dont une partie de la province adjacente de Bungo. En partie sous l’influence des réformes de Yoshimune, son administration s’était déjà nettement améliorée vers 1750. Il avait l’avantage de cultiver un riz exceptionnel, le « Higo mai » (riz de Higo) étant un critère de qualité à la bourse d’Osaka. Comme la plupart des fiefs, il s’était endetté, surtout dans la première partie du siècle, et, à la suite de querelles intestines, il perdit la confiance des prêteurs et des grands marchands, au point que Kônoike refusa de lui servir plus longtemps d’agent (kakeya). Cette situation obligea le daimyô (Hosokawa Shigekata) à revoir et à développer la structure économique de son domaine. Il parvint ainsi à lui rendre la prospérité. Ce résultat fut obtenu en partie en améliorant la condition des paysans, qu’il aida notamment en leur accordant des prêts ; il encouragea par ailleurs les samurai sans emploi à travailler chez eux, à filer et à tisser.

Pour résumer les réformes entreprises dans les fiefs, dont les cas précédents sont des exemples, on peut dire que, politiquement, leur but était de concentrer le pouvoir gouvernemental entre les mains du daimyô, d’améliorer la discipline et de renforcer le contrôle du daimyô sur les représentants de toutes les classes. Dans le domaine économique, elles visaient à accroître et à diversifier la production et à développer les industries déjà existantes, comme l’exploitation minière, en employant des spécialistes.

Les réformes décrites ci-dessus avaient pour premier objectif de protéger les fiefs contre les dangers financiers que représentaient pour eux le développement de l’économie nationale dans une direction incompatible avec leur indépendance. En d’autres termes, il ne s’agissait pas de réformes proprement dites, mais d’efforts pour rétablir une puissance passée par une adaptation aux circonstances nouvelles. Ce n’est qu’après avoir achevé cette tâche que les administrateurs purent s’occuper du type de réformes politiques et sociales auxquelles certains fiefs consacreraient leur attention bien après le tournant du siècle.

On voit que, dans l'ensemble, la pseudo-réforme de Tempo tentée par le bakufu doit être considérée comme un échec, alors que, du point de vue des réformateurs en tout cas, les réformes contemporaines menées dans différents grands fiefs remportèrent un certain succès. L'échec de celles du bakufu peut à juste titre être attribué à la rigidité fondamentale de la structure du gouvernement des Tokugawa, et, bien sûr, au déclin dans lequel il était déjà entré au XVIIIe siècle. En outre, il est évident que le renforcement des fiefs devait avoir pour conséquence un affaiblissement relatif de l'autorité du bakufu.

CHÖSHÜ ET SATSUMA

Plus intéressants du point de vue historique que les clans dont on vient de parler, les grands domaines *tomaza* de l'ouest du Japon, Chôshû et Satsuma, joueraient un rôle prépondérant durant les derniers jours du bakufu.

Chöshü, couvrant les deux provinces de Nagato et de Suô, jadis fief de la grande famille Ouchi puis de celle des Môri, avait triplé de taille depuis Sekigahara, et, à l'époque de Tempo, son revenu réel atteignait presque le million de *koku.* Malgré des efforts dans le sens de l'économie (dont la réduction des pensions des principaux partisans), les dépenses croissaient d'année en année. Pendant un certain temps, les emprunts faits aux riches marchands comblèrent le déficit, mais en 1840 la dette avait atteint la somme énorme de 85000 *kan* d'argent. Des tentatives furent faites pour détourner une bonne partie des gains des paysans et des commerçants dans la trésorerie du clan, mais cela impliquait de les priver de bénéfices non seulement sur la production de riz mais aussi sur la vente d'articles tels que le papier, la cire, le sel et l'indigo, dont le daimyô s'arrogeait le monopole.

Cette politique suscita le mécontentement des paysans et des commerçants, au point que, entre 1830 et 1837, il y eut des soulèvements presque continuels. Celui de 1831 fut particulièrement violent et causa dans le domaine des désordres d'une ampleur jusque-là inconnue. Il fut suivi de certaines mesures de réforme, bien qu'on ne puisse pas dire que les soulèvements en furent responsables ; en l'occurrence, le mot « réforme » prête d'ailleurs à confusion. Les paysans avaient certainement des sujets de mécontentement, mais ce dont ils se plaignaient n'était pas dû à la mauvaise administration, mais plutôt aux catastrophes naturelles qui plongèrent le pays dans la famine de 1832 à 1836. Il est important de reconnaître ces causes, car certains historiens modernes sont portés à voir ces soulèvements sous un angle idéologique et à les décrire comme révolutionnaires.

Les raisons économiques les plus élémentaires obligèrent le gouvernement du fief à reconnaître le danger de la situation. En 1840, le daimyô, Môri Tadachika, confia à Murata Seifu, un samurai de moyenne importance mais particulièrement capable, le soin de redresser la situation. Sous sa gouverne, les monopoles du clan furent abolis, et des droits de monopole sur le sel, le saké, le coton et autres produits importants furent

vendus à des guildes marchandes. D'autres mesures financières furent introduites pour encourager la production, comme des emprunts à bas intérêt aux samurai, aux paysans et aux commerçants. On tira profit de la position privilégiée du fief à l'entrée de la mer Intérieure à travers le détroit de Shimonoseki en créant des mouillages et des ancrages pour les navires qui transportaient des marchandises de l'Echigo ou du Kyùshù à Osaka. On se mit à suivre soigneusement les fluctuations du marché d'Osaka pour expédier les marchandises au moment opportun.

A l'intérieur du fief, il y avait une division entre le parti conservateur qui était au pouvoir et un parti progressiste essentiellement constitué de samurai de rang moyen ; mais le parti conservateur n'était pas opposé en principe à la politique menée par Seifu. Tout le monde était d'accord pour promouvoir les entreprises susceptibles d'augmenter la puissance du clan. Ce mouvement se nourrissait d'ailleurs du sentiment antibakufu qui régnait dans l'ensemble des fiefs *tozama* et était particulièrement puissant au Chöshü. En fait, on peut dire que le Chöshü était l'initiateur de cet antagonisme, bien qu'il ne faille pas imaginer que ni lui ni aucun autre fief n'aient alors projeté de renverser le gouvernement Tokugawa. Ce que tous voulaient, c'était le plus d'indépendance possible non seulement vis-à-vis du bakufu mais aussi des autres daimyô, et ce désir rendait nécessaire de développer au maximum dans chaque domaine les ressources matérielles et humaines.

Au Chöshü, la pseudo-réforme de Tempo ne fut pas, en fait, un mouvement politique, mais une phase d'organisation économique destinée à accroître la production. Dans ce sens, la « réforme » fut un succès, et la richesse du clan continua d'augmenter. Malgré certaines dissensions intérieures, la discipline traditionnelle des samurai fut maintenue.

Vers le milieu du siècle, le fief était en position forte en ce qui concerne la préparation militaire et l'esprit de ses combattants. On pourrait supposer qu'avec une dette de 85000 *kan* d'argent, sa situation financière était précaire, mais il avait de longue date des ressources cachées. Il avait d'importantes réserves et un fonds de caisse qui pouvaient être utilisés pour équilibrer les comptes en cas de besoin. C'était le fruit d'une administration soigneuse et prévoyante, et c'est ce qui permit aux dirigeants d'acheter un armement moderne et de jouer ainsi un rôle déterminant dans la tempête politique nationale qui se préparait.

Des changements similaires à ceux du Chöshü se produisirent dans les autres clans de l’Ouest, notamment au Satsuma, puissant fief dont le revenu était estimé à 770000 koku. Il était riche, car il produisait des denrées de valeur et jouissait d’un précieux monopole dans le commerce avec les Ryù-kyû. Vers 1820, il était toutefois lourdement endetté, en partie à cause de sa contribution à des travaux publics ordonnés par le bakufu, mais surtout du fait de la prodigalité de son daimyô, Shimazu Shigehide. L’exemple de Satsuma illustre clairement le fonctionnement de la règle de présence alternée à la cour du shôgun, destinée à les garder sous surveillance et à les encourager à dépenser de grandes sommes pour tenir leur rang durant leur séjour à Edo.

La prodigalité de Shigehide avait contraint le fief à emprunter à Osaka et à Edo pour plus de 70000 *kan* d’argent, sur lesquels l’intérêt seul était plus grand que le coût annuel total de l’administration du fief. Ses principaux partisans avaient pressé Shigehide de prendre des mesures d’économie, mais en vain, et leur chef, Kabayama Hisagoto, avait été forcé de se suicider. Après que Shigehide se fut retiré, le clan connut des querelles intestines, et le besoin de réforme devint urgent. La dette avait atteint cinq millions de *ryô*, et il n’y avait aucune perspective de remboursement[272]. Les grands prêteurs refusaient d’avancer de nouveaux fonds, et le Satsuma n’était même plus en mesure de faire face à ses obligations envers le bakufu, ni – ce qui était encore plus grave – envers les partisans et même les travailleurs, obligés d’attendre leur paie. Depuis plusieurs années, les dettes contractées à Edo demeuraient impayées, et le clan avait du mal à trouver de l’argent pour couvrir les frais de voyage entre Kagoshima et la capitale.

Dans cette difficile situation, Shigehide fit appel à un chambellan nommé Zusho Hirosato pour opérer une réforme complète des finances de son fief. La méthode employée par Zusho pour résoudre le problème était d’une simplicité séduisante. Il proposa aux créanciers d’Osaka un remboursement de la dette de 5000000 de *ryô* par le versement annuel de 20000 *ryô* durant une période de deux cent cinquante ans – en fait, une annulation de la dette. Bien entendu, les créanciers refusèrent, et, pour montrer son mépris de guerrier pour la classe des marchands, Zusho prit les reconnaissances de dette qu’on lui présentait, les déchira et les brûla. En s’étant ainsi déclaré en faillite, Satsuma put enfin s’attaquer à la réorganisation de ses finances

sans se soucier de ses obligations passées. Les créanciers étaient réduits à l’impuissance.

Satsuma continua à tirer grand profit du commerce avec les Ryükyü, commerce qui, à proprement parler, était de la contrebande, car les articles fournis par les Luchu venaient de la Chine et d’autres marchés asiatiques. Le commerce le plus lucratif de Satsuma était la vente du sucre provenant des Luhu et d’autres îles situées au sud du Kyüshü.

On voit que les réformes opérées dans ces grands fiefs n’étaient pas de nature libérale. On ne pouvait en aucune façon les qualifier d’antiféodales. îs visaient au contraire à renforcer le caractère féodal de chaque domaine dans sa façon de gérer les affaires économiques et sociales. Toutefois, il est vrai que la plupart des mesures introduites à cette fin correspondent à des affirmations d’autonomie, et que, dans ce sens, elles étaient des défis à l’autorité du bakufu.

On notera que le Chöshü avait pris davantage de distance par rapport à la féodalité que le Satsuma, sans doute parce que ses efforts pour créer des monopoles avaient été sapés par le sentiment populaire et, en 1831, par des soulèvements, ce qui contraignit le gouvernement du fief à faire certaines réformes.

l’homme qui arriva alors au pouvoir était Mizuno Tadakuni, qui deviendrait bientôt le principal conseiller du nouveau shôgun, Ieyoshi. Mizuno voyait clairement qu’il ne pouvait rien faire sans risque contre les personnes de haut rang, bien qu’il fût évident que le mécontentement inspiré par le bakufu se répandait dans les fiefs. Il décida donc de n’arrêter que quelques hommes de moindre importance, dont Watanabe Kazan et Takano Nagahide, tous deux samurai de bon niveau, lettrés accomplis et patriotes sincères. Il les punit, les persécuta et finit par leur enlever la vie (respectivement en 1841 et 1850). Leur histoire montre bien quel puissant sentiment pouvait susciter parmi les gens honnêtes la politique obscurantiste et capricieuse du bakufu.

Une étude de leurs vies ne laisse aucun doute sur le fait que, tout à fait en dehors des intrusions étrangères, la fin de la politique d’isolement était déjà en vue. L’un des arguments contre l’isolement, d’ailleurs rarement utilisé sauf par le lettré Sakuma Zôzan (1811-1864) et quelques autres, mais peut-être le plus convaincant, était le besoin de renforcer l’économie nationale, avait toujours été sujette à des crises du fait que le Japon ne pouvait importer de nourriture en période de famine. Si l’on considère l’histoire du Japon au cours d’un siècle ou plus précédant 1840, on y voit une suite de famine entre des intervalles d’abondance – famine de Kyöhö (1732-1733), lines de Temmei (1783-1787), famine de Tempo (1832-1836). Et en plus de catastrophes majeures, il y eut de nombreuses récoltes désastreuses dans différentes régions du pays, dues à des inondations, des sécheresses, insectes et des épidémies.

La famine de Tempo s’aggrava en 1833, et la situation était plus grave que juste après la famine de Temmei, où la plupart des fiefs avaient réussi à constituer des réserves. Maintenant, les réserves ne pouvaient maintenir les gens en vie que pour une brève période. Les paysans et les citadins en avaient conscience, et ils ne tardèrent pas à se soulever et à manifester avec violence. D’Osaka, les émeutes se répandirent jusqu’aux lointaines provinces du Nord, de l’Est et de l’Ouest, leurs principales victimes étant les négociants en riz et en coton, dont certains achetaient pour constituer des réserves et non pour vendre dans l’immédiat. Lors d’une révolte qui

débuta en 1836 dans la province de Kai, la foule des paysans qui suivaient les grandes routes couvrait, dit-on, plus de trente kilomètres.

On se souvient que, au XVIIIe siècle, il y avait eu plusieurs pseudo-réformes qui, en fait, visaient à rétablir des conditions normales après des périodes de désastre. Elles se poursuivirent au xix[e] siècle, la dernière étant la réforme de Tempo, tentée par Mizuno Tadakuni, qui devint en 1841 le membre principal du conseil des Aînés.

Durant la vie du déplorable shôgun Ienari, Mizuno se trouva dans l'impossibilité de prendre une initiative politique indépendante, mais il se prépara à remplir les plus hautes fonctions par l'étude, considérant Matsudaira Sadanobu comme un homme d'État modèle, dont il devait suivre l'exemple. Au début, ses progrès furent lents, et il lui fallut recourir à la corruption. Mais son heure vint après la mort de Ienari, en 1841, lorsque son fils Ieyoshi, déjà shôgun en titre, reprit le gouvernement. Ieyoshi, qui resta en fonction jusqu'en 1853, n'était dirigeant que de nom, et les problèmes de l'administration étaient maintenant en grande partie entre les mains de Mizuno. La situation à laquelle il lui fallait faire face était d'une grande difficulté.

Du fait de la famine ou du mauvais gouvernement, les villes n'avaient cessé de s'agiter durant les premières décennies du siècle, où, comme les habitants des campagnes, les citadins avaient connu de fréquentes révoltes. En fait, il n'est pas facile de distinguer les soulèvements des paysans de ceux des citadins, qui venaient bien souvent de villages abandonnés. Les travailleurs à la journée, les petits boutiquiers et les vagabonds sans emploi s'associèrent pour piller les maisons des prêteurs et des riches marchands dans une douzaine au moins parmi les plus grandes villes. En 1837, de violentes émeutes, suscitées et organisées par ôshio Heihachirô, éclatèrent à Osaka. Leur histoire vaut la peine d'être racontée, car elle révèle un courant de sentiments hostiles au bakufu et à ses officiers qui gagna l'ensemble du pays.

Oshio était un lettré qui avait obtenu un poste de magistrat à la cour de police, mais vendait ses ouvrages pour aider les pauvres et projetait, avec une vingtaine de ses amis, de lancer une grande manifestation contre les autorités de la ville, dont l'indifférence le rendait furieux. Ils devaient provoquer des incendies dans la ville et piller les maisons des riches. Ils y réussirent, détruisant de nombreux bâtiments. Mais les autorités

municipales avaient eu vent de leurs intentions, et des troupes de la garnison d'Osaka furent appelées à l'aide. Il s'ensuivit d'âpres combats, au cours desquels les émeutiers furent écrasés, mais pas avant que des milliers de maisons et de magasins n'eussent été incendiés au cours d'une lutte qui se prolongea deux jours, ôshio s'enfuit à la campagne, mais revint au bout de quelques jours. Sa cachette fut découverte par la police, qu'il frustra de sa capture en mettant le feu à la maison et en se suicidant.

L'échec des gardiens d'un des plus grands châteaux Tokugawa, incapables de prévenir une telle émeute, les rendit ridicules aux yeux des citadins, qui brocardèrent de méchantes plaisanteries. Ils prirent tout particulièrement plaisir à se moquer des deux commissaires municipaux qui avaient dirigé l'attaque contre les partisans d'Oshio. Ils étaient à cheval, mais tombèrent quand leurs montures bronchèrent en entendant des coups de feu. La nouvelle du soulèvement et d'incidents de ce genre se répandit à travers le pays et encouragea des révoltes similaires dans d'autres villes. Par défaut d'organisation sur le plan national, ils ne tardèrent pas à prendre fin ; mais pour de nombreux patriotes avides de réformes, la preuve de l'incapacité du bakufu était faite, et quant aux citadins, ils avaient pu se rendre compte des ridicules de la classe dirigeante.

Un manifeste d'Oshio parlait du prix élevé du riz, mais insistait aussi sur la tyrannie dont le peuple était victime de la part des fonctionnaires, qui avaient coutume d'utiliser la force plutôt que la persuasion. Il relevait en outre que l'on expédiait du riz à Edo alors que la disette régnait à Osaka, et l'on n'en envoyait pas à Kyoto, où résidait l'empereur. Il vaut la peine de noter ici que, comme Oshio, la plupart des réformateurs étaient des disciples de l'école philosophique d'Oyômei (Wang Yangming), qui prêchait dépendance d'esprit et était fort mal vue des confucianistes officiels. L'exemple d'Oshio fut suivi par des réformateurs d'autres régions du Japon, notamment dans le voisinage de Niigata par Ikuta Yorozu, disciple du grand lettré Hirata Atsutane, très bien disposé à l'égard du savoir occidental. Le soulèvement de Yorozu eut lieu en 1837, époque où la famine était largement répandue.

Les mesures de réforme introduites par Mizuno Tadakuni furent précédées de divers changements opérés dans l'administration de certains des fiefs les plus importants. Ce mouvement n'était pas spécialement dirigé contre le bakufu, mais provoqué par la pression des samurai de rang

modeste qui étaient mécontents de la politique de leurs aînés. Le meilleur et l'un des premiers exemples d'hommes de ce type – qu'on appelait « shishi », ou hommes d'esprit public – est celui de Fujita Tôko (1806-1855), samurai au service de Tokugawa Nariaki, daimyô de Mito aux vues avancées qui, sur le conseil de Fujita et d'autres, procéda à divers changements administratifs à partir de 1832 environ. On dit que certaines des réformes opérées par le bakufu du temps de Mizuno lui furent suggérées par Nariaki. Comme on l'a vu des réformes similaires furent introduites vers la même époque dans leurs domaines par les *tozama* de Satsuma, Chöshü, Hizen et Tosa, qui comme le bakufu) s'inquiétaient des tendances de la politique extérieure et intérieure d'alors **.

Les réformes en question étaient politiques, et d'ordre économique plutôt que social. Elles réaffirmaient les principes traditionnels et n'adoucissaient pas les restrictions courantes apportées à la vie du fief. Elles visaient à l'économie. Les impôts et autres charges étaient augmentés plutôt que réduits, mais la direction des affaires devait échoir à des hommes du type de Fujita, qui estimaient que les dangers extérieurs ne pouvaient être surmontés que par la stabilité intérieure et des décisions fermes. C'était en fait une attaque

Concernant les convictions de Hirata, cf. Donald Keene, *The Japanese Discovery urope*, Londres, 1952.

On trouvera une analyse précieuse du rôle joué par Tosa *in* Marius Jansen, *Saka-o Ryoma and the Meiji Restoration*, Princeton, N. J., 1961.

contre le bakufu en même temps qu'une incitation à gouverner les fiefs de façon éclairée, c'est-à-dire comme l'entendaient des hommes comme Fujita lui-même.

Mizuno n'était pas hostile aux opinions de Fujita et de ses pairs, mais il ne pouvait tolérer l'appui que leur donnait ouvertement Nariaki, et qui correspondait à une attaque portée contre le gouvernement par le chef d'une des grandes maisons Tokugawa. En 1844, Nariaki fut donc condamné par le bakufu à demeurer chez lui.

Alors que ces problèmes occupaient l'attention de tels réformateurs, Mizuno avait à résoudre des questions urgentes et spécifiques plutôt que théoriques. Au début, ses progrès avaient été lents, mais ils s'accélérèrent à partir de 1841, où Ienari mourut, âgé de soixante-neuf ans. Il était

impressionné par les nouvelles qu'il recevait de la guerre de l'Opium, dans laquelle la marine anglaise remportait des victoires faciles. Dans une lettre à un ami, il disait que le Japon devait en prendre note et envisager la possibilité d'une attaque de navires de guerre étrangers. Pour faire face à ce genre de dangers, il était essentiel de remettre d'aplomb le gouvernement du Japon. Tel était le genre de réforme qu'il avait en tête, et que l'on connaît sous le nom de réforme de Tempo.

Il entreprit de soumettre à une discipline stricte certains officiers de l'entourage du shôgun et bon nombre de femmes des appartements intérieurs, renvoyant en tout près de mille personnes. Sa réforme fut entreprise au nom du shôgun Ieyoshi. Elle fut beaucoup plus sévère que celles qui l'avaient précédée, notamment à l'égard des villes. Comme la plupart de ce genre de réformes, elle commença par tenter d'imposer la simplicité et l'économie. Comme de coutume, les édits somptuaires publiés dans ce sens demeurèrent lettre morte. La plupart d'entre eux étaient d'ailleurs absurdes. Les coiffeuses reçurent ainsi l'interdiction de pratiquer leur métier sous peine de cent jours de prison pour elles et la maison d'arrêt avec menottes pour leurs clients. Sans doute Mizuno donnait-il des ordres en termes généraux, ordres que faisaient ensuite exécuter selon leur fantaisie des hommes comme le commissaire municipal Torii Yôzô. Personnage sinistre qui détestait les étrangers et leur savoir, Torii employait des espions et des informateurs et était honni par la population, qui, non sans raison, le traitait de vipère et de démon. Maintes délicatesses furent alors interdites, et même le shôgun fut privé de certains de ses mets favoris.

Apparemment, l'expérience acquise dans l'administration d'un petit fief n'était pas une préparation suffisante pour gouverner une grande nation. Mizuno avait administré les fiefs de Karatsu et de Hamamatsu, mais il ne comprenait rien aux relations complexes entre sociétés citadine et rurale. L'une de ses premières erreurs fut d'essayer de ramener à leurs villages des paysans qui s'étaient installés en ville pour échapper à la famine dont souffraient notamment les provinces du Nord. Loin de réduire et de stabiliser les prix, ses efforts pour contrôler le commerce aboutirent au résultat inverse. Il décida de dissoudre les guildes marchandes (*kabunakama*) dans l'espoir de briser les monopoles, mais il fut incapable de vaincre la résistance des plus grands négociants en gros et dut abandonner sa politique. Ses méthodes étaient trop énergiques, et les

produits vinrent à manquer sur les marchés, où les prix montèrent. Des décisions de ce genre lui attirèrent la colère des foules, qui attaquèrent sa résidence officielle. Il fut contraint de démissionner en 1844.

On ne peut guère reprocher à Tadakuni de n’avoir pas su réaliser les réformes qu’il projetait. De puissants intérêts, à la fois politiques et financiers, travaillaient contre lui, et justifient qu’on examine la scène contemporaine pour étudier certains abus qu’il s’efforça de supprimer. A cette fin, les documents les plus révélateurs sont les rapports du bakufu sur les affaires de certains riches marchands et leurs relations politiques. Parallèlement, on enquêta d’ailleurs sur la propre conduite de Tadakuni.

L’un des plus frappants de ces cas est celui de Gotö Sanuemon, dont la carrière justifie à elle seule la campagne d’économie entreprise par Tadakuni. Goto fut arrêté et traduit devant le *hyöjösho*, tribunal suprême du bakufu. La fouille de sa maison révéla qu’il possédait des quantités énormes de pièces d’or et d’argent, et que, outre sa femme et ses enfants, sa maisonnée comprenait six concubines, vingt servantes et trente-deux serviteurs. Fils de paysan, il était venu tout jeune à Edo, où, après avoir rempli d’humbles emplois, il trouva en 1820 une place à la Monnaie. Par la suite, il s’enrichit immensément par des méthodes qu’on imagine sans peine, et son frère, employé comme courtier, fit lui aussi une grande fortune.

Ce genre d’hommes appartenaient au parti de Torii Yözö et n’avaient aucune relation avec Tadakuni ; mais peu après que leurs cas eurent été réglés, l’enquête se porta sur les affaires de Tadakuni et de ses satellites. Le verdict porté contre lui stipulait que les délits commis alors qu’il était en fonction devaient être punis. Ses revenus ainsi que divers bâtiments et autres affaires furent confisqués, à l’exception d’une petite somme qui devait pourvoir à son entretien en résidence surveillée ; mais la nature de son crime n’était pas spécifiée, sans douie parce que son procès était de nature politique et non pas judiciaire.

L’année suivante (1845), Torii passa lui aussi en jugement. Il était accusé de nombreux délits, parmi lesquels la révélation de secrets officiels. Il était manifestement coupable de corruption et de déloyauté. C’était un xénophobe congénital, et c’est lui qui fut responsable des persécutions d’hommes comme Watanabe Kazan et Takano Nagahide. La cour qui le

jugea déclara que sa conduite méritait le châtiment le plus sévère, mais elle fut assez indulgente pour ne le condamner qu’à l’exil.

CHAPITRE LXV

Infractions à la politique d'isolement

ARRIVÉE DE NAVIRES ÉTRANGERS

Nous avons vu qu'en 1825, alerté par l'annonce que des marins étrangers avaient débarqué sur le sol japonais pour chercher de l'eau et du combustible, le bakufu donna à tous les daimyô dont les domaines bordaient le littoral l'ordre de chasser à coups de canons tout navire étranger s'approchant des côtes, et d'arrêter et tuer tous les membres d'équipage qui mettraient pied à terre. Cet ordre n'empêcha pas d'occasionnels passages dans les ports japonais de navires rapatriant des naufragés ou cherchant à faire du commerce, puisqu'en 1837 un petit bateau non armé de missionnaires américains, le *Morrison* fut bombardé à Uraga puis à Kagoshima, alors qu'il cherchait à débarquer des naufragés japonais. Personne ne fut blessé, mais la politique du bakufu fut critiquée au Japon même comme susceptible de provoquer des représailles de la part de puissants navires étrangers, et elle fut par la suite adoucie au point que, en 1842, les autorités locales reçurent pour instruction de fournir de l'eau et du combustible aux bateaux étrangers et de leur « conseiller » de s'en aller.

Les bateaux de guerre étaient évidemment mal accueillis, mais sans être chassés. En 1845, le H. M. S. *Samarang* (un navire hydrographique) arriva dans le port de Nagasaki et fut, selon ses officiers, traité courtoisement « par les gentlemen du Japon ». Après leurs exploits dans la guerre de l'Opium, les navires de guerre britanniques devinrent une cause d'effroi. La défaite des troupes chinoises, le traité de Nankin qui en résulta (1842), et l'ouverture forcée de Nankin et autres ports au commerce étranger causèrent tant d'inquiétude que le bakufu travailla en hâte à améliorer ses défenses côtières et à augmenter l'efficacité des garnisons du littoral. Deux compagnies d'infanterie et d'artillerie furent équipées et entraînées à l'occidentale.

En 1844, le roi de Hollande envoya au Japon une étude approfondie sur la tendance contemporaine de la politique internationale, et conseilla au gouvernement japonais de renoncer à sa politique d'isolement. Mais le bakufu était obstiné. En 1848, un navire de guerre français reçut un accueil moins courtois que le H. M. S. *Samarang*, car il arrivait des Ryükyü où son capitaine avait proposé un traité au roi et débarqué un missionnaire. Ces deux actes déplaisaient fort au bakufu, mais puisque les Ryùkyu étaient

sous le contrôle du daimyô de Satsuma, on le laissa libre de régler la situation à son gré. Il aurait pu signer un pacte avec les Français, car il brûlait de nouer de nouvelles relations commerciales, mais il se contenta de passer une affaire : l’achat d’armes et de machines qui devaient être livrées aux Ryükyü. C’était un crime grave contre les lois de 1639, une infraction caractérisée à la politique d’isolement, et la preuve de la faiblesse du bakufu.

nature de l’isolationnisme

L’attitude du gouvernement japonais face à la pression des pays étrangers désireux d’obtenir pour leurs ressortissants le droit d’entrer au Japon soulève une question générale quant à la nature de l’isolationnisme en Asie. On a suggéré que les doctrines néo-confucianistes de Zhu Xi influencèrent les hauts fonctionnaires japonais et les amenèrent à adopter une politique isolationniste comme celle de la dynastie des Ming en Chine ; et il ne fait aucun doute que ces doctrines contribuèrent dans une large mesure à former les idées des conseillers du shôgun au cours de la majeure partie du siècle suivant la fondation du gouvernement des Tokugawa. Mais on peut difficilement voir la politique Ming comme un élément important dans l’établissement du *Sakoku*, ou politique du pays fermé, adopté au Japon en 1639.

D’abord, la politique Ming n’était pas uniformément isolationniste. Jamais la Chine n’avait été complètement isolée. L’extrême longueur de ses frontières et de ses côtes le rendait impossible. De plus, la Chine n’interdisait pas les relations étrangères. Au contraire, elle avait des contacts limités mais réguliers avec des pays étrangers de l’Asie centrale et de l’Asie du Sud-Est avec qui elle entretenait des rapports de commerce ou de dépendance, et (après le traité de Nerchinsk, en 1689) des relations avec la Russie autorisant le commerce et les missions religieuses à Pékin.

Il est vrai qu’après les grands voyages Ming de 1405-1433, la Chine se retira dans l’isolement et interdit à ses ressortissants de quitter le pays ou de communiquer avec des étrangers. A première vue, on peut y voir une politique de fermeture du pays semblable à celle qu’adopta le Japon. Mais en fait, ces interdictions n’étaient pas respectées. Fermer les frontières eût été impossible, et la Chine n’y aurait trouvé aucun avantage. Et dans les provinces maritimes, les édits qui interdisaient aux navires et aux gens de quitter le pays étaient d’ordinaire ignorés de connivence avec les fonctionnaires locaux, n’ayant ainsi guère d’autres résultats que de favoriser la contrebande et la piraterie. Au Japon, au contraire, les lois d’isolement étaient appliquées avec une grande rigueur, et empêchaient l’émigration aussi bien que l’immigration.

Manifestement, la raison pour laquelle les lois d’isolement japonaises furent ainsi appliquées résidait dans le fait qu’il s’agissait d’un pays

insulaire doté d’un gouvernement ferme décidé à préserver ses institutions et à résister à la pression de la propagande chrétienne, que les Tokugawa assimilaient à des plans d’agression de la part du Portugal et de l’Espagne.

Au premier abord, il semble que l’isolationnisme soit un trait commun aux pays difficiles d’accès, qu’il s’agisse d’îles ou de pays qui, comme le Népal et le Tibet, sont protégés par leurs montagnes ; mais tous les États, qu’ils soient grands ou petits, sont jaloux de leur indépendance et tendent à limiter l’entrée des étrangers. Cela est vrai de maintes régions du Sud-Est asiatique, et notamment de la Corée, qui était isolationniste par crainte de la Chine, et certainement pas par désir de bannir l’influence culturelle chinoise, dominante parmi les lettrés. L’expérience de la domination mongole au XIIIe siècle et des invasions chinoises et japonaises au xvie suffit à expliquer la volonté d’isolement politique de la Corée, et c’est sans nul doute par mesure de protection que, à l’époque des Tokugawa, elle envoyait régulièrement au Japon des ambassades que le gouvernement du shôgun recevait en grande pompe.

OPINION ANTI-ISOLEMENT

Quoique la pression des pays occidentaux fût l'une des causes de l'adoucissement graduel des édits, une pression tout aussi importante s'exerçait alors à l'intérieur même du pays, surtout de la part des lettrés, avides de communiquer librement avec les savants étrangers et de prendre connaissance des idées occidentales en général et de la science occidentale en particulier. On a vu que, au XVIIIe siècle déjà, les études hollandaises avaient créé un corps de lettrés désireux d'ouvrir le pays, essentiellement du fait de leur intérêt pour la science, à commencer par la médecine, mais aussi l'astronomie et autres branches du savoir. Leur soif de connaissances poussait les Japonais à harceler de questions tous les érudits qui, de Kaempfer, en 1691, à Siebold, en 1823-1829, visitèrent le Japon au service du comptoir hollandais de Deshima.

Durant les premières décennies du xixe siècle, ces études connurent un tel succès que les lettrés confucianistes s'en alarmèrent et intriguèrent contre les défenseurs du nouveau savoir, leur imputant des desseins subversifs. Comme c'est généralement le cas, les autorités étaient enclines à soupçonner les avocats du changement, dont certains accusaient ouvertement le gouvernement d'ignorance et d'incompétence, et furent exécutés pour leur courage.

Parmi ceux qui jouèrent un rôle prépondérant dans l'introduction du savoir scientifique se trouvait un homme remarquable nommé Sakuma Zôzan (1811-1864), samurai d'un fief du Nord qui se consacra essentiellement à la science militaire, y compris l'artillerie. En 1841, il commença à s'intéresser sérieusement à la question de la sécurité nationale, et il présenta un mémoire sur la défense côtière témoignant que, comme d'autres hommes de sa trempe, il s'inquiétait de la faiblesse de son pays. D'abord enclin à défendre l'isolationnisme, il en vint peu à peu à admirer les Occidentaux pour leurs recherches sur la nature réelle de l'univers, et il finit par croire en une société internationale. Mais il se trouvait alors en prison pour délit contre la loi de fermeture, et il y resterait jusqu'en 1862. Peu après sa libération, il fut assassiné par des fanatiques anti étrangers.

D'autres hommes de marque opposés à la politique de fermeture furent punis pour avoir fait connaître leurs opinions, en particulier un groupe de lettrés qui avaient fondé un club et publié ce que le bakufu considéra

comme un pamphlet séditieux. En 1838, le « démon » Torii conseilla d'arrêter ses membres, contre qui il forgea de fausses accusations. Le principal conseiller du shôgun, Mizuno Tadakuni, hésita à agir, sachant qu'ils étaient en rapport avec d'importantes personnalités des puissants clans Mito et Satsuma, et même du bakufu. Mais il finit par se rallier à l'opinion de Torii.

Parmi les victimes de cette persécution se trouvait un personnage de marque déjà mentionné, Watanabe Noboru (connu aussi sous le nom de plume de Kazan), poète et peintre aux dons multiples, et chef de fil des partisans du savoir étranger. De fausses accusations lui valurent d'être emprisonné et condamné à mort, mais cette peine fut commuée en résidence surveillée à vie en 1840. En 1841, il se suicida.

L'indépendance politique et économique croissante des grands fiefs diminuait évidemment d'autant l'autorité du bakufu, et rendait difficile à Edo d'imposer une politique nationale dans le domaine des relations extérieures aussi bien que des affaires intérieures. En même temps, bien que les fiefs ne pussent suivre la tendance culturelle des grandes villes, ils en subissaient l'influence. L'étude des idées et des institutions occidentales commença à pénétrer dans les fiefs et à jouer un rôle considérable dans la formation de l'opinion publique. C'est ainsi que, le bakufu modelant sur l'étranger sa politique de défense, la plupart des daimyô suivirent son exemple. Les daimyô de Satsuma, Hirado et autres clans étaient, disait-on, atteints de rampeki (engouement hollandais), et le gouvernement de leurs domaines revêtait certaines caractéristiques étrangères.

Cette tendance n'était pas nouvelle, car, ainsi qu'on l'a vu, des lettrés comme Maeno Ryôtaku et Sugita Gempaku avaient occupé des fonctions importantes dans leurs clans respectifs plus d'un demi-siècle auparavant, et plus de cinquante des principaux fiefs avaient des écoles pour l'étude de la médecine et de la science militaire occidentales, en particulier l'artillerie. A mesure que semblait augmenter le danger d'agression étrangère, l'importance de ces études se faisait sentir de façon plus pressante.

Fin de l’isolement

La première partie du xixe siècle fut une grande période d’expansion pour les grandes puissances européennes et les États-Unis d’Amérique. Entre autres activités se développa la pêche à la baleine dans le Pacifique Nord par des navires basés à San Francisco. C’est avant tout à ces bateaux qu’il arrivait de s’échouer ou de chercher un abri ou des vivres dans les ports japonais ; et des rapports concernant les mauvais traitements subis par leurs équipages commencèrent à atteindre l’Amérique dans les années 1840.

C’est du fait de l’intérêt croissant de l’Amérique pour le commerce dans le Pacifique et du désir de protéger les marins naufragés qu’en 1845 le commodore James Biddle, agissant sur les ordres de Washington, conduisit deux navires de guerre dans la baie d’Edo et proposa l’ouverture de relations commerciales. A cette démarche, le bakufu répondit par un refus catégorique, et Biddle se retira ; mais il était clair désormais que des efforts devaient être faits en vue des nouvelles tentatives des gouvernements étrangers pour rompre l’isolement du Japon. Toutefois, la question cruciale ne se posa pas avant 1853, où (le 8 juillet) le commodore Matthew Perry apparut dans le port d’Uraga avec quatre vaisseaux de guerre. Le bakufu s’attendait à son arrivée, ayant été averti que, le 26 mai, il avait débarqué dans les Ryùkyû où il avait passé plusieurs semaines.

Sa mission était simple. Il apportait une lettre du président des États-Unis ainsi qu’une déclaration de sa propre main selon laquelle son gouvernement avait des intentions amicales mais était décidé à assurer le bon traitement des naufragés américains et à obtenir certaines facilités de navigation et de commerce. Il ne fit aucune menace, sinon de façon sous-entendue, en disant qu’il attendait une réponse favorable pour l’année suivante, où il reviendrait avec une armée plus nombreuse. Il était en position de force, car Edo, capitale du shôgun, était vulnérable non seulement aux bombardements mais aussi aux blocus, l’essentiel de son approvisionnement arrivant d’Osaka par bateaux et pouvant ainsi être coupé par l’ennemi[273].

Le bakufu était parfaitement conscient de ces dangers, et, en février 1854, quand Perry retourna au Japon avec une escadre plus puissante, il n’eut guère de difficulté à négocier un traité malgré les retards et les dérobades des représentants japonais. Bien qu’il fût un peu vaniteux et

autoritaire, c’était un bon négociateur, montrant beaucoup de détermination. Signé le 31 mars à Kanagawa, son traité ouvrait deux ports (Shimoda, dans l’Izu, et Hakodate, au Ezo) à un commerce limité, et prévoyait une représentation consulaire américaine au Japon. Il fut suivi d’accords similaires avec la Grande-Bretagne (octobre 1854), la Russie (février 1855) et la Hollande (novembre 1855).

Tandis que les négociations de Perry se poursuivaient à Uraga et ailleurs, les officiers américains en permission à terre trouvaient les indigènes parfaitement aimables, et très intéressés par leurs visiteurs étrangers. Il n’y eut que très peu d’incidents désagréables et pas de xénophobie apparente, hormis celle qu’exprimait le regard maussade de certains samurai de garde. Entre deux sessions, les négociateurs japonais se montraient d’excellente humeur, et d’une gaieté que stimulaient parfois les alcools forts qui figuraient parmi les cadeaux de la mission américaine. Mais ce qui les intéressait le plus, c’était les dispositifs mécaniques et les armes mortelles, notamment les revolvers ; il n’est donc pas étonnant que, après cette visite, les défenses côtières de Shinagawa et autres endroits stratégiques aient été rapidement renforcées.

Comme on pouvait s’y attendre, le pays manifesta des réactions diverses face à la politique du bakufu ; mais dans l’ensemble, à Edo tout comme dans les grands fiefs, on ressentit comme essentiel le besoin d’étudier les pays étrangers. Le bakufu montra l’exemple en ouvrant en 1855 une école d’études étrangères, le *Yôgakusho*, et, en 1856, un bureau pour l’étude des documents étrangers, le *Bansho shirabedokoro*, tous deux à Edo. On recruta les professeurs et les candidats aux postes d’enseignants non pas dans les domaines du bakufu mais dans les fiefs où l’on avait déjà organisé des études étrangères. Durant cette période, de nombreuses écoles villageoises *(terakoya)* furent ouvertes ou agrandies, et l’éducation élémentaire connut dans la plupart des fiefs un essor remarquable, avec l’approbation des officiers du daimyô, mais généralement sous l’impulsion des villageois eux-mêmes.

C’est à ce moment-là aussi que le bakufu, placé devant une situation sans précédent, se sentit tenu non seulement de consulter les Go-Sanke et les daimyô *tozama*, mais aussi de demander leur avis aux daimyô *fudaiei* aux *hata-moto*. Cette innovation atteste la faiblesse du bakufu dans ses relations avec les grands comme les petits vassaux. Plus remarquable encore fut sa

décision de faire part des affaires courantes à la cour impériale pour lui demander son conseil. C’était un pas très important, car il révélait un changement d’attitude de la société militaire à l’égard du Trône, changement qu’avait annoncé un siècle plus tôt la doctrine de fidélité à l’empereur proclamée à Kyoto par Yamagata Daini et autres.

Désormais, les esprits dirigeants de nombreux fiefs prêchaient la même doctrine, défendant ce qu’on appelait le *shinnô,* ou *sonnô,* c’est-à-dire le respect du souverain. Leur motif était en partie de briser l’autorité du bakufu, mais également parfois sans doute de justifier leur propre insubordination à l’intérieur du clan. Le slogan du *sonnô* devait jouer un rôle important dans les dernières années du bakufu, en sorte qu’il vaut la peine de retracer ici dans les grandes lignes l’histoire des relations entre le shôgun et l’empereur.

On peut se demander pourquoi les shôgun n’abolirent pas le Trône, dont l’existence dépendait d’eux. L’histoire donne la réponse. Après avoir été contraint d’abdiquer par Yoritomo en 1198, l’ex-empereur Go-Toba défia les régents Hôjô en 1221. Son parti fut vaincu et lui-même fut banni, mais les régents nommèrent alors un successeur. Après la défaite du gouvernement de Kamakura, certains généraux de Takauji lancèrent l’idée de l’abolition, mais Takauji lui-même crut bon de maintenir les fonctions impériales, bien qu’il n’hésitât pas à emprisonner et à exiler l’empereur Go-Daigo. Tout au long de la guerre entre les deux cours, la monarchie fut pleinement reconnue, et, tout en manquant parfois de respect à l’égard de la cour, les shôgun Ashikaga admirent qu’ils tenaient leurs fonctions du Trône.

Nobunaga se montra très respectueux de l’empereur, et jugea plus d’une fois prudent de proclamer qu’il agissait au nom de Sa Majesté dans ses campagnes ou dans sa politique civile, comme lorsqu’il mit fin aux opérations militaires contre le Kôyasan à la demande de l’empereur en 1581. Hideyoshi montra de même beaucoup de respect pour l’empereur, le recevant au Jura-kudai et se considérant non pas comme un shôgun mais comme un régent au service du souverain. Le serment de loyauté à la famille Toyotomi signé par les daimyô en 1588 fut juré en présence de l’empereur. Tout en enlevant au Trône tout pouvoir politique, Ieyasu fit de généreux présents à la cour et reconnut son importance comme source d’honneur. L’attitude de Iemitsu à l’égard du Trône fut moins respectueuse, mais, bien qu’il voulût intimider l’empereur en marchant sur Kyoto avec

une grande armée, il traita la cour de façon généreuse et ne manifesta aucun désir d’abolir le gouvernement impérial. Ienobu, successeur de Tsunayoshi, prit des mesures pour améliorer les rapports entre la cour et le bakufu et accorda des subsides importants à la maison de l’empereur.

La vérité est que la tradition de respect pour l’empereur restait puissante à tous les niveaux de la société et dans l’ensemble du pays, et qu’aucun shôgun n’eût osé déclencher l’opposition qu’un acte de déloyauté déclaré n’aurait pas manqué de susciter. Non seulement il se serait ainsi privé d’un soutien, mais il aurait fourni à un rival un très bon prétexte de révolte.

SENTIMENTS ANTIBAKUFU

Bien qu’il fît partie d’un mouvement hostile au bakufu, le slogan « sonnô » recommandait une attitude plutôt qu’une politique. Il gagnait en vigueur lorsqu’il était couplé avec un appel à la résistance contre la pression des puissances étrangères insistant pour que le Japon ouvrît ses ports à leurs navires marchands. Le slogan devenait alors « sonnô jôi », ce qui signifie : « Respectez le souverain, expulsez les barbares. »

Peu de chose montre que, dans le passé ou à l’époque, il y eût au Japon une xénophobie réelle d’une quelconque importance. En fait, les témoignages attestant le contraire sont des plus convaincants, de celui de François Xavier, qui, vers 1550, déclarait : « Ces gens sont le délice de mon cœur », à celui du capitaine du H. M. S. *Samarang,* qui, en 1845, vantait « la courtoisie raffinée et polie des gentlemen du Japon ».

L’hostilité que paraissait traduire le slogan « jôi » était un sentiment délibérément cultivé par les ennemis du bakufu, et elle se renforça après 1854, année où les bateaux de guerre de Perry revinrent jeter l’ancre dans la baie d’Edo. Dans tous les grands fiefs *tozama*, on s’emparait de n’importe quel prétexte pour s’opposer au gouvernement des Tokugawa, et la chose était vraie aussi pour le fief de Mito, gouverné par un membre de la branche collatérale traditionnellement opposée aux shôgun. Son chef d’alors était Tokugawa Nariaki, qui faisait de son mieux pour gêner le bakufu et soulever contre lui à la cour impériale des sentiments hostiles. Heureusement, le président du conseil des *rôjû*, Abe Masahiro, persuada les daimyô de souscrire aux conditions acceptées par Perry en 1854.

Avant longtemps, le parti anti étranger eut d’autres raisons de se plaindre que ne leur en donnait la seule signature du traité de 1854 (dit traité de Kanagawa, où il avait été signé). En effet, comme le prévoyait celui-ci, les États-Unis envoyèrent un représentant consulaire au Japon en la personne de Townsend Harris, qui arriva sur un bateau de guerre en 1856. Il ne fut pas du tout bien accueilli, et les autorités japonaises le prièrent de partir ; mais il insista pour remplir sa mission. Ses instructions voulaient qu’il développe l’accord existant (lequel était un simple traité de paix), et il amenait avec lui une lettre du président qu’il avait l’intention de remettre au shôgun en personne.

Durant quelques mois, il vécut dans l’inconfort à Shimoda, où il rencontra l’obstruction la plus déroutante et ne fit guère de progrès, car, contrairement à Perry, il ne pouvait pas employer la force comme menace. Heureusement pour lui, Ii Naosuke, Kamon no Kami, l’homme le plus influent du Conseil d’État, était partisan de l’ouverture du pays. Contre lui, Ii avait un puissant groupe dirigé par le daimyô de Mito, Tokugawa Nariaki, un homme quelque peu hypocrite dont l’ambition était de discréditer et de renverser le bakufu. Cependant, la position d’Ii allait s’améliorant, et, en 1858, il fut à même de mener à bien ses propres projets et d’accepter ce qu’avait demandé Harris au nom du gouvernement américain.

Lorsque enfin il put voir les représentants du shôgun, Harris proposa une convention ouvrant Nagasaki aux navires américains, donnant des droits de résidence dans les deux ports de Shimoda et de Hakodate, et élargissant par ailleurs le traité de 1854. Le 7 décembre 1857, cette importante approche fut suivie d’un pas sans précédent avec la réception de Harris au château d’Edo par le shôgun lui-même. C’était une concession que le bakufu n’aurait pas osé faire, même sous une pression comme celle que Perry pouvait exercer ; mais au cours des années précédentes, les conditions avaient changé. Non seulement le bakufu se trouvait à nouveau en mesure, ne fût-ce que momentanément, d’affirmer son autorité, mais encore il avait reçu de sérieuses mises en garde des interprètes de Nagasaki, qui lui annoncèrent qu’une escadre britannique avait attaqué et brûlé Canton parce que le gouvernement chinois n’avait pas respecté les obligations de son traité. Le commissaire hollandais au Japon (Donker Curtius) réitéra ces mises en garde et conseilla au bakufu de renoncer à la tactique d’atermoiement pratiquée par ses représentants.

Il n’y avait aucun doute sur l’incompétence qui était alors celle du bakufu en matière de relations extérieures, mais il faut se souvenir qu’il se trouvait dans une situation très complexe et préoccupante. Katsu Awa, un partisan Tokugawa particulièrement capable et large de vues, écrivait à ce propos : « Pendant plus de dix ans après l’arrivée de Perry, notre pays fut dans un état de confusion indescriptible. Le gouvernement était faible et irrésolu, sans pouvoir de décision. » Heureusement, grâce à l’influence d’Ii Naosuke, Kamon no Kami (qui était alors devenu *tairô),* le 29 juillet 1858, un traité fut signé avec les États-Unis à bord d’un bateau de guerre américain dans la baie d’Edo, et suivi peu après par des accords semblables

avec la Grande-Bretagne, la Hollande, la Russie et la France. Tous assuraient une juridiction extraterritoriale et un tarif douanier déterminé, conditions qui limitaient beaucoup l'autonomie du Japon ei devaient à la longue susciter une forte animosité à l'égard des puissances occidentales.

Comme il fallait s'y attendre, le bakufu fut violemment critiqué, pour avoir cédé à la pression extérieure, par les éléments anti étrangers dont la politique était résumée par le mot d'ordre « jôi », « expulsez les barbares ». Leur motif n'était pas entièrement patriotique, car nombre d'entre eux voulaient détruire l'hégémonie des Tokugawa plutôt que protéger le pays.

Il n'y avait pas seulement les seigneurs de Mito et autres grands vassaux pour s'opposer aux nouveaux traités ; en effet, les officiers du shôgun à Kyoto durent admettre qu'ils ne pouvaient persuader la cour de les approuver. Il régnait dans la capitale un puissant sentiment anti étranger, joint bien sûr à son hostilité habituelle au bakufu, que les Tokugawa de Mito cultivaient activement. Leur était un homme excessivement violent, qui, lorsque le bakufu demanda l'avis des grands vassaux sur les propositions de Harris, répondit qu'on devrait donner l'ordre de se suicider à tous ceux qui avaient négocié avec lui, et que Harris lui-même devrait être décapité.

C'était là l'attitude « jôi » extrême, car s'ils ne se déclarèrent pas en faveur des échanges étrangers, la plupart des daimyô consultés à cette occasion ne manifestèrent qu'une opposition modérée. L'attitude du Trône était ambiguë, mais il ne fit aucune véritable objection aux traités de 1858. Ceux-ci furent sanctionnés et entrèrent en vigueur en juillet 1859, quand les diplomates étrangers s'installèrent à Edo. En même temps, le nouveau port de Yokohama fut ouvert au commerce extérieur, et les étrangers furent autorisés à y résider. Il est toutefois clair que, malgré le succès remporté par le bakufu à travers cet accord avec les puissances étrangères, la plupart des membres de la classe dirigeante du pays étaient opposés à sa politique extérieure. Ii Naosuke, Kamon no Kami fut donc contraint de prendre des mesures pour restaurer le prestige du gouvernement et sauver son autorité. Il décida de lancer un mouvement pour ce qu'on appelait « kôbu gattai », ou fusion des pouvoirs civil et militaire, qui, espérait-on, mettrait fin à l'antagonisme croissant envers le bakufu non seulement parmi les grands vassaux et les nobles actifs de la cour, mais aussi dans les rangs inférieurs des samurai et chez les marchands et propriétaires influents.

A ce moment-là, il n’y avait pas de mouvement concerté parmi ceux qui voulaient la chute du bakufu, ou du moins une restriction sérieuse de ses pouvoirs, et du reste Shimazu, le principal daimyô *tozama*, avait organisé en 1856 un mariage entre sa fille adoptive et le shôgun. L’un et l’autre avaient des points de vue différents sur la politique nationale, mais ils sentaient que toutes les maisons militaires devaient présenter un front uni à la cour. De son côté, la cour faisait ce qu’elle pouvait pour encourager les dissensions parmi les leaders féodaux, et elle y parvenait. Le mouvement « kôbu-gattai » échoua, car le bakufu avait déjà perdu sa suprématie lorsqu’il soumit la question du traité de Perry à l’empereur et demanda le conseil des vassaux.

Lorsque les traités entrèrent en vigueur et que les étrangers s’installèrent dans les ports libres, le slogan de « sonnô jôi » retentit à travers tout le pays, et un certain nombre d’agressions meurtrières contre des marchands étrangers ou leurs serviteurs eurent lieu à Yokohama ou dans les environs, commises généralement par des *rônin.* En 1860 (où une délégation japonaise partit pour Washington ratifier le traité américain), il y eut de nombreuses conspirations contre le bakufu, en particulier à Kyoto. Le régent, Ii Naosuke, Kamon no Kami, prit de vigoureuses mesures contre ses ennemis. Parmi eux, Mito (Nariaki) fut disgracié, ce qui valut à Ii d’être assassiné par des membres des clans de Mito et de Satsuma par un matin de neige de mars 1860, alors qu’il se préparait à franchir avec une escorte la porte de Sakurada menant au château d’Edo.

Après la mort d’Ii, Satsuma, approuvé par la cour, continua la lutte contre le bakufu, et les attaques contre les étrangers devinrent plus fréquentes et plus graves. Le secrétaire de la légation américaine fut victime d’une agression à Edo, et, en 1860, la légation britannique fut attaquée par des samurai de Mito.

La faiblesse et la mauvaise foi du bakufu éclatèrent lorsqu’on découvrit, après la mort d’Ii, que, ne sachant sans doute plus comment se tirer d’embarras, il avait accepté de fixer avec la cour une date pour expulser les étrangers. A ce moment-là – juin 1862 –, une mission diplomatique se trouvait à Londres pour demander au gouvernement britannique la remise à plus tard de l’ouverture de nouveaux ports du fait des activités anti étrangères au Japon. Ce même été, sur l’ordre de la cour, le shôgun accepta

de se rendre à Kyoto pour discuter avec les nobles du futur gouvernement du Japon et de la manière d’expulser les barbares.

Ce voyage, qui eut lieu en mars 1863, était un nouvel acte de soumission, et totalement sans précédent dans les relations entre le shôgun et le Trône. Jusque-là, aucun shôgun ne s’était rendu à Kyoto depuis la démonstration de force de Iemitsu et de ses 300000 hommes. Le bakufu avait toujours donné des ordres à la cour par l’intermédiaire de ses représentants. Maintenant, peu après l’arrivée du shôgun, la cour fit savoir au bakufu que tous les étrangers devaient être expulsés et tous les ports fermés ; mais le bakufu plaida qu’un tel acte était prématuré et dangereux. A contrecœur, la cour retira son ordre, ce qui irrita évidemment le parti xénophobe. Les agressions se multiplièrent. Les membres des missions diplomatiques étrangères et les résidents étrangers en général vivaient dans un constant danger, et un Anglais qui chevauchait sur la grand-route fut assassiné par un partisan de Satsuma près de Yokohama. Incapable d’obtenir satisfaction du bakufu du fait de l’entêtement de Satsuma, le gouvernement britannique ordonna le bombardement de Kagoshima par ses vaisseaux de guerre en août 1863.

Avant de finir le récit des dernières luttes du bakufu, il convient d’étudier ici les raisons de son déclin rapide.

La première d’entre elles fut l’hostilité croissante de la cour, des grands clans de l’Ouest et des samurai dans le besoin. Mais il y avait peut-être encore plus important : le mécontentement général de la population civile, et en particulier des paysans et des marchands. Les riches marchands d’Edo et d’Osaka, comme Mitsui et Kônoike, surveillaient de près les tendances politiques, et ils ne furent par longs à noter les signes de faiblesses que donnait le bakufu, et à améliorer leurs relations avec Satsuma, Chöshü et autres daimyô prospères. Mais ces changements de politique, pour importants qu’ils fussent, furent lents à s’opérer. La croissance du mécontentement parmi les paysans fut beaucoup plus rapide.

Durant la dernière décennie du bakufu, il y eut de constantes émeutes de paysans contre les propriétaires. Ce n’était pas des attaques organisées contre le bakufu, mais elles renforcèrent l’opposition au gouvernement féodal non seulement parmi les paysans mais également parmi les samurai de rang inférieur. Contrairement à ce qu’on prétend parfois, on ne peut pourtant pas dire que ces soulèvements avaient des objectifs politiques, ni

qu’ils eurent des effets politiques directs à part souligner le sentiment antiféodal déjà existant.

L’un des plus significatifs eut lieu en 1853, où les paysans de quatre-vingt-dix villages du domaine de Nambu, soit en tout 15000 hommes, déferlèrent à travers la campagne en proclamant une doctrine d’égalité. En 1859, il y eut une insurrection similaire au Shinshù, où des bandes de paysans de nombreux villages déclarèrent qu’un appel à la force était désormais la loi du pays. Mais il s’agissait toujours d’explosions spontanées, sans organisation ni continuité.

La position du bakufu s’affaiblissait de jour en jour, et il perdit le contrôle des vassaux lorsqu’il assouplit la règle de présence alternée. Les grands daimyô disparurent alors dans leurs fiefs, et les deux plus puissants daimyô *tozama,* Satsuma et Chöshü, entrèrent en révolte déclarée. En juin 1863, les batteries côtières du Chöshü tirèrent sur un navire américain ancré au large, et le détroit de Shimonoseki fut fermé pendant plus d’un an, jusqu’à ce qu’en septembre 1864 une escadre de bateaux de guerre américains, britanniques, français et hollandais attaquent les défenses du Chöshü et en prennent les canons. Chöshü céda, acceptant de payer une indemnité ; et il faut dire à leur décharge que la plupart des hommes du clan entretinrent bientôt des rapports amicaux avec les étrangers. Il en alla de même avec les dirigeants de Satsuma après le bombardement de Kagoshima. En fait, ces deux clans étaient plus hostiles au bakufu qu’aux étrangers, en partie parce qu’ils avaient confiance en leur propre force, et en partie parce qu’ils voyaient la vanité de la politique d’isolement.

A l’époque, les deux clans étaient à couteaux tirés, et Shimazu tenait mieux en main ses *rônin* réfractaires que son rival du Chöshü. Une majorité des hommes du Chöshü tentèrent de « sauver » l’empereur du bakufu en fomentant un soulèvement à Kyoto, où ils avaient un nombreux contingent. Les troupes du bakufu matèrent ce soulèvement à la fin de l’année 1864 avec l’aide de Satsuma et d’autres clans. Chöshü se soumit, et un règlement était en vue quand le bakufu, avec la hâte dont il était maintenant devenu coutumier, décida de détruire complètement le clan. Mais il essuya alors un désastreux échec. Satsuma fournit au Chöshü du matériel de guerre, et le bakufu se trouva placé dans une situation on ne peut plus délicate. Le shôgun conduisit ses troupes jusqu’à Osaka, mais les vassaux qui lui restaient fidèles ne répondaient que lentement à son appel. Son armée

attendit juillet 1866 pour reprendre sa marche, et elle essuya partout des revers. Ce fut un coup fatal pour le régime Tokugawa, car le shôgun avait maintenant été défait par un seul vassal *tozama*.

En août 1866, le shôgun Iemochi mourut à Osaka. Aussitôt en fonction, Hitotsubashi Keiki, son successeur, en appela à l'unité, tandis que le bakufu luttait pour conserver ce qui lui restait d'autorité. Mais en automne 1858, il démissionna, et un gouvernement provisoire fut constitué sans membres ni partisans de la famille Tokugawa.

Il y eut une brève guerre civile durant laquelle les troupes du shôgun furent défaites sans grandes difficultés, et le pays entier se soumit à l'autorité de l'empereur au début de l'année 1868. Ainsi prit fin la société féodale que Ieyasu avait fondée deux siècles et demi auparavant.

Ainsi prit fin aussi un millénaire, durant lequel le peuple japonais vécut une vie retirée, mais non pas isolée, grâce à la mer environnante et à la distance séparant ses îles du continent. Durant ce millénaire, il lui était loisible d'accepter ou de refuser l'influence de la Chine ou d'autres régions de l'Asie, au besoin en recourant aux armes, comme il le fit pour repousser les invasions mongoles en 1281.

Dans ces circonstances favorables, il put se consacrer à développer les ressources naturelles du pays et à en améliorer le gouvernement. Ces deux tâches lui furent difficiles, car au Moyen Age la guerre civile était endémique. Au début du XVIIe siècle, il avait néanmoins atteint un degré d'unité politique important, et après 1615, le Japon entier se trouva en paix sous le gouvernement de la puissante famille guerrière des Tokugawa, dont les chefs successifs réussirent à tenir leurs vassaux en main et à faire régner l'ordre.

L'histoire de la période suivante montre le pays gouverné avec fermeté et, dans l'ensemble, avec justice, malgré certains désordres occasionnels. Un effort général se poursuit, sur le plan national et local, pour augmenter la production alimentaire et autre, et la population s'accroît en conséquence. L'industrie concurrence l'agriculture. La vie citadine se développe, les transports s'améliorent, et une classe prospère de marchands tend à remplacer la caste militaire, ou du moins à rivaliser avec elle, caste dont les membres les plus pauvres tombent dans la misère à moins qu'ils ne trouvent un emploi civil. Au début du XIXe siècle, l'autorité du gouvernement

central est mise au défi par les grands feudataires. La pression des pays occidentaux, dont les bateaux naviguent désormais librement dans les eaux orientales, met graduellement fin à l'ancienne politique d'isolement, et, en 1853, le gouvernement féodal est contraint d'ouvrir certains ports aux navires étrangers. Il faut désormais que le Japon entre dans la société internationale. C'est alors l'effondrement de la société féodale, et, en 1867, l'autorité du Trône est complètement restaurée. Alors s'ouvre l'ère de Meiji.

APPENDICE I

Ancienne mention chinoise d’envoyés japonais [274]

Cet extrait est celui du passage mentionné au chapitre III :

« … Puis Bu [c’est-à-dire Yûryaku] monta sur le trône. Signant roi de Wo, généralissime qui maintient la paix dans l’Est, commandant avec hache de bataille toutes les affaires militaires des sept pays de Wo, Paekche, Silla, Imna, Tang, Chin-han et Mok-han, en 478 il envoya un délégué porteur d’un mémoire rédigé comme suit : " Notre pays est reculé et distant. Son domaine s’étend loin dans l’océan. Depuis longtemps nos aïeux portent l’armure et le casque et courent sans répit les monts et les eaux. " »

Le mémoire continue par le récit des campagnes japonaises au Japon et en Corée. L’empereur du Japon se plaint que, quand les Japonais ont voulu se rendre en Chine depuis la Corée, l’État du Koguryo les ait arrêtés. Il doit donc attaquer ce royaume ennemi, et demande à l’empereur de Chine d’approuver son projet et de le nommer commandant suprême de la campagne. Les sept pays sont le Japon et la majeure partie de la Corée. L’empereur de Chine a publié un édit dans ce sens.

APPENDICE II Heian et les palais

La ville (dont le plan suivait étroitement celui de la capitale chinoise de Chang’an sous la dynastie Sui) était un grand rectangle, divisé à intervalles réguliers par des rues parallèles courant du nord au sud et de l’est à l’ouest. Au nord, le Daidairi, ou « Grande Enceinte », renfermait le palais impérial et les bureaux du gouvernement. La ville prévue couvrait une surface d’environ 4 km (E. -O.) sur 5,5 (N. S.), mais sa partie occidentale ne se développa jamais vraiment et fut graduellement abandonnée.

Les larges rues principales orientées est-ouest étaient appelées *jô,* ou avenues, et étaient connues par leur numéro, de l’Ichijô, ou Première Avenue, à la Kujô, ou Neuvième Avenue. Entre elles couraient d’autres rues larges, les *ôji,* qui pouvaient elles-mêmes être séparées par une, deux ou trois rues étroites, les *kôji* ou ruelles. Les avenues avaient une largeur de 25 à 30 mètres, excepté la Nijô, large de 50 mètres.

Les avenues orientées nord-sud avaient la même largeur, avec ici encore une exception, celle de la Suzaku-ôji, qui conduisait de la limite sud de la

ville à la porte principale du Daidairi et avait une largeur de 85 mètres.

On comprendra que la situation d'un bâtiment pouvait se définir par rapport à l'intersection des rues les plus proches. Ainsi, le collège Fujiwara (Kangaku-in) se trouvait à l'intersection de la Sanjô et de la Mibu, et la Commission de Police (Kebiishi-chô), à l'ouest de l'intersection de la Konœ et de la Horikawa.

La symétrie du plan original fut bientôt détruite. Outre le délabrement de sa moitié occidentale, la ville connut maints tremblements de terre et grands incendies. Parmi ces derniers, celui d'Angen (1177) détruisit plusieurs bâtiments publics et d'innombrables maisons, riches et pauvres. Avec l'humour qui est le leur, les habitants lui donnèrent le nom de Tarô, ou Grand Frère, pour le distinguer du Jirô, ou Petit Frère, moins désastreux, qui lui succéda. Il y eut de graves incendies en 1180 et 1182, puis en 1188 eut lieu « le grand feu de Bunji », dans lequel furent détruits la plupart des bâtiments du Daidairi, mais pas le palais. D'autres importants dommages furent causés par des incendies en 1221-1222 et 1228, où le palais, déjà touché, devint inhabitable.

Des historiens estiment que l'incendie de 1177 acheva de ruiner l'ancienne culture de Heian en détruisant des dizaines ou des centaines de milliers de livres et documents inestimables, et en endommageant gravement des institutions importantes, comme l'Université. La longue guerre civile empêcha certainement d'y remédier, et quand le bakufu de Kamakura eut le pouvoir en main, les normes traditionnelles d'érudition et d'élégance devinrent difficiles à maintenir. Il devint en outre difficile de maintenir une cour dans l'isolement de la « Grande Enceinte » puisque le souverain fut souvent obligé de vivre à l'extérieur, dans ce qu'on appelait un palais détaché, censé être une résidence temporaire, mais souvent occupé durant de longues périodes.

Le Kanin, situé à l'intersection de la Nijô et de la Higashi-Tôin, offre un bon exemple de ce genre de palais. C'était une grande demeure avec un vaste parc, souvent prêtée par les Fujiwara, qui en étaient propriétaires, aux représentants de la maison impériale. Il fut plusieurs fois ravagé par des incendies et autres sinistres, mais régulièrement occupé de 1068 à 1184, où Go-Toba s'y installa après les cérémonies du couronnement au palais impérial. Il fut reconstruit en 1187, après un grave tremblement de terre, et il demeura la résidence habituelle de l'empereur jusqu'en 1209, où il fut

détruit par le feu. Il fut à nouveau reconstruit et occupé en 1213. A l’époque de Jökyü, il était devenu un palais impérial en miniature, avec tous les pavillons et salles de cérémonies nécessaires en plus des appartements ordinaires.

Il y avait plusieurs palais temporaires ou détachés hors du Daidairi, dont certains étaient occupés par le souverain régnant et d’autres par des monarques abdicataires ou des princes du sang. Ils portaient souvent le nom de Satodairi, *sato*signifiant lieu de naissance. D’une femme qui rend visite à ses parents, on dit généralement qu’elle retourne à son *sato* \ et ce terme était appliqué aux résidences qui se trouvaient hors de l’Enceinte, notamment lorsqu’une impératrice enceinte rentrait chez ses parents Fujiwara pour son accouchement. La mère, et parfois également le père, passaient souvent de longues périodes au Satodairi. Le Higashi-Sanjô-in était ainsi utilisé par les filles Fujiwara sur le point de donner un héritier au Trône. C’est là que, en 991, l’impératrice Akiko donna naissance au futur empereur Ichijô et prit elle-même le titre de Higashi Sanjö-In.

D’autres noms de rues reviennent constamment dans les documents historiques japonais, pour identifier tantôt un palais, tantôt une personne avec qui il est associé. Parmi les plus souvent cités se trouvent le Reizei Madenoköji Dairi, le Nijô Tominokôji Dairi, le Takakura Dono, le Saga-in ou Daikakuji, et le Jimyô-in. Ichijô, Nijô, Sanjô, Kujô et Tôin sont à la fois des noms de familles aristocratiques et des noms de rues.

Le quartier général des représentants du bakufu *(tandai)* au Rokuhara occupait une position stratégique légèrement à l’est de la limite orientale de la ville, de l’autre côté du Kamo, et s’étendait du nord au sud entre la Gojô et la Shichijô, c’est-à-dire sur quelque 700 mètres.

Le quartier de Muromachi se trouvait au nord-ouest de l’intersection de la Sichijô et de la Higashi-Tôin.

Sa situation en pente douce entre les deux cours d’eau convergents du Katsura et du Kamo constitue une caractéristique topographique importante de la capitale. Des ruisseaux ou canaux occupaient le centre de plusieurs avenues nord-sud.

Kyoto n’était pas une ville fortifiée. Vers 1200, sa population ne devait pas dépasser 100000 habitants.

On trouvera tous les détails voulus concernant son histoire et ses bâtiments dans *Kyoto, the Old Capital of Japan* de R. Ponsonby-Fane (Kyoto, 1956).

APPENDICE III

Note sur l'éducation supérieure 700-1000

Il semble approprié d'étoffer les allusions à l'éducation faite au chapitre VI par certains détails concernant l'Université et son programme d'étude. Le terme d'« université » pourrait prêter à confusion car le Daigaku n'était pas une école où se donnaient toutes les formes de savoir, mais avant tout, sinon exclusivement, un collège confucéen. Deux fois par an avait lieu un service en l'honneur de Confucius, le coût des offrandes étant pris sur les fonds officiels.

Par ordre croissant d'importance, les sujets prescrits par la loi étaient le droit, la littérature (composition), l'histoire et les classiques confucéens ; mais des changements de programme traduisirent les changements survenus au vine siècle dans la nature de la société japonaise.

Il semble qu'au vue siècle il y ait eu un collège gouvernemental, mais on n'en sait peu de choses avant le début du siècle suivant. Son but déclaré était alors de faire connaître les classiques chinois aux fils de la noblesse, et l'entrée en était réservée aux fils de personnages du cinquième rang et au-dessus, avec des exceptions particulières, notamment au profit des fils de lettrés professionnels.

La principale fonction du Daigaku était de préparer les jeunes aux carrières officielles. La discipline était sévère, et les étudiants subissaient de fréquents examens avec, en cas d'échec, le risque d'être exclus. Ceux qui réussissaient à l'examen final pouvaient se présenter au concours de l'administration, où, selon leurs capacités, ils obtenaient les grades suivants :

Premier : *shüsai,* pour « talent exceptionnel », combinant les connaissances avec la faculté de raisonner, de comprendre la nature des choses.

Deuxième : *myôkyô,* pour « savoir classique », soit une bonne connaissance de deux œuvres classiques, la faculté de les lire et de les exposer, et la connaissance de leurs principaux commentaires.

Troisième : *shinshi* (ch. *jinshi)*, pour bonne connaissance des principes de gouvernement (administration) et faculté de réciter des passages des grandes anthologies de littérature chinoise, comme le *Monzen (Wenxnan)* et le *Jiga (Er'ya)*.

Quatrième : *myôbô*, « érudit en droit », pour une bonne connaissance des codes administratifs et pénaux et de leurs commentaires.

Cinquième : *san*, pour la faculté de calculer.

La plupart des étudiants essayaient la première classe, mais ils réussissaient rarement. Les registres montrent que soixante-cinq candidats seulement obtinrent ce grade entre 704 et 937, où le Daigaku était entré dans son déclin.

Au début, l'instruction donnée au Daigaku était centrée sur les classiques confucéens plus que sur le droit et la littérature. Dans la première moitié du vine siècle, il n'y avait pas grand-chose qui encourageât les jeunes Japonais à entrer à l'université, car pour les postes importants la préférence était donnée aux fils des grands nobles et non aux étudiants les plus brillants. Des restrictions furent supprimées en 739 pour remédier à cet état de choses, et, quoique certains historiens le contestent, on dit qu'en 750 il y avait plus d'étudiants inscrits que l'université n'en pouvait accueillir.

Par la suite (toujours au vine siècle), il se produisit un changement. L'enthousiasme pour les classiques confucéens se dissipa, et l'intérêt se déplaça vers la littérature chinoise, ancienne et moderne, et notamment la poésie, au point que fut créée une section spéciale de lettres et que le professeur de littérature devint le maître le plus important, avec le rang le plus élevé. Les études de droit attirèrent également plus d'élèves que par le passé, du fait surtout que le droit et la littérature débouchaient désormais sur des perspectives plus intéressantes. A la même époque, on prit en outre certaines dispositions pour que puissent étudier quelques élèves issus de familles modestes. Mais leurs parents étant pour la plupart de pauvres gens, la question de leur entretien se posa. On décida alors d'utiliser le revenu de certaines terres à créer des bourses, mais au ixe siècle, tandis que l'université perdait de son influence, on ne trouva plus les fonds nécessaires à ces bourses. Le xe siècle vit une diminution de la taille et de l'importance du Daigaku qu'on a du mal à expliquer. On ne peut pas dire qu'elle fut motivée par une perte de respect à l'égard du savoir. On peut en revanche y

voir une raison dans la préférence systématiquement accordée aux membres des grandes familles, en particulier les Fujiwara, dans l'attribution des postes officiels. Par ailleurs, les écoles privées fondées par les grandes familles, les « shikagu », faisaient désormais concurrence au Daigaku.

D'aucuns prétendent que ces écoles privées n'étaient pas des établissements destinés à l'enseignement, mais servaient uniquement de logement aux étudiants. Mais la concurrence que, d'une façon ou d'une autre, ils firent à l'université paraît indiscutable. Après le xe siècle, les écoles de familles (comme le Kangaku-in des Fujiwara, le Shôgaku-in des Ariwara et le Gakkan-in des Tachibana) perdirent aussi de l'importance tandis que leurs revenus s'évaporaient, probablement parce que des magnats locaux prirent les domaines dont ils provenaient.

Mais peut-être le trait le plus intéressant du système d'examens est-il l'importance attachée au style littéraire. Il arrivait souvent qu'un homme n'ayant ni une grande sagesse ni une grande connaissance des classiques obtienne un poste intéressant parce qu'il savait bien composer en chinois. La chose est d'ailleurs prévue par le code, dont un paragraphe dit : « Ceux qui n'excellent pas en interprétation raisonnée peuvent toutefois obtenir un grade s'ils sont bons en écriture » – c'est-à-dire s'ils savent rédiger dans un bon style classique. Il ne fait aucun doute qu'au début de l'époque de Heian l'importance accordée aux dons littéraires influençait le choix des candidats aux charges les plus élevées, au mépris parfois des talents qu'ils avaient par ailleurs. Même être un bon poète pouvait être un atout appréciable pour le candidat à un poste important.

Un passage bien connu du *Roman de Genji* à propos de l'éducation universitaire nous donne des indications fort utiles quant à l'attitude de l'aristocratie de la cour vis-à-vis des lettrés et du savoir. Il se trouve dans le chapitre intitulé « Otome », où il y a une description de la cérémonie au cours de laquelle Yugiri, le fils de Genji, reçoit un « nom d'école » avant d'entrer à l'université. La plupart des princes et des courtisans qui assistent à cette cérémonie estiment que l'instruction est superflue pour des jeunes gens de haute naissance, et ils trouvent très comiques l'allure, le comportement et le langage des professeurs. Mais Genji, qui se souvient de ses défauts de jeunesse, a décidé que son fils recevrait une solide instruction. Après que Yurigi a brillamment passé ses examens, l'université commence à attirer d'autres jeunes gens issus des familles les plus

aristocratiques, et avant longtemps il est devenu tout à fait courant parmi ceux qui occupent des emplois importants d'être nantis de diplômes.

APPENDICE IV

Le conflit de succession 1272-1318

DÉROULEMENT

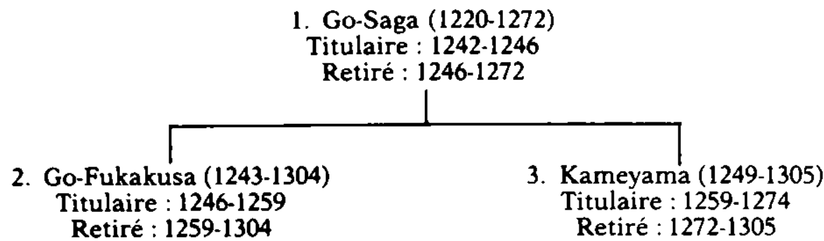
Ceux qui s'intéressent au problème de légitimité qui se posa après la mort de Go-Saga, en 1272, trouveront ici certains renseignements que nous avons omis de donner au chapitre XXI pour ne pas surcharger le récit de détails.

Contrairement à ce qu'on imagine parfois, l'origine véritable du conflit de succession ne réside pas dans le testament que fit Go-Saga en 1272, mais dans l'initiative qu'il prit en 1259 en obligeant son fils Go-Fukakusa, alors empereur en titre et âgé de quinze ans, à abdiquer au profit de son frère Kameyama, son cadet de cinq ans.

Du vivant de Go-Saga, il n'y eut pas de querelle déclarée entre les deux frères, qui paraissaient vivre en bons termes. Mais leurs partisans respectifs, dont l'avenir était en jeu, commencèrent à s'agiter immédiatement après la mort de Go-Saga, quand son épouse (Omiya In) informa le bakufu de ses dernières volontés. Selon elle, Go-Saga désirait que la couronne aille à un fils de Kameyama, c'est-à-dire que Kameyama devienne le premier empereur retiré, le souverain de fait ou *jisei no kimi*.

D'abondants documents montrent que l'interprétation d'Omiya In était fausse. En fait, Go-Saga laissait le soin de choisir un successeur au bakufu, sachant fort bien

qu'aucun candidat ne pourrait s'imposer sans l'approbation de Kamakura – nul n'avait oublié l'exemple de Go-Toba. Depuis quelque temps, et surtout depuis que, grâce à Go-Saga, les relations entre Kyoto et Kamakura étaient devenues tout à fait amicales, les régents Hôjô avaient soin d'éviter toute pression sur la cour touchant la succession. A la mort de Go-Saga, leur représentant à Kyoto se borna donc à demander quel était le désir du défunt souverain. Quand il apprit qu'il avait choisi Kameyama pour lui succéder comme *jisei no kimi*, le bakufu s'inclina respectueusement sans montrer aucune préférence. Telle était alors la situation :



Comme Kameyama devait succéder à Go-Saga comme premier empereur retiré, pour Go-Fukakusa, son frère aîné, c'était une deuxième rebuffade. Il avait été contraint d'abdiquer en 1259 en faveur de Kameyama, et, maintenant, celui-ci lui prenait sa place à la position clé dont le détenteur pouvait choisir son propre fils comme empereur titulaire.

Kameyama choisit son fils, le prince Yohito, qui devint l'empereur Go-Uda à l'âge de sept ans. Il se passa un certain temps avant le couronnement, qui eut lieu en 1274, soit deux ans après la mort de Go-Saga – deux ans pendant lesquels il y eut beaucoup d'allées et venues entre Kamakura et Kyoto, et beaucoup de discussions, pour ne pas dire conspirations, dans l'une et l'autre ville. Du point de vue politique, la décision du bakufu était raisonnable, car c'est probablement ce que Go-Saga aurait souhaité ; et sans doute les guerriers ne voyaient-ils guère de différence entre les nombreux princes qui auraient pu être choisis. Du reste, en tant qu'expression de sollicitude paternelle, le choix de Kameyama paraissait naturel car il était devenu père à l'âge de quatorze ans et continua à faire des enfants année après année pendant des décennies.

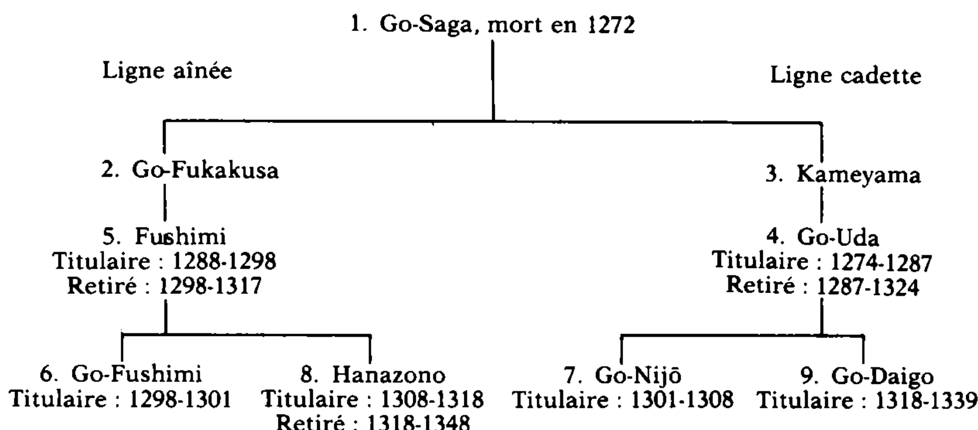
Mais quand Kameyama obtint la jouissance de tous les avantages et de tous les plaisirs qui revenaient au premier empereur retiré, les partisans de la ligne aînée que représentait alors Fukakusa furent ulcérés, les uns par loyauté, les plus nombreux par déception à l'idée des postes lucratifs qui leur échappaient. Désespéré, Go-Fukakusa se prépara à entrer en religion, répugnant à se battre contre son frère et le bakufu. Cependant, les régents Hôjô éprouvaient une certaine sympathie pour Go-Fukakusa, et ils tentèrent d'apaiser la ligne aînée en approuvant le choix d'un de ses fils comme empereur titulaire lors de l'abdication de Go-Uda, qui eut lieu en 1287. Ce jeune prince monta sur le trône en 1288 sous le nom de Fushimi. C'était un triomphe pour la ligne aînée, d'autant que ce choix avait été approuvé, sinon arrangé, par le bakufu. Songeant à l'avenir, la ligne cadette commença

aussitôt d'exercer des pressions pour qu'on choisît le fils aîné de Go-Uda (le prince Kuniharu) comme prince héritier et successeur de Fushimi.

Les périodes de retraite données ci-dessus ne correspondent pas forcément à celles durant lesquelles les empereurs retirés exercèrent le pouvoir en tant que souverains *(jisei no kimi)*. Ainsi, bien que Go-Fukakusa vécût retiré de 1259 à 1304, son père, Go-Saga, resta le premier empereur retiré jusqu'au moment de sa mort, en 1272, où il laissa la place à Kameyama, qui lui succéda à ce titre de 1274 à 1287. En 1288, la succession au trône de Fushimi laissa le champ libre à son père, Go-Fukakusa, jusqu'en 1301. Ensuite vint Go-Uda, de 1301 à 1308, pendant que son fils Go-Nijô était empereur en titre. Ces fréquents changements s'expliquent bien sûr par l'alternance entre ligne aînée et cadette.

Il en résulta une dispute ouverte, car au même moment la ligne aînée proposa comme prince héritier un fils de Fushimi, Atsuhito, que Fushimi devait choisir comme empereur titulaire lorsqu'il déciderait d'abdiquer. La ligne cadette n'était pas seulement mécontente : elle était furieuse et inquiète. Un appel fut adresse au bakufu au nom du (ils de Go-Uda, appuyé par Kameyama, qui continua à agir comme s'il était le

I. Successeurs de Go-Fukakusa et de Kameyama



II. *Avènements et abdications par ordre chronologique*

LIGNE	NAISSANCE	AVÈNEMENT	ABDICATION	MORT
Aînée Go-Fukakusa	1243	1246	1259	1304
Cadette Kameyama	1249	1259	1274	1305
Cadette Go-Uda	1267	1274	1287	1324
Aînée Fushimi	1265	1288	1298	1317

Aînée Go-Fushimi	1288	1298	1301	1336
Cadette Go-Nijô	1285	1301		1308
Aînée Hanazono	1297	1308	1318	1348
Cadette Go-Daigo	1287	1318		1339

premier empereur retiré jusqu'au jour de sa mort, en 1305. Etant donné sa condition et son prestige, Kameyama aurait pu obtenir quelque aide du bakufu s'il ne s'était produit un curieux accident. Au début de 1290, un guerrier nommé Asawara et d'autres hommes armés s'introduisirent dans les appartements intérieurs du palais et pénétrèrent jusque dans la chambre à coucher de l'empereur Fushimi. Mais ce dernier, averti de ce qui se tramait, avait quitté les lieux, et leur attentat échoua. On soupçonna Kameyama d'y être mêlé, mais Sa Majesté écrivit de sa propre main une lettre au régent où elle niait avoir eu connaissance du complot, et l'affaire fut classée.

On comprendra mieux les développements du conflit de succession à la lumière des tableaux ci-dessus. Le trait le plus frappant qui s'en dégage est que la plupart des souverains sont intronisés alors qu'ils sont encore enfants ou du moins très jeunes, et qu'ils abdiquent après des règnes brefs. La raison en est claire. Les empereurs titulaires n'avaient aucun pouvoir ; ils donnaient simplement à leurs aînés abdicataires un droit au pouvoir et à la richesse qui étaient l'apanage du premier empereur retiré. Et l'abdication étant si fréquente, plusieurs empereurs retirés vivaient d'ordinaire à Kyoto. A un certain moment, il y en avait cinq.

L'empereur Fushimi demeura dix ans sur le trône, ce qui l'amena à l'âge de trente-trois ans. Selon les normes de l'époque, le moment d'un changement était venu, et Fushimi se retira en 1298, laissant la place à son fils Atsuhito, qui monta sur le trône cette même année sous le nom de Go-Fushimi.

La ligne aînée avait donc fourni coup sur coup deux empereurs. Ensuite, le bakufu appuya la ligne cadette en « recommandant » comme prince héritier le jeune Kuniharu, fils aîné de Go-Uda. En d'autres termes, que ce fût ou non à dessein, le bakufu créait un précédent d'alternance entre les deux lignées. Après la mort de Go-Saga, il était ostensiblement demeuré neutre en face de leurs rivalités, ne se prononçant que sous la pression d'un parti ou de l'autre. Mais le bakufu détenait la clé de tous les problèmes, et il était indispensable que Kamakura et Kyoto demeurent en relations. La

fonction d'intermédiaire était remplie par Saionji Sanekane, le « Kantô môshitsugi » ou « porte-parole » du régent Hôjô dans ses rapports avec la cour. Il joua de ce fait un rôle très important dans les disputes successorales, et influença certainement les décisions du bakufu. Grâce à sa médiation, semble-t-il, on en arriva à une solution temporaire lorsque Go-Nijô devint empereur en titre. Le jeune frère de Go-Fushimi fut choisi comme prince héritier et monta sur le trône sous le nom de Hanazono. L'ordre de succession se trouva donc être le suivant :

Empereur en titre	*Ligne cadette*	*Ligne aînée*
1298-1301	—	Go-Fushimi (Atsuhito)
1301-1308	Go-Nijō (Kuniharu)	—
1308-1318	—	Hanazono

L'alternance était une solution possible aussi longtemps que les deux lignes étaient d'accord et respectaient la convention. Mais ni l'une ni l'autre n'étaient satisfaites, et chacune voulait être la seule ligne légitime. En 1317, le bakufu tenta un compromis. A ce moment-là, Takaharu, le prince héritier désigné, était âgé de trente ans. Selon les idées en vigueur, étant de la ligne cadette, il devait sans délais monter sur le trône après l'abdication de Hanazono. C'était la solution qui s'imposait au bakufu, qui envoya une délégation de Kamakura pour en suggérer l'adoption.

Il y eut passablement de discussions pour et contre avant que la succession de Takaharu, qui deviendrait l'empereur Go-Daigo, ne soit approuvée. Pour finir, son acceptation fut soumise à deux conditions : d'abord, que le prince héritier soit Kuninaga, un fils de Go-Nijô, c'est-à-dire de la ligne cadette ; ensuite, qu'il laisse la place à un prince de la ligne aînée, Kazuhito, l'héritier de Go-Fushimi.

Cela indique que Go-Fushimi (qui, en tant que frère aîné de l'empereur en titre Hanazono, fut premier empereur retiré de 1313 à 1318) donna son accord à la succession de Go-Daigo à condition que, par la suite, l'alternance soit considérée comme une règle fixe. Il semble également que, au début, le bakufu n'approuva pas l'idée que se succèdent deux empereurs, Go-Daigo et Kuninaga, appartenant à la ligne cadette. Du point de vue du bakufu, le mérite de cet arrangement était probablement de limiter la succession aux lignes de Go-Nijô et de Go-Fushimi, et d'exclure ainsi les descendants de Go-Daigo et de Hanazono.

L’arrangement atteint est connu sous le nom de Bunpo Wadan [275] ou Compromis de 1317. A l’époque, le membre le plus puissant de la famille impériale était l’ex-empereur Go-Uda, de la ligne cadette. Il est possible qu’il ait prévu de grands problèmes s’il devait y avoir non seulement une rupture entre les lignes aînée et cadette, mais une scission à l’intérieur de chacune d’elle, ce qui ferait plus que doubler les difficultés à surmonter. Peut-être accepta-t-il le Compromis de 1317 parce qu’il crut qu’il allait mettre fin à la dispute. Si c’est ce qu’il espérait, il fut déçu. En effet, quelques mois seulement après la signature du Compromis la ligne aînée se scinda en deux, et à peine Go-Daigo fut-il sur le trône que le même phénomène se produisit dans la ligne cadette. La situation était ridicule. Non seulement le Compromis avait échoué, mais il avait aggravé la situation plutôt que de l’améliorer.

Il n’était évidemment pas du goût de l’empereur Go-Daigo, dont il frustrait l’espoir de voir l’un de ses nombreux fils lui succéder. Si le Compromis demeurait valable, il ne pouvait d’ailleurs pas non plus espérer rester plus longtemps sur le trône, car les partisans du prince Kuninaga, fils de Go-Nijô, exerceraient toutes les pressions possibles pour le faire abdiquer. Étant un homme de caractère, Go-Daigo était déterminé à régler la question de succession de telle sorte qu’il n’y ait plus de discussion possible, ce qui l’amena inévitablement à comploter contre le bakufu. Mais comme son père, Go-Uda, était toujours puissant, il ne prit aucune mesure active contre le bakufu jusqu’après 1321, où Go-Uda lui abandonna ses pouvoirs.

En 1321, année représentant une conjonction favorable dans le cycle sexagésimal, les perspectives de changement ou de réforme étaient estimées prometteuses. Toute chose devait être renouvelée, affirmaient les devins, et c’est pourquoi l’ex-empereur Go-Fushimi adressa une prière spéciale au sanctuaire d’Iwashimizu. On en a conservé le texte. Le souverain demandait que son fils Kazuhito soit immédiatement désigné comme prince héritier. De son côté, Go-Uda envoya à Kamakura des messagers plaider la cause de la ligne cadette, représentée par son fils Go-Daigo, qui souhaitait nommer prince héritier son propre fils, Takanaga. Il réaffirma son désir en 1326, lorsque Kuninaga mourut.

Mais le bakufu refusa d’y souscrire, insistant pour qu’on choisît Kazuhito conformément au Compromis de 1317. Cette fois, ce fut Go-

Daigo qui refusa. Ce n'était pas un enfant mais un homme mûr. Il était décidé à ne pas abdiquer, et il avait l'intention de gouverner. Enfin, il bénéficiait du conseil d'hommes particulièrement capables, et notamment de ceux qu'on appelait « les trois Fusa » : Madenokôji Nobufusa, Kitabatake Chikafusa et Yoshida Sadafusa.

Nobufusa était le chef du Cabinet de *Vin* (Inchö no bettö) sous l'empereur cloîtré Go-Uda, et l'auteur de certaines réformes administratives grâce auxquelles il espérait améliorer le gouvernement de Kyoto alors que celui de Kamakura perdait de son intégrité. Les mesures qu'il préconisait ne pouvaient que lui valoir des ennemis – entre autres choses, il souhaitait que les postes officiels soient réservés aux candidats qui s'illustraient par leur intelligence. Il voulait purger les cours de justice et mettre fin aux abus dont les monastères et les sanctuaires étaient responsables. Il avait des buts si élevés qu'il proposa même d'interdire aux dames de la cour de se mêler des affaires de l'État. Il mourut sans avoir pu réaliser ces desseins admirables, car il était déjà vieux et infirme lorsque Go-Daigo prit le pouvoir. Mais il avait bien mérité de la ligne cadette. C'est lui qui s'était rendu à Kamakura comme messager de Go-Uda quand le Compromis de 1317 avait été signé.

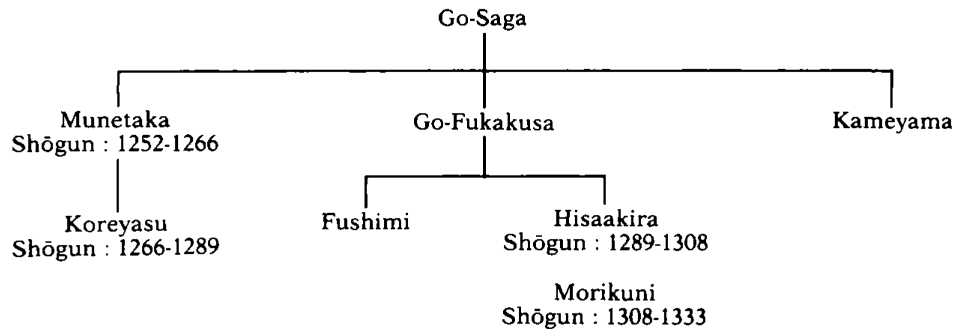
Kitabatake Chikafusa est un personnage plus célèbre dans l'histoire du Japon. C'était un lettré et un combattant du clan Murakami Genji. Il défendait des opinions très strictes quant à la légitimité successorale, à propos de laquelle il écrivit un important traité. Il servit bien Go-Daigo par son épée autant que par sa plume.

Yoshida Sadafusa (1274-1338) était un noble de Kyoto, un Fujiwara et un conseiller en qui Go-Daigo avait toute confiance. Il alla souvent à Kamakura pour tenter de réconcilier la cour et le bakufu ; mais, en 1331, il divulgua les plans de Go-Daigo à l'administration Höjö, et il passa ensuite au service de la ligne aînée.

Quoique Go-Daigo ne pût réaliser ses ambitieux projets mais mourût en 1339 au milieu de sa cour, dans les montagnes du Yoshino, par la position qu'il prit en 1321 il mit fin au système du gouvernement de cloître, qui avait été la cause d'une longue querelle dynastique.

Ajoutons encore que la question de la succession se compliquait du fait qu'il fallait désigner un prince impérial comme shogun. On verra au tableau suivant qu'aucun shogun ne fut choisi parmi les représentants de la ligne

cadette – probablement parce que, de 1289 à 1301, la ligne aînée était en faveur à Kamakura.



ANALYSE

On aura compris au résumé ci-dessus qu'en traitant des questions de succession après la mort de Go-Saga, le bakufu n'obéissait à aucun principe dynastique clair. Il était influencé par des considérations pragmatiques. Il était mal à l'aise touchant sa propre situation, méfiant envers la cour, et conscient qu'il avait perdu la confiance ou la loyauté de maints de ses vassaux. Il voulait éviter tout faux pas susceptible de conduire à un conflit ouvert entre les deux lignées, car dans ce genre de lutte de puissants chefs de clans guerriers pouvaient prendre parti et même tourner leurs armes contre Kamakura. Il avait été averti de plusieurs complots dirigés contre lui, et il avait conscience de sa faiblesse, dont la preuve fut publiquement donnée en 1320 par l'incapacité de ses troupes de ramener à l'ordre un vassal rebelle de la province de Mutsu.

Dans ses négociations avec les deux lignes, son premier objectif était d'éviter une rupture, et c'est pourquoi il avait essayé de les satisfaire l'une et l'autre sans leur accorder un réel soutien. Il dépendait des conseils de son porte-parole dans la capitale, Saionji Sanekane, noble extrêmement capable et influent. Sanekane était particulièrement utile aux dirigeants de Kamakura parce que, comme eux, il n'avait pas de véritable préférence pour l'un ou l'autre des souverains ou pour leurs descendants. Son vrai dessein était de restaurer la fortune de sa propre famille. A cette fin, il était important qu'il cultive l'amitié de Kamakura tout en renforçant sa position personnelle à la cour, ce qu'il fit en mariant ses filles avec des représentants de la famille impériale. Il entretenait déjà d'étroites relations avec la maison régnante. L'une de ses tantes était l'épouse de l'empereur Go-Saga et la mère de Go-Fukakusa et de Kameyama. Une de ses sœurs était l'épouse de

ce dernier, et trois de ses filles étaient mariées à de futurs occupants du trône. Enfin, sa petite-fille Yasuko épouserait Go-Fushimi.

Au début, il semble avoir donné sa préférence à la ligne aînée. Ainsi, lorsqu'il s'agit de choisir un prince héritier pour succéder à Fushimi, il appuya un fils de celui-ci contre un candidat de la ligne cadette soutenu par Go-Uda. On dit qu'il retira son appui à la ligne cadette parce que l'empereur Kameyama négligeait sa sœur. Quoi qu'il en fût, il était très puissant à la cour et comblé d'honneurs.

En 1291, il devint chancelier *(dajô-daijin)* et atteignit le plus haut rang possible. Cependant, la situation semblait difficile, et il demanda l'autorisation de quitter sa charge. Le vent tournait. Il se rendait compte que, sous leur apparente affection, Kameyama et Go-Fukakusa cachaient une hostilité implacable, ce qui amenait leurs partisans à tramer de dangereux complots. Les arguments de la ligne cadette commencèrent à trouver audience à Kamakura en partie parce que Sanekane commença à changer d'avis. La raison immédiate de ce changement était la conduite des conseillers de l'empereur Fushimi, et en particulier de Fujiwara Tamekane, qui descendait du célèbre poète Teika et était lui-même le chef d'une école progressiste. Politicien habile, c'était un favori de la cour, et Fushimi appréciait ses conseils. Il devenait un rival pour Sanekane, mais il avait de nombreux ennemis, dont certains l'accusèrent de trahison. Que leurs accusations fussent ou non fondées, elles amenèrent le bakufu à se défier de la ligne aînée. Sanekane jugea plus prudent de se retirer. Il entra dans la vie religieuse en 1299, laissant la place à son fils Kimpira, qui reprit ses fonctions de Kantô môshitsugi. La succession de Fushimi se passa comme prévu en 1298, et Yasuko, la fille de Kimpira, fut placée au palais pour y devenir l'épouse de Go-Fushimi, le nouvel empereur.

Go-Fukakusa mourut en 1304, et peu après, Kameyama tomba malade. Dans une certaine mesure, il avait profité des soupçons dont la ligne aînée faisait l'objet, et comme le premier empereur retiré *(jisei no kimi)* était alors de la ligne cadette, les perspectives paraissaient bonnes. Il était ravi de l'appui que lui apportait Saionji Kimpira, et fier au fils que lui donna en 1303 la sœur de ce dernier, sa deuxième épouse. L'enfant devint prince impérial sous le nom de Tsuneaki Shinnô, et Kameyama dit aussitôt à Go-Uda qu'il fallait que Tsuneaki devînt prince héritier au lieu de son fils à lui, Takaharu, qui avait déjà été désigné. Kimpira ne put pas souscrire à ce

changement et se retrouva ainsi du côté de la ligne aînée. En 1306 (après la mort de Kameyama), Yasuko, la fille de Kimpira, fut mariée à Go-Fushimi et lui donna un fils. Quand Hanazono monta sur le trône, Kimpira était un ami important de la ligne aînée. En récompense des mérites de sa fille aussi bien que des siens, il fut promu ministre de la Gauche. Il entra dans la vie religieuse en 1309 et mourut quelques années plus tard. Son père, Sanekane, reprit alors ses fonctions de porte-parole de Kamakura, et se trouva opposé à Tamekane, le favori de Fushimi.

Le conflit dynastique s'était exacerbé après la mort de Go-Fukakusa et de Kameyama. Chaque parti accusait l'autre de trahison, mais dans l'ensemble la ligne cadette avait l'avantage d'être en bons termes avec le bakufu, et l'opinion publique semblait tourner contre la ligne aînée. Go-Fushimi était inquiet et avertit son père. Mais Tamekane continuait à prospérer et Sanekane décida qu'il devait agir. On ne sait au juste ce qu'il fit, mais bientôt des bruits coururent contre la ligne aînée, et on laissa entendre que Fushimi complotait contre le bakufu. Ces rumeurs travaillèrent pour Sanekane, car, lorsqu'elles atteignirent Kamakura, des mesures furent aussitôt prises. Tamekane fut arrêté et banni au début de 1315. Et le bakufu s'apprêtait à traiter Fushimi, accusé de complicité, avec la même rigueur, quand (en octobre 1315) il écrivit une déclaration solennelle où il niait avoir eu connaissance d'une quelconque conspiration et protestait de son désir de travailler en harmonie avec le régent.

On classa l'affaire, mais le soupçon resta attaché à la ligne aînée. La ligne cadette en profita, car le moment serait bientôt venu pour Hanazono d'abdiquer. Il le fit un à deux ans plu9 tard, laissant le trône à Takanaru, qui devint l'empereur Go-Daigo en 1318 et dont le règne fut le prélude à une longue guerre de succession.

Il n'est pas facile de tirer des conclusions précises des faits mentionnés ci-dessus. Peut-être la chose la plus intéressante qu'il en ressort est-elle l'absence totale d'une quelconque règle de succession. Compte tenu de l'importance attachée plus tard dans l'histoire japonaise aux principes de légitimité définis par Kitabatake et autres (notamment dans le *Jinnô shôtô ki* de 1339), il est surprenant de découvrir que, au cours de la période critique séparant la mort de Go-Saga (1272) et l'avènement de Go-Daigo (1318), le choix d'un héritier au trône fut généralement fait par un souverain régnant ou abdicataire non pas sur la base de la primogéniture ni d'aucun précédent

admis, mais pour des raisons d'affection paternelle ou sous la pression de courtisans inquiets de partager le pouvoir.

Il est vrai que le choix d'un successeur au trône demeurait sans effet s'il n'avait pas l'approbation du bakufu. Mais les décisions prises par le bakufu étaient aléatoires et même irrationnelles, gouvernées qu'elles étaient par des circonstances temporaires. L'exemple le plus frappant de l'absence de tout principe fixe en matière d'héritage est peut-être la scission de la ligne cadette qui suivit la désignation de Takaharu, le fils de Go-Uda, comme prince héritier. Peu après cette nomination, qui résultait d'une longue discussion et qu'approuvait le bakufu, la plus récente épouse Kameyama (qui aimait les enfants), lui donna un fils pour lequel il réclama le droit de succession à la place de Takaharu. La requête fut écartée par le bakufu, mais qu'elle ait pu être faite montre assez l'absence de toute règle ou principe, et le peu d'importance de la primogéniture.

Dans ces cas comme dans d'autres, le bakufu agit hors de tout système. Il se laissa guider par les conseils de Saionji et ses décisions se fondèrent sur la méfiance ou la prudence, non sur la coutume ou le précédent. Son principal souci fut de maintenir un équilibre entre lignées rivales et d'éviter ainsi des désordres intérieurs. Les dirigeants de Kamakura avaient perdu cette détermination qui, en 1221, avait permis à leurs prédécesseurs de remettre au pas l'indocile Go-Toba. On pourrait même dire que la régence Hôjô fut victime de ses hésitations.

APPENDICE V

Topographie de Kyoto

Kyoto était construite symétriquement. La moitié ouest ne fut jamais complètement développée et tomba peu à peu en ruine jusqu'à être pratiquement abandonnée au XIIIe siècle à l'exception de quelques rues de la partie nord adjacentes au Daidairi, « Grande Enceinte » du palais. La ville tendait à se développer vers le nord et l'est, mais aucune bonne carte ne la représente telle qu'elle était au Moyen Age – après 1200 –, et les renseignements qu'on peut trouver sur la question proviennent des sources les plus diverses et ne sont pas toujours sûrs. On sait néanmoins que, vers 1200, plusieurs parmi les grandes rues courant d'ouest en est se prolongeaient sur l'autre rive du Kamo et que la capitale s'étendait désormais jusqu'à Higashiyama.

Mais le changement le plus intéressant était l’expansion de la ville vers le nord, où il se trouvait plusieurs rues est-ouest au nord du Daidairi. A partir d’Ichijô se succédaient Musha no Köji, Ima no Köji, Kita no Kôji (Imadegawa), Itsutsuji et Bishamon-ôji. A l’ouest, ces rues se prolongeaient jusqu’à Kitano et à l’est elles traversaient le fleuve. Ce développement fut graduel, mais au xnie siècle il devait presque être achevé, car en 1220 Go-Toba avait une résidence sur Itsutsuji.

Du fait surtout des incendies et autres désastres, le Daidairi tomba peu à peu en désuétude, et les souverains occupèrent alors des palais situés à l’extérieur, d’ordinaire au nord de la ville, entre Ichijô et Nijô. Seul le Dajôkan, siège du chancelier *(dajö daijinj,* était régulièrement réparé, et c’e st là qu’eurent lieu les cérémonies de couronnement de l’empereur Go-Toba (1187) et de ses successeurs jusqu’à Go-Tsuchimikado (1442).

En 1333, à son retour d’exil, Go-Daigo résida quelque temps dans un palais situé à Reizei-Madenokôji. Selon le *Taiheiki,* il ordonna l’année suivante la reconstruction du Daidairi, qui ne fut jamais entreprise. En 1336, alors qu’il était prisonnier de Takauji, il était installé au Kazanin, une demeure des Fujiwara, d’où il s’enfuit à Yoshino au début de l’année suivante. Cependant, Takauji avait pris le parti de la ligne aînée, et le nouvel empereur Kömyö fut déménagé au palais de Tsuchimikado, qui couvrait une vaste étendue entre Ogimachi, Tsuchimikado, Higashi-Töin et Takakura. Le Tomino-kôji Dairi, palais impérial depuis 1315, fut détruit par les troupes de Hosokawa Jôzen lorsque Takauji attaqua la capitale en 1336, après Minatogawa.

Quand Takauji s’installa à Kyoto l’année de l’intronisation de Kömyö, il se logea à Nijô-Takakura avec son fils Yoshiakira. Ce fut de son vivant le bakufu Ashikaga. Mais la capitale comptait d’autres maisons Ashikaga, et notamment les résidences de son frère Tadayoshi et de Shiba Yoshimasa, nommé gouverneur militaire de la ville avec le titre de *buei.*

La maison de Tadayoshi se trouvait à Sanjô-Bômon, juste à l’est de Higashi-Töin et entre Nijô et Sanjô. Plus d’une fois, elle fut détruite par le feu et reconstruite, et Yoshiakira la reprit en 1364, après la mort de Takauji, pour en faire le quartier général du bakufu. Elle resta aux mains de la famille Ashikaga jusqu’au moment de son effondrement.

Shiba Yoshimasa, qui fut nommé *buei* en 1338 lorsque Takauji devint *sei-i tai-shô-gun*, occupait des bureaux et une résidence situés à l'intersection de Muromachi et d'Oimikado. Étant dans un secteur tenu par Yamana Sôzen, elle fut détruite durant la guerre d'Onin, mais on la reconstruisit ensuite et elle demeura la propriété des Ashikaga jusqu'en 1573, où Nobunaga se l'appropria. En 1579, elle fut restaurée et agrandie.

Ce n'est qu'à partir de 1377, lorsque Yoshimitsu commença à construire le Muroma-chidono (populairement connu sous le nom de Hana no Gosho, ou Palais des Fleurs), qu'on peut à juste titre parler du bakufu de Muromachi. Le Muromachidono se trouvait situé entre Muromachi et Karasumaru, en face d'Imadegawa, portant ainsi les limites de la ville au nord d'Ichijô. Agrandi au nord d'Imadegawa, il était entouré d'un fossé. Yoshimitsu y vécut jusqu'en 1395, où il dénlénagea dans sa villa de Kitayama.

En 1457, Yoshimasa construisit un palais connu sous le nom de Kami Gosho, qui devint la résidence de l'empereur Go-Tsuchimikado et de l'empereur retiré Go-Hana-zono durant la guerre d'Onin. Il fut détruit par un incendie en 1476.

MONASTERES

Les shôgun Ashikaga construisirent à Kyoto ou dans les environs les importants monastères suivants :

Tôjiin : monastère de la secte Zen Rinzai, fondé en 1342. Takauji y fut enterré en 1358. Situé au nord-ouest de la ville, au-delà de Kitano, il devint le dépôt mortuaire des shôgun Ashikaga. Il fut détruit par un incendie mais reconstruit par Yoshimasa en 1457. Il renferme des effigies de tous les shôgun Ashikaga.

Tôjiji : ce bâtiment peut être considéré comme le monument funéraire de Takauji, car il s'agit de sa résidence de Nijô-Takakura convertie en monastère zen après sa mort, en 1358. Il fut fondé sur le vœu de Musô Kokushi et jouit des faveurs de Yoshimitsu qui en fit le premier des Dix Temples (Jissetsu) du bouddhisme Zen. Gidô en devint le premier titulaire en 1380. Détruit par le feu durant la guerre d'Onin, il ne fut pas reconstruit.

Tenryûji : ce célèbre monastère zen fut fondé par Takauji à la requête de Musô Kokushi, et dédié au repos de l'âme de Go-Daigo. Il fut achevé en 1345, et couvre en tout une superficie de 50 hectares. Il était situé au nord-

est d’Arashiyama, près du village de Saga, où se trouvait jadis le Kameyamadono. C’était le plus grand monastère de l’ouest de la capitale, et il était très richement doté. Il fut maintes fois ravagé par le feu, et les dons de Hideyoshi permirent de le restaurer à une modeste échelle.

Myôshinji : Hanazono vivait au Hagiwaradono, qui était une maison de famille ; mais en 1335, après avoir pris la tonsure, il fit d’une partie des locaux un petit temple zen, qu’il appela Myôshinji en l’honneur de son directeur, Myôchô, qui devint plus tard Daitô Kokushi. Hanazono s’y retirait pour des séances de Zen, et il y passa beaucoup de temps en étude et en méditation jusqu’au moment de sa mort, en 1348. Ce n’est qu’en 1350 que le Myôshinji fut agrandi. Le monastère se trouve à l’ouest de la ville, au nord de Hanazono sur la route de Saga. Il fut détruit durant la guerre d’Onin et rebâti en 1473. Il couvre une surface importante et contient de précieuses œuvres d’art et des documents d’importance historique.

Shôkokuji : monastère de la secte Zen Rinzai fondé par Yoshimitsu et situe au nord d’Itsutsuji et à l’est de Karasumaru. Il fut achevé en 1392 et consacre l’année suivante. Détruit par le feu en 1394, il fut aussitôt reconstruit, mais pour être à nouveau détruit en 1425. Un nouveau bâtiment fut alors érigé, qui ne fut terminé qu’en 1466. L’annee suivante vit le début de la guerre d’Onin, où le Shôkokuji devint le camp de l’armée de l’Est et la scène de combats dramatiques. Les bâtiments lurent détruits en automne 1467 au cours d’une âpre bataille.

Rokuonji. après la mort de Yoshimitsu, le palais de Kitayama. qu’il avait construit en 1397 sur le site d’une ancienne villa Saionji, devint un monastère Zen qu’on appela Rokuonji d’après son nom posthume, Rokuon-In. Rien ne reste de ses nombreux bâtiments hormis le célèbre Kinkaku, ou Pavillon d’Or, qui survécut à la guerre d’ônin mais fut détruit par un incendiaire en 1950 (on l’a rapidement reconstruit). Le vaste domaine de Kitayama se trouve à l’ouest du fleuve Kamiya et s’étend jusqu’à la périphérie de Kinugasayama. Son extrémité orientale n’était guère éloignée de Nishijin, campement de l’armée de Yamana durant la guerre d’ônin.

Jishôji : nom donné à la somptueuse villa du shôgun Yoshimasa au pied du Higashi-yama. Elle fut transformée en monastère zen à sa mort, en 1490, où il reçut le nom posthume de Jishôin. Des nombreux bâtiments qui la composaient, il ne reste que le Ginkaku, ou Pavillon d’Argent, dans le jardin conçu par Sôami.

APPENDICE VI

Sekigahara : effectifs et armes

Les archives de la campagne qui se termina par la victoire de Ieyasu à Sekigahara donnent un tableau remarquablement bon de ce qu'était la guerre au Japon à la fin du xvi[e] siècle.

EFFECTIFS

Il n'est pas possible de connaître au juste le nombre d'hommes engagés, mais on peut s'en faire une idée valable en prenant le revenu de chaque commandant et en lui accordant trois hommes par centaine de *koku.* Un document donne ainsi les chiffres suivants :

Troupes fournies contre Uyesugi et Satake

Fief	*Revenu en koku*	*Contingent*
Yüki	101000	3030
Gamô	180000	5400
Satomi	90000	2700
Soma	60000	1800
Sano	39000	1170
Hiraiwa	33000	990
Mizutani	25000	750
Ogasawara	20000	600
Yamakawa	20000	600
Minagawa	13000	390
Matsudaira	5000	150
Total (nombre d'hommes)		18000

Par cette méthode, le nombre total d'hommes engagés dans la campagne peut être estimé comme suit :

Troupes de l'Est commandées par Ieyasu

Troupes de Hidetada suivant la Nakasendô en direction de l'ouest……… 38000

Troupes engagées à Sekigahara, y compris les 30000 hommes placés sous le commandement direct de Ieyasu et les contingents de Fukushima, Kuroda

et autres généraux………………………………………………. 74000

Troupes postées sur le Nangu et à Ogaki…………………………… 26000

Total 138000

Troupes de l'Ouest commandées par Ishida

Troupes rassemblées à Sekigahara, dont plus de la moitié fournies par Ukita,

Kobayakawa et Môri Hideaki…………………………………… 82000

Troupes engagées dans des opérations de siège ou couvrant Ogaki……… 13000

Total 95000

On voit ainsi que plus de 230000 hommes étaient sur le pied de guerre en l'an 1600.

Il est évident que, durant les guerres presque incessantes du xvie siècle, les généraux japonais avaient acquis une telle expérience qu'ils pouvaient désormais manœuvrer d'importants contingents avec une habileté considérable. Dans leurs guerres de position, ils déplaçaient de nombreuses troupes de nuit, comme le montrent clairement les récits de Sekigahara, qui attestent que les deux armées gagnèrent leurs positions dans la tempête et les ténèbres la nuit précédant la bataille.

L'approvisionnement de si grands effectifs était difficile, et divers projets d'intendance échouèrent alors, en bonne partie par manque de moyens de transport adéquats, car les véhicules à roues étaient rares et l'emploi de chevaux de bât insuffisant pour des opérations de grande envergure. Les armées étaient fréquemment obligées de vivre sur le pays en prenant les récoltes sur pied ou le riz à peine moissonné. Avant Sekigahara, Ishida Mitsunari écrivait d'Ogaki à l'un de ses généraux : « Nous avons ici abondance de nourriture, car nous sommes entourés de champs moissonnés. » On était alors en octobre 1600, une bonne saison pour faire la guerre.

Dans la bataille de Sekigahara, alors que les effectifs en présence étaient numériquement équilibrés, l'avantage était à Ieyasu du fait surtout qu'il était seul à commander, tandis que Mitsunari devait discuter ses plans avec ses pairs, qui formaient un conseil mal assorti. Avant qu'ils n'aient pu parvenir à un accord, Ieyasu réussit à les amener dans un défilé si étroit que

toute manœuvre y devenait difficile. Comme Hideyoshi avant lui, Ieyasu dut son succès à l'expérience qu'il avait en tant que chef unique à la tête de nombreux effectifs.

ARMES

Il n'existe aucun document précis concernant les armes des troupes qui se battirent à Sekigahara, mais on peut s'en faire une idée générale d'après la composition des renforts envoyés à Ieyasu en octobre 1600 par Date Masamune. Sur un total de 3000 hommes, 420 étaient montés, portant certainement des épées, 1200 avaient des armes à feu, 850 des lances et 200 des arcs ; les armes portées par les 350 soldats restant ne sont pas précisées.

Un contingent semblable de 2000 hommes envoyé d'une autre région comprenait 270 cavaliers, 250 archers, 700 fantassins armés d'armes à feu et 550 de lances ; pour les autres, aucune précision n'est donnée. On voit donc que, vers 1600, les armes les plus importantes étaient les armes à feu, suivies des lances et des arcs. L'épée venait en dernier lieu.

Les armes à feu étaient appelées *teppô*, et étaient classées non pas par calibre mais selon le poids de la charge, qui variait entre une et quatre onces. Les canons de l'époque n'étaient pas efficaces. Leur charge ne dépassait pas deux ou trois livres, leur portée était faible, et ils étaient peu sûrs. Après Sekigahara, des canons furent fournis par des marchands anglais et hollandais, et utilisés avec efficacité lors du siège du château d'Osaka.

La lance joua un rôle important dans la bataille de Sekigahara. D'ordinaire, les lances mesuraient un peu plus de trois mètres, certaines étant encore plus longues. La *naginata*, ou hallebarde, considérée comme démodée et encombrante, n'était guère employée.

Il y avait des archers à Sekigahara, mais assez peu nombreux. L'emploi le plus important de l'arc était le tir de précision, et on le jugeait particulièrement utile durant les sièges. Les guerriers du Satsuma étaient plutôt vieux jeu, et Shimazu Toyohisa était armé d'un arc à Sekigahara.

Quant à l'épée, la plupart des soldats en portaient une, ou même deux (une longue et une courte), en plus de leur arme principale, qu'il s'agît d'un mousquet, d'une lance ou d'un arc, et qu'ils soient à cheval ou à pied.

APPENDICE VII

Fiefs et revenus

FIEFS ET REVENUS SOUS HIDEYOSHI, 1598

En 1598, il y avait au total 204 fiefs, dont le revenu global s'élevait à 18723200 *koku*. Les domaines de moins de 10000 *koku* ne sont pas compris dans ce chiffre. Certaines propriétés (les *azukarichi*) échappaient à la tenure féodale, mais il n'existe pas à leur propos d'informations précises. La liste suivante donne les noms et les revenus en *koku* des principaux barons :

Tokugawa Ieyasu

Môri Terumoto

Uesugi Kagekatsu

Maeda Toshiie

Date Masamune

Ukita Hideie

Shimazu Tadatsune

Satake Yoshinobu

Kobayakawa Hideaki

Nabeshima Naoshige

Hori Hideharu

Katô Kiyomasa

Mogami Yoshimitsu

Chôsokabe Morichika

Asano Nagamasa

Maeda Toshimasa

Mashida Nagamori

Fukushima Masanori

Miyabe Nagayasu

Konishi Yukinaga

Ishida Mitsunari

Akita Sanehide

Gamô Hideyuki
Kuroda Nagamasa
Hachisuka Iemasa
Nagaoka Tadaoki
Ikeda Terumasa
Ikoma Chikayo
Nakamura Kazuuji
Oda Hidenobu
Tachibana Muneshige
Môri Hidekane
Môri Tadamasa
Tamba Nagashige
Horio Yoshiaki
Yüki Hideyasu 2557000
1205000
1200000
835000
580000
574000
555000
545700
522500
357000
300000
250000
240000
222000
218000
215000

200000

200000

200000

200000

194000

190000

180000

180000

177000

170000

152000

150000

145000

135000

132000

130000

127000

125000

120000

101000

Il y avait 5 fiefs d'un revenu de 100000 *koku* ; 3 de 90000 ; 4 de 80000 ; 3 de 70000 ; 12 de 60000 ; 9 de 50000 ; 7 de 40000 ; 20 de 30000 ; 37 de 20000 ; et 68 de 10000.

FIEFS ET REVENUS SOUS IEYASU

Après Sekigahara, Ieyasu confisqua les fiefs de ses principaux ennemis et réduisit ceux des familles qui lui avaient déplu en lui donnant peu ou pas d'aide, ou que, comme les Uesugi, il eût été imprudent de traiter trop durement. La liste suivante montre les principaux membres de chaque catégorie :

Fiefs confisqués : Il y eut 90 fiefs confisqués, qui représentaient un revenu total de 4307000 *koku* \ parmi eux, 78 valaient moins de 100000 *koku*, et représentaient un revenu global de 1 880000 *koku*. Ceux qui valaient 100000 *koku* ou davantage sont les suivants :

Réduction

Mōri	de 1 205 000	à 369 000	836 000
Uesugi	de 1 200 000	à 300 000	900 000
Satake	de 545 700	à 205 800	339 900
Akita	de 190 000	à 50 000	140 000
		924 800	2 215 900

REDISTRIBUTION DES FIEFS SOUS IEYASU

Le total (en *koku*) disponible pour la redistribution était de 6 522 900 : 4 307 000 provenant des confiscations et 2 215 900 des réductions. Sur les 204 fiefs du temps de Hideyoshi, Ieyasu en laissa 69 intacts, en réduisit 4, et redistribua les autres en 115 fiefs dont il récompensa les familles qui l'avaient aidé.

Fiefs inchangés (de plus de 100 000 *koku*) :

Shimazu	605 000
Nabeshima	357 000
Hori Hideharu	300 000
Mōri Tadamasu	120 000
Nambu Toshinao	100 000
Honda Tadakatsu	100 000
Sakakibara Yasumasa	100 000
	1 682 000
62 fiefs de moins de 100 000 *koku*	1 747 000
Total (69 fiefs)	3 429 000

Fiefs augmentés :

Détenteur du fief	*Augmentation*	*Valeur totale en koku*
Maeda Toshinaga	360 000	1 195 000
Yūki Hideyasu	650 000	751 000
Date Masamune	25 000	605 000
Gamō Hideyuki	420 000	600 000
Kobayakawa Hideaki	51 000	574 000
Mogami Yoshimitsu	330 000	570 000
Kuroda Nagamasa	34[illegible] 000	523 000
Matsudaira Tadayoshi	420 000	520 000
Ikeda Terumasa	368 000	520 000
Katō Kiyomasa	270 000	520 000
Fukushima Masanori	298 000	498 000

Ukita Hideie 574000
Chôsokabe Morichika 222000
Maeda Toshimasa 215000
Mashida Nagamori 200000
Miyabe Nagayasu 200000
Konishi Yukinaga 200000
Ishida Mitsunari 194000

Oda Hidenobu 135000
Tachibana Muneshige 132000
Môri Hidekane 130000
Tamba Nagashige 125000
Iwashiro Sadataka 100000

Fiefs réduits : Quatre fiefs furent réduits, passant de 3 140700 à 924800 *koku :*

Asano Yukinaga	178 000	395 000
Nagaoka Tadaoki	139 000	369 000
Tanaka Yoshimasa	225 000	325 000
Horio Tadauji	70 000	240 000
Tōdō Takatora	120 000	203 000
Yamanouchi Kazutoyo	134 000	202 000
Katō Kamei	100 000	200 000
Hachisuka Iemasa	10 000	187 000
Ii Naomasa	60 000	180 000
Nakamura Kazutada	30 000	175 000
Ikoma Kazumasa	23 000	173 000
Takeda Nobuyoshi	110 000	150 000
Kyōgoku Takatomo	23 000	123 000
Terazawa Hirotaka	40 000	120 000
Satomi Yoshiyasu	30 000	120 000
Sanada Nobuyuki	88 000	115 000
Okudaira Nobumasa	20 000	100 000
Torii Tadamasa	60 000	100 000
Okudaira Iemasa (nouveau fief)	100 000	100 000
	Total	10 453 000
85 fiefs de moins de 100 000 *koku*		1 746 000
Valeur totale des 115 fiefs		12 199 000

Nombre total de fiefs au Japon en 1602 : Il y avait 188 fiefs d’une valeur globale de 16552000 *koku,* plus les domaines de Ieyasu (qui représentaient en 1598 une valeur totale de 2557000 *koku),* portant la valeur totale des domaines de plus de 10000 *koku* à 19109000. Mais ces chiffres ne comprennent pas les propriétés de la famille impériale ni des établissements religieux.

APPENDICE VIII

Principales grandes routes du Japon

Les principales grandes routes du Japon médiéval étaient la Tôkaidô, la Sanyôdô, la Nakasendô et la Kôshû-kaidô.

De Kyoto, la Tôkaidô allait à Otsu, Yokkaichi, Kuwana, Narumi, Okazaki et Hama-matsu, puis suivait la ligne côtière des provinces de Mikawa, Tötömi, Suruga et Sagami, passant par Fuchü, Ejiri, Hakone, Odawara, Totsuka, Yoshida (à 12 kilomètres à l’ouest de Kamakura),

Kamagawa et Edo. Sa longueur totale était de 127 ri, soit approximativement 500 kilomètres.

La Sanyôdô allait de Kyoto à Fushimi, Yodo et Yamazaki, puis par Hyögo le long du rivage de la mer Intérieure à Hagi, près du détroit de Shimonoseki (Akamagaseki). Sa longueur totale était de 145 ri, soit environ 560 kilomètres. Le nom de Sanyo indique que la route se trouve sur le versant ensoleillé (« yô »), c'est-à-dire au sud, de la chaîne de montagnes centrale. Moins importante, la Sanindô, elle, passe du côté ombreux (« in »), soit au nord des montagnes.

La Nakasendô, ou route de montagne centrale, suivait la même ligne que la Tôkaidô de Kyoto à Kusatsu, puis passait par Sekigahara et Tarui pour traverser le Mino et le Shinano par Shimosuwa, Kutsukake et Karuizawa. Elle s'en allait ensuite vers le sud-est, passant par les provinces de Kôzuke et de Musashi (et les villes de Kumagai, Konosu, Okegawa et Koshigaya) pour se terminer à Edo. De Kyoto à Edo, elle couvrait une distance totale de 135 ri, soit quelque 530 kilomètres.

La Kôshû-kaidô quittait Edo pour aller vers l'ouest, Fuchü et Hachiôji, traverser la chaîne de montagnes, Komagatake et Yatsugatake, et se terminer au lac Suwa, dans le Shinano. Arrivé là, le voyageur pouvait soit prendre au sud et suivre le cours du Kiso-gawa, soit aller vers le nord et gagner l'Echigo par Nagano. Köshü est le nom d'une région qui comprend la province de Kai. La route traversait une contrée montagneuse, passant fréquemment à haute altitude. Elle comptait environ 120 kilomètres entre Edo et Kôfu, et 70 entre Kôfu et Suwa.

APPENDICE IX Le village et la famille

La famille paysanne à l'époque d'Edo était de différents types, mais sous l'angle légal l'unité de base était la famille du *hon-byakushô.* Sa famille était assez nombreuse, surtout à la fin de la période, comprenant des parents directs et collatéraux ainsi que des personnes qui ne lui étaient rattachées par aucun lien de sang. Ainsi composée de plusieurs familles, la maisonnée comprenait facilement une vingtaine de membres, sans compter les jeunes enfants.

C'était ces familles qui cultivaient le sol, moissonnaient et payaient les impôts. La maisonnée comprenait donc des personnes qui n'étaient pas des parents du sang mais, en fait, des domestiques. Il s'agissait des *nago,*

kamado, hikan et autres variantes locales de ces termes, compris sous le nom générique de *genin* (subalternes). Mais ce n’était pas de simples serviteurs, car ils étaient considérés comme membres de la famille. Avec tous les autres, ils formaient une vaste famille vivant sous les ordres du chef de la maison, qu’on pourrait qualifier de patriarche.

Tandis que la famille du *honbyakushô* croissait en nombre, ou que ses terres s’agrandissaient, il devenait nécessaire, ou du moins souhaitable, de réduire la famille principale *(honke) en* la divisant en branches, auxquelles on donnait des terres et qui pouvaient former de nouveaux rameaux familiaux *(bunkej* indépendants. Cependant, le rameau familial n’était pas toujours en mesure d’assumer son indépendance, et certains de ses membres devaient trouver un emploi à l’extérieur comme travailleurs à la journée. Selon son importance, la famille principale pouvait compter un ou plusieurs rameaux, et plusieurs rameaux autour d’un noyau formé par la famille principale constituaient un groupe ayant le caractère d’une famille étendue.

Non seulement la famille principale et ses rameaux subsistaient conjointement, mais il fallait encore qu’il y ait entre eux une relation réelle et non pas de pure forme. Il fallait que cette relation soit étroite, car un effort commun était indispensable pour cultiver les terres qu’ils possédaient, terres qui dépendaient d’un usage commun de l’eau d’irrigation et du travail de tous au moment de la plantation et de la récolte. Tout en étant chef d’un groupe composé des rameaux familiaux placés sous son autorité, le *honbyakushô* devait en outre être en contact étroit avec d’autres de ses pairs. Les paysans ne pouvaient exister indépendamment, et ce sont les relations diverses entre les familles paysannes qui les amenaient à former une association permanente : le village.

L’envergure du village augmenta, et des changements eurent lieu dans la nature de leur association, jusqu’à ce que les daimyô auxquels ils étaient soumis constituent un système de villages et fixent leurs limites. A l’intérieur de ces limites, les *hon-byakushô étaient* les membres légalement reconnus du village. Dans la pratique, les membres d’un village formaient souvent des associations avec les membres d’autres villages, créant ainsi une communauté d’intérêts qui couvrait une vaste région.

Après la période de Genroku, il se produisit des changements dans le caractère des paysans et de leurs villages. Certains des produits qu’ils cultivaient étaient désormais des articles de commerce (soit sous leur forme

naturelle soit comme produits artisanaux), qu'ils pouvaient vendre avec profit. Il fallait donc gérer la terre différemment. Les rameaux familiaux n'avaient que de petits lopins, mais les gains qu'ils pouvaient tirer de cette forme d'artisanat étaient considérables, et ils avaient ainsi tendance à se désolidariser de la maison principale. En outre, même sans la terre qu'ils avaient à cultiver, ses membres pouvaient gagner leur vie en travaillant à la journée. Ainsi se développa une classe de paysans sans terres. Dans ces conditions, le groupe que constituaient la famille principale et ses rameaux tendit à se scinder en deux – les gros paysans d'une part et les petits de l'autre –, et les liens entre deux maisons principales se relâchèrent avec le temps.

A l'intérieur de la famille composée de personnes que des liens de sang rattachaient ou non à son chef se créait une hiérarchie selon l'âge et le sexe. Il existait aussi, c'est vrai, une hiérarchie selon les liens du sang, mais elle ne l'emportait pas sur les autres. La hiérarchie au sein de la famille était toujours une expression de la relation parents-enfants (tout comme, en fait, la relation entre famille principale et rameau familial). Tout cela était coutumier et traditionnel plutôt que légal.

Ce qui suit est la version très abrégée d'un rapport officiel sur les paysans, leurs familles et leurs biens, fait à Haraguchimura, un village du Higo, en l'an 1633 (in *Dai nihon kinsei shiryō i*). La première rubrique concerne le chef, ou *shōya.*

Propriétaire : Magoemon — Revenu estimé : 50,35 *koku*

Famille (18 membres en tout)

Shōya (Magoemon)	Deux *nago* (Zenbei et Heizaemon)
1 femme	2 femmes
2 fils	1 père
2 filles	1 (illisible)
1 femme de fils	1 nourrice
1 servante	1 fille
1 serviteur	1 fils

Bétail : 2 bœufs, 3 chevaux

15 bâtiments (mesurés en ken — 1 ken = 1,8 mètre)

2 × 6 logement	2 × 4 magasin
2 × 5 kamaya (cuisine)	2 × 5 entrepôt
2 × 4 enfants	2 × 4 logement pour nago (2)
1 1/2 × 4 sanctuaire	1 1/2 × 3 kamaya (2)
2 × 4 écurie	1 1/2 × 3 écuries (2)
2 × 4 logement	1 1/2 × 3 kariya ? (logement)

Viennent ensuite des rubriques similaires concernant les autres familles du village, à commencer par celle du fils aîné du *shōya.* Enfin, les signataires résument le rapport comme suit :

Revenu total	714,4 *koku*
Nombre total de personnes	209 (120 hommes, 89 femmes)

Classification des hommes du village

Shōya (chefs)	2
Kimoiri (agent)	1
Parents et grands-parents de propriétaires	19
Garçons de moins de 15 ans	27
Garçons de plus de 15 ans	11
Hyakushō (paysans)	22
Nago	29
Genin	6
Sakugo (domestiques)	3
Total des hommes	120

Chevaux : 44 — Bœufs : 22

Bâtiments (y compris les entrepôts et écuries) : 178

Ce village comptait en tout vingt-cinq familles de *hon-byakushō.* Il s'agit là d'une dimension moyenne. Takehazamamachi (appelé machi, ou ville, plutôt que village parce qu'il se trouvait sur une route principale) était un groupe plus important de la même région. Sa composition était la suivante :

Population totale	
Femmes	242
Hommes	287
	529
Bétail	
Bœufs	62
Chevaux	105

Les adultes hommes étaient :

Shôya 2

Hyakushô 47

Nago 67

Genin 63

L’ensemble comprenait 49 exploitations, dont le revenu estimé allait de S à 34 *koku*. Le revenu estimé total était de l’ordre de 1000 *koku*.

POSTFACE

Le livre refermé, il reste une impression ineffaçable : celle d'un style et, à travers le style, la présence d'un homme au ton inimitable.

Les grands spécialistes de la culture et de la littérature japonaises qu'étaient Ivan Morris et Donald Keene admiraient la délicatesse de touche de cette *Histoire du Japon*, une délicatesse qui traduisait en fait une vision précise de l'histoire, celle d'une marche de l'humanité : comme un cortège, disait Sir George, avec étendards et modestes fanions, et qui, finalement ne saurait trop où il va. L'historien qu'il était en rendait compte et refusait de chercher un sens là où il n'en voyait aucun.

Son texte, résolument événementiel, s'inscrit dans une tradition d'écriture narrative, linéaire que l'historiographie moderne a enrichie, depuis de points de vue thématiques ; c'est l'ossature de l'histoire telle qu'on l'apprenait à l'école dans les manuels d'autrefois.

Elle permet de mieux apprécier, par comparaison, combien les dépouillements d'archives, l'archéologie, la linguistique, l'anthropologie ont apporté depuis trente ans de jalons et d'éclairages précieux sur l'évolution du Japon ancien.

Sansom, lui, fort de sa parfaite maîtrise de la langue japonaise (cf. son *Historical Grammar of Japanese*, Oxford, The Clarendon Press, 1928), nous aide à suivre le fil du temps ; il raconte, il transcrit un récit orale, sans craindre jamais de se répéter, de revenir en arrière ni de se perdre dans les détails, selon les détours d'un style qui se veut à la fois familier et parfois légèrement piquant : c'est celui même de la conversation, de celle que l'on tient, en toute connivence, dans un petit cercle d'amis qui partagent joies et soucis de la vie diplomatique transcendés, au-delà des apparences, par une passion, une connaissance, un goût profond du sujet traité.

Pendant trente ans, cette *Histoire* forma le bagage de base, la référence initiale de tout étudiant « japonologue », à l'époque où ceux-ci étaient encore relativement peu nombreux, ce qui explique sans doute au passage l'écho plutôt faible – selon nos habitudes d'aujourd'hui – donné par les revues historiques savantes à cet ouvrage qui reste, contre vents et marées, un monument.

Monument par son volume – près de mille pages imprimées en petits caractères dans la présente édition –, mais aussi par la période embrassée, des origines du Japon à 1868, et par la masse des sources japonaises puisées aux meilleures éditions de documents disponibles à l'époque : en somme, une œuvre à mi-chemin entre Michelet et Lavisse, et dont l'auteur a pratiqué suffisamment le métier de diplomate pour bien connaître le poids – relatif peut-être mais contraignant – des institutions et des hommes.

Car telle se présente l'histoire du Japon sous la plume de Sir George : une histoire d'hommes, avec des personnages qui l'ont visiblement fasciné, comme l'empereur Go-Daigo qui voulut à la fois régner et gouverner, conjuguant deux notions traditionnellement antinomiques en Extrême-Orient. Sansom suit avec une jubilation évidente, même si – par souci de ne pas « faire brillant » – il ne la traduit pas toujours dans le style, les pérégrinations armées du héros, des vallées profondes du Yoshino aux eaux bleues de la mer Intérieure. Sansom développe aussi avec le plus grand soin l'histoire des « dictateurs » (Oda Nobunaga, Toyotomi Hideyoshi, Tokugawa Ieyasu) qui ont bâti, au XVIe siècle, le Japon moderne. Sansom aime ce xvie siècle qu'il voit, en bon Occidental, comme celui d'une universelle Renaissance, celui, aussi, où les deux extrémités de l'Eurasie entrèrent en contact, celui enfin de son *Western World and Japan,* paru peu après la dernière guerre, en 1950 et qui racontait, justement, ces premières rencontres faites de stupéfaction, d'intérêt réciproque et, l'heure venue, de terribles affrontements. Les pages que Sansom consacre à Hideyoshi et au xvie siècle en général restent intéressantes : des travaux récents, aussi fouillés que ceux de John W. Hall, de Mary Elisabeth Berry ou, pour se référer à de vastes synthèses, d'Edwin O. Reischauer, ne pourraient apparaître dans toute leur richesse à qui n'aurait d'abord, patiemment, dévidé l'énorme écheveau de faits et de remarques psychologiques dont l'historien-diplomate a rempli ses pages.

Car dans cette longue chronique du Japon d'autrefois Sansom prend son temps, et beaucoup de plaisir, à s'attarder, à cheminer lentement de règne en règne. Il a dépassé l'âge des survols brillants et pénétrants comme le fut, avant la guerre, sa *Short Cultural History* parue au Japon dès 1932 (édition révisée : New York, 1944).

L'Histoire du Japon est une œuvre d'au-delà de la maturité, en fait, de vieillesse, longuement concoctée dans le train studieux d'une vie apaisée :

le Foreign Office et la Rockefeller Foundation lui assuraient, à Stanford, alors que la retraite l'avait dégagé de ses obligations, le cadre propice à l'étude : un calme qui dura neuf ans. Il termina son texte, dont le premier volume parut en 1958, quatre mois avant son 80e anniversaire et moins de deux ans avant sa mort, survenue en 1965. Comme l'écrit son épouse, dans le volume de souvenirs qu'elle lui consacra en 1972[276], seule la volonté héroïque d'achever l'œuvre commencée le maintint en vie, alors même que son corps – et non son esprit – s'affaiblissait aux limites du supportable. Mais il eut le temps de recevoir une lettre (janvier 1964) du général Mac Arthur lui exprimant toute sa gratitude pour ses « travaux historiques sur le Japon, de loin les plus précis et les plus brillants que l'on ait jamais consacrés à cette nation ».

Ainsi le jeune vice-consul (né en 1883) que le roi George V envoyait à Hakodate en janvier 1914, avant de le rappeler d'urgence pour cause de « Grande Guerre » et d'en faire (1915) un agent de renseignement sur le sol français, menait sa mission à son terme. De même que, jadis, les jésuites missionnaires avaient révélé à l'Europe pensante – à Montaigne par exemple – la grandeur de l'Empire chinois, Sansom venait de faire entrer définitivement le Japon dans la conscience historique européenne du xx« siècle.

Danielle Elisseeff

BIBLIOGRAPHIE

Des origines à 1334

Pour les Occidentaux, les classiques des grands historiens japonais sont indispensables. Parmi ceux-ci, je me suis essentiellement fondé sur le *Kokushi no kenkyü* de Kuroita et le *Sögö Nihonshi kenkyü* de Kurita. Outre ces ouvrages modernes, l'étudiant étranger devrait, je crois, connaître le *Kokushi Yoron* d'Arai Hakuseki (1657-1725), où se trouvent exposées les vues de l'un des plus grands érudits du Japon (lui-même spécialiste de l'administration féodale) sur les questions cruciales de l'histoire de son pays, et notamment le conflit entre la Couronne et le bakufu.

Parmi les ouvrages généraux publiés ces dernières années, les différents volumes du *Sögö Nihonshi taikei* seront des plus utiles, en particulier pour leurs références aux sources. D'autres séries peuvent également être

consultées avec profit, par exemple les volumes du *Sekai rekishi taikei* concernant le Japon.

Concernant certains aspects et époques de l'histoire du Japon, j'ai trouvé particulièrement utiles les ouvrages suivants :

Tsuda Sökichi, *Nihon jôdaishi no kenkyü*

Ikeuchi Hiroshi, *Nihon jôdaishi no ichi-kenkyû*

Watsuji Tetsurô, *Nihon rinri shisô-shi*

Muraoka Maretsugu, *Nihon shisôshi no kenkyü*

Ils traitent principalement de l'histoire ancienne. Pour l'histoire plus récente, les ouvrages suivants sont importants :

Nara-Heian jidai (in « Shin Nihon rekishi », 1953). Recueil d'essais.

Endo et Watanabe, *Nihon chûseishi.* Un précis admirable sur le Moyen Age.

Akiyama Kenzô, *Nihon chûseishi.* Un classique.

Ito Tasaburô, *Nihon hôkenseidoshi.* Excellent.

Ryû Susumu, *Kamakura Bakufu no seiji.* Fait autorité sur le gouvernement féodal.

Maki Kenji, *Nihon hôseishi gairon.* Une introduction à l'histoire juridique.

Omori Kingorô, *Buke jidai no kenkyü.* Une étude classique du développement de la classe guerrière, largement documentée. 3 vol.

Joüon des Longrais, *Age de Kamakura. Sources ; archives.* Précieux pour l'étude des institutions féodales ; auxiliaire utile pour la lecture des documents.

Reischauer et Yanagiwa, *Translations from Early Japanese Literature.* Contient de nombreux documents intéressants et bien des notes utiles.

Ikeuchi Hiroshi, *Genkô no shinkenkyû.* Récit le plus complet et le plus sérieux des invasions mongoles.

SOURCES

En plus des anciennes chroniques *(Kojiki* et *Nihongi),* des belles-lettres classiques *(Genji monogatari, Makura no sôshi,* etc.) et des chroniques

guerrières romanesques (comme le *Heike monogatari),* qui sont essentielles mais doivent être employées avec prudence, les documents suivants ont été à la base de la préparation de ce volume :

Shoku Nihongi. Édits du XVIIIe siècle.

Nara ibun. Recueil de documents de Nara (éd. Takeuchi Rizô). *Heian ibun.* Recueil de documents de Heian (éd. Takeuchi Rizô).

HISTOIRE JURIDIQUE

Concernant le projet, la rédaction et le texte du *Jöei shikimoku,* cf. section Buke du *Gunsho Ruijû.* On trouvera les suppléments au code de Jöei dans *Shimpen Tsuika,* in *Zokugunshoruijû.*

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

La meilleure étude se trouve dans le *Nihon jinköshi,* de Honjo Eijorö, mais pour la période médiévale et avant, les chiffres avancés sont de pures conjectures. L'estimation la plus probable est celle qu'on attribue à Nichiren, qui fixe le total à 4589659 personnes et ajoute qu'elles iront toutes en enfer si elles ne suivent pas son enseignement. Pour la fin du XIIIe siècle, le chiffre de cinq millions n'est probablement pas très loin de la réalité.

JOURNAUX INTIMES

Le plus important est le *Gyokuyô,* journal du régent Kujô Kanezane.

Le journal connu sous le titre de *Kichiki* ou *Kikki* est l'œuvre d'un confrère de Kanezane, Fujiwara Tsunefusa (1143-1200). Il couvre l'ascension et la chute des Taira et la première période du bakufu. Sur certains points, il complète le journal de Kanezane.

Le célèbre *Meigetsuki,* intermittent de 1180 à 1236, est une source importante de l'histoire médiévale. Sa valeur est partiellement due à l'intimité du poète Teika avec les familles Kujô et Saionji. Teika était le maître du jeune shôgun Sanetomo, et il savait ce qui se passait à Kamakura. C'était un bon observateur, doué de pénétration en matière politique autant que poétique. Il fournit une bonne description des derniers jours des Taira et des cinquante premières années du bakufu.

L'*Entairyaku,* journal de Tôin Kinkata (1291-1360), ministre d'État sous Go-Daigo, débute en 1311 mais ne présente guère d'intérêt pour les années

précédant 1334, où Go-Daigo était à Yoshino.

Parmi les journaux impériaux (*Shinki*), le plus important est celui de l'empereur Hanazono. Il fournit maints renseignements sur la vie de la cour et les événements de la capitale alors qu'il occupait le trône comme après son abdication. Ce qu'il en reste couvre les années 1310 à 1332. Il n'est pas d'une lecture facile, mais c'est un document d'un très grand intérêt humain en même temps qu'une précieuse source pour l'histoire politique et religieuse. Il est de l'envergure et de l'importance du *Kambun gyôki,* journal que tint l'empereur Sukö entre 1416 et 1448.

CHRONIQUES ET COMPILATIONS HISTORIQUES

La chronique de loin la plus importante est *l'Azuma kagami,* qui constitue la source la plus complète pour l'histoire de l'évolution du féodalisme au Japon. La première partie a été compilée vers 1270, essentiellement sur la base de journaux et de registres tenus par des nobles du régime de Heian. La deuxième partie se fonde sur les registres officiels du gouvernement de Kamakura. Il constitue un document inestimable pour l'étude du développement social et économique, et, utilisé avec prudence, c'est

un guide utile pour la compréhension de l'éthique des guerriers. Il témoigne d'une certaine prévention en faveur de la famille Hôjô.

J'ai eu l'avantage de lire une excellente dissertation du docteur Minoru Shinoda, intitulée « The Founding of the Kamakura Shogunate, 1180-1185 », achevée à l'université de Columbia en 1957. Elle est essentiellement basée sur *YAzuma kagami.*

L'Eiga monogatari est l'histoire romancée de la grandeur de Michinaga. Il couvre l'essentiel du xie siècle, durant lequel il a été écrit pour la plus grande partie, quoique certaines versions renferment des adjonctions plus tardives. Il constitue une précieuse description de la société de cour à l'époque des dictateurs Fujiwara.

L'*Okagami* raconte l'ascension des Fujiwara entre 850 et 1025, apogée du pouvoir de Michinaga. Il se montre plus critique que *YEiga monogatari,* et il s'intéresse aux intrigues politiques qui se déroulent en coulisse. Il a été écrit à la fin du xie siècle.

Le *Heike monogatari,* malgré ses exagérations et ses partis pris évidents, est indispensable à l'étude du Japon médiéval. Il existe des douzaines de versions de ce récit romanesque. Le contenu même semble indiquer que la première a été écrite entre 1190 et 1221.

Le *Gukanshô* est l'un des plus grands ouvrages historiques du Japon. Il relate l'histoire nationale de ses débuts à l'époque de Jökyü. C'est le premier essai d'interprétation en même temps que de narration du cours des événements. Sa vision du monde est influencée par la conception pessimiste « mappô », et il traite de l'époque féodale comme d'une période de déclin. Il est attribué au moine Jien, qui (dit-il) tente « d'éclairer les gens qui trouvent difficiles à comprendre les vicissitudes de la vie ». Il semble qu'il ait été écrit vers 1220.

Le *Jinnö shötöki* est l'« histoire de la véritable généalogie des empereurs divins », par Kitabatake Chikafusa. Comparé au *Gukanshô,* c'est une œuvre optimiste, son auteur étant doué d'une grande énergie et d'une foi solide dans le shintoïsme.

Le *Hyakurenshô est* une œuvre de la fin de l'époque de Kamakura, écrite avant 1304. C'est un recueil de citations diverses basé sur la connaissance directe de l'auteur. Il couvre les années 967 à 1259 et traite essentiellement de la vie de la cour.

Le *Zokushi gushô* est une compilation du XVIIIe siècle de documents qui décrivent la situation qui était celle de Kyoto à la fin du Moyen Age. L'édition de Kokushi Taikei contient un index.

Le *Kojidan,* écrit dans un style étrange et mêlant la réalité et la fable, est l'œuvre de Minamoto Akikane, qui le composa peu avant 1215. Il fait de larges emprunts aux ouvrages précédents. Il contient des histoires surnaturelles, la légende bouddhique et des vies de grands hommes.

Le *Kôdanshô* est une œuvre similaire, dont une partie est de öe Masafusa. L'auteur du *Kojidan* en fait usage.

Cette liste est loin d'être exhaustive, mais elle contient les principaux ouvrages de base utilisé, à l'exception des écrits des chefs religieux comme Nichiren et Shinran, qui sont indispensables à la compréhension de la psychologie de masse au XIII« siècle.

1334-1615

Pour les Occidentaux, les classiques japonais sont indispensables. Les histoires générales que j'ai trouvées le plus utile sont les volumes 6 et 8 de la collection *Sôgô nihonshi taikei,* respectivement intitulés *Nambokuchô* et *Azuchi-Momoyama.* Tous deux sont détaillés et très précis. *Nihon no rekishi,* une collection plus récente, a été publié en douze volumes mensuels par le journal *Yomiuri* depuis février 1959. L'ensemble est assez populaire et dans un style un peu journalistique, mais les collaborateurs sont tous des historiens de bon niveau, et l'œuvre est précise quant aux faits et intéressante de par ses interprétations.

Quant aux ouvrages traitant de périodes ou de sujets particuliers, la masse des nouveaux écrits historiques du Japon d'aujourd'hui est écrasante, et il serait (utile de tenter d'en donner une liste sélective. Durant quelques années après 1945, de nombreux historiens ont fait preuve de tels préjugés idéologiques que j'ai préféré d'ordinaire m'en tenir aux anciens d'avant-guerre, parmi lesquels plusieurs sont d'une grande envergure. Plus récemment, l'historiographie japonaise est toutefois entrée dans une nouvelle phase. Les études historiques ont progressé à pas de géant, ainsi que le montrent les statistiques touchant les membres des sociétés d'histoire. La Société d'Histoire (Shigakukai) compte actuellement trois mille membres alors qu'elle n'en avait que trois cents il y a quelques années ; et le nombre des autres associations responsables de la promotion des recherches historiques a plus que décuplé.

Il y a à cette croissance rapide de multiples raisons. Parmi elles, la plus importante est sans doute la nouvelle liberté d'expression garantie par la Constitution de 1946. Durant la période de reconstruction, un intérêt croissant pour l'histoire sociale et économique a permis de réels progrès dans ces études et suscité une grande activité dans le rassemblement et l'examen des archives régionales et locales, ce qui a conduit dans de nombreux cas à une révision des opinions admises. Au cours de ces dernières années, l'abondante publication de documents nouveaux soigneusement édités a été d'un grand prix pour les historiens.

Il est clair qu'un historien occidental qui tente de retracer pour les lecteurs occidentaux le cours de l'histoire japonaise sur une période de plusieurs siècles ne peut se baser sur les résumés de multiples études par des spécialistes japonais. Il doit évidemment connaître leur travail, mais s'il veut que son propre récit ait tant soit peu de style et d'unité, il lui faut

prendre garde à ne pas en faire une mosaïque informe de faits et d’opinions tirés d’ouvrages historiques d’autres auteurs. Dans ce but, comme par nécessité de limiter mon effort, je m’en suis essentiellement tenu aux ouvrages traitant de sujets particuliers dont la liste suit les sources primaires.

SOURCES PRIMAIRES

Collections : Parmi la collection de documents actuellement publiés par l’Institut historiographique *(Shiryô hensanjo)* de l’université de Tökyö sous le titre *Dai Nihon shiryô,* les sections qui concernent la période dont traite le présent ouvrage sont les suivantes :

Section VI : les volumes 1-32 sont achevés et couvrent les années 1333-1370. Section VII : traite de la guerre d’Onin, 1467-1477.

Section VIII : les volumes 2-21 sont achevés et couvrent les années 1479-1488. Section IX : les volumes 1-13 sont achevés et couvrent la période 1508-1521. Section X : les volumes 1-9 sont achevés et couvrent la période 1568-1572. Section XI : une fois achevée, couvrira la période 1582-1603.

Section XII : le volume 1 traite des débuts du bakufu Tokugawa. Les périodes 1488-1508 et 1522-1557 ne sont pas encore traitées.

Ceux qui ne connaissent pas ces excellentes compilations verront qu’il s’agit d’extraits de documents historiques de base présentés jour par jour. L’emploi en sera facilité grâce à une étude générale des sources historiques intitulée *Shiryô sôran*, qui relate les événements jour par jour et sert d’index aux documents présentés dans le *Dai Nihon shiryô.* Ainsi, grâce à ces deux guides, on pourra par exemple suivre l’évolution quotidienne de la guerre d’Onin et les changements survenus dans la scène politique contemporaine.

Pour les textes historiques classiques (dont certaines sources très secondaires), la collection intitulée *Shiseki shûran* est très utile, et parfois plus pratique que le monumental *Gunshô ruijû.*

Les trois volumes du *Kokushi shiryöshü,* qui donne par ordre chronologique des extraits touchant les événements quotidiens, constituent un guide pratique pour les passages clés des documents de base. Le volume 3 (466 p.) comprend les périodes Sen-goku et Azuchi-Momoyama. Il a été publié durant la guerre, et le papier comme l’impression sont de piètre

qualité ; mais il n’en reste pas moins commode et permet de s’épargner des recherches dans les grandes collections.

Parallèlement au *Dai Nihon shiryô,* il faut citer le *Dai Nihon komonjo,* dont la section intitulée « Iewake » est consacrée aux histoires des familles, classées en fonction des familles dont les archives sont employées. Cette collection est particulièrement utile pour l’étude de l’époque Sengoku, où toutes les grandes familles et de nombreuses petites se battent pour le pouvoir. Elle traite des nobles de cour et des institutions religieuses aussi bien que des maisons guerrières.

En dehors de ces grandes collections, des ouvrages séparés traitant de l’histoire régionale, provinciale et locale paraissent aujourd’hui en grand nombre. Je n’en ai consulté aucun directement, mais les spécialistes actuels de l’histoire sociale et économique y recourent et les citent volontiers.

Ouvrages isolés :

a) Nambokuchô (1331-1392)

Pour la période allant de l’accession de Go-Daigo (1318) au règne de Go-Murakami (1367), le classique par excellence est le *Taiheiki.* Il présente le point de vue loyaliste, mais comparé au *Heike monogatari,* c’est une œuvre impartiale et parfois même critique, traitant le cas des deux parties dans la lutte dynastique. Son auteur est inconnu, mais son attitude générale est tout à fait claire. Le *Nan-Taiheiki,* écrit vers la même époque par Imagawa Sadayo (Ryôshun), s’en prend à sa partialité et le déclare plein d’erreurs, surtout à propos des exploits de la famille Imagawa.

L’édition la plus utile du *Taiheiki* est le *Sankô taiheiki,* qui réunit plusieurs versions.

Le *Baishôron,* ouvrage anonyme écrit vers 1349, s’intéresse principalement à Ashikaga Takauji et traite de la montée du gouvernement des guerriers jusqu’à la mort de Nitta Yoshisada à Kanagasaki, en 1338. C’est une œuvre importante, qu’il faut lire parallèlement au *Taiheiki.*

Il vaut en outre la peine de consulter le *Hôryaku kanki,* d’un auteur inconnu qui a manifestement joué un rôle dans le conflit entre les deux cours. Il est écrit dans le style des romans militaires, mais c’est une œuvre critique qui contient bien des renseignements utiles sur la société militaire. Il commence avec la révolte de Hôgen, en 1156, et s’achève avec la mort de

Go-Daigo, en 1339. Arai Hakuseki le juge partial, mais lui-même n'était pas très sûr de ses opinions.

Le *Jinnô shôtôki* est précieux quant à la vision de Chikafusa sur les événements auxquels il prit part. L'authenticité de ses lettres à Yûki Chikatomo a été mise en doute, mais aujourd'hui on les croit authentiques.

Le *Kusunoki chûmonki* est un compte rendu intéressant de l'ordre de bataille de Kusunoki avant sa retraite à Chihaya. In *Gunsho ruijû,* ZZ3.

Le *Kaei sandaiki* est une chronique de l'époque des trois premiers shôgun Ashikaga. In *Gunshô ruijû* (« Zatsubu »), vol. 12.

L'*Entairyaku* est le journal de Tôin Kinkata durant les années 1311-1354. C'est une précieuse source, qui donne d'intéressants détails sur les années 1334 et suivantes. En quatre volumes, publiés par Taiyôsha.

Le *Hanazono tennô shinki* est le journal de l'empereur Hanazono et couvre la période 1310-1332. In *Shiryô taikei,* deux volumes. Le volume 2 contient en outre des fragments du journal de l'empereur Fushimi, de 1287 à 1311.

Le *Kemmu nenkanki* contient les célèbres pamphlets intitulés « Nijôkawara-raku-gaki », qui se moquent de la vie à Kyoto en 1334.

Le *Chinyôki* traite de la question dynastique. In *Gunsho ruijû* ; voir aussi une étude de cette œuvre in *Rekishi to chiri,* vol. 31, n° 4.

h) Sengoku jidai (1392-1568)

Parmi les documents les plus intéressants de cette période figurent plusieurs journaux intimes, dont voici la liste :

Le *Kammon gyoki,* journal du prince Fushimi Sadashige (Go-Sukô In), 1416-1448. In suppléments 3 et 4 du *Zoku gunshô ruijû.*

Le *Manzai jugô nikki,* journal de l'abbé Manzai du Sambôin, conseiller des shôgun Yoshimitsu et Yoshinori, 1411-1435. In suppléments 1 et 2 du *Zoku gunshô ruijû.*

Le *Onryôken nichiroku,* journal tenu au Rokuon-In du Shôkokuji par un secrétaire directement nommé par le shôgun. Les parties de ce journal qui subsistent couvrent les années 1435-1466 et 1484-1493. (Il en existe une continuation intitulée *Rokuon nichiroku* pour les années 1552-1572.) Le secrétaire était en étroit rapport avec le shôgun. Il dirigeait les moines des

Cinq Monastères, et était dans le secret de la plupart des décisions du bakufu. Le journal fournit ainsi de très précieux renseignements en matière politique, économique et artistique. In vol. 133-137 du *Dai nihon bukk\ô zensho.*

L'ônin-ki, YOnin ryakki et *YOnin bekki* sont des relations de la guerre d'ônin tout à fait dignes de confiance, différant sur très peu de points, et probablement tirés du même original. Cf. *Gunshô ruijû,* section des batailles (« Kassenbu »).

Le *Daijô-In jisha zôjiki* est peut-être la source unique la plus importante pour l'histoire politique et économique des années 1450 à 1527. Il s'agit du journal de Jinson, abbé du Daijô-In du Kôfukuji de Nara, et d'autres chroniques du même genre tenues par certains fonctionnaires du monastère. Cette précieuse collection a été publiée par Sankyô Shoin entre 1931 et 1937.

Le *Shôdan jiyô* est un essai d'Ichijô Kanera sur les mesures à prendre pour restaurer l'ordre dans l'État après la guerre d'Onin. Écrit du point de vue d'un noble de cour. In *Gunshö ruijü* (« Zatsubu »).

Le *Myôbôjiki* est le journal d'un monastère de la province de Kai, donnant des renseignements concis mais intéressants sur les familles Takeda et Hôjô ainsi que sur l'économie rurale. Il contient le compte rendu d'une famine dans le Shinano en 1473. Cf. vol. 11 du *Zoku shiseki shûran.*

Le *Kûge nikkushû* est le journal du célèbre patriarche zen Gidô.

Le *Sanetaka-Kô ki* est le journal du prince Sanjônishi Sanetaka.

Le *Tokitsugu kyô ki* est une autre source d'informations sur la vie d'un noble de cour durant la période Sengoku. Yamashina Tokitsugu avait une haute charge à la cour et était responsable des finances de la famille impériale. Il lança des appels à l'aide aux plus grands barons du pays, et l'on dit qu'il persuada Nobunaga de faire réparer le Palais. Son journal couvre sa carrière de l'âge de vingt-sept à soixante-six ans (1576) et fournit de précieux renseignements sur les conditions dans la capitale et le Yamashiro, où se trouvaient ses domaines. Le texte est cité par Okuno Takahiro dans un ouvrage intitulé *Tokitsugu kyô ki*. Cf. *Dai nihon shiryô,* section X, vol. 6.

Le *Kanemi kyô ki* est le journal de Yoshida Kanemi, noble de cour occupant une fonction héréditaire dans la hiérarchie shintoïste, en étroit contact avec le Palais et l'entourage de Nobunaga. Il décrit le débat sectaire d'Azuchi et les conséquences du meurtre du Honnôji.

Les *Kahô* ou Lois domestiques. On trouvera celles de Hôjô Sôun, des Ouchi, des Takeda, des Chôsokabe et des Asakura in *Gunshö ruijü,* vol. 17. D'autres écrits familiaux figurent in *Dai Nihon komonjo,* « Iewake » ». Le *Kenshin kaki,* in *Zoku gunshö ruijü* (« Kassenbu ») et *YUyesugi kafu,* in *Shiseki shûran, bekki* donnent des renseignements intéressants sur le rôle joué dans la politique féodale par la famille Uesugi.

Les *Teikin ôrai,* manuels d'instruction sous forme de lettres, donnent des informations utiles sur la vie quotidienne, les arts, les professions, le commerce et les voyages. On en trouve des exemples in *Zoku gunshö ruijü,* vol. 13.

Le *Tamon-In nikki* est le journal du Kôfukuji. Il fournit des renseignements utiles sur la deuxième moitié du xve siècle et l'essentiel du xvie siècle. Les grands monastères de Nara avaient soin de se tenir au courant de ce qui se passait dans la capitale, et ils recevaient de fréquents rapports sur ce qui se passait en province par le biais de leurs domaines.

c) Azuchi-Momoyama (1555-1600)

Plusieurs des ouvrages mentionnés ci-dessus (b), comme les journaux de Kanemi et Tokitsugu, se poursuivent sur la période suivante, que couvrent les sections X et XI du *Dai Nihon shiryô.* Le *Tamon-In nikki* donne des détails utiles sur les relations de Nobunaga et de la cour impériale, le siège du Honganji (1576-1578), et les campagnes de Hideyoshi jusqu'en 1587. Le *Kanemi kyô ki* contient des notes intéressantes jusqu'en 1587, date du grand thé donné à Kitano par Hideyoshi. Le *Tokitsugu kyô ki* s'achève en 1576, mais le fils de Tokitsugu en a écrit une suite jusqu'en 1601. Comme on l'a vu, le *Rokuon nichiroku* est la continuation du journal d'Onryôken, et il contient de précieux renseignements sur la vie de la capitale entre 1552 et 1572.

Les biographies classiques de Nobunaga et de Hideyoshi sont le *Shinchô kôki* et le *Taikô ki,* tous deux dans le *Shiseki shûran,* et, contrairement aux biographies populaires, tout à fait dignes de confiance.

Le *Sôjin nikki* est le journal d'un riche marchand de Hakata, Kamiya Sôjin, fervent adepte de la cérémonie du thé. Il décrit un grand thé donné en 1587 au château d'Osaka et auquel il fut invité par Hideyoshi avec le célèbre Rikyù. Comme d'autres documents du genre, ce journal témoigne du changement de statut social des riches marchands d'alors. On y trouve également une relation du gigantesque thé donné à Kitano, que décrit aussi Yoshida Kanemi. Y est mentionnée la présence de Sôeki, Sôgyu et Sokyû, maîtres du thé qui se trouvaient chacun à la tête d'un groupe différent. Ces récits et bien d'autres figurent dans le *Chadö koten zenshü.*

La plupart de ces journaux expriment le point de vue de la capitale, mais pour ce qui est des tendances générales, les archives des grandes familles sont indispensables. La majeure partie d'entre elles peuvent aisément être consultées dans la section « Iewake » du *Dai Nihon komonjo.* Parmi les plus intéressantes, il faut citer celles des Môri, des Kobayakawa, des Kikkawa, des Uesugi, des Asano, des Hosokawa, des Yoshida et des Otomo. Celles des Môri, par exemple, contiennent une lettre de Hideyoshi racontant ses campagnes ; et parfois, le meilleur texte de tel édit ou loi de Hideyoshi se trouve dans les archives d'une grande famille à laquelle il est notifié. Ainsi, le texte de l'édit annonçant la chasse à l'épée figure dans les archives des Kobayakawa.

[1] Le Kinai est une région comprenant cinq provinces (Yamashiro, Yamato, Kawa-chi, Izumi et Settsu) qui entourent la capitale ancienne.

[2] Rappelons qu'en 1772 Gilpin écrivait à propos de la Région des lacs, en Angleterre : « Certes, la beauté est ici étalée au sein de l'horreur. » Au siècle précédent, avant que ne se développent les idées du romantique et du pittoresque, les voyageurs admiraient les paysages classiques mais étaient saisis d'effroi devant les Alpes.

[3] Sur le transfert de la notion de pureté du domaine magique à la sphère morale, et sur les origines de la notion de péché en général, voir les commentaires du professeur E. R. Dodds dans *The Greeks and the Irrational*, chap. II, passim (trad, française, *les Grecs et l'irrationnel*, Paris, Flammarion, 1977).

[4] Le bassin du Yamato se trouve au cœur du district de Kinki. Il couvre une petite région, de peut-être 32 km sur 16, dont le sol est une plaine

alluviale extrêmement fertile. C’est une vaste rizière, dont le rendement par unité est l’un des plus élevés de tout le Japon. En son centre se situe la ville de Nara.

Il s’agit de toute évidence d’un centre de population remontant à l’époque la plus reculée, ainsi qu’en témoignent le grand nombre de sites préhistoriques découverts dans l’ensemble du Yamato, et notamment les vestiges des habitations de chasseurs et de pêcheurs construites au pied des pentes qui bordent la plaine. L’égalité de cette dernière comme sa richesse en eau la rendaient particulièrement favorable à la culture du riz par irrigation, et l’on ne saurait s’étonner que le Yamato soit devenu le berceau de la civilisation japonaise. Il est intéressant de noter que le paysage actuel

5 Ce sont celles qu’on trouve dans le *Nihonshi jiten* (« Dictionnaire de l’histoire du Japon ») publié par l’université de Kyoto en 1954.

6 Cette information est tirée de *\’Histoire de la dynastie des Liu Song*, qui fut écrite vers 513 et couvre les années 420-479. On trouvera dans l’Appendice I la citation complète.

7 Le *garan* comprend tout ce qui fait partie du monastère. A Nara, il se composait d’ordinaire de sept bâtiments séparés : la pagode, l’oratoire, la salle de conférence, la bibliothèque, le campanile, le réfectoire et le dortoir.

8 Des dispositions particulières furent prises pour la défense côtière des régions stratégiques, notamment au Kyüshü. Des jeunes gens furent recrutés pour un service spécial d’une durée de trois ans, et il se révéla que ceux qui venaient des provinces orientales, ayant été élevés dans un environnement guerrier, faisaient aussi les meilleurs soldats. Les gardes côtiers dits Saki-mori (« gardiens du cap »), vivant loin de chez eux une vie solitaire, ont fait durant l’époque de Heian l’objet de nombreux poèmes nostalgiques. Le svstème fut modifié en 747, où l’on choisit des hommes dans les provinces occidentales.

9 « Mansi cum aedificiis una cum terris, silvis, pralis… maneipiis commanentibus. »

10 Il y a toutefois une différence considérable. Tandis que leur charge gagnait en importance, certains maires du palais cherchèrent à exercer le pouvoir en leur nom personnel, et à prendre le titre et la fonction de roi.

Ainsi, au viii^ siècle, les maires Charles Martel et Pépin le Bref devinrent rois, et Pépin fonda la dynastie carolingienne en déposant le roi mérovingien Childéric III. Au Japon, ni les régents Fujiwara ni, plus tard, les shogun, ne prétendirent jamais remplacer le souverain légitime. La fonction d'empereur était considérée comme quelque chose d'à part et d'inviolable, à quoi aucun sujet ne pouvait aspirer. A l'époque féodale, quand la classe des guerriers eut privé les empereurs de toute autorité en matière de gouvernement, le souverain régnant conservait néanmoins une certaine puissance mystique.

[11] Ci-dessus, chapitre vi.

[12] Les premières ambassades japonaises suivaient la côte occidentale de la Corée avant de traverser vers le Shandong. Mais depuis 702, elles faisaient directement la traversée du Kyüshü vers la Chine centrale, ce qui était non seulement la route la plus courte, mais aussi la plus commode, car à l'arrivée, grâce au système du Grand Canal, elle offrait de meilleures communications avec l'intérieur. A l'époque, elle était pourtant très dangereuse, et on ne la prenait qu'en raison de l'hostilité du royaume de Silla, qui, depuis le retrait des troupes japonaises, en 662, dominait la côte occidentale de la Corée. Au ixe siècle, les conditions avaient changé.

[13] Désormais, le terme de « régent » est employé à la fois pour *sesshô* et pour *kampaku,* une distinction n'étant faite que lorsqu'elle paraît nécessaire.

[14] Michinaga commença à remplir de hautes fonctions ministérielles en 995. Il ne fut jamais nommé kampaku, mais, en 966, il était si bien établi au pouvoir que, de régent, il ne lui manquait que le titre. Il était conseiller intime du souverain, avec le titre honoraire de nairan, et chef du clan Fujiwara.

La légende du mauvais traitement et de l'exil malheureux de Michizane Hatte le sentiment japonais. Il continue d'être considéré comme une sorte de martyr et adore comme le dieu de la calligraphie. Mais il est douteux que son bannissement ait ele aussi injuste et préjudiciable à l'État qu'on le croit d'ordinaire.

[15] Également appelé Kiyoyuki.

[16] Le Bureau des Archives n'essaya pas de confisquer les domaines qui ne pouvaient pas présenter de titres valables, mais ceux-ci ne pouvaient prétendre à aucune protection contre des tiers. La méthode d'enquête est bien décrite dans les archives de certains grands monastères. Un exemple intéressant se trouve dans celles du sanctuaire d'Iwashimizu Hachiman, qui décrivent l'examen du titre de trente-quatre domaines lui appartenant, dont certains comptaient plusieurs milliers d'hectares de terre à riz, et dont on découvrit que vingt et un seulement pouvaient revendiquer une quelconque exemption.

Après la mort de Yorimichi, alors qu'ils avaient d'abord déclaré ne pas avoir de documents, les chefs Fujiwara eux-mêmes furent amenés à produire certains titres qui justifiaient leurs prétentions.

[17] *Nairan* était un titre honorifique. Celui qui le portait était censé avoir accès à tous les papiers secrets du souverain et être son plus sûr conseiller.

[18] Korechika était accusé d'avoir jeté un sort à son oncle Michikane, et, plus lard, d'avoir lancé une malédiction contre l'impératrice douairière Akiko.

[19] A ne pas confondre avec l'impératrice douairière.

[20] Littéralement, le mot « zuryô » signifie receveur des revenus fonciers. Le lait qu'on s'en soit servi pour désigner les fonctions de gouverneur provincial dit assez comment la cour considérait ce fonctionnaire – une sorte de collecteur d'impôts d'un grade supérieur, résidant en province tandis que le gouverneur en titre demeurait dans la capitale et jouissait de ses émoluments.

[21] O/. aki Kôyô (1867-1903).

[22] La chose m'a été signalée il y a longtemps par le Dr Arthur Waley, qui m'a dit en outre que le roman de Leo Myers, *The Root and the Flower,* était très influence par *It'Roman de Genji*. L'ouvrage de Myers, qui décrit une société esthétique analogue à celle de la cour d'Akbar, est passionnant, et sera lu avec profit autant qu'avec plaisir par tous ceux qu'intéresse la culture japonaise. L'*Akbar Namah* a été traduit du persan en anglais par H.

Beveridge sous les auspices de l'Asiatic Society ol Bengal (Bibliotheca Indica, 3 vol., Calcutta, 1907,1912 et 1937).

23 Voir ci-dessus chapitre VIII.

24 Dans l'histoire de ces pratiques, le récit des méfaits commis par des voleurs avertis de la nuit que tel propriétaire devrait passer hors de chez lui fait l'objet d'une note détaillée.

25 Dans le chapitre du *Roman de Genji* intitulé « Tenarai », quand le héros dit vouloir fuir les vanités terrestres, une nonne observe que son envie de se retirer dans la montagne est très au goût du jour.

26 Même longtemps après que la terre fut passée en d'autres mains, elle continuait a être connue sous le nom de son premier « maître ».

27 « Genji » (nom qu'on retrouve dans *le Roman de Genji*) est la lecture sino-japo-naise des caractères signifiant « famille Minamoto ». De même, la famille Taira porte également le nom de « Heiji », le même caractère pouvant se lire soit « Taira » soit « Hei ». (« Uji » ou « ji » signifie « nom de famille » ou « nom de clan ».) On trouvera une explication de ce genre de nomenclature dans mon *Historical Grammar of Japanese.*

28 Selon un rapport, au X'e siècle, les centres d'influence respectifs des Minamoto et des Taira étaient répartis comme suit :

29 Minamoto Moritoki. Son journal, généralement connu sous le titre de *Chôshûki*, est une précieuse source historique.

30 On se souvient qu'il y avait souvent deux ou même trois empereurs abdicataires vivant en même temps (voir chapitre X).

31 Cette difficulté explique sans doute le soin avec lequel les généraux examinaient la tête des prétendus notables tués dans la bataille. En passant, notons le parallèle : « Et voici la seconde nouvelle : j'ai envoyé à Londres/Les têtes de Salisbury, Spencer, Blunt et Kent. » (*Richard II*, acte V, scène vi).

32 Le Kôfukuji représentait la secte Hossô, qui avait été amenée de Chine au Japon vers 650 de notre ère par le patriarche Dôshô.

33 Ces chiffres sont difficiles à accepter. Soit ils comprennent les plus petites embarcations, soit ils sont exagérés par les compilateurs de *YAzuma kagami.*

34 Le sanctuaire d'Iwashimizu Hachiman se trouve à Otokoyama, à quelques kilomètres au sud-ouest de Kyoto.

35 Une espece de dicton disait : « Hôgan hiiki no hikitaoshi », ce qui signilie « Comme Yoshitsune, perdu par ses sympathisants. »

36 Le traitement réservé à la tête de Yoshitsune jette une curieuse lumière sur l'ethi-que des guerriers.

37 Je dois au Dr Donald Keene la description suivante du Chüsonji, tel qu'il le vil en 1955 : « De la gare de Hiraizumi, on continue de s'y rendre en omnibus hippomobile, l'un des rares qui reste au Japon ; et la vie paraît mieux adaptée au trot du cheval qu'à un véhicule à moteur. L'approche, par une magnifique avenue d'immenses crvptome-rias, peut n'avoir que très peu changé. […] Toutes les principales œuvres d'art ont etc mises dans le musée, qui est fort bien tenu. On y trouve des chefs-d'œuvre comme le Kongökai Dainichi Nyorai, la plus ancienne sculpture du Chüsonji, et le " Bouddha secret ", autre représentation du Dainichi, qui, sans doute parce qu'il est rarement exposé, garde sa brillante couleur originale. […] L'accès à l'intérieur du Pavillon d'Or est limité. Les statues, les piliers sculptés, le décor du plafond, etc., sont encore en bon état. […] Le visiteur privilégié qui entre à l'intérieur ne peut manquer d'être ébloui par son inoubliable beauté, suprême exemple du génie japonais pour ce qui est du raffinement. »

38 Il se trouve aujourd'hui au musée d'Ueno, et en piètre état. Le portrait de Chôkôdo, beaucoup plus tardif (début du XVIE siècle), donne à Go-Shirakawa un air ruse, sans doute en accord avec une longue tradition.

39 Pour cc qui est de la cruauté, on se rappellera qu'en Angleterre Henri VIII n'hésitait jamais à se défaire d'un rival ou d'un adversaire par l'assassinat juridique ou le meurtre pur et simple, et qu'à son époque comme plus tard, on faisait couramment usage du chevalet de torture. Henri est réputé avoir envoyé au bourreau deux reines, plusieurs ministres, et toute une série d'évêques, d'abbés, de moines et de simples citoyens. Son

but était de se débarrasser des membres de la noblesse ou autres ayant du sang royal.

40 Le mot *tandai* a le sens général d'inspecteur ou examinateur. On le donnait aux juges d'un tournoi de poésie, aux moines surveillants dans un séminaire et aux commissaires que le gouvernement central envoyait en province pour surveiller les lonc-tionnaires locaux.

41 Cf. ci-dessus chapitre XII.

42 « Chevalerie » est une assez bonne traduction du « kyùba no michi », « la voie du cheval et de l'arc ».

43 Il y eut un vague complot contre le bakufu à Kyoto en 1201, mais il n'en sortit rien, et il ne semble pas que la cour l'ait encouragé.

44 Il faut se souvenir que Tokimasa était un Taira, et que sa fille était connue sous le nom de Taira Masako.

45 Le cinquième mois, la cour demanda aux grands monastères des services de prières (avec des rites ésotériques) pour la capitulation du bakufu.

46 Le texte dit : *Meigetsu no izuru ya, Gojû-ichi kci jô.* Il date de 1688, et il est introduit par une phrase d'Etsujin, disciple de Bashô, à la gloire de Yasutoki : « La honte vient d'abord, et le bon gouvernement commence par rejeter les désirs egoïstes. >>

47 Un Adachi avait tué sur l'ordre de Yoritomo l'enfant que Shizuka avait eu de Yoshitsune. Un autre avait, tout comme un Miura, siégé parmi les premiers membres du conseil créé par Tokimasa après la mort de Yoritomo. Un autre enfin avait été envoyé à Kyoto en 1242 pour empêcher qu'un fils de Juntoku héritât de la couronne.

48 Il était composé de cinq membres du *mandokoro* placés sous la présidence alternante de trois membres du Conseil d'État. *Hikiîsuke* signifie adjoint.

49 Masako, la veuve de Yoritomo, était une fervente fidèle de Hônen Shônin, et, à la fin de sa vie, on la connaissait sous le nom de Ama-shôgun (la « Nonne-shôgun »).

[50] Quoique la ressemblance entre la vision de saint Jean et l'apocalypse de Nichiren soit frappante, les points de divergence méritent quelque attention. Saint Jean écrivit sa révélation alors qu'il était en exil à Patmos, à une époque où le christianisme était gravement persécuté, et c'est à lui qu'on doit la prophétie de la défaite finale des forces du mal. Nichiren, lui, citait les textes anciens et se prétendait le sauveur dont ils annonçaient la venue. Il reprenait la prophétie (attribuée au Bouddha) des trois millénaires de la Sainte Loi, au cours desquels la religion devait connaître un déclin graduel jusqu'aux derniers jours. Mais il ne supposait pas l'existence d'un ennemi actif de la Loi, à moins qu'il ne s'agit du chef d'une secte adverse. Dans sa vision, rien ne correspond au « dragon » de Jean, au « serpent ancien qui est le diable et Satan », qu'un ange enchaîna pour mille ans.

[51] Il demeure parmi les cinq principaux monastères Zen de Kamakura.

[52] Qu'on me permette ici une note personnelle, car j'ai pour Daikyû un intérêt particulier. Il alla au Japon en 1270 et séjourna d'abord au Kenchôji. Il mourut à Kamakura en 1289, objet d'une grande vénération. Kotsuan et lui occupaient une place si élevée dans l'estime des dirigeants Hôjô que lorsque le régent Morotoki, fils de Tokiyori, construisit le Jôchiji vers 1288, ils en furent faits cofondateurs. Le Jôchiji prit de l'importance grâce à Morotoki et à sa famille, mais c'était aussi un centre de savoir qui attira de Chine plusieurs saints hommes. En 1330, un moine chinois nommé Bon Jikusen fut envoyé au Jôchiji par Hôjô Takatoki et en devint abbé en 1334.

Environ six cents ans plus tard, j'ai demandé à son abbé d'alors, le révéré Asahina Sögen, de me louer dans son enceinte une parcelle de terrain où je puisse construire ma retraite. Il y consentit, et l'on m'octroya un généreux espace au sommet de la colline, où Bon Jikusen (comme le montrent ses poèmes) avait bâti sa hutte de méditation. L'endroit était superbe et semblait abriter la présence du saint homme et poète amoureux de la nature. Je n'étais pas certain d'en être digne, et je demandai à l'abbé Sögen (aujourd'hui abbé de l'Enkakuji) s'il n'y avait vraiment rien à redire au fait de louer à un étranger une terre qui appartenait à l'Église. « Et pourquoi donc ? répliqua-t-il. Il y a eu des étrangers ici dès la fondation, et je croirais volontiers que vous êtes l'un d'eux – peut-être Bon Jikusen lui-même. » Je pensai qu'il s'agissait là d'un exemple de sa délicieuse courtoisie. Mais c'était plus que cela, car en 1941, lorsque nos deux pays étaient à la veille

de la guerre, il écrivit une préface à une petite histoire du Jôchiji, dans laquelle il disait : « Pensant aux gens qui résident aujourd'hui dans ces murs, je me dis souvent qu'ils pourraient bien être des réincarnations de ceux qui ont fondé ce monastère ou de ses premiers occupants. Et cela me paraît particulièrement vrai de Bon Jikusen et de l'étranger qui vit maintenant là où se trouvait jadis sa demeure. »

53 Par commodité, nous emploierons ce terme pour désigner le royaume de Ki :

54 Go-Saga avait accédé au trône en 1242 et abdiqué en 1246. Il était bien disposé à l'égard de Kamakura et il avait confiance dans le bakufu. Peut-être n'avait-il pas de grands talents, mais c'était un homme de bon sens, et ses relations amicales avec les dirigeants féodaux furent très précieuses durant la période délicate de la menace mongole.

55 Il semble qu'il y ait eu d'autres lettres entre 1268 et l'invasion de 1274, mais il n'est fait nulle part mention de leur contenu.

56 Ce service comprenait des lectures du *Ninnökyö,* ou « Sütra du Roi bienveillant », qui traite des devoirs des monarques et de la protection des États. Il fit régulièrement partie du cérémonial de la cour à partir de 800 environ.

57 Certaines sources donnent des chiffres plus importants, mais ceux-ci paraissent les plus probables. Pour un événement d'une importance aussi cruciale, cette invasion est fort peu mentionnée. Il n'existe que de rares témoignages exacts sur la nature et l'envergure du combat.

58 Le *dazai-fu* était un gouvernement provincial institué par les codes de Taihô pour l'administration d'une région spéciale comprenant les provinces du Kyüshü et les îles de Tsushima et Iki. Cette région, bien qu'éloignée de la capitale, était très importante pour la défense, et, de ce fait, placée sous l'autorité d'un haut officier nanti de pouvoirs civils et militaires équivalant en gros à ceux d'un vice-roi. Tout de suite au-dessous de lui venaient des officiers qui portaient les titres de *daini* et *shôni,* qu'on pourrait traduire par premier et deuxième adjoint. La charge de *shôni* devint héréditaire dans une branche mineure de la famille Fujiwara, les Muto, qui finirent par utiliser le titre comme nom. Lorsque Yoritomo arriva au pouvoir, il envoya son propre

commissaire à la défense occidentale *(Chinzei bugyôj* pour remplir les fonctions militaires de *dazai-fu*, qui perdirent par la suite leur première raison d'être et ne subsistèrent que comme nom. Mais la famille Shôni ayant acquis une grande influence au Kyüshü, on confiait d'ordinaire à son chef des postes militaires importants dans la défense de la région.

59 Il n'est pas possible d'estimer les pertes en bateaux. Les archives n'opèrent aucune distinction entre les grandes embarcations et les petites. On prête 3 500 navires à la flotte rassemblée en Chine méridionale, mais ce chiffre comprend certainement des bateaux de toutes tailles, et sans doute un dixième seulement étaient-ils des vaisseaux réellement importants.

60 Magaku était un moine chinois qui avait fui les Mongols en Chine méridionale et s'était réfugié au Japon. En 1279, il fut invité à Kamakura, où il fonda (1282) le grand Enkakuji, qui demeure aujourd'hui encore le premier monastère Zen du Japon oriental.

61 La différence est exprimée par un terme spécial servant à désigner le premier empereur retiré. En effet, on appelait celui-ci *jisei no kimi* ou *jiten no kimi*, ce qui signifie gouvernant du pays. On pourrait dire que l'empereur titulaire régnait, que l'empereur retiré gouvernait, et que le bakufu administrait.

Le premier empereur retiré pouvait être remplacé par le nouvel empereur abdicataire en tant que *jisei no kimi*. Ajoutons enfin que l'expression « empereur retiré » est plus large que celle d'« empereur cloîtré », tous les empereurs abdicataires n'entrant pas dans les ordres. Se retirer dans un monastère était souvent une façon commode d'éviter des devoirs pénibles, mais ce n'était pas une condition requise pour exercer le pouvoir.

62 Chancelier en 1246.

63 Elles étaient connues sous le nom de lignée de Jimyôin, d'après le monastère où Go-Fukakusa se retira en 1259, et lignée de Daikaku-in, d'après le monastère où Kameyama et ses descendants vécurent à partir de 1276. Pour des questions pratiques, l'habitude veut pourtant qu'on désigne, comme nous le ferons désormais, la lignée de Go-Fukakusa comme ligne aînée, et celle de Kameyama comme ligne cadette.

[64] Entrer ici dans ces questions complexes et controversées interromprai ! le récit général des événements politiques auxquels ce chapitre est consacré. On trouvera résumés les principaux points de la question de succession dans l'appendice IV.

[65] On notera qu'en 1321 l'époque prend le nom de Genkô, ce qui signifie le début d'un nouveau régime. Il s'agissait de la cinquante-huitième année du cycle sexagésimal courant, et la pratique voulait qu'on fît alors un changement depuis 901, où l'on entama l'époque dite d'Engi pour inaugurer une période de bon gouvernement et de lois avisées. Les époques qui se succédèrent jusqu'alors étaient les suivantes :

[66] Go-Daigo aimait beaucoup les deux Hino (qui n'étaient pas parents). Il semble qu'il ait intercédé en leur faveur auprès du bakufu, mais il ne put rien pour Suketomo, qui fut exilé à Sado, où il devait être tué en 1332. Toshimoto fut libéré en 1324 et continua à servir Go-Daigo jusqu'en 1331. Dénoncé alors par un ennemi, il fut arrêté et envoyé à Kamakura, où il fut interrogé et exécuté en 1332. L'un des passages les plus appréciés du *Taiheiki* est le « Michiyuki », qui raconte son triste voyage dans l'Est, alors qu'il ne sait pas s'il va être tué en route ou en prison une fois à destination. Le récit s'inspire de passages similaires du *Heike monogatari*, et les moines itinérants qui le récitaient étaient assurés de tirer des larmes à tous leurs auditeurs.

[67] Une grande importance était attachée aux insignes impériaux, sans lesquels aucune succession n'était valable. Les archives ne disent pas clairement quelle partie en emmena Go-Daigo. Le Miroir n'est pas mentionné, car l'original était conservé au grand sanctuaire d'Ise et celui qui se trouvait au Naishidokoro, au palais, n'était qu'une réplique. L'Épée était également une réplique, son original étant enchâssé à Atsuta. Mais Go-Daigo pourrait avoir pris avec lui le Sceau et le double de l'Épée. Du fait qu'il n'était pas possible de cacher l'Épée, il est possible qu'il l'ait laissée au Tôdaiji ou dans quelque autre endroit sûr, mais que, en fuyant Kasagi, il ait caché le Sceau sur lui. Un document apparemment contemporain décrit une cérémonie du Rokuhara durant laquelle l'Épée et le Sceau furent remis aux ministres du nouveau souverain le 6 novembre 1331 ; mais par la suite, Go-Daigo et son parti ne cessèrent de soutenir que tout élément des insignes impériaux présenté par la ligne « aînée » devait être un faux. On trouve

d’intéressants détails sur le sujet dans le journal de Hanazono en date du même jour.

68 L’accession eut lieu le neuvième mois de Genkô (1331), mais l’intronisation lut repoussée jusqu’à la fin de l’année suivante, le bakufu espérant avoir retrouve à cette date les insignes impériaux authentiques.

69 Hanazono cite un rapport selon lequel Go-Daigo se trouvait dans un triste état, épuisé, portant une robe mince et tout échevelé. « Traitement abominable », remarque-t-il.

70 Le nom officiel d’un « appel » de cette nature était « ryöji ». Il s’agissait d’un document transmettant un ordre d’un prince impérial ou d’un autre personnage du rang le plus élevé. Voici la traduction d’un des appels du prince Morinaga : « Les bénéficier et les moines du monastère de Kumeta, dans la province d’Izumi, sont priés de montrer du zèle dans l’accomplissement de leur devoir royal de prière pour l’empereur, et de continuer à résister à l’entrée de troupes dans leur monastère et ses terres. Cet ordre *[ryöjiJ du* prince Morinaga est porté par un officier à l’abbé Myöchi. » Son but était d’encourager les moines à empêcher les soldats des deux camps d’entrer et de se livrer au pillage, et de prouver par là la bonne volonté de l’Église.

L’un de ces documents les plus intéressants est un *ryöji* adressé à l’ôyamadera, qui occupait dans la province de Harima une position stratégique importante. Il est daté de mars 1333 et commence par le récit des méfaits de Höjö Tokimasa et de ses descendants, ces « barbares orientaux qui ont osé prendre les armes contre la cour impériale et même bannir Sa Majesté. Ce renversement de l’ordre de la société, poursuit-il, cette tentative de ceux qui sont bas pour s’élever au-dessus de ceux qui sont hauts, est inqualifiable et doit être étouffé. Dans les quinze provinces de l’Ouest, d’importantes troupes se rassemblent le long de la côte pour se porter en hâte au secours du Trône. »

Ce *ryöji* ne donne pas un ordre direct, mais se contente de suggérer que le monastère aide la cause loyaliste. En fait, l’Oyamadera et les troupes levées par Akamatsu Norimura étaient en mesure de défendre la province de Harima contre les attaques Höjö et de s’en servir comme base de coups de main contre la région de la capitale.

[71] Nagoshi était le commandant en chef de l'armée du bakufu. Le *Taiheiki* donne à Osaragi et à Nagoshi les noms de Daibutsu et Nagoya.

[72] L'importance des trois divisions qui composaient l'armée du bakufu reste inconnue. Les récits romanesques leur prêtent un million d'hommes, ce qui est bien sûr un chiffre absurde. Hakuseki, se basant sur le *Jökyüki*, estime l'ensemble des combattants mobilisés pour attaquer Kyoto en 1221 à 190000, dont 100000 appartenant au contingent de Kamakura. La chose n'est guère croyable. Il est plus vraisemblable que la troupe de guerriers montés envoyés de la région de Kamakura était un corps très mobile de quelque 10000 hommes d'élite aux ordres de Yasutoki. Le gros de l'armée, qui quitta les provinces de l'Est par la route des montagnes *(Tôsandô)*, comptait peut-être 50000 hommes, et les troupes provenant du Nord, qui arrivèrent trop tard de l'Echizen, 40000. L'ensemble des effectifs mobilisés devait donc être d'environ 100000 hommes.

Dans la campagne de 1333, l'armée mise sur pied par le bakufu ne pouvait guère dépasser ce chiffre. Le noyau des guerriers du Kantö fourni par Kamakura ne devait pas excéder 10000 hommes. Les guerriers locaux recrutés par Osaragi dans les provinces centrales pouvaient être au nombre de 20000, et l'ensemble de ses effectifs pouvait se monter à 50000 hommes. Il est fort peu probable que Nagoshi ait pu rassembler des troupes plus nombreuses. Les combattants composant les trois divisions pouvaient être plus de 100000, mais il eût été difficile d'approvisionner et de faire manœuvrer une armée beaucoup plus nombreuse dans la région sauvage du Yoshino. Les armées qui s'affrontèrent à Austerlitz comptaient chacune 80000 hommes.

[73] L'armée de Nagoshi avait quitté Kyoto le même jour que Takauji. Il devait suivre la route de *Sanyôaô* à travers le Harima et le Bizen pour rejoindre la province de Hôki. Mais lorsqu'il arriva à proximité du Yodo, il rencontra Akamatsu Norimura, l'audacieux chef qui organisait des coups de main depuis le Harima, et il fut défait et tué. Ses troupes en fuite retournèrent à Kyoto. On imagine quelle consternation cette nouvelle causa à Kamakura.

[74] La version légendaire de l'exploit, telle que la donne le *Taiheiki*, explique que la déesse du Soleil retint les eaux en entendant la prière de

Yoshisada.

[75] Chikafusa avait raison en ce qui concerne les intendants et commissaires, mais il aurait pu ajouter que leurs prédécesseurs, les gouverneurs de province et de district, étaient aussi intéressés et avides de terres. A ce propos, on disait aue si un *zuryô* (le gouverneur ou vice-gouverneur d'une province) trébuchait et tombait, il se relevait toujours en tenant deux poignées de terre.

[76] Il convient peut-être de faire une exception pour le tribunal des plaintes variées *(zasshô ketsudansho)*, qui était chargé des affaires mineures. Il se réunit fréquemment pendant deux ans, et son personnel se composait de fonctionnaires expérimentés. Il ressort de recherches récentes que ses décisions étaient assez rapides et que ses ordres étaient généralement obéis en province, d'où émanaient les plaintes. Des documents faisant connaître ses décisions subsistent dans tout le pays. En voici un exemple :

Décision du *zasshô ketsudansho* (12 décembre 1334) concernant la requête de Saigo Yatarô Morimitsu :

Bâtiments, ri/. icres irriguées et non irriguées du village d'Inu/. uka, dans le Musashi

Bâtiments, rizières irriguées et non irriguées du village de Higashi Ebukuro

Champs irrigues et non irrigués du monastère d'Amida

Les droits du requérant sont ici confirmés et ne peuvent être révoques.

Ce document est signé par le président du tribunal et par quatre assesseurs.

[77] On proposa du papier-monnaie, mais rien n'indique qu'on en mit en circulation.

[78] Le rinji était un document transmettant un ordre impérial. On commença d'y avoir recours à la fin de l'époque de Heian pour simplifier la procédure. Il était établi au nom du souverain, mais sans porter son sceau, étant simplement signé par un fonctionnaire après les mots « par ordre impérial ».

[79] Dans son *Jinnô shôtôki*, Chikafusa parle des Ashikaga de façon assez méprisante, disant que, lorsque Sanetomo était shôgun, ils étaient de simples vassaux et l'escortaient *à pied.*

[80] Chikafusa ne tarda pas à repartir et se mit alors à voyager, tout en rendant, dit-on, régulièrement visite en secret à Go-Daigo. Norinaga et lui retournèrent dans le Sud en 1336, et Norinaga fut ensuite désigné comme prince héritier ; il succéda à Go-Daigo sous le nom de Go-Murakami en 1339.

[81] Il faut noter que Go-Daigo et ses conseillers firent preuve de beaucoup de prévoyance en envoyant de jeunes princes accompagnés de tuteurs capables de s'établir en des points stratégiques de lointaines provinces comme représentants de la Couronne. En 1375 encore, le prince Kanenaga, qu'on avait installé dans l'Ouest lorsqu'il était enfant, représentait une puissance dans l'île du Kyüshü.

[82] Exécutant ainsi, selon Chikafusa, un plan longuement mûri. C'est sans doute dans le *Nan-taiheiki* (critique du *Taiheiki)* d'Imagawa Sadayo que l'on trouve le meilleur exposé des différends entre Morinaga et Takauji et de leurs ambitions respectives.

[83] Il y a d'autres versions de la requête de Takauji et de la réponse de l'empereur ; mais il est clair que ce dernier lui refusa les rang et titre complets de *sei-i tai-shôgun.* Peu après, il essuya encore une autre rebuffade du môme genre. Selon une chronique,'e lendemain du jour où Takauji demanda l'autorisation d'anéantir Nitta Yoshisada, le prince Takanaga et Nitta reçurent les épées et autres insignes attestant qu'ils avaient pour mission de chasser les rebelles. On était alors en lin 1335.

[84] Les frères Ko, Moronao et Moroyasu, étaient les deux grands généraux de Takauji. Les Kö étaient vassaux héréditaires des Ashikaga.

[85] Une version raconte qu'à ce moment-là, après un grave revers dans les environs de Hyögö, Takauji était à ce point désespéré qu'il décida de se suicider avec Tadayoshi, mais que Hosokawa Jôsen réussit à le convaincre de partir pour le Kyüshü. La chose paraît peu vraisemblable, mais sans doute y eut-il alors des hésitations quant au parti à prendre, et il semble que Tadayoshi ait préconisé une nouvelle attaque contre Kyoto. La nuit du 25

mars se passa en discussions, et pour finir Takauji accepta de s’embarquer de Hyögö. Il y arriva à l’aube du 26, l’embarquement commença en fin d’après-midi, et on leva l’ancre une fois la nuit tombée. Tadayoshi avait d’abord fait demi-tour pour camper au pied du Mayasan, pressé de risquer sa vie dans une attaque contre Kyoto. Mais il changea ensuite d’avis et s’embarqua avec les autres.

86 Sadatsune avait abandonné la direction du clan et était entré en religion sous le nom de Myôe. Cependant, il se sentit tenu de se battre pour Takauji, car les hommes de sa famille étaient par tradition les vassaux du shôgun. Son fils Yorihisa se battit ensuite contre Kikuchi, revêtu d’une armure qu’un de ses ancêtres avait reçue de Yoritomo.

87 La Matsuura-tô, ou ligue des Matsuura, se composait de quarante-huit lamilles Matsuura. C’est le chef de ce clan qui, en 1620, laissa la « manufacture » anglaise s’établir a Hirado.

88 Le conseil de guerre eut lieu le 14 juin ; deux jours avant, Takauji avait reçu à Itsukushima la nouvelle de la mort de Go-Fushimi.

89 La flotte fut retenue quelques jours à Muro, attendant un temps favorable. Il y eut force discussion avant que l’on se décide au départ, car les bateaux, peu maniables ei lourdement chargés, ne pouvaient avancer avec le vent en proue ni à la voile ni en ramant, et en cas de tempête, ils étaient susceptibles d’entrer en collision ou de s’échouer sur la rive. Le *Baishô ron* donne un compte rendu fort interessant des précautions prises par les guerriers superstitieux. On interpréta certains lèves, on consulta certains oracles, et une prêtresse du sanctuaire de Sumiyoshi (gardien des bateaux et des marins) déclara que l’entreprise de Takauji réussirait. Mieux que tout, Un marin sûr de lui ne craignit pas de s’opposer à ses confrères et de prédire qu’une brise régulière pousserait tranquillement la flotte vers sa destination.

90 La version du *Baishô-ron* est très différente. Selon elle, peu après que Takauji eut été battu dans les environs de Kyoto et se fut enfui à Hyôgo, Kusunoki conseilla à l’empereur de mettre Nitta à mort et de rappeler Takauji dans la capitale pour y collaborer harmonieusement avec Sa Majesté, comme lui-même était prêt à le lui proposer. Quand les courtisans se moquèrent de son plan, il rétorqua qu’en vérité Takauji était plus loyal

que Nitta et prédit le retour victorieux de ce dernier, disant que, pour sa part, il mourrait en se battant contre lui. Il est difficile de savoir ce qu'il y a de vrai dans ce récit ; mais il est vraisemblable que Kusunoki n'aimait pas Nitta et se méfiait de lui.

91 L'estuaire du Minato a subi de fréquents changements. En 1180, pour protéger sa nouvelle ville de Fukuwara (Hyôgo), Kiyomori détourna le cours d'eau pour en faire ce qu'il est aujourd'hui. A l'époque des Ashikaga, son lit était à sec sauf après des pluies importantes, et c'est sur un terrain pierreux que Kusunoki se battit.

92 Kömvö, qui était le prince Yutahito, deuxième fils de Go-Fushimi, devint empereur après que Kôgon eut théoriquement réintégré le trône en juin 1336 pour établir la légitimité de la ligne aînée. Alors que son avènement datait de septembre 1336, la cérémonie d'intronisation de Kömyö n'eut lieu qu'à la fin de 1337.

93 Dans le préambule à ce document, ses auteurs discutent de l'endroit où il convient d'installer le bakufu. Selon Nikaidö (un membre âgé de la très respectable famille de fonctionnaires héréditaires des Nikaidö), malgré la position privilégiée de Kamakura sur le plan de l'histoire et de la tradition, la question de savoir si le bakufu devait être installé là ou ailleurs ne devait pas être tranchée en fonction du passé mais du sentiment de la majorité. Comme on l'a vu, ce fut Takauji qui la trancha.

94 Kyoto étant construite sur un rectangle coupé de rues parallèles courant du nord au sud et de l'est à l'ouest, l'habitude voulait qu'on décrivît la position d'un bâtiment en nommant le croisement le plus proche d'où il se trouvait. Ainsi, un palais situé à proximité de l'intersection de l'avenue Nijô et de la rue Takakura devenait le palais Nijô-Takakura.

95 Le quartier de Muromachi s'étend au nord et à l'ouest de l'intersection de Shi-chijô et Higashi-Tôin, et la rue Muromachi marque sa limite occidentale. Takauji y établit sa résidence et ses bureaux gouvernementaux militaires en 1338. Depuis cette date jusqu'au moment de son effondrement, en 1573, on appelait couramment le bakufu ainsi fondé bakufu de Muromachi, de même qu'on parle souvent de la période du shôgunat Ashikaga comme de l'époque Muromachi. Le quartier était proche du

palais impérial, alors que le représentant des Hôjô à Kyoto était établi au Rokuhara, c’est-à-dire en dehors de la ville.

96 Le Yoshino est une vaste région de montagnes, sauvage et peu peuplée, dans le sud de la province du Yamato. Les pentes y sont abruptes et les vallées étroites. Le sommet le plus élevé dépasse 1 700 mètres, et des forêts épaisses poussent au flanc des montagnes. C’était un refuge idéal pour la cour, loin des villes et des grandes routes, dans une région où des troupes nombreuses ne pouvaient être déployées. A l’est du Yoshino et du Kôyasan s’étend une lande élevée qui culmine avec l’Odaigahara, d’où l’on peut voir au loin la baie d’Ise.

97 Kanagasaki défend Tsuruga du côté de la mer, dominant le port.

98 Yoshisuke avait fondé par mariage une nouvelle branche du clan Nitta connue sous le nom de Wakiya.

99 Pour un bouddhiste, manger de la viande de cheval signifiait briser son karma et revenir à un stade de vie animal.

100 Parmi ceux qui perdirent la vie à cette même occasion se trouvait Ichijô Yukilusa, calligraphe célèbre et vieux partisan de Go-Daigo. Il fut tué avec le prince Tsunenaga, qu’il escortait.

101 Comme beaucoup de chroniqueurs japonais, Chikafusa n’est aucunement fiable dans ses chiffres. Dans son récit de l’invasion mongole, il dit que la grande tempête fit perdre à l’ennemi « plusieurs centaines de milliers » de bateaux…

102 La forteresse de Chikatomo était sur ou à proximité de l’ancien poste militaire et barrière (« seki ») contrôlant l’entrée du Mutsu. Elle était construite sur une émi-nence, dominant les eaux de l’Abukuma, et commandait l’accès du Kôzuke et du Hitachi à Taga au nord et à Aizu dans l’ouest. C’était donc une position clé, et elle est restée une place forte importante jusqu’en 1868.

103 Certaines parmi les lettres que Chikafusa écrivit de la forteresse assiégee à Chikatomo ont été conservées. Elles constituent d’émouvants documents.

104 Seki était sur la rive nord-ouest de la lagune de Taihô, à une douzaine de kilomètres à l'ouest du mont Tsukuba. La forteresse de Taihô se trouvait de l'autre côté de la lagune, sur la rive sud-est.

105 Le Hokurikudô, ou Circuit terrestre septentrional, est d'ordinaire considéré comme comprenant les deux grandes provinces de Mutsu et de Dewa, au nord des huit provinces du Kantô.

106 Les chevaux japonais étaient vigoureux mais petits, et avaient peu ou pas de protection. Ils n'étaient donc pas faits pour des attaques en masse, et il n'y avait d'ailleurs généralement pas d'importants corps d'infanterie, pas de « rangs serrés » contre lesquels ils auraient pu charger. Ce n'est que plus tard, à la période de Muromachi, qu'une nombreuse infanterie devait se développer ainsi que certaines tactiques correspondantes. Les fantassins commencèrent par prouver leur utilité dans les combats de rues, où les cavaliers avaient le désavantage.

Le meilleur exemple japonais ancien de l'anéantissement quasi complet d'une armée est la bataille de Dan-no-ura, en 1185, qui était un combat naval où la plupart des membres de l'armée vaincue se noyèrent. Sur terre, les batailles rangées étaient exceptionnelles ; ou peut-être vaudrait-il mieux dire que, en règle générale, il n'y avait pas de batailles à mort, à moins que le terrain fût tel qu'il rendît une retraite rapide ou la fuite difficiles.

107 Également appelé Kutsuna. Il avait obtenu au XIK siècle les charges d'intendant *(jitôjel* de commissaire principal *(sôtsuibushi)* du gouvernement de Kamakura.

108 Tokunô et Doi avaient combattu au côté de Nitta dans le Nord, et Tokunô était avec Nitta lors de la chute du fort de Kanagasaki. Sa famille était puissante dans l'Iyo, et en bons termes avec les Kotsuna. Il semble en fait que ce Tokunô était leur parent.

109 Il s'agit d'un journal connu sous le nom d'*Entairyaku,* très précieux document contemporain relatant les événements de 1311 à 1359. Durant toute cette période, Tôin Kinkata tint son journal avec une régularité et un soin scrupuleux, et comme il occupa pendant presque toute sa carrière des fonctions importantes et était chancelier du royaume *(dajô-daijin)* lorsqu'il se retira en 1350, il avait une connaissance intime de la vie de la cour et de

la politique telle qu’elle se pratiquait dans la coulisse. On continua de le consulter fréquemment lorsqu’il se fut retiré, et il avait davantage d’influence que le *kampaku* Yoshimoto.

Il est bien dommage que ce qui subsiste du journal ne contienne pas les années 1311 à 1342, car cette période couvre celle durant laquelle Go-Daigo occupa le trône et où Kinkata était son ministre. Les premières notes touchant le bakufu datent de 1347, et l’on trouve par la suite d’intéressants détails sur les rapports complexes entre Takauji, Tadayoshi et Yoshiakira, et bien sûr sur la lutte entre les deux cours. Kinkata entra en religion en 1359, et il mourut l’année suivante, âgé de soixante-dix ans et regretté de tous.

110 La bataille porte le nom de Shijö-Nawate, localité du Kawachi a proximité de laquelle elle eut lieu. A la fin de 1347, Masatsura avait battu quatre lois au moins les troupes du bakufu, dont les commandants se sentirent alors obligés de faire un effort exceptionnel, levant des effectifs dans plus de vingt provinces. Au cours de la bataille. Masatsura, qui affrontait Moroyasu en combat singulier, était sur le point de lui trancher la tête lorsqu’il fut grièvement blessé par une flèche et se suicida. Il avait vingt-deux ans. La légende japonaise en fait un personnage touchant et raconte que. sachant qu’il devait se préparer à la mort vu la supériorité numérique de l’ennemi, il s’était rendu sur la tombe de Go-Daigo avant la bataille et avait écrit un poème sur la porte du sanctuaire, ainsi que le nom des parents qui devaient se battre avec lui.

111 Il s’agissait d’Uesugi Shigeyoshi et de Hatakeyama Naomune, hommes de haut rang qui méprisaient les frères Kö et se servaient du moine Myökichi, très influent auprès de Tadayoshi, pour persuader celui-ci de se débarrasser d’eux.

112 Le *mikyôjo* est un ordre émis par des officiers ayant le haut rang nécessaire, et qui a la force d’un édit impérial.

113 Lorsque le bakufu se trouvait à Kamakura, le représentant du shôgun résidait à Kyoto. La première nomination régulière fut celle du *tandai* du Rokuhara, en 1219, après quoi le poste échut aux membres de la famille Hôjô jusqu’en 1333. Lorsque Ashikaga Takauji arriva au pouvoir, il créa le poste de *kanrei* du Kantô. Il fut d’abord occupé par Yoshiakira et autres membres de la famille Ashikaga, de 1337 à 1455, puis par des membres de

la famille Uesugi. A Kyoto, les shôgun Ashikaga nommèrent un général comme représentant, avec le titre de *kanrei,* et cette habitude se perpétua de 1379 à 1552.

114 Lit d'une rivière asséchée proche de Shizuoka, Tegoshi-gawara avait été le cadre d'une victoire loyaliste remportée par Nitta Yoshisada en décembre 1335.

115 Il peut être utile de savoir que les chroniqueurs de l'époque ne désignent que rarement les Ashikaga par leur nom et préfèrent se servir de leurs titres, appelant Takauji *Ô-Gosho* ou *Dainagon ; Gosho* ou *Daikyûjidono* ; et Yoshiakira, Bômon ou Hôkyô In.

116 Les Isshiki étaient depuis longtemps partisans des Ashikaga ; Noriuji, que Go-Daigo avait nommé conseiller de Kanenaga, faisait exception. En 1352, il passa toutefois du côté des Ashikaga.

117 Lors d'une discussion sur la difficulté qu'il y avait à introniser un souverain sans insignes impériaux, quelqu'un plaisanta en disant que le *kampaku* Nijô Yoshimoto pouvait tenir lieu de Sceau, et Takauji d'Épée.

118 Un développement de cette idée mit sens dessus dessous la doctrine du « honji Liijaku », bien connue de ceux qu'intéresse la religion japonaise.

119 Un document atteste que Yoshimitsu tenta de faire assassiner Sadavo. Il écrivit à un parent de ce dernier, Yasunori, lui laissant entendre que Sadavo préparait une trahison et devait être éliminé. « Si vous pouviez trouver un moyen quelconque, j'en serais ravi »>. écrit-il dans une lettre conservée dans les archives Uesugi.

120 Cette critique du *Taiheiki,* qui relève certaines erreurs commises par la chronique (notamment des erreurs par omission visant à minimiser les exploits des membres de sa propre famille), est l'une des œuvres les plus intéressantes de Sadavo. Il faut la lire entre les lignes, car au moment où il l'écrit, il est dans une situation dangereuse.

121 Les conditions d'un accord sont exposées dans une lettre de Yoshimitsu à la cour du Sud, datée du 29 octobre 1392, dont une copie a été conservée dans les archives de la famille Kono. L'accord admet l'exigence

de la cour du Sud refusant toute abdication avant le transfert des insignes impériaux et voulant qu'ensuite la succession alternât entre les deux lignes.

122 On trouve une confirmation intéressante de celte proportion clans le *Gyokuyô*, c'est-à-dire le journal de Kanezane, régent Fujiwara à l'époque de la guerre de C. em-pei. L'auteur raconte qu'un de ses serviteurs a compté les hommes d'une armee Taira traversant la ville et en a dénombré à peine plus de 1000 alors qu'on avait annonce publiquement qu'elle en comptait 7000 à 10000. L'armée en question allait à l'aide do Yoshinaka. Ce passage du *Gyokuyô* est relevé par le major Hayashibe, coauteur d'un ouvrage sur l'histoire militaire cité plus loin. Il estime quant à lui que les troupes de Yoshitsune et de Noriyori devaient compter en tout quelque 3000 hommes.

123 L'ensemble des troupes dont disposait Nitta lors de ses attaques contre les Hôjô pouvaient fort bien être plus nombreuses que celles qui participèrent à la prise de Kamakura. Dans diverses régions du Japon du Nord et de l'Est, il pouvait probablement compter sur l'aide de maintes puissantes familles, en sorte qu'il est concevable que le nombre d'hommes qui, sans être forcément sous ses ordres ni même à sa disposition, étaient dans son camp, ait atteint 200000 ; mais même ce chiffre est improbable.

Nihon senshi no kenkyû (Tokyo, Kaikôsha, 1940).

Les « Conseils de Kujô-dono », écrits au xc siècle, sont l'expression des rigoureux principes moraux d'un célèbre homme d'État (Fujiwara Morosuke), et par la suite ce genre de documents n'est pas rare.

124 Le mot qu'il utilise est « fügetsu » (« vent et lune »), qui signifie prose élégante et poésie, essentiellement sur les beautés de la nature.

Le 4 novembre, il écrit : « Aujourd'hui à l'aube, l'ex-empereur est arrivé chez Hôjô Tokimasu [le *Tandai* du sud de Kyoto]. Quelques nobles de la cour l'escortaient. Il était porté dans un palanquin bien gardé et suivi de plusieurs milliers de guerriers montés. Ils avaient voyagé de nuit, et les flammes des torches éclairaient la scène comme en plein midi. Sa Majesté doit remettre aujourd'hui les insignes impériaux. »

125 Dans le système de Kamakura, le *mandokoro c'e*tait le plus haut organe administratif, et le *manchüjo*, la cour du shôgun, la plus haute autorité judiciaire. Les *hyô-jôshû* étaient les membres de l'assemblée

délibérante et les *hikitsukcshû* étaient leurs aides. Le samurai-dokoro, d'abord responsable de la discipline de la classe militaire, revêtit de nouvelles fonctions sous le bakufu Ashikaga, dont la protection de la capitale. On trouvera des détails sur l'origine de ces institutions dans le chapitre XVI. « L'État féodal »>.

126 Il est vrai que Kamakura fut attaquée de toutes parts en 1333, mais il n'y eut pas alors de siège prolongé. Kyoto fut aussi attaquée plus d'une fois, mais elle ne fut jamais réellement assiégée, car les positions clés se trouvaient à une certaine distance de la ville, à des endroits comme Yamazaki, Otokoyama, Uji et Seta.

127 Le *kan* équivalait en gros à un *koku* (cinq boisseaux) de riz, considère comme la consommation annuelle moyenne d'une personne. Le *kan* en espèces se présentait généralement sous la forme d'un cordon auquel étaient fixées mille petites pièces de cuivre.

128 La famille Yamana n'était pas parente des Ashikaga, mais elle s'inféoda à Takauji et reçut la province de Hôki en récompense ; à un moment donné, elle régnait sur onze provinces, toujours avec l'accord des Ashikaga.

129 Après que Yoshimitsu eut élé reçu dans les ordres, alors qu'on lui rasait la tête devant un portrait de Musô Kokushi, il obligea plusieurs généraux et nobles eminents à se soumettre au même rituel et s'occupa lui-même de tondre certains d'entre eux.

130 Les moines Zen lui donnent parfois le nom de Rokuon Tennô, et le Rokuonji contient une tablette commémorative (« ihai ») où ce titre impérial est gravé. Rokuon signifie parc aux cerfs, et fait allusion à celui où le Bouddha prononça son premier grand sermon.

131 Le *Kitayama mivuki* la décrit en détail comme un événement de grande importance.

132 Du point de vue chronologique, les premiers monastères Zen étaient ceux qui furent fondés à Kamakura sous le patronage des Hôjô : le Kenchôji, l'Enkakuji et le Jôchiji. Par la suite, il y eut un même groupe à Kyoto, où le Nanzenji devint, si l'on peut dire, la cathédrale Zen ; en 1345, Takauji y ajouta son Tenryûji. Yoshimitsu montrait beaucoup d'intérêt pour

tous ces monastères ainsi que pour des monastères zen mineurs des deux villes, et il en revit plusieurs fois le classement hiérarchique. Pour finir, l'ordre était le suivant :

Nanzenji (fondation dominante)

KAMAKURA KYOTO

1. Kenchôji 1. Tenryûji

2. Enkakuji 2. Shôkokuji

3. Jufukuji 3. Kenninji

4. Jôchiji 4. Tôfukuji

5. Jômyoji 5. Manjùji

133 A l'origine moine bouddhiste, Zhu Yuanzhang prit le nom de Ming Taizu comme chef d'une rébellion contre la dynastie Yuan (mongole). On en parle habituellement comme de l'empereur Hongwu, d'après le nom donné à l'époque de son règne. Ayant été moine, il était familier des problèmes de la vie monastique. Il avait à son service des maîtres bouddhistes, mais il juga prudent de créer un registre des moines alin de surveiller leurs activités et de renforcer la discipline qui régnait parmi eux. Suivant l'exemple Ming, Yoshimitsu instaura un Registre des moines (*Sôroku-shi)* sous la direction de son favori, le moine Zen Myôchô (Daitô Kokushi).

134 Dans un passage célèbre, le *Taiheiki* (chap. XXVII) décrit un grand spectacle de « dengaku-nô » donné en plein air en 1349. Tous les grands de l'époque > assistaient, y compris Takauji. Il y avait des milliers de spectateurs. Mais la représentation s'acheva en tragédie lorsqu'une partie des tréteaux s'effondrèrent. Le « dengaku » est considéré comme l'archétype des spectacles nô.

135 Il avait également besoin d'un compagnon à qui se confier, car il avait renvoyé Hosokawa Yoriyuki un an ou deux avant de faire venir Gidô.

136 Si les Japonais avaient une quelconque idée de l'immunité diplomatique, elle était très rudimenlaire. Ils avaient mis à mort maints ambassadeurs de Chine avant les attaques des Mongols, et bien qu'il ne

détint Yang Zai que quelques mois, Kanenaga lit exécuter plusieurs membres de sa suite.

137 Ce n’était probablement pas un moine Zen, ear il prit contact avec le *Zazu Tendai,* supérieur du monastère Tendai du Hiei/. an.

138 Selon un rapport chinois de 1402, le chaudron de cuivre employé pour ce douloureux châtiment était conservé *in situ.*

139 En réalité, il semble que l’intempérance ait été alors un phénomène courant parmi les dirigeants du bakufu, et même chez les officiers de service. Voici à ce propos deux extraits significatifs du journal de Manzai. 22-23 août 1419 : « Il y a eu un grand spectacle de danse au palais de Sentô, devant l’empereur et l’empereur cloitre. Muromachi Dono [Yoshimochi] était présent. Il est entré dans le palais de l in pour changer de costume. Lorsqu’il en est ressorti, il était très ivre. » 7 janvier 1423 : « Le 5, le frère cadet du général Akamatsu est mort. La veille, comme il se rendait avec une escorte au palais du *kanrei,* étant très ivre, il est tombé de son cheval et a reçu des coups de pied à la tête et à d’autres endroits vitaux ».

Il semble que Yoshimochi était agité et incohérent même lorsqu’il était sobre. 11 passait d’un monastère ou d’un sanctuaire à un autre, assistait aux services religieux, regardait les danseurs et les mimes, puis se relirait soudain du monde.

140 Le *Tripitaka* (les *Trois Corbeilles)* est le canon de la littérature bouddhique, achevé en 250 avant Jésus-Christ. Il compte trois parties, et son nom vient du fait que l’on gardait dans des corbeilles les palmes sur lesquelles le texte était écrit.

141 Le mot « söryö », souvent utilisé improprement dans le sens de « fils aîné », signifie au sens strict « l’ensemble des biens ».

142 L’histoire du manoir d’öno, dans la province de Bungo, en est une bonne illustration. Ce fief fut octroyé en 1240 à Otomo, commissaire du Bungo et du Buzen. Sa superficie était de 307 *chô,* c’est-à-dire environ 375 hectares. Lorsque Otomo mourut, sa femme hérita de l’ensemble du domaine, qu’elle garda dix-sept ans. A sa mort, il fut partagé entre ses fils, hormis la portion que le propriétaire d’origine, Ono, était autorisé à conserver à vie. A la troisième génération, le tout avait été divisé en dix

parts détenues par dix propriétaires différents, dont la surface était respectivement de 3,33,36,35,25,76,89,22,5 et 3 *chô.* Pour plus de détails, cf. Maki Kenji, *Nihon hôkenseido seiritsu-shi.*

Le même phénomène ressort de l’étude de l’évolution d’un shö propriété d’un monastère sur une plus longue période. En 1189, il était composé de 90 parcelles affermées à des gens différents, alors qu’en 1343,149 tenanciers se partageaient la même surface. On mesure le changement de la taille des parcelles au fait qu’en 1189 il y en avait 7 de plus de 10 *chô* et 29 de moins de 1/2 *chô,* alors qu’en 1343 il y en avait 96 de moins de 1/2 *chô* et une seulement de plus de 10 *chô.* Pour plus de détails, cf. Naga-hara, *Nihon Hôken shakai ron.*

L’ensemble de la question de la succession et de l’héritage est clairement exposé *in* Joiion des Longrais, Frédéric, *l’Est et l’Ouest,* Maison franco-japonaise, Tokyo, 1959.

143 On raconte que, durant la guerre de Gempei, le feu détruisit à Otsu 2 800 maisons ; ce chiffre est certainement exagéré, mais il n’en suggère pas moins une ville d’une importance considérable.

144 La position de ces porteurs de palanquins (« kago-kaki ») compte parmi les curiosités de l’histoire économique d’alors. Professionnellement, ils étaient négociants en riz, mais tout comme d’autres commerçants, ils appartenaient à l’une des quatre confréries de porteurs de palanquins au service du palais. C’était une position enviable, et ceux qui l’occupaient ne pouvaient être arrêtés du fait qu’ils étaient au service de la maison impériale.

145 Pour leur approvisionnement en riz, les habitants de Kyoto dépendaient bien sûr des riches plaines de l’ömi. Les transports se poursuivirent régulièrement jusqu’à la guerre d’Onin qui, entre 1467 et 1480, ravagea la ville et la campagne, et durant laquelle les grands daimyô et de nombreux citadins s’en allèrent, laissant les rues désertes. Les négociants en riz eux-mêmes se trouvèrent alors en difficulté et durent vendre leurs stocks à des « prix de rebut ».

146 « Moine défroqué » est la traduction libre de « genzoku », qui désigne un moine retourné à la vie laïque.

147 Bien des endroits du Musachi méridional – Rokugô, Shioya, Maruko, Asagaya, Itakura, Umeda, Ishihama, Ushijima, Kanasugi, Kobinata, tous situés dans le voisinage de Kyoto – rappellent le souvenir de ces fils cadets qui se battirent pour accroître leurs terres et se libérer de leurs charges.

148 Il rentra plus tard à Kyoto, où il devint le conseiller du shôgun Yoshimasa, à la demande de qui il écrivit un mémoire sur les principes de gouvernement.

149 Les méthodes par lesquelles le système des *shôen* fut détruit sont importantes pour l'étude de la tenure féodale, mais le sujet est beaucoup trop complexe pour qu'on le développe ici. Sans parler de sa destruction politique, on peut dire que le shôen était appelé à disparaître en tant qu'institution économique dès l'instant où il ne put plus se suffire à lui-même. Avec le développement de l'économie, le *shôen* se trouva bientôt incapable de fournir à tous ses besoins, et commença ainsi à dépendre d'autres organes pour son entretien.

150 Le terme de *myôden* (nom-champ) servait à décrire la terre possédée par un individu, par opposition à celle qu'il pouvait occuper en échange d'un loyer ou de certains services. On avait l'habitude de décrire les propriétaires de ce genre en fonction de la dimension de leurs domaines. Un petit propriétaire était un *shômyô*, un grand propriétaire un *daimyô*. Le terme de *mvôshu* (nom-maître) est un terme générique pour ces propriétaires, mais on en vint à l'appliquer plus particulièrement aux petits cultivateurs, généralement des paysans émancipés, propriétaires du sol dont ils vivaient.

151 De même, les partisans de la cour du Sud constituèrent des ligues d'opposition au bakufu. Dans le récit des batailles que livrèrent Nitta Yoshimune et autres chefs du clan Nitta, les membres des ligues se reconnaissent à leurs couleurs. Au printemps 1352, à la bataille de Kotesashi, par exemple, les Kodama-ikki portaient un emblème où se trouvait dessiné un éventail, les Taira-ikki étaient vêtus de rouge de pied en cap, et d'autres ikki arboraient sur leurs bannières ou sur leurs casques des emblèmes comme un croissant de lune, une fleur, une bêche et un losange vermillon (« beni »).

152 A propos de ces désordres, le journal du Daijôin dit : « C'est la première fois depuis la création du Japon que les campagnards se révoltent. » La chose n'est pas tout à fait juste, car des soulèvements sporadiques s'étaient produits durant la guerre entre les deux cours ; mais ils restaient de dimension modeste.

153 Il est intéressant de noter que dans les documents qui relatent les soulèvements ruraux, le mot *do-ikki* est utilisé comme un synonyme de *tsuchi-ikki*, et semble exprimer un certain mépris à l'égard des « domin » ou gens de la terre, considérés comme des aborigènes par les représentants d'une race supérieure.

154 Le terme « occupé » traduit ici « chigyô » abusivement utilisé pour signifier la possession d'une terre en fief.

155 *Tadasu-gawara kanjin-sangaku ki.* Un autre spectacle est décrit dans le compte rendu d'un grand festival de Dengaku-nô donné pour la cour en 1445. Le festival de 1464 fut tout à fait exceptionnel. Il était dirigé par Kanze Tayu Matasaburo, et Yoshimasa et ses grands capitaines y assistaient, assis selon une rigoureuse préséance. Il se poursuivit durant une semaine, avec plusieurs spectacles tous les deux jours.

156 Les comptes d'un monastère de l'Owari mentionnent en 1428 le paiement d'un *tansen* pour un autre avènement. Son taux était de 50 *mon* par *tan* de terre. Le *tan* représentait le dixième d'un *chô* (environ un huitième d'hectare) ; ainsi, le montant qu'il fallait acquitter pour une surface de 40 *chô* était de 20000 *mon*, soit environ le prix de dix boisseaux de riz.

157 « Kurayaku » vient de « kura », le magasin où les prêteurs rangeaient les gages. Cependant, l'impôt n'était pas prélevé sur le magasin ou sur son contenu, mais sur l'ensemble de la fortune du prêteur.

158 Les provinces de Harima, Bizen, Bingo, Bitchu, Mimasaka, Ise, Iga, et l'ensemble de Shikoku. Ces provinces étaient facilement atteignables de la capitale et presque sous contrôle direct du bakufu.

159 Ce qui signifie le « camp de l'Ouest ». La place a donné son nom à un style célèbre de tissage de soie, le nishijin-ori.

160 *Nare ya shiru / Miyako wa nobe no / Yù-hibari / Agaru wo mite mo / Ochiru namida wa.*

161 *Entrée Route*

Tôji guchi Route du Settsu

Gojô guchi Tôkaidô (route de l'est)

Shijô-Omiya guchi Saikaidô (route de l'ouest)

Takeda guchi Route du Kii (sud)

Sanjô-bashi guchi Route de l'est pour l'ômi

Ohara guchi Route du nord pour le Wakasa

Kiyokura guchi Sanindô (route occidentale de montagne pour

le Tamba)

Il n'y avait que la dernière dont Hosokawa pouvait se servir.

162 On trouve ce commentaire, émis à propos d'un litige touchant les biens de l'Église, dans le recueil (*Zôjiki*) de la branche Daijôin du Kôlukuji de Nara.

163 On trouvera des détails sur l'art de cette période au chapitre XVIII de notre *Shori Cultural History,* Londres, 1952 (nouvelle édition).

164 On le trouve dans beaucoup d'autres termes, comme « söryö », l'ensemble du domaine, ou « sôkoku », l'ensemble de la province.

165 Ce chiffre est une estimation fondée sur *Daimyô Ichiran*, in *Dokushi Biyô.*

166 Par la suite (1467), Yoshikado deviendrait *kanrei* de Kyoto, mais il perdit cette charge un an après cire entre en fonction.

167 La xylographie était en général d'excellente qualité, grâce surtout au besoin qu'avaient les bouddhistes d'exemplaires des sûtras en traduction chinoise, et, plus tard, à l'époque des Ashikaga, à l'engouement croissant pour l'étude des classiques chinois. Les jésuites avaient une petite presse au Kyüshü en 1590 ; mais le premier ouvrage existant imprimé par les Japonais avec des caractères mobiles est une édition des *Analectes* réalisée

en 1598 à la demande de l’empereur Go-Yôzei. Les caractères mobiles étaient employés en Corée depuis 1400 environ, et sans doute les Japonais furent-ils impressionnés par les avantages qu’ils représentaient lors des invasions de la Corée de 1592-1597. Toutefois, les caractères mobiles ne se prêtaient pas à l’impression des ouvrages populaires japonais, qui exigeaient une écriture cursive, et vers 1640, on se remit à utiliser à toute fin la xylographie.

168 L’introduction d’armes à feu obligea néanmoins les commandants à changer leur tactique s’ils avaient affaire à une troupe ennemie disposant d’un grand nombre de mousquets ; et cette circonstance accéléra considérablement la tendance à délaisser la cavalerie au profit de l’infanterie, si bien que, au bout d’une génération environ, l’emploi de troupes montées avait pratiquement été abandonné.

169 Voir ci-dessus, chapitre XXXI.

170 Peut-être le fait le plus curieux (et le moins important) concernant la bataille dite d’Okehazama est-il qu’elle n’eut pas lieu à l’endroit dont elle porte le nom mais dans le défilé voisin susmentionné de Dengaku-ha ama.

171 L’Ishiyama Honganji était un temple et une forteresse construit en 1496 à Osaka, dans un endroit presque imprenable qui donnait sur la baie du côté de l’ouest. Etant pratiquement entouré d’eau, il était difficile d’accès, mais pouvait aisément être approvisionné par mer en hommes et en vivres. Ishiyama est le nom de la petite éminence où les principaux bâtiments se trouvaient construits.

172 Dans les livres d’histoire et dans les chroniques, Takeda et Uesugi ont une grande renommée militaire. Ils aimaient certainement se battre, mais ni l’un ni l’autre n’ont fait preuve d’un talent stratégique remarquable. Ils n’ont guère su proliter de leurs chances, et ils ne paraissent pas avoir appris grand-chose de leurs nombreuses erreurs.

173 Môri Motonari était mort en 1571. Son petit-fils Terumoto lui succéda, travaillant en parfait accord avec ses parents et conseillers Kikkawa et Kobayakavva. C’est à eux qu’étaient adressées les lettres de Yoshiaki.

174 En mai 1580, Kôsa laissa la forteresse à la garde de son fils pour tenter sans succès de lever dans le Kii une armée de secours. Ainsi, c'est à son fils qu'il incomba de rendre la place et de vider les lieux.

175 On donne parfois l'été 1568 pour date de cette rencontre ; mais la chose est impossible, car ce n'est qu'en automne de cette année-là que Nobunaga arriva à Kyoto avec Yoshiaki. Frois décrivit cette entrevue dans une lettre de juin ou juillet 1569, et l'on ne voit pas pourquoi il aurait attendu un an pour relater un événement de cette importance.

176 L'ancienne tradition bouddhique japonaise recherchait une certaine harmonie dans les relations entre les différentes branches de l'Église, toutes les doctrines étant considérées comme des versions diverses d'une vérité unique. Mais Nichiren (1222-1282), saint querelleur et maître de l'insulte, mit fin à cette tradition. A l'époque de Nobunaga, la secte Hokke n'avait pas amendé ses manières, mais restait subversive et hostile à l'autorité civile ; et il était normal que Nobunaga considérât ses dirigeants d'un œil méfiant.

177 Il est intéressant de savoir que le texte de cet avis est conservé dans les archives du Tennôji, où il fut placardé pour la première fois sur un panneau d'affichage situe dans l'enceinte.

178 La construction du château n'était pas encore terminée, mais il put leur montrer certains appartements avec leur luxueuse décoration.

179 Une longue lettre écrite par Hideyoshi à Saitô Gemba, conseiller de Nobutaka, contient un compte rendu intéressant de la bataille de Yamazaki, où il mentionne le rôle joué sur le terrain par Takayama Ukon et autres commandants.

180 Sambôshi, connu plus tard sous le nom d'Oda Hidenobu, était le fils de Nobutada, premier né de Nobunaga.

181 Voir, par exemple, Murdoch, t. I, p. 194.

182 Yamashiro, Yamato, Kawachi, Izumi, Settsu, Omi, Wakasa, Echizen, Kaga, Noto, Etchû, Tamba, Tango, Tajima, Inaba, Hôki, Harima, Bizen, Bitchü, Mimasaka, Aua, Iga, Ise, Shima, Owari, Mikawa, Tötömi, Suruga,

Kai, Hida, Mino, Shinano, Kötsuke. (A strictement parler, les provinces de Mikawa, Tötömi et Suruga étaient à Ieyasu.)

183 Le texte dit : « Yama no oku, umi wa rokai no tsuzuki sôrô made. » La sévérité de ces ordres était la conséquence d'une importante révolte chez les paysans du Dewa, qui avaient tué des officiers chargés de l'enquête et, plus généralement, résisté avec une telle violence qu'Uesugi avait dû envoyer de nombreuses troupes pour les remettre au pas.

184 On verra dans le tableau donné dans un prochain chapitre que Môri Terumoto conduisit en Corée un contingent de 30000 hommes.

185 Étant d'humble naissance – son père était un *ashigaru* au service d'une famille guerrière de l'Owari –, Hideyoshi ne s'était élevé que lentement, bien que Nobunaga eût tôt fait de reconnaître ses mérites. Jusqu'en 1575, il occupa un grade inférieur à celui de commandants comme Shibata, dont la position était elle-même inférieure à celle de Ieyasu. Ensuite, à partir de 1582 environ, il fut graduellement promu et devint commandant général de toutes les troupes des provinces centrales avec le titre de *chùgoku tandai*. Après la mort de Nobunaga, son ascension s'accéléra. Il devint *nai-daijin* en 1584, *kampaku* (régent) en 1585, et *dajô-daijin* (chancelier) en 1586, où lui fut conféré le nom de famille de Toyotomi. Il était susceptible à propos de ses ancêtres et prétendait descendre des Fujiwara, ce que personne ne croyait.

Le nom de Taikô, sous lequel il était généralement connu, était le titre que prenait un régent au moment de quitter sa charge.

186 Il se peut que ces chiffres soient exagérés, mais un total de 200000 hommes n'est pas invraisemblable. Le *Tamon-in nikki* parle de 25000 hommes et de 3000 chevaux, mais il s'agit sans doute de l'avant-garde seulement, telle qu'elle était au moment de quitter Osaka.

187 Il utilise une des locutions favorites de Hideyoshi, « kubi hanerubeshi », qu'on pourrait traduire par « qu'on le décapite ».

188 A moins qu'il ne s'agisse d'une erreur, et que l'auteur ait voulu dire 200000, ce chiffre concerne peut-être uniquement les divisions au départ de Kyoto. Lorsqu'on étudie l'histoire militaire du Japon, la question des chiffres se pose en permanence, car la plupart des chroniqueurs ignorent

l’arithmétique ou ne lui accordent aucun intérêt. Le nombre d’hommes rassemblés par Hideyoshi pour assiéger Odawara est cependant assez facile à estimer. Il envoya un ordre de mobilisation à cinq régions : les provinces du Centre, les provinces centrales (Chùgoku), les provinces du Nord, les grandes bases militaires d’Osaka et de Kiyosu (dans l’Owari) avec la contrée qui les séparait, et les cinq provinces (Tôtômi, Mikawa, Suruga, Kai et Shinano) de Ieyasu. Si la quote-part de ces régions était en moyenne de 40000 hommes, l’effectif total de 200000 hommes pour les troupes de Hideyoshi et de Ieyasu ne semble pas excessif.

189 Sur les huit provinces du Kantô, Ieyasu n’en reçut que six, l’Awa et le Hitachi restant aux mains de leurs anciens propriétaires. Mais il avait en outre la riche province d’Izu, à l’ouest de la chaîne de Hakone.

190 Une estimation de la surface totale des terres cultivables à différentes périodes peut donner une idée utile de l’envergure de cette étude cadastrale :

191 Les termes exacts de la première clause de l’ordre publié le 29 août 1588 sont : « Il est strictement interdit aux fermiers (« hyakushô ») de toutes les provinces de garder des épées, armes blanches, dagues, lances, armes à feu ou tout autre équipement militaire. »

192 Ainsi, le véritable cultivateur d’un ou plusieurs lopins de terre était maintenant une unité indépendante, traitée séparément de ses père et mère et de toute sa famille.

Touchant les divergences de vues sur le sujet, voir les essais d’Araki Moriaki, Endô Shinnosuke et Miyagawa Mitsuru sur le *Taikô no kenchi*. On trouvera une liste *in* Thomas C. Smith, *Agrarian Origins of Modem Japan* – précieux ouvrage qui traite essentiellement de la situation après 1600.

193 Mashida et Natsuka sont de meilleures translitérations que Masuda et Naga tsuka.

194 Des historiens estiment que Hideyoshi ne créa pas alors d’organes particuliers pour l’exécution de sa politique. Il y avait sans doute, pensent-ils, un certain nombre de commissaires (*bugyô)* remplissant les fonctions traditionnelles et des grands feu-dataires donnant conseil ; mais, en tant que parties intégrantes de l’appareil gouvernemental, les *go-bugyôet go-tairô*

n'apparurent que peu avant la mort de Hideyoshi, qui les nomma dans le but bien précis de protéger et de guider Hideyori au cours de sa minorité. En temps normal, Hideyoshi décidait de la politique et la faisait exécuter par les officiers de son choix.

195 L'intérêt de son carnet de note, le *Mi no kagami,* est multiple.

196 Deuxième grade de premier rang. Le premier grade était toujours posthume.

197 Tous ces détails ainsi que bien d'autres se trouvent dans un registre tenu par Kusunoki Masatora, secrétaire de Hideyoshi. On notera qu'une partie de l'escorte était constituée de samurai portant non pas le casque mais la coiffure de cérémonie appelée « tori-ebôshi ».

198 La coutume voulait qu'on montrât aux visiteurs de Kyoto la « Tombe des Oreilles », ou Mimizuka, qui contenait, disait-on, les oreilles de ces 38000 têtes, découpées et mises en saumure pour être envoyées à Kyoto comme preuve de la victoire.

199 C'est là le langage de Frois, qui, outre qu'il était un maître du style laudatif, semble avoir eu le don de l'euphémisme pour parler des crimes des grands personnages. A propos de Hidetsugu, il disait qu'« il avait une faiblesse, le goût passionné de tuer. »

200 cinq commissaires étaient de moindre rang que les *tairô.* Il s'agissait de Maeda Geni, Asano, Mashida, Ishida et Natsuka. Ils prêtèrent serment à leur tour devant les cinq *tairô* en sorte que le gouvernement entier se trouvait engagé.

201 Le texte est celui des papiers Tomioka.

202 Hideyoshi avait la passion de bâtir. Ses plus importantes réalisations sont :

Le château d'Osaka. Une reconstruction du Ishiyama Honganji. Les travaux commencèrent en 1583. Ce fut une immense entreprise, à laquelle des dizaines de milliers d'ouvriers furent utilisés. En 1590, lorsqu'il fut achevé, c'était le château le plus grand et le plus puissant du Japon.

Le Jûrakudai. La construction de la « maison des plaisirs », résidence de Hideyoshi, débuta en 1587.

Le château de Fushimi. Fushimi fut construit après que Hideyoshi eut abandonne les fonctions de *kampaku*, en 1591. Il céda alors le Jûrakudai à Hidetsugu, et Fushimi était censé devenir sa propre retraite. Les travaux, commencés en 1592 ou peu après, furent achevés à la fin de 1594.20000 à 30000 hommes furent employés tout au long de la construction, fournis par vingt provinces ou davantage. De l'extérieur, Fushimi ressemblait à un château, mais il s'agissait en fait d'un luxueux palais, comparable au Jûrakudai.

Akechi avait été défait treize jours après le meurtre de Nobunaga, alors qu'Ieyasu n'était pas dans le Kai.

203 Parmi les documents originaux importants exposés à l'université de Waseda en décembre 1959 figurait un ordre daté du 25 octobre 1600, de Ieyasu à Tanaka Yoshimasa, l'un de ses généraux à Sekigahara, de la loyauté duquel il n'était pas sûr. Par précaution, l'ordre fut transmis à Tanaka par un officier de confiance proche de Ieyasu, un certain Murakoshi, avec une lettre de couverture portant aussi le chiffre de Ieyasu et datée du même jour. Tanaka s'y voyait fermement enjoint de déployer toute son adresse et toute sa force à débusquer et arrêter Ukita Hideie, Ishida Mitsunari et Shimazu Yoshihiro. Konishi Yukinaga, qui se cachait dans les montagnes du Mino, devait lui aussi être capturé.

Ces lettres, écrites à Kusatsu (où Ieyasu était arrivé quatre jours après la bataille), montrent quelle importance il attachait à la punition de ses ennemis. Bien qu'il se soit enfui du champ de oataille avec Shimazu, Ukita fut condamné à mort ; à la requête de Shimazu, cette peine fut toutefois commuée en exil.

204 Parmi les travaux de ce type exécutés entre 1602 et 1615, on trouve la construction et la réparation de nombreux châteaux – Nijô, Fushimi, Hikone, Edo, Suruga, Nagoya, Kameyama et Takata – ainsi que des réparations au palais impérial. Les finances des *tozama* s'en ressentaient très durement, mais ceux-ci grognaient sans oser se révolter.

205 L'un d'eux dépassait 100 tonneaux. Ieyasu le prêta à un dignitaire espagnol en 1610, et il fit un voyage en Californie sous le nom de *San*

Buenaventura.

206 Pour les punir, il fit détruire en 1610 le *Madré de Dense*t mettre à mort l'essentiel de son équipage. On trouvera un récit détaillé de cette atrocité dans « The Affair of the *Madré de Deus* », de C. R. Boxer, in *Proceedings of the Japan Society.* Londres, 1929.

207 Une grossière estimation de la situation en 1600, après Sekigahara, donne ceci :

Millions de koku

Revenu global des domaines directs de la famille Tokugawa 8,5

Revenu des domaines alloués aux vassaux fudai 6,0

Propriétés des tozama et autres 10,0

Revenu total des fiefs de 10000 koku et plus 24,5

Dans son *Suijin-roku,* Katsu Awa déclare que le revenu des domaines placés sous le contrôle direct des Tokugawa s'éleva de trois à près de sept millions de *koku* entre 1603 et 1690. Ce chiffre ne comprend pas le revenu des *hatamoto* (partisans militaires directs des Tokugawa). Dans sa première version, le Code de cent articles *O sadame*

faki hyakka-jô) dit que, vers 1660, le revenu présumé du pays était de 29,19 millions de *oku.* Le revenu réel était probablement plus important, et, en 1860, il représentait environ 25 millions de *koku* de riz ou autre produit équivalent.

Le *ryô* était l'unité de la monnaie-or. La pièce appelée « koban », frappée en 1601 à ß

la Monnaie de Fushimi fondée cette même année par Ieyasu, valait un *ryô,* et Jr

1'« ôban » en valait dix. Elle pesait 44 momme et contenait 67,7 % d'or, 27,8 % d'argent,,]

et 4,5 % de cuivre. 44 momme pesaient environ 170 grammes. Le contenu et le pouvoir ii

d'achat des pièces d'or fluctua beaucoup au cours du XVII* siècle. Dans le calcul de la ß : valeur en or, l'unité la plus grande était le « kan », poids équivalant à 1000 momme.

Le passage régulier au Japon d'un navire portugais dit « le grand bateau de ah

208 de soieries précieuses. Ce navire voyageait avec une autorisation revêtue du « sceau vermillon » du shôgun, et les Hollandais étaient avertis qu'ils ne devaient pas l'attaquer. On trouvera des détails touchant le commerce portugais entre 1555 et 1640 IM C R. Boxer, *The Great Ship from Amacort.* Lisbonne, 1959.

209 Nagayasu était le fils d'un danseur de *sarugaku* de la province de Kai, où Takeda »hingen le prit à son service. Il attira l'attention de Ieyasu, qui l'engagea.

210 Honda Tadakatsu, soldat qui s'était bien battu à Sekigahara et tenait les civils en piètre estime, observait à propos de cette situation : « Comme une bouteille, un *dai-kan* [représentant du shôgun] devrait avoir une corde autour du cou. » Les bouteilles de terre japonaise, ayant un long cou et un large rebord, pouvaient être suspendues à une corde.

211 Le *Mikawa monogatari* de Hikozaemon offre un compte rendu intéressant des relations de Ieyasu avec la famille Okubo. Il contient en outre une discussion intéressante des obligations mutuelles entre seigneur et vassal qu'on peut considérer comme précurseur du *Bushidô,* le code systématique de chevalerie développé par des hommes : omme Yamaga Sokô (1622-1685). La façon dont Hikozaemon traite son sujet est personnelle et sentimentale plus aue philosophique, mais elle montre que, grâce à la perspective d'années paisibles, des hommes avaient commencé à envisager l'avenir de a classe des samurai dans une société nouvelle.

212 *Honsa* est la contraction de *Honda Sado (no Kami),* et *roku* veut évidemment dire « chronique ». Une autre œuvre qu'on lui attribue, le *Ji-kokka kongen (Sur les bases du gouvernement)* est d'authenticité douteuse.

213 Il n'eut aucune maladie grave avant soixante-dix ans et plus. Auparavant, il avait à une ou deux reprises souffert de furoncles et une fois d'une légère maladie vénérienne.

214 Il devait remplacer le château d'Ishida Mitsunari, à Sawayama.

[215] *Ashihara yo / Shigeraba shigere / Ono ga mama J Totemo michi aru / Yo ni araba koso.*

[216] Mis à part les « honin », ou « non-hommes », qui étaient des parias.

[217] Cf. H. Cieslik, *Hoppô Tankenki,* Tokyo, 1962.

[218] Les rapports des missionnaires estiment à environ 750 le nombre des chrétiens mis à mort entre 1613 et 1626 ; et, bien sûr, des milliers d'entre eux durent souffrir et mourir en prison ou en exil, ou encore destitués.

[219] On trouvera d'autres renseignements intéressants sur les conceptions géographiques des Japonais d'alors dans l'ouvrage de C. R. Boxer, *Jan Compagnie in Japan.* Les Japonais apprirent beaucoup des Hollandais en matière de navigation, et avant les ordres de fermeture on trouvait souvent des pilotes hollandais sur les navires porteurs d'un permis revêtu du sceau vermillon du shôgun.

[220] Le contenu de ces deux paragraphes m'a été aimablement fourni par le proies scur Theodore de Bary. Huang était un érudit et un grand patriote. N'ayant obtenu aucune aide du Japon, il rentra en Chine pour prendre une part active dans la guerilla

La position générale des *fudai* par rapport aux *tozama* était la suivante :

1. Le long de la Tôkaidô, grande route reliant Kyoto aux provinces orientales, des vassaux *fudai* se succédaient en direction de Suruga et vers l'ouest, protégeant Kyoto, Osaka et le Kinai contre une éventuelle attaque.

2. Dans le Nord (Mutsu et Dewa), les *tozama* comme les Date, les Gamo, les Uesugi et les Satake se trouvaient coupés du Kantô par les partisans des Tokugawa de Mito, Utsunomiya, etc.

3. Au nord-ouest de la Tôkaidô se trouvait le puissant Maeda, maître du Kaga, de l'Echizen et du Noto. Pour prévenir toute incursion de sa part dans la région du littoral oriental ou dans le Kinai, Yüki Hideyasu avait été placé à Fukui et Matsudaira Tadateru à Takata.

4. Dans les provinces du Centre (Chügoku) furent placés les Fukushima, Môri, Ikeda, Asano et autres, pour protéger le Kinai contre les attaques venant de l'ouest.

5. Au Kyüshü, les grands barons étaient autant que possible séparés les uns des autres par des daimyô favorables au bakufu. Avant que Ieyasu ne devienne shôgun, il n’y avait pas de *fudai* au Kyüshü.

221 D’après les chif fres donnés dans un article par Fujino Tamotsu in *Shigaku zasshi*, vol. LXV, no 6.

222 « Miwa on the Hagi fief », in *Keizaishi kenkyû*, vol. XII, n° 3.

223 Ina Tadatsugu, dont on a déjà parlé comme d’un fidèle adjoint de Ieyasu, venait d’une famille guerrière du Mikawa. Ieyasu le récompensa de ses précieux services en lui accordant Te poste de *gundai* du Kantô, qui lui donnait autorité sur les huit provinces orientales au nom du shôgun. Il était alors *daikan* de la province de Kai, et avait ainsi la responsabilité de domaines Tokugawa estimés à un million de *koku*. Ieyasu lui était notamment redevable de l’organisation du transport des vivres durant la campagne de Sekigahara.

224 « Kabuku » signifie être enclin, porté à.

225 L’histoire de Banzui-in Chôbei est narrée en détail dans l’excellent ouvrage de Bertram Mitford, *Tales of Old Japan*, sous le titre « A Story of the Otokodate of Edo ». Dans cette version, on le fait mijoter dans un bain bouillant avant de l’achever à coups de lance.

226 Cf. Kawatake Shigetoshi, *Chikamatsu Monzearnon*, Tokyo, 1959. La première pièce traitant de l’affaire Date fut représentée à Edo en 1713. L’ouvrage de Donald Keene, *Major Plays of Chikamatsu* (New York, 1961), contient d’excellentes traductions et de précieux commentaires.

227 Il faut toutefois mentionner l’édition (en 1481) d’un des commentaires de Zhu Xi dans le Satsuma, où un docteur zen du nom de Keian s’était réfugié lors de la guerre d’Onin et avait été accueilli par Shimazu. D’autres seigneurs guerriers de l’époque étaient enclins à encourager les études confucianistes, notamment le clan Môri, traitant les érudits et les artistes avec respect. Lorsqu’on étudie l’histoire nationale, ce qui se passe dans les provinces ne doit pas être négligé. Dans certains domaines, les provinces étaient en fait plus avancées que la métropole, où l’on n’aimait guère le non-conformisme.

[228] Cet ouvrage est un dialogue sur le classique confucianiste intitulé *le Grand Savoir* (un des Quatre Livres), que Banzan utilise pour exposer ses vues sur les problèmes courants, politiques et économiques.

[229] Les sanctuaires des domaines féodaux étaient des bâtiments indépendants ou faisaient partie de l'école du domaine.

[230] Connues sous le nom de Keichô-bon, d'après l'époque (Keichô – 1596-1614) de leur fabrication.

[231] Cette attitude est en flagrant contraste avec l'art oratoire de l'Occident, où un acteur (Garrick) pouvait dire que le prédicateur Whitefield était capable de faire pleurer une assemblée en prononçant le seul mot de Mésopotamie.

[232] On trouvera une traduction anglaise d'*Onna daigaku* in B. H. Chamberlain, *Things Japanese*, Londres, 1927.

[233] Selon Fukuzawa Yùkichi, dont le père était samurai de rang inférieur dans le fief d'Okudaira, au cours des 200 ans de l'histoire du fief, seuls 35 samurai de rang inférieur furent promus au grade inférieur du rang supérieur.

[234] Le *Jinnô shôtôki* (1339) de Kitabatake Chikafusa est un traité polémique plutôt qu'historique. Il fut écrit dans des circonstances difficiles, sans accès aux sources écrites, et sa vraie valeur historique réside dans la description des événements dont Chikafusa avait une connaissance directe, comme les incidents politiques et militaires du règne de Go-Daigo. Sa tendance générale révèle l'influence du *Gukanshô.*

[235] Docteur Hershel Webb, « What is the *Dai Nihon Shi* ? », in *Journal of Asian Studies*, vol. XIX, no 2,1960.

[236] Ce chiffre est conjectural, car la quantité du travail requis dépendait de la nature du sol, de la proportion des champs irrigués et non irrigués, et d'autres variantes. Un ouvrage du xvi* siècle *(Seiryôki)* dit que, pour cultiver une superficie d'un *chô* dont le quart n'est pas irrigué, il faut 800 journées d'homme et 200 de femme. Compte tenu des changements saisonniers, cela donnerait environ quatre hommes pour un *chô*, mais il

n’est pas possible de donner de chiffres exacts. L’amélioration des méthodes et des outils de travail tendait d’ailleurs à diminuer le nombre de travailleurs par *chô* et à augmenter la surface cultivée.

237 Cette grande étude, connue sous le nom de *Taikô no kenchi*, fut entreprise sur l’ordre de Hideyoshi en 1582 et poursuivie jusqu’en 1598.

238 Il faut se rappeler que des relevés fonciers avaient été ordonnés bien avant par des seigneurs guerriers, notamment, au début du xvi« siècle, par les familles Hôjô et Imagawa. A Partir de 1568, Nobunaga lui-même fit faire des relevés province par province.

239 Nanushi signifie « nom-maître », et rappelle le terme de myôshu, qui avait la même signification et était le titre des propriétaires médiévaux de myôden ou nom-champs. Les provinces du Centre se servaient d’ordinaire du terme shôya.

240 On trouvera une étude détaillée des *guningumi-chô* in *Goningumi hôkishû* (3 vol.), édité par Hozumi Nobushige, Tokyo, 1930.

241 Sur le *tonarigumi* moderne, cf. R. P. Dore, *City Life in Japan*, Berkeley, Californie, 1958.

242 L’une des pièces de Chikamatsu *(Keisei shuten-dôji)* parle d’un cheval de bois (mokuba) sur lequel la victime était forcée de s’asseoir avec des poids sur les jambes.

243 En 1631, à Shinshû, l’eau d’irrigation courait durant des kilomètres dans des canaux creusés dans le roc, et, sur quelque 800 mètres, dans des canaux souterrains percés dans le rocher, selon des techniques empruntées à l’exploitation des mines de cuivre. En conséquence de ce genre de progrès, la production de riz de la province de Musashi passa de 667000 à 1 167000 *koku* dans le courant du XVIIK siècle.

244 Écrivant après la guerre de 1941-1945, certains historiens se sont appuyés sur le marxisme pour montrer la « place de la révolution de Meiji dans l’histoire agricole du Japon ». Voir par exemple l’important essai publié sous ce titre par K. Takahashi in *Revue historique*, vol. CCX (1953). Sa thèse n’est pas sans défauts.

245 Tondabayashi se trouvait à un embranchement de la route oui, venant du col de Chihaya (défendu par Kusunoki en 1333), traversait la province de Kawachi.

246 Les « tarubune » étaient des bateaux qui transportaient des marchandises rangées dans des tonneaux *(taru)*. Ils faisaient régulièrement le voyage d'ôsaka à Edo.

247 Naraya était au service de Ieyasu dans le Mikawa et le suivit à Edo. Un marchand nommé Taruya était fort respecté du fait que son ancêtre s'était bien battu à Nagashino (1575). Ces hommes jouèrent tous deux un rôle important dans le développement d'Edo, où ils firent fortune. Autre pionnier, Kitamura Buneorô amassa de l'argent en profitant des circonstances, notamment après l'incendie ae Meireki.

248 Sous le gouvernement des Tokugawa, les routes principales furent améliorées, mais une grande partie du pays était trop accidentée pour la circulation des véhicules à roues. Un cheval de bât ne pouvait pas porter plus de deux balles de riz. Il y avait des torrents à franchir, et des cols élevés à gravir.

249 Le premier transport direct par bateau de Kaga à Osaka eut lieu en 1638.

250 Ce qui, à Edo, se prononçait *tonya*. Le *toiya* descendait de l'agent médiéval du manoir.

251 En 1697, la bourse de Dojima n'était que marché de riz autorisé. Elle s'occupa vraiment de riz jusque vers 1710, où elle commença à émettre et à accepter des ordres, et à traiter à terme (« nobemai »). Cette forme de transaction fut officiellement sanctionnée en 1733, où le bakufu installa son propre entrepôt de riz à Osaka. Au début de l'année, la famine avait suscité des émeutes.

252 Un kan est l'équivalent de lOOO momme de 2,12 drachmes.

253 Arai Hakuseki, qui voulut réformer le système monétaire et réduire les dépenses en 1709, écrit dans ses mémoires que la « révision » de 1695 rapporta cinq millions de *ryô* au bakufu. *Oritaku shiba no ki,* vol. II, partie.

254 Ces mémoires ont été publiées sous le titre *Oritaku shiba no ki.* On en trouvera une traduction anglaise de G. W. Knox in *Transactions of the Asiatic Society of Japan,* vol. XXX. Ceux qui peuvent lire l'original seront frappés par la clarté du style.

255 Le septième shôgun étant un enfant en bas âge.

256 Hakuseki déclare : « Tout ce que faisait le *rôjû,* c'était de transmettre ses [de Yoshiyasu] instructions. »

257 Ces registres montrent incidemment que les chiffres de Hakuseki étaient inexacts, ce qui confirme l'impression que le grand homme n'était pas toujours précis. Voir l'article de T. Yamazaki in *Tôhôgaku,* no 19,1959.

258 Il est intéressant de comparer sa vision d'Ashikaga Takauji avec celle du *Baishôron.*

259 On notera que les estimations touchant la production de riz données à la page 353 du volume III de Murdoch sont très exagérées. Le chiffre de 60 millions de *koku* est invraisemblable. La consommation annuelle moyenne d'un adulte était d'un *koku,* et la population d'alors était de l'ordre de 30 millions. Compte tenu des problèmes d'entreposage, il n'est pas possible que la production annuelle ait dépassé de beaucoup 30 millions de *koku.* De nouvelles terres furent mises en culture après la mort de Yoshimune, mais pas uniquement pour le riz.

260 L'austère Hakuseki lui-même se vit offrir un pot de vin à une occasion au moins.

261 Peut-être vaut-il la peine de rappeler ici les divers changements de monnaie. 1615 (« Keichô ») : koban-or ; 1695 (« Genroku »>) : réduction de l'or et de l'argent contenus dans les pièces ; 1714 (nouvelle frappe, dite « Shôtoku ») : retour aux normes de Keichô ; 1718 : nouveau système monétaire de Yoshimune, basé sur le précédent.

262 On trouvera une description des diverses méthodes de calcul du revenu ou de l'impôt dû, en nature (« kemi ») ou en espèces, pour une période donnée (« jômen > ») in Thomas C. Smith, *The Agrarian Origins of Modem Japan,* Stanford, Californie, 1959, pp. 152 et suivantes.

263 A la fin de 1731, la bourse du riz se plaignit au bakufu que, alors que le stock de « vieux » riz dans les entrepôts dépassait rarement 150000 sacs (*hyo)* quand, en temps normal, arrivait le « nouveau », il était de 600000 sacs en 1730 et de 1300000 cette même année. Inquiets d'obtenir de l'argent comptant pour faire face à leurs dépenses courantes, les daimyô étaient prêts à vendre leur riz même à perte.

264 Durant les vingt premières années où Yoshimune se trouva au pouvoir, la production de riz dans les domaines du bakufu resta relativement stable, l'ensemble tour nant autour de 7 millions de *koku.* De cela, il lallait déduire environ 2 500000 *koku* pour le revenu des *hatamoto*, ce qui laissait quelque 4 500000 *koku* pour les greniers du bakufu. Il s'agissait là du produit des terres appelées « kurairi chi ».

265 Dans le calendrier, cette année était la neuvième de Meiwa, c'est-à-dire Meiwa kunen, ce que les Japonais, avec leur humour sarcastique, lisaient « Meiwaku », la « Consternation ».

266 Une étude très complète des soulèvements paysans à l'époque Tokugawa nous est fournie par le docteur Hugh Borton dans *Transactions of the Asiatic Society of Japan* (mai 1938), où l'auteur estime le nombre de ces soulèvements à plus de 1000. De nouvelles données découvertes depuis montrent qu'il y en eut plus de 1600, dont la plupart eurent lieu après 1730.

267 Voir les mémoires de Shibano Ritsuzan in *Keizai taiten*, vol. XXVI.

268 Rezanov perdit son intérêt pour le Japon lorsqu'il vit de belles perspectives en Californie. Il espérait en faire un territoire russe et faillit réussir, car il n'y aurait eu qu'une faible opposition de la part des colons espagnols. Mais sa santé s'altéra, et il mourut en 1807.

269 La littérature japonaise considère d'ordinaire que cette époque de prospérité se olongea durant les périodes de Bunka et de Bunsei (1804-1830).

270 Le produit réel était presque toujours beaucoup plus élevé que l'estimation officielle (« omote daka »).

271 *Keizai taiten*, vol. XIV.

272 Durant la période de Tempo, le *ryô* d’or avait à Edo un pouvoir d’achat de 0,75 *koku* de riz.

Les gens de Satsuma étaient particulièrement féroces en affaires. Ils achetaient ein de sucre Dour trois « eo » de riz et le revendaient quatre fois ce prix.

273 De fait, durant les dix jours du séjour de Perry, le transport du riz d’Osaka et Kyoto fut interrompu, par crainte plutôt que par danger.

274 Extrait d’une « Relation des barbares orientaux et méridionaux » dans l’*Histoire de la dynastie des Liu Song*, compilée vers 513. [D’après la traduction de Tsunoda et de Bary.]

275 Bunpo est le nom de la période 1317-1318.

276 Katharine Sansom, *Sir George Sansom and Japan, a Memoir.* Tallahassee : The Diplomatie Press, 1972, in-8<>, 183 p.